GUIDE
RISQUES PAYS & SECTORIELS 2022

LES GRANDES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

ANALYSE DES RISQUES ET PREVISIONS SUR 162 PAYS ET 13 SECTEURS

coface
FOR TRADE

Ce guide s'adresse aux :

— Dirigeants d'entreprises qui ont à prendre des décisions d'exportation, de lancement de projets ou d'investissements dans les pays risqués.

— Responsables des risques et dirigeants internationaux de banques, d'organismes financiers multilatéraux, et de compagnies d'assurance et de réassurance agissant à titre privé ou pour le compte d'Etats.

— Responsables d'administrations concernées par le risque pays.

— Consultants et avocats spécialisés dans les affaires internationales.

— Chercheurs et universitaires concernés par le risque pays.

Ont participé à l'élaboration de ce guide :

— La direction de la recherche économique du Groupe Coface : Theo Ametan, Khalid Aït-Yahia, Bernard Aw, Evelyne Banh, Eve Barré, Solène Berose, Jean-Christophe Caffet, Marcos Carias, Aroni Chaudhuri, Andreea-Alexandra Draghici, Bruno De Moura Fernandes, Dominique Fruchter, Seltem Iyıgun, Patricia Krause, Mélina London, Erwan Madelénat, Ruben Nizard, Sarah N'Sondé, Grzegorz Sielewicz, Andréane Soucaze, Floriane Vallée et Christiane von Berg.

— La direction de l'information du Groupe Coface

COFACE
GUIDE
RISQUES
PAYS &
SECTORIELS
2022

ANALYSE DES RISQUES ET PRÉVISIONS SUR 162 PAYS ET 13 SECTEURS

Les opinions exprimées par les auteurs et les diverses contributions à ce guide ne sauraient engager la responsabilité de Coface.

SOMMAIRE

P. 02
AVANT-PROPOS
Par Xavier Durand, Directeur général de Coface

P. 04
Comment se repérer dans votre guide ?
– FICHES SECTORIELLES
Comment lire les 13 fiches sectorielles
– FICHES PAYS
Comment lire les 162 fiches pays

P. 06
ÉVALUATIONS MONDIALES COFACE
Des outils pour détecter, évaluer et suivre les risques auxquels les entreprises sont confrontées

P. 08
CARTE DES ÉVALUATIONS PAYS
Une vue géographique d'ensemble des évaluations pays Coface

P. 10
ÉVALUATIONS RISQUES PAYS
Historique des évaluations risques pays des principales économies

P. 12
SOMMAIRE DES FICHES SECTORIELLES & PAYS

P. 14
FICHES SECTORIELLES
Évaluation Coface des risques sectoriels

P. 42
FICHES PAYS
Bilan économique et perspectives 2022 dans 162 pays

P. 250
GLOSSAIRE

2022 : quel atterrissage pour l'économie mondiale ?

— Xavier Durand —
Directeur général de Coface

Commencé sous de mauvais auspices, malgré l'apparition des premiers vaccins à l'automne 2020, l'exercice 2021 aura finalement été de bien meilleure facture que ce que l'on pouvait craindre. Les restrictions de l'hiver et, dans une moindre mesure, du printemps dernier, n'auront finalement pas fait dérailler notre scénario de fort rebond de l'activité : la croissance mondiale devrait dépasser + 5,5 %, soit la meilleure performance annuelle observée depuis le premier choc pétrolier (1973) – après, il est vrai, la plus forte récession enregistrée depuis l'après-guerre (-3,4 % en 2020). Aussi flatteurs soient-ils, ces chiffres ne sauraient faire oublier que l'année écoulée n'a pas été un long fleuve tranquille : la réouverture des économies et le redressement des échanges ont parfois (souvent) été chaotiques, sous la perpétuelle menace d'une reprise épidémique, et la volatilité, à tous les niveaux, n'a pas manqué. Surtout, et conformément à ce que nous écrivions il y a un an, cette reprise s'est faite en ordre dispersé. Avec, d'un côté, les pays avancés, où les politiques de soutien budgétaire et de fourniture de liquidités, autorisées par des politiques monétaires ultra-accommodantes, ont permis de maintenir à flot des pans entiers de l'économie, le temps que la diffusion des vaccins en permette la réouverture. Et, de l'autre, les pays les moins avancés, aux marges de manœuvres budgétaires et monétaires nettement plus limitées, ou inexistantes, et où la progression de la vaccination est infiniment plus lente – quand celle-ci a enfin pu être lancée. Au milieu, une multitude de cas, tous ou quasi-tous spécifiques, variant au gré de l'apparition de nouvelles mutations virales et des rebonds épidémiques induits, des réponses apportées par les autorités publiques en matière sanitaire et budgétaire, des spécialisations productives sectorielles et géographiques et, enfin, des dotations factorielles de chacun – notamment en termes de ressources énergétiques et minières.

Au-delà de cette dispersion des performances nationales, l'année 2021 a aussi été marquée par les très fortes perturbations des chaines de valeur. Provoquées par la désorganisation des processus de productions (fermetures d'usines, restrictions, disponibilité de la main d'œuvre…) et des échanges internationaux (normes et protocoles sanitaires différents, non-reconnaissance de certains vaccins…), ces perturbations se sont matérialisées par la multiplication des goulots d'étranglement, l'allongement des délais d'approvisionnement et la hausse des prix des intrants. Quelques chiffres permettent de visualiser l'ampleur du phénomène : multiplication par deux des délais d'expédition depuis la Chine vers l'Europe et les États-Unis (de 50-60 jours de l'entrepôt du fournisseur au port de destination avant la crise, à plus de 110 jours en 2021), multiplication par trois du temps de déchargement des containers dans le port de Los Angeles (d'environ 3 jours à près de 9 jours), hausse de 50 % des délais d'approvisionnement moyens de l'ensemble de l'industrie manufacturière américaine (de 60 à 90 jours), doublement des délais de livraison des puces électroniques (de 12 à plus de 22 semaines) en raison de la pénurie mondiale de semi-conducteurs – qui explique à elle seule plus de 10 % de la baisse de la production automobile mondiale, pour un coût estimé à plus de 200 milliards USD pour l'ensemble du secteur…

Ces perturbations des chaines de valeur manufacturières expliquent dans une large mesure la sous-performance – a priori paradoxale en phase de rebond du commerce mondial – des économies les plus ouvertes et les plus industrialisées, au premier rang desquelles figure l'Allemagne, où les difficultés d'approvisionnement rencontrées dans le secteur automobile ont coûté plus de 1,5 point de PIB l'an dernier (près d'un point au Mexique et en République Tchèque, 0,7 point au Japon…). La très forte hausse des prix des matières premières, des métaux et de l'énergie notamment, est l'autre facteur explicatif majeur de cette « revanche » des économies les plus tertiarisées, à quelques exceptions près (pays très dépendants du tourisme notamment), sur les économies industrielles l'an dernier. À l'échelle mondiale, les prix des matières premières ont ainsi augmenté de près de 50 % en moyenne sur l'année – de plus de 65 % pour l'énergie et de près de 35 % pour les matières premières non énergétiques (45 % pour les principaux métaux utilisés dans l'industrie). Avec là aussi de fortes disparités nationales et régionales, le cas du gaz naturel étant à cet égard l'exemple le plus frappant.

La principale conséquence de ces goulots d'étranglement et de l'envolée des prix de matières premières a été le retour sur le devant de la scène d'une thématique disparue des radars des pays développés depuis plusieurs décennies – et qui sera au cœur de l'actualité économique et sociale en 2022 : l'inflation.

À quoi ressemblera 2022 ? Alors qu'il y a quelques semaines, sous l'effet d'Omicron, nous avions pu craindre un retour massif et généralisé des restrictions, le contraste avec le début d'année 2021 est saisissant : à de rares exceptions près, cela n'a pas été le cas. Le regain de volatilité et la dégradation des anticipations n'ont été que de courte durée, les indicateurs avancés et les cours boursiers renouant rapidement avec leurs plus hauts, signalant que le momentum macroéconomique reste favorable malgré un contexte sanitaire toujours incertain. Deux principales raisons à cela : le variant Omicron s'est tout d'abord révélé plus contagieux que létal mais aussi, et surtout, nous avons progressivement appris à vivre avec le virus. Économiquement du moins, les vagues épidémiques se succédant et provoquant, malgré la mise sous tension récurrente des services de soins, des dommages économiques de moins en moins importants. Malgré ses imperfections, la

« 2021 a consacré le retour sur le devant de la scène d'une thématique disparue des radars des pays développés depuis plusieurs décennies – et qui sera au cœur de l'actualité économique et sociale en 2022 : l'inflation. » — **Xavier Durand**

vaccination – qui atteint ou dépasse 80 % dans la plupart des pays développés – y est évidemment pour beaucoup. Celle-ci demeure néanmoins insuffisante, au niveau mondial (~50 %), pour conjurer définitivement le risque sanitaire. Il nous parait ainsi indispensable d'étendre la couverture vaccinale au-delà des seuls pays avancés, à commencer par les pays les plus pauvres, où les taux de vaccination complète sont souvent inférieurs à 5 %. Pour des raisons éthiques, évidemment, mais pas seulement : les mutations du virus se produisant là où celui-ci peut librement se répandre et circuler, la vaccination de toutes et tous, dans tous les pays, revêt une importance cruciale dont les pays développés n'ont toujours pas pris conscience. Petite parenthèse, la symétrie entre gestion du risque épidémique et gestion du risque climatique est à ce propos assez frappante : un risque global ne peut être géré efficacement, et durablement, qu'à l'échelle mondiale. Vingt-quatre mois de pandémie l'ont bien montré : les variants de la COVID-19, comme les gaz à effets de serre, méconnaissent les frontières que les hommes peuvent ériger.

Que prévoyons-nous donc pour 2022 ? Si l'on exclut la survenue de risques extrêmes, dont la probabilité d'occurrence s'est singulièrement accrue au cours des derniers mois (Ukraine…), notre scénario est celui d'un atterrissage progressif de l'économie mondiale (+ 4,1 %) après le très fort rebond enregistré l'an dernier (+ 5,6 %). Nous aurions pu parler de « normalisation », plutôt que d'atterrissage, mais cela nécessiterait d'avoir au préalable identifié, et au moins sommairement défini, ce que signifie désormais « normalité ». Y-a-t-il une *new normal* et, si oui, quelle est-elle ? Quel est, selon la formule consacrée, le « monde d'après » ? Si la crise sanitaire a pu provoquer (dans un premier temps au moins) un sentiment d'appartenance à une seule et même communauté de destin et remettre au premier plan (dans certains discours au moins) l'indispensable respect des équilibres environnementaux et les aspirations à davantage d'inclusion, le creusement des inégalités observé depuis le début de la crise et les conclusions de la COP26 ont rappelé que cette hypothétique new normal restait dans une large mesure à construire, sinon à (collectivement) définir. En termes purement macroéconomiques, quel est le niveau « normal » des taux d'intérêt – alors que la dette publique (et privée) a considérablement augmenté et atteint des niveaux sans précédent en période de paix? Corrélativement, quel est le niveau du PIB potentiel et quelle est la croissance potentielle du PIB mondial ? Sont-ils plus élevés qu'avant la crise en raison, par exemple, des progrès réalisés en termes de digitalisation, d'innovation ? Ou plus faibles en raison des destructions de capacités, ou parce que le processus de destruction créatrice a été (au moins partiellement) empêché par l'intervention des pouvoirs publics ? Comme souvent, ces questions ne trouveront de réponses définitives qu'avec le recul nécessaire, les diagnostics prématurés posés ici ou là relevant dans une large mesure de conjectures hasardeuses dans le meilleur des cas, bien souvent d'une certaine forme de dogmatisme.

Inutile de préciser que l'atterrissage « en douceur » que nous prévoyons dans notre scénario pour 2022 n'est pas garanti : les incertitudes sont nombreuses et ne l'ont que rarement autant été. Car la crise que nous traversons depuis deux ans est une crise multidimensionnelle, dont les dimensions sont étroitement liées les unes aux autres : crise sanitaire, crise économique, crise énergétique, crise géopolitique, crise climatique… et bientôt (ou déjà, dans certains pays) crise sociale et politique ? La hausse de l'inflation, en particulier lorsque celle-ci touche les besoins primaires (alimentaire, énergie…), nourrit le mécontentement social et accroît le risque de soulèvement dans de nombreux pays – c'est ce que révèle l'indicateur Coface de fragilité sociale et politique, en forte augmentation fin 2021 et au plus haut à la fois dans les pays émergents et dans les pays développés.

Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si tous les risques exogènes déjà évoqués ne se matérialisent pas, les risques liés à un faux pas budgétaire et/ou monétaire reviendront au centre des préoccupations. Car l'atterrissage que nous prévoyons alors serait inévitablement, et continûment, accompagné d'une normalisation du policy mix – celle-ci a d'ailleurs déjà commencé dans de nombreux pays. Et nous savons, sans ambiguïté aucune, ce que normalisation signifie en pareille occasion.

Si les leçons de la crise souveraine européenne semblent avoir été tirées et devraient nous prémunir contre une consolidation budgétaire menée au pas de charge, le retrait progressif des dispositifs de soutien aux entreprises devrait faire réapparaitre le risque de contrepartie après, là aussi, deux années d'anormalité. Le processus a d'ailleurs déjà démarré, les faillites d'entreprises s'inscrivant sur une trajectoire résolument haussière au Royaume-Uni (+ 11 % en 2021) et en Espagne (+ 23 % sur les trois premiers trimestres).

Côté monétaire, le principal risque est celui d'une sur-réaction des principales banques centrales, FED et BCE en tête, ces dernières étant de plus en plus montrées du doigt pour leur supposé retard pris pour juguler une inflation plus persistante que prévu. Au-delà du traditionnel risque qu'une hausse des taux américains fait peser sur nombre de pays émergents, un resserrement brutal des conditions financières ne serait pas non plus sans effet sur les économies avancées. Compte tenu des niveaux d'endettement et de valorisation des actifs, le prochain épisode de cette crise protéiforme pourrait être celui de nouvelles turbulences financières, provoquant un atterrissage bien plus chahuté que celui qui est actuellement anticipé. À cet égard, la probabilité que dans un an nous ne parlions plus d'inflation, mais de déflation, ne doit pas être non plus sous-estimée.

La vingt-sixième édition de ce guide aborde l'ensemble de ces questions et tente d'y répondre en adoptant, comme de coutume, une double approche géographique et sectorielle. Je souhaite à chacun une excellente lecture de cet ouvrage que Coface publie chaque année.

Comment se repérer dans votre guide ?

FICHES SECTORIELLES

1 Nom du secteur

2 Évaluations du risque sectoriel régional Coface

Elles indiquent le risque présenté par les entreprises du secteur dans les régions à travers le monde considérées par Coface lors des évaluations sectorielles trimestrielles.

3 L'analyse points forts / points faibles

Vous appréhenderez rapidement les atouts et les faiblesses structurels d'un point de vue mondial pour le secteur considéré.

4 Synthèse de l'appréciation du risque

Vous trouverez dans cette rubrique un résumé analytique des développements économiques et financiers ainsi que des principaux risques dans le secteur du point de vue des tendances globales ; qui est développé dans le paragraphe suivant.

5 Analyse approfondie du secteur

Ce paragraphe présente une analyse Coface approfondie des tendances globales du secteur, incluant les perspectives en matière d'offre et de demande pour l'année à venir.

6 Graphiques sur le secteur

Les graphiques des fiches mettent en exergue un ou plusieurs aspects saillants des développements dans le secteur.

FICHES SECTORIELLES

1 AGROALIMENTAIRE

2 Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

3
- Forte demande des pays émergents (notamment la Chine et l'Inde)
- Secteur relativement résilient à la pandémie de la COVID-19

- Secteur très dépendant des aléas climatiques et biologiques
- Secteur très impacté par les tensions protectionnistes
- Volatilité des cours des matières premières agricoles

4 SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur agro-alimentaire, qui s'était montré résilient face aux conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19 du fait de son caractère essentiel, a tout de même largement bénéficié de la reprise économique mondiale de 2021 et poursuivra cette tendance en 2022. Les campagnes de vaccination accompagnées d'un allègement des restrictions, ont permis une reprise économique mondiale tirée par la demande, notamment dans le secteur agro-alimentaire. Cette consommation liée à des achats massifs chinois, couplée à des retards de récolte causés par des aléas climatiques et des manques de main d'œuvre, à une crise de conteneurs et à un manque de ressources, ont conduit à un réel déséquilibre entre l'offre et la demande et donc à une chaîne inflationniste, allant des engrais aux produits finaux du secteur. En octobre 2021, l'indice FAO des prix alimentaires avait atteint sa valeur la plus élevée depuis septembre 2011 (133,2 points, soit + 31,3 % sur un an). Coface s'attend à ce que les prix des produits agricoles restent relativement élevés en 2022, malgré une stabilisation.

De plus, le secteur agricole a été au centre des discussions lors de la COP26 qui s'est déroulée entre le 31 octobre et le 12 novembre 2021, principalement concernant la déforestation des sols et la diminution de émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici 2030.

La production de viande, qui avait été perturbée par la fermeture de nombreux abattoirs après la contamination à la COVID-19 de certains de leurs employés, pourrait être affectée, dans certaines régions, par un manque d'intrants (par exemple, le CO_2) induit par une augmentation des cours du gaz naturel. En outre, les risques biologiques, inhérents au secteur et récemment exacerbés par l'épidémie de la peste porcine africaine qui continueront de sévir en Europe et en Afrique, malgré sa quasi-disparition en Asie, ainsi que les conséquences de l'expansion de la chenille légionnaire d'automne et de l'invasion de criquets en Afrique, exerceront des pressions à la baisse sur la production mondiale de produits agricoles cette année.

Le phénomène climatique, *La Niña*, caractérisé par une température plus basse que la normale dans le Pacifique sud, qui entraîne des modifications météorologiques autour du globe, est reparti depuis octobre 2021, portant principalement atteinte aux récoltes de maïs et soja argentines et brésiliennes mais également aux plantations d'Inde du Nord.

5 ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Même si l'agro-alimentaire était resté un secteur résilient face à la COVID-19, une reprise se fait ressentir dans le secteur

Bien que le secteur agro-alimentaire ait relativement bien résisté à la crise de la COVID-19, comparativement à d'autres secteurs (tels que les transports ou l'automobile), certains segments ont été durement touchés par la fermeture des restaurants et des bars pendant les confinements. L'allègement des restrictions et la réouverture des commerces et restaurants, bien que la fréquentation soit encore limitée dans certains pays, comme en France avec l'obligation de détenir un « pass sanitaire », permettent un rebond de la demande globale, et notamment pour les produits agro-alimentaires. Cette forte demande a contribué à une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires, qui est également la conséquence de difficultés de récolte et de la hausse des prix de plusieurs intrants. En effet, les cours de l'ammoniaque, de la potasse, du phosphate et de l'azote, a été en 2021 l'une des principales sources de l'inflation alimentaire. En septembre 2021, la tonne d'ammoniac s'échangeait à 590 dollars, contre moins de 200 dollars un an auparavant. Ainsi, l'indice FAO des prix des céréales a progressé en octobre 2021 (+ 32 points sur un an), sous l'effet d'une flambée des prix internationaux du maïs (+ 89,9 % par rapport à mai 2020), qui à la fois résulte de la forte demande chinoise (+ 300 % sur un an), afin de nourrir des porcs et remplacer les élevages tués par la PPA, mais aussi à des périodes de sécheresses dans les

COFACE 16 GUIDE RISQUES PAYS & SECTORIELS 2022

AGROALIMENTAIRE

régions productrices en Amérique du Sud. D'après le FAO, la production mondiale de céréales aurait atteint un nouveau record en 2021 avant de se contracter en 2022. La consommation mondiale de sucre devrait atteindre un nouveau record historique.

La hausse des prix des produits agricoles est aussi la conséquence de la reprise de la demande de produits non-alimentaires, tels que les biocarburants. La taille du marché des biocarburants devrait atteindre environ 307,01 milliards de dollars US d'ici 2030, contre 141,32 milliards de dollars US en 2020, avec une croissance moyenne de 8,3 % (par an de 2021 à 2030. Enfin, les grandes entreprises du secteur (Danone, Lactalis, Nestlé) ont vu leurs revenus augmenter en 2021 (+ 5,8 % au troisième trimestre 2021 pour Danone et + 2,2 % pour Nestlé sur les 9 premiers mois de 2021), et ce malgré l'inflation d'abord des matières premières puis généralisée, qui a affecté les chaînes d'approvisionnement dans de nombreuses régions du monde.

Le futur du secteur abordé à l'occasion de la COP26

Durant la conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques, les principaux challenges du secteur agricole, notamment sur la déforestation des sols et la diminution de émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici 2030, ont été abordés. D'après une étude de la FAO publiée pour l'occasion, l'artificialisation agricole (la transformation de milieux naturels par l'activité agricole) est la principale responsable du recul des zones forestières en Afrique et Asie, où les pertes forestières sont à plus de 75 % imputables à la conversion à un usage agraire. Néanmoins, certains pays pourraient se montrer réticents à envisager de mettre en péril leur sécurité alimentaire, ainsi qu'un secteur grand pourvoyeur en devises.

En Amérique du Sud, près des trois quarts de la déforestation est attribuable au pâturage du bétail. 45 pays avec le soutien de 95 grosses entreprises souhaitent mobiliser 4 milliards de dollars pour investir dans le développement de cultures résistantes au climat et de solutions régénératrices pour améliorer la santé des sols. La COP26 a aussi mis en avant des programmes d'adaptation au changement climatique pour les agriculteurs les plus fragiles pour les aider à s'adapter aux changements climatiques. Enfin, le secteur agricole avec notamment l'élevage serait l'un des principaux responsables des émissions de méthane dans le monde. Selon les estimations de la Commission européenne, les 30 % de réduction des émissions de méthane promis pourraient aider à diminuer le réchauffement climatique prévu d'au moins 0,2 degré Celsius d'ici à 2050. Ainsi, le nouvel accord mondial sur le méthane (Global Methane Pledge) a été annoncé dans les premiers jours de la COP26 et signé par 90 pays. De nouvelles mesures techniques telles que des compléments alimentaires pour animaux ou l'ajout d'ingrédients innovants pour l'alimentation animale pourraient voir le jour prochainement.

Les risques biologiques et climatiques qui préexistaient à la crise liée à la COVID-19 sont toujours présents

La Peste Porcine Africaine (PPA) qui était déclarée en Europe et en Asie pendant l'été 2018 sera toujours présente en Afrique et en Europe. L'Asie a été particulièrement affectée par la maladie qui s'est répandue dans la région, causant des ravages chez les producteurs de porc, tout particulièrement en Chine, qui représente 50 % de la production et de la consommation mondiale de porc. Depuis l'arrivée de la PPA en août 2018, le pays a perdu 40 % de son cheptel de porc. Cela a eu pour conséquence l'augmentation des importations chinoises de porc en provenance d'autres régions du monde tels que l'Union européenne et les États-Unis. Cette augmentation de la demande chinoise a entraîné une très forte hausse des prix du porc qui a poussé certains consommateurs chinois à s'orienter vers d'autres viandes. D'après le ministre de l'agriculture chinois, le pays a retrouvé son niveau de cheptel d'avant épidémie de PPA. Ainsi, après avoir atteint des hausses records (+ 31,3 % en Europe entre 2019 et 2020, + 69 % en Chine en 2019), le prix du porc vif et de la viande de porc a chuté à partir de début janvier 2021, pour retrouver ainsi les niveaux pré-PPA.

En plus de la PPA, il faut noter deux risques biologiques important pour le secteur agro-alimentaire : la chenille légionnaire d'automne (FAW pour *Fall Army Worm*) et le criquet. La FAW est une chenille qui se nourrit principalement de maïs, mais aussi de riz, de sorgho et de coton. Elle a été détectée pour la première fois en Afrique de l'Ouest début 2016. La FAW a aujourd'hui atteint 44 pays, en Asie et en Afrique, mais aussi en Australie. La Chine est le deuxième plus grand producteur mondial de maïs, la présence de la FAW pourrait donc conduire à des pressions inflationnistes sur les prix mondiaux du maïs. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite mettre en place un programme de 500 millions de dollars pour coordonner la réponse à l'invasion de chenilles légionnaires d'automne partout dans le monde.

Un épisode du phénomène climatique *La Niña*, caractérisé par des températures plus faibles que la normale dans le Pacifique Sud, est de retour depuis octobre 2021. Elle cause des perturbations météorologiques dans le monde entier et impact la production de matières premières agricoles. C'est pourquoi, fin 2021, le prix du maïs a connu une nouvelle hausse, après la circulation d'informations annonçant le retour de *La Niña* de novembre à janvier prochain (probabilité de 70 % d'après l'indicateur ENSO). Selon des météorologues, *La Niña* pourrait entraîner un temps plus sec que d'ordinaire en Argentine et au Brésil, des conditions défavorables aux cultures du maïs et du soja.

Enfin, l'année 2021 a été marquée par plusieurs intempéries dans le monde entier : inondations et incendies en Europe, sécheresses aux États-Unis… Ces évènements pourraient avoir des conséquences sur la production agricole en 2022.

Des pays européens et nord-américains soumis à de nouvelles directives environnementales

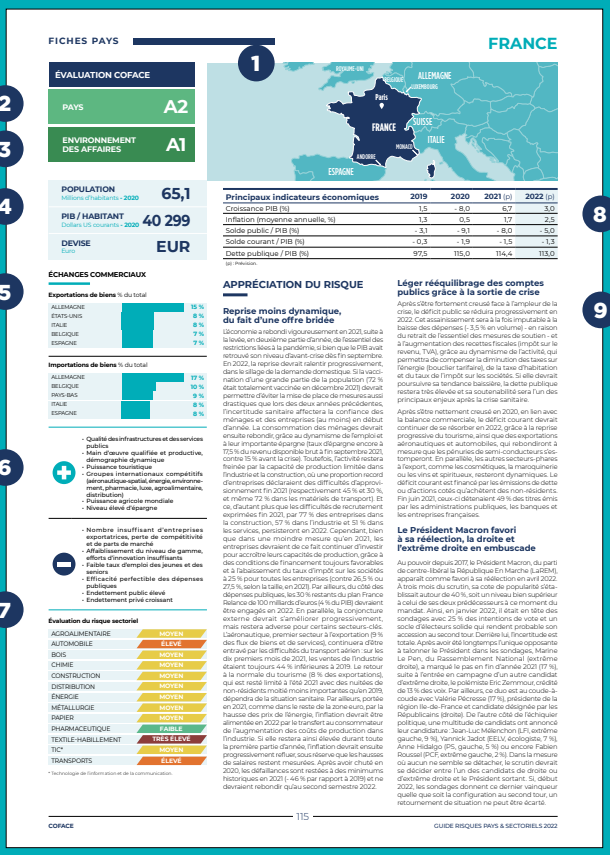
Les contraintes imposées par des politiques environnementales sont relativement plus fortes en Amérique du Nord et Europe occidentale. Par exemple, le Parlement européen a défini en juin les nouvelles directives de la réforme de la Politique Agricole Commune, qui prendra effet en 2023. Parmi les changements les plus importants, la PAC va introduire de nouvelles méthode de travail : chaque État membre devra élaborer un plan stratégique expliquant l'allocation des dépenses des subventions de la PAC. Les pays devront allouer un minimum de 25 % aux éco-régimes (initiatives respectueuses de l'environnement comme l'agriculture biologique ou l'agriculture de précision), et au moins 35 % des fonds de développement rural devront être consacrés à des projets favorisant les pratiques en matière d'environnement, de climat et de bien-être animal.

INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES DE LA FAO (BASE 100 : JANVIER 2015)

Indice des prix des produits alimentaires — Viande — Produits laitiers — Céréales — Huiles végétales — Sucre

Sources : FAO, Coface - Dernier Point : décembre 2021

COFACE 17 GUIDE RISQUES PAYS & SECTORIELS 2022



FICHES PAYS

FRANCE

ÉVALUATION COFACE

PAYS A2

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020 65,1

PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020 40 299

DEVISE Euro EUR

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	15 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ITALIE	8 %
BELGIQUE	7 %
ESPAGNE	7 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	17 %
BELGIQUE	10 %
PAYS-BAS	9 %
ITALIE	8 %
ESPAGNE	8 %

- Qualité des infrastructures et des services publics
- Main d'œuvre qualifiée et productive, démographie dynamique
- Puissance touristique
- Groupes internationaux compétitifs (aéronautique-spatial, énergie, environnement, pharmacie, luxe, agroalimentaire, distribution)
- Puissance agricole mondiale
- Niveau élevé d'épargne

- Nombre insuffisant d'entreprises exportatrices, perte de compétitivité et de parts de marché
- Affaiblissement du niveau de gamme, efforts d'innovation insuffisants
- Faible taux d'emploi des jeunes et des seniors
- Efficacité perfectible des dépenses publiques
- Endettement public élevé
- Endettement privé croissant

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,5	-8,0	6,7	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,3	0,5	1,7	2,5
Solde public / PIB (%)	- 3,1	- 9,1	- 8,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 0,3	- 1,9	- 1,5	- 1,3
Dette publique / PIB (%)	97,5	115,0	114,4	113,0

(p) : Prévision.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise moins dynamique, du fait d'une offre bridée

Laconomie a rebondi vigoureusement en 2021, suite à la levée, en deuxième partie dannée, de lessentiel des restrictions liées à la pandémie, si bien que le PIB avait retrouvé son niveau davant-crise dès fin septembre. En 2022, la reprise devrait ralentir progressivement, dans le sillage de la demande domestique. Si la vaccination dune grande partie de la population (72 % était totalement vaccinée en décembre 2021) devrait permettre déviter la mise de place de mesures aussi drastiques que lors des deux années précédentes, lincertitude sanitaire affectera la confiance des ménages et des entreprises (au moins) en début dannée. La consommation des ménages devrait ensuite rebondir, grâce au dynamisme de lemploi et à leur importante épargne (taux dépargne encore à 17,5 % du revenu disponible brut à fin septembre 2021, contre 15 % avant la crise). Toutefois, lactivité restera freinée par la capacité de production limitée dans lindustrie et la construction, où une proportion record dentreprises déclarairent des difficultés dapprovisionnement fin 2021 (respectivement 45 % et 30 %, et même 72 % dans les matériels de transport). Et ce, dautant plus que les difficultés de recrutement exprimées fin 2021, par 77 % des entreprises dans la construction, 57 % dans lindustrie et 51 % dans les services, persisteront en 2022. Cependant, bien que dans une moindre mesure qu'en 2021, les entreprises devraient de ce fait continuer dinvestir pour accroître leurs capacités de production, grâce à des conditions de financement toujours favorables et à labaissement du taux dimpôt sur les sociétés à 25 % pour toutes les entreprises (contre 26,5 % ou 27,5 %, selon la taille, en 2021). Par ailleurs, du côté des dépenses publiques, les 30 % restants du plan France Relance de 100 milliards deuros (4 % du PIB) devraient être engagés en 2022. En parallèle, la conjoncture externe devrait saméliorer progressivement, mais restera adverse pour certains secteurs-clés. Laéronautique, premier secteur à lexportation (9 % des flux de biens et de services), continuera détre entravé par les difficultés du transport aérien : sur les dix premiers mois de 2021, les ventes de lindustrie étaient toujours 44 % inférieures à 2019. Le retour à la normale du tourisme (8 % des exportations), qui est resté limité à l'été 2021 avec des nuitées de non-résidents moitié moins importantes qu'en 2019, dépendra de la situation sanitaire. Par ailleurs, porté en 2021, comme dans le reste de la zone euro, par la hausse des prix de lénergie, linflation devrait être alimentée en 2022 par le transfert au consommateur de laugmentation des coûts de production dans lindustrie. Si elle restera ainsi élevée durant toute la première partie dannée, linflation devrait ensuite progressivement refluer, sous réserve que les hausses de salaires restent mesurées. Après avoir chuté en 2020, les défaillances sont restées à des minimums historiques en 2021 (- 46 % par rapport à 2019) et ne devraient rebondir qu'au second semestre 2022.

Léger rééquilibrage des comptes publics grâce à la sortie de crise

Après s'être fortement creusé face à lampleur de la crise, le déficit public se réduira progressivement en 2022. Cet assainissement sera à la fois imputable à la baisse des dépenses (- 3,5 % en volume) - en raison du retrait de lessentiel des mesures de soutien - et à laugmentation des recettes fiscales (impôt sur le revenu, TVA), grâce au dynamisme de lactivité, qui permettra de compenser la diminution des taxes sur lénergie (bouclier tarifaire), de la taxe dhabitation et du taux de limpôt sur les sociétés. Si elle devrait poursuivre sa tendance baissière, la dette publique restera très élevée et sa soutenabilité sera l'un des principaux enjeux après la crise sanitaire.

Après s'être nettement creusé en 2020, en lien avec la balance commerciale, le déficit courant devrait continuer de se résorber en 2022, grâce à la reprise progressive du tourisme, ainsi que des exportations aéronautiques et automobiles, qui rebondiront à mesure que les pénuries de semi-conducteurs s'estomperont. En parallèle, les autres secteurs-phares à lexport, comme les cosmétiques, la maroquinerie ou les vins et spiritueux, resteront dynamiques. Le déficit courant est financé par les émissions de dette ou dactions cotées qu'achètent des non-résidents. Fin juin 2021, ceux-ci détenaient 49 % des titres émis par les administrations publiques, les banques et les entreprises françaises.

Le Président Macron favori à la réélection, la droite et l'extrême droite en embuscade

Au pouvoir depuis 2017, le Président Macron, du parti de centre-libéral la République En Marche (LaREM), apparaît comme favori à sa réélection en avril 2022. À trois mois du scrutin, sa cote de popularité stagnait autour de 40 %, soit un niveau bien supérieur à celui de ses deux prédécesseurs à ce moment du mandat. Ainsi, en janvier 2022, il était en tête des sondages avec 25 % des intentions de vote et un socle d'électeurs solide qui rendrait probable son accession au second tour. Derrière lui, lincertitude est totale. Après avoir été longtemps lunique opposante à talonner le Président dans les sondages, Marine Le Pen, du Rassemblement National (extrême droite), a manqué le pas en fin dannée 2021 (17 %), suite à lentrée en campagne dun autre candidat d'extrême droite, le polémiste Eric Zemmour, crédité de 15 % des voix. Par ailleurs, ce duo est au coude-à-coude avec Valérie Pécresse (17 %), présidente de la région Ile-de-France et candidate désignée par les Républicains (droite). De l'autre côté de léchiquier politique, une multitude de candidats ont annoncé leur candidature : Jean-Luc Mélenchon (LFI, extrême gauche, 9 %), Yannick Jadot (EELV, écologiste, 7 %), Anne Hidalgo (PS, gauche, 5 %) ou encore Fabien Roussel (PCF, extrême gauche, 2 %). Dans la mesure où aucun ne semble se détacher, le scrutin devrait se décider entre l'un des candidats de droite ou d'extrême droite et le Président sortant. Si, début 2022, les sondages donnent ce dernier vainqueur quelle que soit la configuration au second tour, un retournement de situation ne peut être écarté.

115

COFACE

GUIDE RISQUES PAYS & SECTORIELS 2022

FRANCE

FICHES PAYS

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN FRANCE

Paiement

La carte bancaire est aujourd'hui le moyen de paiement le plus répandu en France, malgré lutilisation fréquente des chèques. En termes de valeur, les chèques et les virements restent les moyens de paiement les plus priisés.

Si un chèque n'est pas payé dans un délai de 30 jours après la date de première présentation, le bénéficiaire peut immédiatement obtenir un titre exécutoire (sans autre acte de procédure ni frais supplémentaires). Celui-ci peut être délivré sur présentation d'un certificat de non-paiement remis par la banque du tiré après une deuxième présentation infructueuse du chèque et dès lors que le débiteur n'a pas présenté de preuve de paiement dans un délai de 15 jours suivant la réception d'une mise en demeure de payer signifiée par voie d'huissier (article L.131-73 du Code monétaire et financier).

La lettre de change est un moyen de paiement nettement moins répandu. Toutefois, si le nombre d'opérations concernées décroît progressivement, la valeur totale des règlements reste élevée. Les lettres de change restent une solution attrayante pour les sociétés : elles peuvent être déposées à l'escompte ou transférées et constituent donc une source intéressante de financement à court terme. En outre, les bénéficiaires peuvent s'appuyer sur les lettres de change pour engager des poursuites conformément au droit cambiaire, et celles-ci conviennent particulièrement aux paiements échelonnés.

Les virements bancaires servant à effectuer des paiements nationaux et internationaux peuvent être réalisés via le réseau électronique SWIFT utilisé par le système bancaire français. SWIFT fournit une plateforme fiable permettant des paiements rapides entre clients et fournisseurs sous réserve d'une confiance mutuelle. De plus, la France fait partie de lespace unique de paiements en euros (SEPA).

Recouvrement des créances

Sauf mention contraire dans les conditions générales de vente ou accord entre les parties, le paiement intervient 30 jours après la date de réception des biens ou services demandés. Le contrat doit stipuler le taux d'intérêt et les conditions applicables. À défaut, le taux d'intérêt utilisé par la Banque centrale européenne lors des dernières opérations de refinancement s'applique. Le taux applicable aux premier et deuxième trimestres de lannée concernée correspond aux taux en vigueur depuis le 1er janvier et le 1er juillet, respectivement.

Phase amiable

Durant cette phase, le créancier et le débiteur entrent directement en contact pour chercher une solution amiable qui leur permettrait d'éviter un procès. Tous les documents signés entre le débiteur et son créancier (tels que les contrats et factures) sont examinés. Le cas échéant, le débiteur peut bénéficier d'un délai prolongé pour payer ses dettes. Ce délai peut être négocié dès lors que les parties se sont mises d'accord pour trouver une solution amiable.

Procédure judiciaire

Injonction de payer

Dès lors qu'une créance résulte d'un engagement contractuel et qu'elle est liquide et certaine, les créanciers peuvent engager une procédure d'injonction de payer. Ce système flexible repose sur l'utilisation de formulaires pré-imprimés et n'oblige pas les demandeurs à porter l'affaire devant le tribunal d'instance ou le tribunal de commerce compétent (dont la juridiction correspond à la circonscription dans laquelle se situe le siège du débiteur). En recourant à cette procédure, les créanciers peuvent obtenir rapidement une ordonnance du juge signifiée par ministère d'huissier. Le défendeur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour contester.

Procédure accélérée

Le référé-provision permet aux créanciers de recouvrer leurs créances rapidement. Si le débiteur ne comparaît pas ou n'est pas représenté durant le procès, un jugement par défaut peut être prononcé. Le tribunal rend une décision quelques jours après l'audience (généralement dans un délai de 7 à 14 jours, voire le jour même). Sa juridiction se limite aux dettes qui ne sont pas sérieusement contestables. Si des questions importantes se posent concernant l'étendue de la dette, le juge des référés n'est pas compétent pour rendre une décision favorable. Les jugements peuvent être exécutés immédiatement, même si le débiteur fait appel.

Si le cas est litigieux, le juge des référés évalue le bien-fondé de l'affaire. Le cas échéant, le juge peut alors décider de relever d'office son incompétence à juger l'affaire. Selon sa décision concernant la validité du cas, il peut alors inviter le plaignant à saisir la justice en suivant les procédures judiciaires officielles.

Procédure ordinaire

Ce type de procédures officielles permettent au tribunal de reconnaître la validité d'une demande. Cette procédure relativement longue peut s'étendre au-delà d'un an en raison de l'importance accordée à sa nature contradictoire et des nombreuses étapes qu'elle comporte. Ces différentes étapes comprennent la présentation des pièces justificatives, des prémentions écrites des parties, l'examen des preuves, des suspensions d'audience à des fins de délibération et, en dernier lieu, des audiences de plaidoirie.

La procédure est engagée à la suite d'une assignation en justice remise au débiteur 15 jours avant la première audience de procédure. Au cours de celle-ci, le tribunal fixe un délai pour l'échange des plaidoiries et des documents. Les décisions rendues ne font pas toujours l'objet d'une exécution immédiate : elles doivent d'abord être signifiées au débiteur. Elles peuvent également être réexaminées en appel.

Exécution d'une décision de justice

Sauf en cas d'exécution provisoire, si aucun appel n'est formé dans un délai d'un mois, l'exécution intervient dans un délai de 10 ans après la notification du verdict. L'exécution forcée peut être demandée si le débiteur ne respecte pas le jugement. L'obligation de paiement peut être mise en œuvre au moyen d'une saisie des comptes bancaires ou des avoirs, ou par l'intermédiaire d'un tiers qui doit de l'argent au débiteur (saisie-attribution).

Concernant l'application des sentences étrangères, la France a adopté des mécanismes d'exécution applicables aux décisions de justice rendues par d'autres pays membres de l'Union européenne. Ces mécanismes comprennent l'injonction de payer et le titre exécutoire européens. Les décisions rendues par les pays hors UE peuvent être reconnues et exécutées sous réserve que le pays d'émission ait conclu un accord bilatéral ou multilatéral avec la France. À défaut d'un tel accord, les demandeurs devront demander l'exequatur en France.

Procédure d'insolvabilité

La législation française en matière d'insolvabilité prévoit six procédures visant à entreprendre une restructuration ou à éviter la cessation de paiements. Il s'agit soit de procédures assistées soit de procédures contrôlées par le tribunal.

Procédures assistées

Il peut s'agir de mandats *ad hoc* ou de procédures de conciliation. Ces procédures amiables et informelles, pendant lesquelles le débiteur ne peut être contraint de conclure un accord de restructuration, permettent à la société de poursuivre son activité. Le droit des contrats prévaut pendant toute la durée des négociations. La procédure se déroule en présence d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur chargé d'aider le débiteur à trouver un accord avec ses créanciers. Ces procédures sont confidentielles mais l'issue de la conciliation peut être rendue publique si le débiteur obtient l'accord du tribunal de commerce. Néanmoins, les conditions de l'accord demeurent confidentielles et sont divulguées aux signataires uniquement.

Procédures contrôlées

Les quatre types de procédures contrôlées par le tribunal sont le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire, la sauvegarde, et la sauvegarde financière accélérée (SFA).

Dans le cadre de ces procédures, toute action préalable est automatiquement suspendue. Les créanciers sont tenus de fournir une preuve de leurs créances dans les deux mois suivant la publication du jugement d'ouverture. Cette période est étendue à quatre mois pour les créanciers situés hors de France. Les créances postérieures à l'ouverture de la procédure ont la priorité par rapport aux créances antérieures à celle-ci. Le tribunal peut exclure certains types de transactions, si celles-ci ont été effectuées pendant une période de durcissement (avant le jugement d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire).

Dans le cadre des procédures contrôlées, le degré d'implication du conciliateur désigné par le tribunal peut varier d'un cas à l'autre. Durant les procédures de sauvegarde et de SFA, le débiteur n'est pas dessaisi, mais si aucun redressement n'est possible, le tribunal peut décider de ne pas maintenir les dirigeants en fonction. Le rôle des dirigeants est particulièrement réduit dans les cas de liquidation judiciaire, car la société débitrice cesse généralement toute activité. Néanmoins, le tribunal peut autoriser la société à poursuivre son activité sous la surveillance d'un liquidateur judiciaire qu'il aura lui-même désigné.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES

Total | Estimation (e) | Croissance annuelle

	Total	Croissance annuelle
2013	60 127	
2014	59 834	- 0,5 %
2015	59 145	- 1,2 %
2016	59 145	0,0 %
2017	54 831	- 7,3 %
2018	53 439	- 2,5 %
2019	51 207	- 4,2 %
2020	30 967	- 39,5 %
2021 (e)	24 097	- 22,2 %

Source : Banque de France, Coface.

116

COFACE

GUIDE RISQUES PAYS & SECTORIELS 2022

FICHES PAYS

1 Pays et localisation

Une carte vous permet de situer le pays.

2 Évaluation pays Coface

Elle indique le risque moyen présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme.

3 Évaluation de l'environnement des affaires

Cette évaluation, qui complète l'évaluation pays, mesure la qualité de l'environnement des affaires du pays : fiabilité globale des comptes d'entreprises, système juridique, environnement institutionnel et réglementaire.

4 Population, PIB, et devise locale

Cet encadré vous montre la population du pays en 2020, le PIB par habitant en 2020, et la devise locale ainsi que son code ISO.

5 Exportations et importations

Répartition des exportations (ou importations) par pays de destination (ou d'origine). Les sources utilisées sont les statistiques du FMI et de la CNUCED pour 2020.

6 L'analyse points forts / points faibles

Vous appréhenderez rapidement les atouts et les faiblesses structurels du pays.

7 Évaluations du risque sectoriel

Cette évaluation indique le niveau de risque à court terme pour 13 secteurs de l'économie d'un pays.

8 Les indicateurs économiques

En un seul coup d'œil, consultez le tableau de bord des grands agrégats macroéconomiques indispensables à la compréhension de l'environnement économique du pays ainsi que les prévisions d'évolution.

9 L'appréciation du risque

Vous trouverez dans cette rubrique une analyse macro et microéconomique du pays, ainsi que les éléments prospectifs les plus importants pour l'année en cours.

10 Conditions de paiement et moyens de recouvrement

Cette rubrique est un véritable outil pour le directeur financier ou le credit manager dans l'entreprise. Elle informe sur les moyens de paiement à utiliser et sur la façon de mener des actions de recouvrement.

11 Nombre de défaillances d'entreprises

Vous trouverez ici le total et la variation annuelle des défaillances d'entreprises dans le pays.

DES OUTILS POUR DÉTECTER, ÉVALUER ET SUIVRE LES RISQUES AUXQUELS LES ENTREPRISES SONT CONFRONTÉES

Une forte valeur ajoutée de Coface réside dans sa capacité à intervenir en amont de son rôle classique d'assureur crédit, en mettant à la disposition de ses clients une analyse fine des risques pour les aider à prendre les bonnes décisions et à prévenir les risques de crédit. Ses analyses comprennent les évaluations pays et les évaluations de l'environnement des affaires, disponibles pour 162 pays, ainsi que les évaluations du risque sectoriel et l'évaluation du taux de défaut d'une entreprise (DRA). Des publications économiques régulières viennent enrichir ces outils synthétiques que Coface développe.*

Évaluation du risque pays

Elle permet de connaître le niveau moyen d'incidents de paiement présenté par les entreprises d'un pays, dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme. Cette évaluation mesure plus précisément comment le comportement de paiement des entreprises est influencé par les perspectives économiques, financières et politiques du pays, ainsi que par l'environnement des affaires et l'émergence du risque climatique. Elle s'appuie sur six piliers : l'analyse macroéconomique, l'examen du système bancaire, l'évolution politique, le risque climatique, mais aussi l'évaluation de l'environnement des affaires par les entités de Coface dans le monde, ainsi que l'expérience de paiement enregistrée par Coface. L'évaluation risque pays couvre 162 pays sur une échelle de 8 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D, E, dans l'ordre croissant du risque. Les évaluations pays de Coface sont actualisées tous les trimestres.

Évaluation environnement des affaires

Elle permet d'appréhender si les comptes des entreprises sont disponibles et fiables, si le système juridique assure une protection équitable et efficace des créanciers, si les institutions du pays constituent un cadre favorable aux transactions interentreprises et si le marché domestique est facile d'accès. Cette évaluation de l'environnement des affaires est réalisée à partir de données d'organismes internationaux, mais aussi et surtout, de l'expérience des entités de Coface dans le monde. Intégrée dans l'évaluation pays, elle couvre également 162 pays et est proposée sur une échelle de 8 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D, E, dans l'ordre décroissant de la qualité de l'environnement des affaires.

Évaluation du risque sectoriel

Coface analyse chaque trimestre les risques que représentent 13 secteurs d'activité dans 28 pays répartis dans 6 régions du monde (pays qui représentent environ 88 % du PIB mondial). Pour évaluer ces risques, Coface s'appuie sur sa propre méthodologie, qui a été renforcée avec davantage de critères quantitatifs. Elle est fondée sur trois piliers et huit critères. Le premier pilier a trait aux données relatives à l'expertise de Coface en matière de comportements de paiement des entreprises à travers le monde dans les différents secteurs considérés. Le second pilier a trait aux prévisions de données financières qui sont traitées. Le dernier pilier regroupe des critères multifactoriels clés (évolution des prévisions des cours des matières premières, risques liés aux changements structurels pouvant opérer dans un secteur, l'évaluation risque–pays qui a un impact sur l'évaluation du risque d'un secteur donné dans un pays en particulier).

Les critères inclus dans les deux premiers piliers sont résumés ci–dessous.

Pilier expertise de Coface en matière d'expérience de paiement :

- Ratio de niveau d'impayé des entreprises d'un même secteur dans un pays donné.
- Prévisions des variations des montants de défauts dans un secteur donné au niveau mondial.
- Évaluation de risque sectoriel émanant des services d'arbitrage de Coface.

Pilier ayant attrait à l'utilisation de données financières d'entreprise :

- Dynamique de l'évolution des délais moyens de paiement.
- Prévisions et analyse des quantiles des données financières (endettement net, profitabilité).

Les évaluations sont proposées sur une échelle de quatre niveaux : faible, moyen, élevé ou très élevé, dans l'ordre croissant du risque (voir p. 11).

Évaluation du taux de défaut d'une entreprise

Le DRA (Debtor Risk Assessment, Évaluation de risque débiteur) mesure le taux de défaut des entreprises dans le monde. Il est calculé à partir d'indicateurs tels que la solidité financière, la rentabilité, la solvabilité ou encore l'environnement et la gestion de l'entreprise. L'échelle d'évaluation va de 0 (entreprises en défaut) à 10 (meilleure évaluation possible). Les DRA sont mis à la disposition des clients de Coface sur un site Internet qui leur est dédié : Cofanet.

Publications économiques*

Coface publie régulièrement des publications économiques pour traiter alternativement de l'évolution des risques pays et sectoriels, ainsi que des défaillances d'entreprises.

* Évaluations et publications économiques disponibles sur http://www.coface.com/Etudes-economiques-et-risque-pays

DÉFINITION DES ÉVALUATIONS PAYS

A1	Les perspectives macroéconomiques et financières sont très favorables. Le contexte politique est stable. L'environnement des affaires est de grande qualité. Ce cadre influence positivement le comportement de paiement des entreprises. **La probabilité moyenne de défaut est très faible.**
A2	Les perspectives macroéconomiques et financières sont favorables. Le contexte politique est généralement stable. L'environnement des affaires est globalement de qualité. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises est peu élevée.**
A3	Les perspectives macroéconomiques et financières sont moins favorables et/ou volatiles. Le contexte politique reste stable. L'environnement des affaires peut présenter des lacunes. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises se situe à un niveau satisfaisant.**
A4	Les perspectives économiques et financières peuvent être marquées par quelques fragilités. Le contexte politique peut connaître des tensions. L'environnement des affaires peut présenter des lacunes significatives. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises se situe à un niveau convenable.**
B	Les perspectives économiques et financières présentent des incertitudes. Le contexte politique peut connaître de fortes tensions. L'environnement des affaires peut présenter d'importantes lacunes. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises se situe à un niveau assez élevé.**
C	Les perspectives économiques et financières sont très incertaines. Le contexte politique peut être instable. L'environnement des affaires comporte d'importantes lacunes. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises est élevée.**
D	Les perspectives économiques et financières sont très incertaines. Le contexte politique est très instable. L'environnement institutionnel et celui des affaires sont très difficiles. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises est très élevée.**
E	Les perspectives économiques et financières sont extrêmement incertaines. Le contexte politique est extrêmement instable. L'environnement institutionnel et celui des affaires sont extrêmement difficiles. **La probabilité moyenne de défaut des entreprises est extrêmement élevée.**

DÉFINITION DES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

A1	Les bilans des entreprises sont (en général) disponibles et fiables. Le recouvrement des créances est efficace. Les institutions sont de grande qualité et l'accès au marché domestique est quasiment libre. **L'environnement des affaires est très satisfaisant.**
A2	Les bilans des entreprises, quand ils sont disponibles, sont fiables. Le recouvrement des créances fonctionne convenablement. Les institutions sont globalement performantes. Le marché domestique est largement accessible. **L'environnement des affaires est relativement stable mais perfectible.**
A3	Lorsqu'ils ne sont pas toujours disponibles, les bilans des entreprises sont relativement fiables. Le recouvrement des créances et les institutions peuvent présenter quelques lacunes. Le marché domestique est relativement accessible. **L'environnement des affaires est sécurisé mais peut présenter des insuffisances.**
A4	Les bilans des entreprises ne sont pas toujours disponibles ou fiables. Le recouvrement des créances n'est pas toujours efficace et les institutions présentent des lacunes. L'accès au marché domestique est parfois contraint. **L'environnement des affaires est convenable mais susceptible de poser des difficultés.**
B	La fiabilité et la disponibilité des bilans d'entreprise sont très variables. Le recouvrement de créances est souvent difficile. Les institutions présentent des fragilités. Le marché domestique est peu accessible. **L'environnement des affaires est instable et peu performant.**
C	Les bilans des entreprises sont couramment indisponibles et peu fiables. Le recouvrement des créances est aléatoire. Les institutions présentent des nombreuses insuffisances. L'accès au marché domestique est difficile. **L'environnement des affaires est difficile.**
D	Les bilans des entreprises sont souvent indisponibles et peu fiables. Le recouvrement des créances est très aléatoire. Les institutions présentent d'insuffisances significatives. Le marché domestique est très difficilement accessible. **L'environnement des affaires est très difficile.**
E	Les bilans des entreprises sont très rarement disponibles, et quand ils le sont, rarement fiables. Le système juridique rend le recouvrement des créances extrêmement aléatoire. Les institutions présentent des insuffisances majeures et le marché domestique est quasiment inaccessible. **L'environnement des affaires est extrêmement difficile.**

Pour en savoir plus

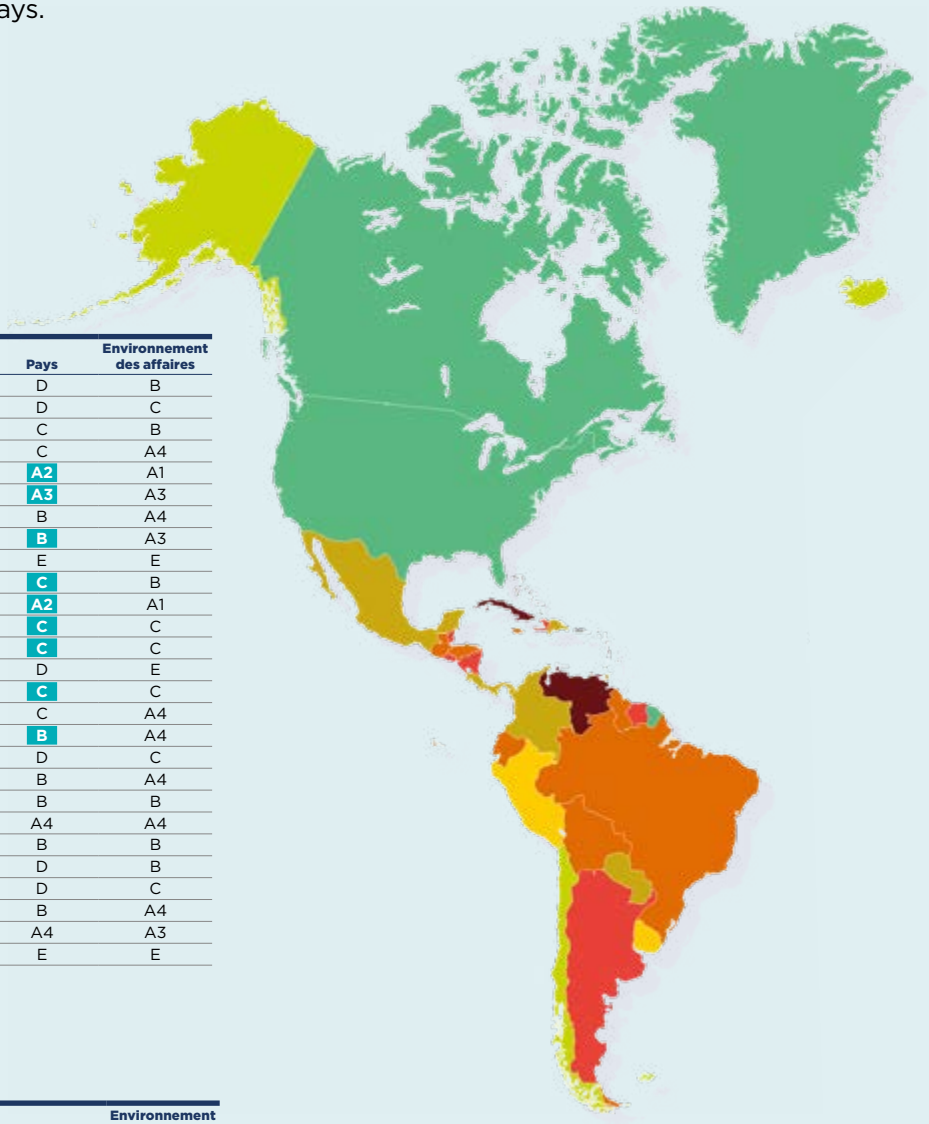
Les évaluations sectorielles sont proposées sur une échelle de quatre niveaux : faible, moyen, élevé ou très élevé, dans l'ordre croissant du risque.

— Retrouvez les en page 14

Coface évalue le risque de crédit moyen des entreprises d'un pays. Pour ce faire, il utilise des données macroéconomiques, financières et politiques. Son originalité est de prendre également en compte l'expérience de paiement qu'il enregistre sur les entreprises du pays et son appréhension de l'environnement des affaires du pays.

DÉCLASSEMENTS EN 2021

RECLASSEMENTS EN 2021



AMÉRIQUES

	Pays	Environnement des affaires
Argentine	D	B
Belize	D	C
Bolivie	C	B
Brésil	C	A4
Canada	A2	A1
Chili	A3	A3
Colombie	B	A4
Costa Rica	B	A3
Cuba	E	E
Équateur	C	B
États-Unis	A2	A1
Guatemala	C	C
Guyana	C	C
Haïti	D	E
Honduras	C	C
Jamaïque	C	A4
Mexique	B	A4
Nicaragua	D	C
Panama	B	A4
Paraguay	B	B
Pérou	A4	A4
République dominicaine	B	B
Salvador	D	B
Suriname	D	C
Trinité-et-Tobago	B	A4
Uruguay	A4	A3
Venezuela	E	E

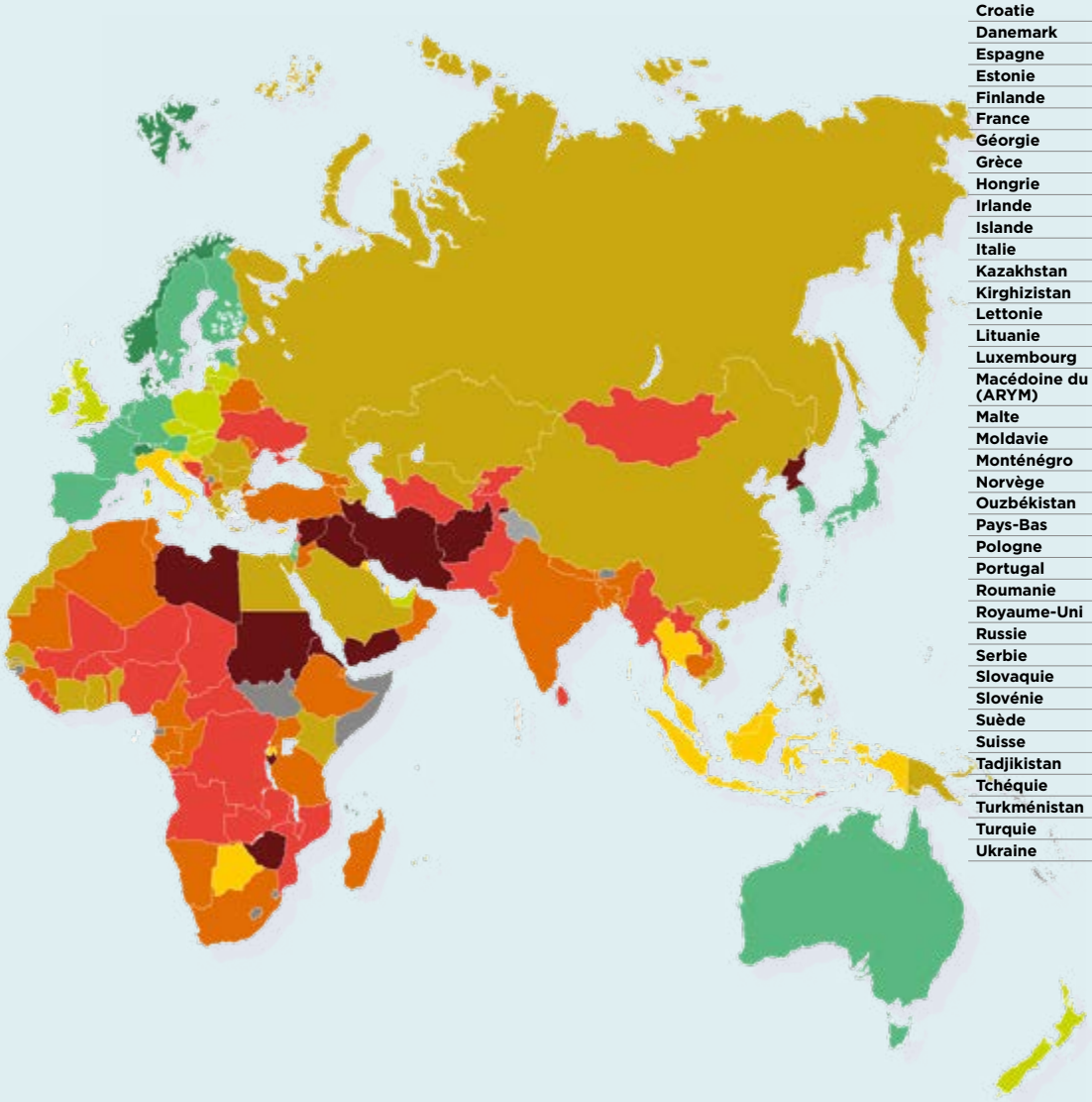
AFRIQUE

	Pays	Environnement des affaires
Afrique du Sud	C	A4
Algérie	C	C
Angola	D	D
Bénin	B	C
Botswana	A4	A4
Burkina Faso	D	C
Burundi	E	E
Cameroun	C	D
Cap-Vert	C	B
Côte d'Ivoire	B	B
Djibouti	C	C
Égypte	B	B
Érythrée	E	E
Éthiopie	C	D
Gabon	C	D
Ghana	B	B
Guinée	C	D
Kenya	B	A4
Liberia	D	D
Libye	E	E
Madagascar	C	C
Malawi	D	D
Mali	D	D
Maroc	B	A4
Maurice	B	A3

	Pays	Environnement des affaires
Mauritanie	C	C
Mozambique	D	D
Namibie	C	A4
Niger	D	C
Nigeria	D	D
Ouganda	C	C
Rép. centrafricaine	D	E
Rép. démocratique du Congo	D	E
République du Congo	C	D
Rwanda	A4	A4
Sao Tomé-et-Principe	D	D
Sénégal	B	B
Sierra Leone	D	D
Soudan	E	E
Tanzanie	C	C
Tchad	D	E
Togo	C	B
Tunisie	C	B
Zambie	D	C
Zimbabwe	E	E

CLASSIFICATIONS DES RISQUES D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES

A1	A2	A3	A4
TRÈS FAIBLE	PEU ÉLEVÉ	SATISFAISANT	CONVENABLE
B	C	D	E
ASSEZ ÉLEVÉ	ÉLEVÉ	TRÈS ÉLEVÉ	EXTRÊME



EUROPE ET CEI

	Pays	Environnement des affaires
Albanie	D	C
Allemagne	A2	A1
Arménie	C	B
Autriche	A2	A1
Azerbaïdjan	B	C
Belgique	A2	A1
Biélorussie	C	B
Bosnie-Herzégovine	D	B
Bulgarie	B	A3
Chypre	A4	A3
Croatie	A4	A2
Danemark	A1	A1
Espagne	A2	A1
Estonie	A2	A1
Finlande	A2	A1
France	A2	A1
Géorgie	C	A3
Grèce	B	A2
Hongrie	A3	A3
Irlande	A3	A1
Islande	A3	A1
Italie	A4	A2
Kazakhstan	B	B
Kirghizistan	D	D
Lettonie	A3	A1
Lituanie	A3	A1
Luxembourg	A1	A1
Macédoine du Nord (ARYM)	C	A4
Malte	A2	A4
Moldavie	C	B
Monténégro	C	A4
Norvège	A1	A1
Ouzbékistan	B	B
Pays-Bas	A2	A1
Pologne	A3	A2
Portugal	A2	A2
Roumanie	B	A3
Royaume-Uni	A3	A1
Russie	B	B
Serbie	B	A4
Slovaquie	A3	A2
Slovénie	A3	A1
Suède	A2	A1
Suisse	A1	A1
Tadjikistan	D	D
Tchéquie	A3	A2
Turkménistan	D	E
Turquie	C	A4
Ukraine	D	C

Pour en savoir plus

Pour télécharger la carte (au format pdf) : http://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays

MOYEN-ORIENT

	Pays	Environnement des affaires
Arabie saoudite	B	B
Bahreïn	D	A4
Émirats arabes unis	A3	A2
Irak	E	E
Iran	E	D
Israël	A2	A2
Jordanie	C	B
Koweït	A4	A3
Liban	D	D
Oman	C	A4
Qatar	A4	A3
Syrie	E	E
Territoires palestiniens	D	D
Yémen	E	E

ASIE-PACIFIQUE

	Pays	Environnement des affaires
Afghanistan	E	E
Australie	A2	A1
Bangladesh	C	C
Cambodge	C	B
Chine	B	B
Corée du Nord	E	E
Corée du Sud	A2	A1
Hong Kong RAS	A3	A1
Inde	C	A4
Indonésie	A4	A4
Japon	A2	A1
Laos	D	D
Malaisie	A4	A3
Maldives	C	C
Mongolie	D	C
Myanmar	D	D

	Pays	Environnement des affaires
Népal	C	B
Nouvelle-Zélande	A2	A1
Pakistan	D	C
Papouasie-Nouvelle-Guinée	B	C
Philippines	B	B
Singapour	A2	A1
Sri Lanka	D	B
Taïwan	A2	A1
Thaïlande	A4	A3
Timor-Leste	D	C
Vietnam	B	B

HISTORIQUE DES ÉVALUATIONS RISQUES PAYS DES PRINCIPALES ÉCONOMIES

	2022 Janv.	2021 Sept.	2021 Juin	2021 Mars	2021 Janv.	2020 Janv.	2019 Janv.	2018 Janv.	2017 Janv.	2016 Janv.	2015 Janv.
A1											
Danemark	A1	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2
Norvège	A1	A1	A2	A2	A2	A1	A1	A1	A1	A1	A1
Suisse	A1	A1	A2	A2	A2	A1	A1	A1	A1	A1	A1
A2											
Allemagne	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A1	A1	A1	A1	A1
Australie	A2	A2	A2	A3	A3	A2	A2	A2	A2	A2	A2
Autriche	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A1	A1	A1	A1	A1
Belgique	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A2	A2	A2	A3
Canada	A2	A2	A2	A3	A3	A2	A2	A3	A3	A2	A1
Corée du Sud	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A2	A3	A2	A2
Espagne	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A2	A3	A4	A4
États-Unis	A2	A2	A2	A3	A3	A2	A2	A2	A2	A1	A1
France	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A2	A2	A3	A3
Israël	A2	A2	A2	A2	A3	A2	A2	A2	A3	A3	A3
Japon	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A1	A1
Nouvelle zélande	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2
Pays-bas	A2	A2	A2	A2	A2	A1	A1	A1	A2	A2	A3
Portugal	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A3	A4	A4	B
Singapour	A2	A2	A3	A3	A3	A2	A2	A2	A3	A1	A1
Suède	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A1	A1	A1	A1
Taïwan	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A2	A3	A1	A1
A3											
Chili	A3	A3	A3	A3	A4	A4	A3	A3	A3	A3	A2
Émirats arabes unis	A3	A3	A3	A3	A4	A3	A3	A4	A4	A3	A3
Hong Kong	A3	A3	A4	A4	A4	A3	A2	A2	A3	A1	A1
Hongrie	A3	A3	A4	A4	A4	A3	A3	A3	A4	A4	B
Irlande	A3	A3	A4	A4	A4	A3	A3	A3	A3	A3	A3
Pologne	A3	A3	A4	A4	A4	A3	A3	A3	A3	A3	A3
Royaume-Uni	A3	A3	A3	A3	A4	A3	A3	A3	A3	A2	A2
Slovaquie	A3	A3	A4	A4	A4	A3	A2	A3	A3	A3	A3
A4											
Botswana	A4	A4	A4	B	B	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Croatie	A4	A4	B	B	B	A4	A4	B	B	B	B
Indonésie	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Italie	A4	A4	B	B	B	A4	A4	A3	A3	B	B
Koweït	A4	A4	A4	A4	A4	A3	A3	A3	A3	A2	A2
Malaisie	A4	A4	A4	A4	A4	A3	A3	A4	A4	A2	A2
Pérou	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Qatar	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A3	A2	A2
Thaïlande	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Uruguay	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4	A4
B											
Arabie Saoudite	B	B	B	C	C	B	C	C	B	A4	A4
Bulgarie	B	B	B	B	B	A4	A4	A4	A4	B	B
Chine	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A4	A3
Colombie	B	B	B	B	B	B	A4	A4	A4	A4	A4
Côte d'Ivoire	B	B	B	B	B	B	B	B	B	C	C

	2022 Janv.	2021 Sept.	2021 Juin	2021 Mars	2021 Janv.	2020 Janv.	2019 Janv.	2018 Janv.	2017 Janv.	2016 Janv.	2015 Janv.
B											
Egypte	B	B	C	C	C	B	B	B	C	C	C
Ghana	B	B	B	B	B	B	B	B	B	C	C
Grèce	B	B	B	B	B	B	B	B	C	C	C
Kazakhstan	B	B	B	B	B	B	B	B	C	B	B
Maroc	B	B	B	B	B	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Mexique	B	B	B	C	C	B	B	B	B	A4	A4
Ouzbekistan	B	B	B	B	B	B	C	C	D	D	D
Philippines	B	B	B	B	B	A4	A4	A4	A4	A4	A4
Roumanie	B	B	B	B	B	A4	A4	A4	A4	B	B
Russie	B	B	B	C	C	B	B	B	C	C	C
Sénégal	B	B	B	B	B	A4	B	B	B	B	B
Serbie	B	B	B	B	B	B	B	B	B	C	C
Vietnam	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	C
C											
Afrique du Sud	C	C	C	C	C	B	B	C	C	B	A4
Algérie	C	C	D	D	D	C	C	C	C	B	A4
Arménie	C	C	D	D	D	C	C	D	E	C	C
Bolivie	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C
Brésil	C	C	C	C	C	B	B	B	C	C	A4
Cameroun	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C
Gabon	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	B
Inde	C	C	C	C	C	B	B	A4	A4	A4	A4
Madagascar	C	C	C	C	C	C	D	D	D	D	C
Oman	C	C	C	C	C	B	B	C	B	A3	A3
Tanzanie	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	B
Tunisie	C	C	C	C	C	C	C	B	B	B	B
Turquie	C	B	C	C	C	B	C	B	B	B	B
D											
Angola	D	D	D	D	D	C	C	D	D	C	C
Argentine	D	D	D	D	D	C	C	B	B	C	C
Haiti	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D
Mozambique	D	D	D	D	D	D	D	E	D	C	C
Nigéria	D	D	D	D	D	C	C	D	D	C	C
Pakistan	D	D	D	D	D	D	D	C	C	D	D
Sri Lanka	D	C	C	C	C	C	C	B	B	B	B
Ukraine	D	D	D	D	D	C	C	C	D	D	D
E											
Irak	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D
Iran	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D
Libye	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D
Syrie	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D
Venezuela	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D
Zimbabwe	E	E	E	E	E	E	E	E	E	D	D

La note E a été ajoutée à l'échelle des évaluations Coface à partir de Juin 2016.

Reclassement
Déclassement

SOMMAIRE DES FICHES SECTORIELLES & PAYS

FICHES SECTORIELLES

Évaluation Coface des risques sectoriels

INTRODUCTION	- P. 14
AGROALIMENTAIRE	- P. 16
AUTOMOBILE	- P. 18
BOIS	- P. 20
CHIMIE	- P. 22
CONSTRUCTION	- P. 24
DISTRIBUTION	- P. 26
ÉNERGIE	- P. 28
MÉTALLURGIE	- P. 30
PAPIER	- P. 32
PHARMACEUTIQUE	- P. 34
TEXTILE-HABILLEMENT	- P. 36
TIC (TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION)	- P. 38
TRANSPORT	- P. 40

14 — 41

FICHES PAYS

Bilan économique et perspectives 2022 dans 162 pays

42 — 249

INTRODUCTION - P. 42
AFGHANISTAN - P. 43
AFRIQUE DU SUD - P. 44
ALBANIE - P. 46
ALGÉRIE - P. 47
ALLEMAGNE - P. 48
ANGOLA - P. 50
ARABIE SAOUDITE - P. 51
ARGENTINE - P. 52
ARMÉNIE - P. 54
AUSTRALIE - P. 55
AUTRICHE - P. 57
AZERBAÏDJAN - P. 59
BAHREÏN - P. 60
BANGLADESH - P. 61
BELGIQUE - P. 62
BELIZE - P. 64
BÉNIN - P. 65
BIÉLORUSSIE - P. 66
BOLIVIE - P. 67
BOSNIE-HERZÉGOVINE - P. 68
BOTSWANA - P. 69
BRÉSIL - P. 70
BULGARIE - P. 72
BURKINA FASO - P. 73
BURUNDI - P. 74
CAMBODGE - P. 75
CAMEROUN - P. 76
CANADA - P. 77
CAP-VERT - P. 79
CENTRAFRICAINE (RÉPUBLIQUE) - P. 80
CHILI - P. 81
CHINE - P. 83
CHYPRE - P. 85
COLOMBIE - P. 87
CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) - P. 89
CONGO (RÉPUBLIQUE DU) - P. 90
CORÉE DU NORD - P. 91
CORÉE DU SUD - P. 92
COSTA RICA - P. 93
CÔTE D'IVOIRE - P. 94
CROATIE - P. 95
CUBA - P. 96
DANEMARK - P. 97
DJIBOUTI - P. 99
DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE) - P. 100
ÉGYPTE - P. 101
ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU) - P. 102
ÉQUATEUR - P. 104
ERYTHRÉE - P. 106
ESPAGNE - P. 107
ESTONIE - P. 109
ÉTATS-UNIS - P. 110
ÉTHIOPIE - P. 112
FINLANDE - P. 113
FRANCE - P. 115
GABON - P. 117
GÉORGIE - P. 118
GHANA - P. 119
GRÈCE - P. 120
GUATEMALA - P. 122
GUINÉE - P. 123
GUYANA - P. 124
HAÏTI - P. 125
HONDURAS - P. 126
HONG KONG (RAS) - P. 127
HONGRIE - P. 129
INDE - P. 131
INDONÉSIE - P. 133
IRAK - P. 135
IRAN - P. 136
IRLANDE - P. 137
ISLANDE - P. 139
ISRAËL - P. 140
ITALIE - P. 141
JAMAÏQUE - P. 143
JAPON - P. 144
JORDANIE - P. 146
KAZAKHSTAN - P. 147
KENYA - P. 148
KIRGHIZISTAN - P. 149
KOWEÏT - P. 150
LAOS - P. 151
LETTONIE - P. 152
LIBAN - P. 153
LIBÉRIA - P. 154
LIBYE - P. 155
LITUANIE - P. 156
LUXEMBOURG - P. 157
MACÉDOINE DU NORD (RÉPUBLIQUE DE) - P. 158
MADAGASCAR - P. 159
MALAISIE - P. 160
MALAWI - P. 162
MALDIVES - P. 163
MALI - P. 164
MALTE - P. 165
MAROC - P. 166
MAURICE - P. 168
MAURITANIE - P. 169
MEXIQUE - P. 170
MOLDAVIE - P. 172
MONGOLIE - P. 173
MONTÉNÉGRO - P. 174
MOZAMBIQUE - P. 175
MYANMAR - P. 176
NAMIBIE - P. 177
NÉPAL - P. 178
NICARAGUA - P. 179
NIGER - P. 180
NIGERIA - P. 181
NORVÈGE - P. 182
NOUVELLE-ZÉLANDE - P. 184
OMAN - P. 186
OUGANDA - P. 187
OUZBÉKISTAN - P. 188
PAKISTAN - P. 189
PALESTINE (TERRITOIRES) - P. 190
PANAMA - P. 191
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE - P. 192
PARAGUAY - P. 193
PAYS-BAS - P. 194
PÉROU - P. 196
PHILIPPINES (LES) - P. 198
POLOGNE - P. 199
PORTUGAL - P. 201
QATAR - P. 203
ROUMANIE - P. 204
ROYAUME-UNI - P. 206
RUSSIE (FÉDÉRATION DE RUSSIE) - P. 208
RWANDA - P. 210
SALVADOR (RÉPUBLIQUE DU) - P. 211
SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE - P. 212
SÉNÉGAL - P. 213
SERBIE - P. 214
SIERRA LEONE - P. 215
SINGAPOUR - P. 216
SLOVAQUIE - P. 218
SLOVÉNIE - P. 219
SOUDAN - P. 220
SRI LANKA - P. 221
SUÈDE - P. 222
SUISSE - P. 224
SURINAME - P. 226
SYRIE - P. 227
TADJIKISTAN - P. 228
TAÏWAN (RÉPUBLIQUE DE CHINE) - P. 229
TANZANIE - P. 230
TCHAD - P. 231
TCHÉQUIE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE) - P. 232
THAÏLANDE - P. 234
TIMOR ORIENTAL - P. 236
TOGO - P. 237
TRINITÉ-ET-TOBAGO - P. 238
TUNISIE - P. 239
TURKMÉNISTAN - P. 240
TURQUIE - P. 241
UKRAINE - P. 243
URUGUAY - P. 244
VÉNÉZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) - P. 245
VIÊT NAM - P. 246
YÉMEN - P. 247
ZAMBIE - P. 248
ZIMBABWE - P. 249

INTRODUCTION AUX FICHES SECTORIELLES

Évaluation Coface des risques sectoriels 2022

Coface analyse chaque trimestre les risques que représentent 13 secteurs d'activité dans 28 pays répartis dans 6 régions du monde (pays qui représentent environ 88 % du PIB mondial). Pour évaluer ces risques, Coface s'appuie sur sa propre méthodologie, qui a été renforcée avec davantage de critères quantitatifs. Elle est fondée sur trois piliers et huit critères. Le premier pilier a trait aux données relatives à l'expertise de Coface en matière de comportements de paiement des entreprises à travers le monde dans les différents secteurs considérés. Le second pilier a trait aux prévisions de données financières qui sont traitées. Le dernier pilier regroupe des critères multifactoriels clés (évolution des prévisions des cours des matières premières, risques liés aux changements structurels pouvant opérer dans un secteur, l'évaluation risque-pays qui a un impact sur l'évaluation du risque d'un secteur donné dans un pays en particulier).

Les critères inclus dans les deux premiers piliers sont résumés ci–dessous.

Pilier expertise de Coface en matière d'expérience de paiement :

- Ratio de niveau d'impayé des entreprises d'un même secteur dans un pays donné.
- Prévisions des variations des montants de défauts dans un secteur donné au niveau mondial.
- Evaluation de risque sectoriel émanant des services d'arbitrage de Coface.

Pilier ayant attrait à l'utilisation de données financières d'entreprise :

- Dynamique des délais moyens de paiements.
- Prévisions et analyse des quantiles des données financières (endettement net, profitabilité).

FAIBLE | MOYEN | ÉLEVÉ | TRÈS ÉLEVÉ

ÉVALUATIONS SECTORIELLES PAR RÉGION

Les évaluations sont proposées sur une échelle de quatre niveaux dans l'ordre croissant du risque :
Faible, Moyen, Elevé ou Très élevé.

SECTEUR	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE LATINE	ASIE-PACIFIQUE	EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	EUROPE DE L'OUEST	MOYEN-ORIENT & TURQUIE
AGROALIMENTAIRE	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé
AUTOMOBILE	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé
BOIS	Faible	Faible	Elevé	Faible	Faible	Elevé
CHIMIE	Faible	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible
CONSTRUCTION	Faible	Elevé	Elevé	Elevé	Faible	Très élevé
DISTRIBUTION	Elevé	Elevé	Elevé	Faible	Faible	Elevé
ÉNERGIE	Elevé	Elevé	Elevé	Faible	Elevé	Elevé
MÉTAUX	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé
PAPIER	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
PHARMACEUTIQUE	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen	Faible
TEXTILE - HABILLEMENT	Très élevé	Très élevé	Elevé	Très élevé	Très élevé	Elevé
TIC*	Faible	Elevé	Faible	Faible	Faible	Elevé
TRANSPORT	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé	Elevé

*TIC : Technologie de l'information et de la communication.

AGROALIMENTAIRE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Forte demande des pays émergents (notamment la Chine et l'Inde)
- Secteur relativement résilient à la pandémie de la COVID-19

- Secteur très dépendant des aléas climatiques et biologiques
- Secteur très impacté par les tensions protectionnistes
- Volatilité des cours des matières premières agricoles

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur agro-alimentaire, qui s'était montré résilient face aux conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19 du fait de son caractère essentiel, a tout de même largement bénéficié de la reprise économique mondiale de 2021 et poursuivra cette tendance en 2022. Les campagnes de vaccination accompagnées d'un allégement des restrictions, ont permis une reprise économique mondiale tirée par la demande, notamment dans le secteur agro-alimentaire. Cette consommation liée à des achats massifs chinois, couplée à des retards de récolte causés par des aléas climatiques et des manques de main d'œuvre, à une crise de conteneurs et à un manque de ressources, ont conduit à un réel déséquilibre entre l'offre et la demande et donc à une chaine inflationniste, allant des engrais aux produits finaux du secteur. En octobre 2021, l'indice FAO des prix alimentaires avait atteint sa valeur la plus élevée depuis septembre 2011 (133,2 points, soit + 31,3 % sur un an). Coface s'attend à ce que les prix des produits agricoles restent relativement élevés en 2022, malgré une stabilisation.

De plus, le secteur agricole a été au centre des discussions lors de la COP26 qui s'est déroulée entre le 31 octobre et le 12 novembre 2021, principalement concernant la déforestation des sols et la diminution de émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici 2030.

La production de viande, qui avait été perturbée par la fermeture de nombreux abattoirs après la contamination à la COVID-19 de certains de leurs employés, pourrait être affectée, dans certaines régions, par un manque d'intrants (par exemple, le CO_2) induit par une augmentation des cours du gaz naturel. En outre, les risques biologiques, inhérents au secteur et récemment exacerbés par l'épidémie de la peste porcine africaine qui continueront de sévir en Europe et en Afrique, malgré sa quasi-disparition en Asie, ainsi que les conséquences de l'expansion de la chenille légionnaire d'automne et de l'invasion de criquets en Afrique, exerceront des pressions à la baisse sur la production mondiale de produits agricoles cette année.

Le phénomène climatique, *La Niña*, caractérisé par une température plus basse que la normale dans le Pacifique sud, qui entraîne des modifications météorologiques autour du globe, est reparti depuis octobre 2021, portant principalement atteinte aux récoltes de maïs et soja argentines et brésiliennes mais également aux plantations d'Inde du Nord.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Même si l'agro-alimentaire était resté un secteur résilient face à la COVID-19, une reprise se fait ressentir dans le secteur

Bien que le secteur agro-alimentaire ait relativement bien résisté à la crise de la COVID-19, comparativement à d'autres secteurs (tels que les transports ou l'automobile), certains segments ont été durement touchés par la fermeture des restaurants et des bars pendant les confinements. L'allégement des restrictions et la réouverture des commerces et restaurants, bien que la fréquentation soit encore limitée dans certains pays, comme en France avec l'obligation de détenir un « pass sanitaire », permettent un rebond de la demande globale, et notamment pour les produits agro-alimentaires. Cette forte demande a contribué à une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires, qui est également la conséquence de difficultés de récolte et de la hausse des prix de plusieurs intrants. En effet, les cours de l'ammoniaque, de la potasse, du phosphate et de l'azote, a été en 2021 l'une des principales sources de l'inflation alimentaire. En septembre 2021, la tonne d'ammoniac s'échangeait à 590 dollars, contre moins de 200 dollars un an auparavant. Ainsi, l'Indice FAO des prix des céréales a progressé en octobre 2021 (+ 32 points sur un an), sous l'effet d'une flambée des prix internationaux du maïs (+ 89,9 % par rapport à mai 2020), qui à la fois résulte de la forte demande chinoise (+ 300 % sur un an), afin de nourrir des porcs et remplacer les élevages tués par la PPA, mais aussi à des périodes de sécheresses dans les

régions productrices en Amérique du Sud. D'après le FAO, la production mondiale de céréales aurait atteint un nouveau record en 2021 avant de se contracter en 2022. La consommation mondiale de sucre devrait atteindre un nouveau record historique.

La hausse des prix des produits agricoles est aussi la conséquence de la reprise de la demande de produits non-alimentaires, tels que les biocarburants. La taille du marché des biocarburants devrait atteindre environ 307,01 milliards de dollars US d'ici 2030, contre 141,32 milliards de dollars US en 2020, avec une croissance moyenne de 8,3 % par an de 2021 à 2030. Enfin, les grandes entreprises du secteur (Danone, Lactalis, Nestlé) ont vu leurs revenus augmenter en 2021 (+ 5,8 % au troisième trimestre 2021 pour Danone et + 2,2 % pour Nestlé sur les 9 premiers mois de 2021), et ce malgré l'inflation d'abord des matières premières puis généralisée, qui a affecté les chaines d'approvisionnement dans de nombreuses régions du monde.

Le futur du secteur abordé à l'occasion de la COP26

Durant la conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques, les principaux challenges du secteur agricole, notamment sur la déforestation des sols et la diminution de émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici 2030, ont été abordés. D'après une étude de la FAO publiée pour l'occasion, l'artificialisation agricole (la transformation de milieux naturels par l'activité agricole) est la principale responsable du recul des zones forestières en Afrique et Asie, où les pertes forestières sont à plus de 75 % imputables à la conversion à un usage agraire. Néanmoins, certains pays pourraient se montrer réticents à envisager de mettre en péril leur sécurité alimentaire, ainsi qu'un secteur grand pourvoyeur en devises.

En Amérique du Sud, près des trois quarts de la déforestation est attribuable au pâturage du bétail. 45 pays avec le soutien de 95 grosses entreprises souhaitent mobiliser 4 milliards de dollars pour investir dans le développement de cultures résistantes au climat et de solutions régénératrices pour améliorer la santé des sols. La COP26 a aussi mis en avant des programmes d'adaptation au changement climatique pour les agriculteurs les plus fragiles pour les aider à s'adapter aux changements climatiques. Enfin, le secteur agricole avec notamment l'élevage seraient l'un des principaux responsables des émissions de méthane dans le monde. Selon les estimations de la Commission européenne, les 30 % de réduction des émissions de méthane promis pourraient aider à diminuer le réchauffement climatique prévu d'au moins 0,2 degré Celsius d'ici à 2050. Ainsi, le nouvel accord mondial sur le méthane (Global Methane Pledge) a été annoncé dans les premiers jours de la COP26 et signé par 90 pays. De nouvelles mesures techniques telles que des compléments alimentaires pour animaux ou l'ajout d'ingrédients innovants pour l'alimentation animale pourraient voir le jour prochainement.

Les risques biologiques et climatiques qui préexistaient à la crise liée à la COVID-19 sont toujours présents

La Peste Porcine Africaine (PPA) qui était déclarée en Europe et en Asie pendant l'été 2018 sera toujours présente en Afrique et en Europe. L'Asie a été particulièrement affectée par la maladie qui s'est répandue dans la région, causant des ravages chez les producteurs de porc, tout particulièrement en Chine, qui représente 50 % de la production et de la consommation mondiale de porc. Depuis l'arrivée de la PPA en aout 2018, le pays a perdu 40 % de son cheptel de porc. Cela a eu pour conséquence l'augmentation des importations chinoises de porc en provenance d'autres régions du monde tels que l'Union européenne et les États-Unis. Cette augmentation de la demande chinoise a entraîné une très forte hausse des prix du porc qui a poussé certains consommateurs chinois à s'orienter vers d'autres viandes. D'après le ministre de l'agriculture chinois, le pays a retrouvé son niveau de cheptel d'avant épidémie de PPA. Ainsi, après avoir atteint des hausses records (+ 31,3 % en Europe entre 2019 et 2020, + 69 % en Chine en 2019), le prix du porc vif et de la viande de porc a chuté à partir de début janvier 2021, pour retrouver ainsi les niveaux pré-PPA.

En plus de la PPA, il faut noter deux risques biologiques important pour le secteur agro-alimentaire : la chenille légionnaire d'automne (FAW pour *Fall Army Worm*) et le criquet. La FAW est une chenille qui se nourrit principalement de maïs, mais aussi de riz, de sorgho et de coton. Elle a été détectée pour la première fois en Afrique de l'Ouest début 2016. La FAW a aujourd'hui atteint 44 pays, en Asie et en Afrique, mais aussi en Australie. La Chine est le deuxième plus grand producteur mondial de maïs, la présence de la FAW pourrait donc conduire à des pressions inflationnistes sur les prix mondiaux du maïs. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite mettre en place un programme de 500 millions de dollars pour coordonner la réponse à l'invasion de chenilles légionnaires d'automne partout dans le monde.

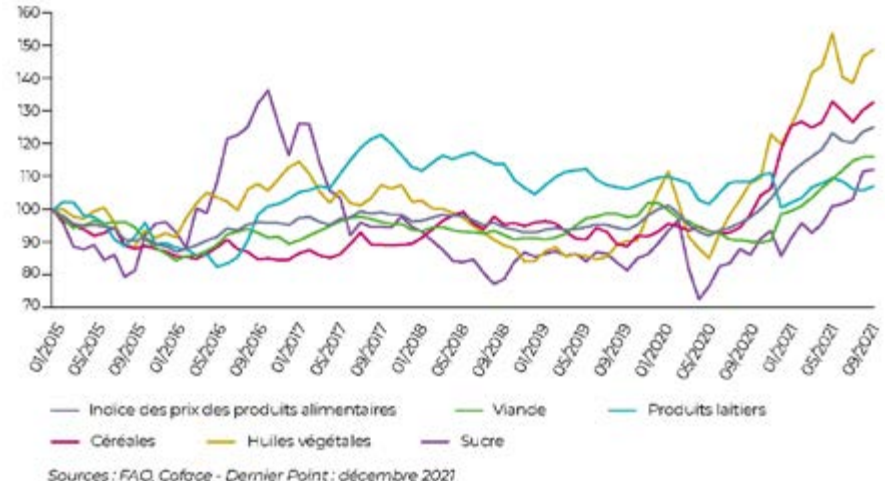
Un épisode du phénomène climatique *La Niña*, caractérisé par des températures plus faibles que la normale dans le Pacifique Sud, est de retour depuis octobre 2021. Elle cause des perturbations météorologiques dans le monde entier et impact la production de matières premières agricoles. C'est pourquoi, fin 2021, le prix du maïs a connu une nouvelle hausse, après la circulation d'informations annonçant le retour de *La Niña* de novembre à janvier prochain (probabilité de 70 % d'après l'indicateur ENSO). Selon des météorologues, *La Niña* pourrait entraîner un temps plus sec que d'ordinaire en Argentine et au Brésil, des conditions défavorables aux cultures du maïs et du soja.

Enfin, l'année 2021 a été marquée par plusieurs intempéries dans le monde entier : inondations et incendies en Europe, sècheresses aux États-Unis… Ces évènements pourraient avoir des conséquences sur la production agricole en 2022.

Des pays européens et nord-américains soumis à de nouvelles directives environnementales

Les contraintes imposées par des politiques environnementales sont relativement plus fortes en Amérique du Nord et Europe occidentale. Par exemple, le Parlement européen a défini en juin les nouvelles directives de la réforme de la Politique Agricole Commune, qui prendra effet en 2023. Parmi les changements les plus importants, la PAC va introduire de nouvelles méthode de travail : chaque État membre devra élaborer un plan stratégique expliquant l'allocation des dépenses des subventions de la PAC. Les pays devront allouer un minimum de 25 % aux éco-régimes (initiatives respectueuses de l'environnement comme l'agriculture biologique ou l'agriculture de précision), et au moins 35 % des fonds de développement rural devront être consacrés à des projets favorisant les pratiques en matière d'environnement, de climat et de bien-être animal.

INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES DE LA FAO (BASE 100 : JANVIER 2015)



Sources : FAO, Coface - Dernier Point : décembre 2021

AUTOMOBILE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	ÉLEVÉ
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	ÉLEVÉ
EUROPE DE L'OUEST	ÉLEVÉ
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Amélioration des ventes dans certaines régions
- Période d'innovation sans précédent dans le secteur
- Les constructeurs automobiles comptent parmi les plus gros investisseurs en R&D dans le monde

- Fortement impactée par la crise de la COVID-19
- Pénurie de semi-conducteurs, un composant essentiel pour l'industrie automobile
- Des normes anti-pollution de plus en plus contraignantes nécessitant de lourds investissements
- De fortes incertitudes sur la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'automobile dues notamment aux répercussions de la guerre commerciale
- La hausse du prix des pièces automobiles et équipements affecte les marges

Notes de lecture

Le segment « e-mobilité » dans le secteur automobile rassemble les véhicules totalement électriques, les hybrides électriques ainsi que les véhicules à hydrogène.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise a été entravée par une pénurie mondiale de semi-conducteurs depuis la fin de 2020, obligeant les constructeurs automobiles à arrêter les chaînes de production. Malgré cela, la marge nette de l'ensemble de l'industrie automobile (constructeurs et leurs fournisseurs) s'est établie à 6 % à la fin du T3 2021. Le rebond des bénéfices est la conséquence du choix des constructeurs automobiles de vendre des véhicules chers à des clients souhaitant acquérir un véhicule neuf. Les constructeurs automobiles privilégient les véhicules vendus avec de bonnes marges par rapport à ceux du marché de masse, ce qui leur permet d'augmenter les prix. En outre, les bras financiers sont en mesure de générer plus d'argent, car les valeurs résiduelles augmentent.

IHS Automotive prévoit un rebond de 11 % de la production mondiale de véhicules en 2022, après une croissance nulle en 2021. La pénurie de semi-conducteurs devrait se poursuivre tout au long de 2022, car la demande sera supérieure à l'offre. En outre, il faudra du temps avant que les capacités de production supplémentaires puissent faire face à la demande, qui est largement supérieure à l'offre, tandis que la construction de projets entièrement nouveaux nécessite plusieurs trimestres.

Coface prévoit un taux de croissance mondial de 4,1 % pour 2022, après 5,6 % en 2021. La menace de nouvelles restrictions pèse sur l'économie mondiale comme sur l'industrie automobile. Par ailleurs, le secteur est toujours en pleine mutation suite au développement des véhicules électriques et des réglementations de plus en plus restrictives. L'industrie automobile continue de se réinventer avec l'essor de l'e-mobilité et l'émergence de nouveaux acteurs sur les segments des véhicules électriques et des voitures sans conducteur. Les constructeurs et équipementiers traditionnels sont mis sous pression et s'empressent de nouer de nouveaux partenariats pour faire face à ces nouveaux défis.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

La pénurie de semi-conducteurs frappe durement le secteur automobile

La reprise des économies nord-américaine et chinoise, grâce à un plan de relance massif aux États-Unis et à une politique monétaire accommodante en Chine, qui a stimulé le secteur manufacturier, a permis un rebond de la demande de voitures. Avec des mesures de restriction plus longues et persistantes, la reprise du secteur européen a été plus tardive.

Alors que les constructeurs semblaient en mesure de répondre à cette demande croissante, une pénurie de semi-conducteurs, élément essentiel de la construction automobile aujourd'hui (mais aussi de nombreuses autres industries), rend la reprise de l'industrie automobile plus difficile. Comme la pénurie est toujours d'actualité, la perte de production induite ne sera pas récupérée avant 2023 ou 2024. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande, ainsi que la hausse des prix des matières premières, ont entraîné une augmentation du prix des voitures.

En Europe, le secteur se redresse, mais à un rythme plus lent. Les immatriculations affichent un minuscule taux de croissance de 1 % en glissement annuel sur les dix premiers mois de 2021, alors qu'elles restent inférieures de 26 % à celles de 2019, sur la même période. Les intentions d'achat de véhicules neufs en Europe sont en constante augmentation depuis la fin du deuxième trimestre 2020, mais la pénurie de composants essentiels et l'augmentation des délais de livraison nuisent réellement au secteur, notamment au segment de l'offre.

Aux États-Unis, les ventes de véhicules légers ont augmenté de 9 % en glissement annuel au cours des dix premiers mois de 2021. Cependant, comme c'est le cas en Europe, les niveaux de 2021 sont inférieurs de 9 % à ceux de 2019. En Chine, les ventes d'automobiles ont augmenté de 6 % en glissement annuel au cours des dix premiers mois de 2021, ce qui représente 1 % de plus par rapport aux niveaux de 2019.

De plus, le secteur est en pleine mutation. En effet, l'environnement institutionnel pousse les constructeurs et les équipementiers à développer des moteurs électriques. L'année 2021 marque un renforcement de la réglementation sur les émissions de CO_2 des véhicules particuliers neufs. Ainsi, la Commission européenne a proposé

d'interdire la vente de véhicules neufs à essence et diesel à partir de 2035, dans le but de parvenir à un transport totalement décarboné d'ici 2050. Par conséquent, les segments des véhicules hybrides et électriques devraient logiquement se redresser rapidement car ils bénéficient d'aides des pouvoirs publics, notamment en Europe, en Chine et aux États-Unis.

La reprise du secteur s'observe dans toutes les régions du monde, avec une augmentation des ventes de véhicules électriques et d'occasion

La reprise a été plus forte en Chine, où la production en 2021 est estimée à 0,9 % de plus qu'en 2019 et représente 30 % des volumes mondiaux. La crainte de prendre les transports en commun en raison de la pandémie a pu avoir un impact sur la volonté des ménages d'acheter une voiture. Afin de relancer l'activité du secteur, les pouvoirs publics ont mis en place des mesures incitatives telles que des subventions pour l'achat de voitures électriques jusqu'en 2022. L'Europe connaît également un rebond de la production en 2021 et une augmentation des ventes de véhicules équipés d'autres types de moteurs grâce aux subventions gouvernementales et à l'application de réglementations environnementales strictes.

D'un point de vue structurel, le secteur automobile subit des changements majeurs au niveau mondial. Ceux-ci sont principalement liés au déclin des moteurs thermiques au profit des moteurs électriques. Coface s'attend à ce que cette reconfiguration du secteur se poursuive à moyen et long terme

L'essor de l'e-mobilité est principalement lié à l'arrivée de nouveaux acteurs tels que Tesla, constructeur de véhicules électriques, parmi les leaders mondiaux. Face à cette tendance, l'ensemble du secteur automobile investit massivement dans la Recherche & Développement et élargit les gammes de véhicules électriques afin de concurrencer ces nouveaux acteurs. Par exemple, les marques DS, Lancia et Alfa Romeo (toutes détenues par Stellantis) deviendront 100 % électriques à partir de 2024, 2026 et 2027, respectivement. Cependant, ces changements radicaux pourraient avoir un impact sur le chiffre d'affaires et l'emploi du secteur. Les coûts d'entretien d'une voiture électrique sont estimés à la moitié de la valeur d'un moteur thermique. Le moteur ne nécessite pas d'entretien et les batteries ont une durée de vie plus longue que les 7 à 10 ans des moteurs thermiques. Par conséquent, le volume des opérations après-vente et le nombre d'heures de travail devraient diminuer en raison du changement de moteur.

La crise de la COVID-19 a contribué à accélérer la reconfiguration du secteur, en accélérant la digitalisation des ventes. En effet, le e-commerce et la digitalisation de l'économie en général se sont fortement développés pendant la crise sanitaire, ce qui a conduit à l'émergence de nouveaux modes de consommation. Une réorganisation des canaux de distribution est notable dans le secteur automobile. Par exemple, Tesla a adapté sa stratégie commerciale en fermant ses points de vente physiques pour se concentrer sur la vente en ligne, avec un double objectif : s'adapter aux attentes des consommateurs et réduire les coûts pour maintenir une stabilité financière dans le contexte de la crise économique liée à la COVID-19. D'autres fabricants et concessionnaires ont suivi cette stratégie numérique. Les entreprises proposent désormais une nouvelle expérience client en supprimant certains obstacles à l'achat. Cela inclut la création d'une expérience d'achat en ligne rapide et facile, et l'élimination du temps d'attente chez le concessionnaire grâce à la livraison à domicile. Cependant, la plupart des acteurs du secteur ne disposent pas du personnel, des processus ou de la technologie nécessaires pour offrir une expérience sans heurts qui ne nécessite pas de visite chez le concessionnaire. Cette situation pourrait inciter les fabricants traditionnels à établir des partenariats, dans le but de réduire les coûts. C'est, par exemple, le cas de Ford et de Volkswagen, qui produiront conjointement huit millions de véhicules commerciaux.

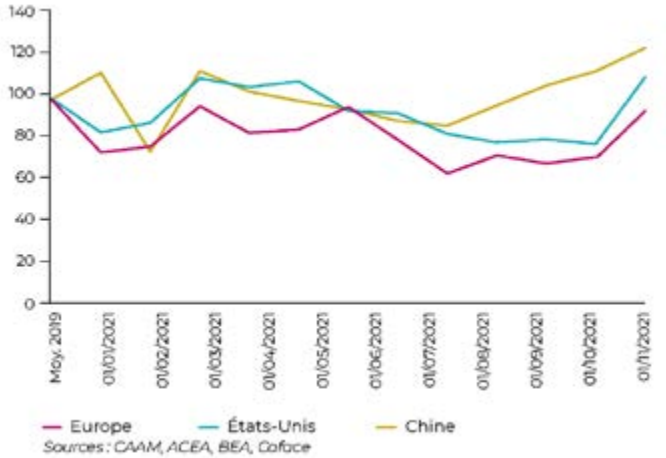
Les acteurs du secteur automobile doivent s'adapter aux réglementations de plus en plus nombreuses contre la pollution et le réchauffement climatique, qui deviennent de plus en plus contraignantes

Ces mesures obligent les constructeurs à réaliser de lourds investissements pour se conformer aux normes. En Europe, la nouvelle norme CO_2 en vigueur depuis janvier 2020 vise à limiter la quantité de CO_2 pour la vente de véhicules neufs. Les constructeurs automobiles non conformes se verront infliger une amende si leur flotte de véhicules destinée à la vente émet un niveau de CO_2 supérieur au plafond prédéfini. D'ici 2025, l'Union européenne prévoit également de mettre en œuvre la norme Euro 7 - une nouvelle norme pour les émissions d'autres polluants, à savoir les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone, les particules fines en suspension dans l'air et les hydrocarbures imbrûlés - pour l'homologation des véhicules. Ces contraintes de limites d'émissions ont déjà conduit des constructeurs tels qu'Audi et Volvo à annoncer qu'ils arrêtaient le développement de nouvelles technologies de moteurs à combustion. Bien que la tendance naturelle soit d'adopter des normes anti-pollution sur les principaux marchés automobiles, la question de l'homogénéité des normes entre les principaux marchés reste à surveiller, compte tenu du risque de segmentation. Aux États-Unis, le président Joe Biden fixera bientôt un nouvel objectif national pour l'adoption des véhicules électriques, en demandant qu'ils représentent la moitié des ventes de voitures neuves d'ici 2030.

ÉVOLUTION DE LA DETTE ET DE LA MARGE NETTES DU SECTEUR AUTOMOBILE MONDIAL

Sources : Refinitiv Datastream, Coface

ÉVOLUTION DES VENTES ET IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES (BASE 100 = MOYENNE DE 2019)



Sources : CAAM, ACEA, BEA, Coface

BOIS

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Intérêt grandissant pour la biomasse énergie contribuant à soutenir la demande de bois
- Demande croissante émanant des pays émergents
- Matériau valorisé dans le cadre de l'essor des constructions « durables », visant à limiter les risques environnementaux

- Dépendant des secteurs de la construction et du papier
- Efforts d'adaptation des acteurs du secteur à une réglementation plus stricte de l'exploitation du bois pour préserver les forêts
- Secteur fortement exposé aux aléas climatiques et aux tensions commerciales en cours

Notes de lecture

Pulpe de bois : pâte à papier ; pâte destinée à la fabrication du papier et du carton.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur du bois est très dépendant du secteur de la construction, ce dernier utilisant de grandes quantités de bois comme intrants. La pandémie de la COVID-19 avait fortement impacté le secteur de la construction suite à l'arrêt brutal des chantiers. Ainsi, la reprise économique globale (+ 5,6 % et + 4,1 % de croissance mondiale en 2021 et 2022 selon Coface), accompagnée d'une reprise des chantiers privés et de la construction d'infrastructures publiques tirée par les plans de relance, ont entrainé une explosion de la demande de bois, menaçant alors le secteur d'une pénurie. Cela a donc conduit à une hausse sans précédent des prix du matériau (+ 377 % en mai 2021 sur un an), avant de finalement se stabiliser en fin d'année 2021 et en 2022. Le bois est également très dépendant du secteur du papier qui bénéficie d'une forte augmentation de la demande au niveau du segment du papier d'emballage (packaging), due à la montée du e-commerce. Cela avait bénéficié au secteur du bois pendant la crise de la COVID-19 mais pourrait renforcer les tensions inflationnistes dans l'industrie.

Enfin, le secteur fait toujours face à de profondes transformations. En effet, l'activité de l'industrie du bois continue de pâtir des tensions protectionnistes, notamment les droits de douane imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien depuis 2017 (après un apaisement ponctuel des tensions entre ces deux pays qui avaient fait passer les droits de douanes de 20,2 % à 8,9 % fin 2020, les États-Unis souhaitent à nouveau les augmenter à 18,3 %), et les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis qui se sont respectivement imposés des droits de douane de 25 % sur les importations de bois et de produits à base de bois. Au niveau mondial, les acteurs font face à un environnement règlementaire de plus en plus contraignant, en raison des problématiques environnementales et des mesures prises par les gouvernements, visant la préservation des forêts.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Un secteur, dont les difficultés s'étaient accentuées en raison de la crise liée à la COVID-19, en pleine explosion tiré par la demande mondiale

Le secteur du bois avait pâti du ralentissement économique mondial avant puis pendant la crise de la COVID-19. La baisse de la demande et sa dépendance aux secteurs de la construction et du papier, eux- mêmes impactés par le ralentissement économique en cours à ce moment-là, l'avait fragilisé. Depuis, le secteur a connu un rebond exceptionnel, grâce à la reprise de la construction, à tel point qu'il connait une pénurie qui a fait exploser le prix du matériau.

La crise sanitaire avait fortement impacté le secteur de la construction, principal client du secteur du bois. Depuis la reprise globale de l'économie, tirée par l'Asie et les États-Unis, les chantiers ont repris après un arrêt soudain de plusieurs mois. Au début de la pandémie, la demande de bois était légèrement en baisse, les stocks des usines ont donc été réduits. Certaines entreprises avaient même arrêté leur production pendant quelques mois. Le retour des projets de rénovation et de construction publics et privés ont permis la reprise de l'activité et le rebond du secteur. Ainsi, le secteur de la construction a connu une croissance de 5,2 % en 2021, selon GlobalData. Cela a mené à une explosion de la demande de bois qui a induit des décalages dans les livraisons, une pénurie, et surtout une envolée des prix. Cela est d'autant plus compliqué que les contrats dans le secteur de la construction sont souvent signés des mois avant le début des travaux. La situation inquiète alors les clients et acteurs du secteur qui font face à de longues attentes avant de recevoir leur commande de bois. Néanmoins, en 2022 le secteur de la construction stagnera, notamment en Chine qui connait dès fin 2021 une fin de l'engouement pour le secteur immobilier.

Le secteur du bois est également dépendant du secteur du papier. Ce dernier a bénéficié d'une forte demande, en ce qui concerne le segment du papier d'emballage grâce à l'intensification de l'activité du e-commerce, en raison de la crise de mobilité entrainée par la COVID-19 et la nécessité de limiter les contacts physiques.

Ce dernier développement et l'accroissement de la demande pour le papier d'emballage a ainsi stimulé la demande du bois. Ainsi, après avoir subi une diminution en 2019 puis une stabilisation en 2020, la pulpe de bois a vu son cours exploser en 2021. En effet, l'indice des prix du bois de la FED de Saint Louis a augmenté de 107 % sur un an en aout 2021. Il devrait se stabiliser en 2022.

Le manque de moyens de transport pour acheminer le bois des scieries aux négociants joue également un rôle dans la hausse des prix du bois. La pandémie a réduit le nombre de chauffeurs et a eu un impact sur le transport ferroviaire, ce qui a rendu difficile pour les scieries d'expédier le bois aux négociants.

Une tendance généralisée de hausses des prix et de pénurie dans le secteur

En Europe, le secteur est impacté par les tensions entre les États-Unis et le Canada. En effet, les Américains, en désaccord commercial avec leur fournisseur traditionnel canadien, n'ont pas hésité à acquérir au prix fort des grumes européennes. Ainsi, 9 000 entreprises européennes de bois ont signé une pétition contre les exportations massives de grumes dans les pays extra-européens. Pour des pays comme la France et l'Allemagne, la demande a tant augmenté qu'elle a provoqué une quasi-pénurie et des retards d'approvisionnements dans la filière.

En ce qui le concerne, le Japon a été fortement affecté par cette hausse des prix, en tant que principal importateur. Le Japon est pourtant un cas particulier car bien que son territoire soit couvert à 70 % par des forêts, il est un des plus grands importateurs de bois du monde, venant des États-Unis et du Chili. Les importations japonaises de bois ont fortement reprise depuis la crise sanitaire, contribuant aussi à la hausse de prix du matériau. L'industrie nationale cherche alors à créer une demande pour le bois japonais.

En Chine, une grande partie de la demande du secteur provient du marché de l'immobilier qui a fortement rebondi depuis 2021. Le Bureau national des statistiques chinoise a annoncé qu'entre janvier et mai 2021, les investissements immobiliers ont augmenté de 18,3 % par rapport à l'année précédente et étaient 17,9 % plus élevés que de janvier à mai 2019. Par conséquent, le secteur du bois est en pleine croissance et la Chine augmente au fur et à mesure ses surfaces de production, mais également ses importations. Néanmoins, la baisse de la demande dans le secteur de l'immobilier devrait stabiliser la demande dans le secteur de la construction. Enfin, la Chine bénéficie très largement de la reprise mondiale, notamment concernant la demande pour les meubles en bois, et a augmenté de 125 % ses exportations pour ces produits envers les États-Unis au T1 2021.

Sur le continent américain, la reprise de la demande de bois se fait sentir dans tous les pays, qu'ils soient consommateurs ou producteurs. En Amérique du Nord, le projet d'une nouvelle hausse des droits de douane sur le bois en provenance du Canada vers les États-Unis (qui représente 30 % du bois consommés aux États-Unis), et ce malgré l'explosion des prix, tend les relations entre les deux pays. Cela intervient dans un contexte de forte demande et de quasi-pénurie pour le matériau, tirée par la reprise générale et plus particulièrement dans le secteur de la construction mais également de la consommation pour les produits d'ameublement en bois. Cela conduit les grandes scieries canadiennes et nord-américaines à envisager de nouveaux investissements pour répondre à cette forte demande. En juillet, l'indice de la production industrielle de produits en bois aux États-Unis a atteint 219,8 (+ 56 % sur un an). L'Amérique latine bénéficie également de la forte demande de bois. En Argentine, le secteur du bois s'engage à une augmentation des salaires pour ses employés en 2021 (+ 44 %). Aussi, les revenus liés à la vente de meubles ont augmenté de 24,5 % en 2021 en Argentine et de 20,2 % au Brésil.

Les transformations en cours dans le secteur devraient se poursuivre

Le secteur reste impacté à ce stade, par l'environnement protectionniste, notamment marqué par les tensions commerciales entre La Chine et les États-Unis, qui se sont respectivement imposés des droits de douane de 25 % sur les importations de bois et de produits à base de bois. Le secteur du bois américain avait été particulièrement touché, 60 % de ses exportations étant à destination de la Chine. Entre 2017 et 2018, les exportations américaines de bois vers la Chine ont ainsi chuté de 1,7 milliard USD à 1 milliard USD, principalement à cause d'une baisse de bois dur, représentant la plus grande part des exportations américaines de bois vers la Chine. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine s'est intensifiée et les tensions entre les deux pays ont augmenté. Cela devrait encore avoir un impact négatif sur le secteur du bois en 2022.

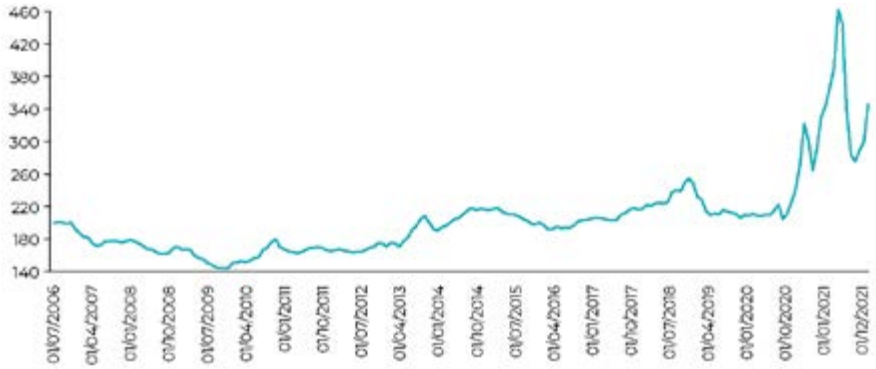
Un secteur très sensible aux risques écologiques

Des incendies dans des forêts d'exploitation, particulièrement ravageurs à l'Ouest des États-Unis et au Canada ont menacé une partie de l'approvisionnement en bois du continent. Des producteurs de bois ont alors réduit la production des usines, les incendies ayant mis en péril les chaines d'approvisionnement et les transports de matériau.

Pourtant, le bois, considéré comme un matériau qui pourrait répondre aux objectifs de développement durable, est de plus en plus utilisé en Europe, notamment dans la construction de charpentes, afin de remplacer l'acier. De plus, les entreprises forestières sont exposées à des facteurs environnementaux qui pourraient affecter l'approvisionnement en bois. C'est pourquoi, les investisseurs du secteur forestier doivent à présent prendre en compte une série de questions ESG dans leurs stratégies d'investissement, telle que la préservation de la biodiversité ou encore les relations avec les collectivités locales.

Enfin, à l'occasion de la COP26, la question de la déforestation était au centre des conversations. Ainsi, les dirigeants d'une centaine de pays se sont engagés à stopper la déforestation d'ici à 2030 pour protéger le climat. Cette déclaration commune sera adoptée par plus de cent pays abritant 85 % des forêts mondiales. La Commission européenne prépare de son côté, un projet de loi visant à restreindre l'importation de produits qui participent à la destruction des forêts dans leurs pays d'origine. Cela pourrait alors avoir un impact sur l'approvisionnement et la quantité de bois vendue.

BOIS D'ŒUVRE, INDICE DE PRIX (1982 = 100)



Sources : Federal Reserve Bank of St. Louis, Coface
Dernier point : décembre 2021

CHIMIE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	MOYEN

+

- Les entreprises de chimie de spécialité bénéficient de produits innovants destinés à lutter contre les risques environnementaux
- Les entreprises de chimie de spécialité sont moins vulnérables aux changements du cycle économique

–

- Les produits pétrochimiques dépendent très fortement des changements du cycle économique
- Un environnement réglementaire plus strict obligent les producteurs à revoir leurs modèles d'entreprise
- Des risques juridiques importants qui résultent des effets de certains produits chimiques sur la santé humaine
- Les prix élevés des matières premières rendent les opérations difficiles et réduisent les marges

Notes de lecture

Marge nette : ratio des bénéfices nets sur le chiffre d'affaires.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Deux segments font l'objet de notre attention dans le secteur de la chimie : la pétrochimie et la chimie de spécialité. Les produits pétrochimiques sont plus sensibles à l'évolution des conditions économiques, tandis que les produits chimiques de spécialité semblent bien mieux résister. En raison de sa nature procyclique, le secteur a bénéficié de la reprise économique mondiale, mais l'activité a été affectée par les réductions de production induites par la hausse des prix des matières premières et l'augmentation de la facture énergétique en Chine et en Europe. Ainsi, les secteurs clients auront des difficultés à se procurer des matériaux essentiels au cours du premier semestre 2022, ce qui pourrait faire grimper les prix des produits pétrochimiques, car l'inadéquation entre l'offre et la demande intensifie la concurrence en matière de sécurité des approvisionnements. En outre, la hausse des prix des matières premières et de l'énergie pourrait se traduire par une augmentation des prix de production afin de préserver les marges. Enfin, la voie de la neutralité carbone incitera les entreprises du secteur de la chimie au niveau mondial à réduire leur empreinte environnementale afin d'avoir accès à des fonds, et pour éviter les risques de litige qui augmentent en raison de la pression croissante des activistes.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Le secteur a bien récupéré après l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie en 2020. Les prix de nombreux produits chimiques ont connu une rebond, la demande ayant dépassé l'offre, et nous pensons que cette tendance persistera en 2022 en raison des goulots d'étranglement de l'offre. Pour 2021 et 2022, la Coface prévoit des taux de croissance annuels du PIB de 8,1 % et 5,4 % en Chine, respectivement. Les économies des États-Unis et de l'Union européenne devraient également se remettre de la contraction de 2020, et enregistrer des taux de croissance annuels de 5,6 % (2021) et 3,7 % (2022) aux États-Unis, et de 5,5 % (2021) et 3,7 % (2022) en Europe. Ainsi, les principaux produits pétrochimiques et les prix de production ont enregistré des augmentations en raison du renforcement de la demande et de la détérioration de la disponibilité des sources d'approvisionnement. Les efforts de réapprovisionnement en matières premières ont été rendus difficiles, notamment après que le gel au Texas a provoqué des arrêts au cours du premier trimestre 2021. Ces difficultés ont affecté les principales matières premières du segment pétrochimique : les prix du naphte et de l'éthane se sont envolés et ont entraîné une hausse des coûts de production des produits pétrochimiques. Les prix du charbon flambent également, ce qui devrait éroder les marges des producteurs chinois, notamment ceux exerçant leurs activités dans les technologies de transformation du charbon en éthanol.

Les prix mensuels moyens de l'éthylène en Europe ont été multipliés par trois entre le creux de mai 2020 et septembre 2021 (330 euros/tonne à 1013 euros/tonne). Les opérations d'entretien et les arrêts planifiés ont fortement pesé sur l'offre en Europe et aux États-Unis, ce qui a aidé les prix à se redresser, même si la demande n'a pas connu une croissance régulière. Les prix du butadiène se sont également fortement redressés après avoir atteint des planchers en mai 2020 en Europe et en juin aux États-Unis, le prix moyen ayant été multiplié par six entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021. Cependant, la faiblesse persistante ressentie sur les marchés automobiles à travers le monde, notamment en raison de la pénurie de puces électroniques, a continué d'avoir un impact sur les ventes de matières premières pour les pneumatiques.

Les prix du solvant xylène ont suivi une trajectoire ascendante similaire, le prix moyen ayant augmenté de 171 % entre avril 2020 et septembre 2021. Ce solvant est largement utilisé dans les processus de fabrication, et la tendance à la hausse reflète les difficultés rencontrées par plusieurs industries telles que le traitement des fibres et du cuir, le caoutchouc et le travail des métaux. L'acide téréphtalique purifié (PTA) montre des signes continus de reprise grâce à la reprise de l'activité et des ventes dans le textile. Le chlorure de polyvinyle (PVC), un matériau clé pour l'industrie de la construction, a enregistré une remontée des prix en raison d'une demande supérieure à l'offre restreinte de 2020 et 2021. Les pannes induites par les conditions météorologiques aux États-Unis ont aidé les prix à se maintenir à des niveaux élevés. En 2022, cette tendance devrait se poursuivre, car les pannes d'électricité en Chine entraîneront une réduction de l'offre, plusieurs

provinces du pays obligeant les producteurs de PVC à réduire leur production. Cependant, la demande en Chine ralentit car le secteur de la construction est affecté par la nécessité de préserver la qualité de l'air durant l'hiver 2021-2022, et par la volonté du gouvernement central de freiner l'augmentation des prix des matières premières pour préserver les marges des secteurs clients.

L'industrie pétrochimique est également confrontée aux mêmes difficultés que celles des secteurs clients, tels que l'automobile et d'autres activités manufacturières, puisque les produits chimiques se situent en amont de leurs processus de production. Ces industries doivent faire face à divers défis, notamment la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, les retards de transport (notamment dans le fret maritime), les pénuries de composants et de matériaux essentiels à la fabrication (puces, lithium, magnésium, etc.) et le manque de main-d'œuvre (notamment de travailleurs expérimentés). Cette situation est particulièrement préoccupante dans le secteur automobile où la baisse ou la stagnation des ventes de véhicules sur les principaux marchés résulte de l'incapacité des constructeurs automobiles à s'approvisionner en puces et en semi-conducteurs. Les facteurs entravant les approvisionnements ne se résorberont pas facilement au cours du premier semestre 2022, car bon nombre des pénuries sont la conséquence directe d'années de sous-investissement. Plusieurs grands projets de construction d'usines pétrochimiques sont en cours, l'objectif étant de développer l'activité dans les régions du monde où les matières premières sont abondantes ou les débouchés sont de plus en plus importants, notamment aux États-Unis, dans la péninsule arabique et en Asie (Chine et Inde principalement). Ces nouvelles usines augmenteront la capacité de production et exerceront une pression à la baisse sur les prix de la pétrochimie, et encore plus lorsque la demande se ralentira et que les arrêts des principaux producteurs cesseront. La trajectoire globale des entreprises du secteur a été inquiétante avant la reprise, dans un contexte de baisse de marges et d'augmentations des niveaux d'endettement nets. La hausse des prix de production n'a pas aidé le secteur car les coûts des intrants (prix de l'énergie et des matières premières) ont également augmenté.

Les entreprises de chimie de spécialité, bien que touchées par les conséquences de la pandémie en cours sur l'activité économique, ont fait preuve d'une meilleure résilience et d'une volatilité des prix plus faible que les entreprises pétrochimiques. Elles étaient également dans une position relativement plus favorable avant la crise. L'entrée sur ce marché de niche nécessite des investissements continus et coûteux en R&D sur plusieurs années. Un autre facteur qui protège les entreprises de chimie de spécialité de la concurrence est l'expertise développée au fil du temps dans un secteur où les préférences des consommateurs finaux changent constamment. Elles développent également des produits à haute valeur ajoutée, tels que les filtres à particules, qui ouvrent des perspectives positives dans le cadre de la lutte contre les risques environnementaux.

Des reprises différenciées dans le monde en raison de l'impact inégal de la pandémie

L'activité économique de la Chine a décéléré en raison de l'augmentation des infections, des pannes de courant et des goulots d'étranglement de l'approvisionnement. La production industrielle ralentit depuis juillet 2021. À fin septembre 2021, l'activité a atteint le niveau d'avril 2020 (103,1 contre 103,9), et l'année 2022 pourrait être marquée pour la Chine par une activité économique faible. Dans la zone euro, le rebond de la production industrielle observé à la fin de 2020 montre quelques signes de fragilité. Par exemple, la production automobile de la zone euro a été fortement touchée par la pénurie actuelle de puces. En outre, la hausse des prix de l'énergie (gaz naturel principalement) se traduit par une augmentation des factures d'électricité. Certaines entreprises chimiques du segment des engrais réduisent leur activité sur le continent européen, car elles sont considérées comme non rentables. Aux États-Unis, les analyses des chiffres de la production manufacturière montrent un paysage similaire à celui d'autres grandes économies. La production industrielle américaine s'est en grande partie redressée au premier trimestre 2021, et a légèrement augmenté depuis.

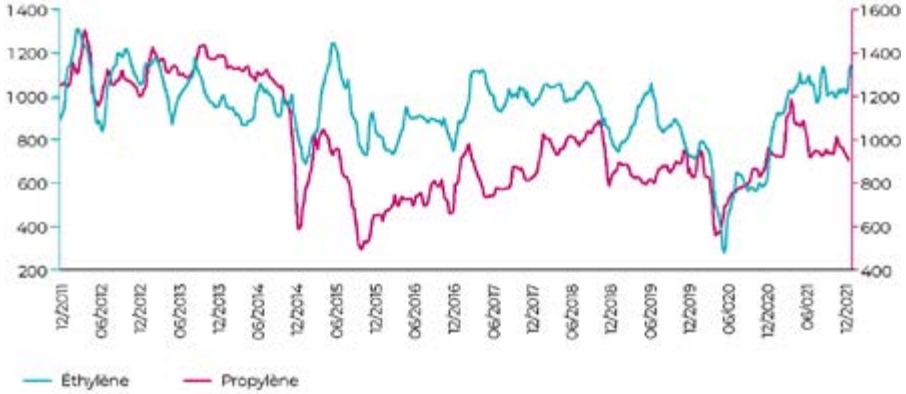
La reconfiguration sectorielle continuera d'être stimulée par la réglementation et l'évolution des préférences des consommateurs

Comme de nombreux secteurs, l'industrie chimique est confrontée à des réglementations environnementales plus strictes. Le secteur de la chimie produit beaucoup d'émissions de carbone et de sous-produits toxiques, ce qui en fait une cible pour les militants qui font pression pour réduire son empreinte environnementale et son impact sur la santé humaine. Ces règles, qui visent à limiter les risques environnementaux résultant des procédés de fabrication de produits chimiques, vont augmenter les coûts de production en ajoutant de multiples couches de complexité. Plusieurs domaines sont mis en avant, de la sécurité des travailleurs aux effets sur le climat et les ressources naturelles. Les gouvernements de nombreuses économies avancées et émergentes accordent une attention particulière aux considérations d'ordre environnemental compte tenu des préoccupations croissantes de l'opinion publique en matière de lutte contre les effets du changement climatique et de santé publique, ce qui favorise les demandes de changement des modèles de production utilisés par les entreprises du secteur. Par exemple, l'ONG Greenpeace a rapporté que 34 des 54 nations africaines ont interdit les plastiques depuis 2005. De nombreux gouvernements africains interdisent les sacs en plastique, notamment ceux à usage unique, dont les déchets empoisonnent le continent.

La demande croissante des consommateurs et de l'opinion publique de limiter l'utilisation du plastique pour des raisons environnementales incite également les actionnaires à faire pression sur les conseils d'administration pour qu'ils répondent à ces changements de préférences des consommateurs. Les citoyens du monde entier sont de plus en plus conscients de l'importance du recyclage, dans un contexte de forte couverture médiatique des effets de l'ingestion de micro-plastiques sur les animaux marins. La question du recyclage représente un risque pour le secteur, et la Coface s'attend à ce que la généralisation des pratiques de recyclage accentue le déclin de la production chimique dans plusieurs pays développés et émergents dans les années à venir.

La restructuration en cours parmi les acteurs du secteur est principalement due aux conséquences de la dynamique des prix à long terme. Selon Wood Mackenzie, des projets d'éthylène représentant un tonnage annuel de 50 millions de tonnes sont en cours dans le monde. Certains projets pourraient être annulés, mais une grande partie est déjà dans leur phase de construction ou d'ingénierie. Les prix du naphte et de l'éthane sont également très volatils depuis 2018, notamment en raison de l'interruption provoquée par la pandémie, mais aussi du manque d'investissements. La volatilité des intrants susmentionnés (naphte, éthane) a entraîné une perte de compétitivité pour les entreprises du secteur, qui doivent également se protéger contre ce risque.

EVOLUTION DES COURS DE L'ÉTHYLÈNE ET DU PROPYLÈNE



Sources : Refinitiv, Coface

CONSTRUCTION

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	ÉLEVÉ
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	TRÈS ÉLEVÉ

- Mouvements de migration interne en augmentation continue et croissance démographique mondiale
- Poursuite du mouvement d'urbanisation
- Intérêt élevé pour les projets verts, la technologie d'impression 3D et les technologies liées à l'urban mining (recyclage et réutilisation des déchets de construction et de démolition)
- Politiques monétaires accommodantes dans l'ensemble à l'échelle mondiale et taux d'intérêt faibles dans les économies avancées

- Le niveau d'endettement des entreprises de construction, notamment en Chine, reste élevé
- Endettement élevé des ménages au niveau mondial
- Vulnérabilité aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et à la pénurie de main-d'œuvre
- Secteur pro-cyclique dont certains segments sont durablement impactés par les conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur de la construction restera résilient et poursuivra sa croissance en 2022. Nous anticipons un climat macroéconomique relativement moins volatil, grâce au déploiement de campagnes de vaccination, et à des restrictions et confinements stricts et limités dans de nombreux pays, mais la présence continue de variants de la COVID-19 demeure. Coface prévoit une croissance du PIB mondial de 4,1 % cette année. La dynamique de la crise et l'impact sur la reprise seront différents selon les segments de l'industrie de la construction, malgré la nature pro-cyclique du secteur. L'activité économique continue de se redresser au niveau mondial, en partie grâce au soutien des gouvernements et aux politiques monétaires accommodantes. En 2022, nous pourrions connaître une hausse des taux hypothécaires, ce qui affectera l'accession à la propriété dans plusieurs pays. Dans ce contexte, certains sous-segments du secteur de la construction devraient être plus résilients que d'autres. C'est le cas des infrastructures, pour lesquelles les projets jouent un rôle clé dans les plans de relance des gouvernements. La majorité de ces plans de relance s'inscrivent dans le cadre des efforts continus visant à « décarboniser » l'économie afin de relever les défis environnementaux. En outre, dans une moindre mesure, le segment du logement privé devrait rester solide, malgré le niveau encore élevé de l'endettement des ménages dans le monde et les incertitudes économiques induites par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la pénurie de main-d'œuvre. En revanche, les perspectives mondiales du segment de l'immobilier commercial sont globalement moins optimistes à moyen terme. La demande devrait rester limitée malgré la reprise économique attendue cette année. En effet, la crise de la mobilité déclenchée par la pandémie a conduit plusieurs entreprises de différents secteurs et régions du monde à modifier durablement leur organisation du travail et à favoriser globalement le télétravail. Ce mode de travail continue d'être encouragé en 2022 sur de nombreux marchés.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

L'activité de l'immobilier résidentiel reste robuste en 2022 tandis que le segment de l'immobilier commercial continue d'être moins favorable

Selon l'Institute of International Finance (IIF), la dette mondiale des ménages a augmenté de 1 500 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2021, pour atteindre 55 000 milliards de dollars, ce qui correspond à la hausse des prix de l'immobilier dans presque toutes les grandes économies mondiales. L'offre ne parviendra pas à satisfaire la demande, ce qui devrait favoriser la poursuite de l'augmentation des prix des logements.

La demande des ménages en logements privés restera plus forte en 2022 et certains facteurs pourraient soutenir la demande des ménages. Tout d'abord, le faible niveau des taux d'intérêt dans les principales économies. La hausse prochaine des taux hypothécaires pourrait limiter l'accession à la propriété pour les divers agents économiques, ralentir l'augmentation des prix des logements et durcir les conditions de financement. Deuxièmement, la population urbaine aspire de plus en plus à un nouveau style de vie, dans le sillage de l'augmentation générale et accélérée du télétravail après plusieurs épisodes de confinement. En 2022, le télétravail continue d'être encouragé, et les changements de comportement des consommateurs qui préfèrent les zones urbaines aux banlieues soutiendront la demande de logements. En outre, les mouvements de migration interne en augmentation continue contribueront à l'augmentation de la demande de logements.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les permis de construire aux États-Unis et en Europe ont légèrement augmenté et les prix des logements en Chine ont connu une baisse modérée. Nous anticipons une croissance lente des permis de construire et des prix des logements dans les principales économies. Cependant, le secteur de la construction sera confronté à plusieurs perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. La hausse de la demande pour certains matériaux de construction tels que

le ciment, les produits chimiques et les métaux, la disponibilité de certains intrants tels que les fenêtres et les panneaux de disjoncteurs et les pénuries de main-d'œuvre pèseront sur l'offre. Plusieurs projets de construction pourraient être retardés. Les prix du ciment, du PVC, de l'aluminium et du cuivre devraient rester élevés en 2022. De plus, la durée des processus de planification et la disponibilité des terrains dans plusieurs pays affecteront le secteur. Nous pensons que les petites entreprises de ce secteur seront plus touchées en raison du coût des intrants. Le segment de l'immobilier commercial restera affecté par la pandémie et devrait se rétablir progressivement à court terme. Le télétravail étant toujours en place et encouragé dans de nombreux pays, les personnes actives ne retourneront pas à 100 % au bureau en 2022.

Résilience du segment des infrastructures

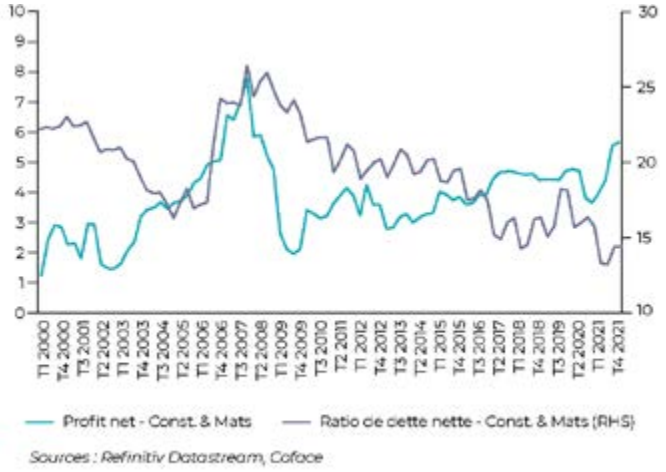
Les gouvernements considèrent le secteur de la construction comme un élément clé de la reprise économique et une source d'emplois. L'activité des infrastructures soutiendra la croissance du secteur, car les mesures de relance gouvernementales resteront importantes en 2022. Le projet de loi américain Bipartisan Infrastructure Bill autorise environ 550 milliards de dollars de nouvelles dépenses et prolonge plusieurs programmes fédéraux de financement des infrastructures. La plupart des fonds soutiendront les infrastructures de transport telles que les routes, les ponts, les ports, les chemins de fer, les transports en commun. Les fonds restants serviront à moderniser les services publics tels que l'eau, l'électricité et le numérique. L'impact pourrait ne pas se faire sentir immédiatement car il faudra peut-être quelques trimestres pour commencer à dépenser les fonds alloués et ces dépenses seront étalées sur 8 à 10 ans. Le projet de loi ne concerne pas la construction de bâtiments, mais la trajectoire du segment résidentiel dépend davantage de l'investissement privé. En Europe, le plan Facilité pour le reprise et la résilience (RRF) de 723 milliards d'euros, qui représente une composante majeure du fonds européen NextGenerationEU, soutiendra le secteur de la construction. Les investissements verts, la transition numérique, l'efficacité énergétique des bâtiments, la rénovation des bâtiments et les transports à faible émission de carbone seront encouragés. L'activité du secteur chinois de la construction pourrait être freinée par les difficultés de l'immobilier. Ce segment est très endetté et risque d'être confronté à des défauts de paiement car les promoteurs souffrent d'un manque de liquidités. Cependant, les autorités soutiendront le marché de l'immobilier pour que la demande de logements soit suffisante et adopteront des politiques spécifiques à chaque ville, ce qui pourrait se traduire par un assouplissement des mesures pour le marché de l'immobilier, notamment en ce qui concerne le financement en 2022. En outre, nous prévoyons des dépenses budgétaires élevées, notamment en matière d'infrastructures, l'année prochaine.

Les profondes transformations du secteur qui avaient été engagées avant la crise, notamment pour répondre aux enjeux environnementaux, devraient se poursuivre

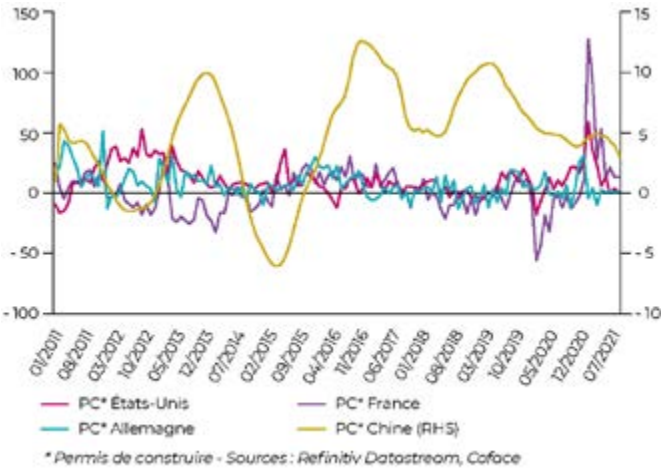
Les acteurs du secteur de la construction ont adopté depuis quelques années une politique de « décarbonisation » afin, notamment, de répondre à la volonté des consommateurs et des pouvoirs publics de prévenir les risques environnementaux et de lutter contre le changement climatique. L'Union européenne (UE) s'est par exemple engagée à atteindre la « neutralité carbone » pour les nouvelles constructions d'ici 2050, ainsi qu'à réduire les émissions de carbone dans ce secteur de 40 % d'ici 2030. Le pacte vert qu'elle a mis en place, le plan « *European Green New Deal Investment Plan* », fournit un cadre pour les investissements dans les infrastructures « vertes ». Des investissements seront réalisés dans des infrastructures de transport à faibles émissions de carbone (train à grande vitesse, transports en commun, infrastructures de bornes de recharge électrique). La crise sanitaire ne devrait pas modifier cette trajectoire. D'ailleurs, la dotation de 49,1 milliards d'euros attribuées aux ressources naturelles et à l'environnement de l'UE en 2021, le déploiement des énergies renouvelables devrait également bénéficier au secteur de la construction. Par ailleurs, en 2012, le gouvernement australien a créé l'Agence australienne des énergies renouvelables (ARENA), qui s'est engagée dans 543 projets pour un investissement de USD 1,6 milliard. En Amérique Latine, où 80 % de la population vit dans les villes, la décarbonisation des bâtiments représente un marché de près de 4 milliards de dollars d'ici 2030, d'après la Banque Mondiale.

Le changement climatique, l'efficacité énergétique et la transition vers des matériaux de construction verts (urban mining) représentent des éléments importants, car les autorités vont se lancer dans une course à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les techniques modernes de construction, comme l'impression 3D, deviendront la nouvelle norme et changeront profondément la donne en termes de productivité dans le secteur de la construction au cours de la prochaine période.

ENTREPRISES DE CONSTRUCTION AU NIVEAU GLOBAL : PLUS DE PROFITS, MOINS DE DETTES



CROISSANCE ANNUELLE DES PERMIS DE CONSTRUIRE (ÉTATS-UNIS, FRANCE, ALLEMAGNE) ET DU PRIX DES LOGEMENTS (CHINE)



DISTRIBUTION

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	ÉLEVÉ
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Croissance de la classe moyenne chinoise
- Forte urbanisation en Asie et en Afrique, un véritable moteur pour ce secteur

- Forte concurrence entre acteurs du secteur
- Fortement impacté par la crise de la COVID-19
- Fragilité des points de vente physiques face au développement du commerce en ligne

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur de la distribution, qui a souffert de la récession économique mondiale en 2020, a été confronté à plusieurs obstacles ayant entravé sa reprise en 2021. Les campagnes de vaccination, qui ont démarré à partir de début 2021 dans les économies développées, ont permis de lever les restrictions de mobilité et les confinements, ce qui a généré un regain d'optimisme et favorisé le retour aux points de vente physiques. La consommation des ménages, qui a plongé dans la plupart des économies en 2020, a donc rebondi de manière significative avec les campagnes de vaccination et les économies réalisées par les consommateurs en 2020, mais sans pour autant retrouver les niveaux d'avant-crise. Du côté de l'offre, le secteur a été impacté par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette perturbation exerce des pressions inflationnistes, qui pourraient avoir des répercussions sur la distribution en 2022. Les frais de transport, et surtout les coûts du fret maritime, ont augmenté de manière significative en raison d'une capacité insuffisante, ce qui a eu pour effet de répercuter les augmentations de coûts sur les prix, et de générer des retards de livraison considérables. La crise énergétique chinoise pourrait également nuire aux chaînes d'approvisionnement mondiales et, par conséquent, au secteur de la distribution.

Le commerce électronique, qui a été en plein essor ces dernières années et a largement bénéficié des confinements, n'a pas été épargné par la rupture des chaînes d'approvisionnement. Cependant, à mesure que la rupture des chaînes d'approvisionnement se résorbe, le secteur du e-commerce risque d'exercer une pression sur les acteurs traditionnels, qui ont du mal à s'adapter à ce nouveau mode de consommation. Pour faire face à ces défis, ils doivent repenser leurs stratégies, notamment en intensifiant le recours aux nouveaux outils numériques et en utilisant des systèmes logistiques plus efficaces.

Malgré les progrès réalisés en termes de campagnes de vaccination, la pandémie de COVID-19 reste un risque important qui pourrait bien peser sur la reprise du secteur.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

La reprise du secteur est confrontée à l'incertitude due à la pandémie et à la perturbation des chaînes d'approvisionnement

D'après Coface, le taux de croissance mondial en 2022 devrait être légèrement inférieur à celui de 2021 et passer de 5,6 % à 4,1 %. Le secteur a connu une reprise significative en 2021, grâce au rebond de la consommation des ménages, mais la croissance du secteur devrait être freinée par la perturbation continue des chaînes d'approvisionnement.

Au niveau mondial, le secteur de la distribution a souffert de la crise sanitaire, les ventes ayant chuté en raison de la crise économique déclenchée par la COVID-19. Ce secteur a également été touché par les fermetures de magasins et les mesures de distanciation physique, qui ont limité les achats en face à face. Les perspectives de ce secteur restent incertaines en raison du manque de visibilité sur l'évolution de la pandémie et des problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement.

En Chine, point de départ de l'épidémie, la croissance des ventes au détail a été lente, atteignant 4,9 % en glissement annuel en octobre 2021. Le rythme devrait rester lent, car la politique de tolérance zéro face à la résurgence de la pandémie pourrait nuire à la demande. Les ventes en ligne (environ 23,6 % des ventes au détail en août 2021) ont également été faibles. À l'approche de la saison hivernale, le gouvernement chinois a contraint les usines à réduire leur production pour faire face aux pénuries d'électricité. Cette décision exerce une pression supplémentaire sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Coface prévoit que l'économie chinoise progressera de 6,1 % en 2022 après un rebond de 7,5 % en 2021, une bonne nouvelle pour le secteur de la distribution, malgré les entraves susmentionnées.

Les perspectives américaines ont été positives au cours de l'année 2021 : en octobre 2021, les

ventes au détail étaient en hausse de 16,3 % par rapport à octobre 2020. Alors que le taux de chômage a bondi depuis le déclenchement de la crise sanitaire, atteignant 14,7 % en avril 2020, il n'a cessé de diminuer pour atteindre 4,6 % en octobre 2021. L'économie américaine a rebondi de 5,6 % en 2021 selon Coface, et devrait croître de 3,7 % en 2022. Les dépenses de consommation ont augmenté de manière persistante, aidées par les aides financières gouvernementales apportées aux ménages. Toutefois, l'incapacité à répondre à l'augmentation de la demande pourrait entraîner une hausse des prix et nuire au moral des consommateurs en 2022, ce qui ralentirait la croissance domestique du secteur de la distribution aux États-Unis.

La croissance de la zone euro a rebondi de 5,3 % en 2021, ce qui a bénéficié à la consommation des ménages, mais ce qui est insuffisant pour revenir complètement aux niveaux d'avant la pandémie. La croissance pourrait rebondir de 4 % en 2022 selon les estimations de Coface, ce qui pourrait renforcer le secteur de la distribution fragilisé par la pandémie. Une baisse des ventes au détail a été observée pendant les mois où la plupart des pays européens étaient sous mesures de confinement. Toutefois, une reprise globale du secteur a été perceptible après l'assouplissement des mesures de distanciation sociale et la reprise de l'économie. En septembre 2021, les volumes des ventes au détail corrigés des effets de calendrier et des variations saisonnières se situait à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie. Néanmoins, ils ont perdu de leur élan au cours des derniers mois de 2021 et le secteur pourrait connaître des difficultés au début de 2022 à cause des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des effets de la pandémie.

Le secteur est dominé par des leaders mondiaux américains : d'après le classement 2020 (sur les revenus 2018) du rapport Deloitte « Global Powers of Retailing », Walmart Inc., Costco Wholesale Corporation, Amazon.com Inc. arrivent aux trois premières places et Schwarz Group, leader européen, à la quatrième (avec des revenus atteignant respectivement environ 514, 141, 140 et 121 milliards USD). Cependant, malgré la taille de ces géants, le marché demeure tout de même très fragmenté. La fragmentation du marché est principalement géographique : les 250 plus grandes entreprises de ce secteur n'exercent leur activité que dans 10 pays en moyenne et réalisent moins d'un quart de leurs ventes en dehors de leur pays d'origine. De manière générale, le secteur recouvre des réalités très différentes selon les pays.

La pandémie a eu un effet considérable sur le e-commerce, mais dont l'intensité a été de courte durée

Le secteur de la distribution subit actuellement une transformation structurelle majeure, en raison de l'augmentation du commerce électronique, qui a connu un pic important pendant les confinements. Les entreprises ont dû s'adapter aux nouvelles réglementations sanitaires et aux nouvelles habitudes de consommation. Les mesures de confinement imposées dans un grand nombre de pays ont contraint les consommateurs à acheter en ligne. Parallèlement, la peur du virus a considérablement limité les déplacements physiques des individus, ce qui a de nouveau stimulé les achats en ligne. Dans l'UE des 27, la part du commerce électronique a augmenté de 2,4 points de pourcentage (pp) en 2020 après + 0,6 pp en 2019, + 4,8 pp après + 1,6 pp en Chine, + 2,7 pp après + 1,3 pp aux États-Unis et + 4,1 pp après + 2,7 pp au Canada. Toutefois, avec la levée des confinements, la progression du commerce électronique a été légèrement perceptible : aux États-Unis, la part des ventes en ligne s'établit à 14 % en juin 2021, à peine supérieure à la moyenne de 2019 (13 %).

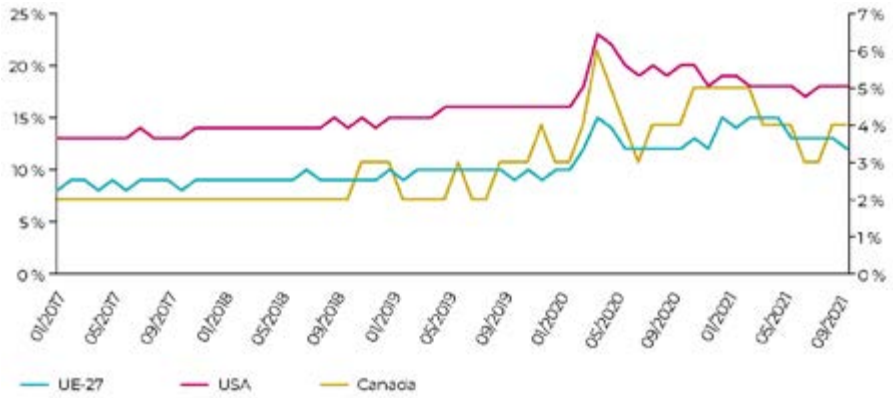
Le leader du commerce électronique Amazon a vu son résultat d'exploitation augmenter à un rythme soutenu au cours des 9 premiers mois de 2020, avec une progression de 70 % par rapport à la même période de 2019. Cependant, avec la réouverture des économies, les ventes en ligne d'Amazon ont considérablement chuté.

Walmart, le plus grand acteur du commerce de détail américain, est très bien positionné en ce qui concerne l'augmentation du commerce électronique, et a enregistré une croissance de 97 % des ventes en ligne au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019. Après s'être rapidement adapté et avoir mis en place des services appropriés pour faire face à la situation sanitaire, tout en diversifiant ses canaux de distribution, le leader du secteur rivalise fortement avec Amazon. Il peut déjà s'appuyer sur un réseau dense de points de vente et une chaîne d'approvisionnement très développée, ce qui permet au groupe de proposer facilement la livraison ou le retrait en magasin des commandes en ligne.

La Chine reste de loin le plus grand marché du commerce électronique. Alibaba, JD.com et Pinduoduo, les trois géants du commerce électronique, ont occupé 83,6 % du marché en 2020, contre 80,3 % en 2019. Leur croissance semble être due aux efforts d'adaptation et de diversification de leurs gammes de produits, couplés à une bonne logistique, qui leur ont permis de faire face à la pandémie et de s'adapter à la situation sanitaire. Plusieurs raisons expliquent que la Chine soit leader sur le secteur du e-commerce. Tout d'abord la forte densité de population et près de 700 millions d'acheteurs en ligne. De plus, la hausse du salaire moyen, la démocratisation du smartphone, l'urbanisation mais aussi l'expansion de l'application WeChat, qui permet d'effectuer de nombreux types d'achats en ligne et qui compte 1,2 milliard d'utilisateurs favorisent cette croissance. De janvier à septembre 2021, l'augmentation en glissement annuel des ventes de détail en ligne chinoises a été d'environ 18,5 %.

La persistance de la pandémie pourrait encore affecter favorablement le commerce électronique en cas de nouveau confinement.

PART DU E-COMMERCE DANS LA DISTRIBUTION



Sources : Eurostat, US Census Bureau, Statistics

ÉNERGIE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	ÉLEVÉ
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	ÉLEVÉ
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- De nouvelles méthodes de financement qui partagent les risques entre les producteurs et les investisseurs.
- Efforts des compagnies pétrolières pour abaisser leur seuil de rentabilité
- Diversification des grandes entreprises
- Les énergies renouvelables restent sur une tendance dynamique malgré la crise

- Niveaux d'endettement élevés, en particulier pour les entreprises exploitant des huiles non conventionnelles
- Forte volatilité des prix du pétrole brut
- Surcapacité des entreprises du secteur, et du segment des services pétroliers et gaziers
- Forte pression des activistes environnementaux pour réduire les investissements

Notes de lecture

GNL : Gaz Naturel Liquéfié.

Bcf/d : milliards de pieds cubes par jour.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

La réouverture des économies a permis à l'activité économique de rebondir. Coface prévoit une croissance mondiale de 4,1 % pour 2022, après 5,6 % en 2021. Cela renforcera la demande d'énergie, notamment pour les produits pétroliers utilisés dans le secteur des transports. Coface prévoit que le prix du pétrole brut Brent sera en moyenne de 75 dollars en 2022, contre 71 dollars l'année précédente. Cette remontée des prix se répercute sur l'ensemble de l'industrie, mais par des effets hétérogènes sur les activités pétrolières en amont et en aval.

Bien que le segment en amont bénéficie de la hausse des prix, les industries en aval devraient souffrir de la hausse des coûts d'acquisition du pétrole brut. En outre, les raffineries doivent faire face à de nouvelles normes, notamment environnementales, et à une demande plus faible qu'avant la crise. La concurrence accrue due à l'émergence de nouvelles raffineries dans les pays émergents pourrait également réduire les marges du secteur. Les opérations de raffinage devraient reprendre au cours de l'année 2022, avec des disparités selon les zones géographiques. La reprise économique dépend à la fois de l'exposition des pays au virus et des réponses gouvernementales visant à stimuler l'économie. De plus, il faut reconnaître que les programmes de relance s'inscrivent dans la volonté des gouvernements de favoriser une économie à faible émission de carbone, encourageant ainsi le développement des énergies renouvelables et la possession de véhicules électriques, une orientation qui était déjà poussée avant la crise de la COVID-19. Cela remet donc en question la pérennité du secteur des hydrocarbures, notamment en Amérique du Nord, où les acteurs non conventionnels doivent désormais démontrer (difficilement) que leur activité reste viable, tout en opérant dans une région où le secteur énergétique a été dynamique ces dernières années.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

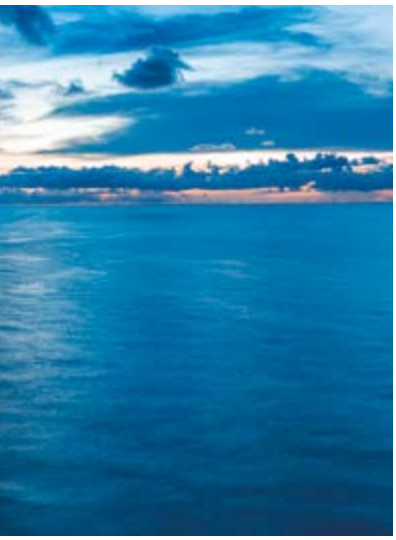
COVID-19 : un choc massif et durable avec un fort impact sur une industrie déjà fragilisée avant la crise

Les mesures de confinement, qui subsistent (au moins dans une certaine mesure) dans certains pays, affectent l'activité industrielle et, surtout, les déplacements liés au transport. Cependant, la réouverture des économies a favorisé le rebond de l'activité industrielle et du secteur des transports, même si l'apparition de variants pourrait freiner le rythme de croissance de la demande.

Une reprise (complète ?) des combustibles fossiles sur tous les grands marchés mondiaux

La consommation de pétrole devrait augmenter en 2022 par rapport à 2021. L'assouplissement des restrictions favorisera la reprise de la demande, poussant ainsi les prix à la hausse. Ainsi, Coface prévoit que le prix moyen pour 2022 atteindra 75 USD/baril. Les producteurs hors OPEP+ n'ont pas été en mesure, en 2021, de répondre à la demande avec une offre supplémentaire adaptée, tandis que les pays de l'OPEP+ ont à peine tenté de combler l'écart. Ainsi, alors que la demande est robuste, les stocks sont excessivement sollicités et atteignent désormais des niveaux bas (sur les cinq dernières années). Cela contribuera à soutenir la hausse des prix du brut en 2022.

La demande de voyages devrait se redresser progressivement en 2022, poussant ainsi la consommation de carburéacteur. La situation actuelle comporte toutefois certains risques, car l'irruption de variants (plus contagieux par exemple) pourrait entraver la réouverture des voyages internationaux. Par ailleurs, les ménages qui utilisent davantage leur véhicule vont probablement favoriser la demande de diesel et d'essence. Nous assistons déjà à cette évolution à l'heure où nous écrivons ces lignes. L'augmentation des véhicules électriques en Europe et en Chine, par le biais de parts de marché plus importantes, est un événement majeur en 2021 et 2022. Les véhicules électriques en Chine et en Europe sont subventionnés *via* des incitations financières, ce qui les rend abordables pour certains ménages. De plus, les



réglementations restrictives dans les grandes villes d'Europe occidentale favorisent les voitures plus récentes et moins polluantes, comme les véhicules électriques. Même si l'irruption des véhicules à faibles émissions aura sans aucun doute un impact sur la consommation de pétrole, nous pensons que la demande finale mondiale, notamment pour les raffineries, sera moins affectée pour le moment.

Les voyages internationaux vont augmenter en 2022. La principale inconnue est le rythme de la reprise des voyages d'affaires. L'utilisation d'appareils et d'applications numériques pendant les confinements de 2020 et 2021 a montré que les voyages d'affaires pourraient être partiellement remplacés par des réunions en ligne.

La pétrochimie, *via* le naphta et les gaz de pétrole liquéfiés, continuera de croître, poussant la demande de produits liés au pétrole et au gaz naturel. L'expansion des capacités en cours en Amérique du Nord, dans la péninsule arabique et en Asie soutiendra la demande de ces produits. Certains pays du CCG s'empressent de diversifier leur économie et de les aider à réduire leur dépendance au pétrole. Les gouvernements indien et chinois permettent également aux politiques d'être autosuffisantes dans de larges pans de la pétrochimie, par le biais de joint-ventures avec les grandes compagnies pétrolières nationales, telles que ADNOC et Saudi Aramco et sa filiale Sabic.

Les prix du gaz naturel ont été plus élevés durant l'hiver 2021-2022 (notamment en Europe) en raison de températures plus basses, de stocks inférieurs à la moyenne et d'une forte demande de gaz naturel liquéfié (GNL), notamment de la part des pays asiatiques, mais aussi du Brésil qui souffre d'un grave épisode de sécheresse. L'augmentation de la production d'électricité à partir de sources renouvelables a poussé la demande de sources naturelles, car elles sont utilisées pour les centrales électriques de secours. Ainsi, les prix du TTF ont atteint des niveaux record en décembre 2021. Les prix devraient se normaliser au cours du deuxième trimestre 2022, mais il faudra surveiller le rythme de reconstitution des stocks au printemps et en été dans l'hémisphère nord.

Le charbon, qui refait surface - notamment grâce à la hausse des prix, bénéficie des conditions météorologiques dans l'hémisphère Nord et des tentatives de reconstitution des stocks, comme cela a été le cas pour le gaz naturel. La consommation va continuer à croître, notamment en Inde et en Chine, les plus gros consommateurs mondiaux de cette matière première. L'augmentation de la consommation de charbon en 2022 mettra en péril les engagements « zéro émission » dans le monde, mais de nombreux pays émergents misent sur cette matière première pour leur secteur de production d'électricité.

De profondes tensions sur le marché de l'électricité

Les prix du gaz naturel et du charbon atteignant de nouveaux sommets, le marché de l'électricité est confronté à des risques profonds. C'est notamment le cas des détaillants d'électricité réglementés, qui souffrent des prix de gros élevés tout en devant vendre leur électricité aux consommateurs à des prix réglementés et assez inélastiques. Au Royaume-Uni, plus de 25 détaillants ont fait faillite en 2021, mettant en danger leur base de consommateurs. Cette situation sera exacerbée tout au long de l'hiver 2021-2022 car les stocks de gaz sont très bas en Europe, alors que la demande de charbon et de gaz est élevée en Asie, et que les tensions géopolitiques augmentent, notamment entre l'Ukraine et la Russie.

Les énergies renouvelables devraient contribuer à la reconfiguration du secteur dans un avenir proche

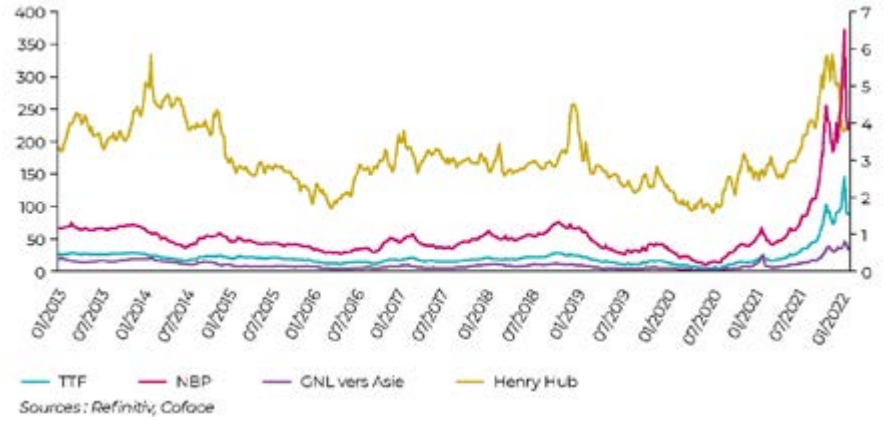
Conformément à la volonté de l'opinion publique dans une majorité de pays, notamment dans les économies avancées, la transition vers une économie à faible émission de carbone dans le monde, qui repose notamment sur la transition énergétique, remet en cause l'industrie des énergies fossiles. Les plans de relance en réponse à la crise de la COVID-19, qui intègrent les préoccupations environnementales, devraient accélérer la reconfiguration du secteur, qui avait commencé avant la crise. Par exemple, il existe de nouvelles réglementations dans le secteur automobile sur les principaux marchés mondiaux (Asie, Europe, États-Unis), dont les acteurs développent des modèles à plus faible empreinte carbone, ainsi que des modèles électriques, afin d'éviter les amendes.

Les nouvelles normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) exercent une pression supplémentaire sur les entreprises pétrolières et gazières. Les investisseurs sont de plus en plus prudents quant à l'implication des entreprises dans la transition vers la neutralité carbone et à la conformité des entreprises aux normes ESG. Ces changements pourraient affecter grandement l'ensemble du secteur, en augmentant les coûts d'investissement et d'exploitation, tout en comprimant la demande de produits pétroliers et de leurs dérivés, *in fine*.

Au final, la baisse de la demande de plastique et le recours plus systématique au recyclage du plastique, grâce aux changements d'habitudes de consommation et à la réglementation (les bouteilles commercialisées dans l'UE devront contenir au moins 25 % de plastique recyclé en 2025 et au moins 30 % en 2030), entraîne une baisse de la demande de pétrole raffiné (*via* le naphta).

Si le développement des énergies renouvelables a été ralenti par la crise de la COVID-19, Coface prévoit que le segment des énergies renouvelables sera plus résilient que celui des énergies fossiles. En effet, les énergies renouvelables ont gagné en importance au cours des 20 dernières années, passant de 21,8 % de la capacité électrique mondiale totale installée en 2000 à 34,7 % en 2019, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). En 2020, plus de 80 % de la capacité électrique ajoutée était renouvelable.

EVOLUTION DES COURS DE RÉFÉRENCE DU GAZ NATUREL



Sources : Refinitiv, Coface

MÉTALLURGIE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Reprise générale du secteur, couplée à une forte hausse des prix des métaux
- Reprise de la demande tirée par l'activité manufacturière
- Produits utilisés dans de nombreuses industries à travers le monde, en particulier pour la production de batteries électriques, et de pièces en aluminium utilisées pour la fabrication de véhicules électriques
- Opportunités à venir pour certains métaux, comme le nickel, avec le développement des véhicules électriques

- Pression accrue des autorités chinoises pour réorganiser les industries sidérurgiques et de l'aluminium
- Forte dépendance à l'égard de la politique économique chinoise
- Pression pour réduire l'empreinte environnementale des activités minières et métallurgiques

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Coface prévoit pour 2022 un taux de croissance de 4,1 %, contre 5,6 % en 2021. La demande du secteur manufacturier a fortement rebondi dans les pays les plus riches grâce à l'atténuation des mesures de confinement. La demande soutenue qui a suivi l'assouplissement des mesures de confinement a créé une inadéquation entre l'offre et la demande, ce qui s'est traduit par de fortes pressions sur les prix. De nombreux métaux de base ont pâti de plusieurs années de sous-investissement, notamment après le « Supercycle ». De ce fait, toutes les conditions sont réunies pour que le déséquilibre actuel entre l'offre et la demande perdure quelque peu dans les trimestres à venir.

Toutefois, ces derniers mois, les prix de plusieurs métaux ont chuté par rapport aux sommets atteints au début de l'année 2021, notamment en Chine en Europe. Cette tendance suggère que la reprise généralisée de la métallurgie pourrait s'essouffler. Les marchés anticipent un ralentissement de la demande chinoise, les autorités souhaitant freiner l'expansion du secteur de l'acier pour atteindre ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre. En outre, les autorités agissent rapidement pour réduire la spéculation sur les prix des métaux afin d'aider les secteurs clients à faire face à la hausse des prix des intrants alors que le secteur de la construction est perçu comme un secteur vulnérable à cause des difficultés rencontrées par de grand promoteurs immobiliers.

Enfin, bien qu'il soit très difficile d'anticiper précisément les tendances, les prix des métaux, qui ont atteint un pic en 2021, semblent se stabiliser maintenant, ce qui est en phase avec la demande chinoise (50 % de la demande mondiale de métaux) qui continue de croître, mais à un rythme plus lent. Il convient de noter que de nouvelles vagues de la pandémie peuvent survenir et menacer l'économie mondiale et donc le secteur des métaux.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Bien que la reprise ait été amorcée très tôt en Chine, elle s'est généralisée grâce aux plans de relance des pays les plus riches. Coface estime la croissance du PIB à 5,4 %, 3,7 % et 3,7 % en 2022 respectivement en Chine, en Europe et aux États-Unis.

En 2020, lors de l'apparition de la pandémie de COVID-19, le secteur des métaux, très dépendant de la conjoncture économique, a été affecté de diverses manières à travers le monde.

Selon le ministère australien de l'industrie, des sciences, de l'énergie et des ressources, la consommation mondiale d'acier, de cuivre et de nickel augmentera respectivement de 2,7 %, 2 % et 4,7 % en 2022. La consommation générale ralentira au niveau mondial, car l'activité économique enregistrera un taux de croissance plus faible. Alors que les taux de vaccination augmentent, l'irruption d'un nouveau variant aura sans aucun doute un impact sur l'activité économique. En outre, le soutien politique de la Chine aux secteurs de la construction et de l'immobilier sera d'une importance capitale pour aider à soutenir les prix des métaux. Les problèmes actuels de chaînes d'approvisionnement (pénurie de semis, manque de magnésium, etc.) pourraient bien se poursuivre en 2022, et affecter les prix en conséquence.

La reprise chinoise, suivie d'une reprise dans les autres pays du monde, a favorisé l'augmentation du prix des métaux. Pour 2022, les prix devraient rester à des niveaux élevés en raison d'une forte demande relativement forte et d'une croissance limitée de l'offre. Des années de sous-investissement dans plusieurs segments posent certaines contraintes à la production, tandis que les restrictions mises en place pour contenir la diffusion de nouveaux variants pourraient faire augmenter les prix en 2022. Cependant, l'équilibrage du marché pourrait être effectif au T4 2022 si les autorités chinoises ne mettent pas en place une politique monétaire accommodante. Enfin, un plan d'infrastructure américain pourrait favoriser la reprise de la demande et ainsi maintenir les prix à des niveaux élevés.

L'industrie sidérurgique décélère en Chine

Le minerai de fer et l'acier souffrent du ralentissement du secteur de la construction en Chine. L'endettement élevé dans le segment de l'immobilier constitue une menace pour la consommation d'acier en raison de la baisse de la demande. La production d'acier sur douze mois a augmenté de tout juste 4 %, en glissement annuel, en Chine, fin septembre 2021, après des taux de croissance à deux chiffres au printemps 2021.

L'industrie sidérurgique chinoise est très importante pour les secteurs de la fabrication, de la construction et de l'immobilier du pays, car elle fournit à ces industries des produits clés. Cependant, cette industrie a une forte empreinte environnementale car elle pollue excessivement, notamment les aciéries privées, elle est énergivore et nécessite d'énormes quantités d'électricité qui sont généralement fournies par des centrales au charbon.

L'industrie est donc en première ligne dans la lutte contre la pollution et pour la neutralité carbone, comme s'y sont engagés les grands décideurs politiques chinois. Nous nous attendons à ce que la production d'acier des prochaines années soit plafonnée à celle de l'année précédente, afin d'atteindre plus rapidement la neutralité carbone. Enfin, et cette mesure pourrait être considérée comme une révolution dans l'industrie sidérurgique chinoise, les responsables de la planification pourraient obliger les sidérurgistes à utiliser davantage de ferraille et déchets métalliques au lieu du minerai de fer pour produire de l'acier. Cela les obligerait à investir dans de nouvelles usines et à fermer celles qui sont obsolètes.

En Europe, les prix de l'acier s'essoufflent. Les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement associés à la hausse des coûts énergétiques affectent l'activité des sidérurgistes. Le manque de matières premières, les coûts d'expédition élevés et les pénuries d'équipements et de composants clés continueront de peser sur le secteur manufacturier en 2022. Même si nous assistons à une certaine détente, notamment en ce qui concerne la pénurie de semi-conducteurs qui frappe durement l'industrie automobile, ces vents contraires devraient, à notre avis, entraver l'activité des sidérurgistes.

Aux États-Unis, les sidérurgistes sont frappés par les mêmes vents contraires que leurs homologues européens et chinois, même si le marché immobilier semble résister. Les prix de l'acier commencent à baisser car la demande du secteur manufacturier est affectée par la baisse des commandes de l'industrie automobile et, dans une moindre mesure, des biens d'équipement. La mise en œuvre de certaines mesures du plan d'infrastructures aidera le secteur de l'acier et l'industrie métallurgique dans son ensemble, au cours de l'année 2022. Cependant, la meilleure santé financière des sidérurgistes américains est de bon augure, mais il convient de rester prudent quant à l'augmentation des capacités suite à l'application de droits d'importation sur les produits sidérurgiques étrangers qui a été décidée sous la présidence Trump.

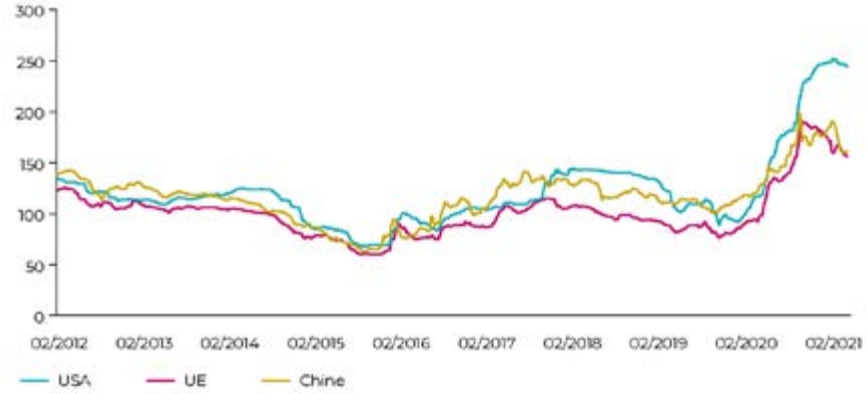
L'évolution des prix des principaux métaux reflète les tendances de la crise économique et sanitaire. Après avoir baissé à la suite de la crise de la COVID-19, les prix des principaux métaux sont toujours à des niveaux élevés. Cependant, selon SteelHome, les prix mensuels moyens de l'acier en Chine, en Europe et aux États-Unis ont diminué respectivement de 7 %, 12 % et 1 % fin novembre 2021 par rapport à leur pic de l'été 2021. Les prix des métaux devraient rester stables cette année, en raison de la forte demande dans les secteurs clients tels que l'industrie manufacturière. Malgré les difficultés rencontrées, l'industrie sidérurgique est restée globalement une activité rentable sur les principaux marchés.

À moyen terme, la nécessité de réduire l'impact environnemental du secteur et le développement continu des moteurs électriques devraient continuer à avoir un impact majeur sur les activités.

De nombreux producteurs de métaux s'orientent vers la production de métaux plus « verts », car ils s'engagent à réduire leur empreinte environnementale afin de diminuer leurs émissions de GES. C'est notamment le cas des sidérurgistes européens qui, avec le soutien des autorités, investissent d'importantes sommes d'argent dans des projets visant à permettre la neutralité carbone et à réduire leur consommation d'énergie ou à passer à la production d'électricité par les énergies renouvelables. Ainsi, le développement des énergies éolienne et solaire, ainsi que l'adoption à grande échelle de la voiture électrique, nécessitent de très grandes quantités de cuivre et de nickel (entre autres). Ces véhicules contiennent trois fois plus de cuivre qu'une voiture à propulsion thermique. Pour le nickel, les différences peuvent varier de 3 à 30 fois, selon les technologies et les caractéristiques techniques des véhicules. Les constructeurs automobiles, qui cherchent à réduire le poids des véhicules, privilégieront à terme l'aluminium, 10 à 40 fois plus léger que l'acier, pour augmenter l'autonomie des véhicules.

Parallèlement à la mise en place d'un Green Deal, un programme d'investissement dans les énergies vertes favorisant la transition énergétique et la décarbonisation, les États européens tentent de parvenir à un consensus pour rendre l'économie du continent européen durable, notamment grâce à l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, la demande de métaux tels que l'aluminium, le nickel, le platine et le palladium, liée aux véhicules électriques, va croître dans les années à venir. Nous prévoyons que les petites et moyennes entreprises du secteur des métaux seront confrontées à des difficultés, car la transition sectorielle nécessitera de lourdes dépenses d'investissement pour réduire l'empreinte environnementale.

EVOLUTION DES COURS SIDÉRURGIQUES



Sources : Refinitiv, Coface

PAPIER

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	MOYEN

- Caractère durable et recyclable du papier
- Utilisation croissante du papier d'emballage en raison du développement de l'e-commerce et du déclin de l'utilisation de plastique
- Forte demande émanant d'Asie

- Substitution progressive du papier graphique par des supports digitaux compte tenu de l'utilisation croissante des technologies numériques
- Problématiques environnementales (déforestation)

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Dans le cadre de sa méthodologie d'évaluation du risque sectoriel, Coface inclut deux segments dans l'analyse du secteur du papier : le papier graphique et le papier d'emballage. Les tendances des deux segments s'étaient nettement distinguées pendant la crise. Le papier graphique, avait été assez fortement impacté, en grande partie car les fermetures d'entreprises et d'écoles avaient très significativement diminué les besoins en papier d'impression. Avant la pandémie, son utilisation avait commencé à décliner au rythme de la digitalisation progressive de l'économie mondiale. À l'inverse, le papier d'emballage avait pu profiter de la forte croissance du e-commerce et donc d'une accentuation des activités de livraison dans le monde mais aussi des produits en papier pour l'hygiène personnelle (masques chirurgicaux, lingettes désinfectantes, serviettes en papier jetables et autres produits d'hygiène connexes).

Les deux segments ont pourtant retrouvé une tendance générale depuis 2021, qui se poursuivra en 2022, et n'ont pas été épargné par les pénuries. En effet, de janvier à septembre 2021, la production de papiers graphiques a augmenté de 6,9 % en glissement annuel, et le papier d'emballage, de 9,8 %, afin de répondre à la reprise de l'économie mondiale, notamment en impression, cartons et packaging. Néanmoins, la production totale devrait rester inférieure au niveau d'avant crise. Les prix ont également explosé sur les deux segments, conséquence de la hausse du prix de la pâte de papier (+ 60 % sur un an) et la hausse du prix du carton (+ 30 % sur un an). D'autres facteurs sont également à prendre en compte pour expliquer la hausse du prix du papier : l'augmentation mondiale des coûts de transformation et de distribution, la hausse des prix de l'énergie, des produits chimiques, de l'amidon et des conteneurs (+ 350 % en septembre 2021 sur un an).

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Hausse des prix généralisée dans le secteur, principalement tiré par la flambée du prix de la pâte de papier...

Les deux segments qui composent le secteur du papier, n'ont pas été épargnés par la reprise de l'économie mondiale, principalement *via* la demande globale. La consommation de papier a alors fortement rebondi dès la reprise de l'économie, et cela s'est ressenti dans les prix des matières qui le composent. Les cartons d'emballage, gobelets ou mouchoirs sont produits à base de pâte à papier vierge ou recyclée, elle-même fabriquée à partir de fibres végétales ou de vieux papiers, dont le prix a été très volatile en 2021, et devrait rester à des niveaux élevés en 2022, et cela dans tous les principaux pays producteurs de pâte à papier (Brésil, Chine, Allemagne, Canada...).

C'est en Chine que l'augmentation a été la plus flagrante : En 2020, la tonne valait 600 dollars pour une qualité standard de référence, fin 2021, elle était autour des 1 000 dollars. Depuis janvier 2021, le pays a décidé de ne plus importer de vieux papiers à recycler et achète directement de la pâte, ou de la pâte recyclée, ce qui contribue à la hausse des prix.

...mais aussi par la hausse des prix de l'énergie et du transport maritime

Le secteur du papier n'a pas été épargné par les hausses des prix de l'énergie, et des containeurs. En effet, certaines usines de papiers n'ont pas couvert leurs achats d'énergie et notamment d'électricité (+ 30 % environ en 2021 et une nouvelle hausse de 12 % est à attendre en 2022 selon l'entreprise Engie), et sont alors soumises à la hausse des prix du secteur, et répercutent cette augmentation sur leurs prix. Pourtant, il est à noter que de plus en plus de producteurs de papier tendent à améliorer leur consommation énergétique et se tournent vers l'utilisation de biomasses renouvelables depuis de nombreuses années (autour de 50 % de l'énergie utilisée dans le secteur du papier).

De plus, les approvisionnements de papier sont fortement dépendants des prix du transport

maritime. En effet, une grande partie de l'approvisionnement en pâte à papier au niveau mondial est fait par bateau en provenance d'Amérique du Sud et d'Asie. Cependant, les coûts du transport du fret et les prix des conteneurs de 40 pieds (environ 12 mètres) se sont aussi envolés depuis 2021, du fait de la reprise de la demande globale, en particulier dans les grosses économies, après avoir été en pause pendant de nombreux mois, et du fait d'un temps de chargement/déchargement des navires accrues dans les ports, suite aux mesure prises pour endiguer la progression de la COVID-19. En octobre 2020, le coût moyen de location d'un containeur à l'échelle du globe était d'environ 2240 dollars contre 9950 fin 2021. Les producteurs de pâte de papiers ont alors vite alerté des potentielles explosions de prix de la principale composante du papier, mais aussi des potentiels retards de livraisons, du fait de la pénurie des moyens de transports.

La hausse du e-commerce, intensifiée depuis la crise liée à la COVID-19, se poursuit et bénéficie au papier d'emballage

Lors de la pandémie de COVID-19, le papier d'emballage avait largement bénéficié de la hausse du e-commerce, suite aux fermetures des commerces. D'après la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), en 2020, la hausse spectaculaire des ventes en ligne avait fait passer la part des ventes en ligne à 19 % de la totalité des ventes au détail au niveau mondial, contre 16 % des ventes au détail l'année d'avant. Depuis, les habitudes des consommateurs se sont largement maintenues, comme l'illustre la hausse des bénéfices de l'entreprise américaine Amazon au T2 2021 (+ 48 % par rapport à l'an dernier, ce chiffre tenant compte de l'explosion du e-commerce, qui compte pour 67 % des revenus de l'entreprise mais aussi de la croissance des ventes de services de cloud proposés *via* AWS).

Cette hausse du e-commerce a aussi bien concerné des produits d'épicerie et d'hygiène mais aussi par exemple la livraison de denrées alimentaires sur des plateformes en ligne. En effet, en 2021 et 2022, les consommateurs assistent à l'émergence de nouvelles applications mobiles permettant la livraison de courses à domicile, dans des délais très courts (moins de 15 minutes) comme « Cajoo » ou encore « Flink », qui viennent s'ajouter aux restaurants proposants des formules à emporter *via* « Uber Eats » ou « Deliveroo ». Cela a favorisé largement l'utilisation de papier d'emballage. De plus, ce type de restauration utilise une importante quantité d'emballage papier (sac en papier, barquette, etc). Les boîtes, pailles et sacs en papier ainsi que de manière générale, les papiers d'emballage alimentaires, sont de nature à devenir de nouveaux moteurs de croissance pour l'industrie du papier.

Cette hausse des ventes en ligne a donc grandement favorisé l'industrie de l'emballage. Plus spécifiquement, les emballages en carton ondulé ont vu leurs ventes augmenter pendant la crise car ils sont essentiels pour le transport des aliments, des médicaments et du matériel médical mais aussi pour les très nombreuses livraisons de colis destinés aux particuliers. Ainsi, les emballages protecteurs (papier cristal, protection en carton, pochette matelassée, etc) et les emballages en carton traditionnel ont grandement bénéficié de la hausse du e-commerce et du nombre de colis envoyés dans le monde. En 2022, le papier d'emballage devrait représenter plus de deux tiers du papier consommé.

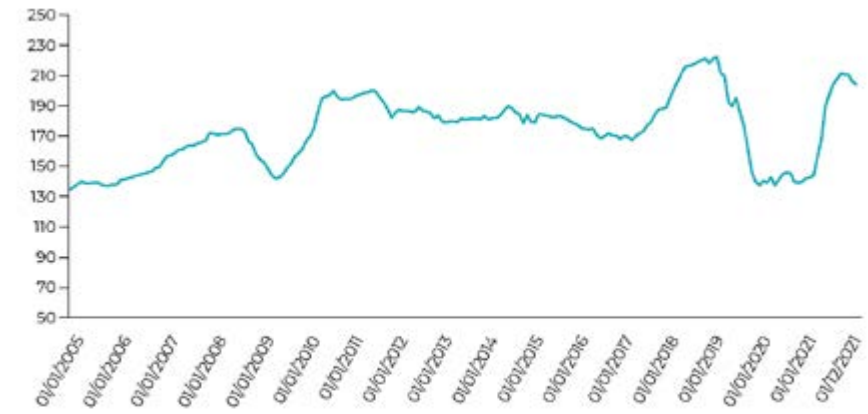
Le papier graphique, segment le plus à risque, voit également sa tendance s'améliorer pour 2022

Suite à l'allègement des restrictions sanitaires et notamment à la réouverture des établissements scolaires, le papier graphique verra sa tendance s'améliorer en 2022. Avant la pandémie, l'utilisation du papier graphique était déjà sur une pente descendante, les outils numériques (liseuses, smartphones, journaux, etc.) se substituant aux supports papier. À titre d'exemple, entre 2013 et 2018, la consommation de papier graphique dans les pays de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU, qui regroupe l'Europe, l'Amérique du Nord et la Communauté des États indépendants (CEI)) a baissé de 18 %. Malgré cela, fin 2021 et en début 2022, le papier graphique se veut être l'objet d'une pénurie, rendant ainsi l'approvisionnement pour les secteurs de l'édition et de l'impression, compliqué. La demande en papier graphique a augmenté en même temps que la relance des économies mondiales. Entre temps, l'e-commerce a explosé et donc la demande pour le papier d'emballage et carton également. Par exemple, en France, en 2000, la part de la presse et de l'édition représentait 45 % de la production de papiers et cartons, contre 45,9 % pour les emballages et conditionnements. En 2020, la production « graphique » est tombée à 17,4 % contre 66,4 %. Le bois a alors été extrêmement sollicité. Si bien que pendant la crise sanitaire, les fournisseurs brésiliens de pâte à papier, qui sont parmi les principaux producteurs au monde, ont saisi cette occasion. Le papier graphique nécessite une transformation qui coûte cher, et les fournisseurs brésiliens ont fait les choix moins couteux de se tourner vers le papier d'emballage. Ainsi, du fait de la pénurie, les papetiers européens (principalement allemands, français et nordiques), dépendant de la pâte de papier, ont très largement étendu les délais pour livrer aux imprimeurs, passant en moyenne de trois à six semaines, voire deux mois.

Un secteur soumis aux problématiques environnementales

L'industrie du papier a longtemps été décriée du fait de ses nombreux effets néfastes sur l'environnement (déforestation, fortes émissions de gaz à effet de serre, pollution de sols). Pourtant, aujourd'hui, le secteur s'adapte de plus en plus avec l'émergence de l'utilisation du papier recyclé. De plus, celui-ci se verra fortement challengé par l'objectif soulevé lors de la COP26 d'enrayer la déforestation d'ici à 2030. Enfin, l'utilisation accrue du carton comme alternative au plastique (paille, vaisselle) continuera de bénéficier au papier d'emballage dans les années à venir. Le papier et le carton ont un taux de recyclage de 85 % en Europe contre 40 % pour les emballages plastiques.

PULPE DE BOIS, INDICE DE PRIX (100 = 1982)



Sources : Federal Reserve Bank of St. Louis, Coface

PHARMACEUTIQUE

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	MOYEN
ASIE-PACIFIQUE	FAIBLE
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	FAIBLE
EUROPE DE L'OUEST	FAIBLE
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	MOYEN

- Forte rentabilité des entreprises pharmaceutiques et biopharmaceutiques, particulièrement cruciales dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19
- Une forte capacité d'innovation, en réponse à la demande des autorités ainsi que des patients et de leurs familles
- Développement de systèmes d'assurance maladie dans les pays émergents pour faire face aux maladies liées à la sédentarité et à une alimentation plus riche
- Soutien du gouvernement par le biais de financements, notamment suite à la pandémie
- Importantes barrières à l'entrée dans l'ensemble favorisant les acteurs du secteur

- Accroissement de la concurrence entre les producteurs de génériques
- Meilleure pénétration du marché des biosimilaires (génériques de produits biologiques)
- La pression des payeurs pour faire baisser le prix des médicaments
- Les régulateurs accordent une plus grande attention à l'impact des nouvelles thérapies sur la santé grâce à une médecine fondée sur la valeur
- Augmentation de la dette due à la nécessité d'améliorer l'offre par des acquisitions

Notes de lecture

Payeur : dans le secteur de la pharmaceutique, les payeurs évaluent, négocient et paient les médicaments, au nom des patients.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Globalement, le secteur pharmaceutique (pharma) reste l'un des secteurs les plus résilients face à cette crise sanitaire (parmi ceux pour lesquels la Coface publie des évaluations de risque), malgré des problèmes persistants, dont la plupart sont antérieurs à la pandémie. Les effets d'entraînement du choc provoqué par la COVID-19 ont affecté les ventes de médicaments dans de nombreux pays développés et les essais cliniques, qui ont été retardés ou brusquement interrompus en raison des confinements au deuxième trimestre (T2) de 2020. Cependant, l'assouplissement des restrictions a aidé le secteur à se redresser, particulièrement en termes de vente de médicaments (notamment en ligne), et a permis la reprise des essais. Néanmoins, la pandémie a entraîné l'économie mondiale dans la plus profonde récession qu'elle ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui a détérioré les finances publiques et le budget des entreprises. Plusieurs problèmes que la Coface avait analysés avant la crise COVID-19 persistent : pression officielle pour faire baisser les prix des médicaments, critiques des gouvernements sur le manque apparent de transparence dans la fixation des prix, difficultés rencontrées par les segments de distributeurs et litiges liés aux effets secondaires des médicaments ou à la minimisation de la dépendance à certaines substances.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

COVID-19 : un choc mondial y compris pour le secteur pharmaceutique, qui reste résilient

La Coface considère le secteur pharmaceutique comme le plus résilient parmi ceux analysés. Les produits pharmaceutiques sont essentiels et leur prix est élevé pour les maladies graves. Enfin, les fortes barrières à l'entrée découlant de l'importance de la recherche et du développement (R&D) dissuadent les nouveaux entrants. Les essais cliniques ont été durement touchés au début de la pandémie, au premier semestre 2020, mais ont repris - dans certains domaines thérapeutiques - au second semestre 2020. IQVIA a analysé les données mondiales sur les essais cliniques pour 2020 et a constaté que le nombre de nouveaux essais a augmenté de 8 % l'année dernière. L'oncologie a connu une augmentation de son activité d'essais, car ce domaine est très recherché en raison de la forte demande des payeurs et des patients. Les thérapies oncologiques rares voient leur part de tous les essais liés à l'oncologie augmenter, pour atteindre 63 % à la fin 2020. D'autres domaines ont connu une baisse d'activité, ce qui, selon IQVIA, prouve que les sponsors et les investigateurs sont plus intéressés par les maladies liées à de petites populations et offrant des rendements financiers plus élevés.

Les essais cliniques ont adopté la numérisation des processus, comme d'autres industries. La décentralisation des essais et le travail à distance (entre autres) ont raccourci la durée des essais et contribué à améliorer la productivité, même si la complexité des processus demeure élevée.

Le déploiement mondial des vaccins va augmenter les revenus

Selon les données de *Our World In Data* (au 29/11/2021), plus de 4 milliards de personnes dans le monde ont reçu une dose de vaccin, tandis que 3,38 milliards ont été complètement vaccinées. Les gouvernements du monde entier tentent de s'approvisionner en vaccin auprès des sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques. Les sociétés occidentales sont celles qui profitent le plus de cette course, puisque le vaccin de Pfizer-BioNTech a été approuvé par 95 pays, alors que celui d' d'AstraZeneca a été livré à environ 91 pays et celui de Janssen à environ 76 pays. Sputnik V et Sinopharm n'ont fourni que 67 and 61 pays, respectivement. Avec de tels chiffres, nous nous attendons à ce que les fabricants de vaccins augmentent leurs revenus dans les trimestres à venir, car les gouvernements demanderont une troisième ou quatrième injection pour faire face à une augmentation du nombre de variants.

Le défi de la tarification pré-COVID-19 reste une question clé pour les payeurs dans un contexte d'innovations coûteuses

Les nouvelles thérapies qui arrivent sur le marché pour traiter des maladies souvent potentiellement mortelles ou chroniques contribuent principalement à la hausse globale des prix des médicaments. Par exemple, l'Enhertu d'AstraZeneca et de Daiichi Sankyo, prescrit pour le cholestérol, coûtera 13 000 USD par mois. Rien qu'aux États-Unis, en 2021, 300 médicaments verront leurs prix augmenter, avec des hausses allant de 0,5 % à 10 % selon « 3 Axis », qui suit les prix des médicaments payés en pharmacie. Pour justifier les hausses de prix, les entreprises pharmaceutiques invoquent le manque à gagner (la pandémie ayant affecté les volumes de prescription de médicaments) et la nécessité de récompenser les efforts déployés pour mettre au point des vaccins et des thérapies requérant un niveau élevé de R&D. Ces augmentations, ainsi que le manque de transparence perçu dans la fixation des prix par les sociétés pharmaceutiques, ont donné lieu à des initiatives bipartites au Congrès pour freiner l'inflation des prix des médicaments.

Le plan Biden, qui est destiné à faire baisser le prix des médicaments (sections du programme économique *Build Back Better* pour la santé), et qui est soumis au Sénat américain pour délibération au moment de la rédaction de cet article, permettrait à Medicare de plafonner les augmentations de prix ou de diminuer le prix de certains médicaments, notamment ceux qui sont estimés comme étant les plus chers. Selon certains analystes, le plan démarrera en 2023 et commencera par plafonner les augmentations de prix. Puis, en 2025 des baisses de prix seront appliquées sur les 10 médicaments les plus chers, avec, comme objectif, de diminuer le poids exercé sur les finances publiques. Ces mesures devraient entraîner des économies estimées à environ 160 milliards USD sur dix ans en cas de vote par le Sénat. Le puissant lobby pharmaceutique pense que ces dispositions et lois affecteront le rythme des lancements de médicaments alors que, pour certains groupes de défense, cette loi, si elle est adoptée, n'aurait qu'un impact mineur sur la capacité de l'industrie pharmaceutique et les sociétés de biotechnologie à développer de nouvelles molécules sur le marché.

En Chine, les autorités publiques prônent de plus en plus l'extension de la réglementation des soins de santé. Trois grands thèmes sont mis en avant : la création d'un environnement propice à l'innovation nationale, l'amélioration de la qualité des produits et à des mesures incitatives pour rendre les produits plus abordables et plus accessibles aux patients (par des baisses de prix). L'oncologie est le premier domaine thérapeutique où ces mesures seront appliquées, notamment par le biais de normes plus strictes pour les essais cliniques. Les génériques et les biosimilaires sont également ciblés, *via* des baisses de prix agressives qui seront demandées dans le cadre d'appels d'offres. En Europe, l'augmentation de la dette publique induite par les mesures de soutien adoptées pendant les confinements pourrait entraîner une baisse du remboursement de certains médicaments. Comme en Chine et aux États-Unis, l'accès à des médicaments plus abordables constitue un problème clé pour les payeurs publics en raison de l'accès au marché de médicaments onéreux.

Les acteurs pharmaceutiques, notamment les « Big Pharma », sont confrontés aux critiques et au scepticisme des gouvernements et de l'opinion publique concernant le manque de transparence des prix. Les appels à une plus grande transparence proviennent non seulement des États-Unis, mais du monde entier. Les payeurs ont certains outils à leur disposition pour limiter l'impact budgétaire des médicaments coûteux. L'un d'entre eux est que, en plus de la participation des assurés aux paiements, les payeurs (en particulier en Europe occidentale) ont mis en place des systèmes d'évaluation « coûts-bénéfices » pour chaque thérapie. Ainsi, au Royaume-Uni, cette approche fondée sur la valeur permet au *National Institute for Clinical Excellence* (NICE) du pays, de refuser de rembourser un médicament s'il n'améliore pas de manière significative les chances de survie ou la qualité de vie (mesurée en termes monétaires) des patients traités par le *National Health Service* (NHS). Ces méthodes sont de plus en plus appliquées dans les pays émergents, notamment en Chine. Aux États-Unis, l'*Institute for Clinical and Economic Review* (ICER) tente de mettre en œuvre une évaluation fondée sur des données probantes pour les acteurs de l'industrie, tels que CVS Caremark, un *Pharmacy Benefit Manager* (PBM), qui cherche notamment à faire baisser le prix des médicaments pour le compte des assureurs maladie.

De nombreux acteurs du paysage pharmaceutique sont confrontés à des litiges, notamment en Europe et aux États-Unis. La crise des opioïdes aux États-Unis pèsera sur les résultats financiers de certains distributeurs de médicaments comme des entreprises pharmaceutiques. L'accord conclu en juillet 2021 entre les trois principaux distributeurs et le laboratoire pharmaceutique Johnson & Johnson avec plusieurs collectivités locales américaines porte sur un montant total de 26 milliards de dollars, qui sera payé sur 18 ans. En ce qui concerne le scandale du talc, Johnson & Johnson constituera des provisions pour « frais de litige » à hauteur de 3,9 milliards USD. Toutefois, les litiges ne sont pas uniquement liés aux entreprises qui vendent des produits dangereux. Le système de gonflement des prix mis au point par Martin Shkreli au milieu des années 2010, un scandale dans lequel son entreprise a vendu un médicament déjà amorti après une hausse de prix de 5 000 %, l'a envoyé en prison alors même que le médicament est indiqué pour des pathologies tel que le VIH.

Comme avant l'irruption de la COVID-19, les distributeurs de médicaments restent le segment le plus à risque du secteur

Le segment le plus à risque dans le secteur pharmaceutique comprend les distributeurs, y compris les grossistes, ainsi que les chaînes de pharmacies de détail. Ils subissent de plein fouet les réductions de prix exigées par les payeurs publics et privés, alors que leurs coûts fixes demeurent élevés en raison de réseaux logistiques denses et spécialisés. Ils doivent par exemple faire face au fait que certains médicaments doivent être livrés rapidement, quelle que soit leur destination, tout en respectant des normes d'emballage strictes. À cela s'ajoute une concurrence accrue, notamment l'entrée de nouveaux acteurs, comme Amazon aux États-Unis. Selon les estimations de la Coface, la marge nette des distributeurs était légèrement au-dessus de zéro (0,25 %) à la fin du 3e trimestre 2021 contre + 1,47 % il y a un an, un niveau déjà bien inférieur à celui des entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques. Parallèlement, ce sous-secteur présente le deuxième ratio d'endettement le plus élevé, qui a atteint 13,1 % au T3. Les grossistes européens et chinois ont un profil de risque plus élevé. Outre les politiques de réduction drastique des prix en cours dans la région, les grossistes européens doivent également respecter des normes et réglementations plus strictes. Le respect de ces règles engendre des coûts plus élevés et affecte la rentabilité. En Chine, le gouvernement central cherche à assainir le segment, qui a été largement affecté par l'absence de transparence et la présence d'intermédiaires qui ont fait grimper les prix. La politique de « double facturation » facilite le contrôle des transactions : le producteur émet une facture au distributeur, qui facture ensuite son client (hôpital ou pharmacie).

EVOLUTION DE LA MARGETTE NETTE DU SECTEUR PHARMACEUTIQUE MONDIAL

Sources : Refinitiv Worldscope, Coface

TEXTILE-HABILLEMENT

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	TRÈS ÉLEVÉ
AMÉRIQUE LATINE	TRÈS ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	TRÈS ÉLEVÉ
EUROPE DE L'OUEST	TRÈS ÉLEVÉ
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Accroissement de la classe moyenne dans les pays émergents
- Développement du *fast fashion*

- Produits caractérisés par une forte élasticité-prix de la demande
- Secteur très impacté par la crise sanitaire liée à la COVID-19 et par les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement
- Structure des prix très sensible aux variations des cours matières premières

Notes de lecture

La saison de production du coton au niveau mondial débute le 1er août et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur du textile-habillement est composé de deux branches : le textile d'une part et l'habillement d'autre part. Bien que ces deux branches soient liées, elles sont soumises à des contraintes et des mécanismes différents. Le textile fournit les intrants au marché de l'habillement, principalement le coton pour les fibres naturelles, et le polyester pour les fibres synthétiques.

Le secteur du textile-habillement, en difficulté depuis une dizaine d'années, tente de se redresser de la pandémie de la COVID-19 qui a fortement impacté le secteur. Si la demande mondiale a enregistré un rebond marqué en 2021, l'industrie pourrait être confrontée à de nouveaux défis liés à la perturbation des chaînes d'approvisionnement, à l'augmentation des coûts de transport et de production, qui pourraient compromettre la croissance du secteur.

Au début de la pandémie, le secteur a souffert d'une baisse de l'offre (en raison de la fermeture des magasins) et d'une faible demande des consommateurs, ce qui s'est traduit par une baisse des revenus pour les marques et les magasins, qui ont été contraints de réduire, de reporter ou d'annuler les commandes de vêtements dans l'industrie textile, entraînant une réduction ou une annulation totale des importations de fibres textiles telles que le coton. Avec l'assouplissement des restrictions et l'augmentation du taux de vaccination de la population, la croissance économique a fait augmenter les dépenses de consommation. Les effets ont été très perceptibles en termes de prix du coton : alors que la livre de coton s'échangeait à 0,71 USD le 9 janvier 2020, le prix a atteint 1,04 début décembre 2021, ce qui a constitué un record pour ces dix dernières années. Selon le Département australien de l'agriculture (ABARES), la demande de coton sera supérieure à l'offre, ce qui entraînera une hausse des prix au cours de la saison 2021-2022 (de 14 %, selon l'ABARES), par rapport à la saison 2020-2021.

La pandémie a eu de fortes répercussions sur l'industrie : ce déséquilibre de l'offre et de la demande a entraîné une détérioration de la trésorerie des entreprises du secteur, des pertes d'emplois, voire des faillites, dont celle du groupe britannique Oasis and Warehouse en avril 2020. La société de conseil McKinsey estime qu'environ 7 % des entreprises cotées en bourse ont quitté le marché de janvier 2021 à septembre 2021, un taux trois ou quatre fois plus élevé que d'habitude.

La reprise est très inégale et profite surtout aux entreprises qui se sont adaptées aux nouvelles habitudes de consommation. Certaines tendances observées avant la crise ont été exacerbées par les mesures prises pour contrer la pandémie, comme les fermetures de points de vente physiques. Les entreprises qui ont réussi à s'adapter en collaborant avec des sociétés spécialisées dans la vente en ligne ou en développant ces services en interne pour leurs clients seront les moins impactées par la crise, car les mesures de confinement ont entraîné un développement considérable du commerce électronique, et ont renforcé une tendance déjà amorcée avant la crise.

En 2018, les ventes mondiales en ligne de vêtements et de chaussures représentaient 16 % des ventes totales, contre 10 % en 2012. L'essor du e-commerce s'est accompagné d'un déplacement de la demande de l'Europe et des États-Unis vers l'Asie-Pacifique, où ont lieu 62,6 % des ventes en ligne.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Effets de la COVID-19 et perspectives à court et moyen terme

Le marché de l'habillement est très sensible à l'évolution de la conjoncture économique. Selon Coface, le PIB mondial a rebondi de 5,6 % en 2021 et devrait croître de 4,1 % en 2022. Les principaux marchés consommateurs de vêtements, notamment les économies développées et la Chine, ont enregistré une reprise de leur activité économique en 2021 (5,1 % contre - 4,7 % en 2020 pour les économies développées et 8,1 % contre 2,3 % pour la Chine). Si les économies connaissent encore des mesures restrictives et des confinements, la plupart des pays développés ont connu une croissance supérieure à leur niveau pré-pandémique en 2021. Le secteur du textile-habillement bénéficie de ce rebond :

McKinsey prévoit une croissance des revenus de l'industrie mondiale de l'habillement et de la chaussure, le luxe en tête avec une croissance de 16 %. En 2022, une nouvelle reprise de la confiance des consommateurs stimulera l'augmentation des dépenses, mais elle sera probablement inégale, le marché européen étant à la traîne par rapport à celui des États-Unis et de la Chine. La réouverture de magasins physiques profite au secteur, car les ventes en ligne n'ont pas pu compenser les pertes provoquées par les fermetures en 2020, les ventes ayant diminué de 15 à 20 % en Chine, de 5 à 20 % en Europe et de 30 à 40 % aux États-Unis, selon McKinsey, au cours de l'année 2020. Globalement, McKinsey prévoit que les ventes de l'industrie de la mode en 2022 dépasseront les niveaux d'avant-crise.

Le secteur du textile-habillement est fortement mondialisé. Le secteur a tout d'abord été touché par la perturbation des chaînes d'approvisionnement à cause de la pandémie. Lors du rebond, l'insuffisance des capacités de transport a contribué à l'augmentation des frais de transport, et cette augmentation devrait persister au début de l'année 2022. Cela affecte les coûts d'exploitation des entreprises de textile-habillement et les consommateurs pourraient subir une augmentation des prix en 2022.

De fortes incertitudes entourent l'évolution de la pandémie et l'apparition de nouveaux variants (au moment de la rédaction du présent rapport, la dernière en date est le variant Omicron) qui pourraient entraîner une nouvelle série de restrictions et la fermeture de magasins de vêtements, ce qui freinerait la reprise du secteur.

Prévisions de production, de consommation de coton et évolution des prix du coton

ABARES prévoit une augmentation de la consommation mondiale du coton de 5 % sur la période 2021-2022, dépassant ainsi l'offre mondiale. Par conséquent, les niveaux de stocks mondiaux continueront de baisser, atteignant les niveaux les plus bas depuis 2018-2019, et le prix moyen des produits de base atteindra des valeurs record pour ces dix dernières années. ABARES prévoit un prix moyen de 0,95 USD par livre pour le coton en 2021-2022, soit une hausse de 14 % par rapport à la saison précédente. Cette hausse des prix serait une menace pour les entreprises de l'habillement, dont les consommateurs sont très sensibles à la hausse des prix. Ces entreprises devraient alors réduire leurs marges pour absorber l'augmentation des coûts.

La production de coton devrait fortement rebondir dans les principaux pays exportateurs de coton, les États-Unis et le Brésil, en raison de conditions météorologiques plus favorables lors de la prochaine saison. La production devrait par contre diminuer en Chine et en Inde, principalement en raison de la sécheresse, selon ABARES.

Augmentation de l'utilisation des fibres synthétiques par rapport aux fibres naturelles

Le secteur du textile-habillement évolue sous l'effet de différents facteurs. Le premier est l'utilisation grandissante par les acteurs du marché des fibres synthétiques (principalement le polyester) au détriment des fibres naturelles telles que le coton. Le polyester présente en effet plusieurs avantages par rapport au coton : sa production nécessite moins d'eau que le coton et pas de pesticides. Il est également plus facile à manipuler et à mélanger avec d'autres fibres. De surcroît, sa production est moins soumise aux aléas climatiques. Les prix actuels du pétrole favorisent les fibres naturelles, mais les incitations à remplacer le coton et la laine par ces fibres synthétiques sont considérables. Dans le même temps, les fibres naturelles écologiques connaissent un développement important, poussées par les préoccupations environnementales grandissantes des consommateurs.

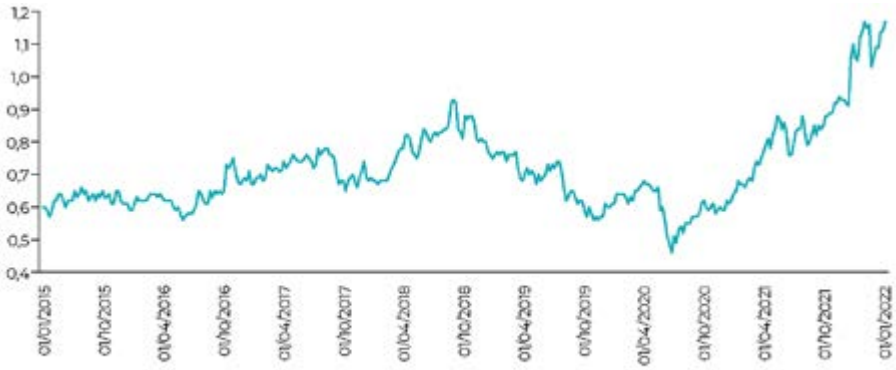
Relocalisation d'usines de produits textiles vers les pays à bas coûts

La production de textile, notamment celle à faible valeur ajoutée, se déplace de la Chine (qui domine actuellement la production mondiale de textile) vers d'autres pays dont les coûts de production sont plus faibles, notamment le Vietnam, l'Inde et le Bangladesh ou encore l'Éthiopie. La part de la Chine dans les exportations mondiales de textile est passée de 38,3 % à 29,1 % entre 2015 et 2020 d'après Fitch Solutions. Cette tendance, récemment exacerbée par les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, devrait se poursuivre parallèlement à l'augmentation des salaires chinois, qui a pour effet d'augmenter les coûts de production. Les industries du textile, qui changent de collections très régulièrement, sont incitées à implanter des usines dans des pays où les salaires sont plus faibles. D'après une étude de l'université de New-York, le salaire mensuel minimum en Éthiopie est de 26 USD contre 326 USD en Chine en 2019. Pendant la pandémie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont également incité certaines entreprises européennes à délocaliser la fabrication de produits textiles de la Chine vers la Turquie et l'Europe de l'Est.

La demande se déplace de l'Europe et des États-Unis vers l'Asie

À mesure que croît la demande d'habillement en Asie, notamment en Chine, l'importance de l'Europe et de l'Amérique du Nord dans ce secteur diminue. Ainsi, les ventes de produits d'habillement réalisées en dehors d'Amérique du Nord et d'Europe ont égalé en 2018 les ventes de ces régions et devraient atteindre 55 % du total des ventes mondiales de produits d'habillement en 2025. La région Asie-Pacifique (Vietnam, Philippines, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Singapour) est très attractive pour le secteur de l'habillement, notamment grâce à la part importante de sa population jeune pour laquelle le digital occupe une place importante et grandissante. Les trois plus grands sites de e-commerce de cette région (Lazada, Shopee et Tokopedia) ont vu la valeur brute de leurs ventes de marchandises se multiplier par sept entre 2015 et 2018. L'industrie du luxe a également été touchée par ces bouleversements. La Chine a enregistré le plus fort rebond du secteur du luxe, et cette croissance profite surtout à ses entreprises nationales, car les restrictions de voyage pèsent sur la demande chinoise de produits de luxe européens. Une autre transformation importante qui s'opère sur le marché de l'habillement est la montée en puissance du concept de la *« fast fashion »*, notamment dans les économies développées et en Chine. Ce terme désigne une stratégie utilisée par les marques qui consiste à changer très rapidement leurs collections de vêtements afin de stimuler et d'augmenter la fréquence d'achat des consommateurs. Une conséquence directe de cette évolution est la réduction de la durée de vie des vêtements, qui sont désormais conservés deux fois moins longtemps qu'il y a dix ans.

PRIX DU COTON (USD/LIVRE)



Source : USDA
Dernier point : 20/01/2021

TIC

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	MOYEN
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	MOYEN
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	MOYEN
EUROPE DE L'OUEST	MOYEN
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Accélération de la mondialisation de l'accès à l'Internet et des possibilités de pénétration du marché en raison des conséquences liées à la nécessaire distanciation physique causée par la pandémie de la COVID-19
- Croissance exponentielle des biens connectés
- Forte innovation avec un impact croissant de l'intelligence artificielle sur tous les secteurs et la technologie 5G à venir

- Saturation de certains matériels (tablettes, smartphones, PC) dans les marchés importants
- Défis à long terme en ce qui concerne les réserves de minéraux rares
- Environnement réglementaire à venir plus strict pour les « géants » des TIC, notamment en matière de fiscalité, de protection des données, de liberté d'expression et des émissions de CO_2
- Inquiétudes concernant les pénuries de semi-conducteurs et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

Notes de lecture

La méthodologie d'évaluation sectorielle de Coface sur le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC) comprend plusieurs segments : les télécommunications, l'électronique, les médias ainsi qu'un dernier segment composé des ordinateurs, logiciels et matériels informatiques.

WORLD SEMICONDUCTOR TRADE STATISTICS (WSTS) : La WSTS est une organisation professionnelle, ayant pour membre des entreprises clés dans l'activité des semi-conducteurs au niveau mondial. C'est une organisation de référence internationale concernant la production de données statistiques concernant le marché des semi-conducteurs.

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Empiriquement, il y a de moins en moins de frontières entre les différents produits et services offerts par les entreprises du secteur des TIC par rapport à leurs respectifs métiers historiques.

La pandémie touche encore à divers degrés les différents segments compris dans les TIC, même s'il reste dans l'ensemble parmi les secteurs les plus résilients face à cette crise. Suite à une reprise plus forte en 2021 du PIB mondial (5,6 % en 2021 selon Coface) et aux inquiétudes liées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, tous les segments devraient rester résilients. Coface prévoit une prévision de croissance du PIB mondial de 4,1 % cette année. Le segment des médias continue de bénéficier de la crise de mobilité liée à la crise sanitaire, engendrant une forte demande et ainsi une hausse de la production. Les segments des télécommunications et de l'électronique devraient quant à eux reprendre graduellement, avec cependant des disparités selon les régions. Dans les faits, les segments ci-avant cités ont enregistré une activité plus faible en raison des pénuries de semi-conducteurs et une offre robuste est attendue à partir de fin 2022, les fabricants de puces s'efforçant d'augmenter l'offre.

En plus de la nécessité de gérer les chocs liés à la pandémie, les défis auxquels le secteur faisait face avant la crise de la COVID-19 subsistent. D'un côté les tensions commerciales internationales s'intensifient et continuent de se focaliser sur les questions technologiques. De l'autre, les projets visant à faire évoluer les lois en terme de protection des données, de fiscalité, de liberté d'expression et des émissions de CO_2 dans de nombreux pays, de façon à les rendre plus contraignantes vis-à-vis des « géants de la Tech », se poursuivent.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Le segment des médias reste robuste en 2022

La crise de la mobilité générée par la pandémie continue de bénéficier aux segments des médias, contrairement aux autres segments du secteur des TIC. En 2022, nous prévoyons une nouvelle année de forte croissance des médias, sous l'effet de la reprise économique, du renouvellement de l'offre et de l'intensité publicitaire accrue dans de multiples secteurs. Les composantes des médias (jeux) vidéo, édition électronique et musique continueront de progresser. Le segment des jeux bénéficiera de revenus substantiels en 2022, car les consoles de jeux vidéo seront à nouveau largement disponibles à la vente grâce à l'approvisionnement en composants. Les grandes sociétés telles que Sony et Microsoft fourniront des services avancés et de nouveaux titres de jeux devraient être lancés. En effet, la majorité des segments sont encore affectés dans une large mesure, sur l'approvisionnement, selon les différentes régions du monde, induit par la pénurie de puces et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. De plus, les entreprises continuent d'investir et de promouvoir la transformation numérique.

Même si les restrictions liées à la pandémie sont levées et que la part des personnes entièrement vaccinées dans le monde dépasse 46 % d'ici à la fin 2021, l'intérêt pour les nouveaux médias continue d'accroitre, notamment l'offre de divertissement (les activités de loisirs telles que le streaming), ce qui a entraîné une hausse de la demande. En raison de cette forte demande, l'offre a été vigoureusement stimulée et la production a augmenté. Coface s'attend à ce que la demande reste dynamique, compte tenu d'un environnement dans lequel les autorités de différents pays du monde devraient continuer à promouvoir le télétravail, dans la mesure du possible, ainsi que la distanciation sociale, en particulier s'il y a de nouvelles périodes au cours desquelles le niveau de contamination augmente en raison des inquiétudes liées à l'existence de nouveaux variants. Ce contexte, notamment le télétravail, continue à accélérer la modification des modes de vie et des habitudes de travail, dans le long terme, ce qui devrait continuer de maintenir la demande pour ce type de produit.

Les segments des télécommunications, de l'électronique et du matériel informatique devraient connaître des difficultés d'ici 2022

Malgré la pénurie actuelle de puces, le secteur mondial des semi-conducteurs devrait connaître une croissance de 8,8 % en 2022 et continuera de surperformer en raison d'un fort pouvoir de fixation des prix, selon le rapport WSTS. Toutes les catégories de produits, mais principalement la catégorie des capteurs et de la logique (des montres intelligentes, casques de jeu, applications particulières dans les smartphones, les voitures et l'électronique grand public), connaîtront des taux de croissance positifs en raison d'une hausse de la demande et de l'intérêt pour l'innovation, les produits avancés et la transformation numérique. En raison d'investissements importants en 2021, toutes les régions devraient connaître une augmentation de l'offre en 2022, ce qui entraînera un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les investissements dans les infrastructures numériques telles que la fibre optique, la 4G/5G et les centres de données devraient augmenter.

Les segments des télécommunications, de l'électronique et du matériel informatique sont donc censés rester résilients et continuer à s'améliorer, avec une reprise progressive de l'offre grâce aux importants investissements initiés par les gouvernements (notamment dans les économies avancées) pour diversifier la chaîne d'approvisionnement mondiale en puces et réduire la distance entre la production et la consommation. Toutefois, l'industrie restera dépendante de l'Asie pour l'approvisionnement, la région s'étant imposée comme une plaque tournante pour les principaux composants électroniques.

En outre, nous attendons un nombre croissant de partenariats entre les telcos (sociétés de téléphonie) et les grandes entreprises sur les réseaux 5G pour les cas d'utilisation industrielle en 2022. Parmi les principaux acteurs, Amazon Web Services (AWS) a annoncé en décembre 2021 des services gérés 5G privés pour ses partenaires et clients du cloud. Nous prévoyons une plus grande activité des opérateurs dans le domaine des soins de santé numériques et des solutions connexes en 2022, et la télémédecine restera pertinente à court terme, présentant ainsi une opportunité lucrative durable pour les opérateurs.

De plus, la demande devrait rester dynamique en Asie. Dans ce contexte, la propension à dépenser en équipements électroniques et en télécommunications est plus élevée dans certains pays asiatiques par rapport aux États-Unis ou à l'Europe. Par ailleurs, le développement des télécommunications revêt une importance capitale pour le gouvernement chinois, notamment dans le cadre de son plan « Made in China » 2025, par lequel les autorités entendent faire de la Chine un leader des nouvelles technologies d'ici 2025.

La demande de PC devrait rester résiliente avec une demande plus forte pour les PC commerciaux que pour les PC grand public. Cependant, au second semestre 2022, nous avons tendance à être prudents concernant la demande de PC en raison de l'assouplissement progressif de l'offre de composants et des dépenses limitées des consommateurs après la réouverture économique. Les livraisons de Chromebook (ordinateur portable ou tablette avec système d'exploitation Chrome OS basé sur Linux) diminueront principalement aux États-Unis en raison de la saturation du marché, mais il y a encore de la place pour une certaine hausse de la demande de Chromebook liés à l'éducation en Europe occidentale et au Japon en raison des taux de pénétration relativement faibles. Malgré les pénuries dans le segment des circuits intégrés de gestion de l'alimentation (PMIC) et des cartes réseau, les livraisons de serveurs devraient reprendre en 2022, grâce aux perspectives de dépenses substantielles des principaux acteurs et à l'optimisme progressif des offres de puces. Le marché chinois des serveurs bénéficiera de la modération des dépenses due aux préoccupations réglementaires et à la reprise économique. En 2022, nous prévoyons une hausse des plans de construction de centres de données, car de plus en plus de personnes travaillent à domicile et la demande pour ces installations et les services de cloud computing augmente. L'Asie du Sud-Est reste une région clé dans la transformation des infrastructures numériques et des centres de données.

Course internationale pour l'innovation et le développement réglementaire

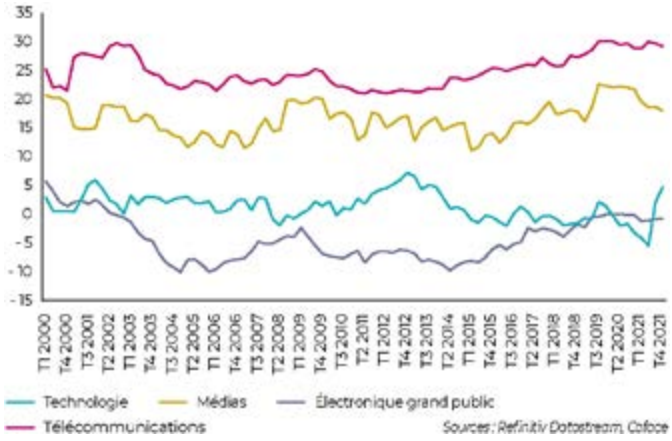
La course mondiale à l'innovation continue de se concentrer sur les questions technologiques. La pandémie de la COVID-19 a démontré la nécessité d'une plus grande performance des réseaux, qui pourrait être en partie assurée par la 5G. Dans ce contexte, les tensions entre la Chine et les États-Unis devraient persister sous l'administration de Biden, et pourraient entraver le commerce électronique et altérer le déploiement de la 5G.

Les restrictions imposées par l'administration Trump, notamment à l'un des leaders chinois des TIC, Huawei, (notamment un leader de la structure de l'information), limitant son accès aux semi-conducteurs, sont toujours en place. Huawei n'est plus autorisé à utiliser la technologie américaine pour produire des composants. Toute utilisation de logiciels ou d'équipements de fabrication américains pour produire des objets *via* Huawei nécessite une licence. En outre, le président Biden a signé en 2021 une autre loi (« The Secure Equipment Act ») visant à empêcher les entreprises (dont Huawei) de recevoir des licences d'équipement de la part des régulateurs américains. Après avoir abandonné l'interdiction de « WeChat » et « TikTok », l'administration Biden revoit actuellement les recommandations relatives à la sécurité des applications.

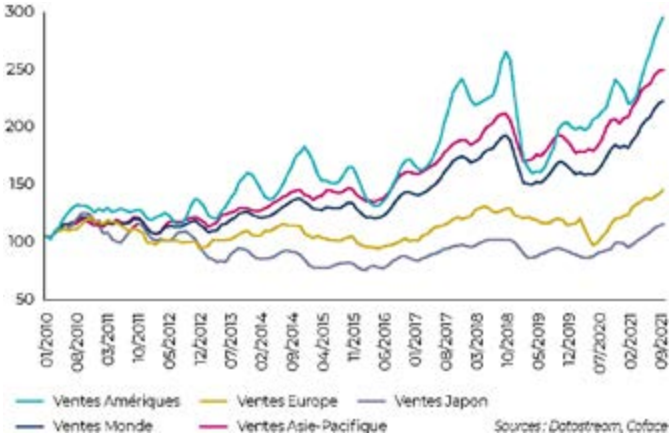
Alors que l'accès à Internet se développe et que la numérisation de l'économie mondiale continue de s'étendre, l'exposition aux cyber-risques a inévitablement augmenté dans tous les secteurs. Dans ce contexte, certaines économies envisagent d'adopter plusieurs projets afin de régler cette question. En ce sens, les marchés émergents présentent un risque plus élevé face aux cyber-attaques.

Le renforcement en cours des normes de protection des données sur des marchés importants, tels que l'Europe ou l'Amérique du Nord, pourrait affecter les modèles commerciaux des géants des TIC et contribuer à la fragmentation du marché. En effet, les règles de protection des données pourraient différer sensiblement d'un État à l'autre aux États-Unis, par exemple, ainsi que d'une région du monde à l'autre, alors que les grandes entreprises TIC opèrent à l'échelle mondiale. À la suite de critiques accusant les géants de la technologie de contribuer à la propagation de théories du complot, Facebook et Instagram, par exemple, ont devancé l'appel, en bloquant certains hashtags qui étaient partagés pour diffuser des informations erronées.

RATIO DE DETTE NETTE DES DIFFÉRENTS SEGMENTS DU SECTEUR DES TIC (%)



VENTES DE SEMICONDUCTEURS



TRANSPORT

Évaluation du risque sectoriel

AMÉRIQUE DU NORD	ÉLEVÉ
AMÉRIQUE LATINE	ÉLEVÉ
ASIE-PACIFIQUE	ÉLEVÉ
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	ÉLEVÉ
EUROPE DE L'OUEST	ÉLEVÉ
MOYEN-ORIENT & TURQUIE	ÉLEVÉ

- Poursuite d'une dynamique de long terme soutenue concernant l'utilisation du transport aérien en Asie grâce à l'émergence des classes moyennes
- Progrès techniques contribuant à diminuer les coûts

- Secteur fortement touché par la crise de la COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des coûts d'exploitation
- Secteur très dépendant des fluctuations des cours du pétrole
- Secteur durement touché par les préoccupations environnementales

SYNTHÈSE DE L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur des transports (aérien, routier, maritime et ferroviaire) a été très fortement pénalisé par la pandémie de la COVID-19 en 2020. Cependant, grâce à la reprise des dépenses de consommation en 2021, le commerce international a rebondi de manière significative, et le volume des échanges a dépassé les niveaux de 2019. Le World Trade Monitor (qui mesure les échanges mondiaux de marchandises) a augmenté de 8,2 % en glissement annuel en août 2021, et est environ 4,5 % plus élevé qu'avant la pandémie. Le fret maritime mondial a donc été impacté : l'indice de débit des conteneurs (une mesure du volume du transport maritime de conteneurs, qui représente 60 % du trafic mondial de conteneurs) a augmenté et a atteint 124,8 points, en valeur corrigée des variations saisonnières, en septembre 2021. Les volumes de fret aérien (mesurés en tonnes-kilomètres) ont augmenté de 9,1 % en septembre 2021 par rapport à la même période de 2019. L'envolée de la demande mondiale a exercé une pression à la hausse sur les prix du transport, notamment celui des conteneurs, un secteur qui dont les capacités ont été insuffisantes et qui n'a pas réussi à répondre à la demande. D'autre part, les coûts de transport ont été affectés par la persistance des prix élevés du pétrole, ce qui risque d'alimenter la hausse des prix du transport.

Le trafic aérien de passagers ne devrait pas se redresser complètement avant 2024, car les restrictions de voyage pèsent toujours sur la mobilité aérienne mondiale. Malgré les campagnes de vaccination, l'apparition de nouveaux variants entrave considérablement les vols commerciaux (surtout internationaux) et, en septembre 2021, le nombre de sièges-kilomètres disponibles (ASK) avait diminué de 43,6 % par rapport à la même période de 2019.

À plus long terme, le secteur devrait continuer de bénéficier des besoins de mobilité, de l'émergence des classes moyennes indiennes et chinoises et de la réduction des coûts grâce aux progrès techniques, notamment dans les segments aérien et maritime.

L'immobilisation au sol des Boeing 737 MAX, suite à des crashs en octobre 2018 et mars 2019, a affecté la santé financière de Boeing en 2020, ainsi que celle des nombreuses compagnies aériennes (notamment américaines) qui utilisent ces avions et qui ont mécaniquement subi une réduction temporaire de la taille de leur flotte. Toutefois, le 18 novembre 2020, la Federal Aviation Administration (FAA) a autorisé le retour du 737 MAX dans le ciel américain, et l'Europe a fait de même début 2021. La Chine n'a pas encore approuvé la remise en service, mais devrait le faire d'ici début 2022. Les perspectives pour les compagnies aériennes concernées restent difficiles, car de nouvelles vagues de COVID-19 et l'augmentation du nombre de cas entravent la reprise. Boeing et Airbus ont augmenté leur production, mais la demande d'avions ne devrait augmenter qu'avec l'amélioration de la situation sanitaire.

Les préoccupations environnementales et les mesures mises en œuvre pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ou de polluants pourraient pénaliser le secteur.

ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

Le secteur des transports est touché par la crise de la COVID-19 et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

En 2021, l'activité économique a rebondi, les campagnes de vaccination ayant amélioré les perspectives mondiales. Les estimations de la Coface font état d'une croissance du PIB mondial de 5,6 % pour 2021. La reprise de l'activité a eu un impact positif sur le commerce mondial, qui avait chuté de manière spectaculaire en 2020. Le fret maritime et aérien est mécaniquement impacté par cette hausse.

Ainsi, le transport maritime de marchandises (qui représente 90 % des marchandises échangées) s'est redressé : la valeur moyenne de l'indice des conteneurs était en hausse constante en 2021 et le transport maritime se trouve désormais sous tension en raison de capacités insuffisantes. Les chaînes d'approvisionnement sont perturbées et les principales plateformes de transport maritime sont confrontées à des niveaux élevés de congestion, ce qui crée des retards importants.

En conséquence, les coûts de transport maritime ont augmenté : l'indice Harpex (une mesure des tarifs des conteneurs) atteint des sommets inégalés sur ces dix dernières années. La perturbation de la chaîne d'approvisionnement et les problèmes sous-jacents devraient persister jusqu'au début de 2022, car du côté de l'offre, l'augmentation des capacités prendra du temps. Le *Baltic Dry Index*, qui suit les taux de vrac sec, a baissé au cours du second semestre 2021, en raison de la baisse des importations de fer chinois.

Le fret aérien (mesuré en tonnes-kilomètres) a augmenté de 15,1 % en glissement annuel en septembre 2021, et de 9,1 % par rapport à la même période avant la pandémie. Le fret aérien profite de l'augmentation des taux de fret maritime : la différence de coût entre les deux types de transport diminue.

Le transport aérien de passagers a été très fortement touché par la crise sanitaire : en septembre 2021, le trafic international (mesuré en passagers-kilomètres-transportés (PKT)) a diminué de 53,4 % par rapport au niveau d'avant la crise, selon l'IATA.

L'évaluation des répercussions sur le fret ferroviaire est plus complexe : dans certaines économies, le fret ferroviaire a d'abord diminué à cause de la COVID-19, car il est complémentaire du fret aérien et maritime, dans la mesure où le fret ferroviaire est utilisé (aux côtés du fret routier) pour transporter des marchandises vers et depuis les aéroports et les ports. Toutefois, avec la reprise des dépenses de consommation en 2021 et des échanges longue distance, le fret ferroviaire est désormais confronté à des problèmes de capacité et de congestion. Le fret ferroviaire est confronté à des retards importants et à une capacité de transport réduite, ce qui contribue à la création de goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement.

Une reprise difficile pour le secteur du transport

Au niveau mondial, la maîtrise de la pandémie et les campagnes de vaccination ont contribué à la reprise des dépenses de consommation. Ainsi, le commerce international a fortement rebondi, ce qui a entraîné une augmentation significative des coûts de transport, les capacités n'ayant pas suivi la hausse soudaine de la demande.

Le marché du transport aérien est le secteur plus touché par la crise, en raison de l'interruption des voyages internationaux. L'apparition de nouveaux variants et la mise en place de nouvelles restrictions de déplacement compromettent le redressement des performances financières de l'industrie du transport aérien.

Selon l'IATA, ce marché a enregistré une perte de 126,4 milliards USD en 2020. Les pertes du secteur ont diminué tout au long du T1 2021 et du T2 2021, les revenus du fret ayant enregistré sur ces périodes une forte performance en raison de la dynamique de la demande et de la hausse du rendement. Au troisième trimestre 2021, la marge d'exploitation (EBIT) du secteur était d'environ - 2 % des revenus, selon l'IATA. En outre, l'industrie a subi l'impact négatif de l'augmentation considérable des prix du carburant.

Selon l'IATA, au troisième trimestre 2021, les revenus passagers ont diminué de 34 % par rapport au troisième trimestre 2019. Alors que les revenus provenant du fret sont en hausse de 65 %, les revenus totaux sont toujours nettement inférieurs aux niveaux d'avant la crise (baisse de 29 %). Les coûts d'exploitation sont également plus faibles, mais la diminution des coûts n'est pas suffisante pour compenser la baisse des recettes. Pour 2021, l'IATA estime la perte totale à environ 47,7 milliards de dollars.

En Europe, le transport aérien, notamment le segment low-cost, est confronté à un problème majeur de surcapacité, ce qui réduit les marges des compagnies aériennes et les rend plus vulnérables à l'environnement économique et aux variations du prix du pétrole. Un nombre important de compagnies aériennes ont fait faillite en 2019 (WOW air, XL Airways, pour n'en citer que quelques-unes), fragilisées par les fortes fluctuations des prix du pétrole et le ralentissement économique. La crise de la COVID-19 pourrait accélérer cette tendance à court terme. Toutefois, ces faillites pourraient réduire la surcapacité de ce marché à long terme, consolider le marché et permettre aux compagnies d'augmenter ses marges.

Les préoccupations environnementales bouleversent le secteur

Pour lutter contre la pollution et répondre aux préoccupations environnementales, plusieurs mesures ont été prises afin de diminuer l'impact du secteur des transports sur l'environnement et la santé. Ainsi, IATA s'est fixé comme objectif de diviser par deux ses émissions de CO_2 d'ici 2050 (par rapport à leur niveau de 2005) ; le Parlement européen a voté début 2019 une réduction des émissions de CO_2 générées par les poids lourds de 25 % d'ici 2025 et de 30 % d'ici 2030 ; l'Organisation Maritime Internationale (OMI) a fixé une nouvelle limite d'émission d'oxydes de soufre par les navires. Cette dernière mesure, nommée IMO 2020, a pris effet le 1er janvier 2020, et limite le rejet de soufre à 0,5 % (ou 5 kg par tonne de carburant) contre 3,5 % auparavant.

Les navires disposent de plusieurs options pour respecter la réglementation IMO 2020. Ils peuvent tout d'abord utiliser du carburant à faible teneur en soufre (LSFO) ou du gazole marin (MGO), qui seront plus chers que le carburant à haute teneur en soufre (HSFO) utilisé jusqu'alors, à cause de coûts de production plus élevés. Ils ont également la possibilité de continuer d'utiliser le HSFO s'ils installent des épurateurs limitant les rejets à 0,5 % d'oxyde de soufre mais leur installation est longue et couteuse ; les estimations du nombre de navires qui disposaient d'un épurateur au 1er janvier varient autour de 2 000 et 4 000 navires alors que la flotte mondiale est estimée par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (UNCTAD) à plus de 95 000 navires. Enfin, il est possible d'utiliser du gaz naturel liquéfié (LNG) même si cette option semble peu probable à court terme, tous les ports ne pouvant pas fournir les navires en LNG. L'option la plus probable à court terme pour les navires est donc l'utilisation de LSFO ou de MGO. Dans tous les cas, la réglementation IMO 2020, du fait de l'augmentation de coûts qu'elle entraine, pénalisera les entreprises de transport maritime. Les effets négatifs de la réglementation IMO 2020 seront d'autant plus importants que la mesure s'inscrit dans un contexte de ralentissement économique et de dégradation du commerce mondial.

Les préoccupations environnementales incitent certains consommateurs à ne plus prendre l'avion et à chercher des alternatives à ce moyen de transport. Ce mouvement, connu sous le nom de « flygskam » (littéralement « la honte de prendre l'avion ») se répand en Europe et aux États-Unis, et pourrait avoir un impact durable sur le transport aérien de passagers.

LES TAUX DE FRET MARITIME ONT FORTEMENT AUGMENTÉ EN 2021

Sources : Harpex exchange, Baltic exchange, via Datastream - Dernier point : 7 janvier 2022

INTRODUCTION
AUX FICHES PAYS

Bilan économique et perspectives 2022 dans 162 pays

Cet ouvrage de référence pour l'analyse des risques pays dans le monde vous permet de consulter 162 fiches pays. Il contient des informations particulièrement utiles dans l'environnement économique complexe et mouvant que nous connaissons. Ces fiches constituent une analyse mondiale du comportement des entreprises et des pratiques des affaires pays par pays.

AFGHANISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**32,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**611**
DEVISE Afghani	**AFN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,9	- 1,9	- 20,0	- 30,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	5,4	-	-
Solde public / PIB (%)	- 18,6	- 20,0	- 21,0	-
Solde courant / PIB (%)	- 21,0	- 22,0	- 23,0	-
Dette publique / PIB (%)	6,1	7,8	8,7	-

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDE	52 %
PAKISTAN	27 %
CHINE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	3 %
TURQUIE	2 %

Importations de biens % du total

IRAN	17 %
CHINE	15 %
PAKISTAN	11 %
KAZAKHSTAN	10 %
INDE	7 %

- Potentiel d'exploitation de matières premières (dont gaz, pétrole et minéraux)
- Développement de couloirs de transit (Lapis-Lazuli reliant l'Afghanistan à la Turquie), lancement fin 2020 des négociations pour réviser l'accord de transit avec le Pakistan et conclure un accord commercial préférentiel
- Développement de couloirs énergétiques régionaux (gazoduc TAPI, ligne électrique Asie centrale-Asie du Sud (CASA-1000), ligne électrique TAP et ligne électrique avec l'Ouzbékistan)
- Soutien financier international humanitaire, notamment via les programmes des Nations unies pour l'enfance et l'alimentation

- Plus d'accès à l'aide internationale au développement, essentiellement sous forme de dons, depuis la prise du pouvoir par les Talibans
- L'Émirat proclamé par les talibans est basé sur la charia et dirigé depuis 2016 par le mollah Haibatullah Akhundzada, originaire de Kandahar
- Dépendance à l'agriculture (22 % du PIB, 40 % de l'emploi) vulnérable aux conditions météorologiques
- Crédit peu développé (4 % du PIB), système bancaire fragile (60 % de prêts non performants en 2021) et dollarisé (48 % des prêts, 61 % des dépôts)
- Géographie difficile (enclavée et à 50 % montagneuse) et vulnérabilité aux catastrophes naturelles
- Infrastructures inadéquates (énergie, eau, transport, santé)
- Pauvreté élevée (70 % de la population), sur fond d'informalité (90 % du PIB), de chômage (40 %) et d'insécurité alimentaire (l'indice de la faim dans le monde 2021 classe l'Afghanistan 103e sur les 116 pays)
- Gouvernance défaillante (corruption, réglementations contraignantes, faible État de droit) et autoritaire, absence d'expérience de gestion administrative et économique du nouveau régime
- Fragmentation ethnique
- Présence de la mouvance terroriste islamiste

APPRÉCIATION DU RISQUE

Retour des talibans au pouvoir

Évincés du pouvoir en 2001 par la coalition menée par les États-Unis, dans le cadre de leur lutte contre le terrorisme islamique à la suite des attentats du 11 septembre, les Talibans ont repris le contrôle du pays en août 2021. Suite au processus engagé fin 2018, les États-Unis avaient signé avec les talibans l'accord de Doha en 2020. Cet accord stipulait un engagement des États-Unis à retirer leurs troupes en échange de l'engagement des Talibans d'empêcher les groupes terroristes d'opérer, et d'ouvrir des pourparlers avec le gouvernement afghan en vue d'un cessez-le-feu permanent. Le 13 avril 2021, le président Joe Biden annonça le retrait des troupes américaines pour le 11 septembre 2021. Cependant, le 15 août, les talibans se sont emparés de Kaboul et ont renversé la République islamique d'Afghanistan, le président Ashraf Ghani ayant fui. Après avoir encadré, dans l'urgence, des vols d'évacuation de ressortissants étrangers et d'afghans ayant travaillé pour la coalition, les États-Unis ont officiellement achevé leur retrait le 30 août, date à laquelle les talibans ont proclamé leur victoire. Cependant, depuis, une série d'attentats à la bombe, notamment par l'État islamique Province du Khorasan (ISKP), semble indiquer que le gouvernement intérimaire taliban, mis sur pied le 7 septembre, aura du mal à maintenir son contrôle et la sécurité face, à la fois, aux groupes extrémistes et aux rebelles. Le régime Taliban n'était, fin 2021, reconnu par aucun état. Il lui est particulièrement reproché de bafouer les droits des femmes, empêchées de travailler, et des filles, privées d'école. La domination des pashtouns au sein du gouvernement et de l'administration aux dépens des autres ethnies fait également partie des griefs. Cette non reconnaissance s'accompagne de la suspension de l'aide au développement, sur laquelle reposait largement le pays. Une des principales conséquences est la grave crise alimentaire (60 % de la population confrontée à des niveaux extrêmes de faim selon les Nations unies).

Une grave crise économique et sociale

Avant même la prise de pouvoir par les talibans, la sécurité précaire, l'incertitude grandissante et la sècheresse récurrente, ajoutées à la pandémie de COVID-19, ont nui à la confiance et à la croissance, tandis que pauvreté et chômage, déjà élevés, s'accroissaient. L'arrêt soudain des flux d'aide sous forme de dons, y compris des livraisons de billets en dollar (auparavant 40 % du PIB), a entraîné une dépréciation de l'afghani par rapport au dollar, de 30 %, entre fin 2020 et fin 2021. Pour tenter d'y remédier, le gouvernement met aux enchères des dollars et a imposé un plafonnement des retraits d'espèces (400 dollars par semaine et par famille). La valeur de la monnaie devrait encore chuter en 2022, jusqu'à ce que l'économie se stabilise à un niveau d'activité beaucoup plus faible. L'insuffisante liquidité et l'inaccessibilité des comptes en devises domiciliés à l'étranger paralysent le système bancaire. À cela s'ajoute l'inflation galopante nourrie par la dépréciation de l'afghani et la chute des importations : les prix des denrées alimentaires et du carburant ont plus que doublé en 2021. De plus, la sécheresse a eu pour conséquence une augmentation du prix du blé de 20 % en glissement annuel en 2021, de 30 % pour la farine et de 70 % pour l'huile de cuisine. Le pouvoir d'achat des afghans se détériore : le revenu par habitant pourrait diminuer de près d'un tiers, à environ 350 USD en 2022. Nombreux sont les afghans, notamment dans l'administration, travaillant sans être payés (70 % des enseignants). La consommation des ménages (80 % du PIB) pourrait alors se contracter de 40 %. La restriction de l'emploi des femmes peut infliger une perte économique supplémentaire de 3 à 5 points de pourcentage du PIB. De leur côté, les talibans ont lancé un programme de « nourriture contre travail » à Kaboul en octobre, offrant du blé en échange de travail à plus de 40 000 hommes au chômage, avec l'intention de l'étendre progressivement à d'autres régions. Néanmoins, il est estimé que le chômage pourrait doubler en 2022-23.

Vers un défaut souverain, en l'absence de reprise de l'aide au développement ?

Les autorités ont l'intention de freiner, en 2022, la hausse du déficit budgétaire, en adoptant la TVA de 10 %, pouvant générer des recettes nettes de 1,2 % du PIB, ainsi que l'élimination progressive des dépenses liées à la pandémie. Les talibans tirent de plus en plus de revenus (jusqu'à 60 %) de la culture du pavot et du trafic d'opiacés (6,6 milliards en 2021). Enfin, le pays continue de recevoir de l'aide internationale humanitaire, l'ONU a demandé, début janvier 2022, un montant record de USD 5 milliards en urgence. La Banque mondiale a débloqué en décembre 2021, une aide humanitaire de USD 280 millions *via* le fonds spécial pour la reconstruction du pays (ARTF). Nonobstant, la dette publique, jusque-là essentiellement extérieure et très faible, devrait augmenter, en raison du financement du déficit par l'endettement en lieu des dons. De plus, bien qu'en 2021 le pays a bénéficié d'un allègement du service de sa dette de USD 10 millions par le FMI, son financement pourrait se compliquer. Un défaut sur la dette souveraine ne peut être exclu. L'émission inaugurale de Sukuk (obligation conforme à la charia), prévue pour début 2022, permettrait au gouvernement de puiser dans l'importante épargne intérieure et, à terme, de catalyser le développement d'un marché de la dette domestique. Le déficit de la balance courante était en grande partie couvert par d'importants apports d'aide non remboursable. Compte tenu de sa suspension et du gel des réserves de change par les États-Unis, estimées à plus de 9 milliards de dollars (15 mois de couverture des importations), le pays a désormais du mal à payer ses importations, contraint de les réduire. Les remises d'expatriés de nouveau autorisées par les États-Unis depuis le 10 décembre 2021 est une source de financement appréciée. États-Unis, Chine, Russie et Pakistan, au sein de la Troïka Plus, mènent des pourparlers avec les responsables talibans, conscients qu'une dégradation aurait des répercussions sur les pays voisins et au-delà (terrorisme, trafic de drogue, exode des populations).

AFRIQUE DU SUD

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**59,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**5 625**
DEVISE Rand sud-africain	**ZAR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,1	- 6,4	4,9	2,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,1	3,3	4,5	4,3
Solde public / PIB * (%)	- 4,8	- 10,8	- 8,0	- 6,5
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	2,0	3,5	0,5
Dette publique / PIB */** (%)	56,3	69,4	70,0	73,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire du 1er avril au 31 mars ; dernière année : avril 2022 à mars 2023. ** Hors garanties de l'État sur endettement des entreprises publiques (7 % du PIB en 2020/2021).

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	18 %
CHINE	12 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ROYAUME-UNI	5 %
JAPON	4 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	22 %
CHINE	21 %
ÉTATS-UNIS	6 %
INDE	5 %
ARABIE SAOUDITE	4 %

- Puissance régionale avec une population importante et jeune
- Richesse en ressources naturelles
- Marché financier développé
- Régime de change flottant, indépendance de la Banque centrale
- Système bancaire en bonne santé
- Dette publique majoritairement en rand
- Indépendance de la justice

- Faible croissance depuis 10 ans
- Pauvreté (22 % de la population), inégalités croissantes, chômage élevé, criminalité, grèves
- Pénurie de main d'œuvre qualifiée, rigidité du marché du travail
- Faible efficacité de la dépense publique, corruption
- Maigres investissements étrangers
- Fragilité des comptes et des entreprises publiques, particulièrement de l'électricien Eskom
- Dépendance aux capitaux étrangers volatils
- Dépendance aux minerais (57 % des exports)
- Infrastructures insuffisantes (transport, énergie) avec coupures d'électricité
- Désindustrialisation (industrie manufacturière = 12 % du PIB)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Faible croissance sous influence

En 2021, l'économie sud-africaine a enregistré un rebond. Il doit beaucoup à l'effet de base positif et au boom des exportations de matières premières, car l'activité a encore été perturbée par la COVID-19, les émeutes de juillet et le retour des coupures de courant au second semestre. En 2022, la croissance économique devrait ralentir et retrouver son usuel faible rythme. La demande intérieure en sera le principal vecteur. Pourtant, la consommation des ménages (60 % du PIB) restera contrainte par un chômage très élevé. Elle sera, de plus, confrontée à l'absence d'embauche et aux faibles augmentations salariales dans le secteur public, ainsi qu'au ralentissement du crédit à la consommation dans un contexte de resserrage de la politique monétaire. Déjà, en novembre 2021, confrontée à une inflation de 5 % en rythme annuel, la banque centrale relevait son taux directeur de 25 points à 3,75 %, une première en trois ans. Cette remontée devrait se poursuivre parallèlement au resserrement des politiques monétaires américaine et britannique qui pèserait sur le rand, ce qui, ajouté aux prix élevés de l'énergie et de l'alimentation, entretiendrait les pressions inflationnistes. Les banques commerciales seront, donc, amenées à relever leurs taux, alors que leur taux préférentiel moyen atteignait déjà 7,25 % fin 2021. La consommation, ainsi que l'investissement publics, seront assujetties à la consolidation budgétaire. L'investissement privé (13 % du PIB avec son volet public), qu'il soit étranger et domestique, ne sera toujours pas au rendez-vous, la perception de l'environnement des affaires souffrant de coûts de fonctionnement élevés et d'actions sociales récurrentes. Seul celui dans les énergies renouvelables devrait sortir son épingle du jeu. Ce manque d'investissement nuit grandement à la création d'emplois. De positive, la contribution des échanges extérieurs deviendrait légèrement négative. En effet, tandis que la demande et les prix des minéraux exportés (38 % des exportations) pourraient fléchir, la progression de la demande intérieure, même modérée, et le prix plus élevé de l'énergie tireront les importations. De plus, les exportations automobiles (10 % du total) resteront vraisemblablement entravées par le manque de composants, tandis que le tourisme (7 % du PIB en 2019) ne redémarrera que lentement. Le rythme de croissance pourrait s'écarter de notre prévision en fonction de l'évolution de la situation sanitaire (environ un quart de la population totalement vaccinée fin 2021), de celle des prix des minerais et de l'énergie, de la fréquence des délestages électriques, et de la situation sociale.

Modeste et conditionnelle consolidation budgétaire

Le déficit public pourrait une nouvelle fois s'alléger sur l'année budgétaire 2022/23. En plus de l'impact toujours favorable des confortables bénéfices des sociétés minières et de la consommation sur les recettes (27 % du PIB), le budget pourrait être moins sollicité par la pandémie et les salaires (37 % des dépenses), du moins si les autorités parviennent à faire prévaloir la modération. Nonobstant, cela ne permettra pas de stabiliser le poids de la dette, dont les intérêts représenteraient 15 % des dépenses et 4,8 % du PIB. Même si très majoritairement domestique et en rand (89 %) et à maturité longue, son amortissement, ajouté au déficit, représentait en 2021/22 13,3 % du PIB. De plus, le fait que les non-résidents détiennent 30 % de la part domestique introduit une sensibilité aux mouvements internationaux de capitaux. La consolidation dépendra du prix des minerais, des pressions salariales, de la situation sanitaire, et, aussi, d'éventuelles nouvelles injections de capital dans les fragiles entreprises publiques, parmi lesquelles Eskom dont la restructuration ardue se poursuit et qui souhaiterait que l'État reprenne la moitié de sa dette de USD 26 milliards.

L'exceptionnel excédent courant des deux dernières années devrait diminuer en ligne avec celui des échanges de biens. En effet, alors que les exportations (27 % du PIB) seront moins allantes, les importations seront portées par la demande intérieure et un prix sans doute modérément plus élevé du pétrole. La réduction du déficit des services, avec la reprise du tourisme, ne compensera pas cette évolution, d'autant que ceux des transferts et des revenus persisteront avec les règlements des droits de douane aux autres membres de la SACU, les remises des travailleurs étrangers, et les rapatriements de leurs revenus par les investisseurs étrangers. Les IDE restent limités, mais les réserves de change confortables (équivalant à environ 5 mois d'importations), d'autant qu'alimentées en août 2021 par l'allocation de droits de tirage spéciaux par le FMI (soit 9 % des réserves préexistantes). La dette extérieure (pour 62 % due par le secteur public) représentait, fin juin 2021, 53 % du PIB.

Des défis sociaux et économiques prégnants

Lors des élections municipales de novembre 2021, avec 46 % des suffrages, mais une faible participation, l'ANC, au pouvoir depuis la fin de l'apartheid, est passé pour la première fois sous la barre des 50 %, traduisant le mécontentement social. La crise a exacerbé le chômage, la pauvreté, les divisions, et la corruption, atteignant son paroxysme en juillet 2021 avec les émeutes et pillages dans le KwaZulu-Natal et le Gauteng. Ce ne sont pas les partis d'opposition traditionnels (DA, EFF) qui ont profité, mais les indépendants et les partis à implantation régionale. Certes, l'ANC dispose toujours de 230 sièges sur 400 à l'Assemblée depuis les élections de 2019, mais il est plus divisé que jamais et a vu des membres éminents, dont l'ancien président Zuma, accusés de corruption. Sa fraction de gauche souhaite la redistribution des terres avec une compensation limitée, un renforcement de la promotion économique des Noirs (*Black Economic Empowerment*, BEE), s'oppose à la modération salariale dans la fonction publique, et freine la réforme du marché de l'électricité. Jusqu'à présent, la justice s'en tient à une interprétation conservatrice du BEE, tandis que l'expropriation nécessiterait une improbable réforme constitutionnelle. Le mandat du président Ramaphosa à la tête de l'ANC prendra fin en décembre 2022, date à laquelle le parti devrait tenir une conférence nationale pour élire un nouveau dirigeant. Au plan extérieur, le pays fournit un contingent en soutien de l'engagement militaire de la SACU au Mozambique.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN AFRIQUE DU SUD

Paiement

Les transferts électroniques de fonds (TEF), y compris les paiements SWIFT et les transferts internationaux sont utilisés dans le cadre de paiements en monnaies étrangères. Les chèques sont rarement utilisés et sont considérés comme dépassés et vulnérables à la fraude. Les paiements par chèque sont aussi soumis à une période d'encaissement de dix jours ouvrables. La plupart des entreprises ne les utilisent plus. Les paiements en espèces présentent les mêmes désavantages. Les lettres de crédit sont émises entre banques et servent à garantir des paiements réalisés au profit d'une personne spécifique sous certaines conditions, y compris les importations et les exportations. Dans la majorité des cas, des crédits irrévocables et des crédits irrévocables confirmés sont émis. Les conditions générales des lettres de crédit peuvent être compliquées et il convient de s'assurer de les avoir pleinement comprises avant d'accepter ces lettres. Les parties peuvent parfois sécuriser le paiement à la livraison par le biais d'une garantie bancaire. Les sommes sont déposées sur un compte bancaire et la banque émet ensuite une garantie de paiement à la confirmation de la livraison. Ce mode de paiement est principalement utilisé dans le cadre de transferts de biens.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La loi *National Credit Act* précise que le créditeur doit essayer de contacter le débiteur par téléphone, avant d'envoyer une mise en demeure officielle (qui lui impose d'exécuter une obligation non acquittée, et qui peut être livrée par mail, par lettre recommandée, ou par remise en main propre). Ensuite, les deux parties essayent de négocier un règlement dans un délai acceptable. Les débiteurs n'étant pas tenus d'accepter un paiement échelonné, ils peuvent intenter une action en justice pour obtenir un paiement intégral en une seule fois. Cette procédure est beaucoup moins onéreuse que le recours immédiat à l'action en justice. Cette étape fournit également des informations utiles pour se préparer à la phase contentieuse. En fonction de la nature et de la valeur de la créance, il peut être possible d'ignorer cette étape et de passer directement à la phase contentieuse.

Procédure judiciaire

En Afrique du Sud, ce sont les tribunaux civils et pénaux qui sont en charge de l'administration de la justice et de l'application du droit. Les tribunaux ordinaires se composent des tribunaux de première instance régionaux et de district, des divisions provinciales de la Haute Cour et de la Cour suprême d'appel. La Cour constitutionnelle constitue la plus haute instance pour les affaires constitutionnelles. Des tribunaux spécialisés ont été établis pour traiter les affaires relatives à diverses branches du droit, notamment les tribunaux du droit du travail, le tribunal spécialisé dans les revendications territoriales, les cours traitant les affaires relatives à l'impôt sur le revenu et la Cour électorale.

La question de savoir si une affaire sera portée devant un tribunal inférieur ou devant la Haute Cour dépend de la nature et du montant de la créance. Les jugements rendus par les tribunaux inférieurs peuvent être soumis à l'examen de tribunaux supérieurs ou interjetés en appel devant lesdits tribunaux. Certains types d'affaires peuvent uniquement être portés devant la Haute Cour, quel que soit le montant de la créance. En règle générale, un tribunal exerce sa compétence si le défendeur réside ou est domicilié dans le ressort du tribunal ou si la cause d'action a eu lieu dans ledit ressort.

Les procédures engagées devant les tribunaux de première instance et les tribunaux régionaux se traduisent généralement par un procès (action en justice). Les procédures accélérées (sur la base d'une déclaration sous serment) ne sont applicables qu'à certaines affaires. La Haute Cour peut aussi bien instruire un procès (action en justice) qu'une procédure accélérée. Dans le cadre d'un procès, la procédure s'ouvre par une assignation et se termine par la phase de jugement qui comprend l'audition des témoins. Dans le cadre des procédures accélérées, l'affaire est uniquement jugée sur la base de pièces écrites et, en règle générale, aucun témoignage oral n'est admis. Ces procédures reposent uniquement sur des déclarations sous serment qui ne peuvent pas être contestées lors d'un contre-interrogatoire. Par le passé, les procédures accélérées étaient généralement plus rapides et moins chères que les procès, mais elles peuvent désormais se révéler plus coûteuses. Si le tribunal se trouve confronté à une demande qui implique de toute évidence un différend important sur les faits entre les parties, il renverra l'affaire en procès.

Le litige ou la demande peut également faire l'objet d'une procédure d'arbitrage, mais peu de parties sont disposées à payer les coûts requis. L'arbitrage peut se révéler plus rapide que les procédures judiciaires et les frais en découlant sont divisés à parts égales entre les parties. Les litiges jugés lors d'une procédure d'arbitrage ou les décisions rendues dans ce cadre peuvent être soumis à l'examen d'un tribunal. Les arbitrages rendus peuvent faire l'objet d'une ordonnance judiciaire sur demande, à des fins d'exécution.

Exécution d'une décision de justice

La Haute Cour intervient principalement dans le cadre de saisies, qu'elles soient mobilières ou immobilières. Les règles de la Cour peuvent imposer la saisie et la vente d'un bien afin de procéder au remboursement des créances.

Pour obtenir l'application d'une sentence étrangère en Afrique du Sud, il convient d'engager une procédure de sentence provisionnelle. Les sentences étrangères ne sont pas directement applicables. Le tribunal à l'origine de la sentence doit être compétent pour traiter le dossier, au titre des principes reconnus par le droit sud-africain en ce qui concerne la compétence des tribunaux étrangers.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de compromis avec les créanciers

La décision de négocier un compromis peut être prise par le conseil d'administration de la société débitrice ou sous la direction d'un liquidateur. La proposition de compromis peut s'adresser à l'ensemble des créanciers, ou à une catégorie spécifique de créanciers. La *Companies and Intellectual Property Commission* (« Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle », CIPC) doit être notifiée de cette proposition. Un administrateur judiciaire est désigné pour superviser le processus. La proposition doit être approuvée par une majorité des créanciers présents ou représentés lors de la réunion, sous réserve qu'ils représentent au moins 75 % de la valeur des créances. Une fois la proposition acceptée, elle peut être soumise à la confirmation du tribunal. Une fois confirmée, l'ordonnance doit être déposée par la société débitrice auprès de la CIPC dans un délai de cinq jours.

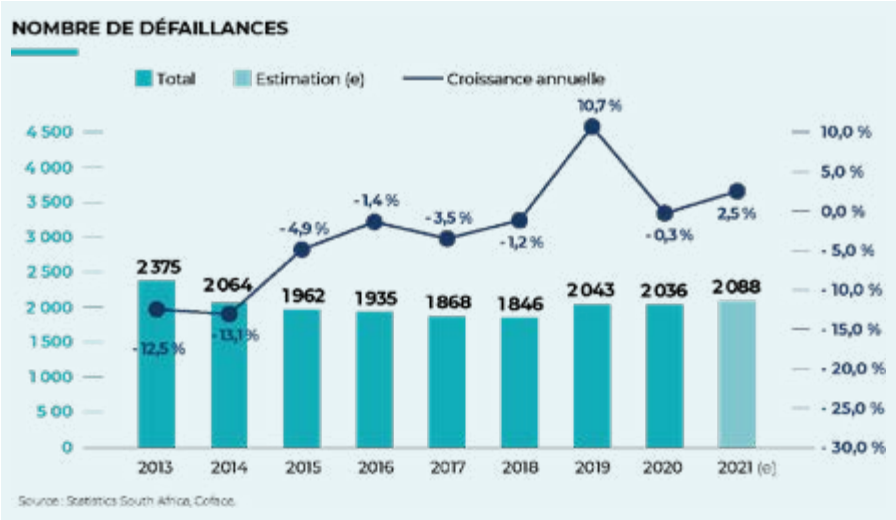
Restructuration d'entreprise

La restructuration d'entreprise vise à permettre à une entreprise en difficulté financière de se restructurer et de se redresser afin d'éviter l'insolvabilité. La procédure de restructuration d'entreprise relève de l'initiative du conseil d'administration de la société, qui doit prendre cette décision à une majorité simple. Un spécialiste de la restructuration d'entreprise désigné par la société et immatriculé à la CIPC supervise et contrôle les opérations. La procédure s'achève :

- si le tribunal exclut la résolution ou l'ordonnance à l'origine de la procédure ;
- si le tribunal transforme la procédure de restructuration d'entreprise en procédure de liquidation ;
- si le spécialiste dépose un avis de cessation de la procédure de restructuration d'entreprise ;
- si le plan de restructuration d'entreprise est rejeté ; ou
- si le plan de restructuration est adopté et un avis d'application effective est déposé.

Liquidation

La procédure de liquidation d'une entreprise commence par une ordonnance du tribunal sur requête de quelque partie que ce soit, sur la base de la loi sur les sociétés de 2008, par une demande de liquidation volontaire, ou par une demande de liquidation déposée devant le tribunal par les actionnaires, les créanciers ou la société (lorsque celle-ci est insolvable). Un liquidateur est désigné pour liquider la société. Le liquidateur collecte tous les actifs et les créances dus à la société avant de les vendre et d'en distribuer les produits aux créanciers. Il est essentiel que le créancier déclare sa créance au liquidateur, que celle-ci fasse l'objet d'un jugement ou d'une ordonnance judiciaire. Lorsque tous les produits de la vente ont été distribués, le liquidateur déclare la liquidation définitive, met à jour ses comptes de distribution et procède à tout paiement dû. Le liquidateur informe ensuite le président de la Haute Cour que l'administration du patrimoine prend fin.



ALBANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,9
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	5 153
DEVISE Lek albanais	ALL

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 4,0	6,7	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	1,6	2,2	2,8
Solde public / PIB (%)	- 2,0	- 6,9	- 5,9	- 4,2
Solde courant / PIB (%)	- 7,6	- 8,9	- 7,9	- 7,5
Dette publique / PIB (%)	67,8	75,7	78,4	76,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	68 %
KOSOVO	10 %
MACÉDOINE DU NORD	3 %
SERBIE	2 %
MONTÉNÉGRO	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	50 %
TURQUIE	10 %
CHINE	9 %
SERBIE	4 %
RUSSIE	2 %

- Candidat à l'adhésion à l'Union européenne, accord de stabilisation et d'association
- Potentiel minier (pétrole, chrome, cuivre, fer-nickel, silicates, charbon), hydroélectrique et touristique
- Longue bande côtière
- Main d'œuvre abondante et bon marché
- Taux de change flexible associé à la bonne tenue du lek par rapport à l'euro et à d'importantes réserves

- Économie de petite taille, ouverte et peu diversifiée
- Démographie défavorable : population vieillissante et émigration
- Économie informelle importante, bien qu'en recul (40 % du PIB), qui réduit les recettes publiques
- Pauvreté, faible priorité accordée à l'éducation, main-d'œuvre peu qualifiée
- Tributaire des précipitations : agriculture (un cinquième du PIB pour 42 % des emplois) et hydroélectricité (98 % de l'électricité), et exposition aux risques sismiques
- Système judiciaire et administration inefficaces (malgré l'amélioration constatée)
- Corruption et crime organisé, dans certains cas liés au trafic de drogue

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les tensions politiques s'apaisent alors que les partis politiques sortants consolident leur pouvoir

Le Parti socialiste albanais (SPA) de centre-gauche, dirigé par le Premier ministre Edi Rama, a consolidé sa position dominante dans la politique albanaise en conservant sa légère majorité parlementaire (74/140 sièges) lors des élections d'avril 2021. Même si le principal parti d'opposition, le Parti démocratique d'Albanie (DPA) de centre-droit, a augmenté sa représentation (de 43 à 59 sièges), il l'a fait aux dépens de son partenaire minoritaire de la coalition, le Mouvement socialiste pour l'intégration. En effet, leur décision de boycotter le système en abandonnant le parlement pendant deux ans semble avoir été contre-productive. Bien que les affrontements entre les partisans du SPA et du DPA aient fait une victime au cours de la période précédant les élections, les tensions devraient s'apaiser à mesure que l'opposition panse ses plaies. Même si le pays a connu dernièrement des élections violentes, il semble que la gouvernance s'améliore, Bruxelles faisant preuve d'un grand optimisme quant aux perspectives d'adhésion à l'UE. Toutefois, le pays figure toujours sur la liste grise du GAFI, ce qui signifie qu'il a encore des progrès pour réguler le secteur informel

Le tourisme florissant et les retombées italiennes alimentent une reprise spectaculaire

Le rebond étonnamment vigoureux de 2021 devrait s'atténuer rapidement maintenant que la production a largement retrouvé son niveau pré-pandémique. Cette tendance s'applique à toutes les catégories de la demande intérieure et, dans une moindre mesure, aux exportations, qui bénéficieront de la demande toujours dynamique des biens de consommation bas de gamme en Italie. Les retombées favorables de l'Italie se traduiront également par une augmentation des envois de fonds des expatriés (10 % du PIB). Le tourisme fait preuve d'une impressionnante capacité de reprise, la saison de l'été 2021 étant à peine inférieure aux chiffres de 2019. La contribution nette du secteur extérieur sera donc proche de zéro. Avec 83 % du PIB, le poids économique de la consommation des ménages est surdimensionné et se taillera donc la part du lion de la croissance. Le chômage continuera de diminuer mais restera structurellement élevé, se stabilisant entre 11 et 10 %, en raison de la prédominance actuelle du secteur informel. Le pays a toujours eu du mal à diversifier sa base industrielle, mais devrait attirer de plus en plus d'investissements étrangers dans les années à venir. Ceux-ci devraient bénéficier tout particulièrement aux secteurs de la construction et de l'immobilier, les travaux de reconstruction après le tremblement de terre de novembre 2019 n'étant toujours pas terminés et les investisseurs étant enthousiastes à l'idée de renforcer les capacités du secteur de l'hôtellerie. Les autorités surveilleront de près le marché très porteur de l'immobilier afin de détecter les risques d'instabilité financière et de blanchiment d'argent. L'impératif d'assainissement budgétaire entraînera une réduction de l'investissement public. La production nationale d'électricité, essentiellement hydroélectrique, a bénéficié d'une pluviométrie exceptionnellement bonne en 2021 : une performance équivalente en 2022 serait surprenante. Le pays sera donc vulnérable à l'augmentation des importations d'énergie. Néanmoins, l'inflation globale ne devrait pas dépasser l'objectif de 3 % fixé par la banque centrale. L'agriculture restera l'un des piliers de l'économie (18,7 % du PIB en 2019). Les industries extractives (pétrole, minerai) devraient également progresser, tirées vers le haut par des prix moyens plus élevés. Un taux de vaccination comparativement faible implique toutefois des risques baissiers qui pourraient découler d'éventuelles résurgences de la COVID-19.

Les déséquilibres extérieurs et budgétaires restent préoccupants

Alors que l'assainissement budgétaire avait commencé à marquer le pas en 2017 avec la fin du programme du FMI, le séisme, la pandémie et les plans d'aide successifs ont fait dérailler la trajectoire des finances publiques. En 2022, le gouvernement reprendra sa stratégie de consolidation, visant à élargir son assiette fiscale et à rendre la collecte des impôts plus efficace. L'augmentation des salaires des fonctionnaires devrait toutefois limiter la réduction du déficit, qui sera financé par des canaux internes avec des retraits de la banque centrale et des dépôts bancaires, ainsi que par des prêts multilatéraux (fonds de la Commission européenne et de la BERD) et une émission d'euro-obligations. La dette publique restera soutenable, bien que le besoin de financement brut soit élevé (20 % du PIB) en raison de la maturité plus courte de sa part intérieure (50 % du total), ce qui entraîne un risque de refinancement. Toutefois, ce risque restera limité grâce à l'accès aux bailleurs de fonds multilatéraux (BERD) et aux conditions financières mondiales clémentes, malgré le cycle de resserrement anticipé des principales banques centrales. En outre, la dette extérieure reste largement concessionnelle (52 % du total).

Le déficit commercial (22 % du PIB) devrait se creuser en 2022 à cause de la hausse des importations suite à la reprise de la demande intérieure, notamment pour les biens à haute valeur ajoutée et pour répondre aux initiatives de reconstruction. Cette hausse ne sera pas compensée par celle des exportations, malgré le fort rebond italien. Dans un contexte de reprise du tourisme et des transferts de fonds en provenance de l'étranger, le déficit du compte courant continuera de s'atténuer mais restera important. Le besoin de financement devrait être couvert par les investissements directs étrangers et l'aide multilatérale. Couvrant environ huit mois d'importations, les réserves de change disposent d'une marge de manœuvre confortable, ce qui a pour effet de soutenir le taux de change du lek.

ALGÉRIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**44,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 337**
DEVISE Dinar algérien	**DZD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,0	- 5,1	3,5	2,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,0	2,4	6,5	7,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 5,6	- 6,2	- 9,2	- 6,5
Balance courante / PIB (%)	- 9,9	- 12,7	- 7,6	- 5,5
Dette publique / PIB (%)	45,8	55,6	58,5	63,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	56 %
ÉTATS-UNIS	8 %
TURQUIE	8 %
ROYAUME-UNI	7 %
BRÉSIL	5 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	29 %
CHINE	17 %
AFRIQUE DU SUD	8 %
TUNISIE	5 %
ARGENTINE	3 %

- Importantes réserves de pétrole et de gaz : potentiel important en matière d'exploitation du gaz de schiste
- Potentiel dans les domaines de l'agriculture, des énergies renouvelables et du tourisme
- Position géographique favorable, à proximité du marché européen

- Forte dépendance aux recettes d'hydrocarbures
- Taux de chômage des jeunes élevé, faibles opportunités pour les diplômés
- Poids excessif du secteur public
- Crise politique et sociale aigue déclenchée en 2019
- Mauvais état des infrastructures
- Lourdeurs bureaucratiques, corruption, faiblesses du secteur financier et environnement des affaires incertain

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise contrainte malgré des prix élevés d'hydrocarbures

L'économie algérienne a connu un rebond de l'activité en 2021, tirée par la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des quotas de production de l'OPEP+. En 2022, la croissance, largement dépendante du marché des hydrocarbures (près d'un tiers du PIB et plus de 93 % des recettes d'exportations) ralentira avec l'affaiblissement de l'effet de base, tandis que la production de pétrole pourrait reprendre son déclin structurel lié à un sous-investissement dans le secteur. Toutefois, malgré la fermeture du gazoduc Maghreb-Europe suite au différend avec le Maroc, la forte demande italienne et espagnole devrait se traduire par une croissance des exportations de gaz. Les exportations hors hydrocarbure, composées principalement d'engrais, de produits minéraux, chimiques et de produits agroalimentaires (dattes, sucre) resteront modestes en 2022. La consommation des ménages (45 % du PIB en 2020) a timidement repris en 2021, car les mesures de soutien du gouvernement n'ont pas pleinement suffi à contrer l'érosion du pouvoir d'achat des ménages par la forte inflation, liée aux prix des denrées alimentaires. En 2022, malgré la progression attendue de la campagne de vaccination contre la COVID-19, elle restera contrainte par un taux de chômage avoisinant les 15 %, et une inflation toujours élevée. En outre, l'investissement public, concentré dans les secteurs des hydrocarbures, des infrastructures et du logement, a repris en 2021 après le gel en 2020. En 2022, les pouvoirs publics favoriseront notamment le secteur des mines (fer, phosphate), en suivant le programme national d'exploitation minière 2021-2023. Cependant, la reprise de l'investissement sera largement limitée par la fragilité budgétaire, tandis que sa part privée sera contrainte par l'environnement des affaires encore difficile, malgré l'abrogation (hors secteurs stratégiques), en juin 2020, de la loi plafonnant à 49 % la participation étrangère dans une firme algérienne, et un nouveau soutien aux start-ups.

Déficits élevés et érosion des réserves de changes

En 2021, le déficit public a continué de se creuser car la hausse des dépenses de soutien à l'économie n'a pas été compensée par l'accroissement des revenus des hydrocarbures (45 % des recettes publiques). En 2022, ce déficit diminuerait grâce à une hausse de 9 % des recettes pétrolières prévues par l'État. Cependant, il restera élevé en raison des importantes dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'État, et du poids des transferts sociaux (9,5 % du PIB). Alors que la dette publique s'alourdit, l'endettement extérieur restera faible (moins de 1 % du PIB), le pays étant encore réticent à solliciter une assistance extérieure pour financer l'important déficit. Repris en 2021, le pays devrait donc continuer le financement monétaire par l'intermédiaire de la Banque centrale.

Le déficit du compte courant s'est réduit en 2021 dans le sillage du déficit commercial, en raison de la forte reprise des prix et des volumes d'exportation d'hydrocarbures, ainsi que des politiques d'encadrement des importations. En 2022, le déficit courant continuera de se resserrer, puisque ces politiques de restrictions des achats à l'étranger (principalement sur les machines et les denrées alimentaires) continueront de réduire la facture d'importations. L'excèdent de la balance des transferts courants stagnera, et ne permettra pas de compenser le déficit de revenus primaires (lié aux rapatriements des profits des entreprises étrangères). Les IDE augmenteront, mais resteront faibles. La suppression du plafonnement des participations étrangères au capital des sociétés locales ne pourra générer qu'un léger surcroît, car elle exclut les secteurs les plus attractifs (hydrocarbures, mines...). Les faibles flux d'investissement et le refus du gouvernement de faire appel à l'endettement extérieur continueront de faire pression sur les réserves de change, en baisse depuis 2014 (de 193 milliards USD, elles sont tombées à 45,5 milliards USD en septembre 2021).

Instabilité domestique persistante, tensions avec le Maroc accrues

Après près de 20 ans au pouvoir, le président Abdelaziz Bouteflika a démissionné en avril 2019, sous la pression des manifestations régulières (appelées Hirak), initiées en février 2019. Malgré sa démission, le Hirak s'est poursuivi, mais, après deux reports de l'élection présidentielle, Abdelmajid Tebboune, Premier ministre de M. Bouteflika en 2017, a été élu en décembre 2019. Dans le contexte de contestations toujours vives et d'une révision constitutionnelle par référendum en novembre 2020, les élections législatives, initialement prévues en 2022, ont finalement été tenues en juin 2021. Comme la présidentielle et le référendum constitutionnel, elles ont été marquées par un taux d'abstention historique (77 %), témoignant de la défiance persistante de la population à l'égard de la classe politique. S'il arrive en tête de ces élections, le Front de libération nationale (98 sièges sur 407), formation politique dominante du pays depuis l'indépendance en 1962, perd plus de 60 sièges, et son traditionnel allié, le Rassemblement national démocratique (58 sièges) en perd plus de 40. Le Mouvement de la société pour la paix (65 sièges) et les indépendants (84) ont enregistré des gains importants. Même si les manifestations ont cessé pour l'heure, le mécontentement populaire et les risques d'instabilité politique persisteront, avec la hausse des emprisonnements de détenus d'opinions du Hirak, la perception de corruption parmi les élites politiques et des conditions sociaux-économiques encore difficiles.

Les relations avec le Maroc sur la question de la souveraineté du Sahara occidental se sont dégradées. Après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays fin août 2021, l'Algérie, principal fournisseur de gaz du Maroc, a annoncé, en octobre 2021, l'arrêt officiel des opérations du gazoduc Maghreb-Europe. De plus, suite à des déclarations du président français Emmanuel Macron sur l'histoire de l'Algérie, le pays a décidé la fermeture de son espace aérien aux avions militaires français en octobre 2021.

ALLEMAGNE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	83,2
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	46 216
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,1	- 4,6	2,8	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,5	0,5	3,1	4,4
Solde public / PIB (%)	1,5	- 4,3	- 6,4	- 2,4
Solde courant / PIB (%)	7,4	7,0	6,7	6,5
Dette publique / PIB (%)	58,9	68,7	70,4	67,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	9 %
CHINE	8 %
FRANCE	8 %
PAYS-BAS	7 %
ROYAUME-UNI	6 %

Importations de biens % du total

PAYS-BAS	14 %
CHINE	8 %
POLOGNE	6 %
FRANCE	6 %
BELGIQUE	6 %

- Base industrielle solide (23 % du PIB, 2020)
- Faible chômage structurel ; système de formation par apprentissage bien développé
- Importance des PME familiales exportatrices (Mittelstand)
- Endettement privé des ménages résilient (99 % du revenu net disponible, 2020)
- Politique orientée vers le consensus, système institutionnel favorisant la représentativité

- Baisse de la population active à partir de 2020, malgré l'immigration
- Faible rentabilité des banques
- Prédominance des industries automobile et mécanique, notamment dans les exportations (30 % des exportations totales en 2020)
- Les contraintes de capacités, l'insuffisance des investissements (notamment dans l'accessibilité à Internet) et le capital-risque limitent les gains de productivité
- Les Länder de l'Est restent à la traîne, bien que l'écart se réduise

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	FAIBLE
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise retardée se rattrape lentement en 2022

En 2021, la forte reprise économique attendue n'a pas eu lieu. Tout d'abord, en raison des énormes vagues de COVID-19, le pays a subi un confinement strict jusqu'à la fin mai. Ensuite, les problèmes des chaînes d'approvisionnement qui ont entraîné des pénuries de matières premières et de biens intermédiaires, en particulier de semi-conducteurs pour les fabricants d'automobiles et les équipementiers, ainsi que des problèmes de transport, ont entraîné une réduction continue de la production industrielle au cours du second semestre, bien que les carnets de commandes se soient remplis. En outre, à partir d'octobre, une quatrième vague a frappé le pays et a conduit à un confinement strict des personnes non vaccinées à la fin de l'année 2021. Au premier semestre 2022, nombre de ces problèmes pénaliseront encore la reprise économique. Toutefois, la consommation devrait alors être le principal vecteur de croissance. Elle sera soutenue par un taux d'épargne très élevé et un marché du travail solide, où le taux de chômage a déjà atteint les niveaux pré-COVID en novembre 2021 et devrait continuer à baisser au cours de l'année pour atteindre des niveaux proches du plein emploi. En conséquence, les salaires et traitements devraient augmenter plus fortement et tirer le pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, cette évolution sera en grande partie compensée par une forte pression sur les prix à la consommation, qui devrait culminer à la fin du printemps 2022 avant de diminuer lentement. Outre les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires, cette dynamique des prix s'explique principalement par les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, qui maintiendront initialement les prix des intrants à un niveau élevé. La lente résorption des problèmes de la chaîne d'approvisionnement à partir de la mi-2022 permettront aux investissements privés et aux exportations de biens de sortir de leur période d'hibernation au cours du second semestre de l'année et d'amorcer une phase de rattrapage marquée. À l'inverse, les importations de biens, notamment ceux destinés à la consommation, devraient être fortes tout au long de l'année. Le secteur public devrait également soutenir la croissance même si ce soutien sera moins fort qu'en 2021. Néanmoins, le gouvernement a annoncé des investissements structurels de 51,8 milliards d'euros (1,4 % du PIB) en 2022 (sensiblement plus qu'en 2019, 1,1 % du PIB), principalement dans le domaine de la protection de l'environnement, du système de santé et des infrastructures numériques. Les paiements effectués dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE, qui comprennent 25,6 milliards d'euros de subventions (0,7 % du PIB) entre 2021 et 2026, sont déjà inclus dans ce plan pour 2022. Un soutien supplémentaire, notamment pour les investissements, proviendra également du taux de dépôt bas inchangé de la BCE (- 0,5 %) et des rachats d'actifs dans le cadre de son programme d'urgence actuel, avec une enveloppe totale de 1850 milliards d'euros jusqu'à la fin mars 2022. Au-delà, les rachats nets de son programme normal de rachat d'actifs se poursuivront à un rythme mensuel probable de 20 milliards d'euros ou plus.

Un déficit public pour la troisième année consécutive

En raison de la réduction des dépenses et de la hausse des recettes fiscales, le solde des comptes publics s'améliorera, mais restera déficitaire pour la troisième année consécutive. Grâce aux taux d'intérêt négatifs, le ratio de la dette publique devrait diminuer, mais rester supérieur à l'objectif de Maastricht de 60 % du PIB. L'excédent de la balance courante de l'Allemagne devrait rester pratiquement inchangé. Après la lente dissipation des problèmes de chaînes d'approvisionnement, l'excédent des échanges de biens augmentera. En revanche, la balance des services pourrait repasser légèrement dans le rouge après l'assouplissement progressif des restrictions mondiales sur les voyages, tandis que les soldes des revenus d'investissement (excédent) et de la balance des transactions financières (déficit) ne devraient connaître que des changements de pure forme. En raison de l'excédent structurel élevé de la balance courante, la position des investissements internationaux de l'Allemagne a atteint 61 % du PIB au deuxième trimestre 2021.

La première coalition gouvernementale tripartite

En septembre 2021, le SPD, parti social-démocrate, a remporté les élections législatives avec 25,7 % des voix, juste devant la CDU/CSU, parti chrétien-démocrate, avec 24,1 %. Il s'agit du pire résultat de l'histoire de la CDU/CSU, probablement dû au fait qu'Angela Merkel (CDU) ne se représente pas aux élections. En troisième position, arrivent les Verts (14,8 %), suivis par le FDP libéral (11,5 %), l'AfD de droite (10,3 %) et la gauche (4,9 %). Le SPD, les Verts et le FDP ont formé en décembre la toute première coalition tripartite au niveau fédéral sous la direction du nouveau chancelier Olaf Scholz (SPD). Aucun changement majeur n'est anticipé dans la politique allemande, car le SPD faisait partie de l'ancienne grande coalition (2013 - 2021) et la politique d'Angela Merkel était très axée sur le consensus. Toutefois, les Verts veilleront à ce que les questions environnementales deviennent une priorité absolue, tandis que le FDP insistera pour que l'Allemagne revienne rapidement à la pause fiscale (finances publiques en équilibre). Cela signifie que le potentiel de conflits sera plus élevé dans cette coalition que dans les années précédentes. Néanmoins, la coalition devrait se maintenir jusqu'aux prochaines élections prévues en septembre 2025.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ALLEMAGNE

Paiement

Le virement bancaire (*Überweisung*) reste le moyen de paiement dominant. Toutes les plus importantes banques allemandes sont reliées au réseau SWIFT, qui leur permet de fournir des services de transfert de fonds rapides et efficaces. Le système général de prélèvement SEPA et le système des prélèvements SEPA entre entreprises sont les plus nouvelles formes de prélèvement automatique.

La lettre de change et les chèques ne sont pas des instruments de paiement d'un usage très courant en Allemagne. Dans ce pays, la lettre de change implique une position financière précaire ou témoigne d'une certaine méfiance à l'égard du fournisseur. Le chèque n'est pas considéré comme un paiement, mais comme une « tentative de paiement » : dans la mesure où la loi allemande ignore le principe des chèques certifiés, le tireur conservant toujours la possibilité de faire opposition pour quelque motif que ce soit. Les banques peuvent en outre refuser les paiements si le compte est insuffisamment provisionné. Les chèques sans provision sont relativement fréquents. En règle générale, ni la lettre de change ni le chèque ne sont considérés comme des moyens de paiement efficaces, même s'ils autorisent le recours à une procédure accélérée de recouvrement en cas d'impayé.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Pour obtenir un recouvrement, il est indispensable de tenter de le résoudre à l'amiable. La procédure de recouvrement débute généralement par l'envoi d'une dernière mise en demeure de payer adressée par courrier ordinaire ou recommandé, rappelant au débiteur ses obligations de paiement.

La loi sur l'accélération des paiements exigibles (*Gesetz zur Beschleunigung fälliger Zahlungen*) prévoit que le client est considéré comme étant en défaut de paiement, si une dette reste impayée 30 jours après la date d'échéance du paiement et après réception d'une facture ou d'une demande de paiement équivalente, à moins que les parties n'aient convenu d'un délai de paiement différent dans le contrat d'achat. Le débiteur est en outre redevable d'intérêts de retard et d'autres frais de pénalité à l'expiration de ce délai.

En Allemagne, le recouvrement de dettes est une pratique courante et recommandable.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Pour autant que la créance soit incontestée, le créancier pourra avoir recours à l'injonction de payer (*Mahnbescheid*), qui est une procédure simplifiée et peu onéreuse. Le créancier décrit les caractéristiques de la créance, ce qui permet d'obtenir assez rapidement un titre exécutoire, par l'utilisation du service de relance en ligne (*Mahnportal*), d'interfaces directes ou de formulaires pré imprimés (seulement pour les particuliers). Ces procédures automatisées et centralisées (pour chaque *Bundesland*, État fédéré) sont disponibles dans toute l'Allemagne.

Ce type d'action relève de la compétence du tribunal local (*Amtsgericht*) de la région dans laquelle se trouve le domicile ou l'activité du demandeur. Pour les créanciers étrangers, le tribunal compétent est le tribunal local de Wedding (Berlin). La présence d'un avocat n'est pas obligatoire.

Le débiteur dispose d'un délai de deux semaines à compter de la notification pour régler ou pour former opposition à l'injonction de payer (*Widerspruch*). Si le débiteur ne forme pas opposition dans le délai prévu, le créancier peut déposer une requête visant à obtenir un titre exécutoire (*Vollstreckungsbescheid*).

Procédure ordinaire

Au cours de la procédure ordinaire, le tribunal peut demander aux parties ou à leurs avocats d'établir le bien-fondé de leur plainte, qu'il sera ensuite le seul autorisé à apprécier. Chaque adversaire est invité également à présenter un mémoire détaillant ses prétentions, dans les délais impartis.

Une fois suffisamment instruit, le tribunal rendra, en audience publique, un jugement motivé (*begründetes Urteil*).

Il est de règle que la partie déboutée supporte l'ensemble des frais de l'instance, y compris les honoraires d'avocat de la partie qui a eu gain de cause, dans la mesure où ces honoraires restent conformes à l'annexe sur les barèmes officiels (le *Rechtanwaltsvergütungsgesetz*, RVG). En cas de succès partiel, les frais et honoraires sont supportés par chaque partie au prorata du montant reconnu. Le déroulement de la procédure ordinaire peut prendre entre trois mois et un an, tandis que le traitement des réclamations portées devant la Cour suprême fédérale peut durer jusqu'à six ans.

Une décision en appel (*Berufung*) peut être portée devant un tribunal de première instance si la somme en litige dépasse 600 EUR. Un recours en appel sera également recevable par le tribunal de première instance si l'affaire comporte une question de principe ou si elle implique une évolution du droit, pour la garantie d'une « jurisprudence homogène ».

Exécution d'une décision de justice

L'application d'une décision de justice peut commencer une fois qu'elle est réputée définitive. Si les débiteurs ne respectent pas la décision, leurs comptes en banque peuvent être clôturés et/ou un huissier local peut procéder à la saisie et à la vente de leurs biens.

En ce qui concerne l'application des sentences étrangères, pour obtenir une ordonnance d'*exequatur*, le créancier a besoin une traduction certifiée et reconnue de la décision en allemand, d'un titre exécutoire de cette décision et d'une clause d'exécution. Les sentences prononcées par les tribunaux de pays membres de l'Union européenne sont reconnues sans qu'il soit nécessaire d'engager une procédure quelconque, sous réserve de restrictions prévues par le droit européen.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Les débiteurs peuvent tenter de renégocier leurs dettes avec leurs créanciers, et se protéger ainsi des demandes prématurées de remboursement. Toutefois, la procédure est dans l'intérêt des créanciers, dans la mesure où elle peut se révéler plus rapide et moins onéreuse qu'une procédure formelle d'insolvabilité.

Restructuration

Sur dépôt d'une requête auprès du tribunal des faillites, motivée par une pénurie de liquidité ou un surendettement du débiteur, le tribunal peut engager une procédure préliminaire d'insolvabilité. Il nomme alors un administrateur provisoire afin d'explorer les possibilités de restructuration de la société. Si l'administrateur autorise cette restructuration, c'est ensuite une procédure formelle qui commence, au titre de laquelle est désigné un administrateur chargé de garantir la poursuite des activités de l'entreprise du débiteur tout en préservant ses biens.

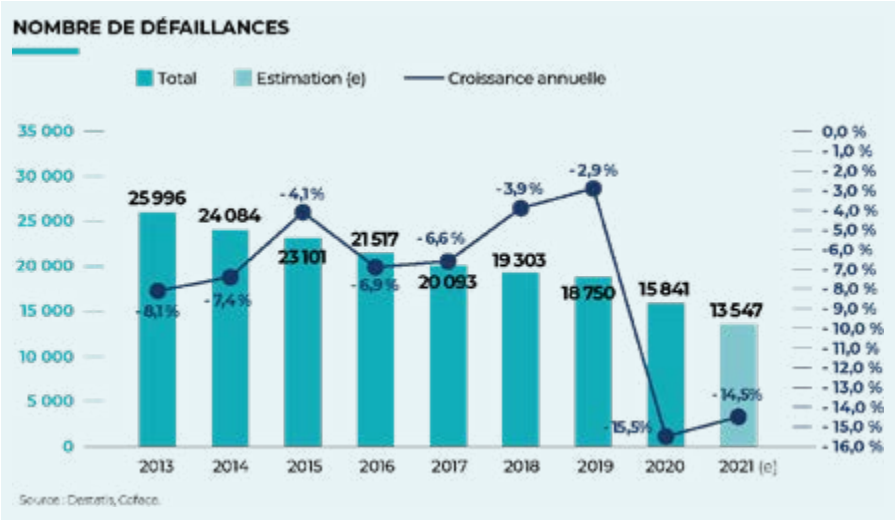
Liquidation judiciaire

La liquidation peut être engagée sur demande du débiteur ou du créancier, sous réserve que le débiteur soit dans l'incapacité de régler ses dettes dans le délai imparti. Une décision de liquidation permet de reconnaître les créanciers. Une fois l'entreprise radiée du registre des sociétés, les créanciers doivent déposer leur réclamation auprès de l'administrateur de liquidation dans un délai de trois mois consécutifs à la publication de la décision.

Réserve de propriété

La réserve de propriété est une clause écrite dans le contrat, au titre de laquelle le fournisseur conserve la propriété des biens livrés jusqu'au paiement intégral du prix par l'acheteur. Il existe trois versions de cette réserve :

- **réserve simple** : le fournisseur conserve la propriété des biens livrés jusqu'au paiement intégral du prix par l'acheteur ;
- **réserve élargie** : la réserve est élargie à la vente ultérieure des biens concernés ; l'acheteur transfère au fournisseur initial les réclamations issues de la revente à une tierce partie ;
- **réserve étendue** : la réserve est étendue aux biens transformés en un nouveau produit et le fournisseur initial reste propriétaire ou copropriétaires à hauteur de la valeur de sa livraison.



ANGOLA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**31,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 881**
DEVISE Kwanza angolais	**AOA**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,6	- 5,4	0,2	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	17,1	22,3	24,4	18,0
Solde budgétaire / PIB (%)	0,7	- 1,9	3,2	3,0
Balance courante / PIB (%)	6,1	1,5	7,3	6,0
Dette publique / PIB (%)	107,3	134,4	100,1	92,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	57 %
ZONE EURO	17 %
INDE	15 %
AFRIQUE DU SUD	2 %
SINGAPOUR	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	31 %
CHINE	15 %
CORÉE DU SUD	9 %
SINGAPOUR	7 %
ÉTATS-UNIS	6 %

- Importante production pétrolière et producteur de gaz naturel liquéfié
- Potentiel économique considérable : diamant, fer, or, cuir, agriculture, pêche, ressources hydroélectriques
- Soutien financier international

- Très lourd endettement public (à 55 % commercial, avec intérêts absorbant un tiers des recettes)
- Vulnérabilité au retournement des cours pétroliers
- Chômage élevé, fortes inégalités sociales, pauvreté (56 % en 2020) et disparités régionales
- Déficience des infrastructures (transport, adduction et assainissement d'eau, éducation...)
- Faible qualification de la main d'œuvre
- Fragilité du secteur bancaire
- Conflit avec les séparatistes de l'enclave de Cabinda

APPRÉCIATION DU RISQUE

Rebond économique limité en 2022, après six ans de dépression

En récession depuis 2016, principalement en raison du déclin de son secteur des hydrocarbures (40 % du PIB), l'économie s'est stabilisée en 2021 et devrait enfin rebondir en 2022. L'activité se relèvera notamment grâce au rebond des exportations (35 % du PIB), composées à 95 % d'hydrocarbures, qui bénéficieront de cours de l'or noir encore favorables et d'une progression limitée de la production. La mise en service de nouvelles capacités par BP et TotalEnergies devrait permettre d'enrayer la baisse tendancielle de la production associée au manque d'investissements et à la déplétion des champs pétroliers existants. Ces facteurs ont contribué à une baisse de plus d'un tiers de la production de brut entre 2015 et 2021. Si l'activité pétrolière contribuera à la croissance, celles non-pétrolières joueront aussi un rôle. En particulier, le secteur agricole (11 % du PIB) devrait rebondir après avoir connu son pire épisode de sécheresse depuis 40 ans et une invasion de criquets pèlerins en 2021. Le rebond du secteur, qui emploie environ la moitié de la population active, soutiendra la consommation privée. Les aides sociales versées par le gouvernement devraient aussi l'accompagner. Néanmoins, l'inflation devrait rester élevée, érodant le revenu disponible des ménages. Elle devrait toutefois s'inscrire en baisse en 2022, à mesure que la sécheresse, et donc son impact sur les prix des denrées alimentaires, s'atténue. L'amélioration du contexte économique devrait relancer le programme de privatisations lancé en 2018, notamment celles de l'entreprise diamantaire Endima et de l'entreprise pétrolière Sonangol, permettant d'attirer les investissements. Par ailleurs, ceux-ci pourraient bénéficier des projets de diversification, notamment dans le secteur agricole (seulement 10 % des 60 millions d'hectares de terres arables seraient exploités) et celui des mines. Les projets de développement du secteur du diamant, à l'image de celui de Luaxe, devraient notamment permettre de soutenir une hausse de la production. Toutefois, malgré les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption et rendre l'environnement des affaires attractif, l'investissement évoluera encore sous contrainte. Sa part publique sera, en effet, encore bridée par le lourd fardeau de la dette, limitant les opportunités d'investissements privés.

Des finances publiques et extérieures fragiles

En 2021, le compte courant a dégagé un excédent grâce à la hausse des prix du pétrole et aux faibles importations. Cependant en 2022, il devrait se réduire avec le rebond de ces dernières, lié à la reprise de l'activité. De plus, les importations de services d'ingénierie et de logistique pour les activités pétrolières pèseront encore sur le déficit du compte des services. Le déficit de la balance des revenus primaires se creusera avec le poids des intérêts de la dette publique et les rapatriements de fonds des sociétés étrangères. Les réserves de change et le kwanza, représentant environ 12 mois de couverture des importations, se sont stabilisés à la faveur d'une allocation de droits de tirage spéciaux du FMI mi-2021. En 2022, la progression des exportations d'hydrocarbures devrait aussi les soutenir.

Après être redevenu excédentaire en 2021 grâce à la hausse des recettes pétrolières (plus de 60 % des recettes publiques), le solde public devrait se stabiliser. En 2022, les revenus continueront d'être portés par les hydrocarbures, mais le projet d'abaissement de la TVA, introduite en 2019, pourrait en limiter la hausse. Les dépenses augmenteront avec la progression de celles dédiées à la santé (construction de nouveaux hôpitaux) et au service de la dette (25 % des dépenses totales, notamment avec la fin de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette du G20). De plus, compte tenu des pressions sociales et les élections à venir, les efforts d'assainissement budgétaire pourraient ralentir. Si elle restera à des niveaux préoccupants, la dette publique, libellée à plus de 80 % en devises étrangères, devrait diminuer en 2022 grâce à l'excédent budgétaire primaire et à la stabilisation du taux de change. Les autorités ont conclu des accords de restructuration avec les créanciers chinois, qui détiennent environ la moitié de la dette extérieure publique (80 % du total). Compte tenu de la fin du programme de mécanisme élargi de crédit du FMI en décembre 2021, le pays pourrait solliciter un nouvel appui financier auprès de l'institution de Bretton Woods en 2022.

Tensions politiques et sociales à l'approche des élections

Depuis sa prise de fonction en 2017, le président João Lourenço a enclenché de nombreuses réformes, promettant de lutter contre la corruption et de diversifier l'économie. Néanmoins, les défis socio-économiques restent importants, et les sources de tensions, multiples. La population souffre de la pauvreté, d'inégalités persistantes et du faible accès au logement, à l'éducation et aux services de santé. Depuis 2020, les manifestations contre le gouvernement en raison de son incapacité à se débarrasser de la corruption et à relancer l'économie s'accélèrent. Les tensions sociales alimenteront l'instabilité politique à l'approche des élections générales d'août 2022. En octobre 2021, et dans l'optique de ces élections, les trois principaux partis de l'opposition ont formé une coalition, le *Frente Patriótico Unido* (FPU), visant à capitaliser sur le mécontentement à l'encontre du président et du *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA), qui domine le paysage politique depuis l'indépendance du pays (1975). Alors que la part des votes pour le MPLA a diminué lors des deux dernières élections, cela pourrait contribuer à une nouvelle érosion de son soutien. Néanmoins, le parti devrait être en mesure de rester au pouvoir. Sur le plan international, les relations avec la Chine, principale créancière et partenaire commerciale, restent étroites.

ARABIE SAOUDITE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	35,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	19 996
DEVISE Riyal saoudien	SAR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,3	- 4,1	3	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 2,1	3,4	3,2	2,2
Solde public / PIB (%)	- 4,5	- 11,3	- 3,1	- 1,8
Solde courant / PIB (%)	4,8	- 2,8	4,5	4
Dette publique / PIB (%)	22,8	32,5	30	31

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	18 %
ZONE EURO	10 %
INDE	9 %
JAPON	9 %
CORÉE DU SUD	8 %

Importations de biens % du total

CHINE	20 %
ZONE EURO	18 %
ÉTATS-UNIS	11 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %
INDE	5 %

- Principal producteur de pétrole avec plus de 15 % des réserves mondiales prouvées, rôle de premier plan au sein de l'OPEP
- Solides réserves financières
- Intensification des efforts de diversification économique dans le cadre du programme Vision 2030
- Relations diplomatiques améliorées avec les pays voisins
- Une population jeune et une intégration croissante des femmes dans la population active

- L'économie est toujours tirée par le secteur pétrolier et les dépenses budgétaires malgré les efforts de diversification, et les réformes progressent lentement
- Dépendance à l'égard des travailleurs étrangers
- Tensions persistantes avec l'Iran, incertitudes géopolitiques

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	ÉLEVÉ
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Consolidation de la reprise

Frappée par la chute des prix du pétrole, la baisse de la demande et la COVID-19 en 2020, l'économie saoudienne consolidera sa reprise en 2022, principalement grâce aux prix élevés du pétrole et à l'augmentation de la production pétrolière (les hydrocarbures représentent 35 à 40 % du PIB). La production pétrolière du royaume, qui s'élevait à 9,8 millions de barils par jour (b/j) en octobre 2021, devrait augmenter à environ 12 millions de b/j en 2022, car la capacité d'offre mise en attente de 3,76 millions de b/j reviendra sur le marché, conformément à l'accord OPEP+. En outre, le niveau de référence de l'Arabie saoudite passera de 11 millions de b/j à 11,5 millions de b/j, ce qui pourrait ajouter 500 000 b/j à sa production de pétrole à partir de mai 2022. L'assouplissement des mesures liées à la COVID-19, grâce aux campagnes de vaccination, le faible niveau des taux d'intérêt et la hausse corrélée des prêts à la consommation soutiendront la consommation privée (environ 40 % du PIB). Toutefois, ces effets seront atténués par une politique budgétaire prudente et l'augmentation des taxes (la TVA a été triplée à partir du 1er juillet 2020). Parallèlement à l'assouplissement des restrictions sur les voyages, les recettes touristiques (contribution au PIB à hauteur de 3 % avant la COVID-19) devraient augmenter de plus de 90 % en glissement annuel pour atteindre 8 milliards USD en 2022. L'investissement (22 % du PIB) continuera de croître. Les principales sources de financement seront le Fonds d'investissement public (FIP) et les investissements étrangers. Le gouvernement a pour objectif d'attirer plus d'investissements, tant nationaux qu'étrangers, par le biais de privatisations et de partenariats. Davantage d'investissements étrangers sont attendus après que le gouvernement a annoncé en 2021 qu'il ne travaillerait plus, après 2023, avec les entreprises étrangères dont le siège régional n'est pas situé dans le Royaume. Les exportations nettes (5 - 6 % du PIB) contribueront également davantage à la croissance, en lien avec la fin des restrictions d'approvisionnement de l'OPEP+. Les pressions inflationnistes devraient diminuer en 2022, car l'impact du triplement de la TVA en 2020 - pour soutenir les recettes fiscales dans un contexte de baisse des prix de l'énergie - s'estompera et le gouvernement a décidé de plafonner les prix de l'énergie locale.

Des comptes extérieurs solides, les prix du pétrole seront à l'honneur

Les prix élevés de l'énergie (les hydrocarbures représentent 70 % des recettes d'exportation totales) alimenteront l'excédent de la balance courante de l'Arabie saoudite. Toutefois, une stabilisation des prix pèserait sur les recettes d'exportation. En outre, tout ralentissement de la croissance de la Chine, principal marché d'exportation du Royaume, entraverait également la croissance des exportations et réduirait l'excédent de la balance courante. En revanche, la hausse de la demande intérieure et l'assouplissement des restrictions de voyages entraîneront une augmentation de la demande d'importations de biens d'équipement et de consommation, ainsi que des voyages à l'étranger. Les réserves internationales du Royaume (465 milliards USD en septembre 2021) et la valeur nette de 430 milliards USD estimée dans son fonds souverain (Fonds d'investissement public) permettront au pays de rembourser facilement sa dette libellée en devises. La dette extérieure (privée et publique) et la dette de l'administration centrale représentent chacune environ 30 % du PIB, la dette extérieure publique représentant 12 % du PIB. La dette publique a augmenté de 6,8 milliards de dollars au troisième trimestre 2021, portant la dette totale à 253 milliards de dollars Le royaume doit rembourser une dette totale de 77,6 milliards de dollars arrivant à échéance libellée en devises étrangères entre 2021 et 2025.

Les prix élevés de l'énergie (prix du pétrole équilibrant le budget anticipé de 74 USD par baril en 2022, Coface prévoit des prix du pétrole à 75 USD en moyenne en 2022) et l'augmentation de la production pétrolière contribueront également à réduire le déficit budgétaire. L'augmentation des dépenses des ménages y contribuera également par le biais d'une hausse des recettes fiscales. En revanche, les plans d'assainissement budgétaire du gouvernement vont freiner les dépenses. Les dépenses d'investissement, qui ont chuté de 35 % au premier semestre 2021 par rapport à l'année précédente, devraient continuer à baisser en 2022 également. Les salaires, qui représentent plus de 50 % des dépenses totales, ne devraient pas augmenter étant donné la volonté du gouvernement de réduire les dépenses de 5,9 % en 2022.

Des équilibres régionaux changeants au milieu d'un statu quo politique continu

Suite à l'annonce des Accords d'Abraham en 2020 qui ont amorcé un rapprochement diplomatique entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn (rejoints ensuite par le Soudan et le Maroc), il semble que l'Arabie saoudite gardera ouverte son option de normalisation. D'autre part, des pourparlers ont eu lieu en Irak entre l'Arabie saoudite et l'Iran au cours de l'année 2021, suite à la réduction de la présence américaine dans la région et à leur volonté de reprendre les négociations avec l'Iran sur le nucléaire. En outre, la nécessité pour l'Arabie saoudite de s'extraire de la guerre au Yémen (qui dure depuis sept ans), où elle combat les rebelles soutenus par l'Iran, et l'intention de l'Iran d'établir des relations régionales sont d'autres raisons qui encouragent les deux pays à entamer un dialogue. Toutefois, aucune concrétisation n'est en vue.

ARGENTINE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	45,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	8 572
DEVISE Peso argentin	ARS

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 2,1	- 9,9	9,0	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	53,5	42	48	50
Solde public / PIB (%)	- 3,8	- 8,5	- 4	- 4,5
Solde courant / PIB (%)	- 0,9	0,8	1,0	0,8
Dette publique / PIB (%)	93,8	108,7	87,6	93

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

BRÉSIL	15 %
ZONE EURO	10 %
CHINE	10 %
ÉTATS-UNIS	6 %
CHILI	5 %

Importations de biens % du total

BRÉSIL	21 %
CHINE	20 %
ZONE EURO	14 %
ÉTATS-UNIS	10 %
PARAGUAY	5 %

- Grande économie et important marché intérieur
- Acteur majeur de l'agriculture (notamment soja, blé et maïs)
- Importantes réserves de pétrole et de gaz de schiste, ainsi que d'or
- Niveau d'éducation supérieur à la moyenne régionale
- PIB par habitant supérieur à la moyenne de la région

- Des comptes publics faibles
- Contrôle des capitaux, en raison du manque de confiance dans le peso argentin et de réserves de change limitées
- Dépendance à l'égard des prix des produits agricoles et des conditions météorologiques
- Une inflation persistante et galopante
- Goulets d'étranglement dans les infrastructures

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	ÉLEVÉ
AUTOMOBILE	TRÈS ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	TRÈS ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	TRÈS ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance du PIB devrait nettement faiblir en 2022

La croissance du PIB devrait fortement décélérer cette année, car les gains liés à la réouverture de l'activité s'estompent. La consommation des ménages (67 % du PIB) devrait enregistrer une timide hausse, le marché du travail se redressant progressivement. Néanmoins, l'inflation devrait augmenter, en raison de la viscosité des prix, du financement monétaire continu du déficit budgétaire et à mesure que la banque centrale accélère le rythme de dépréciation de la monnaie. Parallèlement, les exportations (21 % du PIB) seront soutenues par les vents arrières des prix encore élevés des produits agricoles et minéraux qui favorisent les ventes à l'étranger de l'Argentine. Néanmoins, la sécheresse et le choc important sur les marchés mondiaux des intrants agricoles réduira les marges des producteurs. En outre, l'investissement privé devrait enregistrer une faible performance, car les contrôles stricts des capitaux et l'absence d'une politique économique claire sont des obstacles importants. Enfin, les investissements publics devaient rester modérés du fait des contraintes budgétaires.

Léger excédent de la balance courante et déficit budgétaire persistant

Le compte courant est resté excédentaire en 2021, notamment grâce à un excédent commercial toujours important, bien que le taux de croissance des importations (grâce à la réouverture de l'économie et aux craintes de dépréciation du taux de change) ait dépassé la hausse des exportations. En outre, le déficit des revenus primaires s'est réduit au cours de la période, grâce à la baisse des charges d'intérêts due à la restructuration de la dette extérieure au troisième trimestre 2020. À l'inverse, le déficit des services s'est creusé sous l'effet de la hausse des coûts du fret et de la baisse des recettes touristiques. En ce qui concerne le financement de la balance des paiements, les IDE sont restés à un niveau faible, les incertitudes économiques et politiques ayant empêché une augmentation plus rapide. En outre, même si les réserves en devises étrangères s'élevaient à 38,8 milliards de dollars en janvier 2022, les réserves nettes (après déduction des emprunts étrangers de la banque centrale auprès de la BRI, de la Chine et des réserves obligatoires en dollars) étaient estimées à seulement 3,2 milliards de dollars (couvrant uniquement un mois d'importations). L'augmentation des entrées de dollars liée aux fortes recettes d'exportation de produits de base et une partie des 4,3 milliards de dollars reçus du FMI en droits de tirage spéciaux (DTS) ont permis au pays d'honorer les paiements de sa dette extérieure et de reporter la restructuration de sa dette de 44 milliards de dollars envers le FMI (dans le cadre de l'accord de confirmation de 57 milliards de dollars). En janvier 2022, le pays a conclu un accord de principe avec le FMI pour obtenir un nouvel accord. Bien qu'il reste encore du travail à faire, celui-ci est intervenu à un moment clé, car l'Argentine est confrontée à des échéances pour le remboursement de 3,9 milliards de dollars de sa dette au FMI au premier trimestre 2022. Le nouveau programme de 44,5 milliards de dollars correspondrait aux remboursements de la dette à venir et paiements effectués en 2021 (laissant 5 milliards USD pour améliorer les réserves internationales).

Sur le plan budgétaire, le déficit budgétaire s'est réduit en 2021, sous l'effet de la hausse des recettes fiscales, de la baisse des salaires réels et des pensions, et de l'enregistrement des DTS en tant que recettes non fiscales. Le déficit des comptes publics a été principalement financé par la banque centrale. En 2022, le déficit budgétaire devrait augmenter à mesure que l'effet ponctuel du DTS s'estompera. Il ne sera pas entièrement compensé par la réduction des dépenses liées à la COVID-19. Néanmoins, un accord avec le FMI nécessiterait une certaine consolidation des comptes publics et une baisse du financement monétaire du déficit budgétaire, avec une implication positive possible pour le déficit.

Les conséquences sociales de la crise de longue durée ont affaibli la position de la coalition au pouvoir devant le Congrès

La prolongation de la pandémie, les revers du processus de réouverture et leurs conséquences économiques, ont pesé sur la popularité du président Alberto Fernández - de la coalition péroniste Frente de Todos (FDT). Face aux effets secondaires économiques et sociaux de la crise, les divergences entre la position modérée du gouvernement et l'orientation plus dure et interventionniste de la vice-présidente Cristina Kirchner se sont accentuées. Le déclin du capital politique des dirigeants a été mis en évidence par le résultat des élections législatives du 14 novembre 2021, lorsque près de la moitié de la Chambre basse (127 sièges) et un tiers du Sénat (24 sièges) ont été renouvelés. À cette occasion, le FDT a perdu sa majorité au Sénat, passant à 35 sièges (contre 42 précédemment), tandis que l'opposition Juntos por el Cambio (JxC), une coalition de centre-droit, disposera de 31 sénateurs (ajoutant 6 nouveaux sièges), sur 72 sièges. À la Chambre basse, le gouvernement a conservé sa première position minoritaire avec 118 députés sur un total de 257 sièges (mais en perdant 2 sièges), ne détenant que deux sièges de plus que le JxC. Dans l'ensemble, le nouveau Congrès et les divisions internes au sein de la coalition au pouvoir augmentent le risque de blocage législatif. De plus, la renégociation de la dette avec le FMI nécessite l'approbation du Congrès. Cela risque d'être difficile compte tenu de la ligne dure adoptée par le FDT et des frictions avec cette organisation par le passé.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ARGENTINE

Paiement

Les instruments de paiement les plus courants dans les transactions commerciales locales sont :

- espèces (pour les transactions de détail de faible valeur) :
- virements bancaires :
- chèques (chèques ordinaires, chèques à paiement différé ou autres).

En cas de défaut, ces chèques représentent un document juridique exécutable qui facilite une procédure judiciaire accélérée.

Pour les transactions commerciales internationales, l'instrument de paiement le plus courant est le virement bancaire *via* SWIFT. Depuis décembre 2019, le nouveau gouvernement a mis en place des restrictions sur les devises et les transferts de fonds en provenance d'Argentine. Les paiements à des sociétés apparentées à l'étranger ne sont pas autorisés.

Recouvrement de créances

Phase amiable

Les négociations pour le règlement extrajudiciaire sont centrées sur le paiement du principal, majoré des intérêts de retard contractuels qui pourraient s'y ajouter. La réglementation argentine prévoit d'autres méthodes de règlement des différends, comme la médiation, qui est obligatoire avant le début de toute procédure judiciaire. À ce stade, il est conseillé d'obtenir une reconnaissance notariée de la dette signée par le débiteur, ou une convention de plan de paiement notariée signée par les deux parties. Dans le cadre d'une négociation à l'amiable, les honoraires payables ne s'appliquent qu'aux recouvrements obtenus.

Procédures judiciaires

L'Argentine est une république fédérale avec 24 systèmes judiciaires indépendants et un système judiciaire national. La plus haute juridiction du pays est la Cour suprême nationale.

En ce qui concerne les débiteurs à l'étranger, les tribunaux argentins ne sont compétents que lorsque les débiteurs ont des actifs en Argentine (auquel cas la procédure d'insolvabilité ne concernera que ces actifs) ou lorsque leur établissement principal est situé en Argentine.

Le Code civil et commercial argentin classe les procédures en deux catégories : les procédures ordinaires (juicio ordinario) et les procédures exécutoires ou accélérées (juicio ejecutivo). Les procédures ordinaires durent généralement entre un et quatre ans. Le cas échéant, un appel peut être interjeté auprès de la cour d'appel pour qu'elle entende l'affaire.

Les procédures d'exécution sont des procédures simplifiées et rapides qui consistent principalement en une demande d'exécution forcée des actifs du débiteur par le demandeur pour obtenir le paiement d'une dette. Elles s'appliquent lorsque le créancier dispose de titres exécutoires (títulos ejecutivos), tels que des actes publics, des actes privés signés par la partie concernée (débiteur ou garant) et légalement reconnus, des lettres de change, des chèques ou des factures de crédit. Contrairement à la procédure ordinaire, il n'est pas nécessaire de fournir la preuve de la dette. L'arrêt est rendu entre six mois et deux ans environ.

Les frais comprennent une taxe judiciaire (3 % du montant en litige à payer par les demandeurs à l'ouverture de la procédure) et les honoraires d'avocat. La partie gagnante a le droit de recouvrer ses frais, y compris les honoraires d'avocat (sous réserve de l'approbation du tribunal).

Tous les documents (originaux ou copies notariées) soumis au tribunal doivent être (i) apostillés (pour les pays membres de la Convention de La Haye de 1961, dont l'Argentine) et (ii) authentifiés par le Consulat argentin dans le pays émetteur. Tous les documents non espagnols doivent être traduits par un traducteur agréé enregistré en Argentine.

Exécution d'une décision de justice

Pour les jugements locaux, les décisions finales sont initialement considérées comme exécutoires. Toutefois, si une décision a fait l'objet d'un appel, elle peut être partiellement exécutoire en ce qui concerne la partie du jugement qui est définitive. En principe, tous les actifs du débiteur peuvent être saisis (y compris, mais sans s'y limiter, la propriété, les marques de commerce, les comptes débiteurs de tiers et les actions).

Procédures d'insolvabilité

Il existe trois procédures d'insolvabilité :

Réorganisation extrajudiciaire

Acuerdo preventivo extrajudicial (APE) est une procédure dans laquelle le débiteur et une majorité de créanciers chirographaires concluent un accord de restructuration. Cet accord doit être soumis par le débiteur à un tribunal argentin pour qu'il devienne exécutoire. Dans la pratique, les accords extrajudiciaires prévoient une série de conditions qui doivent être respectées, notamment un seuil minimal de créanciers consentants.

Réorganisation

Concurso preventivo est une procédure de redressement qui peut être engagée volontairement par une personne physique ou morale, qui doit fournir la preuve de son incapacité à payer ses dettes. Les débiteurs doivent déposer une requête auprès du tribunal pour obtenir un redressement en vertu de la loi sur la faillite. Le tribunal nommera un fiduciaire. Tous les créanciers doivent déposer une preuve de leur créance auprès du syndic (verificación de créditos). Les débiteurs doivent soumettre une proposition de redressement et obtenir l'approbation des créanciers pendant une « période exclusive » de 90 jours, avec possibilité de prolongation. Si la proposition est approuvée par la majorité, le juge examine les modalités du plan avant de l'approuver. Une fois homologué par le tribunal, le plan de redressement devient opposable à tous les créanciers chirographaires (même ceux qui ne l'ont pas accepté). Une offre spéciale de paiement ne peut être proposée et approuvée que pour les créanciers garantis. Si la proposition n'est pas approuvée à la majorité requise (51 %), la faillite du débiteur peut suivre. Le processus dure généralement entre un et deux ans, selon le volume et la nature de la dette renégociée et la taille du débiteur.

Faillite

La *quiebra* est ouverte lorsqu'une procédure de redressement échoue, soit volontairement (par le débiteur), soit involontairement (à la demande des créanciers du débiteur). Le demandeur doit démontrer que l'entreprise est insolvable ou qu'elle est entrée en situation de « cessation de paiement ». En cas de faillite involontaire, après le dépôt de la requête auprès de la juridiction compétente et la présentation de tous les éléments de preuve nécessaires, la juridiction convoquera le débiteur pour expliquer les raisons pour lesquelles les paiements des obligations en faveur du créancier demandeur n'ont pas été effectués et pour prouver que le débiteur est solvable. Si le débiteur n'est pas en mesure de le faire, le tribunal déclarera le débiteur en faillite. Contrairement à la réorganisation, les débiteurs en faillite perdent le contrôle de l'administration de leurs actifs. Un syndic est nommé afin de préserver et d'administrer les biens du débiteur. Par conséquent, tous les paiements aux créanciers et aux débiteurs doivent être effectués par l'intermédiaire du tribunal. Toutes les créances et procédures à l'encontre du débiteur sont automatiquement suspendues à compter de la date de l'ordonnance qui détermine la faillite du débiteur. Tous les créanciers doivent présenter leur preuve de créance. Une fois que les actifs disponibles et les montants appartenant à chaque créancier sont déterminés, le syndic liquide les actifs et procède à la distribution du remboursement aux créanciers.

ARMÉNIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

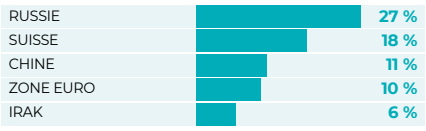
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**3,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 267**
DEVISE Dram arménien	**AMD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,6	- 7,4	5,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	1,2	6,8	5,5
Solde public / PIB (%)	- 1,0	- 3,5	- 4,2	- 3,2
Solde courant / PIB (%)	- 7,2	- 3,9	- 3,0	- 4,0
Dette publique / PIB (%)	49,9	62,8	63,0	60,0

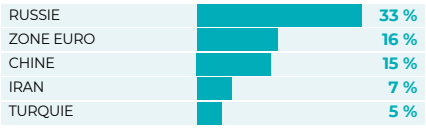
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Ressources minières significatives (or, cuivre, molybdène, zinc)
- Confortables réserves de change et relative flexibilité du taux de change du dram
- Soutien financier important des organisations internationales, notamment du Fonds monétaire international (FMI)
- Membre de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et accord de partenariat avec l'Union européenne (UE)
- Volonté réformatrice en termes de corruption, de justice et de concurrence

- Dépendance aux minerais (50 % des exportations et 10 % du PIB), malgré l'effort de diversification en cours
- Forte dépendance à l'égard de la Russie en termes de sécurité, de commerce (premier partenaire), de transferts des expatriés (63 % du total) et d'IDE (37 % du total)
- Système bancaire encore fortement dollarisé (42 % des dépôts et 48 % des crédits)
- Environ 75 % de la dette publique arménienne est libellée en devises étrangères, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations du taux de change
- Niveaux de pauvreté (30 % de la population) et de chômage (17 %) élevés et persistants
- Enclavement géographique aggravé par un déficit d'infrastructures et la fermeture de deux frontières sur quatre
- Conflit armé avec l'Azerbaïdjan autour de l'enclave du Haut-Karabakh pouvant donner lieu, même après le cessez-le-feu du 9 novembre 2020, à des affrontements ponctuels

APPRÉCIATION DU RISQUE

La maitrise de l'inflation au cœur des préoccupations

Confrontée au double choc lié à la pandémie et au conflit armé en 2020, l'économie a vu la fin brutale de trois ans de croissance robuste. La reprise modérée de 2021 se poursuivra en 2022, malgré l'amoindrissement de l'effet de base positif. La consommation privée (80 % du PIB) restera le principal moteur, grâce à la hausse du revenu des ménages et aux envois de fonds des expatriés venant de Russie. Ces derniers risquent de diminuer en raison d'une prévision à la baisse de la croissance russe. La plupart des commerces, industries et établissements d'enseignement, ont été autorisés à rouvrir. Cela favorisera la reprise, les services contribuant à 60 % du PIB. Toutefois, un faible taux de vaccination empêchera une expansion plus forte de l'économie. Au 9 janvier 2022, 25 % de la population avaient été entièrement vaccinés. Par ailleurs, la hausse mondiale des prix du pétrole aura un effet négatif sur sa position commerciale, l'Arménie étant un pays importateur de pétrole. Le rebond des importations (40 % du PIB) de biens d'équipement et de pétrole pour répondre à la hausse de la demande intérieure, sera plus important que la hausse du niveau des exportations (30 % du PIB, portées par la bonne tenue de l'or et des minerais de cuivre). L'investissement restera modéré (15 % du PIB), les tensions avec l'Azerbaïdjan maintiendront la réticence les investisseurs étrangers.

L'inflation excède sa cible de 4 %, en raison de l'impact de la dépréciation du dram en 2020 et de la hausse des prix des matières premières. En 2021, la Banque centrale d'Arménie (CBA) devrait avoir relevé son taux directeur d'un cumul de 230 points de base pour atteindre 7,75 %. Un nouveau resserrement pourrait intervenir en 2022, puisque les pressions inflationnistes externes subsisteront, mais moindres, à mesure que les chaînes globales d'approvisionnement s'ajustent. Le haut niveau de dollarisation implique que la CBA surveille de près l'impact des taux d'intérêt sur le taux de change qui s'appréciera encore.

Un encadrement du déficit pour stabiliser la dette

Le gouvernement poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie (2022-26) qui vise à stimuler la croissance par des réformes structurelles (création d'une agence de lutte contre la corruption), la promotion des exportations agricoles et manufacturières, ainsi que l'augmentation des IDE. Le 30 septembre 2021, le gouvernement a présenté son projet de budget pour 2022. Les dépenses, en termes nominaux, devraient augmenter de 18 % par rapport à 2021, majoritairement dirigées vers la sécurité sociale, le secteur de la défense et l'éducation. Les recettes nominales, augmenteront de 29 %, grâce à l'introduction d'un système d'imposition progressif et la révision de l'imposition des intérêts perçus sur les dépôts bancaires et les obligations d'entreprises. En mai 2019, le FMI a approuvé un Accord de confirmation (facilité de prêt) d'une durée de trois ans pour l'Arménie, d'un montant initial de 180 millions de DTS, augmenté à 308,8 millions de DTS (USD 432 millions) en mai 2020. Il vise à soutenir le renforcement des fondamentaux économiques, des cadres politiques et des réformes structurelles. En contrepartie, l'Arménie s'engage à suivre une trajectoire budgétaire durable. Fin 2021, USD 72 millions ont été versés, portant le total des décaissements à USD 396 millions. La dette publique (75 % externe, 25 % domestique) est composée en majorité d'emprunts extérieurs, d'obligations libellées en devises étrangères et de bons du Trésor. Majoritairement libellée en devises étrangères et vulnérable aux variations du taux de change, elle devrait néanmoins rester sous contrôle, le gouvernement tient à respecter la règle budgétaire introduite en 2022. Néanmoins, le ratio dette sur PIB tendra à diminuer : la croissance du PIB sera plus forte que celle de la dette.

Le déficit courant provient du déficit commercial (12 % du PIB) et de celui de la balance des revenus primaires induit par le rapatriement des revenus des investisseurs étrangers. L'excédent du compte des revenus secondaires, grâce aux transferts des expatriés (8 % du PIB), ne suffira pas à couvrir le solde négatif. Le déficit courant devrait alors se creuser légèrement, suivant la hausse des prix mondiaux du pétrole. Son financement est issu d'emprunts extérieurs et d'entrées de devises non comptabilisées.

Le conflit avec l'Azerbaïdjan pèse sur la scène politique

Le 27 septembre 2020 a marqué la résurgence du conflit armé opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis 30 ans autour du Haut-Karabakh. Cet affrontement a été le plus meurtrier depuis la guerre de 1994, ayant conduit à la proclamation de l'indépendance de cette enclave qui, reconnue internationalement comme territoire azerbaïdjanais, était, à la fin de de la guerre, peuplée d'Arméniens et sous contrôle de forces soutenues par l'Arménie. Après plusieurs tentatives infructueuses, un cessez-le-feu a été signé le 9 novembre 2020 sous l'égide de la Russie, entraînant la fin des hostilités et redonnant à l'Azerbaïdjan le contrôle de la majorité des territoires adjacents au Haut-Karabakh et une fraction de ce dernier. Les tensions ont néanmoins été ravivées depuis mai 2021, par les allégations arméniennes selon lesquelles l'armée azerbaïdjanaise franchirait la frontière, en violation de cet accord. Des affrontements, faisant des victimes dans les deux camps, ont été signalés. Sur le plan domestique, le cessez-le-feu a donné lieu de nouveau début janvier 2022 à des manifestations organisées par l'opposition réclamant la démission du premier ministre Nikol Pashinian, au pouvoir depuis la révolution de Velours de 2018. Après avoir démissionné en avril 2021, il a déclenché des élections législatives anticipées le 20 juin. Lui et son parti « Contrat civil », bénéficiant du soutien de son ancienne coalition l'Alliance « Mon pas », ont confortablement remporté l'élection (54 % des sièges contre 66 % en 2018). L'opposition regroupée dans « L'Alliance arménienne », sous la houlette de l'ancien président Robert Kotcharian, maintiendra la pression en alléguant de la faiblesse au gouvernement dans les négociations.

AUSTRALIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	25,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	52 905
DEVISE Dollar australien	AUD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,9	2,4	4,0	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %) *	1,6	0,8	2,7	1,9
Solde public / PIB (%)	- 4,3	- 6,5	- 5,0	- 4,6
Solde courant / PIB * (%)	0,7	2,7	3,6	1,3
Dette publique / PIB * (%)	46,6	57,3	62,1	66,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 : juillet 2022 - juin 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	40 %
JAPON	12 %
CORÉE DU SUD	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %
TAÏWAN	4 %

Importations de biens % du total

CHINE	29 %
ZONE EURO	14 %
ÉTATS-UNIS	12 %
JAPON	6 %
THAÏLANDE	5 %

- Proximité géographique d'économies asiatiques dynamiques, membre du RCEP
- Qualité de vie attrayante, l'immigration contribuant à la croissance démographique
- Riche dotation en ressources minérales
- Niveaux modérés de la dette publique
- Fort potentiel touristique

- Exposé à la volatilité des prix des matières premières (en particulier le minerai de fer, le charbon et le GNL)
- L'économie reste dépendante de la demande chinoise
- Endettement substantiel des ménages (183 % du revenu disponible brut)
- Pénurie d'infrastructures en raison de l'étendue du territoire du pays
- Vulnérabilité au changement climatique (feux de brousse et sécheresses)
- Disparité entre les États fédérés

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise accélérée grâce à la réouverture de l'économie

La croissance devrait s'accélérer modestement en 2022, l'Australie continuant à rouvrir son économie et à assouplir les restrictions aux frontières. Les taux de vaccination élevés permettent à l'Australie d'aller de l'avant avec un plan « Covid normal ». Néanmoins, l'éventualité d'un nouveau revers dû à une autre épidémie constitue un risque majeur pour les perspectives économiques de l'Australie. L'assouplissement des restrictions devrait contribuer à une reprise plus ferme de la consommation des ménages (53 % du PIB) en 2022, soutenue par une reprise soutenue de l'emploi et une hausse de l'épargne accumulée. L'augmentation de l'épargne avait contribué à renforcer les bilans des ménages au cours du second semestre de 2020 et du premier trimestre de 2021, mais le taux d'épargne des ménages est reparti à la hausse au troisième trimestre 2021 après être tombé à 9,7 % au trimestre de juin, l'épidémie du variant Delta ayant temporairement limité les possibilités de consommation.

Les emprunts des ménages ont augmenté, portant l'encours de la dette des ménages à 126,1 % du PIB (et 183,2 % du revenu disponible) au deuxième trimestre 2021, et pourraient freiner la croissance des dépenses des ménages. La hausse de l'endettement des ménages est en partie liée au rebond du marché immobilier dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas. La forte croissance du crédit immobilier a suscité des inquiétudes quant à la stabilité financière, ce qui a entraîné un resserrement des restrictions sur les prêts immobiliers. À moins d'une nouvelle intervention des autorités, comme un resserrement des plafonds d'endettement ou des hausses de taux d'intérêt, le marché du logement devrait continuer à progresser, ce qui sera positif pour le secteur de la construction (7 % du PIB). Le secteur minier (10 % du PIB) devrait rester en position de force, car les prix mondiaux des matières premières demeurent à des sommets pluriannuels. La tendance à l'électrification à long terme profite également aux entreprises d'extraction de lithium et de nickel. Dans le même temps, le tourisme (3,1 % du PIB pour l'exercice 2018-19) devrait connaître un redressement progressif avec la reprise des voyages internationaux en 2022.

L'inflation reste faible, même si elle a augmenté en 2021 en raison de la hausse des prix du pétrole et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale. La croissance des salaires reste modeste, en particulier dans le secteur public. En outre, la réouverture de l'économie et l'assouplissement des restrictions aux frontières pourraient attirer davantage de travailleurs temporaires qui reviendraient sur le marché du travail, favorisant ainsi une hausse du taux d'activité qui devrait limiter les pressions salariales à la hausse.

Parallèlement, la croissance des exportations australiennes (25 % du PIB), dominées par les ressources et l'énergie (78 % des exportations totales), devrait rester robuste. Toutefois, les efforts de la Chine pour limiter sa production d'acier et diversifier ses sources d'importation de minerai de fer, ainsi qu'une nouvelle reprise de l'offre brésilienne, auraient un impact négatif sur les prix du minerai de fer australien. Les frais de transport élevés pèseraient sur la rentabilité des entreprises du secteur des ressources naturelles.

Le déficit budgétaire devrait se réduire

Les recettes publiques devraient augmenter plus rapidement que les dépenses, ce qui contribuera à réduire le déficit budgétaire. Des recettes plus importantes que prévu ont permis de réduire le déficit de trésorerie en 2020-21, qui est passé de 161 milliards d'AUD (- 7,8 % du PIB) à 134 milliards d'AUD (- 6,5 % du PIB). Pour 2021-22, le budget de 589,3 milliards d'AUD (27,6 % du PIB) prévoit 7,8 milliards d'AUD supplémentaires de réductions d'impôts pour les revenus faibles à moyens, 20,7 milliards d'AUD supplémentaires d'allégements de l'impôt sur les sociétés et 15,2 milliards d'AUD supplémentaires sur dix ans pour financer des projets d'infrastructure. La dette publique devrait encore augmenter, mais les risques externes devraient être limités car la participation étrangère aux titres du gouvernement australien (AGS) est passée de 53,5 % en juin 2020 à 48,8 % en juin 2021, en partie grâce au programme d'achat d'obligations de la Reserve Bank of Australia (RBA).

L'Australie a enregistré des excédents de la balance des comptes courants pendant plusieurs trimestres consécutifs depuis le T2 2019, soutenus par un excédent commercial croissant qui, à son tour, est soutenu par de fortes exportations de matières premières. L'excédent de la balance courante devrait se maintenir en 2022, bien que de moindre ampleur, en raison d'un retour potentiel d'un déficit commercial des services. Les tensions commerciales prolongées entre la Chine et l'Australie devraient toutefois continuer à peser sur certaines exportations australiennes vers la Chine, notamment le charbon. Dans le même temps, le déficit des revenus d'investissement devrait se réduire en 2022 avec la reprise des investissements directs, même si la détérioration des relations entre la Chine et l'Australie pourrait limiter la croissance des investissements chinois en Australie.

Une course serrée est attendue pour les élections fédérales de 2022

La coalition libérale-nationale de centre-droit, dirigée par le Premier ministre Scott Morrison, détient une petite majorité à la Chambre des représentants (77 sièges sur 151, soit 50,9 %), l'opposition travailliste étant à 45 % (68 sièges). Au Sénat, qui est investi d'un pouvoir important, la coalition gouvernementale détient 47 % des sièges et les travaillistes 34 %, les partis minoritaires (19 %), en particulier les Verts, détenant la balance du pouvoir. Le soutien à M. Morrison a diminué et reste fragile, mais le parti travailliste n'est pas en position de force pour gagner davantage de soutien, car des questions pré-pandémiques telles que la politique climatique et les scandales politiques risquent de refaire surface avant les élections, ce qui pourrait affaiblir la stabilité du gouvernement.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN AUSTRALIE

Paiement

Le système de paiement comprend :

- espèces : Chèques personnels et chèques bancaires utilisés pour les transactions nationales et internationales :
- carte de crédit :
- transactions électroniques : elles comprennent les transactions électroniques en point de vente, les applications mobiles, les transferts électroniques de fonds (TEF) et les transactions en ligne :
- les TEF et les virements bancaires SWIFT sont le moyen de paiement le plus communément utilisés pour les transactions internationales. La majorité des banques sont rattachées au réseau SWIFT :
- le *Continuous Linked Settlement System* (CLS) dont fait désormais partie le dollar australien, et qui permet de traiter simultanément les deux volets des transactions de change.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Les parties sont encouragées à négocier et à prendre de « réelles mesures » pour régler les litiges commerciaux avant d'engager des procédures judiciaires. Les parties à la Cour fédérale et la Cour de circuit fédérale doivent déposer une déclaration de « réelles mesures ». Les négociations en vue d'un règlement et les conférences informelles de règlement avec l'autre partie sont des exemples de ces mesures.

Procédure judiciaire

Si la phase amiable échoue, on fait appel à une procédure ordinaire. Toutefois, la Cour suprême de la Nouvelles-Galles du Sud (NSW) a dressé une liste spéciale des litiges commerciaux : lorsqu'une affaire est identifiée comme relevant de cette liste, elle est activement gérée par la cour, qui tente de lui assurer une résolution efficace. Des listes similaires sont utilisées pour les litiges commerciaux par les Cours suprêmes de Victoria (Vic), d'Australie méridionale (WA) et du Queensland (Qld).

En cas d'impayé d'une créance d'entreprise exigible, non contestée et supérieure à 2 000 AUD, le créancier peut émettre une sommation de payer, exigeant le paiement dans un délai de 21 jours. Si le débiteur ne paie pas la créance dans le délai prescrit ou s'il ne demande pas au tribunal l'annulation de la sommation, le créancier pourra présenter une demande de liquidation de la société du débiteur. Cette dernière sera considérée comme insolvable trois mois après. Pour les particuliers, la procédure est similaire, mais la procédure doit être engagée auprès de la Cour de circuit fédérale.

En NSW, dans le cadre d'une procédure de recouvrement de créance, une requête doit être remise personnellement au débiteur, qui doit alors payer la dette, ou présenter sa défense au créancier dans un délai de 28 jours. En l'absence de défense dans ce délai, un jugement par défaut sera rendu. Les délais sont différents selon les États. Si le débiteur présente une défense, le tribunal ordonnera la préparation de l'affaire en vue de son examen en audience. C'est pendant cette phase qu'ont généralement lieu les activités de communication, de préparation et d'échange des preuves qui seront présentées lors de l'audience.

Au cours de la phase préliminaire, les parties peuvent demander et échanger les détails de la requête ou de la défense présentée par l'autre partie. Elles peuvent échanger des documents visés dans la requête ou la défense, notamment des copies des factures impayées concernées et des relevés de compte. Si la communication des pièces est ordonnée, les parties devront échanger tous les documents pertinents pour leur action. Autrement, l'ensemble des documents sur lesquels les parties souhaitent s'appuyer au cours de l'audience doivent être inclus dans les preuves des parties. Avant de rendre son jugement, le tribunal instruira et entendra, le jour de l'audience principale, tous les témoins, également interrogés par les avocats respectifs de chaque partie, avant de rendre son jugement. Les demandes simples peuvent être résolues dans un délai de quatre à six mois, celles plus contestées peuvent prendre jusqu'à une année.

Si une partie n'est pas satisfaite du jugement rendu par le tribunal, elle peut formuler un recours. En général, les recours contre les décisions des Cours suprêmes sont présentés devant la cour d'appel de chaque État/territoire. Les recours ultérieurs sont traités par la Haute Cour d'Australie, située à Canberra. Toutefois, la partie cherchant à former un recours doit en demander l'autorisation et persuader le tribunal du bien-fondé de son recours au cours d'une audience préliminaire.

Les Local Courts ou Magistrates Courts (selon l'État/territoire) traitent les litiges portant sur un montant maximum de 50 000 AUD en Tasmanie (Tas), 75 000 AUD en Australie occidentale (WA), 100 000 AUD (NSW, Vic, South Australia (SA)), 150 000 AUD (Qld) ou 250 000 AUD (Australian Capital Territory (ACT), Northern Territory (NT)). Au-delà de ces divers seuils, les affaires dont l'enjeu s'élève jusqu'à 750 000 AUD dans la NSW, WA, ou le Qld sont portées devant la County Court ou la District Court. Ces tribunaux n'existent pas en Tasmanie, NT ou ACT. Les affaires portant sur des montants supérieurs à 750 000 AUD en NSW, Qld, SA et WA sont jugées par la Cour suprême de chaque État. Dans le Victoria, la County Court et la Cour Suprême ont une compétence illimitée. Dans les autres États et territoires, la Cour suprême traite les affaires portant sur des montants supérieurs à : 250 000 AUD dans NT; 250 000 AUD dans ACT : et 50 000 AUD en Tasmanie.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire dès lors qu'elle est rendue par le tribunal. Le plaignant dispose d'un délai de 15 ans à partir du moment où le jugement est rendu, pour demander l'exécution d'une décision australienne par avis d'enquête, saisie-arrêt ou mandat exécutoire. Un avis d'enquête oblige le débiteur à fournir des informations sur ses actifs et sa situation financière afin d'aider à établir une stratégie de recouvrement. Il doit être demandé auprès du tribunal après énoncé de la décision. Une saisie-arrêt permet au créancier de recouvrir sa dette directement sur le compte bancaire ou le salaire du débiteur, ou encore auprès des débiteurs du débiteur, afin de rembourser le principal et les intérêts. Le mandat exécutoire ordonne à un shérif la saisie-vente des biens du débiteur au profit du créancier en paiement de la créance (majorée des intérêts et des coûts) qui lui est due. L'application des sentences étrangères en Australie est régie principalement par des régimes législatifs et les principes de la common law, tels que la procédure d'exequatur. En outre, la reconnaissance de ces sentences dépend de l'existence ou non d'un accord réciproque de reconnaissance et d'exécution des jugements entre l'Australie et le pays émetteur.

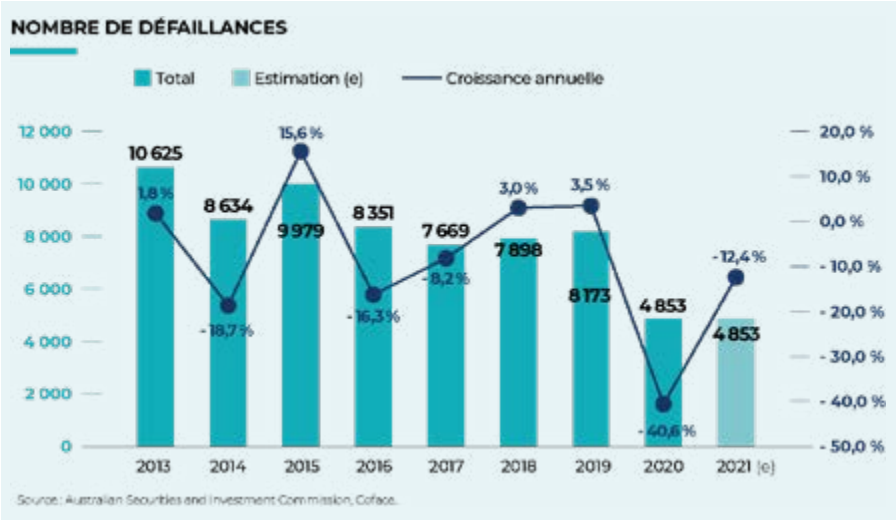
Procédure d'insolvabilité

Redressement judiciaire : une société débitrice peut être placée en redressement judiciaire par ses dirigeants, ou par les créanciers à qui la société débitrice doit de l'argent. L'administrateur prendra le contrôle total de la société, enquêtera sur ses activités, ses biens, ses affaires et sa situation financière et fera part de ses conclusions aux créanciers. Trois options sont ouvertes aux créanciers : interrompre le redressement et remettre la société entre les mains du/des dirigeant(s) : approuver un accord par lequel la société paiera tout ou partie de ses créances : ou liquider la société.

Administration judiciaire : un administrateur judiciaire est désigné par un créancier garanti détenteur d'une sûreté ou d'une charge sur tout ou partie des actifs de la société. Sa fonction principale est de récupérer et vendre les actifs de la société pour rembourser la dette due aux créanciers garantis. Si ce processus n'aboutit pas, une procédure de liquidation peut être engagée.

Liquidation : Les créanciers ou un tribunal peuvent liquider la société et nommer un liquidateur, qui collecte, protège et réalise les actifs de la société en espèces, maintient les créanciers informés sur les affaires de la société et distribue le produit de la vente de ses actifs. Une fois la liquidation terminée, la société est ensuite radiée du registre du commerce.

Faillite : les créanciers qui ont une dette de jugement supérieure à 5 000 dollars peuvent signifier au débiteur un avis de faillite. Le débiteur doit payer la dette ou demander l'annulation de l'avis de faillite dans les 21 jours suivant la signification, sinon le débiteur sera présumé insolvable. Le créancier peut demander à la Federal Circuit Court de faire faillite et de nommer un mandataire de faillite pour la succession du débiteur. Le mandataire perçoit, protège et réalise les actifs du débiteur en liquide, tient les créanciers informés des affaires du débiteur et distribue tout produit de la vente des actifs du débiteur. En général, la faillite dure trois ans, mais elle peut être prolongée si le débiteur ne coopère pas avec le mandataire.



AUTRICHE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**8,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**48 593**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,4	- 6,7	4,3	4,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,5	1,4	2,8	3,1
Solde public / PIB (%)	0,6	- 8,3	- 6,1	- 2,5
Solde courant / PIB (%)	2,8	2,5	2,0	2,3
Dette publique / PIB (%)	70,6	83,2	83,7	80,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	30 %
ÉTATS-UNIS	6 %
ITALIE	6 %
SUISSE	5 %
FRANCE	4 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	41 %
ITALIE	6 %
SUISSE	6 %
PAYS-BAS	4 %
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4 %

- Diversification industrielle et tertiaire, forte valeur ajoutée
- Excédent confortable de la balance courante
- Plus de 30 % de l'énergie provient de sources renouvelables
- Destination touristique majeure (11e rang mondial)
- Dépenses publiques élevées en matière de R&D (3 % du PIB)

- Dépendance à l'égard des économies allemande et d'Europe centrale et de l'Est
- Le secteur bancaire est exposé aux pays d'Europe centrale, d'Europe orientale et de l'Europe du Sud-Est
- Multiples niveaux de pouvoir et niveaux administratifs (fédéral, Länder, communal)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance économique soutenue par une forte consommation des ménages

Après une profonde récession en 2020 déclenchée par la pandémie, l'économie autrichienne a partiellement rebondi en 2021. L'économie orientée vers l'exportation a bénéficié de la reprise du commerce mondial et de ses liens commerciaux intensifs avec l'Allemagne et l'Europe centrale et orientale. En 2022, le commerce extérieur devrait encore progresser grâce à la reprise des principaux partenaires européens. Toutefois, la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB sera marginale en raison de l'augmentation presque équivalente des importations. La demande intérieure devrait être le moteur de l'économie en 2022. L'épargne des ménages accumulée pendant les périodes de confinement dues à la pandémie sera orientée vers la consommation privée, même s'il est peu probable que la totalité de l'augmentation y soit canalisée en 2022. Une telle tendance a déjà été observée, puisque le taux d'épargne brut des ménages a atteint 14,8 % du revenu disponible à la fin de 2019, a culminé à 24,5 % à la fin de 2020, puis est redescendu à 17,1 % à la mi-2021. L'épargne alimentera également la création de richesse, et devrait être dépensée sur plusieurs années. En outre, les revenus seront soutenus par la réforme fiscale de 2022-2024, qui comprend la deuxième phase de réduction tarifaire, l'augmentation du bonus familial et du supplément pour enfant, la diminution du taux de cotisation à l'assurance maladie pour les bas revenus et la prime climat. La réforme fiscale devrait réduire la facture fiscale des ménages privés de 1,2 % du revenu disponible des ménages en 2022, selon l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO). Les revenus et la consommation seront également soutenus par une amélioration du marché du travail après la détérioration enregistrée en 2020. Le taux de chômage devrait baisser de 9,9 % en 2020 à 7,1 % en 2022, selon la méthode de calcul nationale. Parallèlement, les salaires devraient augmenter de 5 % en 2022, sous l'effet d'un marché du travail plus tendu, car des pénuries de main-d'œuvre ont de nouveau été signalées après une atténuation temporaire lors des premières vagues de la pandémie. Néanmoins, les pénuries d'approvisionnement et une forte hausse des prix des produits de base et des divers intrants constitueront le principal obstacle, qui affectera les entreprises autrichiennes en 2022. Suite à l'annulation de la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée, l'inflation sera maintenue au-dessus de 3 % en 2022, avant de diminuer progressivement au cours des années suivantes. Les investissements en immobilisations seront soutenus par l'expansion du secteur manufacturier, les allocations du fonds NextGenerationEU (NGEU), ainsi que la prime à l'investissement. Cette dernière subvention déclenchera des investissements supplémentaires en machines et équipements qui n'auraient probablement pas été réalisés autrement. Parallèlement, la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et l'introduction d'une déduction fiscale pour éco-investissement devraient limiter la baisse des investissements dans les prochaines années.

Déficit budgétaire en baisse et excédent de la balance courante en hausse

En 2022, l'excédent de la balance courante devrait augmenter grâce à l'excédent commercial, porté par un commerce mondial favorable et à l'amélioration du secteur du tourisme, qui représente environ 15 % du PIB. Les transferts de fonds des travailleurs étrangers qui envoient de l'argent dans leur pays d'origine continueront d'alimenter un déficit élevé des revenus secondaires. Le compte des revenus primaires devrait rester proche de l'équilibre avec une baisse équivalente du produit des investissements autrichiens à l'étranger et des investissements étrangers dans le pays.

La suppression progressive du soutien budgétaire, parallèlement à la reprise économique, entraînera une amélioration du déficit et de la dette publics. Toutefois, le solde budgétaire restera déficitaire, ce qui contraste avec les excédents enregistrés avant la pandémie. Un ensemble de dépenses diverses continuera à alimenter le déficit budgétaire, avec la réforme fiscale écologique et sociale, ainsi que l'augmentation des retraites et les mesures d'investissement supplémentaires dans le cadre du plan Facilité pour la relance et la résilience (FRR).

Une coalition déstabilisée

À l'issue des élections anticipées organisées en septembre 2019, le Parti populaire autrichien (ÖVP) de centre-droit est resté le premier parti (37,5 % des voix, ce qui lui a permis d'obtenir 71 sièges sur 183). Néanmoins, en octobre 2021, la coalition au pouvoir, composée de l'ÖVP et des Verts, a été déstabilisée par la démission de Sebastian Kurz, le chancelier. Celle-ci est intervenue rapidement après une révélation selon laquelle les procureurs de l'État enquêtaient sur des allégations de corruption liées à ses assistants en 2016, qui auraient utilisé l'argent du contribuable pour payer des publicités dans la presse en échange d'une couverture favorable, y compris la publication de données de sondage manipulées. M. Kurz a nié ces allégations et a refusé de se retirer, mais ce que les Verts voulaient était que la coalition perdure mais sous un autre chancelier. C'est pourquoi Alexander Schallenberg, ancien ministre des Affaires étrangères de l'ÖVP, a été nommé chancelier et chef de la coalition ÖVP-Verts, tandis que M. Kurz est resté président de l'ÖVP et chef parlementaire du parti.

Depuis novembre 2021, le gouvernement autrichien a décidé de renforcer les restrictions pour les personnes non vaccinées dans un premier temps, puis également pour les personnes vaccinées, et de réintroduire un confinement. Le mécontentement social provoqué par ces mesures a déclenché des manifestations et ajoute des défis au nouveau chancelier.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN AUTRICHE

Paiement

Les transferts SWIFT et SEPA (au sein de l'UE) sont largement utilisés pour les transactions nationales et internationales. Ils constituent un moyen de paiement économique, rapide et sécurisé.

Les lettres de change et, dans une moindre mesure, les chèques sont plus couramment utilisés comme garantie de financement ou de paiement. Néanmoins, les deux méthodes ne sont ni souvent utilisées ni recommandées, car elles ne constituent pas toujours les moyens de paiement les plus efficaces. Les lettres de change doivent satisfaire un certain nombre de critères plutôt stricts pour être valables, ce qui dissuade les entreprises de les utiliser. En parallèle, les chèques n'ont pas besoin d'être provisionnés à la date d'émission, mais doivent l'être à la date d'encaissement. Généralement, les banques retournent les chèques sans provision à leurs émetteurs qui peuvent également interrompre le paiement de leur propre chef, sans crainte de poursuites pénales pour utilisation abusive de ce moyen de paiement.

Recouvrement des créances

En règle générale, la procédure de recouvrement commence par l'envoi au débiteur d'une demande de paiement par lettre recommandée, rappelant l'obligation de payer le montant en souffrance, majoré des éventuels intérêts de retard stipulés dans le contrat ou les conditions de vente.

Depuis le 1er août 2002, le taux d'intérêt applicable semestriellement est, en l'absence de clause particulière dans l'accord, le taux de base de la Banque d'Autriche, calculé par rapport au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points de pourcentage.

Procédure accélérée

Pour les créances avérées, liquides et non contestées, les créanciers peuvent demander une injonction judiciaire accélérée (*Mahnverfahren*) au tribunal de district *via* un formulaire pré-imprimé. Le tribunal de district compétent pour ce type de procédure accélérée est compétent pour les créances ordinaires dans la limite de 75 000 EUR (auparavant, 30 000 EUR).

Dans le cadre de cette procédure, le juge prononce une injonction de payer le montant réclamé plus les frais judiciaires engagés. Si le débiteur ne fait pas appel de l'injonction (*Einspruch*) dans les quatre semaines suivant la notification de la décision, l'ordonnance est exécutoire relativement rapidement.

Pour les lettres de change impayées, il existe une procédure spéciale (*Wechselmandatsverfahren*) en vertu de laquelle le tribunal émet une assignation obligeant le débiteur à régler son impayé dans un délai de deux semaines. Toutefois, si le débiteur conteste la créance, l'affaire est alors jugée par les voies habituelles de la procédure judiciaire.

Si le débiteur détient des actifs dans d'autres pays de l'UE, le créancier peut demander au tribunal de commerce de Vienne d'émettre un ordre de paiement européen pour les dettes non contestées, exécutoire dans tous les pays de l'Union (à l'exception du Danemark).

Procédure ordinaire

Lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à un règlement, ou lorsqu'une demande est contestée, la dernière option consiste à intenter une action ordinaire en justice (*Klage*) devant le tribunal de district (*Bezirksgericht*) ou de région (*Landesgericht*) en fonction du montant de la demande ou du type de litige. Le défendeur a quatre semaines pour présenter ses arguments.

En ce qui concerne les tribunaux de région, le défendeur est censé présenter ses arguments en réponse à la citation à comparaître, et dispose pour cela de quatre semaines.

Il existe un tribunal de commerce distinct (*Handelsgericht*) dans le seul district de Vienne. Celui-ci se charge des affaires commerciales (litiges commerciaux, concurrence déloyale, procédures d'insolvabilité, etc.).

Au cours de la phase préliminaire de la procédure, les parties doivent présenter des éléments de preuve par écrit et déposer leurs prétentions respectives. Le tribunal statue ensuite sur le fond de l'affaire qui lui est soumise, mais n'enquête pas de sa propre initiative. Lors de l'audience principale, le juge examine les preuves écrites présentées et écoute les arguments des parties ainsi que les témoignages des témoins. En première instance, une injonction de payer peut généralement être obtenue dans un délai d'environ dix à douze mois. Le code de procédure civile prévoit que la partie gagnante a le droit de voir ses frais de justice intégralement indemnisés par la partie déboutée.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire dès lors qu'elle est définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à sa décision, le tribunal peut prononcer une ordonnance de saisie ou une saisie-arrêt. Il peut aussi faire saisir et vendre les actifs du débiteur.

En ce qui concerne les sentences étrangères, les circonstances peuvent varier en fonction du pays émetteur. Pour les jugements émis par des pays de l'UE, les deux méthodes principales d'exécution sont les titres exécutoires européens ou l'application des provisions de la réglementation Bruxelles I. Pour les pays n'appartenant pas à l'UE, les jugements sont reconnus et exécutés sous réserve que le pays émetteur soit signataire d'un accord international avec l'Autriche.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Les négociations portant sur des tentatives de restructuration extrajudiciaire sont généralement entreprises avant d'entamer une procédure d'insolvabilité. Elles constituent un moyen d'obtenir des prêts de recapitalisation en échange d'un statut de créancier garanti.

Restructuration

Toute procédure de restructuration nécessite au préalable que le débiteur fasse la demande d'ouverture de cette procédure et qu'il soumette en même temps un plan de restructuration. Cette procédure peut être auto-administrée ou administrée par une personne tierce. Pour procéder à une restructuration auto-administrée, le débiteur doit soumettre une demande d'auto-administration assortie des documents requis, ainsi qu'un plan de restructuration qui fournisse un quota minimum de 30 %.

Liquidation

L'objectif de la procédure de liquidation est de respecter équitablement les droits des différents créanciers. La procédure est dirigée par un syndic de faillite qui prend contrôle de la société, vend ses actifs et répartit la somme collectée entre les créanciers.

Réserve de propriété

De la même manière qu'en Allemagne, la réserve de propriété est une clause écrite dans le contrat, au titre de laquelle le fournisseur conserve la propriété des biens livrés jusqu'à paiement intégral du prix par l'acheteur. Cela prend habituellement l'une des trois formes suivantes :

- **réserve simple** : le fournisseur conserve la propriété des biens livrés jusqu'à paiement intégral du prix par l'acheteur ;
- **réserve élargie** : la réserve est élargie à la vente ultérieure des biens concernés ; l'acheteur transfère au fournisseur initial les réclamations issues de la revente à une tierce partie ;
- **réserve étendue** : la réserve est étendue aux biens transformés en un nouveau produit et le fournisseur initial reste propriétaire ou copropriétaire à hauteur de la valeur de sa livraison.

AZERBAÏDJAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

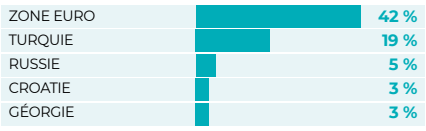
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**10,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 232**
DEVISE Manat azerbaïdjanais	**AZN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,5	- 4,3	3,0	2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,7	2,8	4,5	3,3
Solde public / PIB * (%)	- 0,3	- 2,4	- 1,2	- 0,8
Solde courant / PIB (%)	9,1	- 0,5	7,8	7,7
Dette publique / PIB (%)	17,7	39,1	34,8	33,5

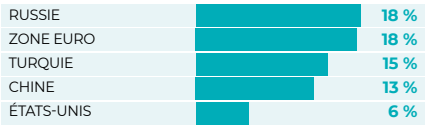
(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Transferts SOFAZ inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Fonds souverain bien doté grâce à la production d'hydrocarbures et à la position de créancier extérieur net de l'État
- Potentiel gazier important dans la mer Caspienne
- Lancement des exportations de gaz vers l'Europe via la Turquie et la Grèce fin 2020
- Position stratégique entre l'Europe, la Russie et la Chine
- Quelques améliorations institutionnelles (sécurité juridique, réduction de la petite corruption)

- Faible diversification économique, forte dépendance aux hydrocarbures (50 % du PIB, 90 % des exportations et deux tiers des recettes fiscales), diminution des ressources pétrolières
- Structures de marché anticoncurrentielles (conglomérats multisectoriels ayant des liens étroits avec l'État)
- Système bancaire fragile, opaque et dollarisé (30 % des prêts et 45 % des dépôts), crédit au secteur privé sous-développé (26 % du PIB)
- Mauvaise gouvernance (corruption, répression, blanchiment d'argent, politisation du système judiciaire)
- Conflit armé avec l'Arménie autour de l'enclave du Haut-Karabakh qui peut donner lieu à des affrontements occasionnels, même après le cessez-le-feu du 9 novembre 2020
- Faible croissance démographique et vieillissement de la population

APPRÉCIATION DU RISQUE

Contexte régional tendu

Le 27 septembre 2020 a marqué la résurgence du conflit armé qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis trente ans dans le Haut-Karabakh. Cette confrontation a été la plus meurtrière depuis la guerre de 1994, qui a conduit à la proclamation de l'indépendance de cette enclave qui, bien qu'internationalement reconnue comme territoire azerbaïdjanais, était à la fin de la guerre peuplée d'Arméniens et sous le contrôle de forces soutenues par l'Arménie. Après plusieurs tentatives infructueuses, un cessez-le-feu a été conclu le 9 novembre 2020 sous l'égide de la Russie, entraînant la fin des hostilités et rétablissant le contrôle de l'Azerbaïdjan sur la majorité des territoires du Haut-Karabakh. Bien que les deux parties puissent respecter l'accord à court terme, le risque d'affrontements occasionnels ne peut être exclu. En effet, l'Azerbaïdjan est soutenu par la Turquie et Israël, tandis que l'Arménie l'est par l'Iran et la Russie, malgré la position d'arbitre de cette dernière. Une recrudescence des frictions est intervenue début septembre 2021 dans le sillage d'un exercice militaire entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Pakistan, suivi par des exercices navals azéris et turcs en mer Caspienne. Dans les mêmes temps, les autorités azerbaïdjanaises ont commencé à taxer les camions commerciaux iraniens sur la principale route reliant l'Arménie à l'Iran, perturbant leurs échanges commerciaux.

Sur le plan politique, la reprise du contrôle sur le Haut-Karabakh a été fortement soutenue par l'opinion publique azerbaïdjanaise, permettant au président Aliyev, réélu en avril 2018 lors d'une élection qui n'était ni libre ni équitable, de consolider son régime. C'est aussi dans cet esprit que, sous couvert de pandémie, Aliyev a intensifié la répression de l'opposition et des anciens hauts fonctionnaires ayant servi sous ses quatre précédents mandats et ceux de son père qui l'avait précédé. Depuis 2017, ces derniers ont été remplacés à des postes clés par des membres de la nouvelle garde, plus jeunes, influencés par les méthodes de gestion occidentales et proches de la famille de la première dame et vice-présidente. Avec le pouvoir concentré entre les mains du président, son parti, le Parti du nouvel Azerbaïdjan (YAP) a remporté les élections législatives de février 2020.

Une croissance soutenue par la consommation privée et l'énergie

Après une entrée en récession en 2020, la croissance de l'Azerbaïdjan a connu un rebond en 2021, qui se maintiendra en 2022. Cette croissance plus robuste provient, premièrement, de celle, forte, de la consommation privée (55 % du PIB) grâce à un allègement des restrictions liées à la crise sanitaire et au processus de vaccination qui progresse (passeport sanitaire entré en vigueur en septembre 2021). Deuxièmement, l'augmentation des prix mondiaux et de la production d'hydrocarbures soutiendront, en valeur et en volume, la hausse des exportations (44 % du PIB) en 2022. En juillet 2021, les pays de l'OPEC+ ont abouti à un accord qui vise à augmenter la production de 400 000 barils par jour, chaque mois, à partir d'août 2021. Les exportations de gaz, elles, seront soutenues par le gazoduc Trans-adriatique (TAP), mis en service en 2020. Au total, la production de pétrole et de gaz du pays devrait atteindre 746 000 barils par jour en 2022 (contre 565 000 barils en 2020). Par conséquent, la balance commerciale contribuera positivement à la croissance. L'investissement global (20 % du PIB) qui se fait majoritairement dans les hydrocarbures devrait se maintenir et les IDE nets devraient se redresser pour atteindre une moyenne de 1,7 % du PIB en 2021-2022.

La reprise de la demande intérieure, ainsi que la flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires et du pétrole ont pesé sur l'inflation, qui s'est accélérée en 2021. Bien qu'elle ait été légèrement supérieure à l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale d'Azerbaïdjan (CBA), ce chiffre se situe bien dans le corridor d'inflation de ± 2 %. Le 17 décembre 2021, la banque centrale a augmenté son principal taux directeur de 25 points de base pour le porter à 7,25 % en réponse à la hausse de l'inflation. En 2022, l'inflation devrait s'assagir, car les termes de l'échange s'amélioreront, réduisant les pressions sur les prix importés.

Des comptes publics et extérieurs retrouvant leur niveau d'avant-crise

La balance courante a retrouvé un excédent important dès 2021, car à l'augmentation de la demande et des prix des hydrocarbures, s'est ajoutée la reprise des envois de fonds des expatriés (3 % du PIB).

Après avoir été suspendue en 2020, la règle budgétaire a été rétablie en janvier 2022. Amendée en 2018, elle prévoit une limite de la croissance des dépenses budgétaires à 3 % d'une année sur l'autre et la réduction du déficit primaire non pétrolier. Ce rétablissement implique également un objectif d'endettement, et une baisse annuelle de 0,2 milliard USD du transfert du SOFAZ (State Oil Fund of Azerbaijan) au budget. Cela signifie que des augmentations des recettes publiques et la réduction des dépenses seront probablement nécessaires pour réduire le déficit dès 2022.

Les réserves de change du SOFAZ (7,3 milliards USD au deuxième trimestre 2021 avec celles de la banque centrale, soit 7 mois de couverture des importations) peuvent, à la fois, financer ce déficit, rembourser la dette extérieure, et maintenir la fixité du manat, sous pression, considéré comme surévalué. En effet, SOFAZ a vendu 4,3 milliards de dollars aux enchères entre janvier et septembre 2021. Les actifs du fonds souverain SOFAZ s'élèvent à plus de 43,6 milliards de dollars (environ 90 % du PIB), ce qui est suffisant pour soutenir le secteur bancaire en difficulté. Ce dernier est en légère amélioration avec un ratio Tier 1 de 22 %, et un ratio de prêts non performants tombé à 6,2 % à la fin du premier trimestre 2021.

BAHREÏN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	1,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	23 590
DEVISE Dinar bahreïni	BHD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,6	- 5,1	3,3	3,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	1	- 2,3	1	2,7
Solde public / PIB (%)	- 9	- 17,9	- 8	- 7
Solde courant / PIB (%)	- 2,1	- 9,3	- 4,6	- 4,4
Dette publique / PIB (%)	102,1	129,7	123,3	122

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ARABIE SAOUDITE	14 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	10 %
ÉTATS-UNIS	6 %
ÉGYPTE	6 %
OMAN	4 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	14 %
AUSTRALIE	10 %
ARABIE SAOUDITE	10 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	8 %
JAPON	7 %

- L'une des économies les plus diversifiées de la région, avec une part plus importante des secteurs des services et manufacturier dans le PIB
- Présence d'un secteur de l'aluminium solide, qui contribue de manière importante à la production nationale
- Faible niveau d'inflation et de taux d'intérêt, environnement favorable aux conditions d'exploitation des entreprises

- Ratio dette extérieure/PIB très élevé (tant public que privé)
- Déficit budgétaire élevé, malgré une réduction progressive à partir de 2021
- Recettes fiscales toujours dépendantes du pétrole malgré une économie relativement diversifiée

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance régulière

L'économie bahreïnie devrait connaître une croissance régulière en 2022, après sa forte contraction en 2019 et sa reprise relativement solide en 2021. Les exportations (les exportations nettes devraient s'établir à environ 10 % du PIB en 2022) seront un contributeur clé, suivies par la consommation privée (40 % du PIB). En effet, début novembre 2021, le pays avait vacciné intégralement 65 % de sa population de 1,7 million d'habitants, ce qui a permis la levée progressive des restrictions temporaires contre la COVID-19 au second semestre 2021. La mobilité normalisée renforcera les dépenses des ménages, mais ces dernières n'augmenteront que progressivement. Par conséquent, les secteurs axés sur la consommation, tels que le commerce de détail, retrouveront leur niveau d'avant COVID vers la fin de 2022. Bahreïn, l'un des plus grands producteurs d'aluminium au monde, bénéficiera de la forte demande mondiale de produits métalliques (environ 20 % des exportations totales) grâce aux plans de relance donnant la priorité aux investissements dans les infrastructures et à la transition vers une économie plus verte dans le monde entier, ainsi qu'à une activité manufacturière résiliente. Les investissements devraient représenter environ 30 % du PIB en 2022. Le secteur du tourisme restera important pour la reprise de l'économie bahreïnie, car il représente normalement (y compris ses effets indirects) 10 % du PIB. Près de 60 % des arrivées de touristes à Bahreïn proviennent du Moyen-Orient. En ce sens, la suppression des mesures à l'encontre de la COVID-19 aidera les revenus du tourisme à se rétablir. La réouverture de la chaussée du Roi Fahd par l'Arabie saoudite, reliant le Royaume à Bahreïn, l'ouverture du Centre international d'exposition et de convention de Bahreïn prévue en 2022, ainsi que le climat social et politique libéral du pays seront parmi les facteurs clés soutenant les revenus du tourisme, malgré la concurrence régionale croissante. Dans l'ensemble, les exportations nettes de biens et de services devraient augmenter de 2,6 % en 2022 après une hausse estimée à 9 % en 2021.

La position budgétaire reste fragile, avec un niveau de dette publique élevé

Les hydrocarbures représentant environ 70 % des recettes totales, la hausse des prix des matières premières soutiendra la croissance des recettes budgétaires. Le gouvernement cherche à augmenter les recettes, comme il l'a annoncé en septembre 2021, en doublant la taxe sur la valeur ajoutée à 10 % afin de réduire le déficit budgétaire. D'autre part, bien que le budget 2021-2022 comprenne certaines réformes comme la réduction des subventions pour l'électricité et l'eau, ainsi que des dépenses de fonctionnement, la hausse des prix de l'énergie pourrait émousser la volonté de restreindre les dépenses. Même si le déficit budgétaire se résorbera légèrement en 2022, après s'être creusé de près de 20 % pendant la pandémie COVID-19 en 2020, il restera important au cours de la période à venir. Ainsi, Bahreïn manquera son objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2022, comme annoncé initialement dans son programme d'équilibre budgétaire (lancé en 2018). En octobre 2021, le gouvernement a annoncé qu'il repoussait cet objectif de deux ans, à 2024. Avec un prix du pétrole équilibrant le solde budgétaire estimé à 106,6 USD par baril en 2022 selon le FMI, la fourniture d'emplois publics aux citoyens et le système de subventions restant largement en place, la position budgétaire restera faible. La dette publique restera importante, ce qui maintiendra les besoins d'emprunt élevés. Par conséquent, la volonté des voisins de Bahreïn de fournir des fonds est importante. En 2018, Bahreïn a reçu une aide de 10 milliards USD sur cinq ans de la part de l'Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis pour aider le pays à éviter un resserrement du crédit. Malgré le retard de deux ans dans la réalisation de l'objectif d'équilibre budgétaire, ces trois pays ont réitéré leur soutien à Bahreïn, ce qui continuera d'encourager les investisseurs à prêter des fonds pour financer la dette de Bahreïn sur les marchés des capitaux. L'excédent des échanges de biens et services devrait continuer à augmenter grâce à la hausse des revenus liés aux matières premières et au retour progressif des touristes, sans pour autant atteindre son niveau d'avant-COVID. La demande de machines importées destinées aux projets d'infrastructure locaux et la hausse des coûts de transport pèseront également. Les envois de fonds des travailleurs étrangers et les revenus rapatriés par les investisseurs de portefeuille étrangers maintiendront le déficit de la balance courante.

Aucune tension majeure n'est attendue à court terme, mais les problèmes politiques de longue date persistent

Le Bahreïn dispose d'un parlement opérationnel et aucune tension politique majeure n'est attendue à court terme. Toutefois, le sentiment de la population chiite (environ 60 % de la population) d'être marginalisée en termes politiques et économiques pourrait constituer un défi dans la période à venir.

BANGLADESH

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**164,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 962**
DEVISE Taka bangladais	**BDT**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	8,2	3,5	5,0	7,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,5	5,6	5,8	5,6
Solde budgétaire / PIB * (%)	- 5,4	- 5,5	- 6,0	- 5,5
Solde courant / PIB (%)	- 1,7	- 1,5	0,4	- 1,7
Dette publique / PIB (%)	35,7	38,9	40,2	40,2

(p) : Prévision. * L'année fiscale 2022 s'étend de juillet 2021 à juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	33 %
ÉTATS-UNIS	13 %
ROYAUME-UNI	8 %
POLOGNE	3 %
INDE	3 %

Importations de biens % du total

CHINE	24 %
INDE	14 %
ÉTATS-UNIS	5 %
ZONE EURO	5 %
JAPON	4 %

- Un secteur de l'habillement compétitif grâce à une main-d'œuvre relativement bon marché
- Importants transferts de fonds des travailleurs expatriés, principalement depuis les États du Golfe.
- L'aide internationale permet de couvrir les besoins de financement
- Niveau modéré de la dette publique
- Démographie favorable : un tiers des Bangladais ont moins de 15 ans.
- Amélioration de l'inclusion financière grâce à la microfinance et aux services mobiles

- Économie vulnérable aux évolutions de la concurrence mondiale dans le secteur du textile et aux changements survenant dans les pays du Conseil de coopération du Golfe
- Revenu par habitant très bas et faible participation des femmes, malgré les progrès accomplis
- Tensions politiques, religieuses et sociales récurrentes et croissantes
- Environnement des affaires défectueux et manque d'infrastructures
- L'un des pays les plus vulnérables aux risques climatiques : catastrophes naturelles récurrentes (cyclones, violentes inondations, glissements de terrain) entraînant d'importants dégâts et la perte des récoltes
- Secteur bancaire fragile : nombreux prêts non productifs dans les bilans des banques

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance devrait s'accélérer

La croissance devrait s'accélérer au cours de l'exercice 2022, mais des vents contraires devraient persister en raison de la lenteur de la vaccination. Le pays s'appuie sur le programme COVAX, qui a connu des pénuries de doses de vaccin. Cela retardera l'immunité collective et poussera probablement le gouvernement à prendre des mesures strictes pour contenir l'épidémie. Cela dit, les exportations (12 % du PIB) ont rebondi au cours de l'exercice 2021 et devraient augmenter pour atteindre les niveaux pré-COVID grâce à une demande robuste de la part des principaux partenaires commerciaux, en particulier pour l'industrie textile, qui représente 80 % des exportations et 20 % du PIB. Toutefois, la hausse des coûts de transport et des matières premières pourrait freiner la reprise. Les envois de fonds des travailleurs expatriés devraient continuer à soutenir la croissance de la consommation privée (69 % du PIB), mais devraient ralentir, compte tenu des chiffres de base. Ils dépendront également du taux de vaccination des travailleurs, qui est essentiel pour exercer dans les pays d'accueil et donc maintenir le niveau des envois de fonds.

Les investissements (30 % du PIB) continueront de soutenir la reprise économique, notamment grâce au Programme annuel de développement (PAD) du gouvernement, qui prévoit des projets d'infrastructure publique à grande échelle pour améliorer les transports, l'éducation, l'eau et l'énergie, qui limitent la production dans les secteurs tournés vers l'exportation. Le faible coût de la main-d'œuvre et une population jeune continueront à soutenir l'industrie manufacturière nationale en maintenant des prix compétitifs. Cela encouragera probablement davantage d'entreprises étrangères à s'approvisionner en équipements dans le pays. Toutefois, la vulnérabilité du système bancaire, notamment des banques commerciales d'État, qui sont sous-capitalisées, freinera l'accroissement des investissements. L'inflation restera relativement élevée, du fait de la hausse des prix mondiaux du pétrole et des matières premières. Toutefois, les perspectives favorables dans l'agriculture, avec une meilleure récolte des cultures d'hiver, devraient atténuer les pressions inflationnistes.

Le retour des déficits jumeaux

Outre les dépenses liées à la COVID-19 (transferts sociaux et aides), les investissements dans les infrastructures dans le cadre du programme annuel de développement (30 % des dépenses totales), notamment la centrale nucléaire de Rooppur ou la centrale à charbon de Matarbari, continueront de peser sur le budget de l'État. Les recettes fiscales, limitées par une faible assiette de l'impôt sur le revenu, représentent moins de 10 % du PIB. Le niveau de la dette publique, dont la part externe représente 22 % du PIB, restera viable selon le FMI (dettes concessionnelles à plus de 60 %). Cependant, les banques commerciales, en particulier celles d'État (SOCB), sont vulnérables et pourraient menacer la stabilité financière - leurs ratios d'adéquation de fonds propres sont inférieurs au seuil national de 10 % et au minimum de 8 % fixé par Bâle. On demande aux SOCB de remplir des missions gouvernementales telles que la politique publique, l'octroi de prêts à des emprunteurs potentiellement risqués et la fourniture de services gratuits au gouvernement. En outre, les banques nationales sont sollicitées pour financer le déficit public.

Sur le plan extérieur, la balance commerciale présente un déficit structurel (- 6,0 % du PIB en 2021), car l'économie est dépendante des importations (biens d'équipement, énergie et coton), et une réduction est peu probable en 2022 en raison des prix élevés de l'énergie et du coton. Les exportations, tirées par la compétitivité de l'industrie textile, restent soumises à la situation économique de ses partenaires commerciaux - l'Union européenne et les États-Unis sont les destinataires respectivement de 45 % et 18 % des exportations. Les envois de fonds des travailleurs (5,6 % du PIB), qui ont retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie, continueront à compenser partiellement le déficit commercial. Le déficit de la balance courante sera financé par les IDE et l'aide internationale. Les réserves de change devraient rester suffisantes, avec environ 9,6 mois d'importations.

Une stabilité politique fragile

Le pays a connu plusieurs coups d'État militaires depuis la guerre de libération du Bangladesh en 1971. Malgré les tensions entre la Ligue Awami (AL) au pouvoir et le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), ce dernier ne fait presque rien pour augmenter le nombre de ses représentants au Parlement (7 sièges sur 350 contre 298 pour l'AL) et une liberté d'expression restreinte ne facilite pas les choses. L'absence d'opposition claire peut conduire à la complaisance du gouvernement dans le processus d'élaboration des politiques. Malgré une large majorité au parlement, l'AL restera confrontée à des risques de troubles sociaux puisque des accusations de fraude pèsent sur le parti. Ces risques, associés à des niveaux élevés de corruption, contribuent au mauvais climat des affaires au Bangladesh. L'AL est associée à l'indépendance et à une idéologie plus laïque que le BNP, associé à l'héritage de la dictature militaire et à une conception plus traditionnelle et plus stricte de l'Islam. Cela pourrait entraîner des frictions entre la majorité musulmane et les groupes religieux minoritaires, tandis que l'éventualité de grèves de travailleurs et d'attaques terroristes demeure.

Le gouvernement continuera également à faire face aux défis engendrés par la pauvreté et le développement. Le plan « Vision 2041 » vise à éradiquer l'extrême pauvreté et à faire du pays un pays à revenu moyen supérieur d'ici 2031, avec un PIB par habitant compris entre 4 000 et 12 500 USD (selon la Banque mondiale), et un pays à revenu élevé d'ici 2041.

BELGIQUE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	11,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 202	44 688
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,1	- 5,7	6,1	2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,2	0,4	2,4	5,5
Solde public / PIB (%)	- 1,9	- 9,4	- 6,4	- 3,9
Solde courant / PIB (%)	0,2	0,8	1,3	0,7
Dette publique / PIB (%)	98,1	114,1	113,1	112,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	17 %
FRANCE	14 %
PAYS-BAS	12 %
ROYAUME-UNI	8 %
ÉTATS-UNIS	7 %

Importations de biens % du total

PAYS-BAS	17 %
ALLEMAGNE	14 %
FRANCE	10 %
ÉTATS-UNIS	7 %
CHINE	5 %

- Localisation optimale entre Royaume-Uni, Allemagne et France
- Présence d'institutions européennes, d'organismes internationaux et de groupes mondiaux
- Ports d'Anvers (2e rang européen) et de Zeebrugge, canaux, autoroutes
- Main d'œuvre bien formée grâce à l'enseignement professionnel, multilinguisme

- Tensions politiques et financières entre Flandre et Wallonie
- Structure institutionnelle complexe et millefeuille administratif
- Forte dépendance à la conjoncture ouest-européenne (exports biens et services = 105 % du PIB, dont plus de 70 % vers le reste de l'UE)
- Exportations concentrées sur les produits intermédiaires
- Chômage structurel élevé
- Lourde dette publique
- Marché du logement tendu
- Saturation des infrastructures de transports

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise freinée par les problèmes d'offre et les échanges commerciaux

Après avoir fortement rebondi en 2021, suite à la levée, en deuxième partie d'année, de l'essentiel des restrictions liées à la pandémie, l'activité devrait rester sur cette dynamique de reprise en 2022, tout en ralentissant progressivement. La vaccination d'une grande partie de la population (74 % était totalement vaccinée en novembre 2021) devrait permettre d'éviter la mise de place de mesures aussi drastiques que lors des deux années précédentes. Le cas échéant, les ménages consommeront leur importante épargne (taux d'épargne encore à 19 % du revenu disponible brut à mi-2021, contre 12 % avant la crise) constituée pendant la crise. La demande restera d'autant plus dynamique que le chômage continuera de se résorber, bien que plus modérément qu'en 2021. Cependant, l'activité restera freinée par la capacité de production des entreprises, dont le taux d'utilisation était de retour au niveau d'avant-crise fin 2021. Dans le prolongement du deuxième semestre 2021, les coûts de transport et les prix des matières premières et des intrants industriels resteront élevés, au point de renchérir, voire entraver, la production dans l'industrie et la construction. Et ce, d'autant plus que les difficultés de recrutement exprimées fin 2021 – par 24 % des entreprises dans l'industrie, record historique, avec des niveaux jamais atteints dans le textile, la métallurgie, le plastique, le papier et l'agroalimentaire – persisteront en 2022. Par ailleurs, du côté des dépenses publiques, le plan de relance financé par les fonds européens, d'une valeur de 5,9 milliards EUR (1,3 % du PIB) pour la période 2021-2026, devrait atteindre son pic en 2022, avec 1,5 milliard EUR d'investissements dans la transition énergétique, les infrastructures et la transformation digitale. Fortement dépendante du commerce régional – bien que 40 % des exportations à destination du reste de l'UE soient des importations en transit -, l'économie sera affectée par le ralentissement des échanges commerciaux, dans un environnement de normalisation du rythme de croissance dans la région et de contraintes d'offre persistantes dans l'industrie.

Légère amélioration des finances publiques grâce aux recettes fiscales

Le déficit public continuera de se résorber progressivement en 2022. Cet assainissement des comptes publics sera principalement permis par la hausse des recettes fiscales, tirées par la reprise de l'activité et de l'emploi. Au-delà de la hausse des accises sur le tabac, le surcroît de recettes en 2022 sera imputable à l'impôt sur le revenu et la taxe sur les compte-titres. En parallèle, malgré la prolongation du tarif social énergie et la hausse des investissements publics, les dépenses augmenteront moins rapidement, du fait de l'arrêt des mesures de soutien et de la réduction des dépenses de l'ordre de 300 millions EUR (soit 0,1 % du PIB) dans la fonction publique, selon le Budget 2022. Aussi, comme l'année précédente, la dette publique devrait-elle légèrement diminuer, tout en restant cependant très élevée.

Par ailleurs, le compte courant restera légèrement excédentaire en 2022. L'économie belge étant intégrée dans les chaînes de production européennes au point de représenter une plateforme régionale de transformation de produits intermédiaires en produits de consommation ou d'équipement, les importations évoluent en lien avec les exportations. Bien que substantielle, la dette extérieure (252 % du PIB, dont près des trois quarts correspondent à des engagements privés) est bien inférieure au moment total des actifs détenus à l'étranger, si bien que le pays affichait une position extérieure nette excédentaire de 51 % du PIB fin juin 2021.

Des réformes clivantes se profilent pour la coalition Vivaldi

Les élections législatives fédérales de mai 2019 ayant débouché sur une fragmentation accrue du paysage politique, de longs mois de négociations infructueuses avaient suivi, avant qu'un gouvernement d'urgence soit mis en place, en mars 2020, afin de pouvoir lutter contre la pandémie. Sept mois plus tard, une coalition gouvernementale majoritaire, dirigée par le libéral néerlandophone Alexander De Croo, s'était finalement formée (87 sièges sur 150 à la Chambre de représentants). Dans cette coalition, dite « Vivaldi » car constituée de quatre courants (socialistes, libéraux, écologistes et chrétiens-démocrates), figurent sept partis : les socialistes francophones (PS, 19 sièges) et néerlandophones (Vooruit, 9), les écologistes francophones (Ecolo, 13) et néerlandophones (Groen, 8), les libéraux francophones (MR, 14) et néerlandophones (Open VLD, 12) et les chrétiens-démocrates flamands (CD&V, 12). Si la première année de la coalition Vivaldi a été consacrée à la gestion de la crise sanitaire, et qu'un accord budgétaire a finalement été trouvé en octobre 2021, son hétérogénéité la rend particulièrement vulnérable, alors même que se profilent, pour la suite du mandat, des réformes clivantes : marché du travail, fiscalité et retraites. Et ce, d'autant plus que dans les rangs de l'opposition siègent le parti arrivé en tête en 2019, le N-VA (conservateurs flamands, 24 sièges), et les deux partis ayant alors enregistré la plus forte progression : le VB (extrême-droite et nationalisme flamand, de 3 à 18 sièges) et le PTB (extrême-gauche unitaire, de 2 à 12 sièges). Si la crainte de l'arrivée au pouvoir de partis extrémistes favorise la continuité de la coalition, l'instabilité politique semble vouée à perdurer dans ce paysage fragmenté, où vient s'ajouter une divergence croissante entre la Flandre, toujours plus à droite, et la Wallonie, de plus en plus à gauche.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN BELGIQUE

Paiement

Les virements bancaires (SEPA & SWIFT) et les paiements électroniques sont les formes de paiement les plus fréquemment utilisées par les entreprises.

Les chèques sont rarement utilisés et seulement dans certains secteurs (tels que le transport et la vente en gros de fruits et légumes). Les chèques ne bénéficiant plus de la garantie de la banque émettrice, le compte de l'émetteur doit être suffisamment approvisionné pour qu'un chèque puisse être encaissé. L'émission d'un chèque sans provision insuffisante est une infraction pénale.

Les lettres de change ne sont plus utilisées pour les paiements en Belgique, sauf dans certains secteurs et pour les transactions internationales.

Les défauts de paiement ne sont plus enregistrés au *Moniteur belge* (MB, le journal officiel belge), mais les banques et organisations professionnelles peuvent les consulter sur le site Internet de la Chambre nationale des huissiers de justice.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Il n'existe pas de disposition particulière pour le recouvrement extrajudiciaire de créances entre entreprises. Il est conseillé aux créanciers de tenter d'obtenir paiement en envoyant aux débiteurs des courriers de rappel. Avant d'intenter une action en justice contre une entreprise débitrice, il est souvent utile de demander à un avocat de vérifier la base de données des saisies.

Procédure judiciaire

Les jugements sont normalement rendus dans les 30 jours suivant la fin des audiences. Un jugement est rendu par défaut si le débiteur n'est ni présent ni représenté au cours de la procédure.

Procédure accélérée

Cette procédure est rarement utilisée entre entreprises, et ne s'applique pas lorsque la dette est contestée. Une loi de 2016 a mis en place un ensemble de nouvelles règles procédurales et créé une procédure administrative extrajudiciaire pour les créances non contestées. Lorsqu'une injonction de payer a été émise, le débiteur dispose d'un mois pour en payer le montant. S'il refuse de s'exécuter, le créancier peut demander la délivrance d'un titre exécutoire. De plus, au titre des nouvelles règles, le fait d'interjeter appel d'une décision n'est plus suspensif de son exécution. En conséquence, même si le débiteur entame une procédure d'appel, le créancier aura la capacité de poursuivre le recouvrement de la dette.

Clause de réserve de propriété

Il s'agit d'une clause contractuelle, au titre de laquelle le vendeur conserve la propriété des biens jusqu'à réception du paiement intégral. Les créanciers impayés peuvent faire valoir leurs prétentions sur les biens détenus par le débiteur. La clause de réserve de propriété est donc exécutoire dans toutes les situations où une insolvabilité fait subir des pertes à un créancier, quelle que soit la nature du contrat sous-jacent. Lorsque les marchandises vendues sous réserve de propriété sont transformées en créance (après la vente), les droits du vendeur-propriétaire quant à cette créance (le prix de vente) sont connus sous le nom de subrogation réelle.

Procédure ordinaire devant un tribunal de commerce

En Belgique, tous les litiges entre entreprises peuvent être portés devant le tribunal de commerce. Les litiges transfrontaliers faisant appel à la législation européenne peuvent entraîner le déclenchement d'une procédure européenne d'injonction de payer. Les requérants peuvent également avoir recours aux procédures européennes de règlement des petits litiges.

Assignation au fond

L'huissier assigne au défendeur une date de comparution pour introduire l'affaire. En l'absence de discussion, le jugement prend quatre à six semaines. Si des discussions sont en cours, les parties doivent formuler leurs intentions dans des conclusions écrites. Après le jugement, il est possible de faire appel – si aucun recours n'est formé, l'exécution se fait par huissier de justice.

Procédure de saisie

Cette procédure judiciaire est conduite au bénéfice d'une seule partie (ex parte). Il y a trois conditions essentielles pour procéder à une saisie :

- l'urgence de la mesure ;
- l'autorisation préalable du juge pour une saisie à titre conservatoire ; et
- la dette doit être avérée, recouvrable et liquide.

Un débiteur peut demander l'annulation de la saisie si elle a été injustement imposée. Toutefois, une fois qu'une saisie a été imposée, elle reste valable pour une période de trois ans. Par la suite, une saisie à titre conservatoire peut être transformée en ordonnance exécutoire.

Exécution d'une décision de justice

Une décision devient exécutoire dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Si le débiteur refuse de s'exécuter, un huissier de justice peut saisir les actifs du débiteur ou obtenir paiement par l'intermédiaire d'une tierce partie (action directe).

Les sentences étrangères peuvent être reconnues et appliquées en Belgique sous réserve de répondre à plusieurs critères. Il convient de distinguer deux cas : si la sentence est rendue dans un pays de l'Union européenne, elle bénéficie de conditions d'application particulièrement avantageuses ; si elle provient d'un pays extérieur à l'Union européenne, c'est la procédure d'*exequatur* normale qui s'applique.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de faillite

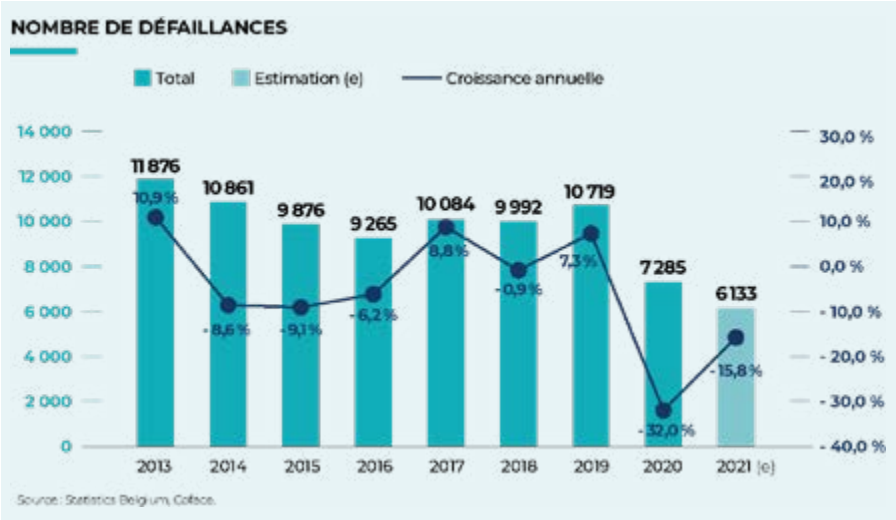
Le débiteur peut demander une déclaration de faillite une fois qu'il a cessé ses paiements depuis quelque temps ou s'il a perdu la confiance des créanciers. Si cette demande est accordée, les créanciers doivent faire connaître leurs créances dans le délai défini dans le cadre de la déclaration d'insolvabilité du tribunal. Sinon, les créanciers verront leurs droits de priorité annulés. Le tribunal désigne alors un syndic de faillite, ou un administrateur judiciaire, chargé de vérifier les prétentions. La clause de réserve de propriété peut être invoquée par le créancier pour réclamer ses biens.

Dans les cas de procédure de faillite, les créances doivent, depuis 2017, être présentées par voie électronique, *via* le Registre central de la solvabilité (www.regsol.be), qui enregistre toutes les faillites des 30 dernières années.

Réorganisation judiciaire

Le processus de réorganisation judiciaire vise à restructurer les dettes d'une entreprise vis-à-vis de ses créanciers. Elle peut être accordée par le tribunal sur demande de tout débiteur confronté à des difficultés financières qui menacent la poursuite de ses activités à court ou moyen terme. Le débiteur introduit une demande motivée auprès du greffe du tribunal de commerce afin d'obtenir un délai supplémentaire pour le paiement de la créance. Cette période de sursis est normalement de six mois, pendant lesquels le débiteur doit proposer un plan de restructuration à tous ses créanciers.

Les titulaires de créances en souffrance (c'est-à-dire nées avant le début du sursis) ne peuvent entamer aucune procédure d'exécution pour la vente de biens meubles ou immeubles du débiteur, mais peuvent demander l'exécution de leur clause de réserve de propriété. Néanmoins, la période de sursis n'empêche pas le débiteur d'effectuer des paiements volontaires à un ou plusieurs titulaires de créances en souffrance. En outre, elle ne profite pas aux codébiteurs et aux garants, qui sont toujours tenus de respecter leurs engagements.



BELIZE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**0,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 077**
DEVISE Dollar bélizien	**BLZ**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,8	- 16,8	8,5	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,2	0,4	3,0	2,5
Solde public * / PIB (%)	- 4,5	- 10,0	- 8,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 9,3	- 7,2	- 7,5	- 7,5
Dette publique / PIB (%)	94,4	123,3	119,0	114,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 (1er avril 2022 - 31 mars 2023).

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ROYAUME-UNI	30 %
ÉTATS-UNIS	23 %
ZONE EURO	14 %
MEXIQUE	6 %
JAMAÏQUE	5 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	41 %
CHINE	15 %
MEXIQUE	13 %
GUATEMALA	9 %
ZONE EURO	4 %

- Potentiel touristique : deuxième plus grande barrière de corail au monde, vestiges Mayas
- Industrie touristique très compétitive par rapport aux autres pays de la région
- Soutien des prêteurs internationaux

- Mauvaise santé budgétaire / endettement élevé
- Exportations non-diversifiées, dépendance au tourisme (40 % de l'économie)
- Secteur manufacturier peu développé
- Secteur agricole exposé aux événements climatiques
- Accès limité au marché international
- Accès limité à l'éducation
- Taux de chômage relativement élevé
- Criminalité

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise économique se poursuit

La plupart des restrictions liées à la pandémie, telles que la fermeture des frontières et des aéroports, ayant été levées, l'économie devrait rester sur la voie de la reprise en 2022, grâce à la consommation privée, aux arrivées massives de touristes, dans un contexte de vaccination achevée dans les pays d'origine, et au rebond des exportations. La consommation privée (63 % du PIB) augmentera légèrement, car les dernières restrictions liées à la pandémie seront levées, parallèlement au déploiement de la vaccination (environ 50 % de la population était entièrement vaccinée en novembre 2021). Le taux de chômage devrait passer de plus de 11 % en 2021 à environ 9 % en 2022 en raison de la reprise économique progressive. Le programme de chômage temporaire et le plan Boost (transferts en espèces assortis de conditions) doivent se poursuivre. À l'inverse, la consommation publique (20 % du PIB) pourrait peser sur la croissance à mesure que s'engageront les mesures d'assainissement budgétaire. Une fois les restrictions de voyage levées, l'industrie du tourisme de Belize, qui abrite la deuxième plus grande barrière de corail au monde, devrait poursuivre sa reprise en 2022. Avec l'amélioration des conditions météorologiques et des pratiques agricoles, une augmentation modérée de la production de bananes, de bétail et de volaille est anticipée, ce qui favorisera les exportations. Les livraisons de canne à sucre, de crevettes et de conques devraient aussi légèrement augmenter en raison de la demande internationale. L'investissement fixe (22 % du PIB) devrait être timide en raison de la baisse des dépenses d'investissement du gouvernement. Les entreprises agroalimentaires (*American Sugar Refining, Green Tropics*) ayant déjà réalisé des investissements substantiels, nous anticipons des investissements supplémentaires dans d'autres secteurs à faible technologie. Le secteur du tourisme pourrait attirer des financements grâce à la reprise des voyages internationaux. Cependant, l'ouverture des frontières constitue un risque sanitaire pour un pays qui n'est que partiellement vacciné.

Restructuration de la dette publique et double déficit

Bien que toujours déficitaires, les finances publiques devraient s'améliorer en 2022. Les recettes fiscales seront en hausse, grâce au redressement de l'économie, et nous prévoyons des diminutions de salaires ainsi que des réductions des transferts en espèces et des dépenses d'investissement, selon le budget de l'exercice 2021/22. En avril 2020, les autorités ont déclaré vouloir restructurer leur « super-obligation » unique dite 2034 de 560 millions USD. En août, elles ont cessé de servir les intérêts. En novembre, elles ont conclu un accord avec la plupart des détenteurs, qui étaient confrontés à un défaut de paiement permanent. Le Belize a racheté la super-obligation, à 55 cents sur le dollar, grâce au financement de 364 millions de dollars organisé par *The Nature Conservancy*, une organisation caritative américaine de protection de la nature, et soutenu par les produits de la vente d'une « obligation bleue », avec, comme chef de file, le Crédit Suisse. L'obligation est dite « bleue » car le Belize s'est engagé à investir une grande partie des économies réalisées dans la conservation des ressources maritimes, notamment dans l'objectif de protéger 30 % de ses eaux d'ici 2026. Même si la restructuration devrait améliorer sensiblement la viabilité budgétaire, la dette publique pourrait continuer de peser sur les comptes publics, car elle contient déjà une part importante de la dette extérieure (environ 83,2 % du PIB en août 2021). Sa dynamique restera vulnérable aux chocs potentiels sur les taux d'intérêt et la situation budgétaire pourrait l'influencer. Outre son déficit public, Belize doit également faire face aux déséquilibres de ses comptes extérieurs, en raison de son important déficit commercial, qui représente 23 % du PIB. Même si elles s'améliorent, les recettes d'exportation resteront inférieures aux importations qui augmenteront plus rapidement en raison de la reprise de la demande intérieure et de l'envolée de la facture pétrolière. L'excédent du compte des services pourrait s'améliorer, car le tourisme pourrait reprendre des couleurs. Le compte des revenus restera déficitaire, avec la reprise du service de la dette et l'augmentation des transferts des entreprises étrangères exerçant des activités au Belize dont la valeur sera supérieure aux envois de fonds des travailleurs expatriés. Le déficit de la balance courante pourrait ne pas être couvert par les investissements directs étrangers, les dons et les financements multilatéraux, ce qui exercerait des pressions sur les réserves de change (qui devraient rester inférieures à 5 mois d'importations en 2022), mais ne mettrait pas en danger l'arrimage au dollar.

Légère amélioration du climat socio-politique

Les élections législatives de novembre 2020 ont mis fin à une ère de 12 ans de pouvoir du Parti démocratique uni (PDU) de centre-droit. Le Premier ministre, John Antonio Briceño, chef du Parti populaire uni (PUP) de centre-gauche, a un mandat de cinq ans. Le PUP dispose de la majorité législative, 26 dans la Chambre des représentants (chambre basse) qui compte 31 sièges, ce qui renforce la stabilité politique. Dans le même temps, au niveau du gouvernement local, le PDU bénéficie d'un certain soutien malgré sa faible position législative. Pour 2022, nous nous attendons un climat politique pacifique avec une amélioration des réformes institutionnelles et fiscales, mais qui pourrait être tempéré par un certain mécontentement social dû à l'assainissement budgétaire. La lutte contre le trafic de drogue et la criminalité qui y est associée, l'amélioration du climat des affaires et les mesures de lutte contre le changement climatique resteront également des priorités pour le gouvernement. Les tensions entre le Belize et le Guatemala voisin se poursuivront en 2022, car la prise de décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) sur les différends frontaliers pourrait prendre un certain temps, et ne venir qu'en 2024.

BÉNIN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	12,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	1 291
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	XOF

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,9	3,8	5,5	6,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,9	3,0	1,7	2,0
Solde public / PIB (%)	- 0,5	- 4,7	- 4,5	- 3,8
Solde courant / PIB (%)	- 4,0	- 3,9	- 4,0	- 4,3
Dette publique / PIB (%)	41,2	46,1	52,3	48,9

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

BANGLADESH	20 %
UKRAINE	19 %
SINGAPOUR	14 %
INDE	12 %
VIETNAM	8 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	26 %
INDE	18 %
TOGO	8 %
CHINE	6 %
THAÏLANDE	4 %

- Potentiel élevé de croissance, faible inflation
- Important soutien financier international (APD, PPTE, IADM)
- Position stratégique (accès à la mer pour les pays de l'hinterland)

- Forte pauvreté
- Base d'exportation étroite et volatile (dépendance aux fluctuations du cours du coton)
- Fourniture en électricité erratique
- Lacunes en matière de gouvernance : corruption, état de droit, réglementation
- Impact sur l'activité et les recettes fiscales des décisions de politique économique prises par le Nigeria du fait du poids significatif de la réexportation informelle
- Menace terroriste provenant du Nigeria voisin et du Sahel
- Faible rentabilité des banques, faibles recettes publiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une consolidation de la croissance tirée par le commerce extérieur et les investissements publics

Après un redressement de l'activité économique en 2021, la croissance devrait conserver sa trajectoire ascendante en 2022. Cette performance sera portée par le commerce, les investissements publics et la consommation. La demande extérieure, principalement pour le coton (20 % des exportations) devrait augmenter en réponse à la reprise de la production textile chez ses partenaires commerciaux, notamment asiatiques (Bangladesh, représentant 69 % des exportations de coton en 2020), et soutenir les exportations. Outre les exportations agricoles dynamiques, celles de services devraient être stimulées par la reprise de l'activité portuaire. De plus, la seconde phase du Plan d'action gouvernemental (PAG) devrait être lancée pour accompagner le second mandat du président Patrice Talon, soutenant la consommation publique. Dans ce cadre, le gouvernement prévoit de poursuivre l'investissement dans la modernisation de l'agriculture (29 % du PIB) afin d'accroître les rendements (une hausse des rendements de 70 % était attendue en 2021 pour la filière du coton). L'investissement public concernera également les infrastructures, notamment routières, dans l'ambition de faire du port de Cotonou le plus grand carrefour commercial de la sous-région, et de faciliter la circulation des flux de marchandises vers les régions enclavées. Ainsi, outre les industries agroalimentaires, la construction portera les performances du secteur secondaire (18 % du PIB). Le plan de relance, subventionnant notamment l'eau et l'électricité, devrait soutenir la consommation privée. Elle favorisera la reprise du secteur tertiaire, le plus touché par la crise, et qui sera encore pénalisé par le tourisme, limité par la persistance du risque terroriste et sanitaire.

La hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires, particulièrement du riz (un tiers des importations), et du pétrole a intensifié les pressions inflationnistes en fin d'année 2021. Cependant, l'arrimage du franc CFA à l'euro devrait les tempérer, permettant à l'inflation de rester dans la fenêtre cible (de 1 % à 3 %) de la BCEAO.

Une légère amélioration des comptes public et courant

Bien que le gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses publiques afin de financer le PAG 2021-2026, il bénéficiera de la hausse des recettes fiscales issues de l'activité portuaire, favorisant une réduction du déficit budgétaire en 2022. Le Bénin continuera de recevoir d'importantes aides de la part des organisations multilatérales, permettant de le financer. Le risque de surendettement du pays sera modéré en 2022, puisque la dette extérieure (plus de 50 % de la dette publique) est constituée à plus de 60 % de dette multilatérale, contractée à des termes concessionnels. Cela devrait ainsi assurer au pays une marge de manœuvre d'endettement afin de poursuivre les projets de développement comme la construction de la « route cotonnière », financée, en partie, par la BAD. De plus, après une première émission d'eurobond en 2019, les autorités ont levé près d'un milliard d'euros en deux tranches en 2021 afin de participer au financement des investissements du PAG. Bien que la dette extérieure soit libellée à 57 % en euro, l'ancrage du franc CFA à cette devise limite le risque.

Le déficit courant devrait légèrement se creuser en 2022, dans le sillage du déficit commercial : la croissance des exportations (induite par les performances du secteur cotonnier) ne compensera pas les importations élevées, liées à la réalisation des infrastructures. Le solde des revenus et des services (notamment ceux visant la réalisation des projets), seront toujours déficitaires, tandis que le solde des revenus secondaires restera excédentaire grâce à la coopération internationale courante et aux flux entrants de fonds d'expatriés. Les flux d'investissements (directs et de portefeuille) et les prêts des organisations multilatérales devraient financer ce déficit.

Un second mandat déjà sous tension

Traditionnellement l'un des pays les plus stables de l'Afrique francophone, la situation politique et sociale s'est tendue ces dernières années, à mesure que les accusations de recul démocratique sous la présidence de Patrice Talon se sont accumulées. Lors de l'élection présidentielle d'avril 2021, le président, en poste depuis 2016, a été réélu dès le premier tour avec 86,4 % des voix, bénéficiant de l'absence des principaux candidats de l'opposition. En effet, l'adoption controversée d'un nouveau code électoral en 2018 a rendu très difficile la participation aux élections, réduisant ainsi la parole des opposants. Les deux figures de l'opposition «Démocrate», Joël Adjivo et Reckya Madougou, dont la candidature commune à l'élection présidentielle a été rejetée par les autorités béninoises, ont été condamnés à de lourdes peines de prison début décembre 2021, pour « atteinte à la sécurité de l'État » et « complot d'actes terroristes ». À la veille des élections, l'armée est intervenue pour disperser les manifestations contre l'absence d'opposition à la présidentielle et la politisation du système judiciaire. Le second mandat du président Talon pourrait donc se traduire par une hausse du mécontentement public et des troubles sociaux. Cependant, les actions sociales prévues lors du second mandat du Président, telles que l'investissement dans l'éducation et la santé, pourraient apaiser ces tensions.

Par ailleurs, la piraterie dans le Golfe de Guinée est susceptible de menacer l'ambition du pays de devenir un centre de transport régional. De plus, il doit faire face à la précarité de la situation sécuritaire liée à la présence de cellules djihadistes dans les zones frontalières. Ainsi, le risque terroriste devrait rester élevé en 2022, les attaques de groupes djihadistes ayant déjà frappé trois fois le Nord-ouest du pays en décembre 2021.

BIÉLORUSSIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**9,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**6 398**
DEVISE Rouble biélorusse	**BYR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,4	- 0,9	2,5	1,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,6	5,5	9,5	8,2
Solde public / PIB * (%)	0,9	- 2,9	- 4,2	- 2,8
Solde courant / PIB (%)	- 0,9	- 0,2	0,2	- 0,9
Dette publique / PIB * (%)	41,0	48,0	49,1	51,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Opérations hors budget et dettes garanties des entreprises publiques incluses.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

RUSSIE	45 %
ZONE EURO	12 %
UKRAINE	11 %
POLOGNE	4 %
ROYAUME-UNI	3 %

Importations de biens % du total

RUSSIE	50 %
ZONE EURO	14 %
CHINE	11 %
UKRAINE	4 %
POLOGNE	4 %

- Situé stratégiquement entre la Russie et l'Union européenne, avec un réseau de transport bien développé : tête de pont pour la route de la soie de la Chine
- Membre de l'Union économique eurasienne
- Une main-d'œuvre relativement bien formée et qualifiée
- Importants secteurs industriel (31 % du PIB en 2020) et agricole (10 % du PIB)
- Peu d'inégalités et la pauvreté est rare

- Forte dépendance économique (énergétique, commerciale et financière) vis-à-vis de la Russie
- Faible diversification géographique et sectorielle des exportations
- Sensible au niveau des prix des produits pétroliers (prix d'achat négocié avec la Russie)
- L'État joue un rôle massif dans l'économie (1/2 de la valeur ajoutée totale, 2/3 de l'emploi total)
- Mauvaise gouvernance (corruption élevée, système juridique faible, rigidité institutionnelle, absence de pluralisme)
- La politique monétaire n'est pas indépendante, la banque centrale rend compte directement au président
- Diminution de la population active
- Géographiquement isolé entre l'OTAN et la Russie

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'incertitude politique, les sanctions et la COVID-19 mènent l'économie

Compte tenu des turbulences politiques qui ont marqué l'année 2021, la reprise économique a été relativement robuste. La consommation privée (57 % du PIB) et les exportations nettes (4,5 % du PIB) ont été les principaux contributeurs à ce résultat positif. En raison de l'absence de mesures de confinement strictes et de la diminution des manifestations politiques, la consommation privée a pu augmenter. Les exportations ont été tirées par un effet de « frontloading » au début de l'été, avant les dernières sanctions de l'UE contre le Bélarus qui sont entrées en vigueur à la fin de l'été (ces sanctions comprenaient l'interdiction des exportations de potasse pour engrais et de produits pétroliers, respectivement 10 % et 13 % des exportations totales). Toutefois, les investissements privés (22 % du PIB) ont sensiblement diminué l'année dernière, certains investisseurs nationaux et surtout étrangers ayant été refroidis par l'incertitude politique. En 2022, la consommation privée pourrait augmenter modérément au cours du second semestre, parallèlement aux progrès de la vaccination (à la fin de 2021, seulement 30 % de la population avait été entièrement vaccinée et les décès étaient en augmentation, ce qui incitait les gens à rester plus volontairement chez eux et à réduire leur consommation). La baisse du nombre de salariés consécutive à la pandémie n'a pas été rattrapée et s'est même aggravée en raison des troubles politiques en 2021. En 2022, le marché du travail ne devrait pas s'améliorer au point de permettre des augmentations salariales plus fortes. En outre, le taux d'inflation a culminé à plus de 10 % à l'automne 2021, son niveau le plus élevé depuis le début de 2017. Même s'il devrait diminuer lentement au cours du second semestre de 2022, au même rythme que les prix des intrants, une fois que les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement mondiale auront disparu, le pouvoir d'achat des ménages s'en trouvera érodé. La banque centrale du Bélarus a relevé son taux d'intérêt directeur de 150 points de base pour le porter à 9,25 % en 2021 et devrait l'augmenter encore en 2022, moins en raison de l'inflation élevée que pour rendre les investissements au Bélarus plus attrayants pour les investisseurs étrangers. Néanmoins, les investissements privés devraient rester discrets. Du côté des exportations, le Bélarus restera soumis aux sanctions des pays occidentaux et, même si la Russie intervient et augmente ses importations, cela ne compensera probablement pas.

Des comptes publics et extérieurs influencés par la Russie

Avant 2019, le Bélarus importait du pétrole russe à un prix subventionné, le raffinait et le vendait ensuite au prix plus élevé du marché mondial. Il s'agissait d'une source principale de financement public. Depuis 2019, la Russie a modifié ses droits de douane et son système fiscal pour le pétrole, de sorte que le Belarus ne pouvait plus profiter de cette « manœuvre fiscale » russe. Cependant, en 2021, la Russie et le Belarus ont négocié pour minimiser cette perte à partir de janvier 2022. Avec la réduction des dépenses liées à la COVID-19, cela devrait conduire à une réduction du déficit public, mais n'empêchera pas la dette publique d'augmenter. Plus de 90 % de cette dette est libellée en devises étrangères. La dette extérieure (70 % du PIB) est répartie à parts égales entre l'État et les entreprises, et 81 % est détenue par la Russie. La balance courante pourrait redevenir légèrement déficitaire car les sanctions occidentales vont accroître le déficit des échanges de biens et réduire l'excédent de la balance des services lié au transit de biens et de gaz entre la Russie et l'Europe occidentale. Le déficit des revenus d'investissement ne changerait que légèrement, car l'augmentation des intérêts de la dette et la réduction des pertes de la manœuvre fiscale russe pourraient s'équilibrer.

Le conflit avec l'UE prend de l'ampleur

La réélection du président Alexandre Loukachenko en août 2020 a déclenché d'importantes manifestations, les élections étant considérées comme non libres et le scrutin entaché de fraudes massives. La réaction violente du régime de Loukachenko contre les manifestants a conduit l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada à une première série de sanctions. En mai 2021, le contrôle aérien bélarussien a ordonné à un avion irlandais en provenance de Grèce et à destination de la Lituanie d'effectuer un atterrissage d'urgence au Belarus, et a arrêté un journaliste d'opposition bélarussien qui se trouvait à bord. Cela a entraîné des sanctions supplémentaires et plus strictes de la part de l'Occident (notamment contre 166 personnes et 30 entreprises publiques). En représailles, Loukachenko a orchestré une crise des migrants en attirant des migrants d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, en les laissant entrer en Biélorussie par avion et en les poussant vers les frontières de l'UE. La Lettonie, la Lituanie et la Pologne ont fermé leurs frontières, ce qui a laissé passer les migrants au milieu sans aucune perspective. Cela a conduit à de nouvelles sanctions. M. Loukachenko a alors menacé de couper les livraisons de gaz de la Russie à l'Europe via le gazoduc de Yamal (un cinquième du gaz importé de Russie, qui couvre 40 % de la consommation de l'UE), qui passe par le Belarus pour rejoindre la Pologne. Le président russe Poutine a toutefois rejeté cette menace. Alors que les relations entre la Biélorussie de Loukachenko et les pays occidentaux semblent irréconciliables, les relations avec la Russie se sont encore resserrées, Loukachenko et Poutine s'étant mis d'accord sur l'intégration économique, qui comprend l'harmonisation des politiques économiques, du secteur financier et bancaire, des systèmes fiscaux, des douanes et des tarifs douaniers ainsi que du droit du travail.

BOLIVIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**11,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 168**
DEVISE Boliviano bolivien	**BOB**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 8,8	5,5	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	1,0	1,0	3,0
Solde public / PIB (%)	- 7,2	- 12,2	- 9,7	- 8,0
Solde courant / PIB (%)	- 3,4	- 0,5	0,5	- 1,5
Dette publique / PIB (%)	48,2	67,0	73,0	76,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

BRÉSIL	16 %
ARGENTINE	15 %
INDE	10 %
ZONE EURO	9 %
JAPON	8 %

Importations de biens % du total

CHINE	22 %
BRÉSIL	17 %
ARGENTINE	10 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ZONE EURO	8 %

- Importantes ressources minérales (gaz, pétrole, zinc, argent, or, lithium, étain, manganèse) et agricoles (soja, quinoa)
- 15e exportateur mondial de gaz naturel
- Membre de la Communauté andine et membre associé du Mercosur
- Potentiel touristique
- Monnaie arrimée au dollar américain

- Économie peu diversifiée, dépendante des hydrocarbures et des minerais
- Faible développement du secteur privé et forte dépendance au secteur public
- Pays enclavé
- Secteur informel important (3/4 des entreprises et 60 % des ménages)
- Mauvais environnement des affaires
- Insécurité, narcotrafic, corruption
- Risques de troubles sociaux, clivages importants dans le pays
- Accès limité au financement externe
- Violation des droits humains
- Risque potentiel de crise de la balance des paiements et/ou de la dette souveraine en cas d'abandon de l'arrimage de la monnaie et de retards d'ajustement

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise économique modérée

En 2022, l'économie continuera à se redresser, mais à un rythme plus lent, entraînée par d'une consommation privée et publique modérée, et compte tenu d'une demande extérieure limitée. La consommation privée augmentera légèrement car les restrictions liées à la pandémie ont été levées et les campagnes de vaccination devraient s'intensifier (35 % de la population totale entièrement vaccinée à la fin novembre 2021). Les dépenses publiques pourraient augmenter modérément, les autorités ayant envisagé des investissements dans des domaines productifs tels que les infrastructures, la santé et l'éducation. Dans le même temps, la croissance des investissements publics sera limitée par l'assainissement budgétaire et le niveau de la dette publique. Les exportations de gaz naturel augmenteront légèrement, et bénéficieront de la hausse des prix internationaux. Toutefois, les volumes de gaz naturel exportés vers l'Argentine et le Brésil pourraient diminuer à mesure que la sécheresse s'atténue au Brésil et que l'Argentine commence à donner la priorité à l'expansion de ses capacités et du raccordement de son propre réseau de gazoducs. En outre, l'épuisement progressif des réserves et les investissements limités pourraient peser sur l'offre. Les ressources nationales, principalement le gaz naturel et les minéraux, resteront nationalisées et les entreprises d'État continueront à jouer un rôle important dans l'économie. Les exportations de minéraux et de soja pourraient augmenter faiblement en raison de la hausse de la demande mondiale, mais pourraient pâtir de perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Un assainissement budgétaire lent

Le solde budgétaire restera fortement déficitaire même si une légère réduction pourrait être attendue en 2022, compte tenu des intentions d'assainissement budgétaire du gouvernement. Les recettes publiques devraient légèrement augmenter grâce à la poursuite de la reprise économique et aux recettes de l'impôt direct sur les hydrocarbures (15 % des recettes totales). De plus, l'impôt sur la fortune adopté en décembre 2020 a eu pour effet d'augmenter les rentrées de recettes déjà importantes. Par ailleurs, nous anticipons une réduction modérée des subventions aux hydrocarbures (1,5 % du PIB). Enfin, les importations d'hydrocarbures (essence, diesel) devraient être progressivement remplacées car les autorités, la compagnie pétrolière publique GPFB et les usines de canne à sucre de Santa Cruz ont conclu un accord sur l'achat d'éthanol (160 millions de litres d'éthanol en 2022, soit 45 % de plus qu'en 2011), mais cette nouvelle donne sera tributaire du respect de l'accord. Le financement du déficit, bien que reposant encore largement sur des sources intérieures, notamment la banque centrale, devrait faire de plus en plus appel à des donateurs et bailleurs de fonds multilatéraux tels que le FONPLATA (100 millions de dollars), la BIRD et la BID (programmes pilotes pour la résilience climatique) et la Banque Mondiale *via* les plans du Fonds pour l'environnement mondial (1,5 million de dollars). La dette augmentera encore, même si la part extérieure restera faible (31 % du PIB en 2021) et à des conditions largement concessionnelles.

La balance des comptes courants devrait revenir à un léger déficit en 2022. L'excédent commercial modeste, mais exceptionnel, de 2021 pourrait diminuer en raison de la baisse de la demande régionale de gaz. En outre, les troubles sociaux et les nouvelles restrictions à la mobilité pourraient entraver la production et les exportations de minéraux. La contrebande d'or demeure un problème pour les exportations boliviennes et une société de commerce de l'or pourrait être créée pour régler ce problème. Les restrictions et contrôles liés à la pandémie, principalement à l'étranger, continuent d'avoir un impact négatif sur les flux touristiques (7 % du PIB avant la crise de la COVID-19). Les envois de fonds des expatriés (3 % du PIB) ont enregistré une augmentation modérée au cours du premier semestre de 2021 en raison de la progression des campagnes de vaccination dans certains pays d'accueil (Espagne, Chili, États-Unis), qui ont contribué à leur reprise économique. Les investissements directs étrangers continueront de contribuer modestement au financement du déficit en raison d'un environnement des affaires médiocre. Les réserves internationales continueront de diminuer en 2022 (5,6 mois d'importations à la fin d'octobre 2021). Un abandon potentiel de l'arrimage de la monnaie entraînerait une dévaluation progressive, mais un ajustement retardé pourrait entraîner une crise de la balance des paiements.

Le MAS reste la principale force sur la scène politique nationale

Le candidat de gauche du *Movimiento al Socialismo* (MAS), Luis Arce, a remporté l'élection présidentielle avec 55,1 % des voix et est entré en fonction en novembre 2020. Le MAS dispose de la majorité à la chambre haute et à la chambre basse. Par la suite, lors des élections locales, qui ont eu lieu en mars 2021, le MAS a vu ses résultats électoraux baisser dans les principales zones urbaines. Malgré sa solide victoire électorale, la popularité de M. Arce n'a cessé de diminuer dans les sondages (en novembre 2021), certaines contestations portant sur sa propre personne, la corruption politique et la détention (octobre 2021) de l'ex-présidente intérimaire, Jeanine Áñez. Par ailleurs, compte tenu de la part prépondérante du secteur informel dans l'économie (notamment dans l'extraction et le commerce de l'or), la loi 1386, dite « ley madre », qui visait à lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption, a irrité de nombreuses catégories avant d'être abrogée par M. Arce après d'importantes manifestations et troubles sociaux. L'administration Arce maintiendra les alliances avec les partisans traditionnels du MAS et adoptera une approche moins conflictuelle avec l'UE et les États-Unis.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	3,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	6 035
DEVISE Mark convertible de Bosnie-Herzégovine	BAM

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,8	- 3,2	4,0	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,6	- 1,1	1,8	2,0
Solde public / PIB (%)	1,5	- 4,1	- 3,3	- 1,5
Solde courant / PIB (%)	- 3,1	- 3,3	- 3,9	- 3,5
Dette publique / PIB (%)	32,5	36,7	38,9	40,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	52 %
CROATIE	13 %
TURQUIE	3 %
SUISSE	3 %
HONGRIE	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	41 %
CROATIE	9 %
CHINE	8 %
TURQUIE	5 %
POLOGNE	3 %

- Transferts importants de travailleurs expatriés
- Accord de stabilisation et d'association avec l'UE (2015) avec les fonds de préadhésion
- Tourisme (12 % des emplois et 10,5 % du PIB en 2019, directement et indirectement) et potentiel hydroélectrique (déjà 35 % de l'électricité produite)
- Membre de divers accords commerciaux tels que l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE) depuis 2007, l'Association européenne de libre-échange depuis 2015 et le Marché commun régional de six pays des Balkans depuis novembre 2020
- Accord de libre-échange en cours de négociation avec la Malaisie
- Compétitivité salariale

- En attendant l'ouverture des négociations d'adhésion depuis 2016, peu de progrès ont été réalisés sur les 14 priorités fixées par la Commission
- Fragmentation institutionnelle, réglementaire, économique et communautaire (50 % de Bosniaques musulmans, 33 % de Serbes orthodoxes et 15 % de Croates catholiques)
- Manque d'investissements publics (transports locaux, éducation, santé)
- Le secteur des exportations n'est pas diversifié et est exposé aux fluctuations des prix des matières premières
- Dépendance vis-à-vis de l'Italie et d'autres pays voisins pour les exportations et les envois de fonds
- Corruption, népotisme, retards administratifs et judiciaires, état de droit défectueux
- Forte émigration estimée à 50 000 personnes par an, manque de main-d'œuvre qualifiée
- Grand secteur informel (un tiers de l'économie), faible participation de la population active (47 %), chômage élevé chez les jeunes (38 %)
- Dépendant du financement externe

APPRÉCIATION DU RISQUE

Poursuite d'une reprise économique modérée

En 2022, la reprise modérée de l'économie se poursuivra, mais à un rythme plus faible en raison d'un effet de base moins favorable, toujours tirée par la consommation des ménages, les exportations et le soutien extérieur. La consommation privée (75 % du PIB) reste le principal moteur de la croissance, car l'économie a repris et la croissance des salaires s'est améliorée au cours des quatre dernières années. Le secteur des exportations (39 % du PIB) reste peu diversifié et exposé aux fluctuations des prix des matières premières, mais il poursuivra son redressement progressif à mesure que la demande s'améliorera, en particulier dans les pays européens. Les exportations d'aluminium, de fer et d'acier, ainsi que de bois, augmenteront en raison de la demande mondiale et du marché des matières premières qui restera favorable. Les exportations de meubles, de machines électriques et de vêtements augmenteront modérément et bénéficieront de la demande régionale. L'économie restera limitée par les profondes et paralysantes divisions politiques et ethniques du pays. Le soutien extérieur des organismes internationaux de développement tels que la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le FMI augmentera au cours de la période 2022/23. Les dépenses publiques (20 % du PIB) continueront d'être limitées par le resserrement budgétaire et verront leur efficacité réduite par le système politique divisé du pays. L'investissement fixe (23 % du PIB) sera freiné par l'instabilité politique et un environnement commercial peu accueillant, qui pèsent lourdement sur le sentiment des investisseurs. Bien que le pays ait reçu des doses de vaccin de la part de l'UE, une ou plusieurs vagues potentielles d'infection pourraient compromettre sa reprise, car le déploiement de la vaccination est faible (environ 25 % des personnes étaient entièrement vaccinées à la fin de décembre 2021), et l'économie du pays est fortement influencée par l'activité de la zone euro.

Forte diminution du déficit public

Les comptes publics des trois entités constitutives du pays (État central, Fédération de Bosnie-Herzégovine et Republika Srpska) devraient s'améliorer sensiblement en 2022, en lien avec la reprise économique en cours. La dette publique devrait quasiment se stabiliser à un niveau modéré. Le besoin de financement public est principalement assuré par des partenaires publics, multilatéraux ou bilatéraux, le gouvernement n'ayant pas accès aux marchés. Les financements de la BERD sont concentrés sur les infrastructures, l'agriculture, la mobilité et la numérisation (environ 105 millions d'euros en 2021 en partenariat avec le secteur privé). La Commission européenne a obtenu une aide macrofinancière (250 millions d'euros en juin 2021) et des subventions pour les besoins immédiats et la réponse socio-économique à hauteur de 80,5 millions d'euros (septembre 2021).

Le déficit des comptes courants devrait se réduire légèrement en 2022. Les exportations continueront d'augmenter progressivement en raison de la hausse de la demande régionale, mais restent vulnérables aux prix des matières premières et des biens intermédiaires. Dans le même temps, les importations augmenteront en raison de la hausse de la demande intérieure, notamment des nouveaux projets d'investissement. Nous prévoyons que les flux touristiques entrants (UE, Serbie, Arabie saoudite, Turquie - 7 % du PIB en 2021) continueront à se redresser progressivement et que les envois de fonds augmenteront encore (9 % du PIB en 2021). Ceux-ci couvriront encore partiellement le déficit des échanges de biens (19 % du PIB en 2021). La Bosnie a les IDE les plus faibles de la région des Balkans, 4 % du PIB. Ils proviennent d'Autriche, de Croatie et de Serbie. Les IDE et les financements internationaux majoritairement publics financeront le déficit courant, tout en maintenant les réserves de change à un niveau confortable équivalent à huit mois d'importations en septembre 2021. En outre, le pays a reçu une allocation de DTS du FMI en août 2021, équivalente à 355 millions de dollars.

Système politique et institutionnel complexe et fragile

À la suite des accords de Dayton (1995), la Bosnie-Herzégovine a été divisée en deux entités autonomes : la Fédération de Bosnie-Herzégovine (FBiH) à dominante bosniaque et croate, et la Republika Srpska, à laquelle s'ajoute le district de Brčko géré par l'État central. L'État central est dirigé par une présidence collégiale qui représente les trois « peuples constitutifs » et qui effectue une rotation tous les huit mois. Les élections présidentielles et législatives d'octobre 2018 ont placé les partis nationalistes en tête. Les élections municipales de novembre 2020, les premières depuis 2008, ont donné du poids aux partis d'opposition (notamment à Sarajevo et dans d'autres grandes villes) plutôt qu'aux partis nationalistes au pouvoir. Cela devrait faire de la place pour de nouveaux acteurs sur la scène politique. Les prochaines élections parlementaires et présidentielles devraient avoir lieu en octobre 2022. Des changements se profilent sur la scène politique car les Serbes de Bosnie menacent de quitter les institutions centrales, tandis que les Croates prévoient de boycotter les élections de 2022. Ces derniers veulent obtenir une réforme électorale basée sur le découpage d'une entité territoriale qui leur est propre, car ils se plaignent de ne pas être bien représentés au sein de la FBiH. La position des acteurs extérieurs tels que l'UE, les États-Unis, la Russie et la Serbie voisine influencera la scène politique.

BOTSWANA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	6 420
DEVISE Pula botswanais	BWP

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,0	- 8,5	9,2	4,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,7	1,9	5,8	5,0
Solde public / PIB * (%)	- 8,6	- 9,9	- 5,0	- 6,4
Solde courant / PIB (%)	- 8,4	- 10,6	- 4,0	- 1,9
Dette publique / PIB * (%)	16,3	19,5	22,8	27,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	23 %
INDE	23 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	22 %
AFRIQUE DU SUD	15 %
ISRAËL	5 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	62 %
ZONE EURO	9 %
NAMIBIE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %
CANADA	3 %

- Ressources naturelles abondantes (notamment diamants, mais aussi cuivre et nickel)
- Faible dette publique et extérieure
- Des réserves de change importantes
- La stabilité politique et le niveau de gouvernance placent le pays parmi les premiers pays d'Afrique subsaharienne dans les classements internationaux sur l'environnement des affaires
- Membre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU)

- Dépendance vis-à-vis du secteur du diamant (plus de 90 % des exportations)
- Infrastructures inadéquates (production et distribution d'eau et d'électricité)
- Inégalités et chômage élevés, pauvreté maintenue à un niveau relativement élevé.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Au niveau national et international, la reprise reste sur la bonne voie

L'économie devrait retrouver son niveau de production pré-pandémie dans les premiers mois de 2022. Les niveaux d'immunisation sont suffisamment élevés pour éviter des mesures sanitaires strictes. Alors que le rebond de 2021 était essentiellement dû aux exportations, en 2022, la demande intérieure soutiendra la reprise. En effet, compte tenu de la réduction régulière du chômage et de la persistance des effets positifs sur les revenus liés aux augmentations de salaires des fonctionnaires, la consommation des ménages devrait être le principal moteur de la croissance. Les capitaux étrangers à la recherche de rendements sur les marchés émergents stimuleront l'investissement privé, notamment dans le secteur minier et les infrastructures. Comme les mesures d'assainissement budgétaire n'entreront pleinement en vigueur qu'en 2023, l'investissement public restera fort, et soutiendra la formation brute de capital fixe. Les performances de l'industrie du diamant, qui représente 90 % des recettes totales d'exportation de marchandises, se renforceront dans les années à venir, et pour 2022, la production devrait être supérieure de 9 % aux niveaux de 2019. Le cuivre jouera également un rôle de plus en plus important dans le secteur minier, avec l'expansion de l'exploitation de la mine de Khoemacau. La reprise du secteur du tourisme, qui représentait 15 % du PIB avant la crise, s'intensifiera, mais il devrait rester en deçà des niveaux pré-pandémie. La reprise des importations atténuera partiellement l'effet de la croissance des exportations, mais le secteur extérieur devrait néanmoins apporter une contribution positive à la croissance. Sous l'effet de la hausse des prix du pétrole et des taxes à la consommation, les pressions inflationnistes continueront de se manifester.

Les déficits jumeaux continuent de s'améliorer, de légers risques pèsent sur la stabilité financière

L'État a déployé des moyens importants en réponse à la pandémie et à son contrecoup économique. Les mesures d'urgence s'élèvent à environ 4 % du PIB de 2020, dont environ 1 % du PIB de mesures de soutien à la solvabilité des entreprises. Le gouvernement a en outre complété ce soutien d'urgence par le plan de « Relance et transformation économique », un programme de dépenses à moyen terme visant à diversifier l'économie par des investissements dans la transformation digitale et d'autres infrastructures de production (soutenu par un prêt de 250 millions USD de la Banque mondiale). Si toutes ces mesures sont favorables à la croissance à long terme, elles créent des pressions budgétaires à court terme. C'est ce que reflète la dégradation par Moody's de la note souveraine de A2 à A3 en avril 2021. Bien que la dette publique ait rapidement augmenté pendant la crise, en pourcentage du PIB, elle reste nettement inférieure à celle de la moyenne des pays émergents ou africains. Avec l'abandon progressif des mesures de lutte contre la pandémie et la reprise cyclique des recettes fiscales (en plus des mesures structurelles telles que l'augmentation du taux de TVA et de la taxe sur les carburants), le déficit budgétaire va diminuer. Le déficit de la balance courante continuera de se réduire, car la reprise des recettes tirées des diamants et des exportations touristiques compensera la hausse de la facture des importations. La réduction du déficit sera également due à l'augmentation des transferts de la SACU, qui devraient augmenter avec la reprise du commerce mondial. Le déficit des revenus primaires se consolidera autour de son niveau pré-pandémie de 6 % du PIB, grâce à la reprise des recettes minières. Malgré une baisse des réserves de change, celles-ci restent à un niveau confortable, couvrant plus de 7 mois d'importations (contre plus de 10 mois avant la pandémie). En outre, la dette publique extérieure reste faible, à 13 % du PIB. Bien que les banques se soient montrées étonnamment résistantes tout au long de la crise (en termes de capitalisation, de liquidité et de qualité des actifs), les mesures liées à la pandémie, telles que les restructurations et les garanties de prêts, pourraient retarder la survenue de risques de solvabilité.

Une situation politique stable, mais les inégalités constituent un défi persistant

Le Parti démocratique du Botswana (BDP), au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1966, a remporté 67 % des voix lors des élections législatives d'octobre 2019. Le président sortant, Mokgweetsi Masisi, est donc resté au pouvoir. Malgré une certaine perte de popularité pour sa gestion de la pandémie, et une rivalité croissante avec son prédécesseur du BDP, Ian Khama, Masisi devrait rester au pouvoir au moins jusqu'aux élections de 2024. Ayant gouverné pendant plusieurs décennies de croissance et de développement, le BDP bénéficie d'un capital politique important. Cependant, les niveaux élevés de chômage (24 % début 2021) et d'inégalités (9e coefficient de Gini le plus élevé au monde) dans un contexte de croissance structurelle en déclin pourraient remettre en cause la stabilité sociale. Le pays a été un exemple de bonne gouvernance en Afrique, avec des élections pacifiques et transparentes. Toutefois, certaines tendances semblent indiquer un déclin institutionnel, comme l'influence excessive de l'exécutif sur le judiciaire (WEO Global Competitiveness Report), ou une transparence budgétaire discutable (indice Ibrahim de la gouvernance africaine). L'environnement judiciaire est globalement favorable aux entreprises, avec des droits de propriété et une protection des investisseurs solides, des zones économiques spéciales et des formalités administratives relativement légères.

BRÉSIL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	211,8
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	6 823
DEVISE Réal bresilien	BRL

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,2	- 3,9	4,7	0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,7	3,2	8,3	7,2
Solde public / PIB (%)	- 5,8	- 13,6	- 5,2	- 9,4
Solde courant / PIB (%)	- 3,5	- 1,7	- 1,3	- 1,4
Dette publique / PIB (%)	74,3	88,8	82	86

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	32 %
ZONE EURO	13 %
ÉTATS-UNIS	10 %
ARGENTINE	4 %
CANADA	2 %

Importations de biens % du total

CHINE	21 %
ÉTATS-UNIS	15 %
ZONE EURO	15 %
ARGENTINE	5 %
CORÉE DU SUD	3 %

- Des ressources minérales et une agriculture variées
- Une population importante (estimée à 211,9 millions d'habitants)
- Une industrie bien diversifiée
- Des réserves de change importantes
- Pays créancier net en devises étrangères

- Situation budgétaire délicate
- Goulots d'étranglement au niveau des infrastructures
- Faible niveau d'investissement (environ 19 % du PIB)
- Coûts de production élevés (salaires, énergie, logistique, crédit) qui nuisent à la compétitivité
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée, système éducatif inadéquat
- Politique environnementale critiquée (laxiste en matière de déforestation)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'économie va fortement décélérer en 2022

En 2022, l'économie devrait ralentir fortement, principalement à cause des effets de base et de l'impact différé des mesures agressives de resserrement de la politique monétaire. En outre, la combinaison d'un taux de chômage toujours élevé, de pressions sur les prix et de conditions de crédit plus strictes aura des répercussions négatives sur la consommation des ménages (61 % du PIB), ce qui entraînera une croissance modérée en 2022. De plus, les investissements bruts en capital fixe devraient se contracter légèrement, après leur bonne performance de l'année dernière et alors que l'incertitude politique augmente à l'approche des élections présidentielles. Par ailleurs, les exportations nettes devraient apporter une contribution positive marginale. Le maintien des prix élevés des matières premières (qui représentent 60 % des ventes à l'étranger) permettra aux exportations de rester en croissance, mais à un rythme plus modéré, étant donné que l'économie mondiale perdra un peu de sa vigueur. Néanmoins, le volume des exportations agricoles pourrait être affecté par La Niña, qui a notamment entraîné une sécheresse dans le sud du pays, biaisant à la baisse la récolte céréalière 2021/2022. Enfin, une demande intérieure plus faible fera également fléchir la courbe des importations par rapport aux plus hauts pics enregistrés en 2021.

Un déficit courant bénin modéré ; une politique budgétaire plus laxiste

Le déficit de la balance courante s'est creusé en 2021 en valeur, bien qu'il se soitmême s'il s'est réduit en pourcentage du PIB (dénominateur plus élevé). Le déficit des revenus primaires a été le principal facteur de détérioration au cours de la période, les revenus des investissements étrangers rapatriés ayant fortement augmenté. Cela a prévalu sur la réduction du déficit des services (baisse des voyages internationaux et de la location d'équipements) et sur l'augmentation de l'excédent de la balance commerciale. En fait, tant les exportations que les importations ont fortement augmenté au cours de la période. Alors que la hausse des prix des produits agricoles et minéraux a stimulé les ventes à l'étranger, les importations ont également progressé grâce au rebond économique et à la hausse des prix des carburants. Néanmoins, la sécheresse a également entraîné une augmentation des achats de gaz naturel et d'électricité auprès des pays voisins. Du côté du financement, les investissements directs étrangers se sont améliorés à partir de 2020, à mesure que l'économie se rouvraitau fur et à mesure de la réouverture de l'économie, et ont pu couvrir confortablement le déficit extérieur. En 2022, ils devraient continuer à progresser (tout en restant inférieurs au niveau de 2019), sous l'effet due soutien des prix des produits de base et de la dépréciation du real brésilien. (ce qui a rendu plus attractifs les actifs nationaux plus attractifs pour les investisseurs étrangers). De plus, les investissements de portefeuilles devraient rester soutenusrobustes, notamment grâce aux produits de taux, le Brésil ayant mis en œuvre une des politiques monétaires les plus belliqueuses. Parallèlement, les réserves de devises étrangères restent à un niveau élevé, assurant une couverture des importations de et couvraienent 25 mois d'importations à partiren d' octobre 2021. Enfin, la dette extérieure brute totale (y compris les prêts interentreprises et les titres à revenu fixe nationaux détenus par des non-résidents) représentait 39 % du PIB au troisième trimestre 2021, la part des administrations publiques et de la banque centrale s'élevant à 6 % du PIB. En 2022, le déficit du compte courant devrait rester assez similaire.

Sur le plan budgétaire, le déficit budgétaire s'est nettement réduit en 2021, grâce au rebond des recettes de l'impôt sur les sociétés, à l'augmentation des dividendes des entreprises publiques et à des mesures d'incitation fiscales relativement faibles. La dette publique brute a diminué grâce à la hausse de l'activité nominale (stimulée par l'inflation). Néanmoins, le déséquilibre budgétaire devrait se détériorer en 2022, en raison d'une augmentation des dépenses publiques et d'une hausse marquée du paiement des intérêts de la dette (conformément parrallèlement au net resserrement actuel duresserrage sévère en cours du taux directeur Selic). Un amendement constitutionnel approuvé par le Congrès en décembre 2021 a limité le règlement annuel des créances actions en justicejudiciaires par le gouvernement central et modifié l'indexation du plafond des dépenses fédérales. Cela permettra au gouvernement de dépenser 20,8 milliards USD supplémentaires cette année (1,2 % du PIB prévu pour 2022).

Le climat politique restera élevé tendu à l'approche des élections générales

Le Brésil organisera des élections présidentielles le 2 octobre 2022 et le nouveau mandat commencera le 1er janvier 2023. Le président sortant, Jair Bolsonaro, membre du parti libéral de droite, a fait part de son intention de se représenter. Toutefois, les sondages préliminaires indiquent que ce la réelection ne sera pas une tâche facile. Selon euxces sondages, l'ancien président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010) du parti travailliste, et candidat probable, est bien placé pour dans la course. Lors du scrutin d'octobre 2022, le pays renouvellera également tous les gouverneurs des États, un tiers des 81 membres du Sénat et les 513 membres de la Chambre basse. Dans l'ensemble, le calendrier politique chargé de cette année compromettra les chances d'adoption de réformes importantes au Congrès, car les politiciens se concentrent sur le vote. Les projets de lois qui sont en cours de discussion, et qui pourraient améliorer la viabilité budgétaire et infléchir la courbe du coût du travail (comme les réformes administratives et fiscales) risquent donc de ne pas être adoptés en 2022.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU BRÉSIL

Paiement

La lettre de change *(letra de câmbio)* et, à un degré moindre, le billet à ordre (*nota promissória*) sont les formes de notes de crédit les plus couramment utilisées dans les relations commerciales locales. Le moyen de paiement le plus couramment utilisé au Brésil est le « Boleto bancário » qui est un moyen de paiement officiel brésilien réglementé par la Banque centrale du Brésil. Il s'agit d'un système de paiement push, qui a été lancé en 1993, et qui génère aujourd'hui 3,7 milliards de transactions par an. Le processus de paiement pour les transactions « Boleto bancário » est similaire à celui d'un virement bancaire ou d'un paiement en espèces. Les clients reçoivent un bulletin de versement boleto bancário pré-rempli. À ce stade, le client a la possibilité d'imprimer le formulaire et de le payer physiquement dans n'importe quelle succursale bancaire ou auprès de transformateurs agréés tels que pharmacies, supermarchés, agences de loterie et bureaux de poste. En outre, il peut également être payé électroniquement à l'un des plus de 48 000 distributeurs automatiques de billets au Brésil, ainsi qu'au moyen d'applications bancaires par Internet ou par mobile, qui sont largement utilisées dans le pays. Bien que ces instruments de paiement à crédit ne soient pas recommandés à l'international, ils représentent un moyen de pression efficace en cas d'impayé, dans la mesure où ils constituent un titre exécutoire extrajudiciaire, qui offre au créancier un accès privilégié à la procédure exécutoire.

Le duplicata mercantil, un instrument de paiement spécifique, est un double de la facture initiale, présentée par le fournisseur à son client, dans le délai de 30 jours, pour acceptation et signature. Il peut ensuite circuler comme titre de crédit, avec force exécutoire.

Le virement bancaire, parfois garanti par une lettre de crédit standby, est également fréquemment utilisé comme mode de règlement interne et international. Il offre une meilleure flexibilité dans le traitement des règlements, en particulier via le réseau électronique SWIFT, auquel sont connectées la plupart des grandes banques brésiliennes. Il existe divers systèmes de transferts interbancaires très automatisés pour des montants d'importance, par exemple, le système de transfert de fonds (sistema de transferência de reservas), ou le réseau du système financier national (rede do sistema financeiro nacional, RSFN).

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le créancier débute cette phase, en tentant de contacter son débiteur par téléphone et par e-mail. À défaut de paiement, le créancier doit envoyer une mise en demeure finale par courrier recommandé avec accusé de réception, invitant le débiteur à payer le principal, majoré des intérêts moratoires fixés par le contrat. En l'absence de clause sur le taux d'intérêt, le Code civil renvoie au taux d'intérêt fiscal en vigueur, payable au Trésor public, soit 1 % par mois de retard. Si le créancier ne parvient pas à contacter son débiteur, une recherche des partenaires commerciaux et des propriétaires de la société est alors menée, Ces recherches, si elles se révèlent infructueuses, sont suivies par enquête sur les actifs du débiteur, des visites sur son site et une analyse de sa situation financière. Compte tenu de la lenteur et du coût des procédures judiciaires, il est toujours recommandé, si possible, de tenter de négocier directement avec le débiteur en défaut et de transiger à l'amiable, sachant qu'un plan de remboursement peut porter sur une durée de jusqu'à deux ans.

Procédure judiciaire

L'organisation judiciaire décline deux types de juridiction. Le premier type regroupe les tribunaux propres à chaque État. Il en existe dans chacun des 26 États (plus le Distrito Federal de Brasilia), avec notamment le Tribunal de justice (Tribunal de Justiça), sis dans chaque État et dont les décisions peuvent être portées en appel à l'échelon fédéral. Les frais de justice varient d'un État à l'autre. Le second type de juridiction concerne les tribunaux fédéraux. Il existe cinq tribunaux régionaux fédéraux (Tribunais Regionais Federais) chacun ayant une compétence géographique propre comprenant plusieurs États. Les recours contre les décisions des TRF sont présentés devant l'ultime instance judiciaire (pour les affaires non constitutionnelles), le Tribunal supérieur de justice (Superior Tribunal de Justiça).

Action monitoire

L'*ação monitória* est une procédure spéciale qui peut être engagée par un créancier disposant d'une preuve écrite non exécutoire, ou d'une preuve considérée comme un instrument extrajudiciaire reconnu comme exécutoire par la loi (même si elle n'est pas conforme à toutes les exigences légales). Si l'obligation du débiteur est réputée certaine, liquide et admissible, les tribunaux municipaux délivrent généralement des injonctions de payer dans un délai de quinze jours. Si le débiteur n'obtempère pas dans les trois jours, l'injonction devient exécutoire. En cas d'appel, le créancier doit entamer formellement une action en justice ordinaire. La différence entre cette procédure et la procédure d'exécution réside dans les exigences légales et dans la possibilité, pour le débiteur, de remettre en question le bien-fondé de la relation obligationnelle durant l'action en justice. L'ação monitória est plus lente que la procédure d'exécution normale : si le débiteur émet une objection au tribunal, le bien-fondé de la relation commerciale sera examiné en détail comme il le serait dans une procédure judiciaire ordinaire. Cette procédure dure en moyenne deux ans.

Procédure ordinaire

La procédure ordinaire est présidée par un juge jouant un rôle actif (procédure inquisitoire) et nécessite un examen des preuves produites par chaque partie ainsi que l'étude des témoignages d'experts. Le créancier doit remettre au débiteur une assignation enregistrée, à laquelle ce dernier doit répondre dans un délai de 15 jours suivant réception. La procédure initiale comprend une phase d'enquête et une phase d'examen. L'étape finale de la procédure est la principale audience durant laquelle sont entendues les parties respectives, à l'issue de quoi, un jugement est rendu par le tribunal. Le tribunal est susceptible de rendre un jugement par défaut si une assignation dûment remise reste sans réponse. Il faut compter de deux à trois ans pour obtenir un jugement exécutoire en première instance.

Exécution d'une décision de justice

En moyenne et dans les principaux États, le délai moyen d'une décision est d'une année après le lancement de la procédure judiciaire.

Décision de justice

Une décision définitive est normalement appliquée automatiquement par les tribunaux brésiliens. Depuis les réformes de 2005 et de 2006, il est possible de saisir les actifs du débiteur si ce dernier n'obéit pas à une ordonnance définitive dans un délai de trois jours. En pratique, l'application d'une décision peut se révéler difficile, car il existe très peu de méthodes de localisation des actifs au Brésil.

Les jugements rendus dans des pays étrangers peuvent être appliqués, s'ils respectent certaines conditions : l'homologation doit être conclue par le Tribunal supérieur de justice pour être appliquée au Brésil, les parties doivent être notifiées, et le jugement doit respecter toutes les exigences d'application (traduction à partir du portugais par un traducteur assermenté).

Instrument extrajudiciaire

La mise en œuvre d'instruments extrajudiciaires est une forme légale d'exécution accordée au créancier afin de lui permettre de faire valoir ses droits à l'encontre du débiteur. Il s'agit du moyen judiciaire le plus direct et le plus efficace pour recouvrer des créances au Brésil. Cette action en justice ne nécessite pas que les créanciers étrangers présentent des garanties préalables. De plus, la législation brésilienne confère force exécutoire à certains documents. Ces documents se divisent en deux grandes catégories : les titres exécutoires judiciaires (qui comprennent les jugements rendus par les tribunaux locaux reconnaissant l'existence d'une obligation contractuelle, les conciliations homologuées par le tribunal et les sentences arbitrales) et les titres exécutoires extrajudiciaires, notamment lettres de change, factures, billets à ordre, duplicata mercantil, chèques, documents officiels signés par le débiteur, actes sous seing privé signés par le débiteur, par le créancier et par deux témoins (obligatoire) ayant valeur de reconnaissance de dette, contrats assortis d'une garantie, etc. Il est obligatoire de présenter les versions originales de ces documents.

Procédure d'insolvabilité

Restructuration extrajudiciaire

Le débiteur peut négocier un plan de restructuration de manière informelle avec ses créanciers. Ce plan doit représenter au moins 60 % du montant total de la créance. Il doit être approuvé par le tribunal.

Procédure de redressement judiciaire

Le débiteur adresse une demande de redressement au tribunal ou demande au tribunal la conversion de la demande de liquidation déposée par le(s) créancier(s). En cas d'acceptation du tribunal, le débiteur dispose d'un délai de 60 jours pour présenter une liste de toutes les dettes dues aux créanciers et un plan de paiement. Ensuite, un juge programme deux réunions de créanciers. La deuxième n'est convoquée que si la première n'a pas lieu. Au cours de ces réunions, le plan doit être accepté par la majorité des créanciers. Finalement, les paiements débutent conformément à ce qui est décidé dans le cadre du plan approuvé. Cette procédure peut prendre entre 5 et 20 ans.

Liquidation judiciaire

L'objectif de la procédure de liquidation est de recouvrer l'ensemble des revenus du débiteur qui a été déclaré en faillite. Les principales étapes de la liquidation sont les suivantes :

- la liquidation peut être demandée par le débiteur (auto-falência) ou par l'un des créanciers si la créance représente plus de 40 fois le salaire minimum :
- la partie à l'origine de la procédure doit prouver l'existence d'une obligation nette, impayée ou en défaut de paiement en présentant un titre exécutoire obtenu sur protêt (protêt spécial – notification personnelle du débiteur) :
- suite à l'analyse de la situation financière du débiteur, le juge peut décider que la société doit être liquidée.

L'ensemble des actifs de la société doivent être vendus et le montant obtenu est partagé équitablement entre les créanciers, en respectant les privilèges éventuels. Cette procédure peut prendre entre 7 et 20 ans.

BULGARIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	6,9
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	10 006
DEVISE Lev bulgare	BGN

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,0	- 4,4	3,5	2,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,1	1,7	3,3	7,0
Solde public / PIB (%)	2,1	- 3,4	- 3,2	- 2,2
Solde courant / PIB (%)	1,9	- 0,3	0,3	0,9
Dette publique / PIB (%)	20,2	25,0	25,5	25,7

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	16 %
ROUMANIE	9 %
ITALIE	7 %
GRÈCE	7 %
TURQUIE	6 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	12 %
ROUMANIE	7 %
ITALIE	7 %
TURQUIE	7 %
RUSSIE	6 %

- Base productive diversifiée
- Faible dette publique
- Potentiel touristique
- Faibles coûts de production et bonne compétitivité des prix
- Stabilité monétaire, le lev bulgare étant indexé sur l'euro

- Corruption et criminalité organisée (n°69 dans le classement de l'indice de perception de la corruption 2020, le pays le plus corrompu de l'UE avec la Roumanie)
- Inefficacité des services publics et du système judiciaire (influence des milieux d'affaires)
- La fragmentation politique complique la mise en place d'un gouvernement stable.
- Manque de main-d'œuvre qualifiée
- Population en déclin et relativement pauvre (PIB par habitant = 23 % de la moyenne de l'UE en 2020)
- Forte économie informelle

APPRÉCIATION DU RISQUE

La lenteur du processus de vaccination freine la reprise économique

En Bulgarie, la pandémie reste le principal obstacle à la croissance économique en 2022, car la campagne de vaccination est très en retard. La faible gestion de la pandémie a entraîné trois vagues de COVID-19 en 2021 (printemps, début d'automne, fin d'automne). Au cours de la dernière, le nombre de cas mais aussi de décès est resté élevé. En réaction à cela, le gouvernement a d'abord introduit de nouvelles mesures en septembre et a mis en œuvre un verrouillage complet (les magasins individuels restant ouverts) en novembre/décembre 2021. Au vu de la propagation de la mutaion Omicron, il n'est pas exclu que d'autres mesures soient prises au début de l'année 2022. En ce qui concerne les prévisions du PIB, au début de 2021, l'évolution du PIB s'est quelque peu dissociée des mesures de confinement, avec un fort taux de croissance malgré un confinement strict. Les principales causes en sont l'augmentation du salaire minimum de 6,6 % à 650 BGN par mois en janvier et les fortes exportations de biens (70 % du PIB), car la Bulgarie exporte beaucoup de biens intermédiaires industriels, principalement vers la zone euro (46,9 %, l'Allemagne représentant 16,1 % en 2020). La Bulgarie profite donc du renouveau de l'industrie en européenne occidentale. À l'été 2021, la croissance du PIB a été modérée en raison de l'effet de la réouverture de l'économie bulgare ainsi que des économies d'Europe occidentale. Toutefois, du fait de la persistance de la pandémie, les consommateurs (70 % du PIB) et les investisseurs (23 % du PIB) sont restés prudents à la fin de 2021 et au premier semestre de 2022. En outre, la croissance du secteur industriel de la zone euro a été freinée par des problèmes au sein de la chaîne d'approvisionnement. Cela devrait également limiter la dynamique de croissance économique en 2022. Les aides publiques seront probablement limitées au premier semestre 2022, car de nombreuses mesures de soutien COVID-19, telles que le chômage partiel, ont cessé à la fin de 2021. Le gouvernement bulgare a soumis son plan pour l'utilisation de sa part des 10,7 milliards d'euros de subventions et de prêts bonifiés du Fonds de relance de l'UE à la mi-octobre 2021, mais il faudra plusieurs mois avant qu'il soit approuvé et surtout déployé et que les programmes ne se traduisent par une croissance économique.

Déficit public modéré

Grâce à une demande de biens bulgares plus forte, combinée à des exportations de services toujours solides, la balance courante est restée équilibrée en 2021 et devrait afficher un léger excédent grâce à une lente reprise du tourisme en 2022. Le solde public a enregistré un nouveau déficit modéré en 2021, qui devrait persister en 2022, bien qu'à un niveau réduit. La dette publique restera très faible.

À la mi-2020, la Bulgarie a rejoint le mécanisme de change européen 2 (MCE II). Au cours de la période de transition de 2 ans minimum, la Banque centrale bulgare doit s'en tenir à une parité de 1,96 BGN par euro (+/-15 %), ainsi qu'aux critères de Maastricht en matière de budget et de dette, qui sont suspendus du fait de la pandémie jusqu'à la fin de 2022. Les taux d'intérêt à long terme devraient rester proches des taux les plus bas connus par la zone euro et le taux d'inflation ne peut être supérieur que de 1,5 point aux taux des trois États membres de la zone euro où ils sont les plus bas. Compte tenu de l'impasse politique, la Bulgarie ne devrait pas pouvoir rejoindre la zone euro cette année ou en 2023.

Trois élections en un an

Depuis juillet 2020, la Bulgarie était le théâtre d'une vague de protestation permanente contre le gouvernement du GERB (centre droit), à cause de scandales de corruption. Ces manifestations ont conduit à la tenue de nouvelles élections en avril 2021, remportées une nouvelle fois par le parti GERB. Toutefois, à cause de la fragmentation du paysage politique, aucun parti n'a pu former de gouvernement, ce qui a donné lieu à des élections anticipées en juillet 2021. En juillet, le parti populiste d'opposition au gouvernement « Il y a un tel peuple » ITN, fondé en 2020 par un chanteur bulgare, a remporté les élections. Cependant, en raison de son comportement non professionnel au Parlement, le parti ITN n'a pas obtenu le soutien des autres partis en vue de la formation d'un gouvernement. Cela a conduit à une nouvelle élection surprise le 14 novembre 2021, en même temps que l'élection présidentielle. Cette fois, les anciens ministres intérimaires des finances et de l'économie ont formé une alliance (PP, 67 sièges sur 240 au parlement), qui est arrivée en tête des élections. Le nouveau Premier ministre Kiril Petkov a formé une large coalition avec le BSP de gauche (26 sièges), l'ITN (25 sièges) et le DB libéral et écologiste (16 sièges). Ce résultat a calmé la contestation. Les prochaines élections générales devraient avoir lieu en 2025.

BURKINA FASO

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**20,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**831**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,7	1,9	5,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 3,2	1,9	3,6	4,0
Solde public * / PIB (%)	- 3,2	- 5,7	- 5,5	- 5,0
Solde courant * / PIB (%)	- 3,3	- 0,1	- 2,5	- 4,0
Dette publique / PIB (%)	43,9	47,8	49,5	50,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	77 %
INDE	7 %
CÔTE D'IVOIRE	3 %
SINGAPOUR	3 %
ZONE EURO	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	21 %
CHINE	12 %
CÔTE D'IVOIRE	8 %
ÉTATS-UNIS	7 %
RUSSIE	7 %

- Producteur majeur d'or (6e en Afrique) et de coton (3e en Afrique en 2020)
- Membre de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (assurant la stabilité de la monnaie, le franc CFA, par rapport à l'euro)
- Soutien de la communauté financière internationale (un des premiers pays à avoir bénéficié de l'initiative PPTE)

- Économie fortement exposée aux aléas climatiques
- Vulnérabilité à l'évolution des cours du coton et de l'or
- Forte dépendance à l'aide extérieure
- Faiblesse des infrastructures électriques
- Pression démographique, taux de pauvreté très élevé et accru par les déplacements massifs de population, indice de développement humain très faible et insécurité alimentaire critique
- Importance du secteur informel et environnement des affaires défaillant
- Présence de groupes islamistes armés (étrangers et domestiques), en particulier au nord et à l'est du pays

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance menacée par le risque sécuritaire

Après un rebond de la croissance en 2021, elle devrait s'affermir en 2022, mais la détérioration de la situation sécuritaire pourrait entraver l'activité. La consommation privée (70 % du PIB) sera un moteur de la croissance, bénéficiant de l'allègement des mesures sanitaires. Alors que le secteur de l'agriculture (25 % du PIB) emploie plus de 80 % de la population active, une bonne campagne agricole devrait soutenir le revenu des ménages. Cependant, les déplacements de population, liés à l'insécurité, en particulier dans le nord-est du pays, continueront de perturber la production agricole. Les pressions inflationnistes resteront alors alimentées par les prix élevés des denrées alimentaires, comptant pour près d'un tiers du panier de biens des ménages. En outre, la croissance sera stimulée par l'investissement public dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Économique et Social. Ce dernier prévoit des investissements dans les filières coton-textile, agroalimentaire, matériaux de construction et dans les infrastructures routières, comme le projet d'autoroute entre la capitale Ouagadougou et Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). Plusieurs projets d'investissements public-privé devraient voir le jour dans le cadre du plan Yeleen d'électrification rurale, tels que celui du groupe français Urbasolar pour la création d'une centrale solaire de 30MW. De plus, les faibles droits de douane sur l'exportation de minerais continueront d'attirer les investisseurs étrangers dans le secteur minier (11 % du PIB). Les flux d'investissements pourraient néanmoins être freinés par la détérioration de la situation sécuritaire. Le démarrage de la production de la mine de Bomboré, prévu en 2022, devrait stimuler la production aurifère. Alors que les cours devraient rester relativement élevés, cela soutiendrait les recettes d'exportations (85 % d'or). Celles du coton (10 % des exportations) devraient aussi bénéficier de cours favorables.

L'aide internationale en soutien des comptes publics et extérieurs

S'il restera largement supérieur à la norme communautaire de l'UEMOA (3 % du PIB), le déficit budgétaire devrait continuer de se réduire en 2022. La hausse des revenus de l'État proviendra principalement de l'exploitation minière (20 % des recettes publiques). Les dépenses d'investissement en capital (40 % des dépenses totales) et la hausse des dépenses sécuritaires (15 %), devraient tempérer la réduction du déficit public. Son financement reposera sur les bailleurs de fonds internationaux (la Banque mondiale et la Banque africaine de développement). Le pays continuera de bénéficier de l'Initiative de suspension de la dette, dont un accord de report de dette de 5,9 millions d'euros signé en novembre 2021 avec la France.

Le déficit du compte courant se creusera en 2022 en raison de l'affaiblissement de l'excédent commercial. En effet, la croissance des importations, notamment alimentée par celles de biens d'équipement et de produits énergétiques, dépassera celle des recettes d'exportations. Le déficit des services augmentera avec la hausse de la facture des services de transport. Le déficit des revenus primaires s'alourdira, à mesure que les rapatriements des bénéfices par les entreprises étrangères, principalement dans le secteur minier, augmenteront, alors que le compte des revenus secondaires restera excédentaire grâce à la coopération internationale courante et aux flux entrants de fonds d'expatriés. Alors que les IDE (hors minerais) resteront contraints par la situation sécuritaire, les prêts des organisations multilatérales devraient financer ce déficit. Le FMI a approuvé en aout 2021 un décaissement de droits de tirages spéciaux aux membres de l'UEMOA, d'une valeur de 164,4 millions USD, contribuant à renflouer les réserves de change mutualisées de UEMOA.

Coup d'État militaire suite à l'aggravation du risque sécuritaire

Depuis 2015, l'insécurité au Sahel, liée à l'activité des groupes armés djihadistes affiliés à Al-Qaida et à l'organisation État islamique, a fait plus de 2 000 morts et 1,4 million de déplacés (près de 6 % de la population) d'après l'ONU. Les attaques dans la région des « trois frontières » (avec le Mali et le Niger), visant civils et militaires, se sont intensifiées. En novembre 2021, l'attaque d'un détachement de gendarmerie à Inata a été l'une des plus meurtrières contre les forces de sécurité avec 57 victimes, dont 53 gendarmes. Celui-ci avait pourtant sonné l'alerte auprès de l'état-major sur la précarité de leur situation, attisant la colère populaire. Le Premier ministre et son gouvernement ont démissionné le 8 décembre 2021 après plusieurs manifestations de la population dénonçant son incapacité à lutter contre les attaques djihadistes récurrentes. Les élections législatives et présidentielles de novembre 2020, menant à la victoire du président Kaboré et de son parti le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), avaient déjà été entachées d'un taux de participation de seulement 50 % en raison de l'insécurité généralisée. Le gouvernement suivant n'aura pas duré longtemps, puisque dissous et le président arrêté lors d'un coup d'État militaire le 24 janvier 2022, suite à des mutineries. Les forces armées, largement soutenues par la population civile, critiquent leurs conditions de vie, l'insuffisance de l'équipement et du ravitaillement et réclament le départ des chefs.

Le pays continuera de s'appuyer sur la coopération internationale dans sa lutte contre le terrorisme avec sa participation à la force G5 Sahel, au côté du Mali, du Tchad, de la Mauritanie et du Niger. La France, ayant commencé la réorganisation de ses forces anti-insurrectionnelles au titre de l'opération Barkhane, continuera de mobiliser ses troupes dans la zone des « trois frontières », sous le contrôle d'une force de sécurité européenne multinationale, l'opération Takuba.

BURUNDI

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**11,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**256**
DEVISE Franc burundais	**BIF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,8	0,3	2,0	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,7	7,3	8,4	8,1
Solde public * / PIB (%)	- 8,7	- 10,0	- 9,0	- 8,0
Solde courant / PIB (%)	- 11,7	- 14,7	- 15,7	- 15,0
Dette publique ** / PIB (%)	60,1	69,5	75,6	76,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022. ** Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	56 %
R.D. CONGO	9 %
SUISSE	5 %
ZONE EURO	5 %
PAKISTAN	4 %

Importations de biens % du total

ARABIE SAOUDITE	15 %
CHINE	15 %
INDE	10 %
ZONE EURO	9 %
TANZANIE	6 %

- Richesses naturelles (café, thé, or)
- Membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)
- 2e réserves mondiales de nickel (6 % du total) et exploitation de terres rares

- Extrême pauvreté : en 2020, plus de 85 % des Burundais vivaient sous le seuil de grande pauvreté (1,90 dollar par jour) et pays classé 185e rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain.
- Enracinement de la crise politique débutée en 2015
- Réduction de l'aide internationale à la suite de la crise politique
- Tensions frontalières avec le Rwanda
- Économie peu diversifiée et vulnérable aux chocs externes
- Secteur agricole peu productif (30 % du PIB et 90 % de la main d'œuvre)
- Enclavement géographique
- Activité bridée par le manque d'infrastructures et d'accès à l'électricité (seulement 11 % de la population y a accès)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance encore fragile en 2022

Déjà fragilisée depuis la crise politique de 2015, qui a conduit au retrait de la majeure partie des aides extérieures, l'économie du pays a été affectée par le choc de la pandémie de la COVID-19 en 2020. Timide en 2021, la reprise devrait se poursuivre à un rythme modeste en 2022. Elle sera tirée principalement par le secteur primaire via l'agriculture (30 % du PIB et 80 % des emplois), la hausse de la demande mondiale soutenant la production de café, de thé, ou de coton. Les exportations, tirées par ces produits (le café représentant 19 % des exportations en 2020 et le thé 13 %), augmenteront en conséquence. Néanmoins, elles seront contraintes par celles de produits miniers. Bien que le secteur dispose d'un immense potentiel, le pays étant le seul producteur africain de terres rares, le différend entre les autorités et les opérateurs miniers pèseront. Depuis avril 2021, le gouvernement interdit, en effet, les activités des sociétés minières étrangères, afin de renégocier les contrats et d'obtenir des bénéfices plus importants sur l'exploitation de son sous-sol. Les tensions ont notamment éclaté avec la société anglaise Rainbow Rare Earths, exploitant des mines de terres rares de Gakara. Ces conflits pourraient refroidir les investissements futurs dans le secteur en dépit de son potentiel. Si le secteur secondaire limitera donc la croissance, elle sera soutenue par la reprise du secteur tertiaire (38 % du PIB). La réouverture des frontières avec le Rwanda et la République Démocratique du Congo, qui avaient été fermées pour contenir la propagation de la COVID-19, permettra la reprise de ceux de transport. Les autres services comme le commerce, les télécommunications, service de banque et d'assurance repartiront si la situation sanitaire se stabilise. Néanmoins, le pays est très exposé à une résurgence de la pandémie, puisque la campagne de vaccination est encore au point mort (0,1 % de la population totalement vaccinée en décembre 2021).

Des déficits jumeaux toujours très importants

En 2020, la faiblesse de la demande mondiale avait entraîné une baisse des prix à l'exportation du café et du thé, principaux produits d'exportations du pays avec l'or (28 % des exportations en 2020). Cela avait conduit à un aggravement du déficit commercial et, dans son sillage, de celui du solde courant. Resté important en 2021, ce dernier sera encore élevé en 2022, du fait de la dépendance du pays aux importations, les capacités de production domestiques étant faibles. La dépréciation quasi-ininterrompue du franc burundais continuera d'alourdir le poids des importations. Les excédents des comptes de revenus primaires, grâce aux rémunérations versés aux travailleurs étrangers par les entreprises non-résidentes, et secondaires ne suffiront pas à équilibrer le déficit courant. Notamment grâce à l'allocation de droits de tirage spéciaux du FMI (pour environ 200 millions USD), les réserves de change, qui atteignaient à peine 1 mois de couverture d'importations, ont été renflouées. Le déficit du compte courant participe à une situation extérieure très difficile, marquée par des pénuries de devises récurrentes et une dépréciation continue. Le manque d'attractivité pour les investisseurs et la situation politique délicate contribue à cette situation, particulièrement depuis 2015.

Le déficit budgétaire, qui s'était aggravé lors de la pandémie à cause de la perte de recettes publiques, restera élevé, du fait des lourdes dépenses d'investissement (37 % des dépenses de l'État en 2020/21), avec, notamment, la construction d'écoles et d'hôpitaux. Pour se financer, le pays s'appuiera sur l'endettement domestique (70 % de la dette publique) auprès des banques commerciales, qui alourdit le service la dette. Après que le pays a bénéficié de certaines aides d'urgence pour répondre à la pandémie, la tentative de réengagement des autorités avec les principaux créanciers internationaux pourrait lui permettre d'avoir un recours accru aux financements extérieurs concessionnels. Jusqu'en avril 2022, dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI, le gouvernement bénéficie d'un allègement de dette pour un montant total de 25 millions USD (0,8 % du PIB). De plus, en 2021, le FMI a débloqué 76 millions USD, dans le cadre de la Facilité de crédit rapide, pour soutenir l'économie.

Des réformes encore très lentes malgré une volonté de réengagement du nouveau président

Suite aux élections présidentielles de 2020 et à la mort subite du président sortant Pierre Nkurunziza, le président élu Evariste Ndayishimiye, issu du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), a pris ses fonctions prématurément en juin 2020. Depuis sa prise de fonction, il a signalé sa volonté de moderniser le pays, d'améliorer la gouvernance et le contrôle de la corruption. Néanmoins, l'ONU et les observateurs internationaux mettent toujours en garde sur la persistance des abus de violence contre la population par les forces de défense du pays. Ainsi, malgré une volonté affichée d'améliorer les relations avec les autres pays, l'Union Européenne a renouvelé ses sanctions à l'encontre de personnalités et entités burundaises jusqu'en octobre 2022, en raison des violations des droits de l'homme et d'incitation à la violence. Les États-Unis ont néanmoins annoncé, en novembre 2021, la levée des sanctions, saluant une embellie depuis l'élection d'Évariste Ndayishimiye. Sur le plan régional, le Président souhaite renouer le dialogue avec les partenaires comme la Tanzanie et l'Ouganda. De plus, en février, les chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est l'ont choisi comme rapporteur pour le mandat 2021-2022 et comme prochain président pour la période 2022-2023. Enfin, les tensions avec le Rwanda semblent s'apaiser depuis 2020 et la rencontre des deux ministres des affaires étrangères. La coopération pour lutter contre les forces rebelles dans les deux pays s'est notamment intensifiée.

CAMBODGE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**15,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 607**
DEVISE Riel cambodgien	**KHR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,1	- 3,1	2,2	5,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,0	3,0	2,5	3,2
Solde budgétaire / PIB (%)	3,0	- 3,4	- 3,8	- 3,7
Solde courant / PIB (%)	15,0	- 12,1	- 21,3	- 16,1
Dette publique / PIB (%)	28,6	34,2	37,0	38,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	36 %
ZONE EURO	19 %
CHINE	8 %
JAPON	7 %
ROYAUME-UNI	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	41 %
THAÏLANDE	14 %
VIETNAM	13 %
INDONÉSIE	4 %
JAPON	4 %

- Industrie textile dynamique
- Secteur touristique dynamique (en temps normal) et à fort potentiel
- Réserves d'hydrocarbures offshore (pétrole et gaz)
- Soutien financier provenant de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux
- Économie intégrée au niveau régional (ASEAN)
- Population jeune (50 % de la population a moins de 22 ans)

- La part élevée de l'agriculture dans l'emploi et le PIB rend l'économie vulnérable aux conditions climatiques
- Réseaux d'électricité et de transport sous-développés
- Manque de main-d'œuvre qualifiée
- Dépendance à l'égard des financements concessionnels en raison de la faiblesse des ressources fiscales (poids très important de l'économie informelle)
- Importantes lacunes en matière de gouvernance, niveaux élevés de corruption
- Le taux de pauvreté reste élevé, les dépenses de santé et d'éducation sont faibles

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance va s'accélérer grâce à un taux de vaccination élevé

Malgré l'augmentation de la demande extérieure, l'économie a connu une reprise modeste en 2021 en raison d'une épidémie prolongée de COVID-19 qui a ralenti la reprise de la demande intérieure. Toutefois, la croissance économique devrait s'accélérer en 2022, car le pays devrait avoir terminé sa campagne de vaccination (81 % de la population était entièrement vaccinée en décembre 2021) et les autorités ont une stratégie « vivre avec la COVID ». Le Cambodge est très dépendant des exportations de biens et services (60 % du PIB en 2019), en particulier des vêtements, des articles de voyage et des chaussures (75 % des exportations au total). Ces composants ont été frappés par des confinements, tant au niveau national qu'à l'étranger, et par des fermetures temporaires d'usines qui ont été imposées pour enrayer la pandémie en 2021. Toutefois, grâce à une campagne de vaccination rapide et à une demande extérieure robuste de la part des principaux partenaires commerciaux (États-Unis, Union européenne et Japon), les exportations devraient rebondir et se rapprocher des niveaux antérieurs à la pandémie en 2022. L'agriculture (20 % du PIB) a bien résisté aux foyers de COVID-19 en 2021 et devrait continuer de soutenir les exportations. L'accord de libre-échange entre le Cambodge et la Chine, ratifié en septembre 2021, devrait stimuler le commerce et les investissements dans ce secteur, puisque la Chine accordera un statut de franchise de droits de douane pour 95 % des importations agricoles en provenance du Cambodge. Le tourisme (18,7 % du PIB en 2019) devrait se redresser progressivement car le Cambodge a rouvert ses frontières aux touristes entièrement vaccinés en novembre 2021. Toutefois, il ne devrait pas atteindre les niveaux d'avant la pandémie, car la Chine, l'une des principales sources (36 % du total des touristes entrants), applique une stratégie « Zéro COVID » et ses frontières devraient rester fermées en 2022. Les investissements devraient se remettre lentement de la pandémie. Les projets de construction, qui représentent un tiers du PIB, sont portés à la fois par les IDE et le budget national, mais les prix élevés du fer et de l'acier pourraient retarder les importations de ces produits et donc les projets, car les entrepreneurs vont tenter de maintenir leurs marges. La demande intérieure, principalement la consommation des ménages (70 % du PIB), devrait se redresser parallèlement à la reprise économique. Les envois de fonds des travailleurs expatriés (5,6 % du PIB en 2019) devraient augmenter pour atteindre les niveaux d'avant-COVID et soutenir cette reprise.

Le déficit courant devrait rester élevé

Le déficit public devrait rester important, avec une augmentation des dépenses de 8,4 %, partiellement financée par une hausse des recettes fiscales, car la reprise devrait s'accélérer. Par ailleurs, les droits de tirage spéciaux (DTS) alloués par le FMI en août 2021 (8 % du PIB), après leur conversion en devises étrangères, permettront au pays de contracter davantage d'emprunts auprès de la Chine, du Japon, de la France, de la Thaïlande et des banques de développement. À ce stade, le Cambodge dépend déjà fortement de la Chine et du Japon, qui détiennent respectivement 44 % et 9 % de sa dette totale. Malgré l'augmentation de l'aide multilatérale et bilatérale, la dette devrait augmenter pour financer le déficit.

L'endettement du secteur privé (114 % du PIB), en particulier celui des ménages, devrait rester élevé, notamment chez les personnes à faible revenu qui ont recours à la microfinance et aux prêteurs informels. De plus, à la suite de la crise, la hausse du chômage, l'augmentation du taux de pauvreté et la baisse de l'activité dans la construction et l'immobilier, qui concentrent le crédit, ont affecté la stabilité du secteur financier. Cette situation pourrait entraîner des défauts de paiement, ainsi qu'une baisse des dépôts, qui sont principalement en dollars.

Le déficit des comptes courants devrait se réduire mais rester élevé. La reprise des exportations est compensée par la hausse des prix des matières premières au niveau des importations. Cela dit, l'augmentation des transferts de fonds et des IDE, largement épargnés, l'aide financière extérieure (la BAD a accordé un prêt de 40 millions USD en 2021 par exemple) et le financement de projets devraient couvrir le déficit. Les réserves de change restent suffisantes, s'élevant à 6,1 mois d'importations (en mars 2021).

La pression exercée par l'Occident rapproche le Cambodge et la Chine

Le Premier ministre Hun Sen, ancien commandant militaire des Khmers rouges, dirige le pays depuis 35 ans. Son Parti du peuple cambodgien (CPP), un parti conservateur de droite, dispose de tous les sièges requis à l'Assemblée nationale. Le gouvernement est confronté à des protestations croissantes contre la corruption et à l'arrestation d'opposants. La corruption reste élevée et ne s'est pas réduite ces dernières années. Le mécontentement de la population a été exacerbé par l'application sévère des mesures anti-COVID et le déclin de l'activité économique, qui a entraîné une augmentation du chômage et de la pauvreté. En réponse, le gouvernement a intensifié sa répression. Cela pourrait avoir un impact sérieux sur la stabilité sociale et politique du pays.

Les relations avec les pays occidentaux, l'UE et les États-Unis, se sont détériorées depuis les élections nationales de 2018, lorsque la répression de l'opposition et des médias locaux a suscité des critiques internationales. Un an après que l'UE ait imposé des sanctions commerciales au Cambodge, en raison des violations des droits humains - à cause desquelles le Cambodge a perdu un accès préférentiel au marché européen - le Cambodge a renforcé ses liens avec la Chine et compte sur les échanges avec la Chine pour soutenir l'économie. Sur le plan des investissements, le Cambodge s'appuie déjà massivement sur la Chine, qui représente 90 % des investissements directs étrangers au Cambodge.

CAMEROUN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**26,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 505**
DEVISE Franc CFA (CEMAC)	**XAF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,9	0,7	3,4	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	2,4	2,3	2,5
Solde public / PIB * (%)	- 3,3	- 3,6	- 3,0	- 2,1
Solde courant / PIB * (%)	- 4,3	- 5,5	- 3,7	- 3,9
Dette publique / PIB (%)	42,3	45,8	46,0	45,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	44 %
CHINE	15 %
INDE	10 %
ÉTATS-UNIS	7 %
MALAISIE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	25 %
CHINE	23 %
NIGERIA	4 %
INDE	4 %
ÉTATS-UNIS	3 %

- Ressources relativement diversifiées, notamment la sylviculture, l'agriculture (par exemple, le cacao et les bananes), le pétrole et l'exploitation minière (par exemple, l'aluminium)
- Potentiel hydroélectrique
- Économie diversifiée, comparée à celle d'autres pays exportateurs de pétrole
- Des efforts pour améliorer les infrastructures sont en cours
- Membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ce qui implique que le franc CFA est rattaché à l'euro, bien que les réserves communes de la Banque des États de l'Afrique centrale soient limitées

- Comptes extérieurs et publics dépendants des cours des matières premières
- Faibles recettes publiques : 13 % du PIB en 2020
- Système bancaire faible mais de petite taille
- Croissance non inclusive (la pauvreté extrême touche 24,6 % de la population en 2018, dernières données disponibles), l'environnement des affaires reste difficile avec une mauvaise gouvernance (corruption, etc.)
- Infrastructures inadaptées, en particulier dans le domaine électrique
- Dette liée à la raffinerie SONARA, qui a été touchée par un incendie et n'est plus en mesure de produire de produits raffinés qui doivent être importés pour le moment
- Risque politique accru : insécurité dans l'extrême nord du pays et tensions dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest
- Succession du président Biya (89 ans, en poste depuis 1982)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise difficile

En 2022, le Cameroun est toujours en pleine pandémie de COVID-19, en raison d'une faible gestion de la pandémie et d'une faible acceptation de la vaccination dans la population. La pandémie devrait donc avoir un effet restrictif sur la consommation privée (66 % du PIB), qui devrait rester inférieure à la croissance tendancielle connue ces dernières années, ainsi que sur les investissements (22 % du PIB) en 2022, car des mesures plus restrictives pourraient être prises. Avec une nouvelle progression de la vaccination en 2022, cet effet devrait s'atténuer en fin d'année. Les problèmes de sécurité et les flambées de violence devraient également freiner certains investissements. Cependant, certains facteurs devraient également favoriser la croissance en 2022, notamment la Coupe d'Afrique des Nations, qui devrait stimuler la consommation privée. Le niveau relativement faible de l'inflation et la stabilité de la monnaie contribuent à maintenir l'équilibre du pouvoir d'achat. L'activité économique est également poussée par la poursuite des travaux de construction, par exemple du barrage de Nachtigal et du port en eau profonde de Kribi ainsi que d'une ligne de transport d'électricité entre le Cameroun et le Tchad. Les secteurs de l'industrie et de l'agriculture (15 % du PIB, 62 % de l'emploi) bénéficieront également d'un meilleur approvisionnement en électricité grâce à la ligne de transport d'électricité Lom Pangar-Bertoua, qui reliera la centrale électrique du barrage de Lom Pangar à 150 villages à partir de début 2022. Les exportations (19 % du PIB) devraient bénéficier de la hausse de la demande de produits de base (par exemple, l'agriculture) et d'une production de gaz en hausse, tandis que les exportations de pétrole devraient diminuer en raison d'une baisse de la production due au sous-investissement dans le secteur. Toutefois, des conditions météorologiques extrêmes et la détérioration de la sécurité pourraient freiner l'augmentation des exportations agricoles. Les importations devraient augmenter dans le sillage d'une progression lente de la consommation, mais moins que les exportations, des facteurs qui, combinés, contribueront à la croissance économique.

L'assainissement des comptes publics devrait reprendre

Bien que la pandémie se poursuive, le gouvernement reste sur la voie de la frugalité budgétaire. C'est sur cette base qu'a été conclu un nouvel accord de financement triennal dans le cadre de la facilité élargie de crédit du FMI, approuvée en août 2021, avec une enveloppe de 689,5 millions USD. Le premier décaissement (177 millions USD) a déjà été versé en 2021. En outre, la Banque mondiale a approuvé une enveloppe de 740 millions USD dédiée aux projets agricoles et à l'éducation des jeunes filles. Parallèlement, les recettes devraient augmenter car le gouvernement a proposé de supprimer plusieurs exonérations fiscales importantes et grâce à une meilleure collaboration entre les agents des douanes et des impôts afin de maximiser les recettes. En outre, l'augmentation de la production de gaz devrait accroître les recettes grâce aux droits de douane. Des dépenses pratiquement stables devraient contribuer à la réduction du déficit public et alléger lentement la dette publique (intérieure : 15 % du PIB, extérieure 30 % du PIB). Les principaux créanciers extérieurs sont les multilatéraux et la Chine. Le déficit commercial habituel devrait légèrement reculer en 2022 sous l'impulsion de la hausse des recettes d'exportation, tandis que les importations ralentiront avec l'achèvement prochain des infrastructures. Le soutien budgétaire officiel et les prêts concessionnels (souvent liés à des projets), ainsi que les investissements directs étrangers dans le cadre des projets d'infrastructure, financeront ce déficit et les légers déficits des services et des revenus.

La violence permanente constitue un obstacle à la reprise économique

Plusieurs flambées de violence ont un impact négatif sur les perspectives économiques. Dans la région du nord du Sahel, frontalière du Nigeria et du Tchad, des attaques djihadistes ont régulièrement lieu (neuf entre mai et octobre 2021, une quarantaine de morts), menées par des groupes tels que Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Cette situation pourrait encore s'aggraver en 2022, la France ayant décidé de mettre fin à son opération antiterroriste au premier trimestre 2022 dans cette région. En outre, le conflit entre les autorités centrales francophones et les régions anglophones du sud-ouest et du nord-ouest va se poursuivre. La communauté anglophone se bat pour un État indépendant, l'Ambazonie, depuis 2017. En outre, la pression exercée sur les ressources naturelles provoque des conflits, y compris des violences entre les différentes communautés, comme à l'été 2021, lorsque des combats ont éclaté autour de ressources en eau de plus en plus rares entre les pêcheurs de Lousgoum et les éleveurs arabes de Choua et ont eu pour conséquences la mort de plusieurs dizaines de personnes, l'incendie de 40 villages et le départ de milliers de personnes. Le président Paul Biya, âgé de 89 ans (en février 2022), occupe son poste depuis 40 ans et dirige le gouvernement central. Son âge pourrait entraîner une dégradation rapide de son état de santé. À l'heure actuelle, aucun successeur crédible ne s'est positionné, de sorte qu'il existe un vrai risque que cela crée un vide politique. Le parti de Biya, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, a remporté 139 des 167 sièges aux élections législatives de mars 2020. Cependant, du fait du niveau élevé de fraude et de corruption, la frustration politique au Cameroun est forte.

CANADA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	38,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	43 295
DEVISE Dollar canadien	CAD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,9	- 5,2	4,6	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,9	0,7	3,4	3,2
Solde public / PIB * (%)	0,6	- 10,8	- 6,0	- 2,7
Solde courant / PIB (%)	- 2,1	- 1,8	0,3	- 0,3
Dette publique / PIB (%)	92,7	127,2	126,8	126,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire du 1er avril au 31 mars. Données 2022 : 2022/23.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	74 %
ZONE EURO	5 %
CHINE	5 %
ROYAUME-UNI	4 %
JAPON	2 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	49 %
CHINE	14 %
ZONE EURO	10 %
MEXIQUE	5 %
JAPON	3 %

- Ressources énergétiques et minérales abondantes et diversifiées
- Cinquième plus grand producteur de pétrole et de gaz au monde
- Secteur bancaire solide, bien capitalisé et supervision rigoureuse
- Proximité immédiate avec le grand marché américain
- Développement des relations commerciales (CETA avec l'UE)
- Environnement des affaires d'excellente qualité

- Dépendance à l'économie des États-Unis et au prix de l'énergie
- Perte de compétitivité des entreprises manufacturières liée à la faible productivité
- Insuffisance des dépenses de R&D
- Diminution de la part de la population active, juste freinée par une forte immigration sélective
- Endettement élevé des ménages (177,3 % de leur revenu disponible au T3 2021)
- Forte croissance des prix immobiliers
- Fragilisation des exportations énergétiques par l'insuffisance des conduits d'acheminement vers les côtes et les États-Unis, et les ressources propres de ceux-ci

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité se tempère, mais reste robuste

En 2022, la reprise de la récession déclenchée par la pandémie de la COVID-19 se poursuivra, permettant au PIB de revenir à son niveau d'avant-crise en début d'année. Si la croissance serait moins vive qu'en 2021, elle devrait néanmoins être robuste. La consommation privée (environ 55 % du PIB) en sera le principal moteur. Alors que plus de 80 % de la population avait reçu une dose de vaccin fin 2021, la demande domestique refoulée devrait être libérée par l'assouplissement des mesures sanitaires. Les dépenses seront soutenues par l'épargne (11 % du revenu disponible au T3 2021) constituée lorsque les ménages étaient encore soumis à de strictes restrictions. Elles bénéficieraient aussi d'une hausse de l'emploi et des revenus, dans un contexte de forte demande de main-d'œuvre. Néanmoins, même si l'inflation devrait progressivement baisser en 2022, à mesure que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les prix de l'énergie s'apaisent, elle pèsera sur le pouvoir d'achat. La désinflation sera accompagnée par la Banque du Canada, qui entamera un cycle de hausse de son taux directeur (0,25 % fin 2021) en 2022. Le resserrement des conditions de crédit pourrait modestement freiner l'investissement des entreprises. Toutefois, la solidité des leurs bénéfices et bilans, la forte demande, et les investissements visant à accroître les capacités de production et répondre aux problèmes d'approvisionnement devraient continuer de le porter. La contribution de la consommation publique devrait rester positive, mais s'amenuiser avec le retrait progressif des mesures de soutien. Les difficultés d'approvisionnement continueront d'entraver les échanges, notamment dans le secteur automobile, mais les exportations augmenteraient à la faveur de la montée en puissance de la production industrielle et de prix de l'énergie élevés. La contribution des exportations nettes sera néanmoins négative, la demande domestique alimentant une hausse plus rapide des importations.

Le déficit public se réduit, mais reste supérieur aux niveaux d'avant-crise

Si le déficit budgétaire restera supérieur à ses niveaux d'avant-crise (inférieur à 1 % du PIB), il devrait continuer à se réduire en 2022. Le gouvernement fédéral veut mieux cibler ses aides aux ménages et aux entreprises liées à la pandémie (plus de 15 % du PIB). Toutefois, à l'occasion du budget 2022, il devrait détailler 78 milliards CAD de dépenses supplémentaires sur cinq ans, promises lors de la campagne 2021. Ces fonds viseraient la construction et la rénovation de 1,4 million de logements, l'embauche de personnels soignants ou la fin des subventions aux énergies fossiles (en 2023). Face à la menace inflationniste, les autorités pourraient revoir l'échelonnement de ces dépenses. Les charges associées à la dette devraient commencer à se redresser, mais resteront faibles (inférieurs à 2 % du PIB). La hausse des recettes fédérales sera assortie de la mise à en place de taxes sur les logements sous-utilisés et certains produits de luxe. La taxe carbone continuera d'augmenter. Si le ratio de dette des administrations publiques est très élevé, en déduisant, notamment, les actifs détenus par le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, celui de la dette nette (47 % du PIB) reste inférieur à ceux de ses pairs du G7.

En déficit depuis 2009, le compte courant est devenu légèrement excédentaire en 2021. En 2022, il devrait redevenir déficitaire dans le sillage de la balance commerciale. Celle-ci redeviendrait déficitaire suite à la hausse des importations. Il pourrait en être de même pour le compte des services, les dépenses de voyage et de transport s'accélérant progressivement avec la réouverture des frontières. Les cours des métaux favorables, que de nombreuses entreprises canadiennes extraient à l'étranger, prolongeraient l'excédent des revenus primaires pour une troisième année. Les envois de fonds à l'étranger continueront d'alimenter un léger déficit du compte des transferts. La dette extérieure, largement due par le secteur privé (environ 80 %), est encore lourde (plus de 130 % du PIB), mais devrait se stabiliser.

Élections fédérales 2021 : un coup pour rien

Justin Trudeau (parti libéral), Premier ministre depuis novembre 2015, a conservé son poste suite aux élections fédérales de septembre 2021. Celle-ci ont débouché sur la formation d'un gouvernement libéral minoritaire et des rapports de forces inchangés par rapport à l'élection de 2019. En dépit de sondages favorables en début de campagne, le parti libéral (centre-gauche), n'a finalement progressé que de trois sièges (160 sur 338). Bien qu'ayant recueilli, comme en 2019, le plus de voix, le parti conservateur mené par Erin O'Toole a obtenu 119 sièges (- 1). Le Bloc québécois (BQ), parti indépendantiste, a conservé 32 sièges, tandis que le Nouveau Parti démocratique (NPD) occupe 25 sièges (+ 1). Si l'absence de majorité limitera la marge de manœuvre du gouvernement de Justin Trudeau, ses priorités, à savoir le développement des services sociaux et combattre le changement climatique, pourraient être appuyées par le NPD, voire le BQ. Alors qu'aucun gouvernement minoritaire n'a exercé un mandat complet, de nouvelles élections sont possibles dès 2022.

Marqué par quelques tensions sous le mandat de Donald Trump, les relations avec les États-Unis semblent plus stables avec l'administration Biden. Des divergences subsistent néanmoins en matière de politique énergétique et commerciale, à l'image de la décision de l'administration américaine de rehausser les droits de douanes sur le bois d'œuvre canadien (de 9 à 18 %).

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU CANADA

Paiement

Une seule loi régit les lettres de change, les billets à ordre et les chèques dans tout le Canada, mais cette loi est fréquemment interprétée conformément à la jurisprudence de la common law dans les neuf provinces ou conformément au Code civil au Québec. Par conséquent, les vendeurs sont bien avisés d'accepter ces méthodes de paiement, sauf s'ils ont établi des relations commerciales à long terme, fondées sur la confiance mutuelle avec les acheteurs.

Les comptes centralisés, qui simplifient grandement le processus de règlement en centralisant les procédures correspondantes entre les acheteurs et les vendeurs locaux, sont également utilisés au Canada.

Les virements bancaires SWIFT sont le mode de paiement le plus courant pour les transactions internationales. La majorité des banques canadiennes sont reliées au réseau SWIFT, qui offre un moyen de paiement rapide, fiable et économique, en dépit du fait que le paiement dépend de la bonne foi du client, puisque seul l'émetteur du virement prend la décision d'ordonner le paiement.

Un système électronique de transfert de fonds en temps réel, opérationnel depuis février 1999 – le système de transfert de paiements de grande valeur ou STPGV, mis en place par l'Association canadienne des paiements – facilite les transactions électroniques en dollars canadiens dans tout le pays et peut également gérer la partie canadienne d'opérations internationales.

Le crédit documentaire est lui aussi fréquemment utilisé.

Recouvrement des créances

La Loi constitutionnelle du Canada de 1867, amendée en avril 1982, répartit l'autorité judiciaire entre le gouvernement fédéral et celui des provinces. Chaque province est ainsi chargée d'administrer la justice, d'organiser les tribunaux provinciaux et d'édicter les règles de procédure civile en vigueur sur son territoire. Bien que l'appellation des tribunaux varie d'une province à l'autre, le même système judiciaire s'applique dans tout le pays, sauf au Québec.

Dans chaque province, les tribunaux provinciaux entendent la plupart des litiges de toutes sortes concernant de petits montants et les tribunaux supérieurs traitent les affaires portant sur de gros montants. La Cour supérieure du Québec entend par exemple les litiges civils et commerciaux dépassant 70 000 CAD et les procès devant jury des affaires criminelles. Les tribunaux supérieurs canadiens comprennent deux degrés distincts : un tribunal de première instance et une cour d'appel.

Au niveau fédéral, la Cour suprême du Canada, à Ottawa, et uniquement si elle en accorde elle-même l'autorisation (autrement dit, si l'affaire soulève une question de droit importante), entend les appels interjetés contre les décisions rendues par les cours d'appel provinciales ou par la Cour fédérale canadienne (statuant en appel), qui a une compétence particulière sur les questions concernant le droit maritime, l'immigration, les douanes et l'accise, la propriété intellectuelle, les litiges entre provinces, etc.

Le processus de recouvrement commence par l'émission d'une notification finale, sous la forme d'un « courrier des sept jours », qui rappelle au débiteur son obligation de payer et les intérêts moratoires éventuellement convenus dans le contrat.

Procédure ordinaire

L'action en justice ordinaire – même si le vocabulaire employé pour la décrire peut varier dans le pays – procède en trois phases.

La première phase est l'assignation à comparaître, par laquelle le demandeur dépose sa réclamation envers le défendeur auprès du tribunal. Vient ensuite l'examen préalable, qui décrit la réclamation à l'égard du défendeur et tient compte des preuves que chaque partie doit fournir au tribunal. Enfin, le procès proprement dit se déroule, pendant lequel le juge entend les parties et leurs témoins respectifs, qui sont soumis à un interrogatoire et un contre-interrogatoire par leurs conseils juridiques respectifs, pour clarifier les faits avant qu'une décision soit prononcée.

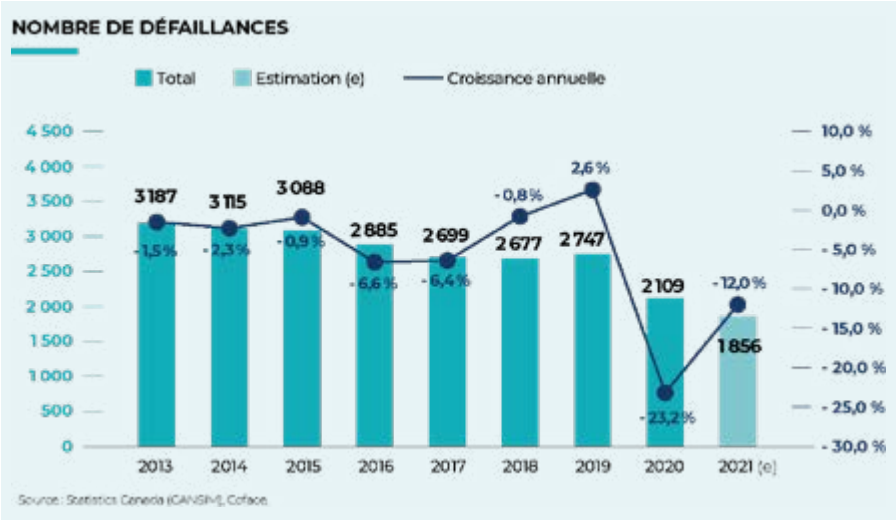
Exécution d'une décision de justice

Dans la plupart des cas, sauf lorsque le juge en décide autrement, chaque partie doit supporter la totalité du coût de son propre avocat, quelle que soit l'issue de la procédure. En ce qui concerne les frais de justice, la règle est que la partie gagnante peut exiger le paiement des frais par la partie perdante, sur la base d'un état des dépenses dûment approuvé par le greffier du tribunal.

Le changement concerne précisément l'institution d'une requête introductive d'instance, avec le paiement des frais de justice joints, qui introduit un délai maximal de 180 jours pendant lequel la procédure doit être planifiée pour enquête et audition, le rendu d'un jugement sur le fond dans un délai de six mois après audition de l'affaire et l'encouragement des parties à se soumettre à une étape de conciliation pendant la procédure judiciaire, le juge présidant la conférence de règlement à l'amiable.

Procédure d'insolvabilité

Les deux principales lois sur l'insolvabilité au Canada sont la loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) et la loi sur la faillite et l'insolvabilité (LFI). La LFI est la principale loi fédérale au Canada applicable aux faillites et aux insolvabilités. Elle régit les liquidations volontaires et involontaires de faillites ainsi que les réorganisations de débiteurs. La LACC est une loi complémentaire spécialisée conçue pour aider les grandes sociétés à réorganiser leurs affaires au moyen d'un processus de débiteur en possession de biens.



CAP-VERT

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	3 065
DEVISE Escudo cap–verdien	CVE

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,7	- 14,8	4,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,3	0,6	1,2	1,5
Solde public / PIB (%)	- 2,8	- 9,1	- 8,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 5,1	- 16,0	- 14,0	- 11,0
Dette publique / PIB (%)	124,5	137,5	134,0	132,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	89 %
ÉTATS-UNIS	4 %
CHINE	2 %
ILE MAURICE	1 %
ÉQUATEUR	0 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	78 %
CHINE	7 %
BRÉSIL	3 %
MAROC	2 %
ÉTATS-UNIS	1 %

- Réserves halieutiques
- Services bancaires et de télécommunications performants
- Institutions politiques stables
- Accord de coopération de change avec le Portugal, garantissant convertibilité et parité fixe avec l'euro, et une facilité de crédit
- 20 % de l'énergie consommée du pays provient actuellement de panneaux solaires et éoliennes, et objectif de 50 % en 2030

- Faible diversification de l'économie et dépendance au tourisme
- Dette publique très élevée
- Fortement dépendant des performances économiques des pays de la zone euro
- Infrastructures vieillissantes et de mauvaise qualité
- Insularité : dépendance aux importations de denrées alimentaires (70 % des importations totales) et produits énergétiques
- Exposition au changement climatique et au risque volcanique, sismique et cyclonique

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une accélération de l'activité soumise à la reprise du tourisme

Le Cap Vert, poursuivra en 2022 la reprise économique amorcée en 2021. Fortement dépendante du secteur du tourisme (plus de 50 % des recettes totales d'exportations, et 38 % du PIB avant la pandémie de la COVID-19), la croissance devrait gagner en vigueur, à mesure que les restrictions sur les voyages s'allègent, et le taux de vaccination contre la COVID-19, domestique et européen (dont provient la majorité des touristes), progresse. Si le secteur ne devrait pas retrouver son niveau d'activité pré-pandémique, la reprise des recettes d'exportations touristiques soutiendra la contribution nette des échanges commerciaux à la croissance en 2022. Si les arrivées de touristes rebondiront probablement, l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19 et l'évolution de la situation sanitaire locale, et en Europe, continueront de menacer la reprise du secteur. La progression de l'investissement privé, traditionnellement tirée par ceux dans le secteur hôtelier, sera limitée par les perspectives incertaines de ce secteur. Les autorités, qui mettent l'accent sur les projets de développement durable et la diversification économique, offriront des réductions de taxes pour les projets privés favorisant l'utilisation d'énergie verte, afin de le favoriser. L'investissement public ciblera aussi la mise en place de projets dans les secteurs du transport et de la logistique, mais la contribution de l'investissement et de la consommation publics seront contraint par l'espace budgétaire limité par la lourde dette publique. Les autres secteurs clés de l'économie que sont la pêche (principalement de thons, 5 % du PIB), l'agriculture, l'énergie, la construction et le transport repartiront également, grâce à la reprise de la consommation extérieure et domestique. Les envois de fonds depuis l'étranger, qui ont atteint un niveau record en juin 2021 (plus de 15 % du PIB), couplés à l'assouplissement des restrictions de mobilité domestique et à une campagne de vaccination relativement efficace (fin 2021, 45 % de la population était totalement vaccinée), devraient soutenir la reprise de la dépense des ménages.

Des déficits jumeaux toujours importants

Le déficit courant devrait s'améliorer grâce au rebond des recettes touristiques. Il restera toutefois important en raison d'un déficit commercial structurellement élevé, l'insularité du pays générant une dépendance aux importations. Ce déficit est aggravé par celui du compte des revenus primaires (3 % du PIB en 2021), grevé par les rapatriements des bénéfices des investissements réalisés par les entreprises étrangères. Malgré les fonds envoyés par les migrants, qui contribuent à l'excèdent du solde des revenus secondaires, ils ne permettront pas de compenser ce déficit. Le déficit du compte courant continuera d'être financé par les dons et les prêts concessionnels, et bénéficiera de la reprise des flux d'IDE. La chute des recettes touristiques s'est traduite par une baisse des réserves de change (6,5 mois d'importations de l'année suivante en 2021 contre 9 en 2019), qui restent néanmoins à des niveaux élevés. L'ancrage à l'euro ne semble pas menacé.

La baisse des recettes fiscales liée à la pandémie et à la hausse des dépenses pour soutenir l'économie a aggravé le déficit budgétaire. Après une réduction en 2021, et s'il restera encore important en 2022, il devrait se réduire, le gouvernement menant une politique d'assainissement budgétaire. L'arrêt de mesures prises pendant la pandémie et une meilleure gestion des risques liés aux entreprises publiques permettront de contenir les dépenses, tandis que les revenus fiscaux bénéficieraient des efforts visant à améliorer la mobilisation des recettes domestiques. L'assainissement budgétaire devrait contraindre la dépense d'investissement en capital, malgré les ambitions des autorités. Même si la dette publique devrait poursuivre sur sa trajectoire descendante, elle restera à un niveau très élevé. La dette extérieure (75 % de la dette publique), détenue par des bailleurs de fonds multilatéraux (46,2 %) et bilatéraux (24,2 %), est en grande partie à des conditions concessionnelles, tempérant néanmoins le risque élevé de défaut. Les réformes des autorités visant à assurer la soutenabilité des finances publiques et de la dette sont accompagnées par le FMI dans le cadre d'un programme (non-financier) d'instruments de coordination politique.

Les élections 2021 instaurent une cohabitation

José Maria Neves, membre du Parti africain pour l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV, positionné à gauche) et Premier ministre entre 2001 et 2016, a été élu président dès le premier tour (51,7 % des voix) lors des élections d'octobre 2021. Il succède à la tête de l'État à Jorge Carlos Fonseca, issu du parti de centre droit, le Mouvement pour la Démocratie (MpD), qui avait atteint la limite constitutionnelle de deux mandats consécutifs. Ainsi, dans ce régime semi-parlementaire, sa victoire instaure une cohabitation avec le Premier Ministre Ulisses Correia e Silva (MpD), en poste depuis 2016. Le mandat de ce dernier a été renouvelé en avril 2021, après que le MpD a conservé sa majorité absolue lors des élections législatives (38 sièges sur 72), devançant le PAICV (30 sièges). José Maria Neves a promis de travailler avec le gouvernement du MpD. Les épisodes précédents de cohabitation n'ont traditionnellement pas généré de tensions politiques majeures, y compris entre 2011 et 2016, lorsque José Maria Neves était à la tête d'un gouvernement PAIVC, sous la présidence de Jorge Carlos Fonseca. Sur le plan international, le pays demeure très lié à l'Europe (principalement le Portugal et le Royaume-Uni), source importante de touristes et d'IDE. Il continuera également de développer ses liens avec la Chine, dont les investissements sur l'archipel sont en augmentation, se concentrant dans les secteurs du tourisme, des infrastructures, ainsi que dans la construction d'une zone économique spéciale.

CENTRAFRICAINE (RÉPUBLIQUE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**4,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**494**
DEVISE Franc CFA (CEMAC)	**XAF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,1	0,8	- 0,6	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,7	2,1	3,3	2,5
Solde public / PIB * (%)	1,4	- 3,3	- 1,1	- 1,2
Solde courant / PIB (%)	- 5,1	- 8,7	- 6,1	- 6,1
Dette publique / PIB (%)	47,8	44,1	46,4	44

(p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	35 %
CAMEROUN	15 %
CHINE	10 %
SUISSE	6 %
NIGER	5 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	34 %
CHINE	14 %
CAMEROUN	8 %
DANEMARK	7 %
INDE	5 %

- Potentiel agricole (coton, café), sylvicole et minier (diamant, or, uranium)
- Importance du soutien financier international
- Appartenance à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

- Extrême pauvreté très répandue
- Fragilité et instabilité des conditions sécuritaires et politiques provoquant d'importants mouvements de population dans et en-dehors du pays
- Faible diversification économique
- Forte dépendance à l'égard des exportations de matières premières
- Exportation illégale d'or et de diamant nuisible aux recettes publiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance soumise à l'insécurité

Bien que la République Centrafricaine (RCA) n'ait été que faiblement impactée en terme sanitaire par la pandémie de la COVID-19, les conséquences économiques, couplées à d'importants conflits post-électoraux nuisent aux perspectives de croissance pour 2022. Celles-ci sont positives, mais vulnérables à la fragilité des conditions de sécurité, qui ont notamment poussé le Cameroun à fermer le corridor Douala (principal port de la région) –Bangui, ville frontalière avec la RDC, pendant trois mois en 2021, bloquant ainsi une grande partie des échanges Centrafricains.

L'économie de la RCA est dépendante de ses exportations (15 % du PIB), en particulier de bois, or, diamant, cacao, café et coton (qui représentent ensemble 90 % de ses recettes d'exportations), qui seront stimulées par la reprise post-COVID-19 et la fermeté de leurs cours. En effet, les exportations de diamant (8 % du total) ont repris après une interruption quasi-totale pendant le pic de la pandémie. Côté agriculture (35,5 % du PIB et 77,1 % de l'emploi en 2020), la production et les exportations de coton devraient également augmenter, après que les pouvoirs publics aient poursuivi l'apurement des arriérés publics accumulés auprès des producteurs. Les activités liées au bois (2/3 des exportations de la RCA) et la sylviculture devraient s'intensifier en 2022 avec la reprise mondiale du secteur de la construction, qui a conduit à une explosion du prix du bois (+ 377 % en mai 2021 sur un an). Aussi, cette hausse du prix et de la demande de bois, notamment de la part de ses principaux clients comme la Chine, devrait booster les exportations centrafricaines et permettre un affaiblissement du déficit courant. Les importations devraient, elles aussi, également augmenter du fait de la hausse du prix du pétrole (1/3 des importations).

La consommation privée, qui s'était contractée en 2020 et 2021, conséquence de l'appauvrissement de la population, devrait repartir et soutenir la croissance en 2022. Enfin, l'investissement privé sera soutenu par l'adoption de réformes favorables aux entreprises, comme la protection des investisseurs minoritaires. Evidemment, la mise en place et l'efficacité de ces mesures sont sous la menace de la recrudescence de la violence et de l'insécurité, qui pourraient retarder la mise en œuvre des réformes économiques, mais également de l'évolution de la pandémie de COVID-19. En septembre 2021, seulement 0,2 % de la population centrafricaine était vaccinée contre la maladie.

Une dépendance à l'aide extérieure accrue

La situation budgétaire s'est détériorée et le déficit creusé du fait de la gestion des conflits post-électoraux et du blocus du corridor Bangui-Douala. Néanmoins, le poids de la dette publique a légèrement diminué du fait de l'allègement consenti par le FMI et devrait poursuivre sa tendance décroissante sur le long terme, plus de la moitié des dépenses publiques étant couvertes par des financements extérieurs multi ou bilatéraux, dont une bonne part sous forme de dons. En 2020, les dons des bailleurs de fonds internationaux représentaient 12,6 % du PIB, soit plus de 60 % des recettes totales du gouvernement. Par exemple, dans le contexte de la crise sanitaire, l'Agence française de développement, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, ainsi que l'UE ont délivré un appui budgétaire de plus de 400 millions de dollars (18 % du PIB). Le FMI a également accordé deux prêts concessionnels dans le cadre de sa Facilité de crédit élargie approuvée en décembre 2019. Enfin, en fin d'année 2021, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale a octroyé un prêt d'un montant de 15 milliards de francs CFA (27 millions de dollars) à la République centrafricaine, notamment pour la lutte contre la COVID-19 et le renforcement du système sanitaire.

La sécurité comme principal enjeu politique

La RCA demeure dans une situation politique et sécuritaire très précaire depuis 2013. Malgré un accord de paix signé en février 2019 entre le gouvernement et les différents groupes rebelles, qui a contribué à faire reculer la violence, la situation sécuritaire reste très dégradée. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu fin 2020 l'élection présidentielle, dont Faustin-Archange Touadéra, président sortant, est sorti vainqueur. L'élection s'est focalisée sur les enjeux sécuritaires, essentiels pour la reprise économique. Pourtant, depuis l'élection, de fréquents affrontements opposent partisans du président et la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) mouvement armé qui est la fusion de six groupes rebelles. Ces confrontations avaient empêché la bonne tenue des élections législatives qui se sont finalement déroulées entre mai en août 2021 : le parti présidentiel au pouvoir dispose d'une majorité relative. Les premiers défis du nouveau mandat de Faustin-Archange Touadéra sont le rétablissement de la sécurité et de l'intégrité territoriale du pays et la lutte contre l'impunité qui alimente les cycles de violence.

L'accord de paix prévoit d'intégrer des représentants des rebelles au sein du gouvernement et de permettre à l'armée nationale de reprendre le contrôle du territoire (70 à 80 % est aux mains des rebelles), avec des unités composées de militaires issus de l'armée régulière et des groupes rebelles. Cependant, l'application de cet accord est incertaine.

Enfin, la RCA connaît également des problèmes transfrontaliers, souvent liés aux mouvements de population. Des incidents ont éclaté en 2021 avec le Tchad. En effet, des rebelles centrafricains s'y étaient réfugiés, incitant les forces armées à aller à leur poursuite, causant des pertes à l'armée tchadienne.

ÉVALUATION COFACE

PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**19,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**12 993**
DEVISE Peso chilien	**CLP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,9	- 5,8	11,2	2
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	3,0	4,5	5,3
Solde public / PIB * (%)	- 2,9	- 7,3	- 7,8	- 3,6
Solde courant / PIB * (%)	- 3,8	1,4	- 4,6	- 3,3
Dette publique / PIB (%)	28,2	32,5	34,4	37,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Incluant les subventions.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	39 %
ÉTATS-UNIS	13 %
JAPON	9 %
ZONE EURO	9 %
CORÉE DU SUD	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	28 %
ÉTATS-UNIS	18 %
ZONE EURO	13 %
BRÉSIL	7 %
ARGENTINE	6 %

- Ressources minières (premier producteur de cuivre), agricoles, halieutiques et forestières
- Nombreux accords de libre-échange
- Politiques monétaires, fiscales et de taux de change flexibles
- Membre de l'OCDE et de l'Alliance du Pacifique
- Des institutions solides

- Économie de petite taille et ouverte, vulnérable aux chocs extérieurs en raison de la dépendance au cuivre et à la demande chinoise
- Exposition aux risques climatiques et sismiques
- Recherche et innovation insuffisantes
- Disparité des revenus et des richesses, systèmes d'éducation et de santé médiocres

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	ÉLEVÉ
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité va fortement ralentir en 2022

En 2022, la croissance du PIB freinera fortement, en raison d'une base de comparaison très élevée et du démantèlement progressif des mesures de relance. La consommation des ménages (61 % du PIB) devrait afficher une légère contraction, l'impact positif des trois séries de retraits de pensions (les décaissements jusqu'en décembre 2021 ont totalisé 15 % du PIB) s'estompant. En outre, même si le taux de chômage devrait continuer à s'améliorer pour se rapprocher de son niveau d'avant la crise, l'inflation restera à un niveau élevé et la banque centrale maintiendra sa position monétaire aggressive. Dans le même temps, les investissements bruts en capital fixe (21 % du PIB) devraient également se contracter, en raison du poids du secteur privé. En fait, les investisseurs devraient rester prudents en raison de l'incertitude liée à l'arrivée d'un nouveau gouvernement, au processus de réécriture de la constitution en cours et à la possibilité d'une augmentation des redevances pour les sociétés minières. En revanche, les exportations nettes devraient contribuer positivement à l'activité. Les exportations devraient connaître une légère expansion, sous l'effet d'une demande de cuivre toujours soutenue (l'exploitation minière représentait 62 % du total des ventes à l'étranger en 2021, le métal rouge représentait à lui seul 57 % de toutes les ventes de biens). En revanche, les importations devraient diminuer parallèlement à l'affaiblissement de la demande intérieure.

Des déficits jumeaux importants devraient évoluer positivement

Le compte courant a enregistré une large détérioration en 2021, revenant à son déficit habituel. Le déficit des revenus primaires s'est fortement creusé, les revenus des investissements étrangers rapatriés ayant fortement augmenté, notamment dans un contexte de hausse des prix du cuivre. En outre, le déficit des services a également évolué négativement en raison de la hausse du coût du fret international. L'excédent de la balance commerciale s'est néanmoins réduit, malgré la forte expansion des exportations. Cela s'explique par le fait que les importations ont enregistré une croissance relativement plus rapide, grâce à une forte demande intérieure et à des prix internationaux du pétrole élevés. Sur le plan du financement, les investissements directs étrangers nets se sont améliorés par rapport au niveau de 2020, mais ils n'ont pas suffi à couvrir l'important déficit du compte extérieur. Néanmoins, les investissements de portefeuille, plus volatils, pourraient combler le déficit restant (émission de titres de créance par le secteur public, les entreprises non financières et les banques). En 2022, le déficit de la balance courante devrait se réduire car la forte décélération de l'activité intérieure réduira les importations et le rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères. En ce qui concerne la dette extérieure, elle s'élevait à 81,3 % du PIB au troisième trimestre 2021, dont 65 % sont dus par le secteur privé. En outre, la banque centrale dispose d'environ 53,3 milliards de dollars de réserves de change (couvrant plus de 8 mois d'importations).

Sur le plan budgétaire, le déficit s'est encore creusé en 2021, malgré les recettes élevées liées au cuivre et le fort rebond des recettes fiscales dans un contexte de reprise économique vigoureuse. Cela s'explique par des mesures de relance budgétaire plus importantes. En conséquence, le déficit budgétaire a été principalement financé par le prélèvement sur le fonds souverain (le Trésor détenait 9,9 milliards USD en octobre 2021, contre 19 milliards USD en décembre 2020) et l'émission de nouvelles dettes. En 2022, le déficit des comptes publics devrait se réduire, conformément au budget 2022, qui prévoyait une contraction des dépenses réelles de 22,5 % par rapport à 2021.

Incertitude politique au milieu d'un nouveau gouvernement et de la réécriture de la constitution

Lors du second tour des élections présidentielles de décembre 2021, Gabriel Boric, de la coalition de gauche Apruebo Dignidad, a battu le candidat de droite du parti républicain Jose Antonio Kast (56/44). M. Boric deviendra le plus jeune président du Chili (35 ans) et prendra ses fonctions le 11 mars 2022. Il est un ancien leader étudiant et était représentant au Congrès depuis 2014. Sa victoire représente un changement par rapport aux sortants centristes, qui présidaient le pays depuis la fin de la dictature militaire d'Augusto Pinochet en 1990. M. Boric se décrit comme un socialiste modéré et est susceptible d'augmenter les dépenses sociales (comme la création d'une retraite de base universelle). Pour les financer, il plaide en faveur d'une augmentation des impôts de 5 % du PIB en quatre ans, notamment un impôt sur la fortune et une hausse de l'impôt sur les sociétés. Le programme gouvernemental fixe également comme objectif une dette publique qui ne dépasse pas 45 % du PIB à la fin de son mandat de quatre ans. Il a également insisté sur le renforcement de la protection du travail, la création d'une taxe sur le carbone, le durcissement des règles environnementales et l'augmentation des redevances minières. Néanmoins, l'absence de majorité au Congrès réduit les chances d'adopter des changements politiques significatifs, car il faudra rechercher un consensus. La coalition Apruebo Dignidad détient 37 des 155 sièges de la Chambre basse, très fragmentée, et cinq des 50 sièges du Sénat (répartis équitablement entre la coalition de centre-droit dirigée par Chile Podemos Mas et plusieurs partis de gauche et indépendants). Enfin, la version finale de la constitution actuellement rédigée par la Convention constitutionnelle de gauche devrait être votée d'ici juillet 2022, avant d'être soumise à un référendum en septembre 2022.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU CHILI

Paiement

Les billets à ordre, chèques et lettres de change sont fréquemment utilisés dans les transactions commerciales au Chili. En cas de défaut de paiement, ils offrent au créancier certaines garanties, dont l'accès à la procédure sommaire (*juicio ejecutivo*). Dans un *juicio ejecutivo*, après examen des documents qui lui ont été remis, un juge de première instance (*juzgado civil*) peut ordonner au débiteur de payer dès notification, sous peine de saisie de ses biens. Une validation de ces documents par un tribunal pourra être nécessaire pour leur donner force de loi.

La lettre de change garantie par une banque est largement acceptée bien qu'assez difficile à obtenir. Elle limite le risque de défaut de paiement, en offrant au créancier un recours supplémentaire à l'encontre de l'endosseur de la lettre.

Le chèque, qui est davantage utilisé que la lettre de change ou le billet à ordre, offre des garanties légales similaires dans le cadre de la procédure sommaire (*juicio ejecutivo*) en cas d'impayé pour cause (*protesto*) de chèques sans provision ou de comptes clôturés. Les chèques et autres documents mentionnés, s'ils ne sont pas payés dans les délais, peuvent être signalés à une société d'évaluation de crédit appelé *Boletin Comercial* (BC).

Il en est de même du billet à ordre (*pagaré*) qui, comme la lettre de change et le chèque, est un instrument ayant force de loi. Si ce billet est impayé, il peut également être inscrit au BC. Pour le billet à ordre, un protêt (*protestada*) doit être dressé par un notaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Le BC est une société dont la mission est de mener des analyses du risque financier. Il fournit à d'autres sociétés d'information (comme Dicom, SIISA) des renseignements concernant les créances inscrites à l'échelle nationale pour tous les types de débiteurs. BC est l'organisme officiel le plus important sur le plan national placé sous la dépendance de la chambre de commerce de Santiago (*Cámara de Comercio* de Santiago). Les entreprises commerciales et les particuliers peuvent y être répertoriés en tant que débiteurs. Le registre fournit des renseignements financiers clés, qui peuvent être consultés par quiconque souhaite avoir une idée du comportement financier d'une entreprise commerciale ou d'un particulier.

Très utilisés par les banques chiliennes, les virements électroniques par l'intermédiaire du réseau SWIFT sont un moyen de règlement rapide, relativement fiable et bon marché.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le recouvrement commence par une procédure à l'amiable au cours de laquelle les parties peuvent s'entendre sur le règlement du paiement ou mettre en place un autre échéancier de paiement. La durée de cette phase amiable dépend du délai de prescription des documents qui étayent la créance (chèque, facture, billet à ordre, lettre de change). Une mise en demeure est adressée au débiteur par lettre recommandée, lui intimant l'ordre de payer la somme due.

En l'absence de clauses spécifiques incluses par les parties dans le contrat commercial, le taux applicable aux retards de paiement est le taux d'intérêt normal périodiquement défini par la banque centrale du Chili.

Procédure ordinaire

Si un accord de règlement ne peut être conclu avec le débiteur, le créancier engagera une procédure de recouvrement légal régie par la procédure civile locale.

Outre le recours à la procédure sommaire (*juicio ejecutivo*), un créancier qui n'est pas en mesure de parvenir à un règlement extrajudiciaire avec un débiteur peut faire valoir son droit au paiement par le biais de l'action en justice correspondante régie par la procédure civile. Les lois procédurales locales distinguent deux types de procédures de recouvrement judiciaire : la procédure ordinaire (*juicio ordinario*) ; ou la procédure extra-sommaire (*juicio sumario*) suivant le montant du litige et le type de documents étayant la créance.

Le demandeur doit expliquer le fondement de son action en justice et soumettre tous les documents (originaux) et les preuves à l'appui de sa requête. À l'issue de la première présentation devant le tribunal, le juge décidera si l'action en justice est bien ou mal fondée. S'il considère que les arguments et les preuves sont suffisants, il autorisera l'ouverture de la procédure.

Toute action en justice nécessite la présence d'un avocat (juriste), qu'il s'agisse d'un tribunal de première instance (*Juzgados – primera instancia*) ou de deuxième instance (*Corte Apelaciones o Suprema – segunda instancia*).

Le débiteur peut contester le jugement au moyen d'arguments stipulés par la loi dans le Code de procédure civile (*Código de Procedimiento Civil*) comme le paiement de la dette, la prescription, la compensation, etc. Le juge examinera ces arguments et acceptera ou rejettera la défense. Il est important de noter que, pendant que les arguments de la défense du débiteur sont débattus par les parties au procès, les mesures de saisie des actifs ne sont pas suspendues, la logique étant que le débiteur ne peut retarder la procédure inutilement.

Un procès peut durer de six mois à deux ans, suivant le document, la défense adoptée par le débiteur et la formation d'un pourvoi en appel à l'issue du jugement initial.

Exécution d'une décision de justice

Les décisions par des tribunaux nationaux sont exécutoires dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision, le tribunal peut ordonner une mise en adjudication de ses actifs. Il n'est pas possible de procéder au recouvrement auprès d'une tierce partie ayant une dette auprès du débiteur.

Les sentences étrangères peuvent être appliquées si la Cour suprême les valide dans le cadre d'une procédure d'*exequatur*. Le droit chilien ne reconnaît les jugements étrangers que sur la base de la réciprocité : le pays émetteur doit avoir signé un accord avec le Chili concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice. La procédure peut durer de un à deux ans et les montants à recouvrer diminuent, car il n'est pas possible de demander la restitution des impôts payés au Trésor, ce que les entreprises nationales peuvent exiger.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Redressement extrajudiciaire

La loi sur la faillite de 2014 reconnaît les accords entre créanciers et débiteurs négociés en dehors du cadre d'une procédure de faillite, sous réserve qu'un tribunal approuve l'accord ainsi élaboré en dehors du cadre du tribunal des faillites. Pour obtenir cette approbation, au moins deux créanciers (dont les demandes représentent au moins 75 % du montant total des demandes correspondant à leurs groupes respectifs) doivent accepter le plan.

Le droit chilien distingue différentes catégories de créanciers dans le cadre d'une procédure de faillite, par exemple, les employés à qui il est dû de l'argent, les créanciers détenteurs d'une hypothèque (généralement des banques), etc. Les créanciers de ces catégories ont un droit préférentiel de paiement par rapport aux autres. Si les créanciers ne répondent pas aux critères pour faire partie de ces catégories, ils ne bénéficient d'aucune sorte de droit préférentiel de paiement.

En attente d'approbation du plan, le tribunal suspend la procédure et les actions intentées par les créanciers à l'endroit du débiteur. Cependant, au cours de cette période, il est interdit au débiteur de disposer de ses actifs. Après approbation, ce plan a le même effet qu'un redressement judiciaire.

Procédure de restructuration

Les processus de restructuration menés sans procédure formelle de faillite sont également menés dans le cadre d'un procès judiciaire à la demande du (des) créancier(s). Dans le cas où le débiteur n'est pas en mesure de réorganiser sa dette par un accord ou une négociation, les créanciers peuvent demander la liquidation de la société.

Redressement judiciaire

Ces accords sont plus formels que les accords extrajudiciaires, et ne peuvent être déposés que par les débiteurs, dans la mesure où ils doivent déclarer leur insolvabilité au tribunal. La procédure concerne à la fois les créanciers garantis et non garantis. Dès lors que les débiteurs sont engagés dans le processus de redressement judiciaire, ils doivent proposer un plan de redressement, qui doit recueillir l'approbation d'au moins les deux tiers du nombre total des créanciers.

Liquidation judiciaire

La liquidation judiciaire s'organise autour d'une unique procédure engagée sur demande du débiteur ou des créanciers. Les créanciers peuvent demander la mise en faillite du débiteur lorsque ce dernier est défaillant sans avoir désigné un administrateur pour son entreprise. Une fois la faillite déclarée, un syndic de faillite est chargé de la responsabilité de l'entreprise et des actifs du débiteur.

CHINE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**1 414,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**10 511**
DEVISE Yuan renminbi chinois	**CNY**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,0	2,3	8,1	5,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,9	2,5	0,9	2,0
Solde public / PIB (%)	- 6,3	- 11,2	- 7,5	- 6,8
Solde courant / PIB (%)	0,7	1,9	1,6	1,5
Dette publique / PIB (%)	57,1	66,3	68,9	72,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	17 %
ZONE EURO	12 %
HONG KONG	11 %
JAPON	5 %
VIETNAM	4 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	11 %
TAÏWAN	10 %
JAPON	9 %
CORÉE DU SUD	8 %
ÉTATS-UNIS	7 %

- Risque limité sur la dette souveraine car la dette publique reste principalement intérieure et libellée en monnaie locale
- Risque réduit de surendettement extérieur (privé) grâce au niveau élevé des réserves de change
- Renforcement progressif des chaînes de valeur mondiales dans le cadre du plan Chine 2025
- Secteur des services dynamique, tiré par les évolutions favorables du commerce électronique
- Bon niveau d'infrastructures
- Présence accrue dans les pays émergents et en développement grâce à la BRI

- L'endettement élevé des entreprises
- Dépendance à l'égard des importations technologiques clés
- La mauvaise affectation de capitaux au secteur des entreprises d'État pourrait éroder la croissance potentielle à long terme
- Stratégie gouvernementale ambiguë pour arbitrer entre réforme et croissance
- Vieillissement de la population, entraînant des dépenses publiques élevées et des coûts de main-d'œuvre plus importants
- Problèmes environnementaux

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Ralentissement de la croissance

La croissance du PIB de la Chine devrait ralentir par rapport à sa reprise de 2021, et revenir à sa tendance pré-COVID en 2022. Toutefois, les efforts pour maintenir l'équilibre entre les multiples objectifs seront ténus. Ces dernières années, le gouvernement a minimisé l'importance de l'objectif du PIB et décidé de ne pas fixer d'objectif de croissance numérique pour le 14e plan quinquennal (2021-2025). Il s'est contenté d'annoncer un objectif prudent « d'au moins 6 % » pour 2021. L'économie chinoise a progressé de 8,1 % en 2021, en partie grâce à un effet de base faible en 2020. La consommation totale, combinaison des dépenses des ménages (39 % du PIB) et des dépenses publiques (17 % du PIB), a contribué à hauteur de 6,4 points de pourcentage (pp), suivie des exportations nettes (2,4 % du PIB) à hauteur de 1,9 pp et des investissements (42 % du PIB) à hauteur de 1,5 pp.

En effet, la demande intérieure reste faible. Les ventes au détail ont augmenté de 3,9 % en glissement annuel en novembre 2021, ce qui est bien loin de leur croissance d'environ 8 % d'avant la pandémie et suggère un impact des restrictions prolongées et ponctuelles sur les déplacements. Toutefois, la croissance des investissements fixes, en particulier les dépenses d'infrastructures aux niveaux local et régional, pourrait s'accélérer en 2022, les autorités ayant indiqué un soutien budgétaire plus marqué, soulignant l'importance de maintenir un environnement économique stable et sain avant le 20e congrès national du Parti (CNP). En ce qui concerne le commerce extérieur, l'éventuel coup de fouet donné aux exportations chinoises sous l'effet de la demande (informatique, téléphonie, électronique, ameublement, automobile, habillement), compte tenu des nouvelles restrictions potentielles des capacités de production et de la mobilité à l'étranger, pourrait être contrebalancé par des pénuries de puces et de moyens de transport, ainsi que par la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie.

Toutefois, à court terme, la stratégie prolongée du « zéro-COVID » empêchera une reprise complète de la consommation des ménages et retardera la transition vers une économie tirée par la consommation. Les autorités devront également relever des défis considérables pour atteindre leur double objectif à plus long terme de neutralité carbone tout en évitant une transition énergétique pénible à plus court terme, comme les pénuries d'électricité subies au second semestre 2021. La trajectoire de la pandémie reste le principal risque immédiat pour les perspectives économiques de la Chine, mais le ralentissement du secteur immobilier (29 % du PIB) constitue également un risque majeur, avec des implications importantes pour le développement de ce secteur, le bâtiment et les finances des gouvernements locaux qui dépendent largement des ventes de terrains. Alors que des mesures de resserrement continueront d'être mises en œuvre, le gouvernement cherchera à éviter un effondrement du marché immobilier en exploitant divers leviers politiques (par exemple, la normalisation des financements liés à l'immobilier) pour garantir l'achèvement des projets et les paiements aux entrepreneurs et aux fournisseurs, notamment en empêchant les défaillances des principaux promoteurs. Un nouvel assouplissement monétaire attendu en 2022 devrait également apporter un certain soutien.

Le désendettement mis en veilleuse

Nous prévoyons que l'excédent de la balance courante en 2022 sera globalement similaire à celui de 2021, soutenu par un fort excédent des échanges de biens, tandis que le déficit de la balance des services devrait peu changer, car les restrictions prolongées sur les voyages à l'étranger continueront à limiter les sorties de fonds liées aux services touristiques. Le renminbi s'est apprécié tout au long de l'année 2021, les autorités s'inquiétant de la vigueur de la monnaie et imposant des mesures telles que l'augmentation des réserves de change des banques à deux reprises au cours de l'année. La Chine continue de bénéficier d'un grand nombre d'investissements directs étrangers (IDE), avec une croissance des IDE de 15,9 % entre janvier et novembre 2021.

La dette intérieure globale du secteur non financier restera élevée (265 % du PIB au troisième trimestre 2021), 60 % de la dette étant due par des sociétés non financières. Ces sociétés, dont beaucoup sont des entreprises d'État, sont aux prises avec des niveaux d'endettement élevés et des surcapacités. Alors que les entreprises d'État sont pour la plupart détenues par les provinces, les défauts de paiement sur leurs obligations sont en augmentation, en raison de la volonté croissante de Pékin d'imposer la loi du marché et de rompre avec le postulat d'une garantie implicite de l'État pour la dette des entreprises d'État. Toutefois, les efforts de désendettement devraient ralentir, voire s'arrêter temporairement en 2022, le gouvernement donnant la priorité à la stabilité avant le CNP de l'automne.

La succession des dirigeants en ligne de mire

Le Parti communiste chinois (PCC) tiendra son 20e congrès national à la fin de 2022. Cet événement, qui a lieu deux fois par décennie, fournira des indices sur la prochaine génération de dirigeants, en particulier sur les successeurs potentiels de Xi Jinping, qui devrait rester à la tête du pays pour un troisième mandat, ce qui sera inédit. Sur le front extérieur, la concurrence et les tensions stratégiques entre les États-Unis et la Chine vont perdurer à long terme. Les droits de douane existants ont un impact inégal selon les zones géographiques en Chine.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN CHINE

Paiement

Le paiement en espèces est généralement utilisé pour les transactions de détail en face à face. En raison des contrôles stricts des capitaux imposés par les autorités, un individu peut acheter au maximum 50 000 USD par an. De plus, lorsqu'une entreprise chinoise effectue un paiement international dans une devise étrangère, elle doit soumettre une demande de paiement en devise étrangère à la banque locale, accompagnée de documents justificatifs comme les contrats de vente et les factures. L'ensemble du processus peut être assez long et il est possible que la banque refuse la transaction.

Les traites d'acceptation commerciale (CAD) et les traites d'acceptation bancaire (BAD) sont deux méthodes communes de paiement pour les entreprises chinoises. Il s'agit de deux instruments négociables : alors que la CAD est émise par des sociétés pour confier au payeur le paiement inconditionnel du montant spécifié au bénéficiaire à la date prévue, la BAD est émise par le demandeur de l'acceptation, confiant à la banque d'acceptation le paiement inconditionnel d'une certaine somme au bénéficiaire ou au porteur à la date prévue. Dans la pratique, la BAD est considérée comme plus sûre et donc mieux acceptée que la CAD.

Les lettres de crédit et les chèques sont également utilisés, mais ils sont moins populaires en Chine. L'utilisation de lettres de crédit est généralement limitée aux grandes entreprises, et les chèques sont rarement utilisés par les particuliers et les entreprises.

Les virements bancaires SWIFT sont également parmi les moyens de paiement les plus populaires, car ils sont rapides, sûrs et soutenus par un réseau bancaire développé, tant au niveau international que national.

Recouvrement de créances

Phase amiable

Le créancier passe des appels téléphoniques et envoie des lettres de recouvrement pour poursuivre le débiteur pour paiement. Si le débiteur est réceptif et reconnaît la dette, les deux parties négocieront des plans de paiement pour tenter d'obtenir le règlement du paiement. En cas de litige, les deux parties doivent parvenir à un accord ou offrir une remise sur le montant de la dette.

Procédures judiciaires

Le système judiciaire chinois est complexe. Il se compose de multiples tribunaux à différents niveaux. Les tribunaux populaires (de comté ou municipaux) constituent le niveau le plus bas. Ils sont compétents dans la plupart des affaires de première instance. Les tribunaux populaires intermédiaires traitent certaines affaires en première instance, telles que les grandes affaires ayant un rapport avec l'étranger, ainsi que les appels interjetés contre des décisions rendues par les tribunaux populaires de base. Au niveau supérieur, la Haute Cour populaire tranche les grandes affaires en première instance. La Cour populaire suprême, qui se situe au niveau le plus haut, s'occupe des questions d'interprétation et est compétente dans les affaires ayant de grandes conséquences au niveau du pays.

Procédure accélérée

Si la dette est purement pécuniaire, qu'il n'y a pas d'autre litige entre le créancier et le débiteur, et que l'ordonnance de remboursement peut être signifiée au débiteur, le créancier peut demander une ordonnance de remboursement contre le débiteur au tribunal. Le débiteur dispose d'un délai de 15 jours pour rembourser la dette après l'émission de l'ordonnance : sinon, il doit présenter une défense avant le délai de paiement. Si le débiteur ne fait ni l'un ni l'autre, le créancier peut demander l'exécution. Toutefois, si la défense ou l'opposition écrite du débiteur est approuvée par le tribunal et que la décision de mettre fin à l'ordre de paiement de la dette est rendue, l'ordre de paiement de la dette sera invalidé et le créancier pourra choisir d'intenter une action en justice. Dans la pratique, les créanciers n'ont généralement pas recours à la procédure accélérée et engagent immédiatement une procédure judiciaire lorsque la phase amiable échoue.

Procédure ordinaire

La procédure judiciaire commence lorsque le créancier intente l'action et dépose l'état des créances auprès de la juridiction compétente en la matière. Une fois l'affaire acceptée, l'assignation à comparaître sera remise aux parties en cause. Habituellement dans un délai d'un mois, la première audience sera organisée et le tribunal fera une dernière tentative pour parvenir à un accord de paiement entre créancier et débiteur par médiation. En l'absence d'accord, le litige se poursuivra par plusieurs séries d'audiences, avant qu'un jugement ne soit rendu par le tribunal.

En théorie, une décision de première instance peut être rendue dans les six mois suivant l'acceptation de l'affaire, mais en pratique, la procédure peut durer plus longtemps lorsque la complexité de l'affaire augmente (par exemple, lorsqu'il y a plus d'un créancier ou lorsqu'une partie étrangère est impliquée). Dans certains cas, l'ensemble du processus peut durer d'un à deux ans. En outre, la procédure en appel doit être close dans les trois mois suivant l'acceptation de l'appel.

Exécution d'une décision de justice

Les jugements nationaux, une fois obtenus, peuvent être exécutés, par exemple, en saisissant les comptes bancaires du débiteur, ses biens, ou par un transfert de droits. Le créancier peut demander l'exécution devant le tribunal populaire ou auprès d'un officier chargé de l'exécution.

Pour les jugements étrangers, la reconnaissance et l'exécution sont fondées sur les dispositions d'un traité international conclu ou auquel la Chine et le pays étranger ont adhéré ou sur le principe de réciprocité. Dans la pratique, l'exécution des sentences arbitrales étrangères est plus facile que l'exécution des décisions judiciaires étrangères en Chine, car plus de 150 pays, dont la Chine, ont signé et ratifié la Convention des Nations unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 10 juin 1958).

Une autre méthode d'exécution est l'arrangement sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale (REJA) entre la Chine et Hong Kong. Il existe des accords similaires entre la Chine continentale et Macao, ainsi qu'entre la Chine continentale et Taïwan. Ces accords fournissent une base juridique aux tribunaux chinois pour l'exécution des jugements de Hong Kong, Macao et Taïwan. Ils permettent aux créanciers de recourir aux tribunaux de Hong Kong, de Macao et de Taïwan pour des affaires en Chine continentale.

Procédures d'insolvabilité

Les parties peuvent convenir d'arrangements de restructuration de la dette sans avoir recours aux tribunaux. Toutefois, de tels arrangements ne doivent pas mettre en péril les intérêts d'autres créanciers, faute de quoi ils pourraient être déclarés nuls par la suite dans le cadre d'une procédure judiciaire de faillite.

La loi chinoise de 2007 sur la faillite des entreprises définit trois types de procédures formelles de faillite : la faillite, la réorganisation et la conciliation.

Procédure de restructuration

Elle peut éviter à une entreprise disposant d'actifs abondants mais rencontrant des problèmes de liquidités d'entrer en faillite. Le débiteur ou le créancier peut demander au tribunal la Restructuration, ce qui permet au débiteur de gérer ses biens sous la supervision d'un administrateur. Un plan de restructuration devrait être approuvé par la majorité des créanciers de chaque classe de vote (créanciers garantis, créanciers, employés...) lors des assemblées des créanciers, puis envoyé au tribunal pour approbation dans les dix jours suivant la date de son adoption.

Après la mise en œuvre du plan de restructuration, l'administrateur supervisera et soumettra au tribunal un rapport sur l'exécution par le débiteur. L'administrateur ou le débiteur doit déposer une demande d'approbation auprès du tribunal dans les 10 jours suivant la date de l'adoption.

Rapprochement

Cette procédure permet à l'entreprise de régler ses dettes avec son créancier avant la déclaration judiciaire de faillite du débiteur. Ce dernier soumet directement une proposition de paiement au tribunal et, après avoir reçu l'approbation du tribunal sur la proposition de paiement transactionnel, récupère ses biens et son entreprise auprès des administrateurs. L'administrateur supervisera l'exécution par le débiteur et fera rapport au tribunal. Si le débiteur ne met pas en œuvre la proposition de compromis, le tribunal met fin à cette procédure et déclare le débiteur en faillite, comme le demandent les créanciers.

Faillite

Cette procédure a pour but de liquider une société insolvable et de distribuer ses actifs à ses créanciers. La demande de faillite doit être déposée auprès du tribunal et peut être envoyée à la fois au nom du débiteur et d'un créancier. Une fois la demande de faillite acceptée, le tribunal nommera un administrateur du comité de liquidation et le débiteur sera informé dans les cinq jours et tenu de soumettre un état financier au tribunal dans les 15 jours. L'administrateur vérifiera les réclamations et distribuera les biens aux créanciers. Une fois la distribution finale terminée, le tribunal recevra le rapport de l'administrateur et décidera s'il y a lieu de clore la procédure dans les 15 jours.

Dispositions spéciales concernant les procédures de faillite des entreprises pendant la pandémie COVID-19 de 2020 :

1. Dans le cas où les créanciers demandent l'ouverture d'une procédure de faillite d'entreprise en raison du défaut de paiement de la dette du débiteur à la suite de la pandémie ou des mesures de prévention de la pandémie, le tribunal populaire doit s'efforcer de prévenir la faillite du débiteur en facilitant activement la négociation de la dette entre le débiteur et le créancier par des mesures telles que le paiement échelonné, l'extension des conditions de crédit, la révision des prix contractuels.
2. Le tribunal devrait distinguer les entreprises en difficulté financière principalement en raison de COVID-19 de celles qui souffraient déjà de difficultés financières avant la pandémie. Pour les premières, la procédure de faillite sera empêchée, tandis que pour les secondes, le tribunal les laissera faire faillite.

CHYPRE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,9
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	26 785
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,1	- 5,2	5,4	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,6	1,1	1,9	1,7
Solde public / PIB (%)	1,5	- 5,7	- 4,9	- 1,4
Solde courant / PIB (%)	- 6,3	- 10,1	- 9,1	- 7,3
Dette publique / PIB (%)	94,0	115,3	104,1	97,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

GRÈCE	8 %
LIBÉRIA	7 %
ROYAUME-UNI	7 %
LIBYE	6 %
PAYS-BAS	6 %

Importations de biens % du total

GRÈCE	22 %
ITALIE	8 %
ROYAUME-UNI	8 %
ALLEMAGNE	7 %
CHINE	6 %

- Situation géographique centrale entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique qui favorise l'industrie du transbordement de fret
- Plate-forme de financement offshore
- Gisements de gaz naturel offshore riches et inexploités
- Main-d'œuvre qualifiée et anglophone
- Gestion relativement réussie de la pandémie

- Territoire divisé, contexte géopolitique de plus en plus tendu dans les pays voisins
- Petit marché intérieur, isolé du reste de l'Europe
- Forte dépendance vis-à-vis de la Russie et du Royaume-Uni en tant que marchés d'exportation et sources de financement (risques liés au Brexit)
- Lenteur des procédures judiciaires, mauvaise exécution des contrats
- Endettement très élevé de l'État, des banques, des entreprises et des ménages
- Faible diversification industrielle (tourisme, bâtiment, gaz naturel, finance)

APPRÉCIATION DU RISQUE

La consommation et l'investissement portent une reprise dynamique

Les mesures de soutien d'urgence déployées en 2020 et prolongées en 2021 ont réussi à protéger l'économie des dommages permanents pendant la pandémie. En conséquence, l'activité a retrouvé son niveau d'avant la pandémie et devrait poursuivre une expansion rapide en 2022. L'emploi a été en grande partie protégé grâce au régime de suspension du travail temporaire, qui a couvert jusqu'à 65 % de la main-d'œuvre au plus fort de la crise. Grâce à ces mesures de protection de l'emploi et à l'épargne accumulée, la consommation des ménages (64 % du PIB) continuera d'être florissante et restera le principal moteur de la croissance. La reprise de l'investissement (20 % du PIB), tant public que privé, sera fortement soutenue par les fonds NGEU, qui s'élèveront à 6 % du PIB sur la période 2021-2027. L'industrie du tourisme, qui représente directement et indirectement 20 % du PIB, a enregistré des résultats étonnamment bons en 2021 et continuera de s'améliorer en 2022. Néanmoins, elle ne retrouvera pas son niveau d'avant la pandémie avant la fin de 2023. La reprise progressive du tourisme, du transport maritime et des services professionnels bénéficieront aux exportations nettes. Bien que les entreprises aient fait preuve d'une résilience impressionnante grâce aux programmes de soutien, les vulnérabilités sous-jacentes subsistent malgré tout. En effet, de nombreuses PME du secteur de l'hôtellerie et du transport de passagers ont compté sur les moratoires de remboursement de prêts pour rester solvables. Les restructurations de prêts ont bondi de 400 % en glissement annuel au premier semestre 2021 après l'expiration de la première tranche. À long terme, la diversification réussie de l'économie dépendra dans une large mesure du développement d'une industrie du gaz naturel qui, malgré son potentiel, est confrontée à d'importants défis géopolitiques et environnementaux.

Les vulnérabilités fiscales et bancaires sont toujours présentes

Grâce à la hausse des recettes fiscales due à la reprise et au ralentissement de la croissance des dépenses, le déficit budgétaire devrait s'améliorer sensiblement. Néanmoins, la croissance des dépenses restera élevée (+ 7 %), principalement en raison du renforcement structurel du système de santé. Les performances économiques favorables, combinées à des taux d'intérêt encore bas, permettront une correction rapide du ratio de la dette publique, qui restera néanmoins élevé. À plus long terme, deux éléments pèseront sur la viabilité des finances publiques : les engagements contingents envers le secteur bancaire (6 % du PIB) et le déficit structurel de recettes fiscales laissé par le programme de citoyenneté par l'investissement (CIP), désormais aboli. Le secteur bancaire porte encore les cicatrices de la crise de l'euro, avec un ratio de créances douteuses proche de 18 %, et est exposé à des défaillances liées à la pandémie non-matérialisées pour l'instant. On estime que le CIP a généré environ 10 millions d'euros de recettes et d'investissements entre 2013 et 2020, soit une moyenne de 1,4 % du PIB par an. En outre, la fin du programme CIP se traduira par un flux moins important d'IDE fiables (14 % du PIB). Avec un secteur exportateur de biens modeste (bateaux de plaisance, pétrole raffiné, produits alimentaires), l'excédent des services n'est pas suffisant pour éviter les déficits chroniques du compte courant. Par conséquent, en l'absence de réformes favorables aux investissements (l'exploitation du gaz a été ralentie par les entraves bureaucratiques), une part plus importante du déficit de la balance courante sera financée par des flux de capitaux moins fiables. Cette situation est préoccupante compte tenu la position négative très importante des investissements internationaux du pays (- 52 % du PIB) et de sa dette extérieure (984 % du PIB, reflétant principalement des expositions financières offshore).

Des eaux contestées au cœur d'un équilibre géopolitique fragile

L'île de Chypre est divisée entre la République de Chypre (RC), membre de la zone euro et alignée sur la Grèce, qui contrôle la moitié sud de l'île, et la République turque de Chypre du Nord (RTCN), qui contrôle le nord et n'est reconnue que par la Turquie. Si une situation d'impasse pacifique a été maintenue depuis les années 1970, les tensions géopolitiques croissantes entre la Grèce, Chypre et l'UE d'une part, et la Turquie d'autre part, ont tendu davantage cette relation. Les élections législatives de 2021 en RC ont affaibli le gouvernement minoritaire du président Nicos Anastasiades, son parti libéral conservateur (Disy) devançant toujours le communiste Akel et son ancien partenaire de coalition nationaliste centriste Diko, les deux premiers perdant des sièges au profit de l'extrême droite Elam. Le système présidentiel de la RC signifie qu'il restera en fonction au moins jusqu'à l'élection présidentielle de 2023. L'escalade de la confrontation avec la Turquie et la RTCN sur les revendications maritimes et l'enjeu des gisements de gaz potentiels reste un défi crucial. Depuis 2018, la Turquie a envoyé à plusieurs reprises des navires d'exploration escortés par des navires militaires dans les eaux contestées. La RC est soutenue par l'UE et la Grèce, mais les efforts diplomatiques pour atténuer les tensions ont le plus souvent échoué. Chypre reste un membre clé du Forum EastMed Gas, une alliance avec l'Égypte, la Grèce, Israël, l'Italie, la Jordanie et la Palestine, visant à favoriser une industrie gazière régionale. Toutefois, dans le cadre de l'agenda vert de l'UE, des doutes profonds ont été émis quant à la viabilité économique et environnementale du projet de gazoduc EastMed, ce qui réduit l'influence chypriote au sein du groupe.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT À CHYPRE

Paiement

Les lettres de change sont utilisées par les sociétés chypriotes dans les transactions nationales et internationales. En cas de défaut de paiement, une protestation certifiant la lettre refusée sera établie par un notaire dans les deux jours ouvrables suivant la date d'échéance.

Bien que les chèques restent largement utilisés dans les transactions internationales, dans l'environnement commercial national les chèques sont traditionnellement utilisés moins en qualité d'instrument de paiement que comme instrument de crédit, ce qui permet de créer des dates d'échéance de paiement successives. Par conséquent, une pratique fréquente et largement répandue est que plusieurs créanciers endossent des chèques postdatés. Par ailleurs, les émetteurs de chèques refusés peuvent être passibles de poursuites, sous réserve qu'une plainte soit déposée au titre des procédures civiles ou pénales.

Au lieu de billets à ordre qui, en général, ne sont pas utilisés comme garantie ou mode de paiement à Chypre, on peut obtenir une reconnaissance de dette écrite qui peut ultérieurement être utilisée comme preuve essentielle au cours des audiences au tribunal.

Les virements bancaires SWIFT, bien établis dans les cercles bancaires chypriotes, sont utilisés pour régler une partie croissante des transactions et offrent un procédé de paiement rapide et sécurisé. Par ailleurs, les virements bancaires SEPA gagnent en popularité car ils sont rapides, sûrs et sont soutenus par un réseau bancaire plus développé.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Avant d'engager des procédures auprès d'un tribunal compétent, une autre méthode pour recouvrer une dette consiste à tenter de s'entendre avec le débiteur sur un plan de règlement. En général, on parvient à l'arrangement le plus favorable dans le cadre d'un processus de négociation.

Le processus de recouvrement commence par l'envoi au débiteur d'une demande finale de paiement par courrier recommandé avec accusé de réception, lui rappelant ses obligations de paiement et mentionnant les pénalités d'intérêt qui peuvent avoir été convenues contractuellement ou, à défaut, celles qui résultent des intérêts au taux légal.

L'intérêt est dû à compter du jour qui suit la date de paiement figurant sur la facture ou le contrat commercial à un taux, sauf si les parties en conviennent autrement, égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de sept points.

Procédure judiciaire

Introduite en 2015, les poursuites concernant de petites créances (maximum 3 000 EUR) peuvent suivre une procédure simplifiée et plus rapide. Pour engager une telle procédure, le créancier doit détenir un document écrit qui était la demande qui est à l'origine de sa procédure, notamment un Relevé de compte, une reconnaissance de dette établie sous seing privé, la facture originale résumant la marchandise vendue portant la signature de l'acheteur et le tampon certifiant la réception ou le bordereau de livraison original signé par l'acheteur.

Pour toutes les autres réclamations, la procédure classique est suivie :

Le créancier dépose une demande auprès du tribunal, qui la transmet au débiteur par l'intermédiaire d'un huissier de justice privé. Une citation à comparaître ne peut être en vigueur plus de 12 mois à compter du jour de son émission, sauf si elle est renouvelée par une décision de justice.

Dès la notification de l'assignation, le défendeur a dix jours pour se présenter, puis il doit présenter sa défense dans les 14 jours. Si le défendeur ne comparaît pas dans le délai prescrit, le demandeur peut demander et obtenir un jugement par défaut. Un défendeur peut comparaître en dehors du délai prescrit pour bloquer l'émission d'un jugement par défaut.

Si le défendeur comparaît mais ne se défend pas, le demandeur peut déposer une demande de jugement sans qu'une audience complète ne soit tenue. En outre, lorsque le défendeur comparaît ou se défend dans le cadre d'une citation à comparaître spécialement signée, le demandeur peut, le cas échéant, demander un jugement en référé au motif qu'il n'y a pas de défense à l'action.

Lorsqu'une défense est déposée, le demandeur peut déposer une réponse à la défense dans un délai de sept jours à compter de sa signification. Si le défendeur présente une demande reconventionnelle, le demandeur doit déposer une réplique à la défense et une défense à la demande reconventionnelle dans un délai de 14 jours à compter de sa notification.

Une fois les plaidoiries closes, le demandeur dispose de 90 jours pour délivrer et déposer une citation à comparaître pour obtenir des instructions ensemble et conformément au formulaire 25 demandant la délivrance d'instructions spécifiques par la juridiction (ordonnance 30, règle 1 (a) et (b), CPR).

Une fois toutes les procédures terminées, l'affaire sera mise en délibéré et, selon le calendrier des tribunaux, il peut s'écouler plus de trois ans entre la date de dépôt et l'audience. Lors de l'audience, le demandeur doit prouver sa cause selon la prépondérance des probabilités en produisant des preuves suffisantes et admissibles concernant toutes les allégations qui ne sont pas admises par le défendeur. Il en va de même pour le demandeur reconventionnel. Après la conclusion de l'audience et les plaidoiries finales des avocats, un jugement est rendu.

Exécution d'une décision de justice

L'application d'une décision interne peut commencer dès que le jugement définitif est prononcé. Si le débiteur ne respecte pas le jugement, ce dernier est applicable directement par le biais de la saisie des biens du débiteur.

Le créancier judiciaire a plusieurs options sur la manière de procéder à l'exécution de la dette judiciaire. En vertu du droit de la procédure civile, toute décision de justice ordonnant le paiement d'une somme d'argent peut être exécutée par de nombreuses méthodes telles que :

1. Un titre exécutoire pour la vente de biens mobiliers.
2. Un titre exécutoire pour la vente de biens immobiliers ou l'enregistrement d'une ordonnance de mise en charge de la propriété.
3. Un titre de séquestre de biens immobiliers.
4. L'ordre au débiteur judiciaire d'effectuer des paiements mensuels sur la dette. Le montant et les dates des paiements seront déterminés par le tribunal en fonction de la situation financière du débiteur judiciaire, etc.

Pour les sentences étrangères rendues dans un État membre de l'Union européenne, Chypre a adopté des conditions d'application avantageuses telles que les Ordres de paiement européens ou le Titre exécutoire européen. Pour les décisions rendues par des pays non membres de l'UE, elles seront appliquées automatiquement en fonction de traités d'application réciproques. En l'absence d'un accord, des procédures d'exequatur seront mises en place.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de restructuration

Cette procédure vise à aider les débiteurs à rétablir leur crédibilité et leur viabilité et à poursuivre leurs opérations au-delà de la faillite, en cherchant à négocier un accord entre les débiteurs et les créanciers concernés. Pendant cette procédure, les réclamations et les mesures d'application à l'encontre des débiteurs peuvent être suspendues mais le tribunal nommera un administrateur pour contrôler les biens et les performances du débiteur. Le processus de restructuration commence par la soumission par le débiteur d'un plan au tribunal, ce dernier, procède à un examen judiciaire du plan proposé tandis qu'un médiateur nommé par le tribunal évalue les attentes des créanciers.

Liquidation judiciaire

La procédure commence par une procédure d'insolvabilité engagée par le débiteur ou par ses créanciers. Le tribunal nomme un administrateur dès que les dettes sont confirmées. Par ailleurs, on attribuera à un Regroupement de créanciers (trois membres représentant chacun une classe de créanciers) la responsabilité de superviser les procédures, cette responsabilité se termine dès lors que le produit de la vente des biens de l'activité est distribué.

COLOMBIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	50,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	5 391
DEVISE Peso colombien	COP

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,3	- 6,8	9,5	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,5	2,5	3,8	3,2
Solde public / PIB (%)	- 2,5	- 7,8	- 8,6	- 7,0
Solde courant / PIB (%)	- 4,6	- 3,6	- 5,0	- 4,5
Dette publique / PIB (%)	50,2	64,8	65,9	67,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	30 %
ZONE EURO	11 %
CHINE	9 %
ÉQUATEUR	5 %
PANAMA	5 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	25 %
CHINE	24 %
ZONE EURO	12 %
MEXIQUE	7 %
BRÉSIL	6 %

- Des ports sur les deux océans
- Population importante (près de 50 millions)
- Abondance de ressources naturelles (café, pétrole et gaz, charbon, or)
- Potentiel touristique considérable

- Économie relativement peu diversifiée (en termes de secteurs manufacturiers)
- Lacunes dans les infrastructures routières et portuaires en raison de niveaux d'investissement historiquement bas et d'une topographie difficile
- Situation sécuritaire problématique en raison du trafic de drogue et de l'exploitation minière illégale, l'accord de paix de 2016 avec les FARC étant mis en œuvre lentement, en particulier dans les campagnes
- Chômage, pauvreté et inégalités structurels ; systèmes d'éducation et de santé déficients

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité devrait décélérer en 2022, après un vif rebond en 2021

Après avoir retrouvé son niveau pré-pandémique en 2021, le PIB devrait perdre un peu de son dynamisme en 2022, principalement en raison d'une base de comparaison très solide. La consommation des ménages (68 % du PIB) continuera de tirer l'économie, soutenue par la reprise en cours du marché de l'emploi et l'extension de certains programmes de soutien fiscal destinés aux ménages à faibles revenus. Néanmoins, la récente hausse de l'inflation et le resserrement actuel de la politique monétaire menée par la banque centrale atténueront quelque peu le taux de croissance de la consommation. En outre, malgré l'incertitude liée à la proximité des élections présidentielles de mai 2022, l'investissement fixe brut (22 % du PIB) devrait également continuer à contribuer positivement au PIB. Ceci est principalement soutenu par les investissements liés à l'industrie pétrolière (favorisée par les prix actuels) et le plan de développement lancé par le gouvernement en août 2020, intitulé Compromiso por Colombia, qui vise à générer 30 milliards de dollars (11 % du PIB 2020) en investissements publics et privés (englobant les infrastructures existantes, la production d'énergie propre et le développement rural). Enfin, les exportations (11 % du PIB) devraient augmenter, principalement grâce à la vigueur des prix de l'agriculture (café et banane), de l'or et de l'énergie (pétrole et charbon).

Le déficit extérieur devrait rester important et l'assainissement budgétaire lent

Le déficit des opérations courantes s'est encore creusé en 2021, notamment sous l'effet d'un déficit commercial plus important, aggravé par la hausse des coûts de transport et des revenus rapatriés par les investisseurs étrangers. Cette situation a été étayée par le fort rebond de l'activité intérieure qui a stimulé les importations de biens d'équipement et de consommation et a dépassé la hausse des exportations (malgré la hausse des prix des produits agricoles et énergétiques). En revanche, du côté du financement, le rebond des IDE n'a pas pu couvrir entièrement le déficit. Le pays doit encore compter sur des sources plus volatiles (comme les investissements de portefeuille) pour combler l'écart. Ceux-ci se sont avérés résistants, malgré l'abaissement de la note souveraine de la Colombie à « spéculative » par S&P et Fitch en 2021. Néanmoins, la dette extérieure totale s'élevait à 52,3 % du PIB en août 2021, dont 31,1 % de dette publique et 21,2 % de dette privée. En outre, la détention par les non-résidents d'obligations d'État en monnaie locale (environ 26 milliards de dollars, soit 8 % du PIB) constitue un autre facteur de risque. En 2022, le déficit des comptes courants devrait se réduire légèrement, car la baisse de la croissance intérieure modérera les importations, tandis que les exportations gagneront en dynamisme. Son financement restera vulnérable à l'humeur des marchés internationaux et à la politique monétaire américaine. En revanche, le gouvernement peut compter sur une ligne de crédit flexible auprès du FMI d'environ 17,3 milliards USD (5,4 milliards USD retirés en 2020). En outre, en septembre 2021, les réserves de change s'élevaient à 58,8 milliards USD (couvrant environ 14 mois d'importations).

En ce qui concerne le compte public, la hausse de l'activité, les prix élevés du pétrole et la réforme fiscale de septembre 2021 contribueront à réduire quelque peu le déficit budgétaire, car les recettes fiscales devraient augmenter de 1,5 % du PIB dans l'année. Néanmoins, le comité des règles budgétaires a souligné la nécessité d'un ajustement budgétaire supplémentaire de 0,6 % du PIB à l'avenir pour atteindre une trajectoire d'endettement durable. Du côté des dépenses, les dépenses publiques continueront d'augmenter, car certaines mesures de relance ont été prolongées cette année. Les sources intérieures et extérieures (commerciales et multilatérales) financeront le déficit.

Le risque politique restera élevé avec les élections générales

La popularité du président de droite Ivan Duque (parti Centro Democratico) est passée d'un pic de 52 % en avril 2020 à un creux de 18 % en mai 2021. Cette chute brutale a été provoquée par l'usure politique causée par une réforme fiscale proposée (et avortée), visant à augmenter la TVA sur certains produits de base et à élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ainsi que par les manifestations violentes généralisées et l'augmentation de la violence policière qui ont suivi (de fin avril à juin 2021). En septembre 2021, une réforme édulcorée a été approuvée qui, cette fois-ci, se concentrait principalement sur l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de 31 % à 35 % (à partir de 2022). Dans l'ensemble, le climat politique restera tendu à l'approche des élections législatives et présidentielles de mars et mai 2022, respectivement. Les premiers sondages montrent que l'ancien maire de Bogota, Gustavo Petro, de gauche, qui avait perdu le second tour face à Duque lors de l'élection précédente, est en tête de la course présidentielle. Le nouveau président, qui prendra ses fonctions en août 2022, devra faire face à la nécessité de poursuivre la réforme fiscale, au nombre croissant d'immigrants vénézuéliens (estimé à 1,8 million) et aux demandes de réforme de la police nationale. Les inquiétudes en matière de sécurité, notamment dans les zones rurales, en raison du rôle croissant des paramilitaires et des gangs criminels qui occupent l'espace laissé par la guérilla des FARC depuis l'accord de paix de 2016, constituent un autre sujet clé. En outre, des guérilleros d'extrême gauche de l'Armée de libération nationale (ELN) ont procédé à des attaques régulières sur les infrastructures pétrolières.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN COLOMBIE

Paiement

La facture est le titre de garantie le plus fréquemment utilisé pour le recouvrement de créance en Colombie. Lorsqu'une vente a été conclue, le vendeur devrait émettre une facture originale et deux copies. Le vendeur doit conserver une copie à des fins légales. Il remet une copie à l'acheteur et conserve la seconde pour ses livres comptables. De même, en Colombie, la mise en œuvre de la facture électronique a été réglementée, qui est un document qui soutient les transactions pour la vente de biens et/ou de services qui opèrent à travers des systèmes informatiques qui permettent de respecter les caractéristiques et les conditions établies en ce qui concerne l'expédition, la réception, le rejet et la conservation. Ils ont toujours une valeur d'équité avec le crédit, le contenu corporatif ou de participation et la tradition ou représentatif de la marchandise.

Les autres moyens de paiement en Colombie sont les lettres de change, les chèques, les billets à ordre, les accords de paiement, les sûretés, les connaissements ou les lettres de voiture. Ils sont couramment utilisés dans les transactions commerciales nationales et tendent à être considérés comme des reconnaissances de dette qui peuvent faciliter l'accès à la procédure accélérée devant les tribunaux.

Les virements bancaires se développent rapidement en Colombie. Les virements bancaires SWIFT sont un mode de paiement de plus en plus prisé pour les transactions internationales. Pour les transactions d'un montant élevé, les paiements sont effectués sur un réseau interbancaire national nommé SEBRA (services électroniques de la banque de la république), qui utilise un système de règlement en temps réel. SEBRA utilise à son tour deux systèmes : CEDEC (système de compensation des chèques) et CENIT (compensation électronique nationale interbancaire). Pour les paiements de faible montant, les espèces et les chèques sont majoritaires.

La méthode de paiement la plus utilisée en Colombie est le virement bancaire pour les transactions commerciales et les chèques en plus petite proportion. L'argent liquide est une méthode utilisée en Colombie, mais associée aux petites entreprises. Dans notre cas, nous ne recevons pas de paiements en espèces.

Actuellement, les entreprises colombiennes mettent en œuvre la facturation électronique conformément à la résolution n° 20 de Mars 2019.

La société de services a déjà le système de facturation électronique, tandis que le projet de la compagnie d'assurance est suspendu par le régulateur, ce qui signifie que la facture électronique est considérée comme un titre de reconnaissance de dette pour porter un droit légal sur un service ou un bien.

Il existe d'autres formes de paiement telles que les lettres de change, les billets à ordre, les accords de paiement, les primes, les lettres de débarquement ou les cartes routières. Ils sont couramment utilisés dans les transactions commerciales nationales, mais ne s'appliquent pas à notre entreprise.

Enfin, la facturation en devises étrangères est permise entre les résidents fiscaux de la Colombie pour certains types d'opérations, dont les opérations de réassurance et d'assurance, ce qui nous permet d'émettre une police en devises étrangères pour le secteur d'activité d'exportation. Cela dit, nous pouvons également effectuer et recevoir des paiements de sinistres en devises étrangères.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La phase amiable est une alternative recommandée à la procédure officielle. En droit colombien, il est obligatoire d'organiser des audiences de conciliation ou de médiation avant d'engager la procédure officielle. En cas de litige administratif, une médiation doit également être menée avant tout procès.

Le créancier entame le processus de recouvrement à l'amiable en rappelant par téléphone au débiteur qu'il détient une créance. Si cela ne fonctionne pas, le créancier demande alors, par lettre recommandée ou par courrier électronique, le règlement immédiat de la dette. Si la dette est acquittée, le débiteur ne paiera pas d'intérêt moratoire, de frais juridiques ou autres.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Lorsque la créance est certaine et incontestée (par exemple, dans le cas d'une lettre de change), le créancier peut engager une procédure de référé pour obtenir une injonction de payer. Le débiteur doit se conformer à la décision judiciaire dans les 10 jours suivants ou présenter une défense.

Procédure ordinaire

Le débiteur doit être informé par un acte judiciaire que le juge a autorisé la procédure. Le débiteur doit alors répondre à l'action en réclamation dans un délai de 20 jours. S'il ne le fait pas, le juge peut rendre un jugement par défaut privant le débiteur de son droit de faire appel. Sinon, le tribunal invite les parties à participer à une procédure de médiation pour parvenir à un accord. Si aucun accord n'est obtenu, les parties présentent leurs arguments et leurs preuves. Après quoi, le tribunal rend une décision.

En principe, les décisions devraient être rendues dans un délai d'un an en première instance et dans un délai de six mois supplémentaires en appel. Néanmoins, en pratique, les tribunaux colombiens ne sont pas fiables et il faut parfois compter cinq ans avant d'obtenir un jugement de première instance et dix ans pour une action en justice complète.

Exécution d'une décision de justice

Les décisions nationales deviennent exécutoires lorsque tous les recours ont été épuisés. L'exécution forcée passe par la saisie et la vente aux enchères des actifs du débiteur. Cependant, le recouvrement de la créance auprès d'une tierce partie est possible, au moyen d'une ordonnance de saisie-attribution.

Les tribunaux nationaux appliquent normalement les sentences étrangères, à condition qu'elles aient été reconnues par la Cour suprême à travers la procédure d'*exequatur*. Les tribunaux colombiens reconnaissent les jugements étrangers rendus dans des pays qui ne reconnaissent pas les jugements colombiens.

Procédure d'insolvabilité

La procédure d'insolvabilité en Colombie est régie par la loi colombienne sur l'insolvabilité de 2006, qui met en place une procédure de restructuration financière et une procédure de liquidation judiciaire.

En cas d'insolvabilité ou de faillite, l'action doit être intentée auprès de la *Superintendencia de Sociedades* en se conformant aux exigences de la loi 1116 de 2006. L'affaire est alors attribuée à un agent ou un liquidateur, selon la situation de l'entreprise débitrice.

Procédure extrajudiciaire

Les débiteurs peuvent discuter d'accords de restructuration de la dette avec leurs créanciers avant de devenir insolvables. L'accord final doit être validé par un juge de l'insolvabilité.

Restructuration financière

La procédure est lancée lorsque le débiteur, un ou plusieurs créanciers ou le surintendant déposent une demande. Si elle est acceptée, le débiteur est réputé insolvable et toutes les demandes d'exécution sont suspendues. Le plan de restructuration financière est soumis par le débiteur et doit être approuvé par les créanciers et le juge. Le tribunal peut désigner un « parrain » afin de gérer l'entreprise.

Liquidation

Cette procédure est engagée lorsqu'aucun compromis de restructuration financière n'a pu être obtenu ou lorsque le débiteur n'a pas réussi à se conformer aux conditions négociées. Elle peut être demandée par le débiteur et par les créanciers. Un liquidateur est nommé pour établir une liste des créances des créanciers et gérer la liquidation des biens.

CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	89,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	544
DEVISE Franc congolais	CDF

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,4	1,7	4,0	4,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,7	11,4	10,9	7,5
Solde public / PIB (%)	- 2,0	- 2,1	- 1,5	- 1,2
Solde courant / PIB (%)	- 3,4	- 2,3	- 2,0	- 1,8
Dette publique / PIB (%)	11,8	12,9	13,5	14,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	51 %
AFRIQUE DU SUD	14 %
SINGAPOUR	7 %
ZAMBIE	5 %
TANZANIE	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	17 %
AFRIQUE DU SUD	13 %
ZONE EURO	9 %
ZAMBIE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %

- Ressources minérales abondantes (cuivre, cobalt, diamant, or, étain...)
- Potentiel hydroélectrique significatif
- Deuxième plus grande forêt tropicale du monde et vaste biodiversité
- Participation internationale et coopération régionale au règlement des conflits dans la région des Grands Lacs

- Faiblesse des infrastructures (transports, énergie, télécommunication)
- Situation humanitaire et sécuritaire précaire, avec de nombreuses milices armées sévissant à l'Est du pays
- Risque de résurgence d'une épidémie de la maladie à virus Ebola
- Fortes dépendance aux prix des matières premières
- Faible gouvernance

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le secteur minier soutient de solides perspectives

Après un ralentissement de l'activité associé aux retombées de la pandémie de la COVID-19, le secteur minier a permis à la croissance de regagner en vigueur en 2021. En 2022, il devrait encore être le principal contributeur à l'accélération de l'activité. Les exportations nettes soutiendront la croissance grâce au cobalt et au cuivre (environ 85 % des exportations de marchandises). Alors que les prix de ces minerais devraient rester élevés, la production et les exportations progresseront. La production de cuivre sera portée par l'extension de la mine de Kamoa-Kakula, qui a produit ses premiers concentrés mi-2021, et pourrait devenir la seconde plus grande mine de cuivre du monde. Malgré un environnement opérationnel et politique incertain, les perspectives favorables de demande mondiale pour ces minerais critiques dans la transition énergétique devraient continuer d'attirer l'investissement privé, particulièrement en provenance de Chine. La formation brute de capital fixe devrait aussi être soutenue par un renforcement de l'investissement public, notamment dans les infrastructures, visant à réaliser les objectifs du Plan stratégique national de développement (PSND). L'inflation, grâce à un franc congolais relativement plus stable, devrait continuer à graduellement baisser en 2022, soutenant la consommation privée. Néanmoins, sa contribution à la croissance sera contrainte par la large part de la population vivant sous le seuil de pauvreté (plus de 70 %). De plus, alors que moins de 0,5 % de la population était vaccinée contre la COVID-19 fin 2021, la consommation pourrait être exposée à de nouvelles restrictions dans les zones urbaines. Une potentielle résurgence de la maladie à virus Ebola et la situation sécuritaire précaire à l'Est du pays pourraient aussi la contraindre.

Réduction des déficits jumeaux grâce aux recettes minières

En 2022, le déficit budgétaire devrait continuer à se réduire, bénéficiant d'une croissance robuste des recettes publiques. L'activité domestique devrait soutenir les recettes fiscales, notamment celles liées à la TVA et à l'impôt sur les revenus, tandis que les revenus miniers, qui représentent environ un tiers du total, bénéficieront de la hausse des exportations. Le programme triennal FEC conclu avec le FMI en juillet 2021 pour un montant d'environ 1,5 milliards USD, le premier depuis l'interruption d'un précédent en 2012, visera également à accompagner les réformes pour améliorer la mobilisation des ressources domestiques. Les recettes publiques représentent à peine 10 % du PIB. Côté dépense, en ligne avec les objectifs du programme FMI, les autorités ont annoncé vouloir rationaliser le poids de la masse salariale (qui absorbe environ 60 % des recettes), afin de donner la priorité aux dépenses de santé pour répondre aux défis sanitaires (Ebola, COVID-19). Elles espèrent également pouvoir allouer plus de ressources à la dépense d'investissement en capital pour réaliser les objectifs du PSND. L'accord avec le FMI pourrait permettre de catalyser les soutiens extérieurs concessionnels afin de financer le déficit, alors que le gouvernement s'est engagé à limiter le recours au financement monétaire. La faible dette publique limite le risque de surendettement, mais les charges y étant associés pourraient rapidement devenir insoutenables compte tenu du faible taux de pression fiscale.

En 2022, le déficit du compte courant devrait continuer à se réduire à la faveur de la hausse des recettes d'exportations minières, qui alimentent l'excédent commercial. Le déficit des services, qui reflète la demande pour ceux liés aux infrastructures et aux mines, pourrait se réduire à mesure que les expansions prévues sont achevées. En revanche, les rapatriements des bénéfices des sociétés étrangères devraient augmenter parallèlement aux exportations. L'aide pour la pandémie, la coopération internationale courante et les envois de fonds d'expatriés depuis l'étranger soutiendront le léger excédent du compte des transferts. Les crédits concessionnels et IDE devraient permettre de financer ce déficit. La croissance des exportations pourrait permettre de reconstituer les réserves de change qui restent faibles (environ 1 mois d'importations fin 2021), malgré l'allocation de droits de tirage spéciaux et le versement de la première tranche du programme FEC en 2021. Une hausse des réserves limiterait aussi les pressions baissières sur le franc congolais.

Climat politique, social, sécuritaire et sanitaire précaire

En décembre 2018, après deux ans de report des élections générales, et à l'issue d'un processus électoral entaché de nombreuses allégations d'irrégularités et de violences, Félix Tshisekedi a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle, marquant la fin de près de 18 ans à la tête de l'État pour Joseph Kabila. Si ce dernier a, dans un premier temps, gardé son influence grâce à un accord de partage du pouvoir, la coalition a été rompue par le président en décembre 2020. En avril 2021, un gouvernement d'« Union sacrée de la nation », composé de 56 membres et mené par le Premier ministre Sama Lukonde, a été nommé, s'appuyant sur une coalition éponyme composée de 24 partis, dont la stabilité pourrait être difficile à maintenir jusqu'aux prochaines élections générales, prévues fin 2023. À l'approche de cette échéance, qui pourrait réunir les trois principaux protagonistes des élections 2018 (Félix Tshisekedi, Joseph Kabila et Martin Fayulu), les tensions risquent de s'intensifier. Elles envenimeraient un climat social précaire, alimenté par la prévalence de la pauvreté, la corruption, la faible gouvernance et l'insécurité. Sur ce dernier plan, les milices armés continuent de s'affronter à l'Est du pays, notamment pour le contrôle des ressources naturelles, malgré l'imposition, en mai 2021, de la loi martiale dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Dans cette dernière, le gouvernement a annoncé une nouvelle résurgence de la maladie à virus Ebola en octobre 2021, cinq mois après la fin de la douzième épidémie. L'instabilité sociale, politique, sécuritaire et sanitaire contribue à un climat des affaires très contraignant.

CONGO (RÉPUBLIQUE DU)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**4,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 206**
DEVISE Franc CFA (CEMAC)	**XAF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,1	- 7,9	- 0,2	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,2	1,8	2,0	2,8
Solde public / PIB (%)	4,7	- 1,2	1,5	3,3
Solde courant / PIB (%)	0,4	- 0,1	12,1	6,5
Dette publique * / PIB (%)	81,7	101,0	84,2	74,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Hors arriérés contestés, dette SNPC vis-à-vis des compagnies pétrolières, dettes non garanties des sociétés publiques.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	59 %
ZONE EURO	18 %
VIETNAM	4 %
INDE	3 %
CAMEROUN	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	34 %
CHINE	15 %
ANGOLA	8 %
RUSSIE	5 %
ÉTATS-UNIS	4 %

- Ressources naturelles abondantes (pétrole, gaz, minerai de fer, bois, potasse) et potentiel agricole
- Potentiel de diversification de l'économie avec l'ouverture de zones franches
- Appartenance à la CEMAC
- Patience et discrétion des partenaires financiers internationaux et bilatéraux
- Projets de développement financés par les partenaires

- Forte dépendance à l'égard du pétrole (42 % du PIB)
- Faible activité manufacturière entraînant une dépendance aux importations de biens
- Manque d'infrastructures de communication, d'éducation, de santé, urbaines
- Réduction insuffisante de la pauvreté (plus de 50 % de la population) malgré la richesse pétrolière
- Environnement des affaires pénalisant : gouvernance médiocre, corruption, informalité
- Manque de transparence sur l'utilisation de la manne pétrolière, malgré les progrès dans la mise en œuvre de la norme ITIE
- Surendettement extérieur et domestique ne prenant pas en compte les arriérés contestés (14 % du PIB), les dettes non garanties des sociétés publiques (9 %) et la dette de la société nationale pétrolière vis-à-vis des opérateurs qui, à elle seule, majore d'un tiers la dette

APPRÉCIATION DU RISQUE

Enfin un retour de la croissance en 2022 ?

L'irruption de la pandémie de la COVID-19 et ses répercussions en 2020 ont amplifié des difficultés économiques, liées au déclin du secteur pétrolier et aux fragilités budgétaires. En 2021, malgré des signes timides de reprise, l'activité économique s'est contractée pour une septième année consécutive. En 2022, le pays devrait renouer avec une croissance modérée. S'il devrait encore apporter son écot à la croissance, le secteur pétrolier restera contraint. Le desserrement progressif des quotas de production de l'OPEP+ et de modestes investissements de développement devraient soutenir un léger rebond de la production de brut, enrayant, au moins temporairement, la tendance baissière dû à des champs pétrolifères vieillissants. Les volumes de production seront néanmoins inférieurs à ceux de 2019. Malgré la progression attendue des recettes pétrolières (environ 80 % des exportations), la contribution nette des échanges devrait rester un frein à l'activité, puisque les importations devraient croître plus rapidement avec la reprise de la demande domestique. Les restrictions prises pour endiguer la pandémie de la COVID-19 devraient être progressivement levées, à mesure que la campagne de vaccination progresse (10 % de la population pleinement vaccinée fin 2021), soutenant la consommation privée. Celle-ci bénéficierait aussi de l'apurement des arriérés publics, qui consistent notamment en transferts sociaux et paiements de pensions. Les paiements d'arriérés aux entreprises privées seraient également favorables à l'investissement. Néanmoins, en conséquence des mesures visant à rétablir la soutenabilité des finances publiques, les dépenses et les investissements publics devraient soustraire à la croissance. Le Franc CFA devrait permettre de maintenir l'inflation près de la norme communautaire (3 %).

Politique budgétaire axée sur la réduction de la dette publique

Après que le solde budgétaire soit repassé en territoire positif en 2021, l'excédent devrait s'amplifier en 2022, les autorités poursuivant leurs efforts pour rétablir la soutenabilité de la dette. Ils viseront à améliorer la collecte des recettes domestiques non-pétrolières avec, par exemple, le lancement du « guichet unique de paiement » en 2021 ou la réduction de certaines exonérations fiscales. Représentant encore près de 60 % des ressources domestiques, les recettes pétrolières progresseront aussi. Les autorités entendent poursuivre les mesures visant à réduire le train de vie de l'État et la masse salariale publique (60 % des recettes non-pétrolières). Tandis qu'elles chercheront à sauvegarder les dépenses dans les programmes sociaux, la dépense d'investissement en capital sera limitée. La prudence budgétaire vise à restaurer la soutenabilité de la dette et à honorer les engagements de paiements d'arriérés suite à des accords de restructuration avec certains créanciers extérieurs, comme avec la Chine (juin 2021) et Trafigura (mars 2021). Le pays poursuivra les négociations de restructuration, notamment avec Glencore, entreprise de négoce de matières premières. De plus, le financement du « Club de Brazzaville », un consortium réunissant quatre banques locales, permettra de continuer l'apurement des arriérés domestiques. Celui-ci contribue à la réduction du taux de prêts non-performants et des vulnérabilités du secteur bancaire. Les paiements d'arriérés devraient permettre de réduire le poids de la dette en 2022. La conclusion d'un accord avec le FMI, débloquant un appui financier d'environ 450 millions USD dans le cadre d'un programme FEC, soutiendra les efforts d'assainissement des finances publiques.

En 2021, le pays a enregistré un large excédent du compte courant, sous l'effet combiné de la compression des importations et de la hausse des exportations de pétrole. En 2022, même si ces dernières progresseront encore, la facture d'importations devrait s'alourdir plus rapidement. L'excédent commercial restera le principal responsable de celui du compte courant, les services liés à l'exploitation pétrolière et les rapatriements des revenus des investissements étrangers entretenant les déficits des soldes des services et des revenus primaires. Le solde des transferts, qu'il s'agisse d'aide publique ou de remises d'expatriés, influe marginalement sur le compte courant. De nouveau soulevé par la détérioration des termes de l'échange de la CEMAC en 2020, le spectre d'une dévaluation du Franc CFA, ancré à l'euro, semble s'être éloigné, malgré des réserves de change régionales encore relativement faibles (3,7 mois d'importations en 2021).

Continuité du pouvoir malgré les frustrations sociales

À la tête de l'État depuis 1979, à l'exception d'un hiatus entre 1992 et 1997, Denis Sassou Nguesso a remporté l'élection présidentielle en mars 2021, obtenant plus de 88 % des voix. Les élections législatives, prévues pour juillet 2022, devraient lui permettre de s'appuyer sur une nouvelle majorité du Parti congolais du travail, dont il est issu. L'opposition, divisée et aux ressources financières limitées, ne semble pas en mesure de pouvoir lui contester la majorité absolue. En dépit de la stabilité du pouvoir, le risque d'instabilité sociale reste élevé, alimenté par le déclin du niveau de vie et une perception de corruption élevée. À court-terme, le paiement de certains arriérés domestiques et la progression de la campagne de vaccination pourraient apaiser quelques frustrations à l'égard du pouvoir. Les autorités devraient continuer d'entretenir des relations étroites avec la Chine, principale créancière bilatérale et destination majoritaire des exportations d'or noir. La France restera également un partenaire économique privilégié, malgré les enquêtes judiciaires françaises en cours, liées aux biens mal acquis et visant des proches du président.

CORÉE DU NORD

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**25,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 700**
DEVISE Won nord-coréen	**KPW**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,4	- 4,5	- 4,0	0,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	23 %
MYANMAR	10 %
ÉTHIOPIE	6 %
SURINAME	6 %
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	83 %
RUSSIE	7 %
BRÉSIL	1 %
HONDURAS	1 %
R.D. CONGO	1 %

- Même s'ils sont actuellement dans une impasse, les pourparlers bilatéraux avec les États-Unis et la Corée du Sud augmentent la probabilité d'une intégration économique
- Population jeune, faible coût de la main-d'œuvre
- Frontières avec la Chine et la Russie
- De vastes ressources minières (charbon, fer et autres minerais tels que le cuivre) qui restent encore en grande partie inexploitées

- Pays isolé économiquement et politiquement
- Pénuries chroniques de nourriture et d'électricité
- Dépendance à l'égard des importations d'énergie et de denrées alimentaires
- Le montant élevé des dépenses militaires réduit les investissements dans les secteurs productifs
- Extrême pauvreté (la moitié de la population)
- Manque criant d'infrastructures

APPRÉCIATION DU RISQUE

La réouverture progressive devrait conduire à la reprise économique et atténuer la pénurie de produits alimentaires

Les confinements stricts et les fermetures de frontières liés à la COVID-19, le mauvais temps et les sanctions préexistantes de l'ONU concernant son programme d'armement nucléaire ont plongé le pays dans la récession et déclenché une crise alimentaire en 2020 et 2021. La Corée du Nord a fermé ses frontières en janvier 2020. D'autres mesures strictes ont suivi, notamment l'interdiction des voyages intérieurs, des restrictions d'entrée à Pyongyang, la capitale, et une quarantaine de 30 jours pour les personnes présentant des symptômes de la COVID-19. Ces mesures ont pesé sur l'industrie minière et manufacturière (28,1 % du PIB en 2020) et sur les services (33,8 %). La Banque de Corée (BOK) a estimé que le PIB diminuerait de 4,5 % en 2020, sous l'effet de baisses record dans l'industrie minière (- 9,6 %), l'agriculture (- 7,6 %) et les services (- 4 %). Le commerce extérieur, déjà impacté par les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU votées en 2017, a plongé de 67,9 % en 2020 par rapport à l'année précédente. Alors que les sanctions de l'ONU affectaient déjà ses principales exportations - textiles (27 % du total en 2017), charbon (22 %) et fruits de mer (8 %) - le pays avait réorienté et considérablement augmenté ses exportations de montres et de perruques avant la pandémie, mais ces deux secteurs se sont effondrés en 2020, respectivement - 86,3 % et - 92,7 % par rapport à l'année précédente. En outre, la fermeture des frontières a privé de revenus l'industrie du tourisme, qui était déjà très faible avant la pandémie en raison de l'isolationnisme. Ces tendances devraient se poursuivre en 2021.

Toutefois, l'économie devrait se redresser progressivement en 2022 grâce aux échanges commerciaux, les frontières avec la Chine, son partenaire commercial quasi unique, ayant été rouvertes en septembre 2021. Les échanges commerciaux ont bondi et doublé entre les pays en septembre 2021. Mais les risques d'apparition de foyers de variants en Chine pourraient déclencher de nouvelles fermetures de frontières afin d'éviter toute propagation. La demande intérieure, bien qu'étant toujours soumise à de fréquentes pénuries de pétrole et de biens de consommation à cause des sanctions antérieures, devrait se redresser progressivement en même temps que les importations. Le commerce extérieur devrait poursuivre sa lente reprise en 2022, ce qui atténuera la pénurie de produits alimentaires, car le secteur agricole en déclin (22,4 % du PIB en 2020) largement étatisé et non rentable, a enregistré une mauvaise récolte en raison des fortes inondations de l'été 2021. Le secteur minier a également vu sa part diminuer, mais représente encore 10 % du PIB. La diminution des parts de ces deux secteurs s'explique par la montée en puissance des services (34 % du PIB en 2020, soit 5 points de plus qu'en 2012), même si la solidité de ce secteur est due aux services publics, qui représentent 74 % de la valeur ajoutée.

Le tourisme ne devrait pas se redresser en 2022, car les frontières ne seront ouvertes qu'aux échanges transfrontaliers. Le won, qui s'échange principalement sur le marché noir (Jangmadang), s'est apprécié de plus de 25 % par rapport au dollar entre janvier et octobre 2021. L'effondrement des importations en provenance de Chine qui a été constaté en 2021, en raison des restrictions aux frontières et les mesures énergiques prises par le gouvernement pour contrer l'utilisation du dollar, pourrait expliquer l'appréciation de la monnaie. Les autorités ont localisé les réserves de devises étrangères détenues par les Nord-Coréens et exigé qu'ils déposent toutes les devises étrangères dans les banques. Cette mesure semble s'inscrire dans le cadre du plan des autorités visant à renforcer son régime socialiste, alors que le pays est encore plus isolé.

Vers une réconciliation entre le Nord et le Sud ?

Le chef suprême de la Corée du Nord, Kim Jong-Un, a succédé à son père en 2012. Il contrôle les trois principaux organes administratifs du pays : le Parti des travailleurs de Corée (WPK), l'Armée populaire coréenne (KPA) et la Commission d'État. La population de la Corée du Nord est sous le contrôle total de l'État et de son parti unique.

La Corée du Nord est sous le coup de sanctions de l'ONU qui frappent ses programmes nucléaire et balistique depuis 2017. Bien que l'ancien président américain Trump ait rencontré à trois reprises le dirigeant nord-coréen en 2018 et 2019, aucun progrès n'a été réalisé concernant les demandes des États-Unis pour que la Corée du Nord renonce à ses armes nucléaires et les demandes de Pyongyang pour lever les sanctions de l'ONU. Le pays a continué de développer ses programmes de missiles nucléaires pendant toute l'année 2021. La poursuite de ces programmes a incité les États-Unis et la Grande-Bretagne à soulever la question au Conseil de sécurité de l'ONU, malgré les demandes de la Chine et de la Russie, qui font également partie du Conseil, qui souhaitaient lever les sanctions compte tenu de la pénurie actuelle de produits alimentaires. Cela étant dit, malgré une position plus ferme à l'égard de Pyongyang, l'administration de M. Biden est disposée à alléger légèrement les sanctions en échange d'efforts de dénucléarisation de la part de la Corée du Nord.

Les relations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud semblent s'améliorer puisqu'elles ont rétabli leurs lignes directes transfrontalières en octobre 2021, un an après que la Corée du Nord ait fait exploser le bureau de liaison conjoint de Kaesong. Les deux Corées sont également en pourparlers pour organiser un sommet Nord-Sud afin de rétablir les relations. Une réconciliation pourrait relancer l'industrie manufacturière grâce aux investissements directs étrangers (IDE) de la Corée du Sud et le secteur du bâtiment grâce à des projets d'infrastructure communs (rail et route). Un rapprochement pourrait également améliorer les conditions de vie en Corée du Nord grâce à de nouveaux échanges commerciaux et contribuer à réduire la pénurie de produits alimentaires. Les pourparlers intercoréens pourraient également contribuer à relancer les négociations entre Pyongyang et Washington.

CORÉE DU SUD

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	51,8
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	31 638
DEVISE Won sud-coréen	KRW

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 0,9	4,0	2,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	0,5	2,5	2,9
Solde public / PIB (%)	- 0,6	- 3,7	- 4,4	- 2,6
Solde courant / PIB (%)	3,6	4,6	4,5	4,2
Dette publique / PIB (%)	37,6	43,8	47,3	52,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	26 %
ÉTATS-UNIS	15 %
VIETNAM	9 %
ZONE EURO	7 %
HONG KONG	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	23 %
ÉTATS-UNIS	12 %
ZONE EURO	11 %
JAPON	10 %
VIETNAM	4 %

- Base industrielle diversifiée
- Leader dans l'électronique haut de gamme
- Dépenses privées et publiques élevées en R&D
- Bon système éducatif
- IDE diversifiés en Asie

- Concurrence de la Chine (acier, construction navale, électronique, automobile, électroménager)
- Niveau élevé d'endettement des ménages
- Vieillissement de la population
- Taux de chômage élevé chez les jeunes
- Importateur net de matières premières
- Surreprésentation des chaebols dans l'économie
- Tensions géopolitiques avec la Corée du Nord et le Japon

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	FAIBLE
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	FAIBLE
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise solide mais inégale

Alors que le PIB de la Corée du Sud devrait dépasser son niveau d'avant la pandémie en 2021, la croissance devrait s'essouffler en 2022, car le gain économique lié à la normalisation des conditions commerciales commence à s'estomper. Les exportations (environ 40 % du PIB), qui ont été le principal moteur de la croissance, resteront un pilier essentiel du soutien à l'économie, en particulier car les produits coréens de haute technologie resteront très demandés. La forte demande mondiale d'électronique et de semi-conducteurs devrait se maintenir tout au long de l'année, bien qu'une perturbation prolongée de la chaîne d'approvisionnement puisse limiter la croissance des exportations. La poursuite de la reprise des exportations devrait stimuler les investissements dans la construction et les installations (23 % du PIB en 2019). Dans ce contexte, le secteur manufacturier (26 % du PIB en 2019) continuera de bénéficier de ces investissements.

La reprise de la consommation privée (48 % du PIB en 2019) devrait se poursuivre sur 2022, le pays cherchant à faire la transition vers une approche « vivre avec le COVID » sur le long terme et à rouvrir l'économie dans un contexte de hausse du niveau de vaccination. Début janvier 2022, 80 % de la population était complètement vaccinée et 40 % avait reçu la troisième dose. L'amélioration des conditions sur le marché du travail donnera un nouvel élan aux dépenses des ménages, surtout si le taux d'activité commence à se redresser dans un contexte de renforcement des perspectives de croissance. Le taux de chômage (non corrigé des variations saisonnières) est tombé à 2,6 % en août 2021, son niveau le plus bas depuis huit ans, mais le taux d'activité est resté inférieur au niveau pré-pandémique, ce qui indique une sortie nette de travailleurs de la population active. Le risque de dégradation des perspectives de dépenses privées proviendra de l'endettement élevé des ménages (le ratio dette des ménages/revenu de cession atteignant le niveau record de 92,8 % au deuxième trimestre 2021) dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.

L'inflation a dépassé l'objectif de 2 % de la Banque de Corée (BOK) en 2021 et nous prévoyons qu'elle accélère davantage en 2022. Une nouvelle hausse des prix de l'énergie et un renforcement plus important que prévu de la demande intérieure constituent des risques significatifs à la hausse pour nos prévisions d'inflation. Après deux hausses des taux en 2021, l'augmentation des pressions inflationnistes et des déséquilibres financiers devrait pousser la BOK à relever encore son taux directeur en 2022. Néanmoins, l'environnement de taux d'intérêt reste accommodant et, avec une politique budgétaire expansionniste, il apportera un soutien à la croissance.

Le déficit budgétaire devrait se réduire

Le gouvernement continuera à faire face à un déficit budgétaire en 2022, bien que celui-ci devrait se réduire, passant d'une estimation de 4,4 % du PIB en 2021 à 2,6 % en 2022, malgré des plans de dépenses agressifs. Le gouvernement a proposé un budget expansionniste de 604,4 trillions de wons (530 milliards de dollars et 31 % du PIB de 2020) pour 2022. Cependant, les projections de collecte de recettes plus élevées expliquent la baisse du déficit budgétaire, tandis que les dépenses seront similaires au budget initial de 2021, plus les dépenses supplémentaires. En conséquence, la dette publique devrait encore augmenter en 2022 (50,2 % du PIB), et devrait continuer à augmenter jusqu'en 2025 (58,8 %). La hausse de la dette nationale sera partiellement financée par l'émission d'obligations d'État, le ministère des finances prévoyant de vendre 167,4 billions de wons d'obligations en 2022 (176,4 billions en 2021).

La position extérieure de la Corée du Sud reste solide, soutenue par un excédent soutenu de la balance courante, des actifs extérieurs nets et des réserves officielles abondantes. L'assouplissement attendu des restrictions aux frontières dans le monde entier pourrait contribuer à une augmentation du déficit commercial dans les services, mais il devrait être plus que compensé par la forte croissance du commerce de marchandises.

Élection présidentielle

L'élection présidentielle du 9 mars 2022 s'annonce très serrée, dans un contexte d'évolution vers le conservatisme. Le Parti démocratique (DP) au pouvoir contrôle le Parlement (57 %) jusqu'aux prochaines élections législatives prévues en avril 2024. Le principal parti d'opposition, le Parti du pouvoir du peuple (PPP), détient environ un tiers des sièges parlementaires (34,8 %). Toutefois, le DP, qui penche à gauche, a perdu un soutien plus modéré en raison des frustrations de la population face aux difficultés de l'administration Moon à répondre efficacement aux souches émergentes de coronavirus, malgré les premiers succès, et à son incapacité à maîtriser la hausse rapide des prix de l'immobilier. En conséquence, le PD a perdu les élections partielles d'avril pour les postes de maire de Séoul et de Busan, qui ont été revendiqués par le PPP conservateur. Dans le cas d'une victoire du PPP à l'élection présidentielle, l'élaboration des politiques serait compliquée avec une Assemblée nationale à majorité PD. En outre, le PPP est susceptible d'adopter une position plus dure à l'égard de la Chine, son principal partenaire commercial. Dans le même temps, les relations entre le Japon et la Corée du Sud restent tendues, le Japon refusant catégoriquement que la Corée du Sud revienne sur sa demande de compensation pour la guerre. Les tensions entre les deux Corées se sont légèrement apaisées après le rétablissement des lignes de communication bilatérales en octobre 2021, mais toute amélioration significative est difficile.

COSTA RICA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	5,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	12 057
DEVISE Colón costaricien	CRC

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 4,1	5,4	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	0,7	1,8	2,5
Solde public / PIB (%)	- 6,8	- 8,7	- 5,8	- 4,6
Solde courant / PIB (%)	- 2,3	- 2,6	- 3,8	- 3,1
Dette publique / PIB (%)	56,8	68,3	69,8	70,2

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	44 %
ZONE EURO	19 %
GUATEMALA	5 %
PANAMA	4 %
NICARAGUA	4 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	37 %
CHINE	14 %
ZONE EURO	9 %
MEXIQUE	7 %
GUATEMALA	3 %

- Institutions démocratiques (depuis 1949)
- Meilleurs indicateurs sociaux de la région : éducation, santé
- Services et industries de pointe (pharmacie, microprocesseurs) attractifs pour les IDE
- Échanges diversifiés grâce à de multiples accords commerciaux
- Ressources touristiques : hôtellerie, parcs nationaux

- Comptes publics fragiles
- Exposition aux catastrophes naturelles
- Insuffisance des infrastructures de transport
- Tributaire des États-Unis en matière économique (IDE, exportations) et financière (banques)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Un dynamisme qui se confirme

Alors que l'activité a retrouvé son niveau pré-pandémie au troisième trimestre 2021, l'année 2022 devrait rester marquée par le dynamisme soutenu de l'économie. La croissance aux États-Unis soutiendra les exportations nettes de biens et de services. Cela devrait bénéficier aux activités manufacturières principalement portées par les instruments et les fournitures médicales produites dans les maquilas des zones franches. Le tourisme devrait continuer à reprendre de la voilure, alors que la reprise observée sur l'année 2021 a déjà permis de refermer une partie de l'écart avec 2019. En l'absence d'une remise en place de mesures restreignant les voyages en Europe et aux États-Unis, le tourisme devrait revenir à ses niveaux d'avant crise en 2022. Cette embellie profitera à l'hôtellerie et à la restauration, ainsi qu'à la construction privée. Du point de vue de la demande, le soutien sera assuré principalement par l'investissement et la consommation privées (respectivement 19,6 % 64,6 % du PIB en 2020). La consommation publique restera contrainte par les efforts d'assainissement des comptes publics et les importantes coupes dans les dépenses. Parmi ces mesures, se trouve notamment le projet de loi sur l'emploi public prévoyant une unification de la grille salariale qui pourrait peser sur le budget des fonctionnaires s'il était finalement validé. Les pressions haussières s'accumulent sur les prix à la production avec les cours élevés des matières premières, notamment pétrolière, la dépréciation du colon et la hausse des cours du fret. Toutefois, le taux élevé de chômage (16,4 % en août 2021), la faible croissance du crédit au secteur privé et le déficit de production devrait limiter le transfert aux prix à la consommation. Cela devrait maintenir l'inflation dans la cible de 2 à 4 % de la banque centrale. Dans ce contexte, cette dernière devrait conserver sa politique accommodante sur la première partie de l'année 2022 avec un taux à 2,9 %. Malgré le relativement haut taux de vaccination dans le pays par rapport à la moyenne régionale (70 % de primo-vaccinés en novembre 2021), une reprise épidémique n'est pas totalement à écarter et fait peser un risque à la baisse sur ce scénario.

Premiers résultats de la consolidation budgétaire et resserrement du déficit courant

Après plusieurs années de tentatives avortées d'assainissement des comptes publics, les efforts semblent commencer à payer. Alors que l'obtention d'un excédent primaire (c.-à-d. hors intérêts) n'était envisagée qu'à l'horizon 2023, il a été atteint au troisième trimestre 2021 avec 0,3 état d'excédent cumulé. L'accord signé avec le FMI en mars 2021 pour une durée de 3 ans au titre du Mécanisme élargi de crédit permet au pays d'accéder à une source de financement bon marché (à hauteur de 1,77 milliards USD, premier versement de 269 millions USD) en remplacement d'emprunts coûteux sur les marchés. Le programme prévoit des réformes visant à réduire les déséquilibres budgétaires avec, par exemple, une suppression de diverses exonérations fiscales et une refonte des salaires du secteur public (30 % des dépenses publiques). Toutefois, la pleine réussite du programme reste suspendue aux décisions politiques dans un parlement très fragmenté. Nonobstant, la forte charge de paiement d'intérêt devrait, cependant, continuer d'accroître le ratio dette/PIB, qui devrait atteindre son pic en 2023 avant de fléchir.

Le déficit courant devrait diminuer, grâce à un surplus plus élevé de la balance des services, soutenue par l'activité touristique. Toutefois, cette hausse ne sera pas suffisante pour compenser celle du déficit de la balance des biens. En effet, le dynamisme des exportations de biens d'équipement et produits agricoles (ananas et bananes) ne pourra équilibrer la croissance des importations, tirées par la demande de matières premières, notamment d'hydrocarbures, essentielles à la production manufacturière. La balance des revenus restera déficitaire du fait des rapatriements des dividendes par les sociétés étrangères (principalement américaines), malgré les transferts des expatriés. Les IDE dynamisés par la reprise aux niveaux mondial et domestique devraient largement couvrir ce déficit courant et favoriser l'accumulation de réserves de change. Cela devrait permettre de soutenir le colon après sa dépréciation en 2021.

Incertitude électorale dans un paysage politique fragmenté

L'élection présidentielle de février 2022, marquée par la multiplication des candidatures (27 candidats au total) n'a pas permis de désigner un gagnant et un second tour, en avril, sera nécessaire pour départager les candidats. La gestion de la pandémie et les réformes fiscales entreprises par le président Carlos Alvaro Quesada, au pouvoir depuis 2018, n'a pas servi le candidat de son parti de centre gauche, la PAC, Welmer Ramos González. Le candidat social-démocrate du *Partido Liberación Nacional* (PLN) et ancien président, José Maria Figueres Olsen, est sorti du premier tour en position favorable. Il affrontera l'ancienne vice-présidente (2002- 2006) Lineth Saborío du *Partido Unidad Social Cristiana* (PUSC) de centre-droit lors du second tour. Les élections législatives concomitantes ont à nouveau créer un parlement très fragmenté. Les luttes politiques laissent prévoir un début de mandat houleux pour la prochaine administration à partir de mai 2022.

Sur la scène internationale, après l'accession à l'OCDE, se pose maintenant la question de l'intégration à l'Alliance pacifique qui regroupe le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique. Alors que le président Alvaro Quesada y était opposé, la décision reviendra à son successeur. Les tensions avec le Nicaragua voisin, toujours en pleine crise politique, restent aussi élevées.

CÔTE D'IVOIRE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

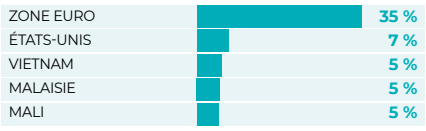
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**27,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 271**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,2	2,0	6,2	6,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	2,4	2,9	2,5
Solde public / PIB (%)	- 2,3	- 5,6	- 5,6	- 4,8
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	- 3,8	- 4,4	- 4,5
Dette publique / PIB (%)	38,7	47,7	50,0	51,0

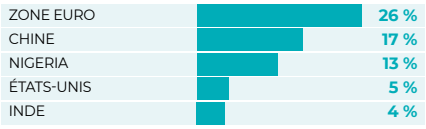
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Diversité des ressources : richesses agricoles (premier producteur mondial de cacao, café, sucre, noix de cajou, caoutchouc), hydrocarbures et minerais (or, cuivre, fer, manganèse, bauxite)
- Les infrastructures sont en cours de modernisation
- La classe moyenne est en expansion, bien que la pauvreté touche encore 30 % de la population et que le travail des enfants n'ait pas été éradiqué
- Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance
- L'inflation est maîtrisée grâce à l'appartenance à l'UEMOA et à sa monnaie commune

- Vulnérabilité aux aléas climatiques et aux variations du prix du cacao, principal produit d'exportation
- Des lacunes subsistent dans la gestion des finances publiques, des infrastructures, de l'accès aux services bancaires et de l'environnement des entreprises, malgré les progrès accomplis
- Faibles recettes publiques (environ 15 % du PIB)
- Économie informelle massive : 90 % des emplois et 70 % de la valeur ajoutée ; la production illégale de cacao nuit aux prix
- Grand écart de richesse entre Abidjan et le reste du pays

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise économique robuste

En 2022, l'économie devrait connaître une croissance vigoureuse, tirée par une demande intérieure robuste. L'investissement augmentera soutenu par la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) pour 2021-2025, avec l'extension du port d'Abidjan, l'autoroute Abidjan-Dakar (Sénégal), le développement des infrastructures de transport avec le Niger et le Burkina Faso, les infrastructures liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2023, et le métro d'Abidjan. Les investissements étrangers devraient également prendre de l'ampleur dans l'agriculture, ainsi que dans l'industrie pétrolière et gazière. Eni, un acteur italien important dans le domaine de l'énergie, a annoncé une importante découverte de pétrole en mer (Baleine) en septembre 2021. Comme la société accélère le projet avec l'objectif ambitieux de commencer la production de pétrole et de gaz en 2023, les dépenses d'investissement pour le développement du champ pétrolier pourraient être massives cette année. Si le risque de nouvelles vagues de COVID-19 reste élevé en raison du faible taux d'inoculation (moins de 5 % de la population totalement vaccinée en novembre 2021), la consommation des ménages devrait poursuivre sa tendance à la hausse, à mesure que la campagne de vaccination contre le COVID-19 progresse. La baisse de 17,5 % du prix à la production du cacao fixée par le Conseil du café-cacao pour la saison 2021/22 pourrait néanmoins limiter son expansion, car on estime que cette culture fait vivre environ 20 % de la population. La consommation publique restera favorable, car les dépenses publiques resteront élevées pour le développement de l'éducation, la création d'emplois et l'achat de vaccins. Alors que les perspectives économiques sont positives, les exportations nettes devraient constituer un frein à la croissance, car les exportations de cacao (près de 34 % des exportations totales) ne devraient pas connaître de croissance significative en 2022, en raison de conditions climatiques défavorables et du repos végétatif des cacaoyers après trois fortes productions consécutives, et car les importations de carburant, de biens de consommation et de biens d'équipement continuent d'augmenter.

Les déficits jumeaux devraient rester importants en 2022

Le déficit de la balance courante devrait se creuser légèrement en 2022, malgré un excédent du commerce de marchandises. Ce dernier pourrait diminuer, car la croissance limitée des exportations, dans le sillage des exportations de cacao, et la hausse des importations pèseront. Le déficit des services devrait se creuser, en raison de la hausse des importations de services techniques et de construction servant à la mise en œuvre du PND. Les comptes de revenus primaires et secondaires contribueront également aux déficits des comptes courants. Le premier est alimenté par le rapatriement des bénéfices des investissements et le paiement des intérêts de la dette, tandis que le second est grevé par les envois de fonds des migrants travaillant en Côte d'Ivoire. Le financement restera largement assuré par un mélange d'IDE, de financements extérieurs concessionnels et d'investissements de portefeuille.

Le solde budgétaire public reste déficitaire et devrait commencer à se rapprocher progressivement de l'objectif de l'UEMOA (3 % du PIB) en 2022. Du côté des recettes, l'effort d'assainissement budgétaire portera sur l'élargissement de l'assiette fiscale étroite, le ratio impôts/PIB restant inférieur à 13 %. La suppression de certaines exonérations fiscales et la poursuite de la modernisation des administrations fiscales et douanières devraient soutenir la croissance des recettes publiques. Les autorités viseront également à contrôler les dépenses récurrentes, plus particulièrement la masse salariale publique (36 % des recettes en 2021) afin de donner la priorité aux dépenses d'investissement pour atteindre les objectifs du PND. Le déficit sera financé principalement par des emprunts nationaux et, dans une moindre mesure, par des prêts-projets de partenaires bilatéraux et multilatéraux. La part externe de la dette publique (67 %) a augmenté avec plusieurs émissions d'*Eurobonds* ces dernières années. Le risque associé à la dette est en quelque sorte atténué par la grande part de la dette libellée en EUR, à laquelle le Franc CFA est rattaché.

Légère amélioration du climat sociopolitique, mais les problèmes de sécurité subsistent dans le Nord

Alassane Ouattara, président depuis 2011, a remporté l'élection présidentielle d'octobre 2020 avec 94 % des voix, les principaux partis d'opposition ayant boycotté sa candidature à un troisième mandat. Après une élection de 2020 entachée de violences et de troubles, les élections législatives de mars 2021 ont signalé un relatif apaisement des tensions, puisqu'elles se sont déroulées dans le calme avec une plus grande participation des partis d'opposition. Le parti présidentiel, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, a obtenu le plus grand nombre de sièges (137 sur 255) à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, après plusieurs années d'exil, l'ancien président Laurent Gbagbo est rentré en Côte d'Ivoire en juin 2021 après que la Cour pénale internationale ait confirmé son acquittement pour les crimes contre l'humanité présumés dans les violences post-électorales de 2010-11. M. Ouattara a rencontré M. Gbagbo, envoyant un signe favorable dans le processus de réconciliation nationale post-2010. Les progrès réalisés au cours des derniers mois envoient un signal positif aux investisseurs internationaux. En outre, l'accent mis par le PND sur l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment par la réduction des formalités administratives et la lutte contre la corruption, contribue à l'amélioration de l'environnement des affaires. Cependant, alors que la stabilité semble s'améliorer, la situation sécuritaire s'est détériorée avec plusieurs attaques à la frontière nord par des terroristes islamistes actifs dans la région du Sahel.

CROATIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	13 896
DEVISE Kuna croate	HRK

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,5	- 8,1	8,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	0,0	2,3	2,0
Solde public / PIB (%)	0,3	- 7,4	- 4,1	- 2,9
Solde courant / PIB (%)	2,8	- 0,9	0,6	0,7
Dette publique / PIB (%)	71,1	87,3	82,8	79,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	13 %
ITALIE	12 %
SLOVÉNIE	10 %
BOSNIE-HERZÉGOVINE	9 %
HONGRIE	7 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	15 %
ITALIE	12 %
SLOVÉNIE	11 %
HONGRIE	8 %
AUTRICHE	6 %

- Un long littoral
- Potentiel pétrolier et gazier
- Le pays a rejoint le MCE II en 2020, avec la perspective de rejoindre la zone euro en 2023
- Soutien des fonds de l'UE
- Infrastructures de haute qualité

- Dépendance vis-à-vis du tourisme (20 % du PIB), qui a fortement souffert de la pandémie
- Dette privée et publique encore élevée
- Lacunes institutionnelles : administration, santé et justice inefficaces : chevauchement des niveaux administratifs, corruption
- Procédure d'insolvabilité des entreprises longue et inefficace
- Faible diversification industrielle / manque de compétitivité
- Taux de chômage élevé chez les jeunes (20 % en septembre 2021), faible participation des femmes
- Pénurie de main-d'œuvre alimentée par l'émigration de travailleurs qualifiés et le déclin de la population

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise soutenue par une demande intérieure robuste

L'économie croate enregistrera un taux de croissance solide en 2022, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2021, l'effet de base s'estompant. La demande intérieure devrait rester robuste, la consommation des ménages et les investissements en actifs fixes contribuant à la croissance du PIB. La consommation privée sera soutenue par l'amélioration du marché du travail, l'épargne accumulée et la croissance des prêts à la consommation. Les dépenses des ménages et l'emploi bénéficient déjà de la forte reprise de l'industrie touristique croate (20 % du PIB) en 2021. En effet, bien que celle-ci reste inférieure de 22 % aux niveaux de 2019, le pays a enregistré une augmentation de 46 % des nuitées de janvier à août 2021, par rapport à la même période de l'année dernière. Par conséquent, la saison estivale vitale a entraîné une baisse du taux de chômage, qui est passé de 8,6 % à la mi-2020 à 7,3 % en septembre 2021. La prochaine saison d'été 2022 devrait également être favorable à l'économie croate, d'autant que le gouvernement devrait continuer à ouvrir le pays aux touristes étrangers. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB devrait rester positive, bien que plus faible en raison de l'augmentation des importations à un rythme plus rapide que celui des exportations. Néanmoins, le risque de mesures de confinement ne doit pas être écarté pour 2022, car le taux de vaccination est en retard par rapport à la moyenne de l'UE (46 % de la population croate entièrement vaccinée contre 66 % pour la moyenne de l'UE en novembre 2021). En outre, l'accélération de la consommation des ménages pourrait être limitée par une poussée de l'inflation, qui a atteint son plus haut niveau depuis huit ans en septembre 2021, à 3,3 % en glissement annuel. L'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la pandémies, ont entraîné une inflation croissante de la consommation. Si les pressions inflationnistes sont susceptibles de s'atténuer en 2022, ces effets continueront à se faire sentir dans les mois à venir.

Les investissements, et par conséquent la croissance économique, seront stimulés par l'afflux de fonds européens. Cela comprend à la fois les fonds « traditionnels » des cadres financiers pluriannuels, ainsi que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR). En ce qui concerne ce dernier, la Commission européenne a approuvé en juillet 2021 une subvention de 6,3 milliards d'euros (12,8 % du PIB de la Croatie en 2020) pour la période 2021-2026, la ayant reçu le premier versement (818 millions d'euros) de ce plan de relance en octobre 2021. Les projets financés comprennent la recherche et le développement de véhicules à conduite autonome, des investissements dans l'accès au haut débit – y compris l'infrastructure pour développer un réseau 5G, des projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, ainsi que des initiatives de décarbonisation.

Amélioration des finances publiques dans le contexte de l'adoption prochaine de l'euro

Le déficit et la dette publics devraient diminuer en 2022, après une amélioration déjà enregistrée en 2021. La Croatie se concentre sur l'assainissement budgétaire afin de faciliter l'adoption de l'euro d'ici 2023. Par conséquent, il est probable que le déficit public passe sous la barre des 3 % dès 2022. Les recettes, notamment la taxe sur la valeur ajoutée, devraient connaître une forte croissance grâce à la hausse de la consommation des ménages et des touristes. Les dépenses augmenteront au même rythme que la hausse des investissements publics cofinancés par le financement du FRR. Néanmoins, si la Croatie figure parmi les plus grands bénéficiaires nets de ces financements, l'efficacité des fonds européens dépendra en définitive de la capacité d'absorption du pays.

La balance des opérations courantes devrait rester légèrement excédentaire en 2022 après être devenue temporairement négative en 2020. Les exportations de marchandises suivront de près l'activité économique des principaux partenaires commerciaux de la Croatie, tandis que la croissance des exportations de services sera encore fortement soutenue par le secteur du tourisme. En effet, l'excédent de la balance des services continuera de compenser le déficit de la balance commerciale des marchandises résultant de la forte dépendance du pays vis-à-vis des importations.

Une stabilisation politique, mais des relations tendues avec son voisin

L'Union démocratique croate (HDZ) a remporté les élections législatives de juillet 2020. Elle a formé une coalition gouvernementale avec deux partis libéraux – à savoir le Parti populaire croate (HNS) et les réformistes – et le soutien de huit députés issus de minorités ethniques. La coalition dispose d'une majorité d'un seul membre au sein du Hrvatski Sabor (parlement), qui compte 151 sièges. Avant cela, lors de l'élection présidentielle de janvier 2020, l'ancien premier ministre et candidat de centre-gauche Zoran Milanovic avait battu la conservatrice sortante, Kolinda Grabar-Kitarovic, en obtenant 52,7 % des voix. Le parti d'opposition social-démocrate (SDP) avait soutenu M. Milanovic. Au niveau international, les relations avec la Bosnie-Herzégovine sont tendues sur un certain nombre de questions politiques et géostratégiques, comme le pont de Peljesac. Les travaux de ce dernier, qui enjambera l'accès maritime de la Bosnie pour assurer une liaison routière entre le nord et le sud du littoral croate, se poursuivent et son ouverture est prévue en 2022. Néanmoins, les liens économiques entre les deux nations restent forts, avec des volumes d'échanges élevés, la Croatie étant le deuxième investisseur étranger en Bosnie-Herzégovine.

CUBA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**11,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2018	**8 824**
DEVISE Peso cubain	**CUP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,2	- 10,9	2,2	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 1,3	18,5	500	30,0
Solde public / PIB (%)	- 6,2	- 17,7	- 18,3	- 13,2
Solde courant / PIB (%)	1,9	0,9	- 2,0	0,1
Dette publique / PIB (%)	52,1	59,3	151,1	118,9

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	34 %
VÉNÉZUELA	20 %
RUSSIE	13 %
SUISSE	4 %
CHYPRE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	31 %
CHINE	13 %
ARGENTINE	7 %
MEXIQUE	6 %
RUSSIE	5 %

- Secteurs touristique et minier (nickel, cobalt) et potentiel agricole (sucre, tabac)
- Ouverture au secteur privé individuel et coopératif de l'agriculture, du commerce, de la restauration et de la construction
- Main-d'œuvre qualifiée et peu onéreuse
- Secteurs médical et éducatif de qualité
- Indicateurs sociaux relativement satisfaisants
- Faible criminalité et lutte contre la corruption
- Accord de dialogue et de coopération avec l'Union européenne

- Vulnérabilités externes (climat, matières premières)
- Faible productivité du secteur public et de l'agriculture
- Faiblesse de l'investissement et des infrastructures
- Processus administratif très lourd et réglementation commerciale encore très récente
- Contrôle de l'État sur le commerce de gros, le crédit, ainsi que les échanges extérieurs et les investissements étrangers
- Subventions sur les produits de base pesant sur les dépenses publiques
- Accès réduit aux financements extérieurs
- Larges pénuries

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une bien lente sortie de crise

La situation économique du pays devrait lentement s'améliorer au cours de l'année 2022, dynamisée par la reprise de l'activité mondiale, alors que s'atténueront les conséquences des récentes réformes mises en place dans la douleur par le gouvernement. Les premiers effets de l'unification monétaire réalisée le 1er janvier 2021 devraient commencer à s'affaiblir, et le cours de la monnaie unique se stabiliser après son plongeon au cours de l'année 2021 (64 CUP pour 1 USD sur le marché noir en septembre 2021 contre 24 pour 1 au taux de change officiel). Cependant, les contraintes d'approvisionnement et le développement du marché noir maintiendront une pression à la hausse sur les prix, alors que les sanctions mises en place par l'administration Trump sont toujours de mise. Ainsi, l'inflation devrait rester contenue à des niveaux à deux chiffres après son explosion en 2021, et la pression sur les ménages s'atténuer. Toutefois, les contraintes sur la consommation des ménages resteront grandes, alors que la multiplication par 4 du salaire minimum dans la fonction publique en 2021 n'a pas permis de suivre le rythme de l'inflation. La tendance est à la baisse des subventions publiques tandis s'accumulent les pénuries de produits de premières nécessité. Les envois et la réception de devises des expatriés resteront eux aussi limités par les sanctions prises par les États-Unis et les contrôles de change mis en place par le gouvernement. La consommation publique, dans une économie largement étatique, continuera de souffrir du manque de financement du gouvernement. Cela devrait pousser ce dernier à continuer les réformes de libéralisation partielle de l'économie, suite à l'élargissement des postes ouverts au travail autonome en février 2021 et la loi autorisant la création de petites et moyennes entreprises jusqu'à 100 salariés en août 2021. Malgré l'ouverture de 678 projets à l'investissement étranger, dont 175 de plus qu'en 2021, les investisseurs devraient rester prudents. Le Titre III de l'acte Helms Burton n'a toujours pas été abrogé par l'administration Biden et autorise toujours les poursuites contre des entités bénéficiant des actifs expropriés à Cuba depuis le 1er janvier 1959. La demande extérieure devrait toutefois permettre un certain dynamisme des exportations du pays, profitant de la hausse des cours du nickel et du sucre. Le secteur agricole devrait en bénéficier mais restera largement vulnérables aux événements climatiques. Le secteur manufacturier devrait pour sa part profiter de la demande mondiale en produits pharmaceutiques et produits chimique mais restera largement contraint par les problèmes d'approvisionnement. Enfin, le secteur touristique (10,3 % du PIB en 2019), largement saisonnier, devrait reprendre un peu de vigueur au premier trimestre 2022, grâce à la réouverture du pays aux touristes depuis le 15 novembre 2021.

Des comptes public et courant en amélioration limitée

Avec l'unification monétaire et la fin de la surestimation artificielle du PIB au taux de 1 USD = 1 CUC (ancienne monnaie utilisée dans les échanges avec l'extérieur) = 1 CUP, la dette en termes de PIB a bondi, accentuée par le haut niveau de déficit et la part élevée de dette extérieure (13 1 % du PIB). Alors que le pays se trouvait en cessation de paiement depuis 2020, un accord a finalement été trouvé au printemps 2021 avec le Club de Paris permettant à Cuba de remplir ses obligations dans le cadre de l'accord de restructuration de sa dette, signé en 2015. Une proposition de restructuration de la dette auprès des créanciers privés a également été transmise au gouvernement par le Club de Londres, proposant une décote de 60 % pour cette dette détenue majoritairement par le fond d'investissement CRF I Ltd. Dans ce contexte, le déficit public devrait diminuer en 2022. La diminution des dépenses liées au COVID et la lente reprise du tourisme apporteront des recettes appréciables face au renchérissement du pétrole, alors que les sanctions américaines empêchent de s'approvisionner à bas coût chez l'allié vénézuélien. L'émission d'obligations sur le marché domestique permettra de financer ce déficit ainsi que de rares financements internationaux via des prêts bilatéraux, notamment chinois.

Du point de vue des comptes extérieurs, la chute du CUP a fait augmenter la facture des importations, alors que la production domestique peine à répondre aux besoins internes et que les cours du pétrole ont augmenté. Toutefois, les exportations, notamment de produits pharmaceutiques, chimiques, agricoles et miniers (nickel), devraient bénéficier d'une plus grande compétitivité avec la dévaluation et rebondir. Il en va de même pour les exportations de services, tirées par la reprise du tourisme et la vente de services médicaux à l'étranger, alors que les médecins cubains ont été fortement demandés pendant la pandémie (une quarantaine d'interventions extérieures). Cela, ajouté aux remises des expatriés, devraient permettre de retrouver un faible surplus courant, tandis qu'augmenteront très timidement les investissements directs étrangers, notamment en provenance d'Europe.

Vives tensions urbaines

En juillet 2021, le gouvernement a dû faire face à une vague historique de manifestations à travers le pays face à la dégradation des conditions économiques et sanitaires. La réponse apportée a été la répression avec des centaines d'arrestations, notamment dans le monde de la culture. Du point de vue extérieur, le principal enjeu restera une normalisation des relations avec les États-Unis rendue possible par l'arrivée de Joe Biden au pouvoir. Toutefois, la prévalence des intérêts domestiques et le besoin du nouveau président de gagner des voix en Floride en amont des élections de mi-mandat devraient ralentir le rythme de cette normalisation comme le montre le renouvellement automatique de sanctions datant de l'administration Trump.

DANEMARK

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A1
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**5,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**61 154**
DEVISE Couronne danoise	**DKK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,1	- 2,1	3,8	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	0,4	1,9	3,0
Solde public / PIB (%)	4,1	- 0,2	- 0,9	1,3
Solde courant / PIB (%)	8,8	8,1	7,8	7,6
Dette publique / PIB (%)	33,6	42,1	40,5	37,8

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	14 %
ÉTATS-UNIS	11 %
SUÈDE	10 %
PAYS-BAS	6 %
NORVÈGE	6 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	22 %
SUÈDE	13 %
PAYS-BAS	9 %
CHINE	8 %
POLOGNE	5 %

- Premier opérateur maritime mondial (2020)
- Quasi-autosuffisance énergétique (pétrole et gaz en mer du Nord et au Groenland, ainsi que de nombreux parcs éoliens)
- Des industries de niche avec des produits d'exportation non sensibles aux cycles économiques (par exemple, produits pharmaceutiques, éoliennes, produits alimentaires)
- Des finances publiques bien gérées
- Large excédent de la balance courante
- La couronne est arrimée à l'euro

- Petite économie ouverte sensible à la demande extérieure, en particulier celle de l'Allemagne et de la Suède
- Forte fragmentation du parlement, rendant difficile la formation de coalitions (le seuil d'entrée au parlement n'est que de 2 % pour un parti : 4 sièges supplémentaires pour les îles Féroé et le Groenland)
- Endettement très élevé des ménages (215 % du revenu disponible en 2020)
- Le secteur public constitue une part importante de l'emploi dans le pays (32 % des employés à la mi-2021)
- Dette extérieure élevée mais essentiellement privée (157 % du PIB en 2020)
- Renforcement du mouvement indépendantiste au Groenland

APPRÉCIATION DU RISQUE

Un schéma de croissance plus durable après le fort rebond de 2021

L'année 2021 a été marquée par un rebond marqué et surprenant à la suite de la pandémie. Grâce à une gestion relativement bonne de la pandémie, avec 86 % de la population adulte entièrement vaccinée à la mi-novembre 2021, les bases de la reprise économique étaient favorables. En outre, l'accent mis par le secteur manufacturier danois sur les produits pharmaceutiques (18 % de l'ensemble des exportations) et les machines destinées au secteur des énergies renouvelables (13 %), qui sont moins tributaires de biens importés rares comme les puces informatiques, s'est avéré être un avantage stratégique l'année dernière. En outre, les fortes relations en matière d'exportations entre le Danemark et des pays l'Europe du Nord déjà bien établis ont soutenu la croissance. Par conséquent, le PIB a atteint dès le deuxième trimestre 2021 les niveaux de la période pré-COVID-19. Cette évolution économique positive devrait se poursuivre en 2022 mais le taux de croissance élevé de 2021 ne pourra néanmoins pas être maintenu. La consommation privée devrait encore augmenter modérément, et non pas exploser. Les Danois n'ont pas beaucoup modifié leurs habitudes de consommation au cours du second semestre de 2021, malgré le niveau d'épargne élevé et les versements anticipés de la prime de vacances. Le soutien à la consommation vient du marché du travail, puisque le taux de chômage devrait atteindre cette année son plus bas niveau depuis le début de 2009. Cela entraînera une plus forte croissance des salaires. Toutefois, une partie de cette augmentation du pouvoir d'achat sera contrebalancée par une inflation plus forte, qui devrait provenir principalement de la hausse des prix de l'énergie, d'une augmentation des taxes sur le tabac en janvier et des prix élevés des matières premières qui sont répercutés sur les consommateurs. Les investissements en machines et équipements, ainsi que le secteur du bâtiment, devraient également progresser modérément. La part allouée au Danemark dans le plan de Facilité pour la relance et la résilience a été approuvée en juin 2021, ce qui s'est traduit par un versement de 1,5 milliard d'euros (0,5 % du PIB, 0,2 % pour 2022) de subventions sur la période 2021-2026. Elles serviront à financer principalement des projets visant à soutenir les objectifs climatiques et la transformation numérique. Même si les exportations nettes devraient encore contribuer à la croissance du PIB, mais dans une moindre mesure par rapport à 2021 en raison d'importations plus fortes, le principal changement devrait provenir du secteur public. Selon le plan budgétaire du gouvernement, les dépenses publiques devraient passer de 1 222 milliards de couronnes danoises (49 % du PIB) l'année dernière à 790 milliards de couronnes danoises (30 % du PIB) cette année, en raison de la suppression progressive de nombreuses mesures de soutien liées à la pandémie. Les principales initiatives en 2022 seront les investissements dans l'éducation, les technologies vertes, et les mesures de reconversion et de formation pour les chômeurs. La banque centrale du Danemark avait augmenté son taux directeur de 10 points de base pour le porter à 0,7 % en mars 2021 avant de revenir à 0,6 % en septembre pour maintenir la couronne danoise dans la parité avec l'euro (son principal objectif). En outre, la banque centrale est intervenue presque chaque mois pour vendre de la couronne danoise sur le marché des changes en 2021. Cette année, le travail des responsables de la politique monétaire devrait s'alléger un peu, lorsque la BCE terminera son programme de rachat d'urgence, diminuant ainsi la pression à la hausse sur la DKK.

Le budget de l'État redevient excédentaire

Après deux années marquées par un léger déficit, le solde du budget de l'État devrait redevenir positif en 2022 en raison de la diminution des dépenses et de l'augmentation des recettes fiscales (à partir d'avril, les entreprises qui avaient reporté le paiement de leurs impôts pendant la récession devront rattraper progressivement leurs arriérés). La dette publique brute continuera donc de diminuer et restera très faible en comparaison avec l'endettement des pays européens. L'excédent de la balance courante devrait rester élevé. L'excédent de la balance des marchandises devrait diminuer et les paiements de transfert augmenter, mais cela devrait être compensé par une augmentation des exportations de services grâce au tourisme et aux services de transport maritime coûteux, ainsi que par une hausse des revenus des investissements danois à l'étranger.

Un gouvernement social-démocrate avec une politique conservatrice

Depuis juin 2019, la Première ministre Mette Frederiksen du Parti social-démocrate (SD) dirige un gouvernement minoritaire avec le soutien des autres partis du « bloc rouge » : le Parti social-libéral, le Parti socialiste populaire, l'Alliance rouge-verte et trois partis du Groenland et des îles Féroé. Grâce à une gestion de la pandémie qui a été globalement réussie, le soutien populaire au SD est resté élevé. En outre, le gouvernement a adopté de nombreuses politiques d'immigration de droite. Par exemple, en septembre 2021, le gouvernement a annoncé un plan qui obligerait davantage de migrants (visant surtout les femmes) à travailler pour avoir droit aux prestations sociales. Cette position est populaire, et, combinée à une opposition divisée entre les conservateurs et la droite, elle contribue à une nette avance du SD dans les sondages. Cependant, des enquêtes sont en cours sur la décision, estimée illégale, de M. Frederiksen de tuer tous les visons vivants au Danemark en novembre 2020, à titre de mesure préventive pour éviter la propagation d'une nouvelle mutation de la COVID-19. On ignore si Mme Frederiksen savait que sa décision était illégale, lorsqu'elle l'a prise, ou si elle s'en est rendu compte plus tard. Néanmoins, M. Frederiksen devrait rester en fonction jusqu'à la prochaine élection ordinaire en 2023.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU DANEMARK

Paiement

Le Danemark est en passe de devenir une société sans argent liquide. Les virements bancaires constituent le moyen de paiement le plus couramment utilisé. Toutes les grandes banques danoises utilisent le réseau SWIFT, une solution rapide et efficace pour le paiement des transactions nationales et internationales. Le Danemark a également mis en place le virement bancaire SEPA (*Single Euro Payment Area*, espace unique de paiement en euros) afin de simplifier les virements bancaires en euros.

Les chèques et les lettres de change sont maintenant rarement utilisés au Danemark. Tous les deux sont considérés comme une reconnaissance de la dette.

Les lettres de change impayées et les chèques acceptés sont des effets exécutoires, ce qui signifie que les créanciers n'ont pas besoin d'obtenir une décision judiciaire. Dans de tels cas, un juge-huissier (*Fogedret*) est nommé pour superviser l'exécution de la saisie. Au préalable, le débiteur est sommé de déclarer sa situation financière, afin de déterminer sa capacité à rembourser la dette. Toute fausse déclaration d'insolvabilité constitue une infraction pénale.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le créancier ou son conseil juridique (par exemple avocat, agence de recouvrement agréée, etc.) ouvre la phase amiable en envoyant par courrier au débiteur une mise en demeure lui donnant 10 jours pour payer le principal, majoré des intérêts moratoires fixés par le contrat.

À l'issue de ce délai de 10 jours, le conseiller juridique du créancier peut facturer au débiteur des frais de recouvrement extrajudiciaire en fonction d'un barème officiel et lui envoyer une lettre de recouvrement lui donnant 10 jours supplémentaires pour payer. Si ce délai de paiement n'est pas respecté, le débiteur peut recevoir un avis d'avertissement précisant la date et l'heure d'une visite. Un troisième rappel peut avoir lieu, tout comme des appels téléphoniques.

En l'absence de clause spécifique convenue entre les parties quant aux intérêts (d'un maximum de 2 % par mois), le taux d'intérêt applicable aux contrats commerciaux conclus après le 1er août 2002 est soit le taux de référence de la Banque nationale danoise, soit le taux d'intérêt officiel (*udlånsrente*) en vigueur au 1er janvier ou au 1er juillet de l'année concernée, avec une majoration de 8 points.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Depuis le 1er janvier 2008, les impayés incontestés n'excédant pas 50 000 DKK ou 6 723 EUR font l'objet d'une procédure simplifiée de recouvrement (*forenklet inkassoprocedure*) dans laquelle le créancier soumet directement au juge-huissier un formulaire d'injonction à adresser au débiteur. Faute de réponse dans les 14 jours, une ordonnance exécutoire est émise.

Procédure ordinaire

Si un débiteur ne répond pas à une demande de paiement, ou si le litige n'est pas grave, les créanciers peuvent obtenir un jugement après une audience contradictoire ou un jugement par défaut ordonnant au débiteur de payer. Cela prend habituellement trois mois.

Dans le cas d'un jugement par défaut, le débiteur peut être condamné à payer, dans un délai de 14 jours, le principal majoré des intérêts et des frais (y compris les frais de justice et, le cas échéant, une contribution aux frais de justice du créancier).

Toutes les affaires, contestées ou non, et quels que soient leur niveau de complexité ou le montant de la créance, sont examinées par le tribunal de première instance (*Byret*). Il est présidé par un jury composé de trois juges, ou d'un juge assisté d'experts, et examine les preuves présentées par écrit et par oral.

Les appels portant sur des créances supérieures à 10 000 DKK sont entendus par l'un des deux tribunaux régionaux : le *Vestre Landsret* de Viborg (pour la région du Jutland), ou *l'Østre Landsret* de Copenhague (pour le reste du pays). Des cas exceptionnels impliquant des questions de principe peuvent être soumis directement au tribunal régional compétent.

La procédure comprend une série d'audiences préliminaires au cours desquelles les parties présentent par écrit observations et éléments de preuve, ainsi qu'une audience plénière au cours de laquelle la cour entend les témoignages et les arguments des deux parties. Les frais de justice dépendent du montant de la demande. Ils sont généralement supportés par la partie perdante.

Au Danemark, on ne trouve des tribunaux de commerce que dans la région de Copenhague : un tribunal maritime et un tribunal de commerce proprement dit (*Sø-og Handelsretten*), tous deux présidés par un collège de juges professionnels et non professionnels. Ces juges sont compétents pour les affaires impliquant des litiges commerciaux et maritimes, des procédures d'insolvabilité, et des questions de droit de la concurrence ou de commerce international.

Exécution d'une décision de justice

Les décisions par des tribunaux nationaux sont exécutoires dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision dans les deux semaines, le créancier peut demander l'exécution de ladite décision auprès du tribunal de bailliage. Cela peut prendre la forme d'un accord de paiement ou de la saisie des biens du débiteur. En principe, un accord de paiement est signé au tribunal en même temps qu'il est décidé quels biens du débiteur peuvent être saisis. Les tribunaux acceptent généralement des plans de paiement pouvant s'étendre jusqu'à 10 ou 12 mois, en fonction du montant concerné.

L'application des sentences étrangères émises par un pays membre de l'Union européenne peut se révéler compliquée dans la mesure où le Danemark n'applique pas la réglementation sur la procédure européenne d'injonction de payer. Les sentences émises par des pays qui ne font pas partie de l'Union européenne peuvent être reconnues et appliquées sous réserve d'existence d'un traité bilatéral ou multilatéral dont le Danemark et le pays concerné sont signataires.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

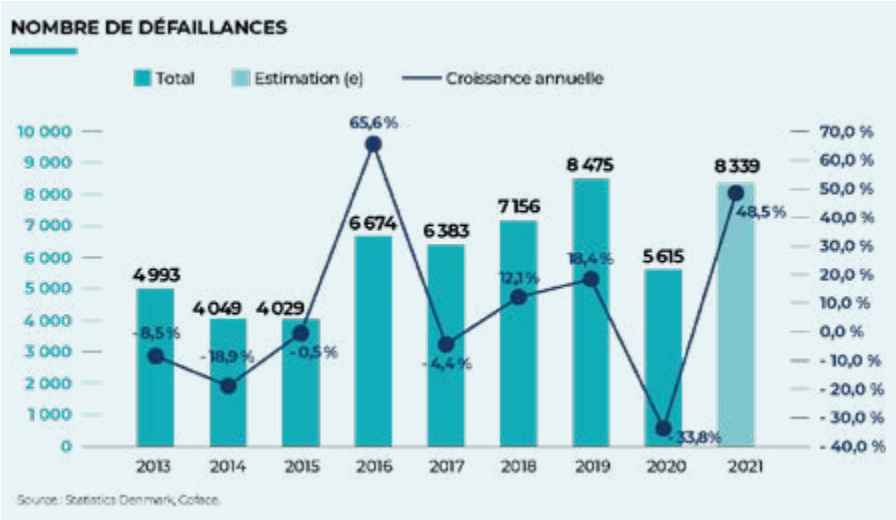
Un redressement non judiciaire peut passer par la signature formelle d'accords prévoyant la reconnaissance de la dette et l'échelonnement du remboursement sans qu'il soit nécessaire de passer par un tribunal. Cependant, en raison de l'efficacité des tribunaux danois, les procédures extrajudiciaires servent dans la pratique d'outils de négociation informels.

Procédure de restructuration

La procédure de restructuration s'appuie sur une décision rendue par le tribunal des faillites. Le tribunal examine la possibilité d'avoir recours à un concordat forcé et/ou à une transmission d'entreprise. La procédure peut être engagée par un débiteur lorsqu'il est insolvable, ou bien par un créancier (mais uniquement en ce qui concerne les personnes morales). Le tribunal désigne alors un administrateur de redressement. Au cours de la procédure, le débiteur conserve le contrôle de ses biens, mais il n'est pas autorisé à s'engager dans des transactions d'une certaine importance sans l'aval de l'administrateur de redressement. L'issue de la procédure dépend de la proposition faite par l'administrateur.

Liquidation

La procédure s'appuie sur une demande de mise en faillite de la part du débiteur ou d'un créancier et acceptée par le tribunal. Le débiteur doit être insolvable. Le tribunal désigne un syndic de faillite habilité à agir en toutes choses pour le compte du patrimoine du failli. Sa mission première est de liquider les biens du débiteur et de distribuer les revenus qui en découlent entre les créanciers. Les créanciers peuvent transmettre leurs demandes au syndic de faillite, qui est chargé d'en évaluer la validité.



DJIBOUTI

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**1,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 482**
DEVISE Franc Djibouti	**DJF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,8	0,5	5,1	5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,3	1,8	1,6	2,0
Solde public / PIB (%)	- 0,3	- 1,7	- 1,6	- 1,3
Solde courant / PIB (%)	28,9	11,6	- 1,0	- 0,5
Dette publique / PIB (%)	65,3	73,3	71,5	70,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTHIOPIE	41 %
SOMALIE	18 %
BRÉSIL	9 %
QATAR	7 %
ÉTATS-UNIS	6 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	22 %
CHINE	14 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 %
OMAN	8 %
TAÏWAN	6 %

- Position géostratégique à l'entrée de la mer Rouge et soutien de la communauté internationale
- Émergence du pays en tant que plateforme commerciale, logistique et militaire régionale
- Afflux d'importants investissements directs étrangers
- Processus de modernisation des infrastructures portuaires et ferroviaires, zones franches
- Au cœur du projet de route de la soie de la Chine
- Seul accès à la mer pour l'Éthiopie, où transite plus de 90 % de son commerce

- Risque élevé de surendettement
- Dépendance à l'égard de l'Éthiopie et de la Chine
- Importante économie informelle : grande pauvreté et chômage endémiques
- Aridité du climat
- Environnement des affaires difficile

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le commerce régional et la reprise des projets d'infrastructure comme sources de croissance en 2022

Bénéficiant de la reprise du commerce international et régional, l'économie a rebondi en 2021, après une forte décélération de sa croissance en 2020 liée à la crise sanitaire. En 2022, alors que la reprise du commerce mondial devrait se poursuivre, l'activité du pays sera encore tirée par la croissance de la demande pour les services logistiques et de transbordement. Les exportations resteront donc un moteur de la croissance. Avec plus de 80 % du trafic annuel du port de Djibouti dépendant de l'Éthiopie, il pourra bénéficier de la poursuite de la reprise de son voisin, mais demeurera aussi vulnérable à de possibles perturbations en raison de l'instabilité politique dans la région du Tigré. Les difficultés de la chaîne d'approvisionnement mondiales pourraient également freiner l'expansion de ce moteur de la croissance. Par ailleurs, l'activité du pays devrait aussi être soutenue par la reprise de l'investissement, public et privé, dans les infrastructures servant l'ambition du pays de devenir un carrefour logistique et commercial régional. En 2022, le réaménagement du port historique en centre d'affaire ou la poursuite du développement de la zone franche industrielle du port de Damerjog, avec la construction d'une nouvelle jetée pétrolière, feront partie de ces projets. La population, largement dépendante de l'économie informelle (70 % des emplois), pourrait profiter des créations d'emplois découlant de ces investissements, qui soutiendraient alors la consommation privée (près de 50 % du PIB). Néanmoins, celle-ci restera contrainte par le taux de chômage très élevé (près de 50 %). Elle restera aussi vulnérable aux évolutions relatives à la pandémie, alors que le taux de vaccination, malgré l'obligation vaccinale pour les plus de 25 ans, était encore très bas à l'orée de la nouvelle année.

En 2022, l'inflation devrait rester mesurée, mais les prix des denrées alimentaires et de l'énergie pourrait exercer des pressions à la hausse.

Légère réduction des déficits jumeaux en 2022

En 2022, la fin des mesures de soutien pour lutter contre les effets de la crise (à hauteur de 2,6 % du PIB) devrait permettre de réduire le déficit budgétaire. Néanmoins, l'amélioration ne devrait être que très marginale, en raison de l'accroissement des dépenses d'investissement en capital dans les projets visant à réaliser les ambitions de développement du plan Vision 2035. De plus, la crise a provisoirement stoppé les efforts d'assainissement budgétaire, qui ne devraient pas reprendre dans l'immédiat. Le financement des infrastructures ces dernières années, a lourdement pesé sur la dynamique d'endettement, faisant même émerger un risque élevé de surendettement. La dette publique, presque entièrement extérieure, est essentiellement due à la Chine (70 % du total de la dette publique en 2021). Devant ce constat, le pays chercherait à diversifier ses sources de financement, privilégiant celles multilatérales, moins coûteuses. Après les prêts du FMI et de l'AfDB pour faire face à la pandémie, le pays s'est, par exemple, accordé avec cette dernière pour recevoir un prêt concessionnel d'un montant de USD 13,9 millions (sur un total de USD 83,6 millions) pour son projet d'interconnexion électrique avec l'Éthiopie.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, la reprise de la croissance en 2021 a eu pour effet d'accroître les importations, faisant basculer la balance courante en déficit. En 2022, elle resterait déficitaire, encore alimentée par les fortes importations de biens et services nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructure. La progression importante des exportations (et réexportations) de biens et de services (de logistique et de transport) devrait toutefois permettre de le réduire légèrement. Leur évolution restera néanmoins soumise à l'évolution de la situation en Éthiopie. Les rapatriements des bénéfices des investissements continueront d'alimenter le déficit du compte des revenus. En revanche, celui des transferts devrait rester excédentaire grâce aux envois de fonds des expatriés. Le déficit courant devrait être financé essentiellement par les investissements directs, qui avaient fortement reculé avec la pandémie. Les réserves de change détenues par la banque centrale restent modérées, équivalentes à plus de 5 mois d'importations (hors importations liées à la réexportation).

Poursuite du plan de développement Vision 2035

Ismaïl Omar Guelleh, au pouvoir depuis 1999, a remporté, avec plus de 97 % des voix, les élections présidentielles en avril 2021, dans un scrutin boycotté par une large partie de l'opposition. Le gouvernement poursuivra la mise en œuvre du plan de développement Vision 2035, qui a pour objectif de tripler le revenu par tête et d'améliorer les indicateurs de développement social et humain. Malgré la volonté de transformer le pays, l'environnement des affaires reste médiocre, souffrant notamment de la faiblesse de la gouvernance et de la corruption (142e sur 180 en 2020, d'après Transparency International). Le lourd endettement du pays pourrait nuire aux relations commerciales avec la Chine, principale créancière. Par ailleurs, la reprise des relations diplomatiques entre l'Érythrée et l'Éthiopie pourrait peser sur les perspectives du pays, si l'Éthiopie venait à négocier des accords permettant de s'affranchir de sa dépendance à Djibouti pour ses échanges commerciaux.

DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	7 554
DEVISE Peso dominicain	DOP

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,1	- 6,7	9,5	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	3,8	7,8	4,5
Solde public / PIB (%)	- 2,2	- 7,9	- 4,5	- 2,4
Solde courant / PIB (%)	- 1,3	- 2,0	- 2,0	- 2,0
Dette publique / PIB (%)	53,5	71,5	66,1	63,8

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	49 %
SUISSE	10 %
HAÏTI	8 %
ZONE EURO	7 %
CANADA	4 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	41 %
CHINE	19 %
ZONE EURO	10 %
MEXIQUE	3 %
BRÉSIL	3 %

- Principale destination touristique des Caraïbes
- Envois de fonds de sa diaspora
- Accord de libre-échange avec les États-Unis (CAFTA-DR) et accord de partenariat économique avec l'UE
- Stabilité institutionnelle

- Dépendance à l'égard de l'économie américaine
- Tributaire du prix de l'or
- Approvisionnement en électricité défectueux
- Niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité / faibles recettes fiscales (14 % du PIB)
- Criminalité liée au trafic de drogue
- Corruption généralisée

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance restera soutenue en 2022

Après le fort rebond économique observé en 2021, la République dominicaine enregistrera à nouveau une croissance soutenue en 2022. Le tourisme (qui représentait environ 16 % du PIB avant la crise de la COVID-19) devrait avoir pleinement récupéré au début de 2022, le pays ayant été l'un des pays ayant le plus vacciné des Caraïbes. En outre, avec le retour des visiteurs étrangers, le marché du travail devrait également réagir positivement. Ce dernier point, ainsi qu'un réajustement moyen de 24 % des salaires minimums en juillet 2021 et d'importants envois de fonds des expatriés situés aux États-Unis seront de bon augure pour la consommation des ménages (70 % du PIB). Par ailleurs, les exportations (or, tabac, bananes, textiles, instruments médicaux et produits électroniques), qui représentent 1 3 % du PIB, devraient se maintenir à un niveau élevé, portées par une dynamique de croissance toujours favorable aux États-Unis, qui constituent la principale destination des ventes à l'étranger (54 % du total des exportations en 2019). De fait, ce vent arrière et les accords de libre-échange entre les deux pays profiteront également aux investissements dans les secteurs orientés vers l'exportation. De même, le rebond constaté dans le tourisme devrait attirer de nouveaux investissements pour accroître et/ou renouveler la capacité d'hébergement du pays. Enfin, la réforme du Pacto Eléctrico qui a été approuvée en 2021 aura pour effet d'attirer également des capitaux privés dans le secteur au cours des prochaines années.

Réduction du déficit budgétaire, déficit extérieur encore modéré

Malgré un fort rebond des recettes fiscales en 2021, le déficit budgétaire ne s'est que partiellement réduit. Cela s'explique par le fait que le gouvernement a conservé certaines mesures de relance budgétaire pour atténuer les impacts sociaux attribuables à la COVID-19, notamment l'extension des programmes sociaux et des subventions pour réduire les pressions inflationnistes liées aux prix de l'électricité et des carburants. Les besoins de financement ont été couverts par des opérations de préfinancement en 2020 ainsi que par des placements obligataires locaux et extérieurs. Pour 2022, le déficit budgétaire devrait converger vers un niveau plus proche de celui d'avant la pandémie, car l'activité continue de se redresser et le besoin de mesures d'incitation s'atténue.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le pays a maintenu un déficit modéré de sa balance courante en 2021. D'une part, si l'on prend en compte les chiffres de janvier à septembre 2021, le déficit de la balance commerciale s'est creusé, la hausse des importations (notamment la facture pétrolière) ayant dépassé celle des exportations en zone franche. Parallèlement, le déficit des revenus primaires s'est également détérioré du fait de l'augmentation des bénéfices dans les entreprises étrangères. En revanche, les transferts de fonds des Dominicains vivant à l'étranger (11 % du PIB de 2020) ont enregistré une forte hausse. En outre, l'excédent de la balance des services s'est également amélioré grâce aux recettes des voyages. Dans le même temps, les investissements directs étrangers dans le pays ont grimpé de 35 %, atteignant 2,5 milliards USD, et ont pu couvrir le déficit de la balance courante. Par ailleurs, la dette publique extérieure s'est élevée à 36,6 % du PIB en septembre 2021 (38 % du PIB en septembre 2020).

La lutte contre la corruption et les relations avec le voisin Haïti resteront des questions centrales

Le président de centre-gauche Luis Abinader a pris ses fonctions en août 2020 et dispose d'une majorité au Congrès (18 des 32 sièges du Sénat et 92 des 190 sièges de la Chambre basse). Il a su conserver une forte popularité grâce à une campagne de vaccination COVID-19 parmi les plus rapides des Caraïbes et au fort rebond économique qu'a connu le pays. De plus, en février 2021, il a obtenu que la réforme du secteur électrique, le Pacto Eléctrico, soit enfin signée. L'absence de consensus entre les partis avait entravé l'avancée de cette réforme, annoncée en 2014 sous le mandat du président de l'époque, Danilo Medina. Cette réforme devrait attirer des investissements privés dans ce secteur qui est souvent confronté à des pannes en raison de problèmes systémiques. En ce qui concerne la lutte contre la corruption, l'une des principales promesses de campagne d'Abinader a été annoncée en août 2021 : son intention de promouvoir une révision de la Constitution pour établir l'indépendance du ministère public et du Conseil central électoral (JCE). Cette révision devrait être soumise d'abord à un tiers du corps législatif, puis à une majorité des deux tiers. Néanmoins, le nom d'Abinader a été mêlé à l'affaire des «Pandora Papers» qui est sortie en octobre 2021, ce qui pourrait avoir un certain impact sur ses soutiens politiques. Lui et ses frères ont été liés à deux sociétés panaméennes offshore, bien que l'administration affirme que les avoirs sont dans un trust et ont été rendus publics avant que le président prête serment. Enfin, en ce qui concerne les relations transfrontalières tendues avec Haïti, le meurtre du président de ce pays, Jovenel Moise, en juillet 2021, a aggravé la situation. M. Abinader a fait appel à la communauté internationale, notamment aux États-Unis, pour engager un dialogue politique dans le pays voisin. Pourtant, au dernier trimestre de 2021, la République dominicaine a commencé à construire un mur et une clôture controversés le long de la frontière, et les travaux ont été annoncés en février 2021.

ÉGYPTE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**100,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 601**
DEVISE Livre égyptienne	**EGP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	5,6	3,6	3,3	5,0
Inflation * (moyenne annuelle, %)	13,9	5,7	4,7	7,0
Solde budgétaire * / PIB (%)	- 8,1	- 8,0	- 7,5	- 7,0
Balance courante * / PIB (%)	- 3,6	- 3,1	- 4,0	- 3,5
Dette publique / PIB * (%)	84,2	90,2	93,0	89,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale du 1er juillet - 30 juin. Données 2022 : 1er juillet 2021-30 juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	21 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	11 %
ARABIE SAOUDITE	6 %
TURQUIE	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	21 %
CHINE	15 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ARABIE SAOUDITE	6 %
TURQUIE	5 %

- Marché important : plus de 100 millions d'habitants, population jeune et croissante
- Situation géopolitique avantageuse, canal de Suez
- Potentiel touristique
- Potentiel gazier (Zohr) et minéral (or, kaolin, potasse, cuivre, zinc, plomb, feldspath)
- Soutien politique et financier de monarchies du Golfe et de pays occidentaux
- Programme d'appui du FMI
- Endettement extérieur limité (29 % de la dette publique totale)

- Pauvreté (un tiers de la population), faible taux d'emploi chez les jeunes, faible participation des femmes
- Faibles recettes publiques (20 % du PIB) et informalité (la moitié de l'emploi)
- Activisme djihadiste dans le Sinaï
- Cohabitation difficile entre une partie de la majorité musulmane et la minorité chrétienne (10 %)
- Manque d'eau et dépendance au Nil
- Déficit public et dette publique : besoin de financement excédant 30 % du PIB
- Système bancaire vulnérable au risque souverain, le secteur public absorbant les 2/3 du crédit
- Cherté du crédit
- Maigres exportations manufacturières et à faible valeur ajoutée, dépendance alimentaire
- Opacité des entreprises dépendant de l'armée (30 % de l'économie)
- Corruption, manque de concurrence, bureaucratie (y compris dans les échanges extérieurs) défavorables à l'investissement, notamment étranger

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le retour d'une croissance forte

En dépit de la crise du COVID-19, l'économie a affiché une croissance positive, bien que moins vigoureuse, sur les exercices fiscaux 2020 et 2021. Le rebond de l'activité, entamé dès le second semestre de 2021, devrait s'accélérer en 2022, aidé par l'assouplissement en cours des mesures sanitaires et la reprise mondiale. Malgré une inflation plus élevée, principalement à cause des prix de l'énergie, la consommation des ménages (85 % du PIB) devrait rebondir grâce aux envois de fonds des expatriés et à l'introduction, en juillet 2021, d'un salaire minimum pour le secteur privé. La consommation des ménages dépendra également de la reprise progressive du secteur des services (55 % du PIB), en particulier du commerce, du transport et de l'hébergement, qui se redressent en même temps que l'économie mondiale, appuyant les nombreuses entreprises familiales faisant vivre la moitié des ménages. L'investissement a repris en 2021 grâce au développement du gaz et des installations portuaires. Toujours soutenus par des financements internationaux, les investissements publics, en particulier, se poursuivront dans les transports (rail et canal de Suez), le dessalement de l'eau de mer, le développement rural, le logement social et la création de la nouvelle capitale administrative, à l'Est du Caire. Suite à une réduction de 10 % à 8 %, le taux préférentiel pour les prêts aux PME de la Banque centrale devrait être maintenu sur l'année fiscale 2022, favorisant l'investissement privé. Les recettes d'exportation sont restées modérées au cours de l'exercice 2020/21, sous l'effet de la baisse des ventes d'hydrocarbures (1/4 des exportations de marchandises), de l'affaiblissement de la demande européenne (35 % des exportations) et nord-américaine en articles d'habillement, de la réduction de la demande indienne en engrais et du manque de touristes. En 2022, les projets énergétiques (plans de gazoducs) dynamiseront les exportations de biens, soutenues, surtout, par la hausse de 5 % de la production de gaz naturel et des prix mondiaux favorables. Après une chute de près de 70 % des revenus issus du tourisme, la levée progressive des restrictions aux voyages, notamment avec la reprise des vols en provenance de Russie vers les stations de la mer Rouge (interruption émise en 2015), soutiendra l'industrie (10 % de l'emploi et 6 % du PIB) et permettra de limiter la contribution négative des exportations nettes sur la croissance.

Reprise progressive de la consolidation budgétaire

Le déficit public devrait poursuivre son amélioration en 2021/22 grâce à la hausse des redevances énergétiques induite par le rétablissement du commerce mondial et les cours élevés. L'assainissement budgétaire reprendra, ainsi, avec le retour à un excédent primaire (solde hors intérêts) avoisinant les 1,5 % du PIN. Par conséquent, la dette publique, détenue en majorité par les banques domestiques et s'étant alourdie en 2021 avec les dépenses publiques en matière de santé et d'éducation, devrait se réduire en 2022. Malgré leur diminution, les intérêts de la dette resteront le premier poste de dépenses, absorbant 30 % des recettes publiques, et les subventions, le second avec 24 %, d'après le budget de l'exercice 2021/22.

Le déficit de la balance courante s'est accru en 2021, puisque les recettes d'exportation non-pétrolières (agrumes, légumes, appareils électroniques et électriques, or) ont été plus que compensées par la hausse des coûts d'importation (biens intermédiaires, pétrole, céréales), reflétant la reprise de l'économie productive et les prix élevés des matières premières. Au cours de l'exercice 2022, le déficit courant devrait commencer à se résorber grâce à la reprise du tourisme, à l'augmentation des exportations de gaz, ainsi qu'au dynamisme des recettes du canal de Suez. La réduction de ce déficit reposera largement sur la hausse de l'excédent des transferts courants, liée à l'évolution des envois de fonds. Outre les prêts officiels et commerciaux, les investissements de portefeuille (obligations), attirés par les taux réels élevés, la banque centrale maintenant une politique prudente, continueront de financer le déficit, alimentant une dette extérieure modérée (33 % du PIB). La dépendance à ces flux d'investissement et les besoins de financement extérieurs élevés resteront source de vulnérabilité. Les IDE, à 40 % dans le secteur des industries extractives, devraient s'intensifier avec la reprise mondiale et le programme de privatisation des entreprises d'États (plate-forme de financement numérique, société pétrochimique). Les réserves sont maintenues à environ six mois d'importations, malgré les interventions de la banque centrale pour soutenir la livre égyptienne.

Concentration du pouvoir

Réélu avec 97 % des voix en 2018, le président Abdel Fattah al-Sissi a vu ses attributions renforcées après l'adoption référendaire, en 2019, d'amendements constitutionnels, prévoyant, notamment, l'extension du mandat présidentiel de quatre à six ans, et lui permettant de se présenter à un troisième mandat consécutif en 2024. Ce référendum permet aussi un contrôle présidentiel des nominations judiciaires et consolide le rôle de l'armée. Malgré la faible participation (inférieure à 30 %), les élections aux deux Chambres en 2020 ont confirmé la large domination du parti Futur de la nation, proche du président. En octobre 2021, l'Égypte a levé l'état d'urgence, en vigueur depuis avril 2017, afin d'apaiser les critiques de ses alliés concernant le respect des droits de l'homme. La frustration sociale restera élevée en raison de la faible liberté d'expression et de la détention de nombreux prisonniers politiques.

Par ailleurs, le régime égyptien garde un rôle pivot dans la stabilité régionale et la lutte contre le terrorisme, qui lui permet de maintenir des relations étroites avec l'Europe et les États-Unis, mais aussi les Émirats Arabes Unis et l'Arabie saoudite. Suite à la construction du barrage Grand Renaissance, les discussions avec l'Éthiopie concernant la répartition des eaux du Nil sont toujours tendues. Les tensions avec la Turquie à propos de la Libye persisteront.

ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	9,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	38 661
DEVISE Dirham des Émirats arabes unis	AED

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,4	- 6,1	3,7	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 1,9	- 2,1	2,0	2,2
Solde public / PIB * (%)	0,6	- 5,6	- 0,5	- 0,2
Solde courant / PIB (%)	8,5	5,9	8,0	9,5
Dette publique / PIB (%)	27,1	39,4	37,5	38,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Revenus d'investissement inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDE	13 %
JAPON	9 %
CHINE	9 %
SUISSE	5 %
ZONE EURO	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	16 %
ZONE EURO	13 %
INDE	11 %
ÉTATS-UNIS	8 %
JAPON	5 %

- Un degré de diversification économique plus élevé, et en progression, par rapport aux pays voisins
- Nœud commercial de la région
- Réserves financières importantes
- Stabilité politique

- Des défis régionaux croissants pour attaquer la position privilégiée de nœud commercial des EAU
- Forte dépendance des recettes fiscales vis-à-vis des hydrocarbures
- Augmentation progressive de la dette publique
- Dépendance à l'égard de la main-d'œuvre étrangère (85 % de la population est étrangère)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance s'accélérera en 2022

Les EAU font partie des pays ayant le taux de vaccination le plus élevé au monde. En décembre 2021, près de 90 % de la population avait été entièrement vaccinée. Associée à la tenue de l'Expo 2020 (qui se tiendra jusqu'en mars 2022), la levée des restrictions liées à la COVID-19 permettra d'accélérer le taux de croissance en 2022. La consommation privée (35 % du PIB) devrait à nouveau constituer le principal moteur de la croissance grâce au retour à la normale de l'économie, à la hausse de la confiance et à certaines réformes mises en œuvre par les autorités pour attirer les travailleurs étrangers et les résidents qui avaient déserté en 2020 (visa de long séjour, visa de retraite, interdiction de conserver les passeports des employés, etc.) Le coup de fouet donné à l'emploi par l'Expo 2020 va également soutenir les dépenses des ménages. Les recettes du tourisme (environ 8 % du PIB en 2019) pourraient augmenter d'environ 8 % en 2022 par rapport à l'année précédente pour atteindre 33 milliards USD. Le retrait des restrictions de production de l'OPEP+ en 2022 sera l'autre principal moteur de croissance. Après une faible hausse de 2 % en 2021, la production d'hydrocarbures des EAU (environ 30 % du PIB) devrait augmenter de près de 11 %. Les investissements (20 % du PIB) seront également en hausse, soutenus par le plan de diversification économique d'Abu Dhabi. L'émirat a annoncé son intention d'investir 6 milliards USD au cours des cinq prochaines années dans les industries culturelles et créatives afin de réduire sa dépendance au pétrole, après avoir dépensé environ 2,5 milliards USD au cours des cinq dernières années. D'autre part, l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) a lancé un plan quinquennal de 122 milliards d'USD pour augmenter sa production de pétrole brut, dans le but de soutenir à la fois les investissements et les exportations. Les autorités font également des efforts pour développer l'industrie du gaz naturel. En novembre 2021, l'ADNOC a annoncé des investissements à hauteur de 6 milliards d'USD pour permettre le forage, augmenter sa production de pétrole à 5 millions de barils par jour (m/j) d'ici 2030 et atteindre l'autosuffisance en gaz. Le secteur de la construction (9 % du PIB) devrait connaître une croissance d'environ 3 % en 2022 après s'être effondré de 10 % en 2020 en raison de la forte baisse du tourisme et de la population expatriée. Le report de l'Expo 2020 a aidé le secteur de la construction en 2021, mais les futurs projets concernant les bâtiments commerciaux et résidentiels seront moins nombreux en 2022, car de nombreux projets ont été achevés. Néanmoins, des projets tels que *Heart of Europe*, le projet *Hassyan IWP* et l'expansion de Ruwais continueront à soutenir le secteur.

L'excédent de la balance courante augmentera grâce à la hausse des prix du pétrole

Les prix élevés du pétrole (20 % des exportations totales de marchandises) et la suppression du plafonnement de la production de pétrole par l'OPEP+ permettront aux exportations d'hydrocarbures d'augmenter d'environ 5 % par an en 2022. En ce qui concerne les exportations non pétrolières, la croissance des principaux partenaires commerciaux que sont l'Arabie saoudite, les États-Unis, la Chine et l'Inde entraînera une hausse de la demande de polymères, de produits chimiques, de bijoux, de réexportations d'or et de diamants, de soufre, de calcaire, de ciment, de verre, de métaux, de machines, etc. L'augmentation des revenus du tourisme grâce à l'Expo 2020 améliorera l'excédent des services en 2022. Le niveau élevé de vaccination et la levée de toutes les restrictions de voyage pour les personnes vaccinées permettront au pays de bénéficier largement de l'afflux de touristes internationaux. Le risque que ces perspectives soient revues à la baisse dépend de l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19, qui entraînerait une fermeture des frontières. En revanche, le déficit des revenus secondaires devrait se creuser en raison de la hausse des transferts de fonds des expatriés. En 2020, les transferts nets de particuliers étaient proches de 10 % du PIB. Les Émirats arabes unis continueront de bénéficier d'importantes réserves financières. À la mi-2021, la banque centrale disposait de près de 110 milliards USD de réserves de change, soit l'équivalent de plus de cinq mois d'importations. En outre, le pays dispose d'environ 700 milliards d'USD d'actifs dans ses fonds souverains. Les prix élevés du pétrole vont également faire augmenter les recettes budgétaires, dont 50 % sont générées par les hydrocarbures. Parallèlement, la hausse de la consommation privée augmentera les recettes hors hydrocarbures. La reprise économique mondiale permettra au gouvernement de bénéficier d'une hausse des revenus d'investissement du fonds souverain (estimés à environ 24 milliards USD en 2022, soit environ 20 % des recettes totales). Les dépenses devraient rester inchangées en 2022, à 59 milliards de dirhams, de sorte que la hausse des recettes permettra aux autorités de réduire le déficit budgétaire.

La stabilité politique sera maintenue, la concurrence régionale s'intensifiera

Les Émirats arabes unis devraient rester l'un des pays les plus stables sur le plan politique dans la région du Golfe. Ils continueront à entretenir des relations étroites avec les États-Unis. L'amélioration des relations avec Israël ouvrira la voie à de nouveaux investissements et à de nouvelles opportunités commerciales, notamment dans les secteurs du tourisme, des infrastructures et de la technologie. Les liens économiques entre les EAU et la Turquie se renforcent également, ce qui offrira de plus grandes possibilités, notamment en matière de commerce et d'investissement. La concurrence croissante avec l'Arabie saoudite peut constituer un défi économique, car certaines décisions saoudiennes (par exemple, inciter les multinationales à transférer leurs opérations en Arabie saoudite) menacent la position des Émirats arabes unis en tant que centre mondial et régional d'expédition et d'échanges commerciaux. Toutefois, cette concurrence ne devrait concerner que les aspects économiques et ne devrait pas affecter leur coopération politique. Une série de programmes d'un montant de 150 milliards de dollars annoncés en septembre 2021 par les EAU pour diversifier leur économie et réduire la part du pétrole alimentera cette concurrence.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

Paiement

Les modes de paiement les plus couramment utilisés aux Émirats Arabes Unis (EAU) sont les espèces, les cartes de crédit et de débit, les comptes ouverts, les lettres de crédit, les encaissements documentaires et les chèques.

Le chèque est le mode de paiement le plus largement utilisé dans le pays, en particulier pour les transactions commerciales. En effet, et contrairement aux opérations adossées à une lettre de crédit ou à tout autre type de garantie bancaire, l'émission de chèques n'entraîne aucuns frais. Un chèque constitue un titre de reconnaissance de dette fiable qui peut être reconnu par un tribunal. En outre, le droit criminel des EAU précise qu'un individu qui émet sciemment un chèque sans provision est passible d'une peine de prison.

Jusqu'en 2016, les chèques postdatés étaient considérés comme la meilleure protection contre les retards de paiement et étaient fréquemment utilisés aux Émirats Arabes Unis comme garantie, les chèques sans provision étant considérés comme une infraction pénale. La nouvelle loi est muette en ce qui concerne les chèques sans provision et stipule seulement à l'article 32 que toutes les poursuites et procédures judiciaires, ainsi que les mesures exécutoires sur les actifs du débiteur, sont suspendues dès qu'une décision est prise sur le principe d'un concordat préventif de faillite et jusqu'à sa ratification. Le concordat est défini à l'article 5 de la nouvelle loi comme une procédure visant à aider le débiteur à parvenir à un accord avec les créanciers suivant un concordat préventif de faillite sous le contrôle du tribunal, et avec l'aide d'un syndic à désigner conformément aux dispositions de la présente loi. Compte tenu de ce qui précède, toute réclamation ou poursuite judiciaire intentée contre le débiteur – qu'il s'agisse de chèques insuffisamment provisionnés ou d'un autre effet (ceci s'applique également aux poursuites criminelles relatives aux chèques insuffisamment provisionnés ou sans provision) – sera suspendue dès que le tribunal aura accepté la demande du débiteur pour le concordat préventif mentionné ci-dessus. Il est à noter que toute réclamation relative à un chèque non provisionné sera traitée de la même façon que toute autre réclamation sans sûreté qui pourrait être présentée contre le débiteur.

Les banques des EAU participent au réseau de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) qui est utilisé pour le transfert d'argent entre banques, en particulier pour les virements bancaires internationaux.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Tout recouvrement de créance commence par une approche amiable au cours de laquelle le débiteur reçoit une demande de remboursement, suivie par un appel téléphonique de la part du créancier ou d'une agence de recouvrement, dans l'objectif de parvenir à un accord de remboursement.

Procédure judiciaire

Les tribunaux des EAU comprennent :

- des tribunaux de première instance :
- des cours d'appel :
- la Cour suprême d'Abu Dhabi.

Chaque émirat possède un tribunal de première instance de compétence générale et composé d'un tribunal civil, d'un tribunal correctionnel et d'un tribunal de la charia. Les parties peuvent faire appel d'une décision de ce type de tribunal auprès de la cour d'appel en invoquant des points de fait ou de droit. Les parties peuvent ensuite interjeter appel auprès de la Cour suprême, mais uniquement en invoquant des points de droit. Le tribunal de la charia traite d'affaires civiles entre musulmans.

Procédure accélérée

Une injonction de payer s'obtient dans le cadre d'une procédure au titre de laquelle une partie demande au tribunal un jugement en référé à l'encontre d'un défendeur pour dette commerciale, mise en évidence par l'existence d'un instrument commercial, comme une lettre de change, un billet à ordre ou un chèque, valide mais impayé. Si le débiteur présente une défense, le litige doit passer par une procédure ordinaire devant le tribunal de première instance.

Procédure ordinaire

La procédure commence par le dépôt d'une plainte devant le tribunal compétent. Il convient de suivre les exigences de procédure et de fournir toute information concernant le débiteur et la créance due. Le tribunal émet une assignation à remettre au débiteur et comportant une date d'audience.

Une fois que le débiteur a répondu, le déroulement du procès est ajourné pour permettre au créancier de répondre. D'autres ajournements sont prévus pour donner le temps aux deux parties de déposer un mémorandum. Une fois que le tribunal estime que le dossier a été suffisamment plaidé, le juge délibère avant de rendre une décision. Toute la procédure s'appuie sur le dépôt de témoignages écrits soutenus par des preuves documentées. Le tribunal peut accorder des réparations sous la forme de mesures spécifiques et de dédommagements. Il n'est généralement pas possible d'obtenir une mesure injonctive et difficile d'obtenir une ordonnance de saisie.

Exécution d'une décision de justice

Une décision devient exécutoire dès lors qu'elle est définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, le créancier peut demander que le tribunal ordonne des conditions d'application comme un ordre de saisie ou une peine de prison à l'encontre du défendeur.

Pour être applicable, une sentence étrangère doit être reconnue comme une décision prise par un tribunal national. En cas d'existence d'un accord bilatéral ou multilatéral dont les EAU et le pays concerné sont signataires, il s'agit d'une simple formalité. En l'absence d'un tel accord, il est nécessaire d'engager une procédure d'exequatur, conformément aux règles du droit privé international.

La dernière mise à jour de la loi aux EAU concerne les créances commerciales, qui peuvent désormais être déposées par le biais de poursuites pour injonction de payer si la créance financière est soumise à l'exécution d'un contrat commercial, ou si le détenteur du droit est un créancier avec un papier commercial et que la dette est reconnue.

Procédures et durée de l'ordonnance :

- Envoi d'un avis juridique notarié au débiteur.
- Notification de l'avis au débiteur avec un résultat positif.
- Cinq jours au minimum à compter de la date de réception de l'avis par le débiteur pour permettre à ce dernier de s'acquitter de ses obligations.
- Enregistrer l'ordre d'exécution au tribunal ou sur le système électronique du tribunal selon la compétence territoriale de chaque tribunal.
- La décision est rendue par le juge dans un délai de 3 jours ouvrables par acceptation ou rejet.
- En cas de délivrance de la décision en faveur du créancier, une demande de notification au débiteur doit être présentée.
- Le tribunal notifie le débiteur de la manière prescrite par la loi.
- Un délai d'appel de 15 jours à compter de la date de la décision est notifié si le débiteur va faire appel.
- La cour d'appel examinera la défense du débiteur si elle est valable : la cour fixera une audience et invitera les deux parties à enquêter : si la cour constate que la défense n'est pas valable, la cour rejettera directement l'appel.
- Si le débiteur n'a pas fait appel dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il a reçu l'avis de décision, l'exécution aura lieu.
- Durée de l'ensemble de la procédure environ : 90 à 120 jours.

Procédure d'insolvabilité

La version définitive de la nouvelle loi fédérale sur l'insolvabilité a été adoptée le 4 septembre 2016. Cette nouvelle loi propose trois nouvelles procédures d'insolvabilité.

Procédure de redressement financier

Il s'agit d'un processus extrajudiciaire privé de conciliation s'appliquant aux entités qui ne se trouvent pas encore formellement dans la zone d'insolvabilité. L'objectif est de parvenir à un règlement privé à l'amiable entre les parties. Un médiateur indépendant possédant une expertise dans le domaine des faillites est désigné par la commission pour une période pouvant aller jusqu'à quatre mois afin de superviser les discussions qui ont lieu entre le débiteur et ses créanciers.

Procédure de concordat préventif (PCP)

Un débiteur qui (a) connaît des difficultés financières mais n'est pas encore insolvable, ou (b) qui se trouve en état de surendettement ou de cessation de paiements depuis moins de 45 jours propose un compromis avec ses créanciers en dehors du cadre d'une procédure de faillite formelle. La PCP comprend un moratoire sur l'action des créanciers (y compris pour le recouvrement de créances garanties) et place le débiteur sous le contrôle d'un mandataire désigné par les experts de la Commission (l'organisme d'État chargé de superviser la procédure) pour une période d'observation initiale pouvant aller jusqu'à trois mois.

Le processus de PCP prévoit également la mise en œuvre d'autres mesures, comme la capacité à rehausser le niveau de priorité de financement du débiteur non dessaisi (*debtor-in-possession*, DIP), qui peut concerner des actifs garantis ou non garantis ou être prioritaire sur des titres existants, et les prévisions en découlant qui empêchent d'invoquer des provisions de rupture de contrat liées à l'insolvabilité, sous réserve que le débiteur remplisse ses obligations. Le débiteur dispose d'un délai pour proposer un plan à soumettre au vote des créanciers.

Faillite

La procédure comporte deux éléments distincts :

- un processus de sauvetage dans le cadre d'une procédure de faillite formelle, dont le fonctionnement est semblable à celui de la PCP (y compris un moratoire automatique et la capacité à augmenter le financement du DIP) :
- une procédure formelle de liquidation judiciaire.

ÉQUATEUR

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**17,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**5 643**
DEVISE Dollar américain	**USD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,1	-7,8	2,8	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,1	- 0,9	1,8	2,2
Solde public / PIB (%)	- 2,7	- 6,4	- 2,3	0,1
Solde courant / PIB (%)	- 0,1	2,5	1,7	1,7
Dette publique / PIB (%)	51,4	61,1	60,9	60,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	24 %
CHINE	16 %
ZONE EURO	15 %
PANAMA	12 %
RUSSIE	5 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	22 %
CHINE	22 %
ZONE EURO	11 %
COLOMBIE	8 %
BRÉSIL	4 %

- Important potentiel minier (cuivre, or...), pétrolier et gazier
- Potentiel touristique (flore, faune, patrimoine)
- Diversité climatique permettant de nombreuses cultures
- Richesses marines : 1er exportateur de crevettes
- Faible risque inflationniste du fait de la dollarisation intégrale

- Économie dépendante du pétrole
- Risque sismique élevé : éruptions volcaniques
- Compétitivité soumise à l'évolution du dollar du fait de la dollarisation intégrale
- Secteur informel élevé et faible qualification de la main d'œuvre
- Historique de défaut sur la dette souveraine
- Environnement des affaires déficient : corruption, opacité des marchés publics, interventionnisme
- Faiblesse de l'investissement privé national et étranger

APPRÉCIATION DU RISQUE

La poursuite d'une reprise économique modérée

En 2022, l'économie continuera de se redresser, soutenue par la consommation privée et l'investissement brut en capital fixe. La consommation privée (environ 59 % du PIB) restera le principal moteur de l'économie, car les mesures liées à la pandémie seront levées et la campagne de vaccination aura atteint son objectif (60 à 70 % de la population vaccinée fin 2021), ce qui renforcera la demande des ménages. Bien que l'économie soit entièrement dollarisée, l'inflation devrait encore augmenter en raison de la hausse des prix des matières premières à l'échelle mondiale. L'investissement brut en capital fixe (25 % du PIB) augmentera modérément car l'administration du président Lasso ne dispose pas d'un soutien législatif suffisant, malgré la présentation d'un ensemble de réformes (« loi sur la création d'opportunités ») en septembre 2021. Un décret exécutif pourrait être la solution, et d'ailleurs, le président Lasso a émis un décret pour attirer les investissements privés dans le secteur de l'électricité (fin octobre 2021). Nous nous attendons à des investissements limités dans le secteur pétrolier, car M. Lasso souhaite engager une diversification. Quatre grands projets miniers (or et cuivre) devraient être lancés au cours de son mandat. Les dépenses de consommation des organismes publics (14 %) sera modérée, car le mécanisme élargi de crédit (MEDC) de 27 mois, d'un montant de 6,5 milliards de dollars, conclu avec le FMI en septembre 2020 par l'ancienne administration Moreno et renégocié avec l'administration Lasso, comprend un engagement de réduction des dépenses. Les exportations de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés augmenteront légèrement. En effet, la demande mondiale est en hausse et les prix internationaux devraient augmenter légèrement. De plus, l'Équateur, qui n'est plus membre de l'OPEP, est libre d'augmenter sa production. Les crevettes, les conserves de poisson, les bananes, le cacao et les fleurs coupées représentent les principales autres exportations qui bénéficieront des demandes américaine et européenne, même si l'on s'attend à quelques problèmes en termes de chaînes d'approvisionnement.

Un assainissement budgétaire marqué et une position extérieure améliorée

La balance courante devrait à nouveau être excédentaire en 2022, car l'économie mondiale continuera de se redresser. L'excédent des échanges de biens persistera. Les exportations de pétrole et de produits non pétroliers résisteront toujours résilientes, tandis que les importations pourraient augmenter en raison du renforcement de la demande intérieure. En outre, nous anticipons des discussions avancées avec les États-Unis sur un accord de libre-échange et le bloc commercial régional (Alliance du Pacifique), ce qui pourrait avoir un impact positif sur les échanges. Le déficit des services devrait rester important, car le tourisme en provenance de l'étranger se redresse lentement. Le déficit des revenus primaires sera modéré suite à la restructuration de la dette souveraine en 2020 (montant total de 17,4 milliards de dollars en obligations). Dans le même temps, les revenus secondaires seront excédentaires, car les envois de fonds des personnes travaillant aux États-Unis, en Espagne et en Italie ont considérablement augmenté. Les investissements directs des entreprises étrangères pourraient revenir, les réformes de l'administration de Lasso renforçant la confiance. Les réserves de change devraient rester inférieures à 5 mois d'importations.

Après des années de déficit, le solde budgétaire devrait connaître un léger excédent en 2022, car les autorités devraient relever la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune. Les recettes pétrolières (23 % des recettes totales) et non pétrolières augmenteront, à mesure que la reprise s'accélèrera. Les dépenses pourraient diminuer modérément, en raison de la réduction des mesures de soutien dans la période frappée par la pandémie et de l'engagement des autorités à réduire les dépenses dans le cadre du programme du FMI. En outre, un financement est anticipé dans le cadre du MEDC du FMI (1,7 milliard USD). En outre, l'Équateur a reçu en août 2021 l'équivalent de 934 millions USD en droits de tirage spéciaux du FMI, montant qui a été placé sur un compte auprès de la banque centrale. La part de la dette publique totale détenue par les non-résidents est relativement élevée (75 %). Les créanciers officiels détiennent 40 % de la dette extérieure totale.

Réformes soumises à la cohabitation et à l'agitation sociale

Au second tour de l'élection présidentielle (avril 2021), le candidat du parti de centre-droit *Creando Oportunidades*, Guillermo Lasso, l'a emporté. Toutefois, l'Assemblée nationale étant dominée par des partis de gauche, ses politiques pourraient subir des vents contraires. Le soutien populaire important dont il a bénéficié initialement et qui aurait pu amener l'Assemblée nationale à faire des compromis, a été érodé par son implication dans les affaires relatées par les « Pandora Papers » et l'état d'urgence national de 60 jours appliqué à partir de fin octobre 2021 pour lutter contre le trafic de drogue. Étant donné l'augmentation des cartels rivaux de narcotrafiquants (entraînant des émeutes sanglantes dans les prisons), et compte tenu de l'aggravation de la pauvreté et les inégalités, notamment à l'égard des minorités, sur fonds de pandémie, nous anticipons de nouveaux troubles sociaux en 2022, qui pourraient compromettre les mesures d'assainissement budgétaire et d'autres réformes.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ÉQUATEUR

Paiement

Les chèques restent un moyen de paiement fréquemment utilisé lors des transactions commerciales en Équateur. Cependant, leur usage se raréfie en raison d'une préférence de plus en plus marquée pour les paiements électroniques, quelle que soit la valeur de la transaction.

Les virements sont utilisés pour régler des sommes importantes ou non. Les virements interbancaires urgents à haute valeur sont généralement compensés *via* la banque centrale équatorienne (ou BCE, Banco Central Ecuatoriano). Les virements interbancaires peuvent être employés pour effectuer des transactions sur le marché des capitaux, le marché monétaire, et le marché des changes, ainsi que pour effectuer des paiements commerciaux ou dans le secteur public. Les ordres de virement peuvent être soumis au format papier ou *via* des systèmes électroniques comme le réseau SWIFT.

Les paiements en espèces sont fréquemment employés, notamment pour les transactions de faible valeur.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Les négociations amiables représentent une étape décisive dans le cadre du recouvrement des créances. Elles sont extrêmement détaillées et couvrent des aspects tels que le nombre d'échéances, l'amortissement, les garanties, les sûretés, les périodes de grâce, et les intérêts.

Procédure judiciaire

Le système judiciaire équatorien comprend des tribunaux, des organes administratifs, des organes autonomes et des organes subsidiaires. Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour nationale, les tribunaux régionaux, les cours supérieures et les tribunaux inférieurs, ainsi que les juges de paix.

Le Conseil de la magistrature est l'organe qui administre, supervise et encadre le pouvoir judiciaire. Le système judiciaire comprend également des organes subsidiaires, tels que les notaires, les commissaires-priseurs, les services de forclusion, les tuteurs légaux et d'autres organes, conformément au droit applicable.

Le *Código Orgánico General de Procesos* (COGEP), un nouveau Code juridique en vigueur depuis mai 2017, devrait permettre d'accélérer les procédures.

En vertu du nouveau Code juridique, les procès peuvent prendre la forme de jugements exécutifs ou ordinaires.

Procédure exécutive

Une procédure exécutive est ouverte suite à la formulation d'une plainte écrite auprès de la Cour. Des pièces justificatives (telles que le *pagaré* ou la *letra de cambio*) doivent être jointes à la plainte. Le cas est confié à un juge, qui dispose alors de 45 jours ouvrés pour vérifier si le dossier est complet. Le juge met en œuvre des mesures conservatoires dans les 60 jours suivants. Après un délai de 90 jours, le juge tient une audience au cours de laquelle il rend son verdict.

Procédure ordinaire

Une procédure ordinaire est ouverte suite à la formulation d'une plainte écrite auprès de la Cour. Le cas est confié à un juge, qui dispose alors de 45 jours ouvrés pour vérifier si le dossier est complet. Il émet une ordonnance prévoyant de signifier la plainte écrite au débiteur. Le débiteur dispose de 90 jours pour produire une défense écrite. Le juge tient ensuite une audience au cours de laquelle il rend son verdict.

Exécution d'une décision de justice

Un jugement d'une juridiction interne devient définitif et peut être exécuté après épuisement de toutes les voies de recours. Le juge du tribunal de première instance est chargé de faire exécuter les décisions et d'émettre une ordonnance d'exécution requérant que la partie concernée se conforme au jugement dans les cinq jours ouvrés. À défaut, le juge ordonne la saisie des actifs du débiteur, qui seront vendus aux enchères.

Le Code civil équatorien définit les exigences relatives à l'exécution des décisions de justice étrangères, conformément aux traités et aux conventions internationales applicables et en vertu du droit équatorien. La procédure d'approbation commence par une phase de collecte des informations (dans le cadre des procédures ordinaires) qui se tient dans la juridiction du défendeur avant l'exécution. L'Équateur a signé et ratifié un certain nombre de traités internationaux concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice étrangères, y compris la Convention interaméricaine sur la validité extraterritoriale des jugements étrangers et des sentences arbitrales.

Procédure d'insolvabilité

La procédure d'insolvabilité équatorienne se déroule en deux temps.

Phase de conciliation

Cette étape vise à assurer la poursuite de l'activité de la société débitrice grâce à la conclusion d'accords avec l'ensemble des créanciers déclarés.

Faillite

La procédure de faillite entraîne la cession de la société débitrice et de ses actifs, le produit de la vente servant à rembourser les créanciers.

ERYTHRÉE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**3,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**588**
DEVISE Nakfa érythréen	**ERN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,8	- 0,6	3,0	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 16,4	4,7	4,3	4,0
Solde public / PIB (%)	- 1,5	- 5,2	-4,8	- 1,5
Solde courant / PIB (%)	12,0	10,1	10,8	10,5
Dette publique / PIB (%)	189,3	185,6	175,5	165,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	82 %
CORÉE DU SUD	16 %
SERBIE	2 %
ZONE EURO	0 %
SINGAPOUR	0 %

Importations de biens % du total

CHINE	20 %
ZONE EURO	19 %
ARABIE SAOUDITE	13 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	12 %
ÉTATS-UNIS	5 %

- Importantes ressources minières (potasse, cuivre, or, argent, zinc)
- Importantes ressources agricoles (maïs, orge, légume, élevages)
- Afflux importants de fonds en provenance de la diaspora érythréenne émigrée

- Épisodes de sécheresse et de chocs climatiques récurrents
- Économie fermée
- Niveau d'endettement critique
- Pays au ban de la communauté internationale
- Situation préoccupante des droits de l'homme
- Climat des affaires très difficile
- Omniprésence de l'État dans l'économie
- Extrême pauvreté, forte émigration

APPRÉCIATION DU RISQUE

Croissance soutenue par les exportations de minéraux et le projet de mine de Colluli

Doublement pénalisée en 2020 par la pandémie de COVID-19 et par une invasion de criquets pèlerins qui a fortement affectée les récoltes agricoles, l'économie continuera, en 2022, la reprise amorcée en 2021. Malgré un refus des autorités d'engager une campagne de vaccination, la croissance devrait être principalement stimulée par un retour à la normale des services. La consommation, déjà repartie en 2021 (grâce notamment au retour des flux entrants d'envois de fonds), devrait en bénéficier. En 2022, l'amélioration du secteur agricole, dont la population est extrêmement dépendante (75 % de la population vit de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche), devrait, en effet, se répercuter positivement sur le revenu des ménages et, donc, la consommation. Elle restera néanmoins fragile, 69 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. En outre, les activités agricoles resteront sous la menace des criquets pèlerins et des aléas climatiques. En 2022, la croissance sera également soutenue par une hausse des revenus d'exportations tirés des activités minières (cuivre, potasse, zinc et or). Après avoir bénéficié de la forte reprise des cours des matières premières en 2021, le niveau des prix devrait rester favorable à la croissance. De plus, les travaux sur le grand projet de potasse de Colluli pourraient permettre soutenir les exportations dès 2022. Ce projet sera l'une des principales sources de croissance de l'investissement privé qui restera, par ailleurs, assez faible. L'environnement commercial défavorable, la lenteur des réformes, les politiques parfois imprévisibles, les infrastructures déficientes, et un environnement politique instable continueront d'alimenter la méfiance des investisseurs étrangers à l'égard d'un pays encore très fermé. La contribution de l'investissement public devrait aussi rester faible, pénalisée par les difficultés récurrentes de financement.

Après une période de déflation entre 2016 et 2019 (reflétant une contraction de la masse monétaire), l'inflation a fait son retour depuis 2020. Elle devrait être entretenu en 2022, par des prix des matières premières importés, particulièrement du pétrole et des denrées alimentaires (provenant d'Éthiopie).

Une dette publique toujours alarmante

Avec la pandémie de la COVID-19, le déficit budgétaire s'est creusé, sous l'effet des mesures de soutien aux entreprises et de la mise en place d'un Fonds national de lutte contre la pandémie. En 2022, il devrait s'atténuer grâce à une hausse des recettes résultant de la reprise de l'activité. Malgré la fin des mesures de soutien, la masse salariale de l'État et les dépenses d'investissement en capital dans les infrastructures, dans le cadre des projets miniers, entretiendront le déficit. Les problématiques récurrentes de financement devraient, néanmoins, continuer de contraindre la capacité d'investissement des autorités. En effet, la dette publique, essentiellement domestique et libellée en monnaie locale, reste extrêmement élevée et continuera de mettre sous pression les finances publiques du pays. Ce niveau de dette publique s'explique par des déficits budgétaires récurrents financés par l'endettement. Bien que les relations avec la communauté internationale se soient légèrement améliorées suite au rapprochement avec l'Éthiopie, l'accès aux aides des bailleurs de fonds restera limité.

En 2022, le compte courant restera assez largement excédentaire, grâce aux envois de fonds des expatriés et à l'excédent commercial. Malgré les prix du pétrole élevés qui devrait alourdir le montant des importations, ce dernier restera excédentaire grâce à la reprise, dans le même temps, des exportations minières (95 % des recettes d'exportations en 2019). Les comptes des revenus et des services resteront légèrement déficitaires, alimentés, respectivement, par les paiements d'intérêts et les importations de services nécessaires à l'activité minière. En puisant dans ses réserves de change (3 mois d'importations), alimentées par l'excédent courant récurrent, la banque centrale continuera de maintenir l'ancrage du nafka au dollar, qui, au vu du taux de change en vigueur sur le marché parallèle, demeurera surévalué.

Le conflit du Tigré entretient les tensions à la frontière avec l'Éthiopie

Depuis 1993, le paysage politique est dominé par le Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), seul parti légalement autorisé, et par le président Isaias Afwerki. L'absence de libertés fondamentales, et les dérives totalitaires sont communément admises, faisant du pays l'un des plus fermés au monde. Toutefois, en 2018, le président a signé une déclaration de paix avec le voisin éthiopien, mettant fin à 20 ans de guerre. Parti d'un différend sur le traçage des frontières, le conflit avec l'Éthiopie, couplé aux accusations de financement des groupes armés shebabs en Somalie, avait exclu le pays de la communauté internationale et généré des sanctions par l'ONU. Elles ont été levées fin 2018 suite aux efforts de pacification effectués avec ses voisins : l'Éthiopie donc, mais aussi, la Somalie, le Soudan et Djibouti. Malgré les espoirs suscités par cette avancée, le pays est de nouveau scruté par communauté internationale pour avoir envoyé ses troupes dans la région du Tigré (nord de l'Éthiopie) dans le conflit qui oppose le gouvernement régional au gouvernement central de son voisin. De nombreux médias ont rapporté des crimes de guerre et de graves violations des droits de l'homme (viols, tortures). En conséquence, la pression internationale s'est accrue pour le retrait des troupes dans la région. Débuté en novembre 2020, le conflit reste irrésolu, menaçant notamment les camps de réfugiés érythréens dans le Tigré.

ESPAGNE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**47,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**27 179**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,0	- 10,8	5,0	6,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	- 0,3	3,1	3,3
Solde public / PIB (%)	- 2,9	- 11,0	- 8,2	- 5,8
Solde courant / PIB (%)	2,1	0,8	0,4	0,7
Dette publique / PIB (%)	95,5	120,0	120,8	119,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

FRANCE	16 %
ALLEMAGNE	11 %
ITALIE	8 %
PORTUGAL	7 %
ROYAUME-UNI	7 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	14 %
FRANCE	11 %
CHINE	9 %
ITALIE	7 %
PAYS-BAS	6 %

- Avantage comparatif dans le domaine des énergies renouvelables (éolienne, solaire)
- Importantes réformes (marché du travail, secteur bancaire, droit de la faillite, etc.)
- Augmentation du soutien financier par les institutions européennes
- Important désendettement du secteur privé avant la pandémie
- Secteur manufacturier ayant récemment fait preuve d'une capacité de réinvention

- Forte dépendance à l'égard du secteur financier
- Économie vulnérable à la conjoncture économique dans la zone euro
- Impact budgétaire à long terme du vieillissement de la population

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	TRÈS ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise portée par la demande domestique, mais toujours limitée par le tourisme

Du fait de sa dépendance au secteur du tourisme (14 % du PIB et 15 % de l'emploi), qui enregistrait encore moitié moins de visiteurs étrangers à l'été 2021 que deux ans auparavant, l'économie a été la plus affectée de la zone euro par la pandémie de la COVID-19. Fin septembre 2021, le PIB était encore 6 % en-dessous de son niveau d'avant-crise, tandis qu'il était, en moyenne, seulement 0,5 % inférieur en zone euro. En 2022, l'activité devrait poursuivre sa dynamique de rattrapage, grâce à une campagne de vaccination extrêmement efficace (79 % de la population était totalement vaccinée en novembre 2021), qui devrait permettre d'éviter la mise de place de restrictions aussi drastiques que lors des deux années précédentes. Si l'incertitude sanitaire ralentira le retour des touristes étrangers en première partie d'année, l'activité sera portée par la demande domestique. D'une part, la consommation des ménages poursuivra son rebond grâce au reflux du taux de chômage, retombé à 14,6 % en septembre 2021, après avoir atteint un pic à 16,6 % en août 2020. Celui-ci restait malgré tout supérieur à son niveau d'avant-crise (13,7 % en février 2020), et nettement supérieur à la moyenne de la zone euro (7,6 %). D'autre part, le pays est l'un des principaux bénéficiaires des fonds européens, avec 69,5 milliards EUR de subventions (6 % du PIB) pour la période 2021-2026, dont 40 % seront déboursés en 2022. Le secteur de la construction, dont l'activité restait, fin septembre 2021, 15 % en dessous de son niveau d'avant-crise, bénéficiera largement des investissements en infrastructures et en rénovation des bâtiments. Cependant, la reprise sera entravée dans l'industrie, notamment automobile (16 % des exportations de biens), par les difficultés d'approvisionnement, qui étaient fin 2021 le principal frein à l'activité pour 22 % des entreprises (record historique). En parallèle, le taux élevé d'utilisation des capacités de production, qui était déjà de retour à son niveau d'avant-crise fin 2021 (79 %), incitera les entreprises à investir pour répondre à la demande dynamique.

Par ailleurs, portée, comme dans le reste de la zone euro, par la hausse des prix de l'énergie, qui se propage particulièrement rapidement en raison du grand nombre de contrats dont le tarif varie quotidiennement, et des coûts de production, mais aussi par l'indexation des pensions- qui augmenteront de 2,5 % en janvier 2022 -, l'inflation restera élevée tout au long au premier semestre, avant de progressivement refluer.

Investissement des fonds européens et assainissement des comptes publics

Les comptes publics s'amélioreront progressivement en 2022. La réduction du déficit sera principalement permise par la hausse des recettes (+ 13 %), notamment fiscales, grâce au dynamisme de l'activité et de l'emploi. En parallèle, l'amélioration de la situation sanitaire devrait permettre l'arrêt des mesures de soutien, si bien que les dépenses progresseront nettement moins rapidement (+ 0,6 %). L'essentiel de l'investissement public supplémentaire massif sera financé par les fonds européens (27,6 milliards d'euros, soit 2,2 % du PIB). Malgré une dette publique toujours très élevée, son coût de financement reste très bas et la demande pour les titres espagnols, forte. De fait, malgré l'arrêt prévu, en mars 2022, des achats d'actifs liés à la pandémie (*Pandemic Emergency Purchase Programme*), la BCE a maintes fois signalé au second semestre 2021 qu'elle voulait garder, à court terme, une politique monétaire accommodante malgré les pressions inflationnistes.

Depuis 2012, le pays a constamment affiché un excédent courant, qui s'est nettement réduit en 2020 du fait de la chute des revenus touristiques. L'important excédent de la balance des services (5 % du PIB avant la pandémie, 2 % depuis) permet de compenser les déficits structurels de la balance des biens, largement imputable à la dépendance énergétique du pays, et de celle des revenus (envois de fonds des diasporas latino-américaines et marocaines vers leurs pays d'origine). Dans la mesure où les arrivées de touristes étrangers resteront affectées par l'incertitude sanitaire au moins en première partie d'année, l'excédent courant devrait être modeste en 2022. Malgré une tendance baissière au cours des dernières années, la dette extérieure nette du pays reste parmi les plus importantes de l'Union européenne (79 % du PIB à mi-2021).

À mi-mandat, le PP, principal parti d'opposition, se relance

Depuis janvier 2020, le Premier ministre Pedro Sanchez, du parti socialiste (PSOE, 120 sièges sur 350), dirige un fragile gouvernement de coalition, soutenu par *Unidas Podemos* (UP, extrême-gauche, 35 sièges) et une multitude de petits partis, dont des partis régionalistes. Si certains signaux, comme l'approbation du budget 2022, laissent penser que la coalition tiendra jusqu'aux prochaines élections prévues en novembre 2023, d'importantes tensions ont émaillé la deuxième année de mandat, notamment au sujet de la réforme du travail. À la veille de la pandémie, le paysage politique était de plus en plus polarisé et fragmenté, avec le recul du duopole historique du PSOE et du Parti populaire (PP, centre-droit), au profit des partis extrémistes (UP et Vox, à l'extrême-droite) et régionalistes. Toutefois, la victoire du PP aux élections régionales de la Communauté de Madrid en mai 2021 a marqué son retour en force. Dans l'optique des élections, à mi-mandat, le principal parti d'opposition figure en tête des intentions de vote, avec 29 % des voix, contre 25 % pour le PSOE. Dans cette configuration, le PP pourrait gouverner avec le soutien de Vox, qui resterait la troisième force politique du pays avec 15 %. Si, dans une volonté d'apaisement, Pedro Sanchez a accordé une grâce à neuf dirigeants séparatistes condamnés en 2019 pour avoir organisé le référendum, l'indépendance de la Catalogne reste d'actualité.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ESPAGNE

Paiement

Les chèques sont très utilisés par les entreprises en Espagne. Ils offrent des garanties légales similaires en cas de défaillance, en vertu du *juicio cambiario* (le Code des procédures civiles). Il en va de même pour les billets à ordre (*pagaré*) qui, comme les lettres de change et les chèques, sont des effets sanctionnés par la loi. S'ils sont impayés, ils sont consignés au registre des acceptations impayées (*RAI, Registro de Aceptationes Impagadas*). Rattaché au Centre de coopération interbancaire, le RAI est le registre le plus important du pays. Il contient tous les défauts de paiements commerciaux supérieurs à 300 EUR, ce qui permet aux banques et autres institutions de dépôt de vérifier l'historique de paiement d'une société avant d'accorder un crédit.

Par contraste, les lettres de change ne sont que rarement utilisées pour les transactions commerciales en Espagne. En cas de défaillance, elles offrent aux créanciers certaines garanties telles que l'accès à des procédures spéciales de recouvrement incluant des outils de négociation selon le *juicio cambiario*. Les lettres de change garanties par une banque peuvent être assez difficiles à obtenir, mais elles limitent le risque de défaut de paiement en offrant aux créanciers un recours à l'endosseur de la lettre de change.

Les transferts électroniques via le réseau SWIFT, largement utilisés par les banques espagnoles, sont un instrument de paiement rapide, assez fiable et économique, si l'acheteur ordonne le paiement en toute bonne foi. Si l'acheteur n'exécute pas l'ordre de transfert, le recours légal est d'engager une procédure ordinaire sur la base de la facture impayée. Les banques espagnoles ont également adopté le standard SEPA pour les paiements libellés en euros.

Recouvrement des créances

Sauf clauses particulières stipulées dans le contrat commercial, le taux d'intérêt en vigueur est celui appliqué par la Banque centrale européenne lors de son opération de refinancement la plus récente (effectuée avant le premier jour civil du semestre concerné) majoré de huit points de pourcentage. Ce taux est publié tous les six mois par le ministre des Finances dans le *Boletín Oficial del Estado*. Le délai de prescription pour les créances ordinaires est de cinq ans.

Phase amiable

Il n'existe pas de formalités ou de conditions concernant l'envoi d'un courrier de rappel au débiteur, mais il est conseillé d'envoyer au préalable une réclamation au débiteur. Le créancier peut obtenir des garanties pour le remboursement de sa créance.

Procédure judiciaire

Si aucun accord de règlement n'est conclu avec le client, le créancier peut initier une procédure judiciaire de recouvrement en utilisant la loi de procédure civile (*ley de Enjuiciamento civil*).

Procédure cambiaire

La procédure cambiaire est utilisée pour les réclamations fondées sur des lettres de change, des billets à ordre et des chèques. Un juge de première instance (*juzgado de primera instancia*) vérifie que le « titre d'échange » a été correctement exécuté et ordonne ensuite au débiteur d'effectuer le paiement du principal et des intérêts échus et dépens dans un délai de dix jours. Le juge ordonne également une saisie conservatoire (*embargo preventivo*) sur les actifs du débiteur équivalente au montant échu. Le débiteur dispose d'un délai de dix jours pour contester la décision.

En l'absence de paiement ou de contestation dans le délai prescrit, le juge ordonne des mesures d'exécution. Si nécessaire, le mandataire judiciaire procédera à la saisie. En cas de contestation des créances, une audience est organisée pour examiner les arguments des deux parties et un jugement doit être rendu dans un délai de 10 jours supplémentaires. Bien que ce délai soit prescrit par la loi espagnole, il est rarement respecté par les tribunaux.

Procédure ordinaire

Outre le *juicio cambiario*, les créanciers incapables d'obtenir un règlement extrajudiciaire peuvent faire valoir leurs droits en intentant une action civile (*juicio declarativo*). Il existe deux types de procédure civile : la procédure ordinaire (*juicio ordinario*) pour les requêtes de plus de 6 000 EUR et la procédure orale (*juicio verbal*), un système simplifié, pour les requêtes de valeur moindre. Les deux types de procédure sont intentés par le biais d'une action en justice signifiée au débiteur.

Le plaignant doit expliquer les faits relatifs à sa requête et fournir tous documents justificatifs originaux ou en copies certifiées par un notaire public lors du dépôt de sa requête initiale. Avant l'instruction de l'affaire, le juge convoque les parties lors d'une première audience (*audiencia previa*) en recourant à la procédure ordinaire, afin de tenter une conciliation. En cas d'échec de celle-ci, l'action en justice est mise en œuvre. Le tribunal peut alors ordonner des mesures spécifiques pour clarifier certaines questions ou faits ambigus avant de prononcer un jugement.

Procédure monitoire (*Juicio monitorio*)

Pour les créances monétaires, liquides et en souffrance, quel qu'en soit le montant dû (limité précédemment à 250 000 EUR), les créditeurs peuvent à présent bénéficier d'une procédure en référé plus flexible. Le dépôt d'une petición inicial est directement soumis au juge de première instance (*juzgado de primera instancia*) où est situé le débiteur. Après avoir examiné les pièces justificatives, le juge peut ordonner au débiteur de payer la créance sous 20 jours.

Si le débiteur ne répond pas, le mandataire judiciaire en informe le juge et demande une confirmation de la décision en faveur de la requête initiale. Le mandataire judiciaire rend alors une décision confirmant la conclusion de la procédure monitoire, laquelle est transmise au créancier. Ceci permet au créancier de contacter le Bureau d'exécution en vue de la phase suivante. Si le débiteur conteste la décision et fournit des arguments motivés à cet effet dans une déclaration écrite signée par un avocat, un procès en bonne et due forme sera engagé.

Exécution d'une décision de justice

La décision d'un tribunal national devient exécutoire dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision de justice dans un délai de 20 jours, l'huissier de justice du tribunal peut, sur demande, rechercher et saisir les biens du débiteur.

Les jugements relatifs à des cas étrangers rendus dans les pays de l'UE bénéficient de conditions telles que les injonctions de paiement de l'UE et le titre exécutoire européen. Les jugements rendus par des pays qui ne font pas partie de l'Union européenne peuvent être reconnus et appliqués sous réserve de l'existence d'un accord bilatéral ou multilatéral avec l'Espagne. En l'absence d'un tel accord, une procédure d'exequatur espagnole sera appliquée.

Procédure d'insolvabilité

Procédures pré-insolvabilité

Un débiteur a la possibilité de négocier un accord formel de refinancement (*acuerdo de refinanciacion formal*) avec ses créanciers. Cet accord doit être signé par le tribunal. Selon un tel accord, les parties sont libres d'annuler toute portion de la dette qu'elles jugent nécessaire.

Procédure de faillite

La procédure de faillite est engagée par le dépôt d'une requête d'insolvabilité. Après examen de la requête, le juge émet une ordonnance d'insolvabilité. Les créanciers doivent notifier leurs requêtes dans un délai d'un mois après publication de l'ordonnance d'insolvabilité. Le tribunal désigne un administrateur d'insolvabilité qui examine la situation financière du débiteur et rédige un rapport sur ses dettes. En l'absence d'opposition au rapport, l'administrateur d'insolvabilité soumet la version finale au juge. Le juge ordonne ensuite l'ouverture de la phase d'arrangement avec un calendrier de remboursement, un plan de viabilité et des propositions alternatives de remboursement.

Au cours de cette procédure, le débiteur peut demander la liquidation :

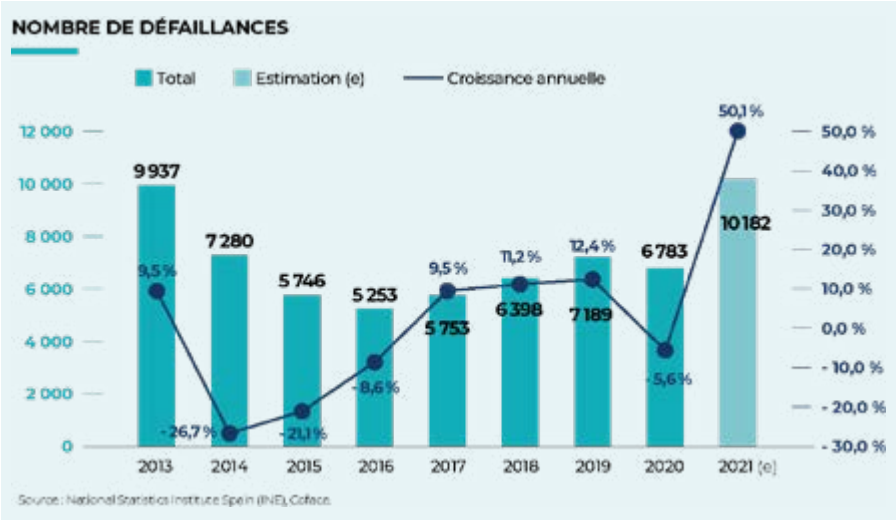
- sur demande du débiteur, à tout moment :
- lorsque le débiteur n'est plus en mesure d'effectuer les paiements prévus ou les obligations contractées, tels que définis dans l'accord :
- à la demande d'un créancier, pour violation de l'arrangement :
- sur requête de l'administration judiciaire, à la cessation de l'activité professionnelle ou commerciale.

L'administration judiciaire établit un plan de liquidation afin de réaliser (vendre) les actifs, constitués de la masse de la faillite, qui est soumis à l'approbation du juge.

Liquidation

La liquidation en Espagne a pour but de vendre les actifs d'une société. Pendant cette phase, la société conserve sa personnalité juridique. Les liquidateurs désignés pour exécuter le processus peuvent également assumer la fonction d'organe administratif et de représentant de la société.

Le liquidateur ne peut allouer les actifs de la société débitrice aux associés qu'après remboursement de tous les créanciers et règlement de toutes demandes de paiement à l'encontre de la société. Les créanciers lésés peuvent contester les transactions de répartition des actifs qui selon eux étaient illégales.



ESTONIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	1,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	23 036
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,1	- 3,0	8,5	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	- 0,6	3,8	4,5
Solde budgétaire / PIB (%)	0,5	- 4,9	- 2,9	- 2,5
Solde courant / PIB (%)	2,0	- 0,6	- 1,8	- 2,0
Dette publique / PIB (%)	8,6	18,5	20,0	21,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

FINLANDE	16 %
SUÈDE	10 %
LETTONIE	9 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ALLEMAGNE	6 %

Importations de biens % du total

FINLANDE	13 %
ALLEMAGNE	10 %
LETTONIE	9 %
LITUANIE	9 %
RUSSIE	8 %

- Appartenance à la zone euro (2011) et à l'OCDE (2010)
- Liens commerciaux, financiers et culturels étroits avec la Scandinavie
- Quasi-autosuffisance énergétique grâce aux schistes bitumineux
- Développement de secteurs à forte valeur ajoutée (électronique, services informatiques)
- Flexibilité de la politique économique
- Comptes extérieurs traditionnellement excédentaires et faible endettement
- Numérisation des procédures administratives

- Petite économie ouverte sensible aux chocs externes
- Baisse de la population active et pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- Manque de liaisons terrestres avec le reste de l'Union européenne
- Inégalités de revenu et persistance de la pauvreté, notamment dans les régions orientales à majorité russophone
- Nécessité de mettre en place des mesures anti-blanchiment plus contraignantes soulignée par le FMI

APPRÉCIATION DU RISQUE

Ralentissement en 2022 après une année de forte croissance

Après avoir connu une des croissances les plus rapides de l'UE en 2021, l'économie ralentira en 2022, tout en conservant un rythme soutenu. La consommation des ménages (49 % du PIB en 2020) a profité de l'assouplissement des mesures sanitaires pour croître en 2021. Elle devrait rester le principal moteur de la croissance en 2022, en raison de l'épargne accumulée pendant la pandémie et des modifications apportées au système de retraite, permettant le retrait de l'épargne à tout moment dès septembre 2021. Bien que le marché de l'emploi doive s'améliorer en 2022, le fort taux de chômage, 6,9 % en 2021, pourrait ralentir la consommation, également contrainte par les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires (représentant respectivement 12,5 % et 29 % du panier de consommation). En effet, les prix de l'électricité, en hausse d'environ 75 % en glissement annuel en septembre 2021, ont porté l'inflation au taux record de 6,6 % et devraient maintenir un niveau d'inflation élevé en 2022. Cependant, le gouvernement a diminué les redevances payables par les fournisseurs d'énergie et prévu des aides pour les ménages à faibles revenus jusqu'en mars 2022. En outre, la croissance sera tirée par la hausse des dépenses publiques dans le cadre de la stratégie budgétaire 2022-2025 visant à lutter contre l'impact de la pandémie à moyen terme. Les investissements publics, comme ceux dans la modernisation et l'extension des infrastructures ferroviaires, bénéficieront de 969 millions d'euros de subventions (environ 3,3 % du PIB) dans le cadre du plan de relance européen Next Generation EU et de sa Facilité pour la reprise et la résilience. Pour répondre à la demande, les entreprises seront amenées à investir afin d'augmenter leurs capacités, principalement dans le secteur manufacturier (13 % du PIB). La croissance de l'investissement fixe (19 % du PIB en 2021) a été tirée par les investissements continus de Volkswagen dans sa nouvelle filiale Car.Software Estonia AS (services de développement de logiciels informatiques et de produits de propriété intellectuelle). Bien que le tourisme n'ait repris que partiellement en raison des restrictions sanitaires persistantes, les services (transport, logistique, biotechnologie, et services financiers), environ 62,5 % du PIB estonien, et employant environ 68 % de la population active, attireront également les investissements. Enfin, la ferme demande extérieure pour les téléphones, les produits pétroliers, le bois, les éléments pour la construction et les instruments de mesure, devraient stimuler les exportations (71 % du PIB en 2021). Le commerce de service sera particulièrement dynamique grâce au secteur des TIC (près de 10 % du PIB).

De faibles déficits et un léger endettement

Le déficit public devrait encore se réduire en 2022, en restant inférieur à l'objectif européen de 3 %. Cependant, le gouvernement prévoit une augmentation des dépenses courantes (salaires et pensions de retraite) et des dépenses en capital (80 % du Plan national de relance et de résilience), accroissant la dette publique qui conservera un niveau bien inférieur à la moyenne européenne.

Le déficit courant devrait continuer à se creuser. Les importations liées aux investissements des entreprises et de l'État contribueront au déficit commercial. Le solde de la balance des services a été exceptionnellement déficitaire en 2021 du fait des importations réalisées par Volkswagen dans le cadre de son investissement. Même contraint par une reprise mitigée du tourisme, il devrait redevenir excédentaire en 2022, toujours soutenu par le transport et la logistique, avec des exportations accrues dans les télécommunications et l'informatique. Les rapatriements de dividendes par les investisseurs étrangers entretiendront le déficit du compte des revenus primaires. Le déficit courant sera financé par les fonds structurels et les subventions de l'UE, ainsi que les importants investissements directs étrangers (10 % du PIB en 2020), même partiellement compensés par les investissements de portefeuille effectués à l'étranger par les fonds estoniens de retraite et des compagnies d'assurances. Par ailleurs, la dette extérieure, qui représente environ 89 % du PIB en 2020, est essentiellement due par le secteur privé, est plus que compensée par les actifs des résidents détenus à l'étranger.

Instabilité gouvernementale liée aux changements de coalition

Un scandale de corruption impliquant son parti a conduit le Premier ministre centriste Jüri Ratas et son gouvernement de coalition tripartite formée en 2019 (Parti du centre, les conservateurs de Patrie/Isamaa, et les nationalistes d'extrême-droite du Parti populaire conservateur « EKRE ») à démissionner en janvier 2021. Une nouvelle coalition gouvernementale, composée du même parti centriste et du Parti de la réforme, libéral de centre-droit, de la nouvelle première ministre Kaja Kallas, a pris ses fonctions le même mois. Le nouveau gouvernement a exprimé sa volonté de restaurer l'image du pays endommagée par les coups d'éclat anti-européens, antiaméricains, xénophobes et homophobes d'EKRE, ainsi que de lutter contre le blanchiment d'argent originaire d'Europe de l'Est. Unique candidat, présenté par la coalition bipartite, Alar Karis a été élu à la présidence, une fonction protocolaire, en août 2021, par le Parlement. Il a bénéficié du soutien d'Isamaa et du Parti social-démocrate (SDE), alors qu'EKRE a choisi de ne pas participer au vote.

Enfin, les divisions entre la majorité estonienne et la minorité russe restent une source de tensions politiques internes et externes.

ÉTATS-UNIS

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**329,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**63 358**
DEVISE Dollar américain	**USD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,3	- 3,4	5,7	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	1,2	4,7	4,8
Solde public / PIB * (%)	- 4,7	- 15,0	- 12,4	- 5,6
Solde courant / PIB (%)	- 2,2	- 2,9	- 3,5	- 3,5
Dette publique / PIB (%)	108,6	132,8	129,9	127,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire du 1er octobre au 30 septembre. Données 2022 : 2021/22.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CANADA	18 %
ZONE EURO	15 %
MEXIQUE	15 %
CHINE	9 %
JAPON	4 %

Importations de biens % du total

CHINE	19 %
ZONE EURO	16 %
MEXIQUE	14 %
CANADA	12 %
JAPON	5 %

- Flexibilité du marché de l'emploi
- Le plein emploi est un des objectifs de la Réserve Fédérale
- Rôle prédominant du dollar dans l'économie mondiale
- 70 % de la dette publique détenue par les résidents
- Forte attractivité : leader en recherche & innovation, immense marché
- Fiscalité des entreprises favorable

- Faible participation au marché du travail
- Moindre flexibilité géographique des ménages
- Fort endettement des ménages (129 % du revenu disponible brut)
- Bipolarisation de la vie politique
- Baisse du taux de fécondité
- État vétuste de nombreuses infrastructures
- Inégalités croissantes de revenus et de patrimoine se superposant aux inégalités territoriales et raciales

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance rapide malgré l'inflation

Grâce à une vive reprise de la croissance en 2021, portée par le rebond de la consommation privée et des politiques budgétaire et monétaire accommodantes, le PIB du pays a été le premier à retrouver son niveau d'avant pandémie au sein du G7. Si l'activité décélérera en 2022, elle restera dynamique, encore entraînée par la consommation des ménages, qui représente plus des deux tiers du PIB. Si la situation sanitaire relative à la pandémie de la COVID-19 le permet, leur dépense sera soutenue par la demande latente pour les services. La consommation bénéficiera aussi de l'excédent d'épargne accumulé pendant la crise (environ 2 500 milliards USD). Un marché du travail qui se resserre, avec un taux de chômage tombé à 3,9 % fin 2021 (contre un pic à 14,8 % en avril 2020), tirera les salaires, mais l'inflation érodera le pouvoir d'achat. Montée en flèche en 2021, tirée par les prix de l'énergie et des véhicules, celle-ci restera élevée en 2022. Elle devrait toutefois progressivement refluer, à mesure que les déséquilibres entre l'offre et la demande s'apaisent. Le resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) contribuera également à la rapprocher de son objectif de 2 %, même si elle sera probablement encore supérieure à ce seuil fin 2022. La Fed devrait rehausser son taux de 25 points de base au moins trois fois cette année. Malgré des conditions financières moins favorables, l'expansion des capacités de production pour répondre aux difficultés d'approvisionnement favoriseront l'investissement. Il commencera aussi à être appuyé par le plan d'infrastructure promulgué en novembre 2021. Visant principalement les infrastructures de transport, il prévoit 550 milliards de nouvelles dépenses au cours de la prochaine décennie. Toutefois, même si le plan de dépenses sociales et environnementales Build Back Better Act (BBBA) est approuvé, l'impulsion budgétaire restera négative en raison du retrait des aides liées à la pandémie. En dépit d'une reprise chez ses principaux partenaires commerciaux et d'un allègement progressif des entraves à la chaîne d'approvisionnement, la demande intérieure devrait générer une contribution négative des exportations nettes à la croissance.

Les déficits jumeaux restent plus élevés qu'avant la pandémie

En 2022, le déficit public continuera de se réduire. Cette évolution sera principalement imputable au retrait de la majeure partie des aides pour répondre à la crise et à la pandémie, tandis que l'activité économique dynamique permettra une hausse des recettes fiscales. Le déficit devrait néanmoins rester élevé, reflétant l'impact des dépenses associés au plan d'infrastructure. Celles associées au BBBA, approuvé par la Chambre des Représentants (estimées à environ 1 700 milliards USD sur 10 ans) pourraient aussi ajouter au déficit si adoptées par le Sénat. L'impact serait partiellement amorti par les mesures visant à hausser les revenus, comme l'imposition d'une taxe minimale de 15 % pour les sociétés enregistrant plus de 1 milliard USD de bénéfice ou d'une surtaxe pour les millionnaires. Si la dette publique est élevée, les paiements d'intérêts (1,6 % du PIB en 2021) restent faibles. De plus, le pays bénéficie d'une souplesse de financement sans équivalent, grâce à son statut d'émetteur de l'USD, la principale monnaie de réserve mondiale.

En 2022, le déficit du compte courant restera large, principalement alimenté par un large déficit commercial (4,7 % du PIB). La demande intérieure dynamique, la reconstitution des stocks des entreprises et l'apaisement progressif des tensions sur la chaîne d'approvisionnement continueront de générer de fortes importations. L'excédent du compte des services (0,9 % du PIB) pourrait progressivement s'accroître avec l'assouplissement des restrictions au voyage. Le solde positif des revenus primaires (1 % du PIB) devrait rebondir grâce aux rapatriements de profits accrus des entreprises multinationales. Le déficit des transferts restera stable autour de 0,6 % du PIB. L'attractivité des actifs américains et de l'USD génère les flux de capitaux permettant de financer le déficit.

Nouvelle campagne clivante en vue

Le démocrate Joe Biden est devenu président en janvier 2021, après une transition tumultueuse, marquée par l'assaut du Capitole, le 6 janvier, par des partisans de son prédécesseur, le républicain Donald Trump. Le passage d'un plan de relance massif de 1 900 milliards USD, l'American Rescue Plan (mars) et d'un plan d'investissement en infrastructure (novembre) sont les principales avancées législatives de sa première année de mandat. Après avoir raté l'échéance de fin d'année, l'adoption du BBBA pourrait intervenir en début d'année 2022. Alors que les démocrates ne disposent d'une majorité au Sénat qu'à la faveur du vote de la vice-présidente Kamala Harris, les désaccords internes pourraient retarder davantage son adoption. La perspective des élections de mi-mandat, en novembre 2022, ne fera qu'accentuer la forte pression politique l'entourant. La courte majorité des démocrates dans les deux chambres du Congrès semble menacée, alors que les préoccupations croissantes concernant l'inflation contribuent à un déclin de la popularité du président. L'environnement politique reste très polarisé entre les deux principaux partis, comme en a attesté le difficile accord pour augmenter le plafond de la dette. Sur le plan extérieur, l'administration Biden s'efforce de rompre avec celle de son prédécesseur, en renouant avec une approche multilatérale et réengageant les relations avec les partenaires traditionnels, même si certains désaccords demeurent. Elle a rejoint l'accord de Paris sur le climat et l'OMS. Les tensions avec la Chine demeurent élevées, à l'image du boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de Pékin.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AUX ÉTATS-UNIS

Paiement

Les exportateurs devraient prêter une attention particulière aux clauses des contrats commerciaux portant sur les obligations respectives des parties et déterminer les conditions de paiement les plus adaptées au contexte, notamment lorsque des obligations de paiement de crédit sont en jeu. À cet égard, les chèques et les lettres de change sont des instruments de paiement très basiques, qui ne permettent pas aux créanciers d'intenter des actions en recouvrement dans le cadre du droit cambiaire, à la différence de ce qui est possible dans d'autres pays signataires des conventions de Genève de 1930 et 1931 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre.

Les chèques sont largement utilisés, mais peuvent être émis sans que le compte correspondant soit provisionné, ce qui offre des garanties relativement limitées. Les détenteurs de compte peuvent faire opposition au paiement d'un chèque en présentant une demande écrite à leur banque dans les 14 jours qui suivent l'émission du chèque. De plus, en cas de défaut de paiement, les bénéficiaires doivent quand même fournir un justificatif de créance. Les chèques certifiés (*certified checks*) présentent une plus grande sécurité pour les fournisseurs, parce que la banque certifiant le chèque confirme la présence de fonds suffisants sur le compte et s'engage à régler le chèque. Bien que plus difficiles à obtenir et donc moins courants, les chèques de banque tirés directement sur le compte de la banque (*cashier's checks*) garantissent une sécurité complète, puisque la banque elle-même s'engage à payer.

Les lettres de change et les billets à ordre sont moins couramment utilisés et ne constituent pas particulièrement une preuve de créance. Le système de compte ouvert ne se justifie que lorsqu'une relation d'affaires continue a été établie.

Les virements sont fréquemment utilisés, notamment sur le réseau électronique SWIFT, auquel la plupart des banques américaines sont connectées, et qui réalise un traitement rapide et peu coûteux des paiements internationaux. Les virements SWIFT sont particulièrement adaptés lorsque les parties contractantes se font réellement confiance, puisque le vendeur dépend de la bonne foi de l'acheteur pour donner l'ordre de virement.

Dans le cas de montants élevés, les grandes entreprises américaines utilisent également deux autres systèmes de virement interbancaire très automatisés : le *Clearing House Interbank Payments System* (CHIPS), exploité par les établissements financiers privés, et le *Fedwire Funds Service System* de la Réserve fédérale.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Étant donné que le système judiciaire américain est complexe et coûteux, en particulier du point de vue des honoraires d'avocat, il est conseillé de régler les contentieux à l'amiable avec les clients autant que possible ou bien d'engager une agence de recouvrement.

Procédure judiciaire

Le système judiciaire se compose de deux types de tribunaux : les tribunaux fédéraux de district (au moins un par État) et les tribunaux de circuit ou de comté, sous la juridiction de chaque État.

Procédure accélérée

Si la créance est certaine et incontestée, le droit des États-Unis prévoit une procédure de jugement en référé (*summary judgement*), qui repose sur une requête de jugement en référé dans laquelle une partie fait valoir que tous les points de fait nécessaires sont établis ou qu'aucun procès n'est nécessaire. Cette procédure est appropriée lorsque le tribunal détermine qu'il ne reste aucun point de fait à juger et que, par conséquent, un ou tous les motifs d'action de la plainte peuvent être tranchés sans procès. Si le juge décide que des faits sont contestés, le tribunal refuse la requête de jugement en référé et ordonne un procès.

Procédure ordinaire

L'immense majorité des procédures sont entendues par les tribunaux d'État, qui appliquent le droit fédéral et celui de l'État concerné aux litiges de leur ressort (autrement dit, les actions en justice concernant les personnes domiciliées ou résidant dans l'État).

Les tribunaux fédéraux, d'autre part, statuent sur les litiges impliquant le gouvernement des États, les affaires impliquant l'interprétation de la constitution, ou des traités fédéraux et les demandes dépassant 75 000 USD entre citoyens des différents États ou entre un citoyen des États-Unis et un ressortissant étranger ou un organisme d'État étranger ou, dans certains cas, entre demandeurs et défendeurs de pays étrangers.

Une caractéristique clé du système judiciaire américain est la phase préalable (*discovery*) au procès, pendant laquelle chaque partie peut demander à la partie adverse des preuves et des témoignages relatifs au litige avant que le tribunal entende l'affaire. Pendant le procès en soi, les juges laissent aux demandeurs et à leurs avocats une marge de manœuvre considérable pour produire des documents pertinents à tout moment et orienter le procès en général. Il s'agit d'une procédure contradictoire, dans laquelle le juge endosse plus le rôle d'arbitre, en garantissant le respect des règles de procédure, bien que la pratique insiste de plus en plus sur son rôle de direction du procès. La phase préalable peut durer plusieurs mois, voire plusieurs années. Elle entraîne des coûts élevés, à cause de l'insistance des parties à fournir constamment des preuves pertinentes (que chaque partie fait valoir) et implique différents moyens – par exemple des examens, des demandes de pièces justificatives, le témoignage de témoins et des rapports d'enquêteurs – avant la présentation des éléments à la cour pour approbation pendant la phase finale de la procédure.

Dans les affaires civiles, le jury détermine si la demande est justifiée et fixe la sanction à imposer au délinquant. Dans les litiges particulièrement complexes, longs, ou coûteux, comme dans le cas de procédures d'insolvabilité, les tribunaux permettent souvent aux créanciers de tenir pour responsables les professionnels (par exemple, les commissaires aux comptes) qui ont conseillé la partie défaillante, lorsqu'il est démontré que leurs actions étaient irrégulières.

Exécution d'une décision de justice

Aux États-Unis, les jugements nationaux donnent aux créanciers des droits supplémentaires, tels que la saisie et la vente des actifs du débiteur ou la saisie de son compte bancaire. En tant qu'État fédéral, les décisions rendues dans l'un des États du pays peuvent être exécutées dans le tribunal d'un autre État, à condition que le tribunal d'exécution considère qu'il est compétent pour cela.

Chaque État a sa propre législation concernant l'application des sentences étrangères. Néanmoins, elles doivent d'abord être reconnues en tant que jugements nationaux, ce qui est le cas s'il existe un traité de reconnaissance réciproque. En l'absence d'un tel traité, la procédure d'*exequatur* vise à garantir l'exécution devant un tribunal national, après vérification que le jugement répond à certains critères prévus par le droit de l'État.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

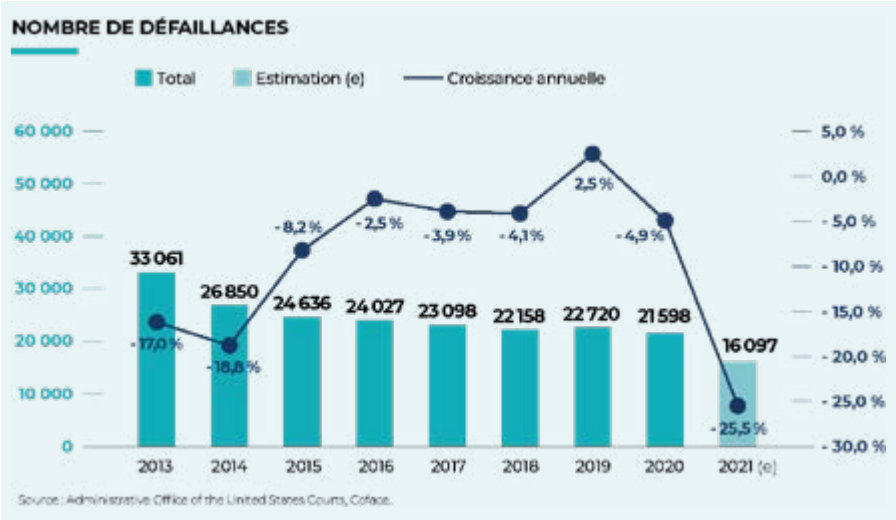
Les lois des différents États peuvent proposer une procédure extrajudiciaire afin d'éviter toute procédure judiciaire officielle. Il s'agit par exemple de la cession au profit des créanciers dans l'État de Californie, dans laquelle une entreprise remet tous ses actifs à un tiers indépendant qui les liquide et les répartit à tous les créanciers de façon équitable.

Procédure de restructuration

Le Code américain de la faillite (*American Bankruptcy Code*) donne à une entité en difficulté la possibilité de préserver son activité tout en mettant en œuvre une opération de restructuration financière (chapitre 11). Le débiteur peut chercher à ajuster sa dette en réduisant le montant dû ou en allongeant les délais de paiement. L'entité endettée et sa direction continuent à exploiter l'entreprise en tant que « débiteur en possession ». Le tribunal des faillites supervise la procédure.

Liquidation

Selon le Code américain de la faillite (chapitre 7), l'objet de cette procédure est d'exécuter la liquidation ordonnée de l'entité en difficulté. Ce processus supervisé par le tribunal comporte la vente des actifs et la répartition du produit de la vente aux créanciers par un mandataire judiciaire, conformément aux priorités prévues par le Code de la faillite, ainsi que l'engagement de poursuites pour les faits générateurs. Le « mandataire judiciaire des États-Unis » (US *Trustee*) nomme un mandataire judiciaire indépendant par intérim pour administrer l'affaire. Le mandataire judiciaire par intérim réunit l'assemblée des créanciers après le dépôt de la demande. Il est responsable de la liquidation de l'actif de la succession et de la répartition du produit aux créanciers. Le tribunal supervise la procédure. Le droit de l'État peut également prévoir un mécanisme différent de liquidation des actifs d'un débiteur, comme la mise sous séquestre.



ÉTHIOPIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**97,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**994**
DEVISE Birr éthiopien	**ETB**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	9,0	6,1	2,0	4,0
Inflation ** (moyenne annuelle, %)	15,8	20,4	25,2	22,0
Solde public / PIB * (%)	- 2,5	- 2,8	- 3,0	- 3,5
Solde courant / PIB * (%)	- 5,3	- 4,6	- 2,9	- 3,0
Dette publique / PIB * (%)	58,0	55,4	57,1	60,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale du 8 juillet au 7 juillet. AF 2022 : 8 juillet 2021 au 7 juillet 2022. ** Année calendaire.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SOUDAN	26 %
HONG KONG	11 %
ZONE EURO	10 %
CHINE	9 %
ÉTATS-UNIS	9 %

Importations de biens % du total

CHINE	25 %
ZONE EURO	12 %
ARABIE SAOUDITE	9 %
INDE	8 %
KOWEIT	4 %

- Marché important de plus de 100 millions d'habitants
- Carrefour aérien
- Antécédents remarquables en matière de croissance et de réduction de la pauvreté (taux de pauvreté de 26 % en 2020/2021)
- Investissements publics dans le développement des infrastructures
- Potentiel hydroélectrique, minier (phosphate, hydrocarbures) et touristique
- L'un des principaux exportateurs de café du continent

- Agriculture (70 % de l'emploi, mais 40 % du PIB) peu productive, sensible aux aléas climatiques et à l'évolution des cours mondiaux des produits de base
- Secteur manufacturier peu développé : moins de 6 % du PIB
- Enclavement du pays : 95 % des exportations passent par Djibouti
- Faibles réserves de change, manque de devises et restrictions aux importations
- Handicaps persistants sur le plan de l'environnement des affaires et de la gouvernance
- Faible développement du système bancaire
- Alimentation électrique insuffisante
- Environnement régional instable et fortes tensions ethno-politiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le conflit pèsera sur la reprise en 2022

Ralentie par le conflit dans la région du Tigré et la pandémie de la COVID-19 au cours de l'exercice fiscal 2021, l'activité du pays devrait modérément s'accélérer en 2022. Elle sera limitée par la persistance des combats et une situation sanitaire fragile, qui continueront à peser sur la demande domestique. Les déplacements de population et la perturbation de l'activité agricole (75 % de l'emploi total et 40 % du PIB) dans le nord du pays se ressentiront sur la contribution de la consommation des ménages (65 % du PIB) en 2022. De plus, en limitant l'offre de produits alimentaires et contribuant à la dépréciation du birr, l'insécurité continuera d'alimenter une inflation élevée, qui érodera le pouvoir d'achat. Alors que la campagne de vaccination avance lentement (moins de 2 % de la population était pleinement vaccinée fin 2021), la consommation restera également exposée à de nouvelles restrictions qui contraindraient l'activité, particulièrement dans les zones urbaines. La contribution de l'investissement (plus d'un tiers du PIB en 2019), facteur clé de la vive croissance du pays avant la crise liée à la pandémie, devrait aussi rester atone après s'être contractée en 2021, les entreprises continuant de différer leurs décisions d'investissement en réaction au conflit. La menace des sanctions économiques et le ralentissement des négociations sur la restructuration de la dette s'ajouteront aussi aux facteurs décourageant les investisseurs privés. L'investissement public dans le cadre du programme décennal sera freiné par le rétrécissement de la marge budgétaire, tandis que la détérioration des relations avec les principaux créanciers internationaux pourrait également limiter les options de financement. Si les contraintes pesant sur la demande intérieure pèseront sur les importations, les exportations nettes ne devraient apporter qu'une faible contribution à la croissance, en raison de recettes touristiques encore bridées par la lente campagne de vaccination et le conflit. Malgré des prix qui devraient rester favorables, la croissance des exportations de café (plus de 30 % du total) pourrait être ralentie par de nouvelles invasions de criquets pèlerins et des conditions de sécheresse.

Difficile accès au financement extérieur en raison du conflit

L'augmentation des dépenses liées au conflit, et le service de la dette (essentiellement due à la Chine pour la période 2020-2022) pèseront sur le solde des comptes publics en année fiscale 2021/22, accentuant le déficit budgétaire. Le financement du déficit devrait se faire essentiellement par le biais des sources domestiques (banques commerciales, banque centrale), le conflit affectant les relations avec les principaux créanciers extérieurs. La dette publique extérieure devrait s'alourdir du fait de la dépréciation du birr Le risque élevé de surendettement a contraint le pays à solliciter une restructuration en janvier 2021 dans le Cadre commun G20/Club de Paris. Le pays a annoncé des réformes (libéralisation du taux de change et du marché des devises) dans le but de parvenir à un accord et réduire le poids du service de la dette (plus de 25 % du total des exportations en 2020), mais le processus de restructuration tarde à être conclu.

Le compte courant restera déficitaire en 2022, dans le sillage du lourd déficit commercial. La dépréciation du birr contribuera à une hausse de la facture des importations qui ne sera pas compensée par celle des exportations. L'excédent du solde des transferts (des expatriés) courants, qui avait rebondi en 2021, restera insuffisant pour compenser le déficit commercial. Le compte courant est également grevé par les soldes négatifs des services et des revenus primaires. Le conflit interne et de l'instabilité politique pèseront sur les IDE. Ceux-ci demeureront vraisemblablement faibles, et les prêts officiels seront nécessaires pour financer le déficit courant. Cependant, l'accès à ces prêts sera problématique. Les réserves de change, qui couvrent environ deux mois d'importations, restent faibles, entretenant les pénuries chroniques de devises, limitant la marge de manœuvre de la banque centrale pour ralentir la dépréciation du birr (plus de 20 % en 2021).

Les relations internationales fragilisées par le conflit du Tigré

Le pays est une mosaïque ethnique, s'accompagnant d'actes hostiles entre populations, et alimentant de fréquentes tensions entre pouvoir central et états fédérés. En 2018, Abiy Ahmed, issu du Parti démocratique Oromo (basé en Oromia), est devenu Premier ministre, rompant avec près de 30 ans de domination du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) au sein de la coalition de quatre partis qui a gouverné le pays entre 1991 et 2019, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (ERPDF). Abiy Ahmed s'est lancé dans l'ouverture d'une économie étatisée et a créé un nouveau parti (le Parti de la prospérité) en décembre 2019. Néanmoins, les dirigeants du TPLF ont refusé de rejoindre le nouveau parti, considérant les réformes comme une tentative de centraliser le pouvoir. La querelle avec le pouvoir central s'est intensifiée en septembre 2020, lorsque le Tigré a défié le gouvernement en organisant ses propres élections régionales. En novembre 2020, les combats entre les forces du Tigré et celles de l'Éthiopie (soutenue par l'Érythrée) ont débuté, se soldant par plusieurs milliers de victimes. En outre, il a eu pour conséquence l'amplification de la famine, des déplacements internes massifs et la détérioration des relations avec ses principaux donateurs. Une partie des aides multilatérales a provisoirement été suspendue. L'administration américaine a aussi retiré au pays l'accès aux avantages de l'accord commercial AGOA. La relation privilégiée avec la Chine, qui détient d'importants intérêts dans le pays, pourrait aussi se détériorer.

FINLANDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	5,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	48 786
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,3	- 2,9	3,6	2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,0	0,3	2,2	4,0
Solde public / PIB (%)	- 0,9	- 5,5	- 3,7	- 2,2
Solde courant / PIB (%)	- 0,3	0,8	1,2	0,4
Dette publique / PIB (%)	59,5	69,6	71,0	71,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	14 %
SUÈDE	10 %
ÉTATS-UNIS	9 %
PAYS-BAS	7 %
CHINE	5 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	18 %
SUÈDE	17 %
RUSSIE	10 %
PAYS-BAS	9 %
CHINE	4 %

- Une politique économique généralement prudente, qui se traduit par des taux d'intérêt faibles pour les obligations d'État.
- Un climat favorable aux entreprises et des institutions solides
- Un niveau de vie élevé
- Une croissance économique qui ne dépend pas des touristes étrangers (la Finlande a un solde structurel de services touristiques négatif)
- Un secteur des TIC solide, qui s'adapte rapidement aux changements mondiaux.
- Un capital vert élevé grâce aux forêts qui couvrent 65 % du territoire

- Forte vulnérabilité aux conditions économiques internationales (exportations de biens et services = 40 % du PIB en 2019, avant la pandémie)
- Dépendance du secteur bancaire finlandais vis-à-vis des secteurs financiers suédois et danois, malgré le retour d'un établissement majeur en 2017
- Vieillissement de la population (29 % de la population est retraitée à la fin de 2020)
- La rigidité du marché du travail entraîne un chômage structurel relativement élevé (un taux de chômage de 6 % est considéré comme le plein emploi)

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'économie est sur la voie rapide... pour le moment

La Finlande a bien traversé la récession provoquée par la pandémie, notamment grâce à une forte transformation numérique, à sa part relativement élevée de l'industrie manufacturière (17 % du PIB), qui n'a été que légèrement affectée par les restrictions COVID-19. En outre, la campagne de vaccination bien développée et la bonne gestion de la pandémie, ne donnent encore lieu qu'à des mesures restrictives uniques. Avec ces vents arrières, les perspectives pour cette année restent positives. En effet, la consommation privée (51 % du PIB) devrait augmenter modérément, portée par un taux d'épargne exceptionnellement élevé des ménages qui s'explique par la pandémie et de solides augmentations de salaires. L'évolution des salaires reflète la progression du marché du travail où le taux d'emploi a déjà atteint les niveaux d'avant COVID-19 et où les offres d'emploi ont atteint des sommets à l'automne 2021. Cela laisse penser que le taux de chômage va encore baisser et maintenir la pression sur le marché du travail. Cependant, un taux d'inflation plus élevé, qui devrait grimper bien au-dessus de 4 %, nivellera une partie notable du pouvoir d'achat supplémentaire généré par les augmentations de salaire. L'investissement privé devrait constituer le deuxième grand pilier de la croissance économique en 2022. Bien que la situation financière des entreprises puisse se compliquer du fait de la fin des mesures de soutien du gouvernement à la fin de l'année 2021, de nouveaux investissements élevés (24 % du PIB) sont prévus, car plusieurs secteurs manufacturiers ont atteint leurs limites en termes de capacités (par exemple, la métallurgie). Des investissements soutenus dans les machines et les équipements de transport devraient être accompagnés de projets importants annoncés récemment dans l'industrie forestière. La demande de logements a sensiblement augmenté pendant la pandémie, ce qui aura encore un impact positif sur la construction de logements, tandis que les besoins en bureaux ou en hôtels seront faibles. Les exportations de marchandises devraient à nouveau atteindre des niveaux très élevés cette année grâce à la poursuite de la reprise économique dans les principales destinations à l'exportation, à savoir l'Allemagne, la Suède, les États-Unis et les Pays-Bas, et à la forte demande par ces pays de machines et de produits à base de papier en provenance de Finlande. En outre, les exportations de services, principalement les TIC et les services aux entreprises, devraient rester fortes. Le gouvernement sera sélectif dans ses dépenses, après la fin des principales mesures de soutien économique COVID-19, et se concentrera sur les mesures annoncées dans le cadre du plan de l'UE Facilité pour la relance et la résilience, dont la Finlande percevra environ 2,1 milliards d'euros (0,9 % du PIB) entre 2021 et 2026. La première tranche de 238 millions d'euros a déjà été versée en 2021 et sera suivie de 636 millions d'euros (0,24 % du PIB) qui seront investis dans des projets liés à la transition écologique, à la transformation digitale, à des projets relatifs au marché du travail et à l'amélioration des services sociaux et de santé. La BCE continue d'apporter un soutien supplémentaire grâce au maintien du niveau bas de son taux d'intérêt sur les dépôts (- 0,5 %) et aux achats d'actifs dans le cadre de son programme d'urgence en cours, dont l'enveloppe totale s'élève à 1850 milliards d'euros jusqu'à la fin mars 2022. En outre, les achats nets relevant du programme normal d'achat d'actifs se poursuivront.

La politique budgétaire revient lentement à l'austérité

La balance des opérations courantes de la Finlande devrait enregistrer son troisième excédent consécutif en 2022, mais celui-ci devrait être faible. L'excédent commercial devrait rester conséquent grâce à la vigueur des exportations, mais le déficit structurel des services devrait se creuser car les Finlandais seront de plus en plus nombreux à passer leurs vacances à l'étranger. En outre, les revenus d'investissements à l'étranger des entreprises finlandaises devraient rester à un niveau très élevé, tandis que le solde des revenus de transfert restera structurellement négatif. Le gouvernement a annoncé un retour à une politique budgétaire d'austérité. La réduction des dépenses combinée à la hausse des recettes fiscales fera passer le déficit public sous l'objectif de Maastricht de 3 % en 2022. Cela ne fera que stabiliser la dette publique à environ 71 % du PIB, qui est toutefois facilement tenable grâce aux taux d'intérêt très bas.

L'humeur de l'électorat change (temporairement)

Le Premier ministre social-démocrate (SDP), Sanna Marin, dirige une coalition de centre-gauche avec quatre autres partis - le Parti du centre (KESK), la Ligue verte (VIHR, écologiste), l'Alliance de gauche (VAS) et le Parti populaire suédois (SFP, centre). Les élections municipales de juin 2021 ont montré que l'humeur électorale a un peu changé puisque le principal parti d'opposition, le parti conservateur de la Coalition nationale (KOK), a remporté le plus de voix (21,4 %) tandis que le SDP de Marin est arrivé en deuxième position (17,7 %). Aux élections générales, le KOK a également dépassé le SDP depuis l'été 2021. Toutefois, avec un soutien de 21 % contre 19 %, la différence est restée faible au début de 2022. La principale raison est la stratégie réussie de Marin pour contrer la pandémie, qui a conduit à des taux d'infection relativement faibles, à une récession moins importante que celle de la zone euro (- 2,9 % contre - 6,4 %) et à une campagne de vaccination réussie. Bien que la structure fragmentée du système reposant sur plusieurs partis, constitué de plusieurs partenaires de coalition, rende le gouvernement fragile, la coalition gouvernementale actuelle et le Premier ministre Marin devraient rester en place jusqu'aux prochaines élections parlementaires en 2023.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN FINLANDE

Paiement

La lettre de change n'est pas fréquemment utilisée en Finlande, car elle représente un signe de défiance de la part du fournisseur à l'égard de l'acheteur. Elle constitue surtout une matérialisation de la créance et vaut particulièrement comme reconnaissance de dette.

Le chèque, également peu utilisé dans les transactions commerciales internes et internationales, ne représente qu'une confirmation de la créance. Toutefois, il doit être provisionné à la date de son émission faute de quoi le tireur peut encourir une sanction pénale. Par ailleurs, les délais d'encaissement étant assez longs en Finlande (de 20 jours dans le pays même ou dans les pays européens et ceux bordant la Méditerranée : à 70 jours pour les pays hors d'Europe), cette méthode de paiement n'est pas recommandée.

En revanche, le virement bancaire par le réseau SWIFT occupe une part non négligeable comme type de règlement des échanges commerciaux locaux et internationaux. Dans ce cas, il est recommandé d'indiquer, avec précision, sa domiciliation bancaire pour une meilleure rapidité d'exécution, étant rappelé que l'ordonnancement du virement dépend toujours du bon vouloir du client. En Finlande, les banques ont adopté le standard des virements SEPA pour les paiements libellés en euros.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La phase amiable a pour objectif de parvenir à un règlement volontaire entre le créancier et le débiteur, sans avoir à entamer de procédure judiciaire. La législation finlandaise oblige les créanciers à débuter la phase amiable par des lettres, suivies, le cas échéant, par l'envoi de mises en demeure de payer par courrier recommandé ou ordinaire. Cette mise en demeure de payer invite le débiteur à régler le principal, majoré des intérêts moratoires prévus au contrat.

À défaut de référence sur ce point, l'intérêt court à l'échéance de la facture restée impayée et est désormais établi semestriellement par la banque centrale de Finlande (*Suomen Pankki*), en fonction du taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de sept points de pourcentage.

La loi sur les intérêts (*Korkolaki*) stipulait déjà que tout règlement devait avoir lieu dans les délais fixés contractuellement, et que tout retard de paiement générerait des intérêts à charge du débiteur.

Depuis 2004, le délai commun de prescription du droit des contrats finlandais est de trois ans.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Pour les créances certaines et non litigieuses, les créanciers peuvent avoir recours à la procédure accélérée de l'injonction de payer (suppea haastehakemus), procédure écrite fondée simplement sur les justificatifs de la créance, quels qu'ils soient : facture, lettre de change, reconnaissance de dette, etc. Le tribunal accorde au défendeur un délai de l'ordre de deux semaines pour lui permettre de se manifester, voire de faire opposition. En outre, cette action judiciaire accélérée peut également être engagée par voie électronique. La présence d'un avocat n'est pas obligatoire pour ce type d'action, même si elle est courante.

Procédure ordinaire

La procédure judiciaire ordinaire débute lorsque le recouvrement amiable n'a abouti à aucun résultat. Une demande écrite doit être adressée au greffe du tribunal de district, qui signifie ensuite au débiteur une assignation à comparaître. Le débiteur dispose d'un délai de deux semaines pour présenter une défense.

Lors de l'audience préparatoire, le juge va instruire l'affaire en fonction des conclusions écrites de chaque partie et des pièces constitutives du dossier. Il convoque ensuite les plaideurs pour entendre leurs arguments et décider de la pertinence des preuves. Pendant cette phase préparatoire du procès, et sous l'égide du juge, il est possible pour les plaideurs de résoudre leur différend par la médiation et de restaurer leurs relations professionnelles.

En l'absence de résultat à ce stade des débats, l'affaire sera ensuite retenue, en audience plénière, devant le tribunal de première instance (*Käräjäoikeus*), composé de un à trois juges, selon la complexité du cas. Au cours de cette audience, le juge examine les preuves présentées et entend les témoins. Les plaideurs expriment ensuite leurs prétentions finales, puis le juge rend son jugement, en principe, dans les 14 jours suivants.

La partie déboutée garde à sa charge tout ou partie des frais de procédure (selon le jugement) exposés par la partie gagnante. Le délai moyen pour obtenir un titre exécutoire est de l'ordre de 12 mois. En Finlande, le traitement de réclamations non contestées prend en principe entre trois et six mois. Les réclamations contestées et la procédure judiciaire qui en résulte peuvent prendre jusqu'à un an.

Les affaires commerciales sont traitées par les tribunaux civils, bien qu'il existe un tribunal des marchés (*Markkinaoikeus*), sis à Helsinki, institué en une seule entité, depuis 2002, suite à la réunion du Conseil de la concurrence et de l'ancien tribunal des marchés.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire pendant 15 ans à partir du moment où elle est devenue définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision, le créancier peut être appelé à faire appliquer cette dernière par un huissier de justice, qui tentera d'obtenir un accord d'échelonnement avec le débiteur ou, à défaut, de procéder à la saisie des biens de ce dernier.

Pour l'application des sentences étrangères, la Finlande, depuis qu'elle est membre de l'UE, a adopté des mécanismes d'exécution applicables aux décisions de justice émises dans d'autres pays membres de l'UE, comme l'injonction de payer européenne et le titre exécutoire européen. En ce qui concerne les sentences émises dans des pays qui ne sont pas membres de l'UE, le pays émetteur doit être signataire d'un accord bilatéral ou multilatéral avec la Finlande.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Le droit finlandais ne prévoit aucune règle spécifique en matière d'accords extrajudiciaires. Les négociations entre créanciers et débiteurs se font de manière informelle. Si un accord est conclu, il doit être validé par le tribunal.

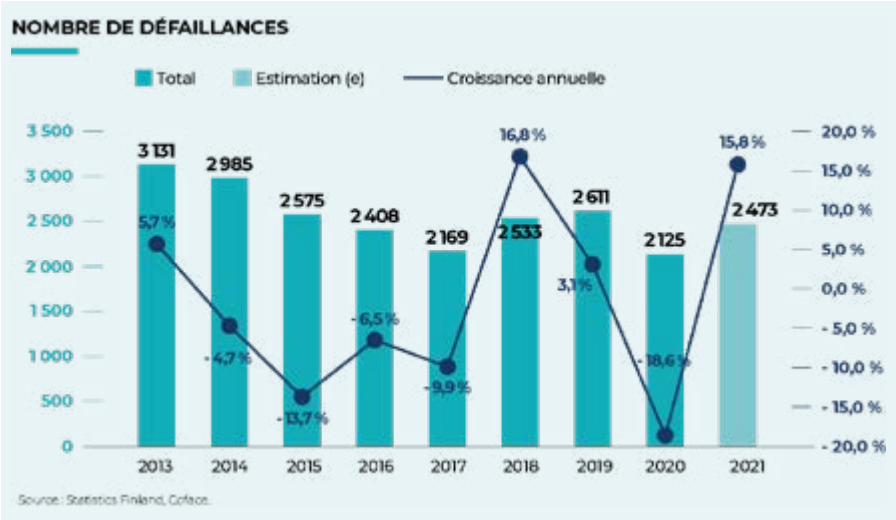
Procédure de restructuration

L'objectif de la restructuration est de permettre à une société insolvable de rester opérationnelle en l'administrant. Si cette société est en mesure de poursuivre son activité, elle pourra rembourser une plus grande partie de ses dettes qu'il n'aurait été possible de le faire si elle avait été déclarée en faillite. L'engagement de cette procédure entraîne automatiquement l'entrée en vigueur d'un moratoire qui protège la société contre ses créanciers.

Le conseil d'administration conserve son pouvoir de décision, mais l'administrateur judiciaire a le droit de contrôler certains aspects des opérations de l'entreprise, y compris la création de nouvelles créances et la supervision des transferts de propriété.

Liquidation judiciaire

Si des débiteurs se révèlent incapables de rembourser leurs dettes en temps voulu, et si cette incapacité n'est pas temporaire, ils sont mis en faillite. Une fois que le tribunal a accepté une demande de liquidation, le débiteur est déclaré en faillite. Un administrateur judiciaire est désigné et une échéance est établie pour permettre aux créanciers de présenter leurs demandes. L'administrateur propose ensuite un plan de distribution des créances, tandis que les créanciers supervisent la vente du patrimoine du débiteur et la distribution consécutive du produit de cette vente.



FRANCE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	65,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	40 299
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,5	- 8,0	7,0	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,3	0,5	1,7	2,5
Solde public / PIB (%)	- 3,1	- 9,1	- 8,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 0,3	- 1,9	- 1,5	- 1,3
Dette publique / PIB (%)	97,5	115,0	114,4	113,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	15 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ITALIE	8 %
BELGIQUE	7 %
ESPAGNE	7 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	17 %
BELGIQUE	10 %
PAYS-BAS	9 %
ITALIE	8 %
ESPAGNE	8 %

- Qualité des infrastructures et des services publics
- Main d'œuvre qualifiée et productive, démographie dynamique
- Puissance touristique
- Groupes internationaux compétitifs (aéronautique-spatial, énergie, environnement, pharmacie, luxe, agroalimentaire, distribution)
- Puissance agricole mondiale
- Niveau élevé d'épargne

- Nombre insuffisant d'entreprises exportatrices, perte de compétitivité et de parts de marché
- Affaiblissement du niveau de gamme, efforts d'innovation insuffisants
- Faible taux d'emploi des jeunes et des seniors
- Efficacité perfectible des dépenses publiques
- Endettement public élevé
- Endettement privé croissant

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise moins dynamique, du fait d'une offre bridée

L'économie a rebondi vigoureusement en 2021, suite à la levée, en deuxième partie d'année, de l'essentiel des restrictions liées à la pandémie, si bien que le PIB avait retrouvé son niveau d'avant-crise dès fin septembre. En 2022, la reprise devrait ralentir progressivement, dans le sillage de la demande domestique. Si la vaccination d'une grande partie de la population (72 % était totalement vaccinée en décembre 2021) devrait permettre d'éviter la mise de place de mesures aussi drastiques que lors des deux années précédentes, l'incertitude sanitaire affectera la confiance des ménages et des entreprises (au moins) en début d'année. La consommation des ménages devrait ensuite rebondir, grâce au dynamisme de l'emploi et à leur importante épargne (taux d'épargne encore à 17,5 % du revenu disponible brut à fin septembre 2021, contre 15 % avant la crise). Toutefois, l'activité restera freinée par la capacité de production limitée dans l'industrie et la construction, où une proportion record d'entreprises déclaraient des difficultés d'approvisionnement fin 2021 (respectivement 45 % et 30 %, et même 72 % dans les matériels de transport). Et ce, d'autant plus que les difficultés de recrutement exprimées fin 2021, par 77 % des entreprises dans la construction, 57 % dans l'industrie et 51 % dans les services, persisteront en 2022. Cependant, bien que dans une moindre mesure qu'en 2021, les entreprises devraient de ce fait continuer d'investir pour accroître leurs capacités de production, grâce à des conditions de financement toujours favorables et à l'abaissement du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % pour toutes les entreprises (contre 26,5 % ou 27,5 %, selon la taille, en 2021). Par ailleurs, du côté des dépenses publiques, les 30 % restants du plan France Relance de 100 milliards d'euros (4 % du PIB) devraient être engagés en 2022. En parallèle, la conjoncture externe devrait s'améliorer progressivement, mais restera adverse pour certains secteurs-clés. L'aéronautique, premier secteur à l'exportation (9 % des flux de biens et de services), continuera d'être entravé par les difficultés du transport aérien : sur les dix premiers mois de 2021, les ventes de l'industrie étaient toujours 44 % inférieures à 2019. Le retour à la normale du tourisme (8 % des exportations), qui est resté limité à l'été 2021 avec des nuitées de non-résidents moitié moins importantes qu'en 2019, dépendra de la situation sanitaire. Par ailleurs, portée en 2021, comme dans le reste de la zone euro, par la hausse des prix de l'énergie, l'inflation devrait être alimentée en 2022 par le transfert au consommateur de l'augmentation des coûts de production dans l'industrie. Si elle restera ainsi élevée durant toute la première partie d'année, l'inflation devrait ensuite progressivement refluer, sous réserve que les hausses de salaires restent mesurées. Après avoir chuté en 2020, les défaillances sont restées à des minimums historiques en 2021 (- 46 % par rapport à 2019) et ne devraient rebondir qu'au second semestre 2022.

Léger rééquilibrage des comptes publics grâce à la sortie de crise

Après s'être fortement creusé face à l'ampleur de la crise, le déficit public se réduira progressivement en 2022. Cet assainissement sera à la fois imputable à la baisse des dépenses (- 3,5 % en volume) - en raison du retrait de l'essentiel des mesures de soutien - et à l'augmentation des recettes fiscales (impôt sur le revenu, TVA), grâce au dynamisme de l'activité, qui permettra de compenser la diminution des taxes sur l'énergie (bouclier tarifaire), de la taxe d'habitation et du taux de l'impôt sur les sociétés. Si elle devrait poursuivre sa tendance baissière, la dette publique restera très élevée et sa soutenabilité sera l'un des principaux enjeux après la crise sanitaire.

Après s'être nettement creusé en 2020, en lien avec la balance commerciale, le déficit courant devrait continuer de se résorber en 2022, grâce à la reprise progressive du tourisme, ainsi que des exportations aéronautiques et automobiles, qui rebondiront à mesure que les pénuries de semi-conducteurs s'estomperont. En parallèle, les autres secteurs-phares à l'export, comme les cosmétiques, la maroquinerie ou les vins et spiritueux, resteront dynamiques. Le déficit courant est financé par les émissions de dette ou d'actions cotés qu'achètent des non-résidents. Fin juin 2021, ceux-ci détenaient 49 % des titres émis par les administrations publiques, les banques et les entreprises françaises.

Le Président Macron favori à sa réélection, la droite et l'extrême droite en embuscade

Au pouvoir depuis 2017, le Président Macron, du parti de centre-libéral la République En Marche (LaREM), apparaît comme favori à sa réélection en avril 2022. À trois mois du scrutin, sa cote de popularité s'établissait autour de 40 %, soit un niveau bien supérieur à celui de ses deux prédécesseurs à ce moment du mandat. Ainsi, en janvier 2022, il était en tête des sondages avec 25 % des intentions de vote et un socle d'électeurs solide qui rendent probable son accession au second tour. Derrière lui, l'incertitude est totale. Après avoir été longtemps l'unique opposante à talonner le Président dans les sondages, Marine Le Pen, du Rassemblement National (extrême droite), a marqué le pas en fin d'année 2021 (17 %), suite à l'entrée en campagne d'un autre candidat d'extrême droite, le polémiste Eric Zemmour, crédité de 13 % des voix. Par ailleurs, ce duo est au coude-à-coude avec Valérie Pécresse (17 %), présidente de la région Ile-de-France et candidate désignée par les Républicains (droite). De l'autre côté de l'échiquier politique, une multitude de candidats ont annoncé leur candidature : Jean-Luc Mélenchon (LFI, extrême gauche, 9 %), Yannick Jadot (EELV, écologiste, 7 %), Anne Hidalgo (PS, gauche, 5 %) ou encore Fabien Roussel (PCF, extrême gauche, 2 %). Dans la mesure où aucun ne semble se détacher, le scrutin devrait se décider entre l'un des candidats de droite ou d'extrême droite et le Président sortant. Si, début 2022, les sondages donnent ce dernier vainqueur quelle que soit la configuration au second tour, un retournement de situation ne peut être écarté.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN FRANCE

Paiement

La carte bancaire est aujourd'hui le moyen de paiement le plus répandu en France, malgré l'utilisation fréquente des chèques. En termes de valeur, les chèques et les virements restent les moyens de paiement les plus prisés.

Si un chèque n'est pas payé dans un délai de 30 jours après la date de première présentation, le bénéficiaire peut immédiatement obtenir un titre exécutoire (sans autre acte de procédure ni frais supplémentaires). Celui-ci peut être délivré sur présentation d'un certificat de non-paiement remis par la banque du tiré après une deuxième présentation infructueuse du chèque et dès lors que le débiteur n'a pas présenté de preuve de paiement dans un délai de 15 jours suivant la réception d'une mise en demeure de payer signifiée par voie d'huissier (article L.131-73 du Code monétaire et financier).

La lettre de change est un moyen de paiement nettement moins répandu. Toutefois, si le nombre d'opérations concernées décroît progressivement, la valeur totale des règlements reste élevée. Les lettres de change restent une solution attrayante pour les sociétés : elles peuvent être déposées à l'escompte ou transférées et constituent donc une source intéressante de financement à court terme. En outre, les bénéficiaires peuvent s'appuyer sur les lettres de change pour engager des poursuites conformément au droit cambiaire, et celles-ci conviennent particulièrement aux paiements échelonnés.

Les virements bancaires servant à effectuer des paiements nationaux et internationaux peuvent être réalisés *via* le réseau électronique SWIFT utilisé par le système bancaire français. SWIFT fournit une plateforme fiable permettant des paiements rapides entre clients et fournisseurs sous réserve d'une confiance mutuelle. De plus, la France fait partie de l'espace unique de paiements en euros (SEPA).

Recouvrement des créances

Sauf mention contraire dans les conditions générales de vente ou accord entre les parties, le paiement intervient 30 jours après la date de réception des biens ou services demandés. Le contrat doit stipuler le taux d'intérêt et les conditions applicables. À défaut, le taux d'intérêt utilisé par la Banque centrale européenne lors des dernières opérations de refinancement s'applique. Le taux applicable aux premier et deuxième trimestres de l'année concernée correspond aux taux en vigueur depuis le 1er janvier et le 1er juillet, respectivement.

Phase amiable

Durant cette phase, le créancier et le débiteur entrent directement en contact pour chercher une solution amiable qui leur permettrait d'éviter un procès. Tous les documents signés entre le débiteur et son créancier (tels que les contrats et factures) sont examinés. Le cas échéant, le débiteur peut bénéficier d'un délai prolongé pour payer ses dettes. Ce délai peut être négocié dès lors que les parties se sont mises d'accord pour trouver une solution amiable.

Procédure judiciaire

Injonction de payer

Dès lors qu'une créance résulte d'un engagement contractuel et qu'elle est liquide et certaine, les créanciers peuvent engager une procédure d'injonction de payer. Ce système flexible repose sur l'utilisation de formulaires pré-imprimés et n'oblige pas les demandeurs à porter l'affaire devant le tribunal d'instance ou le tribunal de commerce compétent (dont la juridiction correspond à la circonscription dans laquelle se situe le siège du débiteur). En recourant à cette procédure, les créanciers peuvent obtenir rapidement une ordonnance du juge signifiée par ministère d'huissier. Le défendeur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour contester.

Procédure accélérée

Le référé-provision permet aux créanciers de recouvrer leurs créances rapidement. Si le débiteur ne comparaît pas ou n'est pas représenté durant le procès, un jugement par défaut peut être prononcé. Le tribunal rend une décision quelques jours après l'audience (généralement dans un délai de 7 à 14 jours, voire le jour même). Sa juridiction se limite aux dettes qui ne sont pas sérieusement contestables. Si des questions importantes se posent concernant l'étendue de la dette, le juge des référés n'est pas compétent pour rendre une décision favorable. Les jugements peuvent être exécutés immédiatement, même si le débiteur fait appel.

Si le cas est litigieux, le juge des référés évalue le bien-fondé de l'affaire. Le cas échéant, le juge peut alors décider de relever d'office son incompétence à juger l'affaire. Selon sa décision concernant la validité du cas, il peut alors inviter le plaignant à saisir la justice en suivant les procédures judiciaires officielles.

Procédure ordinaire

Ce type de procédures officielles permettent au tribunal de reconnaître la validité d'une demande. Cette procédure relativement longue peut s'étendre au-delà d'un an en raison de l'importance accordée à sa nature contradictoire et des nombreuses étapes qu'elle comporte. Ces différentes étapes comprennent la présentation des pièces justificatives, des prétentions écrites des parties, l'examen des preuves, des suspensions d'audience à des fins de délibération et, en dernier lieu, des audiences de plaidoirie.

La procédure est engagée à la suite d'une assignation en justice remise au débiteur 15 jours avant la première audience de procédure. Au cours de celle-ci, le tribunal fixe un délai pour l'échange des plaidoiries et des documents. Les décisions rendues ne font pas toujours l'objet d'une exécution immédiate : elles doivent d'abord être signifiées au débiteur. Elles peuvent également être réexaminées en appel.

Exécution d'une décision de justice

Sauf en cas d'exécution provisoire, si aucun appel n'est formé dans un délai d'un mois, l'exécution intervient dans un délai de 10 ans après la notification du verdict. L'exécution forcée peut être demandée si le débiteur ne respecte pas le jugement. L'obligation de paiement peut être mise en œuvre au moyen d'une saisie des comptes bancaires ou des avoirs, ou par l'intermédiaire d'un tiers qui doit de l'argent au débiteur (saisie-attribution).

Concernant l'application des sentences étrangères, la France a adopté des mécanismes d'exécution applicables aux décisions de justice rendues par d'autres pays membres de l'Union européenne. Ces mécanismes comprennent l'injonction de payer et le titre exécutoire européens. Les décisions rendues par les pays hors UE peuvent être reconnues et exécutées sous réserve que le pays d'émission ait conclu un accord bilatéral ou multilatéral avec la France. À défaut d'un tel accord, les demandeurs devront demander l'*exequatur* en France.

Procédure d'insolvabilité

La législation française en matière d'insolvabilité prévoit six procédures visant à entreprendre une restructuration ou à éviter la cessation de paiements. Il s'agit soit de procédures assistées soit de procédures contrôlées par le tribunal.

Procédures assistées

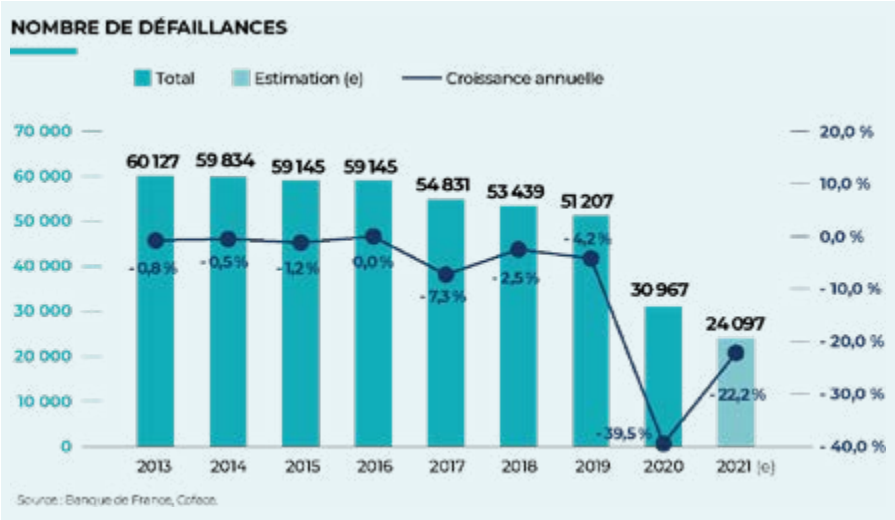
Il peut s'agir de mandats *ad hoc* ou de procédures de conciliation. Ces procédures amiables et informelles, pendant lesquelles le débiteur ne peut être contraint de conclure un accord de restructuration, permettent à la société de poursuivre son activité. Le droit des contrats prévaut pendant toute la durée des négociations. La procédure se déroule en présence d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur chargé d'aider le débiteur à trouver un accord avec ses créanciers. Ces procédures sont confidentielles mais l'issue de la conciliation peut être rendue publique si le débiteur obtient l'accord du tribunal de commerce. Néanmoins, les conditions de l'accord demeurent confidentielles et sont divulguées aux signataires uniquement.

Procédures contrôlées

Les quatre types de procédures contrôlées par le tribunal sont le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire, la sauvegarde, et la sauvegarde financière accélérée (SFA).

Dans le cadre de ces procédures, toute action préalable est automatiquement suspendue. Les créanciers sont tenus de fournir une preuve de leurs créances dans les deux mois suivant la publication du jugement d'ouverture. Cette période est étendue à quatre mois pour les créanciers situés hors de France. Les créances postérieures à l'ouverture de la procédure ont la priorité par rapport aux créances antérieures à celle-ci. Le tribunal peut exclure certains types de transactions, si celles-ci ont été effectuées pendant une période de durcissement (avant le jugement d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire).

Dans le cadre des procédures contrôlées, le degré d'implication du conciliateur désigné par le tribunal peut varier d'un cas à l'autre. Durant les procédures de sauvegarde et de SFA, le débiteur n'est pas dessaisi, mais si aucun redressement n'est possible, le tribunal peut décider de ne pas maintenir les dirigeants en fonction. Le rôle des dirigeants est particulièrement réduit dans les cas de liquidation judiciaire, car la société débitrice cesse généralement toute activité. Néanmoins, le tribunal peut autoriser la société à poursuivre son activité sous la surveillance d'un liquidateur judiciaire qu'il aura lui-même désigné.



GABON

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	7 277
DEVISE Franc CFA (CEMAC)	XAF

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,9	- 1,8	1,5	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,0	1,3	1,7	1,7
Solde public / PIB (%)	2,1	- 2,2	- 1,7	- 1,0
Solde courant / PIB (%)	- 0,3	- 6,0	- 3,2	- 1,5
Dette publique / PIB (%)	62,4	77,0	72,0	69,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	46 %
ZONE EURO	26 %
CORÉE DU SUD	7 %
ÉTATS-UNIS	4 %
SINGAPOUR	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	47 %
CHINE	15 %
ÉTATS-UNIS	4 %
INDE	4 %
ROYAUME-UNI	2 %

- Ressources naturelles abondantes : quatrième producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne (2020) quatrième producteur mondial de manganèse (2020) et parmi les principaux producteurs de bois tropicaux du continent, etc.
- Volonté de renforcer sa présence sur la scène internationale
- Efforts de diversification de l'économie entrepris dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent 2010-2025 (PSGE)
- Potentiel hydroélectrique
- Membre de la CEMAC

- Économie fortement tributaire du secteur pétrolier
- Coût élevé des facteurs de production, lié à l'insuffisance des infrastructures (transport et électricité)
- Dépendance aux importations alimentaires et biens d'équipement
- Chômage élevé, pauvreté endémique, faible diffusion de la richesse, informalité de l'économie (estimé entre 40 et 50 % du PIB)
- Corruption très répandue
- Stock d'arriérés domestiques et extérieurs pas encore apur

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise, progressive, se poursuit grâce aux secteurs extractifs

Particulièrement atteint en 2020 par la baisse des prix du pétrole (dont les revenus représentent 40 % du PIB) liée à la crise de la COVID-19, le pays poursuivra, en 2022, la reprise amorcée en 2021. Ce rebond sera principalement tiré par la hausse des capacités de production et par la forte demande globale pour les produits d'exportation du pays: produits pétroliers, miniers (manganèse, dont la production a augmenté de 9,8 % en glissement annuel en 2021, et uranium), agricoles (huile de palme) et forestiers (objectif d'augmentation de la production de bois dans la zone économie spéciale de Nkok). En 2022, même si sa progression sera tempérée par le vieillissement des champs pétrolifères, la production de pétrole augmentera modestement, grâce à l'arrêt progressif des quotas de l'OPEP+. Les prix du pétrole qui devraient rester favorables en 2022 continueront de soutenir l'activité. Le secteur du tourisme (environ 3,5 % du PIB en 2019) devrait également repartir et contribuera à la reprise des exportations. Ainsi, alors que le secteur extérieur devrait bénéficier d'une demande encore soutenue (+ 24 % pour les exportations en 2021), la consommation des ménages sera, elle, entravée par un taux de chômage toujours élevé (plus de 25 % en 2021) et la COVID-19 qui peine à être contenue, conséquence d'un faible taux de vaccination (en fin d'année 2021, seul 4,9 % de la population était totalement vaccinée). Les investissements étrangers (9 % du PIB), notamment dans les projets accompagnant la diversification, pourraient aussi soutenir l'activité, à l'image du projet de construction d'une usine de feuilles de placage en bois d'un groupe indien dans la zone d'Ikolo qui prévoit d'embaucher 400 personnes en 2022. La contribution de l'investissement sera toutefois contrainte par sa part publique, les autorités menant un assainissement budgétaire.

La lente reprise de la demande intérieure et l'ancrage du Franc CFA à l'euro devraient permettre de maîtriser les pressions inflationnistes.

Les déficits jumeaux se réduisent, mais persistent

La baisse des recettes publiques de 20 % lors de la pandémie, imputable à celle des revenus pétroliers, et la hausse des dépenses publiques ont provoqué un déficit budgétaire en 2020. La reprise des revenus pétroliers, une meilleure mobilisation des recettes non-pétrolières et la maîtrise des dépenses courantes ont permis sa réduction en 2021 et feront de même en 2022. Cette amélioration du solde budgétaire aura lieu dans un contexte d'endettement public toujours lourd, ayant conduit le Gabon, en juin 2021, à conclure un accord de 3 ans au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC), pour un montant de USD 553 millions afin d'accompagner les mesures structurelles. Après avoir bondi en 2020, la lourde dette publique, majoritairement extérieure (60 % du total en 2021) et détenue par des créanciers multilatéraux (Banque Africaine de développement) et bilatéraux (France, Chine...), devrait reprendre sa trajectoire descendante.

Le déficit courant, qui s'était creusé en raison de la baisse des exportations lors de la crise de la COVID-19, continuera de s'améliorer en 2022, conséquence d'une hausse des exportations de pétrole, de bois et de produits miniers. En 2021, un projet de loi qui contraint les entreprises du secteur alimentaire du pays à s'approvisionner en produits agricoles locaux à hauteur de 50 %, a été adopté afin de limiter la facture d'importations (60 % des besoins alimentaires sont importés). Néanmoins, elles continueront de limiter l'excédent commercial, le pays étant tributaire des importations de denrées alimentaires, de produits manufacturés et de biens d'équipement. Le déficit courant sera alimenté par les déficits du compte des services (9 % du PIB), grevé par les importations de services techniques et de transport permettant l'exploitation pétrolière, et de celui des revenus primaires (11 % du PIB), lié aux rapatriements de profits des investissements. L'appui du FMI et les investissements étrangers devraient contribuer à financer le déficit.

Après des années de crise, la frustration sociale est encore élevée

Le président Ali Bongo Ondimba, en poste depuis 2009, après avoir succédé à son père, a été réélu dans le tumulte en 2016. Il sera encore favori à sa propre succession lors des élections présidentielles de 2023 face à une opposition divisée. Après plusieurs mois d'absence liés à des soucis de santé en octobre 2018, un amendement constitutionnel a été adopté, en décembre 2020, réglant la question de la vacance du pouvoir. Le pouvoir serait temporairement transféré aux présidents des chambres du Parlement et au ministre de la défense. En attendant les prochaines élections, les autorités pourraient se heurter à des mouvements sociaux liés au chômage, au taux de pauvreté (30 % de la population en dessous du seuil national de pauvreté), à l'austérité budgétaire ou aux difficultés pour contenir la COVID-19. Le gouvernement sera également jugé sur sa crédibilité en matière de lutte contre la corruption. La frustration du public pourrait aussi être alimentée par l'apparition du nom du président dans les documents des *Pandora Papers*. En matière de relations internationales, ayant obtenu un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 2021, le Gabon jouera un rôle géopolitique dans la promotion de la préservation de l'environnement et de la résolution des conflits régionaux. Déjà proche de la Chine et de la France, le pays ambitionne de devenir membre du Commonwealth, ce qui permettrait d'approfondir les liens diplomatiques et économiques avec le Royaume-Uni. L'intégration du Gabon pourrait avoir lieu dès 2022.

GÉORGIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	3,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	4 275
DEVISE Lari géorgien	GEL

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,0	- 6,8	7,7	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,9	5,2	9,0	5,0
Solde public / PIB (%)	- 2,7	- 9,2	- 6,5	- 4,2
Solde courant / PIB (%)	- 5,5	- 12,4	- 9,0	- 8,0
Dette publique / PIB (%)	40,4	60,0	52,5	52,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	14 %
AZERBAÏDJAN	13 %
RUSSIE	13 %
ZONE EURO	10 %
BULGARIE	9 %

Importations de biens % du total

TURQUIE	17 %
ZONE EURO	16 %
RUSSIE	11 %
CHINE	9 %
ÉTATS-UNIS	7 %

- Potentiel touristique, agricole, minéral et hydroélectrique (quasi-autosuffisance électrique)
- Position géographique stratégique entre l'Asie centrale, la Russie, l'Europe et la Turquie (point de passage pour la distribution du pétrole et du gaz azéri de la mer Caspienne vers la Turquie)
- Soutien international, notamment de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI)
- Nombreux accords commerciaux, notamment avec l'UE et la Chine
- Environnement des affaires de relativement bonne qualité qui se consolide (obligation pour les entreprises de se conformer aux normes IFRS, adoption en 2020 de lois sur les résolutions bancaires et les défaillances d'entreprises qui renforceraient la protection des droits des créanciers et les procédures d'insolvabilité et de redressement)

- Petite économie ouverte, sensible à la conjoncture régionale
- Forte dépendance au tourisme (27 % du PIB dont les activités directes et indirectes, 29,5 % des emplois, 36 % des recettes d'exportation en 2019)
- Faible diversification de l'économie, faible activité manufacturière (9 % du PIB en 2020) et faible productivité de l'agriculture 7 % du PIB, 20 % des actifs en 2020)
- Déficit commercial structurel et faible valorisation des exportations
- Système bancaire très dollarisé (63 % des dépôts et 55 % des crédits en 2020)
- Pauvreté élevée (21,3 % de la population en 2020) sur fond de chômage, faible niveau d'éducation, économie informelle (38 % du PIB en 2020) et population rurale (42 % du total en 2019)
- Gouvernance médiocre (corruption, politisation du système judiciaire)
- Vulnérabilité face à la division entre le gouvernement pro-occidental et les blocs d'opposition pro-russes
- Relations avec la Russie tendues de par les régions autoproclamées indépendantes et occupées par les forces militaires russes (Abkhazie et Ossétie du Sud, 18 % du territoire)

APPRÉCIATION DU RISQUE

La consommation privée bridée par la faiblesse du lari

L'économie s'est fortement contractée en 2020 en raison de l'effondrement du tourisme provoqué par la pandémie. Pourtant, malgré l'augmentation du nombre de cas, le gouvernement s'est montré réticent à fermer des entreprises afin de maintenir l'économie à flot. La reprise, initiée en 2021, a été stimulée par le secteur des services (70 % du PIB) dont les ventes au détail, l'hébergement, la restauration, les arts et loisirs. Cette tendance se poursuivra en 2022, malgré la dissipation de l'effet de base positif. La consommation privée (75 % du PIB) en restera le principal moteur, soutenue par les transferts opérés par les expatriés (estimés à 11 % du PIB en 2021). L'activité touristique demeurera contrainte et il est peu probable qu'elle retrouve son niveau de 2019. Le 15 mars, le gouvernement a commencé son programme de vaccination, mais les progrès sont lents : au 11 janvier 2022, 25,5 % de la population étaient complètement vaccinés.

Les exportations (minerai de cuivre, vins, eaux minérales) seront quelque peu freinées en raison de la croissance plus faible en Chine et en Russie, deux de ses plus grands partenaires commerciaux. De plus, avec la reprise des importations portée par la hausse de la demande interne, les échanges extérieurs (- 13 % du PIB) contribueront toujours négativement à la croissance. Sous l'effet d'une reprise rapide de la demande intérieure, les prix élevés du pétrole, des denrées alimentaires et la faiblesse du lari ont porté l'inflation moyenne à un niveau élevé, supérieur à l'objectif de 3 %. En réponse, la Banque nationale de Géorgie (NBG) a relevé son taux directeur d'un total de 100 points de base pour le porter à 10,5 % fin 2021. En 2022, la suppression des effets de base et le resserrement de la politique monétaire ramèneront l'inflation à un niveau plus proche de la cible. Compte tenu de l'ouverture et de la petite taille de l'économie géorgienne, le taux de change du lari est déterminé par la situation de la balance courante. En 2022, l'amélioration de cette dernière, le stabilisera. Néanmoins, son faible taux de change rend les importations coûteuses, nuisant au pouvoir d'achat des ménages. De surcroît, l'économie géorgienne étant fortement dollarisée, la dépréciation de la monnaie jusqu'en 2020, a durement touché les ménages ayant emprunté en devises.

La consolidation progressive des comptes publics

Le budget révisé pour 2022 contient des projections plus élevées tant pour les recettes que pour les dépenses. L'augmentation des recettes (26 % du PIB) provient d'un renforcement de la fiscalité. L'impôt sur les bénéfices devrait augmenter de 65 % par rapport à 2021. Les recettes de l'impôt foncier et celles de l'impôt sur le revenu, devraient respectivement augmenter de 9,5 %, et de 26 %. Du côté des dépenses (30,2 % du PIB), la plus grande partie de l'augmentation sera consacrée aux salaires des fonctionnaires, et aux dépenses d'investissement en capital dans les infrastructures, l'éducation, la santé, et les retraites. Néanmoins, le total des dépenses devrait légèrement diminuer, puisque contrebalancé par la diminution des coûts et emprunts liés à la pandémie. La dette publique (52 % du PIB, à 80 % externe), fortement libellée en devises étrangères (42 %), est vulnérable à l'évolution de la situation sanitaire et aux tensions politiques, pouvant détériorer la confiance des investisseurs et affaiblir le lari. Néanmoins, l'État est attaché à l'assainissement budgétaire, permettant à la dette d'être soutenable. Le déficit courant est induit par le déficit commercial et le déficit primaire (nourri par le rapatriement des revenus des investisseurs étrangers), partiellement compensés par les remises et transferts des expatriés résidant surtout en Russie et en Italie. Le déficit courant devrait quelque peu diminuer en 2022, notamment grâce à la reprise du tourisme. Cette évolution sera partiellement compensée par la hausse du prix moyen du pétrole, la Géorgie étant un pays importateur d'énergie. Le déficit continuera d'être majoritairement financé par des emprunts à moyen et long terme, ainsi que par les flux d'IDE (5 % du PIB en 2021, trajectoire en hausse dans les secteurs de l'énergie et des transports) permettant aux réserves de change de rester stables (5 mois d'importations). La dette externe (92 % du PIB en 2022 hors prêts intragroupes), dont la part publique (46 % du total), est détenue majoritairement par des bailleurs multilatéraux (75 %) tels que la Banque Mondiale, la BAD, la BEI et le FMI, à des conditions concessionnelles, garantissant sa viabilité.

Le retour de l'ancien président renforce les tensions politiques

Les élections législatives d'octobre 2020 ont consacré la victoire du parti au pouvoir depuis 2012, le Rêve géorgien-Géorgie démocratique (RG-GD, 48 % des voix), suivi de l'ancien parti majoritaire, le Mouvement national uni (MNU, 27 %). Le RG-GD a remporté 60 % des sièges (contre 75 % en 2016), lui permettant de former, seul, un gouvernement. L'opposition a organisé des manifestations après les résultats, refusé de siéger au Parlement et dénoncé l'achat de votes. En avril 2021, un accord, sous l'égide de l'UE, a été conclu pour mettre fin au boycott par l'opposition permettant son retour au parlement. Finalement remis en cause par le RG-GD et le MNU, cet accord stipulait que si le parti au pouvoir recevait moins de 43 % des voix aux prochaines élections locales, des élections législatives seraient organisées en 2022. Le 1er octobre 2021, les autorités ont arrêté l'ancien président Mikheil Saakashvili (2004-2013), après son retour d'Ukraine. Son arrestation était attendue, et son retour a probablement été planifié pour coïncider avec les élections locales dans le but de renforcer le soutien au MNU, dont il est le président honoraire. Bien que ce dernier conserve un nombre important de partisans, les élections locales d'octobre 2021 ont maintenu en tête le RG-GD (19 municipalités sur 20). Toutefois, des élections anticipées en 2022 (normalement prévues en 2024) sont probables si un mécontentement grandissant de la population envers le RG-DG se manifeste.

GHANA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**30,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 226**
DEVISE Cedi ghanéen	**GHS**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,5	0,4	4,8	6,0
Inflation (%)	7,2	10,0	9,5	9,0
Solde public / PIB * (%)	- 7,2	- 15,7	- 14,5	- 11,0
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	- 3,2	- 2,2	- 4,0
Dette publique / PIB ** (%)	62,6	78,9	84,0	85,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Coûts d'assainissement du secteur financier, ainsi que de la consolidation de celui de l'énergie inclus
** Dette des entreprises publiques, garanties publiques, engagements au titre du secteur financier et des partenariats public-privé inclus

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	20 %
SUISSE	16 %
ZONE EURO	15 %
AFRIQUE DU SUD	14 %
ÉTATS-UNIS	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	15 %
ZONE EURO	15 %
ROYAUME-UNI	14 %
ÉTATS-UNIS	8 %
VIETNAM	4 %

- Un système de santé bien classé en Afrique
- Importantes ressources minières (or), agricoles (cacao), pétrolières et gazières
- Grand développement de la téléphonie mobile et progrès de la numérisation
- Démocratie installée
- Environnement des affaires attractif, favorable aux IDE
- Soutien financier international
- Accord de partenariat économique avec l'Union européenne entré en vigueur en 2021

- Niveau d'endettement élevé et risque de dérapage budgétaire
- Faibles recettes publiques : 14 % du PIB
- Éviction du secteur privé du marché local du crédit du fait des besoins publics de financement
- Fragilité du secteur bancaire : 17,3 % de prêts douteux en août 2021, cherté du crédit (12 % en moyenne, inflation déduite), poids des titres publics dans les actifs (45 %)
- Étroite base productive : dépendance aux cours des matières premières : or et pétrole (70 % des exports), cacao (10 %, 30 % avec les autres produits agricoles, comme la noix de cajou)
- Importante informalité (27 % du PIB)
- Lacunes en matière d'infrastructures (énergie, transport)
- Velléités séparatistes à la frontière orientale le long du Togo

APPRÉCIATION DU RISQUE

Accentuation de la reprise

Déjà nette au second semestre 2021, la reprise économique prendra de l'ampleur en 2022, sauf grave rechute sanitaire, toujours possible compte tenu d'un taux de vaccination encore faible en fin d'année 2021. La consommation des ménages (70 % du PIB), de loin le premier moteur de l'activité, verra son élan se prolonger avec la levée des restrictions de mobilité, l'augmentation des remises d'expatriés (5 % du PIB en 2020), et le redémarrage du tourisme (5,5 % du PIB en 2019), grand pourvoyeur d'emplois informels pour la jeunesse. À l'inverse, le boom de la consommation publique de 2021 ne sera plus qu'un souvenir du fait des difficultés budgétaires. L'investissement en capital (14 % du PIB) conservera son dynamisme, même si sa part publique sera éclipsée par la privée. L'initiative One District One Factory, vectrice de projets d'infrastructures et de sites industriels destinés à diversifier l'économie, restera d'actualité, tout comme COVID-19 Alleviation and Revitalization of Enterprises Support (CARES), un programme de USD 16 milliards (25 % du PIB) sur 2020-2024, financé à 30 % par l'État, et destiné à redresser l'économie et attirer les investissements par des exonérations de charges, du crédit spécifique ou des partenariats public-privé. L'agroalimentaire, les engrais, l'assemblage automobile avec l'arrivée de grands acteurs mondiaux (Volkswagen, Nissan, Toyota), l'aluminium, l'acier sont les plus visés. Les IDE augmenteront dans l'extraction minière, alors que le développement du champ d'hydrocarbures Pecan devra être pris en charge par des sociétés publiques devant le retrait des acteurs étrangers. Les exportations nettes devraient apporter une nouvelle contribution positive à la croissance, bénéficiant des performances des exportations de matières premières. Elles seront soutenues par des cours du pétrole, de l'or ou du cacao (qui représentaient 80 % des recettes d'exportations de marchandises en 2020) encore favorables, après la hausse enregistrée en 2021. Toutefois, l'extraction illégale et la contrebande d'or, la concurrence du cacao meilleur marché, mais surtout l'accroissement des importations liée à la reprise de la demande intérieure pèseront sur l'apport des échanges extérieurs à la croissance.

Une situation budgétaire difficile

La crise a détérioré une situation budgétaire déjà difficile. Le plafond de déficit (5 %) prévu dans la loi de responsabilité budgétaire a été suspendu. Une consolidation a débuté en 2021, axée sur l'augmentation des recettes, avec la taxation des carburants et des profits bancaires, l'augmentation de la TVA et de la cotisation d'assurance maladie, susceptibles de rapporter l'équivalent de 1,4 % du PIB. Elle devrait se poursuivre en 2022 avec le blocage des dépenses courantes (salaires et intérêts de la dette absorbent la moitié des recettes), la baisse de l'investissement, ainsi que la disparition de celles liées au COVID (3 % du PIB). Cette consolidation est difficile, compte tenu de la faible majorité dont dispose le gouvernement, et insuffisante pour empêcher la dette de s'alourdir davantage cette année. Cette dette se répartit presque également entre créanciers domestiques (banques et autres organismes financiers) et étrangers (moitié publics, moitié privés). Le besoin de financement découlant du déficit et du service de la dette représente 24 % du PIB. La réforme des secteurs publics en difficulté, mise entre parenthèses par la crise, comme celui de l'énergie, à travers le programme Energy Sector Recovery Program (2019-2023) redeviendra prioritaire. Les nouveaux arriérés de l'État au détriment du secteur de l'énergie, notamment dus au titre des contrats « Take or Pay » conclus avec les producteurs indépendants de gaz et d'électricité, représentent, chaque année, 1 % du PIB. De plus, le secteur financier risque d'être fragilisé et pourrait redevenir une charge. Au total, la dette présente un risque élevé, qui ne sera gérable que si la croissance reste forte, les termes de l'échange favorables, et les marchés confiants.

La crise n'a creusé que légèrement le déficit courant, resté modeste en 2020. Mais, alors qu'il a reculé en 2021, il augmenterait légèrement en 2022. En effet, le confortable excédent commercial diminuerait en conséquence de la facture accrue d'importations. Comme par le passé, le déficit courant sera alimenté, en grande partie, par celui des revenus, soumis à l'influence de l'augmentation du service de la dette et des rapatriements de bénéfices par les investisseurs étrangers, ainsi que celui des services, même réduit par la reprise du tourisme. Ce dernier est dominé par les achats de service liés à l'exploitation pétrolière, ainsi qu'au transport, et accentué par l'usage croissant des télécommunications. La hausse des envois de fonds d'expatriés (5 % en 2020) ne permettra pas de compenser ces déficits. La désertion des IDE dans le développement du champ d'hydrocarbures de Pécan, fragilise le financement du déficit courant. Aussi, malgré les interventions de la banque centrale, le cédi pourrait continuer de se déprécier lentement, en phase avec l'inflation encore forte (en lien avec celle des produits alimentaires). Les réserves de change représentaient 3 mois d'importations fin 2021, confortées par l'allocation par le FMI de DTS pour USD 1 milliard en août 2021. Le recours à des émissions obligataires et une éventuelle conclusion d'un nouveau programme avec le FMI compléteraient le financement.

Des institutions stables

Les élections de décembre 2020 ont reconduit le président Nana Akufo Addo pour un second et dernier mandat (51,3 % des voix au premier tour). Son New Patriotic Party et le principal parti d'opposition, le National Democratic Congress, ont chacun obtenu 137 sièges sur 275 à l'Assemblée. Le ralliement du seul indépendant au NPP lui permet de disposer d'une mince majorité, obligeant à des concessions afin de conserver la fidélité au parti. Le Ghana entretient des liens étroits avec les États-Unis et le Royaume-Uni, sans négliger la Chine, une importante partenaire commerciale.

GRÈCE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	17 657
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,8	- 9	8,8	4,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,3	- 1,3	1,2	4,3
Solde public / PIB (%)	1,1	- 10,1	- 9,6	- 3,7
Solde courant / PIB (%)	- 1,5	- 6,6	- 4,5	- 4,4
Dette publique / PIB (%)	180,6	206,4	197,4	190

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ITALIE	11 %
ALLEMAGNE	8 %
CHYPRE	6 %
FRANCE	6 %
BULGARIE	5 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	12 %
ITALIE	9 %
CHINE	8 %
PAYS-BAS	6 %
RUSSIE	6 %

- Un soutien financier européen abondant, tant fiscal que monétaire
- Leader mondial du transport maritime
- Gestion compétente de la pandémie
- Amélioration rapide du climat des affaires

- Dette publique très élevée
- Portefeuille bancaire de très mauvaise qualité, niveau élevé de prêts non performants
- Lourdeur de la bureaucratie et du système judiciaire
- Industrie peu diversifiée, dépendance écrasante vis-à-vis du tourisme
- Préoccupations croissantes en matière de sécurité vis-à-vis de la Turquie
- Faible participation au marché du travail et manque de travailleurs qualifiés

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une manne d'investissements et un tourisme renaissant pour une reprise dynamique

En 2021, la Grèce a connu une forte reprise économique grâce à une gestion réussie de la pandémie (la situation est restée stable, un avantage par rapport aux autres pays méditerranéens) et à une météo favorable qui a permis une large réouverture des services, permettant à l'activité touristique de culminer à 78 % de son niveau pré-pandémique en été. En 2022, cette *success story* devrait se poursuivre. À la fin de l'année 2021, environ 70 % de la population était déjà entièrement vaccinée, dont 25 % avec une dose de rappel. Cela établit les bases d'une nouvelle reprise vigoureuse de l'activité touristique, qui sera l'un des principaux moteurs de la croissance économique. La contribution positive des exportations nettes devrait être soutenue par les performances du secteur du transbordement, qui a déjà bénéficié des vents arrière du commerce mondial l'année dernière. Les ventes de produits pharmaceutiques, alimentaires, informatiques et d'aluminium devraient rester soutenues. L'un des principaux piliers de la croissance économique devrait également être le mécanisme de redressement et de résilience de l'UE, dont la Grèce sera le principal bénéficiaire en termes relatifs, avec des subventions et des prêts s'élevant à environ 18 % du PIB de 2019 sur la période 2021-2027. Ces fonds serviront notamment à renforcer le réseau électrique (en particulier dans les îles) et à lancer des projets de numérisation, dont le projet de haut débit ultrarapide de 870 milliards d'euros. Ces mesures devraient catalyser un *boom* des investissements privés. Toutefois, les banques grecques resteront prudentes dans leur financement, car 20 % de leurs prêts totaux ne sont toujours pas productifs, malgré quelques améliorations récentes. Représentant près de 70 % du PIB, la consommation privée jouera toutefois un rôle exceptionnellement modeste dans la reprise. Si le marché de l'emploi s'est sensiblement amélioré en 2021 et que le taux de chômage a atteint les niveaux d'avant COVID-19 à l'été 2021, son niveau devrait rester élevé par rapport aux autres pays de l'UE et peser encore sur la croissance des salaires cette année. Au moins, le salaire minimum a augmenté en janvier de 2 % et devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages à faibles revenus. Bien que l'inflation ait été, jusqu'au début de l'automne 2021, moins préoccupante que dans la plupart des pays européens, en raison des capacités inutilisées, elle a sensiblement augmenté par la suite, pour atteindre probablement un pic à la fin du printemps de cette année. Elle devrait se modérer au cours du second semestre de l'année, à mesure que les facteurs transitoires (par exemple, les prix élevés de l'énergie, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement induites par la COVID-19 et la demande mondiale refoulée) s'atténuent. Le taux de dépôt bas inchangé de la BCE (- 0,5 %) apportera du soutien, ainsi que des achats d'actifs dans le cadre de son programme d'urgence avec une enveloppe totale de 1850 milliards d'euros jusqu'à la fin mars 2022. Au-delà, son programme normal d'achat d'actifs se poursuivra à un rythme mensuel probable de 20 milliards d'euros ou plus.

La Grèce ne revient que lentement à l'austérité budgétaire

Même si le solde public devrait s'améliorer sensiblement en 2022, celui-ci restera négatif et supérieur à l'objectif de 3 % fixé par Maastricht. La plupart des mesures de soutien liées à la COVID-19 ont été progressivement supprimées et on ne s'attend pas à des feux de forêt géants comme l'année dernière. Toutefois, certaines mesures de soutien économique, comme la baisse des cotisations de sécurité sociale et la suspension de l'impôt de solidarité sociale dans le secteur privé, ont été prolongées jusqu'à la mi-2022. En outre, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures d'allègement fiscal et une concentration du programme de dépenses de défense. La dette publique reste énorme, mais elle profitera de la reprise économique encore forte. Le déficit structurel du compte courant s'est réduit en 2021 et devrait se stabiliser en 2022. En raison d'importations de biens plus importantes que les exportations, en lien avec une demande intérieure robuste, le déficit des échanges de biens a augmenté, mais il a été plus que compensé par un excédent plus élevé des échanges de services (tourisme) et un revenu net positif des investissements à l'étranger (qui sont passés d'un déficit à un excédent), ainsi que par des paiements de transfert internationaux plus élevés avec les subventions de l'UE.

Course contre la montre pour les réformes, tensions avec la Turquie

Disposant d'une majorité absolue au Parlement (158 sièges sur 300), l'administration de centre-droit de Nouvelle Démocratie dirigée par le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis bénéficie d'un fort soutien populaire et devrait être réélue en 2023. La réponse ordonnée à la pandémie et l'élan en faveur de réformes favorables aux entreprises n'ont pas été entravés. Les réformes ont notamment permis de renforcer l'indépendance et la transparence du recrutement dans le secteur public et de faire avancer les principaux projets de privatisation. Toutefois, la mise en œuvre de leur ambitieux programme de réformes pourrait s'avérer plus difficile lors d'un second mandat. En effet, il est habituel que les gouvernements grecs bénéficient de la majorité, le parti le plus important recevant une prime de 50 sièges. Cependant, cette prime a été annulée par l'ancienne administration et, bien qu'elle ait été rétablie par l'actuelle, elle ne s'appliquera pas aux prochaines élections. La nécessaire formation de coalitions exigera alors des compromis. Sur le plan géopolitique, le grand défi consistera à éviter un conflit ouvert avec la Turquie tout en gérant les flux migratoires et en faisant valoir ses intérêts énergétiques. Le différend concernant les revendications maritimes de la Grèce, fondées sur le droit de ses nombreuses îles à la zone économique exclusive (ZEE) et au plateau continental (PC), s'est intensifié après la découverte de réserves d'hydrocarbures.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN GRÈCE

Paiement

Les traites, au même titre que les billets à ordre, sont utilisées par les sociétés grecques dans les transactions nationales et internationales. En cas de défaut de paiement, une protestation certifiant la traite refusée sera établie par un notaire dans les deux jours ouvrables suivant la date d'échéance.

De même, les chèques restent largement utilisés dans les transactions internationales. Toutefois, dans l'environnement commercial national, les chèques sont traditionnellement utilisés moins en qualité d'instrument de paiement que comme instrument de crédit, ce qui permet de créer des dates d'échéance de paiement successives. Par conséquent, une pratique fréquente et largement répandue est que plusieurs créanciers endossent des chèques postdatés. Par ailleurs, les émetteurs de chèques refusés peuvent être passibles de poursuites, sous réserve qu'une plainte soit déposée.

Les billets à ordre (*hyposhetiki epistoli*) sont un autre mode de paiement utilisé par les sociétés grecques dans les transactions internationales. Il s'agit d'une reconnaissance écrite d'une obligation de payer émise au profit du créancier par la banque du client qui engage l'auteur à payer le créancier à une date fixée contractuellement. Même si les billets à ordre sont un instrument suffisamment efficace, en ce qu'ils constituent une reconnaissance de dette claire de la part de l'acheteur, ils ne sont pas considérés comme une lettre de change et, par conséquent, sont exclus du champ d'application du « droit cambiaire ».

Les virements bancaires SWIFT, bien établis dans les cercles bancaires grecs, sont utilisés pour régler une partie croissante des transactions et offrent un procédé de paiement rapide et sécurisé. Par ailleurs, les virements bancaires SEPA gagnent en popularité car ils sont rapides, sûrs et sont soutenus par un réseau bancaire plus développé.

En 2015, la Grèce a imposé des restrictions sur les flux de capitaux hors du pays. Tous les paiements à destination de l'étranger suivent une procédure spécifique et sont surveillés par les banques et le ministère des Finances, des restrictions étant imposées sur le montant et la nature du transfert.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Avant d'engager des procédures auprès d'un tribunal compétent, une autre méthode pour recouvrer une dette consiste à tenter de s'entendre avec le débiteur sur un plan de règlement. En général, on peut parvenir à l'arrangement le plus favorable dans le cadre d'un processus de négociation.

Le processus de recouvrement commence par l'envoi au débiteur d'une demande finale de paiement par courrier recommandé avec accusé de réception, lui rappelant ses obligations de paiement et mentionnant les pénalités d'intérêt qui peuvent avoir été convenues contractuellement ou, à défaut, celles qui résultent des intérêts au taux légal. L'intérêt est dû à compter du jour qui suit la date de paiement figurant sur la facture ou le contrat commercial à un taux, sauf si les parties en conviennent autrement, égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de sept points.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Les créanciers peuvent demander une injonction de payer (*diataghi pliromis*) au tribunal, par le biais d'un avocat, au titre d'une procédure rapide qui prend en général un mois à compter de la date à laquelle la demande a été introduite. Pour engager une telle procédure, le créancier doit détenir un document écrit qui était la demande qui est à l'origine de sa procédure, notamment une facture acceptée et protestée, un billet à ordre non réglé, une reconnaissance de dette établie sous seing privé, une facture originale résumant la marchandise vendue portant la signature de l'acheteur et le tampon certifiant la réception ou le bordereau de livraison original signé par l'acheteur.

La sentence rendue par le juge permet l'exécution immédiate, sous réserve du droit accordé au défendeur de présenter une objection dans les 15 jours. Par conséquent, pour obtenir une suspension d'exécution, le débiteur doit en faire la demande au tribunal.

En fonction des seuils de compétence actuels, un « juge de paix » (*Eirinodikeio*) est habilité à entendre les dossiers dont le montant est égal ou inférieur à 20 000 EUR. Au-delà de ce montant, un tribunal de première instance, présidé par un seul juge (*Monomeles Protodikeio*) examine les dossiers dont les montants sont situés entre 20 000 et 250 000 EUR. Les réclamations dont le montant est supérieur à 250 000 EUR sont examinées par un collège de trois juges (*Polymeles Protodikeio*).

Procédure ordinaire

Lorsque les créanciers n'ont pas de reconnaissance écrite et claire de non-paiement du débiteur ou lorsque la créance est contestée, la seule alternative restante est d'obtenir une citation au titre de la procédure ordinaire. Le créancier dépose une réclamation auprès du tribunal qui notifie le débiteur dans les 60 jours. L'audience sera fixée dans un délai de 18 mois minimum. Le droit grec permet au tribunal de rendre un jugement par défaut si le défendeur ne produit pas sa défense. Depuis 2016, la procédure de poursuite a changé et est désormais basée exclusivement sur la documentation fournie à l'appui de la réclamation.

Exécution d'une décision de justice

L'application d'une décision interne peut commencer dès que la décision est définitive. Si le débiteur ne respecte pas le jugement, ce dernier est applicable directement par le biais de la saisie des biens du débiteur.

Pour les sentences étrangères rendues dans un État membre de l'Union européenne, la Grèce a adopté des conditions d'application avantageuses telles que les Ordres de paiement européens ou le Titre exécutoire européen. Pour les décisions rendues par des pays non membres de l'Union européenne, elles seront appliquées automatiquement en fonction de traités d'application réciproques. En l'absence d'un accord, des procédures d'*exequatur* seront mises en place.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de restructuration

Cette procédure vise à aider le débiteur à restaurer sa crédibilité et sa viabilité et à poursuivre ses opérations au-delà de la faillite. Le débiteur négocie un arrangement avec ses créanciers. Pendant cette procédure, les réclamations et les mesures d'application à l'encontre des débiteurs peuvent être suspendues mais le tribunal nommera un administrateur pour contrôler les biens et les performances du débiteur. Le processus de restructuration commence par la soumission par le débiteur d'un plan préparé par des spécialistes au tribunal, ce dernier, procède à un examen judiciaire du plan proposé tandis qu'un médiateur nommé par le tribunal évalue les attentes des créanciers. Le plan ne peut être validé qu'avec l'accord des créanciers représentant 60 % de la dette totale (60 % n'est pas toujours applicable, en fonction du dossier et de l'accord des banques).

Liquidation judiciaire

La procédure commence par une procédure d'insolvabilité engagée par le débiteur ou par le créancier. Le tribunal nomme un administrateur dès que les dettes sont confirmées. Par ailleurs, on attribuera à un Regroupement de créanciers (trois membres représentant chacun une classe de créanciers) la responsabilité de superviser les procédures, cette responsabilité se termine dès lors que le produit de la vente des biens de l'activité est distribué.

GUATEMALA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**18,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 317**
DEVISE Quetzal guatémaltèque	**GTQ**

Principaux indicateurs économiques	2019	20210	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,9	- 1,5	4,6	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,4	4,8	4,5	3,6
Solde public / PIB (%)	- 2,2	- 4,9	- 3,4	- 2,8
Solde courant / PIB (%)	2,3	5,5	2,3	1,7
Dette publique / PIB (%)	26,5	31,5	32,4	33,4

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	30 %
SALVADOR	11 %
HONDURAS	9 %
ZONE EURO	8 %
NICARAGUA	6 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	34 %
CHINE	12 %
MEXIQUE	12 %
ZONE EURO	6 %
SALVADOR	5 %

- Soutien financier des États-Unis et des prêteurs multilatéraux
- Accord de libre-échange avec les États-Unis et l'UE
- Proximité géographique des États-Unis et du Mexique
- Fort potentiel touristique, agricole (bananes, café, sucre), minier, hydroélectrique, géothermique

- Faibles recettes fiscales
- Faiblesse des infrastructures de santé, d'éducation, d'alimentation en eau et électricité
- Pauvreté rurale, inégalités, sous-emploi, informalité, clivages ethniques
- Vulnérabilité aux chocs externes (catastrophes naturelles et cours des matières premières en termes d'importations et d'exportations)
- Forte dépendance à une industrie à faible valeur ajoutée et aux flux de remises des expatriés
- Problèmes sécuritaires liés au trafic de drogue
- Instabilité sociale et politique

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise économique plus rapide que ses pairs

Le Guatemala continuera de se démarquer de ses voisins avec le maintien d'une croissance soutenue grâce à ses exportations nettes et aux remises des expatriés aux États-Unis. Ces remises seront portées par la croissance américaine et la baisse du chômage au sein de la population latino aux États-Unis, notamment dans le secteur de la construction qui concentre un grand nombre de guatémaltèques. Représentant autour de 30 % du revenu des ménages, ces flux devraient continuer de soutenir leur consommation, à hauteur de 85 % du PIB. Malgré une hausse des dépenses sociales dans le budget 2022, le haut niveau de pauvreté, notamment en zone rurale affectée par deux cyclones fin 2020, continuera de favoriser la consommation de produits essentiels à faible valeur ajoutée. Le retour de l'inflation au centre de la fenêtre cible de la banque centrale (4 +/- 1 %) devrait aussi soutenir la consommation. Cela permettra à la banque centrale de conserver sa politique expansionniste en maintenant son taux directeur à 1,75 %. Ce taux bas devrait faciliter la croissance du crédit au secteur privé, notamment aux entreprises, alors que le président Giammattei a repris l'application de son agenda politique en faveur du monde de l'entreprise. L'élargissement des zones de libre-échange en mai 2021 pourrait permettre de renverser la tendance à la baisse de l'activité dans ces zones sur les dernières années et d'attirer de nouveaux investisseurs étrangers. L'embellie dans la confiance des investisseurs et le dynamisme de la croissance aux États-Unis devraient profiter aux secteurs phares du pays, notamment agricole, agro-alimentaire, et chimique. Le secteur agricole profitera d'un effet de base favorable suite à une année 2021 plus difficile à la suite des intempéries de fin 2020. Le secteur de la construction restera très dynamique avec des investissements publics en infrastructure et une hausse des investissements. Le secteur du tourisme, pour sa part, devrait continuer sa lente récupération au fil de l'abandon des restrictions au voyage dans les pays européens et aux États-Unis.

Une bonne santé budgétaire et un surplus courant

Le projet de budget 2022 prévoit une baisse de 3,3 % du montant total des dépenses par rapport au budget 2021, qui répétait le schéma 2020, suite au rejet du projet initial. 71,5 % des besoins de financement devraient être couverts par les recettes budgétaires, prévues en hausse suite à un effort sur la collecte. Ces recettes ont atteint en 2019 leur plus bas niveau historique (11,5 % du PIB) et le succès des réformes pour les augmenter est encore incertain. Le reste du financement devrait venir de l'émission d'obligations à des taux relativement faibles sur les marchés à l'international. Des emprunts extérieurs, notamment auprès des prêteurs multilatéraux et des États-Unis pour des projets spécifiques de développement, compléteront ce financement. La dette publique restera largement contenue, particulièrement basse face aux standards régionaux.

Le compte courant devrait présenter un plus faible surplus. La balance des biens verra son déficit augmenter avec une plus forte demande en biens d'équipement pour soutenir l'activité et la hausse des prix de l'énergie. Le dynamisme des exportations de produits chimiques, agricoles (sucre, café, ananas) et textiles ne permettra pas de pleinement compenser cette hausse. La balance des services devrait elle aussi rester en déficit, alors que le secteur touristique n'est pas encore revenu à ses niveaux d'avant crise. La balance des revenus présentera un moindre surplus avec une hausse du rapatriement des dividendes des entreprises étrangères et une plus lente croissance des remises des expatriés (13,6 % du PIB en 2019). Ce surplus courant devrait toutefois permettre de consolider à nouveau les réserves de change, déjà équivalentes à huit mois d'importations fin 2021, alors que les IDE (1,0 % du PIB en 2019) restent en deçà de leur niveau cible. Ces confortables réserves permettront de limiter la dévaluation du quetzal qui restera surévalué en termes réels, affectant la compétitivité des exportations.

Un paysage politique toujours fragmenté

Malgré une forte côte de popularité au moment de sa prise de fonction en janvier 2020, Alejandro Giammattei a vu ses capacités d'action limitées par la fragmentation politique au sein de l'assemblée. Son parti, Vamos, ne concentre que 16 sièges sur les 160 au Congrès, divisé entre 10 partis. Cela implique la formation de coalition au cas par cas pour l'adoption de toute réforme. Le succès de ces coalitions devrait être rendu de plus en plus difficile par l'approche des élections prévues en 2023, avec les partis d'opposition qui pourraient chercher à ralentir encore le rythme des réformes. À cela s'ajoute une grogne populaire grandissante depuis le début de la pandémie, qui s'est exprimée fin 2020 autour de l'adoption du budget 2021. Jugé trop peu transparent et trop orienté sur les investissements en infrastructure au détriment des programmes sociaux, le budget a finalement été abandonné face à l'ampleur des manifestations. Dans ce contexte, le thème de la corruption reste un sujet brûlant, notamment suite à l'éviction du procureur anti-corruption Juan Francisco Sandoval à l'été 2021, alors qu'il enquêtait sur des affaires de corruption dans l'entourage du président. L'administration Biden n'a eu de cesse de conditionner son aide au développement à la mise en place d'une véritable stratégie anti-corruption. La question migratoire restera aussi au centre des débats, alors que les espoirs d'une politique moins stricte de l'administration Biden ont favorisé les départs en 2021. La récente décision de la Cour suprême des États-Unis sur la nécessité pour ces migrants d'attendre la réponse à leur demande d'asile côté mexicain de la frontière pourrait toutefois modifier cette tendance.

GUINÉE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	14,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	1 102
DEVISE Franc guinéen	GNF

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,6	7,1	5,2	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,5	10,6	11,6	9,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 0,5	- 2,9	- 2,2	- 2,5
Balance courante / PIB (%)	- 10,8	- 13,7	- 9,2	- 11,0
Dette publique / PIB (%)	33,8	39,1	43,3	43,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	21 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	18 %
INDE	16 %
CHINE	12 %
SUISSE	9 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	24 %
CHINE	19 %
INDE	11 %
JAPON	9 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %

- Un tiers des réserves mondiales de bauxite
- Gisements de fer, d'or, de diamant, d'uranium et de pétrole encore largement inexploités
- Potentiel hydro-électrique important

- Dépendance aux cours des produits miniers et de l'énergie
- Dépendance à la demande chinoise de bauxite
- Faiblesse des recettes publiques (13 % du PIB)
- Manque d'infrastructures, notamment dans le secteur électrique et les transports
- Forte pauvreté (53 % de la population), informalité (50 % du PIB et 70 % de l'emploi), croissance peu inclusive
- Environnement des affaires difficile

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance soutenue par le secteur minier

En dépit de la pandémie de la COVID-19, la croissance économique a augmenté en 2020, grâce au secteur minier. Encore robuste en 2021, l'activité, devrait se renforcer en 2022. Le secteur minier (25 % du PIB) en restera le principal moteur, porté par la hausse de la production de bauxite, dont l'exportation assure 55 % de l'approvisionnement chinois et 20 % de la production mondiale d'aluminium. Les exportations de minerais seront tirées par la demande soutenue en bauxite et des prix de l'or qui resteront élevés. Cela permettra alors de limiter l'impact de la hausse des importations liées aux investissements sur la contribution nette des échanges extérieurs. De plus, les investissements soutiendront aussi la croissance, bénéficiant notamment de l'amélioration de la fourniture énergétique, suite à la mise en service du barrage hydroélectrique de Souapiti en 2021. Le secteur minier en restera un récipiendaire majeur, avec le projet d'exploitation des gisements de fer de Simandou. En outre, les investissements publics dans les transports créeront aussi des opportunités et soutiendront la croissance du secteur de la construction. Le gouvernement a, par exemple, lancé en 2021, la construction d'une voie ferrée de 650 km pour transporter la future production de minerai issue de Simandou jusqu'au futur port en eau profonde de Matakong. Néanmoins, l'incertitude politique consécutive au coup d'Etat pourrait décourager certains investisseurs, si elle persistait. La reprise du secteur des services (employant 34 % de la population active et représentant 40 % du PIB) pourrait aussi être pénalisée par l'incertitude politique en 2022. Elle devrait toutefois être soutenue par la consommation des ménages, restée modeste en 2021, mais qui se renforcerait en 2022 avec l'assouplissement des restrictions de mobilité et la baisse de l'inflation. L'accroissement de l'offre agricole domestique soulagera les pressions inflationnistes dues aux prix élevés des importations de denrées alimentaires. En effet, le secteur agricole, représentant 25 % du PIB et 60 % des emplois, devrait enregistrer de bons résultats en 2022, soutenu par l'appui financier de la Banque mondiale visant à améliorer la productivité (utilisation accrue d'engrais, amélioration des systèmes d'irrigation, hausse de la superficie cultivée).

Des besoins de financement dépendant des acteurs étrangers

Le déficit budgétaire s'est légèrement réduit en 2021 et devrait se stabiliser en 2022. L'augmentation des dépenses en capital liées aux investissements devrait être compensée par une hausse des recettes du secteur minier et une réduction des subventions des tarifs de l'électricité. Son financement nécessitera un recours à l'endettement auprès des bailleurs de fonds internationaux (FMI, BAD, Banque mondiale) et de la Chine, principale créancière, qui détient la moitié de la dette publique extérieure (26 % du PIB). Le ratio de dette publique sur PIB devrait néanmoins se stabiliser en 2022 grâce à la rapide croissance économique.

Après s'être amélioré en 2021, le déficit courant devrait se creuser en 2022. La hausse des exportations d'or et de bauxite (90 % des exportations) se reflétera sur la balance commerciale. De plus, la finalisation en 2021 du projet Souapiti devrait modérer les besoins en importations de biens d'équipement. Cependant, la balance des services restera largement déficitaire avec la reprise des achats de services techniques liés à ces projets, notamment ceux de transports. La forte participation étrangère à la production minière entraîne le rapatriement de près de la moitié des recettes nettes d'exportation sous forme de dividendes, augmentant le déficit des revenus primaires. Le solde de la balance des revenus secondaires restera excédentaire grâce à l'aide internationale et aux envois de fonds des travailleurs depuis l'étranger. Le déficit sera financé par les IDE (couvrant 70 % des besoins de financements) et les prêts-projets. Cependant, ces sources de financement pourraient être menacées par l'incertitude politique du pays en 2022.

Pression internationale accrue après le coup d'État

Le 5 septembre 2021, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, chef du Groupement des forces spéciales (GFS), a annoncé l'arrestation du président Alpha Condé, la dissolution du gouvernement et la suspension de la Constitution après s'être emparé du pouvoir par un coup d'État. Après avoir prêté serment en tant que président de la Transition en octobre, il a nommé Mohamed Beavogui Premier ministre afin de mener le gouvernement jusqu'à l'organisation d'élections. Néanmoins, aucune date n'a été fixée pour leur tenue, alimentant l'incertitude sur la durée de la transition. Ce bouleversement politique fait notamment suite à la réélection controversée d'Alpha Condé pour un troisième mandat en octobre 2020 qui a occasionné des manifestations, parfois violemment réprimées, et l'arrestation d'opposants. Au pouvoir depuis 2010, le président destitué avait fait adopter une nouvelle constitution en mars 2020 lui permettant de se présenter une troisième fois à l'âge de 82 ans. Dans ce contexte, s'il fut relativement bien accueilli par une partie de la population, ce putsch a été unanimement condamné par la communauté internationale et régionale, notamment par l'Union africaine et la CEDEAO qui ont suspendu le pays de leurs instances. Cette dernière continue de faire pression pour que des élections démocratiques soient organisées dans un délai de six mois, à compter de septembre 2021. La situation expose le pays au risque de sanctions économiques. Par exemple, en novembre 2021, les États-Unis ont suspendu l'éligibilité du pays à l'AGOA, programme commercial facilitant l'accès au marché américain.

GUYANA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**0,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**6 953**
DEVISE Dollar du Guyana	**GYD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,4	43,5	20,4	48,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	0,7	3,2	2,7
Solde public / PIB (%)	- 2,8	- 8,0	- 7,2	- 2,1
Solde courant / PIB (%)	- 54,4	- 14,5	- 16,8	13,8
Dette publique / PIB (%)	43,9	51,4	47	36,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	28 %
CANADA	15 %
TRINITÉ-ET-TOBAGO	10 %
JAMAÏQUE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	33 %
PORTUGAL	16 %
TRINITÉ-ET-TOBAGO	11 %
CHINE	9 %
JAPON	3 %

- Des perspectives attrayantes pour les investisseurs dans le secteur minier, l'énergie hydroélectrique et l'agriculture
- D'abondantes réserves de pétrole et de gaz en mer, en cours d'exploitation depuis 2020
- Membre de la Communauté et du marché commun des Caraïbes (CARICOM)

- Dépendance à l'égard des ressources naturelles (or, bauxite, sucre, riz, bois et, surtout, pétrole depuis 2020)
- Insuffisance des infrastructures de transport, d'électricité, d'éducation et de santé
- Main-d'œuvre locale peu qualifiée et émigration massive de travailleurs qualifiés
- Sensibilité aux événements climatiques (région gravement touchée par les ouragans)
- Dépendance à l'égard des créanciers internationaux
- Taux de criminalité élevé lié au trafic de drogue, dans un contexte de pauvreté et de corruption (classé 83/180 par l'indice de perception de la corruption de Transparency International en 2020)

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'essor du secteur pétrolier, moteur d'une croissance vertigineuse

En 2022, l'activité continuera d'afficher de brillantes performances, avec une croissance nettement supérieure à celle des pays voisins, notamment grâce au récent essor soutenu du secteur énergétique local et à la forte hausse des prix du pétrole à travers le monde, qui ont également stimulé les services connexes, la construction, l'investissement privé et les exportations. Depuis que la compagnie américaine Exxon-Mobil a découvert un champ pétrolier offshore au large des côtes du Guyana en 2015, les explorations ont révélé des quantités encore plus grandes de pétrole. En effet, en octobre 2021, la société a relevé son estimation des ressources récupérables découvertes à environ 10 milliards de barils équivalents pétrole. De plus, la hausse des recettes fiscales pétrolières permettra au gouvernement d'accroître les dépenses sociales ainsi que les investissements publics. Enfin, la manne pétrolière et la réouverture de l'économie (grâce à la campagne de vaccination COVID-19) devraient également contribuer à l'augmentation de la consommation des ménages (69 % du PIB). Les risques à la baisse sont liés à la possible émergence de nouvelles souches de la COVID-19, à l'évolution des prix du pétrole et à d'éventuelles menaces pour la stabilité sociale, sur fond de frictions historiques entre les Indo-Guyaniens et les Afro-Guyaniens.

Le pétrole permettra à la balance courante de devenir excédentaire et au déficit budgétaire de se réduire

Le déficit de la balance courante devrait se transformer en un excédent en 2022, principalement grâce à la balance commerciale positive, car les prix élevés du pétrole et la hausse de la production soutiendront les exportations. Cela devrait compenser la hausse des importations de biens d'équipement, notamment l'augmentation des achats de machines et d'équipements pour les activités pétrolières et l'accroissement des investissements publics. Quant aux investissements directs étrangers (33 % du PIB), ils devraient progresser grâce aux investissements dans le secteur de l'énergie. Par ailleurs, les réserves de change s'élevaient à 819 millions USD en septembre 2021 (soit l'équivalent de seulement 1,9 mois d'importations). À l'avenir, le passage attendu d'un déficit de la balance courante à un excédent en 2022 et le fort afflux d'IDE pourraient contribuer à améliorer la position des réserves internationales du pays. En outre, le Fonds pour les ressources naturelles de la république coopérative du Guyana, s'élevait à 267,7 millions USD à la fin mars 2021. Enfin, au troisième trimestre 2021, la dette publique extérieure s'élevait à 1,3 milliard USD (soit 25 % du PIB de 2020), dont 64 % à des organismes multilatéraux.

Dans le domaine fiscal, le gouvernement a maintenu un déficit élevé en 2021. Celui-ci a été soutenu par l'augmentation des investissements publics et des dépenses liées à la COVID-19 encore élevées. En 2022, le déficit budgétaire se réduira considérablement, dans le sillage de la forte croissance attendue du PIB. Les prix favorables du pétrole soutiendront les recettes fiscales et feront plus que compenser la hausse des dépenses publiques. Alors que les dépenses liées à la COVID-19 sont appelées à diminuer, le gouvernement continuera de profiter de la manne générée par le secteur pétrolier pour soutenir l'expansion d'autres activités (notamment les travaux publics).

Le gouvernement s'est concentré sur la recherche de conditions plus favorables pour les futurs contrats pétroliers et sur l'amélioration du réseau électrique local

Le président Irfaan Ali, du Parti progressiste populaire/civique (PPP) de centre gauche, a pris ses fonctions en août 2020. Il a succédé à David Granger, qui était à la tête d'une coalition multiethnique, le People's National Congress ou PNC, dirigée par l'APNU et son jeune allié, l'AFC. Il existe des frictions historiques entre les deux principaux partis (le PPP et l'APNU). Alors que la communauté indo-guyanienne soutient largement le PPP, la population afro-guyanienne est favorable à l'APNU ou à l'AFC. Le parti de M. Ali dispose de 33 sièges au Parlement, ce qui lui confère la majorité à l'Assemblée nationale, qui compte 65 sièges (la coalition APNU+AFC ayant 31 sièges). Depuis sa prise de fonction, le gouvernement de M. Ali a assoupli ses critiques sur l'accord de partage de la production conclu en 2016 par l'APNU avec ExxonMobil (considéré comme outrageusement favorable à la société). En août 2021, il a plutôt déclaré son intention d'augmenter les redevances pétrolières dans le cadre d'un nouvel accord de partage des bénéfices dans le cadre des futurs projets de brut et de gaz, tout en renforçant dans le même temps les réglementations environnementales. En outre, le gouvernement en place vise également à améliorer un réseau électrique à la fois coûteux et inefficace, tout en réduisant sa dépendance envers le pétrole raffiné importé et en remédiant à des pannes constantes. La stratégie pour une énergie plus propre, annoncée en octobre 2021, prévoit la modernisation des lignes de transport et de distribution, la construction d'une centrale électrique au gaz alimentée par un gazoduc de 220 kilomètres avec des champs offshore, et l'accroissement de la capacité hydroélectrique. Elle a recherché des investissements privés pour lancer la construction de la centrale en 2022. Dans un second temps (2027-2032), la demande serait également satisfaite par des projets solaires et éoliens, en lieu et place des centrales au fioul. En ce qui concerne le différend frontalier historique avec le Vénézuela, il est peu probable qu'il soit résolu à court terme. En septembre 2021, le président vénézuélien Nicolás Maduro et le chef de l'opposition Juan Guaidó ont convenu que la région d'Essequibo, riche en pétrole, que la république de Guyana revendique comme sienne, appartient au Vénézuela et ont contesté la compétence de la Cour internationale de justice dans le règlement de ce différend.

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**11,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 235**
DEVISE Gourde haïtienne	**HTG**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 1,7	- 3,3	- 0,7	1,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	17,3	22,9	16,2	15,5
Solde public / PIB * (%)	- 1,3	- 2,2	- 2,1	- 2,2
Solde courant / PIB * (%)	- 1,2	3,4	- 0,3	0,2
Dette publique / PIB (%)	27,5	24,3	26,8	26,6

(p) : Prévision. * Incluant les subventions.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	80 %
CANADA	6 %
ZONE EURO	3 %
MEXIQUE	3 %
R. DOMINICAINE	1 %

Importations de biens % du total

CHINE	25 %
ÉTATS-UNIS	21 %
ANTILLES NÉERLANDAISES	13 %
ZONE EURO	7 %
INDONÉSIE	5 %

- Programmes de développement et de reconstruction établis avec des donateurs internationaux
- Adhésion à des organisations régionales (Association des États des Caraïbes, Organisation des États américains, CARICOM, CARIFORUM).
- En août 2021, le pays a reçu environ 224 millions USD de l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI (environ 1,5 % du PIB).

- Forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles, notamment aux ouragans et aux tremblements de terre.
- Faible niveau de développement et extrême pauvreté (classement IDH de 170 sur 189), profondes inégalités et politique sociale médiocre.
- Dépendance à l'égard des envois de fonds des expatriés, des dons internationaux et des États-Unis.
- Manque d'infrastructures, notamment énergétiques (70 % de la population n'a pas accès à l'électricité)
- Mauvaise gouvernance et environnement commercial de faible qualité : vaste secteur informel
- Coût fiscal des importations non déclarées en provenance de la République dominicaine.
- Instabilité politique et insécurité

APPRÉCIATION DU RISQUE

Légère expansion économique dans un contexte de hausse de la violence et d'incertitude politique

L'économie devrait légèrement rebondir en 2022, après la récession de trois ans (2019-2021). Le tourisme (qui représentait environ 9 % du PIB avant la crise) ne devrait pas connaître une forte reprise, en raison des faibles progrès de la campagne de vaccination contre la COVID-19 au niveau local et de la hausse de la criminalité dans le pays. En outre, alors que l'augmentation des envois de fonds des expatriés installés aux États-Unis soutient les ménages locaux, la croissance de la consommation devrait encore être quelque peu entravée par la faiblesse des fondamentaux en termes de revenus, une inflation persistante induite par le financement monétaire du déficit budgétaire et une pénurie chronique de produits de première nécessité. Toutefois, l'investissement pourrait augmenter modérément grâce à certains travaux de reconstruction engagés après le tremblement de terre de magnitude 7,2 d'août 2021 dont les dommages et pertes économiques ont été estimés à 1,5 milliard USD (environ 10 % du PIB). En outre, l'industrie textile (le principal secteur d'exportation) devrait se développer en 2022, grâce à la forte demande des États-Unis et à un accès préférentiel à leur marché. Néanmoins, la pénurie de carburant, les problèmes de sécurité dans les ports et les fréquentes pannes d'électricité limitent les gains possibles. Enfin, en septembre 2021, la Banque mondiale a approuvé un don de 75 millions USD de l'Association internationale de développement pour le projet «Emplois dans le secteur privé et transformation économique» en Haïti. L'objectif est d'améliorer la demande de main-d'œuvre en soutenant les micro, petites et moyennes entreprises. Les risques de baisse de l'activité sont liés à une campagne de vaccination médiocre et à un environnement politique morose.

Déficit budgétaire assez stable, la balance courante devrait repasser dans le vert

Les défis imposés par la COVID-19 et le séisme d'août 2021 ont encore aggravé la situation budgétaire en 2020 et 2021, en raison de l'augmentation des dépenses sociales et de santé dans un contexte de baisse des recettes fiscales. En outre, la hausse des prix internationaux du pétrole en 2021 a également exercé une pression sur les coûts des subventions aux carburants. Pour faire face à ces défis, Haïti a pu compter sur l'allègement du service de la dette et les subventions du FMI, et a également bénéficié du financement monétaire et de l'aide des banques commerciales locales. Le pays a tout de même reçu en août 2021 environ 224 millions de dollars US de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. En 2022, le déficit budgétaire devrait rester assez stable, en l'absence d'une forte reprise économique et besoins élevés en dépenses sociales. En ce qui concerne les comptes extérieurs, le pays doit faire face à un déficit commercial chronique (environ 34 % du PIB en 2019), car la production nationale peu diversifiée entraîne des importations importantes. En 2022, les exportations liées au textile et aux produits traditionnels tels que le café, le cacao et les mangues devraient se développer, ce qui est dû principalement dues à une faible base de comparaison, les zones rurales n'ayant guère été touchées par le tremblement de terre de 2021. Dans le même temps, les importations devraient diminuer quelque peu, principalement en raison de la baisse relative de la moyenne annuelle des prix internationaux du pétrole (les carburants représentent 18 % des importations totales). Enfin, le déficit de la balance courante devrait redevenir excédentaire grâce aux envois de fonds des migrants (environ 21 % du PIB en 2020) et aux dons (estimés par le FMI à 1,9 % du PIB en 2020).

L'assassinat du président Jovenel Moïse rend le scénario politique encore plus sombre

Le 7 juillet 2021, le président Jovenel Moïse a été abattu à son domicile, ce qui a encore aggravé la crise politique qui perdure dans le pays. Selon la police, un groupe de mercenaires majoritairement étrangers - 26 Colombiens et deux Américains d'origine haïtienne - a perpétré l'assassinat. Cependant, les instigateurs de l'attaque et leurs motivations restent flous. Après l'assassinat, le premier ministre de l'époque, Claude Joseph, a pris ses fonctions, mais il a été remplacé quelques jours plus tard par Henry Ariel. En fait, ce dernier avait été annoncé comme étant le nouveau premier ministre deux jours avant l'attentat. Il est important de noter qu'au début du mois de septembre 2021, un procureur général a été licencié quelques heures après avoir demandé au juge chargé de l'enquête sur le meurtre de Moïse d'inculper Ariel en tant que suspect. En ce qui concerne les élections, Ariel avait initialement annoncé des élections présidentielles et législatives en novembre 2021. Néanmoins, il les a annulées fin septembre 2021, après avoir démis les neuf membres du conseil électoral du pays. En raison de l'absence d'élections, le Parlement haïtien n'a plus aucun député depuis janvier 2020, et seuls 10 des 30 sénateurs sont encore en fonction (Moïse avait gouverné par décret). La nouvelle élection devrait avoir lieu après un référendum qui est prévu dans les premiers mois de 2022 sur une réforme constitutionnelle. Celle-ci comprendrait la création d'une législature monocamérale et la suppression du poste de premier ministre au profit d'un vice-président. Entre-temps, depuis la mort de Moïse et le tremblement de terre d'août 2021, les gangs armés ont encore gagné du terrain dans tout le pays. En octobre 2021, 17 missionnaires chrétiens nord-américains et leurs familles ont été kidnappés dans la capitale Port-au-Prince. Enfin, avec l'aggravation de la situation humanitaire du pays, l'émigration a fortement augmenté. En septembre 2021, les États-Unis ont expulsé environ 7 000 Haïtiens qui avaient tenté d'entrer dans le pays par le Mexique.

HONDURAS

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**9,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 397**
DEVISE Lempira hondurien	**HNL**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,7	- 9,0	4,9	4,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,4	3,5	5,3	3,7
Solde public / PIB (%)	- 0,9	- 5,5	- 6,0	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 1,4	3,0	- 3,2	- 3,6
Dette publique / PIB (%)	46,5	54,9	58,7	59,7

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	36 %
ZONE EURO	22 %
SALVADOR	8 %
GUATEMALA	6 %
NICARAGUA	5 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	33 %
CHINE	15 %
GUATEMALA	9 %
MEXIQUE	7 %
SALVADOR	6 %

- Relations privilégiées avec les États-Unis (accord commercial préférentiel, présence militaire)
- Ressources agricoles
- Soutien des bailleurs internationaux

- Dépendance à la conjoncture américaine (exportations, IDE et remises des expatriés)
- Dépendance aux importations de carburants et de céréales
- Forte criminalité et corruption sur fond de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de trafic de drogue
- Informalité élevée de l'économie : 70 % des actifs sont concernés
- Ressource fiscale encore trop faible (16,9 % du PIB en 2020)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance dépendante des États-Unis

La croissance sera portée par l'activité aux États-Unis et les travaux de reconstruction dans le pays suite aux deux tempêtes de fin 2020. Principal lieu de résidence des expatriés, le dynamisme de l'économie aux États-Unis soutiendra à nouveau les flux de remises migratoires (23,7 % du PIB en 2020) et, par leur biais, la consommation des ménages (81 % du PIB en 2020). La baisse du chômage sous le seuil des 10 %, avec la reprise de l'activité, soutiendra cette consommation, tout comme une inflation contenue dans le centre de la fenêtre cible de la banque centrale (4 +/-1 %). Cela devrait permettre à la banque centrale de poursuivre sa politique monétaire accommodante avec un taux directeur à 3 % depuis fin novembre 2020. Toutefois, la bonne transmission entre le taux de la banque centrale et les taux d'intérêts bancaires reste soumise au renforcement du marché financier local. La demande publique restera forte compte tenu des nombreux projets de reconstruction suite aux destructions provoquées par les tempêtes et du prolongement de l'exemption à la loi de responsabilité budgétaire jusqu'en 2023. Les investissements devraient bénéficier des améliorations dans l'environnement des affaires apportées, notamment, par l'assainissement des comptes de l'entreprise publique d'électricité (ENEE) et le paiement des différents arriérés associés. De plus, la demande externe venue des États-Unis devrait soutenir la production manufacturière, notamment dans les maquilas, en équipements de protection médicale et produits textiles et habillement. Ces dernières bénéficieront d'un effet de base, alors que leur production, dans les premiers mois de 2021, avait été impactée par les destructions causées par les tempêtes. Ce même effet de base jouera dans l'accroissement de la production agricole, accompagné par une hausse des prix du café mais aussi de ceux du sucre due à la sécheresse au Brésil, principal producteur mondial. Le secteur touristique, encore largement sous développé, pourrait bénéficier de l'ouverture du nouvel aéroport international de Palmerola à Tegucigalpa, pour remplacer celui de Toncontín, réputé comme l'un des plus dangereux du monde.

Reprise des efforts d'assainissement des comptes publics mais un déficit courant en hausse

Sous programme FMI depuis 2019, le pays a obtenu une deuxième extension du programme en septembre 2021, après la première de juin 2020, et une extension de deux mois jusqu'en janvier 2022 pour accroître les efforts de reconstruction. Au total, le pays aura bénéficié de USD 773 millions d'aide de la part du Fonds, et devrait continuer de bénéficier de multiples financements d'organismes multilatéraux (Banque mondiale, Banque Interaméricaine de développement, Banque Centre-Américaine de Développement) et bilatéraux (notamment États-Unis). Une partie de ces fonds sera utilisée pour continuer à réformer le secteur public, notamment la refonte de l'entreprise publique d'électricité et la lutte contre les pertes techniques et les fraudes chez certains gros consommateurs. Déjà dans une situation financière compliquée avant la crise, l'entreprise d'électricité a dû faire face à une baisse de ses liquidités, alors que les consommateurs avaient de plus en plus de mal à payer leurs factures. Du point de vue des recettes, les récents développements de la numérisation de la collecte devraient permettre d'améliorer les rendements. Il en va de même avec la fin d'un grand nombre d'exemptions d'impôts pour les zones touristiques spéciales ou rurales, ainsi que les énergies renouvelables (le tout estimé à 1,5 % du PIB). Cette hausse des recettes ne sera toutefois pas suffisante pour compenser les dépenses liées à la reconstruction, expliquant le prolongement jusqu'en 2023 de l'exemption à la loi de responsabilité fiscale qui fixe à 1 % du PIB le niveau du déficit.

Du point de vue des comptes extérieurs, le compte courant verra son déficit s'accroître, augmentant le besoin en financement du pays. Le dynamisme des exportations agricoles (sucre, café, bananes, melon, pastèque) et manufacturières ne sera pas suffisant pour compenser la hausse des importations en bien de capital pour la reconstruction et une facture pétrolière tirée par des prix élevés du brut. Au déficit de la balance des biens s'ajoutent ceux des services (services commerciaux, tourisme) et des revenus primaires avec le rapatriement des dividendes issus des investissements étrangers. Les flux de remises des expatriés ne les compenseront que partiellement. Le reste du financement se fera via les investissements étrangers, les prêts multilatéraux, bilatéraux (aide des États-Unis dans le cadre des plans de lutte contre l'immigration illégale) et de potentiels tirages sur les réserves de change très confortables (sept mois d'importations fin 2021 avec le dernier versement du FMI).

Renouvellement au sommet de l'État

Les élections présidentielles de novembre 2021 ont donné une large victoire à la candidate de l'opposition de gauche Xiomara Castro (Libre), avec 51 % des voix, face au candidat du parti sortant Nasry Asfura (*Partido Nacional*) qui a réuni 37 % des voix. Sa victoire marque la fin d'une décennie de pouvoir pour le *Partido Nacional* après trois mandats présidentiels. Cependant, sans majorité au Parlement à la suite des législatives simultanées, le parti Libre devra négocier avec les autres partis pour mener à bien son agenda de réformes sociales et des tensions sont à prévoir. La situation sera largement observée par les États-Unis qui redoutent une aggravation de la situation sociale qui pourrait favoriser l'accroissement des flux migratoires vers le grand voisin du Nord.

HONG KONG (RAS)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	7,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	46 657
DEVISE Dollar de Hong Kong	HKD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 1,7	- 6,1	6,4	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,9	0,3	1,6	1,9
Solde public / PIB * (%)	- 0,6	- 9,2	- 3,6	- 0,4
Solde courant / PIB (%)	5,9	6,5	6,0	5,6
Dette publique / PIB (%)	0,3	0,3	1,0	2,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dernière année fiscale : du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	55 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ZONE EURO	5 %
ROYAUME-UNI	3 %
SUISSE	3 %

Importations de biens % du total

CHINE	44 %
TAÏWAN	9 %
SINGAPOUR	7 %
JAPON	6 %
CORÉE DU SUD	6 %

- Économie ouverte
- Infrastructures de haute qualité
- Centre financier mondial de premier ordre, sas entre la Chine et le reste du monde
- Système bancaire sain
- Monnaie arrimée au dollar américain

- Manque d'innovation et de diversification de l'économie
- Exposition au ralentissement de la Chine continentale
- Inadéquation entre les cycles économiques des États-Unis et de la Chine, le HKD étant arrimé au dollar
- Risques liés au secteur de l'immobilier et à l'accessibilité au logement
- Augmentation des inégalités de revenus
- L'industrie s'est entièrement relocalisée en Chine continentale
- Pris entre les tensions entre les États-Unis et la Chine

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise économique se poursuit

L'économie de Hong Kong a rebondi en 2021 grâce à la reprise des dépenses et des investissements privés. La situation épidémique stable pendant une grande partie de l'année a soutenu la normalisation de la demande intérieure, même si les mesures strictes de contrôle aux frontières ont continué de peser sur le secteur du tourisme. En 2022, nous anticipons une atténuation de la dynamique de croissance, sous réserve des risques baissiers posés par l'incertitude de l'évolution de la pandémie. Les services financiers et d'assurance (20 % du PIB), qui ont poursuivi leur expansion malgré la pandémie, ont nettement contribué à la reprise.

La consommation privée (68 % du PIB) a augmenté de 5,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2021, contribuant largement à la reprise de l'activité économique. Le rebond de la consommation privée a été soutenu par la stabilité de la situation locale de la pandémie, les aides financières (bons d'achat) et l'amélioration du marché du travail. Néanmoins, la reprise de l'emploi reste incomplète. Environ 80 % des créations d'emplois au premier semestre 2021 concernent les secteurs de l'hébergement et de la restauration (10 % de l'emploi total), qui ont subi des pertes d'emplois considérables en 2019 et 2020. Le taux de participation à la population active est également tombé à un niveau record de 59,1 % en octobre 2021. En outre, en raison du vieillissement de la population et de l'exode apparemment important des personnes en âge de travailler, l'offre de main-d'œuvre risque de se réduire. Les dépenses des ménages devraient donc se redresser à un rythme plus lent en 2022.

L'investissement (20 % du PIB) a progressé de 12,8 % au cours des neuf premiers mois de 2021, sous l'effet de l'acquisition de machines, d'équipements et de produits de propriété intellectuelle dans un contexte d'amélioration des perspectives commerciales et de bonnes performances commerciales. Les projets du gouvernement visant à faire de la partie nord de Hong Kong un centre d'innovation et de technologie (I&T), dans le cadre de la stratégie de développement de la métropole du Nord, en vue d'une intégration plus poussée près de Shenzhen et de la région de la Grande Baie, pourraient être de bon augure pour les flux d'investissement.

Les exportations (178 % du PIB) ont été un moteur essentiel de la reprise économique, en particulier pour les biens et les services financiers, tandis que le secteur du tourisme (4,5 % du PIB), resté au point mort, a contribué à la faiblesse des exportations de services de voyages. La croissance solide des exportations de marchandises (150 % du PIB, mais 97 % étant des réexportations) devrait se poursuivre en 2022, même si des goulots d'étranglement prolongés au niveau de l'offre constituent un risque majeur. Dans le même temps, les perspectives touristiques restent sombres, Hong Kong maintenant un régime de quarantaine strict pour les voyageurs internationaux et donnant la priorité à la réouverture des frontières avec la Chine continentale.

Les déficits budgétaires vont persister

Hong Kong a enregistré un déficit budgétaire record au cours de l'exercice financier clos en mars 2021, mais le déficit budgétaire devrait se réduire pour l'exercice en cours (se terminant en mars 2022) et le suivant (se terminant en mars 2023) grâce à une augmentation des recettes et une diminution des dépenses. Les réductions de dépenses proviendront de la limitation de la croissance des dépenses de la fonction publique et de la réduction des dépenses non liées aux moyens de subsistance, avec une économie prévue de 3,9 milliards HKD (0,5 % des dépenses publiques totales). En ce qui concerne le logement, le gouvernement a prévu de fournir 316 000 logements au cours de la prochaine décennie, dont 101 400 seront construits dans les cinq années de la période débutant en 2020-21. De 2011 à 2021, le stock de logements permanents publics a augmenté de 135 000 unités pour atteindre 1,27 million. De nouvelles émissions d'obligations vertes pour financer les investissements éligibles contribueraient également à alléger la pression budgétaire sur le gouvernement. L'augmentation des dépenses budgétaires et le déploiement des mesures d'aide (4 % du PIB) ont entraîné une forte baisse des réserves budgétaires en deux ans, qui sont passées de 23 mois de dépenses publiques à 13 mois (soit 33 % du PIB).

L'excédent de la balance courante devrait avoir bien résisté en 2021, mais pourrait se réduire légèrement en 2022. Cette évolution s'explique en partie par la réduction prévue de l'excédent commercial en raison du creusement du déficit des échanges de biens. Compte tenu des perspectives faibles dans le tourisme, l'excédent commercial généré par les services ne devrait pas se renforcer sensiblement, les services de voyages restant sous pression. Les services financiers devraient résister, car Hong Kong demeure un lieu attrayant pour la gestion de patrimoine et d'actifs, ainsi que pour la collecte de fonds par les entreprises, notamment celles de Chine continentale.

Changement du climat politique

À la suite de l'adoption de la loi sur la sécurité nationale en juin 2020 et de la démission en bloc des parlementaires de l'opposition en novembre 2020, des changements radicaux ont été apportés au système électoral de Hong Kong, notamment la réduction du nombre de sièges élus au suffrage direct au sein du Conseil législatif (LegCo) et l'imposition d'un processus de vérification strict pour les candidats. Les réactions internationales aux changements électoraux de Hong Kong ont été pour la plupart négatives, les ministres des affaires étrangères du G7 ayant exprimé leurs « sérieuses inquiétudes ». Le resserrement du système politique est susceptible de freiner la survenue de manifestations généralisées (et parfois chaotiques) observées en 2019-20.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT À HONG KONG

Paiement

Les virements bancaires sont l'un des instruments de paiement les plus courants pour les paiements internationaux et nationaux à Hong Kong grâce au réseau bancaire très développé du territoire.

La lettre de crédit standby constitue également un moyen de paiement fiable, dans la mesure où une banque garantit la qualité de crédit et les capacités de remboursement du débiteur. La lettre de crédit documentaire irrévocable et confirmée est aussi très utilisée : dans ce cas, le débiteur garantit qu'un certain montant d'argent est rendu disponible à l'intention d'un bénéficiaire par l'intermédiaire d'une banque, sous réserve du respect de certaines conditions définies d'un commun accord par les parties.

Les chèques et les lettres de change sont fréquemment utilisés à Hong Kong.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Pendant cette phase, le créancier envoie un ou plusieurs courriers d'avertissement (assignations) au débiteur afin de l'engager à payer ses dettes. L'instruction de procédure sur la médiation de 2010 a créé des processus volontaires impliquant l'intervention en tant que médiateur d'une tierce partie formée et impartiale. L'objectif est de contribuer à ce que les deux parties parviennent à un accord à l'amiable sur le remboursement de la dette. En général, débiteurs et créanciers sont fortement incités à engager ce processus avant d'avoir recours à une action en justice.

Procédure judiciaire

Procédure ordinaire

Le système judiciaire de Hong Kong présente trois tribunaux différents en matière de recouvrement de créances :

- le *Small Claims Tribunal* (tribunal des petites créances) gère les dossiers portant sur un montant relativement faible (jusqu'à 75 000 HKD). Les règles de procédure sont moins strictes que dans les autres tribunaux et aucune représentation légale n'est autorisée;
- le *District Court* (tribunal de première instance) est compétent pour les réclamations financières plus importantes, dont le montant est compris entre 75 100 et 3 000 000 HKD;
- la *High Court* (Haute Cour de Justice) traite les affaires de plus grande envergure ainsi que des dossiers en recouvrement portant sur un montant supérieur à 3 000 000 HKD.

Le tribunal de première instance et la Haute Cour autorisent la représentation légale. Une procédure devant ces tribunaux s'ouvre par la remise d'une assignation au débiteur, qui dispose d'un délai de 14 jours pour présenter une défense. Le créancier doit également présenter au tribunal une requête certifiée par un notaire. Si le débiteur répond à l'assignation et requiert la définition d'un plan de remboursement, le créancier dispose d'un délai de deux semaines pour répondre. Si les parties ne parviennent pas à un accord, le juge fixe une audience au terme de laquelle une décision est généralement rendue. Si le débiteur ne répond pas à l'assignation, une décision par défaut peut être rendue.

Exécution d'une décision de justice

Dans le cas des litiges qui ne dépassent pas le cadre national, une décision devient exécutoire dès lors qu'il n'a pas été interjeté appel dans un délai de 28 jours. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, le créancier a la possibilité de demander au tribunal un titre exécutoire. Cela prend généralement la forme d'une saisie-arrêt, autorisant le recouvrement de la dette auprès d'une tierce partie en dette vis-à-vis du créditeur, d'une ordonnance fieri facias, qui habilite un huissier de justice à saisir et vendre les biens du débiteur, ou d'une ordonnance de saisie, permettant la saisie et la vente du patrimoine du débiteur afin de servir la dette.

Les sentences étrangères sont appliquées au titre de la *Foreign Judgments (Reciprocal Enforcement) Ordinance* (Ordonnance d'application réciproque des décisions judiciaires étrangères). Les décisions de justice émises dans un pays ayant signé avec Hong Kong un traité de réciprocité (comme la France et la Malaisie) doivent simplement être enregistrées avant de devenir automatiquement applicables. En l'absence de tel traité, il est possible de demander l'application d'une décision étrangère auprès d'un tribunal dans le cadre d'une procédure d'exequatur.

Une Convention de reconnaissance et d'application réciproque des décisions judiciaires en matière civile et commerciale (REJA) a été conclue en 2006 entre la Chine et Hong Kong. Elle permet d'assurer automatiquement l'applicabilité des décisions de justice par les tribunaux de l'autre partie contractante.

Procédure d'insolvabilité

Les principales procédures officielles pour les entreprises en difficulté financière à Hong Kong sont les suivantes :

a. Convention (*Scheme of Arrangement*).

b. Nomination d'administrateurs judiciaires.

c. Une liquidation volontaire des membres (qui n'est disponible que pour une société encore solvable) mais qui peut être utilisée lorsque, par exemple, une entité est elle-même solvable mais fait partie d'un groupe plus large qui a des difficultés financières.

d. Une liquidation volontaire des créanciers.

e. Une liquidation obligatoire.

La législation de Hong Kong contient également une procédure qui permet aux administrateurs d'une société d'entamer une liquidation volontaire sans tenir une assemblée des actionnaires.

Convention (*Scheme of Arrangement*)

Une convention est un compromis réglementaire contraignant conclu entre un débiteur et ses créanciers. Elle doit être approuvée par toutes les catégories de créanciers. Le tribunal doit passer le plan en revue avant d'ordonner la convocation des créanciers lors de réunions distinctes. La convention doit être approuvée par le tribunal et au moins 50 % des créanciers représentant au minimum 75 % de la valeur de la dette. Un administrateur est ensuite désigné pour mettre en œuvre la convention.

Nomination d'administrateurs judiciaires

Une demande de nomination d'un administrateur judiciaire par la Cour est faite par assignation à un Juge de la Haute Cour de Hong Kong suivant une procédure définie dans les Règles de la Haute Cour de Hong Kong. Notez qu'un Master de la Haute Cour de Hong Kong a également le pouvoir de nommer un administrateur judiciaire lorsque la nomination de l'administrateur judiciaire est faite par voie d'exécution équitable contre un débiteur judiciaire.

En ce qui concerne la nomination des administrateurs judiciaires en dehors de la Cour, la procédure de nomination sera normalement exposée dans le document de sécurité pertinent. Un administrateur judiciaire nommé en vertu du pouvoir légal implicite dans les hypothèques foncières doit être nommé par écrit. Pour que la nomination d'un administrateur judiciaire hors de la Cour soit valide, l'administrateur doit accepter sa nomination.

Liquidation

La liquidation peut être engagée volontairement ou à titre obligatoire. Elle consiste à vendre les biens du débiteur afin d'en redistribuer le produit aux créanciers et dissoudre la société. Une liquidation volontaire peut être à l'initiative d'un membre de l'entreprise (*member's voluntary liquidation*, MVL) ou à l'initiative des créanciers (*creditors' voluntary liquidation*, CVL). Dans tous les cas, le tribunal désigne un liquidateur et les dirigeants de l'entreprise en perdent le contrôle.

Pour engager une liquidation obligatoire, le créancier doit déposer auprès du tribunal une requête de liquidation judiciaire pour insolvabilité. Les MVL sont un processus de liquidation solvable dans lequel tous les créanciers doivent être pleinement remboursés et tout surplus doit être distribué aux actionnaires. Les CVL sont des liquidations insolvables.

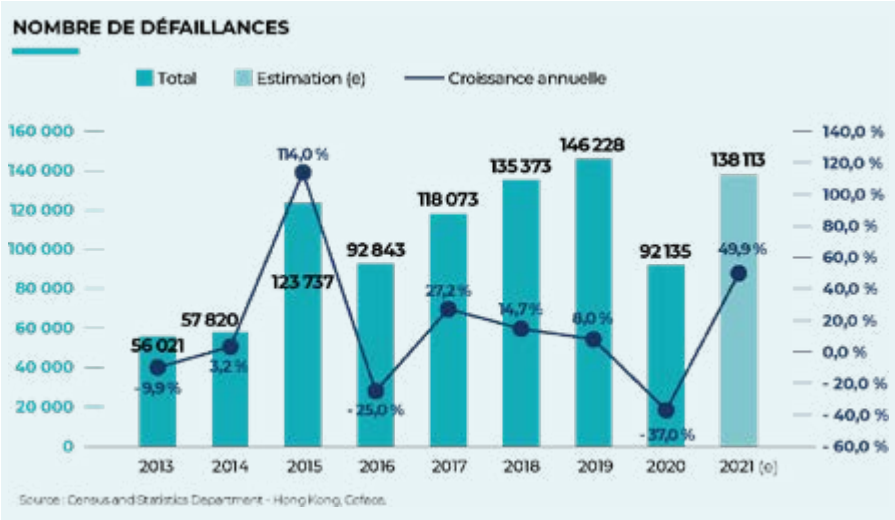
Procédures extrajudiciaires

La loi ne prévoit pas de procédures formelles pour la restructuration des dettes des entreprises. Les procédures de restructuration doivent donc se dérouler par le biais de workouts informels ou d'une convention (*Scheme of Arrangement*).

La société est gérée selon les termes de l'arrangement. Cette procédure n'offre pas de protection juridique contre les créanciers.

Révision de la réglementation sur l'insolvabilité

L'ordonnance de 2016 (*Amendment Ordinance*) du Hong Kong Government Gazette sur les sociétés (*Winding Up and Miscellaneous Provisions*) est entrée en vigueur le 13 février 2017. Ces mises à jour ont été introduites afin d'accroître la protection des créanciers, et de rationaliser et d'améliorer la réglementation du régime de liquidation des sociétés de Hong Kong.



HONGRIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**9,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**15 866**
DEVISE Forint hongrois	**HUF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,6	- 4,7	6,8	5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,4	3,4	5,4	5,0
Solde public / PIB (%)	- 2,1	- 8,0	- 7,6	- 5,6
Solde courant / PIB (%)	- 0,8	- 1,6	- 1,0	- 2,2
Dette publique / PIB (%)	65,5	80,1	79,4	77,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	28 %
SLOVAQUIE	5 %
ROUMANIE	5 %
ITALIE	5 %
AUTRICHE	5 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	24 %
CHINE	9 %
AUTRICHE	6 %
POLOGNE	6 %
PAYS-BAS	5 %

- Une économie diversifiée
- Des infrastructures de qualité grâce aux fonds européens
- Une économie intégrée dans la chaîne d'approvisionnement européenne
- Une main-d'œuvre qualifiée
- Taux d'impôt sur les sociétés faible
- Comportement de paiement généralement positif

- Population vieillissante, faible taux de natalité
- Économie ouverte exposée aux tendances économiques européennes
- Disparités régionales ; manque de mobilité
- Déficiences de l'enseignement professionnel
- Faibles niveaux d'innovation et de R&D, forte proportion d'intrants importés dans les exportations
- Niveau élevé d'endettement des entreprises (mais en baisse)

APPRÉCIATION DU RISQUE

La demande intérieure sera le principal moteur de la croissance

En 2022, la reprise de l'économie sera principalement tirée par la demande intérieure. Certes, la croissance ne sera pas aussi forte qu'en 2021, où les chiffres avaient été dopés par un fort effet de base après la grave récession déclenchée par les premières vagues de la pandémie, mais elle restera soutenue. La consommation des ménages bénéficiera des mesures de relance budgétaire, ainsi que de solides hausses de revenus grâce à un marché du travail plus tendu. En ce qui concerne les mesures gouvernementales, la consommation sera stimulée par le remboursement de l'impôt sur le revenu aux familles avec enfants, la réduction de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs de moins de 25 ans, ainsi que par la réintroduction du 13e mois de pension et les augmentations de salaires dans l'administration. Néanmoins, l'inflation limitera une accélération plus forte de la consommation, car les prix à la consommation ont dépassé l'objectif d'inflation de la banque centrale (3 %, plage de tolérance de ± 1 point de pourcentage) depuis avril 2021. Elle a atteint 7,4 % en novembre, les augmentations des prix des produits de base et des intrants ayant contribué à la hausse de l'inflation. En 2022, le taux d'inflation devrait encore augmenter, mais restera élevée. Les entreprises devraient répercuter la hausse des coûts des intrants et des salaires sur les consommateurs, tandis que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement continueront probablement de nuire à leur activité, au moins au premier semestre. Le salaire minimum a été augmenté de 20 %, avec effet au 1er janvier 2022 (20 % environ de tous les salariés sont concernées par cette mesure). Néanmoins, l'impact sur les coûts salariaux globaux a été atténué par la réduction des cotisations sociales des employeurs. Pour répondre aux pressions inflationnistes, la banque centrale a entamé un cycle de resserrement au début de l'été 2021. En outre, les investissements seront également robustes, grâce à l'amélioration des perspectives économiques, à l'augmentation de l'utilisation des capacités et aux mesures de soutien politique offrant des financements et des subventions attractifs.

Le solde budgétaire s'améliore, mais reste déficitaire

Malgré l'anticipation d'un fort rebond de l'activité économique qui, à son tour, soutiendra une augmentation robuste des recettes, le déficit des comptes publics devrait rester élevé en 2022. Après une politique budgétaire encore expansionniste en 2021, diverses mesures seront poursuivies, notamment les réductions d'impôts temporaires pour les petites entreprises locales, les aides aux familles et une nouvelle réduction des cotisations patronales de sécurité sociale, une prime de service pour les militaires et les forces de l'ordre et une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les salariés de moins de 25 ans. En outre, les investissements publics vont s'accélérer de manière significative. La dette publique sera réduite, mais elle reste à des niveaux relativement élevés, notamment par rapport à la moyenne régionale d'Europe centrale et orientale, qui reste inférieure à 50 % du PIB.

En 2022, le déficit de la balance courante se détériorera, car la croissance des exportations sera sensible aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Le secteur automobile sera tout particulièrement concerné (environ un tiers de la production manufacturière et 20 % des exportations), car ce secteur qui souffre énormément d'une pénurie de semi-conducteurs. En effet, la pénurie mondiale de puces a contraint les usines à réduire leur production. Les exportations hongroises devraient s'accélérer au second semestre 2022, grâce à l'atténuation des pénuries de matériaux, mais la forte demande intérieure fera augmenter les importations, ce qui pèsera sur le déficit commercial. En outre, la lenteur de l'amélioration du secteur du tourisme (8 % du PIB) pénalisera la croissance de la balance des services. Le déficit des revenus primaires pèse sur le solde du compte courant en raison de l'importance des revenus des IDE sur les fonds propres.

Prochaines élections législatives

Le Premier ministre Viktor Orbán et son parti conservateur Fidesz-Union civique hongroise (Fidesz) ont été réélus pour un troisième mandat de quatre ans lors des élections d'avril 2018. Après une campagne nationaliste anti-immigration, en opposition avec l'UE sur la répartition des migrants, le Fidesz a obtenu une victoire écrasante avec deux tiers des sièges au Parlement. La majorité absolue au Parlement permet au gouvernement de faire passer des lois essentielles sans avoir besoin d'accords entre partis, et d'accroître son contrôle sur les institutions de l'État. Les prochaines élections parlementaires sont prévues pour le printemps 2022. Six partis d'opposition hongrois, dont la Coalition démocratique, les socialistes, les libéraux et l'ancien parti d'extrême droite et désormais de centre-droit, Jobbik, se sont unis pour tenter de vaincre le Fidesz et ont formé l'Opposition unie. Les sondages publiés en novembre 2021 indiquaient une course serrée entre les deux partis, sans vainqueur certain.

Pendant ce temps, les relations avec la Commission européenne restent tendues. Fin 2020, la Hongrie ainsi que la Pologne ont menacé d'opposer leur veto au budget à long terme de l'Union européenne et au fonds de relance pour contrer les effets de la pandémie, rejetant toute tentative d'associer les attributions de fonds au respect de l'État de droit. Les deux pays ont fait l'objet d'enquêtes de l'UE pour avoir porté atteinte à l'indépendance des tribunaux, fait pression sur des médias et des organisations non gouvernementales, et risquent de perdre des dizaines de milliards de fonds européens.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN HONGRIE

Paiement

Les lettres de change et les chèques ne sont pas couramment utilisés, car leur validité dépend du respect d'un certain nombre de critères formels d'émission. Cependant, tous deux permettent aux créanciers, lorsqu'ils sont impayés ou font l'objet d'une plainte en bonne et due forme, d'engager une procédure sommaire pour obtenir une injonction de payer.

Le billet à ordre « en blanc » (*üres átruházás*), qui implique un paiement incomplet au moment où il est émis, n'est pas d'une utilisation courante en Hongrie, car il entre dans la catégorie des documents négociables (titres) qu'il est possible de transférer par endossement et par transfert de possession du document (lorsqu'il est endossé en blanc, il est seulement nécessaire de le fournir).

Le virement bancaire est de loin le mode de paiement le plus fréquent. Après plusieurs phases consécutives de privatisations et de concentrations, les principales banques hongroises sont désormais reliées au réseau SWIFT, qui offre un traitement rapide, souple et à bas coût des paiements nationaux et internationaux. En outre, les virements SEPA sont également couramment utilisés grâce au développement en cours du réseau sur lequel ils s'appuient.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Dans la mesure du possible, il est conseillé d'éviter d'intenter une action en justice en Hongrie en raison des rigidités et de la durée des procédures judiciaires : il faut en effet un à deux ans pour obtenir un titre exécutoire. Il est conseillé de rechercher un règlement amiable sur la base d'un échéancier établi par un notaire et comportant une clause exécutoire permettant aux créanciers de passer directement à l'exécution en cas de défaut du débiteur, sous réserve de la reconnaissance par le tribunal du caractère contraignant de cet accord de remboursement.

Depuis 2014, les intérêts sont dus à compter du lendemain de la date de paiement stipulée dans le contrat commercial et, sauf accord contraire entre les parties, le taux applicable est le taux de base de l'émetteur en vigueur le premier jour du semestre de référence, majoré de 8 %.

Injonction de payer et injonction de payer européenne

Lorsqu'ils disposent d'un instrument de créances dû et exigible (reconnaissance de dette, lettre de change impayé, chèque sans provision, etc.), les créanciers peuvent obtenir une injonction de payer (*fizetési meghagyás*) au moyen d'un formulaire pré imprimé. Cette procédure sommaire, plus efficace et moins coûteuse, permet désormais au notaire – s'il juge la requête justifiée – d'accorder une injonction sans entendre le défendeur. Le défendeur est alors tenu de payer sa dette plus les frais de justice dans les 15 jours suivant la notification de la décision (ou dans les trois jours pour une lettre de change impayée). Ce type d'action en justice est devenu obligatoire pour toutes les demandes inférieures à 3 millions de HUF et facultatif pour les demandes inférieures à 30 millions de HUF (environ 9 500-95 000 euros)

Lorsque le débiteur a son siège ou possède des actifs dans d'autres États membres de l'Union européenne (UE), une procédure européenne d'injonction de payer facilitant le recouvrement de dettes non contestées peut être déclenchée. Ce type d'action en justice est mené de manière numérique du début à la fin à partir de 2010.

Depuis 2010, l'injonction de payer est exécutée par des notaires afin de réduire la charge de travail des tribunaux. Bien qu'elle ne soit pas obligatoire, la présence d'un avocat est conseillée pour ce type de procédure.

Si le créancier n'a pas d'adresse hongroise, cette procédure n'est pas disponible.

Procédure judiciaire

Procédure ordinaire

En cas d'opposition du débiteur, ou s'il n'y a pas d'adresse hongroise, ou si la créance est supérieure à 95 000 EUR, l'affaire est traitée comme un litige et renvoyée devant le tribunal ordinaire. Les parties sont ensuite convoquées à une ou plusieurs audiences pour plaider leurs causes. La procédure ordinaire se passe en partie par écrit : les parties, ou leurs avocats, doivent soumettre au tribunal les documents (originaux ou copies certifiées) liés au dossier. La partie orale de la procédure a lieu lors de l'audience, où les justiciables et leurs témoins sont entendus.

Depuis 2011, les dossiers portant sur un montant supérieur à 400 millions HUF (environ 1,6 million d'euros) doivent être rapidement traités par les tribunaux en engageant une procédure raccourcie. À n'importe quel moment de cette procédure et sous réserve de faisabilité, le juge est habilité à mener une tentative de conciliation entre les parties.

Il est d'usage relativement courant de déposer immédiatement une requête de liquidation judiciaire à l'encontre du débiteur, afin d'obtenir une réaction ou un remboursement plus rapides. Cette pratique a été officialisée en 2007 par un amendement du droit hongrois de la faillite qui n'autorise un créancier à déposer auprès d'un tribunal une requête de liquidation judiciaire à l'encontre d'un débiteur que s'ils n'ont obtenu ni réaction ni remboursement dans un délai de 20 jours après l'envoi d'un avertissement formel. En pratique, il est aisé de demander la liquidation d'un débiteur, et les créanciers utilisent régulièrement cette possibilité comme levier dans le cadre du processus de négociation.

Les litiges commerciaux relèvent soit de la compétence des cours de district (ou tribunaux locaux de première instance, járásbíróság) siégeant en chambre commerciale, soit de la compétence de tribunaux régionaux (törvényszék), en fonction du montant de la réclamation. Les demandes de paiement jusqu'à 30 millions HUF relèvent des tribunaux de district en première instance : au-delà de ce montant, les tribunaux de région sont la première instance. Par défaut, les procédures d'insolvabilité et leur exécution relèvent en première instance des tribunaux de région.

Exécution d'une décision de justice

Dans le cas de litiges ne dépassant pas le cadre national, une décision devient exécutoire dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées.

Si le débiteur ne se conforme pas à la décision de justice, le créancier peut demander un titre exécutoire au tribunal ou l'intervention d'un huissier de justice habilité à prendre différentes mesures nécessaires pour exécuter la décision (depuis la saisie des comptes bancaires jusqu'à la saisie de biens immobiliers).

En ce qui concerne les sentences étrangères rendues dans un pays de l'UE, la Hongrie a adopté des conditions d'application avantageuses comme le titre exécutoire européen lorsqu'il s'agit de créances non contestées. En ce qui concerne les sentences émises dans des pays qui ne sont pas membres de l'UE, le droit hongrois applique un principe de réciprocité : le pays émetteur doit être signataire d'un accord bilatéral ou multilatéral avec la Hongrie.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Bien que le droit hongrois n'offre pas la possibilité d'engager des procédures extrajudiciaires formelles, il est courant que des négociations privées et informelles aient lieu entre créanciers et débiteurs afin d'éviter d'engager une procédure d'insolvabilité. Il s'agit d'une approche pratique destinée à éviter une liquidation. Dans le cas où les parties parviennent à un accord, elles peuvent demander la suspension d'une procédure judiciaire jusqu'à ce que cet accord soit respecté ou annulé.

Restructuration de la dette

En droit hongrois, il n'existe pas de réglementation formelle en matière de restructuration, bien que la loi hongroise sur les faillites réglemente tous les processus d'insolvabilité en précisant des délais spécifiques, les exigences légales et les droits et obligations des participants. En réalité, les procédures de mise en faillite et de liquidation offrent à une société débitrice une possibilité de survie qui passe par la restructuration de sa dette à travers la signature d'un concordat au cours d'une période suspensive de 90 jours. Il est extrêmement rare que l'entreprise survive au processus dans la mesure où, par nature, l'objectif de la procédure n'est pas une restructuration de la dette. Une fois la procédure engagée, les actes du débiteur sont supervisés par un administrateur. L'accord de redressement doit être validé par une majorité de créanciers puis approuvé par le tribunal. S'il n'est pas possible de parvenir à un compromis, le tribunal met fin à la procédure et déclare le débiteur insolvable.

Liquidation judiciaire

Si la dette dépasse 200 000 HUF, cette procédure peut être engagée sur demande du débiteur ou du créancier. Un liquidateur est alors désigné par le tribunal. Les créanciers doivent déposer leur réclamation dans un délai de quarante jours après le début de la procédure, afin de pouvoir recevoir une partie des produits de la liquidation. Le liquidateur évalue alors la situation économique du débiteur et les réclamations des créations, avant de fournir à la cour ses recommandations sur la façon dont les actifs du débiteur devraient être distribués. Toutes les procédures d'insolvabilité sont validées par un tribunal, mais les créanciers peuvent facilement liquider leur entreprise, ce qui en fait une pratique courante et très facile pour les entreprises en faillite, d'où le nombre relativement élevé de faillites en Hongrie.

INDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**1 378,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 930**
DEVISE Roupie indienne	**INR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	4,8	- 7,0	8,0	8,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,7	6,6	5,1	5,4
Solde public / PIB * (%)	- 7,4	- 12,8	- 11,3	- 9,7
Solde courant / PIB * (%)	- 1,1	1,3	- 1,0	- 1,4
Dette publique / PIB * (%)	74,1	89,6	90,6	88,8

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 : avril 2022 - mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	18 %
ZONE EURO	12 %
CHINE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %
HONG KONG	3 %

Importations de biens % du total

CHINE	16 %
ZONE EURO	8 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %
ARABIE SAOUDITE	5 %

- Des moteurs de croissance diversifiés
- Une main-d'œuvre et une population immenses (plus de 50 % de la population a moins de 25 ans) qui maîtrisent bien l'anglais
- Services informatiques performants
- Les envois de fonds des expatriés et de la diaspora, les exportations de bijoux, de vêtements, de véhicules et de médicaments, ainsi que le tourisme et les services informatiques, apportent une contribution positive à la balance courante
- Faible niveau de la dette extérieure et réserves de change suffisantes

- Endettement élevé des entreprises et créances douteuses (NPL)
- Importateur net de ressources énergétiques (un cinquième des importations)
- Manque d'infrastructures adéquates
- Faiblesse des finances publiques
- Lourdeur de la bureaucratie, justice inefficace
- Pauvreté, inégalités et économie informelle généralisée
- Confrontation militaire au Cachemire avec la Chine et le Pakistan
- Non-participation aux accords commerciaux régionaux (accord de partenariat économique global régional)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	TRÈS ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise continue

L'économie indienne devrait poursuivre son expansion en 2022. La consommation privée (59 % du PIB) a augmenté de 9,3 % entre janvier et septembre 2021 et a presque retrouvé son niveau de 2019 grâce à l'amélioration du marché du travail. Le taux de chômage est passé d'un pic de 11,9 % en mai 2021, au plus fort de la vague Delta, à environ 7 % en novembre 2021. La mobilité dans les stations de loisirs, les commerces et les transports en commun s'est globalement normalisée pour atteindre les niveaux d'avant la pandémie. Toutefois, de fortes pressions inflationnistes pourraient peser sur la consommation et les ménages et faire augmenter l'épargne de précaution en raison d'une plus grande incertitude au sujet de l'inflation. La confiance des entreprises s'est également améliorée, comme en témoignent les niveaux d'investissement brut en capital fixe (29 % du PIB) qui sont revenus à un niveau un peu moins élevé que le celui de 2019 au cours des trois premiers trimestres de 2021. L'investissement public (6,9 % du PIB) devrait également être stimulé par l'augmentation des dotations budgétaires (34,5 % de plus pour l'exercice 21-22 par rapport à l'exercice 20-21) dans le cadre de la mise en place d'infrastructures indispensables s'inscrivant dans le plan *National Infrastructure Pipeline* (NIP) qui sera déployé sur cinq ans (exercice 2019-25).

Avant la pandémie, la demande intérieure privée de l'Inde s'était affaiblie à la suite de réformes politiques, notamment la démonétisation des billets de banque en 2016 et la mise en œuvre de la taxe sur les biens et services en 2017, ce qui a entraîné un ralentissement de la croissance du PIB depuis l'exercice 2017, pour atteindre 4 % en 2019. Nous pensons que la reprise de la consommation et de l'investissement se fera progressivement dans un contexte de risques baissiers persistants, notamment en cas de résurgences potentielles du virus. Alors que la part de la population entièrement vaccinée (à 40 % à la mi-décembre 2021) reste très en retard par rapport aux autres pays de la région, un taux de séroprévalence plus élevé pourrait atténuer les risques des futures vagues. Du côté de l'offre, le secteur manufacturier (16 % du PIB) a enregistré un solide rebond, la production ayant déjà retrouvé son niveau d'avant la pandémie, tandis que les services (50 % du PIB) ont bien résisté, grâce aux services informatiques (5 % du PIB). En raison de la pénurie de charbon, l'Inde a augmenté sa production pour alimenter ses centrales électriques.

Les résultats des tests de résistance (*stress tests*) de la banque centrale en juillet 2021 et la levée d'une mesure temporaire visant à suspendre la comptabilisation des prêts affectés par la pandémie comme des prêts non performants suggèrent que les actifs non performants (NPA) des banques et des établissements non bancaires pourraient augmenter, malgré la prolongation du programme de garantie du crédit (jusqu'au 31 mars 2022) pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) et le programme de restructuration des prêts. Malgré le soutien des pouvoirs publics, la croissance du crédit bancaire est restée faible. Anticipant une éventuelle flambée de NPL, les banques ont augmenté leurs provisions et leurs fonds propres. Le gouvernement a également annoncé en septembre 2021 la création d'une banque spécialisée dans les créances douteuses (National Asset Reconstruction Company Ltd) pour acquérir jusqu'à 2 000 milliards de roupies indienne (INR) de créances douteuses. En octobre 2021, les coussins de fonds propres de sécurité ont été portés à 2,5 %, augmentant ainsi le ratio minimum de fonds propres CET1 à 8 %.

Des finances publiques faibles

La pandémie a encore affaibli la situation budgétaire, le déficit budgétaire des administrations publiques atteignant le niveau record de 12,8 % du PIB pour l'exercice 20-21 en raison de la contraction de l'économie, de la baisse des recettes et des mesures de soutien. Toutefois, le déficit budgétaire devrait se réduire, car certaines mesures sont réduites à la suite de la reprise. Le budget de l'exercice 21-22 met la priorité sur les dépenses de santé et d'infrastructures, et le budget de l'exercice 22-23 devrait maintenir une orientation budgétaire légèrement expansionniste pour soutenir la reprise et améliorer les infrastructures. Par conséquent, la dette publique devrait rester élevée par rapport à la période pré-pandémique, mais elle reste en grande partie une dette intérieure. À moyen terme, le gouvernement s'est engagé à assainir les finances publiques, grâce à l'amélioration de la taxe sur les produits et services et à la progression des recettes de l'impôt sur le revenu.

La balance des comptes courants devrait avoir retrouvé son déficit habituel en 2021, ce déficit se creusant en 2022 en raison d'une reprise progressive de la demande intérieure et de la hausse des prix du pétrole. Le déficit de la balance nette des biens pour le premier semestre 2021 a été près de la moitié du niveau pré-pandémique. Pendant ce temps, les services informatiques indiens restent très demandés, ce qui contribue à maintenir la balance commerciale des services dans un excédent sain (3 % du PIB). En outre, l'Inde compte la plus grande diaspora au monde, dont les envois de fonds ont contribué à un excédent résilient du compte des revenus secondaires.

Une pression politique croissante

L'affaiblissement de l'économie ces dernières années, la hausse des prix du carburant et le mécontentement croissant à l'égard à des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la pandémie constituent un défi politique pour l'administration en place. Signe d'une pression politique croissante, Modi a annoncé le 19 novembre 2021 qu'il abrogerait les lois controversées sur la réforme de l'agriculture après les manifestations d'agriculteurs qui ont duré un an, ce qui a été suivi d'un vote parlementaire pour supprimer les trois lois agricoles qui visaient à libéraliser les marchés agricoles. Néanmoins, une opposition fragmentée et l'attrait limité des principaux partis d'opposition après de la population (y compris le principal, le parti du Congrès) signifient que le BJP a peu de risques de rencontrer de sérieux problèmes.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN INDE

Paiement

Étant donné le réseau bancaire en plein développement en Inde, les transferts bancaires SWIFT deviennent plus populaires pour les transactions internationales et nationales.

Les lettres de crédit de soutien constituent un moyen de paiement fiable, car une banque garantit les capacités de remboursement ainsi que la qualité de crédit du débiteur. Les lettres de crédit documentaires confirmées sont également reconnues, même si celles-ci peuvent être plus coûteuses, car le débiteur garantit qu'un certain montant d'argent est disponible pour le bénéficiaire *via* une banque.

Les chèques postdatés, une méthode de paiement valide, agissent également en tant que titre de reconnaissance de dette. Ils permettent la mise en place de procédures judiciaires et d'insolvabilité en cas de paiements en suspens.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La pratique de créances commerciales réglées à l'amiable s'est avérée être l'une des solutions les plus rentables, car elle permet aux parties impliquées de traiter les questions sous-jacentes du règlement de façon plus efficace et plus rentable. En moyenne, les périodes de recouvrement de paiement varient entre 30 et 90 jours suivant l'établissement du contrat avec le débiteur. Conformément aux pratiques de travail locales, les débiteurs paient directement au créancier, plutôt qu'à une agence de recouvrement. La loi indienne ne régit pas les retards de paiement, ou prévoit des taux d'intérêt de retards de paiement juridiquement exécutoires. En pratique, les débiteurs ne paient pas d'intérêt sur les montants en souffrance.

Actuellement, étant donné les principaux problèmes dans le pays, les débiteurs font face à d'importantes difficultés financières. La situation s'est détériorée depuis la démonétisation de novembre 2016 et l'introduction de la structure de taxe unifiée sur les produits et les services (TPS) en juillet 2017. L'autre principale raison des retards de paiement est la complexité des procédures de paiement et les approbations des banques des plans de restructuration des principaux acteurs du secteur industriel. L'Inde fait face à un sérieux problème de prêts irrécouvrables et la plupart d'entre eux ont été déclarés actifs non productifs par les banques. Cette qualité des actifs qui se détériore a atteint la rentabilité des banques et a érodé leur capital, affectant leur capacité à accorder des prêts nécessaires aux industries pour leur restructuration et leur relance.

Procédures juridiques

Les sociétés indiennes ont une préférence pour les méthodes de recouvrement à l'amiable, car le système juridique du pays est coûteux et lent. Il n'existe pas de période fixe pour les actions en justice, et la durée moyenne est de deux à quatre ans. La prescription est de trois ans depuis l'échéance d'une facture. La prescription peut être étendue d'une période additionnelle de trois ans, si le débiteur reconnaît la dette par écrit ou effectue un paiement partiel de la dette.

Les procédures juridiques sont recommandées après la phase amiable, si le débiteur est toujours en activité et en bonne santé financière, s'il refuse délibérément de payer, s'il rejette la demande pour des raisons insignifiantes, s'il n'honore pas les plans de paiement, ou s'il ne fournit pas les preuves documentaires.

Types de procédures

Arbitrage : l'arbitrage peut être mis en place si cela est mentionné dans le contrat de vente. Dans le cas contraire, l'affaire peut être renvoyée devant le Tribunal national du droit des sociétés (*National Company Law Tribunal*, NCLT) pour les sociétés immatriculées.

Actions pour recouvrement : ces actions ont tendance à être synonymes de longs litiges et sont généralement considérées comme devant être évitées.

Tribunal national du droit des sociétés : le *National Company Law Tribunal* (NCLT) a été créé le 1er juin 2016. Il est compétent concernant tous les aspects du droit des sociétés liés aux sociétés immatriculées. Les avantages sont qu'il peut traiter toutes les affaires des sociétés en un lieu centralisé, et qu'il propose des procédures rapides (maximum 180 jours). Il réduit également la charge de travail des Hautes Cours. Ce tribunal a récemment adopté un nouveau Code sur la faillite et l'insolvabilité. Les décisions du NCLT peuvent être contestées devant le Tribunal national du droit des sociétés d'appel (*National Company Law Appellate Tribunal*, NCLAT). Ce dernier agit tel un forum d'appel et traite tous les recours issus du NCLT. Les recours issus du NCLAT sont traités par la Cour suprême d'Inde.

Exécution d'une décision de justice

Un jugement local peut être exécuté soit par le tribunal qui l'a rendu, soit par le tribunal auquel il est transmis pour exécution (généralement celui où le défendeur réside ou possède des biens). Les méthodes courantes d'exécution comprennent la livraison, la saisie ou la vente de biens et la nomination d'un séquestre. Les méthodes moins courantes comprennent l'arrestation et la détention en prison pour une période n'excédant pas trois mois.

L'Inde n'est partie à aucune convention internationale régissant la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers. Toutefois, le gouvernement indien a conclu 11 accords de réciprocité, et les jugements des tribunaux de ces pays peuvent être exécutés en Inde de la même manière que les jugements locaux. Pour les jugements en provenance de territoires non réciproques, une action en justice doit être intentée en Inde sur la base du jugement étranger avant qu'il puisse être exécuté.

Procédure d'insolvabilité

Le Code sur la faillite et l'insolvabilité, introduit en 2016, propose deux étapes indépendantes :

Processus de règlement d'insolvabilité

Ce processus représente un mécanisme collectif pour les créanciers, leur permettant de traiter avec des débiteurs surendettés. Un créancier financier (pour une dette financière) ou un créancier opérationnel (pour une dette opérationnelle impayée) peut mettre en place un tel processus contre un débiteur auprès du NCLT. La Cour nomme un professionnel des règlements pour gérer ce processus. Le professionnel assume la gestion de la société débitrice et continue à mener ses activités. Il identifie les créanciers financiers et organise un comité des créanciers. Les créanciers opérationnels au-dessus d'un certain seuil sont également autorisés à participer à des réunions, mais ils n'ont pas de pouvoir de vote. Chaque décision nécessite une majorité de vote de 75 %. Le comité considère les propositions pour la relance du débiteur et doit décider s'il faut procéder avec un plan de relance ou une liquidation, dans les 180 jours.

Liquidation

Un débiteur doit être mis en liquidation si une majorité de 75 % du comité des créanciers décide de procéder à une liquidation pendant le processus de règlement d'insolvabilité, si le comité n'approuve pas un plan de relance dans les 180 jours, ou si le NCLT rejette le plan de relance soumis sur la base d'arguments techniques. Lors de la liquidation, les créanciers garantis choisissent de réaliser leurs titres et de recevoir des produits issus de la vente des biens garantis en tant que priorité.

Conformément au Code sur la faillite et l'insolvabilité actuel, la plus grande priorité est donnée aux frais de liquidation et au processus de règlement d'insolvabilité. Ainsi, les produits sont attribués aux créanciers garantis et à la rémunération des employés, suivis des charges fiscales et des frais non garantis.

INDONÉSIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**270,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 922**
DEVISE Roupie indonésienne	**IDR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,0	- 2,1	3,8	5,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,0	1,6	2,6
Solde budgétaire / PIB (%)	- 2,2	- 6,1	- 5,4	- 4,8
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	- 0,4	- 0,3	- 1,0
Dette publique / PIB (%)	30,6	36,6	41,4	43,3

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	19 %
ÉTATS-UNIS	11 %
JAPON	8 %
ZONE EURO	7 %
SINGAPOUR	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	28 %
SINGAPOUR	9 %
JAPON	7 %
ZONE EURO	6 %
ÉTATS-UNIS	6 %

- Ressources naturelles diversifiées (agriculture, énergie, mines)
- Faible coût de la main-d'œuvre et dividende démographique
- Industrie touristique en pleine croissance (6 % du PIB en 2019)
- Vaste marché intérieur
- Obligations souveraines notées « Investment Grade » par les trois principales agences de notation
- Flexibilité du taux de change

- Fort déficit d'investissement dans les infrastructures/faibles recettes fiscales (15 % du PIB)
- Exposition à l'évolution de la demande chinoise
- Fragmentation du marché : vaste archipel avec de nombreuses îles et une grande diversité ethnique susceptible d'engendrer des troubles (Papouasie)
- Forte exposition aux catastrophes naturelles (éruptions volcaniques, ouragans et tremblements de terre).
- Corruption endémique et manque de transparence

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance devrait s'accélérer mais des risques persistent

La croissance devrait s'accélérer en 2022, grâce à une solide demande extérieure et intérieure. Cependant, une grande partie de la population n'étant pas encore totalement vaccinée (60 % en décembre), l'économie reste vulnérable à d'éventuelles nouvelles vagues épidémiques. Les retards de livraisons de vaccins dans le cadre du programme COVAX et les réticences de la population ralentissent la campagne de vaccination. La consommation intérieure (54 % du PIB) devrait augmenter sous l'impulsion de l'amélioration de la conjoncture sur le marché du travail tandis que les limitations de déplacement sont progressivement assouplies. La prolongation jusqu'à la fin de 2022 de l'assouplissement des règles applicables aux prêts automobiles et aux prêts hypothécaires devrait stimuler la consommation. Cela dit, une augmentation de la TVA dans le cadre du budget 2022 est susceptible de peser sur la reprise. L'inflation des prix à la consommation devrait s'accélérer du fait de la hausse de la demande intérieure et des prix des matière premières, mais devrait rester dans la fourchette de 2 à 4 % ciblée par la Banque d'Indonésie (BI). La normalisation de la politique monétaire américaine devrait inciter la BI à resserrer son taux directeur, qui se situe au niveau historiquement bas de 3,50 % depuis le début de 2021, tout en maintenant des rendements positifs suffisamment élevés sur les actifs indonésiens pour éviter une fuite des capitaux.

L'industrie du tourisme (6 % du PIB à partir de 2019) devrait rester fragile en raison des restrictions aux frontières. Si Bali, l'une des destinations populaires, a rouvert ses portes aux touristes vaccinés de 19 pays, les voyageurs sont toujours soumis à une quarantaine de cinq jours et au test COVID-19 à leur arrivée dans le pays. Le gouvernement adopte une approche plutôt prudente car Bali devrait accueillir le sommet du G-20 en novembre 2022. L'investissement (33 % du PIB), en revanche, devrait connaître un rebond en 2022, soutenu par les récentes réformes visant à améliorer le climat des affaires et des investissements. Le gouvernement a adopté la « loi Omnibus » qui comprend de la déréglementation, des modifications des règles relatives aux investissements étrangers et des réformes du travail. Les exportations de produits manufacturés et de matières premières (23 % du PIB) (charbon, pétrole et gaz, huile de palme, or, caoutchouc, acier et électronique) devraient continuer à bénéficier des prix élevés des matières premières et des produits intermédiaires, ainsi que de la crise de l'énergie qui sévit en Chine, qui a assoupli les restrictions à l'importation pour faire face à sa pénurie d'énergie.

Le déficit budgétaire devrait se réduire grâce à des réformes fiscales

Le déficit budgétaire devrait se réduire, l'objectif du gouvernement étant de le ramener sous la barre des 3 % du PIB d'ici 2023 grâce à des réformes fiscales destinées à assainir les finances publiques. La pandémie a conduit le gouvernement à suspendre le plafond du déficit budgétaire afin de soutenir la reprise. La loi sur la fiscalité harmonisée (HPP) mise en œuvre en octobre 2021 contribuera à atténuer la baisse des impôts engendrée par la pandémie et à réduire le déficit budgétaire. Cela se traduira par une augmentation des impôts pour la population aisée et sur la consommation par le biais d'une augmentation de la TVA, qui devrait passer de 10 à 12 % d'ici avril 2022. Les réformes fiscales surviennent alors que le gouvernement cherche à réduire sa dépendance à l'égard de la banque centrale pour financer ses dépenses dans le cadre de l'accord de partage des charges, qui consiste en des achats d'obligations. La banque centrale en achètera jusqu'à 30 milliards USD (3 % du PIB) en 2021 et 2022. Cela a permis de maintenir les charges d'intérêt du gouvernement à un niveau bas pour financer les mesures de lutte contre la pandémie, mais a accru les inquiétudes quant à un risque d'interférence politique dans la politique monétaire.

La balance commerciale restera excédentaire en 2022 grâce à des exportations solides et aux prix élevés des produits de base, mais devrait se réduire car les importations devraient rebondir dans le sillage de la levée des mesures de confinement qui ont entravé la consommation intérieure en 2021. L'excédent du commerce de marchandises compensera en partie le déficit du commerce de services, car les frontières internationales ne devraient pas rouvrir complètement aux touristes en 2022. Les IDE entrants pourraient connaître un redressement progressif grâce à la loi Omnibus, ce qui permettrait de financer le déficit de la balance courante. Les réserves de change devraient donc rester suffisantes, s'établissant à 8 mois d'importations (en septembre 2021).

Une large coalition qui facilite les réformes

Le président Jokowi a été réélu pour un second mandat de cinq ans en avril 2019. Sa coalition législative et gouvernementale (centrée autour du Parti démocratique indonésien de la lutte (PDIP) rassemble plusieurs partis et contrôle 81,9 % (471 sièges sur 575) de la chambre basse (Dewan Perwakilan Rakyat). Cela pourrait l'aider à lancer son programme de réformes, qui comprend deux projets majeurs : le transfert de la capitale dans la province de Kalimantan-Est et le projet de loi Omnibus, qui suscitent tous deux de vives critiques parmi la population. Le gouvernement a estimé son coût à 32 milliards USD, dont un cinquième payé par l'État. Ce projet essuie une vague de critiques alors que le pays se remet à peine de la pandémie qui a épuisé les finances publiques. La loi Omnibus, adoptée en octobre 2020 et dont le but est de réduire les formalités administratives et stimuler l'investissement, a été jugée inconstitutionnelle un an plus tard. Le gouvernement s'est vu accorder un délai de deux ans pour la modifier. Sur le front extérieur, la position de l'Indonésie à l'égard de la Chine sur la mer de Chine méridionale devrait continuer à se durcir, Pékin continuant de revendiquer ses droits historiques sur des zones qui chevauchent la zone économique exclusive de l'Indonésie.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN INDONÉSIE

Paiement

Les espèces, les chèques, et les virements bancaires sont tous des moyens de paiement populaires en Indonésie. Le virement bancaire SWIFT est un moyen de paiement de plus en plus prisé pour les transactions nationales et internationales compte tenu du solide développement du réseau bancaire indonésien.

La lettre de crédit de soutien constitue un moyen de paiement fiable, car la banque garantit la qualité et les capacités de remboursement du débiteur. En outre, le crédit documentaire confirmé est également considéré comme fiable : une somme d'argent donnée est mise à disposition du bénéficiaire par l'intermédiaire d'une banque.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La première étape à suivre pour recouvrer une créance consiste à négocier avec le débiteur pour rechercher une solution amiable. La culture et la philosophie indonésiennes (le *Pancasila*) encouragent ce processus. Les créanciers remettent généralement une convocation/une lettre d'avertissement au débiteur lui rappelant qu'il a manqué à ses obligations. La lettre invite également le débiteur à prendre contact avec son créancier pour déterminer si le litige nécessite une action en justice. Si la phase amiable échoue, les parties peuvent intenter une action en justice.

Procédure judiciaire

Le système judiciaire indonésien est composé de plusieurs types de tribunaux placés sous l'égide de la Cour suprême. La majorité des litiges sont portés devant les tribunaux de droit commun, le tribunal étatique statuant en première instance. Les appels des décisions rendues par ces tribunaux sont entendus par la Haute Cour (cour d'appel de circonscription). Les appels des décisions rendues par la Haute Cour et, dans certains cas, par le tribunal étatique peuvent être entendus par la Cour suprême.

Procédure ordinaire

Une action en justice ordinaire peut être ouverte à défaut d'accord amiable entre les parties. Le créancier peut intenter une action auprès du tribunal de district, qui est alors chargé de citer le débiteur à comparaître. Si ce dernier ne se présente pas à l'audience pour produire un mémoire en défense, le tribunal peut décider de tenir une deuxième audience ou de rendre une décision par défaut (*Verstekvonnis*).

Avant de considérer la défense du débiteur, tel que susmentionné, le tribunal doit s'assurer que les parties ont tenté de trouver un accord ou une solution amiable par le biais d'une médiation. Si les parties ont suivi le processus de médiation, les jurés poursuivent les audiences et les éléments de preuve fournis par les parties sont examinés. Le juge rend une décision et peut accorder des dommages et intérêts compensatoires ou punitifs.

Le tribunal de district prend généralement six mois à un an pour statuer en première instance. La procédure peut se prolonger lorsqu'une partie étrangère est impliquée.

Exécution d'une décision de justice

Un jugement national devient définitif et exécutoire lorsque toutes les voies de recours ont été épuisées. Si le débiteur ne respecte pas la décision du juge, le créancier peut saisir le tribunal de circonscription pour demander l'exécution par voie de saisie et la vente des actifs du débiteur par le biais d'une action collective.

L'Indonésie n'a ratifié aucun traité concernant l'exécution réciproque des sentences, d'où une extrême difficulté à faire appliquer les sentences étrangères au sein du pays ou les sentences indonésiennes à l'étranger. Puisque les tribunaux indonésiens ne peuvent pas exécuter les sentences étrangères sur le territoire indonésien, les affaires étrangères doivent être rejugées devant les tribunaux indonésiens compétents. Dans de tels cas, la décision rendue par le tribunal étranger peut servir de preuve, excepté dans certains cas prévus par la législation indonésienne.

Procédure d'insolvabilité

Deux types de procédures s'appliquent pour les sociétés confrontées à des difficultés financières :

Procédure de cessation de paiement

Cette procédure s'adresse aux sociétés qui ne sont pas en mesure de régler leur dette en raison de problèmes de liquidités temporaires, mais qui pourront effectuer le remboursement par la suite. Elle soulage provisoirement les débiteurs et leur permet de se réorganiser, de poursuivre leur activité et de payer leurs créances. La société poursuit son activité et les dirigeants continuent d'exercer leurs fonctions, assistés d'un administrateur judiciaire placé sous l'égide du juge. La société doit soumettre à l'approbation des créanciers une proposition d'accord, qui nécessite en outre la ratification du tribunal. Si les créanciers ou le tribunal rejettent la proposition, la société débitrice est mise en liquidation.

Liquidation judiciaire

La liquidation consiste à saisir l'ensemble des actifs du débiteur en faillite en vue de rembourser ses créanciers. Cette procédure peut être ouverte par le tribunal de commerce à la demande du débiteur ou de ses créanciers. Une fois saisi, le tribunal convoque le débiteur et ses créanciers à une audience. Lorsque la faillite est déclarée, le pouvoir des dirigeants de la société débitrice passe aux mains de l'administrateur judiciaire chargé de gérer les actifs insolvables et le remboursement des créances. L'administrateur judiciaire procède à la vente aux enchères publiques des actifs du débiteur.

IRAK

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**40,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 223**
DEVISE Dinar irakien	**IQD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,4	-15,7	3,6	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,2	0,6	6,4	4,5
Solde public / PIB (%)	0,8	- 12,8	- 1,5	- 2,5
Solde courant / PIB (%)	1,1	- 10,8	6,2	7,0
Dette publique / PIB (%)	46,9	84,2	59,4	55,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	29 %
INDE	26 %
TURQUIE	13 %
ZONE EURO	13 %
CORÉE DU SUD	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	32 %
TURQUIE	27 %
ZONE EURO	10 %
INDE	4 %
CORÉE DU SUD	3 %

- Réserves pétrolières très importantes (10 % des réserves mondiales, quatrième plus grande réserve prouvée de pétrole brut dans le monde : deuxième producteur de l'OPEP et quatrième producteur mondial)
- Faibles coûts d'extraction du pétrole
- Forte croissance de la population active
- Soutien financier international (FMI et prêts bilatéraux)

- Économie peu diversifiée et fortement dépendante du secteur pétrolier
- Faible poids du secteur privé, hors hydrocarbures, dans le PIB
- Faible investissement public, la ressource étant centrée sur les salaires, les retraites, les subventions et les aides sociales
- Faiblesse et étroitesse du secteur bancaire
- Tensions fortes entre la majorité chiite au pouvoir et le reste de la population (sunnite, kurde...), manifestations fréquentes
- Tensions avec le Kurdistan autonome et important contributeur au secteur pétrolier
- Fortes inégalités, notamment entre ceux ayant accès aux ressources pétrolières et les autres
- Déficience des institutions, ainsi que des systèmes éducatif, sanitaire et de protection sociale
- Corruption, népotisme et patronage endémiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise tirée par l'activité pétrolière

Malgré un soutien (limité) de l'État, l'économie irakienne a été particulièrement affectée par la pandémie de COVID-19 et par la mise en pause de l'économie mondiale en 2020, en particulier du fait de sa très faible diversification et de sa dépendance à l'activité pétrolière (60 % du PIB et 90 % des recettes de l'État). En 2022, sa croissance augmentera, tirée par la reprise de l'économie mondiale, et par la demande associée pour les hydrocarbures. Entre janvier et septembre 2021, le prix du pétrole a augmenté de 54 %, incitant le pays à augmenter sa production, grâce notamment au champ de Kirkouk. Néanmoins, cette expansion a été freinée par l'application, bien que partielle, des limitations contenues dans l'accord l'OPEP+, dont le quota pour l'Irak devrait augmenter en 2022, en plus des augmentations mensuelles de productions prévues pour tous. L'Irak bénéficiera fortement de cette hausse des prix et de la production, via ses recettes d'exportation. L'économie non pétrolière rebondira également, par ruissellement de la manne pétrolière.

Malgré une légère amélioration, la reprise de la consommation des ménages reste lente et fragile, conséquence durable de la dévaluation de 25 % du dinar par la Banque Centrale d'Irak en 2020 (passant de 1 190 pour 1 dollar, à 1 450 dinars), conduisant, alors, à une baisse de pouvoir d'achat pour la population, en particulier des produits importés. Une telle dévaluation est néfaste pour la consommation intérieure d'une économie si dépendante aux importations et peu diversifiée. Ainsi, alors que 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, les prix des denrées alimentaires, de l'électricité (à la fourniture aléatoire) et de l'eau ont augmenté, nourrissant de fortes tensions inflationnistes.

L'investissement sera porté par des projets internationaux, comme l'illustre le contrat de 27 milliards de dollars signé par le groupe Total avec l'Irak, composé de 4 volets étalés sur 25 ans, portant sur l'exploitation pétrolière et gazière et sur la construction d'une centrale photovoltaïque. Il s'agit du plus gros investissement d'une société étrangère en Irak. L'investissement non-pétrolier et public restera à la traîne.

Déficit public modéré, mais excédent courant confortable

Le solde du compte courant irakien est principalement déterminé par les recettes pétrolières, qui ont largement augmenté en 2021, et resteront sur cette tendance en 2022. Les autres produits d'exportation irakiens (bijoux, précieux, aluminium, produits agricoles) profiteront également d'une forte demande et d'une hausse des prix. Ainsi, malgré la reprise des importations liée au rebond de la demande intérieure, les recettes pétrolières assureront à l'Irak un excédent courant important.

Le solde public, qui s'était considérablement creusé en 2020 à cause de la chute des recettes pétrolières et de l'augmentation des dépenses pour faire face à la pandémie, restera modérément déficitaire, malgré l'envolée des revenus liés aux hydrocarbures, l'essentiel des recettes publiques. En 2022, ces dernières ne devraient pas retrouver leur niveau d'avant crise. Le solde public restera déficitaire, en l'absence de réduction de la masse salariale publique et de réforme des retraites qui absorbent une large part de la ressource. Le financement du déficit s'effectue par ponction sur les réserves de change.

Enfin, la dette publique, dont la part dans le PIB avait bondi en 2020, du fait de la dévaluation du dinar irakien, de la hausse du déficit et de réduction du produit intérieur, reste relativement lourde. Sa part extérieure (48 % du PIB en 2020) a augmenté et est une source de préoccupation. Sa soutenabilité et sa diminution dépendent de mesures structurelles, notamment concernant les salaires du secteur public.

Beaucoup d'incertitude après les récentes élections.

La situation politique et sociale demeure instable, comme l'illustrent les nombreuses manifestations anti-gouvernementales (mouvement Tishreen) à travers le pays depuis 2019. Les protestataires manifestent contre le chômage, la corruption, la déliquescence des services publics, la violence entretenue par les milices armées, parfois en lien avec l'étranger (notamment, l'Iran), et réclament un changement de régime. Le Premier Ministre, Moustafa al-Kazimi, en place depuis avril 2020, avait alors été désigné pour organiser des élections législatives anticipées en octobre 2021, initialement prévues en 2022, afin de calmer la contestation. La veille de la tenue du scrutin, les mouvements protestataires ont appelé au boycott. Ainsi, seulement 34 % des électeurs se sont rendus aux urnes. Le parti du leader chiite Moqtada al-Sadr (parti nationaliste) est devenu la première force au Parlement, avec 73 sièges sur les 329, devant les partis kurdes (58), le parti sunnite Taqaddum (43), l'alliance chiite State of Law de l'ancien premier ministre Al-Maliki (37), et une trentaine d'indépendants, parfois issus de la protestation. La coalition pro-irannienne, l'Alliance Fatah, qui était auparavant une des principales forces politiques au Parlement, a enregistré un net recul par rapport aux élections de 2018, recueillant seulement une vingtaine de sièges, contre 48 auparavant. Malgré les attentes élevées, l'espoir de réformes est faible pour 2022, si l'on considère la faible participation, les influences étrangères, l'absence de majorité solide liée à la fragmentation du parlement et la mainmise des partis traditionnels à assise régionale, religieuse ou ethnique et de leurs caciques, souvent assortis de milices armées.

IRAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**84,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**9 928**
DEVISE Rial iranien	**IRR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 6,8	3,4	2,5	2
Inflation (moyenne annuelle, %)	34,6	36,4	39,3	27,5
Solde public * / PIB (%)	- 5,1	- 5,7	- 6,5	- 7,3
Solde courant / PIB (%)	0,6	- 0,1	1,3	1
Dette publique / PIB (%)	47,9	39,5	33,6	33,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * L'année fiscale entre 21 mars 2022 et 20 mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	41 %
TURQUIE	8 %
AFGHANISTAN	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %
TAÏWAN	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	29 %
ZONE EURO	15 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 %
INDE	9 %
TURQUIE	8 %

- Deuxième plus grande réserve prouvée de pétrole et de gaz au monde
- Économie très diversifiée, avec un secteur manufacturier solide
- Un marché de consommation important et peu pénétré
- Possibilité d'amélioration des relations avec la nouvelle administration américaine

- Les sanctions internationales pèsent sur le commerce, les investissements et les flux de capitaux
- Réserves de change limitées, existence de taux de change multiples
- Disponibilité restreinte des fonds bancaires pour les entreprises en raison de la fragilité du système financier
- Un niveau élevé d'inflation qui réduit le pouvoir d'achat des ménages
- Manque d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes
- Une bureaucratie lourde

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise modérée à l'horizon

Après s'être fortement contractée en 2018 et 2019 dans le sillage du rétablissement des sanctions, l'économie iranienne a été frappée par la COVID-19 en 2020. Les difficultés d'accès aux vaccins et l'infrastructure sanitaire limitée ont fait de l'Iran l'un des pays les plus touchés au monde. Début novembre 2021, le ratio de personnes entièrement vaccinées par rapport à la population totale restait de 39 %, tandis que le nombre total de décès atteignait 126 000. La nature hautement transmissible du variant Delta pèse également sur les perspectives économiques pour 2022. La croissance sera soutenue par les prix élevés des hydrocarbures (environ 15 % du PIB) et la hausse de la demande extérieure de produits manufacturés iraniens tels que les produits chimiques, les métaux et les plastiques. La demande privée (55 % du PIB) devrait rester faible en raison du faible niveau de vaccination – qui pourrait entraîner une nouvelle série de restrictions de mobilité – et d'une inflation élevée. Les prix à la consommation ont augmenté de plus de 45 % en glissement annuel (YoY) en août 2021, sur une base annuelle, en partie en raison de la hausse des prix des biens intermédiaires importés au niveau mondial et de la dépréciation de la monnaie. Ces facteurs se prolongeant en 2022, l'inflation restera supérieure à l'objectif de 22 % fixé par la banque centrale pour l'année fiscale se terminant en mars 2022. Bien que le taux de chômage se soit établi à 9,6 % au deuxième trimestre de l'année iranienne 2021/2022, le taux d'activité était très faible, à 41 %, et le niveau d'emploi aurait diminué de plus d'un million de postes en raison de la pandémie. Cette situation pèsera également sur le pouvoir d'achat des ménages. À l'inverse, après avoir fortement chuté sur 2019-2020, les exportations de pétrole devraient remonter d'un cran sur la période à venir, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie. Cependant, le secteur manque encore d'investissements majeurs et d'expertise, ce qui pèsera sur ses futures performances à l'exportation. Les investissements devraient rester discrets en raison de l'environnement commercial difficile (l'Iran se classe 127e sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale), des sanctions internationales, des coupures d'électricité causées par la faiblesse des précipitations qui nuit à l'hydroélectricité, et de l'insuffisance de gaz pour faire fonctionner les centrales thermiques.

L'excédent de la balance courante maintenu par les prix élevés de l'énergie, le déficit budgétaire représente un défi.

Pour la première fois depuis près d'une décennie, la balance des comptes courants est passée en territoire négatif en 2020. L'excédent traditionnel des échanges de biens a chuté à la suite du retrait unilatéral des États-Unis en 2018 de l'accord nucléaire avec l'Iran (connu sous le nom de Plan global d'action conjoint) et de la réimposition des sanctions sur les exportations de pétrole. Les exportations de pétrole brut ont diminué jusqu'à 200 000 barils par jour (b/j), contre environ 2,8 millions de b/j en 2018. Comme en 2021, la balance courante devrait être excédentaire en 2022 grâce aux prix élevés du pétrole, qui représente environ 60 % des exportations totales de marchandises. L'investiture du président américain Biden en 2020 a été considérée comme un bon présage pour un retour des États-Unis dans l'accord et la levée des sanctions. En avril 2021, l'Iran et six puissances ont entamé des discussions. Bien que les discussions aient repris après un arrêt dû à l'élection du nouveau président iranien Ebrahim Raisi en juin, une éventuelle levée des sanctions serait peu probable avant fin 2022. Les exportations agricoles devraient rester faibles en raison du regain de tensions en Afghanistan, un marché important pour les exportations agricoles de l'Iran, suite au retour des talibans. En revanche, la demande limitée d'importations due à la dépréciation de la monnaie contribuera à l'excédent de la balance courante. En effet, le rial a perdu plus de 75 % de sa valeur par rapport au dollar américain depuis 2018, oscillant autour de 280 000 en septembre 2021. Le traditionnel déficit des échanges de services demeure.

En ce qui concerne les comptes publics, le ratio déficit budgétaire/PIB devrait encore se creuser en raison de sources de recettes publiques non viables et du manque de discipline budgétaire. L'aversion croissante des investisseurs pour les obligations islamiques de l'Iran signifie que les autorités seront obligées de recourir à un financement monétaire plus inflationniste.

Risques persistants sur le front politique

Le président Ebrahim Raisi devra faire face à des défis importants. Les mauvaises conditions économiques, telles que l'inflation élevée et le faible niveau d'emploi disponible, ainsi qu'une nouvelle vague de COVID-19 peuvent augmenter le risque de troubles sociaux. La question la plus critique est liée aux négociations quant à un éventuel retour à l'accord nucléaire en concomitance avec les États-Unis, car les dirigeants des deux pays ont déclaré leurs intentions positives sur cette éventualité, bien que sous des conditions différentes (irréconciliables ?). Toutefois, un accord n'interviendrait pas avant la fin de l'année 2022 au plus tôt, d'autant plus que la hausse actuelle de l'activité nucléaire de l'Iran accroît les tensions avec l'Occident, bien que l'Iran affirme être qu'elle relève de son droit souverain et qu'elle peut être inversée une fois que les États-Unis auront levé les sanctions.

IRLANDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**5,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**85 206**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,1	5,8	15,1	4,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,9	- 0,5	2,3	3,0
Solde public / PIB (%)	0,5	- 4,9	- 3,0	- 1,8
Solde courant / PIB (%)	- 19,9	- 2,7	14,0	9,0
Dette publique / PIB (%)	57,2	58,4	55,2	51,9

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	30 %
BELGIQUE	11 %
ALLEMAGNE	11 %
ROYAUME-UNI	9 %
CHINE	7 %

Importations de biens % du total

ROYAUME-UNI	27 %
ÉTATS-UNIS	14 %
FRANCE	12 %
ALLEMAGNE	9 %
CHINE	5 %

- Flexibilité des marchés du travail et des biens
- Environnement des affaires favorable, fiscalité attractive
- Présence de compagnies multinationales, notamment originaires des États-Unis, à l'origine de 22 % de l'emploi et de 63 % de la valeur ajoutée du secteur marchand non financier
- Présence (par le biais des multinationales) dans des secteurs à forte valeur ajoutée (dont pharmacie, informatique, équipements médicaux)

- Dépendance à l'égard de la conjoncture et de la fiscalité américaine et européenne, notamment britannique
- Vulnérabilité aux changements de stratégie des entreprises étrangères
- Niveau encore élevé de la dette publique et privée
- Secteur bancaire toujours vulnérable aux chocs

APPRÉCIATION DU RISQUE

Après le dynamisme des multinationales, la demande domestique prend le relais

Après avoir été, en 2020, l'un des rares pays à ne pas voir son activité reculer, l'économie a enregistré une croissance exceptionnelle en 2021, grâce à la reprise de la demande domestique suite à la levée des restrictions et, surtout, au dynamisme des exportations des multinationales du secteur pharmaceutique (31 % des exportations de biens en 2019, 52 % en incluant les produits chimiques) et des services informatiques (plus de la moitié des exportations de services). En 2022, l'activité devrait retrouver un rythme de croissance similaire aux années ayant précédé la pandémie. Si les exportations des multinationales devraient rester solides, la croissance sera aussi portée par la consommation des ménages, dont le taux d'épargne était encore substantiel fin juin 2021 (25 % du revenu disponible brut, contre 10 % avant la crise). De plus, leur pouvoir d'achat sera soutenu par la poursuite de la baisse du taux de chômage, qui avait culminé à 8 % en mars 2021, avant de refluer rapidement vers son niveau d'avant-crise (5,2 % six mois après). La demande domestique sera également soutenue par l'investissement public supplémentaire (+ 1,1 milliard EUR par rapport à 2021, soit 0,3 % du PIB, dont plus de la moitié dans le logement), dans le cadre du *National Development Plan* (NDP) qui s'étendra jusqu'en 2030. Cependant, l'activité sera freinée par la capacité de production des entreprises, dont le taux d'utilisation dépassait le niveau d'avant-crise fin 2021 (80,4 %, plus haut depuis 4 ans). Dans la continuité du deuxième semestre 2021, la reprise dans l'industrie et la construction devrait être limitée par les difficultés de recrutement, qui affectaient, respectivement, 30 % et 60 % des entreprises, et, surtout, d'approvisionnement, cité comme entrave par 70 % des entreprises dans les deux branches. Si la signature de l'accord commercial entre le Royaume-Uni (13 % des exportations irlandaises de biens et de services) et l'Union européenne, en décembre 2020, était une excellente nouvelle, les tensions et menaces récurrentes qui ont depuis émaillé la relation entre les deux parties sont de nature à générer de l'incertitude.

Par ailleurs, en raison de prix de l'énergie et de coûts de production élevés, l'inflation continuera de progresser au premier semestre 2022, avant de progressivement ralentir.

Accord international sur la fiscalité : effet nul en 2022, mais très incertain par la suite

Les finances publiques continueront de s'améliorer progressivement en 2022. La réduction du déficit sera principalement impulsée par la hausse des recettes fiscales, elles-mêmes portées par le dynamisme de l'activité et de l'emploi, ainsi que par le retour de la TVA à 13,5 % dans l'hôtellerie et la restauration fin août 2022 (après avoir été abaissée à 9 % en novembre 2020). En parallèle, malgré l'investissement public supplémentaire dans le cadre du NDP, les dépenses progresseront moins rapidement, du fait de l'arrêt des mesures de soutien. La dette publique, relativement modeste comparée à la moyenne de la zone euro, devrait ainsi continuer de se réduire. Ayant signé l'accord international sur la fiscalité en octobre 2021, le pays va augmenter, à moyen terme (probablement en 2023), le taux d'imposition sur les sociétés de 12,5 % à 15 % pour celles réalisant au moins 750 millions EUR de chiffre d'affaires. L'effet de cet accord sur l'attractivité de l'économie irlandaise est aussi incertain que crucial, tant les recettes fiscales dépendent de l'activité des multinationales : la part de l'impôt sur les sociétés y est passée de 7 % en 2014 à 20 % en 2019.

Au-delà de leur effet sur les finances publiques, les décisions d'investissement de ces firmes ont également une influence considérable sur les comptes extérieurs, qui pâtiraient fortement en cas d'exode des multinationales. De fait, le compte courant est extraordinairement volatile. Si la balance des biens est structurellement très excédentaire (39 % du PIB en 2020), celle des services fluctue fortement (d'un déficit de 17 % du PIB en 2020 à un excédent de 4 % à fin juin 2021), selon les importations de services en R&D. En parallèle, les rapatriements de dividendes des multinationales entraînent un déficit structurel de la balance des revenus (28 % du PIB fin juin 2021). En excluant les effets liés aux multinationales, le compte courant a toujours été excédentaire depuis 2015 (24 milliards EUR en 2020).

Une dynamique toujours en faveur du Sinn Féin, principal parti d'opposition

Les élections législatives de février 2020 avaient mené, après quatre mois de négociations, à une coalition entre les deux partis centristes rivaux, qui se relaient au pouvoir depuis un siècle, le Fianna Fáil (22 %, 38 sièges sur 160) et le Fine Gael (21 %, 35 sièges), et les Verts (7 %, 12 sièges). Ainsi, Micheál Martin, leader du Fianna Fáil, a succédé à Leo Varadkar (Fine Gael) au poste de Taoiseach (Premier ministre). Puis, selon l'accord de direction tournante, ce dernier devrait revenir au pouvoir en décembre 2022, pour la seconde partie du mandat. Toutefois, ces élections avaient été marquées par la percée historique du parti nationaliste Sinn Féin - au programme ancré à gauche, mais avant tout favorable à une réunification avec l'Irlande du Nord -, arrivé en tête avec 24,5 % des voix. Un an et demi après les élections, les sondages confirmaient la dynamique du Sinn Féin, avec 32 % des intentions de vote, soit plus de 10 points devant le FF et le FG, dont la cote de popularité n'a cessé de reculer depuis la première vague de la pandémie. Toutefois, en raison de ses liens avec l'IRA, organisation paramilitaire nationaliste ayant abandonné la lutte armée en 2005, le Sinn Féin est isolé dans le paysage politique et les autres principaux partis excluent de s'y associer pour former une coalition, rendant ainsi difficile son accession au pouvoir.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN IRLANDE

Paiement

Les chèques sont encore utilisés pour les transactions commerciales nationales et internationales. Toutefois, pour les transactions internationales, la lettre de change et le billet à ordre sont davantage utilisés. Les virements bancaires, notamment les transferts SWIFT, sont régulièrement utilisés. Les prélèvements automatiques et les ordres permanents sont également de plus en plus reconnus comme une méthode efficace de paiement, et sont particulièrement utiles pour les transactions nationales. La remise de la facture peut se faire aussi bien avant qu'après la fourniture de biens et services.

Recouvrement des créances

En l'absence de clause spécifique concernant les intérêts, le taux d'intérêt applicable aux contrats commerciaux conclus après le 7 août 2002 (règlement n° 388 de 2002) est le taux de référence (le taux de refinancement de la Banque centrale européenne, en vigueur avant le 1er janvier ou le 1er juillet de l'année concernée) majoré de sept points de pourcentage et appliqué aux contrats par le biais d'un pourcentage calculé pour chaque jour après la date d'échéance. Pour les réclamations portant sur des créances supérieures à 1 270 EUR, les débiteurs pourront se voir menacés d'une « sommation » (*statutory demand*) en vue de la liquidation de leur activité s'ils n'effectuent pas le paiement ou ne parviennent pas à des conditions raisonnables dans un délai de trois semaines après avoir reçu la mise en demeure de payer (*21-day notice*).

Phase amiable

Le processus de recouvrement débute généralement par l'envoi au débiteur d'une mise en demeure de paiement, suivie d'une série d'autres courriers, d'appels téléphoniques, de visites personnelles et de réunions avec le débiteur. Si les deux parties ne parviennent pas à conclure un règlement à l'amiable, le créancier peut entamer la procédure judiciaire.

Procédure judiciaire

Si un défendeur ne répond pas dans le délai imparti à une citation à comparaître (pour une procédure plénière ou accélérée devant la Haute Cour, au civil devant le tribunal d'arrondissement ou devant le tribunal de district), le créancier peut obtenir un jugement par défaut, sans audience, fondé sur la présentation d'une déclaration de dette. Une déclaration de dette est une déclaration sous serment qui justifie le montant non réglé et la cause de la réclamation. Elle porte une signature authentifiée par un notaire ou un bureau consulaire irlandais. Le montant sur lequel porte la réclamation déterminera le tribunal compétent : le tribunal de district, puis le tribunal d'arrondissement et, pour les créances supérieures à 38 092,14 EUR, la Haute Cour de Dublin, qui possède une compétence illimitée pour juger les affaires civiles et pénales, et pour évaluer, en première instance, la constitutionnalité des lois adoptées par le Parlement (*Oireachtais*).

Procédure accélérée

Devant les trois tribunaux, si la dette n'est pas contestée, il est possible de demander que le tribunal compétent rende une décision en référé.

Tribunal de district : pour les montants inférieurs à 6 348 EUR

Lorsqu'une dette est contestée, le débiteur reçoit une assignation dans laquelle le tribunal précise la nature de la réclamation et le montant supposé dû. Le débiteur dépose ensuite un avis manifestant son intention de se défendre, indiquant qu'il a l'intention de contester la réclamation, en conséquence de quoi, le tribunal fixe une date d'audience. Le dossier est défendu devant un juge qui décide s'il convient de rendre un jugement par contumace.

Tribunal d'arrondissement : pour les montants de 6 349 à 38 092 EUR

Dans ce cas, un effet civil est remis au débiteur, qui dépose une *Appearance* (document formel indiquant l'intention de comparaître du débiteur). Le débiteur demande ensuite formellement, en soumettant une notice for particulars, des informations sur la réclamation, fournies par le créancier. Le débiteur doit présenter une défense dans le délai imparti. Le créancier adresse ensuite au défendeur une notification formelle l'informant de la date de l'audience. Lors de cette audience, chaque partie défend son dossier et le juge rend une décision.

Haute cour : pour les montants supérieurs à 38 093 EUR

Le débiteur se voit remettre une assignation à comparaître devant la Haute Cour et dépose ensuite une *Appearance*. Le créancier remet au président de la Haute Cour une demande de jugement sur la base d'une déclaration écrite sous serment. Le débiteur a la possibilité de répondre à la réclamation par une déclaration écrite sous serment. Si le président estime que la dette est due et exigible, il peut rendre une décision définitive. Cependant, s'il estime que le débiteur a des raisons valables de contester la dette, l'affaire est renvoyée en audience plénière. Au cours de cette audience, l'affaire est débattue sur la base de témoignages ou de déclarations écrites sous serment. La Haute Cour rend ensuite sa décision.

Le tribunal commercial, une division spéciale de la Haute Cour créé en 2014, est compétent pour connaître des litiges commerciaux de plus d'un million d'euros figurant sur une liste commerciale ou des affaires de propriété intellectuelle, il est en mesure de fournir un examen adapté et rapide des affaires présentées. À la discrétion du juge commercial, la procédure peut être ajournée pour une période pouvant aller jusqu'à 28 jours afin de permettre de s'en remettre à des méthodes alternatives de résolution du litige, comme la conciliation ou la médiation.

En règle générale, le tribunal met une année à rendre sa décision. Ce délai peut être doublé si des mesures exécutoires sont demandées. Si un appel est formé devant la Cour suprême, il est possible d'attendre trois années supplémentaires avant qu'une décision ne soit rendue.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire dès le moment où elle est devenue définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, le créancier a la possibilité de demander au tribunal compétent d'ordonner la saisie et la vente des biens du débiteur par un shérif. Il est également possible d'obtenir le remboursement d'une dette en se tournant vers une tierce partie qui doit de l'argent au débiteur (saisie-arrêt).

Les sentences étrangères seront exécutées selon que la décision a été rendue dans un pays membre de l'UE ou dans un pays ne faisant pas partie de l'UE. Si une sentence étrangère est émise par un pays membre de l'UE et si la réclamation n'est pas contestée, l'Irlande a adopté des mécanismes mis en place par l'UE, comme l'injonction de payer européenne et le titre exécutoire européen.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Il est possible d'organiser des négociations informelles. Tout accord doit alors être approuvé à l'unanimité par les créanciers.

Redressement judiciaire

Le redressement judiciaire est une procédure judiciaire irlandaise, dans le cadre de laquelle une protection des tribunaux est obtenue pour aider à la survie d'une société, qui peut ensuite se restructurer avec l'approbation de la Haute Cour. Cette procédure prévoit une période maximale de 100 jours au cours de laquelle un administrateur judiciaire désigné par le tribunal prend le contrôle de la société et la gère de façon à lui permettre de poursuivre son activité. Elle peut relever de l'initiative de la société, de ses dirigeants ou de l'un de ses créanciers. Une fois que l'administrateur judiciaire a été désigné, aucune procédure ne peut être engagée à l'encontre de la société. L'objectif est d'examiner l'activité de la société et de formuler des propositions pour sa survie. L'administrateur judiciaire doit offrir la possibilité de trouver un compromis ou une convention destinés à faciliter la survie de l'entreprise. Même si les créanciers donnent leur aval, tout accord doit être validé par le tribunal.

Administration judiciaire

La procédure est engagée par des créanciers garantis : elle offre un cadre dans lequel ils peuvent agir pour faire valoir leurs sûretés. Un administrateur judiciaire est désigné par un obligataire ou par le tribunal afin de prendre le contrôle des actifs de la société afin d'assurer le remboursement des créances de l'obligataire, que ce soit en percevant le produit de la vente des actifs ou en réalisant la valeur des actifs donnés en garantie.

Liquidation judiciaire

Le processus de liquidation est dirigé par un liquidateur qui prend possession des actifs et distribue le produit de leur vente en fonction de la priorité des remboursements dus. Le liquidateur est également tenu d'enquêter sur le comportement des dirigeants de la société et de préparer un rapport à remettre au Bureau du directeur de l'application du droit des sociétés (*Office of the Director of Corporate Enforcement*, ODCE). En fonction des conclusions de son enquête, le liquidateur peut également être amené à engager une procédure de restriction à l'encontre d'un ou de plusieurs des dirigeants de la société. La procédure de liquidation peut être engagée par un tribunal compétent (tribunal des faillites), par les créanciers (liquidation volontaire sur initiative des créanciers) ou par le débiteur (liquidation volontaire sur initiative d'un membre de l'entreprise).

ISLANDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	59 643
DEVISE Couronne islandaise	ISK

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,4	-6,5	3,1	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,0	2,9	4,5	4,0
Solde public / PIB (%)	-1,5	-7,3	-9,9	-5,9
Solde courant / PIB (%)	5,8	0,9	0,1	1,6
Dette publique / PIB (%)	61,5	69,1	76,0	80,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	58 %
ROYAUME-UNI	11 %
ÉTATS-UNIS	8 %
NORVÈGE	4 %
DANEMARK	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	33 %
ÉTATS-UNIS	8 %
NORVÈGE	8 %
CHINE	8 %
DANEMARK	8 %

- Un niveau de vie très élevé
- Faibles inégalités dans la société
- Abondance d'énergies renouvelables (géothermie, hydroélectricité)
- Marché du travail flexible avec une grande ouverture aux travailleurs immigrés

- Risque volcanique
- Lourdeur de la réglementation pour les IDE
- Économie petite et très ouverte : politique monétaire contraignante
- Concentration de la production et des exportations (l'aluminium et les produits de la mer représentaient 77 % de l'ensemble des exportations de biens en 2020).
- Activité volatile liée à la dépendance aux flux touristiques (23 % du PIB et 22 % de l'emploi avant la pandémie en 2019).
- Croissance des salaires supérieure à celle de la productivité

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les perspectives évoluent avec le tourisme

L'Islande a bien géré la pandémie avec des taux de vaccination élevés. Cela a conduit à une ouverture précoce de l'économie au printemps 2021.. L'ouverture de l'économie a eu un effet positif sur la consommation privée, mais a surtout stimulé les exportations de services car, en juin 2021, les frontières ont été ouvertes à tous les touristes internationaux (y compris les Américains, qui représentent 23 % de tous les visiteurs). Malgré ce coup de pouce, le nombre total de nuitées touristiques est resté inférieur de 30 % aux niveaux de 2019 lors de la période des vacances estivales de 2021. En 2022, les chiffres du tourisme devraient encore s'améliorer, mais n'atteindront probablement pas les niveaux d'avant COVID-19, car l'évolution de la pandémie dans certains pays d'origine pourrait peser sur la situation (les principaux pays d'origine étant les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Chine et la Pologne). En outre, les exportations (36 % du PIB) devraient être stimulées par des captures record de poissons, par exemple le capelan, qui sont attendues pour cette saison de pêche (de la mi-octobre 2021 à la mi-avril 2022). Associées à un niveau encore élevé des exportations d'aluminium et à une hausse des exportations de services de propriété intellectuelle, elles devraient favoriser une reprise dynamique en 2022. La consommation privée (53 % du PIB) devrait profiter de la reprise du tourisme, mais aussi de l'augmentation du salaire mensuel de 17 250 ISK, grâce à l'accord salarial de 4 ans de 2019. Le marché du travail s'est rapidement redressé en 2021 et a même atteint les niveaux d'avant COVID-19 au troisième trimestre de 2021. Si une partie de cette amélioration a été portée par les subventions à l'embauche qui étaient en place entre mai et décembre 2021, le taux de chômage devrait encore diminuer en 2022, mais à un rythme plus lent et restera très dépendant du développement du tourisme. Cependant, les gains de pouvoir d'achat provenant du marché du travail sont limités en raison d'un niveau élevé d'inflation qui a atteint, avec environ 4,8 % fin 2021, son plus haut niveau depuis 9 ans. Même si la pression inflationniste devrait diminuer quelque peu en 2022, le niveau de l'inflation restera élevé et substantiel, supérieur à l'objectif d'inflation de 2,5 % de la Banque centrale d'Islande. Face à une inflation très élevée et à des signes forts de reprise, la Banque centrale a relevé son taux d'intérêt directeur (taux de dépôt à 7 jours) de 50 points de base en 2021. La couronne islandaise ayant été relativement stable, les interventions de la Banque centrale sur le marché ont été limitées. En raison des anticipations d'inflation encore élevées, de nouvelles hausses de taux sont probables en 2022 : toutefois, le niveau des taux d'intérêt restera bien en deçà du niveau de 3 % qui prévalait avant la COVID-19. Les aides publiques devraient diminuer un peu par rapport aux niveaux encore très élevés de 2021, car plusieurs mesures de soutien COVID-19 prendront fin et pourraient donc entraîner des risques pour la situation financière de certaines entreprises. Néanmoins, le gouvernement maintiendra des dépenses élevées pour investir dans le système de protection sociale, les projets d'infrastructure, la numérisation et les projets d'économie verte.

L'excédent de la balance courante s'améliore, mais l'augmentation du ratio de la dette publique reste préoccupante

L'excédent de la balance courante s'est encore réduit en 2021, au point de devenir nul, en raison d'un premier semestre très négatif, le déficit commercial des biens ayant atteint un nouveau record (les importations de biens ont augmenté beaucoup plus vite que les exportations, notamment en raison d'une pression plus forte sur les prix des intrants). Au second semestre, l'augmentation plus forte des recettes du tourisme a quelque peu contrebalancé ce mauvais départ grâce à une balance commerciale des services plus solide. En 2022, cette évolution devrait se poursuivre, tandis que le déficit commercial des biens devrait revenir à un niveau normal grâce à la hausse des exportations de poisson. Un soutien supplémentaire pourrait également provenir des revenus des investissements à l'étranger, qui devraient rester à un niveau élevé. Le déficit public devrait diminuer quelque peu en 2022, mais rester à un niveau élevé (ce déficit sera élevé pour la troisième année d'affilée). Le ratio de la dette publique a été revu à la hausse en raison de l'inclusion de plusieurs entités publiques. Le budget public élevé devrait faire grimper le ratio d'endettement à environ 80 % du PIB en 2022.

La Grande Coalition continue

Lors des élections législatives de septembre 2021, les partis de la Grande Coalition ont augmenté leur représentation au parlement (37 sièges sur 63). Le parti libéral-conservateur de l'indépendance (16 sièges, inchangé) est resté le plus grand parti du parlement, suivi par le parti progressiste agraire (13 sièges, + 5 sièges) et le parti gauche-verts (8 sièges, - 3 sièges) du Premier ministre Katrín Jakobsdóttir. Bien que les partis diffèrent beaucoup dans leur idéologie politique, c'est la première grande coalition qui a été confirmée par les votes pour un second mandat, probablement en raison de la gestion très réussie de la pandémie et de la récession en 2020. Bien que le parti gauche-verts de Jakobsdóttir ait perdu des voix et soit le plus petit parti, Katrín Jakobsdóttir elle dirige à nouveau le gouvernement. Elle se concentrera sur les thèmes de la viabilité opérationnelle du système de soins de santé, de la lutte contre le changement climatique et des stratégies visant à diversifier l'économie. Les prochaines élections générales auront normalement lieu en 2025.

ISRAËL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	9,2
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	44 181
DEVISE Nouveau shekel israélien	ILS

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,8	- 2,2	7,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	- 0,6	1,5	1,8
Solde public / PIB (%)	- 3,9	- 11,4	- 7,0	- 4,5
Solde courant / PIB (%)	3,4	5,4	4,5	3,5
Dette publique / PIB (%)	59,5	72,0	73,0	73,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	26 %
ZONE EURO	20 %
CHINE	9 %
ROYAUME-UNI	8 %
INDE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	30 %
ÉTATS-UNIS	12 %
CHINE	11 %
SUISSE	7 %
TURQUIE	5 %

- Secteur des technologies de pointe très compétitif
- Le faible taux d'inflation permet de maintenir les taux d'intérêt à un niveau faible, ce qui stimule les investissements
- Économie diversifiée et fortement intégrée dans le commerce mondial
- Niveau élevé des réserves de change
- Approbation du budget 2022 par le Parlement, une première depuis plus de trois ans
- Établissement de relations diplomatiques avec certains pays arabes, ce qui favorise les possibilités d'investissement

- Environnement géopolitique dangereux
- Petite économie
- Concentration des exportations vers les pays occidentaux
- Niveau élevé de la dette publique
- Paysage politique fortement divisé et fragmenté entraînant une instabilité politique et de fréquentes élections anticipées

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	ÉLEVÉ
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une économie résiliente, malgré un ralentissement de la dynamique en 2022

En 2022, l'économie israélienne continuera de bénéficier de l'une des campagnes de vaccination des plus rapides au monde. À la fin de l'année 2021, 62 % de la population totale avait été entièrement vaccinée. La suppression des mesures restrictives, qui va de pair avec une campagne de vaccination soutenue, continuera de soutenir la consommation privée (environ 50 % du PIB), qui sera le principal moteur de la croissance. Dans le sillage de la « réouverture », le taux de chômage est tombé à 5,2 % en septembre 2021, contre 5,5 % plus tôt dans l'année. Bien que le taux de chômage soit supérieur au niveau pré-pandémie de 3,5-4 %, les améliorations sur le marché du travail amélioreront la confiance des consommateurs et appuieront les dépenses des ménages. L'investissement (20 % du PIB) devrait augmenter en 2022 grâce aux infrastructures gazières offshore qui attirent les entreprises étrangères. En avril 2021, la société Mubadala Petroleum d'Abu Dhabi a annoncé qu'elle avait finalisé un accord de 1,025 milliard USD avec Delek Drilling pour une participation de 22 % dans le champ gazier de Tamar. Le secteur résilient des technologies de pointe continuera d'être un point positif attirant le capital-risque. Au cours des trois premiers trimestres de 2021, le secteur israélien des technologies de pointe a levé des fonds s'élevant au total à 17,78 milliards USD par le biais de 575 transactions, soit le double du montant de 2020, selon l'IVC-Meitar Israel Tech Review. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022, notamment en raison du besoin croissant de technologies vertes. Les investissements dans la construction se poursuivront également à travers plusieurs projets tels que City Gateway, la construction de nouvelles zones d'activités à Jérusalem-Est, la section sud de la ligne de métro M1 de Tel Aviv, etc. Le faible niveau d'inflation (l'inflation moyenne devrait rester inférieure à la moyenne de 2,3 % des économies développées en 2022) soutiendra aussi indirectement les investissements car il permet à la banque centrale de maintenir le taux directeur à un niveau bas. L'inflation devrait rester dans la fourchette cible de la banque centrale de 1 à 3 % en 2022. Par conséquent, la Banque d'Israël pourrait ne pas suivre une tendance mondiale de hausse des taux directeurs en 2022. D'autre part, bien que l'économie israélienne soit très axée sur les exportations (1/3 du PIB), le rythme de croissance des exportations pourrait ralentir en 2022 en raison des pénuries mondiales de semi-conducteurs, ce qui pourrait constituer un frein aux exportations de technologies de pointe. Le fort effet de base de 2021 contribuera également à ralentir la croissance en 2022. Néanmoins, celle-ci restera supérieure à la moyenne quinquennale pré-pandémie de 3,4 %.

Position extérieure saine, déficit budgétaire réduit

Le ralentissement des exportations de marchandises, l'augmentation des prix des importations de matières premières, des produits chimiques et des métaux, ainsi que la lenteur de la reprise des recettes du tourisme vont creuser le déficit commercial et réduire l'excédent de la balance courante. Néanmoins, la position extérieure restera saine. Les recettes du tourisme, qui représentaient environ 2 % du PIB avant la pandémie, ne devraient atteindre que 1 % en 2022. En revanche, le compte des services restera excédentaire grâce aux services informatiques, à la recherche et au développement. Ces derniers, ainsi que les composants électroniques, les équipements de communication et les équipements de précision et médicaux, resteront les principaux piliers de l'excédent extérieur résilient. La balance des revenus primaires restera déficitaire principalement en raison des revenus rapatriés par les entreprises étrangères, tandis que la balance des revenus secondaires conservera son excédent grâce aux transferts de la diaspora. Par conséquent, les réserves internationales du pays, qui s'élèvent à 207 milliards de dollars (47 % du PIB) en octobre 2021, continueront d'assurer la stabilité de la position extérieure d'Israël et encourageront la banque centrale à intervenir sur le marché pour éviter une nouvelle appréciation du shekel.

L'adoption du budget 2022 par le Parlement en novembre 2021 améliorera les perspectives budgétaires à court terme d'Israël. Les dépenses budgétaires diminueront en fonction des retraits des dépenses liées au COVID (principalement en raison de la réduction de 68,6 milliards de shekels des coûts de santé). L'allègement des subventions dans l'agriculture réduira également les dépenses. La hausse des recettes fiscales liée à la forte croissance économique et les nouvelles taxes (taxe sur les articles en plastique jetables et les boissons sucrées) contribueront également à la réduction du déficit budgétaire en 2022. Il en résultera une stabilisation du poids de la dette publique. La dette publique extérieure, qui est passée de 24 % du PIB en 2019 à 33 % en 2020, ne pèsera pas sur la balance des paiements grâce aux solides réserves de change de la banque centrale.

La coalition gouvernementale hétéroclite semble se maintenir

La coalition qui a prêté serment en juin 2021 comprend huit partis issus de factions politiques différentes, ce qui pourrait être un signe de fragilité car ils pourraient avoir des difficultés à suivre des intérêts communs. Cependant, l'adoption du budget a montré la capacité de la coalition à agir en commun. Le gouvernement devrait continuer à améliorer les liens avec les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, le Maroc, le Soudan et Bahreïn, offrant ainsi de nouvelles opportunités d'investissement et de financement pour Israël. D'autre part, Israël restera réticent à la relance de l'accord nucléaire avec l'Iran. Cependant, étant donné la volonté du président américain Biden de reprendre les négociations, cela pourrait nuire aux relations avec les États-Unis.

ITALIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	59,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	31 604
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,3	- 8,9	6,5	3,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,6	- 0,1	1,9	2,6
Solde public / PIB (%)	- 1,6	- 9,6	- 9,2	- 5,6
Solde courant / PIB (%)	3,2	3,8	3,3	2,5
Dette publique / PIB (%)	134,6	155,6	154,2	151

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	13 %
FRANCE	10 %
ÉTATS-UNIS	10 %
SUISSE	6 %
ROYAUME-UNI	5 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	16 %
CHINE	9 %
FRANCE	8 %
PAYS-BAS	6 %
ESPAGNE	5 %

- Retour en force de l'industrie manufacturière (machines, produits pharmaceutiques, etc.)
- Efforts accrus pour lutter contre l'évasion fiscale et réduire le secteur informel
- La qualité des actifs bancaires s'est considérablement améliorée
- Avantage comparatif pour les produits alimentaires haut de gamme, le textile et l'habillement, les meubles et les machines
- Les mesures européennes de soutien créent une opportunité de modernisation

- Dette publique encore très élevée
- Forte dépendance énergétique (75 % de l'énergie est importée, 45 % en gaz naturel)
- Prédominance de petites entreprises à faible productivité (plus de 90 % des entreprises comptent dix employés ou moins)
- Certains secteurs importants restent vulnérables (l'automobile face à la crise des chaînes d'approvisionnement, le tourisme face à la pandémie)
- Fortes disparités régionales, le crime organisé reste influent dans le Sud

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	TRÈS ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	FAIBLE
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Draghi apporte harmonie et stabilité, mais la politique italienne peut toujours changer sur un coup de tête

Après des décennies d'instabilité parlementaire chronique, la politique italienne connaît une rare période de consensus politique sous le gouvernement d'union nationale du Premier ministre Mario Draghi. Technocrate sans appartenance politique, Draghi est l'un des décideurs politiques les plus expérimentés d'Europe, ce qui lui a permis de restaurer la confiance dans une gouvernance compétente, notamment parmi les investisseurs et les chefs d'entreprise. Malgré un parlement très fragmenté, le gouvernement est soutenu par tous les partis, à l'exception du Fratelli d'Italia (FdI), parti d'extrême droite radical, et dispose d'une forte majorité dans les deux chambres. Les derniers gouvernements technocratiques (Monti et Renzi) ont rapidement épuisé leur capital politique en imposant des mesures d'austérité, Bruxelles a donné à Draghi les moyens et la mission de moderniser l'économie italienne. La croissance économique qui s'en est suivie a constitué le socle du soutien populaire. Toutefois, cette popularité sera mise à l'épreuve lorsque la croissance faiblira et que les réformes structurelles (réduction de la bureaucratie, réforme fiscale) entreront en vigueur. Si la reprise a contraint les populistes à battre en retraite, le sentiment d'hostilité à l'égard du pouvoir peut facilement être ravivé. En particulier, des élections anticipées pourraient être déclenchées si le bloc de droite venait à s'unifier sous l'une de ses principales personnalités : Georgia Meloni (FdI), Matteo Salvini (Lega Nord) ou Silvio Berlusconi (Forza Italia). Sinon, le gouvernement Draghi est bien placé pour durer jusqu'à la fin du mandat (mi-2023).

Les fonds européens et la stabilité politique stimulent les investissements

L'économie italienne a évolué radicalement après le choc de la pandémie. Si elle était autrefois dépendante des revenus du tourisme et de quelques industries exportatrices clés pour compenser la stagnation chronique de la demande intérieure, l'Italie bénéficie aujourd'hui d'une reprise de la consommation et de l'investissement, et cette situation devrait se prolonger jusqu'en 2022. L'un des principaux facteurs qui sous-tendent cette tendance est le soutien budgétaire sans précédent apporté par l'UE. Sur les 750 milliards d'euros du fonds NGEU, 209 seront alloués à l'Italie (10,4 % du PIB de 2019 sur la période 2021-2027), ce qui en fait de loin le principal bénéficiaire en valeur absolue. Ces fonds sont destinés à rénover l'appareil productif en finançant la transition écologique, en renforçant les infrastructures physiques et numériques, ainsi que le capital humain et le filet de protection sociale. Au-delà de l'augmentation initiale des dépenses publiques, ces investissements améliorent la productivité globale du travail et du capital, favorisent l'investissement privé et donnent ainsi une double impulsion à la demande globale. À la fin de l'année 2022, l'investissement total devrait dépasser de 11 % son niveau d'avant la pandémie. La protection réussie de l'emploi pendant la pandémie, combinée avec des pénuries de main-d'œuvre accrues, exerce une pression à la hausse sur les salaires et favorise les dépenses de consommation. Cet effet sera partiellement compensé par le regain de pressions inflationnistes. Le secteur manufacturier italien s'est bien comporté pendant la pandémie, mais devra faire face aux vents contraires d'un ralentissement qui s'intensifie en Allemagne, ainsi qu'à une flambée des coûts énergétiques. Le tourisme (13 % du PIB de 2019), tout en se redressant, ne retrouvera pas les niveaux d'avant la crise avant 2023, d'où une contribution nulle des exportations nettes.

Malgré une dette publique élevée, les risques de viabilité budgétaire ne sont pas imminents

Avec la disparition progressive de la pandémie, les mesures de soutien d'urgence (soutien à la solvabilité des entreprises, plans de mise en chômage technique) devraient être progressivement supprimées, ce qui réduira les dépenses discrétionnaires. La croissance exceptionnelle aura un effet positif sur les finances publiques, tant par l'augmentation des recettes fiscales que par un effet dénominateur favorable. Néanmoins, les nouvelles mesures de dépenses exceptionnelles atténueront la réduction du déficit, qui restera néanmoins élevé par rapport aux niveaux historiques. Les nouvelles mesures discrétionnaires représentent 1,2 % du PIB et comprennent des avantages fiscaux pour les ménages et les entreprises, des aides dans le domaine de l'énergie et des investissements dans le secteur de la santé ainsi qu'un programme d'investissements publics. En effet, l'Italie cherchera à faire baisser le ratio d'endettement en utilisant les effets d'un taux de croissance plus élevé plutôt que des mesures d'assainissement budgétaire. En cas de choc négatif surprise sur l'économie, les passifs contingents représentent une menace importante. La partie la plus préoccupante est constituée par les garanties pré-pandémie sur les portefeuilles bancaires, qui s'élèvent à 4,3 % du PIB. Les garanties de prêts liées à la pandémie représentent une exposition plus importante (12 % du PIB), mais la qualité des actifs sous-jacents devrait être plus solide. Si le niveau très élevé de la dette publique est préoccupant à long terme, le gouvernement devrait être en mesure d'honorer ses engagements de service de la dette au cours des prochaines années. Cela est dû, avant tout, à la position accommodante de la BCE, qui maintiendra les taux d'intérêt à un niveau bas. Malgré l'arrêt du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP), les obligations souveraines italiennes devraient continuer à bénéficier de l'assouplissement quantitatif dans le cadre du programme traditionnel d'achat d'actifs. Avec un excédent persistant de la balance courante et des engagements extérieurs, principalement sous la forme de fonds de banques centrales intra-eurosystème (engagements TARGET 2), les vulnérabilités du secteur extérieur sont faibles.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ITALIE

Paiement

Les effets de commerce (*cambiali*) se rencontrent sous forme de lettres de change ou de billets à ordre. Les *cambiali* doivent être acceptés en bonne et due forme par le tiré et estampillés localement à 12/1000e de leur valeur, dès lors qu'ils sont émis et payables à l'intérieur du pays. Ils sont estampillés localement à 9/1000e, dès lors qu'ils sont émis à l'intérieur du pays et payables à l'étranger, puis à 6/1000e à l'intérieur du pays s'ils ont d'abord été estampillés à l'étranger, avec une valeur minimum de 0,50 EUR. En cas de défaut, ils constituent *de facto* des titres exécutoires (*ezecuzione forzata*) à l'encontre du débiteur.

Les lettres de change signées sont un moyen de paiement relativement sûr mais rare. En effet, le droit de timbre est élevé, la période d'encaissement légèrement longue et, en cas de contestation, l'enregistrement et la publication des traites impayées à la chambre de commerce nuisent à la réputation du tiré.

Outre la date et le lieu d'émission, les chèques dont le montant dépasse 1 000 EUR et qui sont destinés à circuler à l'étranger doivent porter la mention *non trasferibile* (incessible) : ils sont encaissables uniquement par le bénéficiaire. Pour rendre l'usage des chèques plus sûr et plus efficace, tout chèque bancaire ou postal émis sans autorisation ou avec une provision insuffisante entraînera des sanctions administratives à l'égard du tireur, ainsi que son inscription au CAI (*Centrale d'Allarme Interbancaria*), l'excluant du système de paiement pendant six mois minimum.

Les bordereaux bancaires (*ricevuta bancaria*) ne sont pas des moyens de paiement, mais des avis de domiciliation bancaire établis par les créanciers, qui les remettent à leur propre banque pour que celle-ci les présente à la banque du débiteur aux fins du paiement (les bordereaux sont également disponibles au format électronique, on parle alors de *RI.BA elettronica*).

Les virements bancaires sont très fréquents (90 % des paiements en provenance d'Italie), notamment les virements SWIFT, qui réduisent considérablement la durée de traitement. Les virements bancaires représentent un moyen de paiement sûr et peu coûteux, qui nécessite une confiance mutuelle entre les co-contractants.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le recouvrement amiable est toujours préférable aux poursuites judiciaires. Les demandes par courrier et les relances par téléphone s'avèrent plutôt efficaces. Les visites en personne, qui permettent de rétablir le dialogue entre le fournisseur et le client en vue de parvenir à un accord, nécessitent une autorisation spéciale.

Les négociations sont centrées sur le paiement du principal, auquel s'ajoutent éventuellement des intérêts de retard contractuels, à condition qu'ils aient été stipulés par écrit et acceptés par l'acheteur.

À défaut d'accord, le taux applicable aux accords commerciaux est le taux fixé chaque semestre par le ministère de l'Économie et des Finances en fonction du taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points de pourcentage.

Procédure judiciaire

Lorsque les créanciers ne trouvent pas d'accord avec leurs débiteurs, le type d'action à intenter dépend du type de documents justifiant la créance.

Procédure accélérée

S'ils s'appuient sur des *cambiali* (lettres de change, billets à ordre) ou des chèques, les créanciers peuvent directement requérir une exécution forcée, en commençant par une sommation de payer valant mise en demeure (*atto di precetto*) signifiée par voie d'huissier, préalable à la saisie des biens meubles et immeubles du débiteur (sous réserve de recevoir le paiement dans le délai imparti). Le produit des enchères qui en résulte permet de solder la créance.

Les créanciers peuvent obtenir une injonction de payer (*decreto ingiuntivo*) s'ils sont en mesure de produire, outre la copie des factures, des preuves écrites attestant de l'existence de la créance par tout moyen, quel qu'il soit, ou un extrait de compte certifié conforme par un huissier. Le défendeur dispose d'un délai de 40 jours pour contester.

La procédure ordinaire simplifiée (*procedimento sommario di cognizione*), instaurée en 2009, concerne les litiges simples, pouvant être résolus sur simple présentation de preuves. Le tribunal, où siège un unique juge, décide de tenir une audience en présence des parties et délivre un jugement exécutoire provisoire s'il reconnaît le bien-fondé de l'affaire ; le débiteur dispose alors d'un délai de 30 jours pour interjeter appel.

Procédure ordinaire

Le créancier doit saisir le tribunal (*citazione*) et signifier ou notifier une citation à comparaître au débiteur, qui produit une défense (*comparsa di constituzione e risposta*) dans un délai de 90 jours dans le cadre d'une audience préliminaire. Les parties présentent des conclusions écrites et des preuves au tribunal. Lorsque le débiteur ne produit pas de défense, le créditeur est en droit de requérir un jugement par défaut. Le tribunal accorde généralement la réparation du préjudice subi au moyen d'un jugement déclaratif, d'un jugement constitutif, d'une exécution forcée en nature ou de dommages-intérêts compensatoires. En revanche, il ne peut octroyer de dommages-intérêts s'ils n'ont pas été demandés par les parties.

Les créances non contestées sont généralement réglées sous quatre mois, mais le délai d'obtention d'un titre exécutoire dépend du tribunal concerné. En règle générale, la procédure légale de contestation dure trois ans en moyenne.

Le Code civil actuel vise à accélérer la procédure en instaurant des limites de temps strictes pour la soumission de preuves et l'argumentation des parties, ainsi que des dépositions écrites en plus des dépositions orales.

Exécution d'une décision de justice

Un jugement devient exécutoire lorsque toutes les voies de recours ont été épuisées. Si le débiteur ne respecte pas le jugement, le tribunal peut imposer des mesures d'exécution forcée, telles que la saisie des biens du débiteur ou le remboursement de la créance auprès d'un tiers-saisi (saisie-attribution) – bien que cette dernière possibilité soit généralement la moins coûteuse.

Concernant l'application des sentences étrangères, l'Italie a adopté des procédures spéciales pour les décisions de justice émises dans d'autres pays membres de l'UE, comme l'injonction de payer européenne et le titre exécutoire européen. Les décisions rendues par les pays hors UE sont reconnues et exécutées selon un principe de réciprocité : le pays d'émission doit avoir conclu un accord bilatéral ou multilatéral avec l'Italie.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

La réforme juridique de 2012 autorise le débiteur à rechercher un accord préalable avec ses créanciers. Les négociations en vue d'un accord commencent 60 à 120 jours avant l'ouverture de la procédure légale de restructuration de la dette. Le débiteur garde le contrôle des actifs et des activités de la société. Un nouvel accord de paiement convenu d'avance peut être adopté avec l'approbation des créanciers détenant 60 % de la dette de la société.

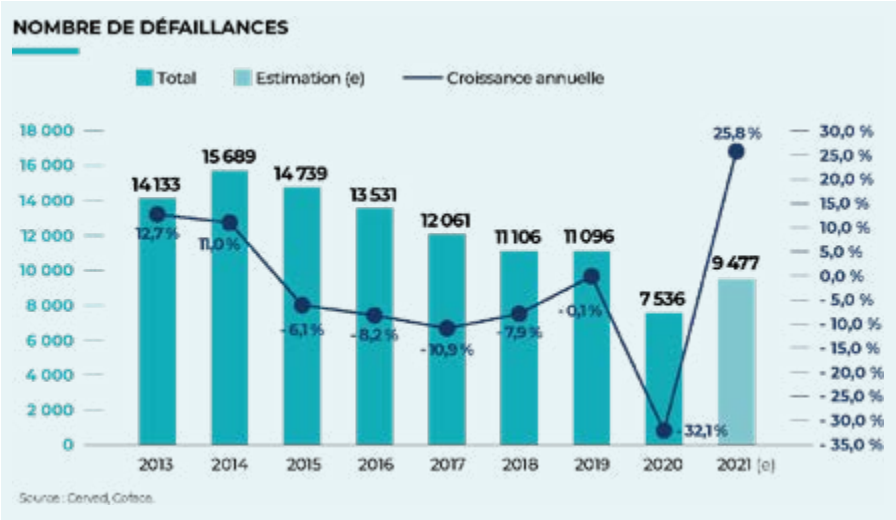
Procédure de restructuration

Cette procédure judiciaire permet à une entreprise confrontée à des difficultés financières de proposer un plan de restructuration de sa dette. Le débiteur soumet au tribunal une proposition prévoyant le remboursement intégral du restant dû à ses créanciers garantis. Si le tribunal l'accepte, il désigne un administrateur et, si le paiement de la majorité des créances en souffrance est accepté, le tribunal valide officiellement la procédure.

Alternativement, un accord de restructuration de la dette (*accordi di ristrutturazione del debito*) peut permettre de réorganiser la dette et d'éviter la faillite de la société débitrice. Le débiteur doit soumettre un rapport sur sa capacité à rembourser intégralement le reste de ses créanciers, qui, à défaut, peuvent contester l'accord devant un tribunal compétent en matière de faillite en demandant à vérifier que leurs créances seront payées normalement.

Liquidation judiciaire

La procédure vise à assurer le remboursement des dettes *via* la réalisation des actifs du débiteur et la distribution du produit aux créanciers. Le statut d'insolvabilité justifie la déclaration de faillite par le tribunal, même lorsque celle-ci ne résulte pas d'un manquement du débiteur. Le tribunal considère les preuves fournies par les créanciers et désigne un administrateur chargé de contrôler la société et ses actifs. Ce dernier a pour mission de liquider la totalité des actifs de la société et de distribuer le produit aux créanciers pour clôturer officiellement la procédure.



JAMAÏQUE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

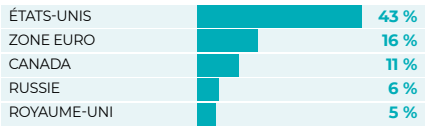
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**2,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**5 103**
DEVISE Dollar jamaïcain	**JMD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,1	-10,0	4,5	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,9	5,2	5,6	6,0
Solde public / PIB * (%)	0,9	- 3,0	0,8	1,0
Solde courant / PIB (%)	- 2,0	- 0,1	- 1,6	- 1,5
Dette publique / PIB * (%)	93,9	105,0	95,0	90,0

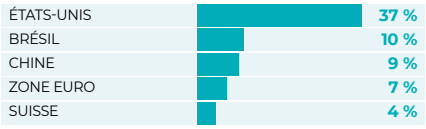
(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire 2022 = 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Ressources naturelles (bauxite, sucre, banane, café) et touristiques
- Soutien financier des organismes multilatéraux
- Emplacement géographique stratégique
- Importants transferts de la diaspora
- Stabilité du cadre démocratique

- Économie peu diversifiée et forte dépendance au tourisme
- Vulnérabilité aux chocs externes (climat, conjoncture américaine, matières premières)
- Dette publique très élevée et service de la dette inhibant la croissance
- Forte corruption, criminalité et main-d'œuvre largement non qualifiée qui peut peser sur le moral des investisseurs

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise modérée portée par le tourisme

L'économie jamaïquaine, qui s'est lourdement contractée lors de la pandémie de COVID-19, du fait de sa forte dépendance au tourisme et des mesures de restriction de déplacement, continuera de façon plus modérée en 2022 sa reprise amorcée dès 2021. Celle-ci demeurera pourtant entravée, conséquence du faible pourcentage de la population vaccinée. En octobre 2021, seulement 11,8 % de la population était vaccinée, et ce malgré le soutien de l'initiative COVAX porté par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Ce faible taux de vaccination ne permettra qu'une reprise modérée de la demande intérieure. Le pays reste également exposé aux aléas climatiques rendant incertaine la production agricole et minière (respectivement 8 % et 10 % du PIB). En 2022, la croissance sera, alors, principalement portée par la demande extérieure et, plus particulièrement, par les recettes touristiques (35 % du PIB et 58 % des exportations totales en 2019), qui dépendront, néanmoins, de la fin définitive des restrictions de mobilité et du retour à la normal du trafic aérien. De plus, la vive demande mondiale pour les produits agricoles (sucre, café, cacao et vanille) et miniers (10 % de la production mondiale de bauxite, minerai à la base de l'aluminium, et 8 % de la production mondiale d'aluminium) contribuera également à cette reprise. En octobre 2021, les prix de l'aluminium et des produits agricoles avaient augmenté respectivement de 70 % et 10 % en un an. Couplé à la hausse du prix de l'énergie importée, cela devrait conduire à une hausse de l'inflation, malgré la hausse, amenée à se poursuivre, de son taux directeur de 0,5 % à 1,5 % par la banque centrale en 2021. Cette inflation pourrait impacter la consommation des ménages (76 % du PIB en 2020) qui devrait progresser, après n'avoir été que faiblement soutenue par des mesures publiques lors de la pandémie. La baisse du chômage (8,5 % en juillet 2021) et les flux de rémittences (20 % en 2019) contribueront également à la consommation privée.

La Jamaïque s'appuiera alors sur son secteur touristique pour soutenir son offre, et sur le développement de sa plateforme logistique, qui est un des enjeux principaux du pays du fait de sa situation stratégique, de son réseau de transports et de télécommunications, et de l'élargissement du Canal de Panama de 2016. En effet, le gouvernement jamaïcain souhaite créer un réseau d'infrastructures intégrées couvrant l'air, la mer, le rail, la route et les zones économiques spéciales, afin de faire de l'île le quatrième nœud de la chaîne logistique mondiale. D'autres projets d'investissements publics se poursuivront avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement, concernant la réduction de la pauvreté. L'investissement privé devrait également repartir, à travers des partenariats publics-privés, comme la modernisation de l'aéroport de Sangster à Montego Bay. Enfin, celui-ci devrait profiter du « Projet d'investissement prioritaire » lancé par le gouvernement, afin de faciliter davantage les projets privés à impact économique important.

Une dette publique lourde malgré des perspectives positives

Après un abandon limité et momentané de sa politique d'austérité pour faire face à la crise sanitaire et économique de la COVID-19, le gouvernement est retourné dès 2021 à une politique budgétaire plus restrictive afin de rétablir l'excédent budgétaire. Cela passe par une hausse des recettes provenant de la reprise de la production et de la consommation et par une baisse des dépenses, notamment avec l'arrêt des quelques mesures de soutien mises en place pour soutenir les ménages lors de la pandémie. Ce retour à l'excédent des finances publiques permet de renouer avec l'allègement du fardeau de la dette publique encore bien lourd. Ainsi en octobre 2021, l'agence de notation S&P a révisé les perspectives économiques de la Jamaïque de négatives à stables.

Enfin, après avoir été soutenu par un prêt d'urgence de 520 millions de dollars du FMI en 2020, le déficit courant se stabilisera, la reprise des importations et la hausse des prix des produits importés, en particulier du pétrole, contrebalançant la reprise très attendue du secteur du tourisme et des remises.

Une popularité du président en berne

Malgré un taux d'abstention record (63 %) en raison de la crise sanitaire, le premier ministre Andrew Holness et son parti (The Jamaica Labour Party, JLP) s'étaient imposés pour un second mandat lors des élections législatives de septembre 2020, avec l'obtention de 49 sièges sur 63 au parlement. Pourtant, après avoir bénéficié d'un soutien populaire en raison de sa gestion initiale efficace de la crise, leur popularité a été extrêmement fragilisée fin 2021, du fait de la résurgence des cas de COVID-19 et de la dégradation des finances publiques. Un sondage datant de septembre 2021 a révélé que le premier ministre était approuvé par 42 % des Jamaïcains, soit une baisse de plus d'un tiers par rapport aux 65 % enregistrés en juillet 2020. Le principal défi pour 2022 sera de poursuivre la consolidation budgétaire entreprise sous les auspices du FMI depuis 2013, après un léger assouplissement en 2020 en conséquence de la crise. En outre, le gouvernement renforcera son action contre la criminalité armée, toujours le principal fléau, mais également contre la corruption et le manque de transparence.

Enfin, sur la scène internationale, le gouvernement devrait privilégier les relations avec les États-Unis, principal partenaire commercial et source de transferts de fonds des travailleurs expatriés. Il concentrera également ses efforts sur la coopération régionale, notamment pour lutter contre la criminalité et le trafic de drogue.

JAPON

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	125,8
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	40 089
DEVISE Yen japonais	JPY

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,0	- 4,6	2,4	2,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,5	0,0	- 0,2	0,6
Solde public / PIB * (%)	- 3,7	- 11,7	- 8,1	- 5,5
Solde courant / PIB (%)	3,4	3,3	3,5	3,3
Dette publique / PIB (%)	235,4	254,1	256,9	252,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Anée fiscale 2022 : avril 2022- mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	22 %
ÉTATS-UNIS	19 %
ZONE EURO	8 %
CORÉE DU SUD	7 %
TAÏWAN	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	26 %
ÉTATS-UNIS	11 %
ZONE EURO	10 %
AUSTRALIE	6 %
TAÏWAN	4 %

- Situation privilégiée dans une région dynamique
- Taux d'épargne national élevé (environ 25 % du PIB)
- La dette publique est détenue à plus de 90 % par des investisseurs nationaux
- Produits de technologie avancée et secteur industriel diversifié
- Accord commercial avec l'UE et le Partenariat transpacifique (décembre 2018)
- Accords commerciaux régionaux (RCEP, CPTPP)
- Excellents délais de paiement des entreprises

- Vieillissement rapide de la population, risque d'augmentation des dépenses de sécurité sociale
- Réduction de la main-d'œuvre et faible contribution de l'immigration, part croissante des travailleurs précaires
- Difficulté à assainir les finances publiques et à inverser les pressions déflationnistes
- Faible potentiel de croissance, faible productivité des PME
- Stagnation de la croissance des salaires réels

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise fragile

La croissance économique du Japon devrait rester faible en 2022, mais plusieurs risques baissiers pourraient peser sur les perspectives. Après avoir annoncé trois fois l'état d'urgence en 2021, le dernier ayant duré près de six mois d'avril à septembre, la levée des mesures d'urgence devrait donner un coup de fouet à la consommation intérieure (55 % du PIB 2019). L'activité des entreprises de services, qui reflète la demande intérieure, a affiché une expansion en octobre 2021, la première croissance enregistrée depuis le début de la pandémie début 2020, selon l'indice PMI. Un taux de vaccination élevé (environ 80 % de la population début janvier 2022) renforce également l'efficacité des décisions de réouverture de l'économie. Néanmoins, pour 2022, l'évolution de la pandémie reste très incertaine et exercera donc une pression à la baisse sur la consommation de services, et le tourisme (7 % du PIB 2019). Des conditions d'approvisionnement tendues pourraient également limiter la croissance des exportations et de la production industrielle, en particulier dans l'industrie automobile (12 % du PIB). Les principaux constructeurs automobiles japonais ont annoncé des réductions de production tout au long de la seconde moitié de 2021 en raison de pénuries de composants automobiles. Les exportations de marchandises (14 % du PIB) ont été un moteur essentiel de la reprise du Japon après la pandémie. Elles pourraient d'ailleurs subir des pressions en 2022 en raison de perturbations durables dans la chaine d'approvisionnement et du ralentissement économique de la Chine. Les investissements en actifs fixes des entreprises seront étroitement liés aux performances industrielles et commerciales. À plus long terme, le Japon sera confronté à des risques structurels importants qui pèseront sur son potentiel de croissance, le plus important étant une évolution démographique défavorable. La marge de manœuvre limitée de la politique monétaire et les besoins d'assainissement budgétaire constituent également des risques majeurs.

Une lente consolidation budgétaire

La réduction du déficit des finances publiques (en % du PIB) au cours de l'exercice 2022 (FY22), à partir d'avril 2022, devrait être progressive en raison de l'augmentation des dépenses à engager, notamment en matière de santé et de protection sociale, même si les recettes fiscales s'améliorent dans un contexte de croissance continue du PIB. Les demandes de budget combinées pour l'exercice 2022 s'élèvent à 111 000 milliards JPY, soit une hausse de 4 % par rapport aux 106 600 milliards JPY de l'exercice 2021, le service de la dette représentant plus d'un quart du total et les dépenses sociales 34 000 milliards JPY (30 % du total). En novembre 2021, le gouvernement a annoncé un budget supplémentaire pour l'exercice 2021 d'une valeur de 79 000 milliards JPY, ce qui devrait porter les nouvelles émissions obligataires à 65 700 milliards JPY, bien qu'elles soient encore bien inférieures aux 112 600 milliards JPY émis durant l'exercice 2020. Néanmoins, les trois séries de mesures de relance gouvernementales depuis le début de la pandémie devraient porter l'encours de la dette à long terme à 1 212 milliards JPY (10 000 milliards USD), soit environ 217 % du PIB du Japon. Toutefois, plus de 90 % de la dette publique à long terme est détenue au niveau national, la Banque du Japon détenant près de la moitié de l'encours de la dette après des années d'achats massifs d'obligations.

L'excédent de la balance courante devrait se poursuivre en 2022, même s'il devrait être légèrement plus réduit, car une balance des revenus largement positive devrait compenser une balance commerciale négative. La tendance à la hausse des revenus d'investissement depuis le milieu des années 1990, grâce aux actifs étrangers nets (AEN) de plus en plus favorables du fait de l'augmentation de l'épargne des entreprises, a contribué à compenser la tendance à la baisse de la balance commerciale (biens et services). Une reprise mondiale soutenue en 2022 devrait soutenir les entrées de revenus d'investissement du Japon. La balance commerciale devrait rester déficitaire, car la réduction estimée du déficit des échanges de services devrait être compensée par un excédent moindre des échanges de biens. Une reprise progressive des flux de services liés aux voyages, grâce à l'assouplissement des restrictions aux frontières et un rebond modeste du tourisme international, devraient réduire le déficit des services. Parallèlement, une amélioration continue de la demande intérieure stimulera les importations de biens, pesant ainsi sur la balance commerciale des marchandises, en particulier lorsque la croissance des exportations (par exemple dans le secteur automobile) est susceptible de ralentir à cause des perturbations prolongées de la chaîne d'approvisionnement et de pénurie de matières premières et matériaux essentiels.

Factions politiques

Le nouveau Premier ministre Fumio Kishida a mené le Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir à la victoire lors des élections générales de 2021 et a réussi à conserver une majorité pour son parti, même si elle est plus faible (56 %) à la Chambre basse, qui devient plus puissante. La coalition au pouvoir contrôle 63 % de la Chambre des représentants. Cependant, la perte de sièges du PLD pourrait signifier que le PLD devra prendre davantage en compte les avis du parti Komeito lors de l'élaboration de ses politiques, notamment en matière de dépenses. Il s'agit d'un point important en vue des élections de la Chambre haute de l'été 2022, où le PLD ne détient que 45 % des sièges et doit compter sur Komeito pour obtenir la majorité. Les factions politiques au sein du PLD pourraient limiter la capacité de l'administration de M. Kishida à mener des réformes audacieuses, notamment le renouvellement générationnel au sein du parti. À court terme, M. Kishida se concentrera sur les questions intérieures, notamment les mesures de lutte contre la pandémie et la reprise économique. L'équilibrage adroit des relations du Japon avec la Chine et les États-Unis sera un objectif clé pour la politique étrangère de Kishida. Dans le même temps, les relations entre le Japon et la Corée du Sud resteront probablement tendues, l'élection présidentielle dans ce dernier n'étant pas de nature à améliorer les liens entre les deux pays.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU JAPON

Paiement

Le Japon a ratifié la Convention internationale de juin 1930 sur les lettres de change et les billets à ordre et celle de mars 1931 sur les chèques. Par conséquent, la validité de ces instruments au Japon est soumise aux mêmes règles qu'en Europe.

La lettre de change (*kawase tegata*) et le billet à ordre *(yakusoku tegata*), beaucoup plus répandu, permettent aux créanciers, en cas d'impayé, d'engager, sous certaines conditions, une procédure de recouvrement de créances accélérée. Si cette procédure accélérée s'applique également aux chèques *(kogitte*), leur utilisation est beaucoup moins fréquente pour les opérations courantes.

Les chambres de compensation *(tegata kokanjo*) jouent un rôle important dans le traitement collectif de la masse monétaire résultant de ces instruments. Les pénalités pour carence de paiement ont un effet dissuasif puissant. Un débiteur qui connaît deux défauts de paiement en six mois sur une lettre de change, un billet à ordre ou un chèque à encaisser au Japon se voit interdire pour deux ans d'effectuer des opérations bancaires commerciales (compte courant, prêts) avec des établissements financiers rattachés à la chambre de compensation. En d'autres termes, le débiteur est réduit à un état d'insolvabilité de fait.

Ces deux mesures conduisent normalement à la demande de remboursement de tous les emprunts bancaires accordés au débiteur.

Les virements bancaires (*furikomi*), parfois garantis par un crédit documentaire standby, sont devenus sensiblement plus courants dans l'ensemble de l'économie au cours des dernières décennies, grâce à l'utilisation généralisée dans les milieux bancaires japonais des systèmes électroniques. Différents systèmes de virements interbancaires hautement automatisés sont également disponibles pour les paiements locaux ou internationaux, comme le système de compensation des devises étrangères FXYCS, opéré par l'Association des banquiers de Tokyo, et le système de transfert de fonds BOJ-NET, opéré par la Banque du Japon. Les paiements sont également de plus en plus souvent effectués via le site Internet de la banque du client.

Recouvrement des créances

En principe, afin d'éviter certaines pratiques peu honorables utilisées dans le passé par des sociétés spécialisées, seuls les avocats (*bengoshi*) peuvent procéder au recouvrement de créances. Toutefois, une loi datant de 1998 a institué la profession d'« administrateur » pour favoriser la titrisation des créances et faciliter le recouvrement des créances douteuses détenues par les institutions financières. Ces administrateurs sont des sociétés de recouvrement de créances autorisées par le ministère de la Justice à fournir des services de recouvrement, mais uniquement pour certains types de créances : prêts bancaires, prêts par des institutions particulières, prêts contractés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, remboursements de cartes de crédit, etc.

Phase amiable

Un règlement à l'amiable consiste à obtenir, dans la mesure du possible, une signature du débiteur sur un acte notarié comportant une clause d'exécution forcée qui, en cas de défaut de paiement persistant, est directement applicable sans besoin d'une décision judiciaire.

La pratique habituelle veut que le créancier adresse au débiteur une lettre recommandée avec accusé de réception (*naiyo shomei*), qui doit être écrite en japonais et certifiée par la poste.

A partir du 1er avril 2020, le délai de prescription a été modifié.

Pour les dettes accumulées après le 1er avril, le délai de prescription des dettes est de 5 ans à compter de la date à laquelle le créancier a eu connaissance de la possibilité de recouvrement des dettes et de 10 ans à compter de la date d'accumulation des dettes conformément à l'article 166, paragraphe 1, du code civil révisé et informé à compter du 1er avril 2020.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

La procédure de référé, qui donne aux créanciers la possibilité d'obtenir une décision sur le paiement (*tokusoku tetsuzuki*), s'applique aux créances pécuniaires incontestées et permet dans les faits l'obtention d'une injonction de payer (*shiharaï meirei*) dans un délai d'environ six mois.

Si le débiteur conteste la décision dans un délai de deux semaines après réception de l'injonction de payer, le dossier est renvoyé en procédure ordinaire.

Procédure ordinaire

La procédure ordinaire se déroule devant un tribunal d'instance (*kan-i saibansho*) pour les réclamations inférieures à 1 400 000 JPY et devant le tribunal de district (*chiho saibansho*) pour les réclamations d'un montant supérieur. Cette procédure, à la fois écrite (avec présentation d'arguments et échanges de moyens de preuve) et orale (avec audition des parties et de leurs témoins) peut durer entre un et trois ans à cause des différentes audiences. Cette procédure génère des frais importants.

La particularité du système juridique japonais réside dans l'accent mis sur la médiation civile (*minji chôtei*). Sous la supervision d'un tribunal, un groupe de médiateurs – généralement composé d'un juge et de deux assesseurs neutres – tente de parvenir, par concessions mutuelles des parties, à un accord sur les litiges civils et commerciaux.

Dans la pratique, les parties règlent souvent l'affaire à ce stade de la procédure, avant qu'un jugement ne soit rendu. Toute transaction obtenue par cette médiation devient exécutoire une fois approuvée par le tribunal, et cela en évitant une procédure judiciaire longue et coûteuse.

Exécution d'une décision de justice

Une décision de justice devient exécutoire dès lors qu'il n'a pas été interjeté appel dans un délai de deux semaines. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, ce dernier peut ordonner des mesures contraignantes, qui peuvent prendre la forme d'une saisie immobilière (le tribunal ordonne une adjudication) ou d'une application contre réclamation (un ordre de saisie).

En ce qui concerne la reconnaissance et l'application des sentences étrangères, le droit japonais met à la disposition des créanciers une procédure d'exequatur. Dans ce cadre, le tribunal procède en premier lieu à certaines vérifications concernant notamment le fait de savoir si les parties ont bénéficié d'un procès équitable et si l'application de la décision sera compatible ou non avec les politiques publiques japonaises. Si le pays émetteur n'est pas signataire d'un accord de reconnaissance et d'application réciproque des décisions de justice avec le Japon, la décision de justice ne sera pas appliquée par les tribunaux du pays.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de restructuration

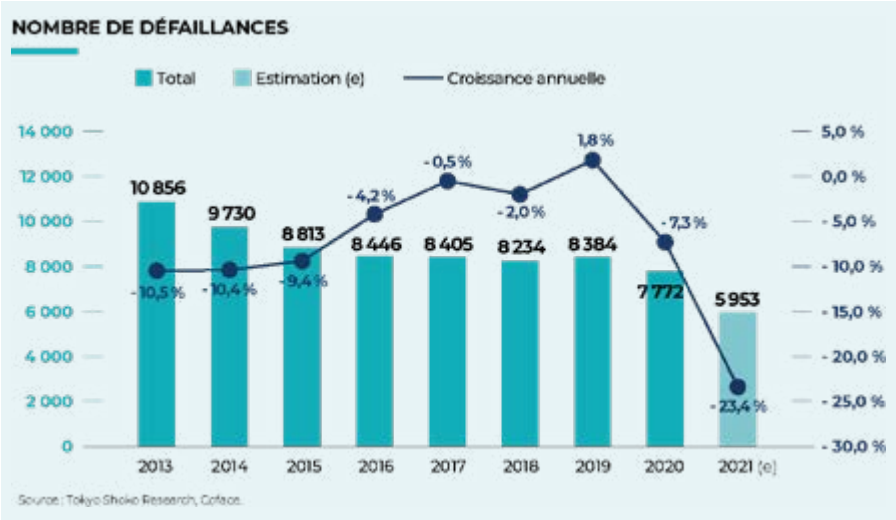
La première procédure de réorganisation d'entreprise (*kaisha kosei*) sert dans les dossiers d'insolvabilité complexes impliquant des actions d'entreprise. Elle nécessite la désignation obligatoire par le tribunal d'un syndic de réorganisation et la suspension des actions des créanciers garantis et non garantis à l'endroit du débiteur. Le tribunal désigne un avocat tiers (bengoshi) disposant d'une expérience substantielle des affaires de restructuration.

La seconde est une procédure de réhabilitation civile (*minji saisei*), qui a pour objectif de réhabiliter des sociétés de toute taille et de tout type. Le débiteur non dessaisi gère la réhabilitation sous le contrôle d'un superviseur désigné par le tribunal. En principe, les créanciers garantis conservent la possibilité d'entreprendre des actions de recouvrement. Le débiteur doit trouver des accords de règlement avec les créanciers garantis afin de pouvoir continuer à utiliser les sûretés concernées pour poursuivre son activité.

Procédure de liquidation

Dans le cadre de la procédure de faillite *(hasan*), le tribunal désigne un avocat en tant que syndic de faillite chargé de gérer la procédure. Les créanciers garantis conservent la possibilité d'entreprendre des actions de recouvrement, et peuvent librement exercer leur droit de porter réclamation en dehors du cadre de la procédure de faillite. Le syndic de faillite tente généralement de vendre les sûretés avec l'accord des créanciers garantis et de verser un pourcentage du produit des ventes au patrimoine. Celui-ci est distribué aux créanciers en fonction des priorités imposées sans qu'il soit nécessaire de recourir à un vote des créanciers.

La liquidation spéciale (*tokubetsu seisan*) est utilisée pour les sociétés par actions. Un liquidateur est désigné soit par des actionnaires du débiteur, soit par le tribunal. La distribution du patrimoine du débiteur aux créanciers doit être approuvée par les créanciers dont les réclamations portent sur au moins les deux tiers des créances totales, ou bien par règlement. On a recours à cette procédure lorsque les actionnaires du débiteur savent qu'ils obtiendront la coopération des créanciers pour le processus de liquidation et souhaitent contrôler le processus de liquidation sans impliquer un syndic de faillite.



JORDANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,2
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	4 286
DEVISE Dinar jordanien	JOD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020 (e)	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,0	- 2,0	2,0	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	0,4	2,3	2,0
Solde public / PIB * (%)	- 6,0	- 9,0	- 7,7	- 6,0
Solde courant / PIB * (%)	- 2,1	- 8,1	- 8,3	- 4,0
Dette publique / PIB (%)	78,0	88,5	91,2	91,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	24 %
INDE	12 %
ARABIE SAOUDITE	11 %
IRAK	9 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	4 %

Importations de biens % du total

CHINE	16 %
ZONE EURO	15 %
ARABIE SAOUDITE	12 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	4 %

- Soutien politique et financier des monarchies du Golfe et des pays occidentaux
- Importante production de phosphate et de potasse
- Main-d'œuvre expatriée et tourisme, sources importantes de devise (hors crise de la COVID-19)
- Relative stabilité politique, contrairement aux pays voisins

- Faiblesse des ressources énergétiques naturelles, en eau, ainsi que de la base manufacturière
- Vulnérabilité à la conjoncture économique internationale et à l'instabilité politique au Proche et Moyen-Orient
- Déséquilibres des comptes publics et extérieurs, entraînant une dépendance envers l'aide et les capitaux étrangers
- Taux de chômage très élevé, notamment parmi les jeunes et les femmes, informalité, difficile inclusion des réfugiés syriens
- Secteur de l'électricité en situation financière périlleuse

APPRÉCIATION DU RISQUE

La continuité d'une faible reprise en 2022

La reprise qui a suivi le paroxysme de la pandémie de COVID-19 a commencé au second semestre de 2021 et devrait se poursuivre en 2022. Le secteur du tourisme (hébergement, restauration, transport), qui représentait près de 18 % du PIB et de l'emploi en 2019, a été particulièrement touché par la fermeture des frontières et les restrictions aux voyages. La priorité donnée à la vaccination des travailleurs du tourisme et le contrôle des entrées dans le Triangle Aqaba, Petra et Wadi Rum ont permis une reprise partielle du secteur, avec des taux d'occupation d'hôtels atteignant 70 % pendant la saison d'été 2021. La continuité des campagnes de vaccination devrait améliorer les perspectives économiques des consommateurs et des entreprises. Ainsi, le rebond de la consommation privée (80 % du PIB) devrait constituer une source de croissance du PIB en 2022. Toutefois, le taux de chômage élevé, et touchant particulièrement les jeunes et les femmes, constitue un frein à la reprise du côté de la demande. La remontée des prix du pétrole et des denrées alimentaires devrait encore être source d'inflation en 2022. L'accroissement de la demande pourrait aussi contribuer aux pressions inflationnistes. Du côté monétaire, la banque centrale mène une politique accommodante depuis mars 2020, mais sensible aux changements de la Fed, pourrait durcir sa ligne. L'émergence d'un nouveau variant et une campagne de vaccination trop lente constituent un risque considérable et pourraient limiter l'ampleur du rebond économique.

Des déficits jumeaux importants

L'augmentation des dépenses liée à la COVID-19 pèse sur la consolidation budgétaire engagée par le gouvernement. La réponse budgétaire à la pandémie représentait 2,4 % du PIB en 2020. Cette politique comprenait des dépenses sociales et de santé, des subventions destinées au tourisme et des provisions de liquidités pour les entreprises. En 2021, certaines de ces mesures ont été prolongées, c'est par exemple le cas des reports d'impôts, des prêts subventionnées pour les PME et des programmes d'aide sociale. L'ensemble de ces mesures ont contribué au creusement du déficit budgétaire et à l'augmentation de la dette publique en 2020 et 2021. La Jordanie poursuit, malgré tout, la consolidation budgétaire (élargissement de l'assiette fiscale, lutte contre l'évasion fiscale, renforcement de la capacité de l'administration fiscale) avec le soutien du FMI, avec lequel a été convenu un programme assorti d'un prêt concessionnel de 1,5 milliard de dollars entre 2020 et 2024. Le pays a déjà bénéficié de 900 millions de dollars, dont 600 millions au titre de prêt concessionnels et 300 millions à titre d'urgence. En 2022, le déficit public devrait se réduire en raison de la fin des aides de soutien et de la reprise de l'activité, cette dernière permettant une augmentation des recettes fiscales.

Du côté des comptes extérieurs, le déficit de la balance courante s'est creusé davantage en 2021. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 23,1 et 22,3 % au cours de la première moitié de l'année 2021 par rapport à la même période en 2020. Les importations représentant plus du double de la valeur des exportations, le déficit commercial s'est accru de 24,6 % pendant la même période. Cela explique le déficit du compte courant en 2021, qui a atteint 8 %. En tant qu'importateur net d'énergie, les prix élevés pèsent. La reprise dans le secteur du tourisme, en grande difficulté jusqu'en été 2021, devrait conduire à une réduction du déficit courant en 2022.

Même s'il y a des émissions obligataires en devises sur les marchés domestique et international, le financement des déficits jumeaux dépend surtout du soutien extérieur, pour lequel l'élément don est significatif, en particulier celui des États-Unis, mais aussi des autres pays occidentaux, des pays du golfe, des organismes multilatéraux, des banques régionales. Le retour des IDE (environ 2 % du PIB) devrait aussi permettre de financer les déficits. Ce soutien permet en outre de maintenir les réserves de change à un niveau élevé (7 mois d'importations), nécessaires à l'ancrage de la monnaie nationale au dollar. Les aides extérieures permettent de surcroît d'héberger les réfugiés syriens dans le pays.

Des tensions internes

Au début de l'année 2021, le pays a été confronté à une crise politique, le prince Hamzah ayant été accusé d'avoir tenté de déstabiliser le pays. Bien qu'à la suite de ces accusations, le prince ait prêté allégeance à son demi-frère, le roi régnant Abdullah II, cet événement a terni la réputation du pays, considéré jusqu'ici comme stable. Ceci est intervenu sur fond d'accusations de corruption et de vulnérabilité de la population, exposée à la pauvreté. Le système politique a connu une autre difficulté : aux dernières élections de novembre 2020, le taux de participation n'a pas dépassé 30 % et le Parlement reste dominé par des députés situés hors partis politiques et des fidèles au roi. Incité à conduire des réformes, le roi Abdallah II a nommé l'ancien Premier ministre Samir Rafai à la tête du Comité royal chargé de rédiger des lois modernes sur l'organisation des élections et des partis politiques.

La position pro-occidentale et pro-états du golfe de la Jordanie restera la pierre angulaire de sa politique étrangère pour des raisons de sécurité et, de plus en plus, pour des raisons économiques. La position stratégique centrale de la Jordanie dans la région devrait garantir le maintien de l'aide logistique, financière et militaire des États-Unis, son principal allié.

KAZAKHSTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**18,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**9 071**
DEVISE Tenge kazakh	**KZT**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,5	- 2,6	3,3	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,3	6,8	8,9	6,5
Solde public / PIB * (%)	- 1,5	- 8,0	- 5,4	- 4,1
Solde courant / PIB (%)	- 4,0	- 3,7	- 2,0	- 1,5
Dette publique / PIB (%)	19,0	24,0	25,4	26,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Transferts du NFRK non inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	36 %
CHINE	14 %
RUSSIE	10 %
CORÉE DU SUD	5 %
SUISSE	5 %

Importations de biens % du total

RUSSIE	36 %
CHINE	17 %
ZONE EURO	13 %
CORÉE DU SUD	10 %
ÉTATS-UNIS	3 %

- Important potentiel pétrolier, gazier et minier
- L'État jouit d'une position de créancier net et dispose d'un fonds souverain bien doté grâce à la production d'hydrocarbures
- IDE abondant
- Taux de change flottant
- Membre de l'Union économique eurasienne (UEE) et de l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » (BRI)
- Stratégiquement situé entre l'Europe, la Russie et la Chine

- Fortement dépendant de la Russie (principale partenaire en matière de diplomatie et de sécurité) et de la Chine
- Fortement dépendant des produits de base (pétrole, gaz, uranium, fer, acier, cuivre) : économie peu diversifiée
- Infrastructures routières, portuaires et électriques inadéquates
- Structures de marché faiblement concurrentielles (forte concentration dans les secteurs clés et présence importante de l'État)
- Système bancaire encore fragile et dollarisation importante (37 % des dépôts et 13 % des prêts en 2020)
- Faiblesse de la gouvernance (corruption, politisation du système judiciaire, déficiences dans les procédures collectives, concentration du pouvoir économique au sein de l'élite)
- Enclavé ; faible densité de population; éloignement relatif des grands marchés mondiaux; obstacles non tarifaires importants malgré l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance stimulée par les hydrocarbures et la consommation privée

La croissance économique se renforcera sensiblement en 2022, grâce aux prix plus élevés des hydrocarbures et à la forte croissance de la consommation privée.

De fait, la poursuite de la reprise économique mondiale maintiendra la demande d'énergie à un niveau élevé, contribuant à ce que les exportations de biens et de services (35 % du PIB), dans lesquelles les hydrocarbures représentent 65 %, augmentent. Les prix mondiaux du Brent Blend atteindront une moyenne de 75 USD/b en 2022 (contre 70 USD/b en 2021). La hausse de la demande, en particulier de la Chine, ainsi que le desserrage du plafond de production contenu dans l'accord OPEP+ contribueront à l'augmentation de la production d'hydrocarbures. Le potentiel pétrolier du champ de Tengiz sera fortement exploité.

La consommation privée (62 % du PIB) progressera. Enfin, le président, M. Tokayev, a ordonné des augmentations de certains salaires du secteur public et du salaire minimum. Leur impact positif sur la consommation sera érodé par l'inflation encore forte. Plus encore, cette hausse aussi forte des salaires pourrait accentuer les pressions inflationnistes. En effet, l'inflation tendra à se modérer, mais resterait supérieure à l'objectif de la banque centrale (corridor cible de 4 à 6 %). Il existe un risque de volatilité accrue des prix, car les anticipations d'inflation sont faiblement ancrées et le cadre de la politique monétaire n'est pas bien développé. Un nouveau resserrement du taux directeur d'au moins 50 points de base est fort possible (9,75 % en octobre 2021) étant donné que les taux réels sont proches de zéro.

Le président Tokayev souhaite mettre un terme au renflouement des banques publiques par l'État. Il avait déjà cette intention en 2019, mais cela a continué depuis. Malgré l'injection de 6,3 trillions de tenges (14,8 milliards de dollars) au titre de la relance économique pendant la pandémie, les banques commerciales ne financent pas les petits projets, en particulier dans les zones rurales. Il a demandé au gouvernement d'élaborer des mesures afin de soutenir les efforts des projets de microfinance. Le crédit au secteur privé occupe une place réduite dans l'économie (22 %).

Un resserrage budgétaire pour épargner le fonds souverain

En 2022, le déficit courant devrait encore se réduire, du fait d'un excédent commercial accru par les hydrocarbures et d'une nette augmentation des transferts des expatriés en Russie. Il sera largement financé par les réserves de la banque centrale (NBK), ainsi que les actifs et les revenus du fonds souverain NFRK (92 milliards USD au total à la fin du premier semestre 2021, soit 46 % du PIB), les flux nets d'IDE (3,3 % du PIB en 2022) ayant diminué. Contrairement à la crise de 2015, les réserves de change, hors or, (24 milliards USD, soit l'équivalent de 7,5 mois d'importation) n'ont pas été sollicitées systématiquement pour soutenir le tenge devenu flottant, même si des interventions ponctuelles de la NBK l'ont accompagné.

Signe de pressions budgétaires fortes, le président a chargé le gouvernement d'affiner les règles de prélèvement dans le NFRK afin de limiter l'impact du déficit budgétaire sur ses actifs dont la valeur est passée de 62 milliards USD en 2019 à 55 milliards USD en 2021. Une règle budgétaire anticyclique sera introduite, qui devrait limiter les transferts du Fonds national et le taux de croissance des dépenses publiques afin de réduire le déficit budgétaire. Néanmoins, la politique budgétaire restera expansionniste dans certains domaines, tels que les aides sociales et les salaires, tout en limitant les dépenses dans d'autres, comme le soutien aux grandes entreprises. Une campagne de privatisation est en cours depuis 2014, qui a, jusqu'à présent, donné des résultats mitigés. Le président a demandé au Conseil suprême des réformes de rédiger un nouveau plan de privatisation. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de réduire la présence de l'État dans l'économie à 14 % d'ici 2025 (après avoir atteint l'objectif de 14,9 % en 2019).

Une violente crise socio-politique

Des protestations violentes ont commencé le 2 janvier 2022 dans la ville productrice de pétrole, Zhanaozen, se répandant rapidement à la plus grande ville du pays, Almaty. La raison : un changement de politique de tarification du gaz de pétrole liquéfié (GPL), réduisant les subventions pour ce carburant, et laissant les marchés déterminer son coût. Néanmoins, ce n'est pas l'unique raison de ces contestations. En effet, l'environnement socio-politique est depuis longtemps inchangé : bas salaires, retards de paiement, mauvaises conditions de travail, dévastation de l'environnement et corruption, exacerbés par la crise sanitaire qui a dévoilé un système de santé inefficace et corrompu. En réponse, le président Tokayev est revenu sur l'augmentation du prix de l'essence, a étendu les subventions au diesel, à l'essence et à d'autres biens essentiels. Il a également annoncé un gel des salaires des fonctionnaires, des augmentations de salaire dans certains secteurs et la création d'un fonds destiné à résoudre les problèmes sociaux, auquel les riches contribueraient. L'ancien président Nursultan Nazarbayev, qui a agi comme un dirigeant officieux dans les coulisses, a démissionné de son poste de chef du Conseil de sécurité du pays. Les violences se poursuivant, Tokayev a déclaré l'état d'urgence et demandé le soutien de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), le bloc de sécurité régional dominé par la Russie, afin de rétablir l'ordre. Les tensions apaisées, les troupes russes ont achevé leur retrait le 19 janvier. Une résurgence des protestations est possible puisque de nouvelles réformes structurelles radicales sont peu probables. L'intervention russe réaffirme son influence et ses intérêts stratégiques dans la région. La Chine est restée prudente vis-à-vis de l'intervention russe mais, une fois la situation stabilisée, elle semble l'avoir approuvée. Les liens commerciaux sino-kazakhs sont restés intacts.

KENYA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**48,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 104**
DEVISE Shilling kényan	**KES**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,0	- 0,3	7,7	5,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,1	5,4	6,2	5,8
Solde public / PIB * (%)	- 7,3	- 8,1	- 8,0	- 6,7
Solde courant / PIB (%)	- 5,5	- 4,4	- 5,0	- 5,1
Dette publique / PIB (%)	59,0	67,6	69,7	70,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire du 1er juillet au 30 juin ; année 2022 de juillet 2021 à juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	15 %
OUGANDA	12 %
PAKISTAN	9 %
ROYAUME-UNI	8 %
ÉTATS-UNIS	8 %

Importations de biens % du total

CHINE	22 %
INDE	11 %
ZONE EURO	11 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %
JAPON	5 %

- Sixième économie africaine (2020), mais la plus grande d'Afrique de l'Est, jouant un rôle central dans la Communauté d'Afrique de l'Est, le premier marché commun d'Afrique
- Agriculture diversifiée (40 % du PIB, troisième producteur mondial de thé) et secteur des services dynamique (informatique, télécommunications et services financiers)
- Mombasa est le troisième port le plus important d'Afrique
- Gisements de sables minéralisés (comprenant de l'ilménite, du rutile et du zircon)
- Des gisements d'hydrocarbures ont été découverts dans la région nord-ouest de Turkana
- Une population en forte croissance et une classe moyenne émergente
- Poursuite du Big Four Agenda par le président (un programme initialement prévu jusqu'à fin 2022 mais qui durera probablement plus longtemps), qui est axé sur l'auto-suffisance alimentaire, l'emploi dans le secteur manufacturier, la couverture médicale universelle et un meilleur accès au logement

- Dépendance à l'égard de l'hydroélectricité et de l'agriculture pluviale : sensible aux sécheresses et aux inondations
- Faibles ressources publiques (17 % du PIB en 2020) et dette publique élevée
- Goulets d'étranglement persistants dus au manque d'infrastructures et à la pénurie de compétences
- Risque terroriste dans le nord, près de la Somalie ; divisions politiques, sociales et ethniques
- Corruption persistante et déficiences en matière de gouvernance, y compris dans les entreprises publiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

La campagne de vaccination contribue à une reprise plus forte

L'accélération du rebond économique en 2022 dépend en partie des progrès de la vaccination qui est très en retard. Cela expose le pays à de nouvelles épidémies de COVID-19 qui pourraient entraîner des restrictions plus longues ou plus fortes, notamment au premier semestre, et devrait décourager davantage les touristes étrangers (10 % du PIB et 9 % de l'emploi en 2019). La consommation privée (81 % du PIB) devrait être le principal moteur de la croissance en 2022 grâce à la reprise du marché du travail. Le lent retour des touristes à partir du second semestre 2022 pourrait faire retomber le taux de chômage à son niveau d'avant COVID-19, soit 5 %, ce qui entraînerait une hausse des salaires. Cependant, la hausse de l'inflation - due à l'augmentation des prix de l'énergie suite à la réduction des subventions - érodera une partie des gains de pouvoir d'achat. La pression sur les prix ne se reflète pas dans le taux d'inflation annuel de 2022, en raison d'effets particuliers provenant de l'année dernière. La Banque centrale du Kenya devrait réagir à la reprise de l'inflation en relevant son taux d'intérêt de 7 % à 7,5 %, son niveau le plus bas depuis dix ans, ce qui pourrait également favoriser les entrées de capitaux. Un nouvel accord de libre-échange et d'investissement avec le Royaume-Uni, d'une valeur de 184 millions d'USD, stimulera les investissements (17 % du PIB). En outre, la société britannique de prospection pétrolière Tullow Oil a finalement présenté son projet de mise en production du champ pétrolifère de Lokichar (comté de Turkana) après plusieurs reports. Cependant, il est probable que d'autres investissements seront à nouveau reportés. La croissance des investissements publics et de la consommation sera limitée par les efforts d'assainissement des finances publiques. Ceci constitue la base d'un nouveau montage financier triennal (mécanisme de financement élargi et facilité de crédit élargie) approuvé par le FMI en avril 2021. Les échanges commerciaux en montant net devraient rester un frein à la croissance économique. Les exportations de marchandises (12 % du PIB) continueront de bénéficier de la forte demande de fruits et légumes (14 % des exportations), mais la croissance des exportations de thé (23 %) devrait rester faible en raison de la forte offre des autres exportateurs sur le marché mondial. Alors que les exportations de services devraient augmenter sensiblement avec le lent retour des touristes, la hausse des importations devrait plus que compenser cette évolution.

Déficits jumeaux et dette élevés

Tout en restant important, le déficit prévu dans le budget 2021-2022 diminue sensiblement. Le gouvernement a supprimé les subventions et les dépenses liées à la COVID-19, tandis que la poursuite de la reprise économique générera des recettes plus élevées. Néanmoins, les autorités devraient encore augmenter les dépenses pour lutter contre l'insécurité et la sécheresse dans le Nord, dans le cadre du 3e plan de relance (novembre 2021). Un déficit budgétaire plus réduit est conforme aux objectifs du programme actuel du FMI, avec 2,34 milliards USD en jeu, dont 984 millions USD ont déjà été décaissés. Néanmoins, la dette publique continuera de croître, mais à un rythme plus lent, jusqu'à 70 % du PIB. Le déficit des comptes courants devrait rester autour de 5 % du PIB. Les développements positifs provenant des exportations de services et de l'augmentation des envois de fonds des Kenyans vivant à l'étranger seront compensés par une augmentation de l'énorme déficit de la balance commerciale des marchandises. La dette extérieure publique (37 % du PIB), qui se répartit entre les créanciers commerciaux (30 %), bilatéraux (30 %, dont environ la moitié est détenue par la Chine) et multilatéraux (40 %), devrait continuer à augmenter, notamment en raison du service élevé de la dette qui augmentera avec la fin de la suspension du service de la dette bilatérale cette année.

Tous les yeux sont rivés sur l'élection présidentielle

Le contexte de l'élection présidentielle, prévue en août 2022, s'est compliqué après que la Haute Cour du Kenya a décidé, en mai 2021, de rejeter le projet d'amendement constitutionnel qui aurait notamment créé le poste de Premier ministre. Cette réforme faisait à l'origine partie d'une trêve entre le président Kenyatta et Raila Odinga, son principal adversaire lors de l'élection de 2017, afin de garantir la stabilité politique. Cela signifie que Kenyatta ne pourra pas conserver un certain pouvoir en occupant un poste de premier ministre après la fin de son deuxième et dernier mandat présidentiel cette année. Néanmoins, dans un pays où beaucoup votent encore selon des critères ethniques, Kenyatta, un Kikuyu (17 % de la population, le groupe ethnique le plus important), a déclaré son soutien à Odinga, un Luo (11 % de la population), formant ainsi une alliance inhabituelle. Cela pourrait placer le vice-président William Ruto - un membre de l'ethnie Kalenjin (13 %, la troisième plus importante) qui n'a pas reçu le soutien du président en raison de désaccords personnels - dans la meilleure position pour remporter l'élection avec le soutien de son groupe ethnique et de certains des Kikuyu déçus. En raison de la concentration du pouvoir, les élections sont déterminées par le vote ethnique et s'accompagnent souvent de flambées de violence. Ruto a également obtenu un soutien important de la part des jeunes en se présentant comme le candidat de la « Hustler Nation », en opposition avec Kenyatta et Odinga, des noms qui occupent le devant de la scène politique nationale depuis les années 1960.

KIRGHIZISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	6,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	1 189
DEVISE Som kirghiz	KGS

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,6	- 8,6	2,0	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,1	6,3	11,4	6,0
Solde public / PIB (%)	- 0,1	- 3,3	- 4,0	- 4,0
Solde courant / PIB (%)	- 12,1	4,5	- 8,0	- 7,0
Dette publique / PIB (%)	51,6	68,0	67,6	63,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ROYAUME-UNI	50 %
KAZAKHSTAN	15 %
RUSSIE	12 %
OUZBÉKISTAN	8 %
TURQUIE	4 %

Importations de biens % du total

RUSSIE	36 %
CHINE	20 %
KAZAKHSTAN	14 %
ZONE EURO	5 %
TURQUIE	5 %

- Abondance des ressources métalliques (or, cuivre, uranium, mercure, antimoine, plomb, fer) dont l'exploitation représente 30 % du PIB
- Potentiel touristique et hydroélectrique (seulement exploité à 10 %)
- Position stratégique et couloir de transit entre la Chine, la Russie et l'Europe
- Soutien financier des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, ainsi que de la Chine
- Membre de l'Union économique eurasiatique (UEEA)
- Membre de l'Initiative Ceinture et Route (ICR) de la Chine

- Petite économie ouverte fortement dépendante des fluctuations économiques en Russie, via les transferts des travailleurs expatriés (28 % du PIB), en Chine et au Kazakhstan, avec lesquels s'effectuent la moitié des échanges
- Forte dépendance à l'or (45 % des exportations) et à l'agriculture (20 % du PIB, 40 % des emplois)
- Système bancaire fragile, concentré et dollarisé (43 % des dépôts et 33 % des prêts), et crédit cher, dirigé et peu développé (25 % du PIB)
- Géographie difficile (enclavée et à 94 % montagneuse) et forte dépendance énergétique
- Infrastructures déficientes (énergie, eau, santé)
- Gouvernance défaillante (corruption, crime organisé, forte politisation du système judiciaire, importante économie informelle (23 % du PIB) qui réduit la ressource publique) et environnement des affaires difficile
- Instabilité politique et sociale liée à la faiblesse des institutions, à la pauvreté (20 % de la population) et aux oppositions ethnique, linguistique et économique entre les vallées nord et sud

APPRÉCIATION DU RISQUE

Des litiges dans l'extraction d'or mettent en péril l'activité

L'économie kirghize devrait croître davantage en 2022, grâce à une reprise progressive du tourisme, des transports et des services connexes. Cependant, l'incertitude sanitaire, et le déploiement lent des vaccins pourraient peser. Surtout, la contribution de l'extraction d'or à la croissance reste incertaine pour 2022. En effet, le 6 mai 2021, le tribunal kirghize a ordonné à Centerra Gold, la firme canadienne qui détient 100 % de *Koumtor Gold Company* (KGC), de payer environ USD 3.2 milliards pour les dommages environnementaux causés. L'État a également engagé une procédure judiciaire contre KGC pour impôts impayés. Le 23 octobre, le gouvernement a annoncé qu'une entreprise d'État, Kyrgyzgeologiya, serait désormais responsable de toutes les activités d'extraction de métaux précieux dans le pays. Ces évènements peuvent miner le sentiment des investisseurs et freiner la croissance à court et plus long terme, puisque l'activité de la mine représente 10 % du PIB et l'investissement étranger domine le secteur minier. De surcroît, le 17 septembre, l'*Independant Precious Metals Authority* (LBMA) a temporairement suspendu Kyrgyzaltyn, le producteur d'or public du pays, de sa liste de raffineurs, pour ne pas avoir respecté les exigences d'approvisionnement responsable. Après cette décision, l'accès au capital marché de l'or londonien a été coupé. Enfin, un juge de New York a validé la suspension par des fournisseurs étrangers de livraisons de matériels destinés à l'extraction.

Le secteur de l'énergie rencontre également des difficultés. Le 29 septembre 2021, la société d'État National Energoholding a annoncé qu'elle prévoyait de restreindre l'approvisionnement en électricité des entreprises et des rues de Bichkek, la capitale, afin de lutter contre la pénurie. Cette dernière est due au faible niveau d'eau dans le réservoir de Toktogul qui produit 40 % de l'électricité du pays. Afin de réduire la consommation, dans le cadre de la refonte de la politique tarifaire de l'électricité de 2021-25, les tarifs ont augmenté. À partir de 2022, les tarifs seront ajustés selon le taux d'inflation réel de l'année précédente.

L'inflation devrait s'assagir en 2022 pour se situer dans la cible de 5 à 7 %, grâce à la modération de la demande intérieure et au resserrement de la politique monétaire. Cette dernière suit les inflexions de la politique monétaire russe, le som évoluant comme le rouble du fait de l'importance des remises provenant de Russie. Néanmoins, les prix mondiaux élevés du pétrole et des denrées alimentaires représentent un risque à la hausse pour cette prévision. Le gouvernement pourrait alors décider de prolonger la réglementation des prix.

Une dette soutenable grâce au soutien international et à la compréhension chinoise

Le déficit budgétaire est induit surtout par le financement des infrastructures. Il est financé à 60 % par des prêts concessionnels et des dons étrangers. La part externe et libellée en devises de la dette publique (82 % du total) est détenue par les prêteurs multilatéraux (FMI, BAD, Banque Mondiale, EFSD) et bilatéraux (60 %) et par l'Eximbank chinoise (40 %). La dette publique rapportée au PIB commencera à se réduire en 2022, avec la progression de l'activité et la consolidation des dépenses. De plus, le FMI, le 6 octobre 2021, au titre de son Fonds de secours et de maîtrise des catastrophes (FSCR), a décidé d'annuler USD 12,6 millions de dette au pays.

Le pays enregistre, structurellement, des déficits commerciaux élevés, en raison de sa dépendance aux importations d'énergie et de machines. En 2022, les ventes d'or et d'électricité (même incertaines pour les premières) ainsi que les envois de fonds des expatriés (28 % du PIB), devraient plus que compenser les niveaux élevés des prix des hydrocarbures. Les IDE (15 % du PIB en 2020) participeront à son financement, mais peut-être moins qu'habituellement. Les réserves de change (5 mois de couverture d'importations en 2021) permettent de limiter la dépréciation du som. 70 % de la dette extérieure engage l'État ou sa garantie ; sa part privée correspond en partie à de l'endettement contracté par les sociétés étrangères présentes dans le pays, notamment chinoises dans le secteur minier.

Le gouvernement de S. Japarov donne du renouveau à la scène politique

Les manifestations suivant les élections législatives contestées pour cause de fraude électorale et d'achat massif de voix, en octobre 2020, ont conduit à la démission du gouvernement et du président Sooronbay Jeenbekov. Un nouveau président, Sadyr Japarov, a été élu en janvier 2021, avec une majorité écrasante, et le référendum constitutionnel d'avril suivant a transformé le régime parlementaire en présidentiel. Un nouveau système électoral mêlant scrutin majoritaire et proportionnel est adopté le 27 août. Les élections législatives ont eu lieu par anticipation le 28 novembre 2021 afin de renouveler les 90 sièges du Conseil suprême. Les partis soutenant ouvertement Sadyr Japarov arrivent largement en tête, tandis que les élus sans étiquette représentent plus d'un tiers. Toutefois, la population restera prompte à manifester, pour des raisons politiques et contre l'exploitation minière dont les exploitants sont majoritairement chinois, en raison des atteintes environnementales (sols, eau).

Le vieux conflit frontalier avec le Tadjikistan a fait des victimes dans les deux camps en 2021. Ce différend persistera en 2022. En outre, la militarisation accrue, en réponse à la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan, pourrait exacerber les tensions.

KOWEÏT

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	22 684
DEVISE Dinar koweïtien	KWD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,6	- 8,9	1,3	4
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,1	2,1	3	3
Solde public * / PIB (%)	- 8,3	- 1,5	1	0,5
Solde courant / PIB (%)	16,3	16,7	15,5	13
Dette publique / PIB (%)	11,6	11,7	8	11

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * L'année fiscale va du 1er avril au 31 mars : la dernière année fiscale est le 1er avril 2022 - 31 mars 2023, le solde fiscal comprend les revenus des investissements.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ARABIE SAOUDITE	2 %
CHINE	2 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	1 %
INDE	1 %
IRAK	1 %

Importations de biens % du total

CHINE	17 %
ZONE EURO	16 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	8 %
JAPON	6 %

- Des réserves financières importantes
- L'un des plus grands producteurs et exportateurs de pétrole au monde
- Situation géographique stratégique permettant l'accès à des marchés clés tels que l'Asie de l'Est, l'Europe et la Turquie
- Comptes publics et externes solides

- Faible diversification économique, le pétrole représente environ 45 % du PIB, ce qui rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix des hydrocarbures
- Une bureaucratie pesante qui nuit aux activités des entreprises
- Les instances législatives et le cabinet nommé par l'émir sont en conflit permanent, ce qui bloque parfois l'adoption de lois
- Pénurie de travailleurs expatriés et inadéquation entre les offres d'emploi et les emplois recherchés par la main-d'œuvre koweïtienne

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise devrait être progressive

Parallèlement à l'ouverture de l'économie, la consommation privée (environ 40 % du PIB) a pratiquement atteint en 2021 son plus haut niveau de la décennie. Elle devrait continuer à progresser en 2022 également, mais à un rythme plus lent en raison de l'arrivée à maturité de la reprise et de l'atténuation des effets de base. Les exportations deviendront le principal vecteur de croissance. En effet, la production de pétrole augmentera de près de 13 % en 2022 après avoir baissé consécutivement en 2020 et 2021 à la suite de l'accord OPEP+. En raison du manque de diversification économique, les tendances du secteur pétrolier resteront déterminantes pour l'économie koweïtienne. Grâce à la hausse des prix du pétrole et à l'augmentation de la demande mondiale d'hydrocarbures, les exportations nettes soutiendront la croissance en 2022. Les investissements (20 % du PIB) augmenteront lentement en 2022 grâce à l'achèvement de plusieurs raffineries, comme le projet de raffinerie d'Al-Zour, et des installations d'importation de GNL. D'autres projets de construction, tels que le développement du Sheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah Causeway, dans le cadre du programme Vision 2035 du Koweït, soutiendront également les investissements. Les dépenses publiques augmenteront également en 2022, en raison de la hausse des prix du pétrole et de l'épargne nationale (30 % du PIB), ce qui atténuera la pression exercée sur le gouvernement pour limiter les dépenses, comme la réduction de la masse salariale du secteur public ou l'introduction de mesures portant sur la rentrée de recettes, comme l'application d'un taux de TVA de 5 %. Ces facteurs seront également favorables à la demande intérieure. Malgré le faible niveau d'inflation, la banque centrale du Koweït devrait durcir sa politique en augmentant son taux d'escompte de son niveau actuel de 1,5 % pour suivre l'exemple de la Fed américaine, le dinar koweïtien étant rattaché à un panier de devises dominé par le dollar américain.

Créancier net vis-à-vis du monde entier avec des comptes publics améliorés

Les exportations d'hydrocarbures (90 % des exportations totales de marchandises) resteront une source importante de revenus en raison des prix élevés du pétrole. Ces recettes alimenteront les fonds souverains. L'Autorité koweïtienne d'investissement (KIA) est responsable de la gestion et de l'administration du Fonds de réserve général (GRF) et du Fonds pour les générations futures (FGF) du Koweït. Le GRF est le principal dépositaire de tous les revenus pétroliers de l'État et agit comme le compte du Trésor public, tandis que le FGF est une plateforme d'épargne intergénérationnelle. Les actifs du FGF ne peuvent pas être retirés, sauf si la loi l'autorise. Certains médias suggèrent que les actifs du fonds souverain dépassent 700 milliards de dollars, soit plus de cinq fois le PIB du Koweït. Malgré la hausse des exportations, l'anticipation d'une augmentation des importations en raison de l'amélioration des conditions économiques et de l'augmentation du niveau des revenus pèsera sur l'expansion de l'excédent de la balance courante en 2022.

Après avoir plongé dans le rouge au cours de l'exercice budgétaire 2019-2020, la balance fiscale s'est améliorée et est redevenue positive au cours de l'exercice 2021-2022, ce qui traduit le rebond des revenus des hydrocarbures (deux tiers des revenus fiscaux totaux) et la suppression de certaines mesures liées à la COVID-19. Le parlement s'efforcera également d'adopter un projet de loi sur la dette qui prévoit un plafond d'endettement de 60 % du PIB, laissant une certaine souplesse pour la gestion de la dette et l'accès aux marchés mondiaux de la dette. En l'absence de loi sur la dette, le financement du déficit a reposé principalement sur l'utilisation des liquidités du GRF, ce qui explique le faible niveau de la dette.

Les tensions entre le cabinet et le parlement vont persister

Les tensions permanentes entre les pouvoirs exécutif et législatif koweïtiens constituent une source d'instabilité qui pèse sur les investissements et l'adoption de réformes. L'Assemblée nationale est composée de 50 membres élus, officiellement indépendants, puisque les partis politiques n'existent pas, et de 16 ministres nommés par le gouvernement. Après la démission de son gouvernement début novembre 2021, le cheikh Sabah Al Khaled Al Hamad Al Sabah a été reconduit dans ses fonctions de premier ministre. Cette démission est intervenue alors que plusieurs législateurs de l'opposition souhaitaient interroger le Premier ministre sur diverses questions, notamment sa gestion de la pandémie de COVID-19. Al Sabah avait déjà démissionné deux fois en 2020 avant d'être reconduit à chaque fois en vertu d'un décret royal. Cependant, la nomination du même Premier ministre pour former un troisième gouvernement pourrait ne pas suffire à calmer les leaders de l'opposition. Cela dit, ces remaniements ministériels continuels ne menacent pas la stabilité politique du pays. En effet, le Koweït bénéficie d'un pouvoir législatif plus indépendant que celui de ses voisins de la région. Cependant, cette situation continuera à retarder l'adoption de lois importantes, telles que la loi sur la dette, et à ralentir le développement du secteur privé et la koweïtisation de sa main-d'œuvre, ce qui permettrait de réduire plus facilement faciliterait les effectifs du secteur gouvernemental qui emploie 80 % de ressortissants koweïtiens.

LAOS

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**7,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 587**
DEVISE Kip laotien	**LAK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	4,7	- 0,4	2,2	4,6
Inflation * (moyenne annuelle, %)	3,3	5,0	4,9	3,7
Solde budgétaire / PIB * (%)	- 5,0	- 6,5	- 5,6	- 5,3
Solde courant / PIB * (%)	- 6,5	- 5,7	- 7,5	- 7,2
Dette publique / PIB * (%)	61,6	68,0	68,2	68,8

(p) : Prévision. * Année fiscale 2021 : 1er octobre 2021 – 30 septembre 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

THAÏLANDE	45 %
CHINE	32 %
VIETNAM	7 %
ZONE EURO	4 %
JAPON	2 %

Importations de biens % du total

THAÏLANDE	54 %
CHINE	25 %
VIETNAM	9 %
JAPON	2 %
SUISSE	2 %

- Ressources naturelles abondantes : minerais (cuivre, or, fer), produits agricoles (maïs, riz, canne à sucre, caoutchouc, manioc, soja, café) et forêts (bois et pâte à papier).
- Développement du secteur hydroélectrique et diversification de l'économie (agroalimentaire, électronique, textile).
- Investissements étrangers dans les secteurs des matières premières et de l'énergie
- Intégration régionale (ASEAN) et adhésion à l'OMC

- Déficit important et persistant de la balance courante
- Faibles réserves de change
- Gouvernance défaillante et inégalités importantes
- Fragilité du secteur bancaire
- Risque souverain important en raison d'une dette extérieure élevée, notamment avec la Chine.
- Sensibilité aux prix des matières premières ainsi qu'à la conjoncture économique et géopolitique régionale (enclave).
- Niveaux élevés de corruption (134e/198 dans l'indice de Transparency International en 2020).

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise plus faible qu'anticipé

La reprise a été freinée par une vague inattendue de COVID-19 au second semestre 2021, la consommation et l'activité manufacturière ayant été frappées par des mesures de confinement et d'endiguement de la pandémie. La consommation des ménages, qui représente 66 % du PIB, devrait rester faible du fait des pertes de revenus résultant d'une hausse du chômage dans le sillage du confinement et de la faiblesse des transferts d'expatriés, principale source de revenus de 9 % des ménages. Les restrictions continueront de peser sur la construction (8 % du PIB) à court terme et de retarder certains projets, les travailleurs manuels ayant été licenciés pendant les confinements. Toutefois, cela ne semble pas être le cas pour les grands projets d'infrastructure : la voie ferrée Chine-Laos, un projet relevant de l'initiative « Belt and Road », fut opérationelle en décembre 2021, comme prévu. En outre, une solide réserve de grands projets, notamment le projet hydroélectrique Nam Theun 1 (un projet mené conjointement entre les gouvernements laotien et thaïlandais) qui devrait entrer en service en 2022, et la zone économique spéciale de Sithandone créée par le Guangdong Yellow River Industrial Group (une entreprise chinoise qui prévoit d'investir 10 milliards d'USD) devraient soutenir les perspectives du secteur de la construction et les investissements en 2022. L'électricité, qui représente 10 % du PIB et 25 % des exportations, restera un moteur essentiel de la croissance en 2022. L'industrie agricole (15 % du PIB), qui emploie 60 % de la main-d'œuvre, devrait se développer en 2022 si les conditions météorologiques restent favorables. Cependant, l'interdiction d'importation de bovins par la Chine en juillet 2021, à la suite d'une épidémie de dermatose nodulaire, devrait représenter un défi pour le secteur. L'industrie minière (6 % du PIB) devrait continuer son déclin en raison de la suspension des nouvelles concessions minières par le gouvernement en 2016. Les services, notamment le tourisme (représentant 3,5 % du PIB), ont été touchés par les restrictions et devraient continuer à peser sur la reprise.

Vulnérabilité aux chocs extérieurs en raison de la persistance d'un niveau élevé de dette publique extérieure

Le déficit public devrait connaître un léger recul en 2022, car les recettes continueront d'augmenter alors que les dépenses devraient croître à un rythme plus lent après la mise en œuvre d'un plan de relance à hauteur de 1,9 % du PIB en 2020 pour soutenir l'économie. La dette extérieure s'élève à 67 % du PIB, 56 % de la dette extérieure totale étant due par le secteur public, le reste correspondant à des engagements non garantis dans le cadre de partenariats public-privé ou de la liaison ferroviaire Boten-Ventiane. La dette extérieure est largement libellée en dollars, ce qui la rend vulnérable aux chocs extérieurs, et augmente pendant les périodes de dépréciation du kip, comme cela a été le cas en 2021 (surtout à partir de septembre). La moitié de la dette est détenue par la Chine, qui a participé aux grands investissements du pays, dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » (prêt de 5,9 milliards de dollars pour la ligne à grande vitesse Vientiane-Boten, l'hydroélectricité...). Le niveau de la dette et son service empêchent le pays de financer ses dépenses à des conditions favorables sur les marchés financiers, c'est pourquoi la part concessionnelle représente 61 % de la dette publique extérieure.

Le déficit de la balance courante devrait légèrement reculer, car le déficit de la balance commerciale devrait s'améliorer sous l'effet de la reprise de la demande extérieure. Les exportations connaissent un redressement, notamment pour le minerai de cuivre et l'électricité, en raison de la reprise chez les principaux partenaires commerciaux du Laos (Chine, Thaïlande et Vietnam). Cela dit, la faiblesse du secteur du tourisme devrait limiter le redressement du déficit commercial, car les restrictions aux frontières devraient subsister. Par ailleurs, 70 % des envois de fonds des expatriés (1,7 % du PIB en 2019) proviennent de la Thaïlande, fortement touchée par la crise, et suivront la courbe de sa reprise. Le déficit de la balance courante est généralement financé par la dette bilatérale et multilatérale, ainsi que par les IDE, notamment en provenance de Chine. Les réserves de change ont atteint 3,3 mois d'importations en septembre 2020 (dernières données) et restent suffisantes pour l'instant.

Un système politique opaque et une forte dépendance à l'égard de la Chine

Le président Boungnang Vorachit et le Premier ministre Thongloun Sisoulith sont tous deux membres du Parti révolutionnaire populaire lao (PRPL), qui est le seul parti au pouvoir autorisé dans le pays. Ce parti communiste contrôle tous les aspects de la politique et des libertés civiles. Les élections législatives de février 2021 ont renforcé sa position au Parlement, avec 14 sièges supplémentaires (158/164 sièges).

L'influence de la Chine reste forte car le pays s'appuie fortement sur son économie pour la réalisation de grands projets d'infrastructures tels que des projets autoroutiers (autoroute de Vientiane), dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » visant à soutenir sa reprise économique. Les inquiétudes se multiplient au sujet des prêts importants contractés par le Laos pour financer ces projets. Si le pays ne parvenait pas à rembourser les créanciers chinois, cela pourrait le conduire dans le piège de l'endettement, situation dans laquelle les actifs seraient saisis par la Chine, comme cela fut le cas en septembre 2020, lorsque le Laos a permis à la Chine de prendre le contrôle de sa compagnie nationale d'électricité.

LETTONIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

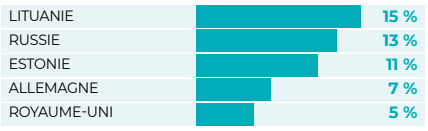
POPULATION Millions d'habitants - 2020	1,9
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	17 549
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,5	- 3,6	4,6	4,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,7	0,1	3,4	3,7
Solde public / PIB (%)	- 0,6	- 4,5	- 9,5	- 4,3
Solde courant / PIB (%)	- 0,7	2,9	0,8	- 0,3
Dette publique / PIB (%)	36,7	43,2	48,4	51,0

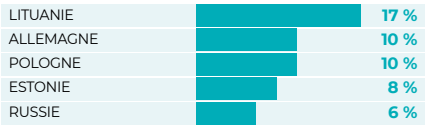
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Membre de la zone euro (2014) et de l'OCDE (2016)
- Système financier national dominé par les banques suédoises (85 % du crédit national)
- Efforts pour améliorer la réglementation du système financier offshore
- Réduction rapide des dépôts bancaires des non-résidents (les non-résidents de l'UE ne représentent que 7 % du total des dépôts)
- Point de transit entre l'Union européenne et la Russie (littoral et ports)
- Niveau élevé de numérisation

- Baisse de la population active (faible taux de natalité, émigration) et chômage structurel élevé
- Faible recouvrement en cas de défaillance malgré les réformes du droit de l'insolvabilité et de la justice
- Fiscalité du travail élevée, qui frappe les personnes à bas salaires et encourage la sous-déclaration
- Des liaisons terrestres insuffisantes avec le reste de l'Union européenne
- Richesse concentrée dans la capitale, forte inégalité des revenus

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une forte croissance en 2022

L'économie a déjà retrouvé son niveau pré-pandémique en 2021. Des mesures gouvernementales importantes et l'accélération des exportations ont soutenu l'activité économique, notamment au cours des trois premiers trimestres de 2021. Cependant, le dernier trimestre de 2021 a montré une performance plus faible en raison de l'augmentation rapide des taux d'infection qui a entraîné un renforcement des mesures d'endiguement. Néanmoins, la reprise économique devrait se renforcer en 2022, dans un contexte de hausse des taux de vaccination. La forte croissance des salaires et l'épargne accumulée soutiendront la consommation des ménages, principal moteur de la croissance. Le marché du travail s'est déjà amélioré en 2021, et les secteurs des services seront disposés à embaucher davantage de salariés en 2022. La croissance des salaires est soutenue par l'augmentation des offres d'emploi, alors que le taux de chômage (6,7 % en octobre 2021) n'est pas encore redescendu au niveau pré-pandémique. Toutefois, l'accélération de la consommation des ménages sera freinée par une inflation élevée. Les prix mondiaux de l'énergie se sont envolés, poussant à la hausse les prix intérieurs des carburants, du chauffage, du gaz et de l'électricité. La pression sur les prix devrait diminuer au plus tôt au second semestre 2022. En outre, les exportations seront soutenues par la demande de l'UE, qui reste le principal partenaire commercial. La Lettonie a déjà bénéficié d'un bond de la demande étrangère, notamment pour les produits minéraux, le fer et l'acier, les machines et équipements, ainsi que les produits chimiques et le bois. Néanmoins, les importations devraient rebondir encore plus fortement et, par conséquent, rendre négative la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB. La formation brute de capital fixe bénéficiera de l'afflux de fonds européens. En outre, les investissements dans l'immobilier devraient augmenter, ce qui se reflète déjà dans le nombre croissant de permis de construire. Après le recul de la pandémie qui a suivi la vague initiale, les ménages sont à nouveau disposés à contracter des prêts hypothécaires. Néanmoins, les investissements des entreprises ont relativement stagné avec un niveau d'incertitude encore relativement élevé. Leur volonté d'investir devrait s'améliorer en 2022.

Réduction du déficit grâce à des mesures de soutien fiscal

Le déficit budgétaire de l'année dernière a grimpé en flèche grâce aux mesures de soutien (près de 5 % du PIB au total), non seulement au début de 2021, mais aussi au cours des derniers mois en raison de la réintroduction des restrictions liées à la pandémie. En 2022, le déficit diminuera à mesure que ces mesures seront réduites, mais elles s'élèveront encore à 2 % du PIB. Les mesures de soutien supplémentaires comprennent principalement une augmentation de l'abattement fiscal sur les revenus non imposables (de 300 euros en 2021 à 500 euros en juin 2022), des augmentations de salaires pour les travailleurs sociaux et de santé ainsi que pour les enseignants, et un paquet d'investissements pour soutenir la reprise économique. Des fonds supplémentaires sont également alloués au développement régional et municipal. La Lettonie a reçu 6,7 % du PIB de 2020 en subventions du fonds de relance de l'UE, dont 35 % devraient être dépensés d'ici 2023. Environ 60 % seront consacrés à la lutte contre le changement climatique et à l'accélération de la transformation numérique de la Lettonie. Bien que la dette publique ait bondi pendant la pandémie, elle reste relativement faible par rapport aux normes européennes. Elle contribue au faible coût du service de la dette (moins de 1 % du PIB).

En 2022, la balance courante redeviendra (légèrement) déficitaire, dans un contexte de reprise économique continue, ce qui contribuera à creuser le déficit commercial. La croissance des exportations de biens restera solide, tandis que les importations s'accéléreront en fonction de la consommation des ménages. L'excédent de la balance des services devrait continuer à se redresser, car les TIC et les autres services aux entreprises devraient rester dynamiques. En outre, les exportations de services seront stimulées lorsque les voyages reprendront, car le secteur touristique letton contribuait à près de 10 % du PIB avant la pandémie. Toutefois, il est peu probable qu'il retrouve un niveau similaire en 2022. La dette extérieure, qui dépasse 120 % du PIB, est la conséquence de déficits antérieurs élevés de la balance courante. Elle reste la plus élevée parmi les pays de l'UE, mais diminue.

Les élections à venir pourraient apporter des changements sur la scène politique

Krišjānis Kariņš a été nommé Premier ministre en 2019 et dirige la large coalition gouvernementale composée du Nouveau parti conservateur, du populiste KPV, du parti libéral AP!, de l'Alliance nationaliste et du parti libéral-conservateur Nouvelle unité. Bien que le parti pro-russe Harmonie soit arrivé en tête des élections législatives de 2018 (20 % des voix donnant lieu à 23 sièges sur 100), l'absence de représentation politique de l'importante minorité russophone (30 % de la population) dans les gouvernements successifs reflète son exclusion de la société lettone, dans un pays où la langue est un enjeu identitaire important. Les relations avec la Russie sont redevenues tendues depuis la construction d'une clôture à la frontière en 2019. Bien qu'officiellement destinée à limiter la contrebande et l'entrée illégale de migrants en Lettonie, la clôture est perçue par certains médias et politiciens russes comme un geste de Riga contre Moscou. Les risques pour la stabilité politique pourraient augmenter en raison du renforcement des mesures de lutte contre les pandémies. En octobre 2021, le gouvernement a instauré un confinement de quatre semaines. Ces mesures ont été assouplies en novembre 2021, mais l'accélération des nouveaux cas de COVID-19 pourrait conduire à la réintroduction de mesures plus restrictives en 2022.

LIBAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**6,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 785**
DEVISE Livre libanaise	**LBP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 6,7	- 26,2	- 8,3	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,9	84,9	137,6	84,0
Solde public / PIB (%)	- 10,9	- 5,2	- 4,7	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 24,3	- 22,1	- 11,7	- 11,0
Dette publique / PIB (%)	158,9	255,3	236,9	148,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	26 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	14 %
ZONE EURO	9 %
ARABIE SAOUDITE	6 %
IRAK	4 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	33 %
ÉTATS-UNIS	8 %
TURQUIE	7 %
CHINE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %

- Situation géopolitique stratégique, à la croisée de trois continents.
- Possibilité d'attirer l'aide internationale en cas d'engagement du gouvernement dans des réformes fiscales
- Potentiel de gaz offshore
- Potentiel touristique

- Après le défaut de paiement de mars 2020, l'accès aux financements extérieurs reste problématique
- Dépendance à l'égard des fonds étrangers pour financer le déficit extérieur
- Environnement à forte inflation, monnaie locale faible
- Perte d'une partie importante des infrastructures locales après l'explosion survenue à Beyrouth en 2020
- Incertitude politique persistante
- Difficulté à rétablir les flux touristiques en raison des tensions sociales résultant de la crise économique et des faibles niveaux de vaccination

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les effets de base seront le moteur de la croissance en 2022

Après le défaut de paiement de la dette internationale du Liban en mars 2020, la situation économique s'est fortement détériorée et la production nationale s'est encore contractée en 2021. Malgré la formation d'un gouvernement en septembre 2021, qui a mis fin à une paralysie de 13 mois, de graves difficultés persistent dans un contexte d'hyperinflation, de pénurie de produits de première nécessité tels que les médicaments, de coupures d'électricité, de faibles recettes touristiques et de pénurie de dollars américains, qui pèsent tous sur la consommation et les investissement privés. Seuls 27 % de la population étaient entièrement vaccinés à la fin de 2021, ce qui laisse l'économie exposée à une nouvelle série de confinements qui pourraient freiner l'activité commerciale en 2022. La reprise économique, à partir d'une base extrêmement faible, devrait dès lors être très lente et progressive. La consommation privée, qui représente environ 90 % du PIB en 2019, sera le principal moteur de croissance en 2022, mais cette croissance sera modérée, car freinée par la hausse des pressions financières et fiscales. D'autre part, les flux de transferts de fonds (20 % du PIB en 2020 selon la Banque mondiale) seront cruciaux, car ils peuvent soutenir les revenus des résidents locaux. Les envois de fonds en espèces sont également faibles en raison de la fermeture des frontières et de la réticence de la diaspora libanaise à visiter le pays. L'investissement restera faible en raison des incertitudes financières et politiques, ainsi que de la détérioration des conditions opérationnelles. La reprise timide de la demande intérieure limitera la croissance des importations. De plus, la Banque du Liban devrait lever la plupart des subventions accordées aux importations grâce à ses taux de change sélectifs, mais l'impact dépendra du taux de change qui sera utilisé. La Banque a déjà déclaré en août 2021 qu'elle n'ouvrirait plus de lignes de crédit pour les importations de carburant et ne subventionnerait plus ses achats. En conséquence, les importateurs de carburant ont dû acheter des dollars américains sur le marché noir où la livre libanaise se situait, à l'époque, autour de 20 000 par rapport au dollar américain, bien au-dessus du taux officiel de la banque centrale de 1 500. Les très faibles exportations de biens (4,8 milliards USD en 2020 dont un tiers en métaux précieux et bijoux) continueront à souffrir des instabilités régionales. L'inflation restera élevée en raison d'une monnaie locale en difficulté (affaiblissement de 90 % par rapport à l'USD sur le marché parallèle depuis fin 2019) et de la flambée des prix des carburants.

Déficits jumeaux et dette élevée persistants

En avril 2021, le déficit budgétaire s'est réduit de 62,4 % par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques ayant diminué de 36 % en glissement annuel, tandis que les recettes augmentaient de 5 %. La baisse des transferts du Trésor à l'Electricité du Liban (EdL) ainsi que des subventions a contribué à cette tendance. Néanmoins, les comptes publics resteront fortement déficitaires en 2022 jusqu'à l'adoption de réformes fiscales visant à contenir les salaires du secteur public. Afin de débloquer le soutien international, devenu minime, le gouvernement a déclaré en octobre 2021 qu'il avait repris les interactions avec le FMI. Les partenaires attendront toutefois la conclusion d'un accord avec le FMI, lequel ne devrait pas intervenir avant le second semestre 2022.

Le faible taux de vaccination dissuadera le tourisme entrant (environ 18 % du PIB en 2019), réduisant ainsi les recettes touristiques. Couplé à la performance limitée des exportations, cela contribuera au déficit du compte courant, qui restera à deux chiffres en 2022. Les actifs en devises de la Banque du Liban ont diminué de 27 % en glissement annuel pour atteindre 18,7 milliards de dollars fin octobre 2021, principalement en raison des subventions sur les produits de base, et ce malgré l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) de 1,135 milliard USD par le FMI en septembre 2021. Même si la suppression de la plupart des taux de change subventionnés l'aidera à restaurer partiellement ses réserves, celles-ci resteront faibles en raison de l'important déficit de financement extérieur.

Une scène politique difficile dans un contexte de tensions régionales croissantes

La formation d'un gouvernement, après une impasse de 13 mois, constituait une condition préalable à la reprise des discussions avec le FMI et a permis de franchir une étape positive vers l'aide financière internationale tant attendue. Le gouvernement devra toutefois actualiser son plan de relance économique afin de conclure un programme de financement avec le FMI. Le gouvernement pourrait opter pour une progression prudente des réformes demandées afin de maintenir sa popularité avant les élections parlementaires prévues en mars 2022.

La montée des tensions géopolitiques pourrait également ajouter aux pressions négatives qui pèsent déjà sur l'économie libanaise. Une vidéo (diffusée fin octobre 2021) montrant une ancienne interview d'un ministre libanais critiquant l'intervention militaire menée par l'Arabie saoudite au Yémen a incité l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et Bahreïn à rappeler leurs émissaires de Beyrouth. L'Arabie saoudite a également interdit toute importation en provenance du Liban et interdit à ses citoyens de se rendre au Liban. Cela pèsera davantage sur les exportations libanaises et aggravera la pénurie de dollars américains.

LIBÉRIA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	647
DEVISE Dollar libérien	LRD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 2,5	- 3,0	3,0	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	27,0	17,2	9,0	9,5
Solde public / PIB * (%)	- 4,5	- 3,7	- 3,0	- 2,5
Solde courant / PIB ** (%)	- 21,5	- 21,7	- 21,5	- 21,5
Dette publique / PIB (%)	53,2	51,2	50,3	49,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus, année fiscale 2022 allant du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022. ** Coopération internationale incluse.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	36 %
ZONE EURO	21 %
ÉTATS-UNIS	19 %
BANGLADESH	3 %
MALAISIE	1 %

Importations de biens % du total

CHINE	29 %
INDE	27 %
ZONE EURO	10 %
ÉTATS-UNIS	8 %
CÔTE D'IVOIRE	6 %

- Diversité des ressources naturelles (caoutchouc, fer, or, diamant, pétrole)
- Solidité du secteur agricole (30 % du PIB) et du secteur forestier (11 % du PIB)
- Soutien financier de la communauté internationale
- Bénéficiaire de larges transferts de fonds d'expatriés (25 % du PIB, soit le 5e principal récipiendaire du monde)
- Membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

- Infrastructures déficientes
- Dépendance aux cours des matières premières
- Pauvreté et chômage importants, systèmes d'éducation et de santé défaillants
- Récente épidémie d'Ebola, réapparition possible
- Démocratie récente et fragile, forte corruption
- Environnement des affaires difficile

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise se poursuit, mais reste fragile

Depuis l'épidémie d'Ebola survenue en 2014, la croissance du pays est volatile. Négative pendant deux années consécutives, notamment en raison de l'impact de la pandémie de la COVID-19 en 2020, elle est revenue en territoire positif en 2021. En 2022, malgré la lente campagne de vaccination (en octobre 2021, seule 0,5 % de la population était complètement vaccinée), la reprise se poursuivra. Elle sera tirée par la demande extérieure pour les produits provenant de la sylviculture, de l'agriculture (caoutchouc, hévéa, cacao, huile de palme) et, surtout, de l'exploitation minière (fer, or, diamants). La hausse des prix pour la quasi-totalité de ces produits d'exportation en 2021, et alors qu'ils devraient rester élevés en 2022, bénéficiera au commerce du pays. La consommation continuera, elle aussi, de rebondir en 2022, mais la menace récurrente de pénuries de billets de banque dans le pays devrait peser sur sa contribution. Elle sera soutenue, par ailleurs, par les flux d'envois de fonds depuis l'étranger, mais également par la campagne de vaccination du pays, renforcée par le dispositif COVAX de l'OMS après avoir déjà reçu, en 2021, 300 000 doses en provenance des États-Unis, ainsi que des aides financières chinoise et française. L'investissement privé devrait s'améliorer, principalement grâce à la conclusion, en septembre 2021, d'un nouvel accord de 25 ans avec ArcelorMittal, et validant une extension de USD 800 millions du Mineral Development Agreement, signé en 2005. Celui-ci porte sur l'extension de la mine, de l'usine de traitement, et des installations ferroviaires et portuaires. À partir de 2023, il pourrait permettre de livrer annuellement entre 15 et 30 millions de tonnes de minerais de fer contre 5 millions de tonnes auparavant. L'investissement public dans les infrastructures (de transport et d'électrification notamment) devrait, quant à lui, poursuivre sa lente reprise post-pandémie.

L'inflation augmentera modérément en 2022, interrompant le mouvement de désinflation entamé fin 2019. En effet, malgré la stabilité accrue du dollar libérien, et la politique monétaire de la Banque Centrale qui devrait maintenir un taux d'intérêt autour de 20 %, les prix élevés des matières premières devraient entretenir les pressions inflationnistes.

Des déficits financés par l'aide extérieure

Le déficit courant restera très élevé, mais relativement stable, principalement grevé par un large déficit commercial. En 2022, les prix des produits d'exportation, essentiellement agricoles et miniers, devraient rester élevés, tout comme les prix des biens importés, notamment pétroliers, le maintenant à un niveau relativement similaire. Le déficit commercial sera partiellement atténué par un excédent du compte des transferts, grâce aux envois de fonds d'expatriés (déjà + 36,2 % entre 2020 et 2021). Les services, et, dans une moindre mesure, le compte des revenus primaires seront déficitaires. Le déficit courant sera financé par des IDE (8 % du PIB), mais, surtout, par des prêts multilatéraux concessionnels. Bien qu'elles resteront faibles (2,3 mois de couverture d'importations en juillet 2021), les réserves de change augmenteraient légèrement. Cela pourrait permettre au dollar libérien de poursuivre sa récente stabilisation, après une période de dépréciation de deux décennies (sa valeur face à l'USD a été divisée par plus de 4 entre 2000 et 2020).

Le déficit public devrait diminuer en 2022, grâce à l'amélioration des recettes minières et aux engagements relatifs à la limitation des dépenses, conformément au programme FEC avec le FMI. La mise en œuvre de la stratégie de recouvrement des ressources intérieures, qui vise à accroître les recettes budgétaires et à minimiser les pertes fiscales, devrait ainsi permettre d'augmenter les recettes publiques. Dans le cadre du FEC, le pays s'est également engagé à respecter la réglementation sur la dette, dont une réduction des emprunts domestiques auprès de la Banque Centrale du Libéria (BCL). La dette publique restera importante, mais devrait continuer à baisser en 2022. La part extérieure de la dette est majoritaire (70 % du total), et est presque exclusivement multilatérale et concessionnelle, réduisant le risque de surendettement.

La pandémie fragilise l'administration de George Weah

L'élection de l'ex-footballeur George Weah, en 2017, représente la première transition démocratique et pacifique, dans un pays marqué par deux guerres civiles successives (1990-1997 et 1999-2003). Au travers de son programme Pro-Poor Agenda for Prosperity and Development (PAPD), le Président Weah a affirmé sa volonté de remédier au manque d'infrastructure, de promouvoir l'accès aux services publics de base, ou encore de lutter contre la corruption. Néanmoins, la gestion critiquée de la crise de la COVID-19 (nombreuses mesures de confinement, faiblesse de l'offre sanitaire...), ainsi que des affaires de corruption et des troubles sociaux liés au contexte de pauvreté et de chômage de masse, aggravé par les crises économiques successives, ont pesé sur la popularité du Président. Lors des dernières élections de mi-mandat au Sénat en 2020, cela s'est traduit par la perte de la majorité du parti présidentiel, face à une alliance de l'opposition et de candidats indépendants (la Collaboration des partis politiques). D'ici aux prochaines élections présidentielles, prévues en octobre 2023, la stabilité politique et sociale pourrait bien être mise à l'épreuve par les multiples critiques à l'encontre de l'administration de George Weah.

LIBYE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**6,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 891**
DEVISE Dinar libyen	**LYD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,5	- 31,3	78,0	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,2	2,8	21,0	8,0
Solde public / PIB (%)	19,0	- 53,0	17,0	10,0
Solde courant / PIB (%)	1,1	- 12,2	19,0	15,0
Dette publique / PIB (%)	105,0	155,0	-	-

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	60 %
TURQUIE	15 %
CHINE	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %
THAÏLANDE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	32 %
CHINE	15 %
TURQUIE	12 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	10 %
TUNISIE	4 %

- Importantes réserves de gaz et de pétrole (les plus importantes d'Afrique)
- Très faible endettement extérieur
- Importantes réserves de change, fonds souverain
- Positionnement stratégique en Méditerranée, proximité avec l'Europe

- Dépendance extrême aux hydrocarbures (48 % du PIB)
- Morcellement économique et financier superposé aux divisions politiques et tribales favorisant l'insécurité
- Importante insécurité avec la présence de groupes armés, comprenant des mercenaires (russes, soudanais, serbes, ukrainiens, syriens...) souvent manipulés par des puissances étrangères (Turquie, Russie, Emirats, Égypte...) aux intérêts économiques et/ou stratégiques conflictuels
- Le sud-ouest du pays (Fezzan), plus touché par la pauvreté que les autres régions, fait face à la prolifération des trafics (humain, arme, drogue) et à l'animosité entre Touaregs et Toubous
- Non respect de l'embargo de l'ONU sur les armes
- Contrebande de pétrole, notamment avec la Tunisie
- Environnement des affaires déficient (186/190 dans le classement Doing Business 2020) : corruption, mauvaise gouvernance, médiocrité des services publics
- Destruction d'une grande partie des infrastructures du pays, notamment sanitaires et éducatives
- Alimentation en électricité déficiente
- Accès sélectif aux devises pour les importateurs

APPRÉCIATION DU RISQUE

Réunification laborieuse et fragile du pays

Les efforts en vue de la réunification institutionnelle, politique, économique, financière et militaire du pays, se sont poursuivis tout au long de 2021. Suite à l'accord de cessez-le-feu conclu sous l'égide de de l'ONU en octobre 2020 entre l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar, à l'Est, et le Gouvernement d'entente nationale (GNA) basé à Tripoli, à l'Ouest, un Conseil présidentiel de trois membres représentant les trois régions, présidé par Mohamed el-Menfi, et un Gouvernement intérimaire d'union nationale (GUN), dirigé par le Premier ministre Abdelhamid Dbeiba, réunissant les protagonistes, ont été installés en mars 2021 par le Forum de dialogue libyen aux 75 membres désignés par l'ONU. Cependant, en septembre 2021, la Chambre des représentants, basée à l'Est, par un vote douteux, a retiré sa confiance au GUN, au motif qu'il aurait outrepassé ses pouvoirs intérimaires. Le Premier ministre a déclaré qu'il poursuivrait sa mission. Malgré un processus électoral et un rôle du président arrêtés unilatéralement par la Chambre et contestés par le Haut conseil d'État (sénat), basé à l'Ouest, des élections présidentielle et législatives sont prévues cette année à une date indéterminée. Un référendum constitutionnel est aussi prévu. Ce faisant, le déroulé s'écarte de celui prévu initialement au Processus de Berlin sous présidence conjointe de l'Allemagne, de la France, et de l'Italie, et sous l'égide de l'ONU, qui conditionnait la tenue des élections à l'adoption d'une constitution, à la réunification du pays divisé depuis 2014, et à l'évacuation des combattants étrangers estimés à 20 000. Leur retrait, piloté par le Comité militaire conjoint libyen sous l'égide de la Mission d'appui des Nations unies, qui aurait dû intervenir en janvier 2021, dépendra de la bonne volonté de leurs commanditaires. L'acceptation des résultats électoraux est problématique et incertaine, tout comme les prochaines étapes de la réunification (réunion des deux banques centrales, des systèmes bancaires, et des armées), et la fin des ingérences extérieures.

Économie tributaire du pétrole et des conditions sécuritaires

La croissance vertigineuse de 2021, liée au redémarrage de l'activité pétrolière, fera place à une croissance raisonnable en 2022. Elle sera en phase avec une production pétrolière qui passerait de 1,15 million de barils par jour (b/j), le niveau de 2019, à 1,25 million et un prix moyen du Brent toujours favorable. Cela rejaillira sur les exportations (48 % du PIB) composée à 87 % de pétrole et à 5 % de gaz. Comme elles progresseront plus rapidement que les importations, la contribution des échanges à la croissance restera positive. Évidemment, toute nouvelle atteinte sécuritaire sur les installations (blocage des ports, sabotage de conduits) remettrait en cause ce scénario. La consommation des ménages (68 % du PIB en termes de demande) profitera de cette embellie pétrolière, mais aussi de l'amélioration de la situation institutionnelle. L'inflation, qui avait bondi en 2021, suite à la dévaluation en janvier de 70 % du cours officiel du dinar, devrait s'assagir. Cependant, une détérioration de la situation sanitaire, toujours possible, alors que seulement 7 % de la population avait été totalement vaccinée au 4 novembre 2021, refroidirait les ménages. De plus, la disponibilité en espèces auprès des banques reste insuffisante, du fait de la réticence des acteurs économiques à y déposer leurs avoirs. L'investissement restera faible. Malgré le fort potentiel, les investisseurs étrangers restent prudents, du fait de l'insécurité et du délabrement des infrastructures. Pourtant, plusieurs compagnies étrangères ont décidé d'effectuer des forages de développement sur le champ de Sharara, tandis que la compagnie pétrolière nationale (NOC) et Total vont lancer la construction de projets gaziers pour 3 milliards USD, et ENI et Total, deux projets photovoltaïques. En février 2021, la NOC, basée à Tripoli, a vu le retour de la branche dissidente, basée à l'Est. Cependant, son puissant président Mustafa Sanalla continuait d'entretenir un rapport conflictuel avec le ministre de l'énergie, témoignant de l'enjeu représenté par le contrôle de la ressource pétrolière. L'investissement public, jusque-là évanescent, devrait profiter de l'amélioration de la situation tant institutionnelle que sécuritaire, ainsi que de la création d'un fonds pour le développement du croissant pétrolier et du sud-est, en vue de mieux répartir la manne pétrolière.

Des comptes excédentaires grâce au pétrole et des réserves confortables

Le budget pour 2021, qui devait être adopté seulement en fin d'année du fait de la difficulté à le « réunifier », a dégagé un excédent très élevé, grâce à l'envolée des recettes pétrolières (55 % des recettes). Celui de 2022 devrait aussi se solder par un excédent, même si moins important compte tenu d'une progression plus importante des dépenses, dans lesquelles les salaires et les subventions représentent une part très importante. Les « deux » banques centrales et les banques commerciales locales n'auront donc pas besoin d'être sollicitées. La dette publique, essentiellement domestique, devrait donc s'alléger.

Les exportations d'hydrocarbures entretiendront le considérable excédent de la balance des biens, que le déficit des services lié à l'exploitation de ces hydrocarbures ne fera qu'entamer. La dette extérieure du pays ne représente que 14 % du PIB et les réserves des deux banques centrales s'élevaient encore à 50 milliards USD fin 2020, malgré une année qui les ont vu ponctionner pour financer le budget et fournir des devises aux importateurs. L'ancrage de la monnaie au Droit de tirage spécial (DTS), unité de compte du FMI, ne devrait pas être menacé. En novembre 2021, le cours parallèle n'était que 4 % supérieur à l'officiel. Par ailleurs, la *Libya Investment Authority*, le fonds souverain, détenait plus de 68 milliards USD à fin 2019, mais ces fonds sont gelés depuis 2011 par les résolutions de l'ONU.

LITUANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**2,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**19 981**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,6	- 0,1	5,1	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	1,2	4,7	8,9
Solde public / PIB (%)	0,5	- 7,4	- 7,5	- 5,8
Solde courant / PIB (%)	3,3	7,4	3,6	3,0
Dette publique / PIB (%)	35,9	47,2	50,9	53,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

RUSSIE	13 %
LETTONIE	9 %
ALLEMAGNE	8 %
POLOGNE	6 %
PAYS-BAS	5 %

Importations de biens % du total

POLOGNE	13 %
ALLEMAGNE	13 %
RUSSIE	9 %
LETTONIE	8 %
PAYS-BAS	6 %

- Des comptes publics et extérieurs sains
- Système bancaire dominé par trois établissements scandinaves
- Diversification de l'approvisionnement énergétique (terminal gazier de Klaipeda, potentiel de gaz de schiste, liaisons électriques avec la Pologne et la Suède)
- Secteur FinTech en plein essor

- Marché du travail tendu : diminution de la main-d'œuvre (émigration des jeunes qualifiés) et chômage structurel élevé.
- Importante économie informelle (20 % du PIB)
- Forte disparité de revenus entre la capitale et les régions, notamment dans le nord-est, où la pauvreté persiste
- Valeur ajoutée limitée des exportations (produits minéraux, bois, agroalimentaire, meubles, équipements électriques, dans 30 % des exportations totales)
- Compétitivité érodée par des gains de productivité insuffisants

APPRÉCIATION DU RISQUE

De nouveaux progrès en matière de croissance, après un début d'année difficile

Bien que la Lituanie soit sortie de la récession liée à la COVID-19 dès le début de l'année 2021, la pandémie reste un problème pour son développement économique futur. Bien que la campagne de vaccination ait bien progressé, cela n'a pas empêché d'autres grandes vagues de COVID-19 de se produire en automne/hiver 2021. Après une dynamique de croissance relativement forte, notamment en début d'année 2021 et en été, cette nouvelle vague aurait dû particulièrement freiner la consommation des ménages (61 % du PIB) au tournant de l'année. Un taux d'inflation élevé constitue un autre facteur de réduction du pouvoir d'achat. Le taux d'inflation aurait pu atteindre un pic autour de 11 % au début de 2022, car non seulement les biens individuels sont devenus plus chers, mais aussi les prix de l'énergie. Les factures de chauffage des ménages devraient augmenter de 50 à 60 % pendant les mois d'hiver par rapport à la moyenne des dernières années. Toutefois, l'inflation devrait, en partie, diminuer au cours de l'année 2022, car la pression sur les prix exercée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et d'autres événements particuliers devrait diminuer lentement. En outre, le marché du travail devrait continuer de s'améliorer et le taux de chômage pourrait revenir aux niveaux d'avant la crise de la COVID-19 d'ici la fin du premier trimestre 2022. Enfin, en moyenne, les salaires devraient croître d'environ 8 % sur 2021 selon la banque centrale et, par conséquent, avoir pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat à partir du début de l'été. Si les exportations devraient s'améliorer légèrement en 2022, elles restent très dépendantes de l'évolution de la pandémie pour leurs principales destinations, la Russie et la Lettonie (23 % des exportations totales à elles deux), où des vagues plus importantes de COVID-19 ont frappé fin 2021. La Lituanie étant une petite économie ouverte, les importations devraient augmenter plus fortement que les exportations, grâce à la reprise intérieure, et le commerce extérieur net aura un effet négatif sur la croissance économique. L'impulsion positive devrait provenir de la consommation et des investissements publics. Après la fin des nouvelles mesures de soutien public aux entreprises fin 2021, il reste 304 millions d'euros (0,7 % du PIB) à attribuer pour faire face à la pandémie en 2022. En outre, les dépenses de défense nationale devraient augmenter de 12,2 % pour atteindre un total de 1,176 milliard d'euros (2,05 % du PIB), en raison de la situation tendue avec le Belarus et la Russie. Sur le total des subventions du Fonds de relance de l'UE (NextGenerationEU) un montant de 2,2 milliards d'EUR (4,5 % du PIB) est réservé pour la Lituanie entre 2021 et 2026. Au second semestre de 2021, la première tranche (13 % de l'ensemble des subventions) du plan approuvé par anticipation a déjà été versée à la Lituanie, de sorte que les programmes d'investissement dans les énergies vertes et l'éducation pourraient déjà pu démarrer au cours de l'hiver. La BCE achètera ses actifs dans une enveloppe totale de 1 850 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois de mars 2022. Toutes les obligations de cette enveloppe arrivant à échéance seront réinvesties jusqu'à la fin de 2023. En outre, les achats nets relevant du programme normal d'achat d'actifs se poursuivront.

Le budget reste sollicité, le compte courant se normalise

La fin des principaux programmes publics de relance, combinée à l'augmentation des dépenses de défense, se traduira par un déficit public qui diminuera lentement mais restera élevé en 2022. Cela ne suffira pas à stopper l'accroissement de la dette publique, qui atteindra un niveau record historique. Avec une part d'environ 53 % du PIB, elle reste néanmoins inférieure aux critères de Maastricht. L'excédent de la balance courante a augmenté de façon spectaculaire en 2020, mais retombera à son niveau de 2019 en 2022 en raison de la normalisation de la balance commerciale après la relance de la demande intérieure, tandis que la balance des services et la balance des revenus (par exemple, les revenus du capital) ne présenteront probablement pas de changements majeurs par rapport à 2021.

Une coalition stable malgré quelques vents contraires

Depuis octobre 2020, le Premier ministre Ingrida Šimonyté du parti conservateur «Union pour la Patrie» (50 sièges sur 141 au Parlement) dirige une coalition avec le Mouvement libéral (12 sièges) et le Parti de la Liberté (11 sièges). Malgré plusieurs problèmes politiques et la baisse de l'aide publique, notamment de l'Union pour la Patrie, fin 2021, la coalition semble durable. L'un des problèmes provient d'un groupe notable de négationnistes de la COVID-19, qui a violemment protesté à l'été 2021 contre l'introduction d'un laissez-passer numérique COVID qui prévoyait la réduction des restrictions pour les personnes vaccinées, guéries ou testées, mais qui a entraîné un renforcement des restrictions pour toutes les personnes qui n'avaient pas le laissez-passer COVID. En outre, la Lituanie a été confrontée à un fort afflux de migrants en provenance du Bélarus à l'automne 2021, encouragé par le gouvernement biélorusse pour faire pression sur l'UE. Cela a aidé certains partis nationaux-conservateurs, bien que le gouvernement lituanien ait annoncé qu'il construirait une clôture à la frontière. En outre, la Lituanie a commencé à travailler sur ses relations diplomatiques avec Taiwan en 2021, ce qui a entraîné une augmentation des tensions avec la Chine. Le gouvernement actuel devrait rester au pouvoir jusqu'aux prochaines élections législatives d'octobre 2024.

LUXEMBOURG

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A1
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	116 921
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,3	- 1,8	7,0	2,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,6	0,8	2,3	1,9
Solde budgétaire / PIB (%)	2,4	- 3,5	- 0,7	0,1
Solde courant / PIB (%)	4,5	4,3	4,7	4,5
Dette publique / PIB (%)	22,0	24,8	25,8	26,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	28 %
FRANCE	16 %
BELGIQUE	12 %
PAYS-BAS	5 %
ITALIE	4 %

Importations de biens % du total

BELGIQUE	34 %
ALLEMAGNE	27 %
FRANCE	11 %
PAYS-BAS	5 %
ÉTATS-UNIS	3 %

- Stabilité fiscale
- Main-d'œuvre multilingue qualifiée
- Infrastructures de haute qualité ; réglementation favorable aux entreprises
- Importante place financière internationale
- Niveau de vie élevé

- Forte dépendance à l'égard du secteur financier
- Économie vulnérable à la conjoncture économique dans la zone euro
- Impact budgétaire à long terme du vieillissement de la population

APPRÉCIATION DU RISQUE

Retour au rythme de croissance d'avant-crise

L'économie a été résiliente tout au long de la pandémie, grâce à sa spécialisation dans les services financiers (27 % du PIB), qui se sont globalement montrés solides Ainsi, mi-2021, le PIB était 3,5 % au-dessus de son niveau d'avant-crise, tandis qu'il était encore, en moyenne, 3 % inférieur en zone euro. En 2022, l'activité devrait retrouver un rythme de croissance similaire aux années ayant précédé la pandémie. Deuxième principal centre de gestion de fonds au monde (4 700 milliards EUR d'actifs gérés), derrière les États-Unis, l'économie dépendra largement de la santé des marchés financiers internationaux. Le secteur financier est essentiellement composé de banques étrangères (filiales de banques européennes) - sur les 130 banques recensées en 2019, sept étaient des banques commerciales tournées vers le marché domestique - et de fonds d'investissement alternatifs. Malgré un environnement peu porteur de taux d'intérêt très bas, le secteur financier a continué à afficher une rentabilité notable, grâce à la diversité de ses activités, et apparaît solide, du fait de sa forte capitalisation. En parallèle, la vaccination d'une grande partie de la population (63 % était totalement vaccinée en novembre 2021) devrait permettre d'éviter la mise de place de restrictions drastiques, et ainsi favoriser la consommation de l'épargne constituée pendant la crise. Si la demande restera dynamique, l'activité continuera d'être freinée par la capacité de production des entreprises. Dans le prolongement du deuxième semestre 2021, les coûts de transport et des matières premières resteront élevés. Et ce, d'autant plus que les difficultés de recrutement exprimées en 2021 – par 45 % des entreprises dans la construction et 20 % dans les autres secteurs – persisteront avec la poursuite de la reprise en 2022. Cependant, bien qu'étant devenu un pôle de R&D scientifique, le Luxembourg sera moins exposé que le reste de la région aux soubresauts de l'industrie, dont le poids dans le PIB n'a cessé de diminuer (5 % du PIB en 2019 – dont le tiers dans la métallurgie –, contre 13 % en 1995), au profit des activités immobilières et des services aux entreprises (20 % du PIB) et des services non marchands (19 %).

Par ailleurs, portée, comme dans le reste de la zone euro, par la hausse des prix de l'énergie et des coûts de production, mais aussi par le déclenchement en octobre 2021 de l'indexation (augmentation de 2,5 % des salaires, traitements et pensions), l'inflation restera élevée durant toute la première partie d'année, avant de progressivement refluer.

Poursuite du rééquilibrage des comptes publics

Après deux années de déficit, les comptes publics continueront de se rééquilibrer en 2022, et pourraient même redevenir excédentaires, comme lors des neuf années ayant précédé la pandémie. Ce rééquilibrage s'opèrera principalement par les recettes fiscales : d'une part, la TVA (+ 5 % selon le projet de loi de finances 2022) sera tirée par la poursuite de la reprise de l'activité, et, d'autre part, l'impôt sur le revenu (+ 3 %) et, surtout, celui sur les traitements et salaires (+ 9 %), progresseront fortement avec l'emploi et les salaires. Dans le même temps, malgré la hausse des salaires des fonctionnaires (+ 0,4 point du PIB par rapport à 2021), les dépenses augmenteront moins rapidement, du fait de l'arrêt des mesures de soutien et d'un investissement public légèrement moins dynamique (4,4 % du PIB, - 0,1 point par rapport à 2021). La dette publique, qui était déjà la plus faible de la zone euro avant la crise, restera modeste.

La balance courante restera largement excédentaire en 2022. La balance commerciale continuera d'afficher un excédent substantiel (24 milliards EUR en 2020, soit 37 % du PIB), dont près des trois quarts est imputable aux services financiers. Celui-ci permet de compenser l'important déficit de la balance des revenus, causé, à parts égales, par les transferts transfrontaliers et par le rapatriement des dividendes des investissements de portefeuille massifs réalisés dans le pays (16 % du PIB chacun). Détenant constamment, depuis 2013, davantage de créances que d'engagements vis-à-vis du reste du monde, le Grand-Duché continuait d'afficher une solide position extérieure nette positive (47 % du PIB à fin juin 2021).

La coalition sort renforcée de la pandémie à un an des législatives

À la tête du pays depuis 2013, le Premier ministre Xavier Bettel, du parti démocratique (DP, centre-droit), est resté au pouvoir suite aux élections législatives de 2018 à la faveur d'une coalition avec, comme lors du précédent mandat, le parti socialiste (LSAP) et Déi Gréng (écologiste). Arrivé en tête de ces élections avec 29 % des voix (contre 18 % pour le DP), le Parti populaire chrétien-social (CSV) est le principal parti d'opposition avec 21 sièges. Si le DP a été contraint d'accorder des concessions à ses partenaires, notamment au parti écologiste, le seul des principaux partis à avoir enregistré une progression en 2018, la coalition apparaît particulièrement stable, malgré une courte majorité (31 sièges sur 60). Selon un sondage de juin 2021, elle était même sortie renforcée par sa gestion de la pandémie, avec des intentions de vote en hausse pour le DP et le LSAP, qui remporteraient chacun un siège de plus qu'en 2018, à l'inverse de leurs partenaires écologistes (- 1). Le CSV (- 4), resterait le premier parti du pays, mais verrait son poids dans l'opposition reculer au profit de partis situés à l'autre extrémité de l'échiquier politique : Piraten (démocratie directe, + 2) et de Déi Lenk (extrême-gauche, + 1). Afin d'inverser cette tendance dans l'optique des élections législatives de juin 2023, le CSV a confié, en avril 2021, la direction du parti à Claude Wiseler, tête de liste nationale aux élections de 2018.

MACÉDOINE DU NORD (RÉPUBLIQUE DE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**2,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**5 939**
DEVISE Denar macédonien	**MKD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,2	- 4,5	4,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	1,2	3,0	2,2
Solde public / PIB (%)	- 2,2	- 8,3	- 6,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 3,3	- 3,5	- 3,0	- 2,5
Dette publique / PIB (%)	49,4	60,2	63,0	65,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	64 %
BULGARIE	5 %
KOSOVO	4 %
SERBIE	4 %
HONGRIE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	31 %
ROYAUME-UNI	16 %
SERBIE	7 %
CHINE	7 %
TURQUIE	5 %

- Accord d'association et de stabilisation avec l'UE, candidat à l'adhésion depuis 2003
- Intégration dans la chaîne de production manufacturière européenne
- Proximité avec les usines d'Europe centrale et croisement de deux corridors européens
- Compétitivité salariale
- Soutien des bailleurs de fonds européens
- Transferts élevés des travailleurs expatriés (13,7 % du PIB)
- Ancrage du denar à l'euro

- Faible taux d'emploi (48 %), chômage structurel élevé et manque de productivité dus à l'inadaptation de la formation
- Économie informelle importante liée au manque d'efficacité du gouvernement et à la lourdeur de la réglementation
- Émigration soutenue vers l'UE de la jeunesse confrontée à un chômage de 37,2 %
- Forte euroisation (36,7 % des dépôts bancaires et 41,4 % du crédit)
- Infrastructures de transport, d'énergie, de santé et d'éducation insuffisantes
- Paysage politique polarisé
- Tensions entre majorité slave et minorité albanaise
- Longues négociations d'entrée à l'UE en perspective, en raison des progrès insuffisants en matière de lutte contre la corruption, le crime organisé, et l'amélioration de l'État de droit

APPRÉCIATION DU RISQUE

Croissance toujours très vulnérable à la pandémie

L'économie a entamé sa reprise au début du second semestre de 2021, et devrait poursuivre sur sa lancée en 2022. La demande domestique (89 % du PIB en 2019) devrait réaliser la plus importante contribution à la croissance du PIB. Les campagnes de vaccination ont, en effet, permis au cours de l'année 2021 un retour de l'optimisme chez les ménages, et leur consommation devrait continuer de progresser en 2022, mais à un rythme moindre. Le chômage connaît une baisse légère et régulière (16,4 % en 2020, 15,8 % en 2021) et les réponses budgétaires ont empêché sa hausse, toutefois la faible participation au marché du travail (56 %) demeure un problème structurel de taille. L'investissement privé (34,5 % du PIB avec les IDE en 2019) a considérablement chuté en 2020 en raison de la crise et son retour au niveau pré-COVID-19 ne devrait pas s'opérer en 2022. L'économie reste en effet très vulnérable aux nouveaux variants du virus, comme le taux de vaccination n'atteignait que 35 % en Octobre 2021. Le secteur du tourisme (6,8 % de l'emploi et 6,6 % du PIB en 2019) en pâtit, et son retour à un niveau d'activité normal tardera. Les dépenses publiques (36,7 % du PIB en 2020) devraient se maintenir à un niveau élevé, supérieur à celui d'avant crise en raison de la continuité de la réponse fiscale à la pandémie et des projets d'infrastructure (continuité du projet ferroviaire et routier Corridor 8, gazoduc avec la Grèce). Enfin, la balance commerciale déficitaire réalisera en 2022 une contribution négative à la croissance.

La politique monétaire de la banque centrale (NBRNM) reste accommodante, avec un taux de 1,25 % en septembre 2021, favorisant l'accès à la liquidité et au crédit. L'inflation a accéléré en 2021 du fait, en grande partie, des coûts plus importants d'énergie, de denrées alimentaires et de transport. Elle devrait décroître en 2022.

Détérioration des déficits jumeaux

La continuité des mesures de soutien en réponse à la pandémie a largement contribué au déficit public en 2021. En 2022, la fin progressive de ces mesures résultera en sa réduction. La consolidation budgétaire devrait, à moyen terme, permettre de le réduire encore, même si elle est rendue malaisée par l'évasion fiscale liée à l'informalité de l'économie (estimée entre 30 et 40 % des revenus et à 18 % de l'emploi) liée aux insuffisances de l'administration fiscale et de l'inspection du travail. Les déficits budgétaires de ces dernières années ont accentué la dette publique, qui devrait s'accroître en 2022. L'essentiel de la dette publique est extérieure (75 %) et libellée en euros, mais la crédibilité de la NBRNM, qui garantit l'ancrage à l'euro, réduit le risque de change. La NBRNM bénéficie par ailleurs d'accords de financement avec la BCE, et pourrait avoir accès à 400 millions en euros en cas de nécessité. La taille de la dette privée extérieure est aussi considérable, représentant 40,5 % du PIB, même si une fraction correspond à des prêts intragroupe dans le cadre d'IDE.

Concernant les comptes extérieurs, le déficit courant s'est allégé en 2021. En effet, les transferts officiels d'argent des expatriés ont augmenté du fait des restrictions de voyage et la reprise dans les pays hôtes, compensant mieux le traditionnel déficit commercial (17 % en 2021). Cette tendance se poursuivrait en 2022, la reprise du tourisme et la confirmation du dynamisme du transport routier viendront contrebalancer le déficit commercial qui s'explique par la structure productive du pays nécessitant l'importation de biens d'équipement et de consommation. Le déficit devrait être en grande partie financé par les IDE (environ 3 % du PIB), en reprise. Les réserves de change ont marginalement progressé et représentaient en juin 2021 l'équivalent de plus d'un quart du PIB, soit 4 mois d'imports.

Lointaine adhésion à l'UE

Les élections législatives anticipées de juillet 2020 furent marquées par la courte victoire de la coalition formée autour de l'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) et du parti albanais BESA. Lors des élections locales d'octobre 2021, le parti d'opposition nationaliste VMRO-DPMNE, deuxième au plan national, a remporté plus de mairies que le SDSM. Cela pourrait fragiliser la coalition au pouvoir qui ne détient que 62 sièges sur 120 au Parlement avant la tenue des prochaines élections en 2024. Le premier ministre Zoran Zaev a démissionné suite à cette défaite.

Le gouvernement continue à afficher la volonté du pays d'intégrer l'Union européenne. En plus de devenir le 30e État membre de l'OTAN en mars 2020, un accord politique a été conclu pour entamer les négociations d'adhésion. En novembre 2020, la Bulgarie a bloqué les discussions sur la candidature et retarde ainsi le début des négociations. En cause, les différends culturels et historiques entre les deux pays.

Dans l'attente du démarrage des négociations, la Serbie, l'Albanie et la Macédoine du Nord ont créé un espace « Open Balkan », faisant ainsi suite au projet du « mini – Schengen », une initiative soutenue par l'Union européenne et les États-Unis. Le projet, mis en place d'ici 2023, prévoit une plus grande liberté de circulation de biens et de personnes, y compris sur le marché du travail et la levée des contrôles aux frontières.

MADAGASCAR

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**28,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**462**
DEVISE Ariary malgache	**MGA**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,4	- 6,2	3,5	5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,6	4,2	5,9	5,2
Solde public / PIB (%)	- 1,4	- 4,0	- 6,2	- 4,5
Solde courant / PIB (%)	- 2,3	- 5,3	- 5,5	- 4,6
Dette publique / PIB (%)	38,5	46	48,8	49,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	40 %
ÉTATS-UNIS	23 %
CHINE	6 %
INDE	4 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	4 %

Importations de biens % du total

CHINE	25 %
ZONE EURO	16 %
INDE	9 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %
AFRIQUE DU SUD	4 %

- Importantes réserves minières (pierres précieuses, nickel, cobalt et pétrole)
- Potentiel agricole : premier producteur mondial de vanille
- Développement positif du tourisme avant la pandémie (part du tourisme 16,1 % du PIB en 2019)
- Dette publique principalement, sous forme de prêts concessionnels (65 % du total en 2019)

- Dépendance à l'égard de l'agriculture/de l'élevage (22 % du PIB en 2019) et du secteur minier (notamment le pétrole et les hydrocarbures, 6 % du PIB en 2019) ; vulnérabilité aux fluctuations des termes des échanges
- Vulnérable aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles
- Pauvreté élevée, 79 % de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté de 1,90 USD par jour
- Forte dépendance à l'égard de l'aide étrangère
- Réseaux routiers, d'eau et d'électricité inadaptés (seulement 27 % des personnes avaient accès à l'électricité en 2019)
- Corruption élevée, Madagascar est classée 149e sur 179 pays dans l'indice de perception de la corruption 2020 de Transparency International
- Instabilité politique chronique (crises en 1972, 1991, 2002 et 2009)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le commerce extérieur et les investissements constituent les moteurs de la reprise

Au début de l'année 2022, Madagascar était toujours aux prises avec la crise de la COVID-19. En raison d'une gestion chaotique de la pandémie et d'un système de santé déficient, aucune campagne de vaccination nationale n'a été mise en place. Le faible niveau des expéditions de vaccins reportera probablement la campagne nationale de vaccination prévue à la fin de l'année. Un autre obstacle majeur à la croissance est la quatrième année consécutive de sécheresse dans le sud du pays, qui entraîne une famine. 1,1 million de personnes en sont affectées (presque le double de 2020). Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) a annoncé en septembre 2021 qu'il enverrait 139,6 millions de dollars d'aide pour le sud de Madagascar (jusqu'en mai 2022 au moins). Un montant supplémentaire de 91 millions USD proviendra d'autres bailleurs de fonds. Le tourisme devrait rester faible (7 % du PIB), malgré l'ouverture des frontières aux ressortissants de l'UE (60 % des touristes viennent de France) début novembre 2021. Cependant, la pandémie devrait décourager le tourisme mais ce secteur devrait se redresser sensiblement à la fin de 2022. Alors que les exportations de services devraient rester modérées, les exportations de biens devraient continuer d'augmenter, en raison d'un boom prolongé des ventes de vanille (21 % de l'ensemble des exportations de biens), d'achats soutenus de vêtements (20 %), d'une forte demande mondiale de nickel et de titane (17 %) et d'une reprise économique générale vigoureuse dans les principales destinations d'exportation. Toutefois, les importations de biens devraient également augmenter, en raison d'une reprise intérieure modérée. La consommation des ménages devrait reprendre quelque peu à partir de 2021, même si elle sera freinée par la forte pression inflationniste provenant principalement des prix de l'alimentation et de l'énergie, ainsi que par les mesures restrictives liées à la COVID-19. Une nouvelle dépréciation de l'ariary par rapport à l'euro ou au dollar (en raison des évolutions divergentes de la politique monétaire) entraînerait une hausse de l'inflation. Une meilleure récolte de vanille ne compensera pas la contrainte exercée sur l'agriculture (principalement vivrière) (qui emploie 80 % de la population et fournit 80 % du revenu des ménages) par la sécheresse dans le Sud, et les principaux moteurs de la croissance intérieure seront donc les dépenses et les investissements publics. Le programme Initiative Urgence Madagascar (9,5 % du PIB), lancé en 2020 et qui durera jusqu'en 2023, sert de cadre à des projets visant à moderniser les infrastructures de transport ou à garantir un approvisionnement fiable en eau et en électricité, comme la construction d'un câble d'alimentation en électricité de 135 km entre les villes industrielles d'Antananarivo et d'Antsirabé. En outre, un programme d'appui pour le sud du pays (167 millions USD) devrait démarrer en 2022, avec la construction d'une canalisation d'eau à partir de la rivière Efaho à Ambovombe.

Diminution des déficits jumeaux

En mars 2021, le FMI a approuvé un autre plan de sauvetage financier de 40 mois consistant en une facilité de crédit élargie (FEC) d'une valeur de 312,4 millions USD. Le FMI a autorisé des décaissements de 138,4 millions d'USD pour 2021. Le programme porte sur les impacts sociaux et économiques de la pandémie, ainsi que sur les réformes à long terme de l'économie et l'exposition aux chocs climatiques. Les premières réformes fiscales soutenues par le FMI devraient augmenter les recettes publiques et compenser largement l'augmentation des dépenses. Cela devrait réduire le déficit public qui est principalement financé par l'aide multilatérale et, dans une moindre mesure, bilatérale. Toutefois, l'important élément des subventions limitera l'augmentation de la dette publique. En raison de la hausse des exportations, le déficit commercial du pays devrait se réduire en 2022, malgré l'augmentation des prix à l'importation, notamment dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie (18 % de l'ensemble des importations). Alors que le déficit commercial des services devrait rester modéré, le déficit des revenus d'investissement devrait se creuser, car le rapatriement des bénéfices des entreprises internationales à Madagascar, par exemple dans le secteur minier, devrait augmenter. Globalement, une diminution modérée du déficit du compte courant est anticipée.

Une (prétendue) tentative de coup d'État symptôme de fragilité politique

La position du président Andry Rajoelina au début de 2021 était déjà contestée après qu'une élection sénatoriale en 2020, qui comprenait des changements du système de vote, avait donné à son parti le contrôle total des deux chambres du parlement. En outre, Rajoelina avait initialement rejeté les vaccins contre la COVID-19 et avait plutôt vanté les bienfaits d'une tisane. Dans ce contexte, les autorités malgaches ont annoncé en juillet 2021 avoir déjoué une tentative d'assassinat visant plusieurs personnalités politiques de premier plan, dont le président. Plus de 20 personnes, dont des hauts responsables de l'armée et de la police, et deux ressortissants français ont été arrêtés. Il n'est pas certain qu'il s'agisse d'une tentative sérieuse, car les plans des suspects semblent peu sophistiqués en « termes malgaches » (Madagascar a connu plusieurs coups d'État dans le passé, le dernier, en 2009, ayant porté le président Rajoelina au pouvoir). À la mi-août 2021, le président a remanié son cabinet et renvoyé 10 des 24 ministres pour motif d'incompétence. En outre, il a créé huit nouveaux postes ministériels. Malgré tous ces obstacles, M. Rajoelina devrait rester au pouvoir au moins jusqu'à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2023.

MALAISIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**32,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**10 231**
DEVISE Ringgit malaisien	**MYR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,4	- 5,6	3,5	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	- 1,1	2,5	2,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 2,2	- 5,1	- 5,9	- 4,1
Solde courant / PIB (%)	3,5	4,2	3,8	3,7
Dette publique * / PIB (%)	57,0	67,4	70,7	69,9

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Hors 1MDB et entreprises d'État.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	16 %
SINGAPOUR	15 %
ÉTATS-UNIS	11 %
ZONE EURO	8 %
HONG KONG	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	22 %
SINGAPOUR	9 %
ÉTATS-UNIS	9 %
JAPON	8 %
TAÏWAN	7 %

- Exportations diversifiées
- Demande intérieure importante qui atténue les vents contraires externes
- Secteur des services dynamique
- R&D élevée
- Investissement soutenu par l'expansion du marché financier local et l'accès aux IDE
- Flexibilité du taux de change
- Revenu par habitant élevé
- Plaque tournante du tourisme

- Les recettes budgétaires dépendent fortement des performances dans le domaine du pétrole et du gaz (16 % des recettes)
- Faibles recettes fiscales (15,9 %), manque de transparence dans les dépenses budgétaires
- Niveau d'endettement des ménages très élevé (80 % du PIB)
- Érosion de la compétitivité des prix due à l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre
- Disparités régionales persistantes
- Conflits ethniques et religieux
- Incertitudes et instabilité politiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance va s'accélérer

La croissance devrait s'accélérer en 2022, soutenue par une demande extérieure toujours robuste et une campagne de vaccination active, ce qui devrait protéger l'économie contre les effets d'épidémies majeures de COVID-19 et de mesures de confinement. La reprise a été freinée en 2021 par les résurgences du virus et la réinstauration de mesures pour contrôler les déplacements (MCO) qui ont freiné la mobilité et pesé sur la consommation privée (55 % du PIB). En 2022, la consommation privée devrait être robuste, soutenue par le budget qui prévoit une amélioration des aides en espèces, des prestations sociales et du système de sécurité sociale, ainsi que l'extension de l'exonération de la taxe sur les ventes et des allégements de la taxe personnelle sur les achats de véhicules de tourisme. La reprise sur les marchés clés tels que les États-Unis et le Japon devrait continuer de soutenir les exportations (70 % du PIB). La robustesse de la demande extérieure, notamment pour les produits pétroliers, l'électronique, les gants en caoutchouc et les produits chimiques, devrait stimuler les investissements des entreprises exportatrices. Toutefois, la hausse des prix des produits de base et la pénurie actuelle de puces électroniques pourraient limiter la production. L'investissement public devrait reprendre en 2022 et contribuer à la croissance grâce à des investissements dans les transports, les infrastructures et l'éducation. Bien qu'aucun nouveau projet d'infrastructure ne soit attendu dans le budget 2022, le gouvernement devrait réitérer son engagement à achever les projets d'infrastructure en cours, tels que l'*East Coast Rail Link*, la *Central Spine Road* ou la *Pan Borneo Highway*. Les augmentations modérées des prix de l'énergie et de la demande intérieure devraient atténuer l'inflation en 2022 après un rebond en 2021 à partir d'une base faible. La Bank Negara Malaysia (BNM) devrait maintenir ses taux directeurs inchangés jusqu'à l'augmentation progressive des taux d'intérêt de la Fed, qui pourrait accroître les risques de sorties de capitaux.

Le déficit budgétaire devrait rester élevé

Le déficit budgétaire devrait rester élevé en 2022 pour soutenir la reprise de l'économie et les efforts de réforme à long terme dans le cadre du 12e plan pour la Malaisie (12MP), le nouveau plan de développement quinquennal dont l'objectif est d'assurer une croissance économique durable, de faire de la Malaisie un pays à revenu élevé en améliorant le revenu moyen des ménages (10 000 RM par mois) et de garantir la durabilité environnementale.

Le budget 2022 soutiendra la résilience des banques afin de faciliter l'accès au financement des entreprises et des ménages touchés par la pandémie. Par exemple, la BNM renforcera son fonds pour les PME en augmentant les allocations pour deux facilités existantes - *Targeted Relief and Recovery Facility* (8 milliards de RM) et *Agrofood Facility* (2 milliards de RM), toutes deux augmentées de 30 %. Cette mesure devrait soutenir la consommation privée et améliorer la confiance des entreprises. L'amélioration des perspectives économiques et le niveau élevé des prix du pétrole devraient favoriser la collecte des recettes (estimées à 10 % du PIB pour l'exercice 2022) et l'emporter sur les dépenses, les recettes pétrolières demeurant une contribution majeure aux recettes du gouvernement fédéral (15-20 %). La dette publique, dont le plafond a été relevé à 60 % du PIB, restera élevée mais gérable, car la plus grande partie de cette dette est détenue par les résidents en monnaie locale.

La balance courante devrait rester excédentaire, car l'évolution favorable de l'excédent de la balance des biens continuera de compenser le déficit des services - principalement dû aux segments des voyages et des transports. L'excédent de la balance des biens est lié à une performance robuste des exportations, soutenue par les prix élevés des matières premières. La dette extérieure est élevée (67,5 % du PIB) mais gérable puisque 33 % de cette dette est libellée en monnaie locale. La majeure partie de la dette extérieure est due par des entreprises (privées et publiques) et des banques. Les réserves de change, alimentées par l'excédent de la balance courante et les investissements étrangers, restent suffisantes et couvrent 7,7 mois d'importations (en décembre 2021).

L'incertitude politique demeure

À la suite de la démission du huitième Premier ministre de Malaisie, Muhyiddin Yassin, et de son cabinet, Ismail Sabri Yaakob, un politicien chevronné du plus ancien parti au pouvoir du pays, l'*United Malays National Organisation* (UMNO), a été nommé Premier ministre en août 2021. Ce parti a dirigé la Malaisie pendant six décennies avant de perdre les élections en 2018 à la suite du scandale de corruption de plusieurs milliards de dollars impliquant le fonds d'État 1MDB - plusieurs législateurs de l'UMNO font actuellement face à des accusations de corruption.

Dans l'attente de nouvelles élections (qui ont été retardées en raison de la situation sanitaire), Ismail Sabri Yaakob et son cabinet ne disposent pas d'une majorité parlementaire claire avec le soutien de seulement 114 députés (111 requis pour la majorité), qui ne sont pas toujours fidèles à leur parti. Ils risquent donc d'être confrontés à des difficultés pour faire passer les réformes. Toutefois, un pacte signé avec le principal bloc d'opposition, le Parti de la justice du peuple (PKR) dirigé par Anwar Ibrahim, visant à ne pas dissoudre le Parlement avant la fin du mois de juillet 2022, devrait offrir une certaine stabilité et une confiance relative au cours du premier semestre au parti au pouvoir pour faire passer des réformes cruciales. Malgré l'amélioration des relations avec la Chine, notamment pendant la pandémie, le conflit en mer de Chine méridionale reste un problème de souveraineté pour la Malaisie, car des navires chinois ont été vus récemment en train de pénétrer dans sa zone économique exclusive près des côtes de ses États de Bornéo.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN MALAISIE

Paiement

Le virement bancaire, les espèces et le chèque sont des moyens de paiement d'usage courant en Malaisie. De même le réseau bancaire national permet d'effectuer des paiements en ligne. La lettre de crédit est également communément utilisée. Depuis 2017, la banque centrale impose que 75 % des paiements réalisés en devises étrangères soient convertis en ringgit malaisien (MYR) à réception. Les transactions effectuées en Malaisie doivent être effectuées en ringgit.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Des prises de contact permettent régulièrement d'engager des négociations et de parvenir à des accords à l'amiable en réponse à un litige et/ou créances. Si l'acheteur n'offre pas de réponse, une visite du site et des recherches en ligne sont effectuées d'office afin de déterminer l'état de l'activité de l'acheteur et son statut légal. S'il persiste à ignorer ou à négliger les tentatives de règlement amiable de l'affaire, le fournisseur peut entamer une procédure judiciaire, pour recouvrer les paiements correspondant aux biens vendus et livrés. Il convient néanmoins de s'assurer que l'acheteur possède des actifs suffisants pour satisfaire la créance avant le lancement de la procédure.

Procédure judiciaire

Le système juridique malaisien est basé sur le système de la *Common Law* anglaise. La hiérarchie des tribunaux en Malaisie est constituée, dans l'ordre croissant, par le tribunal d'instance (*Magistrates' Court*, « tribunal des magistrats »), le tribunal des sessions (*Sessions Court*), la Haute cour (*High Court*), la Cour d'appel (*Court of Appeal*), puis enfin la Cour fédérale de Malaisie (*Federal Court of Malaysia*). La Haute Cour, la Cour d'appel et la Cour fédérale sont des cours supérieures, tandis que le tribunal des magistrats et le tribunal des sessions sont des tribunaux subordonnés. Il existe également plusieurs autres tribunaux en dehors de cette hiérarchie, par exemple, tribunaux du travail, maritimes, de la Charia ou des affaires islamiques.

Les créances portées devant le tribunal des magistrats sont limitées à 100 000 MYR, tandis qu'un tribunal des sessions pourra connaître des affaires civiles dont le montant en litige ne dépasse pas 1 000 000 MYR. Lorsque le montant réclamé ne dépasse pas 5 000 MYR, la demande doit être déposée auprès de la division des petits litiges du tribunal des magistrats. Toutefois, la présence d'un avocat n'est pas autorisée.

Une créance impayée a normalement un délai de prescription de six ans à partir de la survenance de la cause de la demande (par exemple, violation de contrat). Le créancier doit remettre une assignation au débiteur dans les six mois qui suivent l'émission de l'assignation. Après la remise de l'assignation, le défendant dispose de 14 jours (ou 21 jours si l'assignation a été remise en dehors de la juridiction malaisienne) pour déposer un mémorandum de comparution (*Memorandum of Appearance*) auprès du tribunal, afin d'indiquer son intention de comparaître devant le tribunal et de se défendre contre l'action intentée.

Avant qu'une assignation ne puisse être émise, elle doit être motivée par le dépôt d'une requête ou par une demande générale, c'est-à-dire une déclaration concise précisant la nature de la réclamation et la réparation ou le recours demandé. Lorsque l'assignation ne s'appuie que sur une demande générale, la requête doit être remise avant l'expiration d'un délai de 14 jours après comparution du défendeur.

Lorsque le défendeur a comparu, il est tenu de présenter sa défense au plaignant dans un délai de 14 jours après expiration du délai de comparution ou après remise de la requête si celle-ci intervient plus tard.

Procédure accélérée

Si le défendeur ne se présente pas devant le tribunal, le plaignant peut demander que soit rendu un jugement par défaut. En général, lorsque le défendeur comparaît, présente une défense et dépose toutes les pièces requises en soutien de son dossier, tout est prêt pour le procès. Si la défense semble clairement insuffisante, le plaignant peut demander que soit rendue une décision en référé à l'encontre du défendeur. Pour éviter cela, le défendeur doit démontrer que le litige donne matière à un procès ou qu'il existe une autre raison pour que se tienne un procès.

Exécution d'une décision de justice

Ordonnance de saisie-exécution

Une ordonnance de saisie-exécution peut concerner les biens mobiliers et immobiliers aussi bien que les valeurs mobilières. Lorsque les biens à saisir sont des biens immobiliers garantis, la saisie doit faire l'objet d'une ordonnance interdisant au débiteur judiciaire de transmettre, vendre ou louer les biens en question.

Procédure de saisie-arrêt

Le créancier judiciaire peut demander la saisie de sommes que le débiteur judiciaire est censé recevoir d'une tierce partie. Si la personne qui fait l'objet de l'ordonnance de saisie-arrêt ne se présente pas devant le tribunal, l'ordonnance devient exécutive. Si cette personne se présente devant le tribunal, celui-ci peut rendre une décision en référé ou ordonner la tenue du procès.

Citation à comparaître du débiteur judiciaire

L'objectif de cette citation est de donner au débiteur judiciaire l'occasion de rembourser sa dette selon un échelonnement adapté à ses moyens. Le débiteur lui-même peut demander cette procédure. En vertu de l'Ordonnance 14 (*Order 14*), le défendeur peut accepter la réclamation du plaignant et proposer un remboursement échelonné ; le tribunal peut accorder cette demande si le plaignant donne son accord.

Procédure de faillite

Si le jugement total de la créance est supérieur à 30 000 MYR, la procédure de faillite peut être déclenchée si le débiteur judiciaire ne respecte pas le jugement ou la décision rendu(e) à son encontre. Une fois qu'un débiteur est déclaré en faillite, d'autres créanciers ont également le droit de déposer un formulaire de production de créance et une procuration pour avoir le droit d'avoir une part de la distribution du patrimoine du débiteur. La distribution du patrimoine est effectuée en fonction de l'ordre de priorité des créanciers.

Jugements étrangers

Toute décision rendue par un pays étranger doit être reconnue comme un jugement domestique afin de devenir exécutoire par une procédure d'*exequatur*. La Malaisie a conclu des accords de reconnaissance et d'exécution réciproques avec certains pays, dont Hong Kong, l'Inde et la Nouvelle-Zélande.

Procédure d'insolvabilité

Plusieurs procédures d'insolvabilité et de restructuration sont disponibles. Au titre de la loi sur les sociétés, la procédure d'insolvabilité disponible comprend :

- la liquidation judiciaire obligatoire et volontaire des sociétés ;
- la désignation d'administrateurs judiciaires et de gestionnaires d'entreprise ;
- des mécanismes de restructuration.

Dans le cas d'une liquidation judiciaire obligatoire, le tribunal peut liquider une société sur la base d'un certain nombre de motifs au titre de la loi sur les sociétés. Le plus fréquent de ces motifs est l'incapacité de la société à payer ses créances. Le créancier engage ce processus en déposant une demande de liquidation auprès du tribunal. Le cas échéant, le tribunal désigne un liquidateur chargé de superviser le processus de liquidation.

L'administrateur judiciaire désigné par le tribunal poursuit l'activité de la société de façon normale ou prend contrôle et possession des actifs de la société. Un administrateur judiciaire nommé par des porteurs de *débentures* sur la base des conditions de la convention de *débentures* (administrateur privé), pourra prendre possession des actifs de la société, sous réserve de la charge flottante qui s'est depuis cristallisée dans la *débenture*.

Les mécanismes de restructuration comprennent :

- convention : une société peut signer une convention avec l'approbation d'une majorité simple des créanciers sous réserve qu'ils représentent 75 % de la valeur de la dette. Après approbation de la convention par les créanciers, le tribunal doit donner son aval avant qu'elle puisse être mise en œuvre. Le débiteur peut demander au tribunal une ordonnance suspendant toute procédure à son encontre pendant qu'il met en œuvre la convention ;
- administration spéciale : un administrateur spécial est désigné. Il agit dans l'intérêt public ;
- tutelle : la société d'assurance-dépôts de Malaisie (« Malaysia Deposit Insurance Corporation ») prend le contrôle d'une institution financière non viable ou fait l'acquisition et prend le contrôle de prêts non productifs qui font obstacle entre l'institution financière, les emprunteurs et les fournisseurs de garantie.

MALAWI

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**20,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**568**
DEVISE Kwacha malawien	**MWK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,4	0,9	2,2	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,4	8,6	9,3	8,0
Solde public * / PIB (%)	- 4,5	- 6,3	- 7,1	- 9,0
Solde courant / PIB (%)	- 13,8	- 11,7	- 11,5	- 11,0
Dette publique / PIB * (%)	45,3	52,8	57,3	62,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022 / Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	22 %
AFRIQUE DU SUD	7 %
KENYA	7 %
UKRAINE	5 %
R.D. CONGO	5 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	19 %
CHINE	18 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	10 %
INDE	8 %
ROYAUME-UNI	6 %

- Ressources naturelles (tabac, thé, café, sucre, soja)
- Secteur des services en pleine expansion
- Retour du soutien des bailleurs de fonds (suspendu un temps pour cause de corruption)
- Membre de la SADC (Southern African Development Community) et de la COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa)

- Économie dominée par l'agriculture, vulnérable aux aléas climatiques ; pays très affecté par le changement climatique
- Insécurité alimentaire et enclavement géographique
- Accroissement de la pauvreté extrême (70 % de la population en 2020)
- Déficit infrastructurel (eau, énergie, transport, éducation, santé) et environnement des affaires défaillant
- Corruption généralisée (129/180 d'après l'indice de perception de la corruption de Transparency International)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance portée par le secteur agricole

La croissance économique, sans pour autant atteindre le niveau pré-pandémie, augmentera en 2022, à mesure que la production agricole regagnera en vivacité. Bien que les perspectives du secteur, représentant 23 % du PIB, resteront soumises aux aléas climatiques, il sera soutenu par des subventions, notamment via le Programme d'Intrants Abordables (AIP), stimulant la production, principalement de maïs. Alors que 76 % des emplois sont liés à l'agriculture, sa reprise favorisera la consommation des ménages (64 % du PIB). Cependant, le pouvoir d'achat sera limité par une inflation élevée, due à la dépréciation du kwacha malawien, qui alourdit la facture des importations. Une consommation privée plus vigoureuse permettrait au secteur tertiaire de poursuivre sa reprise en 2022. L'investissement public, principalement axé sur le développement des infrastructures (routes, énergie et irrigation), sera également un moteur de la croissance. Le projet d'interconnexion régionale Mozambique-Malawi, financé par la Banque Mondiale, inclut, par exemple, la construction d'une ligne électrique haute tension devant approvisionner les entreprises et les ménages. Le développement du secteur minier, pourrait attirer les investissements privés, comme le projet de niobium de Kaniyka, qui serait le premier d'exploitation de ce minerai en Afrique. Cependant, ils resteront largement pénalisés par la faiblesse de la fourniture énergétique (70 % de l'électricité du pays générée par des centrales hydroélectriques) et un environnement opérationnel difficile. La contribution nette des échanges à la croissance restera négative car l'accroissement des exportations agricoles, dominées par le tabac (53 % des recettes d'exportations), le thé et le café (10 %), sera tempéré par la hausse des importations, tirée par la demande intérieure.

Le risque de surendettement s'intensifie

Malgré une hausse des recettes fiscales, liée à l'accélération de la croissance, le déficit public devrait s'aggraver en 2022. Les dépenses, déjà élevées, continueront d'augmenter dans le cadre des investissements de la stratégie de croissance et de développement Malawi III. En plus de la hausse des dépenses en infrastructures, les subventions agricoles accordées par le programme AIP pèseront lourdement sur le déficit public. Son financement nécessite un recours accru à l'endettement, notamment domestique, qui couvre 85 % du besoin de financement. En conséquence, la dette publique continue d'augmenter. La hausse de sa part domestique (22 % du PIB), principalement détenue par des banques commerciales, contribue largement à des taux d'intérêt élevés, qui absorberaient plus de 27 % des recettes intérieures prévues par le gouvernement en 2021/22. De plus, même si l'endettement reste majoritairement détenu par les créanciers multilatéraux (près de 60 % de la dette extérieure), les prêts non-concessionnels auprès des banques régionales de développement (notamment l'Afreximbank) participent aussi à l'augmentation du service de la dette. Le risque de surendettement est très élevé.

Le déficit courant, structurellement important en raison de la dépendance du pays à l'égard des importations de carburant, de biens d'équipement et d'engrais, devrait légèrement diminuer. Le déficit de la balance commerciale ne se réduira que marginalement, car la hausse des recettes d'exportation (tabac, thé, sucre) liée à la reprise de la demande extérieure et à la bonne tenue de la production agricole sera en partie compensée par le poids des importations. La balance des services se creusera avec le redressement des paiements pour ceux de transports. Le déficit des revenus primaires, lié aux rapatriements des bénéfices des entreprises étrangères, continuera de peser sur la balance courante, alors que l'excédent du solde des transferts courants sera porté par les remises des expatriés (environ 8 % du PIB). Le pays restera tributaire des apports de l'aide extérieure au développement pour financer le déficit courant. Les autorités pourraient chercher à obtenir un nouveau programme avec le FMI en 2022. Le large déficit courant exerce des pressions sur le kwacha malawien, qui s'est déprécié de plus de 6 % en 2021, et les réserves de change, représentant moins de six semaines d'importations.

Un climat social tendu déjà tendu pour le nouveau gouvernement

Après l'annulation par la Cour constitutionnelle de l'élection présidentielle de 2019, pour motif de falsification des résultats, Lazarus Chakwera, leader du Malawi Congress Party (MCP), a remporté la nouvelle élection présidentielle de juin 2020, obtenant 59 % des voix devant le président sortant Peter Mutharika (depuis 2014). Le MCP détient 59 sièges (sur 193) au parlement, et il devrait continuer à diriger un gouvernement minoritaire grâce au soutien du United Transformation Movement (5 sièges), du People's Party (5) et de 33 indépendants, tandis que le Democratic Progressive Party est désormais le principal parti d'opposition. Le nouveau gouvernement doit déjà faire face à un climat social tendu, aggravé par la crise de la COVID-19. Le mécontentement de la population est entretenu par la pauvreté endémique, les scandales de corruption, la mauvaise gestion des fonds publics et des services publics déficients. Dans ce contexte, des manifestations contre l'augmentation du coût de la vie ont éclaté en novembre 2021, et se sont soldées par des affrontements violents avec les forces de l'ordre. Les prix des biens de première nécessité et la menace de la COVID-19 devraient rester une source de crispation sociale majeure en 2022.

Les autorités cherchent à renforcer les liens avec la Chine, qui détient déjà la moitié de la dette extérieure bilatérale. Elle finance, par exemple, une centrale électrique au charbon à Kammwamba, dans le sud du Malawi.

MALDIVES

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**0,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**9 889**
DEVISE Rufiyaa maldivienne	**MVR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,0	- 32,0	18,9	13,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,3	- 1,6	1,4	2,3
Solde public / PIB (%)	- 6,6	- 22,7	- 18,1	- 12,8
Solde courant / PIB (%)	- 26,5	- 29,9	- 15,9	- 13,9
Dette publique / PIB (%)	78,3	146,0	137,2	133,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

THAÏLANDE	44 %
ZONE EURO	25 %
ROYAUME-UNI	7 %
ÉTATS-UNIS	5 %
SRI LANKA	3 %

Importations de biens % du total

CHINE	15 %
INDE	13 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	12 %
SINGAPOUR	11 %
OMAN	8 %

- De bonnes relations avec les deux puissances régionales : la Chine et l'Inde
- Développement du potentiel touristique dans les îles inhabitées
- Meilleures infrastructures de transport
- Meilleures relations avec l'Occident, soutien fiable des institutions multilatérales

- Trop tributaire du tourisme
- Isolement géographique
- Finances publiques précaires
- Volatilité politique
- Très forte exposition au risque climatique (élévation du niveau de la mer)
- La faiblesse du capital humain limite le potentiel de diversification

APPRÉCIATION DU RISQUE

Un long chemin vers la reprise pour cet archipel dépendant du tourisme

L'économie maldivienne est extraordinairement dépendante du tourisme, qui, au cours d'une année normale, représente directement 25 % du PIB, et 60 % en incluant les secteurs connexes tels que les fournisseurs de produits alimentaires. Le secteur des services au sens large représente 78 % du PIB. À ce titre, l'économie bénéficiera grandement du retrait progressif des restrictions de déplacement en Europe, en Inde et en Chine, qui représentent la part du lion des visiteurs. La clé du redressement du pays est le succès remarquable de la campagne de vaccination, dont le rythme rivalise avec celui de Singapour ou de la plupart des pays européens. En effet, des vaccinations ont même été proposées pour attirer les visiteurs étrangers. Par conséquent, le tourisme a pu rouvrir rapidement : on estime que les arrivées de touristes en 2021 ont représenté 65 % de celles de 2019, soit le double des chiffres de 2020. Le retour des touristes et le redressement du PIB aux niveaux d'avant la pandémie sont prévus pour le début de 2023. D'autres secteurs de services importants, comme le commerce de détail et les transports, suivront le rythme du tourisme. L'inflation s'intensifiera, stimulée par la hausse des prix à l'importation, mais les subventions de prix atténueront le choc pour les consommateurs. Les investissements dans les infrastructures devraient être l'un des piliers de la reprise, car les projets de développement de nouvelles stations balnéaires et des capacités de l'aéroport international Hanimaadhoo (nouveau terminal et nouvelle piste) sont toujours en bonne voie. Les exportations de produits agricoles clés, tels que les produits de la pêche et la noix de coco, resteront élevées et résisteront bien, et la croissance des importations ne dépassera pas le taux de reprise du tourisme, de sorte que les exportations nettes continueront à apporter une contribution faible mais positive à la croissance.

Les déséquilibres extérieurs et budgétaires vont s'atténuer mais resteront une menace sérieuse

Le risque souverain s'est accru, comme en témoigne la décision de Moody's de rétrograder la note du pays de B à Caa1 en août 2021, l'enfonçant encore davantage dans la catégorie spéculative. Les dépenses d'infrastructures, bien que favorables à la production potentielle, représentent une charge budgétaire. Les dépenses devraient donc augmenter de 3,8 %, dont une grande partie est due à la hausse du service de la dette. Malgré une réduction significative liée à l'augmentation des recettes fiscales, le déficit budgétaire sera encore deux fois plus élevé qu'avant la pandémie. Près de la moitié de la dette publique est externe, dont 82 % en devises étrangères. Enfin, la structure des échéances de la dette est fortement concentrée en début de période, et 51 % de la dette est à taux variable. Tout cela constitue un risque élevé de surendettement. La reprise du tourisme est trop lente pour reconstituer les réserves de devises étrangères, qui ne représenteront plus que 1,7 mois d'exportations en 2021 et 2022. L'autorité monétaire des Maldives n'a pu maintenir l'ancrage de la rufiyaa au dollar américain que grâce à une ligne de swap de devises de 400 millions USD accordée par la Reserve Bank of India, dont la moitié environ a été utilisée. Les importants besoins de financement extérieur rendent l'ancrage de la monnaie vulnérable et le pays dépendant des financements concessionnels. Le déficit extérieur structurel important est essentiellement alimenté par les recettes du tourisme du côté des revenus et par les importations de biens et de services du côté des dépenses. Il a été principalement financé par une combinaison d'IDE et de financements concessionnels (y compris la récente facilité de crédit rapide du FMI et l'allocation de 20 millions de DTS). Toutefois, le rôle des créanciers privés devrait s'accroître dans les années à venir, ce qui rend le pays de plus en plus vulnérable à un arrêt brutal et à une augmentation des coûts du service de la dette, qui s'élèvent déjà à environ 4 % du PIB.

Malgré des signes de division, la position la position du gouvernement est solide

L'instabilité politique s'est atténuée avec l'élection d'Ibrahim Mohamed Solih du Parti démocratique maldivien (MDP) en septembre 2018. Sous son prédécesseur, Abdulla Yameen, le pays a connu un tournant autoritaire, accompagné d'une détérioration de la sécurité et de l'environnement des affaires. Le nouveau gouvernement, qui a obtenu une majorité de 74 % aux élections législatives d'avril 2019 (65 sièges sur 87), s'est fixé pour objectif d'améliorer le cadre institutionnel, avec notamment des mesures visant à renforcer l'État de droit et la liberté de la presse, de grands projets d'infrastructures et la diversification industrielle. Des fissures se sont ouvertes au sein du PDM et l'unité derrière Solih n'est pas garantie. Les prochaines élections (présidentielles fin 2023, législatives début 2024) seront plus compétitives. Après avoir été acquitté de manière inattendue des accusations de corruption fin 2021, Yameen est revenu sur la scène politique et sera un candidat redoutable en 2023. Les Maldives sont un partenaire géostratégique apprécié en raison de leur position sur les routes commerciales internationales de l'océan Indien. La Chine y exerce son influence grâce à un accord de libre-échange et à d'importants investissements dans les infrastructures (plus de 1,2 milliard d'USD) dans le cadre du projet des Routes maritimes de la soie. En outre, les prêts de la Chine représentent 45 % de la dette nationale du pays. Cependant, la nouvelle administration cherche à opérer un pivot diplomatique vers l'Inde, ce qui se manifeste par un prêt de 400 millions USD destiné à financer divers projets d'infrastructures. La signature d'un accord militaire avec les États-Unis, qui ont annoncé leur intention d'ouvrir une ambassade, constitue une signe rapprochement géopolitique avec l'Occident.

MALI

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**19,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**890**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,8	- 1,6	4,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 2,9	0,5	3,0	2,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 1,7	- 5,4	- 5,5	- 4,5
Balance courante / PIB (%)	- 7,5	- 0,2	- 5,3	- 5,0
Dette publique / PIB (%)	40,6	47,4	50,8	50,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	30 %
CÔTE D'IVOIRE	12 %
AUSTRALIE	12 %
SÉNÉGAL	5 %
BANGLADESH	2 %

Importations de biens % du total

SÉNÉGAL	18 %
ZONE EURO	18 %
CHINE	18 %
CÔTE D'IVOIRE	9 %
MAURITANIE	5 %

- Importantes ressources naturelles agricoles (coton) et minières (or, bauxite, fer)
- Assistance internationale
- Membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

- Économie vulnérable aux aléas climatiques et aux fluctuations des cours des matières premières
- Extrême pauvreté
- Enclavement géographique
- Situation sécuritaire dégradée
- Dépendance à l'aide internationale
- Environnement des affaires mauvais

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance soutenue en 2022

Après une reprise de la croissance en 2021, la hausse des exportations de coton et un secteur aurifère solide soutiendront l'accélération de l'activité en 2022. La mise en place d'une subvention pour l'achat d'engrais et la hausse du prix du coton en 2021 ont stimulé sa production (15 % du PIB). Bien que les perspectives du secteur resteront soumises aux aléas climatiques, cela annonce une bonne campagne agricole 2021/2022, qui permettrait au pays de retrouver sa place de 1er producteur africain d'or blanc en 2022. Plus généralement, le secteur agricole (40 % du PIB) sera soutenu par des financements internationaux, comme l'accord sur un prêt du Fonds international de développement agricole (FIDA), ratifié en 2021. Alors que plus de 60 % des emplois sont liés au secteur (15 % au coton), sa reprise favorisera la consommation des ménages (64 % du PIB). Le pouvoir d'achat des ménages pourrait aussi bénéficier du faible taux d'inflation, grâce à l'ancrage du Franc CFA à l'euro. La consommation permettrait au secteur tertiaire, toujours en convalescence en 2021, de poursuivre sa reprise en 2022. Cependant, celle-ci pourrait être menacée par l'instabilité politique. L'incertitude risque aussi de dissuader les financements internationaux et les investisseurs privés, bridant la contribution de la formation brute de capital fixe, qui devrait néanmoins être positive. D'une part, les investissements publics dans les infrastructures (notamment routières et aéroportuaires) devraient augmenter grâce aux recettes du coton et de l'or et, surtout, ceux dans l'exploitation minière (7 % du PIB) devraient continuer, à l'image de celui de l'*African Gold Group*, société canadienne, visant à lancer la production à la mine de Kobada. La mise en service de ce projet, mais aussi de ceux menés par Barrick Gold et Cora Gold, devrait stimuler la production et les exportations d'or, soutenant la contribution des échanges extérieurs à la croissance.

Les déficits jumeaux se réduisent, mais persistent

Le déficit budgétaire devrait continuer à se réduire en 2022 grâce à une hausse des recettes, mais restera supérieur à la norme communautaire de l'UEMOA (3 % du PIB). Principalement issues de l'exploitation aurifère et de la production de coton, représentant respectivement 25 % et 12 % des recettes publiques, elles progresseront en même temps que la croissance économique. Les dépenses d'investissement en capital, soutenant les grands projets d'infrastructures, comme un quatrième pont sur le fleuve Niger (à Bamako), devraient tempérer la réduction des dépenses publiques. Composée aux deux tiers de créances extérieures, en grande partie concessionnelles, la dette publique continuera de reposer sur les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale et la Banque africaine de développement). Le programme triennal FEC d'une valeur totale de 192 millions USD, accordée par le FMI en février 2021, devrait soutenir les besoins de financement. Cependant l'accès au financement pourrait être menacé par l'instabilité politique.

Le déficit courant devrait légèrement se réduire. Ce sera principalement dû à l'amélioration du déficit commercial en 2022, grâce à la hausse des recettes des exportations de l'or (deux tiers du total) et du coton. La facture des importations restera tout de même importante, en raison de la reprise de la demande interne et des prix élevés de l'énergie. La réduction du déficit courant sera majoritairement contrainte par le compte des services, grevé par la reprise de la demande de services liés à la réalisation des projets et du transport de marchandises. Le solde des revenus primaires sera aussi déficitaire en raison des rapatriements des bénéfices des entreprises. Le solde des revenus secondaires restera largement excédentaire grâce à la coopération internationale courante et aux flux entrants de fonds d'expatriés (6 % du PIB). Les prêts des organisations multilatérales, nécessaires au financement du déficit, pourraient être contraints, comme les IDE (hors minerais), par la situation politique du pays.

Instabilité politique et risque sécuritaire accru

Déjà confronté à des défis politiques et sécuritaires majeurs depuis 2012, le pays est en proie à une instabilité accrue depuis que le colonel Assimi Goïta, a forcé l'impopulaire ancien président, Ibrahim Boubacar Keïta, à démissionner en août 2020. En mai 2021, Goïta devient président de transition après un second coup d'État, qui pousse à la démission son prédécesseur, Bah N'Daw, et le Premier ministre Moctar Ouane. Ce nouveau bouleversement fut unanimement condamné par la communauté internationale. La CEDEAO et l'Union africaine ont, en conséquence, suspendu le Mali de leurs instances, demandant la tenue des élections d'ici février 2022. Cependant, les autorités maliennes ont notifié à la CEDEAO qu'elles ne seraient pas en mesure de les organiser dans les temps et ont évoqué un report pouvant aller jusqu'à cinq ans. Cette annonce a engendré l'adoption de sanctions économiques par la CEDEAO et l'UEMOA le 9 janvier 2022, comprenant la mise en place d'un embargo commercial et financier, ainsi que la fermeture des frontières. Ces sanctions avaient déjà brièvement été imposées par la CEDEAO après le coup d'État en 2020, conduisant la junte à redonner le pouvoir aux civils. Les nouvelles ont été condamnées par la Russie et la Chine, mais approuvées par les pays occidentaux, tandis que des pays limitrophes, hors de la CEDEAO ont exprimé leurs réserves quant à leur application. Parallèlement, ce conflit pourrait affecter la coopération au sein du G5 Sahel, puisque ses membres (à l'exception de la Mauritanie) font également partie de l'organisation ouest-africaine. Dans ce contexte, mais aussi, compte tenu de la réduction du soutien militaire occidental, les attaques des groupes militants islamistes constitueront une menace croissante.

MALTE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	28 955
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,7	- 8,3	5,7	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,5	0,8	0,7	2,0
Solde public / PIB (%)	0,4	- 10,0	- 11,6	- 6,0
Solde courant / PIB (%)	7,7	1,6	0,4	2,0
Dette publique / PIB (%)	40,6	53,3	63,0	65,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	17 %
FRANCE	9 %
ITALIE	7 %
HONG KONG	6 %
SINGAPOUR	6 %

Importations de biens % du total

ITALIE	20 %
ROYAUME-UNI	8 %
CHINE	8 %
FRANCE	7 %
ALLEMAGNE	7 %

- Importante plaque tournante du transbordement en Méditerranée, à mi-chemin du canal de Suez et de Gibraltar
- Dette publique détenue par les résidents
- Pôle technologique émergent (jeux d'argent en ligne, *Blockchain*, I.A.)
- Main-d'œuvre productive, anglophone, en augmentation et à revenus élevés, faible imposition

- Dépendance au tourisme
- Importance des flux financiers entrants/sortants (financement offshore, industrie des jeux d'argent en ligne, programme de citoyenneté par l'investissement) donnant prise à la criminalité financière
- Mauvaise infrastructure routière
- Insuffisances dans l'enseignement supérieur ; pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée
- Lenteur du système judiciaire ; clientélisme et corruption
- Le pays est placé sur la liste grise par la GAFI, ce qui peut nuire à la compétitivité de son secteur financier si le statut est maintenu

APPRÉCIATION DU RISQUE

Continuité du rebond économique en 2022

En 2022, Malte poursuivra sa reprise économique entamée en 2021. Le pays avait été considérablement impacté par la pandémie, et son économie s'était contractée en 2020 avec la chute du tourisme. Sans le soutien des services en ligne (paris, informatique, finance), ainsi que de l'industrie pharmaceutique et électronique, le recul aurait été plus massif encore. Nonobstant, Malte continue à subir les effets de la pandémie, et son niveau de PIB de 2019 ne devrait être retrouvé que tardivement en 2022. Le secteur du tourisme en particulier (16 % du PIB et 22 % de l'emploi en 2019), reste ralenti en raison de la faible mobilité des personnes et du maintien des restrictions internationales. Néanmoins, la rapide progression de la campagne de vaccination (82 % de population couverte en décembre 2021), avec un improbable recours aux restrictions locales à la mobilité, joue en faveur de l'expansion de la consommation et de l'investissement privé, notamment résidentiel. Par ailleurs, le faible taux de chômage (3,6 %) favorise son essor. Enfin, malgré le retour de la croissance, l'inflation reste bien en dessous de la moyenne européenne.

Si le pays souffre de l'interruption partielle, et temporaire, de l'afflux de la main d'œuvre qualifiée étrangère, à long terme, Malte continuera de l'attirer, ainsi que les investissements, car elle présente des fondamentaux favorables à l'industrie technologique. Malte a été l'une des premières juridictions au monde à mettre en place un cadre juridique spécialisé pour les jeux en ligne (poker virtuel, jeux de casino, paris sportifs) et la gestion de bases de données. Le gouvernement suit une stratégie similaire dans les activités liées à la technologie de la *Blockchain* (chaîne de blocs) appliquée aux actifs financiers virtuels (crypto actifs, en particulier) et à l'intelligence artificielle. Avec le retour, même timide, des touristes et le dynamisme non démenti des services, le commerce extérieur devrait significativement contribuer à la croissance en 2022.

La menace d'une baisse des recettes budgétaires

Comme la plupart des pays européens, Malte a déployé des mesures de soutien budgétaire sans précédent (4,5 % du PIB en 2021) pour protéger le secteur privé des retombées économiques de la pandémie. Ces dépenses exceptionnelles ont creusé un considérable déficit budgétaire, mais sur une situation budgétaire confortable, Le retrait progressif de ces mesures et la normalisation de la politique budgétaire auront pour effet de réduire ce déficit en 2022. Toutefois, le pays pourrait voir, à l'avenir, ses recettes fiscales diminuer, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, le pays est dépendant des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, alors même que l'introduction d'un minimum d'imposition mondiale (15 %) pourrait mener à une détérioration de la compétitivité du pays en la matière. D'autre part, la remise en cause par l'UE du programme de citoyenneté par investissement («Malta Individual Investor Program», MIIP) constitue, elle aussi, une source d'inquiétude. Le MIIP a contribué à réduire la charge de la dette publique du pays en augmentant le PIB de 1 à 2 % par an entre 2013 et 2020. Ces évolutions soulignent la nécessité du pays à mener des réformes fiscales. En raison de la dégradation du solde budgétaire avec la crise, la dette publique a crû, mais elle devrait s'amoindrir à moyen terme.

Le compte courant, traditionnellement fortement excédentaire, s'est considérablement réduit avec la pandémie qui a fait chuter les recettes touristiques. Du coup, elles ont peiné à compenser le déficit des échanges de marchandises, accru par la montée des prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que les sommes rapatriées par les investisseurs étrangers. Néanmoins, la normalisation progressive du tourisme devrait permettre sa remontée en 2022.

Le parti au pouvoir, secoué par des scandales, tente de redorer son blason

Bien qu'il dispose toujours d'une confortable majorité au sein de la législature (37 sièges sur 67), le Parti travailliste, au pouvoir depuis 2013, doit relever le défi de prendre ses distances avec le gouvernement de son ancien chef, Joseph Muscat, secoué par des scandales. Des membres de son cabinet ayant été impliqués dans l'assassinat, en 2017, de la journaliste d'investigation Daphne Caruana Galizia, Muscat a démissionné en janvier 2020 et été remplacé par le nouveau dirigeant élu du parti, Robert Abela. Alors que celui-ci s'est efforcé de distinguer son gouvernement de celui de Muscat, l'enquête Caruana a continué à soulever des problèmes de transparence et de gouvernance impliquant l'élite du LP. Cela a conduit à un remaniement ministériel en novembre 2020.

Les prochaines élections législatives se tiendront en mai 2022, et le Parti travailliste semble toujours en tête dans les intentions de vote, devant le parti d'opposition nationaliste (PN).

La Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre le Programme de citoyenneté par investissement dans le cadre de sa lutte contre le blanchiment d'argent. Le MIIP sera probablement remplacé par un programme de résidence par investissement mettant en œuvre des normes de transparence beaucoup plus strictes. Le pays a, d'ailleurs, été placé en juin 2021 dans sa liste grise par le Groupe d'action financière en raison du manque de transparence en matière de propriété, ainsi du manque de collaboration dans la lutte contre l'évasion fiscale.

MAROC

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	36,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	3 188
DEVISE Dirham marocain	MAD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,6	- 6,3	5,7	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,2	0,7	1,3	1,5
Solde budgétaire / PIB (%)	- 4,1	- 7,6	- 6,7	- 6,5
Balance courante / PIB (%)	- 3,7	- 1,5	- 3,7	- 3,5
Dette publique / PIB (%)	64,8	76,4	77,9	79,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	65 %
ÉTATS-UNIS	4 %
BRÉSIL	4 %
TURQUIE	2 %
DJIBOUTI	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	45 %
CHINE	10 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ARABIE SAOUDITE	6 %
TURQUIE	5 %

- Position géographique favorable, à proximité du marché européen
- Stratégie de montée en gamme et de diversification de la production dans l'industrie
- Stabilité politique et engagement de réformes
- Intégration croissante au marché africain
- Soutien de la communauté internationale, notamment européenne qui soutient les investissements verts au Maroc à hauteur de 300 millions de dollars, par le biais de 2 projets
- Marché significatif et croissant

- Économie très dépendante des performances du secteur agricole (12 % du PIB et 30 % de la population), donc du climat et de la disponibilité de l'eau, ainsi que de l'Union européenne
- Concurrence d'autres pays méditerranéens comme la Turquie ou l'Égypte
- Importantes disparités sociales et régionales, entre villes et campagnes, avec mécontentement récurrent dans certaines régions. Le taux de pauvreté reste élevé.
- Taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes, faible participation des femmes au marché du travail, et manque de logements
- Faiblesse de la productivité et de la compétitivité

APPRÉCIATION DU RISQUE

Modération de la croissance après un fort rebond

La croissance économique, après avoir fortement rebondi en 2021 grâce à la reprise de la consommation des ménages (57 % du PIB en 2020) et un effet de base favorable, devrait ralentir en 2022. Bien que largement exposée aux variations des conditions climatiques, la consommation des ménages restera un moteur de la croissance en 2022 en raison du raffermissement des revenus, lié à la forte reprise du secteur agricole (12 % du PIB ; 30 % de la population active) et de la hausse des transferts des Marocains depuis l'étranger (5 % du PIB en 2020). Malgré une contribution plus modérée en 2022, elle bénéficiera du progrès de la vaccination et d'une inflation contenue, après une bonne campagne agricole. De plus, les investissements continueront d'être stimulés par le fonds d'investissement Mohammed VI, concentré sur les secteurs du tourisme (12 % du PIB), des transports et des infrastructures. Dans le cadre du Plan d'accélération de l'industrialisation 2021-2025 (favorisant les routes, ports et chemins de fer), les investissements publics pourraient aussi offrir de nouvelles opportunités au secteur privé. Les IDE (35 % provenant de la France), modestes en 2021, augmenteront en 2022 avec notamment l'implantation d'une usine de fabrication du vaccin chinois au Maroc. En outre, les exportations manufacturières, soutenues par la reprise européenne (80 % des exportations), ont également porté la croissance en 2021. Celles de pièces automobiles, de produits alimentaires ainsi que de phosphate (et ses dérivés) ont rebondi avec la hausse de la demande mondiale. Malgré la pénurie de semi-conducteur qui continuera de peser sur la production dans le secteur automobile en 2022, la construction d'une nouvelle usine automobile dans la ville de Kenitra devrait permettre d'augmenter la capacité de production de véhicules, et donc, leur exportation. Les secteurs du tourisme (dont les recettes représentent 22 % des exportations totales), de l'hôtellerie et de la restauration, restés morose en 2021, devraient rependre en 2022 sans pour autant atteindre leur niveau d'avant crise, compte tenu des restrictions sanitaires pour voyager. Si la hausse des recettes d'exportations sera donc sous contrainte, elle permettra de limiter l'impact de la hausse des importations liées aux investissements sur la contribution nette des échanges extérieurs.

Faible réduction des déficits jumeaux

Le déficit public ne s'est que faiblement réduit en 2021 avec la persistance des effets de la crise, et devrait se stabiliser en 2022. Bien que le gouvernement ait annoncé une consolidation budgétaire, l'élargissement de l'assiette fiscale et des biens et services soumis à la TVA ne devrait pas compenser la hausse des dépenses en capital (notamment via les investissements en infrastructures) et les dépenses sociales (principalement dans la santé). La dette publique (dont 25 % était détenue par des créanciers extérieurs fin 2020) s'est alourdie, malgré les recettes conséquentes tirées de privatisations. Cependant, près de 70 % de la dette publique extérieure est financée par des créanciers bilatéraux et multilatéraux, tempérant sa charge (8 % des dépenses prévues par le projet de Loi de Finances 2022).

Le déficit courant s'est dégradé en 2021 suite à une hausse du déficit commercial. En effet, alors que la forte hausse des prix du pétrole (12,5 % des importations étant des hydrocarbures) et une demande intérieure plus forte ont augmenté la facture des importations, (21 % alloués à des biens d'équipement et machines), la hausse des exportations manufacturières n'a pas pu compenser la faible reprise des exportations de services, plombée par le secteur du tourisme toujours en convalescence. Après une modeste reprise en 2021, les recettes touristiques devraient poursuivre leur rebond en 2022, permettant d'améliorer l'excédent de la balance des services. Cependant, le déficit commercial continuera de peser sur le déficit courant, se traduisant par un solde relativement inchangé en 2022. L'excédent du solde des revenus secondaires continuera d'être alimenté par les envois de fonds des expatriés. La reprise européenne favorisera les rapatriements de capitaux et donc le creusement de la balance des revenus primaires. Les besoins de financement extérieur seront assurés par les réserves de change, représentant toujours plus de six mois de couverture des importations, et la reprise des IDE, à condition que les tensions avec l'Algérie ne découragent pas les investisseurs.

Sévère défaite des islamistes au pouvoir dans un climat social tendu

Les élections législatives d'octobre 2021 ont abouti à la formation d'une nouvelle coalition, dirigée par le Premier ministre Aziz Akhannouch. De tendance libérale-centre droit, elle est composée du parti libéral du Rassemblement national des indépendants (RNI), du Parti Authenticité et modernité (PAM), et du Parti de l'Istiqlal (PI). À la tête du gouvernement depuis 2011, le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste modéré), s'est, lui, effondré, passant de 125 sièges à l'Assemblée à seulement 13 sièges (sur un total de 395). La crise a exacerbé les revendications sociales, menant à une large recomposition de l'Assemblée. Malgré les mesures de soutien aux ménages, la hausse du chômage, les pertes de revenus et le creusement des inégalités alimenteront encore le mécontentement. De nouvelles restrictions sanitaires pourraient aussi donner lieu à des manifestations. Afin de stabiliser la situation sociale, le RNI devrait suivre un programme de réformes soutenu par la Cours royale, jouant le rôle d'arbitre et de décideur ultime.

Sur le plan extérieur, les relations avec l'Algérie se sont détériorées en raison de tensions entourant la souveraineté du Sahara occidental. Fin août 2021, elles ont mené à la rupture officielle des relations diplomatiques entre les deux pays. En l'absence de progrès dans les récents efforts de médiation, le différend entre le Maroc et le Front Polisario, qui cherche à obtenir l'indépendance du Sahara occidental et soutenu par l'Algérie, les maintiendra à un niveau élevé.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU MAROC

Paiement

Le virement bancaire est en train de devenir le moyen de paiement le plus courant pour les transactions nationales et internationales. Le chèque, qui reste un moyen de paiement courant, constitue un titre de reconnaissance de dette efficace, dans la mesure où le débiteur peut être poursuivi en cas de défaut de paiement. La lettre de change est aussi un moyen de paiement intéressant, car elle est une source de financement à court terme par escompte, échelonnement ou virement. Le billet à ordre est utilisé pour garder une trace des détails financiers concernant les dettes personnelles, les dettes d'affaires et les transactions immobilières. Il s'agit d'un contrat juridiquement contraignant, qui peut être utilisé au tribunal si le débiteur n'honore pas sa dette. En cas de litige, un billet à ordre constitue une preuve fiable d'un paiement convenu et donc de l'existence d'une dette.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Tout recouvrement de créance doit commencer par une tentative de règlement amiable. La première étape consiste à contacter le débiteur par différents biais (téléphone, avertissements écrits comme des lettres de rappel, les courriers électroniques ou les notifications extrajudiciaires, etc.). Les négociations, qui peuvent être intenses, portent sur des points tels que le nombre de versements, l'éventualité d'une annulation de la dette, les garanties/sûretés, ou le calcul des intérêts pendant la période de grâce. La loi marocaine autorise un avocat à reconnaître la signature du débiteur dans le cadre d'un plan de paiement, lequel doit être signé, certifié et légalisé par les autorités compétentes au Maroc. L'avocat des créanciers peut ensuite utiliser ce plan de paiement comme reconnaissance de dette en cas d'action en justice.

Procédure judiciaire

Le Maroc possède un système juridique qui relèvent de la tradition juridique française, et des tribunaux qui relèvent de la tradition islamique (qui concernent exclusivement le statut personnel des justiciables). Parmi les tribunaux, on trouve des juridictions de proximité, chargées du règlement des litiges entre particuliers, les tribunaux de première instance compétents en matière civile, les tribunaux de commerce, qui traitent des différends commerciaux, les cours d'appel, compétentes en matière civile et administrative, et la Cour de cassation.

Procédure en urgence

Lorsque la dette est liée à un titre ou à une promesse reconnue, il est possible d'obtenir une injonction de payer. Il faut pour cela envoyer une requête au greffe du tribunal compétent. La dette doit être avérée, liquide (c'est-à-dire libre), exigible, et ne faire l'objet d'aucune contestation. Si le défendant ne présente pas de défense dans un délai de huit jours, il est possible d'obtenir une décision exécutoire. S'il présente une défense dans un délai de huit jours après réception de l'injonction de payer, le dossier est renvoyé en procédure ordinaire. Toutefois, la chambre des appels du tribunal de première instance ou la cour d'appel peut, suspendre par arrêt motivé, partiellement ou totalement l'exécution.

Procédure ordinaire

La procédure s'ouvre par l'envoi d'une assignation au débiteur après dépôt d'une requête par les représentants du créancier devant le tribunal compétent. Le débiteur peut alors présenter une défense dans un délai prescrit par le juge et déposer une demande reconventionnelle. Il peut être nécessaire d'organiser plusieurs audiences consacrées au dépôt et à la transmission des documents écrits et des éléments de preuve éventuels. L'audience principale ordonnée par le juge est l'occasion d'entendre les plaidoiries. Débats et plaidoiries sont diligentés par le juge au cours de l'audience publique. Les juges débattent ensuite sur les moyens, les motifs et la décision. Après délibération, une décision motivée est rendue par le juge. L'ensemble de la procédure dure généralement en moyenne, 14 mois.

Exécution d'une décision de justice

Une décision devient exécutoire dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Une ordonnance de saisie permet de saisir et de vendre les biens du débiteur.

La législation marocaine oblige les tribunaux à reconnaître les sentences étrangères, y compris celles qui sont émises dans des pays qui ne sont pas signataires d'un traité d'application réciproque avec le Maroc. Pour obtenir l'application d'une sentence étrangère, il faut déposer auprès du tribunal l'exemplaire original de la sentence, accompagné d'un document certifiant qu'elle n'a pas fait l'objet d'un appel. Quand un étranger obtient un jugement final qu'il entend faire appliquer au Maroc, c'est une procédure d'exequatur qui s'engage, de même que pour l'application de sentences marocaines à l'étranger. Il existe deux procédures de réalisation : l'une est strictement marocaine ; l'autre est déterminée par la signature d'un accord bilatéral entre le Maroc et d'autres pays, notamment l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, les Émirats Arabes Unis, l'Espagne, la France, l'Italie et la Libye.

Procédure d'insolvabilité

Les procédures d'insolvabilité sont régies par le livre V du Code du commerce. Elles comportent un volet informel visant à prévenir les difficultés du débiteur (procédure d'alerte et procédure de règlement à l'amiable) et un volet formel (procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire).

Suite à la situation de la COVID-19, le Maroc a pris deux mesures dans le cadre de la procédure d'insolvabilité :

- la possibilité pour les sociétés débitrices d'entreprendre la procédure de demande d'un délai de grâce afin de leur permettre de suspendre légalement les paiements. (à condition que l'insolvabilité soit causée par le COVID-19) ;
- la possibilité d'obtenir un crédit relance dédié au entreprises impactées par la COVID-19.

Procédure d'alerte

Cette procédure d'alerte relève de l'initiative des partenaires ou auditeurs de la société (auditeurs externes engagés par l'entreprise pour redresser la situation financière), qui ont le devoir de prévenir le gérant de l'entreprise de toute possibilité de redressement dans un délai de huit jours. Si aucune mesure n'est prise pour régler la situation dans un délai de 15 jours, il convient de convoquer une assemblée générale afin de décider de la façon de redresser la situation en s'appuyant sur le rapport de l'auditeur.

Règlement à l'amiable (la conciliation)

La procédure de règlement amiable est réservée aux sociétés commerciales, aux négociants et aux artisans qui rencontrent des difficultés financières sans toutefois être insolvables. Lorsqu'elle est engagée, le débiteur est placé sous la supervision du tribunal qui désigne pour une période de trois mois un conciliateur externe chargé de l'aider à parvenir à un accord avec tous ses créanciers ou avec ses « principaux créanciers ». Ces derniers ont droit à la totalité de leur créance, mais le conciliateur peut proposer un arrangement amiable, ou les créanciers peuvent céder une partie de la dette s'ils le souhaitent. Une fois l'accord éventuel approuvé par le tribunal, toute procédure judiciaire liée aux dettes couvertes par l'accord est suspendue pour la durée de l'accord de règlement à l'amiable.

Procédure de sauvegarde

C'est un mécanisme est destiné à permettre à une entreprise de se réorganiser afin de continuer à vivre. Pour en bénéficier, la société devra établir qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements. Mais, dans le cadre de cette procédure, on permet encore de négocier avec vos créanciers, afin d'éviter d'en arriver à cette cessation de paiements, au redressement judiciaire. C'est l'entreprise qui saisit le tribunal, lequel prononce un jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde. La procédure commence par la période d'observation, d'une durée de six mois (renouvelable une fois) pendant laquelle l'administrateur judiciaire, en collaboration avec le gérant, établit le « bilan économique et social » (BES) de l'entreprise : un point sur l'origine des difficultés, la situation financière actuelle, les mesures de redressement à envisager et les perspectives qui en résultent. Pendant cette période, l'entreprise prend les mesures propres à redresser la situation, et elle aide l'administrateur à élaborer un plan de sauvegarde. L'adoption d'un tel plan par le tribunal marque la fin de la période d'observation et le début du plan proprement dit, dont la durée peut aller jusqu'à cinq ans. Là encore, le gérant reste maître à bord de son entreprise mais, surtout, la société va bénéficier de mesures radicales que le tribunal peut seul imposer :

- suspension des échéances des dettes ;
- arrêt des poursuites individuelles ;
- obligation pour tous les créanciers de déclarer leurs créances ;
- arrêt du cours des intérêts.

Redressement judiciaire

Cette procédure n'est disponible qu'aux débiteurs en cessation de paiements dont la situation financière n'est toutefois pas irréversible. Le tribunal désigne un juge commissaire et un mandataire judiciaire (désigné par le tribunal dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation judiciaire, agit également comme syndicat). Au cours de cette procédure, la société débitrice poursuit son activité et reste en la possession de ses dirigeants. La procédure de redressement peut déboucher sur la réorganisation de l'entreprise débitrice ou sur sa liquidation. Le mandataire judiciaire prépare un rapport sur la situation de la société dans un délai de quatre mois à compter de l'ouverture de la procédure. Dans ce rapport, il recommande un plan de continuation pour le débiteur, la vente de l'entreprise, ou encore sa liquidation. Le tribunal est alors tenu de rendre une décision sur la base de ce rapport. Dans le cadre de cette procédure, les créanciers n'ont pas la possibilité de donner leur avis sur les options disponibles.

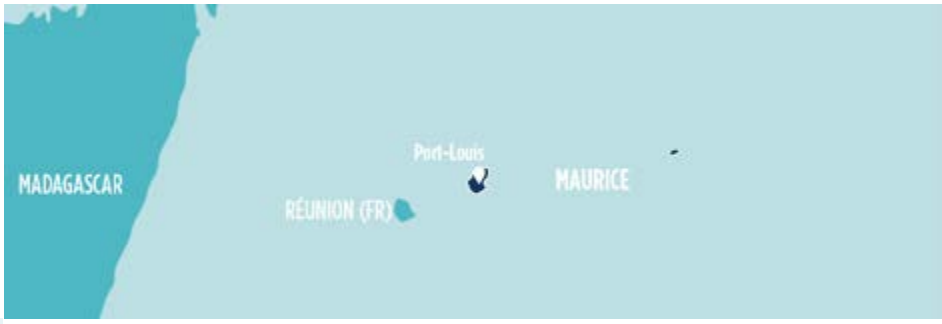
Liquidation judiciaire

La mise en liquidation judiciaire rend toutes les dettes du débiteur dues et exigibles. Les créanciers marocains disposent d'un délai de deux mois pour soumettre leurs réclamations. Ce délai est étendu à quatre mois pour les créanciers qui vivent à l'étranger. Il peut être mis un terme prématuré à la procédure de liquidation avant distribution si le débiteur n'a plus de dette, le mandataire judiciaire dispose de fonds suffisants pour rembourser intégralement tous les créanciers, ou le débiteur ne dispose pas des fonds suffisants pour payer les frais de liquidation judiciaire.

Le droit marocain n'établit pas de règles précises en matière de priorité des réclamations dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité. Cependant, certains créanciers bénéficient d'un statut privilégié : salariés, trésor public, organismes sociaux, créanciers dans le cas d'une procédure de conciliation collective, et enfin, les créanciers non garantis.

MAURICE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3



POPULATION Millions d'habitants - 2020	1,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	8 619
DEVISE Roupie mauricienne	MUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,0	- 14,9	3,5	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,5	2,5	3,2	2,0
Solde public / PIB * (%)	- 3,2	- 13,6	- 5,6	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 5,4	- 12,6	- 18,6	- 8,9
Dette publique / PIB * (%)	65,0	83,4	95,0	91,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 allant du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	35 %
AFRIQUE DU SUD	12 %
ROYAUME-UNI	10 %
ÉTATS-UNIS	10 %
MADAGASCAR	7 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	20 %
CHINE	17 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	12 %
INDE	10 %
AFRIQUE DU SUD	8 %

- Secteur touristique solide (en dehors de la période de pandémie)
- Accords de libre-échange avec la Chine et l'Inde
- Bilinguisme (anglais et français)
- Système bancaire solide
- Secteur financier offshore en développement
- Institutions démocratiques et gouvernance efficaces

- Dépendance commerciale et économique vis-à-vis de l'Europe et de l'Asie (tourisme, construction)
- Dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et d'énergie
- Situation insulaire et petit marché intérieur
- Infrastructures médiocres, en particulier sur l'île Rodrigues
- Manque de travailleurs qualifiés
- Baisse de la compétitivité des exportations

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise graduelle

L'économie mauricienne a connu une faible reprise en 2021, en raison d'un secteur touristique encore faible (plus de 20 % du PIB et de l'emploi). L'île affiche un taux de vaccination élevé (plus de 70 % de la population), même si l'incertitude sur l'évolution de la pandémie reste le principal risque pour les perspectives économiques de Maurice. Les restrictions de mobilité ont été renouvelées fin novembre 2021 avec l'émergence du variant Omicron. Les arrivées de touristes au cours du premier semestre (S1) 2021 ont représenté moins de 2 % des niveaux de 2019. Une reprise plus forte pour Maurice en 2022 dépend donc d'un assouplissement mondial plus large des restrictions de voyage. Les secteurs de la finance et de l'assurance (10 % du PIB) et des TIC (4 % du PIB), les deux seuls secteurs avec une croissance positive en 2020, ont compensé en partie la perte des recettes touristiques et enregistré des taux de croissance plus élevés au S1 2021, respectivement 2,5 % et 7 %. Parallèlement, la décision du Groupe d'action financière (GAFI) de retirer Maurice de la liste « grise » est également un coup de pouce bienvenu pour le secteur financier de l'île et le renforcement des mesures de LAB/CFT. Nous pensons que la reprise des industries manufacturières orientées vers l'exportation (11 % du PIB) et des secteurs de l'agriculture et de la pêche (3 % du PIB) se poursuivra en 2022.

Le secteur du bâtiment et de la construction (4 % du PIB et 9 % de la population active) a enregistré une croissance solide au S1 2021, soutenue par les projets d'infrastructures publiques. La forte expansion de ce secteur devrait se poursuivre en 2022. Dans le budget 2021-2022, le gouvernement a alloué 65 milliards MUR (13 % du PIB) aux travaux publics sur les trois prochaines années. Les fonds (2 milliards MUR) destinés à soutenir les achats de terrains et de logements résidentiels, ainsi que l'exonération des droits d'enregistrement, stimuleront également le secteur de la construction. Les entrées d'IDE ont continué à chuter au S1 2021, après une baisse de 36 % en 2020, bien que le secteur de l'hébergement et de la restauration ait bénéficié de fonds importants dans l'attente d'une reprise du tourisme. Les IDE devraient se redresser en 2022, car Maurice reste un pays attractif, grâce à des années de collaboration réussie entre le secteur public et le secteur privé, et au fait que le pays a été retiré de la liste du GAFI qui pénalise les pays ayant des mesures inadéquates pour lutter contre le blanchiment d'argent.

Malgré les mesures d'incitation fiscale du gouvernement, notamment les subventions salariales, le chômage est resté élevé et a augmenté tout au long du S1 2021, pour atteindre 10,5 %. En conséquence, la reprise des dépenses des ménages (75 % du PIB) a été relativement modérée au S1 2021, beaucoup d'entre eux étant également confrontés à une hausse de l'inflation, notamment pour les produits alimentaires et les transports. Toutefois, une relance du secteur touristique en 2022 devrait améliorer la consommation des ménages.

Les déficits jumeaux restent importants

Après une forte augmentation au cours de l'exercice 2019-20, le déficit budgétaire s'est réduit au cours de l'exercice 2020-21 en raison de la hausse de la collecte des recettes. L'exercice 2021-22 devrait enregistrer une nouvelle réduction du déficit budgétaire, car d'autres mesures fiscales sont progressivement supprimées dans le cadre de la reprise économique. Pour financer le déficit, le gouvernement s'est endetté davantage, bien que presque exclusivement en monnaie locale, et la dette publique a considérablement augmenté (près de 100 milliards MUR) entre juin 2019 et juin 2021. La part des emprunts extérieurs a également augmenté, passant de 17 % à 25 % de la dette publique totale, mais devrait diminuer à partir de 2023. Le profil de sa dette ne devrait pas changer de manière significative, car les autorités continuent de privilégier les sources de financement intérieures, avec un important versement ponctuel de 60 milliards MUR (14 % du PIB) de la banque centrale au cours de l'exercice 2020-21.

Le déficit de la balance courante a bondi à 13,3 % du PIB en 2020 et devrait encore se creuser en 2021, principalement en raison de l'aggravation du déficit de la balance commerciale. En effet, les recettes touristiques très réduites ont contribué au déficit de la balance des services, tandis que le déficit de la balance des biens s'est creusé à cause de la reprise plus rapide des importations. Le déficit de la balance courante, généralement financé par les investissements directs étrangers des *Global Business Companies* (GBC), devrait se réduire en 2022, car la hausse des revenus primaires, due en partie à la récupération des recettes des nombreuses sociétés offshore domiciliées sur l'île, ainsi que l' amélioration de la balance commerciale des services pourraient être encore plus favorables à la réduction du déficit.

Stabilité politique

Le Mouvement socialiste militant (MSM), un parti de centre-gauche dirigé par le Premier ministre Pravind Jugnauth, est le parti dominant de la sphère politique de Maurice. Avec ses partenaires de la coalition, l'Alliance mauricienne a conservé une forte majorité (60 %) à l'Assemblée nationale à l'issue des scrutins parlementaires de 2019, les prochaines élections générales étant prévues en 2024. Sur le plan extérieur, Maurice continuera à entretenir des liens solides avec les pays européens, la Chine et l'Inde, ses principaux partenaires économiques. Maurice et l'Inde ont signé un accord de partenariat global de coopération économique (CECPA) élargi en février 2021, qui est entré en vigueur en avril 2021. Des négociations pour un accord commercial préférentiel avec l'Indonésie sont en cours. Enfin, malgré la décision de la cour des Nations unies selon laquelle le Royaume-Uni n'a aucune souveraineté sur les îles Chagos, la restitution à Maurice des îles contestées reste incertaine.

MAURITANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	1 956
DEVISE Ouguiya mauritanien	MRO

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,8	- 1,8	2,7	4,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,2	2,4	3,5	4,0
Solde public / PIB * (%)	2,0	2,1	- 1,7	- 0,6
Solde courant / PIB (%)	- 10,4	- 11,0	- 10,9	- 9,8
Dette publique / PIB ** (%)	70,4	73,2	65,1	62,9

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus. ** Dettes contractées auprès de la Banque Centrale incluses.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	42 %
ZONE EURO	28 %
JAPON	7 %
RUSSIE	5 %
CÔTE D'IVOIRE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	36 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	14 %
CHINE	9 %
RUSSIE	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %

- Un risque terroriste moindre que celui de ses voisins sahéliens
- Soutien des donateurs et des organisations internationales
- Une certaine stabilité macroéconomique, même dans des circonstances difficiles
- Ressources minérales (minerai de fer, or, cuivre) et halieutiques
- Potentiel énergétique (gaz, énergies renouvelables)
- Ressources budgétaires domestiques relativement importantes

- Gouvernance médiocre : corruption élevée, inexistence du traitement de l'insolvabilité
- Économie peu diversifiée, vulnérable aux fluctuations des cours des matières premières
- Croissance peu inclusive, système éducatif déficient, et taux de chômage élevé
- Économie formelle restreinte
- Très peu de terres arables, plus de 2/3 de la superficie du pays est constituée de déserts
- Exposition à des conditions météorologiques instables
- Dissensions communautaires persistantes : discrimination envers la population des Haratins, ou Maures noirs, qui constituent 30 % de la population, et sont les descendants d'esclaves des Beidanes, les maures blancs

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une amélioration progressive de l'activité économique

En 2022, la croissance continuera de se redresser après la récession de 2020, les exportations et la demande intérieure continuant de s'améliorer progressivement. Les exportations d'or devraient notamment augmenter en même temps que la production. Après qu'un incendie ait perturbé les opérations de la mine d'or de Tasiast (exploitée par Kinross Gold) en juin 2021, la production rebondira, et sera encore stimulée par l'expansion prévue de la mine. Toutefois, l'environnement sera moins favorable aux exportations de minerai de fer, car les prix devraient se tempérer en raison d'un ralentissement de la demande chinoise. En revanche, les exportations de cuivre pourraient augmenter et profiteront des prix internationaux et de la demande mondiale. Les exportations de produits ne provenant pas d'industries extractives, tirées par les produits de la pêche, devraient augmenter en 2022. La consommation des ménages va progressivement rebondir en 2022, car le déploiement des vaccins continue de progresser (environ 14 % de la population totale était entièrement vaccinée en novembre 2021). Les activités agricoles devraient poursuive leur redressement en 2022, et soutenir ainsi le revenu des ménages (50 % de la population dépend de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche). Grâce à la poursuite de la mise en œuvre du plan prioritaire (ProPEP 2020/22), visant notamment à soutenir la diversification économique et à développer la sécurité alimentaire, la consommation publique devrait être soutenue. Elle se traduira par une croissance dans les secteurs des services et de l'industrie. L'investissement (31,6 % du PIB) devrait rester modéré en 2022, car l'ambition des autorités d'augmenter les investissements en infrastructures pourrait être tempérée par une marge de manœuvre budgétaire limitée. La formation brute de capital fixe sera néanmoins soutenue par les investissements visant à exploiter le potentiel en hydrocarbures du pays. Les revenus de ce secteur ne devraient pas profiter au pays en 2022, car la production du champ gazier offshore Grand Tortue Ahmeyim (GTA, partagé avec le Sénégal), découvert en 2014, est prévue pour 2023.

Restructuration de la dette et double déficit

Le solde budgétaire sera encore déficitaire, mais se réduira en 2022. Les recettes minières et les recettes fiscales continueront de bénéficier de la reprise économique. En attendant le coup de pouce des recettes gazières, elles seront soutenues par les mesures décrites dans le budget 2022 pour améliorer la mobilisation des recettes. En 2022, les autorités continueront de donner la priorité aux dépenses sociales et d'infrastructures en contenant la croissance des dépenses récurrentes. La fin de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) se traduira également par une hausse des coûts du service de la dette. Le pays conservant un excédent budgétaire primaire (qui exclut les intérêts de la dette), la dette publique devrait légèrement diminuer en 2022. Les autorités devraient également poursuivre leur stratégie de restructuration de la dette (discussions en cours avec la Chine et l'Inde, en attendant la décision sur le cadre du G20) après avoir trouvé un accord avec l'Arabie saoudite (qui a suspendu le paiement de 8,2 millions d'USD de dette) et le Koweït (restructuration de 82,7 millions d'USD de dette) en 2021. Le pays pourrait également recevoir un soutien supplémentaire du FMI, suite à la conclusion du précédent accord de facilité élargie de crédit (FEC) en mars 2021. Même s'il devrait se réduire, le déficit de la balance courante restera important en 2022. Les importations de biens d'équipement, notamment pour le développement de projets gaziers, continueront d'alimenter un important déficit commercial, malgré la hausse des exportations. Les comptes des services et des revenus primaires devraient également rester fortement déficitaires. La coopération internationale actuelle pourrait augmenter, soutenant les entrées dans le compte des revenus secondaires et une réduction du déficit des comptes courants. Ce dernier continuera d'être financé par les IDE liés au développement du projet GNL et par des prêts concessionnels. Les termes de l'échange favorables en 2021 ont soutenu une augmentation des réserves internationales brutes, qui couvrent plus de 5 mois d'importations de produits ne provenant pas d'industries extractives.

Le président travaille avec l'opposition

Mohamed Ould Ghazouani a prêté serment en tant que président en août 2019 après avoir remporté l'élection avec 52 % des voix, malgré les contestations de l'opposition. Son parti, l'Union pour la République (UPR) détient la majorité à l'Assemblée nationale depuis 2018 (97 sièges sur 157). Les prochaines élections législatives et présidentielles sont prévues en 2023 et 2024 respectivement. L'administration devrait poursuivre sa lutte contre la corruption, illustrée notamment par l'arrestation de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz (2009-2019) en juin 2021 pour corruption. En outre, le président s'est efforcé d'apaiser les tensions avec l'opposition, en l'invitant à lutter contre la pauvreté, le chômage et les inégalités, et à améliorer les systèmes d'éducation et de santé. La Mauritanie continuera de consolider ses relations avec les pays africains, comme le suggère sa participation à la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), qui vise à renforcer les liens économiques dans la région. En outre, les liens historiquement étroits avec les pays du Golfe ont facilité les récentes négociations de restructuration avec l'Arabie saoudite et le Koweït. Coupées en 2017, les relations diplomatiques avec le Qatar ont été rétablies en mars 2021.

MEXIQUE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**127,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**8 404**
DEVISE Peso mexicain	**MXN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,2	- 8,3	5,0	2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,6	3,6	5,5	4,0
Solde public / PIB (%)	- 1,6	- 2,9	- 3,2	- 3,5
Solde courant / PIB (%)	- 0,3	2,4	- 0,1	- 0,3
Dette publique / PIB (%)	53,3	61	59,8	60,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	81 %
ZONE EURO	4 %
CANADA	3 %
CHINE	2 %
CORÉE DU SUD	1 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	44 %
CHINE	19 %
ZONE EURO	9 %
CORÉE DU SUD	4 %
JAPON	4 %

- Proximité géographique avec l'économie américaine
- Pays membre de l'accord USMCA et de nombreux autres accords
- Base industrielle substantielle
- Politiques budgétaires et monétaires prudentes
- Taux de change flottant
- Réserves de change suffisantes
- Population importante et coût de la main-d'œuvre relativement faible

- Forte dépendance à l'égard de l'économie américaine
- Augmentation de la criminalité liée aux cartels et au trafic de drogue, niveau élevé de corruption
- Fortes disparités de revenus accentuées par la crise et absence de protection sociale universelle
- Défaillances dans les transports, la santé et l'éducation
- Secteur informel très important dans l'économie (56 %) et sur le marché du travail
- Base d'imposition étroite, les recettes fiscales représentant 21 % du PIB, fonds souverains épuisés
- Secteur pétrolier et PEMEX minés par des années de sous-investissement

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	TRÈS ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	TRÈS ÉLEVÉ
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	TRÈS ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	ÉLEVÉ
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité va décélérer en 2022

En partie en raison de la disparition de l'effet de base favorable, la dynamique de croissance du Mexique devrait s'essouffler en 2022. Toutefois, le PIB retrouvera son niveau d'avant la pandémie d'ici la fin de l'année. L'activité devrait être portée par la consommation des ménages (66 % du PIB), car les transferts de fonds des expatriés (3,7 % du PIB en 2020) restent élevés, alimentés par la reprise du marché de l'emploi américain, et grâce à la réduction progressive du taux de chômage local. Cet effet devrait l'emporter sur l'inflation qui reste encore à un niveau élevé (à 5,5 % par an en décembre 2021) et le resserrement en cours de la politique monétaire. Par ailleurs, les exportations (38 % du PIB) devraient également progresser, malgré la décélération attendue de la croissance de l'activité aux États-Unis. Cette bonne performance des ventes à l'étranger repose sur l'anticipation d'une atténuation progressive des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui profiterait notamment aux exportations automobiles (qui représentent 34 % du total des ventes à l'étranger du Mexique), qui ont pâti de cette situation. Dans le même temps, l'investissement privé devrait continuer d'enregistrer des résultats médiocres, à cause des politiques controversées du gouvernement, telles que le projet de loi visant à accroître le rôle de l'État dans les secteurs de l'électricité et des mines. En outre, ce projet de loi a suscité des inquiétudes et fait craindre une violation des politiques de l'accord commercial USMCA en matière d'investissement et de concurrence. En fait, son adoption est incertaine, car elle nécessiterait le soutien de certains membres de l'opposition (du fait de la majorité de 2/3 qui est requise).

Les déficits de la balance courante et du budget resteront modérés

La balance courante est redevenue légèrement déficitaire en 2021, car la balance commerciale est repassée dans le rouge et le déséquilibre de la balance des services s'est accentué. En ce qui concerne le premier point, les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations, car l'activité intérieure a rebondi et la croissance des ventes de produits manufacturés à l'étranger a été amortie par les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. En outre, le déficit commercial pétrolier s'est également creusé. En revanche, le déficit primaire s'est quelque peu réduit (en raison de la baisse du rapatriement des bénéfices et des dividendes par les entreprises étrangères), tandis que les revenus secondaires sont restés fermes grâce aux envois de fonds. Les IDE ont pu couvrir facilement le léger déficit du compte extérieur. La dette extérieure s'élevait à 38 % du PIB en septembre (18,7 % du PIB pour la partie due par le secteur public). Dans l'ensemble, le Mexique devrait conserver une position extérieure solide, soutenue par des réserves de devises étrangères de 212 milliards USD (couvrant environ 5 mois d'importations) et une ligne de crédit flexible préventive de 50 milliards USD contractée auprès du FMI. Le déficit du compte courant devrait néanmoins augmenter légèrement en 2022, notamment en raison de la hausse du déficit des revenus (dans l'hypothèse d'une augmentation du rapatriement des bénéfices par les investisseurs étrangers).

En ce qui concerne les comptes publics, le gouvernement devrait maintenir globalement la discipline budgétaire au cours de la seconde moitié de son mandat. Le déficit nominal devrait augmenter légèrement en 2022, en raison de l'augmentation des dépenses. Il s'agit notamment des dépenses consacrées à la compagnie pétrolière d'État Pemex, aux programmes sociaux et aux projets d'infrastructure clés du président Obrador, notamment le train Maya et la raffinerie de Dos Bocas.

Le gouvernement continuera de défendre le rôle plus important de l'État dans le secteur de l'énergie, tout en faisant face aux problèmes engendrés par la violence et les flux migratoires

En juin 2021, le pays a organisé des élections de mi-mandat pour renouveler la Chambre dans son intégralité. Le parti Morena au pouvoir et ses alliés ont maintenu une majorité simple à la Chambre et n'ont pas réussi à remporter la majorité des deux tiers qui était requise pour adopter des changements constitutionnels, comme la majorité requise pour adopter une loi controversée qui aurait permis de revenir à la libéralisation du secteur de l'énergie, telle qu'elle prévalait en 2013, ce qui ouvrait la voie aux investissements privés dans le secteur du pétrole et de l'électricité Malgré cela, le président Obrador a envoyé en octobre 2021 une proposition de réforme constitutionnelle au Congrès visant à protéger les intérêts du secteur public des investisseurs privés sur le marché de l'électricité. L'objectif est que la CFE détienne une participation garantie de 54 % dans la production d'électricité. La loi donne actuellement la préférence à l'alimentation du réseau par l'énergie la moins chère possible, qui est souvent produite par des entreprises privées. En outre, le projet de loi réserverait également à l'État l'extraction future de lithium. Il est important de noter que, pour l'instant, les tribunaux se sont généralement prononcés contre les politiques controversées touchant le secteur de l'énergie qui avaient été adoptées par le Congrès. Néanmoins, la discussion du projet de loi au niveau législatif a été repoussée à avril 2022, après qu'un référendum ait été proposé par le président Obrador. Ce dernier devrait avoir lieu en mars 2022. Les citoyens seront alors invités à dire s'ils souhaitent que le mandat de six ans d'Obrador soit révoqué pour cause de « perte de confiance » ou qu'il reste en fonction jusqu'à la fin de son mandat en 2024.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU MEXIQUE

Paiement

Les modalités de paiement les plus fréquemment utilisées sont les chèques, les virements bancaires et, dans certains cas spéciaux, les cartes de crédit. Les processus de paiement des entreprises sont régis par leurs politiques internes. La plupart des sociétés demandent à l'autre partie de présenter des pièces justificatives avant de procéder à une transaction (par ex. les statuts de la société ou son numéro d'identification fiscale qui figure dans le *Registro Federal de Contribuyentes*). Les documents les plus fréquemment liés aux transactions commerciales sont les factures, les billets à ordre et les chèques. Les billets à ordre sont des promesses inconditionnelles, par écrit, de payer à une personne une certaine somme d'argent. Au Mexique, ce document est normalement utilisé comme garantie de paiement de l'acheteur. Il est signé par le représentant légal de l'acheteur et, par conséquent, le débiteur, pour un montant qui est supérieur au montant total de la créance. Les billets à ordre et les chèques servent également de reconnaissance de dette. Dès lors que les acheteurs possèdent les informations pertinentes, ils peuvent effectuer des paiements par virement bancaire ou par chèque, les deux méthodes prenant environ dix à quinze jours ouvrables. Les virements bancaires sont les plus fréquents, car les chèques peuvent être postdatés, avec le risque que les acheteurs émettent des chèques qu'ils ne peuvent pas couvrir.

Recouvrement des créances

Factures

En termes de recouvrement des créances, les factures originales servent de preuve d'acceptation de la créance et d'établissement d'une relation commerciale entre les parties. Conformément au droit commercial et civil, le contrat commercial est scellé par deux éléments : un objet (dans ce cas le produit ou le service) et le prix de l'objet tel que convenu entre les parties. Même en l'absence d'un accord écrit, une facture présente ces deux éléments. Les factures sont, par conséquent, la preuve la plus efficace en cas de poursuite judiciaire, car elles montrent que les parties ont scellé un contrat de vente et ont une obligation réciproque de payer le prix convenu et de livrer la marchandise ou de fournir le service.

En 2014, les Autorités fiscales mexicaines (*Servicio de Administraci Servicio de Administración Tributaria*) ont décidé que toutes les factures doivent être électroniques, sous forme de fichier XML. Elles doivent également être contrôlées par le système de l'autorité fiscale afin de pouvoir être validées. L'autorité fiscale demande également la confirmation électronique lorsque le créancier reçoit le paiement, ainsi que la réception d'un fichier XML à titre de confirmation légale. Ces nouvelles exigences sont entrées en vigueur en décembre 2017. L'objectif de ces changements est de limiter le nombre de cas de fraude et de sociétés fantômes, tous deux très fréquents au Mexique.

Phase amiable

Avant d'entamer des poursuites judiciaires au Mexique, les créanciers doivent normalement tenter de contacter leurs débiteurs par téléphone. Si cela ne réussit pas, une lettre écrite est adressée au débiteur, le débiteur y est notifié du montant de la créance et des intentions du créancier de négocier les conditions de paiement. Ensuite, un spécialiste des recouvrements rend visite au débiteur. Au cours de cette visite, le spécialiste du recouvrement tentera de se faire une idée plus détaillée de la situation du débiteur. Il cherchera à évaluer si la société est toujours en activité et si elle possède des actifs (par exemple biens immobiliers, marchandises ou autres droits) qui pourraient être saisis en cas de poursuite judiciaire. Toutefois, le principal objectif d'une telle visite est de comprendre pourquoi les débiteurs ne paient pas leurs factures dans les délais impartis.

Lorsque les créanciers initient des actions en recouvrement avec une phase amiable, il est fréquent que les sociétés débitrices disparaissent purement et simplement. Ceci signifie la cessation des activités commerciales qui pourraient potentiellement permettre le paiement des sommes dues.

Si des sociétés engagent des relations commerciales à l'export, il leur est conseillé de s'assurer que toute la documentation est conforme au droit mexicain. Si les informations et la documentation ne sont pas correctes, cela permet aux sociétés mexicaines de frauder les exportateurs et réduit les chances de recouvrer les créances au cours de la phase amiable.

Poursuites judiciaires

La procédure pré-judiciaire, *medios preparatorios a juicio ejecutivo mercantil,* intervient en présence d'une facture en qualité de preuve de paiement en suspens et de relation commerciale. Les créanciers demandent que le juge obtienne une citation du débiteur ou de son représentant légal. Il obtient ensuite la reconnaissance et l'acceptation de la créance par le débiteur, ainsi que des paiements en suspens. Étant donné que la reconnaissance devant le juge est un document exécutoire, le créancier peut ensuite initier une procédure judiciaire, la « procédure commerciale sommaire ». Cette procédure pré-judiciaire prend environ deux à trois mois. Il existe trois types de procédures qui peuvent être utilisés contre les débiteurs :

Procédure commerciale sommaire

Cette procédure judiciaire intervient lorsqu'il y a une reconnaissance de dette (billets à ordre, chèques ou reconnaissances légales devant le juge par le débiteur ou son représentant légal). La procédure commence par la phase de citation, dans laquelle le créancier initie la poursuite judiciaire en demandant que le débiteur paye le montant total de la créance due. Si le débiteur n'a pas suffisamment de fonds, le créancier peut demander que certains de ses biens soient saisis. Les biens peuvent comporter des biens immobiliers, des marchandises, des comptes bancaires, des droits de propriété industrielle et des marques, qui peuvent être utilisés comme garantie pour le montant total de la créance. Dès lors que les biens sont saisis à titre de garantie de la créance, la procédure judiciaire se poursuit jusqu'à ce que le juge ait rendu une décision définitive. Ensuite, en l'absence de négociation ou de paiement, le créancier peut initier la vente aux enchères des biens pour recouvrer la dette. Cette procédure judiciaire prend environ six à dix-huit mois, même si elle peut varier d'un cas à un autre.

Procédure commerciale ordinaire

Dans le droit commercial mexicain, les procédures commerciales ordinaires sont les procédures qui prennent le plus de temps. Elles peuvent intervenir en l'absence de reconnaissance de dette, ce qui signifie que la seule preuve d'une vente commerciale entre les parties est le contrat commercial avec les factures. Dans ce type de procédure, les actifs ne peuvent être saisis que comme garantie du montant total de la créance lorsqu'un juge a rendu une sentence finale condamnant le débiteur à effectuer le paiement. Cette procédure judiciaire prend entre un et deux ans.

Procédures orales

Les procédures orales ont lieu lorsque le montant total de la dette ne dépasse pas 31 856,68 EUR. Comme avec les « Procédures commerciales ordinaires », les actifs ne peuvent être saisis que comme garantie du montant total de la créance lorsqu'un juge a rendu une sentence finale condamnant le débiteur à effectuer le paiement. Cette procédure prend environ quatre à six mois. Le 2 mai 2017, le congrès mexicain a apporté une modification qui stipule que tous les litiges commerciaux doivent être traités par le biais de procédures orales sans limites de montant, avec entrée en vigueur le 25 janvier 2018.

Exécution d'une décision de justice

Un jugement est exécutoire dès qu'il est définitif. Si le débiteur ne respecte pas le jugement, le créancier peut demander une ordonnance d'exécution obligatoire du tribunal, sous la forme d'une ordonnance de saisie, de la vente d'actifs spécifiques ou de la liquidation de la société. Ceci prend entre six mois et deux ans.

Les jugements étrangers peuvent être exécutés par le biais de procédures d'*exequatur*. Le tribunal vérifiera que certaines exigences sont respectées, avant de reconnaître la décision étrangère. Le tribunal établit si le tribunal étranger a juridiction pour statuer sur le problème et si l'application de la décision n'entre pas en conflit avec le droit mexicain ou la politique publique.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Les débiteurs ayant l'accord des créanciers détenant 40 % de la créance peuvent constituer un accord de restructuration « clé en main ». Ceci permet au tribunal d'émettre une déclaration d'insolvabilité et de déclarer la société *concurso mercantile* (en faillite commerciale).

Liquidation judiciaire

La liquidation ne peut être demandée que par le débiteur lui-même, mais le débiteur peut être placé en liquidation s'il ne se soumet pas à une proposition de restructuration de dette acceptable par ses créanciers par le biais des procédures de *concurso mercantile*. Un liquidateur est nommé et se voit attribuer la responsabilité de gérer la société, de vendre ses biens et de distribuer le produit aux créanciers en fonction de leur rang.

MOLDAVIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

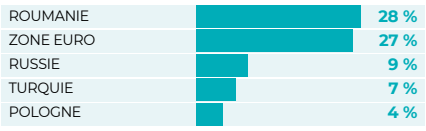
POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	4 523
DEVISE Leu moldave	MDL

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,7	- 7,0	4,5	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,3	4,4	3,0	6,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 1,4	- 5,2	- 4,3	- 6,0
Balance courante / PIB (%)	- 9,3	- 6,7	- 8,5	- 9,5
Dette publique / PIB (%)	28,3	34,8	38,1	39,5

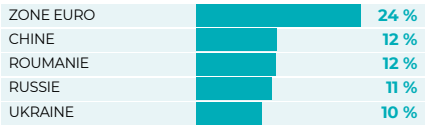
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Potentiel agricole (vin, fruits, légumes, tournesol, blé)
- Accords d'association et de libre-échange avec l'UE (2014, étendus à la Transnistrie en 2016)
- Soutien financier international
- Main d'œuvre relativement peu coûteuse
- Flexibilité accompagnée de la monnaie

- Pays le plus pauvre d'Europe, forte émigration (1 million d'émigrés sur 3,4 millions d'habitants)
- Importance du secteur informel, faible productivité
- Corruption, faible gouvernance, système oligarchique et clientélisme
- Crédit peu développé (20 % du PIB en 2020)
- Dépendance à l'égard des transferts des travailleurs expatriés
- Volonté sécessionniste en Transnistrie

APPRÉCIATION DU RISQUE

La demande intérieure comme moteur de la reprise

Tirée par la consommation privée, représentant plus de 80 % de son PIB, l'économie a retrouvé un rythme de croissance soutenu en 2021. La consommation s'est accrue avec l'amélioration des revenus des ménages provenant de l'augmentation des salaires, des aides sociales et des envois de fonds des expatriés. En 2022, la reprise se poursuivra, mais la consommation privée pourrait être bridée par les pressions inflationnistes, qui atteignaient 6,7 % en août 2021. La hausse des prix des produits alimentaires, due à une mauvaise récolte début 2021, et les prix record de l'énergie alimentent l'inflation qui devrait dépasser la cible de 5 % de la banque centrale en 2022. L'essoufflement de la reprise mondiale lié aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et au risque d'un retour de la crise sanitaire durant l'hiver 2021/2022, pourrait également réduire les envois de fonds, provenant de sa diaspora forte d'un million de personnes et représentant la moitié du revenu disponible pour 15 % des ménages. De plus, alors que les investissements, grâce aux conditions monétaires favorables, ont enregistré une hausse de près de 28 % en 2021, ils pourraient être contraints par la hausse du taux directeur (remonté à 5,5 % en octobre 2021) de la Banque Centrale en réponse à l'inflation grimpante. Cependant, ils devraient être favorisés par l'ambitieux programme anti-corruption du nouveau gouvernement, sous réserve de sa mise en place. En outre, dans le contexte de crise énergétique liée à la flambée des prix du gaz, le pays, dont la fourniture énergétique repose à 100 % sur la société russe Gazprom, devrait continuer ses efforts de diversification de son approvisionnement, malgré la capacité budgétaire limitée. En effet, après avoir inauguré le gazoduc Ungheni-Chisinau de 120 km reliant le réseau gazier moldave à l'UE via la Roumanie, le pays a signé un accord d'achat de gaz avec la Pologne en octobre 2021 et bénéficiera d'une subvention de 60 millions d'euros de l'UE représentant deux mois d'approvisionnement.

Enfin, la vive demande intérieure et la reconstitution des stocks ont entraîné une forte croissance des importations en 2021, qui se prolongera en 2022. Dans le même temps, les exportations (27 % du PIB en 2020) dépendront du rythme de la reprise des principaux partenaires commerciaux (l'UE et la Russie). Elles seront principalement tirées par le secteur agricole (12 % du PIB et 35 % de la main d'œuvre) ainsi que le secteur agroalimentaire (35 % des exportations). La contribution des échanges extérieurs à la croissance restera donc négative.

Déficits jumeaux élevés

Le déficit public, qui s'était fortement creusé en 2020, a diminué en 2021 grâce à la hausse des recettes induites par le rebond économique. En 2022, il se creusera de nouveau face à la hausse des dépenses publiques notamment dans la santé, l'éducation et la protection sociale. En conséquence, la dette publique (à 45 % extérieure) augmentera, tout en restant relativement modérée selon les normes internationales. Les aides européennes soutiendront largement les finances publiques avec un programme de relance de 600 millions d'euros de l'UE entre 2021 et 2024.

La position extérieure s'est détériorée, car les importations (principalement des dérivés de pétrole et machines) ont augmenté rapidement en volume et en valeur, plus que les exportations. La hausse du déficit commercial augmente le déficit courant, car non compensé par le faible excédent de la balance des services. De plus, la hausse des envois de fonds n'a pas suffisamment augmenté l'excédent du compte des transferts courants. Le pays restera fortement tributaire des emprunts et de l'aide financière des organisations multilatérales pour répondre à ses besoins de financement extérieur. La dette extérieure (68 % du PIB) provient aux trois-quarts du secteur privé (et majoritairement des sociétés non-financières).

Nouveau gouvernement pro-européen et tensions avec la Russie

Le Parti d'action et de solidarité (PAS), réformiste et pro-UE, a obtenu une confortable majorité (63 sièges sur 101 au parlement) lors des législatives anticipées du 11 juillet 2021 avec 52,8 % des voix. Le PAS, parti de la présidente Maia Sandu élue en novembre 2020 et succédant à Ior Dodon du Parti socialiste pro-russe, a récolté 86 % des suffrages de la diaspora moldave, confirmant ainsi la tendance du fort soutien de la diaspora observée lors de l'élection présidentielle. La majorité parlementaire du PAS, détenant seulement 24 sièges avant l'élection, devrait ouvrir la voie à une ère de stabilité politique sans précédent depuis plus d'une décennie. En effet, la nomination de Natalia Gavrilita en tant que Premier ministre du pays, devrait conduire à une période d'efforts proactifs pour faire avancer les réformes, notamment en termes de corruption, et rapprocher le pays de l'Union européenne.

Cependant, l'élection d'une présidente pro-européenne secoue les relations avec la Russie, accusée d'exploiter le levier gazier pour peser sur les liens avec l'UE. La société Gazprom a réduit d'un tiers son approvisionnement après expiration du contrat fin septembre 2021, avant de conclure un nouveau contrat de 5 ans débutant en novembre, toujours à un prix inférieur à celui des marchés européens, témoignant de la probable influence européenne dans la négociation. Par ailleurs, le gaz fourni par la Russie passe par la Transnistrie, un territoire séparatiste pro-russe ayant autoproclamé son indépendance sous le nom de République moldave du Dniestr en 1992, et où les forces russes sont présentes.

MONGOLIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**3,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 916**
DEVISE Tugrik mongol	**MNT**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,2	- 4,4	3,5	7,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,3	3,7	7,1	7,3
Solde budgétaire / PIB (%)	0,8	- 9,8	- 5,6	- 1,7
Solde courant / PIB (%)	- 15,4	- 5,1	- 8,5	- 13,3
Dette publique / PIB (%)	68,4	77,0	77,7	70,7

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	92 %
ROYAUME-UNI	1 %
SUISSE	1 %
ZONE EURO	1 %
RUSSIE	1 %

Importations de biens % du total

CHINE	33 %
RUSSIE	30 %
ZONE EURO	8 %
JAPON	7 %
CORÉE DU SUD	4 %

- Développement de ressources minières colossales (charbon, cuivre, or) avec des investissements atteignant 40 % du PIB
- Position géographique stratégique entre la Chine et l'Europe/Russie (projet de développement de la Route de la Soie)
- Potentiel de diversification de la production, notamment agroalimentaire (bétail, produits laitiers, viande, cachemire) et tourisme
- Soutien important des donateurs (4,8 % du PIB en 2019)

- Petite économie vulnérable aux variations des prix des matières premières et à la demande chinoise
- Pays enclavé
- Dissensions politiques internes
- Dégradation massive des sols, 90 % des vastes prairies sont menacées par la désertification (tempêtes de poussière fréquentes)
- Niveau alarmant de corruption et gouvernance fragile (justice, dépenses publiques, entreprises d'État, licences minières et marchés publics)
- Risques liés à la montée des inégalités (28 % de la population vivant dans la pauvreté en 2018) en raison d'un développement minier moins inclusif
- Réserves de change insuffisantes pour absorber les chocs extérieurs

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'augmentation de la consommation des ménages et de la demande de minéraux va stimuler l'économie

En 2021, la croissance économique a été tirée par une forte reprise de l'activité minière (48 % du PIB) et des services, soutenue par une forte demande en produits miniers et les prix élevés des matières premières. Turquoise Hill Resources, filiale de Rio Tinto, qui détient 66 % de la plus grande mine de cuivre et d'or d'Oyu Tolgoi (OT), a vu ses revenus rebondir de 118 % au cours des neuf premiers mois de 2021. Cependant, malgré un taux de vaccination relativement élevé et une forte demande, les foyers de COVID-19, sur fond de nouveau variants, ont perturbé les exportations de charbon vers le principal partenaire commercial, la Chine (92,5 % des exportations totales de la Mongolie). En effet, les restrictions ont réduit les mouvements de camions à travers la frontière. Par ailleurs, la croissance économique devrait s'accélérer en 2022 et retrouver son niveau d'avant la pandémie, car le taux de vaccination était élevé fin 2021 (65 % de la population était entièrement vaccinée en décembre 2021), les problèmes de transport affectant les exportations devraient être résolus, la pandémie restant sous contrôle, et la demande intérieure devrait augmenter. La demande soutenue de la Chine devrait continuer de favoriser les exportations minières (en particulier le charbon à coke) vers la Chine et, par conséquent, les investissements miniers, qui ont été dans une certaine mesure retardés par la pandémie. La consommation des ménages (60 % du PIB) devrait augmenter, à condition qu'il n'y ait pas de nouveaux confinements, et profite toujours des mesures de protection sociale et de soutien aux ménages qui ont été mises en place pendant la pandémie et prolongées jusqu'au second semestre de 2021. Le plan de soutien comprenait une dispense de paiement de factures de services publics (électricité, chauffage, eau et enlèvement d'ordures) en faveur des ménages et de certaines entreprises. Toutefois, l'inflation, qui a fortement augmenté durant la seconde moitié de l'année 2021 en raisons de facteurs liés à l'offre, devrait rester élevée en 2022. Si elle évolue durablement au-dessus de l'objectif de la fourchette cible de 4-6 %, la Banque de Mongolie pourrait relever son taux directeur, maintenu à 6 % depuis la fin de 2020. Sa politique resterait, néanmoins, relativement accommodante.

Des finances publiques en voie de redressement mais toujours exposées aux chocs externes

Malgré les engagements et les efforts déployés dans le cadre du mécanisme élargi de crédit du FMI mis en place pour trois ans en 2017 afin de réduire le déficit budgétaire, l'économie reste pénalisée par une dette élevée, ce qui la rend vulnérable aux chocs extérieurs affectant les IDE, aux prix des matières premières et à la demande chinoise. De plus, avec plus de 90 % de la dette publique en devises étrangères, le pays est exposé à une dépréciation du taux de change. La pandémie a détérioré les comptes publics en raison de la baisse des recettes et des mesures de soutien aux ménages les plus touchés. Cela dit, le déficit budgétaire devrait continuer de baisser en 2022 grâce à l'augmentation des recettes, tandis que les dépenses devraient rester élevées pour soutenir l'économie. Le gouvernement se finance principalement de manière bilatérale et multilatérale (avec une prêt de l'AIIB pour 21 millions en juillet 2021) afin d'alléger la pression fiscale.

Le déficit de la balance courante s'est creusé en 2021 en raison de la perturbation des exportations vers la Chine. Il devrait encore se creuser davantage en 2022, à cause d'une augmentation des importations due à la hausse des investissements miniers. Cependant, la balance commerciale devrait rester excédentaire grâce aux exportations minières et aux prix élevés de ce secteur. La balance des services restera déficitaire en raison des frais de transport (un tiers de ce déficit), tout comme le compte des revenus : les entreprises étrangères rapatrieront davantage de bénéfices de leurs activités minières et les intérêts de la dette seront payés. Cela dit, le niveau élevé d'IDE entrants liés à l'exploitation minière (10 % du PIB), compte tenu de la forte demande, devrait augmenter et, avec les prêts bilatéraux et multilatéraux, financeront le déficit de la balance courante. Les réserves de change sont toujours élevées et couvraient 6,4 mois d'importations en juillet 2021. L'accord bilatéral d'échange de devises avec la Chine - 15 milliards de yuans pour 6 trillions de togrog (2,2 milliards d'USD) - a été renouvelé le 31 juillet 2020 pour trois années supplémentaires, jusqu'en 2023.

La corruption affaiblit la crédibilité du parti au pouvoir

L'élection présidentielle de juin 2021 a consolidé le pouvoir du Parti du peuple mongol (MPP) au Parlement monocaméral (62/76 sièges depuis juin 2020). L'ancien Premier ministre mongol et leader du MPP, Ukhnaa Khurelsukh, a remporté l'élection haut la main. Son programme à orientation sociale vise à soutenir la classe moyenne mongole et l'indépendance des systèmes législatif et judiciaire, dans le cadre du plan de développement à long terme Vision 2050. Il propose par exemple la mise en place d'un fonds souverain et le partage en parts égales des ressources minières de la Mongolie en faveur de tous les citoyens. Toutefois, ces projets pourraient faire l'objet d'un examen minutieux, car le pays est confronté à un taux de chômage élevé (8,8 % en 2021) et à des scandales de corruption - il est classé 111e sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International. En cas d'échec, cela pourrait alimenter la désillusion de la population et accroître les risques d'instabilité sociale. Sur le plan extérieur, le pays entretient de bonnes relations avec les pays voisins, la Russie et la Chine, tout en cherchant à diversifier ses liens à travers la politique étrangère du « troisième voisin », notamment avec l'Inde, les États-Unis, le Japon et plus récemment la Corée du Sud, son 6e partenaire stratégique.

MONTÉNÉGRO

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**0,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**7 703**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,1	- 15,2	7,0	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	- 0,2	2,1	2,0
Solde public / PIB (%)	- 2,9	- 10,0	- 1,7	- 2,0
Solde courant / PIB (%)	- 14,3	- 25,0	- 17,4	- 15,5
Dette publique / PIB (%)	78,8	107,2	93,4	82,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SERBIE	28 %
ZONE EURO	23 %
KOSOVO	7 %
BOSNIE-HERZÉGOVINE	6 %
HONGRIE	6 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	33 %
SERBIE	20 %
CHINE	11 %
BOSNIE-HERZÉGOVINE	6 %
CROATIE	6 %

- Tourisme (mer, montagne) et potentiel hydroélectrique
- L'utilisation de l'euro facilite les échanges et contribue à sa relative stabilité financière
- Soutien international, notamment de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI)
- Accord d'association et de stabilisation avec l'UE et négociations d'adhésion depuis 2012
- Membre du marché commun régional lancé fin 2020 comprenant les six pays des Balkans occidentaux candidats à l'adhésion à l'UE et visant à éliminer les barrières commerciales entre les pays d'ici 2024 et à coordonner les politiques d'investissement
- Membre de l'OTAN depuis 2017

- Petit marché et démographie défavorable (38 % de la population vit à l'étranger)
- Économie sous-diversifiée et forte dépendance à l'égard du tourisme (22 % du PIB, y compris les activités directes et indirectes), ce qui entraîne un énorme déficit commercial
- Production d'électricité (50 %) largement basée sur le charbon subventionné, et secteur hydroélectrique sous-développé (utilisation d'environ 20 % de son potentiel)
- L'adoption unilatérale de l'euro empêche le soutien de la Banque centrale européenne (BCE) et l'indépendance de la politique monétaire
- Forte pauvreté (25 % de la population en 2018) dans un contexte de chômage élevé (25 % en 2022), de faibles niveaux d'éducation et d'une économie informelle importante (25 % de la population active)
- Mauvaise gouvernance: corruption, faible indépendance des médias et criminalité organisée, tandis que la politisation du système judiciaire entrave l'exécution des contrats et le traitement de l'insolvabilité
- Malgré les investissements, les réseaux routiers et électriques sont déficients, ce qui entrave la connectivité régionale

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité économique se stabilise grâce à la reprise progressive du tourisme

Après un fort rebond en 2021 sous l'impulsion d'une reprise du tourisme, l'économie monténégrine retrouvera son rythme normal de croissance en 2022. Néanmoins, sa reprise reste fragile, puisque la pandémie a lourdement impacté l'activité touristique et, en partie à travers elle, la consommation privée et l'investissement. Les arrivées de touristes ont pourtant augmenté à partir du deuxième trimestre 2021, mais restent très inférieures aux niveaux de 2019. L'incertitude liée à la crise sanitaire découragera les voyageurs, tant que les vaccins n'auront pas été déployés dans toute l'Europe. Le Monténégro reste à la traîne ; au 13 janvier 2022, 41,2 % de la population totale avait été complètement vaccinée.

En 2022, les principaux moteurs de la croissance seront la consommation privée (73 % du PIB) et les exportations nettes (- 21 % du PIB). La consommation privée connaîtra une hausse de 6 %, notamment grâce à la levée des restrictions liées à la situation sanitaire, puisque la majeure partie de la population sera vaccinée d'ici mi-2022. La reprise de l'activité touristique permettra une baisse du taux de chômage estimé à 25,4 % en 2022, après qu'il a atteint 29.6 % en 2021 suite à la suppression des dispositifs d'aide publique face à la pandémie. L'inflation, redevenue positive au deuxième semestre 2021 en raison de l'augmentation des prix dans les restaurants et hôtels, transports et denrées alimentaires, ainsi que la hausse des prix mondiaux de pétrole, devrait se modérer en 2022. Ainsi, l'amélioration de la situation sanitaire et le repli de l'inflation encourageront la hausse du revenu disponible des ménages et donc leur propension à consommer.

Les exportations de biens et services soutiendront davantage la croissance que les années précédentes. Elles bénéficieront d'une reprise des prix des produits de base (aluminium) et d'une amélioration de l'activité touristique. Cela dit, les importations augmenteront plus rapidement en raison des besoins liés aux projets d'infrastructure. La balance commerciale contribuera alors négativement à la croissance, mais moins que précédemment.

L'austérité pour sauver les finances publiques

Le gouvernement est contraint de prendre des mesures d'austérité pour contrer l'impact du Covid-19 sur les finances publiques. En juillet 2020, il avait adopté un plan de relance d'un montant de 1,2 milliard d'euros (26,6 % du PIB), faisant exploser le déficit budgétaire. Le rebond de l'activité a depuis stimulé les recettes publiques, qui, associées à une gestion budgétaire prudente, permettront de réduire le déficit. L'austérité conditionnera les dépenses publiques à un niveau relativement faible se traduisant par un ralentissement de l'investissement en capital fixe (27 % du PIB en 2021). Ce dernier devrait contribuer à hauteur d'1,4 point de pourcentage à la croissance en 2022 (contre en moyenne 3,6 points en 2015-2020). Pour procéder à l'assainissement de ses comptes publics, le ministre des finances a signalé qu'une réforme fiscale sera mise en place entre 2022 et 2023. Cette dernière prévoit d'introduire un impôt sur le revenu des personnes morales, ainsi qu'un impôt progressif sur le revenu des personnes physiques, tout en augmentant le salaire mensuel brut non imposable à 700 euros. Les cotisations d'assurance maladie seraient supprimées, tandis que les droits d'accise augmenteraient. Le gouvernement introduirait également une taxe spéciale sur les retraits d'argent liquide pour lutter contre l'économie informelle. Le pays a reçu l'aide de l'UE pour rembourser un prêt accordé en 2014 par l'Eximbank of China pour la construction d'une première section de 41 kms de l'autoroute Bar-Boljare (171 kms au total) destinée à relier la côte à la frontière serbe. Le premier remboursement, de USD 33 millions, a été effectué en juillet 2021 (sur un montant total de USD 944 millions). L'UE a marqué son intention de financer le reste de l'autoroute. Le pays a également émis, en décembre 2020, une euro-obligation de 750 millions d'euros destinés à rembourser le principal des emprunts arrivant à échéance en 2021 et à financer le déficit budgétaire. Le pays sollicitera le soutien financier de ses partenaires européens afin de faire face à ses engagements.

Le Monténégro produit et exporte relativement peu de marchandises et enregistre structurellement un déficit commercial. La remontée de l'excédent de la balance des services (20 % du PIB), grâce au tourisme et, dans une moindre mesure, des remises d'expatriés, permettront de réduire le déficit du compte courant.

L'instabilité de la coalition gouvernementale s'accentue

Les élections législatives d'août 2020 ont provoqué un changement inédit avec la défaite du Parti démocrate des socialistes (DPS), au pouvoir depuis 1991, au profit d'une coalition hétéroclite (41 sièges sur 81). Cependant, une fois que les influences unificatrices de la volonté de se défaire du DPS, de la lutte contre la corruption et de la crise s'estomperont, la coalition pourrait s'effondrer avant les élections d'août 2024. Elle s'articule autour de trois alliances bien différentes : Pour l'avenir du Monténégro (ZBCG - populiste et conservateur), dirigé par le premier ministre Zdravko Krivokapic, La paix est notre nation (centriste) et Action réformiste unie (progressiste et verte). Le DPS et son dirigeant, l'actuel président Milo Djukanovic, élu en avril 2018, pourraient tenter d'exploiter ces faiblesses. Le 5 septembre 2021, suite à l'adoption d'une loi transférant la propriété de certains édifices religieux à l'État, des manifestations violentes ont tenté d'empêcher l'inauguration du nouveau chef de la branche locale de l'église orthodoxe serbe, la plus grande dénomination du pays, en présence du patriarche serbe. Bien que pro-serbe et pro-russe, le ZBCG, représentant la population revendiquant ses liens avec la Serbie et son église, s'est engagé à rester dans l'OTAN et sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cependant, des relations plus étroites avec la Russie et la Serbie ne peuvent être exclues.

MOZAMBIQUE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**31,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**449**
DEVISE Metical mozambicain	**MZN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,3	- 1,2	1,8	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	3,1	5,7	6,4
Solde public / PIB * (%)	- 0,4	- 4,6	- 6,2	- 4,5
Solde courant / PIB (%)	- 19,6	- 27,2	- 32,1	- 30,0
Dette publique / PIB (%)	107,5	125,3	121,4	120,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	23 %
INDE	21 %
AFRIQUE DU SUD	18 %
CHINE	8 %
POLOGNE	3 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	23 %
SINGAPOUR	19 %
CHINE	11 %
ZONE EURO	10 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	8 %

- Situation géographique privilégiée : longue façade maritime, proximité avec le marché sud-africain
- Importantes richesses minières (charbon), agricoles et potentiel hydroélectrique
- Immenses ressources gazières découvertes au large des côtes en 2010

- Faible diversification ; dépendance aux cours des matières premières (aluminium, charbon)
- Insuffisance des infrastructures de transport et portuaires qui contraint toujours les capacités d'exportation de matières premières
- Système bancaire contraint par les besoins de financement du gouvernement
- Environnement politique et sécuritaire instable
- Faiblesse de la gouvernance
- Conditions climatiques difficiles

APPRÉCIATION DU RISQUE

Malgré la menace sécuritaire, l'activité continue de se relever

Plongée en 2020 dans sa première année pleine de récession depuis près de 30 ans par la crise liée à la pandémie de la COVID-19, l'économie a renoué avec une modeste croissance en 2021. En 2022, l'activité devrait se renforcer, soutenue par la mise en production de gaz naturel liquéfié (GNL) au site offshore de Coral South. D'une capacité annuelle de 3,4 millions de tonnes, le projet devrait fortifier les exportations à partir de juin. La contribution des exportations nettes à l'activité sera également tirée par l'orientation favorable de la demande extérieure pour le charbon et l'aluminium. La contribution de l'investissement devrait rester porteuse grâce aux opportunités dans le GNL. Néanmoins, l'insurrection islamiste dans le Cabo Delgado, région clef pour la production de gaz, retardera les investissements privés dans les projets les plus importants, pesant sur sa contribution. Ainsi, la situation sécuritaire a poussé l'entreprise française TotalEnergies à interrompre un projet majeur de développement (20 milliards d'investissement USD) en avril 2021, et une reprise en 2022 reste très incertaine. Celui, mené par l'entreprise américaine ExxonMobil, est aussi retardé. Si les dépenses publiques d'investissement devraient augmenter, les difficultés budgétaires limiteront également l'apport de la formation brute de capital fixe. La consommation privée continuera de se relever, à mesure que la campagne d'inoculation contre la COVID-19 avance (20 % de la population vaccinée fin 2021), et que les restrictions sont levées. Elle bénéficierait aussi du progrès de la production agricole en 2022, puisque plus de 70 % de la population dépend encore des revenus du secteur. Une reprise épidémique et les déplacements forcés de population dans le Cabo Delgado constitueront, néanmoins, des risques importants.

Réduction des déficits jumeaux, mais vulnérabilité persistante

En 2022, les efforts d'assainissement budgétaire, interrompus par la pandémie, devraient reprendre. En élargissant l'assiette fiscale, modernisant le système de collecte, ou incitant les contribuables à respecter leurs obligations fiscales, les autorités espèrent améliorer le revenu de l'impôt. L'augmentation des recettes publiques recevra le concours des revenus tirés du début d'exploitation du projet Coral South. Les charges de la dette (15 % des recettes de l'État) et la masse salariale (plus de 50 %) maintiendront la pression sur les dépenses publiques, mais certaines mesures devraient être mises en place pour les maîtriser, à l'image de la règle visant à ne recruter un fonctionnaire qu'après le départ de trois. L'augmentation des dépenses d'investissement en capital sera essentiellement financée par les dons extérieurs. Ceux-ci permettront de limiter le recours à l'endettement, alors que la dette publique est encore à des niveaux préoccupants. Les retards dans les projets gaziers, et les recettes associées, pourraient pousser à retravailler l'accord de restructuration de l'Eurobond tombé en défaut en 2017.

En 2022, l'ample déficit courant sera entretenu par l'impact des grands projets, notamment de GNL, sur le déficit commercial. Leur suspension pourrait néanmoins réduire les importations d'équipements et le recours aux services d'ingénierie. La balance commerciale pourrait aussi s'améliorer grâce au début des exportations depuis le site de Coral South. Bien que plus anecdotique, le déficit du compte des revenus, sera grevé par les rapatriements de profits des investissements. Le déficit courant sera légèrement atténué par l'excédent du compte des transferts, principalement entretenu par la coopération internationale courante. Les IDE et l'aide internationale devraient financer une grande partie du déficit. Néanmoins, la suspension des projets constitue un risque pour les flux entrants d'IDE, menaçant d'accentuer les pressions sur le métical et les réserves de change (6 mois d'importations hors grands projets).

Situation sécuritaire préoccupante dans le Nord du pays

Le groupe islamiste « Al-Shabaab », qui a prêté allégeance à l'État Islamique, poursuit son insurrection, débutée en 2017, dans la région du Cabo Delgado, au nord. Suite à une attaque sur la ville portuaire de Palma fin mars 2021, non loin du projet gazier piloté par TotalEnergies, ce dernier l'a suspendu. L'appui des troupes rwandaises, depuis juillet 2021, a, certes, permis de reprendre les villes de Mocímboa da Praia, Palma and Mueda, mais, les grands groupes pétroliers ne devraient vraisemblablement pas revenir, tant que la situation n'est pas mieux contrôlée. Malgré le soutien de troupes de la SADC, l'insurrection islamiste constituera la principale menace sécuritaire. En revanche, celle représentée par la junte militaire Renamo (JMR) semble s'être réduite en 2021. L'assassinat de Mariano Nhongo, chef autoproclamé de la JMR, par les forces mozambicaines, en octobre 2021, et la reddition de nombreux membres devraient porter un coup à la rébellion. Ces factions armées ont été responsables d'attaques dans les provinces de Sofala et Manica, au centre du pays, depuis 2019. Issues de la branche politique de la Renamo, elles s'en sont dissociées après que son leader élu, Ossufo Momade, a signé un accord de paix avec le président Filipe Nyusi. Ce dernier a été réélu pour un second mandat de cinq ans suite aux élections générales d'octobre 2019, entachées d'accusations de fraude, qui a également vu le Frelimo, au pouvoir depuis 1975 et l'indépendance du pays, obtenir 184 des 250 sièges de l'Assemblée. Les tensions séculaires entre ces deux partis, héritées de la guerre civile post-indépendance (1975-1992), pourraient être ravivées à l'occasion des prochaines échéances électorales nationales, prévues en 2024. Dans ce contexte, le climat social reste très fragile.

MYANMAR

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**53,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 527**
DEVISE Kyat	**MMK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,8	3,2	- 18,0	- 0,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	8,6	5,7	4,1	6,5
Solde public * / PIB (%)	- 3,9	- 5,6	- 7,8	- 7,0
Solde courant / PIB (%)	- 2,8	- 3,4	- 0,8	- 1,0
Dette publique / PIB (%)	40,6	53,3	63,0	65,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Changement d'année fiscale : période intérimaire entre octobre 2021 et mars 2022 et nouvelle année à partir du 1er avril 2022 jusqu'au 31 mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	32 %
THAÏLANDE	18 %
ZONE EURO	13 %
JAPON	7 %
ÉTATS-UNIS	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	37 %
SINGAPOUR	14 %
THAÏLANDE	11 %
INDONÉSIE	6 %
MALAISIE	6 %

- Matières premières abondantes (minéraux, notamment jade, rubis, cuivre, or, gaz et pétrole), opportunités en hydroélectricité
- Proximité d'économies dynamiques (Inde, Chine, Thaïlande)
- Grand potentiel touristique
- Fort potentiel du secteur primaire (agriculture)
- Population jeune (27 % de la population a moins de 14 ans)
- Recul de la pauvreté
- Disponibilité d'une main-d'œuvre peu coûteuse
- Membre de l'ASEAN

- Le coup d'État isole le pays et son économie, malgré quelques relations avec les voisins
- Corruption hautement endémique et environnement des affaires défaillant
- Problèmes ethniques en lien avec l'intolérance de la minorité musulmane rohingya par la majorité bouddhiste, mais aussi des minorités bouddhistes qui disposent de groupes armés (Shan, Karen, Kachin...). 135 groupes ethniques sont présents dans le pays, l'ethnie majoritaire bamar représente 68 % de la population
- Banque centrale inefficace
- Manque de diversification et d'infrastructures (électricité, raffinage, éducation, santé)
- Secteur financier sous-développé
- Pays très exposé aux catastrophes naturelles (tremblements de terre, cyclones, inondations, etc.)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le coup d'État de 2021 referme la parenthèse démocratique ouverte en 2011

Allégeant de fraude électorale (niée par tous les observateurs internationaux) lors des élections législatives de novembre 2020 pour le renouvellement des deux chambres, et dont le parti d'Aung San Suu Kyi était sorti victorieux, les militaires se sont emparés du pouvoir début février 2021, non sans avoir détenu Aung San Suu Kyi et les autres principaux dirigeants. Aung San Suu Kyi, cheffe de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) et Prix Nobel de la paix pour sa promotion de la démocratie, était devenue conseillère d'État en 2015 à la suite des premières élections législatives libres depuis 1990. Ce rôle lui avait été conféré pour gouverner sans être présidente (la Constitution l'interdisant en raison de ses liens familiaux avec l'étranger). Le président Win Myint, élu en 2018, était le premier n'ayant pas appartenu à l'armée depuis plus de cinq décennies. La prise du pouvoir par l'armée sous le commandement du général Min Aung Hlaing a donné lieu à d'importantes manifestations, avec des épisodes de grande violence : plus de 1 000 morts et des dizaines de milliers d'arrestations. Une partie des contestataires s'est également jointe aux rébellions armées préexistantes des minorités, mettant ainsi de côté les antagonismes ethniques. Suite au coup d'État, l'administration Biden et l'Union européenne ont annoncé en mars 2021 la mise en place de sanctions. En décembre 2021, l'ONU a repoussé sa décision quant à la représentation du pays, la plupart des pays ne reconnaissant pas le nouveau pouvoir. La crise politique rejaillit également sur la relation avec l'ASEAN. Bien qu'exclu de la réunion annuelle de l'organisation, le Myanmar n'en a pas été suspendu, certains pays membres faisant prévaloir le principe de non-ingérence. En dépit de la pression internationale, la junte militaire a condamné Aung San Suu Kyi en décembre 2021 à quatre ans de prison.

Forte contraction de l'économie sous l'effet du coup d'État et de la pandémie

L'économie du Myanmar s'est fortement contractée en 2021, en raison de la situation créée par la crise sanitaire et le coup d'état militaire. En 2022, le PIB devrait se stabiliser à un niveau bien inférieur à celui de l'avant-crise. Les recettes touristiques (4,6 % du PIB et 4,8 % de la population active), resteront anecdotiques. Les revenus liés aux exportations de biens (25 % du PIB en 2020) ont également baissé. Celles d'articles d'habillement (27 % du total) se sont fortement contractées (- 27 % entre septembre 2020 et juin 2021). Les exportations du gaz naturel (20 % du total), notamment vers la Thaïlande, ont également diminué, et pourraient continuer à le faire en 2022 avec l'arrêt des activités des entreprises étrangères exploitantes, sous les pressions occidentales. Celles de pierres précieuses (10 % du total) se sont quant à elles effondrées. Le secteur agricole (23 % du PIB et 20 % des exportations) a réalisé une bonne performance à l'exportation (+ 31 %) malgré une contraction de 10 % de sa production pendant l'année budgétaire 2021. La balance commerciale devrait encore contribuer négativement à la croissance en 2022 : la dépréciation du kyat accroîtra la valeur des importations, même réduites, et les exportations resteront contraintes par la situation dans le pays. La demande intérieure restera faible suite à l'appauvrissement des ménages en 2021. Outre le chômage croissant, les ménages sont confrontés à une importante inflation des produits importés, réduisant d'autant plus leur pouvoir d'achat. L'inflation, bien qu'atténuée par la faiblesse de la demande intérieure, sera vigoureuse du fait de l'énorme dépréciation du kyat et d'un probable financement monétaire du déficit. Le pays demeure extrêmement exposé au virus : la part des vaccinés ne dépassait pas 20 % en novembre 2021. L'instabilité politique, la désorganisation économique et les violences ont fortement découragé les investissements en provenance de nombreux partenaires. De plus, certains grands groupes mondiaux ont suspendus leurs projets dans le pays. Les grands projets industriels et d'infrastructure, en particulier à Yangon, s'en trouvent impactés. Le Myanmar continue toutefois à recevoir des investissements chinois dans le cadre du projet des nouvelles routes de la soie.

Forte dégradation des comptes publics

Pendant l'année budgétaire 2021, le déficit public s'est accru en raison de la baisse des recettes fiscales (30 % du total des revenus du gouvernement en 2019). L'appauvrissement et la baisse de la consommation des ménages ont, ainsi, joué un rôle important dans la réduction de ces recettes. Les revenus tirés des entreprises du secteur de l'énergie détenues par l'État (majeure partie des revenus non-fiscaux) ont également baissé. En conséquence de la progression du déficit public, la dette publique s'est considérablement alourdie. Cette augmentation s'explique, de surcroît, par l'importante contraction du PIB au cours de l'année et la dépréciation du kyat. La persistance du déficit et de la dépréciation du kyat pourraient causer un creusement supplémentaire de la dette publique au cours de l'année budgétaire 2021-2022. Avant la crise, la part de la dette bilatérale était majoritaire, et détenue en grande partie par la Chine et le Japon.

Le compte courant est traditionnellement déficitaire. L'économie est en effet dépendante de ses importations de produits pétroliers raffinés, de biens d'équipement et de consommation, ainsi que des matériaux nécessaires à ses projets d'infrastructures et de matériels médicaux. Ce déficit était financé par les IDE et les prêts chinois. Le déficit courant devrait presque disparaître sur les années budgétaires 2021 et 2022. En effet, le déficit commercial diminuera, les importations baissant plus que les exportations du fait de la chute de la demande domestique et du contrôle des importations. Les réserves en devises représentaient environ cinq mois d'imports en 2020 et évolueraient peu.

NAMIBIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	4 276
DEVISE Dollar namibien	NAD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,9	- 8,5	1,3	3,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,7	2,2	3,6	4,4
Solde public / PIB * (%)	- 5,0	- 9,5	- 8,4	- 7,6
Solde courant / PIB (%)	- 1,8	2,6	- 7,0	- 4,5
Dette publique / PIB (%)	61,7	69,2	76,1	80,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année budgétaire du 1er avril au 31 mars. Données 2022 : avril 2022/mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	36 %
ZONE EURO	18 %
AFRIQUE DU SUD	15 %
BOTSWANA	8 %
ZAMBIE	4 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	39 %
ZAMBIE	20 %
R.D. CONGO	6 %
ZONE EURO	5 %
CHINE	5 %

- Importantes ressources minérales (diamant, uranium, cuivre) et halieutiques
- Bonnes infrastructures de transport
- Gouvernance satisfaisante
- Potentiel touristique

- Dépendance au secteur minier
- Chômage élevé et inégalités persistantes
- Secteur agricole exposé aux aléas climatiques
- Dépendance à l'Afrique du Sud

APPRÉCIATION DU RISQUE

Le diamant alimente la reprise

Après s'être fortement contractée à cause des retombées de la pandémie de la COVID-19 sur le tourisme (11 % du PIB en 2019) et la demande extérieure, l'économie a timidement renoué avec la croissance en 2021. En 2022, l'activité, en dépit de contraintes persistantes, devrait gagner en vigueur. L'activité minière (10 % du PIB), particulièrement l'extraction de diamants et, dans une moindre mesure, d'uranium, devrait mener la reprise. Le rétablissement de l'activité à la mine d'Elizabeth Bay, l'accord sur l'extension de la durée d'exploitation des mines terrestres de Namdeb (co-entreprise 50/50 entre la société De Beers et le gouvernement), et le déploiement d'un nouveau navire Debmarine (autre co-entreprise De Beers / État) de récupération de diamants en début d'année participeront à augmenter la production de la pierre précieuse. Même si elles resteront inférieures à leur niveau d'avant-pandémie et vulnérables à une reprise épidémique, les recettes touristiques devraient poursuivre leur lent rebond entamé en 2021, soutenant la contribution positive des exportations nettes à l'activité. La consommation privée (70 % du PIB) devrait rester un moteur majeur de la croissance grâce à la progression espérée de la campagne d'inoculation contre la COVID-19 (moins de 15 % de la population pleinement vaccinée fin 2021) qui alimentera la confiance des entreprises et des ménages. La situation précaire des finances publiques, déjà responsable de la faiblesse de l'activité, particulièrement dans le secteur de la construction, depuis 2016, devrait contraindre la contribution de l'investissement public. Cela pourrait aussi limiter les opportunités pour l'investissements privé.

Les prix des denrées alimentaires et des transports devraient alimenter une inflation plus élevée en 2022.

Les autorités reprennent la longue voie de l'assainissement budgétaire

La crise liée à la pandémie de COVID-19 a accentué les défis budgétaires, creusant le déficit en 2020/21. S'il devrait se réduire en 2021/22 et 2022/23, il restera élevé. A la faveur de la reprise économique, les recettes publiques augmenteront et seront soutenues, en 2022/23, par l'augmentation attendue des versements de la Southern African Custom Union (SACU). La hausse des dépenses devrait être très contenue, les autorités reprenant la voie de la consolidation budgétaire, empruntée depuis 2016/17 et interrompue par la crise. Les dépenses d'investissement en capital resteront mesurées, tandis que des mesures visant à réduire la masse salariale publique (qui absorbe environ 50 % des recettes) et à restructurer les entreprises publiques devraient être prises. Les dépenses associées au service de la dette (plus de 16 % des recettes) devraient continuer à augmenter. L'assainissement budgétaire vise à enrayer la trajectoire ascendante de la dette, qui devrait se poursuivre en 2022/23. Pour réduire le risque associé à l'endettement, les autorités tentent de diversifier leurs sources de financement, augmentant l'emprunt extérieur (plus de 30 % du stock de dette publique), et en prolongeant les échéances sur la dette domestique, composée essentiellement de titres d'État.

En 2022, le déficit du compte courant devrait se réduire à la faveur de la hausse des exportations minières et des transferts liés aux recettes douanières de la SACU. Cela se traduira, respectivement, par une réduction du déficit commercial structurel, et une augmentation de l'excédent des revenus secondaires. Si la balance des services devrait bénéficier d'un regain du tourisme, il est peu probable qu'elle enregistre des excédents similaires à ceux précédant la crise. Le déficit du compte des revenus primaires sera entretenu par les rapatriements de revenus de l'investissement des entreprises multinationales. L'emprunt extérieur et les flux d'investissements devraient financer le déficit. De plus, dans le contexte de la pandémie, les transferts de capitaux sous la forme de dons de vaccins et d'équipement médical aident à financer les importations liées à la situation sanitaire. Disposant également de réserves de change équivalentes à plus de 6 mois d'importations, la position extérieure du pays devrait permettre de maintenir l'ancrage au rand sud-africain.

La succession de Hage Geingob, enjeu du Congrès électif de la SWAPO

Dominant la scène politique depuis l'indépendance du pays (1990), la SWAPO a obtenu une nouvelle victoire lors des élections générales de novembre 2019, obtenant 63 des 96 sièges de l'Assemblée nationale soumis au vote des électeurs. Le président Hage Geingob, chef de file de la SWAPO, a été réélu pour un second mandat de cinq ans dès le premier tour avec 56 % des voix. En baisse de 31 points par rapport à 2014, le score du président, au même titre que la perte de 14 sièges à l'Assemblée, a, néanmoins, confirmé l'érosion de l'influence du parti dominant depuis 30 ans. Un contexte économique difficile depuis 2016, aggravé par la pandémie de COVID-19, et la persistance de fortes inégalités contribuent à cette érosion. La question controversée de la redistribution des terres à l'avantage des populations noires, qui, bien que majoritaires, ne sont propriétaires que de 16 % des terres agricoles, reste symptomatique des divisions du pays. Avant l'élection de 2024, la réforme foncière pourrait s'inviter au Congrès 2022 de la SWAPO, qui doit désigner le nouveau leader du parti et très probable candidat à la présidence en 2024 pour succéder à Hage Geingob.

Bien que relativement favorable par rapport aux autres pays d'Afrique, le climat des affaires souffre de la longueur des procédures administratives et subit la concurrence de nombreux pays africains qui ont fait de cette thématique un pilier de leurs stratégies de développement.

NÉPAL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**28,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 178**
DEVISE Roupie népalaise	**NPR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,5	- 1,9	2,7	4
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,6	6,1	4,9	5
Solde public / PIB * (%)	- 4,6	- 5,2	- 6,9	- 7,7
Solde courant / PIB (%)	- 7,7	- 0,9	- 8	- 5
Dette publique / PIB (%)	32,6	36,4	41,9	45

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2021 : juillet 2021 - juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDE	71 %
ÉTATS-UNIS	9 %
ZONE EURO	5 %
CHINE	2 %
ROYAUME-UNI	2 %

Importations de biens % du total

INDE	64 %
CHINE	14 %
CANADA	3 %
ZONE EURO	2 %
ÉTATS-UNIS	1 %

- Flux de remises d'expatriés (23 % du PIB) soutenant la consommation des ménages, principal vecteur de croissance
- Secteur agricole performant (26 % du PIB en 2021 et 80 % des emplois)
- Soutien financier et technique de l'Inde et de la Chine
- Important bénéficiaire de l'aide régionale (notamment par l'Asian Development Bank) et internationale

- Enclavement, faible accessibilité, dépendance aux ports indiens
- Manque d'infrastructures, pénurie d'électricité et de carburant, panier d'exportation non diversifié (vêtements et agriculture)
- Forte dépendance à l'égard de l'économie indienne à travers les importations (65 % des importations totales) et les exportations (57 % des exportations totales) ainsi que l'ancrage de sa monnaie à celle de sa voisine

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise lente et encore fragile

Après une chute brutale de l'activité économique au paroxysme de la pandémie de COVID-19 au 1er semestre 2020, qui avait conduit à un arrêt quasi-total des secteurs du transport, du tourisme et de l'éducation, le Népal s'est progressivement relevé, et ce malgré une nouvelle vague particulièrement dévastatrice au mois de juillet 2021. Ce rebond économique devrait se poursuivre en 2022.

La reprise a été initialement tirée par le commerce de gros et de détail, les transports et les services financiers, tandis que des moussons favorables ont stimulé la production agricole. En 2021, le tourisme (10 % du PIB) est, quant à lui, resté au point mort. En 2022, la croissance devrait plus encore être portée par les services (60 % du PIB), grâce au rétablissement de l'hôtellerie et du tourisme, toujours par l'agriculture, dopée par des programmes gouvernementaux d'investissement dans l'irrigation, et, enfin, par l'activité industrielle (textile, tapis, cigarette, ciment...)

Du côté de la demande, la consommation privée (80 % du PIB) restera le principal moteur de la reprise, grâce à l'amélioration du niveau de confiance des ménages, confortée par la poursuite des aides à l'emploi, à la poursuite de la campagne de vaccination (en septembre 2021, 19,5 % de la population était complétement vaccinée) et à une reprise des flux des remises d'expatriés. Leurs transferts devraient notamment reprendre en raison d'une embellie de l'emploi au Qatar et en Malaisie, là où travaille la majorité. L'investissement privé (23 % du PIB) a commencé son rebond en 2021, qui devrait se poursuivre, grâce aux programmes gouvernementaux de soutien, notamment aux secteurs les plus fragilisés par la crise, et aux taux d'intérêt relativement bas, car subventionnés. Cependant, celui-ci est toutefois menacé par l'incertitude sanitaire et politique des mois à venir. L'investissement public devrait également repartir, en tant que priorité du gouvernement népalais. En effet, une banque nationale d'investissements a été créée afin d'améliorer la gestion et la mise en place des investissements publics. Ainsi, tous les projets supérieurs à 500 millions de NPR (4 millions de dollars) devront être évalués avant d'être financés, afin de cibler au mieux ceux nécessaires au pays.

Des déficits qui se creusent avec la reprise

Le compte courant s'est creusé en 2021 et devrait poursuivre sa tendance en 2022 du fait d'une reprise toujours plus rapide des importations que des exportations et des flux de remises. En effet, les importations seront tirées par la reprise de la demande domestique, en particulier dans le secteur de la construction, et par la hausse des prix des matières premières tel le pétrole (+ 40 % entre janvier et septembre 2021), principal produit importé par le Népal. Les exportations vont également reprendre, dans une moindre mesure, en réponse à la reprise de la demande mondiale, notamment pour les produits agricoles, qui représentent 30 % des exportations népalaises (huile de palme, huile de soja, cardamone, etc.). Le niveau d'exportations restera affaibli par rapport au niveau d'avant crise, tant que le tourisme international ne se sera pas complètement rétabli. Ce déficit courant se finance en partie grâce aux financements internationaux, plus nombreux suite à la COVID-19, ainsi qu'aux réserves de change de la Banque Centrale, qui restent élevées (plus de 10 mois d'importations), ce qui permet de conserver l'ancrage de la monnaie avec la roupie indienne.

Enfin, le déficit budgétaire devrait perdurer. Les recettes de l'État resteront insuffisantes, alors que des dépenses resteront nécessaires pour le maintien des mesures de soutien à l'économie, notamment pour faciliter l'accès au marché pour les plus petites entreprises, les campagnes de vaccination et de nombreux investissements publics. En conséquence, la dette publique se creusera en 2022, mais restera toutefois gérable.

Un pays au bord de la crise politique

L'incertitude politique s'est accrue depuis décembre 2020, lorsque le Premier ministre marxiste-léniniste de l'époque, K.P. Sharma Oli, en place depuis 2018, a décidé de dissoudre le Parlement. Ce choix était motivé par les tensions qui agitaient sa majorité, formée de l'addition des marxistes-léninistes et des maoïstes. Ainsi, plusieurs dizaines de milliers de défenseurs du Premier ministre, s'étaient rendus dans la rue pour lui adresser leur soutien. La Cour suprême a annulé la décision de dissolution en rétablissant le Parlement en février 2021, précipitant la scission de la coalition majoritaire bipartite. En mai, après une deuxième tentative de dissolution de Oli, le dirigeant a fait l'objet d'une motion de censure au Parlement. C'est après une dernière tentative du Premier Ministre en juillet 2021 que la Cour Suprême l'a finalement démis de ses fonctions pour désigner à sa place le principal chef de l'opposition, Sher Bahadur Deuba, membre du parti Nepali Congress (NC). Ainsi, le nouveau Premier ministre désigné, nommé à ce poste pour la quatrième fois, se heurte à de nombreux défis : renforcer l'entente au sein de son parti et entre les différents partis, et avant tout s'assurer de la bonne tenue des prochaines élections locales, provinciales et fédérales qui auront lieu en novembre 2022. Si les élections sont retardées, le Népal risque d'être confronté à une crise politique et constitutionnelle.

Sur le plan géopolitique, le nouveau Premier Ministre inverse la tendance de son prédécesseur pour suivre un réalignement progressif en direction de l'Inde et s'éloigner de la Chine. Le pays reste une zone d'influence contestée entre les deux géants de la région : il est le troisième principal bénéficiaire de l'aide indienne et fait également partie de l'initiative chinoise Belt and Road.

NICARAGUA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	6,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	1 943
DEVISE Cordoba d'or nicaraguayen	NIO

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 3,7	- 2,0	6,0	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,4	3,7	6,0	4,0
Solde public / PIB (%)	- 0,3	- 2,2	- 1,5	- 2,0
Solde courant / PIB (%)	6,0	7,6	2,5	3,0
Dette publique / PIB (%)	41,7	47,9	49,5	50,8

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	51 %
SALVADOR	11 %
ZONE EURO	6 %
COSTA RICA	5 %
GUATEMALA	4 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	22 %
CHINE	13 %
GUATEMALA	10 %
MEXIQUE	9 %
COSTA RICA	9 %

- Ressources minérales (or), agricoles (café, sucre, viande) et halieutiques (crustacés)
- Appartenance aux zones de libre-échange Amérique centrale/États-Unis et Amérique centrale/UE
- Flux importants de remises des expatriés

- Vulnérabilité forte aux catastrophes naturelles
- Insuffisances en matière de santé, d'éducation et persistance de la pauvreté
- Insuffisance des infrastructures (énergie, transport)
- Lacunes institutionnelles : concentration du pouvoir au sein de l'exécutif et du parti sandiniste, corruption
- Économie fortement dollarisée

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise qui s'essouffle

La reprise de l'économie observée en 2021 devrait ralentir face à un moindre dynamisme de l'économie américaine, principale destination des exportations et pourvoyeuse de remises d'expatriés. Cependant, ces flux de remises resteront élevés et soutiendront la consommation des ménages confrontés à un marché du travail qui stagne, sans retrouver les niveaux pré-crise de 2017. La réélection de Daniel Ortega en novembre 2021 devrait aussi signifier la fin de nombreux transferts aux ménages, utilisés par le pouvoir pour s'assurer de l'appui de la population. Dans ce contexte, le retour de l'inflation dans le haut de la fenêtre cible de la banque centrale (3 +/- 1 %) dans le courant de l'année 2022 sera bienvenu pour les ménages les plus pauvres. Cela devrait permettre à la banque centrale de maintenir sa politique accommodante au cours des premiers mois de l'année, avant un resserrage, lorsque la reprise sera suffisamment consolidée. Cela permettra une poursuite de la croissance du crédit au secteur privé, en cours depuis la fin 2021, toutefois trop faible pour pallier aux besoins de l'économie. En effet, face aux risques de défaut dans le secteur productif, les banques ont tendance à prêter avant tout au secteur public, laissant le secteur privé dans un cercle vicieux de sous-investissement. Les investissements étrangers resteront, pour leur part, restreints à quelques domaines d'activités comme la mine et l'énergie (projet de raffinerie de gaz de l'américain de *New Fortress Energy* sur la côte pacifique). Les sanctions américaines contre les principaux interlocuteurs des investisseurs dans le pays font peser une menace sur la réussite de ces investissements et, en cas d'échec, ces derniers pourraient se transformer en repoussoir pour de futurs projets. La demande publique devrait rester concentrée sur les infrastructures et la reconstruction à la suite des tempêtes de fin 2020, profitant de l'exemption humanitaire pour accéder aux fonds des organismes multilatéraux, normalement bloqués par les sanctions internationales. La demande des États-Unis soutiendra la production de minerais, notamment d'or, mais aussi la production agricole (café, sucre, viande) qui bénéficiera d'un effet de base à la suite des pertes causées par les tempêtes sur la récolte 2021. La production manufacturière, notamment de câbles, d'appareils électriques et de vêtements, devraient connaître une certaine dynamique. La construction sera tirée par la demande publique, tandis que le secteur touristique reste encore sous-développé, affectant l'hôtellerie et la restauration.

Des comptes publics corrects et une position extérieure confortable

La hausse des recettes en 2021 a permis au gouvernement de fortement réduire le déficit public. Toutefois, l'essoufflement de la dynamique de demande devrait mener à une moindre croissance des revenus en 2022, menant à une réaugmentation du déficit. Il devrait être financé par l'accès à aux prêts multilatéraux de la Banque centroaméricaine pour l'intégration économique, dont le poids dans le financement du pays a augmenté ces dernières années. En effet, en raison de son actionnariat régional, elle échappe aux sanctions américaines qui pèsent sur l'octroi de fonds par les autres organismes multilatéraux. Cependant, l'exception humanitaire devrait être à nouveau utilisée par le gouvernement auprès de la Banque interaméricaine de développement, du FMI et de la Banque Mondiale pour financer la reconstruction et la lutte contre le COVID-19. Largement concessionnelle (93 % des déboursements en 2021 venaient d'organismes multilatéraux), la dette reste limitée en termes de PIB et donc soutenable.

Du point de vue des comptes extérieurs, la balance des biens devrait voir son déficit se réduire, alors que le ralentissement de la demande interne limitera la croissance des importations et compensera la hausse des prix du pétrole. Les exportations de produits agricoles, de minerais et de produits manufacturés bénéficieront de la demande des États-Unis. L'excédent des services restera très limité, alors que l'excédent des revenus sera amoindri. En effet, le rapatriement des dividendes augmente, alors que les flux de remises progresseraient moins rapidement. Le surplus courant renforcera les réserves de change très confortables (8 mois d'importations en septembre 2021). Cela devrait suffire à maintenir l'ancrage du cordoba au dollar.

Tensions accrues avec la communauté internationale suite aux élections contestées

Le 7 novembre 2021, Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2007, et sa vice-présidente, et première dame, Rosario Murillo, ont remporté l'élection présidentielle avec 75 % des voix, et les législatives. Le processus a été largement boycotté par l'opposition et critiqué sur la scène internationale. Alors que le pouvoir avait systématiquement arrêté tous les candidats de l'opposition dans les mois précédents, la participation a été faible. Le gouvernement annonce un chiffre de 65 %, l'opposition annonce 20 % de participation, seulement, faisant penser que seuls les soutiens d'Ortega se sont déplacés (18 % d'intentions de vote pour le président suivant certains sondages). Cette élection a été largement critiquée par les États-Unis, l'Union européenne et l'Organisation des États Américains qui a enclenché une procédure d'exclusion. De leur côté, les Etats-Unis ont renforcé leurs sanctions contre les hauts responsables du pays. Le vote du *Renacer Act* au Congrès, le 3 novembre 2021, oblige l'exécutif à prendre de telles mesures. Le gouvernement Biden a, toutefois, déclaré vouloir éviter des sanctions économiques globales qui rajouteraient aux tensions économiques subies par les ménages. Cependant, il est peu probable que ces sanctions facilitent une transition démocratique. Toute détérioration financière est suivi par un ajustement des dépenses au détriment de la population dont toute velléité de soulèvement est solidement encadrée.

NIGER

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**24,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**568**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,9	3,6	5,5	6,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 2,5	2,8	2,9	2,5
Solde budgétaire / PIB (%)	- 3,6	- 4,9	- 6,8	- 5,3
Balance courante / PIB (%)	- 12,7	- 13,5	- 15,3	- 16,0
Dette publique / PIB (%)	39,8	45,0	48,5	49,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

NIGERIA	26 %
MALI	19 %
BURKINA FASO	12 %
CHINE	11 %
ÉTATS-UNIS	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	34 %
ZONE EURO	20 %
ÉTATS-UNIS	13 %
NIGERIA	5 %
MALAISIE	3 %

- Sixième producteur mondial d'uranium en 2019
- Exportateur net de produits pétroliers et d'or
- Effort d'investissement dans l'agriculture et les infrastructures
- Membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Soutien financier des créanciers multilatéraux

- Économie vulnérable aux chocs climatiques et aux fluctuations des cours des matières premières
- Économie encore largement dépendante d'une agriculture de subsistance
- Croissance rapide de la population, grande pauvreté (IDH le plus faible du monde), situation de crise alimentaire chronique
- Système de perception des taxes et des droits de douane déficient
- Corruption endémique et importance du secteur informel
- Frontières poreuses favorisant l'immigration illégale et les trafics (or, pétrole...)
- Détérioration de la situation sécuritaire et attaques terroristes

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance soutenue par les projets d'investissement dans le secteur pétrolier

En 2021, la croissance de l'activité économique est revenue à un niveau proche de celui d'avant la crise déclenchée par la pandémie de la COVID-19. En 2022, la poursuite des grands projets d'infrastructures et l'exploitation de nouveaux champs pétroliers destinés à l'exportation devraient soutenir l'accélération du rythme de croissance. L'investissement sera particulièrement soutenu par la construction de l'oléoduc Niger-Bénin, de près de 2 000 km, par la China National Petroleum Company. Retardé par la pandémie, ce projet de 7 milliards USD a été relancé en mai 2021 et pourrait augmenter significativement la capacité d'exportation du pays d'ici 2023. De plus, l'investissement dans le projet de corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey, qui pourrait permettre d'améliorer la connectivité régionale, et dans le barrage hydroélectrique de Kandadji seront aussi porteurs. Les secteurs de la construction et des services devraient bénéficier de ces investissements massifs. De plus, la bonne tenue de la production aurifère et pétrolière avec des cours des matières premières élevés devrait soutenir la reprise des exportations. Toutefois, la production uranifère chutera suite à la fermeture de la mine d'Akouta (en mars 2021), limitant la contribution du commerce extérieur à la croissance. L'agriculture (42 % du PIB), dont dépend 80 % de la population, bénéficiera de la réouverture des frontières avec le Nigeria. En outre, le dynamisme de la production agricole sera soutenu par l'initiative 3N (« les Nigériens Nourrissent les Nigériens »). Les perspectives favorables de ce secteur soutiendront la consommation des ménages. Cependant, cette reprise, au même titre que celle de l'investissement privé, pourrait être entravée par les conditions climatiques (inondation, sécheresse, invasion de criquets) et la persistance des menaces sécuritaire.

Consolidation budgétaire et creusement du déficit courant

Le déficit budgétaire devrait continuer à décroître, principalement en raison de l'augmentation des recettes. Les droits de douane et l'amélioration de la mobilisation des revenus fiscaux (après une détérioration liée à la pandémie) y contribueront. Du côté de la dépense, le gouvernement mettra l'accent sur la réduction de la masse salariale, qui absorbe près du tiers des recettes fiscales. Les dépenses d'investissement en capital, financées sur des ressources extérieures, augmenteront. Les tensions budgétaires persisteront avec l'instabilité sécuritaire du pays, puisque le pays consacrait, en 2021, près de 10 % de son budget aux dépenses militaires et de sécurité. Le financement s'appuiera essentiellement sur les ressources extérieures concessionnelles. La dette publique extérieure (près de 70 % de la dette publique) est déjà largement détenue par des créanciers multilatéraux, réduisant le risque de surendettement. Le pays continuera de bénéficier du programme triennal de FEC d'un montant de 278,5 millions de dollars, approuvé en décembre 2021 par le FMI, après celui de 167,9 millions USD de 2017 à 2020.

En 2022, le déficit courant devrait se creuser. L'accroissement des recettes d'exportations sera progressif et ne pourra pas compenser la hausse de la facture d'importations. Le solde commercial restera donc largement déficitaire, principalement à cause des importations de biens d'équipements nécessaires aux projets d'infrastructures. Le déficit du compte des revenus primaires se creusera sous l'effet des rapatriements des dividendes des non-résidents, alors que celui des transferts courants conservera son excédent, lié à la coopération internationale courante et aux envois de fonds des expatriés. Outre les aides multilatérales, le déficit sera également financé par un rebond des IDE (principalement de la Chine et de la France), qui devraient doubler entre 2021 et 2022 grâce au déploiement des infrastructures publiques attirant les investissements privés.

Nouveau président, mais défis sociopolitiques et sécuritaires persistants

L'ancien ministre Mohamed Bazoum, issu du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), a été assermenté président, en avril 2021, après avoir survécu à une tentative de coup d'État par des dissidents de l'armée. De plus, le résultat de l'élection, tenue en février, a été contesté par le candidat de l'opposition Mahamane Ousmane (président renversé en 1986 par un coup d'État), entretenant la colère de l'opposition après des années de résultats litigieux sous le PNDS. La stabilité sociale et politique restera d'autant plus fragile dans un pays où la prévalence de la pauvreté reste forte, et les famines, régulières.

De plus, le risque politique associé aux attaques terroristes reste élev. La région de Tillabéri, dite des « trois frontières » (avec le Bénin, le Burkina Faso et le Mali) est régulièrement frappée par les groupes djihadistes affiliés à Al-Qaida ou à l'État islamique, faisant au moins 69 morts lors de l'attaque du 2 novembre 2021 à Banibangou. La lutte contre la menace terroriste dans le Sahel reste au cœur de la coopération internationale du pays, notamment au sein du G5 Sahel.

NIGERIA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**206,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 083**
DEVISE Naira nigérien	**NGN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 1,8	2,5	3,0
Inflation (%)	11,4	13,2	17,0	14,0
Solde public / PIB (%)	- 4,7	- 5,8	- 6,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 3,3	- 4,0	- 2,8	- 1,8
Dette publique * / PIB (%)	29,2	35,0	36,0	37,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Y compris dette des états fédérés, des collectivités locales, des entreprises, et arriérés.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDE	24 %
ZONE EURO	24 %
INDONÉSIE	11 %
CHINE	10 %
AFRIQUE DU SUD	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	25 %
ZONE EURO	16 %
ÉTATS-UNIS	9 %
INDE	4 %
ROYAUME-UNI	3 %

- Première puissance africaine en termes de PIB et pays le plus peuplé d'Afrique
- Importantes ressources en hydrocarbures (onzième rang mondial pour les réserves prouvées, neuvième pour le gaz, sans compter les non prouvées)
- Large potentiel agricole (5e producteur mondial de cacao) et minier (or, baryte, étain, zinc)
- Rapide développement de la technologie financière et de l'industrie cinématographique
- Endettement public et extérieur relativement faible

- Chômage (40 %), sous-emploi et pauvreté (45 %) élevés
- Forte dépendance aux revenus pétroliers (80 % des exportations, 50 % des recettes fiscales, en temps normal)
- Faible recettes fiscales (7 % du PIB)
- Faible diversification de l'économie, insuffisance de la production agricole à cause du manque d'infrastructures et de l'insécurité
- Insuffisance des capacités de raffinage de pétrole (80 % des produits raffinés importés, mais en baisse avec la mise en route de la raffinerie Dangote) et de transport de gaz
- Insuffisance des capacités de production et de distribution d'électricité
- Place réduite de l'activité manufacturière (10 % du PIB), malgré projet Made in Nigeria (MINE) visant à la porter à 20 %
- Clandestinité de l'extraction aurifère
- Déficiences des infrastructures de transport : ports, routes, voie ferrées
- Tensions ethniques et religieuses (nord musulman, sud chrétien)
- Insécurité, corruption contraignant l'environnement des affaires
- Pollution liée à l'exploitation pétrolière

APPRÉCIATION DU RISQUE

Croissance soutenue par le pétrole

En 2022, l'activité économique accélérera, soutenue par un prix moyen du pétrole supérieur à celui de l'an passé, ainsi que par une remontée de sa production. L'ensemble des composantes de l'économie sera au rendez-vous. Les investissements (31 % du PIB en 2020), essentiellement d'origine domestique, seront largement dirigés vers les services, comme l'ingénierie financière et la production audiovisuelle. L'industrie et l'agriculture seront moins servies, malgré les subventions et les garanties publiques destinées à favoriser ces secteurs pour diversifier l'économie. En novembre 2021, la Banque centrale (CBN) a lancé une nouvelle initiative, *100 for 100 Policy on Production and Productivity*, visant à financer 100 entreprises sélectionnées tous les 100 jours. Il s'agissait de sa 35e initiative de financement sectoriel. L'activisme de la CBN n'empêche pas les banques commerciales de développer leur activité de crédit, poussées par un taux de réserves obligatoires de 27,5 % et l'obligation de maintenir un ratio de prêts sur dépôts supérieur à 65 %. En revanche, les investissements étrangers seront encore découragés par les restrictions de change et à l'importation, ainsi que l'insécurité et les coupures de courant. La promulgation tant attendue (16 août 2021) de la loi sur l'énergie, le *Petroleum Industry Act*, avec la transformation de la NNPC, la compagnie pétrolière nationale, en société par actions, l'adoption d'une fiscalité adaptée aux conditions d'exploitation, les 30 % des profits de NNPC à consacrer à la recherche de nouveaux gisements, et les 3 % des dépenses opérationnelles à consacrer aux communautés locales, ne fera guère de différence. Les exportations (10 % du PIB), constituées à 80 % de pétrole, profiteront de l'essor des ventes de ce dernier. Comme dans le même temps, les importations (17 % du PIB) continueront à être bridées, la contribution des échanges extérieurs à la croissance sera positive. La consommation des ménages (65 % du PIB) profitera des retombées pétrolières, mais aussi des bonnes performances dans l'agriculture et les services qui font l'essentiel du PIB. Cependant, les ménages resteront confrontés à un chômage et une inflation toujours très élevée. L'inflation est nourrie par les restrictions à l'importation, que la production domestique, qu'elles sont censées encourager, est incapable de compenser complètement.

Endettement domestique, réserves de change moins sollicitées

Le budget 2022 (9 % du PIB) prévoit un improbable déficit de 3,4 %. Ce chiffre est basé sur un prix du baril de USD 57, une production pétrolière de 1,88 million b/j (1,6 en 2021), une inflation de 13 %, une croissance de 4,2 %, et un change officiel de 410 naira pour un dollar (379 pour 1 en 2021) ; les deux dernières hypothèses sont optimistes. Même modéré, l'endettement générera des intérêts qui absorberont 40 % des maigres ressources, tandis que sécurité et défense représenteront 20 % des dépenses hors intérêts. Il est improbable que la suppression des coûteuses subventions sur les carburants, comme, d'ailleurs, toute réforme budgétaire, intervienne avant les élections de 2023. Le financement sera encore essentiellement couvert par le marché domestique très liquide et peu onéreux du fait de taux d'intérêt négatif sur la dette en naira. La Banque centrale pourrait participer. Son encours en titres publics s'élevait en octobre 2021 à N 35.5 trillions (USD 38 milliards). Il existe un projet de transformer ces engagements en titres à 30 ans placés auprès des banques commerciales, mais cela risquerait d'assécher le crédit privé.

Le déficit courant continuera de se réduire avec le retour à un excédent commercial, sous l'effet de recettes pétrolières supérieures. De plus, le démarrage de la raffinerie Dangote, en juillet 2022, permettra de réduire les achats de produits pétroliers raffinés (10 % des importations). Enfin, la compression des importations continuera. À l'inverse, les déficits des balances des services et des revenus d'investissements augmenteraient avec le renchérissement du fret pétrolier et des bénéfices accrus des entreprises étrangères. Les transferts des expatriés continueront d'apporter une contribution positive. En l'absence d'accord avec le FMI, notamment à propos des subventions et du régime de change, et avec des investisseurs étrangers refroidis par la difficulté de rapatrier les revenus et la faible rémunération des titres domestiques, le financement reposera sur l'émission de titres sur les marchés internationaux. La dette extérieure n'en restera pas moins modeste (15 % du PIB). Les réserves de change représentaient, fin octobre 2021, l'équivalent de 9 mois d'importations, après l'émission d'obligations pour USD 4 milliards (8,25 % à 30 ans). Le moindre déficit courant devrait réduire la pression sur le naira, permettant à la BCN de réduire ses interventions visant à limiter l'écart (37 % en octobre 2021) entre le change quasi officiel (NAFEX) et le marché parallèle.

Défis sécuritaires

Le président Buhari, réélu en 2019, fait face à la myriade de défis sécuritaires, comme l'activité de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) et de Boko Haram au nord-est du pays, le brigandage plus à l'ouest, le conflit meurtrier entre éleveurs et agriculteurs au centre, le séparatisme au sud-ouest et sud-est, sur fond de contestation de la répartition de la manne pétrolière. La prévalence de la pauvreté (45 % en 2020), la corruption, le chômage de masse et une inflation à deux-chiffres alimentent un climat social tendu. Les élections générales se tiendront en février 2023. Si la rotation Nord-Sud du pouvoir est respectée, la présidence devrait échoir à une personnalité du Sud, vraisemblablement issue du PDP, compte tenu du désenchantement pour président sortant et son parti APC.

NORVÈGE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A1
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**5,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**67 326**
DEVISE Couronne norvégienne	**NOK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,9	- 0,7	4,1	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,2	1,3	3,5	4,1
Solde public / PIB * (%)	6,6	- 1,1	- 0,6	5,5
Solde courant / PIB (%)	2,8	2,0	6,5	7,3
Dette publique / PIB (%)	40,9	41,4	40,5	39,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Le budget public comprend les retraits du Fonds souverain.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	39 %
ROYAUME-UNI	18 %
SUÈDE	10 %
CHINE	8 %
DANEMARK	4 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	33 %
CHINE	12 %
SUÈDE	11 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ROYAUME-UNI	5 %

- Énormes gisements de pétrole et de gaz naturel, le secteur de l'énergie représente 17 % du PIB, 19 % des investissements et 52 % des exportations
- Niveau de vie élevé
- Large consensus politique
- Système bancaire bien capitalisé
- Le plus grand fonds souverain du monde (environ 300 % du PIB de la Norvège continentale en 2020, le fonds possède par exemple près de 1,5 % de toutes les actions dans le monde)
- En tant que membre de l'Espace économique européen, la Norvège bénéficie d'un accès préférentiel au marché de l'UE

- Déficit budgétaire structurel si l'on exclut les revenus du pétrole et du gaz
- Endettement élevé des ménages (111 % du PIB nominal en 2020)
- Coûts salariaux importants
- Pénurie de travailleurs qualifiés

APPRÉCIATION DU RISQUE

La Norvège s'adapte à la pandémie

La Norvège continue à gérer avec succès la pandémie, avec un taux de vaccination élevé et un faible nombre de décès, de sorte que les mesures liées à la COVID-19 restent relativement modérées et ne contrarient pas sensiblement la croissance économique. Après une croissance déjà forte en 2021, un nouvel élan devrait venir cette année du secteur énergétique norvégien. La forte demande d'énergie devrait se poursuivre, grâce à la reprise économique mondiale, et maintenir les prix du pétrole et du gaz à un niveau élevé, au moins pendant les premiers mois de 2022, avant l'ajustement de la production des pays de l'OPEP+ et des États-Unis. Alors que la production devrait être élevée, les investissements dans le pétrole devraient diminuer. Même si toute une série d'allégements fiscaux s'appliquant à tous les nouvelles exploitations pétrolières et gazières lancées d'ici la fin de 2022 aura pour effet d'attirer davantage de projets au second semestre de 2022, ces nouveaux projets ne compenseront pas le volume manquant de 2021. En dehors du secteur de l'énergie, l'économie continentale norvégienne devrait également connaître une croissance dynamique cette année. Grâce à l'augmentation de l'épargne accumulée pendant la pandémie, la consommation des ménages devrait être forte, même si le passage s'une croissance des biens à une croissance des services sera lent. La relance de la consommation est également attribuable à la reprise du marché du travail qui a déjà atteint les niveaux d'avant COVID à l'automne 2021. Si la pénurie de main-d'œuvre demeure un problème, en 2022, celle-ci devrait se résorber partiellement lorsque davantage de travailleurs étrangers reviendront en Norvège, après la levée des restrictions de voyage. Néanmoins, les salaires devraient augmenter un peu plus cette année que l'année dernière. La forte pression inflationniste, qui est due à la hausse des prix de l'énergie et des coûts d'importation, absorbera une partie de la hausse des revenus. La Norges Bank a réagi à la pression inflationniste par deux hausses de taux en 2021 pour atteindre un niveau de 0,5 %. Dans le cadre des prévisions de la banque centrale, trois autres hausses de 25 points de base sont attendues, ce qui portera le taux directeur à 1,25 % à la fin de l'année. En raison de l'utilisation très élevée des capacités, les entreprises non pétrolières investiront probablement davantage cette année que l'année dernière et les exportations du pays (principalement le poisson et les fruits de mer, les machines et l'aluminium) devraient rester fortes grâce à la reprise économique dans les principales destinations d'exportation que sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède. La couronne norvégienne ne devrait s'apprécier que légèrement par rapport à l'euro et ne devrait pas peser sur la croissance des exportations. Le gouvernement a mis fin aux mesures de soutien COVID-19 en 2021, mais les a remplacées en partie par des investissements dans l'économie verte et la transformation digitale, ainsi que par la formation professionnelle pour soutenir le marché du travail.

Les comptes publics passent dans le vert grâce au fonds souverain

En raison de recettes fiscales (impôt sur les sociétés) sensiblement plus importantes et de dépenses légèrement réduites, la capacité de financement nette de l'État (hors recettes pétrolières et gazières et retraits du fonds de pension) devrait passer d'un déficit de - 11,5 % du PIB en 2021 à - 7,8 % cette année. Toutefois, ce déficit sera plus que contrebalancé par les bénéfices des transferts directs de l'industrie pétrolière et les retraits du fonds souverain (SWF). En temps normal, les retraits sont limités à 3 % de la valeur du fonds, ce qui correspond au rendement annuel attendu du fonds. En 2021, ils ont atteint 3,6 %, mais devraient être réduits à 2,6 % en 2022. Le poids de la dette publique restera donc modéré. La hausse des exportations de pétrole et de produits industriels ainsi que les fortes recettes d'investissement en provenance de l'étranger stimuleront l'excédent de la balance courante, qui atteindra son plus haut niveau depuis 2018.

Les sociaux-démocrates prennent les rênes

Le parti travailliste social-démocrate a remporté les élections générales de septembre 2021 avec 26,3 % (48 sièges, - 1 siège), tandis que les conservateurs, anciennement au pouvoir, n'ont atteint que 20,4 % (36 sièges, - 9 sièges). Le troisième parti en lice est le parti agraire du Centre (13,5 %, 28 sièges, + 9 sièges), suivi du parti de droite Progress (11,6 %, 21 sièges, - 6 sièges), de la gauche socialiste (7,6 %, 13 sièges, + 2 sièges) et de cinq petits partis. Le président du Parti travailliste, Jonas Gahr Støre, a formé un gouvernement minoritaire avec le Parti du centre (76 sièges sur 169), après que la Gauche socialiste ait refusé d'entrer dans la coalition, parce qu'elle considère que la politique climatique du Parti travailliste n'est pas assez agressive, et qu'elle n'est pas d'accord non plus sur les politiques sociales. Le principal désaccord concerne l'exploration de nouvelles ressources pétrolières, que la gauche socialiste voudrait stopper, alors que le parti travailliste et le centre ont rejeté cette idée. Néanmoins, la gauche socialiste a annoncé qu'elle soutiendrait la politique du gouvernement sur les sujets d'intérêt commun. Les gouvernements minoritaires sont courants en Norvège. Bien que le parti du Centre ne soit pas favorable à la relation étroite de la Norvège avec l'UE, le nouveau gouvernement ne changera pas le statu quo, car il bénéficie d'un large soutien au sein du parti travailliste ainsi que dans la population. Le nouveau Premier ministre Jonas Gahr Støre devrait rester en fonction au moins jusqu'aux prochaines élections de septembre 2025.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN NORVÈGE

Paiement

Les virements bancaires sont de loin le moyen de paiement le plus communément utilisé. Toutes les plus importantes banques norvégiennes ont recours au réseau électronique BIC/SWIFT, qui offre un service de transfert de fonds internationaux à moindre coût, flexible et rapide.

L'utilisation des comptes centralisateurs, fondée sur un système centralisé d'encaissement local et une gestion simplifiée des transferts de fonds, constitue également un procédé communément usité.

Les paiements électroniques, comprenant l'exécution d'ordres de paiement via le site Internet de la banque du client, sont largement utilisés.

La lettre de change et les chèques ne sont pas d'un usage courant. Leur utilisation est déconseillée, car ils doivent répondre à un certain nombre d'exigences formelles afin d'être valides. En outre, les créanciers refusent fréquemment les chèques comme moyen de paiement. En règle générale, ces deux instruments servent principalement à confirmer l'existence d'une créance.

À l'inverse, les billets à ordre (*gjeldsbrev*) relèvent d'une pratique bien plus courante dans les transactions commerciales. Ils offrent des garanties supérieures, lorsqu'ils sont associés à une reconnaissance non équivoque de la somme due qui, en cas de défaut ultérieur, permettra au bénéficiaire d'obtenir un titre exécutoire d'un tribunal compétent.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le processus de recouvrement débute lorsque le débiteur reçoit sous 14 jours une mise en demeure de payer le montant principal, auquel s'ajoutent les pénalités convenues contractuellement.

Lorsqu'un contrat ne contient aucune clause de pénalité spécifique, les intérêts commencent à courir 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure de payer par le créditeur. Depuis 2004, ils sont calculés à partir du taux de base établi par la Banque centrale de Norvège (*Norges Bank*) en vigueur au 1er janvier ou au 1er juillet de l'année concernée, majoré de huit points de pourcentage.

En l'absence de paiement, ou si aucun accord n'est trouvé, les créanciers peuvent introduire un recours devant une Commission de conciliation (*Forliksrådet*), un organe quasi administratif. Pour bénéficier de cette procédure, les créanciers doivent déposer des documents justifiant la créance en litige, qui doit être libellée en couronnes norvégiennes.

La Commission de conciliation octroie ensuite au débiteur un court délai pour répondre à la réclamation introduite, avant d'entendre les parties, que ce soit en personne ou par le biais de leurs mandataires officiels (*stevnevitne*). À ce stade de la procédure, le recours à des avocats n'est pas systématique. L'accord obtenu sera exécutoire au même titre qu'un jugement.

Procédure judiciaire

Si la procédure n'aboutit à aucun règlement, l'affaire sera transmise au tribunal de première instance à des fins d'instruction. Si toutefois la réclamation est jugée recevable, la Commission de conciliation a le pouvoir de rendre une décision, qui a la valeur d'une décision de justice.

Lorsqu'un dossier est soumis à la Cour supérieure, la procédure commence par l'envoi au débiteur d'une assignation à comparaître devant la Cour municipale ou la Cour de district. L'assignation remise au débiteur est assortie de l'obligation pour ce dernier de notifier le tribunal de son intention de se défendre, le cas échéant.

Si le défendeur ne répond pas à la convocation dans les délais prescrits (environ trois semaines), ou ne se présente pas à l'audition, la Commission prononce une décision par défaut, qui a, elle aussi, valeur de décision de justice. La durée de la procédure varie d'un tribunal à l'autre.

Les réclamations plus complexes ou contestées sont entendues par le tribunal de première instance (*tingrett*). La procédure plénière de ce tribunal est basée sur des témoignages oraux et des mémoires écrits. Le tribunal examine les arguments et entend les témoins des parties, avant de rendre un jugement.

Étant donné qu'il n'existe pas de tribunaux commerciaux en Norvège, le tribunal de première instance est compétent pour juger les affaires de cessions de capitaux et de successions patrimoniales ainsi que les procédures d'insolvabilité.

Exécution d'une décision de justice

Dans le cas des litiges, qui ne dépassent pas le cadre national, une décision est exécutoire pour dix ans dès lors qu'elle est définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision, le créancier peut demander au tribunal un titre exécutoire, qui prend la forme d'une ordonnance de saisie des biens et des ressources financières du débiteur.

Bien que la Norvège ne soit pas membre de l'Union européenne, en ce qui concerne les sentences étrangères rendues dans un pays de l'Union, elle a adopté des conditions d'application particulières comme les injonctions européennes de payer et la procédure européenne de règlement des petits litiges, au titre du « régime de Bruxelles ». Les sentences émises par des pays qui ne font pas partie de l'Union sont appliquées sur la base de la réciprocité, sous réserve de l'existence d'un accord bilatéral ou multilatéral, dont la Norvège et le pays concerné sont signataires.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

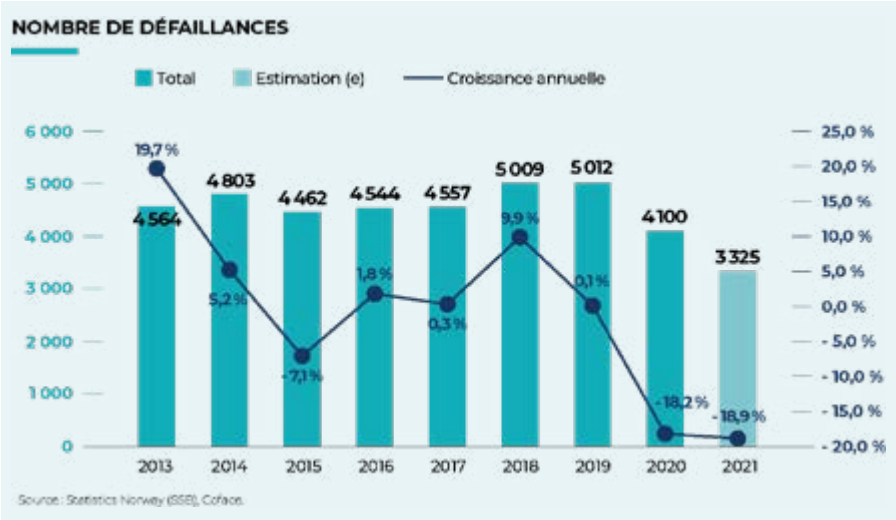
Les réorganisations d'initiative privée sans supervision judiciaire relèvent d'une pratique courante en Norvège, bien qu'elles ne soient pas régies par la loi. Débiteurs et créanciers sont libres de parvenir à tout type d'arrangement, mais en pratique, c'est souvent la loi sur les faillites et la restructuration des dettes qui s'applique. Si elles le souhaitent, les parties peuvent confier à une tierce partie (un avocat ou un comptable) le soin de gérer le processus.

Restructuration de la dette

Cette procédure relève uniquement de l'initiative du débiteur. Sa situation financière est évaluée par un comité de supervision désigné par le tribunal, puis une proposition de concordat est préparée. Si le tribunal donne son accord, les activités du débiteur se poursuivent sous la supervision d'un comité de concordat et d'un syndic de faillite désigné par le tribunal, lesquels formulent ensuite un projet de concordat. Une procédure de restructuration de la dette peut déboucher sur un règlement total de la dette, sur un concordat ou sur l'engagement d'une procédure de faillite.

Procédure de faillite

La procédure peut être engagée sur décision du tribunal, après requête du débiteur ou du créancier. Le cas échéant, le créancier doit couvrir les frais liés à la procédure. Le tribunal désigne alors un syndic de faillite et évalue la nécessité éventuelle de constituer un comité des créanciers, avant d'émettre une ordonnance de mise en faillite, en laissant aux créanciers le temps de déposer leurs réclamations (entre trois et six semaines). Tous les actifs du débiteur sont confisqués, la dette est évaluée et une liste des réclamations approuvées est établie.



NOUVELLE-ZÉLANDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

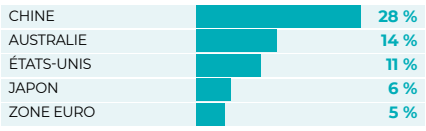
POPULATION Millions d'habitants - 2020	5,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	41 165
DEVISE Dollar néo-zélandais	NZD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,4	- 2,1	4,7	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,6	1,7	3,9	3,5
Solde budgétaire * / PIB (%)	- 2,3	- 5,9	- 7,4	- 5,9
Solde courant / PIB (%)	- 2,9	- 0,8	- 3,3	- 3,5
Dette publique / PIB * (%)	32,0	43,6	51,9	56,9

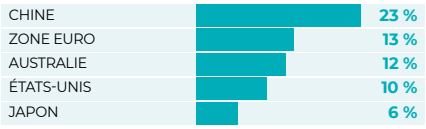
(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 : juillet 2021 – juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Proximité de l'Asie et de l'Australie
- Attrait touristique
- Un secteur agricole vaste et compétitif (1er exportateur mondial de produits laitiers)
- Dette publique contenue
- Bonne qualité de vie
- Environnement des affaires excellent

- Insularité
- Dépendance à l'égard des investissements étrangers
- Niveau d'endettement élevé des ménages et des entreprises (en particulier dans l'agriculture)
- Dépendance à l'égard de la demande chinoise
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- Pénurie et flambée des prix du logement (+ 85 % depuis 2008, dont une hausse de 10 % en 2020)
- Manque de R&D et faible croissance de la productivité du travail en comparaison des autres pays de l'OCDE

APPRÉCIATION DU RISQUE

Activité économique robuste

L'économie devrait connaître une croissance vigoureuse en 2022, même si le rythme sera plus faible qu'en 2021. Alors que le pays a poursuivi une « stratégie zéro-COVID » depuis le début de la pandémie, entraînant des mesures de confinement strictes (notamment peu après la première transmission du variant Delta en août 2021), le pays a adopté un nouveau système afin de pouvoir vivre avec la COVID-19. Le nouveau système de « feux de circulation » (en fonction de l'exposition à la COVID-19 et des taux de vaccination) vise à mettre fin aux restrictions strictes en matière de mobilité et à permettre aux entreprises de rouvrir, notamment à Auckland, la plus grande ville du pays (38 % du PIB en 2019). L'allègement des restrictions en 2022 soutiendra la consommation privée (plus de 60 % du PIB), qui stimulera l'activité économique. Elle sera, entre autres, soutenue par un taux de chômage faible (3,4 % en septembre 2021). Néanmoins, l'endettement des ménages, alimenté par la flambée des prix de l'immobilier (99,4 % du PIB et 168 % de leur revenu disponible), et la faible croissance démographique, due à la baisse de l'immigration, continueront de peser sur la consommation privée. De plus, l'inflation, qui devrait rester élevée, pourrait éroder le revenu disponible des ménages. Les pressions inflationnistes devraient toutefois s'estomper progressivement, avec l'atténuation progressive des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a commencé à durcir sa politique et a augmenté les taux d'intérêt à deux reprises, de 25 points de base en octobre et novembre 2021, pour les porter à 0,75 %, et devrait continuer afin de freiner l'inflation. Malgré la hausse des taux d'intérêt, l'investissement devrait rester dynamique. La formation brute de capital fixe a retrouvé en 2021 ses niveaux d'avant la crise de la COVID-19 et devrait continuer d'augmenter grâce à un marché du logement robuste. Elle devrait également être stimulée par les investissements publics et le développement de nombreux partenariats public-privé pour les projets d'infrastructure. Les exportations de services devraient se redresser, car le tourisme (15 % du PIB, 19 % des emplois) devrait rebondir progressivement après que le pays ait annoncé qu'il autoriserait les voyageurs internationaux entièrement vaccinés à entrer dans le pays d'ici la fin avril 2022. Il est néanmoins très peu probable qu'il atteigne son niveau d'avant-crise. Par ailleurs, les exportations de biens, particulièrement agricoles (5,8 % du PIB) en Asie et en Chine, son principal partenaire commercial, devraient rester robustes.

Le déficit budgétaire devrait continuer de se réduire

Avant la pandémie, la Nouvelle-Zélande avait une position budgétaire solide, ce qui lui a permis d'augmenter les dépenses pour soutenir les entreprises et les ménages pendant la crise. La réponse budgétaire totale représente environ 20 % du PIB et s'est traduite par un important déficit budgétaire. Toutefois, certaines de ces mesures de soutien budgétaire arrivant à échéance, le déficit devrait commencer à se résorber au cours de l'exercice 2021/22. Les dépenses resteront encore élevées, avec une grande partie des dépenses allouées à la protection sociale (31 % des dépenses totales) et à la santé (17 %) dans le budget. Avec une activité économique robuste, les recettes, tirées par les recettes fiscales, devraient continuer d'augmenter. La dette publique devrait continuer d'augmenter, mais sa part relative au PIB restera relativement faible par rapport à la plupart des économies développées comparables.

Le déficit de la balance courante devrait encore se creuser en 2022. En 2021, malgré des exportations robustes, soutenues par la demande extérieure de produits agricoles, la balance commerciale est devenue déficitaire, car la demande intérieure s'est améliorée et a pesé sur la facture des importations. En 2022, elle devrait encore se détériorer en raison de l'amélioration de la consommation. Après avoir enregistré un déficit en 2021, la balance des services devrait se réduire, car l'assouplissement des restrictions aux frontières soutiendra les recettes du tourisme. Le déficit de la balance courante sera encore aggravé par la balance des revenus, qui est structurellement déficitaire en raison du rapatriement des bénéfices par les investisseurs étrangers et des coûts du service de la dette (la dette extérieure représente 93 % du PIB). Le déficit de la balance courante est traditionnellement financé par d'importantes entrées financières et de capitaux, principalement sous la forme d'investissements de portefeuille et d'IDE.

Une situation politique relativement stable

La Nouvelle-Zélande est une démocratie parlementaire stable dotée d'institutions solides. Récompensé pour sa gestion de la crise lors des élections législatives d'octobre 2020, le Parti travailliste, dirigé par la Première ministre Jacinda Ardern, a gagné 65 sièges (sur 120, avec 19 sièges supplémentaires), lui permettant d'obtenir la majorité absolue au Parlement. Cependant, la popularité de la Première ministre s'est quelque peu effritée en 2021 (47 % en novembre 2021 contre 65 % lors des premiers confinements) car le pays a eu du mal à contenir les épidémies de COVID-19 malgré des mesures de confinement strictes. Cela a pu exacerber le mécontentement à Auckland, qui a été soumis à un régime de restrictions pendant trois mois, à partir du mois d'août - après la confirmation de la transmission du variant Delta - jusqu'à début décembre 2021.

Sur le front des relations internationales, le pays a choisi de ne pas s'aligner sur la *Five-Eyes Initiative* (une alliance de renseignement avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada) sur les questions relatives à la Chine, comme la répression de la démocratie à Hong Kong ou les Ouïghours, et a renforcé ses liens économiques avec l'économie asiatique. Plus particulièrement, en janvier 2021, l'accord de libre-échange entre la Chine et la Nouvelle-Zélande a été élargi, en augmentant l'accès au marché et en supprimant d'autres droits de douane pour les exportateurs néo-zélandais.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Paiement

Les méthodes de paiements primaires comprennent les cartes (cartes de débit et crédit) et le crédit ou le débit électroniques (débits et crédits directs, paiements de factures automatisés et virements électroniques). Il y a eu une augmentation rapide de l'utilisation des paiements sans contact, des applications sur téléphone mobile et des paiements en ligne. Même si le numéraire reste un mode de paiement important, son utilisation diminue rapidement et l'utilisation des chèques a été divisée par deux entre 2013 et 2016. Les virements bancaires et les virements bancaires SWIFT sont les modes de paiement les plus fréquemment utilisés pour les transactions nationales et internationales. La plupart des banques de Nouvelle-Zélande sont connectées au réseau SWIFT.

Recouvrement des créances

Le processus de recouvrement de créances commence généralement par l'envoi d'une mise en demeure dans laquelle le créancier notifie au débiteur ses obligations de paiement (y compris de tout intérêt contractuel dû) avec un certain délai pour effectuer le paiement.

Procédures de jugement sommaire

Si le créancier ne reçoit pas de paiement à la suite de la mise en demeure, il est possible d'engager une procédure de jugement sommaire. Cette procédure concerne les situations dans lesquelles le débiteur n'a pas d'opposition réelle à la créance. En fonction de la valeur de la créance, il est possible de saisir le tribunal de district ou de la Haute Cour d'une demande. Le tribunal de district est compétent pour examiner des demandes d'indemnisation d'un montant maximum de 350 000 NZD, et la Haute Cour examine généralement des demandes d'indemnisation d'un montant supérieur à 350 000 NZD. Une requête doit être produite, parallèlement à une mise en demeure, une demande de jugement sommaire et une déclaration sous serment à l'appui du créancier (ou dans le cas d'une entreprise, d'une personne ayant une connaissance personnelle des faits qui est autorisée à faire prêter serment au nom de l'entreprise), qui expose les éléments de la réclamation. Un jugement sommaire est en général une méthode plus efficace pour résoudre les litiges que les procédures ordinaires. Cela implique en général une audience qui dure environ une journée (si le débiteur se défend), les preuves étant données par voie de déclaration sous serment plutôt qu'en faisant appel à des témoins. Si la demande est retenue, le tribunal peut rendre un jugement en faveur du créancier. Si la demande ne fait pas l'objet d'une défense, le jugement peut être rendu par défaut en faveur du créancier, sans besoin d'audience bien qu'une comparution en cour soit nécessaire pour appeler l'affaire. Si le défendeur est en mesure de produire une défense sérieuse, le tribunal peut décliner le jugement sommaire et ordonner que le problème soit examiné en procédure ordinaire.

Procédure ordinaire

La procédure ordinaire est utilisée lorsque le jugement sommaire n'est pas disponible parce que le débiteur a soulevé une défense véritable, ou si le jugement sommaire n'est pas accordé. Les procédures ordinaires sont initiées en déposant une mise en demeure et une requête. En fonction de la valeur de la créance (comme indiqué ci-dessus), ces procédures peuvent se faire auprès du tribunal de district ou de la Haute Cour. À la différence du jugement sommaire, une procédure avec une défense ordinaire peut impliquer d'autres procédures, notamment la communication de documents, l'audition de témoins et des requêtes interlocutoires, ou la déposition de mémoires d'éléments de preuve, selon la nature de l'instance.

Appels

La Haute Cour a juridiction pour statuer sur les appels provenant du tribunal de district. La cour d'appel a juridiction pour examiner les appels formés contre les décisions de la Haute Cour. Les appels sont en général limités aux questions de droit uniquement. La juridiction suprême en Nouvelle-Zélande est la Cour suprême. Les appels devant la Cour suprême ne peuvent être examinés qu'avec autorisation de cette Cour. L'autorisation sera accordée si la Cour suprême estime qu'il est nécessaire, dans les intérêts de la justice, d'examiner l'appel.

Exécution d'une décision de justice

Si le tribunal rend un jugement en faveur du créancier, s'il n'y a pas d'appel, ou si tous les recours possibles ont été épuisés, le créancier peut se tourner vers la Haute Cour ou le tribunal de district (en fonction de la valeur de la créance comme indiqué ci-dessus), pour demander une mesure coercitive. Ceci peut inclure une déduction à partir des salaires ou avantage des débiteurs (si le débiteur est une personne), la saisie des biens, une procédure de saisie-arrêt ou grever les biens du débiteur. Les jugements étrangers doivent tout d'abord être reconnus par le tribunal au titre de la loi sur l'application réciproque des jugements de 1934 (*Reciprocal Enforcement of Judgments Act*), du *Trans-Tasman Proceedings Act 2010*, ou du droit commun.

Procédure d'insolvabilité

Faillite

Si le créancier ne reçoit pas de paiement après avoir obtenu un jugement contre le débiteur et si ce dernier est un particulier, le créancier peut envoyer au débiteur un avis de faillite. Le non-respect d'un avis de faillite du débiteur est considéré par la loi comme un acte de faillite.

Sommation de payer

Si le débiteur n'effectue pas un paiement conformément à la mise en demeure et que ce débiteur est une société, le créancier a à sa disposition éventuelle une autre mesure : la préparation et la remise d'une sommation de payer pour les sommes non réglées. Cette mesure peut être utilisée comme alternative au jugement sommaire ou à la procédure ordinaire. Une sommation de payer ne peut être émise que s'il n'y a pas de litige essentiel sur la créance. Dès sa notification, la société débitrice dispose de 15 jours ouvrables pour régler la créance ou pour conclure un arrangement de paiement avec le créancier. Si la société débitrice n'effectue pas le paiement conformément à la sommation de payer, le créancier a 30 autres jours ouvrables pour commencer les procédures de liquidation à l'encontre de la société débitrice en raison du non-respect de la sommation de payer à titre de preuve de l'incapacité du débiteur à régler ses dettes. Néanmoins, une société débitrice peut faire une demande pour annuler une sommation de payer dans les dix jours ouvrables après qu'elle lui ait été remise. Le tribunal peut annuler la sommation de payer s'il y a un litige important sur la question de savoir si la créance est due, si la société débitrice a fait une demande reconventionnelle, une demande de compensation ou une contre-demande ou s'il y a d'autres motifs adéquats.

Liquidation judiciaire

La liquidation implique la réalisation et la distribution des actifs de la société débitrice lorsque la société est insolvable, ou lorsque l'on ne s'attend pas à ce qu'elle reste en activité. Un liquidateur est nommé, et reprend la gestion de la société, réalise ses actifs, paie ses créanciers et distribue le solde à ses actionnaires.

Compromis avec les créanciers

Il existe deux formes potentielles de compromis entre créanciers, soit un accord informel entre débiteur et créancier, soit un compromis formel entre créanciers en vertu du Companies Act 1993. Un compromis formel est un accord contraignant entre une société débitrice et son ou ses créanciers concernant le paiement de ses dettes, les conditions étant moins exigeantes que celles stipulées par les droits légaux des créanciers. Un compromis peut impliquer des paiements au fil du temps, des reports de paiements ou l'acceptation d'un montant inférieur à titre de solde intégral et définitif de la créance. Une fois qu'un compromis avec les créanciers est approuvé par la majorité des créanciers requise ou par le tribunal, le compromis lie tous les créanciers. Une procédure équivalente existe pour les particuliers en vertu de la loi de 2006 sur l'insolvabilité.

Administration volontaire

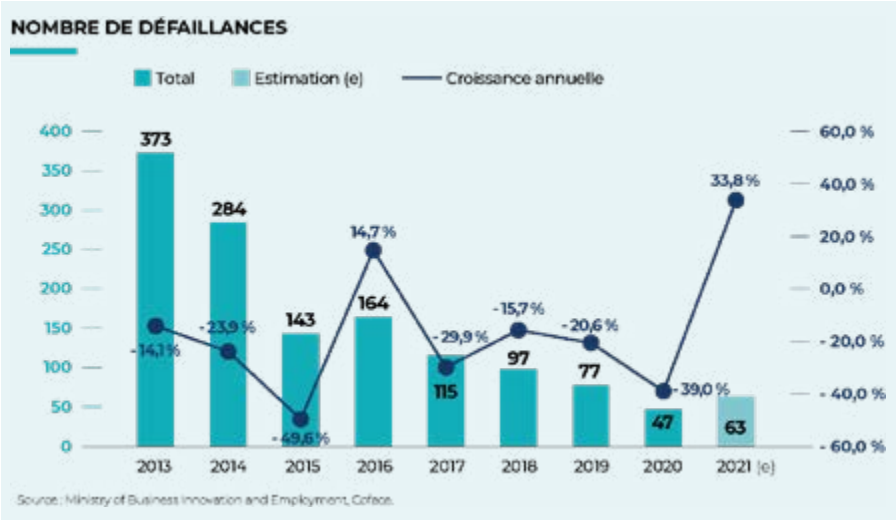
L'objectif de cette dernière est d'essayer d'optimiser les chances d'une société insolvable de poursuivre son activité, ou si cela n'est pas possible, de permettre d'avoir un meilleur retour pour les créanciers que celui qu'apporterait une liquidation immédiate. Elle renforce la procédure de compromis avec les créanciers existante en qualité d'alternative à la liquidation, en imposant un moratorium pour les créanciers qui prennent des mesures pour exiger le remboursement de leurs créances. En attendant, l'administrateur tente de voir s'il est possible de « sauver » la société ou non.

Hibernation de la dette des entreprises

L'hibernation de la dette des entreprises est un programme mis en place pour aider les entreprises touchées par COVID-19. Il permet aux entreprises d'être protégées contre les actions de recouvrement de dettes pendant un mois pendant qu'elles négocient avec leurs créanciers, et pendant six mois supplémentaires si les créanciers acceptent un arrangement pour le remboursement. Le régime comporte un certain nombre de conditions qui doivent être remplies avant qu'une entreprise puisse entrer en hibernation de dettes commerciales.

Autres processus alternatifs

Le tribunal de solution des litiges met en œuvre une procédure informelle et confidentielle gérée par un arbitre qui encourage les deux parties à parvenir à un accord ou prend une décision contraignante si les deux parties ne peuvent s'entendre. D'autres solutions des litiges, notamment l'arbitrage ou la médiation, peuvent être utilisées aussi pour résoudre des litiges et obtenir des règlements rapides hors tribunal.



OMAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	14 255
DEVISE Rial omanais	OMR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,8	- 2,8	2,5	3
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,1	- 0,9	3	2,5
Solde public / PIB (%)	- 5,6	- 18,7	- 2,6	1
Solde courant / PIB (%)	- 5,5	- 13,7	- 5,8	- 1
Dette publique / PIB * (%)	60,5	81,2	68,2	62

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * La dette des entreprises d'État n'est pas incluse.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	40 %
ARABIE SAOUDITE	10 %
CORÉE DU SUD	8 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	7 %
INDE	6 %

Importations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	46 %
ZONE EURO	10 %
INDE	7 %
CHINE	6 %
QATAR	5 %

- Consolidation budgétaire en cours
- Fort potentiel touristique
- Relations équilibrées avec les voisins de la région et les grandes puissances mondiales (États-Unis, Chine, Royaume-Uni), indépendance de la politique étrangère
- Petit producteur de pétrole, mais la production de gaz offre un bon potentiel
- Situation stratégique, avec comme objectif de devenir un centre logistique

- Dépendance à l'égard des secteurs du pétrole et du gaz et des services, vulnérabilité aux prix mondiaux de l'énergie
- Niveau élevé de la dette, besoins financiers extérieurs importants en raison de la faiblesse des tampons financiers
- Manque de capacité de l'économie à créer suffisamment d'emplois et à absorber le chômage

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'énergie et les services soutiendront une croissance plus élevée en 2022

Après un rebond modéré en 2021, qui est principalement attribuable à un effet de base et à la hausse des prix de l'énergie, l'économie d'Oman devrait enregistrer un taux de croissance relativement plus soutenu en 2022. Les principaux contributeurs seront la hausse de la production et des prix des hydrocarbures, ainsi que l'assouplissement des mesures restrictives liés à la COVID-19. La part des personnes entièrement vaccinées par rapport à la population totale est passée à 50 % vers la fin de 2021, ce qui a aidé le secteur des services (35 % du PIB) à se redresser. Parallèlement aux efforts de vaccination mondiaux, les recettes touristiques d'Oman (près de 4 % du PIB avant COVID) devraient bondir de plus de 80 % en glissement annuel en 2022 pour atteindre 1,5 milliard USD, aidées également par un effet de base favorable (elles ont chuté de plus de 70 % en 2020 et de 3 % en 2021). Cependant, la baisse du nombre d'expatriés pèsera toujours sur la construction, l'immobilier, les services et les ventes au détail. En effet, la population expatriée qui réside à Oman (environ 40 % de la population totale) a diminué de près de 40 % à partir de mars 2021, principalement en raison des conditions liées à la COVID-19. D'autre part, la suppression progressive des réductions décidées par les pays de l'OPEP+ en avril 2022 devrait permettre à la production pétrolière d'Oman d'augmenter de près de 10 % en glissement annuel, portant sa production quotidienne de brut et d'autres liquides à 1,1 million de barils par jour (b/j). Les réserves pétrolières du pays arrivant à maturité, Oman se concentre davantage sur le développement de la production de gaz (le secteur minier représente près de 45 % du PIB). La production de gaz pourrait augmenter de 4 % en glissement annuel en 2022 grâce au développement des projets gaziers de Khazzan et de Mabrouk. Couplé à la hausse des prix de l'énergie, ces projets soutiendront la croissance d'Oman. L'augmentation de la consommation des ménages aura également un impact positif sur la croissance. Toutefois, la hausse de l'inflation découlant de l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5 % en avril 2021 freinera davantage l'expansion de la demande intérieure. La croissance des investissements restera faible, principalement en raison des efforts du gouvernement visant à réduire les dépenses fiscales pour diminuer le déficit budgétaire. Les initiatives de diversification économique et les incitations fiscales accordées aux entreprises amélioreront également l'environnement des affaires. Ces efforts soulignent la volonté du gouvernement d'attirer les investissements étrangers pour diversifier l'économie et réduire la part du pétrole en soutenant des secteurs tels que le tourisme, la logistique, l'industrie manufacturière, la pêche et l'exploitation minière, comme mentionné dans son programme Vision 2040.

La situation budgétaire va s'améliorer, mais la dette restera élevée

Avant la crise COVID-19, Oman souffrait déjà d'une faible performance budgétaire et de déficits jumeaux, ce qui a augmenté le niveau de sa dette (dont environ 70 % est externe). Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre près de 20 % du PIB en 2020 en raison de la crise COVID-19 et du choc pétrolier, ce qui en fait un problème majeur. Après la mise en œuvre de mesures d'assainissement budgétaire en début de période (application d'un taux de TVA, réduction des subventions pour l'eau et l'électricité, réduction des dépenses d'investissement, etc.) et compte tenu du niveau de plus en plus élevé des prix du pétrole et du gaz par rapport aux prévisions, les comptes publics devraient repasser dans le vert en 2022. L'assainissement budgétaire a permis à Oman de réduire son prix du pétrole équilibrant le solde budgétaire, qui passe de près de 120 USD par baril en 2018 à un montant estimé à 106 USD en 2022, selon le FMI. Néanmoins, l'équilibre budgétaire dans son ensemble restera exposé à la volatilité des prix du pétrole (les hydrocarbures représentent environ 75 % des recettes totales). Les réserves internationales devraient s'élever à 15 milliards de dollars (près de 4 mois d'importations), tandis que les autres actifs publics souverains (y compris les fonds souverains) devraient s'élever à environ 27,7 milliards de dollars (environ 30 % du PIB), selon l'IIF. Néanmoins, malgré des réserves suffisantes, le pays aura besoin de financements à long terme supplémentaires de la part de ses voisins et des marchés de capitaux internationaux. Le pays doit honorer des remboursements de dette de 6,3 milliards USD en 2022, contre 4,6 milliards USD en 2021. Afin d'élaborer une stratégie d'endettement et de renforcer le cadre budgétaire, Oman a demandé une assistance technique au FMI. Cela devrait aider le pays à continuer à emprunter sur les marchés internationaux à un coût moindre. Le déficit des comptes courants se réduira en 2022, en lien avec la hausse de la production et des exportations d'hydrocarbures (environ 60 % des exportations totales de marchandises), ce qui contribuera également à maintenir l'arrimage au dollar américain.

La stabilité politique sera maintenue

Le nouveau sultan Haitham bin Tariq al-Said, désigné comme successeur après la mort du sultan Qaboos en 2020, a annoncé que sa politique sera axée sur la réduction de la dette et la création d'emplois, notamment pour les jeunes. En mai 2021, le pays a connu des troubles sociaux, les manifestants omanais réclamant des emplois. Afin de garder la situation sous contrôle, les autorités ont promis certaines mesures visant à créer des emplois dans les secteurs public et privé et à accorder des prestations sociales supplémentaires. Bien que le mouvement de mécontentement puisse ressurgir en raison de la mise en œuvre de nouvelles mesures d'austérité budgétaire, le gouvernement semble être capable de prendre des mesures pour désamorcer la colère du public. Sur le plan géopolitique, Oman devrait conserver son rôle de pont diplomatique entre les États-Unis et l'Iran au cours de la période à venir.

OUGANDA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**41,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**925**
DEVISE Shilling ougandais	**UGX**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,4	3,0	4,2	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,6	2,3	2,5	4,0
Solde public / PIB * (%)	- 4,8	- 7,1	- 9,2	- 6,4
Solde courant / PIB (%)	- 7,2	- 6,7	- 9,1	- 9,5
Dette publique / PIB (%)	36,6	40,5	50,2	53,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale du 1er juillet au 30 juin. Données 2022 : 2021/22.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	45 %
KENYA	11 %
ZONE EURO	11 %
R.D. CONGO	6 %
TANZANIE	2 %

Importations de biens % du total

CHINE	16 %
INDE	11 %
KENYA	9 %
TANZANIE	9 %
ZONE EURO	7 %

- Ressources naturelles : sols fertiles, gisements pétroliers, potentiel hydroélectrique
- Efforts de diversification, notamment dans le secteur agro-alimentaire
- Soutien international aux projets d'infrastructures
- Endettement essentiellement à des conditions concessionnelles
- Principal exportateur de café du continent aux côtés de l'Éthiopie

- Pauvreté endémique, inégalités persistantes
- Insuffisance des infrastructures
- Insécurité dans les zones frontalières (République démocratique du Congo et Soudan du Sud) et tensions récurrentes avec le voisin rwandais
- Faibles progrès en matière de gouvernance (particulièrement en termes de lutte contre la corruption)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance portée par la demande intérieure et les hydrocarbures

La croissance a rebondi en 2021. Elle devrait être plus dynamique en 2022 grâce à la consommation des ménages. Celle-ci devrait s'améliorer à mesure que les transferts de fonds depuis l'étranger se redressent et que les restrictions sanitaires s'allègent. L'accroissement de la demande intérieure relancera le secteur des services (50 % du PIB). Toutefois, des prévisions de précipitations faibles et les invasions de criquets pèlerins pourraient menacer les revenus des ménages dépendants de l'agriculture (25 % du PIB et 70 % de la population active). Cela se répercuterait aussi sur l'inflation, qui resterait néanmoins modérée. En outre, les investissements dans les hydrocarbures pour exploiter les ressources du lac Albert et construire un oléoduc seront aussi un important moteur de croissance. En effet, la construction des projets de développement de Tilenga et de Kingfisher, opérés respectivement par TotalEnergies et la China National Offshore Oil Corporation, devrait commencer en 2022, avec pour objectif de débuter les exportations en 2025. De plus, la centrale hydroélectrique de Karuma qui devrait entrer en service en 2022, améliorera la fourniture énergétique du pays, contribuant à améliorer l'environnement opérationnel. Si les financements des bailleurs de fonds permettront de soutenir l'investissement public en infrastructure, les réformes visant à rééquilibrer les comptes publics pourraient freiner les ambitions des autorités. Les investissements se traduiront par une hausse des importations de biens d'équipement, qui pèsera sur la contribution des exportations nettes. Ce sera d'autant plus le cas avec une baisse probable des revenus de l'or (44 % des exportations en 2020), suite à la suspension de son exportation par les opérateurs miniers, en réponse à l'imposition d'un prélèvement de 5 % sur l'or raffiné et de 10 % sur l'or non-raffiné (juillet 2021). Les exportations resteront également contraintes par le différend commercial avec le Kenya, qui a, par exemple, imposé une surtaxe de 7 % sur les importations ougandaises de lait. Celles de café (12 % des exportations), soutenues par des prix élevés, pourraient néanmoins résister à cette tendance.

Des déficits jumeaux soutenus par l'aide internationale

Le déficit budgétaire devrait se réduire en 2021/22 au rythme de l'accélération de la croissance. Les réformes de l'administration fiscale, l'introduction de nouvelles taxes sur les forfaits internet et une hausse des droits de douane favoriseront la mobilisation des recettes. Du côté des dépenses, celles d'investissement en capital pour les infrastructures, et celles sécuritaires seront prioritaires. Toutefois, les intérêts sur la dette, qui représentaient plus de 20 % des recettes fiscales en 2020/21 (principalement en raison de ceux sur la dette domestique), continueront de peser sur les finances publiques. Afin d'accompagner les efforts d'assainissement budgétaire, le pays bénéficiera de l'appui du FMI dans le cadre d'un programme triennal FEC, pour un montant de 1 milliard USD. Aussi, le financement du déficit public reposera majoritairement sur les sources concessionnelles, notamment les créanciers multilatéraux, qui détiennent déjà plus de 60 % de la dette extérieure (64 % de la dette publique). Le recours à un endettement moins concessionnel vis-à-vis de la Chine (20 % de la dette extérieure publique) devrait également continuer.

Le déficit courant devrait se creuser en 2022. L'accroissement des revenus d'exportations lié à la reprise de l'activité sera compensé par les importations de biens d'équipement, particulièrement ceux nécessaires à la réalisation des projets d'hydrocarbures. Le déficit des services se détériorerait aussi, la lente reprise des recettes touristiques ne permettant pas de compenser les paiements de services de transport et de construction dans le cadre du développement du lac Albert. L'accélération des rapatriements des bénéfices des entreprises étrangères et le paiement des intérêts de la dette creuseront le solde des revenus primaires, tandis qu'une hausse des envois de fonds et de l'aide étrangère alimentera l'excédent des revenus secondaires. Le financement du déficit courant devrait s'appuyer sur le soutien des bailleurs de fonds internationaux et les IDE dans les projets pétroliers. Un déficit croissant de la balance courante augmentera la demande intérieure de USD, encourageant une modeste dépréciation du shilling, mais l'allocation de droits de tirage spéciaux en 2021 d'une valeur de 492 millions USD a permis de renforcer les réserves de change (couvrant quatre mois d'importations).

Frustration sociale et crise sécuritaire

Le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, et son parti, le Mouvement national de résistance (NRM), ont remportés les élections générales en janvier 2021. Avec plus de 58 % des voix, le président a obtenu un sixième mandat, devançant Robert Kyagulanyi (également connu sous le nom de Bobi Wine), chanteur et député. Toutefois, alors que ces résultats ont fait l'objet d'accusation de fraudes, les tensions politiques devraient rester élevées. La surveillance des opposants, à commencer par celle de Robert Kiagulanyi, de nouveau assigné à résidence en décembre 2021, devrait amplifier l'insatisfaction à l'égard de la mainmise sur le pouvoir du régime. Son arrestation en novembre 2020, avait déclenché des manifestations réprimées par les forces de l'ordre, se soldant par 54 morts, d'après Human Rights Watch. Les tensions sont aussi alimentées par des conditions socio-économiques précaires et la perception de corruption. Parallèlement, la situation sécuritaire s'est détériorée avec l'activité des insurgés des Forces démocratiques alliées (ADF), affiliés à l'État islamique. En fin d'année 2021, ils ont revendiqué plusieurs attaques, dont le double attentat-suicide à Kampala (novembre 2021). En réponse, l'Ouganda et la République démocratique du Congo ont lancé une opération militaire conjointe dans le Nord-Kivu et l'Ituri (RDC).

OUZBÉKISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**33,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 767**
DEVISE Sum ouzbek	**UZS**

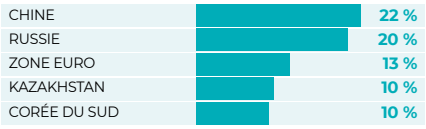
Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,6	1,6	5,2	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	14,5	12,9	10,0	9,0
Solde public / PIB (%)	- 3,9	- 4,4	- 4,8	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 5,6	- 5,4	- 6,0	- 5,5
Dette publique / PIB (%)	29,3	36,4	40,1	41,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

Importations de biens % du total



- Économie plus résiliente que le reste de l'Asie centrale (plus diversifiée, moins sensible aux chocs extérieurs)
- Ressources naturelles abondantes (gaz, or, cuivre, potentiel hydroélectrique)
- Population jeune (50 % de moins de 30 ans)
- Soutien financier international, position nette créditrice de l'État
- Réformes économiques (libéralisation, privatisation, diversification), développement du crédit (42 % du PIB, 37 % au secteur privé) et investissements publics (électricité, transports, santé) encourageant les IDE
- Des relations bilatérales et négociations de plus en plus dynamiques en vue d'accords commerciaux préférentiels avec des partenaires clés (Turquie, Singapour, Corée du Sud, etc.) et Accord de partenariat et de coopération renforcé avec l'Union européenne (UE)
- Processus de négociation pour adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et membre observateur de l'Union économique eurasienne (UEEA) depuis 2020
- Amélioration des relations avec les pays voisins, bonnes relations diplomatiques avec l'Europe, la Russie et la Chine qui apprécient sa position stratégique

- Forte dépendance vis-à-vis de la Russie et de la Chine (destinataires de 80 % des exportations de gaz)
- Dépendance à l'égard des produits de base, des conditions climatiques pour l'agriculture (25 % du PIB) et des transferts d'expatriés (15 % du PIB)
- Activité manufacturière limitée (16 % du PIB)
- Marchés faiblement compétitifs (forte concentration dans les secteurs clés) et faible part du secteur privé dans l'économie (50 % du PIB)
- Chômage élevé, manque d'emploi poussant à émigrer, faible niveau de vie, forte population rurale et informalité (58 % de l'emploi)
- Faible intermédiation financière, dollarisation élevée, crédit majoritairement dirigé, faiblesse des dépôts bancaires
- Lenteur des progrès institutionnels (corruption, bureaucratie, faiblesse du parlement, absence d'opposition réelle)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Rythme de croissance économique pré-pandémique retrouvé

L'Ouzbékistan est l'une des rares économies au monde à ne pas s'être contractée en 2020 en raison de la pandémie, même si la croissance a fortement ralenti. Le PIB réel aura retrouvé son rythme de croissance antérieur dès 2021 et conservera cette tendance de forte croissance en 2022. Les investissements (42 % du PIB) dans le développement des infrastructures (construction de la ligne ferroviaire Ouzbékistan-Kirghizistan-Chine, mise en œuvre de « Smart City ») et la modernisation des machines et équipements industriels, ainsi que les exportations (28 % du PIB) d'or, de pétrole, gaz, cuivre et coton, seront les principaux vecteurs de croissance. L'industrie (33 % du PIB) sera stimulée par ses secteurs manufacturiers, miniers, et ses carrières. La croissance des services (3 2 % du PIB) s'accélérera également grâce à des gains dans le commerce, les transports et l'entreposage. En 2022, des réformes gouvernementales devraient permettre aux secteurs de la construction (10 % du PIB) et de l'agriculture (25 %) de profiter à la croissance, contrairement à l'année précédente. La consommation privée (54 % du PIB) soutiendra également l'économie, le gouvernement poursuivant sa politique d'augmentation des dépenses sociales et de réduction de la pauvreté. La balance commerciale (- 12 % du PIB) contribuera encore négativement à la croissance en 2022, malgré une hausse des exportations de gaz vers la Russie et la Chine. Cette hausse sera partiellement compensée par une probable baisse des prix de l'or (37 % des exportations). La hausse de la demande intérieure contribuera à l'augmentation des importations de machines et équipements, supérieure à celle des exportations.

La Banque centrale d'Ouzbékistan (CBU) applique un taux de change flottant fortement contrôlé. La CBU poursuivra cette politique afin d'empêcher la résurgence d'un taux de change non officiel et de se prémunir contre une volatilité excessive. L'inflation aura quelque peu ralenti en 2021, à mesure que les effets de la massive dévaluation de 2017 s'atténuaient. En 2022, le principal moteur de l'inflation restera les prix alimentaires mondiaux élevés, qui compenseront la baisse de l'inflation des prix non alimentaires et des tarifs des services.

La pandémie reste un risque à la baisse important pour la croissance. Le gouvernement a lancé un programme de vaccination de masse en avril 2021 et a, depuis, rendu la vaccination obligatoire pour certains groupes. Cependant, début 2022, moins de 5 % de la population avaient été entièrement vaccinés.

De nouvelles réformes budgétaires et de la dette

Après s'être encore creusé en 2021, le déficit budgétaire devrait diminuer en 2022. Le budget de l'État prévoit un plafonnement du déficit à 3 % du PIB. Les autorités priorisent les dépenses d'investissement dans la santé (11 % des dépenses en 2022) et l'éducation (45 %). La dette publique (à 96 % libellée en devises étrangères) n'augmenterait plus que marginalement, alors que l'État dispose, en regard, d'actifs liquides élevés (25 % du PIB) et prévoit d'augmenter la part du financement en monnaie locale en émettant davantage de dette intérieure. De plus, le gouvernement prévoit de soumettre une « loi sur la dette publique » qui comprendra certaines mesures déjà intégrées dans le budget 2021, telles que l'introduction d'un plafond de la dette à 60 % du PIB (pour les obligations publiques et garanties par l'État), des limites annuelles d'emprunt, et l'obligation de prendre des mesures correctives si la dette dépasse 50 % du PIB. Les autorités travaillent également avec des partenaires multilatéraux à l'élaboration d'une règle budgétaire visant à améliorer la prévisibilité des politiques.

Elles poursuivront leur programme de privatisation (producteur de gaz naturel Uzbekneftegaz, le combinat minier et métallurgique Navoi, Uzbekistan Airways, Uzbekistan Railways) et de restructuration des entreprises d'État (vente d'une participation dans la filiale ouzbèke de Coca-Cola, vente de parts de la société nationale de télécommunications Ucell).

Le déficit courant restera important en 2022, car les chaînes d'approvisionnement seront rétablies et les importations de marchandises augmenteront sous l'effet d'une demande intérieure accrue. De plus, les déficits de la balance des services et de celle des revenus d'investissement étrangers devraient persister. Néanmoins, les prêts multilatéraux (Banque Mondiale, BAD) et bilatéraux (Eximbank of China, JICA), les entrées d'IDE et les émissions obligataires permettront de financer le déficit et d'éviter de puiser dans les réserves, estimées à 12 mois d'importations en 2022 et constituées pour 62 % d'or.

Les élections présidentielles maintiennent Mirziyoyev au pouvoir

Le président Mirziyoyev, d'abord treize ans Premier ministre du président Karimov qui dirigeait le pays depuis 1991, puis élu en septembre 2016 après la mort de ce dernier, domine la scène politique. Les dernières élections présidentielles du 24 octobre 2021 ont élu le président sortant Mirziyoyev, sans surprise, pour un second mandat, face à une opposition inexistante. Le pouvoir reste concentré entre les mains du président et le parlement est composé de partis le soutenant. Les réformes politiques cosmétiques contrastent avec les nombreuses réformes économiques visant à attirer les investisseurs. C'est le cas de celle adoptée à la mi-2020, créant un panel de juges au sein de la Cour suprême pour examiner les litiges avec les grands investisseurs et leur fournir une plus grande sécurité juridique.

À la suite de la prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans, les risques pour la stabilité en termes de résurgence des mouvements terroristes et d'importantes vagues de réfugiés ont augmenté. L'Ouzbékistan a alors demandé une aide militaire à la Russie pour préserver sa sécurité.

PAKISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**208,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 255**
DEVISE Roupie pakistanaise	**PKR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	2,1	- 0,5	5,4	4,0
Inflation * (moyenne annuelle, %)	6,7	10,7	8,9	8,5
Solde public / PIB * (%)	- 9,0	- 8,0	- 7,1	- 6,2
Solde courant / PIB * (%)	- 4,9	- 1,7	- 0,6	- 3,1
Dette publique / PIB * (%)	85,9	87,6	83,5	80,9

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale2022 : 1er juillet 2021 - 30 juin 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	25 %
ÉTATS-UNIS	19 %
CHINE	8 %
ROYAUME-UNI	8 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	27 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	10 %
ZONE EURO	7 %
ÉTATS-UNIS	6 %
INDONÉSIE	5 %

- Grand marché intérieur soutenu par une démographie dynamique
- Importants envois de fonds des travailleurs migrants
- Main d'œuvre nombreuse et bon marché
- Développement de corridors économiques avec la Chine et l'Asie centrale, porte sur l'Océan Indien
- Un acteur majeur de la finance islamique
- Potentiel minier

- Voisinage tendu, fragilité politique et insécurité intérieure
- Informalité (40 % du PIB et 60 % de l'emploi) et faibles recettes fiscales (14,5 % du PIB)
- Insuffisance de l'éducation (40 % d'analphabètes, trois systèmes parallèles produisant trois groupes à peine connectés), de la santé, des infrastructures et de l'agriculture.
- Développement tardif du Baloutchistan, favorisant le séparatisme, et des zones rurales, propices au développement de l'islamisme radical
- Dépendance énergétique (pétrole = 25 % des importations), production d'électricité déficiente
- Faiblesse de l'industrie manufacturière (20 % du PIB) et des exportations, faible diversification sectorielle
- 20 % du PIB et 40 % de la population active dépendent du secteur agricole, sensible aux aléas climatiques et aux cours mondiaux

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'inflation élevée compromet la croissance

Après une légère contraction au cours de l'exercice 2020 (FY20), l'économie pakistanaise a connu une solide reprise au cours de l'exercice 2021 (FY21), soutenue par des réponses budgétaires et monétaires robustes à la pandémie. Le gouvernement a mis en œuvre des mesures fiscales temporaires, élargi le filet de sécurité sociale, réduit les taux d'intérêt, accordé des prêts bonifiés et des allégements sur le service des prêts. La croissance de l'activité économique s'est accélérée au premier semestre 2021, et le PIB de FY22 pourrait maintenir un rythme solide, soutenu par les mesures fiscales de soutien annoncées dans le budget de l'exercice 2022. Toutefois, les perspectives restent assombries par l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie et par le fait que moins de la majorité de la population était entièrement vaccinée début janvier 2022. En outre, de fortes pressions inflationnistes, dues en partie à l'affaiblissement de la monnaie, pourraient compromettre la consommation privée (80 % du PIB). Un programme de subventions alimentaires d'un montant de 120 milliards de roupies (0,9 % du PIB), ainsi que le programme de protection sociale Elsas de 260 milliards de roupies pourraient compenser une partie de l'impact de l'inflation. Le maintien d'un flux important de transferts de fonds (10 % du PIB de FY21, provenant en majorité de pays du Golfe comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) devrait également soutenir la consommation privée. Le gouvernement a affecté jusqu'à 6 milliards de dollars à des dépenses de développement dans de grands projets d'infrastructure pour FY21, ce qui pourrait stimuler l'investissement public (3-4 % du PIB). Pour maîtriser l'inflation dans un contexte de forte dépréciation de la monnaie, la banque centrale a relevé son taux directeur de 150 points de base pour le porter à 8,75 % en novembre 2021 (+ 175 points de base en cumulé sur 2021) et porter à huit le nombre annuel de réunions de politique monétaire.

Déséquilibres jumeaux

Les finances publiques du Pakistan se sont améliorées au cours de FY21. La collecte des recettes a augmenté de 19,4 %, grâce à des recettes fiscales plus importantes, contre une augmentation de 4,5 % des dépenses, ce qui a permis de réduire le déficit budgétaire. Les paiements d'intérêts ont également augmenté à un taux bien inférieur à 2 % au cours de FY21, contre une hausse de 78 % au cours de FY20. La qualification du Pakistan pour l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) du G20 a permis au pays de bénéficier d'un allégement temporaire du paiement de la dette de près de 2 % du PIB. La réduction du déficit budgétaire au cours de FY22 nécessitera une plus grande mobilisation des recettes, qui restent parmi les plus faibles du monde en pourcentage du PIB (14,5 %). Les mesures de réforme consisteront notamment à élargir son assiette fiscale en réduisant les exonérations et les taux préférentiels, et à améliorer le taux national de conformité fiscale. Le 21 novembre 2021, le FMI et le Pakistan sont parvenus à un accord au niveau du personnel dans le cadre du mécanisme élargi de crédit du FMI, qui permettrait de relancer le programme « suspendu » du Pakistan et de débloquer environ 1 milliard d'USD si l'accord est approuvé par le conseil d'administration du FMI, ce qui pourrait entraîner un financement supplémentaire de la part d'autres organisations multilatérales. En outre, le Pakistan a reçu un prêt de 3 milliards de dollars de l'Arabie saoudite dans le cadre d'un programme de soutien économique. Les dépenses budgétaires sont problématiques : 20 % ont été alloués à la défense, tandis que 43 % au service de la dette publique. Le déficit fédéral de FY21 a été financé principalement par des sources intérieures, comme le système bancaire local, et 24 % par des sources extérieures. La dette extérieure représentait 31,2 % de la dette publique brute en juin 2021 (contre 32,5 % en juin 2020), et 36,1 % de celle-ci était détenue par des créanciers multilatéraux.

Le déficit de la balance courante s'est réduit au cours de l'exercice 2021 et est le plus faible depuis dix ans, grâce à la forte croissance des envois de fonds, aux solides recettes d'exportation et à la réduction du déficit des revenus primaires due à la diminution des paiements d'intérêts étrangers après l'adhésion du Pakistan au G20 DSSI. Les envois de fonds des travailleurs ont bondi de 27 % au cours de FY21 pour atteindre le niveau record de 29,4 milliards USD. Les exportations (10 % du PIB) ont bénéficié de l'amélioration de la compétitivité liée à la faiblesse de la roupie, les principales exportations telles que les produits textiles (59 % des exportations de marchandises) ayant augmenté de plus de 30 % au cours des 10 premiers mois de 2021. Néanmoins, le déficit commercial s'est creusé car la croissance de la valeur des importations a été beaucoup plus élevée que celle des exportations en raison de la dépréciation de la roupie et de la hausse des prix mondiaux du pétrole. L'amélioration devrait s'inverser au cours de FY22, car le déficit des revenus primaires devrait se creuser à l'expiration du DSSI (décembre 2021), et la valeur des importations devrait continuer à augmenter en raison de l'amélioration de la demande intérieure et de la hausse des prix internationaux du pétrole brut.

Le gouvernement sous pression

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan, élu en 2018, subit une pression croissante de la part des principaux partis d'opposition, des groupes religieux et même de ses alliés politiques, sur fond de lutte du gouvernement du Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI) pour stabiliser l'économie. Le PTI, qui détient 45,6 % des sièges législatifs, s'appuie sur des partenaires de coalition juniors pour détenir une faible majorité (51,8 %) à la chambre basse. En 70 ans d'histoire, aucun Premier ministre n'a tenu un mandat complet de cinq ans, et la clé de la longévité de l'administration de Khan est sa capacité à conserver le soutien de l'armée. La situation sécuritaire du pays reste ténue, avec une augmentation significative des attaques visant les minorités religieuses. Les récents développements en Afghanistan devraient amener la Chine et le Pakistan, qui entretenaient déjà des liens de longue date, à approfondir encore leur partenariat militaire et stratégique. Les tensions avec l'Inde au sujet du Cachemire restent volatiles.

PALESTINE (TERRITOIRES)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**5,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2018	**3 051**
DEVISE Sans devise universelle	**-**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,4	- 11,5	4,4	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,6	- 0,7	1,3	1,7
Solde public / PIB (%)	- 4,5	- 7,7	- 7,7	- 7
Solde courant / PIB (%)	- 10,4	- 6,9	- 9,5	- 10
Dette publique / PIB (%)	34,5	47,2	44,5	44

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ISRAËL	75 %
JORDANIE	8 %
ÉTATS-UNIS	3 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	3 %
ARABIE SAOUDITE	2 %

Importations de biens % du total

ISRAËL	55 %
ZONE EURO	11 %
TURQUIE	11 %
CHINE	7 %
JORDANIE	3 %

- Population jeune
- Envois de fonds de la diaspora

- Absence d'unité géographique, politique et économique
- Dépendance vis-à-vis d'Israël pour l'approvisionnement en produits de base tels que l'eau et l'électricité
- Dépendance à l'égard d'Israël pour les exportations et les importations à destination et en provenance de pays tiers
- Taux de chômage élevé
- Les performances budgétaires dépendent de l'aide internationale et des relations avec Israël

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise économique va se poursuivre malgré un environnement instable

Avec l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et l'accélération de la campagne de vaccination (27 % de la population totale entièrement vaccinée en décembre 2021), l'environnement des affaires reviendra progressivement à la normale et la croissance accélérera davantage en 2022. Cela profitera à l'économie, qui se compose principalement de services, de commerce de détail et de construction. Cela devrait également permettre de créer de nouveaux emplois qui soutiendront la demande intérieure. Cependant, même si le taux de chômage (27 % au T3 2021 contre 23 % en décembre 2019) va progressivement baisser, son niveau devrait rester élevé. Même si le sentiment des investisseurs se redressera légèrement, il restera limité par plusieurs facteurs, notamment les risques politiques élevés, l'incertitude quant à la continuité de l'accord de cessez-le-feu signé entre Israël et le Hamas de la bande de Gaza en mai 2021, et la détérioration des conditions sociales. Les résultats budgétaires resteront médiocres, principalement en raison de la faiblesse de l'aide extérieure des pays du Golfe, de la diminution de la contribution de l'UE et du niveau élevé des dépenses publiques. En conséquence, le besoin de financement restera élevé, augmentant les emprunts intérieurs et les arriérés du/avec le secteur privé, ces derniers étant estimés à 923 millions de dollars accumulés au fil des ans selon la Banque mondiale. L'encours de la dette intérieure est passé de 2,3 milliards de dollars en décembre 2020 à 2,5 milliards de dollars en août 2021. Comme cela va retirer des fonds du marché, moins de ressources seront disponibles pour le secteur privé. Un manque de financement supplémentaire obligerait les autorités à réduire les dépenses sociales, ce qui aggraverait les conditions sanitaires, pèserait sur l'activité économique intérieure et augmenterait le mécontentement populaire envers les autorités. En outre, les importants paiements de transferts fiscaux en provenance d'Israël, liés aux droits de douane et aux revenus des travailleurs transfrontaliers, resteront instables en fonction des hauts et des bas avec Israël. Les pénuries d'énergie à Gaza (17 % du PIB des Territoires palestiniens) persisteront en raison de l'absence d'approvisionnement en énergie israélienne et de production autonome d'électricité, ce qui freinera la croissance économique locale et l'amélioration des services publics et de la qualité de vie. Les exportations (principalement de calcaire, de marbre, de ferraille et d'huile d'olive) devraient enregistrer de bons résultats. Ces dernières, ainsi que les importations, resteront soumises à la volonté israélienne, car elles passent par Israël ou par des points de passage terrestres surveillés par Israël à travers la Jordanie. Elles continueront à dépendre des politiques israéliennes en matière de sécurité et de santé, bien que la pression de la communauté internationale ait contribué à la suppression de certaines des restrictions frontalières. De l'autre côté, les restrictions imposées par Israël à l'accès à la bande de Gaza pour les personnes et les marchandises, ainsi que le blocus égyptien, continueront de peser sur ses activités commerciales. Le déficit commercial restera énorme (environ 30 %) en raison de l'absence de production locale de biens d'équipement, intermédiaires et de consommation, et du manque de compétitivité de la production locale, facturée en shekel fort. Il est partiellement compensé par l'aide internationale, les transferts de fonds des expatriés et la rémunération des employés travaillant en Israël. L'inflation restera maîtrisée, calquée sur celle d'Israël compte tenu des subtilités commerciales et économiques. Les Territoires n'ont pas de monnaie propre et utilisent le shekel.

L'instabilité politique persistera

Les niveaux de vie continueront à rester faibles. Selon la Banque mondiale, 22 % des Palestiniens vivaient avec moins de 5,5 USD/jour en 2016-2017. Le taux de pauvreté a augmenté depuis, pour atteindre près de 29 % en 2020, ce qui équivaut à environ 1,4 million de personnes vivant dans la pauvreté. Le conflit entre Israël et Gaza en mai 2021 a ajouté à la pauvreté de cette dernière, estimée à 59 % de sa population en 2021. Même si la croissance économique augmentera en 2022, les conditions économiques et sociales ne s'amélioreront guère pour une population en pleine croissance. Cela peut accroître le risque d'instabilité sociale. D'autre part, Israël a approuvé la résidence de 4 000 Palestiniens en octobre 2021 dans le but de renforcer l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah, dont la légitimité est ébranlée (comme le montrent les manifestations violentes périodiques), par le report indéfini des élections parlementaires et présidentielles, les nouvelles colonies israéliennes et la concurrence du Hamas de Gaza. En outre, avec l'amélioration de la situation sanitaire, il devrait être plus facile pour les travailleurs journaliers de traverser la frontière avec Israël. Bien que l'on puisse considérer qu'il s'agit d'un effort positif pour améliorer la situation sociale et politique, des tensions subsisteront, car Israël exclut une solution à deux États. Il restera un acteur majeur dans l'économie et la politique de la Palestine. L'absence de représentation démocratique, les conditions économiques difficiles et l'occupation par Israël d'une partie de la Cisjordanie pourraient facilement entraîner une nouvelle intifada.

PANAMA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	4,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	12 373
DEVISE Balboa panaméen	PAB

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,0	- 17,9	12,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,3	- 1,6	1,4	2,0
Solde public / PIB (%)	- 3,6	- 10,1	- 7,4	- 5,2
Solde courant / PIB (%)	- 5,0	2,3	- 3,7	- 3,5
Dette publique / PIB (%)	42,2	66,3	62,2	61,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	24 %
CHINE	21 %
CORÉE DU SUD	8 %
BRÉSIL	7 %
JAPON	7 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	32 %
CHINE	13 %
ZONE EURO	11 %
MEXIQUE	7 %
COSTA RICA	6 %

- Canal interocéanique et infrastructures connexes (ports, aéroports, routes, chemins de fer)
- Économie entièrement « dollarisée », stabilité financière
- Zone franche de Colón, deuxième plus grande plate-forme d'import-export au monde
- Centre bancaire et financier régional desservi par un excellent réseau de télécommunications
- Potentiel touristique

- Fortement exposé à la conjoncture économique nord et sud-américaine
- Faibles recettes fiscales (13 % du PIB)
- Lacunes en matière d'éducation et de formation professionnelle
- Grandes disparités sociales et économiques entre la zone du canal et le reste du pays
- Corruption et favoritisme, bureaucratie

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'économie devrait conserver une croissance robuste

Le taux de croissance du PIB devrait continuer à dépasser la moyenne de la région. Toutefois, l'économie ne retrouvera son niveau d'avant la pandémie qu'en 2023, en raison de l'effondrement total de 2020. En 2022, le tourisme (qui représentait 15 % du PIB avant le choc de la COVID-19) rebondira, stimulé par les avancées dans la gestion de la crise sanitaire aux niveaux national et mondial. Parallèlement, l'activité du canal de Panama augmentera, car le commerce mondial reste robuste, ce qui profitera aux activités de transport, de logistique et de services financiers (75 % du PIB). Cette hypothèse devrait également être de bon augure pour les investissements dans les infrastructures et les transports. En juillet 2021, le président Laurentino Cortizo a annoncé 12 milliards USD (22 % du PIB) d'investissements publics, qui englobent des projets tels que l'extension de la ligne 1 du métro de la capitale, la construction de la ligne 3 et d'un tunnel sous le canal de Panama, ainsi que des lignes de transport d'électricité. En outre, elle a également misé sur les partenariats public-privé. Globalement, la forte activité du canal et le dynamisme du secteur de la construction contribueront à la poursuite de la reprise du marché de l'emploi, et donc, à la consommation des ménages (65 % du PIB). Les mines et carrières (4 % du PIB) devraient également connaître une belle expansion, grâce à la hausse de la production de Cobre Panamá, une grande mine de cuivre à ciel ouvert mise en service en 2019 et appartenant au canadien First Quantum Minerals.

Assainissement budgétaire lent, légère amélioration du déficit des comptes extérieurs

Le déficit budgétaire continuera de se réduire en 2022, principalement sous l'effet de la reprise économique en cours et de l'activité du canal de Panama (qui représente environ 20 % des recettes publiques) qui soutiendra la hausse des rentrées fiscales. Toutefois, le déficit budgétaire restera supérieur au niveau pré-pandémique, car le gouvernement maintient des dépenses publiques élevées (notamment des investissements dans les infrastructures). Bien que le gouvernement ait défendu des mesures d'assainissement budgétaire au cours des premiers mois auxquels il a été au pouvoir, sa faible popularité et les répercussions sociales de la COVID-19 l'en empêcheront probablement. En réponse à la crise de la COVID-19, la loi sur la responsabilité fiscale et sociale (*Fiscal Social Responsibility Law*) a été modifiée pour autoriser des déficits plus importants. En ce qui concerne la dette publique, elle est principalement externe (83 %) et est composée d'émissions obligataires sur les marchés financiers. Même si les taux d'intérêt mondiaux devraient augmenter quelque peu cette année, l'économie dollarisée du Panama et ses bonnes perspectives de croissance économique maintiendront ses coûts de financement à un niveau bas. En janvier 2021, le FMI a approuvé une ligne de crédit de 2,7 milliards USD pour faire face à la pandémie de la COVID-19. L'accord de deux ans conclu au titre de la ligne de précaution et de liquidité doit servir « d'amortissement contre les chocs extérieurs extrêmes ».

Après une pause d'un an, la balance courante est redevenue déficitaire en 2021, sous l'effet d'un creusement marqué du déficit des revenus primaires (dû à l'augmentation des revenus des investissements étrangers rapatriés). Ce déficit a contrebalancé la hausse de l'excédent des services, dans un contexte de demande accrue de services de transport (canal). Le déficit de la balance commerciale s'est aussi quelque peu réduit, en raison de la forte augmentation des exportations non agricoles (hausse de la production nationale de cuivre) et des réexportations (11 % du PIB). Ces deux éléments ont été supérieurs à l'augmentation des importations liée à la reprise de l'activité économique et à la hausse des prix internationaux du pétrole. En 2022, le déficit du compte courant devrait s'améliorer faiblement, notamment grâce à une reprise complète du tourisme. Les IDE, constitués principalement de bénéfices réinvestis, financeront le déficit courant et maintiendront l'arrimage du balboa au dollar. Les émissions sur le marché contribueront également à couvrir le déficit. Les réserves de change détenues par la banque centrale devraient toujours couvrir environ 5 mois d'importations.

La lutte contre le blanchiment d'argent se poursuit

Laurentino Cortizo, du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) de centre-gauche, a été élu en mai 2019 pour un mandat de cinq ans. Avec son partenaire de la coalition, le parti de centre-droit *Movimiento Liberal Republicano Nacionalista*, le PRD détient 40 des 71 sièges de l'Assemblée nationale. M. Cortizo a affirmé sa volonté de mettre en œuvre les recommandations du plan d'action convenu avec le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) et de renforcer la position du pays en tant que centre financier majeur de la région. En 2018, le pays a adopté les normes de l'OCDE en matière d'information financière et a finalement décidé début 2019 de considérer l'évasion fiscale comme un délit, après avoir été placé plusieurs fois sur la liste noire. Toutefois, en juin 2019, le GAFI a replacé le pays sur sa liste grise après une absence de quatre ans. En novembre 2021, le président a approuvé l'adoption d'une loi sur la transparence fiscale internationale et la lutte contre le blanchiment d'argent, qui vise à calquer les normes juridiques nationales sur les normes internationales. Toujours le même mois, le Panama, le Costa Rica et la République dominicaine ont demandé l'aide des États-Unis pour endiguer le flux croissant de migrants. Ces derniers traversent les jungles dangereuses de la Colombie au Panama pour se rendre aux États-Unis. Au cours des neuf premiers mois de 2021, le pays a enregistré plus de 91 000 migrants entrés depuis la Colombie (principalement depuis Haïti et Cuba).

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**8,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**2 651**
DEVISE Kina papou-néo-guinéen	**PGK**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,9	- 3,9	1,2	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,7	4,9	3,6	4,5
Solde public / PIB (%)	- 4,4	- 9,0	- 7,1	- 6,0
Solde courant / PIB (%)	20,1	13,2	22,2	21,0
Dette publique / PIB (%)	40,0	48,9	45,5	49,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

AUSTRALIE	19 %
SINGAPOUR	17 %
CHINE	16 %
JAPON	13 %
ZONE EURO	9 %

Importations de biens % du total

AUSTRALIE	33 %
CHINE	22 %
SINGAPOUR	10 %
MALAISIE	6 %
TAÏWAN	5 %

- Ressources naturelles abondantes : minerais (or, cuivre, argent, nickel, cobalt), hydrocarbures (pétrole, gaz), produits agricoles (café, cacao, huile de palme), bois et produits de la mer
- Projets d'exploitation de nouveaux champs gaziers et de construction d'unités de production de gaz naturel liquéfié (P'Nyang, Papua, Pasca A, Pandora), ainsi que de nouvelles mines (Wafi-Golpu)
- 15 % de la forêt tropical humide mondiale
- Soutien financier des partenaires multilatéraux et bilatéraux
- Appartenance au Commonwealth et à La Coopération économique pour l'Asie-Pacifique

- Forte exposition aux catastrophes naturelles et climatiques
- Faiblesse du réseau d'infrastructures (routes, électricité, santé)
- Faibles ressources budgétaires (15 % du PIB)
- Économie dépendante des exportations de matières premières (90 % des exportations totales, plus d'¼ de la valeur ajoutée localement, mais 1 % des recettes budgétaires)
- Lacunes importantes en termes de gouvernance : corruption, lourdeurs administratives, retardant les projets gaziers et miniers, droit foncier ambigu
- Faible taux d'alphabétisation, manque de main-d'œuvre qualifiée, pauvreté rurale, conflits tribaux
- Accès difficile aux devises

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise dans l'extraction comme moteur de croissance

En 2021, l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a entamé sa reprise, poussivement, les soutiens fiscaux et monétaires ayant empêché sa contraction deux années consécutives. Elle continuera, en 2022, à subir les effets de la pandémie, car le pays restera très exposé au virus : le taux de vaccination ne dépassait pas 1 % en octobre 2021, et les 60 % ne devrait pas être atteint avant 2023. La hausse du nombre de cas a contraint le gouvernement à imposer de nouvelles mesures restrictives en octobre 2021, probablement maintenues jusqu'au début de 2022. De nouvelles pourraient être introduites ultérieurement, et, si la consommation des ménages devrait rebondir, elle pourrait toujours être contrainte par le climat d'incertitude. Ainsi, la croissance devrait provenir majoritairement de la reprise de l'activité extractive (10,3 % du PIB en 2019). L'activité à la mine d'or de Porgera devrait reprendre à l'aboutissement des négociations entre l'État et Barrick Niugini Ltd sur la répartition des bénéfices dans le cadre du nouveau bail, prévu au début du T2 2022. Dans l'énergie, la PNG donnera priorité à l'accroissement de la capacité d'extraction et de liquéfaction de gaz naturel dans le cadre de projets avec ses partenaires étrangers, tout en maximisant ses intérêts. Le gaz naturel compte déjà pour plus d'un tiers des exportations de la PNG. Le secteur agricole, employant 85 % de la population, surtout de manière informelle, et comptant pour un quart du PIB (2019), tout comme la pêche et la sylviculture, devraient croître en 2022. Ainsi, l'économie rebondira, mais sans rejoindre son niveau de pré-crise.

Fin 2021, la banque centrale conservait une politique monétaire accommodante : le taux d'intérêt directeur (Kina Facility Rate) était à 3 % (5 % en mars 2020), et les réserves obligatoires détenues par les banques commerciales fixées à 7 % (10 % antérieurement). Avec une inflation attendue en légère hausse, elle pourrait être resserrée.

Situation budgétaire fragile, mais maintien de l'excédent courant

Si l'accroissement des recettes a permis, en 2021, une réduction du déficit public accru en 2020 par l'arrêt de l'exploitation aurifère à Porgera et la survenance de la pandémie, il demeure toujours très conséquent. Le gouvernement projette de corriger les déséquilibres, en pariant sur une hausse plus importante des recettes que des dépenses. La hausse des recettes proviendrait de l'extraction, favorisée par la reprise de l'activité à Porgera et l'augmentation en capacité. Le gouvernement planifie également d'augmenter les recettes fiscales non liées aux matières première (80 % des recettes), en introduisant une taxe bancaire et une taxe sur les télécommunications pour les firmes détenant une part importante du marché domestique. Cela sera toutefois insuffisant pour générer un excédent budgétaire. La dette publique devrait, en conséquence, continuer de croître. Elle a triplé en moins de dix ans, avec une progression considérable de la dette bilatérale, notamment envers la Chine. Le pays augmente la part de son financement extérieur, en privilégiant la dette concessionnelle multilatérale, compte tenu de la cherté de l'endettement domestique (8,5 % d'intérêt en moyenne). La part de la dette extérieure dans la dette totale n'a cessé d'augmenter depuis 2017, et comptait en 2021, presque pour autant que la dette domestique.

En 2021, l'augmentation des cours des principales matières premières exportées (or, gaz naturel liquéfié, bois) a engendré une amélioration conséquente du surplus du compte courant. La reprise des importations liées aux investissements et des cours de matières premières moins favorables (or) pourraient amener en 2022 une détérioration marginale du surplus de la balance commerciale et du compte courant. En juin 2021, les réserves en devises se situaient à un niveau confortable équivalent à 8,6 mois d'importations, et devraient continuer à augmenter en 2022.

Un gouvernement face aux défis sanitaire et sécessionniste

Le gouvernement de James Marape fait face à la crise du COVID-19 et à la question de l'indépendance de l'île de Bougainville. Le résultat (98 % en faveur de l'indépendance) du référendum non contraignant de novembre 2019 tenu dans cette région autonome, donne lieu à des négociations entre le gouvernement et la province. Ishmael Toroama, un ancien commandant militaire sécessionniste, a été élu président de Bougainville en août 2020. Il a proposé un échéancier de deux à trois ans pour résoudre la question de l'indépendance. Le gouvernement est peu enclin à ce que la province devienne indépendante par peur de perdre les richesses (réserves de cuivre) de la province. Des élections législatives se tiendront en juin 2022.

PARAGUAY

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

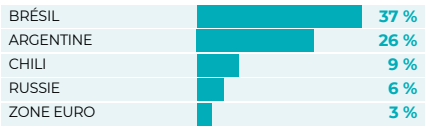
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**7,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**4 918**
DEVISE Guaraní paraguayen	**PYG**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 0,4	- 0,6	5,0	0,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	1,7	3,5	4,0
Solde public / PIB (%)	- 2,9	- 6,1	- 4,0	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 1,1	2,2	3,5	2,1
Dette publique / PIB (%)	25,8	36,7	38,4	39,5

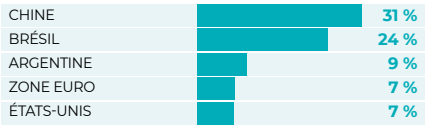
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Secteur agricole bien développé (soja et viande bovine)
- Ressources hydroélectriques abondantes
- Politiques fiscales et monétaires prudentes

- Infrastructures médiocres (transport fluvial, routes, lignes électriques)
- Services de santé et d'éducation défectueux
- Faibles recettes fiscales (17 % du PIB)
- Dépendance vis-à-vis du secteur agricole et d'une poignée de partenaires commerciaux, notamment le Brésil et l'Argentine
- Faible gouvernance (corruption et clientélisme)
- Grand marché informel (40 % du PIB)
- Vulnérabilité aux conditions climatiques

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance décélérera fortement en 2022

En 2022, la consommation des ménages (65 % du PIB) progressera, sous l'effet de la reprise progressive du marché de l'emploi à mesure de la réouverture de l'économie. Cela devrait l'emporter sur les récentes pressions inflationnistes (dans un contexte de hausse des prix internationaux des matières premières) qui ont conduit la banque centrale à resserrer sa politique monétaire depuis août 2021 (et qui devraient se poursuivre en 2022). En outre, les investissements privés et publics devraient rester robustes, notamment dans l'industrie manufacturière et les infrastructures, respectivement, ce qui favorisera également le secteur de la construction. Néanmoins, le secteur agricole apportera une contribution négative, malgré un contexte de prix internationaux toujours favorables. Les autorités paraguayennes s'attendent à ce que la récolte 2021/2022 (principalement de soja) atteigne 6 à 7 millions de tonnes (contre 10 millions de tonnes l'année précédente), en raison de la sécheresse apportée par La Niña. En effet, le fleuve Parana, qui serpente à travers le Brésil, le Paraguay et l'Argentine, est tombé à son plus bas niveau depuis 77 ans. Cela pourrait compromettre la capacité des exportateurs à acheminer les produits vers les ports, les obligeant à chercher des alternatives, comme des routes terrestres vers les ports du Brésil. Enfin, la sécheresse affecte également la production d'électricité de la grande centrale hydroélectrique d'Itaipu, à cheval sur la frontière entre le Brésil et le Paraguay.

Toujours pas en conformité avec la loi sur la responsabilité fiscale, réduction anticipée de l'excédent de la balance des opérations courantes

Le budget 2022 estime le déficit budgétaire à 3 % du PIB. Cela signifie que l'application de la loi sur la responsabilité fiscale, qui limite le déficit nominal à 1,5 % du PIB, restera suspendue (le déficit ne reviendra sous le plafond qu'en 2024). En 2022, le déficit budgétaire se réduira principalement en raison de la réduction des dépenses liées à la COVID-19, compensant toujours la baisse des recettes provenant de la réduction des exportations d'hydroélectricité. Néanmoins, à la fin de l'année, la dette publique brute se situera dans la limite de 40 % du PIB fixée par le cadre budgétaire réglementaire. Il est important de noter que, comme environ 80 % de sa dette est extérieure, le gouvernement devrait être confronté à une augmentation des coûts de financement (même si les taux devraient rester bas) dans le cadre de la suppression progressive anticipée de la politique monétaire accommodante des banques centrales des marchés développés.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le Paraguay devrait continuer à enregistrer un excédent de la balance des opérations courantes, même si cela réduira l'excédent de la balance commerciale. Alors que les prix des produits agricoles devraient rester élevés, et favoriser ainsi les exportations du secteur (incluant le soja et la viande qui représentent 64 % des exportations totales), la sécheresse actuelle tend à affecter le volume de céréales et d'énergie exporté (24 % du total des exportations). Par ailleurs, la balance des services restera déficitaire en raison de l'augmentation des coûts de transport. Enfin, le déficit des revenus primaires devrait se creuser quelque peu en raison de l'augmentation du rapatriement des bénéfices par les entreprises étrangères, tandis que l'excédent des revenus secondaires restera soutenu par les envois de fonds des expatriés. Les réserves de change couvraient environ 9 mois d'importations en octobre 2021.

Le capital politique du gouvernement restera faible

Le président Mario Abdo Benítez, du Partido Colorado (PC), parti conservateur, dispose d'un capital politique fragile. En mars 2021, le principal parti d'opposition, le Partido Liberal Radical Auténtico, a déposé au Congrès une demande de destitution à l'encontre du président. M. Benítez était accusé de mauvaise gestion de la COVID-19, cependant la chambre basse l'a rejeté (le PC détient 42 des 80 sièges de la chambre). En effet, il s'agissait de la deuxième demande de destitution (la première a été déclenchée en 2019, après la découverte d'un accord controversé avec le Brésil sur la centrale hydroélectrique d'Itaipú). Benitez a réussi à conserver son poste grâce au soutien de la faction du parti Colorado liée au précédent président Horacio Cartes (2013-2018). En effet, le parti au pouvoir s'est divisé en deux factions lors des élections générales de 2018. À cette occasion, les partisans de l'ancien président Horacio Cartes fondèrent le parti Honor Colorado. Par conséquent, Cartes détient toujours un rôle politique important. De plus, malgré la faible popularité du gouvernement, le parti Colorado remporte des sièges de maires dans 11 des 17 chefs-lieux de département (dont la capitale Asunción) lors des élections municipales d'octobre 2021. Dans l'ensemble, le manque de soutien politique de Benítez et les frictions au sein de son parti entraveront probablement l'adoption de projets de loi importants jusqu'à la fin de son mandat en 2023. Enfin, le gouvernement doit renégocier l'accord signé avec le Brésil sur la création de la centrale hydroélectrique d'Itaipu. Août 2023 marquera la fin de la période de 50 ans pendant laquelle les tarifs de l'énergie étaient bloqués et la commercialisation de l'énergie ne pouvait être changée. Actuellement, le Paraguay ne peut vendre au Brésil que l'électricité qu'il n'utilise pas. Il a fait savoir qu'il souhaitait être libre de vendre l'excédent soit sur le marché libre brésilien, soit à l'Argentine, à un prix plus élevé.

PAYS-BAS

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**17,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**52 456**
DEVISE Euro	**EUR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,0	- 3,8	4,7	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,6	1,3	2,7	5,8
Solde public / PIB (%)	1,7	- 4,2	- 5,2	- 2,2
Solde courant / PIB (%)	9,4	7,0	10,2	8,9
Dette publique / PIB (%)	48,5	54,3	56,7	54,8

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	23 %
BELGIQUE	10 %
FRANCE	9 %
ROYAUME-UNI	8 %
ÉTATS-UNIS	4 %

Importations de biens % du total

CHINE	18 %
ALLEMAGNE	15 %
BELGIQUE	8 %
ÉTATS-UNIS	8 %
ROYAUME-UNI	4 %

- Activité portuaire (Rotterdam est le premier port d'Europe)
- Implantation d'entreprises internationales locales travaillant avec un réseau dense de PME
- Exportations diversifiées et flexibles (les services représentent 45 % du total des exportations) et comptes extérieurs excédentaires
- Forte numérisation avec de nombreuses possibilités de télétravail, d'enseignement à domicile et de vente en ligne
- Infrastructures de haute qualité et bon niveau de vie

- Exposition à l'économie européenne, en particulier à l'Allemagne et à la Belgique (22 % et 10 % de toutes les exportations de biens en 2020)
- Endettement des ménages très élevé (230 % du revenu disponible en 2020)
- Les banques dépendent du financement sur le marché de gros (prêts/dépôts = 195 % au 1er trimestre 2021) et de l'immobilier
- Vieillissement de la population ; système de retraite sous pression

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	FAIBLE
CONSTRUCTION	FAIBLE
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise se poursuit

Les Pays-Bas ont connu une forte reprise économique en 2021. Après un confinement strict plus long au printemps, qui a entraîné une baisse du PIB, l'activité économique a fortement augmenté et a atteint les niveaux d'avant COVID-19 au troisième trimestre 2021. Vers la fin de l'année, la dynamique économique a diminué en raison de la sixième vague de la pandémie et, à nouveau, à cause de mesures de confinement. En 2022, la croissance devrait être générale, même si sa dynamique sera réduite par les problèmes persistants de chaînes d'approvisionnement au premier semestre. Au second semestre, ces problèmes devraient lentement s'atténuer et, grâce à une demande encore forte dans les principales destinations d'exportation, les exportations nettes pourraient augmenter à nouveau. La consommation privée devrait rester élevée tout au long de l'année, soutenue par un taux d'épargne très élevé (31 % au deuxième trimestre 2021). En outre, le gouvernement réduira les impôts et les cotisations d'assurance sociale, notamment pour les faibles revenus, ce qui augmentera leur pouvoir d'achat. En outre, le marché du travail s'est beaucoup amélioré en 2021, atteignant les niveaux d'avant COVID-19 en octobre 2021. Même avec l'arrivée à expiration des mesures de soutien au début de 2022, le marché du travail devrait continuer à s'améliorer cette année, ce qui se traduira par une plus forte croissance des salaires. Cependant, une grande partie de l'augmentation du pouvoir d'achat en résultant sera contrebalancée par une pression inflationniste excessive, provenant en particulier de la hausse des prix du gaz (le gaz est la source d'énergie la plus importante avec 38 % du mix énergétique). En effet, en janvier 2022, les contrats d'énergie flexibles ont été mis à jour, mais la hausse des prix des intrants constitue également un facteur d'augmentation de prix. Le taux d'inflation devrait rester très élevé jusqu'à la fin de l'été 2022 avant de reculer sensiblement, une fois que les problèmes de la chaîne d'approvisionnement se seront atténués. Les investissements privés devraient également reprendre au cours de l'année 2022. Les mesures budgétaires de soutien seront moins importantes cette année que l'année dernière. Toutefois, le gouvernement planifie un fonds d'investissement de 20 milliards d'euros (2,5 % du PIB) sur les cinq prochaines années, qui inclurait les 6 milliards d'euros de subventions provenant de la Facilité de relance et de résilience de l'UE. La majeure partie de cette somme devrait être consacrée aux investissements dans les énergies vertes et aux dépenses liées au climat. Les investissements seront également favorisés par le taux de dépôt bas inchangé de la BCE (- 0,5 %) et les achats d'actifs dans le cadre de son programme d'urgence actuel, d'une enveloppe totale de 1850 milliards d'euros jusqu'à la fin mars 2022. Au-delà, les achats nets dans le cadre du programme normal d'achat d'actifs se poursuivront à un rythme mensuel probable de 20 milliards d'euros ou plus.

Les finances publiques vont bientôt repasser dans le vert, l'excédent extérieur reste élevé

Après deux années exceptionnelles de déficits publics relativement élevés, le solde public devrait s'améliorer et le déficit repasser en dessous de l'objectif de Maastricht. La hausse des recettes fiscales provenant de la forte reprise économique (même avec les réductions d'impôts accordées à des catégories isolées) ainsi que la réduction des dépenses liées à la COVID-19 le permettront. Cela aura pour effet de réduire le ratio de la dette publique qui est resté inférieur à 60 %. L'excédent de la balance courante néerlandaise diminuera par rapport à son niveau élevé de 2021, en raison d'une normalisation de l'excédent des échanges de biens et services par rapport à ses niveaux élevés de 2021 (les échanges de biens néerlandais ont bénéficié de la reprise du secteur manufacturier européen via les réexportations). La balance des revenus devrait conserver le léger excédent qu'elle a retrouvé en 2021, après un déficit très marqué en 2020, grâce à la poursuite de la reprise des revenus générés par les actifs néerlandais détenus à l'étranger. L'excédent net des investissements internationaux néerlandais atteint 114 % du PIB début 2021, les entreprises et les ménages étant créanciers du reste du monde.

La résurrection du gouvernement précédent

En mars 2021, le Premier ministre Mark Rutte et son parti, le VVD (conservateur-libéral), ont remporté pour la quatrième fois consécutive les élections générales, bien que le gouvernement ait été impliqué dans un scandale de prestations sociales qui l'a poussé à démissionner avant l'élection. Le VVD a obtenu 34 sièges sur les 150 sièges de la chambre basse (un de plus qu'en 2017). Juste après l'élection, la négociation de la coalition a échoué car le PM Rutte a prématurément parlé des postes ministériels et a menti à ce sujet publiquement. Néanmoins, après des mois d'immobilisme, la coalition gouvernementale intérimaire composée du VVD, du parti social-libéral D66 (24 sièges), du parti chrétien-démocrate CDA (14 sièges) et du parti centriste CU (5 sièges) a repris les négociations à la fin de l'année 2021, en raison du manque d'alternatives. En outre, le gouvernement intérimaire ne peut pas mettre en œuvre les réformes et demander officiellement le Fonds de relance de l'UE. Le nouveau (ancien) gouvernement a commencé son travail début 2022, mais le long processus de formation d'une coalition montre l'instabilité de cette alliance. La prochaine élection de la chambre haute, qui peut rejeter les lois, aura lieu avant mai 2023.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AUX PAYS-BAS

Paiement

Aux Pays-Bas, les virements bancaires sont de loin le mode de paiement le plus courant pour les transactions inter-entreprises, qu'elles soient nationales ou internationales. Toutes les banques néerlandaises sont raccordées au réseau électronique SWIFT, qui permet un traitement peu coûteux, souple et rapide des paiements internationaux. Le prélèvement automatique et différents systèmes centralisés d'encaissement local sont par ailleurs largement employés. Les ventes en ligne ont de plus en plus de succès et la plupart des entreprises utilisent maintenant des logiciels de banque numérique. Le paiement en espèces et les autres modes de paiement plus traditionnels, comme les chèques et les lettres de change, disparaissent progressivement.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le processus de recouvrement de créance se résume d'ordinaire à l'envoi d'une lettre de collection (parfois en recommandé). L'envoi de cette lettre par email (uniquement) devient de plus en plus commun. Cette lettre met le débiteur en demeure de payer le principal, et normalement aussi les intérêts courus et les frais extrajudiciaires. Si les taux d'intérêt et/ou les frais n'ont pas été convenus par contrat, le droit néerlandais en fixe les limites. Si les actions à l'amiable, qui peuvent comprendre aussi des rappels par téléphone et même une visite au débiteur, n'aboutissent pas au paiement intégral, le créancier peut intenter une action en justice, conformément au droit civil néerlandais.

Processus juridique

Procédure accélérée

Dans les affaires urgentes, les demandes peuvent faire l'objet d'une procédure accélérée (*kort geding*). Cette procédure ressemble à celle du tribunal civil normal, mais si le juge est convaincu par les arguments du demandeur, il statue (sous l'autorité du président du tribunal de district) dans un délai très court, généralement deux à quatre semaines. Dans cette procédure quelque peu simplifiée, le juge prononce souvent une décision temporaire ou provisoire pour les questions urgentes. Si, à la suite de cette décision provisoire, les parties ne parviennent à régler définitivement tous les litiges, elles doivent alors obtenir un jugement définitif en engageant un procès civil « normal » (*bodemprocedure*).

La procédure accélérée aux Pays-Bas diffère de la procédure (européenne) visant à obtenir une injonction de payer, appliquée dans beaucoup d'autres pays d'Europe. Elle exige toujours l'assistance d'un avocat et la comparution de toutes les parties devant le juge. La procédure accélérée est par conséquent assez onéreuse, ce qui explique qu'elle soit rarement employée dans les affaires de recouvrement habituelles.

Procédure ordinaire

La procédure judiciaire normale devant les tribunaux civils, qui se déroule dans l'un des onze tribunaux de district (*Rechtbank*), est le recours le plus fréquent. Les créances inférieures ou égales à 25 000 EUR sont traitées par un juge du secteur cantonal du tribunal de district (*kantonrechter*), alors que les créances d'un montant supérieur à 25 000 EUR sont examinées par le domaine du droit civil. La principale différence dans le domaine du droit civil est que le demandeur et le débiteur doivent tous deux être représentés par un avocat, alors que dans la juridiction cantonale, les parties peuvent présenter elles-mêmes leurs arguments. Les deux types de procédures démarrent par une assignation à comparaître, qu'un huissier de justice signifie au débiteur. Dans beaucoup de cas, les débiteurs ne contestent pas la créance et ne se présentent pas au tribunal. Il s'ensuit un jugement par défaut, généralement prononcé dans un délai de six à huit semaines. Si le débiteur ne comparaît pas au tribunal, le juge fixe une date pour que celui-ci ou son avocat prépare un mémoire en défense (*conclusie van antwoord*). Toutefois, lorsqu'ils se présentent devant un juge cantonal, les débiteurs peuvent se représenter eux-mêmes et plaider leur cause à l'oral. Après la première plaidoirie, il est habituel que le juge programme des comparutions des deux parties pour obtenir plus d'information et déterminer si une résolution est possible (*comparitie van partijen*). Si tel n'est pas le cas, le tribunal peut soit rendre immédiatement sa décision soit, dans les affaires plus complexes, laisser au demandeur l'occasion de remettre une réponse (*conclusie van repliek*). Le défendeur peut alors y répondre par une réplique (*conclusie van dupliek*). Cette procédure dure en moyenne six à douze mois.

Procédure de liquidation

Une troisième procédure (souvent efficace) permettant de recouvrer un paiement est le dépôt d'une demande de mise en liquidation auprès du tribunal de district. Elle doit être déposée par un avocat avec la preuve du défaut de paiement d'une créance incontestée et de l'existence d'au moins un autre créancier ayant une créance incontestée, quelle qu'en soit la nature (par exemple, créance commerciale, pension alimentaire ou taxes impayées). Un huissier de justice informe alors officiellement le débiteur qu'une demande de liquidation judiciaire a été déposée. Pour éviter la faillite, le débiteur peut choisir de comparaître au tribunal pour contester la créance (ou le fait qu'il y ait d'autres créditeurs) ou proposer un arrangement à l'amiable. Étant donné que la plupart des débiteurs essaient de parvenir à un arrangement, ces procédures sont souvent annulées avant l'audience judiciaire. Dans le cas contraire et s'il y a suffisamment de preuves, le débiteur est déclaré en faillite. Dans 95 % des faillites environ, les créances détenues par les créanciers non privilégiés ne sont jamais remboursées.

Réserve de propriété et droit de remise en possession

Outre l'engagement d'une action judiciaire ou la demande d'une réserve de propriété (si elle a été stipulée), les vendeurs de marchandises peuvent souvent exercer leur droit de remise en possession (*recht van reclame*) des marchandises non payées. Il convient pour cela d'adresser au débiteur une lettre recommandée invoquant ce droit. Le contrat est ainsi résilié et la propriété des marchandises revient de droit au créancier. Néanmoins, ce type d'action requiert que les marchandises se trouvent dans leur état d'origine. La lettre recommandée doit être envoyée dans un délai de six semaines à compter de l'échéance de la créance et dans un délai de 60 jours après la livraison des marchandises.

Exécution d'une décision de justice

Si un débiteur ne se conforme pas de son plein gré à une décision de justice, le créancier peut engager une procédure judiciaire pour faire exécuter cette décision sans nécessairement attendre l'expiration de la période de trois mois dévolue à un éventuel recours. Seuls les huissiers de justice sont autorisés à faire appliquer les décisions et agissent sur instruction du créancier. Deux conditions doivent être remplies avant la mise en place de mesures coercitives. L'huissier de justice doit être en possession d'un acte exécutoire (une décision de justice originale et exécutoire) et la partie supportant l'exécution doit être préalablement informée de manière officielle de cet acte.

Les décisions de justice rendues dans les autres pays de l'UE bénéficient de mécanismes particuliers d'exécution. Les décisions rendues par des pays extérieurs à l'UE peuvent être reconnues et exécutées sur le principe de la réciprocité, à condition que le pays d'origine ait conclu un accord bilatéral ou multilatéral avec les Pays-Bas. En l'absence d'accord de ce genre, une procédure d'*exequatur* peut être engagée auprès des tribunaux néerlandais.

Procédure d'insolvabilité

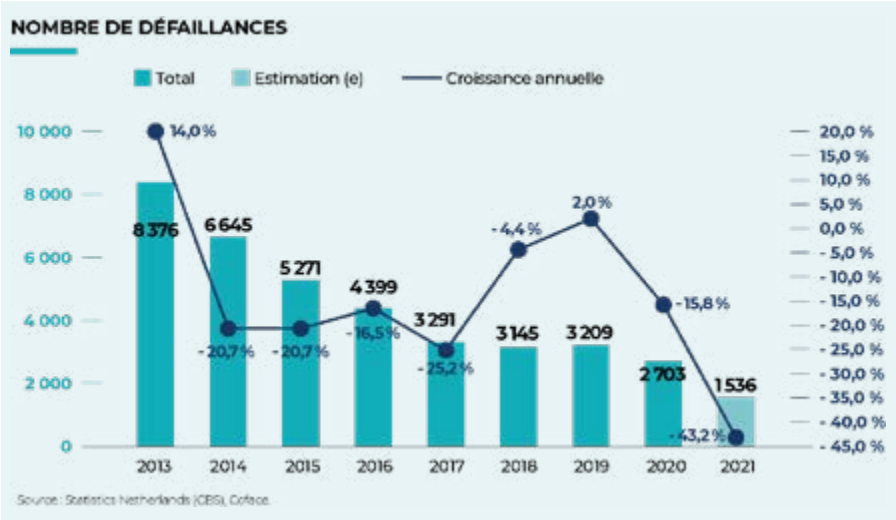
Procédure de restructuration

La restructuration de la dette d'une entreprise implique une procédure de mise en cessation de paiement. Le débiteur est temporairement libéré de ses obligations à l'égard de ses créanciers, pour pouvoir restructurer ses finances, poursuivre ses activités économiques et honorer finalement ses créances, tout cela sous la supervision d'un administrateur désigné par le tribunal. Un plan est proposé et doit être approuvé par les deux tiers des créanciers représentant les trois quarts de la dette totale.

Procédure de liquidation

Les actifs du débiteur sont liquidés par le mandataire judiciaire désigné par le tribunal. Cette procédure démarre lorsque le débiteur est déclaré en faillite. Il n'est possible de déposer une demande de mise en faillite que si au moins deux créanciers ont des créances en souffrance. Lorsque c'est le débiteur qui demande sa mise en liquidation, il n'est pas obligatoire de prouver l'existence d'autres créanciers.

Le mandataire judiciaire dresse une liste de créanciers, les actifs du débiteur sont vendus aux enchères et les produits de la vente sont ensuite répartis entre les créanciers.



PÉROU

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**33,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**6 134**
DEVISE Sol péruvien	**PEN**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	- 11,1	12,5	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	1,8	4,2	4,0
Solde public / PIB (%)	- 1,6	- 8,9	- 4,7	- 3,9
Solde courant / PIB (%)	- 0,9	0,8	- 1,6	0,5
Dette publique / PIB (%)	26,8	34,7	35,3	36,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	30 %
ÉTATS-UNIS	14 %
ZONE EURO	12 %
CORÉE DU SUD	7 %
JAPON	6 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	23 %
CHINE	18 %
ZONE EURO	9 %
ARGENTINE	6 %
BRÉSIL	5 %

- Adhésion à l'Alliance du Pacifique, à la Communauté andine et à l'Accord global et progressif de Partenariat Trans-Pacifique (CPTTP)
- Ressources minérales, énergétiques, agricoles et halieutiques (notamment cuivre, or, zinc, combustibles minéraux, poisson, café, thé et épices)
- Faible niveau de la dette publique
- Indépendance de la banque centrale

- Dépendance aux matières premières et à la demande chinoise
- Sous-utilisation du crédit (48 % du PIB)
- Infrastructures, systèmes de santé et d'éducation inadéquats
- Secteur informel important (70 % des emplois), évasion fiscale qui maintient les recettes fiscales à un faible niveau (15 % du PIB)
- Disparités régionales (pauvreté dans les régions andines et amazoniennes)

APPRÉCIATION DU RISQUE

La croissance va décélérer, après le fort rebond de 2021

En 2022, la croissance de l'activité devrait s'essouffler, principalement sous l'effet d'une base de comparaison élevée. La consommation des ménages (66 % du PIB) progressera, sous l'effet de la reprise progressive du marché du travail, qui devrait largement contrebalancer les effets des pressions inflationnistes (alimentées par les prix de l'alimentation et de l'énergie) et le resserrement de la politique monétaire par la banque centrale. En outre, l'investissement public devrait augmenter et être principalement affecté au financement des infrastructures sociales, notamment dans l'éducation et la santé. En revanche, les perspectives d'investissement dans le secteur privé sont plus sombres, car l'incertitude entourant les politiques économiques qui seront mises en œuvre par le nouveau gouvernement a fragilisé la confiance des entreprises. Si le pays présente un fort potentiel pour les investissements miniers, l'absence d'orientations claires sur les politiques de redevances pourrait limiter son potentiel d'investissement à court terme. Enfin, les exportations (19 % du PIB) devraient continuer à bénéficier des prix élevés du cuivre et de l'agenda vert mondial qui occupe une place de plus en plus importante et entraîne une demande croissante en métal rouge (notamment pour les énergies renouvelables et les véhicules électriques). Néanmoins, les routes utilisées pour le transport des minerais sont souvent bloquées, ce qui nuit à l'activité du secteur. Ces actions sont organisées par les communautés locales concernées par les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation minière. En outre, les prix des produits agroalimentaires et de la mer, ainsi que du pétrole et du gaz, resteront favorables.

Balance des opérations courantes équilibrée et réduction du déficit budgétaire

Malgré le rebond des exportations de marchandises et l'amélioration des conditions des échanges, la balance courante est redevenue légèrement déficitaire en 2021, principalement en raison d'un creusement marqué du déficit des revenus (grâce à l'augmentation du rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères), le déficit des services restant important (les recettes des voyages n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, tandis que les coûts de transport ont explosé). Du côté du financement, les IDE se sont redressés par rapport à leur faible niveau de 2020 et ont plus que couvert le déficit de la balance des opérations courantes. À la fin du mois d'octobre 2021, les réserves internationales s'élevaient à 75,7 milliards USD (couvrant 19 mois d'importations). En outre, la dette extérieure totale au troisième trimestre 2021 représentait 43,6 % du PIB (seulement 24,5 % du PIB sont des dettes publiques à moyen et long terme). Pour 2022, une balance des opérations courantes à l'équilibre est attendue, notamment grâce au redressement des recettes des voyages, réduisant le déficit des services, et à un excédent encore important des biens. Enfin, les IDE pourraient voir leur potentiel de croissance quelque peu limité par l'environnement politique local.

Le budget 2022 s'inscrit dans une logique de réduction progressive du déficit public. En 2022, les comptes publics s'amélioreront avec la poursuite de la reprise de l'activité et l'arrêt progressif des mesures d'incitations fiscales (3 % du PIB en 2021). Les risques baissiers sont liés à l'augmentation des dépenses sociales (notamment dans l'éducation et les soins de santé), comme promis lors de la campagne électorale présidentielle.

Le président de gauche Pedro Castillo fait planer l'incertitude sur les entreprises (à court terme, du moins)

L'homme de gauche Pedro Castillo a pris ses fonctions le 28 juillet 2021, après avoir remporté en juin 2021 le second tour des élections présidentielles, battant d'une faible marge la candidate Keiko Fujimori du parti Fuerza Popular. Instituteur, dirigeant syndical et fils de paysans, Pedro Castillo n'a jamais occupé de poste électif auparavant. Sa victoire a inquiété les marchés financiers, car son parti Perú Libre se définit comme marxiste-léniniste et il a défendu la reformulation de la constitution pour accroître le rôle de l'État dans l'économie. Néanmoins, il a assoupli ses positions. Dans l'ensemble, on s'attend à ce qu'il augmente les dépenses publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et en faveur du monde rural. Ces dépenses seront financées principalement par une augmentation des redevances et des taxes sur l'exploitation minière. En outre, Julio Velarde, le directeur de la Banque centrale depuis 2006, a accepté de rester à la tête de l'institution par intérim, afin de garantir sa crédibilité. En octobre 2021, le premier ministre Guido Bellido a démissionné en raison d'une relation conflictuelle avec le secteur privé, notamment des menaces de nationalisation des entreprises exploitant les gisements de gaz. Castillo a remplacé Bellido par la gauchiste plus modérée, Mirtha Vasquez. Néanmoins, en janvier 2022, elle a démissionné, obligeant le président à renouveler à nouveau son ministère. M. Castillo ne dispose pas d'une majorité au Congrès, dominé par le centre-droit (son parti a obtenu 37 sièges sur 130, et est divisé depuis la destitution de M. Bellido entre ceux qui soutiennent le gouvernement et les partisans de la ligne dure). En outre, les partis d'opposition sont susceptibles de bloquer un éventuel processus de réforme de la constitution. Cela réduit le risque d'adopter des changements qui pourraient perturber le modèle économique actuel et feraient fuir les investisseurs.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU PÉROU

Paiement

Les virements électroniques sont préférés, quel que soit le montant des transactions concernées. Les chèques postdatés sont couramment acceptés et utilisés au Pérou. Le virement bancaire est utilisé pour des transactions de tout montant La majorité des virements électroniques de faible valeur au Pérou continue de se faire entre comptes situés dans la même banque au titre de transactions dites « intrabancaires » ou « on-us ». La lettre de change est un moyen de paiement communément utilisé pour le recouvrement de créances.

Recouvrement des créances

La hiérarchie du système judiciaire péruvien place à son sommet la *Corte Suprema* (Cour suprême), suivie de tribunaux spécialisés dans le droit civil, le droit pénal, le droit constitutionnel et le droit du travail. À l'échelon inférieur, on trouve les cours supérieures, présentes dans chaque circonscription, qui traitent des affaires relevant du droit civil et du droit commercial. Les *Juzgados Especiales* (juges spécialisés) se trouvent dans les grandes villes du pays et traitent, entre autres, des affaires civiles et commerciales. Au niveau en dessous, se trouvent les *Juzgados de Paz* (juges de paix professionnels), situés eux aussi dans les grandes villes et qui s'occupent des dossiers portant sur des montants faibles et d'autres litiges mineurs. Enfin, les *Cortes de Paz* (cours des juges de paix) se trouvent dans les villes moins peuplées et sont constituées d'un juge unique qui peut ou non avoir le statut d'avocat.

Phase amiable

Au Pérou, la phase amiable se caractérise par des appels téléphoniques, des courriers de rappel, des visites et des rencontres, l'objectif étant de négocier entre les deux parties le règlement de la créance sans déclencher de procédure judiciaire.

Procédure judiciaire

Procédure de conciliation

Conformément au droit péruvien requiert, il convient, avant d'intenter une action en justice, d'engager un processus de conciliation afin de parvenir à un accord pour régler la dette. Dans le cadre de ce processus, deux audiences sont organisées. Si aucun accord n'est trouvé, la procédure s'achève et les parties doivent signer un acte de conciliation, qui est ensuite présenté au début de la procédure judiciaire.

Procédure accélérée

Le texte ci-dessous fait référence à l'*Unidad de Referencia Procesal* (unité de référence procédurale, URP), une valeur de référence en droit péruvien : chaque URP représente 10 % de l'*Unidad Impositiva Tributaria* (unité d'imposition fiscale, UIT), utilisée dans le droit fiscal pour déterminer les assiettes, les déductions, les limites d'affectation et d'autres éléments fiscaux décidés par le législateur. Elle peut également être utilisée pour l'application de sanctions et la détermination d'obligations comptables. L'UIT est fixée en début d'année par le ministère de l'Économie.

Le droit péruvien prévoit deux procédures accélérées :

- la procédure sommaire (proceso sumarisimo) concerne les dossiers portant sur un montant inférieur à 100 URP, les juges de paix étant compétents pour les montants compris entre 50 et 100 URP. Pour déposer une contestation, le défendeur dispose d'un délai de cinq jours à compter de la notification du juge. Dans les 10 jours qui suivent ce dépôt, le juge convoque les parties pour une audience au cours de laquelle le dossier va être exposé, une nouvelle conciliation va être tentée, les pièces du dossier vont être présentées et le juge va rendre une décision ;
- la procédure abrégée (proceso abreviado) concerne les affaires portant sur un montant compris entre 100 et 1 000 URP. Lorsque le montant est compris entre 100 et 500 URP, ce sont les juges de paix qui sont compétents ; pour les montants supérieurs, ce sont les tribunaux civils. Le défendeur dispose d'un délai de 10 jours pour déposer une contestation de la requête devant le juge. L'exposition des faits et la tentative de conciliation se déroulent lors d'une seule et même audience. Si la tentative de conciliation n'a pas abouti, le juge mentionne les points contestés et les pièces à produire ou à mettre à jour. Le juge fixe à cet effet une nouvelle audience, qui doit avoir lieu dans un délai de 50 jours à compter de l'audience de conciliation.

Procédure exécutive

Lorsque la créance est avérée et ne fait l'objet d'aucune contestation, les créanciers peuvent engager une procédure exécutive. Le débiteur dispose alors d'un délai de cinq jours à compter de la réception de la notification pour soumettre sa défense. Le juge rend une décision et les parties disposent alors d'un délai de trois jours pour faire appel.

Procédure ordinaire

La procédure ordinaire concerne les affaires portant sur un montant supérieur à 1 000 URP. Le plaignant envoie une requête par écrit au tribunal. Le défendeur peut déposer une défense exposant les points qu'il entend contester dans un délai de 30 jours après réception de l'assignation. Si la réclamation est complète (c'est-à-dire qu'elle comporte tous les éléments nécessaires), le juge convoque les parties pour une audience de conciliation. Si les parties parviennent à un accord, celui-ci a la même valeur qu'un jugement. En l'absence d'un accord, le juge convoque les parties pour une audience qui doit avoir lieu dans un délai de 50 jours après l'audience de conciliation. La procédure s'achève une fois que le juge a rendu sa décision. La durée de la procédure dépend principalement de la nature du litige, du nombre de parties impliquées, des réclamations déposées, et de la charge de travail du juge qui siège. Sur la base de ces différents critères, un jugement en première instance statuant sur un litige type peut prendre environ 12 à 18 mois.

Exécution d'une décision de justice

Une décision devient exécutoire dès lors que toutes les possibilités d'appel ont été épuisées. Le juge de première instance est responsable de l'application des décisions. Il émet un titre exécutoire qui ordonne à la partie concernée de se conformer à la décision dans un délai de cinq jours ouvrables. Si la décision n'est pas appliquée au cours de cette période de cinq jours, le juge est tenu d'ordonner la saisie des biens du débiteur afin de les vendre par adjudication. Pour faire appliquer une sentence étrangère, un créancier situé au Pérou doit déposer une demande devant la cour supérieure correspondant au domicile du débiteur. La cour vérifie si la sentence étrangère est compatible avec le droit péruvien et avec les traités éventuels signés avec l'État où la sentence a été rendue. Si la sentence est jugée conforme, le juge autorise son application par les tribunaux péruviens.

Procédure d'insolvabilité

L'Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Proteccion de la Propriedad Intelectual (INDECOPI) est l'organisme administratif spécialisé qui gère la procédure d'insolvabilité.

Procédure de prévention extrajudiciaire

L'objectif de cette procédure est d'offrir au débiteur la possibilité de parvenir à un accord consensuel de restructuration de la dette avec ses créanciers. Il s'agit d'une procédure accélérée qui ne peut être engagée que par les débiteurs.

Le PARC a été créé par Indecopi pour prévenir l'insolvabilité et la faillite des entreprises qui, en raison de l'urgence sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus, manquent de liquidités pour faire face à leurs obligations.

Cette procédure est régie par le décret législatif n° 1511 et son règlement.

Avec cette procédure de faillite, Indecopi offre une alternative qui vise à rééchelonner les obligations impayées de l'entité notée, à éviter son insolvabilité, la perte d'activités et de sources d'emploi et, ainsi, à contribuer au rétablissement du crédit et à la continuité de la chaîne de paiement dans l'économie nationale.

L'adhésion au PARC est très simple, rapide et sûre, puisque toute la procédure se déroule virtuellement.

Redressement

Si les créanciers décident d'accorder une restructuration au débiteur, un plan de réorganisation leur est soumis dans un délai de 60 jours à compter de la décision de procéder à la réorganisation. La décision d'accorder une réorganisation et le plan de réorganisation doivent être approuvés par les créanciers représentant plus de 66,6 % du montant des créances admises. Dans le cadre de cette procédure, les créanciers décident s'ils autorisent ou non le débiteur à continuer de gérer la société. Une fois le plan de réorganisation approuvé et toutes les créances avant publication honorées en fonction des termes de l'accord, l'INDECOPI déclare formellement la clôture de la procédure de réorganisation.

Liquidation

Si les créanciers décident de procéder à une liquidation, un liquidateur est désigné lors de la réunion des créanciers à partir de la liste agréée par l'INDECOPI ou sous La Ley General de Sociedades 26887. Ils doivent approuver un plan de liquidation et décider si le débiteur doit être autorisé ou non à poursuivre son activité pendant la liquidation. Qu'il s'agisse d'une liquidation volontaire ou involontaire, le liquidateur doit suivre un ordre obligatoire pour le remboursement des créances. Pour conclure le processus de liquidation, le liquidateur dépose une requête auprès du registre public des sociétés afin de sanctionner la cessation d'activité de la société. Cependant, s'il reste des créanciers non remboursés, le liquidateur doit déposer une requête devant un tribunal civil afin d'obtenir une déclaration de mise en faillite.

PHILIPPINES (LES)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**108,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 323**
DEVISE Peso philippin	**PHP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,1	- 9,6	5,3	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	2,6	4,4	3,0
Solde budgétaire / PIB (%)	- 3,4	- 7,6	- 9,6	- 7,5
Solde courant / PIB (%)	- 0,8	3,6	0,4	- 1,8
Dette publique / PIB (%)	37,0	51,7	59,1	62,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

JAPON	16 %
ÉTATS-UNIS	15 %
CHINE	15 %
HONG KONG	14 %
ZONE EURO	9 %

Importations de biens % du total

CHINE	23 %
JAPON	10 %
ÉTATS-UNIS	8 %
CORÉE DU SUD	8 %
INDONÉSIE	6 %

- Une population importante, jeune (50 % a moins de 25 ans), qualifiée et maîtrisant bien l'anglais
- Diverses origines géographiques et sectorielles des envois de fonds des travailleurs expatriés (10 % du PIB)
- Secteur florissant de l'externalisation des processus métiers (BPO)
- Réduction de la pauvreté (programme Pantawid Pamilyang Pilipino)

- Niveaux d'infrastructure inadéquats, faibles recettes fiscales (14 % du PIB)
- Déficiences en matière de gouvernance et niveau de corruption élevé selon l'indice de la perception de la corruption
- Niveaux élevés d'inégalité des revenus, sous-emploi conduisant à l'expatriation
- Terrorisme dans le sud du pays
- Secret bancaire strict et casinos qui facilitent le blanchiment d'argent
- Pays exposé aux catastrophes naturelles (typhons)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance avec des risques persistants

La croissance économique devrait se rapprocher de son niveau d'avant la pandémie en 2022, mais devrait rester fragile et incertaine en raison des fréquentes restrictions, notamment dans la région métropolitaine de Manille, qui représente un tiers de l'économie. Le gouvernement vise un taux de vaccination de 80-90 % avant la réouverture des frontières. Mais la lenteur du rythme de vaccination (moins de la moitié de la population était entièrement vacciné au 1er janvier) indique que les restrictions vont probablement perdurer au moins jusqu'au début de 2022. La consommation des ménages (74 % du PIB) devrait donc se redresser progressivement jusqu'en 2022, soutenue par une augmentation des envois de fonds en provenance de l'étranger (9,7 % du PIB, les États-Unis, la Malaisie et la Corée du Sud étant les principaux pays d'origine des fonds). Toutefois, la consommation des ménages devrait également rester limitée à cause des faibles perspectives du marché du travail (le taux de chômage est passé à 8,9 % en septembre 2021) et un faible taux d'activité (59,8 % au deuxième trimestre). Les réformes en cours devraient remédier aux faiblesses structurelles du marché du travail - la stratégie nationale de relance de l'emploi devrait harmoniser les programmes d'emploi, améliorer la protection sociale et la formation. Les exportations devraient rester robustes, notamment pour les produits électroniques, et bénéficier de la reprise amorcée chez les principaux partenaires commerciaux tels que la Chine, les États-Unis et le Japon. Les pressions inflationnistes, alimentées par les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, devraient être transitoires et s'atténuer en 2022 - la banque centrale (BSP) anticipe un retour de l'inflation dans la fourchette cible de 2-4 %, à 3,2-3,3 %. Le retour à la normalisation des politiques aux États-Unis pourrait inciter la BSP à commencer à resserrer sa politique monétaire d'ici la fin du premier semestre 2022. La confiance des entreprises devrait s'améliorer progressivement et les entrées d'IDE devraient connaître une reprise. Les infrastructures publiques avec le programme phare de Duterte « Build, Build, Build » devraient probablement continuer de stimuler les investissements, mais l'interdiction des dépenses en période préélectorale pour les projets d'infrastructure entrera en application au début de 2022 et pourrait retarder certains projets en cours de réalisation.

Réduction du déficit budgétaire et retour du déficit de la balance courante

Le déficit budgétaire devrait se réduire grâce à l'augmentation prévue des recettes, soutenues par une reprise économique plus forte. Le gouvernement anticipe une réduction du déficit budgétaire de 9,6 % à 7,5 %. La majeure partie du budget est allouée aux services sociaux (près de 38 %), l'accent étant mis sur l'éducation, les infrastructures et la protection sociale. La majeure partie du financement du déficit (77 %) est assurée par le marché intérieur.

La balance des paiements s'est renforcée pendant la pandémie, se traduisant par un excédent de la balance courante qui a soutenu l'appréciation du peso et l'accumulation de réserves. Toutefois, cette situation est appelée à se normaliser. La balance courante devrait connaître un léger déficit en raison d'une augmentation du déficit des échanges de biens, qui ne sera que partiellement compensée par la poursuite de la reprise des envois de fonds en provenance de l'étranger. Malgré une forte demande extérieure de produits électroniques, le déficit commercial devrait se creuser en raison d'une augmentation prévue des importations, car la demande intérieure devrait progressivement se redresser tandis que les matières premières devraient rester chères. Le tourisme (12,7 % du PIB en 2019) devrait se redresser lentement grâce au déploiement de la vaccination. Le peso flottant devrait s'affaiblir, mais les réserves des Philippines sont abondantes, représentant 9,4 mois d'importations en août 2021, et devraient permettre aux autorités de disposer d'une marge de manœuvre pour contrer une dépréciation de la monnaie.

Les prochaines élections pourraient menacer ou retarder les réformes et la capacité à élaborer des politiques

Rodrigo Duterte achève son unique mandat de six ans en mai 2022 et ne pourra pas se représenter en vertu de la constitution philippine. Son programme était principalement axé sur la lutte contre le trafic de drogue, la santé, l'éducation et les infrastructures. La pandémie a toutefois ralenti son programme, en particulier dans le domaine des infrastructures : seuls 11 des 119 projets du programme « Build, Build, Build » avaient été achevés en novembre 2021. Ferdinand Marcos Jr qui se présente à la présidence, a choisi Sara Duterte, la fille de Rodrigo, comme vice-présidente. Mme Duterte apportera l'héritage de son père, ce qui permettra d'atténuer l'impopularité du fils de l'ancien dictateur philippin auprès des électeurs et des militants qui n'ont pas oublié la loi martiale de 1972.

Au plan extérieur, le nouveau gouvernement pourrait durcir sa position à l'égard de la Chine et annuler plusieurs projets soutenus par le gouvernement chinois. Alors que le gouvernement chinois avait l'intention d'accorder 24 milliards d'USD sous forme de prêts à taux réduit et d'investissements directs, seuls quelques-uns se sont concrétisés - trois sont en cours d'élaboration. En outre, les navires chinois ont intensifié leurs activités dans les territoires contestés qui sont revendiqués par les Philippines en mer de Chine méridionale. Il reste donc de nombreux candidats potentiels pour contester la position politique accommodante de Duterte vis-à-vis de la Chine.

POLOGNE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	38,0
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	15 699
DEVISE Zloty polonais	PLN

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,7	- 2,5	5,5	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	3,7	5,2	5,9
Solde public / PIB (%)	- 0,7	- 7,1	- 3,4	- 1,9
Solde courant / PIB (%)	0,8	3,4	2,5	2,6
Dette publique / PIB (%)	45,6	57,4	55,0	52,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	29 %
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	6 %
ROYAUME-UNI	6 %
FRANCE	6 %
ITALIE	4 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	27 %
CHINE	10 %
PAYS-BAS	6 %
ITALIE	5 %
RUSSIE	4 %

- Un marché de 38 millions d'habitants
- Proximité des marchés d'Europe occidentale
- Compétitivité des prix ; main-d'œuvre qualifiée et bon marché
- Intégration dans la chaîne de production allemande
- Économie diversifiée (agriculture, variété d'industries, services)
- Secteur financier résilient

- Niveau d'investissement inadéquat ; taux d'épargne domestique trop faible
- Faiblesse de la R&D ; forte proportion d'exportations dans les importations
- Retard de développement des régions de l'Est
- Chômage structurel, faible taux d'emploi des femmes
- Le différend sur l'état de droit dans l'UE

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise solide se poursuit

L'économie polonaise restera sur la voie de la reprise en 2022 - elle a retrouvé son niveau pré-pandémique au milieu de l'année 2021. La consommation des ménages (58 % du PIB) reste un élément crucial de l'économie. Son accélération sera soutenue par l'augmentation des revenus, la baisse de l'épargne des ménages, qui a grimpé en flèche pendant la pandémie, ainsi que par des modifications de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les bas salaires qui propulseront probablement leur consommation. En outre, le marché du travail a relativement bien résisté aux perturbations dues à la pandémie, le taux de chômage étant proche des niveaux antérieurs à la pandémie en octobre 2021. Parallèlement, la croissance des salaires est redevenue solide, atteignant une augmentation de 8,4 % en glissement annuel en octobre 2021. Enfin, le retour de graves pénuries de main-d'œuvre exercera une pression supplémentaire sur la croissance des salaires. Toutefois, le gain de pouvoir d'achat pourrait être limité par l'accélération de l'inflation, qui a atteint 7,7 % en novembre 2021. La hausse des prix des matières premières, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la reprise de la demande, sur fond de contraintes de capacité, l'ont alimentée. La pression sur les prix restera élevée en 2022 avec une nouvelle augmentation des prix de l'énergie, la hausse des prix du gaz naturel se répercutant sur les coûts de production des denrées alimentaires, et des prix à la production globalement élevés répercutés sur les consommateurs finaux. Les pressions inflationnistes ont incité la banque centrale à resserrer sa politique monétaire, son objectif d'inflation étant fixé à 2,5 % ± 1 p.p. de marge de tolérance. En outre, le gouvernement a mis en place le bouclier anti-inflationniste depuis le début de l'année 2022 pour juguler l'inflation. Ce programme comprend la diminution des taxes sur la valeur ajoutée et des accises sur l'énergie et le gaz naturel, une réduction des taxes sur les carburants, ainsi que la diminution de la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits alimentaires pendant six mois. Parallèlement, les ménages à faible revenu ont obtenu un avantage unique, ce qui pourrait accroître l'inflation par une consommation plus élevée.

Les investissements devraient rester robustes après leur accélération en 2021, liée à une utilisation croissante des capacités. Même de nouvelles hausses des taux d'intérêt ne devraient pas entamer la volonté des entreprises d'investir davantage dans les actifs fixes grâce à leur situation financière favorable.

Le déficit budgétaire s'est réduit

En 2022, le ratio du déficit des administrations publiques au PIB devrait encore diminuer grâce à la suppression progressive des mesures liées à la pandémie et à la nette reprise économique. Les recettes provenant des impôts indirects devraient augmenter malgré l'introduction d'un nouveau programme de relance coûteux appelé « Polish Deal ». Ce paquet fiscal est axé sur la réduction des impôts pour la classe moyenne et l'augmentation des dépenses de santé, ainsi que sur des investissements dans les infrastructures (un réseau de voies rapides, des lignes ferroviaires, le nouvel aéroport central polonais, des infrastructures culturelles et sportives dans les municipalités et des infrastructures numériques) qui devraient stimuler l'économie à partir de 2022. L'augmentation de la charge fiscale pour la partie la plus riche de la société ne compensera pas son allègement pour les contribuables à faibles et moyens revenus.

Le solde du compte courant était devenu positif en 2019 et est resté dans le vert les années suivantes, y compris dans nos prévisions pour 2022. Cela repose sur le commerce des services, qui continue d'afficher le plus grand excédent, soutenu par les services de transport à l'étranger, et l'excédent du commerce des biens. Malgré la contraction de la demande extérieure au début de la pandémie, les exportations polonaises ont rebondi relativement vite grâce à leur compétitivité et à leur inclusion dans les chaînes d'approvisionnement manufacturières. En 2022, les exportations devraient augmenter, mais les contraintes d'approvisionnement seront un frein à leur accélération. En outre, l'augmentation des importations, soutenue par la reprise intérieure, limitera la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB.

L'avance du parti au pouvoir ébranlée par des défections

Le parti de droite au pouvoir, Droit et Justice (PiS), a remporté de justesse un second mandat lors des dernières élections législatives d'octobre 2019. Toutefois, son emprise sur le pouvoir s'est affaiblie après avoir perdu le contrôle de la chambre haute (Sénat) et n'a pas réussi à accroître sa majorité absolue dans la chambre basse (Sejm), plus puissante. En outre, des tensions au sein de la coalition ont éclaté en 2020 lorsque les partis juniors, Pologne unie (SP) et Accord, ont refusé de soutenir la législation proposée par le PiS, ce qui a entraîné un remaniement ministériel. Le PiS a perdu la majorité absolue à la chambre basse, mais bénéficie toujours du soutien de plusieurs non-membres lors du processus de vote. Sur le plan extérieur, les relations avec la Commission européenne restent tendues, ce qui rend incertain le versement des fonds de relance de l'UE, qui, s'ils ne sont pas versés, pourraient freiner la reprise. Ces désaccords ont déjà entraîné une dépréciation de la monnaie polonaise. En décembre 2021, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a recommandé à cette dernière de rejeter les deux actions en justice intentées par la Hongrie et la Pologne contre le mécanisme de conditionnalité de l'état de droit introduit en 2020 pour ces fonds. Les deux pays, qui sont les cibles de cette mesure, ont allégué que le mécanisme manquait d'une base juridique appropriée, était incompatible avec le traité de l'UE et violait le principe de sécurité juridique. En outre, la crise migratoire à la frontière entre la Pologne et le Belarus fin 2021 a également apporté des risques supplémentaires.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN POLOGNE

Paiement

Les lettres de change normalisées et les chèques ne sont pas très utilisés, car ils doivent satisfaire un certain nombre d'exigences d'émission officielles pour être valides. Toutefois, pour les lettres de changes et les chèques refusés ou contestés, les créanciers peuvent recourir à des procédures accélérées résultant en une injonction de payer. Il existe, cependant, un type de lettre de change couramment utilisé : le weksel in blanco. Il s'agit d'un billet à ordre incomplet, comportant uniquement le terme « weksel » ainsi que la signature de l'émetteur au moment de l'émission. La signature constitue une promesse irrévocable de payer et cet engagement est exécutoire lors du remplissage du billet à ordre (avec le montant, le lieu et la date du paiement), conformément à un accord préalable conclu entre l'émetteur et le bénéficiaire. Les weksels in blanco sont très utilisés, car ils constituent une garantie de paiement dans des accords commerciaux et dans les rééchelonnements de paiements.

Les paiements en espèces étaient couramment utilisés en Pologne par les particuliers et les entreprises, mais en vertu de la loi de 2018 sur le droit des affaires *(Ustawa - Prawo przedsiębiorców*), les sociétés sont tenues de procéder à des règlements par l'intermédiaire de comptes bancaires pour toute transaction dépassant la somme ou l'équivalent de 15 000 złotys polonais, même lorsqu'elle est payable en plusieurs versements. Cette mesure a été introduite pour lutter contre le blanchiment d'argent frauduleux.

Les transferts bancaires représentent aujourd'hui la méthode de paiement la plus utilisée. Étant donné des périodes de privatisation et de consolidation, les principales banques polonaises utilisent désormais le réseau SWIFT.

Recouvrement des créances

Procédures à l'amiable

Le recouvrement de dette à l'amiable est la première étape de la procédure de recouvrement de dette en Pologne. Ces actions incluent des rappels et/ou des demandes de paiement. Ces communications servent généralement à obtenir le remboursement d'une dette en suspens, à avertir le débiteur d'autres actions officielles, à obtenir une reconnaissance de dette, à conclure un accord entre le créancier et le débiteur, basé sur la reconnaissance de sa dette, et à obtenir un engagement à procéder au remboursement convenu.

Depuis 2004, l'intérêt peut être réclamé à partir du 31e jour suivant la livraison d'un produit ou d'un service, même si les parties ont convenu de délais de paiement plus longs. Le taux d'intérêt légal sera appliqué à partir du 31e jour jusqu'à la date de paiement contractuelle. Par conséquent, dans le cas de paiement en retard, le taux de pénalité fiscale s'appliquera. Celui-ci est souvent plus élevé que le taux d'intérêt légal, sauf si les parties contractantes ont convenu d'un taux d'intérêt supérieur.

Un projet de loi de mise en œuvre de la directive 2011/7/UE de 2011 sur la « lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales » fournit aux parties contractantes des délais maximums de paiement de 60 jours. De même, un intérêt par défaut est dû le jour avant la date butoir, sans qu'un avis formel soit nécessaire. En mettant en œuvre la directive de l'UE, la Pologne a introduit de nouvelles règles concernant la compensation des défauts de paiement dans les transactions commerciales. Ces règles obligent les débiteurs à payer des frais de recouvrement lorsque le délai de paiement expire. Le montant défini est un montant forfaitaire de 40 EUR, mais il est possible de demander un montant plus important s'il est prouvé que les frais de recouvrement sont supérieurs.

Procédures juridiques

Procédures accélérées

Les créanciers peuvent demander une injonction de payer (*nakaz zapłaty*) via une procédure accélérée et moins coûteuse, à condition qu'ils puissent présenter une preuve de la dette (comme des lettres de change impayées, des chèques impayés, des *weksels in blanco*, ou autres reconnaissances de dettes). Si le juge n'est pas convaincu de la substance de la réclamation (décision que lui seul est autorisé à prendre), il peut renvoyer l'affaire en vue d'un procès complet.

Depuis 2010, le tribunal de district de Lublin est compétent dans toute la Pologne pour traiter les injonctions électroniques de payer lorsque les réclamations sont incontestables. Le greffier du tribunal examine le bien-fondé de la demande, à laquelle est annexée une liste des preuves disponibles. Puis, à l'aide d'une signature électronique, il valide la décision accordant l'injonction de payer. Cette procédure semble, de prime abord, être rapide, économique et flexible mais, en réalité, le très grand nombre de cas fait que ce processus peut être lent et fastidieux.

Procédures ordinaires

Les procédures ordinaires sont en partie écrites et en partie orales. Les parties remplissent des demandes accompagnées de tous les documents justificatifs (copies originales ou certifiées). Les plaidoiries orales, avec les parties, leurs avocats et leurs témoins, sont entendues à la date d'audience principale. Pendant ces procédures, le juge doit tenter une conciliation entre les parties.

Les procédures judiciaires standards peuvent également être rapides et efficaces lorsque le créancier peut fournir des documents indiquant clairement le montant de la dette et la confirmation de la livraison des marchandises (ou la réalisation en bonne et due forme de la prestation de services), tout particulièrement si les documents ont été signés par le débiteur. Le tribunal émet une injonction de payer qui stipule que le débiteur doit payer le montant de la dette dans un délai de deux semaines, ou renvoyer une argumentation écrite dans le même délai. Cependant, lors de procédures standards, il est assez facile pour le défendeur de reporter l'affaire. Lorsque le défendeur débat à propos de l'injonction de payer pendant ce type de procédure, cela peut prendre du temps jusqu'à obtenir un verdict final, en raison d'un manque de juges et du grand nombre de cas.

Exécution d'une décision de justice

Lorsque toutes les possibilités d'appel ont été utilisées, un jugement devient définitif et applicable. Si le débiteur ne se conforme pas au jugement, le créancier peut demander que le tribunal ordonne un mécanisme de mise en application obligatoire de la décision, via un huissier. Concernant les sentences étrangères rendues dans des pays de l'UE, des mécanismes particuliers, comme l'injonction de paiement de l'UE ou le titre exécutoire de l'UE, peuvent être utilisés pour des réclamations non contestées. Les sentences rendues dans des pays non membres de l'UE sont reconnues et appliquées, à condition que le pays émetteur soit l'une des parties à un accord bilatéral ou multilatéral avec la Pologne.

Procédure d'insolvabilité

Procédures de restructuration

La réforme de 2015 sur la loi sur l'insolvabilité polonaise a introduit quatre nouveaux types de procédures de restructuration qui visent à éviter la faillite de l'entité insolvable ou des sociétés en difficulté.

Les « procédures d'approbation d'accord » sont disponibles aux débiteurs qui sont capables de parvenir à un accord avec la majorité des créanciers sans l'intervention du tribunal et si la somme de la dette en question n'excède pas 15 % du total des créances. Le débiteur continuera à gérer ses biens, mais il devra nommer un superviseur, qui préparera un plan de restructuration. Les créanciers approuvent la proposition via un vote.

Les « procédures d'accord accélérées ». Celles-ci sont également disponibles si la somme de la dette en question n'excède pas 15 % du total des créances. La procédure est simplifiée quant à l'admissibilité des demandes assorties de droits de vote. Les créanciers ne peuvent effectuer des réserves que via une liste de créances préparées par un administrateur ou un superviseur nommé par le tribunal. Les biens du débiteur continueront à être gérés par le débiteur-exploitant, mais un superviseur sera nommé par le tribunal pour surveiller la gestion.

La « procédure d'accord standard » est disponible pour les dettes excédant 15 % du total des créances. Avec ces procédures, le tribunal sécurise les biens du débiteur en nommant un superviseur temporaire.

Les « procédures de correction » proposent les options de restructuration ainsi que l'étendue de protection des biens du débiteur contre les créanciers les plus larges. La nomination d'un administrateur pour gérer les biens du débiteur est obligatoire.

Procédures de faillite

Les procédures de faillite ne peuvent être déclarées que lorsqu'un débiteur est devenu « insolvable ». Il existe deux tests d'insolvabilité : le test de liquidité et le test du bilan. Les deux ont pour but de liquider les biens de la société en faillite et de distribuer les produits parmi les débiteurs. L'ensemble de la procédure est mené par les tribunaux, bien que la réforme de 2015 ait donné aux créanciers détenant des créances importantes le droit d'influencer la législation anti-crise polonaise (appelée « bouclier anti-crise ») ; elle affecte dans une faible mesure les questions liées aux créances en espèces dans les relations d'entreprise à entreprise, bien que les créances résultant de contrats de location d'installations commerciales de plus de 2000 mètres carrés fassent ici exception. À cet égard, l'obligation de payer le loyer a été temporairement suspendue pendant toute la période de blocage.

COVID - 19 Les solutions les plus importantes introduites par cette législation concernent les procédures de faillite ; ainsi la responsabilité des membres du conseil d'administration pour défaut de dépôt de bilan a été suspendue. Cela a entraîné une diminution du nombre de demandes de mise en faillite (au lieu de l'augmentation prévue) dans la phase initiale de la pandémie. Le bouclier anti-crise a également annoncé un nouveau type de procédure de restructuration, à savoir la procédure de restructuration simplifiée. Cette procédure est similaire à la procédure d'approbation d'un arrangement, qui n'a pas été populaire jusqu'à présent. L'ouverture de cette procédure est associée à des privilèges incontestables pour le débiteur, tels que la suspension des obligations des créanciers pour une période maximale de quatre mois pendant que le tribunal approuve les arrangements conclus avec les créanciers. Pendant cette période, il est impossible pour les créanciers de résilier les contrats ou d'entamer des titres de procédures d'exécution (comme les décisions de justice ou les ordres de paiement). Tout cela est lié à une restriction mineure dans la gestion de l'entreprise du débiteur. Jusqu'à présent, on observe l'ouverture d'un certain nombre de ces procédures.

PORTUGAL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	22 149
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,7	- 8,4	4,9	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,3	- 0,1	1,0	1,9
Solde public / PIB (%)	0,1	- 5,8	- 4,4	- 3,6
Solde courant / PIB (%)	0,4	- 1,1	- 1,1	- 0,3
Dette publique / PIB (%)	116,6	135,2	128,0	123,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ESPAGNE	25 %
FRANCE	14 %
ALLEMAGNE	12 %
ROYAUME-UNI	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %

Importations de biens % du total

ESPAGNE	32 %
ALLEMAGNE	13 %
FRANCE	7 %
PAYS-BAS	6 %
ITALIE	5 %

- Potentiel en matière d'énergies renouvelables (hydroélectrique, éolienne et photovoltaïque)
- Absorption des fonds européens supérieure à la moyenne
- Faible coût de la main-d'œuvre et industrie manufacturière naissante (produits alimentaires et électroniques)
- Attrait croissant pour les talents étrangers

- Secteur manufacturier sous-développé à faible et moyenne valeur ajoutée
- Forte exposition aux secteurs sensibles à la pandémie (tourisme, textile, pièces détachées automobiles)
- Système juridique qui fonctionne lentement
- Mauvaise qualité des portefeuilles bancaires ; taux élevé de créances douteuses
- Insuffisances croissantes en matière d'infrastructures

APPRÉCIATION DU RISQUE

Accélération de la reprise en 2022 grâce au rebond du tourisme

L'économie a été particulièrement affectée par la pandémie, en raison de sa dépendance au secteur du tourisme (17 % du PIB, 50 % des exportations de services en 2019), dont la reprise restait inachevée à l'été 2021, avec encore un tiers de touristes étrangers en moins que deux ans auparavant. Ainsi, fin septembre 2021, le PIB était 3 % en-dessous de son niveau d'avant-crise, tandis qu'il était, en moyenne, seulement 0,5 % inférieur en zone euro. En 2022, l'activité devrait accélérer, grâce à une campagne de vaccination extrêmement efficace (87 % de la population était totalement vaccinée en novembre 2021), qui devrait permettre d'éviter la mise de place de restrictions aussi drastiques que lors des deux années précédentes. Le cas échéant, la consommation domestique devrait aussi rester dynamique, les ménages disposant encore d'une importante épargne (taux d'épargne encore à 11,5 % du revenu disponible brut mi-2021, contre 7 % avant la crise) constituée pendant la crise. En outre, leur pouvoir d'achat sera soutenu par la poursuite de la baisse du taux de chômage, qui avait culminé à 8,2 % en août 2020, avant de refluer rapidement vers son niveau d'avant-crise (6,3 % un an après). Toutefois, comme dans le reste de la région, le rebond de l'activité sera freiné, particulièrement dans l'important secteur automobile (15 % des exportations de biens en 2019), par les difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement qui avaient atteint, fin 2021, leur plus haut niveau depuis deux décennies dans l'industrie (13 % des entreprises les citant comme principale entrave). Les difficultés de recrutement, à leur plus haut depuis 2008, persisteront également dans le contexte de la reprise en 2022. En parallèle, l'investissement des entreprises devrait rester dynamique face à la nécessité d'accroître les capacités de production, dont le taux d'utilisation était déjà supérieur au niveau d'avant-crise à fin septembre 2021. Le pays étant l'un des principaux bénéficiaires des fonds européens, avec 13,9 milliards EUR de subventions (6,5 % du PIB 2019) – auxquelles s'ajoutent 2,7 milliards EUR de prêts – pour la période 2021-2026, l'activité sera tirée au cours des prochaines années par les investissements dans la transition énergétique, les infrastructures et la transformation digitale.

Vers une réduction du double déficit

Malgré une augmentation de l'investissement public de 30 % et une baisse de l'impôt sur le revenu pour une partie de la classe moyenne, via l'ajout de deux nouvelles tranches d'imposition, le budget 2022 devrait permettre au déficit public de rester sur une tendance baissière, grâce au rebond de l'activité et des recettes fiscales importantes. Rejeté fin 2021 par certains membres de la coalition de gauche, ce budget devrait être finalement approuvé par la nouvelle majorité socialiste dès le premier trimestre 2022. Le déficit et la dette publique devraient donc continuer de se réduire en 2022.

Constamment excédentaire entre 2013 et 2019, le compte courant est depuis devenu déficitaire, du fait la chute des revenus touristiques. Si la balance des biens est largement déficitaire (6 % du PIB en 2020), elle était, jusqu'à l'irruption de la pandémie, plus que compensée par l'excédent des services (plus de 8 % du PIB en 2019), alimenté par les revenus du tourisme. Le rebond attendu du secteur devrait donc permettre une réduction du déficit courant en 2022. Par ailleurs, la balance des revenus est relativement équilibrée, les remises de la diaspora portugaise permettant de suppléer les dividendes rapatriés par les investisseurs étrangers. En 2020, le pays affichait la troisième dette extérieure nette de l'Union européenne (87 % du PIB), derrière Chypre et la Grèce.

Majorité absolue pour le Premier ministre António Costa

Après deux ans au pouvoir, la coalition de gauche dirigée par António Costa (PS), n'avait pas survécu au rejet du budget 2022 - une première depuis l'avènement de la démocratie en 1974 - par ses partenaires du Bloc de gauche (BE) et de la Coalition Démocratique Unitaire (CDU, union des communistes et des écologistes). Début novembre 2021, le Président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, avait ainsi dissout le Parlement et convoqué des élections législatives anticipées en janvier 2022. Celles-ci ont permis au PS d'obtenir la majorité absolue au Parlement avec 117 sièges sur 230 (soit 9 sièges de plus qu'en 2019), et d'être, cette fois, en mesure de gouverner sans le soutien de ses anciens alliés. Le BE (5 sièges, - 14 par rapport à 2019) et la CDU (6 sièges, - 6) ont été les grands perdants des élections anticipées. De l'autre côté du spectre politique, si le principal parti d'opposition reste le PSD (centre-droite, 76 sièges), la principale percée est à mettre au crédit du parti d'extrême-droite Chega (12 sièges, contre 1 seul en 2019), devenu la troisième force politique du pays. Dans cet échiquier politique recomposé, António Costa bénéficiera, pour son troisième mandat, d'une stabilité inédite depuis plus d'une décennie.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU PORTUGAL

Paiement

L'emploi des chèques est fréquent au Portugal et les plans de paiement avec des chèques postdatés, payables sur présentation, sont monnaie courante. Si le compte bancaire présente une provision insuffisante, les chèques sont payés par la banque jusqu'à 150 EUR. Si un particulier ou une société émet un chèque sans provision, il n'est plus autorisé à encaisser ou à émettre de nouveaux chèques pendant une durée maximum de deux ans (voire six ans sur décision de la cour).

Les lettres de change sont souvent utilisées lors des transactions commerciales au Portugal. Pour être valide, une lettre de change doit être soumise au droit de timbre, dont le taux est fixé chaque année dans le budget de l'État. Une lettre de change est généralement réputée indépendante du contrat y afférent.

Les chèques, les lettres de change et les billets à ordre offrent des garanties effectives aux créanciers contre les défauts de paiement. Ces instruments ont force exécutoire et permettent aux créanciers d'ouvrir une « procédure d'exécution ». Dans le cadre d'une telle procédure, le créancier peut demander au tribunal de lui délivrer un titre exécutoire et le notifier ou le signifier au débiteur. Si le débiteur ne rembourse toujours pas sa dette, le créancier peut demander à l'auxiliaire de justice de lui délivrer une ordonnance de saisie portant sur les biens du débiteur.

Les entreprises portugaises effectuent souvent des virements électroniques *via* le réseau SWIFT, car ils constituent un moyen de paiement rapide, fiable et économique. Si l'acheteur n'effectue pas de virement, le recours juridique consiste à ouvrir une procédure ordinaire ou en référé en s'appuyant sur une facture impayée.

En cas de défaut de paiement, les créanciers ne sont pas tenus d'émettre un avis de protêt avant d'intenter une action en justice. Toutefois, un tel avis peut être utilisé pour rendre l'affaire publique et exercer une pression sur les débiteurs afin de les inciter à satisfaire leurs obligations, même tardivement.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le recouvrement amiable commence lorsque le débiteur reçoit quatre demandes de paiement du montant principal. Le paiement d'intérêts sur le principal peut être réclamé, mais il est souvent difficile à obtenir au Portugal. Les accords de paiement conclus entre les créanciers et les débiteurs peuvent prévoir des garanties visant à s'assurer que le paiement sera effectué comme convenu.

Depuis 2004, les taux d'intérêt sont fixés par le Trésor public. Ils sont publiés chaque année dans le *Diário da República* pendant la première quinzaine de janvier et juillet et sont valables six mois. Ces taux s'appliquent par défaut, sous réserve de l'existence d'une clause contraire dans la convention commerciale conclue entre les parties.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

La procédure d'injonction de payer (*Injunção*), qui s'applique pour les créances commerciales non contestées, a été créée en mars 2003. Cette procédure, quel que soit le montant en question, est confiée au tribunal dont la juridiction est celle où l'obligation a force exécutoire ou celle du domicile du débiteur. Depuis septembre 2005, ces injonctions peuvent également être notifiées par voie électronique. Le bureau national des injonctions (*Balcão Nacional de Injunções*, BNI) est le seul qui soit compétent pour le traitement électronique des injonctions de payer sur toute l'étendue du territoire.

Procédure ordinaire

En cas de contestation des créances, les créanciers peuvent ouvrir une procédure déclarative (*acção declarativa*) officielle, plus coûteuse, pour requérir un jugement constatant leur droit au paiement. Dès lors que le tribunal a été saisi et le débiteur notifié, ce dernier dispose de trente jours pour produire une défense. À défaut, le tribunal est en droit de prononcer un jugement par défaut. Si le juge se prononce en faveur du créancier, il peut lui accorder des dommages-intérêts, à condition que celui-ci en ait fait la demande. Dans ce cas, une procédure d'exécution (*acção executiva*) doit être ouverte pour garantir l'exécution de la décision.

En vertu du Code civil dans sa version amendée, tout acte original établi sous seing privé (c'est-à-dire, tout document écrit délivré à un fournisseur) dans lequel l'acheteur reconnaît expressément sa créance est réputé être un accord ayant force de loi. Depuis le dernier amendement du Code civil en 2013, les plans de paiement établis par écrit et signés peuvent permettre d'ouvrir une « procédure d'exécution » uniquement s'ils sont certifiés conformes par un notaire.

Dans le cadre de la réorganisation récente des tribunaux portugais, qui a commencé en 2004, davantage de tribunaux spécialisés en droit des affaires ont été créés. Le nombre de tribunaux de première instance a été ramené à 23 (dans chaque capital de circonscription), contre 21 sections spécialisées (*Secções de Competência Especializada*) dans le droit des affaires (*secção de Comercio*). Ces dernières traitent en particulier les cas d'insolvabilité et les affaires impliquant des sociétés commerciales. Durant cette même période, 16 sections spécialisées dans les procédures d'exécution (*Secções Especializadas*) ont également été mises en place.

Au Portugal, les actions en justice peuvent durer plusieurs années en fonction de la complexité des cas. Les procédures d'exécution peuvent être accélérées en fonction des actifs existants.

Exécution d'une décision de justice

Lorsque toutes les voies de recours ont été épuisées, le jugement devient définitif et exécutoire. Si le débiteur ne respecte pas le jugement, le créancier peut requérir des mesures d'exécution forcée auprès du tribunal *via* une ordonnance de saisie ou le remboursement de la créance auprès d'un tiers-saisi (saisie-attribution).

Concernant l'application des décisions de justice rendues par d'autres pays membres de l'UE, le Portugal a adopté des mécanismes d'exécution spécifiques, comme le titre exécutoire européen (pour les créances non contestées) et la procédure européenne de règlement des petits litiges. Les décisions rendues par les pays hors UE peuvent être reconnues et exécutées sous réserve que le pays émetteur ait conclu un accord bilatéral ou multilatéral avec le Portugal.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

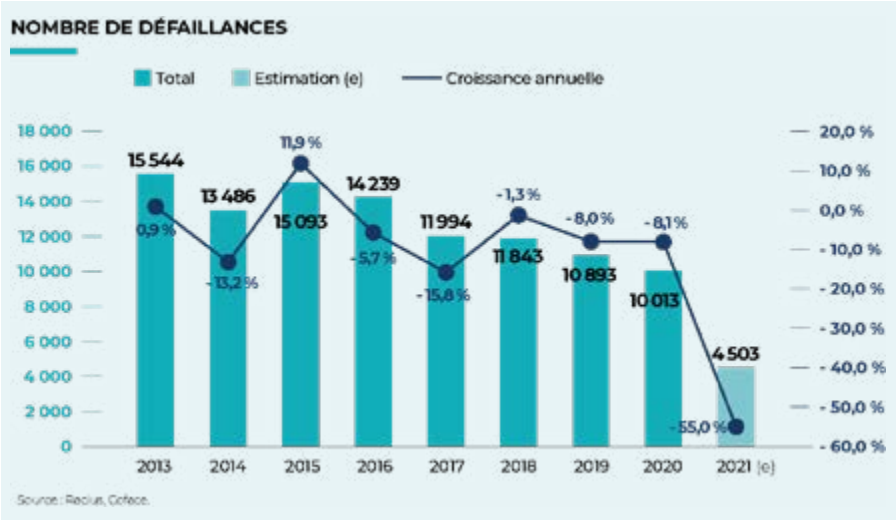
Une procédure administrative extrajudiciaire spéciale (*Regime Extra Juditial de Recuperação de Empresas*, RERE) s'applique depuis le 1er juillet 2017. Des médiateurs spécialisés sont chargés d'assurer le bon déroulement de cette procédure visant à restructurer les dettes des sociétés. L'objectif est de permettre aux créanciers et aux débiteurs de trouver un compromis de manière confidentielle et consensuelle.

Procédure de restructuration

Les réformes mises en œuvre en 2012 prévoient l'instauration d'une procédure de sauvegarde spéciale (*Processo Especial de Revitalizaçao*, PER). Celle-ci vise à assurer le recouvrement des créances des débiteurs en « situation économique difficile » sans passer par une procédure d'insolvabilité. Les dirigeants doivent obtenir l'autorisation de l'administrateur judiciaire temporairement désigné pour effectuer certains « actes particulièrement importants ». Durant cette procédure, l'administrateur prépare un plan de redressement qui nécessite l'approbation des créanciers et du juge.

Faillite

La législation en matière de faillite prévoit également une procédure d'insolvabilité (*Processo de Insolvência*). L'objectif premier est de garantir le paiement des créanciers de la société en établissant un plan d'insolvabilité. Le plan d'insolvabilité peut prévoir la restructuration de la société et le maintien de son activité. En cas d'impossibilité, le patrimoine insolvable est liquidé et le produit qui en résulte est distribué aux créanciers.



QATAR

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	54 185
DEVISE Riyal qatarien	QAR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,8	- 3,6	3,7	4
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 0,7	- 2,7	2,5	3,2
Solde public / PIB (%)	4,9	1,3	2,8	5,7
Solde courant / PIB (%)	2,4	- 2,4	4,0	4,0
Dette publique / PIB (%)	62,3	72,1	59	53

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

JAPON	16 %
CHINE	15 %
INDE	14 %
CORÉE DU SUD	13 %
SINGAPOUR	7 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	20 %
ÉTATS-UNIS	16 %
CHINE	15 %
ROYAUME-UNI	7 %
INDE	5 %

- Troisième rang des réserves mondiales de gaz naturel, réserves pétrolières importantes
- Faible dette publique, comptes publics solides
- Stabilité sociale et politique intérieure, revenu par habitant élevé
- Environnement favorable aux entreprises, jusqu'à 100 % de participation étrangère autorisée dans tous les secteurs, faible taux d'imposition des sociétés
- Risques géopolitiques réduits, conformément aux efforts de réconciliation du CCG
- Infrastructures et services logistiques efficaces

- Petite économie, principalement dépendante des hydrocarbures
- Exposition à la volatilité des prix de l'énergie

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance résiliente en 2022

La forte demande de gaz et la hausse des prix associée, la tenue de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 et la réouverture de l'économie parallèlement à la campagne de vaccination continueront de soutenir la croissance en 2022. En novembre 2021, 76 % de la population totale du Qatar avait été entièrement vaccinée. Les autorités ont annoncé la suppression de toutes les restrictions de mobilité à la fin du mois de juillet 2021, ce qui continuera de renforcer la confiance des consommateurs et des entreprises. La consommation privée (25 % du PIB) va s'accélérer avant et pendant la Coupe du monde de football de la FIFA prévue en novembre 2022. La relance du tourisme, en lien avec l'achèvement de la campagne de vaccination dans les pays d'origine et l'organisation de la Coupe du monde, sera également bénéfique pour le secteur. Les recettes touristiques (environ 10 % du PIB en temps normal) devraient augmenter en 2022 pour atteindre 8 milliards d'USD, après avoir chuté à environ 4 milliards d'USD en 2021. De plus, la levée du blocage par ses voisins permettra au Qatar de bénéficier d'un niveau plus élevé de recettes touristiques. En effet, 30 % du total des arrivées de touristes au Qatar provenaient du Moyen-Orient en 2019. Dans le cadre du programme Vision 2030, les autorités ont prévu d'investir jusqu'à 6,9 milliards de dollars dans des projets de transport et d'infrastructures en amont de la Coupe du monde et près de 3 milliards dans des installations et des projets spécifiques à l'événement. Ces investissements auront moins de retombées positives à l'échelle nationale par rapport à la moyenne 2015-2019, car bon nombre des projets liés à la Coupe du monde sont sur le point d'être achevés. Toutefois, la volonté du Qatar de développer ses actifs gaziers et pétroliers soutiendra les investissements (40 % du PIB). Qatar Petroleum a annoncé son intention d'allouer 82,5 milliards USD en dépenses d'investissement entre 2021-2025, principalement pour développer ses actifs pétroliers et gaziers existants. Les données officielles indiquent que le pays compte une centaine d'hôtels et de projets d'hébergement liés au tourisme en cours de réalisation, avec plus de 21 000 chambres en construction. Les données révèlent que le Qatar comptera près de 185 hôtels et appartements avec services d'ici à la fin 2022. L'amélioration des relations avec les voisins créera de nouvelles opportunités pour le Qatar d'attirer des investissements.

Des comptes extérieurs et budgétaires solides

La position extérieure du Qatar restera solide grâce aux excédents continus de la balance courante résultant du niveau élevé des prix et de la demande d'énergie. Toutefois, la décision du Qatar de réduire les prix de ses exportations de gaz afin de se développer sur les marchés au comptant asiatiques pèsera sur les recettes d'exportation. Les exportations d'hydrocarbures (90 % des exportations totales) augmenteront progressivement en fonction de l'expansion du champ gazier du Nord. D'autre part, l'achèvement de nombreux projets liés à la Coupe du monde fera baisser la demande d'importations en 2022.

La croissance des revenus des hydrocarbures soutiendra les recettes fiscales dans un contexte de hausse de l'activité. L'introduction probable d'une TVA de 5 %, probablement avant la Coupe du monde, soutiendra également ces recettes. Néanmoins, les recettes seront toujours principalement tributaires des recettes des hydrocarbures (40 % des recettes totales). Les dépenses budgétaires diminueront en 2022 en raison de la baisse des dépenses d'investissement et de la réduction des dépenses liées à la COVID-19. La plupart des entreprises publiques ont recours aux marchés internationaux pour lever les fonds dont elles ont besoin pour réaliser de nouveaux investissements. En effet, Qatar Petroleum a vendu 12,5 milliards d'USD d'obligations en juin 2021, sa première émission. En raison de l'augmentation de l'excédent budgétaire, la situation de la dette du Qatar devrait s'améliorer au cours de la période à venir. Les actifs considérables du fonds souverain du Qatar (QIA) (estimés à environ 300 milliards d'USD, soit 170 % du PIB), en plus des réserves de change représentant près de 40 % du PIB, continueront de servir de bouclier pour protéger le pays de tout choc extérieur, réduisant ainsi les risques budgétaires.

La réconciliation avec les voisins arabes renforce le rôle de médiateur

En janvier 2021, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et Bahreïn (le quartet) ont décidé de rétablir leurs relations avec le Qatar, mettant ainsi fin au blocus instauré en 2017. Leurs relations devraient encore s'améliorer en 2022 en raison d'un besoin accru de coopération régionale dans la perspective d'un accord éventuel entre les États-Unis et l'Iran. Le Qatar continuera de jouer un rôle de médiateur dans la région, car il entretient des relations étroites avec la Turquie et l'Iran. Le Qatar et les États-Unis ont également convenu que Doha représenterait les intérêts diplomatiques des États-Unis en Afghanistan. Le pays, actuellement sous le règne de l'émir Cheikh Tamim bin Hamad al-Thani, maintiendra sa stabilité politique intérieure dans la période à venir, grâce à son revenu par habitant élevé. En revanche, le pays sera plus vulnérable à toute baisse soutenue des prix à cause de la dépendance de ses recettes fiscales et de ses exportations à l'égard des hydrocarbures.

ROUMANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	19,3
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	12 868
DEVISE Leu roumain	RON

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,1	- 3,9	7,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,8	2,6	4,5	3,5
Solde public / PIB (%)	- 4,4	- 9,2	- 7,4	- 6,0
Solde courant / PIB (%)	- 4,7	- 5,0	- 6,1	- 6,0
Dette publique / PIB (%)	32,5	47,3	51,2	55,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	23 %
ITALIE	11 %
FRANCE	7 %
HONGRIE	5 %
POLOGNE	4 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	21 %
ITALIE	9 %
HONGRIE	7 %
CHINE	6 %
POLOGNE	6 %

- Grand marché intérieur
- Potentiel agricole important: blé, orge, colza, etc.
- Dépendance énergétique limitée grâce au charbon, au pétrole, au gaz et à l'uranium locaux
- Production d'électricité renouvelable à grande échelle
- Industrie diversifiée et compétitive grâce à une main-d'œuvre bon marché

- Déclin démographique: faible taux de natalité et émigration des jeunes bien formés
- De fortes disparités régionales en termes d'éducation, de formation professionnelle, de santé et de transport ; les régions rurales sont à la traîne
- Faible taux de participation des minorités hongroise et rom, des jeunes et des femmes dans l'économie
- Grande économie souterraine
- Secteur agricole inefficace
- Lenteur des processus administratifs et juridiques ; corruption, bureaucratie, gestion déficiente des personnels et des marchés publics

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Tassement de la reprise en 2022

Grâce à la reprise de la consommation des ménages, l'économie a fortement rebondi en 2021, avec une croissance significative de 13 % au deuxième trimestre, permettant au PIB de rejoindre son niveau d'avant crise. En 2022, la demande interne restera le principal moteur de la croissance, mais avec un régime moindre. La consommation des ménages (63 % du PIB), même dynamique, restera contrainte par un taux de chômage toujours élevé (5 %) et la flambée des prix de l'énergie. De plus, l'investissement domestique (25 % du PIB) sera soutenu par la reprise des projets financés par l'UE, à condition qu'ils soient approuvés par le Parlement roumain. En effet, le Plan national de relance et de résilience (PNRR), approuvé par la Commission européenne en septembre 2021, permettrait à la Roumanie de bénéficier de près de 29 milliards d'euros (12 % du PIB) jusqu'en 2027, venant s'ajouter aux fonds structurels (12 % du PIB), notamment afin d'améliorer les infrastructures du pays. Cependant, dans un contexte politique tendu, l'efficacité de ces investissements, principalement en infrastructure, dépendra du taux d'absorption des fonds européens, toujours en dessous de la moyenne régionale en raison des carences administratives. Par ailleurs, la hausse des prix de l'énergie, ainsi que la reprise de la demande domestique ont accru les pressions inflationnistes en 2021, avec une inflation record de plus de 5 % en septembre. Après avoir porté son principal taux directeur à 1,5 % en octobre 2021, la Banque nationale de Roumanie devrait poursuivre le resserrement de sa politique monétaire en 2022 afin de faire rejoindre à l'inflation sa fenêtre cible de 2,5 % +/-1pp. Enfin, la contribution des exportations nettes à la croissance restera négative en 2022, puisque la perturbation des chaînes d'approvisionnement pénalise les exportations, alors que la facture d'importations est alourdie par la demande domestique soutenue et la hausse des prix de l'énergie. Les exportations dépendront de la reprise des partenaires européens (plus de 75 % du commerce étant intra-UE), et particulièrement de l'Allemagne, qui absorbe 23 % des exportations roumaines. Contrairement au dynamisme des exportations de services et céréales, celles de composants électriques, téléphones, machines, ainsi que de pièces et véhicules automobiles (42 % des exportations) peineront, avec notamment la persistance de la pénurie de semi-conducteurs. La quatrième vague du Covid 19, apparue début octobre 2021 suite à la propagation virulente du variant delta, a été la plus meurtrière depuis le début de l'épidémie. Compte tenu du faible taux de vaccination de la population et de la fragilité du système de santé avec des infrastructures hospitalières vétustes (frappées par 3 incendies en 2021), la crise sanitaire, ayant pesé sur la croissance du dernier trimestre de 2021, posera encore un risque majeur pour la stabilité économique en 2022.

Des déficits jumeaux financés par l'aide européenne

L'assainissement budgétaire amorcé en 2021 devrait se poursuivre en 2022. Soutenues par la reprise économique, les recettes publiques devraient se stabiliser autour de 30 % du PIB et les dépenses publiques, bénéficiant de la modération des pensions et des salaires dans l'administration publique, devraient voir leur poids diminuer pour ne plus représenter que 36 % du PIB. Les finances publiques bénéficieront d'une aide historique de plus de 24 % du PIB) sur la période 2021-2027 au titre du Cadre financier pluriannuel et du Plan de relance Next Generation de l'UE. Ainsi, grâce à ces fonds européens, dont 14 % ont été distribués en 2021, le déficit budgétaire devrait se réduire en 2022. La dette publique (à 52 % extérieure), continuera de s'alourdir, mais restera modérée. Néanmoins, la consolidation budgétaire pourrait être mise à mal par les divisions politiques.

En 2021, la reprise de la demande interne a stimulé le volume d'importation, compensant largement un fort rebond des exportations et creusant le déficit commercial (-9 % du PIB en 2021). Néanmoins, le déficit courant devrait se stabiliser en 2022. L'excédent des services (4,2 % du PIB), provenant du secteur de l'informatique, de la sous-traitance, ainsi que du transport, n'équilibrera pas la balance commerciale. Par ailleurs, les subventions agricoles et les transferts des expatriés ne compenseront toujours pas totalement les rapatriements de revenus par les investisseurs étrangers. La reprise progressive des IDE, les nouveaux fonds européens, sous forme de dons ou prêts, et les investissements de portefeuille (émissions d'obligations souveraines) financeront le déficit courant.

Situation politique incertaine

À l'issue des élections législatives de décembre 2020, Florin Citu a été nommé Premier ministre d'un gouvernement de coalition comprenant son Parti national libéral (PNL), l'Union sauvez la Roumanie (USR-PLUS) et l'Union hongroise des démocrates de Roumanie (UDMR), qui détiennent ensemble 56 % des sièges parlementaires. Cependant, les relations tendues entre le PNL et l'USR-PLUS ont mené au vote d'une motion de censure contre le gouvernement libéral le 5 octobre 2021. Après deux mois de paralysie politique, le PNL a formé un nouveau gouvernement de coalition, cette fois avec le Parti social-démocrate (PSD) de centre-gauche, historiquement son plus grand rival, et l'UDMR. Nommé par le président Klaus Iohannis, Nicolae Ciuca (PNL) occupera la fonction de Premier ministre pendant 18 mois, puis sera remplacé par un candidat du PSD jusqu'à la tenue des élections législatives en 2024.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN ROUMANIE

Paiement

Les virements bancaires sont en passe de devenir le mode paiement le plus fréquent en Roumanie. Les principales banques roumaines sont désormais rattachées au réseau électronique SWIFT qui offre une possibilité de paiements nationaux et internationaux avec un traitement rapide et souple, à faible coût.

Les professionnels choisissent fréquemment d'utiliser des chèques en qualité de mode de paiement pour la valeur équivalente des services et biens achetés et reçus. Même si les chèques sont considérés comme étant une méthode sûre de paiement, le bénéficiaire du chèque peut uniquement le présenter à la banque et encaisser le montant indiqué.

Si les billets à ordre sont principalement utilisés en tant que moyen de garantie de créances commerciales d'un professionnel, en pratique ils sont fréquemment utilisés comme mode de paiement. En droit roumain, les billets à ordre représentent un instrument de crédit sous seing privé, créé par l'émetteur en qualité de débiteur, en vertu duquel l'émetteur promet de payer une somme fixe d'argent à une certaine date ou sur présentation à un autre bénéficiaire agissant en qualité de créancier.

Les chèques et les billets à ordre deviennent des titres exécutoires dès lors qu'ils sont signés par les deux parties. S'ils ne sont pas compensés en raison de l'absence de numéraire, des procédures d'exécution forcées peuvent être ouvertes à l'encontre du débiteur.

Recouvrement des créances

Procédures accélérées

Sommation de paiement

Cette procédure s'applique à certaines créances liquides et éligibles d'une valeur supérieure à 10 001 RON, résultant d'un contrat civil. Elle couvre des contrats conclus entre un professionnel et une autorité contractante, à l'exception des créances enregistrées dans un bilan de liquidation, dans une procédure d'insolvabilité. Le débiteur sera sommé de payer le montant dû dans les 15 jours suivant la réception. L'ordonnance est exécutoire même si une demande d'annulation est intentée contre cette dernière. Toutefois, le débiteur peut interjeter un appel contre l'exécution, au titre du droit commun.

Sommation pour une valeur inférieure

Cette procédure a été conçue à titre d'alternative aux procédures de droit commun et à la procédure d'ordonnance. Son objectif est de permettre une résolution rapide des litiges en manière de patrimoine lorsque la valeur ne dépasse pas 10 000 RON et ne traite pas de questions exceptées par la loi. La procédure implique le recours à des formulaires standard, approuvés par le ministère de la Justice. Ceci comporte le formulaire de demande, le formulaire de réalisation et/ou la rectification du formulaire de demande et du formulaire de réponse. La législation roumaine stipule expressément que seuls des documents peuvent être présentés comme preuve.

La décision du tribunal peut faire l'objet d'appel dans les 30 jours au titre du droit commun, sauf pour les demandes liées à des créances d'un montant maximum de 2 000 RON. Toutefois, à titre de dérogation au droit commun, l'exercice de l'appel ne suspend pas la procédure d'application.

Procédure ordinaire

Procédure de droit commun

Le juge ordonne la communication de la demande au débiteur qui soumet un mémoire en défense dans les 25 jours suivant la demande. Le créancier est tenu de soumettre une réponse dans les 10 jours tandis que le débiteur doit accuser réception de la réponse. Dans les trois jours suivant la date de la réponse au mémoire en défense, le tribunal fixe la première date du procès à laquelle les deux parties seront convoquées dans une période maximale de 60 jours. Cette procédure est un peu plus longue, car d'autres preuves sont examinées telles que l'expertise comptable, un examen croisé des parties impliquées et l'audition de témoins. À la suite de ces délibérations, le tribunal rend une décision juridique. Il est possible d'interjeter des appels auprès d'un tribunal supérieur dans les 30 jours suivant la sentence. Des recours extraordinaires sont l'appel, l'appel pour annulation et la révision.

Exécution d'une décision de justice

La procédure d'application implique l'existence d'un titre valable et légalement exécutoire. Cela nécessite la défaillance d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations, l'existence d'une demande de procédure d'application formulée par un créancier légitime à un huissier et enfin le respect des conditions de la procédure d'exécution. La procédure d'application commence à la demande d'un créancier, elle fait appel à différents moyens tels que le séquestre et la vente de biens tangibles ou non.

Pour les jugements rendus dans les pays de l'UE, des mécanismes d'application spéciaux sont à la disposition du créancier. Ceci comporte les Ordres de paiement européens et le Titre exécutoire européen. Les sentences rendues par des pays non membres de l'UE sont normalement reconnues et appliquées sous réserve que les pays émetteurs soient parties à un accord bilatéral ou multilatéral avec la Roumanie. Si tel n'est pas le cas, des procédures d'*exequatur* seront engagées devant les tribunaux nationaux, comme cela est indiqué dans le droit international privé roumain.

Procédure d'insolvabilité

Procédures extrajudiciaires

Conformément à la loi sur l'Insolvabilité de 2014, le concordat préventif consiste en un accord avec les créanciers dans lequel le débiteur propose un plan de recouvrement commercial qui comporte un programme de paiement pour les créances clients du créancier. En signant cet accord, les créanciers confirment leur soutien pour aider le débiteur à surmonter ses difficultés financières. La procédure est gérée par un administrateur judiciaire spécial qui soumet une offre aux créanciers. Cette dernière doit être approuvée par au moins 75 % des créanciers dans les 60 jours suivant la date à laquelle ils la reçoivent. Ceci fait également l'objet d'une approbation par un juge des faillites.

Procédure d'insolvabilité

Il s'agit d'une procédure préliminaire qui peut être suivie par une procédure de restructuration ou une procédure de faillite.

Procédures de restructuration

La procédure de restructuration judiciaire nécessite la rédaction, l'approbation et la mise en œuvre d'un plan de restructuration dont l'objectif est de redresser l'activité du débiteur et que ce dernier effectue le remboursement de ses créances, conformément à un calendrier de paiement convenu.

Le plan peut prévoir une restructuration financière ou opérationnelle de l'activité du débiteur, une restructuration de l'entreprise en modifiant la structure du capital social ou la vente d'actifs. Le plan de restructuration doit être approuvé par l'assemblée générale des créanciers. Pendant cette période, le débiteur est représenté par un administrateur spécial.

Procédures de faillite

Dans le cas où aucun accord de restructuration n'est atteint, les débiteurs entreront en faillite. L'objet des procédures de faillite est de convertir les actifs du débiteur pour le remboursement des effets à recevoir des créanciers. Pendant cette procédure, le débiteur est représenté par le liquidateur judiciaire. Ce dernier effectuera le règlement de tous les actifs du débiteur et le montant obtenu sera distribué entre les créanciers, en s'appuyant sur le classement de priorités tel que documenté dans le tableau consolidé final des créances.

ROYAUME-UNI

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**67,1**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**40 394**
DEVISE Livre sterling	**GBP**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,3	- 9,8	6,7	3,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	0,9	2,4	4,0
Solde public / PIB * (%)	- 2,3	- 12,9	- 9,5	- 5,9
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	- 2,6	- 2,8	- 3,1
Dette publique / PIB (%)	83,8	102,3	103,2	104,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale d'avril à mars.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	14 %
ALLEMAGNE	10 %
IRLANDE	7 %
PAYS-BAS	6 %
FRANCE	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	12 %
ALLEMAGNE	11 %
ÉTATS-UNIS	9 %
PAYS-BAS	7 %
FRANCE	5 %

- Production d'hydrocarbures couvrant les trois-quarts des besoins énergétiques
- Secteurs de pointe (aéronautique, pharmacie, automobile)
- Services financiers
- Régime fiscal compétitif et attractif

- Dettes publiques et des ménages (115 % du revenu disponible, dont plus des trois quarts sont des crédits immobiliers) élevées
- Faible productivité et déficit de formation ne favorisant pas l'innovation
- Disparités régionales entre le Sud-Est (en particulier Londres) et le reste du pays, notamment en matière d'infrastructures de transport et d'énergie
- Relations tendues avec l'Union européenne (notamment au sujet de l'Irlande du nord) malgré la signature de l'accord commercial

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	TRÈS ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	TRÈS ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise freinée par l'inflation et les problèmes d'offre

Parmi les pays les plus affectés sur le plan sanitaire et économique, le Royaume-Uni a également été parmi les premières économies de la région à rebondir, grâce à l'une des campagnes de vaccination les plus précoces au monde. Toutefois, fin septembre 2021, le PIB était encore 2 % en-dessous de son niveau d'avant-crise, tandis qu'il était, en moyenne, seulement 0,5 % inférieur en zone euro. En 2022, l'activité devrait poursuivre son rattrapage, tout en ralentissant assez nettement. Pourtant, à condition que la vaccination d'une grande partie de la population (70 % était totalement vaccinée en novembre 2021) permette bien d'éviter la mise de place de restrictions pénalisant l'activité, la consommation des ménages devrait rester dynamique. D'une part, leur pouvoir d'achat a été relativement épargné pendant la crise, grâce au substantiel dispositif de chômage partiel (69 milliards GBP, soit 3,1 % du PIB, le double des principales économies de la région) et l'allocation pour les indépendants, si bien que le taux d'épargne s'élevait encore à 11 % du revenu disponible brut mi-2021, contre 6 % avant la pandémie. D'autre part, le salaire minimum (*National Living Wage*) augmentera de 6,6 % en avril 2022, et l'emploi devrait continuer de croître, malgré les difficultés de recrutement illustrées par le nombre record de postes vacants (1,2 million en octobre 2021, contre 800 000 avant la crise). Par ailleurs, l'investissement des entreprises, reparti lentement en 2021, devrait accélérer cette année afin d'accroître les capacités de production pour répondre à la demande dynamique, d'autant plus que le dispositif de suramortissement des investissements en capital (« super deduction ») à hauteur de 130 % restera en vigueur jusqu'en mars 2023. Cependant, comme au deuxième semestre 2021, les problèmes d'approvisionnement limiteront le rebond de l'activité. Et ce, d'autant plus que les difficultés de recrutement exprimées fin 2021 – par 19 % des entreprises dans la construction, 22 % dans l'industrie et 38 % dans l'hôtellerie et la restauration – persisteront en 2022. Par ailleurs, portée, comme dans le reste de la région, par la hausse des prix de l'énergie et des coûts de production, mais aussi par la hausse du salaire minimum, l'inflation restera élevée en première partie d'année, si bien que la Banque d'Angleterre (BoE) sera contrainte de continuer à remonter son taux directeur après une première hausse de 0,1 % à 0,25 % fin 2021, afin de modérer les pressions inflationnistes. Après être resté très faible tout au long de la crise, le nombre de défaillances est reparti à la hausse en août 2021, du fait de l'arrêt des mesures de soutien. En 2022, les défaillances devraient continuer sur cette tendance.

Resserrement budgétaire via les cotisations et l'impôt sur le revenu

Après deux années de déficit considérable, du fait des mesures d'urgence successives entre 2020 et 2021 pour un total de 19 % du PIB, les comptes publics entameront leur rééquilibrage en 2022. Celui-ci sera principalement permis par la hausse des recettes, tirées par la reprise de l'activité et de l'emploi, mais également par la hausse de 1,25 point des cotisations sociales (+ 15 milliards GBP, 0,7 % du PIB), et le gel pendant quatre ans de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu (+ 3 mds GBP en 2022). En parallèle, malgré des investissements supplémentaires dans les infrastructures de transport (+ 7 mds GBP) ou la santé (+ 6 mds GBP), les dépenses augmenteront moins vite, du fait de l'arrêt des mesures de soutien. La dette publique restera toutefois très élevée. Dans ce contexte, la BoE a acheté massivement des obligations d'État sur les marchés financiers pour un total de 895 mds GBP. Toutefois, en août 2021, la BoE a annoncé son intention de ne plus réinvestir les sommes correspondant aux actifs arrivant à échéance, lorsque son taux directeur aura atteint 0,5 %. La BoE commencera donc à réduire le montant de ses actifs dès 2022.

La balance courante est constamment déficitaire, et 2022 ne fera pas exception. Bien que le pays affiche un large excédent structurel de la balance des services (5 % du PIB sur les dernières années), grâce aux services financiers et d'assurance (deux tiers de l'excédent), celui-ci ne permet pas de totalement compenser le déficit de la balance des biens (6 % du PIB). Place centrale du système financier international, le pays finance confortablement son déficit courant par des investissements étrangers de portefeuille.

Boris Johnson fragilisé par les scandales

Le Premier ministre, Boris Johnson, au pouvoir depuis son élection à la tête du parti Conservateur en juillet 2019, avait réussi son pari de dissoudre le Parlement et renforcer sa majorité lors des élections de décembre 2019, avec 365 sièges sur 650 (+ 50 par rapport à 2017). Après avoir vu sa popularité fluctuer selon sa gestion sanitaire - le succès de la campagne de vaccination avait propulsé sa cote de popularité à 48 % en mai 2021 -, Boris Johnson était nettement derrière le leader du Labour, Keir Starmer, selon les sondages réalisés en janvier 2022 (28 % contre 38 %), après qu'il ait admis avoir participé à une fête pendant le premier confinement en mai 2020. Dans ce contexte, un vote de défiance de la part du parti Conservateur, en vue de le remplacer à la tête de la majorité en 2022, ne peut être écarté.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT AU ROYAUME-UNI

Paiement

Les chèques sont toujours utilisés pour effectuer des paiements commerciaux nationaux et internationaux, bien que les lettres de change et les lettres de crédit soient préférées dans les transactions internationales. Considérés comme un moyen de paiement rapide et fiable, les virements bancaires — notamment les virements SWIFT — sont très prisés. Les débits directs et les ordres permanents sont également perçus comme des solutions pratiques pour effectuer des paiements réguliers ou anticipés. Ils sont particulièrement fréquents dans le cadre des transactions nationales. Les factures peuvent être émises avant ou après la fourniture des biens ou des services.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le processus de recouvrement de créances commence généralement par l'envoi d'une demande de paiement au débiteur, suivie de plusieurs courriers, d'appels téléphoniques et (si la valeur de la créance l'autorise) de visites sur place et d'entretiens avec le débiteur. Le processus de recouvrement comporte une succession d'étapes et commence par une phase de recouvrement amiable (préalable aux poursuites judiciaires) pour finir par un recours contentieux si le débiteur ne respecte pas ses obligations.

Procédure judiciaire

Le tribunal de comté est compétent en matière civile uniquement. Les juges traitent les cas de recouvrement de créances, de dommages à la personne, les ruptures de contrats impliquant des biens meubles ou immeubles, la récupération de biens fonciers et les affaires familiales (telles que le divorce et l'adoption). Pour les affaires se rapportant à une somme inférieure à 25 000 GBP (ou 50 000 GBP pour les affaires de dommages à la personne), la première audience se déroule au tribunal de comté.

La Haute Cour de justice se situe à Londres, mais compte également plusieurs bureaux appelés « greffes de circonscription » en Angleterre et au Pays de Galles. Elle comprend trois divisions : la chambre du Banc de la Reine, la chambre de la Chancellerie et la chambre de la famille.

La Cour d'appel comporte deux divisions — la division civile et la division criminelle.

La Cour suprême se compose d'un président, d'un président adjoint et de douze juges professionnels.

Procédure accélérée (les référés)

Pour formuler une demande en référé, le plaignant doit obtenir un formulaire de demande auprès du tribunal. Celui-ci doit être accompagné d'une déclaration dans laquelle le plaignant expose les raisons de sa demande en référé – soit le défendeur ne dispose pas d'arguments suffisants pour avoir gain de cause, soit rien ne justifie d'organiser un procès intégral.

Une copie de cette déclaration est remise au défendeur sept jours avant l'audience en référé. Ce dernier peut également présenter une déclaration au plus tard trois jours avant l'audience. Le plaignant ne peut demander de référé avant que le débiteur ait accusé réception de la signification ou notification ou avant qu'il ait produit une défense. Si le tribunal est d'accord avec les arguments du plaignant, il rend une décision favorable. À l'inverse, la demande est rejetée si le tribunal s'oppose aux arguments du plaignant.

Procédure ordinaire

Désormais, le tribunal de comté et la Haute Cour présentent des procédures et des juridictions identiques. Un certain nombre de voies de procédure contentieuse ont été créées, chacune disposant de son propre calendrier procédural. Un juge de procédure associe chaque affaire à une voie procédurale en fonction de sa valeur pécuniaire. Des processus opérationnels doivent être mis en œuvre avant d'intenter une action en justice. Ceux-ci ont été conçus pour encourager les parties concernées à régler leurs différends sans recours judiciaire, afin de minimiser les coûts et la durée.

L'instance est officiellement ouverte lorsque le plaignant soumet un formulaire de demande au tribunal de comté ou à la Haute Cour. Tous les détails relatifs à la demande sont présentés dans les Éléments de la demande. Il s'agit d'un document généralement distinct à joindre au formulaire de demande. Le formulaire de demande doit être signifié ou notifié au défendeur par le tribunal ou par le plaignant. Le défendeur peut répondre à ce formulaire de demande dans un délai de 14 jours à compter de la signification ou notification. Un délai supplémentaire de 28 jours peut être accordé pour permettre au débiteur de produire une défense et/ou une demande reconventionnelle. Après l'échange de ces documents officiels, le tribunal ordonne aux parties de remplir un questionnaire d'affectation.

Injonction conservatoire (anciennement, Mareva)

Une injonction conservatoire est une mesure conservatoire spéciale qui empêche le défendeur de disposer de ces actifs ou de les transférer hors du pays. Une telle décision implique généralement que le demandeur rembourse l'intégralité des coûts supportés par la personne à qui la mesure s'applique si cette dernière obtient gain de cause. Un litige commercial nécessite généralement 18 à 24 mois entre la date d'ouverture de l'instance et le verdict.

Exécution d'une décision de justice

Plusieurs mécanismes d'exécution sont disponibles. Parmi ceux-ci figurent le mandat d'exécution (qui permet à l'huissier du tribunal de comté de mettre le débiteur en demeure de payer) et le bref d'exécution pour les créances supérieures à 600 GBP, en vertu duquel un huissier de justice peut prélever une partie du prix de vente des biens égale à la valeur de la créance en question (après une vente aux enchères et en compensation du montant dû).

En tant que membre de l'UE, le Royaume-Uni a adopté un certain nombre de mécanismes d'exécution applicables aux décisions rendues dans les autres pays de l'UE. Ces mécanismes comprennent l'injonction de payer européenne, ayant directement force exécutoire dans les tribunaux nationaux, et le titre exécutoire européen pour les créances non contestées. Les décisions rendues dans les pays hors UE sont reconnues et exécutées sous réserve que le pays émetteur ait conclu un accord avec le Royaume-Uni. À défaut d'un tel accord, le droit international privé anglais prévoit une procédure d'*exequatur*.

Procédure d'insolvabilité

Administration judiciaire

L'administration judiciaire a pour but de permettre aux entreprises (dans la mesure du possible) de poursuivre leur activité. Cette procédure peut être ouverte en formulant une demande d'ordonnance d'administration auprès du tribunal ou en lui remettant des documents concernant la désignation d'un administrateur extrajudiciaire.

Company Voluntary Arrangement (CVA)

La procédure de CVA repose sur un accord informel, mais contraignant, entre une société et ses créanciers non garantis, qui lui permet de renégocier ses créances. Cette procédure peut compléter ou se substituer à d'autres procédures d'insolvabilité, telles que l'administration judiciaire ou la liquidation. Elle donne lieu à un plan de restructuration qui nécessite le soutien des créanciers opposants.

Plan d'arrangement avec les créanciers

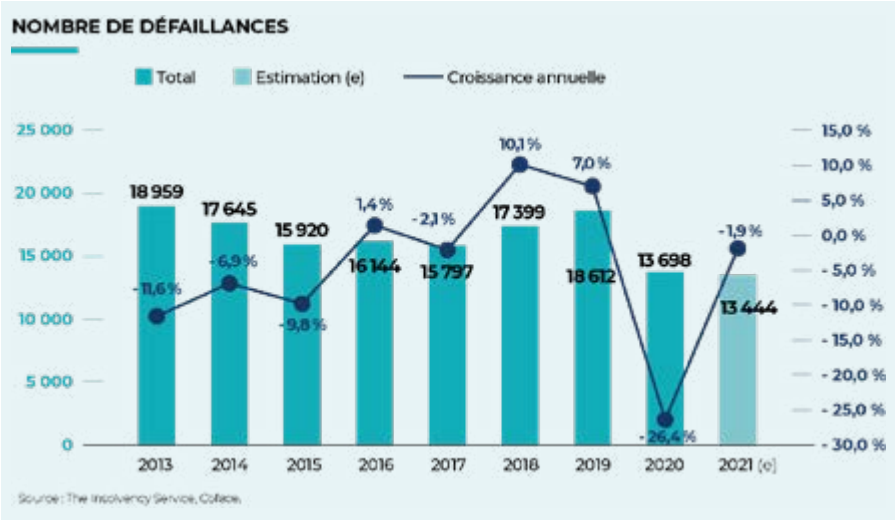
Le *Creditor's Scheme of Arrangement* est un compromis autorisé par le juge entre la société débitrice et l'ensemble de ses créanciers, quel que soit leur rang, visant à réorganiser ou rééchelonner ses créances. Il ne s'agit pas d'une procédure d'insolvabilité et l'action des créanciers n'est pas suspendue. Sa mise en œuvre peut toutefois intervenir parallèlement à une procédure d'insolvabilité (administration judiciaire ou liquidation). Elle peut également être mise en œuvre indépendamment par la société débitrice elle-même.

Mise sous séquestre

Il existe trois types de séquestres. Le premier type dispose de compétences statutaires. Le deuxième type de séquestre est désigné aux termes d'une charge spécifique ou d'un acte de fiducie-sûreté. Le troisième type de séquestre est un administrateur désigné aux termes d'une sûreté flottante grevant tout, ou une grande partie, des biens de la société débitrice.

Liquidation judiciaire

Une société peut volontairement entrer en liquidation ou y être contrainte juridiquement. Dans le cas de la liquidation volontaire, il peut s'agir d'une *members' voluntary liquidation* (la société est solvable) ou d'une *creditors' voluntary liquidation* (la société est insolvable). Ces deux procédures sont ouvertes à la demande du débiteur suite à une résolution adoptée lors d'une assemblée des actionnaires. La société débitrice cesse son activité et un liquidateur saisit ses actifs et distribue les bénéfices aux créanciers afin de rembourser les dettes de la société, dans la mesure du possible.



RUSSIE (FÉDÉRATION DE RUSSIE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

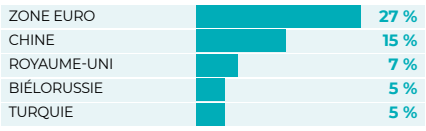
POPULATION Millions d'habitants - 2020	**146,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**10 115**
DEVISE Rouble russe	**RUB**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,0	- 3,0	4,3	2,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,5	3,4	6,4	4,8
Solde public / PIB (%)	2,0	- 5,4	- 0,7	- 0,1
Solde courant / PIB (%)	3,9	2,2	4,4	4,9
Dette publique / PIB (%)	13,8	19,9	17,8	15,7

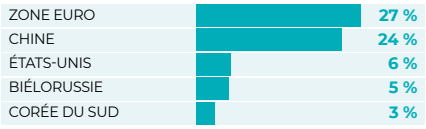
(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total



- Ressources naturelles abondantes (pétrole, gaz, bois, céréales et métaux)
- Efforts de diversification (dans le cadre de la substitution des importations)
- Flottement du rouble depuis novembre 2014
- Taille du marché et main-d'œuvre qualifiée
- Stabilité macroéconomique : comptes publics et extérieurs solides qui permettent d'accroitre la résilience face aux aléas extérieurs.
- Digitalisation et capacité d'innovation

- Dépendance à l'égard des prix des hydrocarbures (39 % du PIB)
- Démographie en déclin
- Pas d'accords commerciaux hormis ceux avec les pays voisins
- Dépendance à l'égard des technologies étrangères
- Faiblesse des infrastructures aggravée par le manque d'investissements
- Cotisations sociales élevées (30% des salaires) favorisant le développement du secteur informel
- Les sanctions américaines et européennes freinent le développement et l'innovation des champs offshore

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance modérée

En 2022, l'économie russe progressera à un rythme plus lent qu'en 2021. Néanmoins, la croissance de l'année dernière a été alimentée par un effet de base statistique, tandis que la reprise de la demande mondiale y a également contribué. En effet, la demande mondiale de produits de base tels que l'énergie, les métaux, les produits agricoles et les produits chimiques devrait continuer à soutenir l'activité économique. La production de pétrole et de gaz devrait poursuivre son redressement grâce à l'assouplissement des restrictions de l'OPEP+ et à la hausse de la demande mondiale de gaz, au moins pendant la saison hivernale. Les investissements reprendront lentement, car la morosité du climat des affaires joue toujours un rôle et les projets d'infrastructure nationaux sont retardés. En revanche, les investissements prévus par le fonds souverain (12 % du PIB) dans des projets d'infrastructures nationales, à hauteur de 12 milliards d'USD par an sur la période 2022-24, devraient être favorables à la situation, notamment aux entreprises de construction qui en bénéficient.

La croissance a été principalement tirée par la consommation des ménages et cette tendance devrait se poursuivre. Les transferts de fonds publics, l'amélioration du moral des consommateurs, l'utilisation de l'épargne accumulée et l'expansion du crédit ont déclenché la croissance de la consommation. Le taux de chômage a diminué progressivement et a atteint 4,3 % en octobre 2021, tandis que la croissance des salaires réels reste positive. Néanmoins, les effets de la hausse des salaires sont limités par l'augmentation de l'inflation. Les prix à la consommation ont augmenté de 8,1 % en octobre 2021, soit beaucoup plus que l'objectif de 4 % de la banque centrale. Comme dans d'autres pays, elle a été alimentée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires (comme la volaille). L'accélération s'est poursuivie malgré les mesures mises en œuvre (telles que les interdictions d'exportation) et une série de hausses de taux d'intérêt. En effet, le taux directeur de référence a augmenté de 425 points de base au cours de l'année 2021. Le resserrement de la politique monétaire pourrait se poursuivre en fonction des pressions inflationnistes.

Bien que la Russie soit un producteur de vaccins, la part des personnes entièrement vaccinées n'atteignait que 40 % de la population totale au début du mois de décembre 2021. En outre, la population hésite d'autant plus à se faire vacciner que le vaccin russe bénéfice d'une reconnaissance limitée en cas de voyages à l'étranger, tandis que les niveaux de production subissent des goulots d'étranglement.

Des finances publiques solides

Le solde budgétaire devrait à nouveau être légèrement déficitaire en 2022. La reprise économique et la flambée des prix de l'énergie ont déjà fait grimper les recettes l'an dernier. Les amortisseurs budgétaires resteront alimentés par les bénéfices tirés du pétrole et du gaz. Le prix du pétrole reste crucial pour le budget russe, le prix équilibrant le budget étant fixé à 42,4 USD par baril. La règle budgétaire, conçue pour protéger le pays des fluctuations des prix du pétrole, stipule que la Russie ne peut pas dépenser plus que ses recettes non pétrolières et gazières ainsi que les recettes correspondant aux ventes de pétrole au-delà d'un certain niveau. Toutefois, la Russie a assoupli cette règle en 2019 en autorisant des dépenses supplémentaires approuvées par le président Vladimir Poutine, et a augmenté les dépenses et les emprunts de l'État pour surmonter la pandémie sur la période 2020-2021. La hausse des dépenses de l'État devrait permettre de compenser l'impact économique négatif provoqué par le resserrement de la politique monétaire. La dette publique s'est creusée en 2020, mais elle est restée faible et a commencé à diminuer. Même si le niveau d'avant la crise ne devrait pas être atteint avant 2023, la performance actuelle de la Russie est considérée exceptionnelle par rapport à d'autres pays émergents.

Le parti au pouvoir conserve la majorité constitutionnelle.

Vladimir Poutine, au pouvoir depuis 18 ans, a entamé un nouveau mandat présidentiel de six ans en mai 2018. En juillet 2020, un vote à l'échelle nationale a ratifié les réformes constitutionnelles proposées par le président Poutine. Elles concernaient des promesses d'un soutien renforcé de l'État à la population et, surtout, un amendement permettant au président Poutine de se représenter à la présidence en 2024 et de rester au pouvoir jusqu'en 2036. En outre, les changements comprenaient également l'octroi aux présidents d'une immunité à vie contre les poursuites judiciaires. Les élections législatives de septembre 2021 ont préservé la majorité constitutionnelle du parti au pouvoir, Russie unie (49,8 % des voix, 324 sièges/450). Toutefois, le parti communiste est arrivé largement en deuxième position, avec 18,9 % des voix. La popularité du président était déjà affaiblie avant la pandémie, les réformes impopulaires des retraites et la baisse du niveau de vie ayant alimenté le mécontentement de la population, tandis que l'augmentation des infections à la COVID-19 a encore fait baisser sa popularité. Dans le contexte du confinement partiel de la fin de l'année 2021, l'approbation par les Russes du bilan des actions du président a chuté à 63 % en novembre, contre 67 % en octobre, selon l'institut de sondage Levada Center.

Sur le plan extérieur, le gazoduc Nord Stream 2 est contesté. En novembre 2021, le régulateur allemand de l'énergie a temporairement interrompu le processus d'approbation du gazoduc, déclarant que la société exploitante devait d'abord se conformer à la législation allemande. En outre, les tensions entre la Russie et l'Ukraine, avec le mouvement des troupes russes près de la frontière ukrainienne, ont alimenté les risques géopolitiques.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN RUSSIE

Paiement

En raison de sa rapidité, de son caractère sécurisé et du réseau bancaire développé sur lequel il s'appuie, le virement bancaire fait partie des moyens de paiement les plus utilisés en Russie, en dehors des espèces, pour les transactions nationales et internationales. L'argent liquide reste malgré tout très utilisé par les particuliers.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La phase amiable débute lorsque le créancier prend contact avec le débiteur par le biais de correspondances écrites ou d'appels téléphoniques. Si les deux parties parviennent à un accord, un plan de paiement peut être proposé au débiteur. Il est autorisé de demander le paiement d'intérêts, mais il peut se révéler difficile de faire appliquer cette exigence, à moins qu'un accord à ce sujet n'existe entre le débiteur et le créancier. Le cas échéant, cet accord doit faire l'objet d'un accord distinct entre les parties.

Procédure judiciaire

Le système judiciaire russe est composé de trois branches : le système des tribunaux ordinaires, le système des tribunaux d'arbitrage (présidé par la Cour suprême), et la Cour constitutionnelle (un organe à part entière, dont ne dépend aucun autre tribunal ; en droit constitutionnel russe, cette fonction, désignée sous le terme de « contrôle constitutionnel » ou « supervision constitutionnelle », traite un certain nombre de litiges pour lesquels elle est compétente en première instance).

La hiérarchie des tribunaux ordinaires, chargés des affaires civiles et criminelles, comporte quatre niveaux : la Cour suprême de Russie, les tribunaux régionaux, les tribunaux de district et les tribunaux des magistrats.

Les tribunaux d'arbitrage sont compétents dans un grand nombre de dossiers portant sur des notions contractuelles, comme les droits de propriété, les modifications de contrat, l'exécution des obligations contractuelles, les emprunts, les comptes bancaires et les faillites.

La plus haute instance d'appel est la Cour suprême de la Fédération de Russie.

Procédure accélérée

Le droit russe prévoit la possibilité d'engager une procédure accélérée pour certains types de dossiers, dans lesquels le créancier tente de recouvrer une créance d'un montant inférieur à 500 000 RUB auprès d'une personne morale ou 250 000 RUB auprès d'un entrepreneur individuel. Dans le cadre de cette procédure, le juge est tenu de rendre une décision dans un délai maximal de deux mois à compter du jour de réception par le tribunal d'arbitrage de la requête. Une fois passée la date limite pour la présentation des preuves, les dossiers sont jugés sur le fond par les juges, sans que les parties soient appelées à comparaître.

Procédure ordinaire

Pour engager une procédure ordinaire, le créancier dépose une requête auprès du tribunal d'arbitrage (*Arbitrazh*) compétent. Le tribunal dispose alors d'un délai de cinq jours ouvrables pour accepter ou non l'affaire et pour ensuite programmer une audience préliminaire. La requête est généralement notifiée au débiteur lorsqu'il se voit remettre une copie de la requête, dans laquelle figurent les informations de la première audience. Bien que la loi ne prévoie pas de délai spécifique à respecter par le défendant pour la soumission de sa défense, ce dernier doit généralement l'avoir transmise avant l'audience au fond. Le tribunal peut fixer un délai à cet effet ; si le défendeur ne propose pas de défense dans ce délai, le tribunal traitera le dossier sur la seule base des éléments disponibles. La période de préparation préliminaire permet de garantir que l'affaire peut être réglée au fond en une seule audience. Les dossiers doivent généralement être réglés sur le fond dans un délai de trois mois après réception de la requête par le tribunal. Des litiges commerciaux plus complexes peuvent nécessiter un délai beaucoup plus long. Les tribunaux accordent en principe des réparations sous la forme de dédommagements ou d'injonctions, mais pas de dommages et intérêts.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire pendant trois ans dès lors qu'elle est devenue définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, le créancier a la possibilité de demander au tribunal un titre exécutoire, qui passe par l'intervention d'un huissier de justice. Les sentences étrangères doivent avoir été reconnues par le tribunal d'arbitrage (*Arbitrazh*) dans le cadre de la procédure d'*exequatur* russe. Bien que la Russie ait signé un petit nombre d'accords réciproques de reconnaissance et d'exécution des jugements avec des pays étrangers, les tribunaux nationaux sont peu enclins à reconnaître des clauses liées à des juridictions étrangères.

Procédure d'insolvabilité

Supervision

Le tribunal de commerce entame le processus de supervision afin d'évaluer la situation financière du débiteur et de garantir le patrimoine du débiteur. Après avoir examiné le dépôt d'une demande d'insolvabilité, le tribunal engage la procédure de supervision. Le débiteur peut, de sa propre initiative, demander à un tribunal d'entamer la supervision dans plusieurs cas : si le règlement de la réclamation d'un créancier rendait impossible au débiteur de remplir d'autres obligations, si la réalisation du patrimoine du débiteur entraîne nécessairement la cessation de l'activité de la société débitrice ou si la société débitrice est insolvable. Un administrateur judiciaire est désigné pour gérer temporairement la société débitrice. Tout achat ou vente d'un montant supérieur à cinq pour cent de la valeur comptable du patrimoine du débiteur est soumis à l'approbation de l'administrateur judiciaire.

Réhabilitation financière

L'objectif est de mettre en œuvre toute mesure nécessaire à la restauration de la solvabilité du débiteur et au règlement de ses dettes. Cette procédure est placée sous le contrôle du tribunal et des créanciers. Son application doit comprendre l'établissement d'un plan de réhabilitation garantissant que le débiteur remplira ses obligations. Le tribunal désigne un administrateur judiciaire chargé de superviser et de contrôler les activités du débiteur au cours de la période de réhabilitation financière. L'administrateur examine le calendrier de remboursement de la dette et supervise tout plan de restructuration financière. Au minimum un mois avant expiration de la période de réhabilitation financière, le débiteur doit fournir à l'administrateur un rapport sur les résultats de la réhabilitation financière. Après examen du rapport, l'administrateur doit préparer une opinion quant au degré de remboursement des dettes et d'accomplissement du plan de restructuration financière. Cette opinion est ensuite soumise au tribunal, qui examine les résultats et a le choix entre mettre fin à la procédure, ordonner à un administrateur externe de gérer la société ou déclarer le débiteur en faillite.

Administration externe

L'objectif est de restaurer la solvabilité du débiteur en prenant des mesures spéciales dans le cadre d'un plan d'administration externe, qui implique de remplacer le président-directeur général (PDG) de la société débitrice par un administrateur externe indépendant. Une fois la procédure engagée, le tribunal désigne un administrateur externe dont le rôle est de concevoir un plan d'administration externe prévoyant les mesures nécessaires à la restauration de la solvabilité du débiteur dans le temps de la procédure d'administration externe. À la fin de la période, l'administrateur prépare et présente un rapport lors d'une réunion avec le créancier, et propose l'une des quatre options suivantes : mettre fin à la procédure judiciaire, si tous les créanciers ont été réglés, prolonger la période, mettre fin au mandat de l'administrateur externe, étant donné que le débiteur est désormais solvable, ou passer en phase d'administration judiciaire et demander une déclaration de faillite.

Arrangement amiable

Le débiteur et le créancier peuvent passer un arrangement amiable destiné à ajuster le passif du débiteur selon des termes négociés dans le cadre de procédures de sauvetage. En général, la signature d'un arrangement amiable met fin au mandat de l'administrateur judiciaire. Si le débiteur ne se conforme pas aux termes de l'arrangement amiable, les créanciers sont habilités à demander l'exécution de l'accord par un huissier de justice.

Insolvabilité

L'objectif de l'insolvabilité est de vendre les biens du débiteur et d'en distribuer le produit aux créanciers en fonction de leurs réclamations respectives. Le tribunal peut engager la procédure à l'issue d'une autre procédure de supervision, de réhabilitation financière ou d'administration externe. Il désigne un administrateur judiciaire (administrateur d'insolvabilité) qui remplace le PDG de la société débitrice. Le tribunal et les créanciers contrôlent l'activité de l'administrateur d'insolvabilité, qui est tenu de fournir des rapports sur la progression de son travail. Au terme de la procédure, le tribunal examine la liste des réclamations satisfaites et non satisfaites. Si elles sont entièrement satisfaites, le tribunal déclare la procédure achevée et le débiteur est liquidé. Dans le cas contraire, il met fin à la procédure, la société du débiteur est dissoute et les créances non satisfaites du créancier sont effacées.

RWANDA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**12,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**816**
DEVISE Franc rwandais	**RWF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	9,5	- 3,4	8,2	7,0
Inflation * (moyenne annuelle, %)	2,4	7,7	0,8	3,7
Solde public / PIB ** (%)	- 7,0	- 9,5	- 9,2	- 9,0
Solde courant / PIB (%)	- 12,1	- 12,3	- 10,9	- 11,2
Dette publique / PIB (%)	56,8	71,3	79,1	81,3

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Inflation urbaine, principale mesure d'inflation utilisée. ** Année fiscale du 1er juillet au 30 juin. Données 2022 : 2021/22.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

R.D. CONGO	36 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	26 %
TURQUIE	19 %
PAKISTAN	3 %
ZONE EURO	3 %

Importations de biens % du total

CHINE	19 %
KENYA	13 %
TANZANIE	11 %
CAMEROUN	10 %
ZONE EURO	8 %

- Potentiel géologique : cassitérite, coltan, pierres précieuses (aigue-marine, rubis, saphir), or
- Potentiel touristique
- Développement d'un tissu industriel et financier
- Environnement des affaires comptant parmi les plus favorables du continent africain
- Progrès importants en matière de gouvernance et relative stabilité politique

- Forte dépendance aux cours des matières premières et à l'aide internationale
- Enclavement et exposition aux tensions géopolitiques de la région des Grands Lacs
- Forte pression démographique et densité de population parmi les plus élevées d'Afrique

APPRÉCIATION DU RISQUE

La demande domestique entretient l'élan de la croissance

En 2021, malgré les confinements ponctuels, l'activité s'est relevée vigoureusement de la récession précipitée par la pandémie de la COVID-19. En 2022, même si l'effet de base s'estompera, se traduisant par un taux de croissance moins élevé qu'en 2021, l'activité sera encore soutenue. La consommation privée portera l'activité, bénéficiant de la hausse du taux d'inoculation contre la COVID-19. Si la campagne de vaccination reste inachevée, faisant planer le risque d'une reprise épidémique, le pays est tout de même l'un des plus avancés dans le déploiement du vaccin sur le continent (plus de 40 % de la population pleinement vaccinée fin 2021, 9 % en Afrique). De plus, alors que plus de 70 % de la population est employée dans l'agriculture, les revenus des ménages devraient bénéficier des prix encore relativement favorables des cultures d'exportations (café, thé). L'inflation, qui devrait rester modeste, ne devrait pas les éroder significativement. En effet, bien qu'elle soit attendue en nette hausse, sous l'effet d'un rebond des prix des denrées alimentaires, le maintien probable de la subvention aux produits pétroliers (introduite en mai 2021) pendant une partie de l'année devrait contenir les pressions inflationnistes. Par ailleurs, l'investissement jouera aussi un rôle moteur. Sa part publique sera encore soutenue par la mise en œuvre de la Stratégie nationale de transformation (NST1), qui devrait aussi créer un appel d'air pour l'investissement privé. La NST1 mettra l'accent sur l'investissement dans les infrastructures, avec, par exemple, celui dans l'aéroport de Bugesera (livraison prévue en 2023), et le développement du secteur manufacturier. Ces industries devraient aussi bénéficier des ressources supplémentaires du Fonds de relance économique (FRE). Le Rwanda accueillera également l'investissement visant à la construction d'une usine de fabrication de vaccins Pfizer-BioNTech, qui débutera mi-2022. Les importations de biens d'équipement liées à ces investissements continueront de peser sur la contribution des exportations nettes, malgré les prix favorables des matières premières exportés (café, thé, or, tungstène).

Dépenses publiques encore élevées, l'endettement continue de grimper

En 2021/22, le déficit budgétaire restera ample. L'acquisition de vaccins contre la COVID-19, les fonds supplémentaires alloués au Fonds de relance économique, l'effort d'investissements pour soutenir la reprise, la hausse de la masse salariale d'État pour recruter enseignants et agents de santé, ou les soutiens aux entreprises publiques contribueront à une hausse significative de la dépense publique. Le déficit pourrait légèrement se réduire grâce à la progression des recettes, qui bénéficiera des effets de la forte croissance, couplée à la mise en place de la Stratégie de recettes à moyen-terme. Celle-ci comprend des réformes de la politique fiscale et des administrations afin d'améliorer la mobilisation des ressources domestiques. Néanmoins, même si elles privilégieront les sources concessionnelles, les autorités devront avoir recours à l'endettement, extérieur (plus de 75 % du stock total de dette), mais aussi domestique, pour financer le déficit. La dette publique, qui a plus que triplé relativement au PIB depuis 2010, poursuivra donc sur sa trajectoire ascendante. Si cela constitue une source de vulnérabilité, la faible part de dette commerciale (moins de 10 % de la dette extérieure) tempère les paiements d'intérêts (7 % des dépenses publiques).

En 2022, le déficit commercial, principalement grevé par les importations de biens d'équipement, devrait alimenter un déficit courant plus important. Le rétablissement des recettes touristiques, qui restera probablement inachevé en 2022, ne devrait pas compenser la facture d'importations plus salée. Les rapatriements de profits des sociétés étrangères devraient augmenter, en lien avec l'évolution des investissements. Si l'excédent du compte des transferts atténuera le déficit du compte courant, la baisse de la coopération internationale d'urgence versée pour combattre la pandémie le réduira. Les IDE et les subventions financeront une large partie du déficit. Toutefois, tandis que les réserves couvrent plus de 4 mois d'importations, le franc rwandais devrait continuer à lentement se déprécier.

Quelques signaux d'amélioration pour la stabilité régionale

Le président Paul Kagamé a décroché un troisième mandat consécutif en 2017, obtenant, officiellement, près de 99 % des voix. En 2018, l'hégémonie du Front Patriotique Rwandais (FPR) et de M. Kagamé s'est une nouvelle fois vérifiée lors du scrutin législatif : au sein d'une coalition élargie à six partis, le FPR a remporté 74 % des voix et 40 des 53 sièges soumis au vote des électeurs. Régulièrement accusés de museler les dissidences et de contrôler l'espace politique, Paul Kagamé et le FPR sont aussi crédités du retour à la paix et à la stabilité politique. La domination du FPR et de Paul Kagamé sur l'espace politique ne devrait pas être remise en cause d'ici aux élections de 2023 (législatives) et 2024 (présidentielle). Leur popularité pourrait même bénéficier du déploiement du vaccin. Bien qu'il compte déjà parmi les plus attrayants du continent, le pays poursuit les réformes visant à améliorer son environnement des affaires. Sur le plan régional, le pays s'est signalé en envoyant des troupes au Mozambique pour y combattre l'insurrection islamiste. De plus, des efforts visant à normaliser les relations difficiles avec le Burundi et la RDC sont à signaler en 2021. En juillet 2021, le pays a rapatrié 19 combattants burundais et tenu une série de réunions avec responsables politiques et militaires de son voisin du Nord, tandis que trois accords de coopération bilatérale ont été signés, en juin 2021, avec la RDC. Le 31 janvier 2022, le Rwanda a rouvert sa frontière terrestre avec l'Ouganda, mettant fin au différend frontalier entre les deux voisins.

SALVADOR (RÉPUBLIQUE DU)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	6,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	3 799
DEVISE Dollar américain	USD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,4	- 8,9	7,0	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,1	- 0,1	3,9	2,0
Solde public / PIB (%)	- 1,8	- 9,0	- 7,5	- 4,5
Solde courant / PIB (%)	- 0,6	0,5	- 4,1	- 3,4
Dette publique / PIB (%)	71,0	85,8	90,3	94,1

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	40 %
GUATEMALA	17 %
HONDURAS	15 %
NICARAGUA	7 %
COSTA RICA	5 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	26 %
CHINE	14 %
GUATEMALA	12 %
MEXIQUE	9 %
ZONE EURO	8 %

- Relative diversification économique
- Accords de libre-échange avec l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA-DR), ainsi qu'avec le Mexique et l'UE, et membre de l'union douanière avec le Guatemala et le Honduras, et avec la Corée du Sud
- Démographie forte

- Forte criminalité et insécurité liées au trafic de drogue
- Manque de ressources naturelles
- Vulnérabilité climatique et sismique
- Insuffisance des infrastructures et de l'investissement
- Dépendance envers les États-Unis (première destination des exportations et principale source de remises des expatriés)
- Fragilité structurelle des comptes publics et extérieurs
- Inégalités et pauvreté importantes

APPRÉCIATION DU RISQUE

Retour à une croissance de long terme structurellement contrainte et dépendante des États-Unis

La croissance du pays restera fortement dépendante de l'activité économique chez son principal partenaire commercial et pourvoyeur de remises migratoires, les États-Unis. La demande externe devrait tirer les exportations nettes, notamment les exportations de puces électroniques, produits agricoles ainsi que de pièces textiles. Les remises des expatriés, dont 95 % sont issues des États-Unis, devraient rester très dynamiques après avoir atteint de nouveaux records en 2021, grâce à une baisse du chômage au sein des populations latinos aux États-Unis (6,4 % en août 2021 contre 5,2 % pour la population générale) et au maintien du *Temporary Protected Status* pour une partie des expatriés aux États-Unis jusqu'au mois de décembre 2022. Ces remises (24 % du PIB en 2020) profiteront à la consommation des ménages, principale source de croissance de la demande interne. L'inflation devrait ralentir avec une stabilisation du prix des matières premières et de la facture pétrolière. L'adoption du bitcoin, comme seconde monnaie officielle aux côtés du dollar, pourrait toutefois provoquer une certaine instabilité des prix et peser sur les revenus des ménages. Les investissements publics devraient rester contraints par les difficultés de financement public et une exécution budgétaire faible (seulement 12,8 % des dépenses publiques prévues en 2021 au premier semestre de l'année), malgré les projets dans le budget 2022. L'investissement privé souffrira du manque de confiance des investisseurs dans la politique du gouvernement, notamment après l'application très critiquée de la loi sur le Bitcoin en septembre 2021, et les relations tendues avec les États-Unis. Le secteur agricole devrait bénéficier de la hausse des prix du sucre, conséquence de la sécheresse au Brésil, l'un des principaux producteurs mondiaux. L'activité manufacturière devrait être dynamisée par la croissance du secteur des maquilas à qui profiteront la hausse de la demande externe, notamment pour l'électronique et le textile-habillement.

Faiblesse des comptes publics et courants

Alors que la dette salvadorienne était déjà largement supérieure au niveau de celle de ses voisins, la pandémie n'a fait qu'accroître la différence, accentuée par les doutes des investisseurs sur la politique budgétaire du gouvernement qui ont alourdi la charge d'intérêt. Le budget 2022 prévoit une diminution du déficit, mais il restera en partie financé par l'endettement commercial, alors que les taux d'intérêts sur les obligations émises par le gouvernement atteignent des records, 23 % en septembre 2021 sur les échéances les plus courtes. L'adoption du bitcoin *via* les dépenses nécessaires à son bon fonctionnement. Vivement critiquée par les organisations internationales, elle pèse sur les négociations avec le FMI afin d'obtenir une Facilité élargie de crédit à hauteur de USD 1,3 milliards et de refinancer une partie de la dette à moindre taux d'intérêt. Une partie des financements nécessaires devraient à nouveau venir d'autres organisations multilatérales (Banque Mondiale, BCIE), mais les tensions avec les États-Unis pourraient rendre l'obtention d'autres prêts plus difficile. Dans ce contexte, le risque d'un financement *via* les réserves de change de la banque centrale, utilisées pour financer une partie des aides pendant la pandémie, existe.

Du point de vue des comptes extérieurs, le déficit courant devrait diminuer grâce à un rebond des exportations de biens, tirées par la demande américaine, tant en produits textiles, qu'en plastique, caoutchouc, et produits agricoles (sucre, café). Les importations devraient être moins dynamiques avec le ralentissement de l'activité, notamment pour les biens d'équipement. Les remises des expatriés devraient aussi participer à réduire le déficit courant en restant dynamiques. Toutefois, ce dernier restera substantiel et ne sera pas compensé par les investissements directs étrangers qui resteront fébriles. Cela devrait peser sur les réserves de change déjà fragilisées (- 19 % entre juin 2020 et 2021) qui ne représentaient plus qu'un peu plus de deux mois d'importations en août 2021. L'adoption du bitcoin comme monnaie officielle à côté du dollar fait aussi peser un risque sur ces réserves avec le besoin d'assurer la convertibilité du bitcoin en dollar.

Fin des affrontements entre les branches du pouvoir, mais tensions accrues avec l'extérieur

Depuis son élection à la présidence en février 2019, l'ancien outsider Nayib Bukele bénéficie d'une large popularité au sein de la population grâce à un discours populiste axé sur la sécurité. Son parti nouvellement créé, Nuevas Ideas, a obtenu une large majorité aux élections de février 2020 avec 56 sièges sur 84, auxquels s'ajoutent les 5 sièges détenus par son allié Gran Alianza por la Unidad Nacional. Cette victoire du parti présidentiel a permis de mettre fin à l'affrontement entre le président et le parlement après de vives tensions au cours de l'année 2019. Cependant, des voix s'élèvent pour dénoncer la mainmise du président sur les différentes branches du pouvoir. Le vote par l'Assemblée de la destitution des juges de la Cour suprême pour les remplacer par des officiels plus proches du pouvoir en mai 2021, ainsi que le projet de réforme constitutionnelle en septembre 2021 concentrent les critiques. Ces dernières ont été relayées par l'administration Biden qui a mis en place en septembre 2021 des sanctions contre certains officiels. Dans ce contexte, un rapprochement a été entrepris avec la Chine en mai 2021 avec un accord de coopération bilatéral incluant des investissements pour USD 500 millions.

SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,2
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	2 190
DEVISE Dobra santoméen	STD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,2	3,0	2,1	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,8	9,9	8,2	7,5
Solde public / PIB (%)	- 1,3	- 3,7	- 1,5	- 0,5
Solde courant / PIB (%)	- 17,5	- 12,4	- 11,3	7,5
Dette publique / PIB (%)	99,9	87,4	87,9	86,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

POLOGNE	12 %
ZONE EURO	10 %
NOUVELLE ZÉLANDE	7 %
CANADA	2 %
MEXIQUE	1 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	53 %
CHINE	13 %
TANZANIE	11 %
NIGERIA	5 %
JAPON	5 %

- Perspectives de développement du secteur touristique
- Soutien des bailleurs de fonds internationaux
- Liens développés avec le Portugal et les autres pays lusophones (Angola, Brésil)
- Arrimage du dobra à l'euro

- Forte dépendance envers l'aide publique internationale
- Faibles recettes publiques : 15 % du PIB
- Économie encore dominée par l'agriculture et la pêche
- Environnement des affaires défaillant
- Déficit d'infrastructures et faiblesse de l'environnement juridique et réglementaire contraignent l'environnement opérationnel
- Coûts d'importation et d'exportation élevés en raison de son éloignement et de son insularité
- Secteur bancaire peu développé et fragile (prêts non performants supérieurs à 25 % du portefeuille)
- Endettement public élevé

APPRÉCIATION DU RISQUE

Croissance économique tirée par une reprise plus franche du tourisme

Pénalisée par le tourisme toujours en convalescence en 2021, l'activité devrait s'accélérer en 2022. La reprise de ce secteur (15 % du PIB) devrait s'accentuer en 2022 à mesure que ces restrictions s'allègent et que le taux d'inoculation contre la COVID-19 augmente (39 % de la population avait reçu au moins une dose en décembre 2021 et 23 % était totalement vaccinée). Il est néanmoins peu probable que le secteur, qui restera soumis à l'évolution de la situation sanitaire, retrouve son niveau d'avant la pandémie. Le commerce, représentant plus d'un tiers de la contribution du secteur des services au PIB, devrait augmenter en 2022, avec la reprise de la demande intérieure. Celle-ci bénéficiera d'une hausse du pouvoir d'achat, liée à la hausse des revenus du secteur tertiaire (70 % du PIB et 60 % des emplois) et une diminution des pressions inflationnistes. L'ancrage du dobra à l'euro, et des prix des matières qui ne devraient pas connaître des hausses aussi importantes qu'en 2021 permettront de contenir l'inflation importée. Les investissements et financements étrangers, particulièrement dans le tourisme, devraient soutenir la croissance du secteur secondaire, dominé par la construction. Le projet de développement de la zone franche de Malanza, pour un montant de 1,3 milliard USD, pourrait également attirer l'investissement. Le pays recevra aussi une subvention du Fonds africain de développement de la BAD d'une valeur de 10,7 millions de dollars, afin de soutenir les petites et moyennes entreprises dans le tourisme et l'agriculture. L'économie restera fortement tributaire du secteur agricole, représentant 20 % du PIB et près de 70 % des exportations. Les prix élevés du cacao (75 % des exportations agricoles) devraient stimuler la production et les recettes d'exportations.

Réduction des déficits et dépendance internationale

L'accélération de l'activité permettra d'accroître les recettes fiscales et donc de réduire le déficit public. La collecte d'arriérés d'impôts due par les entreprises publiques contribuera aussi à leur hausse. De plus, le gouvernement devrait réduire ses mesures de soutien aux ménages après un gel de la consolidation budgétaire en 2021. Les efforts de rationalisation des dépenses devraient reprendre avec l'objectif de réduire les coûts administratifs de 30 %, et l'engagement de geler les nouvelles embauches et les promotions des fonctionnaires. En revanche, l'introduction de la TVA au taux de 15 % a été reportée et est désormais prévue pour le dernier trimestre 2022. Le coût associé à la dette, essentiellement concessionnelle, reste peu élevé (moins de 4 % du budget de l'Etat). Le pays continuera ses efforts pour régler les arriérés extérieurs, équivalents à 2,2 % du PIB. Un accord de restructuration avec le Brésil a déjà été trouvé.

Le déficit courant devrait s'améliorer en 2022 grâce à une reprise plus dynamique du secteur des services. En effet, la hausse des recettes touristiques devrait permettre à la balance des services de redevenir excédentaire. La balance commerciale ne se réduira que marginalement, car les dépenses d'importations de pétrole (20 % des importations) et de biens d'équipement compenseront la hausse des exportations de cacao. La coopération internationale courante alimentera l'excédent du compte des transferts. L'archipel restera tributaire du soutien des prêteurs multilatéraux et bilatéraux pour financer le déficit courant. Elle continuera de bénéficier de l'aide du FMI dans le cadre d'un programme FEC octroyée en octobre 2019 (18 millions USD sur 40 mois). Les réserves de changes, représentant près de 4 mois d'importation, se sont renforcées grâce à l'attribution de droits de tirage spéciaux par le FMI pour un montant de 20 millions USD en août 2021.

Élections législatives en 2022

Après un report de plus d'un mois lié à des accusations de fraude, Carlos Vila Nova, candidat du parti de centre-droit Action démocratique indépendante (ADI), a remporté l'élection présidentielle de septembre 2021 avec près de 58 % des voix au second tour. Il succède à Evaristo Carvalho (ADI), élu en 2016, qui a décidé de ne pas se présenter à un second mandat. En attendant les élections législatives, prévues en octobre 2022, cette élection prolonge la cohabitation avec le Premier ministre et chef du parti social-démocrate du Mouvement de libération de Sao Tomé-Et-Principe (MLSTP-PSD), Jorge Bom Jesus. En effet, ce dernier a été nommé suite aux élections législatives d'octobre 2018, à la faveur de la coalition formée par le MLSTP-PSD (23 sièges sur 55) et d'autres petits partis (PCD-UDD-MDFM), malgré la majorité relative obtenue par l'ADI (25 sièges). La cohabitation précédente n'avait pas généré de tensions et la collaboration ne devrait pas poser de difficultés jusqu'aux élections législatives. L'archipel possède des antécédents démocratiques relativement solides par rapport à ses pairs d'Afrique subsaharienne. Alors que plus du tiers de la population vit sous le seuil international de pauvreté et un chômage (environ 15 % en 2021) encore élevé, le risque de troubles sociaux n'est toutefois pas à écarter.

Du fait de son insularité, les relations avec les pays lusophones (Portugal, Angola, Brésil) et les organisations internationales restent cruciales. Depuis la reconnaissance d'une Chine unique au détriment de Taïwan en 2016, les relations avec la Chine se renforcent, comme l'illustre l'augmentation des financements accordés à l'archipel.

SÉNÉGAL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**16,7**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 474**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,4	1,5	5,1	5,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,0	2,5	2,2	2,3
Solde public / PIB * (%)	- 3,9	- 6,4	- 5,4	- 4,8
Solde courant / PIB (%)	- 8,1	- 10,7	- 12,1	- 11,6
Dette publique / PIB (%)	63,8	68,7	70,9	70,1

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

MALI	18 %
SUISSE	11 %
ZONE EURO	9 %
INDE	7 %
CHINE	6 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	39 %
CHINE	9 %
NIGERIA	6 %
RUSSIE	5 %
INDE	4 %

- Solides antécédents en matière de stabilité politique
- Une économie relativement diversifiée
- Soutien des bailleurs de fonds internationaux dans le cadre du Plan Sénégal émergent, notamment du FMI avec son Instrument de coordination de la politique économique
- Appartenance à la zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA)
- Progrès en termes de climat des affaires et de gouvernance (même si la corruption persiste)
- Importantes réserves de pétrole et de gaz naturel au large des côtes, ainsi que de nombreux autres minéraux (or, phosphate, platinoïdes, fer, baryte...)
- Démographie dynamique

- Croissance et exportations dépendantes des aléas climatiques et de l'évolution des cours des produits de base (arachide, coton, horticulture, minéraux)
- Importateur net d'énergie et de produits alimentaires
- Insuffisances des infrastructures (énergie, transport)
- Un endettement important
- Pauvreté touchant la moitié de la population

APPRÉCIATION DU RISQUE

En attendant les hydrocarbures, l'investissement dynamise l'activité

Après le ralentissement consécutif à la pandémie de la COVID-19, l'activité a rebondi et devrait gagner en vigueur en 2022. Le risque associé à la pandémie restera élevé, car la vaccination progresse lentement, mais l'amélioration du taux d'inoculation devrait permettre d'éviter de nouvelles mesures strictes de confinement en 2022. Cela donnera l'impulsion pour une contribution accrue de la consommation privée à l'activité économique. L'agriculture, qui emploie directement 30 % de la population, devrait rester allante, portant le revenu des ménages et leur consommation. Celle-ci bénéficiera également des remises d'expatriés (10 % du PIB) qui devraient rester dynamiques. En outre, l'investissement public, abondé par l'investissement privé, sera un moteur majeur de croissance. À l'approche du début de production commerciale, prévu pour 2023, le développement des projets d'hydrocarbures de Grand Tortue Ahmeyin (gaz, partagé avec la Mauritanie) et de Sangomar (pétrole) fera du secteur un récipiendaire majeur de l'investissement. L'agriculture, la pêche, le textile, les technologies de l'information, le tourisme, l'énergie (barrage hydroélectrique de Sambangalou) et les infrastructures de transport, à commencer par le développement du port en eaux profondes de Ndayane, présenteront également des opportunités pour les entreprises privées. De plus, le laboratoire allemand BioNTech devrait commencer la construction d'un site de production de vaccin contre la COVID-19 en milieu d'année. Les activités de construction resteront donc vigoureuses. Les exportations poursuivraient leur progression, portées, particulièrement, par l'exploitation aurifère, en plein essor. Les produits halieutiques, les acides phosphoriques, le ciment et l'arachide apporteront aussi leur écot aux recettes d'exportations. L'assouplissement des restrictions de voyage devraient également soutenir un rebond partiel de celles générées par le tourisme. Les importations de biens d'équipement et de carburant limiteront néanmoins la contribution nette des échanges à la croissance.

Larges déficits jumeaux avant le coup de pouce des recettes pétrolières et gazières

Après le pic enregistré en 2020, conséquence de la pandémie de la COVID-19, le déficit budgétaire s'est engagé sur une trajectoire descendante progressive vers la norme communautaire de l'UEMOA (3 % du PIB). En 2022, sa réduction sera principalement imputable à la hausse des revenus publics, accompagnée par la poursuite de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT). En attendant les recettes supplémentaires générées par l'exploitation des gisements d'hydrocarbures à partir de 2023, celle-ci vise à élargir l'assiette fiscale. Afin de maîtriser la dépense, l'orientation prioritaire vers les dépenses d'investissement continuera. La trajectoire ascendante de la dette, accentuée par la crise, reste une source de préoccupation. Ses intérêts absorberont 11 % des recettes internes prévues par la loi des finances 2022. Les autorités entendent donc privilégier l'endettement concessionnel et sur le marché financier régional pour en limiter la charge.

L'important déficit du compte courant est lié à celui de la balance des marchandises (supérieur à 10 % du PIB), dû aux importations d'équipements générées par les projets, notamment gaziers. Sa légère amélioration, grâce à des exportations dynamiques, devrait participer à réduire le déficit courant en 2022. De plus, celui généré par les échanges de services devrait être atténué par la hausse des recettes touristiques. Les intérêts de la dette continueront de générer un déficit, plus marginal, du compte des revenus primaires. Les transferts des expatriés et, dans une moindre mesure, des partenaires internationaux, qui alimentent l'excédent du compte des revenus secondaires, tempèreront le large déficit courant. Les IDE dans les nombreux projets, particulièrement ceux de développement des hydrocarbures, participeront à financer le déficit courant, au côté des emprunts concessionnels. Le recours à la dette extérieure commerciale devrait ainsi être limitée.

Une situation politique stable mais les tensions couvent

Le scrutin présidentiel de 2019 a reconduit Macky Sall pour un second mandat. Depuis 2017, il dispose d'une large majorité parlementaire (125 sièges sur 165) dans le cadre de la coalition Benno Bokk Yaakaar (BBY). Son deuxième gouvernement depuis sa réélection, constitué en novembre 2020, s'est ouvert à sept personnalités de l'opposition, dont l'un de ses principaux adversaires à la présidentielle, Idrissa Seck. Le gouvernement restera confronté au mécontentement généré par le chômage élevé, particulièrement chez les jeunes urbains, la prévalence de la pauvreté, et la perception d'inégalités croissantes. L'insatisfaction à son égard a été particulièrement mise en évidence par les manifestations violentes de mars 2021, déclenchées par l'arrestation d'Ousmane Sonko, un dirigeant de l'opposition, et alimentées par ces conditions sociales sous-jacentes. La question controversée d'un troisième mandat consécutif pour Macky Sall constituera aussi un facteur potentiel de tensions à l'approche de l'élection présidentielle de 2024. Celles, législatives, prévues pour juillet 2022, pourraient les faire de nouveau émerger. Néanmoins, si elle pourrait perdre des sièges, BBY, bénéficiant encore de larges soutiens, particulièrement en zone rurale, devrait être en mesure de conserver sa majorité, assurant une certaine stabilité politique.

SERBIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	6,9
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	7 646
DEVISE Dinar serbe	RSD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	4,3	- 0,9	6,8	4,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,9	1,6	4,1	6,4
Solde public / PIB (%)	0,0	- 7,3	- 6,4	- 2,3
Solde courant / PIB (%)	- 6,5	- 3,9	- 3,5	- 3,7
Dette publique / PIB (%)	52,8	58,4	59,1	58,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	38 %
BOSNIE-HERZÉGOVINE	7 %
ROUMANIE	7 %
HONGRIE	5 %
RUSSIE	5 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	26 %
CHINE	7 %
GÉORGIE	6 %
CHILI	6 %
RUSSIE	4 %

- Accord de stabilisation et d'association avec l'UE permettant à 93 % des produits serbes d'entrer sans droits de douane
- Processus d'adhésion à l'UE en cours (18 chapitres sur 35 ont été ouverts, dont deux ont été fermés, sans changement depuis octobre 2020)
- Réforme du secteur public en coordination avec le FMI et l'UE
- Ressources naturelles (charbon, bauxite, cuivre, zinc, or, lithium) et autosuffisance alimentaire
- Industrie automobile en plein essor

- Pays enclavé avec une infrastructure routière de mauvaise qualité
- Un secteur public énorme et inefficace
- Lenteur des procédures judiciaires, harcèlement douanier, corruption, manque de transparence du gouvernement
- Important secteur informel : 26 % du PIB et 19 % de l'emploi (en 2019, dernières données)
- Relations difficiles avec plusieurs pays voisins
- Fuite des cerveaux (chômage des jeunes : 32 % au 1er trimestre 2021)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Normalisation après une forte reprise

L'année 2021 a été caractérisée par une forte reprise économique. Malgré la mise en place d'un confinement au début de l'année 2021, la proportion relativement élevée de l'agriculture (8 % du PIB), de la construction (7 % du PIB) et de l'industrie manufacturière (25 %, en particulier les produits de base tels que les produits alimentaires et les métaux), dans l'économie serbe a permis d'amortir l'impact sur l'économie, qui a encore enregistré une croissance dynamique au début de l'année. En outre, la campagne de vaccination a rencontré un grand succès au cours du premier semestre 2021, mais elle s'est beaucoup ralentie, de sorte que début décembre. Le niveau de vaccination n'a pas protégé la Serbie contre deux grandes vagues de COVID-19 de l'année dernière. Cette année, l'économie devrait se calmer et retrouver un rythme de croissance plus progressif. Les investissements (22 % du PIB) et la consommation privée (68 % du PIB) devraient constituer les principaux vecteurs de croissance. Les investissements publics et privés sont soutenus par de grands projets tels que la construction du premier réseau de métro de Belgrade, qui a débuté en novembre 2021 et se poursuivra jusqu'en 2026. Parallèlement à d'autres investissements dans la construction automobile, le groupe minier Rio Tinto a annoncé un investissement de 2,4 milliards d'USD dans la mine de lithium de Jadar à l'été 2021, qui pourrait produire 58 000 tonnes par an à partir de 2026. Toutefois, en raison des protestations, l'avenir de ce projet n'est pas clair. La consommation privée devrait bénéficier d'un taux d'épargne encore élevé (15,5 % en moyenne au premier semestre 2021) et d'un certaine tension sur le marché du travail, le taux d'activité ayant déjà atteint un niveau record à l'automne 2021. Cela devrait favoriser la croissance des salaires. Toutefois, le pouvoir d'achat diminuera probablement en raison de la forte hausse du taux d'inflation, qui devrait culminer à plus de 8 % ce printemps, en raison des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que des prix élevés des importations. Cette pression sur les prix devrait ensuite ralentir lentement, mais le taux d'inflation restera probablement supérieur à l'objectif d'inflation de la Banque nationale de Serbie (BNS) de 3 % +/- 1,5 points de pourcentage jusqu'en automne. Par conséquent, la BNS pourrait décider d'augmenter son taux directeur de 50 points de base jusqu'à 1,5 % au cours du premier semestre, ce qui serait encore sensiblement inférieur au niveau de 2,25 % d'avant la COVID-19. Alors que la plus forte augmentation de la consommation devrait encore tirer les importations, dans le même temps, la reprise attendue du secteur manufacturier européen, surtout au second semestre, devrait favoriser les exportations. Néanmoins, les exportations nettes devraient encore peser sur les perspectives de croissance, mais pas autant qu'en 2021.

Assainissement des finances publiques

En avril 2021, la Serbie a signé un nouvel instrument de coordination des politiques avec le FMI, qui sera en vigueur jusqu'en 2023. Bien qu'il ne comprenne aucun financement, il incite le gouvernement à établir un budget viable. En 2022, la plupart des mesures de soutien liées à la pandémie ont pris fin, tandis que les recettes devraient encore augmenter en raison de la hausse des revenus fiscaux (reprise économique + paiement des impôts reportés de 2020/21). Cela devrait ramener le déficit public sous l'objectif de 3 % fixé par Maastricht et stabiliser la dette publique en dessous de 60 %. Le déficit structurel des échanges de biens devrait diminuer un peu en 2022 avec une légère accélération des exportations. On ne s'attend qu'à un changement superficiel des sorties de revenus primaires nets structurels (dividendes et intérêts rapatriés des investisseurs étrangers), qui seront toujours plus que compensés par les envois de fonds des travailleurs expatriés. La balance des services restera excédentaire. Les stocks de la dette extérieure et de la dette en devises étrangères restent élevés (62 % et 77 % du PIB, respectivement).

Les questions environnementales deviennent un problème pour le gouvernement autoritaire

Le président Aleksandar Vučić dirige le pays avec son Parti progressiste (SNS), qui disposait, fin 2021, de 173 sièges sur 250 au parlement. En incluant les autres partis de la coalition et les partis qui soutiennent le gouvernement, l'alliance dispose de 92 % de tous les sièges. La principale raison de cette énorme majorité est le boycott des dernières élections de 2020 par les principaux groupes d'opposition, qui s'est traduit par une faible participation (48 %). Toutefois, le pouvoir du SNS, qui exerce un contrôle important sur les médias et le système judiciaire, s'est effondré fin 2021. À partir de la mi-septembre, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues pour protester contre le projet d'exploitation minière de lithium de Rio Tinto, par crainte d'une pollution de l'eau et des sols, et contre la nouvelle législation permettant de saisir plus facilement les propriétés privées pour mener à bien des projets publics. Bien que Vučić ait annoncé que les blocages de routes étaient illégaux, il a suspendu deux lois fondamentales en faveur du projet d'exploitation du lithium, peut-être pour calmer la population avant les prochaines élections législatives qui ont été avancées à avril 2022 pour les faire coïncider avec les élections présidentielles et municipales. Dans l'intervalle, la Serbie n'a fait aucun progrès dans son processus d'adhésion à l'UE en 2021, ni dans le dialogue visant à normaliser ses relations avec le Kosovo, dont la Serbie n'accepte pas l'indépendance. La Serbie n'est pas membre de l'OTAN et entretient des liens étroits avec la Russie et la Chine.

SIERRA LEONE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**8,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**527**
DEVISE Leone sierra-léonais	**SLL**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,3	- 2,0	4,0	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	14,8	13,5	10,5	10,0
Solde public / PIB (%)	- 2,7	- 5,8	- 4,0	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 20,0	- 16,0	- 14,5	- 13,5
Dette publique / PIB (%)	70,0	73,7	73,0	72,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SOMALIE	17 %
ZONE EURO	17 %
CHINE	14 %
CORÉE DU SUD	12 %
SÉNÉGAL	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	23 %
ZONE EURO	17 %
INDE	9 %
TURQUIE	8 %
ÉTATS-UNIS	6 %

- Importantes ressources minières (diamant, rutile, bauxite, or, minerai de fer, limonite, platine, chromite, coltan, tantalite, columbite et zircon)
- Production de café, riz, cacao, huile de palme
- Soutien financier des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de développement)
- Potentiel touristique
- Activité portuaire importante amenée à se développer

- Vulnérabilité aux conditions climatiques
- Forte dépendance aux cours des matières premières
- Corruption, droits de propriété insuffisamment protégés
- Difficultés d'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises
- Infrastructures insuffisantes, défaillance du système de santé
- Risque de résurgence de l'épidémie de virus Ebola
- Extrême pauvreté, chômage important

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise portée par les secteurs miniers et agricoles

Après une contraction de l'économie consécutive à la pandémie de la COVID-19, et à ses répercussions sur le secteur minier du pays (environ 60 % des exportations), la croissance poursuivra, en 2022, le rebond amorcé en 2021. Comme en 2021, elle sera notamment impulsée par la reprise des investissements dans les activités extractives (or, diamant, rutile, minerai de fer). La réconciliation des différends avec Kingho et *Gerald Group*, qui opèrent, respectivement, les mines de fer de Tonkolili et Marampa, améliorera l'image du pays comme destination d'investissement pour les entreprises minières. Les politiques de promotion de l'investissement privé dans l'agriculture devraient aussi favoriser la formation brute de capital fixe. Si les efforts d'assainissement budgétaire limiteront la dépense, sa part publique dans les infrastructures devrait monter en puissance dans le cadre du Plan national de développement (PND). La consommation privée sera également un moteur de la croissance en 2022, grâce au redressement de l'agriculture (61 % du PIB et 2/3 des emplois en 2020), et aux envois de fonds d'expatriés. Néanmoins, celle-ci restera fortement impactée par les cours mondiaux élevés des denrées alimentaires, qui entretiendront une inflation élevée. La demande domestique plus soutenue se traduira par une facture d'importations plus haute, limitant la contribution des échanges extérieurs à la croissance. Elle serait néanmoins positive grâce à la croissance des exportations de minerais. La montée en puissance de la production aux sites de Tonkolili et de Marampa, qui a repris en 2021 après avoir été interrompu en 2019, soutiendra cette évolution. De plus, l'ouverture de la première usine de transformation de cacao du pays en novembre 2021 devrait favoriser les recettes d'exportation générées par l'or brun. Bien qu'elles resteront dépendantes des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, celles du tourisme (5,5 % des exportations) progresseraient aussi. Ce secteur et la reprise du commerce bénéficiera au secteur des services (29 % du PIB en 2020).

Les déficits jumeaux s'améliorent, mais restent source de vulnérabilité

Le déficit budgétaire, qui s'était creusé lors de la pandémie, s'est atténué en 2021. Il devrait également se réduire en 2022, grâce à la hausse des revenus miniers et au plan de consolidation budgétaire. Le programme de réformes des pouvoirs publics visant à créer une marge de manœuvre pour financer les priorités du PND pourra encore s'appuyer sur le soutien du FMI dans le cadre d'un programme FEC pour un montant de 172 millions USD, à condition de tenir ses engagements sur la bonne tenue de ses objectifs. Alors qu'il sera dans sa dernière année, le gouvernement devrait adopter des mesures visant à contenir les dépenses courantes, en imposant un gel des recrutements dans le secteur public et une réforme des retraites. Afin d'augmenter la mobilisation des recettes publiques, il entend lutter contre l'évasion fiscale et limiter les exemptions fiscales. En raison du coût de l'endettement domestique (26 % de la dette publique), le recours aux prêts concessionnels sera privilégié pour financer le déficit. Représentant déjà 30 % de la dette publique, ils tempèrent le risque élevé de surendettement associé au niveau de celle-ci.

S'il se réduira en 2022, le déficit du compte courant restera très important. La dépendance du pays aux importations, particulièrement de denrées alimentaires (80 % de la consommation serait importée), continuera d'alimenter un large déficit commercial. Ce dernier continuerait de se rétrécir grâce à la reprise des exportations (+ 33 % en 2021), principalement de produits miniers. Les déficits du compte des services (4,9 % du PIB en 2020), et des revenus (2 % du PIB), tous deux liés à la présence des investisseurs étrangers, pèseront également. Le déficit courant sera principalement financé par les IDE, principalement dans les secteurs miniers et agricoles, et l'aide d'organisations internationales. Le pays maintien des réserves de change équivalentes à 6 mois d'importations, grâce à l'allocation des droits de tirage spéciaux versées par le FMI en 2021. Leur niveau et les recettes d'exportation supplémentaires permettraient de ralentir la dépréciation du leone. Suite à une annonce de la banque centrale en 2021, il devrait faire l'objet d'une redénomination cette année : la valeur faciale des billets du « nouveau leone » sera divisée par 1 000 par rapport à ceux en circulation jusqu'alors.

Les élections 2023 se profilent dans un climat politique et social fragile

Julius Maada Bio, issu du parti populaire sierra-léonais (SLPP), a été élu président lors des élections de mars 2018. Si le principal parti d'opposition, *All People's Congress* (APC), avait remporté le plus grand nombre de sièges lors des élections législatives tenues le même jour, il a perdu le bénéfice de sa majorité, suite à la destitution de dix députés de l'APC par la Haute Cour en 2019, remplacés par des membres du SLPP. Si ce dernier ne dispose pas pour autant de la majorité absolue, le gouvernement peut s'appuyer sur le soutien des 14 députés indépendants pour mettre en place ses réformes, dont la mise en œuvre du PND. L'accent est également porté sur la lutte contre la corruption. Par ailleurs, la résolution des différends entourant les mines de Tonkolili et de Marampa pourrait envoyer un signal positif sur l'environnement des affaires. Toutefois, à l'approche des élections présidentielles et législatives de 2023, les tensions entre les partisans du SLPP et de l'APC pourraient devenir de plus en plus vives. Des réclamations pour fraude à l'occasion d'élections dans le district de Koinadugu en octobre 2021 témoignent de certaines crispations. En outre, dans l'un des pays comptant parmi les plus pauvres du monde, les défis socioéconomiques persistants, amplifiés par la pandémie, entretiennent le mécontentement social.

SINGAPOUR

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	5,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	59 795
DEVISE Dollar de Singapour	SGD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,3	- 5,4	7,2	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,6	- 0,2	2,3	3,0
Solde public / PIB * (%)	0,2	- 13,9	- 2,2	2,0
Solde courant / PIB (%)	14,3	17,6	19,5	17,0
Dette publique / PIB (%)	125,5	150,2	137,9	139,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 : 1er avril 2022 - 31 mars 2023.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

Importations de biens % du total

- Compétitivité hors-prix élevée
- Industrie à forte valeur ajoutée (nouvelles technologies, finance, chimie, pharmacie)
- Importante plate-forme de transport et de commerce de marchandises (air et mer), centre financier
- Importants flux d'IDE grâce au régime fiscal avantageux, à la stabilité politique et à l'excellent climat des affaires
- Premier exportateur de capitaux d'Asie par le biais de fonds souverains

- Dépendance à l'égard des exportations et des importations (énergie et denrées alimentaires)
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de logements, vieillissement de la population
- Vulnérable au ralentissement structurel de l'économie chinoise et aux tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance solide attendue en 2022

La reprise économique que connaît Singapour va se renforcer au fur et à mesure que le pays reprend vie et poursuit la réouverture de ses frontières. Bien que nous prévoyons un ralentissement du taux de croissance du PIB en 2022 après un solide rebond en 2021, il devrait néanmoins rester supérieur à la tendance. Une croissance économique mondiale soutenue profitera à l'économie singapourienne du fait de sa forte dépendance au commerce international. Le ratio commerce/PIB de Singapour est supérieur à 300 %, les exportations nettes de biens et de services représentant plus d'un quart du PIB. L'industrie manufacturière (> 20 % du PIB), dans laquelle les produits électroniques, les machines et les équipements de transport représentent près de la moitié du total des exportations nationales, sera très performante dans cet environnement. Les secteurs de l'information/communication et de la finance (près de 20 % du PIB) continueront également à enregistrer une croissance solide à l'ère de la COVID-19, tout comme l'industrie pharmaceutique. Le secteur de la construction devrait continuer à faire face aux défis que constituent la hausse des coûts des matériaux et les pénuries de main-d'œuvre. L'investissement privé (environ 25 % du PIB) pourrait s'améliorer dans le sillage d'une amélioration des perspectives économiques, d'un assouplissement progressif des restrictions aux frontières et d'une reprise mondiale soutenue, Singapour devant également assouplir ses mesures de confinement.

Une nouvelle amélioration du marché du travail devrait soutenir les dépenses des ménages (34 % du PIB). Dans le même temps, les pressions inflationnistes s'accumulent dans un contexte de renforcement de la demande mondiale et d'intensification des contraintes liées à l'approvisionnement. Une hausse plus rapide que prévu des prix à la consommation et une forte pression à la hausse sur la monnaie locale pourraient inciter l'Autorité monétaire de Singapour à resserrer davantage sa politique monétaire après le resserrement d'octobre 2021 et une réunion hors cycle en janvier 2022.

Rétablissement de l'équilibre budgétaire

Le déficit budgétaire devrait se réduire, passant de 13,9 % pour l'exercice 2020 à 2,2 % pour l'exercice 2021. La perception de recettes solides au cours de l'année fiscale actuelle (qui se termine en mars 2022) pourrait permettre à Singapour de se rapprocher de l'équilibre budgétaire. Avec l'apaisement de la crise, nous prévoyons que Singapour renoue avec l'excédent budgétaire au cours du prochain exercice (à partir d'avril 2022), ce qui aidera le gouvernement à respecter la règle qui prévoit un budget équilibré d'ici à la fin de son mandat de cinq ans. Après avoir représenté 20 % du PIB (100 milliards de dollars singapouriens) en 2020, les mesures d'aide mises en place par le gouvernement sont devenues plus ciblées en 2021, avec l'objectif de soutenir les entreprises et les travailleurs des secteurs vulnérables (par exemple, le commerce de détail, l'alimentation et les boissons, l'aviation) tandis que les secteurs tournés vers l'exportation ont connu une forte reprise. Malgré une réduction importante des réserves passées de 53,7 milliards de dollars singapouriens (11 % du PIB), celles-ci restent importantes et sont estimées entre 200 % et 300 % du PIB.

Singapour est un pays créancier net, avec un bilan solide et une dette nette nulle. La dette publique apparemment élevée (125 % du PIB en 2019) inclut principalement des obligations et des titres à long terme émis pour des raisons autres que les besoins budgétaires du gouvernement. Toutefois, en mai 2021, le Parlement a promulgué la loi sur les prêts gouvernementaux pour les infrastructures majeures, qui permet au gouvernement d'emprunter jusqu'à 90 milliards de dollars singapouriens pour financer des projets d'infrastructure à long terme et de grande envergure (coûtant individuellement au moins 4 milliards de dollars singapouriens). Le projet d'augmentation de la taxe sur les produits et services (TPS) entre 2022 et 2025 permettra d'augmenter les recettes de 3,0 à 3,6 milliards de dollars singapouriens par an.

Singapour continue de bénéficier d'un important excédent de la balance courante (20 % du PIB au premier semestre 2021), grâce à un excédent commercial dépassant les 20 % du PIB. Le pays est un bénéficiaire net des investissements directs étrangers (15 - 20 % du PIB ces dernières années), qui sont plus que compensés par ses sorties des investissements de portefeuille, des produits financiers dérivés et autres investissements. Malgré une forte baisse des entrées nettes des IDE en 2020, les sorties nettes des investissements de portefeuille ont été réduites, et celles des autres investissements se sont transformées en entrées nettes, ce qui a contribué à ce que Singapour enregistre une entrée nette dans son compte de transactions financières pour la première fois depuis 1993.

Succession des dirigeants politiques

Le Parti d'action populaire (PAP) reste un parti dominant dans la politique de Singapour, bien que les élections générales de 2020 aient vu son vote populaire passer de 70 % en 2015 à 61 %. Si le gouvernement du PAP reste solidement accroché au pouvoir, le plan de succession des dirigeants de Singapour a été perturbé lorsque le vice Premier ministre, Heng Swee Keat a annoncé qu'il se retirerait de la tête de la direction de quatrième génération du PAP en avril 2021. La recherche du futur successeur du Premier ministre Lee Hsien Loong, en poste depuis 2004, sera une question politique centrale en 2022, alors que Singapour sortira de la pandémie.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT À SINGAPOUR

Paiement

Les chèques, espèces et virements bancaires sont tous des moyens de paiement fréquemment utilisés pour les transactions domestiques à Singapour. Les virements bancaires sont largement utilisés pour les transactions internationales car ils sont rapides et sécurisés. Les lettres de crédit stand-by et les lettres de crédit stand-by irrévocables sont souvent utilisées pour les transactions d'exportation.

Recouvrement des créances

Phase amiable

La phase amiable commence quand le créancier contacte son acheteur au moyen de lettres, d'appels téléphoniques et, si possible, en lui rendant visite dans ses locaux commerciaux. Ces prises de contact sont fréquemment suivies de négociations avant de conclure un règlement final. Si l'acheteur n'offre pas de réponse, une visite du site et des recherches en ligne sont effectuées afin de déterminer l'état de l'activité et le statut l'égal de l'acheteur. Si l'acheteur ne fait aucun effort en vue d'une résolution amiable, la procédure judiciaire est un moyen efficace de recouvrer les montants dus pour des biens vendus et livrés à Singapour. Il est néanmoins prudent de s'assurer que l'acheteur possède des actifs suffisants pour satisfaire la créance avant le lancement de la procédure.

Procédure judiciaire

Le droit de Singapour relève de la common law. Ses lois sont principalement régies par les lois de la Cour suprême de Justice (*Supreme Court of Judicature Acts*), lois des tribunaux de l'État (*State Court Acts*), autres décrets d'application procédurale (ou qui contiennent des dispositions de procédure), règles de la cour, directives de pratique, jurisprudence et pouvoirs inhérents des tribunaux.

Les tribunaux de Singapour comprennent les tribunaux d'État (décentralisés) et la Cour suprême. La Cour suprême est composée d'une Haute cour et d'une Cour d'appel (la plus haute juridiction d'appel). La Haute cour est un tribunal de première instance, qui s'occupe généralement de dossiers dépassant la compétence des tribunaux d'État (bien que la Haute cour dispose elle-même d'une compétence illimitée qui lui permet d'examiner n'importe quelle plainte, quel que soit son montant ou sa valeur).

Décision par défaut

Durant la période précisée par l'assignation, si le défendant ne comparaît pas ou ne présente pas de défense, le plaignant peut demander qu'une décision par défaut soit rendue à son encontre. Il peut s'agir d'une décision définitive ou d'un arrêt en référé en fonction de la nature de la réclamation.

Décision en référé

Si le défendeur a comparu et a déposé défense insuffisante, le plaignant peut demander que soit rendue une décision en référé. Pour éviter cela, le défendeur doit démontrer que le litige donne matière à un procès ou qu'il existe une autre raison pour que se tienne un procès. Une requête de décision en référé doit être déposée dans un délai de 28 jours après la clôture des plaidoiries (sauf ordonnance contraire du tribunal).

Exécution d'une décision de justice

Mandat exécutoire

Un jugement peut être appliqué par une série d'ordonnances d'exécution. Il peut s'agit d'une ordonnance de saisie-exécution des biens mobiliers et immobiliers du débiteur, de saisie de biens immobiliers ou de saisie simple. Ces ordonnances autorisent des auxiliaires de justice à prendre les mesures appropriées afin d'exécuter la décision rendue.

Procédure de saisie-arrêt

Ce processus peut se révéler approprié lorsque le débiteur judiciaire détient une créance sur une tierce partie. Lorsque le créancier saisit la créance, le débiteur doit rembourser sa créance au créancier et non plus au débiteur. Pour recouvrer ces créances, le créancier doit d'abord demander une ordonnance de saisie-arrêt *nisi*. Celle-ci peut être déposée sans l'intervention d'autres parties et donne lieu à une procédure de « justification ». Si la tierce partie endettée confirme sa dette exigible à l'endroit du débiteur judiciaire au moment de l'exposé des motifs, le teneur de registre peut demander à rendre définitive l'ordonnance provisoire de saisie-arrêt.

Inscription de la décision

Si le créancier judiciaire n'a pas la capacité de faire appliquer sa sentence à Singapour, il pourrait avoir la capacité de la faire appliquer dans un pays où le débiteur possède des actifs. Ceci peut se faire en engageant une nouvelle procédure, ou en faisant enregistrer le jugement prononcé à Singapour dans le pays étranger (sur la base d'une réciprocité d'application entre les deux pays).

Procédure d'insolvabilité

Plan d'arrangement

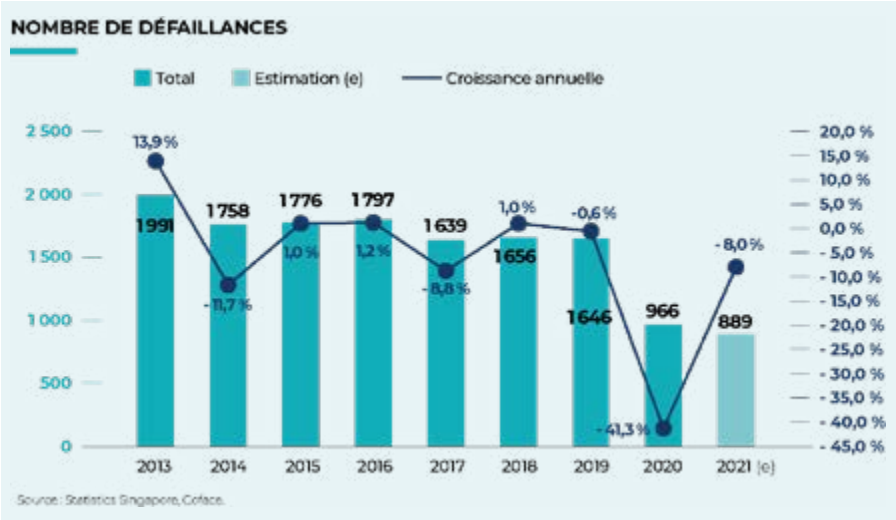
Les plans d'arrangement commencent par une requête au tribunal, pour une ordonnance convoquant une ou plusieurs assemblées des créanciers, des membres de la société ou des actionnaires de la société. Si le tribunal accepte l'ordonnance, une proposition doit alors être déposée avant les assemblées pertinentes et approuvée à la majorité requise (à moins que le tribunal n'en décide autrement) par les créanciers, la catégorie de créanciers, les membres ou la catégorie de membres, les actionnaires ou la catégorie d'actionnaires.

Administration judiciaire

Lorsqu'une société est en difficulté financière, mais a des chances raisonnables d'être réhabilitée ou de préserver tout ou partie de son activité en continuité d'exploitation (ou même si les intérêts des créanciers seraient mieux servis que par un recours à la liquidation), la société ou ses créanciers peuvent déposer auprès du tribunal une requête d'administration judiciaire par un administrateur judiciaire.

Liquidation

Si une société insolvable est incapable de surmonter ses difficultés, elle peut être dissoute. Ceci permet la liquidation de ses actifs de sorte que ses créanciers peuvent être remboursés d'au moins une partie de ce qui leur est dû. Ce processus s'appelle une dissolution ou une liquidation. Il peut arriver qu'une société saine soit mise en liquidation judiciaire si ses membres ne souhaitent pas qu'elle poursuive son activité. Lorsqu'une société est liquidée, ses actifs ou ses recettes sont utilisés en premier lieu pour rembourser les créanciers. Ensuite, tout solde est distribué au pro rata aux actionnaires.



SLOVAQUIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	5,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	19 145
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,6	- 4,4	3,9	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,0	3,0	4,3
Solde public / PIB (%)	- 1,3	- 5,5	- 7,3	- 4,2
Solde courant / PIB (%)	- 2,0	- 0,8	- 1,6	- 1,1
Dette publique / PIB (%)	48,1	59,7	62,1	60,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	23 %
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	11 %
POLOGNE	8 %
FRANCE	7 %
HONGRIE	6 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	20 %
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	18 %
AUTRICHE	9 %
POLOGNE	8 %
HONGRIE	7 %

- Membre de la zone euro
- Plate-forme de production pour les industries européennes de l'automobile et de l'électronique
- Des comptes publics et extérieurs satisfaisants
- Système financier robuste dominé par des groupes étrangers

- Une économie petite et ouverte qui dépend des investissements et des marchés européens
- Forte concentration sectorielle des exportations : automobile et électronique grand public
- Inégalités de développement selon les régions : l'est du pays est en retard (infrastructures et formation)
- Niveau insuffisant de l'activité R&D, exportations reposant sur des activités d'assemblage (à faible valeur ajoutée)
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée et chômage de longue durée élevé

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise affaiblie par des contraintes d'approvisionnement

La reprise économique de la Slovaquie devrait progresser en 2022. L'an dernier, son activité économique a repris de la vigueur, mais la croissance slovaque a moins accéléré que dans la plupart des autres Pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Cette situation résulte des mesures restrictives liées à la pandémie qui ont été mises en œuvre au début et à la fin de l'année 2021 (confinement et fermeture des commerces non essentiels), ainsi que des pénuries d'approvisionnement. En effet, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement nuisent à l'économie slovaque, qui est tirée par le secteur manufacturier. La production de véhicules représente 36 % des exportations du pays et 13,9 % du PIB. Si le secteur automobile a d'abord bénéficié de la reprise de la demande après l'impact initial de la pandémie, il a ensuite souffert d'une pénurie de semi-conducteurs. Ce problème a entraîné pour toutes les grandes entreprises automobiles de Slovaquie, dont Volkswagen Slovaquie, KIA Motors Slovaquie, Stellantis (anciennement PSA Peugeot-Citroën) et Jaguar Land Rover, une interruption de la production pendant plusieurs jours, une réduction des équipes de travail ou un abandon de certaines lignes de production. Les pénuries mondiales de semi-conducteurs devraient persister tout au long de 2022 et, par conséquent, la croissance des exportations sera limitée par cette contrainte d'approvisionnement. Cela dit, il convient de noter que l'effondrement de la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB sera limité par une baisse de la demande d'importations car de nombreux intrants intermédiaires contenus dans les exportations sont importés.

La demande intérieure restera un moteur de la croissance en 2022. La consommation des ménages devrait s'accélérer malgré une inflation qui restera élevée (principalement en raison des prix de l'énergie et de la hausse des prix des intrants transférés par les entreprises). Bien que les indicateurs du marché du travail se soient affaiblis pendant la pandémie, les mesures de soutien ont limité l'ampleur de la détérioration. Les pénuries de main-d'œuvre sont redevenues flagrantes, en particulier pour la main-d'œuvre hautement qualifiée.

Les investissements privés ont déjà accéléré, la demande croissante ayant incité les entreprises à augmenter leur taux d'utilisation des capacités. Les investissements publics seront stimulés par le fonds NextGenerationEU non seulement en 2022, mais aussi au cours des années suivantes.

Le creusement des comptes publics devrait se réduire

Le déficit public devrait se réduire en 2022 grâce à la progression de la reprise économique et à la suppression progressive des mesures de soutien liées à la pandémies, qui ont creusé le déficit, tant en 2020 qu'en 2021. La Slovaquie bénéficiera de 6,3 milliards d'euros dans le cadre de la facilité de relance et de résilience de l'UE. Les dépenses prévues comprennent, dans un premier temps, le financement de la santé (hôpitaux), du système judiciaire (réorganisation des tribunaux) et de l'éducation (modification du financement et de l'évaluation des universités). Les dépenses publiques seront consacrées de plus en plus à la transformation verte et numérique. La modération des déficits primaires (c'est-à-dire avec les paiements d'intérêts déduits), l'accélération de la croissance du PIB et les faibles coûts de financement contribueront à réduire la charge de la dette publique et à reprendre les mesures d'assainissement budgétaire qui avaient été décidées avant l'apparition de la COVID-19.

La balance courante restera légèrement déficitaire, car les exportations progresseront moins vite que les importations en raison de problèmes d'approvisionnement. La vigueur de la consommation privée favorisera également la croissance des importations. La Slovaquie reste fortement dépendante des marchés extérieurs, les exportations de biens et de services représentant 85,4 % de son PIB en 2020. En outre, les entreprises de divers secteurs sont incluses dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et, par conséquent, indirectement tributaires de la demande mondiale.

Changements sur la scène politique

La militante anticorruption Zuzana Caputova a prêté serment en tant que première femme présidente de la Slovaquie en 2019. Elle a promis de lutter contre l'impunité et de défendre la justice. Le public a été particulièrement sensibilisé à la défense de ces valeurs après le meurtre d'un journaliste en 2018. En effet, le meurtre de Jan Kuciak - qui enquêtait sur des affaires de corruption de haut niveau, et de sa fiancée à leur domicile, a déclenché des manifestations de rue massives. Les dernières élections législatives ont eu lieu en février 2020. Le parti anti-corruption, Peuple ordinaire et personnalités indépendantes (OL'aNO), a remporté les élections. Succédant au précédent gouvernement dirigé par Peter Pellegrini, un gouvernement de coalition composé de quatre partis de centre-droite dirigé par Igor Matovic a prêté serment à la fin du mois de mars 2020. Cependant, en mars 2021, Matovič a démissionné à la suite d'un scandale politique déclenché par un accord secret pour acheter le vaccin russe Sputnik V malgré le désaccord des alliés de la coalition. Plusieurs membres du cabinet ont également démissionné de leur poste. L'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances du pays, Eduard Heger, a repris le poste de premier ministre. En mai 2021, les dirigeants de l'opposition, dont le parti Smer-SD, qui gouvernait auparavant, ont recueilli suffisamment de signatures pour demander un référendum sur des élections législatives anticipées. Toutefois, la présidente Caputova a transmis la requête à la Cour constitutionnelle, qui a déterminé qu'un référendum sur des élections anticipées n'était pas conforme à la constitution slovaque.

SLOVÉNIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	2,1
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	25 549
DEVISE Euro	EUR

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,2	- 4,8	6,9	4,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,6	- 0,1	1,9	4,3
Solde public / PIB (%)	0,4	- 7,7	- 7,1	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	6,0	7,4	4,4	4,7
Dette publique / PIB (%)	65,6	79,8	77,3	74,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	17 %
SUISSE	10 %
ITALIE	9 %
CROATIE	7 %
AUTRICHE	6 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	14 %
SUISSE	11 %
ITALIE	10 %
AUTRICHE	8 %
TURQUIE	6 %

- Membre de la zone euro
- Économie diversifiée (automobile, pharmacie, électricité, électronique, tourisme)
- Intégré dans la chaîne de production européenne
- Comptes extérieurs en excédent
- Efforts pour assainir le secteur bancaire

- Petit marché intérieur, économie très ouverte (les exportations de biens et services représentent 80 % du PIB en 2020)
- Population vieillissante et croissance démographique à l'arrêt, d'où une pénurie de main-d'œuvre
- Dépendance à l'égard des nditions économiques régionales et l'automobile
- Entreprises d'État inefficaces
- Lenteur des procédures administratives et judiciaires

APPRÉCIATION DU RISQUE

La consommation privée et l'investissement, principaux moteurs de la croissance en 2022

La Slovénie a enregistré un très fort rebond économique en 2021 après la récession de 2020. Grâce à la levée des restrictions liées à la COVID-19 au début de l'année, l'économie a connu une croissance dynamique. Cependant, vers la fin de l'année, la Slovénie a été durement touchée par la pandémie en raison d'une campagne de vaccination très hésitante. Cela a entraîné de nouvelles restrictions. En outre, les problèmes d'approvisionnement mondiaux ont atteint de plus en plus la Slovénie, qui est intégrée dans les chaînes de production allemandes, autrichiennes et italiennes, notamment pour le secteur automobile. Ces problèmes assombriront les résultats du premier semestre de 2022. Cependant, à partir du milieu de l'année 2022, les problèmes de chaînes d'approvisionnement devraient se résoudre lentement, ce qui devrait donner un coup de pouce aux exportations de marchandises. Celles-ci devraient alors dépasser lentement la croissance des importations et se traduire par une contribution positive en montant net des exportations. En outre, le tourisme étranger devrait connaître une reprise plus forte cette année (les revenus directs étaient estimés à 6 % du PIB avant la pandémie), grâce à de nouveaux progrès dans la vaccination. Par ailleurs, le marché intérieur devrait rester robuste tout au long de l'année. La consommation privée devrait bénéficier de la baisse de l'impôt sur les revenus du capital et des tranches plus favorables pour l'impôt sur le revenu. En outre, le taux d'épargne toujours élevé devrait accroitre la marge de manœuvre financière pour la consommation. Conjuguée à une évolution très positive du marché du travail (le taux de chômage a déjà atteint les niveaux pré-COVID à la mi-2021), la pénurie de main-d'œuvre devrait entraîner une forte croissance des salaires. Toutefois, une partie de ce pouvoir d'achat supplémentaire sera compensée par la forte augmentation des prix à la consommation. Tiré par les prix élevés de l'énergie et des importations, le taux d'inflation annuel a fortement augmenté à la fin de l'année 2021 et devrait atteindre un pic supérieur à 5 % au printemps 2022. Avec la diminution des problèmes de chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix devrait se calmer lentement par la suite. Même si une forte augmentation des investissements est anticipée dans la construction et les machines (malgré une augmentation de l'impôt sur les sociétés), l'accent sera mis cette année sur les investissements publics. Dans le cadre du mécanisme européen de relance et de résilience, la Slovénie recevra un total de 1,8 milliard d'euros de subventions (3,8 % du PIB) et 705 millions d'euros de prêts, une première tranche de subventions (231 millions d'euros) ayant déjà été versée en septembre 2021. En 2022, 0,3 % du PIB sera consacré à des investissements dans des projets d'énergies renouvelables et de numérisation, mais aussi à la réforme des systèmes de santé et de retraite. La BCE apporte toujours son soutien grâce à son taux bas et inchangé de rémunération des dépôts (- 0,5 %) et au réinvestissement de ses actifs arrivant à échéance dans le bilan.

Un déficit public toujours perceptible

Même s'il a été plus faible qu'en 2020 et 2021, le déficit public restera perceptible cette année. Du côté des recettes, la reprise aura pour effet d'augmenter les impôts indirects et, en comparaison, la réforme fiscale ne se traduira pas par un effet de même ampleur en termes de baisse d'impôts directs. Les dépenses liées à la récession induite par la COVID-19 seront nettement moins importantes. Toutefois, en raison d'un plan de relance mis en œuvre entre 2020 et 2027, les investissements publics restent élevés. La dette publique devrait diminuer lentement mais rester supérieure à son niveau d'avant la pandémie. Après sa chute impressionnante l'année dernière, l'excédent des comptes courants, habituellement important, ne devrait connaître qu'une légère augmentation en 2022, car l'excédent des échanges de biens devrait rester bas, ce qui est inhabituel, au moins jusqu'au premier semestre de l'année. L'excédent commercial des services devrait augmenter en raison du retour des touristes étrangers, tandis que le solde négatif structurel des revenus d'investissement ne devrait être que légèrement modifié.

Le Premier ministre Janša constamment contesté à l'Assemblée nationale

Depuis mars 2020, le Premier ministre Janez Janša (du parti populiste national-conservateur SDS, 26 sièges sur 90 au Parlement) dirige un gouvernement minoritaire avec le parti chrétien-démocrate NSi (7 sièges) et le parti social-libéral Concretely (5 sièges). Cette coalition est soutenue par l'extrême droite SNS (3 sièges) et les représentants des minorités nationales italienne et hongroise (2 sièges), mais n'a toujours pas de majorité au parlement, ce qui rend difficile l'adoption de lois essentielles. La position du gouvernement est difficile car il y a déjà eu deux votes de défiance contre Janša (février et mai 2021), un contre le ministre de l'Éducation (août 2021) et un contre le ministre de la Justice (novembre 2021). Tous ces votes ont échoué de justesse. Les principales raisons de ces échecs sont l'incapacité du gouvernement à faire face à la pandémie de la COVID-19, la pression politique sur les médias, ainsi que le style autoritaire du Premier ministre. Pour réduire cette pression politique, le président Borut Pahor a avancé au 24 avril 2022 (la date la plus proche possible) les prochaines élections générales, qui étaient prévues pour juin 2022. Si le SDS de Janša était encore en tête des sondages au début de 2022, il a perdu de nombreux alliés au Parlement, de sorte qu'une coalition de centre-gauche est susceptible de remporter les élections. En outre, la date des élections pourrait encore être avancée en cas de nouveau vote de défiance.

SOUDAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**44,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**776**
DEVISE Livre soudanaise	**SDG**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 2,2	-3,6	0,7	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	51,0	163,0	350,0	100,0
Solde public / PIB (%)	- 10,8	- 6,0	- 2,0	- 3,0
Solde courant / PIB (%)	- 15,6	- 17,5	- 11,0	- 9,0
Dette publique / PIB (%)	200,3	272,9	242,0	170,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	30 %
MACAO	24 %
ARABIE SAOUDITE	15 %
EGYPTE	10 %
INDE	5 %

Importations de biens % du total

MACAO	21 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 %
INDE	8 %
ZONE EURO	7 %
EGYPTE	6 %

- Ressources agricoles (terres arables étendues) et minières (or et pétrole) inexploitées
- Position stratégique entre le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Ouest
- Levée progressive, depuis 2017, des sanctions imposées par les États-Unis en 1997 achevée avec la suppression de la liste américaine des États soutenant le terrorisme (décembre 2020), rendant de nouveau possible l'accès aux financements multilatéraux
- Soutien financier international
- Mise en œuvre concluante d'un programme de réformes économiques en partenariat avec le FMI entre juin 2020 et septembre 2021
- Accession à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) du FMI en juin 2021
- Amélioration des relations diplomatiques avec le Soudan du Sud (cessez-le-feu signé en 2018) ; reprise des relations avec Israël

- Processus de transition démocratique et stabilisation économique grandement fragilisés par le coup d'État d'octobre 2021
- Dépendance à l'agriculture (arachide, sésame, bétail, coton), au pétrole, à l'or et à l'aide internationale
- Persistance de l'insécurité personnelle et alimentaire
- Niveau élevé du chômage (notamment des jeunes) et de la pauvreté
- Nombreux groupes rebelles dans plusieurs provinces, persistance des conflits intercommunautaires au Darfour
- Lacunes importantes en termes d'environnement des affaires et de gouvernance ; corruption endémique (174e sur 198 du Corruption Perception Index 2020 de Transparency International)
- Manque d'investissements dans les infrastructures
- Dette extérieure (dont une part importante en arriérés) non viable, malgré sa réduction de moitié de 60 à 28 milliards USD dans le cadre de l'Initiative PPTE
- Extrême faiblesse des réserves de change
- Mauvaise santé du système bancaire et faible indépendance de la banque centrale

APPRÉCIATION DU RISQUE

Transition démocratique fragilisée

Le 25 octobre 2021, le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhane, a dissous le gouvernement intérimaire et le Conseil souverain de transition, placé en résidence surveillée le Premier ministre Abdallah Hamdok, déclaré l'état d'urgence et suspendu la charte constitutionnelle organisant le partage du pouvoir entre civils et militaires jusqu'aux élections prévues début 2024 mises en place suite à l'éviction du dictateur Omar el-Béchir en avril 2019. Après près d'un mois de manifestations populaires, le 21 novembre, il a réinstallé le Premier ministre Hamdok après qu'un nouvel accord sur la transition a été conclu, lui confiant la mission de former un gouvernement de technocrates, avant des élections en juillet 2023. En dépit de ce retour, les manifestations n'ont pas cessé, reprochant à Hamdok d'avoir pactisé avec l'armée, voyant dans son retour et un futur gouvernement civil un habillage destiné à satisfaire la communauté internationale tout en conservant le contrôle. À l'inverse, la communauté internationale, États-Unis et organismes multilatéraux en tête, a marqué son approbation, mais en conditionnant la reprise de son indispensable aide financière à la constitution d'un gouvernement de civils, la libération des personnes détenues depuis le 25 octobre, la levée de l'état d'urgence et la fin des violences contre les manifestants pacifiques. La viabilité de la transition est douteuse, d'autant plus que, face à l'opposition populaire et à la division entre forces civiles, dans un contexte économique difficile, le Premier ministre a démissionné le 2 janvier 2022. La constitution d'un gouvernement acceptable par toutes les parties sera ardue, car les Forces de la liberté et du changement, et les comités de résistance populaire, fers de lance de la révolution de 2019, exigent le retrait des militaires de la vie politique. Or, les chefs militaires peuvent craindre de perdre leurs intérêts économiques et d'être poursuivis pour leurs actions contre la population.

Stabilisation économique sous conditions

La stabilisation de l'économie est intimement liée à l'assistance financière des partenaires étrangers (États-Unis, FMI, Banque mondiale, France, États-Unis, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte), elle-même fonction de leur acceptation des nouveaux arrangements institutionnels. Quand bien même ces conditions seraient réunies, la consommation des ménages (70 % du PIB) restera contrainte par le chômage très élevé, la violence et l'insécurité. Les ménages resteront confrontés à l'hyperinflation, entretenue par la monétisation du déficit, mais surtout les ruptures d'approvisionnement en produits alimentaires et carburant dues aux manifestations qui touchent aussi les villes portuaires sur la mer Rouge, ainsi qu'à la faible productivité agricole. L'investissement privé restera limité dans les villes. Par contre, les investisseurs étrangers devraient poursuivre le développement des champs pétroliers, tandis qu'un fonds abondé par l'Arabie saoudite et les Emirats continuera son action de développement dans le transport et l'agriculture, suppléant un Etat défaillant. Les exportations de pétrole, d'or et de produits agricoles (80 % du total à eux trois) profiteront d'une demande et de cours élevés, même ralenties par les violences dans la province de la mer Rouge et pénalisées par la contrebande et faible productivité dans le secteur aurifère. Malgré une hausse des importations liée à une meilleure orientation de la demande intérieure, la contribution des exportations nettes à la croissance devrait être positive. Par ailleurs, le développement de la crise sanitaire, dans un pays faiblement vacciné, comme les conditions climatiques, primordiales pour une population dépendant de l'agriculture (80 % de l'emploi et 30 % du PIB) resteront des paramètres majeurs.

Une aide étrangère indispensable au bouclage des comptes

En hausse, les recettes budgétaires ne représenteraient, toutefois, que 9 % du PIB en 2022. Elles profiteront de de la bonne tenue des droits de transit sur le pétrole sud-soudanais, ainsi que de la vente de licences d'exploitation minière. L'aide budgétaire extérieure (notamment américaine, française, britannique et multilatérale), suspendue suite au coup d'État, pourrait reprendre au début de 2022. Déjà sollicitée pour le secteur de la santé et le versement d'allocations ciblées aux ménages pour compenser la fin progressive des subventions sur le carburant, elle sera d'autant plus indispensable dans la perspective des élections en 2023. La Banque mondiale a prévu de consacrer 2 milliards USD à des allocations familiales (programme Thamarat). Le déficit pourrait être moins financé par l'émission de monnaie par la banque centrale et plus par l'aide. Suite à l'accession à l'initiative PPTE du FMI, la dette extérieure (80 % de la dette totale), essentiellement auprès de créanciers bilatéraux et multilatéraux, composée à 90 % d'arriérés, devrait être réduite de moitié, le solde étant progressivement annulé d'ici 2024. La signature d'une Facilité élargie de crédit avec le FMI devrait s'accompagner de financements étrangers supplémentaires. Tout ceci étant soumis au réengagement des partenaires.

Le déficit courant continuerait de se réduire. Le déficit commercial, massif du fait des importations de biens de consommation, diminuera avec la progression des exportations. Les droits de transit payés par le Sud-Soudan augmenteront, tout comme les remises des expatriés, confortés par le faible écart entre taux de change officiel et parallèle suite au flottement contrôlé de la livre depuis février 2021. En revanche, les rapatriements de bénéfices par les exploitants étrangers du pétrole et de l'or augmenteront. L'incertitude plane sur la reprise de l'aide internationale, indispensable, les IDE restant trop rares pour financer le déficit.

SRI LANKA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**21,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 682**
DEVISE Roupie srilankaise	**LKR**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,3	- 3,6	3,3	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,3	4,6	4,4	5,0
Solde public / PIB (%)	- 8,2	- 11,9	- 10,5	- 9,7
Solde courant / PIB (%)	- 2,2	- 1,4	- 2,3	- 2,2
Dette publique / PIB (%)	86,8	100,1	105,4	107,7

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	25 %
ZONE EURO	20 %
ROYAUME-UNI	9 %
INDE	6 %
CHINE	2 %

Importations de biens % du total

CHINE	22 %
INDE	19 %
ZONE EURO	7 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 %
MALAISIE	4 %

- Production agricole diversifiée (thé, riz, noix de coco, caoutchouc)
- Situation stratégique au centre des routes commerciales entre l'Asie et le Moyen-Orient
- Intérêts indiens, chinois et japonais
- Succès en matière d'éducation, de santé et de réduction de la pauvreté

- Production agricole vulnérable aux catastrophes climatiques et dépendance au tourisme.
- Faibles niveaux de dépenses publiques en capital à cause du fardeau du service de la dette.
- Dépendance à l'égard des financements extérieurs à court terme
- Manque d'infrastructures
- Tensions ethniques entre Cinghalais et Tamouls

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les vagues de COVID-19 risquent de freiner la croissance

Une dégradation de la situation sanitaire au second semestre 2021, due à des retards dans la vaccination, a poussé le gouvernement à imposer des mesures strictes à partir d'octobre. La campagne de vaccination a connu des retards à la suite de la suspension des livraisons venant d'Inde, le pays étant aux prises avec le variant Delta en mai 2021. Ce frein à l'économie pourrait persister au moins au premier semestre 2022. Bien que les trois principales composantes du PIB, à savoir l'agriculture, l'industrie et les services, aient enregistré une amélioration, l'économie n'a pas atteint les niveaux d'avant COVID-19 du fait de la faiblesse des niveaux de départ. Le secteur manufacturier (15,5 % du PIB) devrait continuer à s'améliorer et a été soutenu par la forte demande extérieure de ses principaux partenaires commerciaux (États-Unis et Europe), notamment pour le textile (50 % des exportations). Cependant, les chiffres du PMI ont démontré la vulnérabilité de l'industrie face aux perturbations au sein des usines dans le sillage de la propagation de la COVID-19 parmi leur personnel, entravant ainsi la production et l'emploi. Le chômage reste élevé et pèse sur la consommation des ménages (70 % du PIB). L'agriculture (8,3 % du PIB) fut grandement impactée par l'interdiction des engrais chimiques et des pesticides imposée en avril 2021. Bien qu'elle ait finalement été levée quelques mois plus tard, le secteur devrait faire face à des difficultés en 2022. Toujours dans une volonté de promouvoir l'agriculure biologique, le gouvernement ne réintroduira pas de subventions pour ces engrais. Le tourisme (11 % du PIB) ne devrait pas connaître de reprise à court terme à cause des restrictions aux frontières : les arrivées de touristes ont reculé de 61,7 % en 2021 par rapport à 2020. Pour soutenir la reprise, le gouvernement a prolongé le moratoire sur les dettes liées au coronavirus jusqu'à décembre 2021, notamment dans l'industrie du tourisme. Cependant, la banque centrale a envoyé des signaux de durcissement de sa politique monétaire en août 2021 et en janvier 2022. Sous l'effet des fortes pressions inflationnistes, elle a augmenté les taux de facilité de dépôt et de prêt à 5,5 % et 6,5 %, ce qui limitera les prêts.

Les finances publiques en difficulté

Avec un déficit important, les finances publiques du Sri Lanka devraient rester mauvaises et donc faire face à un durcissement des conditions de financement extérieur. La dette publique est très élevée et pèse sur le budget : au premier semestre 2021, plus de 70 % des revenus publics ont ainsi été consacrés au paiement des intérêts. La dépendance extérieure est forte : la moitié de la dette est libellée en devises étrangères et est donc exposée à un risque élevé de dépréciation. Les principaux créanciers sont la Chine (10 % de l'encours de la dette), la BAD (13 %), le Japon (10 %), la Banque mondiale (9 %) et les emprunts sur les marchés (47 %). Les réserves de change sont réduites (1 mois d'importations en octobre 2021) après le remboursement d'obligations souveraines internationales, ce qui a incité le gouvernement à contracter un prêt en devises auprès de la Chine, ainsi que des swaps de devises avec le Bangladesh et l'Inde en 2021. L'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI (797 millions USD) soulage aussi temporairement l'épuisement des réserves de change. Celles-ci devraient rester très faibles car de nouveaux remboursements d'obligations sont prévus pour 2022. L'augmentation des envois de fonds des travailleurs (8,8 % du PIB) et des exportations, qui ont toutes deux atteint en 2021 les niveaux pré-COVID-19, devrait continuer à compenser les effets de la faiblesse des recettes liées au tourisme sur le compte courant. La balance commerciale devrait rester déficitaire, car les exportations n'ont pas connu une reprise aussi rapide que les importations, malgré les restrictions indéfinies sur les importations visant à atténuer la crise des devises.

Le clan Rajapaksa assoie son pouvoir

Gotabaya Rajapaksa, qui est populaire parce qu'il a mis fin à la guerre civile en 2009, gouverne depuis 2019. Son programme nationaliste et sécuritaire est symptomatique des tensions ethniques persistantes au Sri Lanka : il a bénéficié du soutien de la majorité ethnique cinghalaise, mais a reçu peu de voix tamoules. Les élections législatives tenues en août 2020 se sont soldées par la victoire du Sri Lanka Podujana Peramuna (SLLP), le parti du président, qui a obtenu une majorité des deux tiers. La nomination au poste de Premier ministre de son frère et ancien président Mahinda Rajapaksa, qui avait adopté une ligne nationaliste, centraliste et autoritaire entre 2005 et 2015, a fait craindre un retour en arrière sur les avancées du gouvernement précédent en matière de corruption, de séparation des pouvoirs et de liberté de la presse. Le SLLP a adopté le 20e amendement en octobre 2020, qui étend l'immunité du président et lui permet de nommer n'importe quel membre du gouvernement sans l'approbation du Parlement : Rajapaksa a ainsi nommé son frère au poste de ministre des Finances, renforçant ainsi l'emprise familiale sur le pouvoir.

Sur le plan extérieur, le clan Rajapaksa semble faire l'objet d'une surveillance internationale. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a reçu le mandat de recueillir des preuves de crimes commis pendant la guerre civile au Sri Lanka, qui s'est soldée par la défaite des Tigres tamouls séparatistes et une vague de décès au sein de la population civile. Les relations avec la Chine pourraient se renforcer à nouveau dans les années à venir. La Chine contribue largement au développement du Sri Lanka, par exemple dans la loi sur la commission économique de la ville portuaire de Colombo. Cependant, la question de la dépendance financière se pose : les autorités n'ont pas remboursé et ont été contraintes de céder le port de Hambantota à la Chine pour 99 ans en 2017.

SUÈDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	52 129
DEVISE Couronne suédoise	SEK

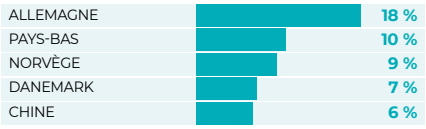
Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,0	- 2,8	4,9	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	0,5	2,1	3,9
Solde public / PIB (%)	0,6	- 2,8	- 0,9	- 0,3
Solde courant / PIB (%)	5,5	5,7	5,5	5,0
Dette publique / PIB (%)	34,9	39,7	37,9	35,7

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

Importations de biens % du total



- Climat des affaires très favorable
- Économie très diversifiée, spécialisée dans les produits de haute technologie (automobile, aviation, télécommunications, énergie nucléaire)
- Niveau de vie élevé
- Finances publiques saines
- Évolution démographique positive grâce à l'immigration

- Forte dépendance à la demande mondiale (exportations = 45 % du PIB en 2020)
- Tensions sur le marché de l'immobilier
- Endettement substantiel des ménages (198 % du revenu personnel disponible en 2020)
- Secteur bancaire très concentré

APPRÉCIATION DU RISQUE

La reprise se poursuit en 2022, mais à un rythme plus lent

La Suède a connu un fort rebond en 2021 après une récession modérée en 2020. Le pays a adopté une approche différente vis-à-vis de la pandémie. Sans aucun confinement strict, la croissance était déjà revenue aux niveaux d'avant la crise au deuxième trimestre 2021 et est restée sur une trajectoire dynamique pendant l'été. Même à l'automne, le PIB a relativement bien augmenté par rapport à d'autres pays européens, en raison du nombre relativement faible de COVID-19 jusqu'en décembre 2021. Néanmoins, on s'attend à ce que l'évolution du PIB se tasse quelque peu au cours de la période hiver/printemps 2022 en raison de problèmes persistants de la chaîne d'approvisionnement, d'une pénurie très importante d'intrants et de problèmes de transport. À partir de l'été, ces obstacles devraient lentement se dissiper et la croissance s'accélérer à nouveau. Indépendamment des problèmes de l'industrie, les principaux moteurs de la croissance devraient être la consommation privée et les investissements. Une réduction temporaire des impôts pour les catégories disposant de revenus moyens devrait soutenir la consommation et favoriser une évolution positive de l'emploi. Toutefois, cela n'a qu'un impact limité sur la hausse des salaires, qui a déjà été négociée en 2020 et a abouti à une augmentation de 5,4 % d'ici mars 2023 (moins que l'accord précédent de trois ans avec une augmentation de 2,2 % par an). Une partie notable de l'augmentation du pouvoir d'achat sera absorbée par l'inflation élevée, résultant en partie de la hausse des prix de l'énergie et des prix des intrants. La pression sur les prix devrait atteindre un pic à la fin de l'été 2022, puis diminuer lentement. La Riksbank a déjà réagi à la hausse de l'inflation (l'objectif d'inflation est de 2 %) et a mis fin à son programme de rachat d'actifs, d'une enveloppe totale de 700 milliards de couronnes suédoises à la fin de 2021. Ceci étant, les actifs d'une valeur de 145 milliards de couronnes suédoises, qui arriveront à échéance cette année, seront réinvestis. Dans l'intervalle, le taux d'intérêt directeur sera maintenu à 0 %. En outre, le commerce extérieur sera un peu moins favorable. Les exportations de biens devraient augmenter à un rythme plus lent en raison de problèmes de chaînes d'approvisionnement, tandis que les importations seront plus fortes en raison de la poursuite de la reprise intérieure. Néanmoins, les touristes devraient revenir plus nombreux cet été. Le secteur public continuera également d'apporter un certain soutien. Alors que la plupart des mesures de soutien liées à la COVID-19 ont pris fin à l'automne 2021, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre cette année un « paquet de réformes » de 74 milliards de SEK (0,9 % du PIB). Ce paquet de réformes comprend des investissements dans la transition climatique, la numérisation et le renforcement du système de protection sociale. Certaines de ces mesures sont combinées à la facilité de redressement et de résilience de l'UE qui prévoit des décaissements pour la Suède à hauteur de 0,2 % du PIB.

Le pays va pratiquement renouer avec un double excédent

L'excédent de la balance courante du pays devrait diminuer un peu cette année, car la diminution de l'excédent des échanges de biens ne peut être compensée par une augmentation de l'excédent des échanges de services, combinée à une hausse des revenus d'investissement provenant de l'étranger. Les finances publiques s'améliore-ront quelque peu en raison de l'augmentation des recettes et de la diminution des dépenses. Néanmoins, un léger déficit est à prévoir à la fin de l'année. La dette publique devrait néanmoins continuer de diminuer et rester à un niveau très bas.

Un nouveau Premier ministre sans soutien majeur au Parlement

Magdalena Andersson est la première femme Premier ministre suédoise et a été élue lors d'un été/automne 2021 politiquement agité. Le parti social-démocrate du précédent Premier ministre Stefan Löfven (100 sièges sur 349 au parlement) a remporté les dernières élections générales en 2018. En raison de la performance solide des Démocrates suédois de droite (62 sièges), aucun des blocs politiques classiques (gauche vs conservateurs) n'a obtenu la majorité au parlement. Par conséquent, Löfven a dirigé un gouvernement minoritaire de centre-gauche (ce qui est assez habituel en Suède) avec le parti des Verts (16 sièges), soutenu par le parti social-libéral du Centre (31 sièges) et le parti de gauche (27 sièges). En juin 2021, le Parti de gauche a quitté le bloc de soutien après un combat au sein du gouvernement sur le contrôle des loyers. Dans ce contexte, Löfven a essuyé un vote de défiance au Parlement et a démissionné. Aucun autre parti ne parvenant à former une nouvelle coalition gouvernementale, Löfven a été à nouveau nommé premier ministre en juillet. Il a ensuite annoncé qu'il transmettrait son poste à un autre candidat social-démocrate dans les mois à venir. Fin novembre 2021, le Parlement a élu de justesse l'ancienne ministre des Finances Magdalena Andersson comme nouveau Premier ministre. Cependant, quelques heures après cette élection, le parti des Verts a quitté le gouvernement en raison de différends sur l'adoption du budget. Mme Andersson a dû démissionner à nouveau, mais a été élue par le Parlement quelques jours plus tard avec un gouvernement composé uniquement du parti social-démocrate, à nouveau avec une marge de manœuvre très étroite. Elle devrait diriger le gouvernement jusqu'aux prochaines élections régulières en septembre 2022. Cependant, les réformes ne se profilent pas à l'horizon car elle doit trouver à chaque fois une majorité pour faire passer différents sujets soumis au Parlement.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN SUÈDE

Paiement

Les lettres de change et les billets à ordre ne sont ni largement utilisés ni recommandés, car ils doivent satisfaire à un certain nombre de critères de forme pour être considérés comme légalement valables.

Les règles d'émission de chèques ont été progressivement assouplies, tout comme les sanctions en cas de chèque sans provision. En conséquence, les chèques ne sont quasiment plus utilisés.

À l'inverse, l'utilisation par les banques suédoises du réseau électronique SWIFT offre pour les transferts domestiques et internationaux un service sécurisé, efficace, et un bon rapport coût/efficacité. Les paiements dépendent de la bonne foi de l'acheteur. Pour garantir un paiement dans les délais, il est conseillé aux vendeurs de vérifier que leurs coordonnées bancaires sont correctes.

Les prélèvements sont de plus en plus prisés en Suède, où ils représentent environ 10 % des paiements hors espèces. Le pays compte deux types de prélèvements : *Autogiro Foretag* (AGF) pour les transactions B2B et *Autogiro Privat* (AGP) pour les paiements B2C. Tous deux peuvent être utilisés pour des paiements uniques ou réguliers.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Le règlement à l'amiable vise à recouvrer des créances sans avoir à recourir à une action en justice. Le débiteur est informé (soit oralement soit par écrit, mais de préférence par courrier) de sa dette, du délai de paiement qui lui est imparti, et des conséquences que pourrait entraîner un non-paiement de ladite dette. Si le débiteur accepte de rembourser sa dette, les deux parties peuvent négocier un échelonnement des paiements et signer un contrat à cet effet.

En l'absence de disposition spécifique dans le contrat quant aux intérêts, le taux d'intérêt applicable est, depuis 2002, le taux de référence semestriel (*referensräntan*) de la Banque centrale suédoise (*Sveriges Riksbank*), majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de la loi suédoise sur les intérêts (*räntelag* de 1975, modifiée en dernier lieu en 2013), les intérêts sur les dédommagements sont accordés, si le plaignant en fait la demande, à compter du 30e jour suivant la date d'envoi au défendeur d'une demande écrite de dédommagements. En tout état de cause, les intérêts peuvent être accordés à compter de la date de remise d'une convocation au débiteur.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée

Lorsque les créances remplissent certaines conditions de base (par exemple que le paiement soit en souffrance et qu'une médiation ait été tentée), les créanciers peuvent obtenir une injonction de payer (Betalningsföreläggande) par une procédure de référé auprès du service de recouvrement. La demande doit être présentée par écrit et motivée clairement. Aucune autre preuve n'est requise.

Le service de recouvrement (*Kronofogdemyndigheten*) donne au débiteur entre dix et quinze jours pour répondre. En l'absence de réponse du débiteur dans ce délai, ou si le débiteur reconnaît la dette, un verdict est rendu sur le bien-fondé de la demande initiale.

Bien que formel, ce système offre une procédure relativement simple et rapide pour les réclamations non contestées et a ainsi permis de décongestionner considérablement les tribunaux. Il n'est pas nécessaire pour les créanciers de faire appel à un avocat bien que, dans certains cas, cela soit recommandé. En moyenne, la procédure prend deux mois entre la requête et la décision. Celle-ci est immédiatement applicable.

Procédures judiciaires

Si le débiteur conteste la créance, le créancier peut soit mettre fin à la procédure, soit s'adresser au tribunal de district (*Tingsrätten*).

La procédure commence alors par une audience préliminaire, au cours de laquelle le juge, après avoir examiné les éléments du dossier et les arguments des parties, tente d'aider à parvenir à un règlement. Les parties décident d'elles-mêmes quelles preuves elles souhaitent présenter.

Si le différend n'est pas résolu, la procédure se poursuit par des observations écrites et des plaidoiries orales jusqu'à l'audience principale, où l'accent est mis sur les plaidoiries des avocats (défense et partie plaignante) et l'examen des dépositions des témoins.

En vertu du principe d'immédiateté, le tribunal fonde sa décision exclusivement sur les éléments de preuve présentés au procès. Sauf circonstances exceptionnelles, le jugement est habituellement rendu dans les deux semaines qui suivent.

En règle générale, le Code de procédure civile exige que la partie déboutée supporte l'ensemble des frais de justice jugés raisonnables, ainsi que les honoraires d'avocat de la partie gagnante au-delà d'un certain seuil de réclamation (environ 23 800 SEK, soit environ 2 390 EUR).

En première instance, il faut jusqu'à douze mois (et plus dans certains cas exceptionnels) pour obtenir un titre exécutoire. D'autre part, en Suède les jugements font généralement l'objet d'appel.

Exécution d'une décision de justice

Une décision est exécutoire dès le moment où elle est devenue définitive. Si le débiteur ne se conforme pas à la décision du tribunal, le créancier a la possibilité de demander au tribunal d'ordonner la saisie et la vente des biens du débiteur.

En ce qui concerne les sentences étrangères rendues dans un pays de l'UE, la Suède a adopté des conditions d'application spéciales. Lorsque la réclamation n'est pas contestée, le créancier peut demander une injonction de payer au niveau européen. Lorsque la réclamation porte sur un montant inférieur à 2 000 EUR, il peut engager une procédure européenne de règlement des petits litiges. Les sentences émises par des pays qui ne font pas partie de l'UE peuvent être reconnues et appliquées par la cour d'appel (Svea Hovrätt), sous réserve de l'existence d'un accord bilatéral ou multilatéral dont la Suède et le pays concerné sont signataires.

Procédure d'insolvabilité

Extrajudiciaire

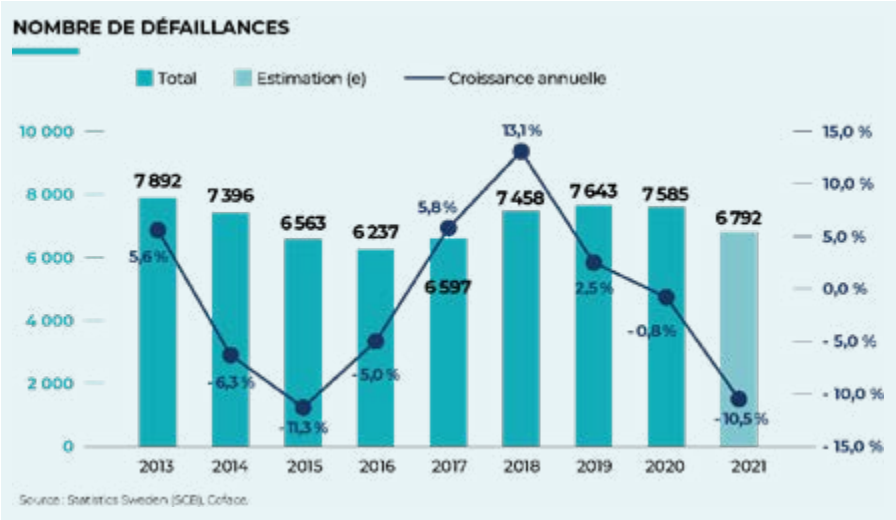
Le droit suédois ne comporte aucune règle formelle en matière d'accords extrajudiciaires. Cependant, créanciers et débiteurs peuvent s'ils le souhaitent entamer librement des négociations portant sur la dette et signer un accord à cet effet.

Restructuration

L'objectif est de parvenir à trouver une solution pour une société insolvable réputée de disposer de perspectives économiques favorables à long terme. La société en difficulté peut demander au tribunal local d'engager une procédure de restructuration. Le cas échéant, le tribunal désigne un *rekonstruktör* chargé de gérer la restructuration. Il évalue la situation financière de la société puis conçoit et met en œuvre un plan de restructuration au titre duquel il est possible d'annuler jusqu'à 75 % de la dette de la société.

Faillite

Cette procédure concerne les sociétés insolvables. Elle a pour objectif de liquider la société failli en vendant ses actifs et en distribuant le produit aux créanciers. La requête peut être déposée auprès du tribunal local par le débiteur ou par le créancier. Une fois que le tribunal a déclaré la société en faillite, il désigne un administrateur indépendant qui prend le contrôle des actifs de la société dans l'objectif de les réaliser afin de rembourser les dettes du failli sur la base de la priorité des différents créanciers.



SUISSE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A1
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**8,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**87 367**
DEVISE Franc suisse	**CHF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,2	- 2,5	3,5	2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	- 0,7	0,6	0,7
Solde public / PIB (%)	1,3	- 2,8	- 2,3	- 0,7
Solde courant / PIB (%)	6,7	3,8	7,0	7,2
Dette publique / PIB (%)	39,8	42,4	42,9	42,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	38 %
ÉTATS-UNIS	22 %
CHINE	5 %
ROYAUME-UNI	5 %
INDE	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	46 %
ÉTATS-UNIS	7 %
CHINE	6 %
ROYAUME-UNI	6 %
HONG KONG	4 %

- Stabilité et consensus politique, économique et social; rôle de la démocratie directe
- Relations étroites avec l'UE
- Centre financier international et siège de groupes et organisations internationales
- Sensibilité limitée des exportations au change en raison de l'accent mis sur haute technologie et qualité
- Comptes publics et extérieurs très solides
- Carrefour européen avec excellent réseau de communication

- Petite économie ouverte (commerce extérieur = 116 % du PIB) et enclavée
- Franc suisse jouant le rôle de valeur refuge
- Forte dépendance au négoce et aux services financiers
- Prix élevé des logements au taux d'inoccupation en hausse
- Exposition des banques à l'immobilier (85 % des prêts domestiques), parmi lesquelles deux regroupent la moitié des actifs domestiques
- Vieillissement démographique compensé par l'immigration (33 % de la population active est étrangère)

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	MOYEN
CHIMIE	FAIBLE
CONSTRUCTION	MOYEN
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	MOYEN
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	ÉLEVÉ
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Poursuite de la reprise, grâce à la demande domestique

L'économie a été relativement résiliente tout au long de la pandémie, grâce à sa spécialisation dans le secteur financier (10 % du PIB en incluant l'assurance) et dans les industries chimique et pharmaceutique (6,4 % du PIB en 2019, un tiers du secteur manufacturier). Ainsi, mi-2021, le PIB n'était plus que 0,5 % en-dessous de son niveau d'avant-crise, contre 3 % en France et en Allemagne. En 2022, l'activité devrait poursuivre son rattrapage, grâce à une demande domestique toujours dynamique. Si les dépenses publiques devraient cette fois diminuer (- 4,8 % selon le budget 2021), la consommation des ménages sera le principal moteur de la reprise. La vaccination d'une bonne partie de la population (66 % était totalement vaccinée en novembre 2021) devrait permettre d'éviter la mise de place de restrictions aussi drastiques que lors des années précédentes, et ainsi favoriser la consommation de l'épargne constituée pendant la crise – le taux d'épargne s'élevait à 19,9 % du revenu disponible brut fin 2020, contre 13,3 % un an auparavant. Toutefois, la reprise sera entravée par les difficultés d'approvisionnement et la capacité de production des entreprises, dont le taux d'utilisation était à son plus haut niveau depuis plus de dix ans fin 2021 (85 %) – ce qui les poussera à continuer d'investir en 2022. Par ailleurs, si les importations accéléreront, en lien avec la demande domestique, les échanges commerciaux devraient continuer à contribution positivement à la croissance, notamment grâce aux ventes de licences générées en 2022 par la tenue des Jeux Olympiques d'hiver et de la Coupe du monde de football (au profit du CIO et de la FIFA qui siègent en Suisse), considérées comme des exportations de services.

Dans la lignée des dernières années (taux directeur inchangé à - 0,75 % depuis 2015), et malgré le léger rebond de l'inflation fin 2021, la Banque nationale suisse devrait poursuivre sa politique très accommodante en 2022, au moyen d'interventions ciblées sur le marché des changes et d'apport de liquidité aux banques commerciales, afin de limiter l'appréciation du franc et de soutenir l'activité.

Rééquilibrage des comptes publics, mais l'accord international sur la fiscalité représente un défi

Après deux années de déficit, en raison de la chute de l'activité et des mesures de soutien, les finances publiques se rétabliront en 2022, et pourraient même redevenir excédentaires, comme lors des quinze années ayant précédé la pandémie – à l'exception de 2013 et 2014. Ce rééquilibrage s'opèrera à la fois par le rebond des recettes fiscales (+ 3,3 % selon le budget 2022), permis par le dynamisme des entreprises dans les secteurs financier et pharmaceutique, et par l'arrêt des mesures de soutien. La dette publique, qui devrait ainsi retrouver une tendance baissière en 2022, est particulièrement faible pour une économie développée, si bien qu'elle affichait fin 2021 un rendement négatif (- 0,2 %) sur les émissions à 10 ans. Cependant, ayant signé, en octobre 2021, l'accord international qui fixe le taux d'imposition minimal sur les bénéfices des sociétés à 15 %, soit un seuil supérieur au taux en vigueur dans 18 des 26 cantons, le pays devra faire face, à moyen terme (probablement en 2023), à un défi d'attractivité. A cet égard, le Conseil Fédéral a annoncé qu'un plan de réforme fiscale serait établi au premier trimestre 2022.

Par ailleurs, le pays affiche constamment un large excédent courant, grâce à la balance des biens et, dans une moindre mesure, à celle des services (grâce à la finance et aux licences sportives). Ce substantiel excédent commercial (10 % du PIB en 2019) compense largement le déficit structurel de la balance des revenus, imputable notamment aux transferts des travailleurs étrangers domiciliés en Suisse et des frontaliers. Les actifs suisses à l'étranger permettent au pays d'avoir position extérieure nette créditrice très importante (96 % du PIB fin juin 2021), dont l'ampleur varie avec les cours boursiers et le taux de change entre le dollar et le franc suisse.

Retour probable du débat sur la représentation des partis au Conseil fédéral en 2023

En dépit de la percée historique des écologistes de gauche (Verts, passés de 7 % à 13 % des voix) lors des élections d'octobre 2019, la composition du Conseil fédéral (gouvernement) était restée inchangée, les 7 membres ayant été réélus par le Conseil national (chambre basse de l'Assemblée). Malgré leur recul lors de ce scrutin, les conservateurs nationalistes (UDC, 26 %), le parti socialiste (17 %) et les libéraux-démocrates (PLR, 15 %) avaient ainsi chacun conservé deux postes ministériels, et les chrétiens-démocrates (PDC, 11 %) avaient maintenu leur conseiller. La tentative des Verts d'entrer au Conseil fédéral en remplacement de l'un des deux conseillers du PLR, dont le poids au gouvernement apparaissait disproportionné comparé à son résultat électoral, s'était alors heurtée à la volonté de stabilité de l'Assemblée, où le centre et la droite restent majoritaires. À mi-mandat, les sondages confirmaient le recul du PLR, qui ne recueillerait que 13 % des intentions de vote dans l'optique des élections d'octobre 2023, soit autant que les Verts et Le Centre (fusion entre le PDC et le PTB de centre-droit). De tels résultats lors du prochain scrutin raviveraient à coup sûr le débat sur la représentation des partis au Conseil fédéral, d'autant plus que l'avancée du mouvement écologiste est confirmée par la progression des Vert'libéraux (10 %, + 2 points).

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN SUISSE

Paiement

Les lettres de change et les chèques ne sont pas couramment utilisés en Suisse en raison des charges bancaires et fiscales prohibitives. Le droit de timbre sur les lettres de change est de 0,75 % du principal pour les effets domestiques et de 1,5 % pour les effets internationaux.

Les opérateurs commerciaux sont particulièrement exigeants concernant la validité formelle des chèques et lettres de change comme instruments de paiement.

Les paiements nationaux et internationaux sont généralement effectués par virements bancaires, notamment *via* le réseau électronique SWIFT auquel les principales banques suisses sont affiliées. Le réseau SWIFT permet l'exécution rapide et efficace des paiements à faible coût.

Recouvrement des créances

Le système juridique suisse présente des spécificités techniques, à savoir :

- l'existence d'une autorité administrative appelée l'« Office des poursuites et des faillites » (*Betreibungs und Konkursamt* / *Ufficio di esecuzione e fallimenti*) dans chaque canton, avec plusieurs bureaux au niveau des gouvernements locaux, qui sont chargés d'exécuter les décisions de justice. Leurs fonctions sont réglementées par les lois fédérales. Les parties intéressées peuvent consulter ou obtenir des extraits des registres de l'Office ;
- un nouveau code unifié de procédure civile créé par une commission d'experts et approuvé par le Conseil fédéral a pris effet en 2011. Ce code prévoyait l'abrogation des 26 lois cantonales de procédure qui nuisaient à l'efficacité du système judiciaire. Néanmoins, les actions en justice requièrent l'assistance d'un avocat qui connaît bien l'organisation des tribunaux dans la juridiction où l'action a été intentée ainsi que la langue utilisée dans le cadre de la procédure judiciaire (français, allemand ou italien).

Phase amiable

La procédure de recouvrement des créances commence par l'émission d'une mise en demeure définitive, de préférence par lettre recommandée (permettant de cumuler les intérêts de retard). L'avis demande au débiteur de payer sous deux semaines le principal dû ainsi que les intérêts moratoires calculés au taux légal de 5 % (sauf accord contraire des parties).

Procédure judiciaire

En l'absence de paiement, le créancier peut déposer une réquisition de poursuite à l'Office des poursuites et des faillites. Ce bureau signifie alors au débiteur une ordonnance définitive de paiement sous 20 jours à compter de la date de l'avis de réquisition.

Bien qu'elle soit très facile à utiliser pour les créanciers, cette procédure permet aux débiteurs de contester l'ordonnance sous 10 jours de sa signification, sans avoir à préciser de motifs. Dans ces cas, à défaut de l'existence d'une preuve incontestable de la dette opposable au débiteur, le seul recours pour les créanciers est de demander réparation par le biais d'une action en justice formelle.

Avant d'intenter une action en justice formelle, il est obligatoire de procéder à une médiation ou conciliation devant un juge de paix. Ceci exclut les litiges relevant de la compétence du tribunal de commerce de Zurich ou les litiges dans lesquels les parties ont convenu d'ignorer cette procédure et dont le montant est supérieur à 100 000 CHF.

La procédure judiciaire implique l'ouverture d'une procédure formelle (et désormais unifiée) comprenant des phases écrites et orales, avec la possibilité d'interroger les témoins lors d'une audience. Cette procédure peut durer de un à trois ans selon les cantons.

Inversement, lorsqu'un créancier détient une preuve inconditionnelle de la créance signée par le débiteur (tout document original indiquant que l'acheteur reconnaît sa dette : lettre de change ou chèque), il peut demander la main levée de l'opposition du débiteur, sans avoir à comparaître. Il s'agit d'une procédure simplifiée, rapide et relativement facile à obtenir, et dans laquelle la décision du tribunal est fondée sur les documents présentés par le vendeur.

Une fois cette ordonnance de levée prononcée, le créancier dispose d'un délai de 20 jours pour saisir le juge afin d'obtenir la libération de la dette et par la suite une ordonnance exécutoire. Dès que le tribunal rend une décision définitive, l'Office des poursuites et des faillites émet une ordonnance d'exécution ou une requête en liquidation judiciaire (commination de faillite). Cette requête en liquidation judiciaire permet au créditeur d'adresser au tribunal une demande de mise en faillite. Dès réception de cette requête, le tribunal organise une audience et envoie un avis écrit aux deux parties. Si aucun paiement n'est effectué par le débiteur et si le créancier ne retire pas sa demande, le tribunal déclare la faillite de la société du débiteur.

Les procédures légales sont entendues soit par un tribunal de première instance, soit par un tribunal d'arrondissement. Des tribunaux de commerce présidés par un panel de juges professionnels et non professionnels existent dans quatre cantons germaniques : Aargau, Berne, Saint-Gall et Zurich.

Une fois l'appel interjeté devant le tribunal cantonal, en dernier ressort pour les créances supérieures à 30 000 CHF, les affaires sont entendues par la principale institution judiciaire fédérale, le Tribunal fédéral suisse (*Schweizerisches Bundesgericht* / *Tribunale federale svizzero*) qui est situé à Lausanne.

Exécution d'une décision de justice

Les jugements nationaux sont exécutoires dès lors qu'ils sont définitifs. Le tribunal accorde généralement des dédommagements et ordonne la saisie et la vente des actifs. Il n'est pas possible d'accorder des dommages et intérêts.

Les tribunaux nationaux suisses appliquent rapidement les décisions relevant du champ d'application d'accords bilatéraux ou multilatéraux de reconnaissance et d'exécution réciproques tels que ceux conclus dans les pays de l'Union européenne ou dans un pays signataire de la Convention de Lugano (Norvège, Danemark et Islande). Les décisions rendues en dehors de l'Europe sont soumises à la procédure suisse d'*exequatur*.

Procédure d'insolvabilité

Procédure de restructuration

La procédure de restructuration (*Nachlassverfahren*) peut être engagée par le débiteur ou par le créancier. L'administrateur prend les mesures nécessaires pour préparer un projet de concordat qui doit être approuvé par les créanciers et par le tribunal. Il est ensuite procédé à un inventaire au cours duquel tous les actifs sont évalués. Pour être approuvé, le concordat doit recueillir le vote positif, soit des deux tiers du nombre total de créanciers, soit d'un quart des créanciers représentant trois quarts du montant total de la créance. Dès qu'il est approuvé, le concordat doit être confirmé par le tribunal. Il devient alors valide et contraignant pour tous les créanciers concernés par l'accord.

Procédure de faillite

Une société peut être déclarée en faillite par le tribunal à la demande d'un créancier, dès lors que le débiteur a déclaré son insolvabilité. Le tribunal détermine s'il convient d'engager une procédure sommaire ou ordinaire, ou s'il convient de poursuivre la procédure de faillite (au cas où les actifs du débiteur ne suffisent pas à couvrir les frais de la procédure). L'administrateur procède alors à un inventaire. Si le produit de la vente des actifs du failli risque de ne pas couvrir les frais de la procédure ordinaire, le tribunal engage alors une procédure sommaire. Dans ce cas, aucune réunion des créanciers n'est organisée. L'office des faillites procède à la liquidation et à la réalisation des actifs sans intervention des créanciers.

En cas d'application de la procédure ordinaire de faillite, l'administrateur publie un avis de faillite ordonnant à tous les créanciers et débiteurs de déposer leurs créances et dettes sous 30 jours. Cet avis invite les créanciers à une première réunion (au cours de laquelle ils peuvent nommer un administrateur privé au lieu de celui de l'Office) et à un comité de créanciers. Une deuxième réunion est convoquée pour l'engagement ou la poursuite de réclamations contre des tiers, ainsi que pour convenir de la méthode de réalisation des actifs du failli.

SURINAME

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	0,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	4 787
DEVISE Dollar du Suriname	SRD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,1	- 15,9	0,7	1,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,4	34,9	54,0	32,0
Solde public / PIB (%)	- 21,9	- 13,2	- 8,2	- 11,3
Solde courant / PIB (%)	- 11,3	9,0	3,4	- 2,0
Dette publique / PIB (%)	85,3	148,2	140,5	138,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	67 %
ZONE EURO	10 %
ÉTATS-UNIS	5 %
CHINE	4 %
SUISSE	4 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	18 %
ZONE EURO	17 %
TRINITÉ-ET-TOBAGO	12 %
CHINE	10 %
ANTIGUA-ET-BARBUDA	5 %

- Ressources minérales (or, pétrole, gaz, bauxite) et potentiel agricole (riz, banane) et sylvicole (bois)
- Soutien des bailleurs internationaux et des investisseurs étrangers
- Forêt équatorienne couvrant 95 % du territoire
- Aide financière des Pays-Bas, l'ancienne puissance coloniale, et remises des expatriés (4,3 % du PIB en 2020)
- Membre actif de la Communauté caribéenne (CARICOM)

- Économie peu diversifiée : dépendance à l'or, au pétrole, et à l'aluminium
- Poids de l'économie informelle (30 % du PIB) avec les casinos, l'orpaillage et la contrebande
- Difficultés dans la gestion des entreprises publiques
- Dette publique non viable
- Insuffisance des infrastructures de transports (routes, ports)
- Climat des affaires difficile, justice peu efficace
- Secteur bancaire vulnérable : part élevée de prêts douteux et faible profitabilité
- Accès difficile au crédit
- Manque de main d'œuvre qualifiée

APPRÉCIATION DU RISQUE

La forte inflation pèse

Alors que l'économie était déjà chancelante, l'irruption de la pandémie de la COVID-19 a provoqué une forte contraction de l'activité en 2020. Le pays peine toujours à s'en relever, et l'année 2022 devrait être marquée par une très modeste croissance.

Fin 2020, le Suriname s'est retrouvé en défaut de paiement sur sa dette publique. Afin de l'aider à faire face à la crise, le pays a négocié auprès du FMI une Facilité de crédit élargie d'un montant de 690M USD (environ 15 % du PIB) sur 36 mois. Si l'accord de principe a été obtenu en avril 2021, son approbation définitive par le FMI n'est intervenue qu'en décembre 2021, après que le Suriname a adopté en juin 2021 un régime de change flottant. Une forte dépréciation de la monnaie nationale s'en est suivie, l'inflation s'est envolée, engendrant un appauvrissement des ménages dont la consommation (60 % du PIB en 2019) s'est trouvée entravée. À mesure que les réformes, notamment fiscales et monétaires, sont mises en œuvre, l'inflation devrait décroître. Toutefois, la consommation restera contrainte en 2022, alors que le climat d'incertitude perdure. Compte tenu du taux de vaccination (40 % en décembre 2021), la population demeure très exposée au risque sanitaire, et le gouvernement maintient les mesures drastiques de distanciation.

À l'inverse, l'investissement étranger devrait être porteur. La découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures, ainsi que l'exploration de nouveaux blocs, au large de la côte, généreront, probablement dès 2022, des investissements conséquents de la part des entreprises majeures de ce secteur, qui constitueront une source de croissance. En 2022, un investissement de 100 millions de dollars américains est, déjà, attendu de la part de DP World (Dubaï), pour la construction d'une base d'exploitation offshore. Cependant, pour le moment, l'or reste la principale ressource exportée (plus de 75 % du total, plus d'un tiers du PIB), et la mine Merian exploitée par Newmont devrait augmenter sa production de 320 000 à 350 000 onces en 2022.

Une aide internationale indispensable à la restructuration de la dette

L'amendement de la loi sur la dette nationale, en novembre 2019, a permis de supprimer le plafond de 60 % du PIB pour la dette publique, un plafond crevé à la suite de déficits successifs élevés dans un contexte de faible croissance. Suite à la dévaluation de sa monnaie et au dévissage de l'activité, le pays a été confronté à une explosion de sa dette, pour se retrouver en défaut de paiement fin 2020. Le pays a, alors, entamé des négociations en vue de la restructuration de sa dette, avec le soutien du FMI. Le gouvernement a ainsi proposé une décote nominale de la dette à hauteur de 70 % sur les Eurobonds 2023 et 2026 (1/3 de la dette totale) et une décote de 30 % aux bailleurs officiels (2/3 de la dette), mais sans être encore parvenu à un accord fin 2021. Le gouvernement travaille avec le soutien du FMI sur des mesures d'assainissement budgétaire, dans le but de réduire l'important déficit des finances publiques. Les mesures envisagées comprennent l'introduction de la TVA, l'élimination des subventions sur l'électricité et l'eau, et la réduction de la masse salariale du secteur public (un cinquième de la population en emploi), qui avait été fortement élargie au cours des dernières années. L'intégralité de ces mesures impactera directement la population. Pour faire face à la crise, en plus de la Facilité de crédit du FMI, le pays bénéficiera, entre 2021 et 2025, du soutien financier de la Banque Interaméricaine de Développement, à hauteur de 450 millions de dollars.

La dévaluation de la monnaie, avec son effet repoussoir sur les importations, et une demande accrue pour l'or, la principale exportation du pays, ont eu pour effet de faire passer le solde du compte courant en territoire positif en 2020. Les mêmes causes, renforcées par le passage à un régime de change flottant, l'y ont laissé en 2021. En 2022, la baisse légère des cours de l'or et la reprise des importations, tant de biens de consommation, ralenties par la crise, que de de biens d'équipement, dans le sillage des investissements, pourraient faire réapparaitre un déficit. L'effet de la détérioration de la balance commerciale sur le compte courant sera partiellement compensé par la hausse des transferts des expatriés aux Pays-Bas. Le déficit du compte courant devrait être intégralement financé par les IDE. Les réserves de change représentent environ 8 mois d'imports

Espoir d'une normalisation de la vie politique, encore fondée sur des bases ethniques

Lors des élections législatives de mai 2020, le Vooruitstrevende Hervormings Partij (VHP) représentant historiquement la population indo-surinamaise, mais qui est parvenu à gommer sa dimension ethnique a remporté 20 sièges de députés sur 51 et est, ainsi, devenu le principal parti du pays, à la tête d'une coalition de quatre partis permettant au gouvernement d'avoir la majorité absolue. Après 10 ans au pouvoir, le parti Nationale Democratische Partij (NDP) a refusé de participer à l'élection présidentielle de juillet 2020, si bien que Chandrikapersad « Chan » Santokhi du VHP a été élu président. La victoire du VHP tient de la lassitude des électeurs à l'égard du NDP dont ses mandats ont été marqués par la mauvaise gestion économique et la corruption. L'ancien président Désiré Bouterse, leader du NDP, a été condamné en novembre 2019 à 20 ans de prison pour des exécutions extrajudiciaires de 15 opposants politiques en 1982 lors de la dictature militaire, un jugement confirmé par la cour martiale en août 2021 Sur le plan international, Santokhi est parvenu à fortifier ses relations avec les États-Unis et les Pays-Bas, après des relations tendues sous l'ancienne présidence. Le gouvernement aura pour difficile tâche la conduite des réformes structurelles, nécessaires pour la santé financière du pays, mais coûteuses en popularité.

SYRIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	17,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	-
DEVISE Livre syrienne	SYP

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

LIBAN	25 %
ARABIE SAOUDITE	11 %
IRAK	9 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	8 %
ZONE EURO	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	9 %
ZONE EURO	7 %
UKRAINE	7 %
RUSSIE	5 %
ARGENTINE	3 %

- Position géostratégique
- Soutien financier de la Russie, de l'Iran et de la Chine
- Potentiel en hydrocarbures

- La guerre civile en cours depuis 2011 a causé des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés et la destruction d'une grande partie du tissu productif du pays, notamment les infrastructures manufacturières, énergétiques et agricoles
- Conditions économiques, sociales et sécuritaires désastreuses
- Perte de capital humain à long terme, équilibres économiques gravement endommagés
- Un territoire divisé, sous le contrôle de différents groupes armés
- Isolation et sanctions internationales

APPRÉCIATION DU RISQUE

Des conditions économiques très difficiles alors que la guerre civile se poursuit

La situation économique restera très faible et instable en Syrie en raison d'une guerre civile qui dure depuis dix ans et qui a entraîné des divisions territoriales, la dévastation de la population et de l'économie du pays. La guerre a provoqué le déplacement (principalement vers les pays voisins) de près de 21 millions de personnes et l'activité économique s'était effondrée de plus de 50 % en 2019 par rapport à 2010 selon la Banque mondiale. La crise économique du Liban voisin aggrave le chaos économique en Syrie, car elle restreint davantage les liens économiques du pays avec le monde et alimente les pénuries de carburant et de nourriture, ainsi que l'inflation galopante. Couplé aux coupures d'électricité, cela aggrave la crise économique. En juillet 2021, le gouvernement a augmenté le prix du carburant subventionné d'environ 178 % en raison de l'augmentation mondiale des prix du carburant. Les sanctions imposées à la Syrie continuent de perturber les importations de carburant selon les autorités locales. L'effondrement de la monnaie et la montée en flèche de l'inflation devraient persister, ce qui continuera à éroder le pouvoir d'achat. La hausse des prix de l'électricité, du carburant et du gaz butane due à l'augmentation des prix de l'énergie pèsera également sur la demande intérieure. En outre, la population souffre de la médiocrité du système de santé. La part des personnes entièrement vaccinées était de 4 % de la population totale en décembre 2021. Aucune perspective d'investissement sérieuse ne se profile à l'horizon pour l'instant, alors que les estimations des coûts de reconstruction de la capacité productive de la Syrie se situent entre 250 et 400 milliards de dollars. Pourtant, l'amélioration récente des liens avec certains pays arabes suscite un certain espoir. Bien qu'aucun engagement spécifique ne soit lié à ces améliorations, la volonté des pays arabes de réduire l'influence iranienne en Syrie pourrait se traduire par une aide financière pour relancer son économie. Toutefois, le fait que le territoire syrien reste démantelé sera le principal obstacle à toute décision d'investissement. Par conséquent, les terres sous le contrôle du régime Assad bénéficieraient en premier lieu des efforts de reconstruction, mais les conditions d'exploitation pour les entreprises resteront très difficiles.

Les efforts de reconstruction conditionnés par le rapprochement avec les pays arabes et l'attitude des Occidentaux

Avec le renforcement du régime Assad, soutenu par la Russie et l'Iran, on s'attend à ce que la plupart des pays arabes poursuivent leurs efforts d'approche de la Syrie, bien qu'ils aient soutenu les forces d'opposition contre le régime depuis le début de la guerre civile en 2011. Les pays arabes ont déjà pris des mesures afin de réduire l'influence iranienne, russe et turque, ainsi que la dépendance d'Assad envers l'Iran et la Russie pour la reconstruction du pays. Après la réouverture de leur ambassade à Damas en 2018, les Émirats arabes unis (EAU) ont annoncé un plan pour développer des relations économiques avec la Syrie et leur ministre des affaires étrangères s'est rendu dans le pays. Cette démarche est intervenue après que les EAU et l'Irak ont appelé en mars 2021 la Syrie à réintégrer la Ligue arabe, dont elle avait été suspendue en novembre 2011. En octobre, les dirigeants de la Syrie et de la Jordanie ont eu un entretien téléphonique. La Jordanie a entièrement rouvert sa frontière avec la Syrie, ce qui pourrait offrir un certain soutien économique. L'Égypte a également intensifié ses efforts pour ramener la Syrie au sein de la Ligue arabe avec une rencontre entre le ministre égyptien des affaires étrangères et son homologue syrien fin septembre, pour la première fois depuis 2011. Toutefois, fin septembre 2021, l'administration américaine a annoncé qu'elle n'envisageait pas de normaliser les relations avec la Syrie. Cette déclaration laisse entendre que les États-Unis ne lèveront pas les sanctions prévues par la loi Caesar Syria Civilian Protection Act mise en œuvre en juin 2020, qui punit les personnes ou les entreprises qui font des affaires ou traitent avec des Syriens sanctionnés. D'autre part, la Russie fait pression sur Israël pour encourager les États-Unis à alléger certaines de leurs sanctions, ont rapporté certains médias. Une telle mesure aurait pour effet de réduire l'influence des entreprises iraniennes dans le processus de reconstruction et permettrait aux entreprises russes et arabes d'y prendre part. Le régime Assad s'efforce de prendre le contrôle du sud du canton d'Idlib, dernier bastion de la rébellion armée syrienne dans le nord-ouest, et du nord-est, qui abrite les champs pétrolifères et qui est actuellement administré par les Forces démocratiques syriennes (FDS), les principales forces combattantes kurdes, soutenues par les États-Unis. Des forces russes et américaines sont présentes dans cette zone. En outre, de longues bandes de terre le long de la frontière avec la Turquie sont sous le contrôle des forces soutenues par la Turquie. Parallèlement, Israël effectue régulièrement des frappes aériennes sur les positions de l'Iran dans tout le pays. Compte tenu de la présence de ces différents acteurs aux intérêts contradictoires, les perspectives d'un accord de paix restent lointaines. Par conséquent, la situation sécuritaire mettra longtemps à se stabiliser, continuant à peser sur les conditions économiques et l'environnement des affaires. Ajoutée à la répression politique notoire, cette situation n'encouragera pas les millions de personnes déplacées à revenir.

TADJIKISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	D

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**9,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**844**
DEVISE Somoni tadjik	**TJS**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,5	4,5	5,0	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,8	8,6	9,5	9,0
Solde public / PIB (%)	- 2,1	- 4,4	- 4,5	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 2,3	4,3	- 1,0	- 1,5
Dette publique / PIB (%)	43,1	49,9	49,4	50,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	44 %
RUSSIE	13 %
TURQUIE	11 %
CHINE	11 %
OUZBÉKISTAN	6 %

Importations de biens % du total

RUSSIE	33 %
SUISSE	14 %
OUZBÉKISTAN	9 %
KAZAKHSTAN	9 %
ZONE EURO	7 %

- Abondance des ressources naturelles (potentiel hydroélectrique, coton, aluminium, or)
- Potentiel agricole et touristique inexploité
- Couloir de transit entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, l'Afghanistan, le Pakistan et la Chine
- Population jeune (50 % a moins de 25 ans)
- Soutien financier des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, dont la Chine
- Membre de l'Initiative Ceinture et Route (ICR) de la Chine

- Forte dépendance aux conjonctures russe, via les transferts des travailleurs expatriés (25 % du PIB), et chinoise (7e marché d'exportation, créancier et pourvoyeur de 2/3 du total des IDE)
- Forte dépendance aux matières premières (coton, aluminium) et faible diversification de l'économie
- Contrôle étroit du marché des changes et des échanges commerciaux
- Système bancaire fragile et concentré, et crédit cher, peu développé, dirigé et dollarisé (50 % du total)
- Géographie difficile (enclavée et à 90 % montagneuse) et vulnérabilité élevée aux catastrophes naturelles
- Infrastructures inadéquates (énergie, eau, transport, santé)
- Pauvreté élevée (27,4 % de la population en 2018), travailleurs peu éduqués et peu productifs
- Rôle limité du secteur privé, environnement des affaires difficile qui contraint les IDE (1,8 % du PIB)
- Gouvernance défaillante (corruption, crime organisé, politisation du système judiciaire)
- Voisinage avec l'Afghanistan, risque de déstabilisation (terrorisme en hausse, potentiels flux de réfugiés)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance portée par les transferts de fonds et les exportations

Forte les vingt précédentes années, la croissance a nettement ralenti en 2020 en raison de la crise sanitaire, pour se stabiliser depuis, après un léger rebond en 2021. En 2022, elle sera soutenue par une hausse de la consommation privée (80 % du PIB) et des exportations (17 %). Avec la reprise économique mondiale, et plus particulièrement celle de la Russie, les transferts des expatriés (25 % du PIB) contribueront positivement. La consommation publique (11 % du PIB) augmentera légèrement, mais moins qu'en 2021, dû à la fragilité des finances publiques. La croissance sera cependant conditionnée par la rapidité avec laquelle les vaccinations sont administrées (seulement 38,7 % de la population avait reçu deux doses le 13 janvier 2022), des vols réguliers avec les principaux pays hôtes des expatriés et la reprise de l'investissement public. Ce dernier (22 % du PIB) devrait être stimulé grâce à l'activité des secteurs extractifs, dont l'aluminium, le cuivre et l'or.

Le déficit commercial tendra à se creuser par rapport à 2021. En effet, si les exportations de minerais, textiles, mais surtout d'or devraient augmenter, celles d'électricité seront probablement freinées par une éventuelle décision du pays de couper l'alimentation en Afghanistan pour non-paiement et par le retard du projet hydroélectrique Rogun. La progression des importations (55 % du PIB) devrait dépasser celle des exportations, du fait des achats de produits alimentaires et manufacturés, malgré des efforts de substitution de ces derniers.

Cet accroissement des importations, combiné à une hausse des prix des biens alimentaires au niveau mondial nourrit l'inflation. Celle-ci devrait sortir du corridor cible de 6 % (± 2 %), mais la banque centrale (NBT) limitera la dépréciation du somoni en resserrant la liquidité. La NBT a déjà augmenté son taux directeur au niveau élevé de 13,25 % en octobre 2021 (soit une hausse de 230 points de base depuis début 2021). Cependant, les anticipations d'inflation sont faiblement ancrées et la transmission de la politique monétaire faible. Par conséquent, la NBT renforcera probablement le contrôle des capitaux en 2021-2022.

Une dette publique de moins en moins soutenable

La politique budgétaire devrait rester expansionniste, laissant le déficit public quasiment inchangé en 2022. Les dépenses devraient augmenter notamment en raison du Covid-19 et du financement de programmes sociaux pour faire face à la hausse de la pauvreté. Elles pourraient être plus élevées en cas de recapitalisation des banques en difficulté, d'apurement des arriérés des entreprises publiques, ou de dépréciation plus rapide de la monnaie. Côté recettes, elles seront limitées par l'impact persistant de la pandémie, même si un nouveau code des impôts devrait les redynamiser en 2022.

L'endettement public, extérieur et en devises est estimé à environ 50 % du PIB pour 2021-2022, le principal créancier étant l'Eximbank chinoise (pour 40 % du total). La deuxième dette la plus importante du pays est son euro-obligation émise en 2017 de 500 millions USD (7 % du PIB). Les autorités comptent sur l'aide internationale pour financer le fardeau de la dette. Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé une facilité de crédit rapide (FCR) de 189,5 millions USD (2 % du PIB) en 2020, auxquels s'ajoutent 323 millions USD de subventions (3,5 %) de la Banque asiatique de développement (BAD) pour 2021-2023. Le Club de Paris, dans le cadre de la DSSI, a également suspendu les paiements des obligations de la dette envers Eximbank, le fonds Koweïtien pour le développement économique arabe (KFAED) et la banque de développement allemande KfW. Cependant, le pays a entamé des travaux routiers, coûteux compte tenu du relief accidenté, qui se poursuivront en 2022, grâce à des prêts multilatéraux (ADB, fond d'investissement OPEP, ...).

Après une amélioration temporaire en 2020 liée à la compression des importations, le compte courant s'est détérioré en 2021 avec la reprise de la demande intérieure, et cette tendance devrait se poursuivre en 2022. En effet, malgré la reprise des transferts des expatriés, la fin des restrictions liées à la pandémie entraine un retour des volumes d'importation à leur niveau pré-pandémique. Les flux d'IDE devraient retrouver leur niveau d'avant-crise (2 % du PIB), permettant de financer le déficit courant. De plus, les réserves de change se maintiendront autour de 2 milliards USD (soit 8 mois de couverture d'importations) couvrant environ 50 % de la dette totale. La soutenabilité de la dette dépendra de la volonté des bailleurs multilatéraux à continuer de soutenir le Tadjikistan.

Risque de déstabilisation dans la région

En octobre 2020, le président Rahmon, qui concentre le pouvoir depuis l'indépendance en 1992, a été réélu sans surprise avec 91 % des voix pour son 5e mandat consécutif. Auparavant, les élections législatives à la chambre basse en mars 2020 ont permis à son Parti démocratique populaire du Tadjikistan (PDP) de conserver les trois quarts des sièges. Rahmon, relativement âgé, semble préparer une transmission du pouvoir à son fils, élu président de la chambre haute en avril 2020. Sur le plan international, un violent conflit frontalier a éclaté entre le Tadjikistan et le Kirghizistan le 28 avril 2021 en raison d'un vieux différend sur l'eau. Malgré un cessez-le-feu en mai, un affrontement a eu lieu en juillet laissant penser que ce ne sera pas le dernier. De plus, le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan pose la question de l'accueil de réfugiés afghans sur le territoire. Néanmoins, la politique étrangère visant à attirer les investissements, l'aide financière et le soutien militaire de la Chine, de la Russie et des États-Unis reste forte.

TAÏWAN (RÉPUBLIQUE DE CHINE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A2
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A1

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**23,6**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**28 358**
DEVISE Nouveau dollar de Taïwan	**TWD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,0	3,1	5,6	3,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,5	- 0,2	1,9	1,8
Solde public / PIB (%)	0,1	- 1,0	- 2,1	- 1,5
Solde courant / PIB (%)	10,6	14,2	15,0	14,5
Dette publique / PIB (%)	33,9	33,7	29,6	29,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	30 %
ÉTATS-UNIS	15 %
HONG KONG	14 %
JAPON	7 %
SINGAPOUR	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	23 %
JAPON	17 %
ÉTATS-UNIS	12 %
ZONE EURO	10 %
CORÉE DU SUD	7 %

- Solide position financière extérieure
- Activité R&D soutenue par les dépenses publiques
- 4e producteur mondial de produits électroniques
- Portefeuille d'IDE diversifié en Asie

- Relations tendues entre les deux rives du détroit
- Concentration dans le secteur technologique et la demande chinoise
- Croissance stagnante des salaires, faible productivité du travail et fuite des cerveaux
- Manque de compétitivité dans le secteur des services
- Déficit d'infrastructures par rapport aux autres économies asiatiques avancées
- Vieillissement de la population
- Isolement diplomatique

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les moteurs de la croissance s'élargissent

L'économie taïwanaise continue de bénéficier de la forte demande mondiale sur le marché des marchandises pendant la pandémie, car elle est fortement orientée vers l'exportation, et grâce à sa position importante dans la chaîne de valeur mondiale de l'électronique. Les exportations de marchandises (54 % du PIB de 2019) ont augmenté de 30 % sur la période janvier-octobre 2021 par rapport à l'année précédente, si bien que les exportations de biens et de services ont représenté 57 % du taux de croissance de 6,7 % du PIB au cours de cette période. Le boom des exportations, en particulier dans le domaine de la technologie (TIC, produits électroniques), a entraîné une augmentation des investissements nationaux dans les capacités de production, l'expansion, le remplacement et la productivité. L'investissement brut en capital a augmenté de 20 % au cours des trois premiers trimestres de 2021.

Nous prévoyons que Taïwan maintiendra un rythme élevé de croissance des exportations en 2022, bien que plus lent qu'en 2021, ce qui continuera à soutenir l'investissement. Toutefois, le taux d'augmentation des exportations de technologies de Taïwan pourrait être limité par un resserrement prolongé des conditions de l'offre, car l'augmentation de l'offre, en particulier dans la production de semi-conducteurs, nécessite du temps dans un contexte de demande forte et soutenue.

La consommation privée (52 % du PIB de 2019) est restée faible en 2021, mais devrait connaître une certaine amélioration en 2022 grâce à l'amélioration sur le front de l'emploi et au programme de bons d'achat Quintuple Stimulus Vouchers (d'une valeur de 5,8 milliards de dollars). Lorsqu'au moins 70 à 80 % de la population sera entièrement vaccinée, une réouverture économique plus importante et un assouplissement des contrôles aux frontières devraient permettre de relancer l'industrie du tourisme (4,4 % du PIB de 2019). Début janvier 2022, un peu plus de 70 % de la population avait reçu deux dose. Dans l'ensemble, l'économie taïwanaise devrait voir un ralentissement de son rythme de croissance en 2022, les gains réalisés à partir d'effets de base faibles s'estompant. Dans le même temps, l'inflation, qui avait augmenté en 2021, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, devrait baisser légèrement en 2022.

Réduction du déficit budgétaire

Le budget de l'État pour 2022, qui s'élève à 3 400 milliards de TWD (123 milliards de dollars), est en baisse de 6,3 % par rapport à 2021, le budget de l'administration centrale étant fortement axé sur le financement de la protection sociale (25,9 % des dépenses totales), l'éducation, la science et la culture (19,8 %) et la défense (16,3 %). L'allocation de défense pour 2022 (471,7 milliards de TWD) augmente de 4 % par rapport à 2021 et est divisée en trois parties, dont un budget spécial de 40,1 milliards de TWD pour l'achat d'avions de combat F-16 dans un contexte d'escalade des tensions avec la Chine. La croissance des recettes se poursuivra, avec une collecte de l'État estimée à 3 100 milliards TWD (15,7 % du PIB) en 2022, soit une hausse de 7 %, et du fait de la réduction progressive des dépenses liées à la pandémie, le déficit budgétaire devrait se réduire. La baisse du montant du financement nécessaire, associée à l'utilisation des excédents budgétaires des années précédentes pour payer une partie des dépenses prévues, devrait permettre de réduire l'encours de la dette publique.

La balance des opérations courantes restera fortement excédentaire, soutenue par un important excédent commercial. Les exportations de biens liés à la technologie, notamment les semi-conducteurs, resteront soutenus en raison d'une demande mondiale forte qui s'inscrit dans une dynamique de transformation numérique plus large des entreprises. La croissance continue des exportations de services de transport devrait également contribuer à soutenir la balance courante. Dans le même temps, les importations devraient augmenter à un rythme plus rapide en 2022, car de nouvelles campagnes de vaccination ouvriraient la voie à une demande intérieure plus proche de la normalité. Taïwan est restée le cinquième plus grand créancier net du monde au cours de l'année 2020, le total des actifs extérieurs ayant augmenté de 10,5 % pour atteindre 2 500 milliards USD, générant ainsi de solides revenus. Sa position extérieure nette s'élève à 205 % du PIB, et le niveau de la dette extérieure (30 % du PIB, mais entièrement financée par le secteur privé) ne compromet pas la stabilité de la position extérieure de l'île.

Accroissement des tensions entre les deux rives du détroit

Les tensions géopolitiques et les erreurs de calcul militaires potentielles restent des risques importants pour les perspectives de Taïwan. La victoire écrasante de la présidente Tsai Ing-wen et de son Parti démocratique progressiste (DPP) aux élections de 2020 a renforcé leur position d'opposition au système « Une Chine, deux systèmes » (le « consensus de 1992 »). En conséquence, la Chine a intensifié ses actions militaires pour faire pression sur Taïwan, en procédant à un nombre record d'incursions aériennes en 2021, avant le Congrès du Parti de la Chine. Malgré la pression exercée par des politiciens indépendantistes purs et durs, il est peu probable que Tsai fasse pression pour obtenir une indépendance officielle par le biais de réformes constitutionnelles, ce qui serait en soi une tâche considérable. Pour modifier la constitution, il faut un seuil élevé (75 %) de législateurs présents et votants, et une période de six mois de consultation publique est requise avant d'organiser un référendum avec au moins 50 % des voix exprimées lors de la précédente élection présidentielle. Cela signifie que le DPP au pouvoir aurait besoin du soutien d'un grand nombre de législateurs de l'opposition du Kuomintang (KMT) (plus de 20) pour faire passer les réformes proposées par le Yuan législatif.

TANZANIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**58,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 110**
DEVISE Shilling tanzanien	**TZS**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	5,8	2,0	4,0	5,0
Inflation * (moyenne annuelle, %)	3,4	3,3	3,5	3,7
Solde public / PIB */** (%)	- 3,1	- 1,9	- 3,4	- 3,9
Solde courant / PIB * (%)	- 3,5	- 1,6	- 1,9	- 4,5
Dette publique / PIB * (%)	39,7	38,7	40,4	41,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Dernière année : juillet 2021-juin 2022. ** Dons inclus.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	19 %
SUISSE	14 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	12 %
VENEZUELA	10 %
INDE	9 %

Importations de biens % du total

CHINE	25 %
INDE	13 %
ZONE EURO	10 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	10 %
JAPON	4 %

- Richesse minière (or, cuivre)
- Potentiel gazier grâce aux réserves offshore découvertes en 2010
- Atouts touristiques (parcs nationaux, littoraux)
- Stratégie de coopération régionale, intégration accélérée dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) sous la présidence de Samia Suluhu Hassan
- Soutien international sous la forme de prêts concessionnels
- Développement des instruments de politique monétaire

- Forte dépendance au cours de l'or
- Vulnérabilité de l'agriculture (29 % du PIB et 65 % de l'emploi) aux conditions climatiques
- Insuffisance des infrastructures, en particulier dans les domaines de l'électricité et des transports
- Politique industrielle inconsistante et environnement des affaires déficient
- Tensions religieuses entre l'archipel de Zanzibar et le continent

APPRÉCIATION DU RISQUE

De nombreux projets dans les infrastructures stimulent l'activité

Bien que l'économie tanzanienne a pâti de la pandémie de COVID-19 en 2020 et 2021, la croissance est restée positive grâce aux exportations d'or (40 % du total de ses exportations) et au refus des autorités d'imposer des restrictions sanitaires trop importantes. En 2022, la croissance devrait gagner en vigueur grâce à la consommation privée (55 % du PIB). Elle sera soutenue par des réductions de l'impôt sur le revenu et d'autres prélèvements, notamment la TVA, mais aussi la taxe sur les transactions d'argent mobile, abaissée de 30 % à la suite de manifestations en juillet et août 2021. De plus, l'investissement (43 % du PIB), public comme privé, continuera d'être stimulé par les nombreux projets d'infrastructures (lignes ferroviaires, ports, infrastructures énergétiques et modernisation des autoroutes), à l'image des prochaines phases de construction du projet ferroviaire « Standard Gauge Railway » (SGR). Ce dernier a pour objectif de relier le pays au Rwanda et à l'Ouganda, puis de traverser ces deux pays pour rejoindre le Burundi et la République démocratique du Congo, dans le cadre du plan directeur du chemin de fer de l'Afrique de l'Est. De plus, la construction de l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP), destiné à transporter le pétrole brut des champs pétrolifères ougandais vers le port de Tanga, en Tanzanie, sera poursuivie, drainant également l'investissement. En revanche, malgré la reprise des pourparlers entre les autorités et les compagnies pétrolières internationales, le projet de développement des réserves de gaz naturel offshore et de sa liquéfaction, estimé à 30 milliards USD, ne devrait pas commencer en 2022, puisque les investissements ne débuteront qu'une fois l'accord conclu. Le gouvernement espère voir débuter les travaux mi-2023. La contribution des échanges extérieurs à la croissance devrait être négative. La nécessité d'importer des matériaux pour répondre aux projets d'infrastructures, mais aussi du matériel médical et des vaccins, entraînera une hausse de la facture des importations. Cette dernière ne sera que partiellement compensée par la hausse des recettes d'exportations (or, pierres précieuses, tabac). Les recettes touristiques devraient aussi rebondir, mais resteront en deçà de leur niveau d'avant-crise. Malgré l'augmentation des biens importés, et des prix des matières premières toujours élevés, l'inflation restera, néanmoins, en-deçà de la cible de 5 % fixée par la banque centrale.

Pandémie et projets de développement creusent les déficits jumeaux

Malgré la baisse des impôts et taxes opérée en 2021, les recettes budgétaires augmenteront sur l'exercice budgétaire 2021-2022 grâce aux produits des taxes à l'importation. Le gouvernement prévoit également d'améliorer leur collecte en renforçant l'administration fiscale et en mettant en place un « mécanisme amiable de collecte des recettes » auprès du secteur informel (39 % du PIB). Cependant, cette hausse des rentrées sera insuffisante pour couvrir les dépenses, elles-mêmes en hausse, creusant le déficit budgétaire. Les dépenses de développement (+ 31,0 %) et le plan de réponse et de relance socio-économique à la COVID-19 (TCRP) (10,0 % du budget initial) y contribueront. La dette publique, majoritairement extérieure (73 % à fin novembre 2021), restera soutenable, car 71 % de sa part extérieure est constituée de prêts concessionnels accordés par des partenaires multilatéraux et bilatéraux. Sa part domestique est détenue principalement par des banques commerciales et des fonds de pension. Le déficit de la balance courante se creusera nettement sur l'année budgétaire 2021-2022, en raison de la forte demande pour les biens d'équipement importés. Le déficit commercial plus large masquera la hausse de l'excédent du compte des services, qui devrait s'amplifier à mesure que le secteur du tourisme se redresse. Le compte des revenus primaires (surtout des revenus d'investissement) est structurellement déficitaire et compensé seulement de moitié par l'excédent du compte des revenus secondaires, alimentés essentiellement par les envois de fonds des expatriés. Les prêts (concessionnels et non concessionnels), les IDE et les aides sur projets couvriront sans difficulté plus de 60 % du besoin de financement extérieur. Le solde sera couvert par des financements exceptionnels accordés par le FMI, destinés à lutter contre la pandémie. Le premier de 189 millions USD en septembre 2021 et le second, en novembre, de 378 millions USD. Les réserves, déjà renforcées en août 2021 d'une allocation de DTS par le FMI (USD 543 millions), resteront solides, couvrant environ 6,8 mois d'importations à novembre 2021.

La nouvelle présidente rompt avec la politique de son prédécesseur

Réélu en octobre 2020 pour un second mandat de cinq ans, avec près de 85 % des voix, lors d'une élection sous haute tension, John Magufuli est décédé en mars 2021. La vice-présidente Samia Suluhu Hassan a donc été assermentée présidente, pour achever le mandat de Magufuli (2025). Bien qu'élue à l'unanimité à sa présidence, le soutien du Chama Cha Mapinduzi (CCM), parti dominant la scène politique domestique sans partage depuis l'indépendance du pays, ne lui est pas totalement acquis. En critiquant les emprunts à l'extérieur, suscitant la colère d'Hassan, le président du parlement, Job Ndugai, a démissionné en janvier 2022. Sur le plan domestique, la nouvelle présidente a engagé des actions visant à apaiser le climat social. Le revirement complet de la stratégie de réponse du pays à la pandémie y participera, comme la réduction de l'impôt sur les transactions mobiles d'argent. Sur le plan extérieur, les efforts visant à positionner le pays comme un carrefour du commerce régional pourraient renforcer les liens avec les pays voisins (projet d'oléoduc avec l'Ouganda, renforcement de l'intégration du pays dans la CAE). Cependant, en octobre 2020, l'attaque de Kitaya, près de la frontière avec le Mozambique, a signalé que l'insécurité liée à l'insurrection islamiste chez son voisin, qui peine à être contenue, pouvait l'atteindre.

TCHAD

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	16,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	660
DEVISE Franc CFA (CEMAC)	XAF

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,1	- 1,0	1,0	1,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	- 1,0	3,5	3,0	3,0
Solde public / PIB * (%)	- 0,6	- 1,0	- 1,3	0,2
Solde courant / PIB (%)	- 4,9	- 7,9	- 4,6	- 5,3
Dette publique / PIB (%)	52,3	48,0	44,0	44,2

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Incluant les subventions.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	40 %
CHINE	30 %
INDE	8 %
TURQUIE	5 %
BANGLADESH	2 %

Importations de biens % du total

CHINE	32 %
ZONE EURO	24 %
CAMEROUN	10 %
INDE	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %

- Exploitation de nouveaux gisements pétroliers
- Potentiel de développement du secteur agricole

- Niveau de pauvreté très élevé (41,7 % de la population en 2020 d'après la Banque Mondiale)
- Économie dépendante du pétrole
- Climat des affaires défavorable au développement du secteur privé et corruption élevée
- Pays isolé géographiquement
- Dégradation des conditions de sécurité, tant au niveau national que dans les pays voisins (Cameroun, Libye, Nigéria) avec lesquels les frontières sont poreuses
- Bas niveau du lac Tchad, avec des effets négatifs sur le coton, la pêche et l'environnement

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise économique lente dans un contexte politique fragile

En 2022, la reprise économique devrait rester fragile. En effet, les retombées de la crise sanitaire, l'instabilité politique et un climat d'insécurité devraient persister. La reprise devrait être soutenue par les exportations de pétrole, les prix internationaux du pétrole brut restant favorables et la production augmentant modestement. La reprise de la production dépendra principalement de l'augmentation des volumes de la China National Petroleum Corporation, les compagnies pétrolières étrangères (ExxonMobil et Petronas) ayant annoncé qu'elles cherchaient à se retirer du secteur pétrolier du pays. Les coûts d'extraction élevés, l'environnement réglementaire national opaque, le niveau élevé des risques politiques et en matière de sécurité ainsi que la restructuration de la dette en cours continueront de freiner l'investissement privé en 2022. La hausse des recettes pétrolières pourrait soutenir la consommation et les investissements publics mais la restructuration de la dette limitera probablement la contribution de ce moteur de croissance. En outre, l'assouplissement des restrictions, après la levée de l'état d'urgence sanitaire en septembre 2021, et les progrès réalisés dans le déploiement des vaccins (même si ce déploiement a été lent), pourraient légèrement stimuler la reprise en 2022, en soutenant la consommation (environ 86 % du PIB). Cette dernière resterait néanmoins limitée du fait d'un niveau de pauvreté élevé, la population restant majoritairement employée dans des activités agricoles à faible valeur ajoutée. De plus, les déplacements de population liés au terrorisme dans la région du lac Tchad et la forte exposition du pays aux aléas climatiques pourraient diminuer la contribution de la consommation à l'activité économique.

Un soutien international subordonné aux négociations sur la restructuration de la dette

Le solde budgétaire devrait s'améliorer et enregistrer un léger excédent en 2022. Cette amélioration sera en grande partie due à la hausse des recettes pétrolières qui augmentera les recettes de l'État. La suppression progressive des dépenses liées à la COVID-19 contribuera également à améliorer le solde budgétaire. Toutefois, compte tenu de l'instabilité politique et l'insécurité récentes, les pressions sur les dépenses devraient rester élevées, car les dépenses militaires et de défense devraient augmenter. Alors que le fardeau économique et financier s'alourdit en raison de la pandémie, de la baisse des prix du pétrole, du changement climatique, ainsi que des problèmes politiques et de sécurité, le pays a présenté, en janvier 2021, une demande officielle de restructuration de sa dette publique. Si les créanciers officiels (22 % de la dette extérieure) ont accepté un compromis pour restructurer leurs créances (juin 2021), un accord reste à trouver avec Glencore, une entreprise anglo-suisse de négoce des matières premières détenant 98 % de la dette commerciale du pays. Une part importante de la dette extérieure (34 %) est détenue par des pays non-membres du Club de Paris, comme la Libye, la Chine et l'Angola. En décembre 2021, le FMI a approuvé une facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans pour un montant de 571 millions d'USD, ce qui permet un décaissement immédiat de 78 millions d'USD. D'autres décaissements sont subordonnés à la conclusion d'accords de restructuration avec les créanciers officiels et privés d'ici fin mars 2022.

En 2022, le déficit courant devrait se creuser et rester important, dans le sillage d'une détérioration du déficit des échanges de marchandises et de services. Il devrait néanmoins rester plus faible qu'en 2020, année où il a subi l'impact de l'effondrement des prix du pétrole. En 2022, alors que les recettes d'exportation devraient augmenter, la croissance des importations de biens et services - principalement pour soutenir le développement du secteur pétrolier - devrait être plus rapide. Le déficit moindre du compte des revenus sera maintenu grâce au rapatriement des bénéfices des entreprises basées dans le pays. La contribution positive du compte de transferts sera insuffisante pour compenser ce déficit important. Après qu'un prélèvement sur les réserves de la CEMAC a été nécessaire en 2020, les IDE et le soutien financier des bailleurs de fonds, qui financent habituellement le déficit du compte courant, devraient le financer à nouveau en 2022. Les réserves régionales de la CEMAC devraient se rétablir lentement, mais resteront inférieures à cinq mois d'importations en 2022.

La mort du Président Idriss Déby fragilise davantage un environnement politique vulnérable

Après plus de 30 ans au pouvoir, le président Idriss Déby est décédé en avril 2021, alors qu'il rendait visite à des troupes qui tentaient de maîtriser une insurrection du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), dans le nord du pays, et quelques heures seulement après la confirmation de son sixième mandat par les résultats préliminaires des élections présidentielles. Son fils, le général Mahamat Déby, a été désigné par les militaires comme le nouveau chef d'État pour superviser une période de transition de 18 mois et diriger un conseil militaire transitoire (CMT) de 15 membres. Après la période de transition, ce dernier s'est engagé auprès de l'Union africaine à organiser des élections législatives et présidentielles fin 2022. Cependant, le CMT n'a pas respecté la Constitution (des élections devaient être organisées dans les 90 jours suivant la vacance du poste de président) et l'armée risque de vouloir conserver le pouvoir. L'environnement politique devrait donc rester instable en 2022. Si des élections sont organisées, le Mouvement patriotique du Salut, qui domine la scène politique, bénéficierait probablement d'un soutien solide. À la situation politique instable s'ajoutent des tensions sociales récurrentes et la menace persistante du terrorisme islamiste dans la région du Sahel.

TCHÉQUIE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE)

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A3
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A2

POPULATION Millions d'habitants - 2020	10,7
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	22 943
DEVISE Couronne tchèque	CZK

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,0	- 5,8	3,4	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,6	3,3	3,7	3,8
Solde public / PIB (%)	0,3	- 5,6	- 7,0	- 4,4
Solde courant / PIB (%)	- 0,9	2,2	- 1,5	- 1,4
Dette publique / PIB (%)	30,0	37,7	42,5	44,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ALLEMAGNE	33 %
SLOVAQUIE	8 %
POLOGNE	6 %
FRANCE	5 %
AUTRICHE	4 %

Importations de biens % du total

ALLEMAGNE	28 %
CHINE	11 %
POLOGNE	9 %
PAYS-BAS	7 %
SLOVAQUIE	5 %

- Une situation géographique centrale au cœur de l'Europe industrielle
- Forte intégration dans la chaîne de production internationale, et plus particulièrement dans la chaîne allemande
- Destination privilégiée pour les investissements directs étrangers en Europe centrale
- Un potentiel industriel important
- Comptes publics et système bancaire robustes

- Petite économie ouverte : les exportations représentent 80 % du PIB
- Dépendante de la demande européenne : 64 % des exportations sont destinées à la zone euro, un tiers à l'Allemagne
- Importance des intrants intermédiaires étrangers dans les exportations et faible contribution des services à la valeur ajoutée locale dans les exportations
- Le secteur automobile occupe une part importante de l'économie
- Absence de liaisons de transport rapides avec le reste de l'Europe
- Vieillissement de la population et pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	MOYEN
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	MOYEN
ÉNERGIE	ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	FAIBLE
TEXTILE-HABILLEMENT	TRÈS ÉLEVÉ
TIC*	MOYEN
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise ébranlée par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

Bien que l'économie tchèque soit sortie du marasme provoqué par la pandémie grâce à l'assouplissement des restrictions et à la reprise économique, le rythme de croissance n'a pas été suffisant pour retrouver pleinement le niveau d'avant la pandémie en 2021. Ce dernier devrait être atteint au milieu de l'année 2022. Alors que les restrictions strictes qui étaient en vigueur à la fin de 2020 ont retardé la reprise, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement sont devenues un frein crucial à la croissance en 2021. Ce facteur sera également perçu dans le courant de 2022, mais diminuera à l'approche de la fin de l'année. Le secteur manufacturier est tiré par l'industrie automobile et l'activité de l'économie allemande. Ces deux facteurs restent cruciaux pour la République tchèque. Les exportations vers l'Allemagne représentent près d'un tiers du total. Le secteur automobile génère plus de 9 % de la valeur ajoutée brute totale, représente plus de 8 % de l'emploi total et plus de 26 % des exportations. L'explosion de la demande de véhicules a été contrecarrée par une pénurie de semi-conducteurs, ce qui a obligé à réduire la production du secteur automobile. Progressivement, les exportations devraient s'améliorer, mais la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB sera affectée par la robustesse des importations. En effet, les dépenses des ménages devraient rester vives grâce à l'augmentation du revenu disponible, la baisse du taux d'épargne et une situation favorable sur le marché du travail. Malgré la pandémie, le taux de chômage n'a que très peu augmenté et reste le plus faible de l'Union européenne. Cependant, la pénurie de main-d'œuvre est à nouveau forte et la pénurie de matériaux est également devenue un obstacle important pour les entreprises. L'augmentation du coût des intrants et la hausse de la demande des consommateurs ont alimenté les pressions inflationnistes. Malgré plusieurs hausses des taux d'intérêt (de 350 points de base au total au cours de l'année 2021), l'inflation devrait rester élevée en raison de la hausse des prix réglementés de l'énergie à partir de 2022 et du transfert par les entreprises des coûts de production plus élevés aux consommateurs finaux.

Les entreprises augmenteront les investissements en actifs fixes, tandis que l'UE stimulera les investissements publics en 2022, mais aussi au cours des années suivantes. Le plan de redressement et de résilience de la République tchèque permet le versement de 7 milliards d'euros (3,1 % du PIB) de subventions au titre du mécanisme de redressement et de résilience (RRF).

Consolidation budgétaire

Le solde budgétaire s'améliorera en 2022 grâce au retrait des mesures de soutien à la pandémie. Cependant, certaines d'entre elles, notamment la baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, affecteront encore les recettes budgétaires. La reprise de la consommation privée et la hausse des salaires ont déjà entraîné des augmentations des impôts indirects et des cotisations sociales. Les dépenses seront tirées par les investissements, en particulier ceux cofinancés par les fonds « traditionnels » de l'UE, ainsi que par le mécanisme de redressement et de résilience (RRF). La dette publique reste modérée, même si elle a augmenté au cours de la pandémie en raison de besoins de financement plus importants. En effet, depuis 2019, la dette des administrations publiques devrait augmenter de près de la moitié jusqu'à la fin de 2022.

La balance courante restera légèrement négative, car les perturbations des chaînes d'approvisionnement affecteront encore le commerce extérieur tchèque, surtout au premier semestre 2022. Par la suite, elle devrait commencer à s'améliorer. Toutefois, l'augmentation des importations grâce à une demande solide, et la hausse des revenus rapatriés par les entreprises étrangères, empêcheront le déficit de se transformer en excédent. L'économie tchèque est très ouverte et diverses entreprises participent aux chaînes de valeur mondiales. Les transferts de capitaux de l'UE et les flux d'investissements directs étrangers stables prévus soutiendront confortablement la balance des comptes courants.

Nouveau gouvernement

Une coalition de cinq partis a remporté les dernières élections législatives d'octobre 2021. Le parti conservateur *Civic Democratic Party* (ODS) dirige la coalition avec d'autres partis de l'alliance Together (l'Union chrétienne et démocratique-Parti populaire tchécoslovaque (KDU-CSL) et Top 09), ainsi que le parti progressiste Pirate et le parti centriste Mayors. La coalition contrôle 108 des 200 sièges de la Chambre des députés (la chambre basse du Parlement). L'opposition est composée du parti d'Andrej Babis, ANO (72 sièges) et du parti de droite radicale Liberté et démocratie directe (SPD, 20 sièges). Petr Fiala, le leader de l'ODS, a été nommé Premier ministre par le président de la République tchèque, Milos Zeman, fin novembre 2021. En décembre 2021, le nouveau gouvernement tchèque est entré en fonction, mais sa nomination a été retardée de plusieurs semaines en raison de la mauvaise santé du président Zeman. Le gouvernement a déclaré plusieurs priorités générales. Il prévoit d'équilibrer le budget en réduisant les dépenses sociales de l'État plutôt qu'en augmentant les impôts. Il entend également consacrer davantage de fonds à la recherche et au développement, à la numérisation et aux projets d'infrastructure (principalement les autoroutes et les trains à grande vitesse). La politique tchèque en matière de sécurité sera plus pro-occidentale, avec des dépenses de défense plus élevées et une position plus ferme à l'égard de la Russie et de la Chine. Les questions les plus urgentes comprennent la gestion de la pandémie et le budget fiscal.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN TCHÉQUIE

Paiement

La loi tchèque limite les paiements en espèces à un plafond de 270 000 CZK (environ 10 000 EUR). Les acheteurs qui souhaitent effectuer des paiements supérieurs à ce plafond doivent payer l'intégralité du montant par virement ou transfert bancaire. Les virements bancaires sont de loin le moyen de paiement le plus communément utilisé. Le système SWIFT fonctionne parfaitement en Tchéquie et constitue une méthode de traitement des paiements internationaux facile, accélérée et peu onéreuse. La Tchéquie a également adopté le standard SEPA qui simplifie les virements bancaires en Europe.

Pour les transactions nationales, les chèques ne sont pas souvent utilisés. Les lettres de change et les billets à ordre sont couramment utilisés en tant qu'instruments constitutifs de sûreté, qui offrent à l'acheteur l'option d'accéder à une procédure accélérée pour obtenir une injonction de paiement d'un tribunal (sous certaines conditions juridiques). Les factures électroniques sont largement acceptées.

Recouvrement des créances

Pour assurer le recouvrement d'une créance en cas de défaut, les créanciers doivent garder l'ensemble de la documentation liée à la transaction. Elle comprend le contrat original (signé), les documents relatifs à l'activité (par exemple, des factures ou des bordereaux de livraison confirmés), Des ordres individuels et toute documentation et correspondance pertinentes. Les principaux facteurs d'efficacité du recouvrement sont la date de la créance (plus tôt le recouvrement est entamé, plus il a de chances d'être couronné de succès) et le motif du défaut de paiement.

Phase amiable

Le recouvrement à l'amiable est conseillé, car il est moins onéreux pour le créancier que les procédures légales. Les règlements à l'amiable peuvent également être déclarés exécutoires par un tribunal.

Procédure judiciaire

Procédure accélérée/injonction de payer

Platební rozkaz est une procédure pratique et plutôt courte, définie aux articles 172-175 du Code de procédure civile (*občanský soudní řád*, CCP). Convaincu du bien-fondé de la demande et sans entendre l'affaire, le juge émet une injonction de payer qui est signifiée au défendeur. Ce dernier peut l'accepter ou déposer une déclaration de contestation à son encontre dans un délai de quinze jours à compter de sa signification. Si le débiteur conteste la créance, le processus se poursuit sous la forme d'une procédure judiciaire.

Si l'action en justice est dûment décrite et a justifié la créance du créancier, le tribunal peut émettre une injonction de payer même si le créancier n'en a pas fait la demande. Le délai moyen d'une décision est de trois mois (deux mois au minimum et six mois au maximum).

Procédure ordinaire

La procédure ordinaire débute lorsque le défendeur a contesté la créance dans le cadre de la procédure accélérée (*platební rozkaz*) ou en engageant directement des poursuites judiciaires. La procédure ordinaire se passe en partie par écrit (les parties doivent soumettre au tribunal les documents liés au dossier), et en partie à l'oral (le créancier et le débiteur sont entendus lors de l'audience au principal). En pratique, une procédure ordinaire peut durer entre une et trois années avant que le tribunal ne rende un jugement définitif et exécutoire.

Depuis le 1er juillet 2009 (loi n° 7/2009 coll.), une réforme du CCP a introduit davantage d'options numériques dans la procédure judiciaire, afin d'alléger la charge de travail des juges et de prévenir les retards de procédures. Depuis cette réforme, toutes les correspondances des autorités tchèques aux entités morales sont réalisées par voie électronique, par le biais de boîtes de données enregistrées et pourvues d'une législation spéciale (loi n° 300/2008 coll., en vigueur depuis le 1er juillet 2009).

Exécution d'une décision de justice

L'exécution judiciaire est réservée aux affaires spécifiquement définies par la loi. Toutes les réclamations monétaires dérivant de relations contractuelles sont exécutées par un exécuteur judiciaire (*soudní executo*) en vertu de la loi n° 120/2001 coll. (*exekuční řád*, la loi d'exécution). L'exécution par l'exécuteur judiciaire est considérée comme plus efficace, car il agit en tant qu'entité du secteur privé, dont les honoraires dépendent de la réussite de ses actions. Un barème d'honoraires spécifique s'applique en fonction de la somme qui fait l'objet de l'exécution.

En ce qui concerne les sentences étrangères rendues dans un pays membre de l'UE, la Tchéquie a adopté des conditions d'application avantageuses comme l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges. Les sentences émises par des pays qui ne font pas partie de l'UE peuvent être reconnues et appliquées sous réserve d'avoir fait l'objet d'une procédure d'*exequatur* visée par la loi tchèque relative au droit international privé et procédural.

Procédure d'insolvabilité

Une demande d'insolvabilité peut être déposée par le débiteur lui-même ou par ses créanciers. Le créancier doit toutefois fournir des preuves incontestables à l'appui de sa demande, à l'aide de l'un des éléments suivants :

- une reconnaissance de dette (portant la signature certifiée du débiteur ou de son mandataire) ;
- un jugement exécutoire ;
- un acte notarié exécutoire ;
- un acte exécutoire de l'exécuteur judiciaire ;
- une confirmation d'un auditeur, d'un témoin expert.

Le créancier doit en outre prouver l'existence d'autres créanciers. Les créanciers sont responsables des préjudices causés par le dépôt d'une demande de faillite alors que les conditions d'insolvabilité ne sont pas remplies.

Toutes les demandes d'insolvabilité sont enregistrées dans le registre des faillites (*insolvenční rejstřík*), conservé par le ministère de la Justice et dans lequel toutes les informations importantes sur l'insolvabilité sont publiées. Cela permet également de garantir la transparence de la procédure d'insolvabilité.

La loi sur l'insolvabilité introduit de nouvelles méthodes et une procédure accélérée dans le cadre de laquelle le tribunal a le choix entre trois solutions :

Procédure de redressement

Le redressement est une méthode de résolution de l'insolvabilité, qui vise à préserver l'entreprise du débiteur, tout en donnant satisfaction aux créanciers. La procédure, qui peut être engagée par un débiteur insolvable, doit être préalablement approuvée par le tribunal et sa mise en œuvre doit être vérifiée périodiquement par les créanciers. La direction conserve le droit de gérer l'entreprise.

Procédure de faillite

La faillite est une méthode de résolution de l'insolvabilité ordonnée par un tribunal, dont l'objectif est de monétiser tous les actifs d'un débiteur et d'en distribuer le produit entre les créanciers qui ont fait valoir leur créance dans la procédure. L'autorisation de disposer des actifs du débiteur et de vendre ces actifs est accordée à un administrateur judiciaire nommé par le tribunal. À ce stade, l'entreprise déclarée en faillite n'est plus autorisée à mener ses activités de manière indépendante.

Liquidation de créance

Utilisée principalement par des particuliers (non-entrepreneurs), cette méthode de résolution de l'insolvabilité offre une alternative à la déclaration de faillite. Le débiteur insolvable liquide sa dette, mais sous le contrôle du tribunal, est obligé de payer un pourcentage réduit de ses créances totales.

Procédure de liquidation

Cette procédure débute à partir du moment où il est décidé qu'une société doit être dissoute. La direction ou le tribunal nomme un liquidateur, chargé de liquider les actifs de la société et de recouvrer les créances. Les créanciers doivent enregistrer leurs créances dans un délai de 90 jours suivant la publication de la décision du tribunal, afin d'obtenir satisfaction au cours de la procédure de liquidation. Toutes les créances de créanciers doivent être satisfaites au cours de la procédure de liquidation. Il est important de noter que la procédure de liquidation n'est pas considérée comme une méthode d'insolvabilité par le droit tchèque : si le liquidateur constate qu'il n'y a pas suffisamment d'actifs pour satisfaire toutes les créances au cours de la liquidation, il est obligé de déposer une demande d'insolvabilité. À ce stade, la liquidation deviendra une procédure d'insolvabilité distincte.

THAÏLANDE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**69,8**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**7 188**
DEVISE Baht thaïlandais	**THB**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,3	- 6,1	1,0	3,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	- 0,8	1,2	1,0
Solde public / PIB * (%)	- 3,0	- 5,2	- 5,7	- 3,5
Solde courant / PIB (%)	7,0	4,2	- 1,8	2,0
Dette publique / PIB (%)	40,8	51,8	58,9	62,6

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 allant du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	15 %
CHINE	13 %
ZONE EURO	6 %
HONG KONG	5 %
VIETNAM	5 %

Importations de biens % du total

CHINE	24 %
JAPON	13 %
ÉTATS-UNIS	7 %
ZONE EURO	6 %
MALAISIE	5 %

- Carrefour régional, longues façades maritimes, proximité des marchés asiatiques à croissance rapide
- Comptes extérieurs solides et réserves de change élevées
- Richesse des ressources agricoles (caoutchouc naturel, riz et canne à sucre)
- Exportations diversifiées : tourisme, machines, pièces automobiles, composants électroniques, produits agroalimentaires, poissons et crustacés

- Infrastructures inadéquates
- Vieillissement de la population et pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- Situation politique incertaine ; antagonisme entre les zones rurales et urbaines
- Forte perception de la corruption et économie parallèle importante
- Niveau d'endettement élevé des ménages

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise prudente

La reprise économique de la Thaïlande en 2021 a été timide, car les nouvelles restrictions de déplacement visant à contenir les nouvelles vagues de COVID-19 ont pesé sur l'activité économique, notamment sur la consommation des ménages, et ont retardé le rebond du tourisme. Nous nous attendons toutefois à ce que la croissance thaïlandaise s'accélère en 2022, la demande extérieure, notamment les exportations de marchandises (48 % du PIB), restant un vecteur essentiel de croissance sur l'année. Parallèlement, les exportations de services, principalement ceux liés au tourisme, devraient progressivement se redresser. En 2021, les arrivées de touristes sur la période janvier-octobre ont représenté moins de 1 % des niveaux de 2019 (40 millions). Mais comme les restrictions mondiales sur les voyages devraient être assouplies en 2022, le secteur du tourisme devrait connaître une reprise progressive, sous réserve de l'évolution du variant Omicron et de l'émergence ultérieure de variants préoccupants, ainsi que de toute restriction prolongée des voyages internationaux en Chine (28 % des arrivées de touristes en 2019 en Thaïlande).

La croissance de la consommation privée (49 % du PIB) a été maigre en 2021. Même si le rythme devrait s'accélérer en 2022 avec l'amélioration de la mobilité, l'ampleur de la croissance pourrait être limitée par un marché du travail atone, une croissance faible des salaires et un endettement élevé des ménages (85-90 % du PIB).

Parallèlement, le gouvernement a annoncé une baisse des dépenses budgétaires pour l'exercice 2022 à 3,1 mille milliards de THB, soit une baisse de près de 6 % par rapport au budget de 2021, malgré l'augmentation des dépenses allouée aux finances, à la santé publique et au progrès social. Les fonds alloués à l'investissement public ont également diminué, passant de 500 milliards de THB à 465 milliards de THB, la lenteur des décaissements constituant un risque de mise en œuvre. La Thaïlande a planifié une série de 77 mégaprojets d'infrastructures d'une valeur de 1 000 milliards de THB (30 milliards d'USD) entre 2020 et 2027 afin d'améliorer la connectivité et de soutenir le développement économique à long terme. Quatre projets de ce type (160 milliards de THB), axés sur la construction de transports en commun rapides et l'amélioration des autoroutes dans le cadre d'un partenariat public-privé, ont été annoncés en 2021.

Une dette publique en hausse

Les importantes mesures de relance budgétaire visant à soutenir l'économie et la santé publique ont fait passer la dette publique de la Thaïlande de 41,2 % du PIB fin 2019 à 59 % en octobre 2021, tout en restant sous le plafond d'endettement relevé à 70 %. Cependant, la majeure partie de la dette publique est à long terme (85,7 %) et est détenue par des ressortissants nationaux (98,2 %). La dette en devises étrangères ne représente que 1,8 % (de la dette publique totale), la totalité de la dette extérieure directe du gouvernement ayant été contractée auprès de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et de gouvernements étrangers. Les dépenses hors budget ont été soutenues par des emprunts de 1 900 milliards de THB émis dans le cadre de trois décrets d'urgence en 2020, et par une nouvelle série de prêts d'urgence (500 milliards de THB) en mai 2021. Même si le déficit budgétaire devrait se réduire au cours de l'exercice 2022, l'ampleur du déficit budgétaire projeté suggère néanmoins qu'il subsiste une pression supplémentaire sur le profil de la dette publique de la Thaïlande. En conséquence, les autorités s'attendent à ce que la dette publique augmente pour atteindre 62,6 % du PIB au cours de l'exercice 2022.

La balance des opérations courantes devrait être légèrement déficitaire en 2021. L'excédent commercial des biens se sera contracté, car les importations se sont redressées plus rapidement, tandis que le déficit commercial des services se sera considérablement creusé, principalement en raison d'une forte hausse des tarifs du fret et d'une forte baisse des recettes du tourisme. La balance des opérations courantes devrait repasser légèrement dans le vert en 2022, grâce à la reprise progressive attendue du tourisme et à une légère réduction des prix des services de transport. La croissance des exportations de biens devrait rester solide grâce à une demande mondiale robuste. Une amélioration de la position de la balance courante devrait également soutenir le baht, qui a été l'une des monnaies asiatiques les moins performantes (- 10 % par rapport au dollar en janvier-octobre 2021).

Retour des protestations

Après avoir faibli pendant une grande partie de l'année 2021, les manifestations politiques ont repris à Bangkok plus tard dans l'année après l'assouplissement des restrictions de déplacement, et les manifestants ont à nouveau réclamé la démission du Premier ministre et des réformes de la monarchie et du gouvernement. Les prochaines élections générales doivent avoir lieu avant le premier trimestre de 2023, mais les spéculations vont bon train sur leur avancement éventuel dès 2022. La coalition au pouvoir détient une faible majorité au Parlement (55 %), le parti Palang Pracharath étant le plus important avec 24 %. Entre-temps, un amendement constitutionnel en septembre 2021 visant à rétablir le système de vote parallèle d'avant 2017, selon lequel un électeur dépose deux bulletins de vote, l'un pour le candidat parlementaire de la circonscription et l'autre pour le parti de son choix, devrait permettre aux grands partis de remporter davantage de sièges.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN THAÏLANDE

Paiement

Le virement bancaire est un moyen de paiement très utilisé par les entreprises en Thaïlande. La majorité de ces paiements sont réalisés électroniquement par des systèmes de compensation de plus en plus développés, ce qui explique leur popularité grandissante.

Le chèque reste une alternative importante au paiement en espèces. Il est utilisé aussi bien par les entreprises que par les particuliers pour un grand nombre de types de paiement. Le chèque postdaté est un moyen de crédit à court terme fréquemment utilisé.

Bien que l'argent liquide reste la méthode de paiement dominante en Thaïlande, le transfert télégraphique d'argent gagne en popularité avec la tendance à l'absence d'argent liquide accélérée par la COVID-19.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Au titre de la loi thaïlandaise sur le recouvrement de créances datée de 2015 (Act BE 2558), le débiteur est une personne physique ou un garant personnel. La loi entend encadrer les recouvrements effectués par les créanciers ou, dans les cas des crédits à la consommation, par les agences de recouvrement. Les sociétés de recouvrement de créances commerciales sont également censées suivre les pratiques inscrites dans la loi. Par exemple, pendant la phase amiable, les créanciers ne peuvent communiquer qu'avec le débiteur ou des personnes tierces pour lesquelles il a donné son accord. De plus, les créanciers ou les agences de recouvrement ne peuvent se présenter avec les détails de la créance qu'au débiteur.

Procédure judiciaire

Le système judiciaire thaïlandais compte trois niveaux différents :

- **la Cour suprême :** il s'agit de la plus haute instance du pays. Toutes ses décisions sont finales et exécutoires. Elle s'occupe des appels et des pourvois contre les décisions rendues par les cours d'appel, les cours d'appel régionales, et les tribunaux de première instance ;
- **les cours d'appel :** elles se répartissent entre cours d'appel et cours d'appel régionales. Ces deux catégories statuent en appel des décisions ou ordonnances des juridictions inférieures ;
- **les tribunaux de première instance :** ils constituent le premier niveau de juridiction, composé de tribunaux ordinaires à Bangkok et dans les provinces, de tribunaux pour mineurs et affaires familiales et de tribunaux spécialisés.

Si une tentative de règlement à l'amiable avec le débiteur échoue, il est possible d'engager la phase préliminaire d'une action judiciaire. Cette phase comprend les communications, les négociations et les rencontres avec le débiteur, l'envoi de mises en demeure au débiteur, et la notification à la police lorsqu'une sanction pénale est envisageable.

La médiation civile avant le litige

Les récentes modifications apportées au code de procédure civile thaïlandais en 2020 et déjà appliquées depuis novembre 2020 permettront aux parties de soumettre une affaire à une médiation supervisée par le tribunal avant le dépôt effectif de l'affaire. Encourager la médiation avant le dépôt d'une plainte vise à économiser du temps et des ressources qui seraient autrement consacrés à un procès. Les processus de méditation introduits par la nouvelle loi ne sont soumis à aucun frais de justice, à l'exception des frais postaux liés à l'envoi de la lettre au débiteur.

Avant de déposer une plainte, l'une des parties au litige peut demander au tribunal compétent de nommer un médiateur pour résoudre le litige. Si la requête est acceptée et que la partie adverse consent à la médiation, le tribunal réunira les parties (avec ou sans leurs avocats) et nommera le médiateur. Si la médiation aboutit à un règlement satisfaisant, le tribunal envisagera de :

1) Conclure un accord de compromis et supposer qu'il est équitable, conclu de bonne foi et conforme à la fois à la loi et aux parties. Si l'une des parties ne respecte pas l'accord, elle peut toujours porter l'affaire devant le tribunal ordinaire.
2) Ou bien, les parties peuvent se mettre d'accord et demander au tribunal d'émettre un jugement conformément à l'accord de compromis avec l'accord mutuel des parties. Si le tribunal convient que cela est nécessaire, il rendra le jugement en conséquence. Le jugement sera exécuté si le débiteur ne s'exécute pas, ce qui conduit à la fin à la procédure d'exécution.

Le jugement du tribunal est considéré comme définitif et ne peut faire l'objet d'un appel que s'il y a une allégation de fraude à l'encontre d'une partie à l'affaire, ou si le jugement est censé aller à l'encontre de l'accord ou d'une disposition de la loi impliquant l'ordre public.

Si, en revanche, la médiation n'aboutit pas, tout délai de prescription qui était prescrit après l'introduction de la requête ou qui le sera bientôt sera prolongé de 60 jours à compter de la fin de la médiation. Après cela, le créancier a toujours le droit d'introduire l'affaire dans le procès comme une procédure ordinaire.

Procédure ordinaire

Si le débiteur ne se conforme pas aux mises en demeure qui lui sont adressées, le créancier peut déposer une requête auprès d'un tribunal dont la compétence dépend du montant de la dette :

- si la dette n'excède pas 300 000 THB, la plainte doit être déposée auprès d'un tribunal de district ou provincial ;
- si la dette dépasse 300 000 THB, la plainte doit être déposée auprès du tribunal civil ou provincial.

Les tribunaux veillent à filtrer les affaires qui ne devraient pas faire l'objet d'une action en justice. La plupart des tribunaux civils disposent d'un centre de médiation destiné à encourager les parties à négocier et à trouver un compromis. Une fois qu'un dossier aboutit à un règlement amiable, un accord de compromis est préparé, sur lequel le tribunal se fonde ensuite pour rendre sa décision. Il relève de la responsabilité de chaque partie de documenter et d'apporter les preuves nécessaires à leur action. Une fois que le tribunal a examiné les pièces présentées par les parties, le juge est prêt à rendre une décision.

Dans un tribunal de première instance, la procédure ordinaire peut prendre entre une et trois années.

Exécution d'une décision de justice

Si le débiteur ne se conforme pas à une décision émise par un tribunal thaïlandais, le créancier peut demander l'application de la décision. Cela peut passer par l'émission d'une ordonnance d'exécution ou d'un titre exécutoire, par la saisie des biens du débiteur et le remboursement des créances grâce au produit de leur vente.

La Thaïlande n'est signataire d'aucun accord bilatéral réciproque de reconnaissance et d'exécution des jugements avec d'autres pays. Pour faire appliquer une sentence étrangère, il faut engager une nouvelle procédure judiciaire au cours de laquelle les pièces du dossier seront examinées et les défenses présentées mises à disposition de la partie adverse.

Cependant, la Thaïlande est signataire de la Convention de New York de 1985 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Les décisions arbitrales internationales des pays signataires peuvent être appliquées sous réserve qu'elles soient déjà définitives.

Procédure d'insolvabilité

La Thaïlande a légiféré sur les procédures de faillite et de redressement (Loi sur les faillites BE 2483). (Dernier amendement en 2018, B.E. 2561)

Procédure de redressement

Pour les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés anonymes, et les établissements financiers (grandes entreprises)

Il est possible de déposer une requête à l'encontre d'une société débitrice insolvable titulaire d'une dette vis-à-vis d'un ou de plusieurs créanciers pour un montant total connu supérieur ou égal à 10 millions THB (333 000 USD). Après acceptation d'une telle requête, le tribunal désigne un planificateur chargé de préparer et soumettre un plan de redressement à l'administrateur judiciaire dans un délai de trois mois. Pendant un mois à compter de la date de publication de l'ordonnance judiciaire désignant le planificateur, le tribunal peut étendre ce délai jusqu'à deux fois. Les créanciers garantis et non garantis disposent alors d'un délai d'un mois à compter de la date de publication de l'ordonnance désignant le planificateur pour présenter leur demande de remboursement de créance. Après avoir reçu le plan de redressement, l'administrateur judiciaire convoque une réunion avec les créanciers afin de leur présenter la proposition. Si le plan est accepté par les créanciers, il doit également recevoir l'approbation du tribunal, qui doit en outre confirmer la désignation de l'administrateur du plan. Celui-ci est alors responsable du redressement de la société débitrice conformément au plan.

Pour les PME immatriculées auprès de l'Office de promotion des PME ou d'autres organismes d'État

Il est possible de déposer une requête à l'encontre :

- d'un particulier insolvable titulaire d'une dette vis-à-vis d'un ou de plusieurs créanciers pour un montant total connu supérieur ou égal à 1 million THB ;
- d'une société en commandite, d'un partenariat enregistré ou non enregistré, d'un groupe de personnes ou d'une autre personne morale insolvable titulaire d'une dette vis-à-vis d'un ou plusieurs créanciers pour un montant total connu supérieur ou égal à 3 millions THB ;
- d'une société anonyme insolvable titulaire d'une dette vis-à-vis d'un ou plusieurs créanciers pour un montant total connu compris entre 3 millions et 10 millions THB.

Dans ces cas-là, le requérant doit déposer une demande accompagnée d'une proposition de plan d'une durée maximale de trois ans.

Procédure de faillite

Un créancier peut déposer une demande de mise en faillite à l'encontre d'un débiteur si celui-ci est insolvable et doit à un ou plusieurs créanciers une somme définitive supérieure à 1 million THB pour une personne physique ou 2 millions THB pour une personne morale.

Après dépôt de la demande, c'est la procédure suivante qui s'applique en principe : audition des témoins, administration judiciaire temporaire du patrimoine du débiteur, désignation d'un administrateur judiciaire officiel, dépôt des réclamations de remboursement de créance par les créanciers dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de l'ordonnance d'administration judiciaire permanente, mise en faillite du débiteur s'il ne parvient pas à un concordat avec les créanciers, ordonnance d'administration judiciaire permanente, saisie des actifs du débiteur, vente des actifs par adjudication publique, et distribution du produit de la vente aux créanciers au prorata de leurs créances.

TIMOR ORIENTAL

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**1,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 348**
DEVISE Dollar américain	**USD**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB * (%)	1,8	-8,5	1,9	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,9	0,5	1,6	2,5
Solde public / PIB * (%)	- 30,5	- 26,2	- 29,7	- 32,5
Solde courant / PIB * (%)	7,9	- 20,3	- 31,1	- 40,0
Dette publique / PIB * (%)	9,6	12,3	16,5	18,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * PIB non pétrolier.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDONÉSIE	34 %
CORÉE DU SUD	26 %
JAPON	15 %
ÉTATS-UNIS	11 %
CHINE	5 %

Importations de biens % du total

INDONÉSIE	30 %
SUISSE	24 %
CHINE	13 %
SINGAPOUR	9 %
VIETNAM	6 %

- Réserves de pétrole et de gaz en mer de Timor
- Fonds souverain (1 200 % du PIB)
- Dollarisation totale limitant le risque inflationniste
- Soutien de la Communauté des pays de langue portugaise
- Destination touristique attrayante (sites naturels protégés, riche patrimoine culturel)
- 44e sur 167 au Democracy Index 2020 d'EIU (5e pays asiatique/ 7e avec l'Australie et la Nouvelle Zélande)

- Vulnérabilité aux catastrophes naturelles (glissements de terrain, typhons, inondations) ; Infrastructures sous-développées (santé, éducation, transport)
- Très forte dépendance aux revenus pétroliers et aux importations alimentaires (faible développement de l'agriculture)
- Déficit en capital humain
- Près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté
- Taux de chômage élevé chez les jeunes (40 %)
- Faible intermédiation bancaire

APPRÉCIATION DU RISQUE

Croissance économique soutenue par le rebond de l'investissement public

Tirée par la reprise partielle de la consommation et la hausse des recettes pétrolières, l'activité économique a rebondi en 2021, retrouvant son rythme de croissance d'avant-crise. La croissance s'accélérera en 2022 avec la levée progressive de l'état d'urgence et le rétablissement de l'agriculture après le cyclone Seroja et les crues soudaines de 2021. Après que la croissance de la consommation (1,5 % en 2021) ait été limitée par la recrudescence des cas de COVID-19 et les inondations dans de nombreuses régions, elle devrait s'intensifier en 2022. L'économie sera stimulée par d'importants investissements publics en partenariat avec le privé, principalement dans l'amélioration des infrastructures, axée sur la construction de routes, de logements sociaux, le développement des ports (Dili, Tibar) et d'infrastructures touristiques (Cristo Rei), ainsi que le développement de champs offshore (le projet gazier Greater Sunrise). Le secteur pétrolier stimulera aussi la croissance du PIB par la campagne de forages intercalaires menée par l'entreprise pétrolière australienne Santos. Ce projet, devant se terminer en 2022, devrait permettre de développer des réserves supplémentaires de gaz naturel, afin de prolonger la durée de vie du champ Bayu-Undan, dont les ressources devraient être épuisées d'ici 2023. La production de pétrole a augmenté de 30,7 % en glissement annuel au deuxième trimestre de 2021, et devrait suivre cette pente ascendante en 2022. De plus, sous réserve de l'achèvement du port en eau profonde de Tibar Bay, prévu en 2022, le pays bénéficiera d'un meilleur accès au marché mondial améliorant ses échanges commerciaux. Ce partenariat public-privé, attribué à la société française Bolloré Ports, prévoit l'investissement de près de 500 millions de dollars US, sur 30 ans. Alors que le secteur agricole contribuera massivement au rebond des exportations (café) et importations (riz et maïs), le secteur des services sera encore largement pénalisé par les restrictions sur les voyages internationaux. Les perspectives de croissance de 2022 sont sous la menace du risque climatique (inondations, crues meurtrières, typhons) qui mettrait en péril les récoltes et détruirait les infrastructures. En avril 2021, les inondations ont, par exemple, détruit respectivement 12 et 9 % des superficies plantées de riz et de maïs.

Déficits jumeaux financés par le Fond Pétrolier

Le plan de relance du gouvernement, prévoyant une hausse de 30 % des dépenses publiques sur 3 ans, creusera le déficit public. Sur le modèle du budget de 2021, le budget de 2022, estimé à 1,7 milliards de dollars, insistera sur les investissements dans l'agriculture, le tourisme et la politique sociale (hausse du budget pour la construction d'écoles du secondaire et amélioration de la formation du personnel de santé). L'ensemble de ces projets sera principalement financé par le Fonds pétrolier (FP) et l'aide internationale, fournissant respectivement 75 % et 20 % des recettes publiques. Bien que les retraits du Fonds soient limités à 3 % de la richesse estimée (actifs du fonds et revenus anticipés des hydrocarbures), les retraits excédentaires sont autorisés et exercés. Le gouvernement a une gestion peu soutenable du Fonds (alimenté par les revenus d'investissement et les recettes d'hydrocarbures) qu'il utilise pour financer une grande partie des dépenses publiques. Toutefois, une telle gestion lui permet de conserver un faible niveau d'endettement.

Le déficit courant augmentera en 2022 en raison du fort déficit commercial. La facture des importations de biens d'équipements, tirées par les investissements publics, et de céréales (représentant environ 40 % des besoins alimentaires totaux du pays), alourdies par la hausse des prix mondiaux, compensera largement les recettes pétrolières et gazières (95 % des revenus d'exportations). La balance des services restera également déficitaire, car le tourisme ne retrouvera pas son niveau d'avant crise. Malgré une diminution des sommes en provenance du FP, celles-ci, couplées à une hausse de la dette publique extérieure entièrement concessionnelle et multilatérale, et qui reste légère, financeront le déficit.

Scène politique morcelée et animée par les cohabitations périodiques

En 2020, suite à l'éclatement de la coalition gouvernementale, le Premier ministre José Maria de Vasconcelos, également appelé Taur Matan Ruak, en a formé une nouvelle, quadripartite, comprenant le Parti de libération du peuple, le Front révolutionnaire (Fretilin) du Président Francisco Guterres élu en 2017 et du Premier ministre, le Parti démocrate et le KHUNTO. Cette nouvelle coalition contrôlant la majorité des sièges au Parlement a permis de calmer le jeu politique et d'assurer l'exécution des réformes indispensables à la reprise économique. Cependant, la prochaine élection présidentielle en 2022, suivie rapidement des législatives, devrait être très disputée entre le Fretilin et le CNRT, principal parti au Parlement et de l'opposition, et pourrait marquer le retour de l'instabilité politique et d'une cohabitation houleuse, en cas de victoire du candidat du CNRT.

Après de nombreux différends sur la frontière maritime avec l'Australie, les deux pays ont adopté en 2019 un traité résolvant la question du champ pétrolier et gazier Greater Sunrise en faveur du Timor-Oriental. L'attribution de l'essentiel des revenus du champ au Timor-Leste a alors apaisé les tensions. Enfin, sa demande d'adhésion à l'ASEAN, présentée en 2011, est toujours en cours de négociation.

TOGO

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**8,3**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**916**
DEVISE Franc CFA (UEMOA)	**XOF**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	5,5	1,8	4,7	5,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	1,8	3,5	2,5
Solde public / PIB (%)	- 0,9	- 6,9	- 5,9	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 0,8	- 1,5	- 2,6	- 2,6
Dette publique / PIB (%)	52,4	60,3	62,4	61,4

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

BURKINA FASO	14 %
MALI	13 %
BÉNIN	10 %
ZONE EURO	9 %
NIGER	9 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	23 %
CHINE	20 %
INDE	7 %
GHANA	6 %
JAPON	4 %

- Ressources minières (phosphate, calcaire et argile transformé en clinker) et agricoles (café, cacao, coton)
- Doté du seul port en eau profonde d'Afrique de l'Ouest (port de Lomé), potentiel pour devenir un hub régional
- Investissements publics et privés dans les infrastructures
- Réformes structurelles en cours (finances publiques, système bancaire, agriculture, secteurs des phosphates et du coton)
- Membre de l'UEMOA et de la CEDEAO
- Dette externe majoritairement concessionnelle

- Fortes tensions sociopolitiques
- Environnement des affaires déficient
- Forts taux de chômage et de pauvreté (46,2 % de la population en situation de pauvreté extrême en 2020 selon la Banque mondiale)
- Déficience des infrastructures agricoles : entreposage, transformation, irrigation, intrants
- Infrastructures d'éducation, de santé publique, et de transport insuffisantes
- Mauvaise santé du secteur bancaire ; taux de créances douteuses élevé (surtout dans les banques publiques)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Reprise économique soutenue par l'investissement public

Après avoir souffert des mesures de confinement et de l'effondrement des échanges commerciaux liés à la pandémie, l'activité économique s'est redressée en 2021, et devrait se renforcer en 2022. La consommation des ménages (près de 80 % du PIB), qui s'était contractée en 2020 avec l'appauvrissement de la population, a connu un rebond en 2021. Il devrait s'intensifier en 2022, à mesure que la production agricole, dont dépend 60 % de la population active, regagne en vivacité. Les programmes nationaux de soutien au producteur, comme le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), devrait stimuler la production agricole. Cependant, le secteur agricole (40 % du PIB) restera vulnérable aux intempéries, à l'image des inondations dans le nord du pays, qui ont entrainé une diminution de 43 % de la production de coton en 2021. Dans le cadre du Plan national de développement 2018 - 2022, d'un montant total de 7,8 milliards de dollars, l'investissement public dans les infrastructures sera un moteur de l'activité en 2022. Il concernera notamment la construction et la rénovation des routes rurales reliant la capitale aux autres villes (Lomé, Kpalimé, Aného). En outre, la plateforme industrielle d'Adetikiopé (PIA), dédiée à la transformation et à l'exportation des ressources naturelles, inaugurée en juin 2021, pourrait attirer les investissements privés. L'amélioration de la logistique portuaire devrait accroître le potentiel de développement du port de Lomé en tant que carrefour commercial régional. De plus, la contribution du commerce extérieur devrait bénéficier de la plus grande valeur ajoutée tirée de la transformation des produits d'exportations agricoles (café, cacao, coton) et minérales (phosphate). La poursuite de la reprise de l'économie mondiale continuera de stimuler la demande extérieure pour ces produits. Le secteur des services, représentant plus de la moitié du PIB, a connu un fort rebond en 2021, tirant la reprise du trafic de conteneurs transitant par le port de Lomé. Cependant, ces activités pourraient être affectées par les perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement.

Des déficits jumeaux financés par l'aide internationale

La balance budgétaire a enregistré un fort déficit en 2021, en conséquence des dépenses destinées à favoriser la reprise, notamment via la hausse des investissements en capital. Bien que ces dépenses devraient rester une priorité, le déficit devrait se réduire en 2022, principalement grâce à la reprise de l'activité du port de Lomé qui représente, hors aide extérieure, 60 % des recettes publiques. En 2022, la dette publique devrait reprendre la trajectoire descendante, induite par la consolidation budgétaire entreprise sous l'égide du FMI, et interrompue en 2020 et 2021 par la pandémie. Bien que l'accord de financement avec le FMI (2017 - 2020) ait expiré au début de la crise COVID-19, les autorités ont manifesté leur intérêt pour un programme FEC d'un montant de 240 millions de dollars de la part du FMI pour appuyer la relance post-COVID.

Le déficit courant devrait se stabiliser. Cela sera dû en grande partie au déficit structurel du commerce des marchandises, puisque la hausse des exportations ne compensera que partiellement le rebond d'importations, composées d'achats de biens d'équipements, et d'une facture pétrolière élevée. L'excédent des services, durement affecté par la pandémie, devrait poursuivre sa reprise progressive vers son niveau d'avant-crise, grâce à l'activité du Port de Lomé. Il en va de même pour celui des transferts courants, qui devrait bénéficier de la hausse des envois de fonds depuis l'étranger, dans le contexte de la reprise mondiale. Le solde du compte des revenus primaires restera aussi excédentaire. Compte tenu de la faiblesse des entrées nettes de capitaux, le déficit devrait être largement financé par des dons et des prêts extérieurs, principalement à des conditions concessionnelles.

Instabilité sociopolitique et menaces sécuritaires

Au pouvoir depuis 2005, le président Faure Gnassingbé a été réélu en 2020 suite à des élections entachées d'accusations de fraude. Malgré sa réélection, l'insatisfaction générée par près de six décennies de domination des Gnassingbé à la tête de l'Etat (Gnassingbé Eyadéma, père de l'actuel président, fut président de 1967 à 2005) reste forte. En septembre 2021, le président a fait voter par le Parlement une nouvelle prolongation d'un an de l'état d'urgence sanitaire du pays, décrété depuis avril 2020, et permettant gouverner par décret. Une partie de l'opinion perçoit l'usage de ces mesures d'urgence comme un outil pour renforcer le contrôle du régime et réprimer les oppositions, alimentant le mécontentement. Le risque de troubles sociaux reste donc élevé. Toutefois, bien que le mécontentement public soit en hausse, le soutien de l'armée et des forces de sécurité devrait permettre d'assurer la continuité du pouvoir. Les inquiétudes concernant les fraudes électorales, la corruption généralisée et le recul des libertés fondamentales pourraient mettre en danger les relations du pays avec les donateurs occidentaux. L'environnement des affaires est aussi menacé par l'exposition du nord du pays à l'activé terroriste dans le Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger). Il pourrait également être menacé par l'activité croissante de piraterie dans le Golfe de Guinée, qui pourrait ralentir l'activité du port de Lomé, et freiner les ambitions de son développement.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	1,4
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	15 425
DEVISE Dollar de Trinité-et-Tobago	TTD

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,0	- 7,5	- 0,8	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,0	0,6	1,5	2,0
Solde public / PIB * (%)	- 3,6	- 11,0	- 10,5	- 7,5
Solde courant / PIB (%)	4,8	0,1	8,0	12,0
Dette publique / PIB (%)	60,8	82,0	87,0	88,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision. * Année fiscale 2022 allant du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	39 %
GUYANA	11 %
ZONE EURO	10 %
BRÉSIL	3 %
CHINE	3 %

Importations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	38 %
ZONE EURO	11 %
CHINE	10 %
BRÉSIL	5 %
JAPON	4 %

- Neuvième exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (2020)
- Importantes réserves de pétrole et de gaz
- Industrie pétrochimique (exportateur mondial de méthanol et d'ammoniac) appuyé sur sa production gazière (25e rang mondial)
- Taille importante du fonds souverain (autour de 25 % du PIB) et des réserves de change (7 mois d'importations)
- Pays leader du Caricom, la communauté caraïbe

- Faible diversification de l'économie du fait de sa forte dépendance au gaz et à la pétrochimie
- Manque d'efficacité de l'action publique
- Répartition inégale de la richesse procurée par les hydrocarbures (20 % de la population sous le seuil de pauvreté)
- Criminalité croissante, notamment liée au trafic de drogue
- Sur la liste européenne des « juridictions fiscales non coopératives » depuis 2021

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise tirée par les exportations de gaz et de ses dérivés

Trinité-et-Tobago a été très affecté économiquement par la pandémie de COVID-19 par le biais de son secteur énergétique (40 % du PIB et 80 % des exportations), dont la demande a chuté et une partie de la production été mise en pause en 2020, du tourisme (8 % du PIB en 2019), et des restrictions sévères adoptées pour lutter contre la contagion. Déjà, la reprise du secteur de l'énergie, tant en termes de volume que de prix, a permis une stabilisation de l'activité en 2021. Cette reprise devrait se poursuivre en 2022, qui, ajoutée au desserrage des contraintes sanitaires, déboucherait sur une croissance confortable. Son vecteur principal sera les exportations de pétrole brut (11 % des exportations), de gaz naturel liquéfié (34 %), de méthanol (14 %) et d'ammoniac (9 %), ainsi que de fer, acier et aluminium. Cependant, la pétrochimie et la sidérurgie resteront tributaires des livraisons locales d'hydrocarbures fortement concurrencées par les exportations, alors même que les quantités extraites d'hydrocarbures ont eu tendance à diminuer avant même la crise. À titre d'exemple, le manque de gaz naturel disponible avait entraîné en 2020 la fermeture d'une importante usine de liquéfaction (Atlantic LNG Train 1) appartenant à l'entreprise publique National Gas Company qui n'a toujours pas été en mesure de rouvrir ses portes. Néanmoins, en parallèle, de nouvelles ressources gazières sont ou seront développées à partir de cette année et ultérieurement, comme, par exemple, avec un puits à l'est du champ Cashima ou encore le projet Cassia Compression visant à maximiser la production de champs existants. Les autres secteurs seront beaucoup moins dynamiques. Le tourisme, secteur important pour le pays, reprendra très progressivement, soumis à une potentielle remise en place de restrictions aux voyages aériens. Enfin, le secteur agricole, plus modeste (0,5 % du PIB et 4 % de l'emploi), devrait également repartir, via les cultures d'agrumes, de fleurs, de cacao, de café ou encore de canne à sucre.

Côté demande, la consommation privée pourrait rester en demi-teinte du fait d'une levée progressive des restrictions sanitaires, d'une campagne de vaccination soutenue par le dispositif COVAX Facility de l'OMS n'ayant permis de vacciner totalement que 46 % de la population à fin novembre 2021, et d'un repli lent du taux de chômage. Pour les mêmes raisons, la construction résidentielle repartirait timidement. La consommation publique sera, quant à elle, entravée par la consolidation budgétaire, tandis que le programme annuel d'Investissement du Secteur Public (PSIP) mettra l'accent sur l'amélioration de la productivité via la qualité des infrastructures et sur le défi du changement climatique. La majorité des investissements privés continuera de se faire dans le secteur du gaz.

Un excédent courant accru et un déficit public qui se réduit

Après avoir disparu en 2020, l'excédent courant poursuivra sa remontée amorcée en 2021, tirée par le rebond des exportations d'hydrocarbures et pétrochimiques, pour lesquels la forte demande mondiale maintiendra des cours élevés. La lente reprise du secteur touristique ne permettra d'atténuer que légèrement le déficit des services, qui persistera, d'autant que le coût du fret restera élevé. Le compte des revenus restera déficitaire, du fait des revenus rapatriés par les nombreuses compagnies pétrolières étrangères présentes dans le pays.

Le déficit budgétaire, qui s'était profondément creusé du fait des mesures de soutien mises en place pendant la pandémie, ainsi que de la chute des revenus tirés du secteur de l'énergie (environ 30 % des recettes publiques), s'atténuera poursuivra en 2022 son amélioration débutée en 2021 grâce à la hausse de ces derniers et d'une amélioration de la collecte, avec la création d'une taxe sur les jeux en 2021. Le gouvernement continuera à solliciter son fonds souverain, le Fonds du patrimoine et de stabilisation, qui finance une partie du déficit. Pourtant, malgré cette amélioration supplémentaire, mais légère, la dette publique (dont la part extérieure constitue entre 25 et 30 %) se creusera. En 2021, l'agence de notation Moody's a donc déclassé la note du pays de Ba1 à Ba2, du fait de de ce niveau dette toujours élevé, de sa dépendance aux secteurs du gaz et pétrole et de sa faible diversification. Pourtant, les perspectives d'amélioration sur les années à venir sont positives, avec le développement de nouvelles ressources gazières.

Une stabilité politique mise à mal par un fort climat d'insécurité

Le premier ministre Keith Rowley, leader du Mouvement national du peuple (PNM), de tendance centriste, est à la tête du gouvernement depuis 2015, et a été reconduit lors des élections de 2020, jusqu'en 2025, avec une étroite majorité absolue au parlement (22 sur 41 sièges contre 19 pour Le Congrès National Uni, parti d'opposition dirigé par Kamla Persad-Bissessar, ancienne première ministre). En 2022, le gouvernement devra encore faire face à la forte corruption, à une criminalité croissante) et à l'important trafic de drogue, qui reflètent la faiblesse institutionnelle du pays. Trinité-et-Tobago se positionne comme le 6e pays au plus fort taux de criminalité au monde. Le sentiment d'insécurité entraine la colère de la population qui estime que la police ne protège pas assez les citoyens. Gary Griffith, le chef de la police par intérim, a dénoncé « un climat de peur » du côté de la police, concernant le traitement des criminels. Des tensions mêlent également les afro trinidadiens votant pour le PNM, et les indo trinidadiens, qui de leur côté, votent pour l'UNC.

Enfin, le nombre de migrants en provenance du Venezuela, tentant de fuir la crise économique et humanitaire ne cesse d'augmenter (24 000 en 2020 contre 30 000 en 2021).

TUNISIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**11,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 295**
DEVISE Dinar tunisien	**TND**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,5	- 9,2	3,0	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,7	5,6	5,7	6,5
Solde public / PIB (%)	- 3,9	- 9,8	- 8,3	- 7,6
Solde courant / PIB (%)	- 8,4	- 6,8	- 7,3	- 8,4
Dette publique / PIB (%)	74,2	89,7	90,2	92,7

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	64 %
LIBYE	5 %
ALGÉRIE	3 %
ÉTATS-UNIS	3 %
MAROC	2 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	45 %
CHINE	9 %
ALGÉRIE	6 %
TURQUIE	5 %
ÉTATS-UNIS	4 %

- Soutien des bailleurs de fonds internationaux, multilatéraux, européens et arabes
- Économie en voie de diversification
- Proximité du marché européen et accord d'association avec l'UE
- Potentiel touristique
- Ressources naturelles (phosphates et hydrocarbures notamment)

- Fortes inégalités sociales et géographiques, chômage élevé - en particulier chez les jeunes (41 %), entraînant une augmentation des troubles sociaux et des manifestations
- Économie fortement impactée par le COVID-19 et la crise politique
- Fragmentation de la représentation politique reflétant celle de la société
- Tourisme confronté à des problèmes de sécurité, à une concurrence étrangère accrue, à un manque d'investissement et à une faible diversification de l'offre et des thèmes

APPRÉCIATION DU RISQUE

La « success story » du printemps arabe en risque de recul démocratique

En s'appuyant sur une lecture très controversée de la Constitution de 2014, le président Kaïs Saïed, élu en octobre 2019, a suspendu l'activité du Parlement fin juillet 2021, limogé le premier ministre Hichem Mechichi et son gouvernement, et a pris le pouvoir exécutif. Cette décision constituait une réponse aux troubles sociaux, à l'impasse politique et aux querelles entre le président, le premier ministre et le Parlement. L'Assemblée des représentants du peuple était profondément fragmentée, avec une opposition entre les laïcs et les religieux (représentés par Ennahdha, le parti islamiste conservateur, qui détient 52 sièges sur 217). En septembre 2021, Saïed a suspendu la majeure partie de la constitution et a déclaré qu'il gouvernerait par décret, puis a nommé un cabinet de technocrates en octobre. Bien que l'on s'attende à ce que le Parlement soit finalement autorisé à se réunir à nouveau, M. Saïed tentera probablement de saper son pouvoir. Même s'il ne peut pas modifier la Constitution sans majorité parlementaire des deux tiers, le président prévoit de mener un référendum constitutionnel en juillet 2022. En outre, il cherchera à capitaliser sur sa forte popularité en déclenchant des élections anticipées en décembre 2022. L'impasse politique et constitutionnelle risque de retarder ou d'affaiblir les réformes structurelles des entreprises d'État coûteuses et endettées. Le climat des affaires est en outre entravé par des grèves fréquentes.

Entre la pandémie et la crise politique, les possibilités de reprise sont limitées

Les crises sanitaire et politique, associées à l'agitation sociale, continuent d'affecter l'économie. Bien que le pays ait commencé à se redresser, la convergence vers un niveau de production pré-pandémie sera fortement limitée par la lenteur du déploiement des vaccins, la crise politique en cours et la menace sous-jacente de troubles sociaux. Ces incertitudes, ainsi qu'un taux de chômage encore élevé (16 % prévu en 2022), devraient saper la confiance des consommateurs et peser sur la contribution de la consommation des ménages (75 % du PIB). L'effet défavorable de ce climat d'incertitude est encore plus fort pour l'investissement, car les entreprises adopteront probablement une attitude attentiste jusqu'à la résolution de la situation politique et la conclusion d'un accord avec le FMI. L'investissement public sera limité par la nécessité de maintenir les dépenses budgétaires sous contrôle. Le secteur bancaire fragile ne sera pas en mesure de soutenir l'économie réelle en cas de choc défavorable, ce qui constitue un risque supplémentaire pour les perspectives d'investissement. Le redressement du secteur services (50 % du PIB) sera conditionné par l'avancement de la vaccination. L'activité touristique ne devrait pas retrouver son niveau d'avant la pandémie avant 2024. L'industrie manufacturière (16 % du PIB) est relativement bien diversifiée (hydrocarbures, produits chimiques, phosphates, électronique de base, pièces automobiles et aéronautiques) et devrait bénéficier de la reprise de la demande extérieure, notamment européenne. Les producteurs d'huile d'olive (l'un des rares secteurs à ne pas avoir souffert de la crise) ont bénéficié de l'envolée des prix des matières premières et devraient continuer de prospérer. Malgré l'augmentation de la facture des importations d'énergie, la hausse des exportations et la faiblesse des importations due à la faiblesse de la demande intérieure permettront de réduire la contribution négative des exportations nettes.

Sans le soutien du FMI, une crise financière n'est pas à exclure

La Tunisie a reçu des aides de l'UE à la mi-2021 (300 millions d'euros) et de la Banque Africaine de Développement (60 millions d'euros) pour la relance économique et l'intégration sociale. Cela a permis de compenser en partie l'amortissement des prêts arrivant à échéance et la pression sur les réserves de change, qui s'élèvent encore à environ 4 mois d'importations. Cependant, la crise politique actuelle met à rude épreuve les relations avec les principaux bailleurs de fonds étrangers. Le principal d'entre eux est le FMI : sans une nouvelle facilité de crédit élargie, il est peu probable que les besoins de financement à court terme soient couverts, ce qui fait peser une menace sérieuse de restructuration ou de défaut de paiement. Néanmoins, un accord peut être conclu si le gouvernement prend les engagements budgétaires nécessaires. Même s'il est encore élevé, le déficit budgétaire devrait se réduire à mesure que les recettes augmentent (modestement) et que les dépenses d'investissement et courantes diminuent. Bien que la part de la dette en devises étrangères soit élevée (56 % en euros), environ 70 % de celle-ci est détenue par des créanciers multilatéraux et bilatéraux. En outre, le ratio d'endettement sera vulnérable à la dépréciation de la monnaie. La dette extérieure (plus de 90 % du PIB) devrait rester élevée et la plus grande partie de la dette (80 %) continuera d'être une dette publique ou garantie par l'État. Le dinar est resté stable ces dernières années, mais l'incapacité à honorer ses obligations de remboursement pourrait déclencher une fuite des capitaux et une crise monétaire.

La modeste reprise du tourisme contribuera à améliorer la balance des services, mais elle sera plus que compensée par une détérioration de la balance des biens due à la hausse des prix à l'importation (énergie en particulier). Par conséquent, et malgré les contributions positives des comptes de revenus et de transferts courants, le déficit de la balance des transactions courantes se creusera. La non-résolution de la crise politique se traduira par une baisse des IDE, ce qui accentuera la pression sur le dinar et sur les réserves de change.

TURKMÉNISTAN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**5,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**7 674**
DEVISE Nouveau manat turkmène	**TMT**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	6,3	- 0,8	4,6	3,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,1	10,0	10,0	10,0
Solde public / PIB (%)	- 0,3	- 1,4	0,4	0,1
Solde courant / PIB (%)	5,1	0,5	0,4	- 0,1
Dette publique / PIB (%)	32,8	30,9	26,7	25,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

CHINE	69 %
AFGHANISTAN	7 %
OUZBÉKISTAN	6 %
RUSSIE	5 %
TURQUIE	5 %

Importations de biens % du total

TURQUIE	26 %
RUSSIE	21 %
ZONE EURO	17 %
CHINE	13 %
JAPON	4 %

- Quatrième plus grande réserve de gaz naturel au monde (près de 10 % du total)
- Position stratégique en Asie centrale et entre la Chine d'une part, et la Russie et l'Europe, via la mer Caspienne, d'autre part
- Des comptes publics sains et un niveau d'endettement modéré
- Obtention du statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en juillet 2020, avec l'intention d'entamer les négociations d'adhésion d'ici 2025

- Forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures (90 % des exportations, dont 83 % de gaz)
- Forte dépendance vis-à-vis de la Chine (qui reçoit près de 85 % des exportations de gaz)
- Faible part du secteur privé, structures de marché anticoncurrentielles (monopoles d'État dominant l'économie, gestion du crédit et des investissements)
- Climat des affaires très difficile, restrictions et contrôles stricts du commerce, des prix et des taux de change qui entravent l'IDE
- Infrastructures médiocres (en particulier les transports et la santé) et connectivité régionale sous-développée
- Gouvernance faible (corruption, autoritarisme, répression, politisation du système judiciaire, opacité du système statistique)
- Frontière poreuse avec l'Afghanistan (présence des talibans) et faibles ressources militaires

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une croissance tirée par les achats de gaz de la Chine et de la Russie

Le double choc combinant la crise sanitaire et la diminution des prix mondiaux des hydrocarbures, renforcé par la baisse de la demande chinoise, avait déprimé la croissance en 2020. Le rebond amorcé en 2021 se poursuivra en 2022, grâce à la demande accrue de pétrole et de gaz et à l'amélioration des prix mondiaux, qui devraient stimuler la production et les exportations d'hydrocarbures. De plus, des récoltes de blé records ont stimulé le secteur de l'agriculture, et le coton atteindra probablement les objectifs de production du gouvernement. Du côté de la demande, les effets négatifs de l'inflation sur le revenu réel des ménages ont limité la consommation privée (20 % du PIB) et la croissance des services. Néanmoins, ces deux composantes devraient se redresser en 2022, avec une croissance, pour chacune, de 5 %, grâce à la levée des restrictions liées à la pandémie. Quant à l'investissement public (50 % du PIB) et aux exportations nettes (25 % du PIB), ils continueront de soutenir la croissance. L'excédent commercial attendu en 2021 tendra à se réduire en 2022 avec l'accélération de la croissance des importations en raison d'un assouplissement des contrôles à l'importation.

En juillet 2019, Gazprom, le monopole public russe du gaz, a annoncé la signature d'un contrat avec le gouvernement turkmène pour importer 5,5 milliards de m³ de gaz naturel par an en 2019-2024. En août 2021, l'entreprise publique chinoise de l'énergie, CNPC, a annoncé que la Chine recevra 17 milliards de m³ de gaz supplémentaires du Turkménistan par an, pendant trois ans, en échange de l'installation de trois nouveaux puits dans le champ de Galkynysh. Néanmoins, ces projets d'augmentation des exportations vers la Chine seront difficiles à réaliser sans la livraison rapide de la quatrième branche (« ligne D ») du gazoduc Asie centrale-Chine, qui ne devrait pas être achevée avant 2023. La diversification des approvisionnements chinois, en particulier avec la Russie, pourrait avoir un impact sur les termes de l'échange et ne sera guère compensée par la diversification des clients du Turkménistan. La mise en service du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI), qui devrait doubler les exportations, a été reportée à 2023 après plusieurs différends sur les prix du gaz, des difficultés à achever le financement et des retards de construction en Afghanistan. Cependant, les capacités de production et d'exportation de pétrole pourraient augmenter grâce à la prolongation du contrat avec la société russe Tatneft jusqu'en 2028 pour augmenter l'extraction dans le champ de Goturdepe.

Comptes publics résistants et contrôles de changes stricts

Grâce à une augmentation des recettes provenant des exportations de gaz, le compte public sera caractérisé par des excédents en 2021 et 2022, ainsi qu'un excédent de la balance courante en 2021 et un léger déficit en 2022. Cette bonne tenue des comptes publics devrait permettre le remboursement en temps voulu des obligations de la dette externe, presque entièrement souveraine. De plus, le gouvernement se concentre sur son programme de numérisation des services publics d'ici 2025, qui devrait garantir une augmentation des recettes fiscales.

Le taux de change parallèle, beaucoup plus faible que le taux de change officiel, s'est légèrement apprécié en juin à Manat32,7:US$1 (contre Manat39:US$1 en avril) ; l'écart entre les taux s'est donc quelque peu réduit. Les restrictions à l'importation et les pénuries qui en résultent ont continué à stimuler l'inflation, notamment pour les denrées alimentaires. Le gouvernement restera en mesure de contrôler l'inflation en limitant les liquidités en circulation et en maintenant le taux de change officiel à Manat 3,5:US$1, complétés par un contrôle des prix et la distribution de certaines denrées alimentaires à des prix subventionnés. L'accès aux devises étrangères restera sévèrement limité, ce qui pourrait faire grimper le taux du marché noir. Les autorités prévoient également des restrictions sur les paiements internationaux et l'impossibilité pour les entreprises privées d'échanger leurs actifs libellés en manat. Les entreprises d'État doivent verser 100 % (auparavant 50 %) de leurs recettes en devises au fonds souverain, échangées au taux officiel.

Le renforcement du pouvoir absolu du président

Alors que la politique de sécurité était déjà sévère, la pandémie a été utilisée comme prétexte pour restreindre les libertés politiques. Le président Berdymukhamedov, réélu pour sept ans en février 2017, conserve, avec son Parti démocratique du Turkménistan, un contrôle total sur les institutions. Le passage d'un parlement monocaméral à un parlement bicaméral a pris effet en janvier 2021. M. Berdymukhamedov a brigué (et remporté) de manière inattendue son siège au « Conseil du peuple » (la nouvelle chambre haute du parlement) le 28 mars 2021. Son élection fait fi de l'interdiction constitutionnelle faite au président d'occuper un siège au parlement et renforce le pouvoir déjà inexpugnable de l'exécutif sur le législatif. De plus, les chambres haute et basse doivent, respectivement, approuver les candidats proposés par le président pour des postes clés et approuver le projet de loi du président. Si ce dernier a présenté cette réforme comme un renforcement de la législature, il s'agit surtout d'une stratégie visant à consolider son pouvoir et peut-être garantir, un jour, la succession à son fils, qui a été promu vice-premier ministre en février.

Le retour au pouvoir des Talibans dans la région pourrait augmenter les flux migratoires et déprimer l'investissement.

TURQUIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	C
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A4

POPULATION Millions d'habitants - 2020	83,6
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	8 610
DEVISE Lire turque	TRY

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,9	1,8	9,8	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	15,2	12,3	19,6	48,0
Solde public / PIB (%)	- 2,9	- 2,9	- 2,5	- 3,5
Solde courant / PIB (%)	0,9	- 4,9	- 2,5	- 1,5
Dette publique / PIB (%)	32,6	39,7	36,5	36,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	32 %
ROYAUME-UNI	7 %
ÉTATS-UNIS	6 %
IRAK	5 %
ISRAËL	3 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	27 %
CHINE	10 %
RUSSIE	8 %
ÉTATS-UNIS	5 %
IRAK	4 %

- Forte reprise post-COVID-19
- Situation géographique stratégique, proximité des principaux marchés d'exportation
- Secteur manufacturier très diversifié, connaissances importantes dans le domaine de la production
- Population jeune, main-d'œuvre instruite
- Réduction du déficit de la balance courante
- Les énergies renouvelables représentent 53 % de la puissance installée totale de la Turquie

- Dépendance à l'égard des importations d'énergie et des biens intermédiaires
- Inflation élevée, la monnaie locale atteignant des niveaux de faiblesse record
- Vulnérabilité résultant du niveau élevé de la dette extérieure privée à court terme et du faible niveau des réserves de change brutes
- Une croissance tirée par le crédit, entraînant un niveau d'endettement élevé et un risque de surchauffe
- Incertitudes entourant la politique monétaire

Évaluation du risque sectoriel

AGROALIMENTAIRE	ÉLEVÉ
AUTOMOBILE	ÉLEVÉ
BOIS	ÉLEVÉ
CHIMIE	MOYEN
CONSTRUCTION	TRÈS ÉLEVÉ
DISTRIBUTION	ÉLEVÉ
ÉNERGIE	TRÈS ÉLEVÉ
MÉTALLURGIE	MOYEN
PAPIER	MOYEN
PHARMACEUTIQUE	MOYEN
TEXTILE-HABILLEMENT	ÉLEVÉ
TIC*	ÉLEVÉ
TRANSPORTS	ÉLEVÉ

* Technologie de l'information et de la communication.

APPRÉCIATION DU RISQUE

Aggravation des perspectives d'inflation dans un contexte de ralentissement de la croissance en 2022

La forte croissance de la Turquie ralentira en 2022, principalement en raison de l'effet de base négatif et d'une croissance plus faible de la consommation privée (60 % du PIB). La persistance d'une inflation supérieure à l'objectif, des taux d'intérêt réels négatifs et la poursuite de la forte dépréciation de la lire (qui a perdu environ 60 % de sa valeur par rapport au dollar en 2021) ont encouragé les ménages à avancer leurs achats en 2021, ce qui pourrait peser sur leur demande en 2022, malgré une augmentation de 50 % du salaire minimum pour 2022. Les prix à la production ont augmenté de 80 % en base annuelle en décembre 2021, en raison de la forte dépréciation de la lire en novembre et décembre 2021 et de la hausse des prix mondiaux des matières premières en 2021. Grâce à cette croissance solide, les entreprises conserveront leur pouvoir de fixation des prix vis-à-vis de leurs clients (ou en anglais « pricing power ») et seront en mesure de répercuter une grande partie de la hausse de leurs coûts de production sur les consommateurs en 2022. Par conséquent, l'inflation globale devrait avoisiner les 50 % en 2022. Avec les baisses de taux de la banque centrale en début de période (500 points de base entre septembre et décembre 2021), la dépréciation de la lire qui en résulte et le crédit moins cher, les autorités ont l'intention de stimuler l'investissement, les exportations et l'emploi. L'annonce par le gouvernement d'un nouveau mécanisme financier basé sur la protection des dépôts en monnaie locale contre la dépréciation de la lire pourrait protéger la lire à court terme. La banque centrale a également annoncé un outil qui soutiendrait la conversion des dépôts en devises et en or en dépôts à terme en lires. Grâce à des taux élevés d'utilisation des capacités depuis trois ans (78 % en décembre 2021), les investissements en machines et équipements ont augmenté pendant huit trimestres consécutifs au troisième trimestre 2021. Cependant, l'incertitude concernant la politique monétaire et la stabilité financière fragile pourraient peser sur les décisions des entreprises en 2022. L'activité manufacturière devrait rester résiliente, principalement grâce aux exportations, même si une nouvelle dépréciation de la lire risque de comprimer les marges bénéficiaires en raison de la dépendance des entreprises vis-à-vis des matières premières importées.

Réduction du déficit des comptes courants, comptes publics solides

Les perspectives d'exportation restent solides pour 2022, car les entreprises bénéficieront de la faiblesse de la lire et de la diversification des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial. La croissance continue des principaux marchés de la Turquie que sont l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni et la région MENA soutiendra également les exportations. Le principal risque qui pèse sur ces perspectives est lié à la forte volatilité de la lire, qui complique la fixation des prix des biens exportés, et aux nouveaux variants de la COVID-19, qui pourraient entraîner une nouvelle série de restrictions sociales. Les importations continueront d'augmenter en raison des besoins énergétiques, du niveau élevé des prix mondiaux des produits de base et de la volonté des fabricants de constituer des stocks pour contrer les problèmes d'approvisionnement. Toutefois, le ralentissement de la demande intérieure atténuera la croissance des importations. L'augmentation des recettes du tourisme contribuera également à réduire le déficit de la balance courante. La Turquie aura toujours fortement besoin d'attirer les investissements étrangers en raison du niveau élevé de la dette extérieure à court terme (au deuxième trimestre 2021, les réserves de change brutes couvraient 77 % des engagements extérieurs à court terme) ce qui rend l'économie vulnérable à la volatilité du sentiment des investisseurs internationaux.

Les comptes publics devraient rester solides, même si le gouvernement devrait augmenter les dépenses courantes à partir du second semestre 2022, avant l'élection présidentielle (juin 2023). Même si la croissance apportera toujours une contribution positive en termes de recettes fiscales, l'augmentation des dépenses budgétaires aura pour effet d'augmenter le ratio déficit budgétaire/PIB. En outre, la protection de l'épargne contre la dépréciation de la lire, proposée par l'État, pourrait également peser sur le budget. Malgré l'augmentation de la dette publique en 2020 due à la pandémie de la COVID-19, les évolutions de la dette publique ne devraient pas représenter un risque majeur pour la Turquie, car elle reste faible en pourcentage du PIB et son amortissement est faible également, à 2,5 % du PIB en moyenne. Cependant, il est important de noter que l'augmentation de l'encours de la dette libellée en devises (60 % du total en octobre 2021 contre 45 % en 2018) peut représenter une source de volatilité.

Les tensions politiques intérieures pourraient s'accroître à l'approche des élections

À l'approche des élections (juin 2023), le risque de polarisation au sein de la société pourrait augmenter. Toutefois, cela ne devrait pas menacer la stabilité politique du pays. Récemment, en dépassant les sujets de discorde régionaux, la Turquie a rétabli ses relations avec les Émirats arabes unis (EAU). En novembre 2021, les deux pays ont signé des accords de coopération bilatérale dans de multiples domaines, notamment le commerce, l'énergie et l'environnement. Selon certains médias, l'Arabie saoudite, l'Égypte et Israël ont également pris des mesures pour instaurer de nouvelles relations apaisées avec la Turquie. Ces améliorations devraient avoir des retombées économiques positives sur ces pays.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT ET DE RECOUVREMENT EN TURQUIE

Paiement

Les instruments traditionnels de paiement par crédit sont encore couramment utilisés sur le marché intérieur turc, car ils servent souvent d'instruments négociables. C'est le cas des billets à ordre, solution régulièrement utilisée par les PME pour les transactions commerciales. De même, les chèques postdatés servent à la fois de titre de paiement et d'instrument de crédit. Les chèques circulent sur le marché intérieur en tant qu'instruments négociables jusqu'à leur date d'échéance. Une modification, entrée en vigueur le 15 juillet 2016, impose une amende punitive à la personne responsable d'un « chèque refusé ». Si l'amende n'est pas payée, la mesure punitive peut être transformée en une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 1 500 jours. Dans de tels cas, ni le règlement ni le paiement anticipé ne sont exécutés. De plus, le tireur d'un chèque non honoré se voit interdire par la suite de tirer des chèques ou d'ouvrir un compte chèque. Après paiement du montant du chèque ou 10 ans après la décision de justice, l'interdiction est levée. Si les banques sont désormais tenues de faire preuve d'une plus grande vigilance à l'égard du profil de leurs clients, la loi prévoit également des sanctions financières importantes, payables par le tireur du chèque en cas de non-paiement.

Le réseau électronique SWIFT est bien établi dans les milieux bancaires turcs et constitue l'instrument le plus utilisé pour les paiements internationaux.

Recouvrement des créances

Phase amiable

Les procédures amiables, qui impliquent l'envoi d'une mise en demeure suivie d'appels téléphoniques répétés, restent une méthode relativement efficace. Les visites sur place peuvent également ouvrir la voie au rétablissement de la communication entre les fournisseurs et les clients, augmentant ainsi les chances de réussite des négociations. Le code de procédure civile prévoit expressément que le juge peut, à tout moment au cours d'une action en justice, encourager le règlement amiable du litige, à condition qu'il résulte d'une volonté réelle des parties de rechercher un règlement amiable par une transaction négociée.

La loi sur la médiation dans les litiges civils stipule que la médiation ne s'applique qu'à la résolution des conflits de droit privé découlant d'actes ou de transactions des parties intéressées qui ont la capacité de régler de tels conflits. Les parties sont libres de s'adresser à un médiateur à tout moment, afin de poursuivre, finaliser ou abandonner le processus.

Selon la solvabilité du débiteur, les modalités de l'opération peuvent aller du paiement intégral au remboursement par versements échelonnés en passant par un paiement partiel à titre de règlement final. En l'absence d'un règlement volontaire, la menace d'une demande de mise en faillite (iflâs) est une tactique fréquemment employée pour obtenir une réponse du débiteur et l'inciter à payer ses arriérés.

Procédure judiciaire

Procédure d'exécution des dettes *via* un organe administratif

Les instruments négociables, tels que les lettres de change, les billets à ordre et les chèques, permettent aux créanciers (sans obtenir de décision préalable) de s'adresser directement au bureau d'exécution (Icra Dairesi) pour signifier au débiteur une injonction de payer. Ils peuvent alors, si nécessaire, procéder à la saisie des biens du débiteur. La saisie est un processus qui commence par le dépôt d'une injonction de payer, qui est ensuite signifiée au débiteur. S'il n'y a pas d'objection à la décision, les actifs du débiteur sont liquidés pour couvrir les créances. Si la décision n'est pas acceptée par le débiteur, celui-ci a la possibilité de demander que le créancier prouve la créance devant le tribunal. Le débiteur dispose d'un délai de 10 jours pour régler les arriérés en question, ou de cinq jours pour s'adresser à la juridiction d'exécution et s'opposer au paiement au motif, par exemple, que la signature sur l'acte n'est pas la sienne ou que la dette n'existe plus.

Si le créancier décide de signifier au débiteur une injonction de payer alors qu'il ne détient pas d'instruments négociables, tels que des lettres de change, des billets à ordre et des chèques, le débiteur peut s'opposer à l'injonction de payer dans les 7 jours suivant sa réception. Cette opposition suspend la procédure d'exécution jusqu'à ce que le créancier introduise et gagne une action en annulation de l'opposition concernant sa créance. Avec le règlement qui est entré en vigueur le 1.1.2019 la demande au médiateur est devenue une condition préalable pour les affaires qui sont introduites contre les demandes de paiement d'une certaine somme d'argent et de compensation. Par conséquent, pour que le créancier puisse introduire le recours en annulation de l'opposition et reprendre la procédure d'exécution, il doit d'abord s'adresser au médiateur.

Si l'opposition est jugée abusive, le débiteur est passible de lourdes sanctions.

Procédure contentieuse devant un tribunal

En cas d'échec des procédures pré-juridiques de recouvrement de la créance auprès du partenaire/fournisseur, une action en justice peut être intentée contre le débiteur devant les tribunaux de commerce. Le tribunal de commerce (asliye ticaret mahkemeleri), qui est une chambre spécialisée du tribunal de première instance, est compétent pour entendre les litiges commerciaux et les procédures de faillite. Dans les cas où la validité de la demande est contestée, le seul recours est d'engager une procédure ordinaire, par voie de citation à comparaître devant le tribunal.

Si la Turquie n'a pas signé de traité bilatéral ou de traité de réciprocité avec le pays du demandeur, ce dernier est tenu de constituer un cautionnement, judicatum solvi, auprès du tribunal local compétent. Ce montant représente environ 15 % de la demande. Il en va de même pour les demandeurs turcs qui n'ont pas de résidence permanente en Turquie. À l'issue de la procédure contentieuse, le dépôt de garantie est remboursé au créancier par le tribunal.

Le demandeur est également tenu de verser un quart des frais de justice, qui sont proportionnels au montant de la demande, à l'ouverture de la procédure. En outre, des documents notariés doivent être présentés au tribunal.

La procédure ordinaire est organisée en trois phases. La première consiste en des exposés de position de chaque partie (une requête et une défense). Dans la deuxième phase, plus longue, le tribunal enquête sur l'affaire et examine la pertinence des éléments de preuve présentés, afin de déterminer s'ils sont concluants ou discrétionnaires. Enfin, lors de l'audience principale qui constitue la troisième phase, le tribunal entend les deux parties et leurs avocats avant de rendre une décision.

Exécution d'une décision de justice

Toute décision de justice peut être exécutée par l'intermédiaire des offices de l'exécution et de la faillite, si la personne qui fait l'objet d'une décision de justice n'exécute pas celle-ci volontairement dans les délais. L'exécution diffère légèrement selon le type de dette, mais elle ressemble généralement à la procédure d'exécution de la dette. Toutefois, contrairement à la procédure d'exécution de la dette, l'opposition à l'exécution d'une décision de justice est une situation exceptionnelle.

Procédure d'insolvabilité

Composition

Le débiteur soumis à la faillite peut demander une proposition de concordat *(konkordato projesi)*. Si la proposition paraît viable au tribunal de commerce, celui-ci impose un moratoire et nomme un commissaire au concordat *(konkordato komiseri)* pour examiner les affaires du débiteur. La forme de proposition la plus courante est celle d'un remboursement total ou partiel sur une certaine période. Toutefois, une proposition peut également prendre la forme d'une cession de tout ou partie des biens du débiteur en règlement des créances des créanciers. Si la proposition n'est pas approuvée, une ordonnance de faillite peut être rendue.

Réorganisation

Le débiteur désignera tout ou partie de ses actifs pour ses créanciers, proposera que ces actifs soient vendus (ou transférés à des tiers) et que le produit de la vente soit distribué aux créanciers. Un débiteur désireux de se restructurer (ou un créancier ayant le droit d'engager une procédure de faillite) peut s'adresser au tribunal d'exécution compétent avec un projet de redressement. Si le tribunal d'exécution détermine que le projet a des chances d'aboutir, il ordonnera une assemblée des créanciers pour décider s'ils acceptent le projet de redressement. S'il est approuvé, le projet sera ensuite soumis au tribunal pour approbation. Si le tribunal juge que la réorganisation sera plus lucrative que la faillite, il approuvera le projet.

Redressement

Une entreprise débitrice confrontée à des difficultés financières ou à un risque imminent d'insolvabilité a le droit de demander au tribunal de commerce l'approbation d'un projet de restructuration préalablement approuvé par le quorum requis des créanciers concernés par celui-ci (créanciers douteux).

Les nouvelles dispositions de la EBC (*Enforcement and Bankruptcy Code*) encouragent le débiteur et son créancier à conclure un accord volontaire pour réhabiliter l'entreprise en difficulté mais toujours viable. Le contenu de la proposition entre en vigueur après son acceptation par les créanciers et son approbation par le tribunal. Toutefois, les créanciers ont le droit de demander une mesure de redressement au tribunal si le débiteur ne remplit pas ses obligations au titre du projet. Le tribunal a le droit de déclarer le débiteur en faillite à la suite de tout manquement. La restructuration n'est disponible que pour les entreprises et les coopératives, à l'exception des banques et des compagnies d'assurance.

Faillite

Faillite ordinaire

Le créancier entame cette forme de procédure en demandant au bureau d'exécution de signifier au débiteur un ordre de paiement d'une dette due. Le débiteur dispose d'un délai de sept jours après la signification pour contester la dette ou payer. Si le débiteur ne paie pas ou conteste la dette, le créancier peut demander au tribunal de commerce une ordonnance de faillite, que le tribunal accordera généralement.

Faillite directe

Un créancier ou le débiteur peut déposer une demande de faillite directe. Le débiteur doit présenter une liste des actifs et des passifs ainsi que les noms et adresses des créanciers. Le créancier peut demander la faillite directe lorsque : le débiteur a pris la fuite pour se soustraire à ses obligations (transfert du siège social à l'étranger) ; le débiteur s'est livré à des opérations frauduleuses qui menacent les intérêts des créanciers ; le débiteur a dissimulé des actifs pour éviter l'exécution ; le débiteur a suspendu ses paiements à mesure qu'ils étaient dus aux créanciers ; le débiteur n'a pas exécuté un jugement définitif qui lui a été signifié par le bureau d'exécution ; une proposition d'arrangement volontaire a été rejetée par le tribunal ou une période de moratoire est annulée par le tribunal ; ou le débiteur peut demander la faillite de la société en raison de son incapacité à payer ses dettes lorsqu'elles deviennent exigibles si le passif du débiteur dépasse son actif.

UKRAINE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**41,5**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 741**
DEVISE Hryvnia ukrainienne	**UAH**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	3,2	- 4,0	3,7	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,9	2,7	9,3	6,0
Solde public / PIB (%)	- 2,2	- 5,4	- 4,9	- 3,1
Solde courant / PIB (%)	- 2,7	3,4	- 0,7	- 2,0
Dette publique / PIB (%)	50,2	60,9	58,2	56,3

(e) : Estimation, (p) : Prévision,

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ZONE EURO	22 %
CHINE	14 %
POLOGNE	7 %
RUSSIE	6 %
TURQUIE	5 %

Importations de biens % du total

ZONE EURO	27 %
CHINE	15 %
RUSSIE	8 %
POLOGNE	8 %
ÉTATS-UNIS	5 %

- Position stratégique en Europe
- Accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne (2016), permettant une réorientation du commerce extérieur
- Potentiel important dans l'agriculture, avec 55 % des terres arables (blé, maïs, orge, colza, tournesol, betterave, soja), et dans la métallurgie (fer)
- Main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse
- Faible niveau d'endettement privé
- Soutien financier et politique international, bien que conditionné par des réformes

- Conflit avec la Russie et les populations russophones dans la région du Donbass, affectant l'intégrité territoriale et empêchant l'entrée dans l'UE
- Environnement des affaires marqué par la corruption (notamment dans le système judiciaire), l'oligarchie et les monopoles, la faiblesse des droits de propriété, le manque de concurrence et l'inefficacité des services publics
- Faible diversification économique, sensibilité aux conditions météorologiques et aux prix des produits de base
- Démographie en déclin, inégalités régionales caractérisant la pauvreté et le secteur informel
- Crédit limité par des prêts douteux et des taux d'intérêt réels élevés.
- Flottement contrôlé de la hryvnia, maintien des restrictions sur les mouvements de capitaux

APPRÉCIATION DU RISQUE

Une reprise lente

En 2021, la reprise économique a été soutenue par une hausse de la consommation des ménages et des investissements. Toutefois, une grande partie de la croissance était due à un effet de base favorable et le niveau pré-pandémique n'a pas été atteint. En outre, l'Ukraine a bénéficié d'une forte hausse des prix de ses principaux produits d'exportation, notamment les céréales et le fer. L'augmentation du volume des exportations, grâce à de bonnes récoltes, devrait encore contribuer aux premiers mois de 2022. La consommation des ménages (74 % du PIB) restera un moteur de la croissance, l'inflation ralentissant en raison de l'augmentation des effets de base et de la stabilisation des prix des composantes les plus inflationnistes. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a fait accélérer l'inflation à 11 % en septembre 2021, ce qui a déclenché plusieurs hausses des taux d'intérêt de la Banque nationale d'Ukraine (atteignant 8,5 % à partir de novembre 2021).

La pandémie de COVID-19 représente toujours un risque pour le processus de reprise. Le nombre de cas et d'hospitalisations a augmenté en raison de la lenteur du processus de vaccination à l'automne 2021. En effet, l'Ukraine affiche l'un des taux de vaccination les plus faibles d'Europe, avec seulement 17,2 % de la population entièrement vaccinée à la fin du mois d'octobre 2021 et une forte hésitation à se faire vacciner. Dans le même temps, les entreprises sont conscientes que cela pourrait limiter le processus de reprise. Selon l'enquête publiée en septembre 2021 par la Chambre de commerce américaine et Citi Ukraine, 61 % des entreprises interrogées ont indiqué que la possibilité d'un nouveau confinement était leur principale préoccupation. D'autre part, 93 % des entreprises interrogées ont affirmé que l'éradication de la corruption et la mise en œuvre de véritables réformes judiciaires sont des mesures cruciales que le gouvernement devrait prendre pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers. En effet, la faiblesse du processus de mise en œuvre des réformes affecte le climat d'investissement dans le pays, avec pour conséquence un impact sur l'économie.

Amélioration des finances publiques sous la supervision du FMI

Les envois de fonds des expatriés (10 % du PIB, principalement en provenance de Pologne, de Hongrie et de la République tchèque) restent importants, non seulement pour soutenir la consommation des ménages, mais aussi pour contribuer aux comptes extérieurs. En effet, le solde du compte courant est devenu exceptionnellement positif (3,4 %) en 2020 grâce, notamment, à la résilience des envois de fonds, alors qu'il serait tombé au-delà de -6 % sans cette contribution.

Le déficit budgétaire se réduit depuis que l'année pandémique 2020 l'a fait se creuser, et devrait progressivement retrouver son niveau d'avant la pandémie, mais probablement seulement après 2022. Parallèlement, l'accès de l'Ukraine aux financements extérieurs reste important pour les finances publiques, notamment pour les besoins budgétaires à court terme, y compris les remboursements de la dette extérieure. L'Ukraine doit recevoir 2,7 milliards USD (10 % des réserves en devises) dans le cadre d'une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) par le Fonds monétaire international (FMI). La première tranche (1,9 milliard USD) a été reçue en août 2021. En octobre 2021, il a été annoncé que l'Ukraine recevrait un décaissement de 700 millions USD et obtiendrait une prolongation de son programme de prêt de 5 milliards USD jusqu'en juin 2022. Auparavant, les décaissements de prêts étaient bloqués en raison de préoccupations concernant les réformes et l'indépendance de la banque centrale. Le maintien de la coopération avec le FMI est crucial pour la stabilité financière de l'Ukraine, surtout si l'on considère les besoins élevés de financement extérieur du pays. En effet, la dette extérieure constitue 54 % de la dette totale de l'État, principalement libellée en USD.

Le gouvernement se concentre sur la réforme anti-corruption.

En 2019, Volodymyr Zelenskiy, acteur et producteur de télévision, remporte l'élection présidentielle avec plus de 73 % des voix, après être entré en politique quatre mois plus tôt. Quelques mois plus tard, son Parti Serviteur du Peuple obtient la majorité absolue (251 sièges sur 450) aux élections législatives. Cependant, le Serviteur du Peuple a vu son soutien s'effondrer au cours des deux dernières années. Les derniers sondages montrent une baisse du soutien, passant de 43 % de voix obtenues au moment des élections à 14 % en octobre 2021. Les prochaines élections présidentielles et législatives sont prévues en 2024.

Le gouvernement entend démontrer un progrès dans la reconstruction des infrastructures de lutte contre la corruption afin d'améliorer le climat d'investissement et d'obtenir le financement du FMI. Dans son indice de perception de la corruption 2020, Transparency International a classé l'Ukraine au 117e rang sur 180 pays dans le monde, lui accordant 33 points sur un maximum de 100, où zéro indique que « la corruption remplace effectivement le gouvernement ». En octobre 2021, le Parlement a adopté une nouvelle loi renforçant l'indépendance du Bureau national anticorruption de l'Ukraine.

Les relations entre la Russie et l'Ukraine restent difficiles. En novembre 2021, des rapports et des images satellites montrant des mouvements de troupes russes vers la frontière ont suscité de nouvelles inquiétudes quant aux intentions de la Russie, après un renforcement similaire des troupes en avril. En outre, si le Nord Steam 2 entre en service, l'Ukraine pourrait perdre une partie de ses recettes de transit de gaz en provenance de la Russie.

URUGUAY

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	A4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	A3

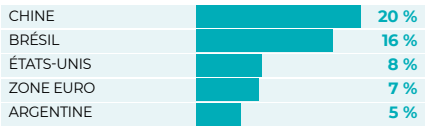
POPULATION Millions d'habitants - 2020	3,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	16 023
DEVISE Peso uruguayen	UYU

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	0,4	- 5,9	3,2	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,9	9,8	7,8	6,1
Solde public / PIB (%)	- 3,4	- 6,1	- 5,5	- 3,8
Solde courant / PIB (%)	1,6	- 0,6	- 1,0	- 1,0
Dette publique / PIB (%)	60,7	74,3	73	72

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total



Importations de biens % du total

- Ressources agricoles et forestières abondantes
- Homogénéité sociale (couverture sanitaire universelle, éducation gratuite) et stabilité institutionnelle
- Politique de réforme active (environnement des affaires, finances publiques, couverture sociale)
- Importants investissements directs étrangers
- Membre du Mercosur, relations commerciales préférentielles avec l'UE et les États-Unis

- Vulnérabilité aux prix des produits de base (soja, bœuf, produits laitiers, bois, riz)
- Dépendance à l'égard des conditions économiques argentines, brésiliennes (tourisme) et chinoises (matières premières)
- Infrastructures de transport inadéquates
- Compétitivité réduite en raison de l'inflation élevée et de la rigidité du marché
- Dette publique (atténuée par une échéance plus longue et une dénomination en dollars de moins en moins importante)

APPRÉCIATION DU RISQUE

L'activité retrouvera le niveau pré-pandémique en 2022

En 2022, l'économie retrouvera son niveau d'avant la pandémie, même si la croissance devrait perdre un peu de son élan. La consommation des ménages (63 % du PIB) devrait être le moteur de l'activité, alors que le taux de chômage continue de baisser, notamment grâce à un rebond complet du tourisme en 2022. Ce secteur est un pilier de l'économie et représentait 16,4 % du PIB et 16,3 % de l'emploi en 2019, avant le choc COVID-19. Le pays a mis en œuvre l'une des campagnes de vaccinations COVID-19 les plus rapides de la région, ce qui a contribué à une forte amélioration de la crise sanitaire. Le 1er novembre 2021, l'Uruguay a rouvert ses frontières aux étrangers entièrement vaccinés. Toutefois, la moindre dépréciation subie par le peso uruguayen par rapport aux monnaies des pays voisins, le Brésil et l'Argentine, pourrait quelque peu freiner l'élan touristique du pays. Entre-temps, l'expansion des exportations (qui comprennent la viande bovine, le soja, les produits laitiers, le riz et les produits du bois et représentent 25 % du PIB) ralentira par rapport à la forte progression enregistrée en 2021, car la croissance de ses principaux partenaires commerciaux (Chine, Brésil et Union européenne) perd de sa vigueur. De plus, La Niña représente un risque baissier pour la récolte 2021/2022. Enfin, l'investissement fixe brut devrait continuer à croître et être principalement orienté vers les industries liées à l'exportation et la poursuite de la construction de l'usine de pâte à papier UPM.

Le déficit des comptes courants restera léger, l'assainissement budgétaire se poursuivra lentement

Le déficit de la balance courante s'est légèrement creusé en 2021, principalement en raison de l'augmentation du déficit des revenus primaires due au rapatriement accru des bénéfices des sociétés étrangères. En outre, le compte des services est devenu déficitaire, car les dépenses de fret ont augmenté et les revenus des voyages ont continué à baisser. En fait, l'Uruguay a été frappé par la COVID-19 en mars 2020, donc juste après la haute saison touristique qui va de fin décembre à février. En revanche, en 2021, les frontières ont été fermées jusqu'à début novembre. Malgré tout, la balance commerciale a enregistré un excédent plus élevé, la reprise des exportations ayant dépassé la hausse des importations. En ce qui concerne le financement, l'investissement direct étranger a rebondi en 2021 et a pu couvrir confortablement le déficit du compte courant. Enfin, en septembre 2021, les réserves de devises étrangères s'élevaient à 17,1 milliards de dollars, couvrant environ 21 mois d'importations. En 2022, le déficit de la balance courante devrait rester assez stable. D'un côté, l'excédent commercial devrait se réduire quelque peu, sous l'effet de la baisse de la croissance mondiale et de la hausse des importations de pétrole dans un contexte de prix internationaux élevés. D'un autre côté, la balance des services devrait redevenir excédentaire, grâce à une reprise des recettes des voyages.

En ce qui concerne les comptes publics, le déficit budgétaire s'est timidement réduit en 2021. Ceci est principalement dû à l'amélioration des recettes fiscales dans un contexte de reprise de l'activité, tandis que les dépenses sont restées élevées en raison de l'extension des dépenses d'urgence liées à la pandémie. Cette année, l'assainissement budgétaire progressif devrait se poursuivre. Le budget 2022 envisage des réductions de dépenses notamment liées aux salaires et aux transferts sociaux, mais aussi aux investissements et aux dépenses de fonctionnement. Cela pourrait néanmoins s'avérer politiquement difficile et se voir quelque peu édulcoré par une farouche opposition syndicale. En outre, le gouvernement continue de compter avec l'un des coûts d'emprunt les plus bas d'Amérique latine. Si la dette publique est importante et a augmenté en raison de la crise, les autorités ont progressivement augmenté sa part libellée en monnaie locale et allongé sa maturité moyenne, réduisant ainsi sa vulnérabilité.

Le soutien populaire élevé du président Lacalle Pou permettra probablement d'éviter une abrogation partielle de sa loi sur les considérations urgentes (LUC)

Luis Lacalle Pou, du Partido Nacional (PN) de centre-droit, entré en fonction en mars 2020 pour un mandat de cinq ans, ne compte pas avec une majorité absolue à l'Assemblée générale bicamérale de l'Uruguay. Toutefois, grâce à une coalition « arc-en-ciel » comprenant le PN et quatre autres partis allant du centre-droit (Partido Independiente) à l'extrême droite (Cabildo Abierto), le président a pu obtenir une majorité législative. La coalition dispose de 17 des 30 sièges du sénat et de 57 des 99 députés de la chambre basse. En juillet 2020, le président Lacalle a promulgué la loi sur les considérations urgentes (LUC), pilier central de son programme gouvernemental. Elle se compose de 476 articles et couvre de vastes sujets, tels que le durcissement des peines pour les crimes, la restriction du droit de grève, la réforme de l'éducation, la mise en œuvre de contraintes fiscales et l'augmentation du rôle du secteur privé. Il s'est toutefois heurté à un fort rejet de la part du parti de centre-gauche Frente Amplio et des syndicats, notamment le syndicat Pit-Cnt. En plus d'encourager les grèves, ceux-ci ont recueilli les signatures nécessaires pour appeler à un référendum public en mars 2022 contre le projet. Plus précisément, ils veulent abroger 135 articles de la loi qui, selon eux, augmenteraient la pauvreté, l'exclusion, tout en accroissant la concentration du pouvoir et de la richesse. Malgré cela, les sondages préliminaires indiquent que le soutien en faveur de l'annulation des articles n'est pas susceptible d'être atteint. En fait, M. Lacalle Pou a conservé un soutien politique élevé (sa cote de popularité s'élevait à 61 % en septembre 2021), grâce à sa gestion relativement efficace de la crise sanitaire.

(RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) VÉNÉZUELA

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**28,0**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 691**
DEVISE Bolivar souverain	**VES**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 35,0	- 30,0	- 1,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	19 906,0	2 355,0	700,0	600,0
Solde public / PIB (%)	- 10,0	- 5,0	- 4,0	- 3,5
Solde courant / PIB (%)	7,8	- 4,3	0,3	1,0
Dette publique / PIB (%)	232,9	304,0	315	310

(p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

INDE	38 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 %
ZONE EURO	10 %
ARUBA	6 %
MALAISIE	6 %

Importations de biens % du total

CHINE	21 %
INDE	13 %
ÉTATS-UNIS	11 %
BRÉSIL	9 %
ZONE EURO	9 %

- Réserves considérables de pétrole le long du fleuve Orénoque et potentiel gazier offshore

- En défaut sur sa dette souveraine et quasi-souveraine (PDVSA), retards de paiement dans le commerce courant
- Économie fortement dépendante des hydrocarbures, des prêts de la Chine et de la Russie, et de l'aide iranienne
- Gestion opaque et discrétionnaire des revenus pétroliers
- Hyperinflation
- Pénurie de devises et de biens (aliments de première nécessité, médicaments)
- Forte insécurité politique
- Criminalité (homicides), corruption, trafics en tout genre, marché noir
- Sous sanctions américaines :blocus pour le commerce du pétrole, sanctions financières

APPRÉCIATION DU RISQUE

La fin d'une crise pluriannuelle mais une situation toujours critique

En 2022, l'économie vénézuélienne devrait, enfin, arrêter de décroitre, après huit années de repli. Fin 2021, le PIB représentait seulement 24 % de celui d'avant crise en 2013. Ce retour à la croissance sera principalement dû à la reprise du PIB pétrolier, porté par des prix plus élevés du pétrole et l'accord signé en octobre 2021 avec l'Iran qui devrait permettre d'accroître la production pétrolière du pays. Cet accord entre l'entreprise vénézuélienne PDVSA et sa contrepartie iranienne NIOC prévoit l'échange de pétrole brut lourd vénézuélien contre du condensé léger iranien. Ces livraisons de condensé léger pendant 6 mois renouvelables devraient permettre à PDVSA de diluer son pétrole lourd provenant de la zone principale d'extraction de l'Orénoque et réduire la pénurie de diesel dans le pays. Les exportations devraient aussi en bénéficier après des premiers résultats fin 2021. La reprise du PIB non-pétrolier devrait être plus lente, alors que des années de sous-investissement et de pénuries ont détruit l'appareil productif et favorisé la fuite des cerveaux. La croissance dans les pays d'accueil des expatriés vénézuéliens (Colombie, Espagne, États-Unis), devrait accroitre les flux de remises et soutenir une certaine reprise de la consommation des ménages, alors qu'ont pris fin les restrictions à la mobilité interne, sous réserve d'absence de rebond épidémique (53 % de la population vaccinée selon les chiffres officiels en octobre 2021). Ces transferts sont la principale source de revenus pour un grand nombre de ménages, avec 95 % de la population sous le seuil de pauvreté en 2021 d'après la récente étude Encovi réalisée par les plus grandes universités du pays. Les contraintes sur les ménages devraient, cependant, rester fortes, alors que les augmentations successives du salaire minimal intégral (salaire & bons d'approvisionnement) n'ont pas permis de suivre la croissance à trois chiffres des prix. La dollarisation croissante de l'économie, via le paiement par les entreprises de certains salaires en devises pour limiter la fuite des cerveaux à l'étranger, et les remises, devrait limiter en partie l'impact de cette inflation sur les ménages, mais ne sera pas suffisante. Une redénomination monétaire a été mise en place en octobre 2021, la troisième depuis le début de la crise, et prévoit la conversion d'un million de bolivars souverains en 1 bolivar digital. Elle ne devrait pas pallier à l'absence de réforme structurelle et à la monétisation du déficit public pour réduire cette inflation. La consommation publique restera largement contrainte par le manque de financement, tandis que les investissements seront encore atones face à des sanctions américaines toujours en place et un environnement des affaires largement déficient. Du point de vue de la demande externe, la reprise chez les partenaires du pays (Russie, Chine principalement) devrait favoriser les exportations de pétrole brut.

Une dette publique abyssale et un compte courant à nouveau légèrement positif

Avec des recettes fiscales largement dépendantes du pétrole, ces dernières devraient augmenter, alors que les dépenses liées à la lutte contre la pandémie devraient se réduire. Le déficit public devrait donc être légèrement moins élevé en 2022. Le budget, décrit comme « réaliste » par le gouvernement, prévoit des dépenses pour la santé, l'éducation, les transports et la simplification des formalités administratives. Ce déficit sera largement financé via la planche à billet, alors que le pays a perdu tout accès à des financements internationaux depuis 2017 et la suspension du paiement des intérêts et du principal pour les obligations 2019 et 2024. L'incertitude plane encore quant aux négociations sur la dette détenue par la Chine, après l'obtention d'un premier moratoire en 2020.

Le compte courant devrait retourner dans le vert grâce au dynamisme des flux de remises des expatriés. Le déficit de la balance des biens devrait rester stable. En effet, la hausse du prix du pétrole soutient les exportations, mais augmente aussi la facture à l'import, puisque le pays est devenu importateur net d'essence et de diesel. La lente reprise de la consommation des ménages devrait aussi favoriser les importations qui resteront toutefois contraintes par le manque de devises. En l'absence d'investissement direct étranger, la pression sur les réserves de change devrait continuer, alors qu'elles se trouvaient à leur plus bas niveau historique en juillet 2021, - 72 % par rapport à décembre 2014, épuisée par les interventions de la banque centrale pour limiter la dépréciation des différents bolivars.

Des négociations épisodiques mais peu de changement à en attendre

Alors que la communauté internationale a reconnu Juan Guaido, ancien président de l'Assemblée nationale, comme chef de gouvernement légitime depuis 2019, Nicolas Maduro semble peu décider à quitter le pouvoir. L'opposition a accepté de participer aux élections locales de novembre 2021 après avoir boycotté les législatives fin 2020. La forte implantation locale du PSUV de Maduro, la répression massive des dernières années, et le découragement de la majorité ont permis au parti au pouvoir de s'assurer la victoire, malgré la défaite dans le fief de la famille Chavez. Les négociations entre les deux parties ont mené à la signature de deux accords à faibles enjeux en septembre 2021 sur le conflit territorial avec le Guyana et la mise en place d'un groupe de travail pour assurer les services humanitaires. L'expulsion vers les États-Unis par le Cap Vert d'Alex Saab, un homme d'affaire colombien allié de Maduro, pour y être poursuivi pour corruption, a entraîné la suspension de ces négociations. 5 citoyens américains, cadres de la filiale américaine de PDVSA Citgo Petroleum ont été arrêtés afin de servir de monnaie d'échange. Toutefois, il est peu probable que cette stratégie fonctionne face à une administration Biden en attente de progrès démocratiques dans le pays.

VIÊT NAM

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	B
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	B

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**97,4**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**3 523**
DEVISE Dong vietnamien	**VND**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	7,2	2,9	3,8	6,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	3,2	2,0	2,3
Solde budgétaire / PIB (%)	- 3,3	- 3,9	- 4,7	- 4,7
Solde courant / PIB (%)	3,8	3,7	1,8	3,2
Dette publique / PIB (%)	43,6	46,3	47,9	47,8

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉTATS-UNIS	28 %
CHINE	18 %
ZONE EURO	11 %
JAPON	7 %
CORÉE DU SUD	7 %

Importations de biens % du total

CHINE	33 %
CORÉE DU SUD	18 %
JAPON	8 %
TAÏWAN	6 %
ÉTATS-UNIS	5 %

- Économie dynamique enregistrant l'un des taux de croissance les plus rapides de la région
- Stratégie de développement basée sur la montée en gamme de la production, la réduction de la part de la chaussure, de l'habillement et du mobilier dans l'économie pour se diversifier dans l'électronique : l'industrie manufacturière représente 17 % du PIB
- Développement de la production de poissons et de crustacés
- Grand réservoir de main-d'œuvre et main-d'œuvre à bas coûts
- Fort potentiel agricole et bonne dotation en ressources naturelles
- Bénéficiaire de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine

- Lacunes affectant le climat des affaires liées aux préoccupations concernant la transparence des données et la perception de la corruption
- Réformes incomplètes du secteur public, avec un niveau élevé d'endettement des entreprises d'État et des ROA en baisse
- Des infrastructures insuffisantes
- Inégalités croissantes
- Fragilité du système bancaire
- Dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement de la Chine

APPRÉCIATION DU RISQUE

Retour de la croissance à son niveau pré-pandémique

La croissance devrait s'accélérer en 2022 grâce à la reprise de ses partenaires commerciaux et à la demande intérieure, mais les vents contraires de la pandémie pourraient continuer de souffler tant au Vietnam qu'à l'étranger. Le gouvernement pourrait prolonger les restrictions si les foyers de COVID-19 persistent. Par conséquent, cette situation devrait continuer de peser sur l'industrie manufacturière (17 % du PIB) et sur les chaînes d'approvisionnement agricoles en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Toutefois, la demande extérieure devrait rester soutenue en 2022, en particulier pour le textile, l'habillement et l'électronique, car ses principaux partenaires commerciaux, la Chine, l'UE et les États-Unis, se sont redressés. De plus, le Vietnam n'est plus menacé par les tarifs punitifs de ces pays, qui l'avaient accusé en 2020 de manipuler les devises. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont à peine repris au cours des neuf premiers mois de 2021, car les usines ont réduit leur production en raison des restrictions. Toutefois, ils devraient rebondir car le Vietnam reste attractif pour les investisseurs étrangers qui cherchent à se diversifier et à délocaliser leurs sites situés en Chine. Le tourisme, qui représentait près de 10 % du PIB en 2019, a été fortement touché par la fermeture des frontières internationales, depuis mars 2020. Le secteur devrait se redresser lentement en 2022, en raison de la persistance des restrictions de voyage en Chine (stratégie Zéro COVID) et de la prudence des Coréens. Cela dit, le tourisme intérieur devrait continuer de compenser en partie cet impact grâce aux incitations gouvernementales. La consommation des ménages (69 % du PIB en 2019) devrait progressivement se redresser à condition que les restrictions s'assouplissent, notamment sur les usines et les travailleurs - le taux de chômage a atteint des records dans la deuxième partie de 2021, s'établissant à 2,9 % en septembre 2021, ce qui prendrait du temps à se résorber. Alors que la demande intérieure se redresse, l'inflation devrait se rapprocher de l'objectif de 4 % en 2022. La SBV (la banque centrale) pourrait maintenir ou relever son taux directeur jusqu'à son niveau d'avant pandémie. La demande de crédit devrait rebondir en 2022 et continuera de bénéficier de mesures d'allègement du crédit jusqu'en juin 2022, par le biais d'une restructuration de la dette ou d'une baisse des taux d'intérêt sur les prêts existants. En revanche, les prêts non productifs devraient augmenter en 2022.

Un déficit budgétaire encore élevé et un compte courant consolidé

Le déficit budgétaire devrait rester relativement élevé car l'impact des foyers de COVID-19 apparus fin 2021 pourrait se prolonger en 2022. En outre, les dépenses augmenteront, le gouvernement cherchant à accélérer les projets d'infrastructures publiques en cours, qui ont été entravés par les mesures de confinement sur les chantiers. Toutefois, les recettes, soutenues par la dynamique de croissance, devraient contrebalancer la hausse des dépenses. Le ratio dette publique/PIB devrait baisser. Toutefois, la dette reste exposée aux fluctuations monétaires, car elle est libellée à 40 % en devises étrangères.

La balance courante devrait renouer avec une situation excédentaire, sous l'effet d'un excédent commercial plus élevé et d'une demande extérieure solide. Le pays a bénéficié des délocalisations d'entreprises manufacturières étrangères et devrait continuer à renforcer son modèle économique axé sur les exportations, et donc la balance commerciale du pays. Les importations devraient poursuivre leur augmentation grâce à la reprise de la consommation et de la demande d'investissement. De plus, le Vietnam fait partie des 10 premiers pays bénéficiaires de transferts de fonds de l'étranger et sa balance courante devrait également bénéficier d'un flux soutenu de transferts de fonds (6 % du PIB en 2019) avec la reprise des transferts en provenance des principaux pays d'origine (États-Unis, Australie et Canada). Les réserves de change restent suffisantes et couvrent 3,5 mois d'importations en juillet 2021.

Vers une coopération accrue avec la Chine

Le Parti communiste du Vietnam (PCV) a maintenu un gouvernement unitaire, qui a centralisé le contrôle de l'État, des médias et de l'armée. Début 2021, le PCV a réélu Nguyen Phu Trong pour un troisième mandat de cinq ans, ce qui est inhabituel, en tant que secrétaire général du parti communiste au pouvoir. Il poursuivra son programme national actuel en mettant l'accent sur la campagne anti-corruption. Il accordera également la priorité à la mise en place d'une nouvelle direction qui sera élue lors du prochain congrès du parti pour effectuer une transition en douceur, la santé du leader s'étant détériorée depuis 2019. Sur le plan extérieur, les relations avec la Chine se sont améliorées récemment, grâce à une facilitation des échanges entre les deux économies socialistes et à un plan de coopération bilatérale sur la période 2021-2025. La pandémie a également offert l'opportunité à Pékin de renforcer les liens grâce à sa diplomatie des vaccins dans un contexte de perturbations induites par la pandémie au Vietnam. Concernant le différend sur la mer de Chine méridionale, la Chine a fait pression sur le Vietnam pour qu'il abandonne les projets pétroliers et gaziers des compagnies pétrolières internationales. Si les États-Unis ont offert au Vietnam leur soutien pour contrer Pékin en mer de Chine méridionale, il est donc peu probable que le Vietnam accepte cette proposition car le pays souhaite maintenir des relations étroites avec la Chine.

YÉMEN

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	32,5
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	580
DEVISE Riyal yéménite	YER

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	2,1	- 8,5	- 2,0	1,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,0	30,0	32,0	25,0
Solde public / PIB (%)	- 5,3	- 5,2	- 5,0	- 5,0
Solde courant / PIB (%)	- 3,9	- 5,8	- 8,0	- 7,0
Dette publique / PIB (%)	76,5	83,0	75,0	62,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

ÉGYPTE	43 %
TURQUIE	29 %
OMAN	6 %
SOUDAN	5 %
LUXEMBOURG	2 %

Importations de biens % du total

ÉMIRATS ARABES UNIS	22 %
CHINE	11 %
ARABIE SAOUDITE	8 %
ARGENTINE	7 %
BRÉSIL	5 %

- Larges réserves gazières, bien que largement inexploitées, dont la production pourrait augmenter dans les années à venir
- Position stratégique sur le détroit de Bab el Mandeb, au seuil de la mer rouge

- Guerre civile, accompagnée d'une crise économique et humanitaire, et division du pays
- Pauvreté extrême : 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, soit le pays le plus pauvre de la péninsule arabique et un des plus pauvres au monde
- Famine due aux pénuries de biens de première nécessité
- Manque d'infrastructures dans les secteurs de la santé, l'éducation et les systèmes d'assainissement des eaux
- Ressources en eau en raréfaction
- Importateur net d'énergie
- Climat des affaires dégradé (bureaucratie, corruption, infrastructures détruites ou inexistantes)

APPRÉCIATION DU RISQUE

Les Houthis en passe de diriger le pays

Déjà extrêmement fragilisé par la guerre civile qui le frappe depuis sept ans et a causé la mort de 370 000 personnes (d'après l'ONU), le Yémen a été fortement affecté par la pandémie de COVID-19, conduisant le pays dans une des plus graves crises humanitaires au monde. Le pays est divisé en deux territoires, chacun avec son administration, rendant impossible une gestion d'ensemble cohérente. Depuis 2015, le nord et la capitale Sanaa sont contrôlés par les rebelles Houthis, dirigés par Mohammed al-Houti et son Conseil révolutionnaire. Au Sud, avec Aden, ce sont les loyalistes, regroupant, depuis 2020, le gouvernement du président Hadi, reconnu internationalement, et le Conseil de transition du Sud (autonomiste), dirigé par Aidarous al-Zubaid, soutenus par l'Arabie saoudite. Malgré plusieurs tentatives de l'ONU et des Etats-Unis, une résolution de l'ONU imposant aux Houthis un embargo sur les armes et des sanctions ciblées, et les appelant à se retirer, le conflit n'a quasiment pas cessé. Après une brève trêve suite à l'irruption de la pandémie de COVID-19, les combats ont repris au sud, s'intensifiant même en 2021. En novembre, les troupes progouvernementales se sont retirées du port stratégique de Hodeida, principal point d'entrée de l'aide humanitaire et des importations, dont le pays dépend à près de 90 % pour ses denrées alimentaires, laissant le champ libre aux Houthis. Cette stratégie venait d'une décision de se recentrer sur la région du Marib, considérée, jusque-là, comme l'une des dernières oasis de stabilité du pays, afin de la protéger de l'arrivée des Houthis. Cette dernière région du nord contrôlée par le gouvernement dispose d'importantes ressources pétrolières qui attisent la convoitise. Les Houthis sont, malgré tout, parvenus à encercler la ville du même nom, faisant déplacer ainsi des dizaines de milliers de civils. En réplique aux attaques de drones sur des sites saoudiens, la coalition militaire regroupant des pays du golfe, sous-direction saoudienne, procède à des bombardements. En 2022, les Houthis pourraient sortir victorieux de cette bataille, ce qui signerait un tournant dans la crise yéménite, amputant alors une grande partie des recettes fiscales du gouvernement. De plus, cela aurait des conséquences économiques et sociales dramatiques, si le pays, dans lequel 2/3 de la population souffre de famine, était effectivement dirigé par les Houthis, dont les méthodes, y compris envers les civils ne sont pas tendres. Encouragée par les États-Unis, l'Arabie saoudite, principal soutien au gouvernement Hadi, cherche à s'extirper d'un conflit qui s'enlise depuis des années et lui coûte (presque 100 milliards de dollars dépensés). Déjà, son allié, les Émirats arabes unis ont fortement réduit leur engagement militaire.

Une économie divisée et dépendante de l'aide étrangère

L'économie yéménite est extrêmement impactée par la guerre, et ne s'améliorera que très doucement tant qu'elle durera. D'abord, la consommation privée, de loin sa principale composante, ne cesse de s'affaiblir suite aux pénuries de biens de première nécessité et à la forte hausse de l'inflation. Elle est largement financée par les envois de fonds d'expatriés et les aides internationales qui ont pâti de la COVID-19. Cependant, en septembre 2021, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays ont apporté un soutien total de 600 millions de dollars. L'aide internationale supporte la santé, l'alimentation, l'eau potable et l'éducation, dans un pays où l'investissement public est nul. L'inflation restera élevée en 2022, particulièrement en zone sud où le financement monétaire du déficit et les déboires militaires participent à l'effondrement de la valeur du riyal local. Les problèmes d'approvisionnement se perpétueront avec la prise du port Hodeida par les Houthis, qui pousse les prix des biens de première nécessité à la hausse. En juillet 2021, le riyal du sud avait atteint son plus bas niveau depuis le début de la guerre (en 2015, il était de 215 rials pour un dollar, et en juillet 2021, de 1400 rials pour un dollar, contre 600 pour le riyal de Sanaa). Cependant, le secteur du pétrole, important dans l'économie, permettra de sortir de la récession en 2022. Néanmoins, l'épuisement des gisements pétroliers couplé au manque de forages afin d'en trouver de nouveaux, réduisent la production de pétrole et de gaz. Enfin, le secteur agricole (10 % du PIB et 65 % des emplois), qui se concentre sur la culture de blé, millet, khat, coton et café, souffre d'un réel problème d'infrastructures, notamment de système d'irrigation et d'assainissement de l'eau.

Des déficits publics et extérieurs financés par l'aide internationale

Le déficit courant devrait se réduire en 2022 *via* l'amélioration du déficit commercial. En effet, le pays va bénéficier des prix toujours soutenus du pétrole (70 % des exportations du pays en 2019). En parallèle, les importations souffriront toujours de la dépréciation de la monnaie, de la faiblesse de la consommation et de la prise de plusieurs points d'entrée des marchandises par les Houthis. La forte chute des envois de fonds (10 % du PIB) qui constituent la principale source de monnaie étrangère, avait lourdement pesé sur la balance des transferts et devraient se redresser. Avec des faibles réserves de change, le financement reposera sur l'aide internationale. Les promesses de dons s'élevaient en 2021 à 1,7 milliards de dollars, montant qui ne suffira pas.

Le déficit public restera important, si le gouvernement perdait le contrôle de la région de Marib et de ses ressources pétrolières (principale source de revenus). Enfin, la dette publique, qui avait profité de la facilité de remboursement mise en place via l'initiative de suspension du service de la dette octroyée par le club de Paris jusqu'en 2021, s'allègera progressivement.

ZAMBIE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	D
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	C

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**18,9**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 023**
DEVISE Kwacha zambien	**ZWL**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	1,4	- 3,0	3,1	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,1	15,7	22,1	15,0
Solde public / PIB (%)	- 9,5	- 14,2	- 10,4	- 7,2
Solde courant / PIB (%)	0,6	12,6	9,5	8,1
Dette publique / PIB (%)	88,4	130,4	130,0	130,5

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

SUISSE	44 %
CHINE	19 %
R.D. CONGO	12 %
SINGAPOUR	12 %
AFRIQUE DU SUD	3 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	33 %
CHINE	17 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	9 %
ZONE EURO	7 %
INDE	5 %

- Richesse minière (cuivre, cobalt, uranium, or, diamant, manganèse)
- Richesse agricole (maïs, tabac)
- Potentiel hydroélectrique majeur

- Dépendance au cuivre, accentuée par celle vis-à-vis de la Chine, principale importatrice du minerai
- Enclavement et dépendance aux voies de communication des pays voisins
- Production d'électricité insuffisante reposant quasi exclusivement sur l'hydro-électricité, réseaux de transport défaillants
- Fortes inégalités, carences sanitaires, éducatives et administratives
- Défaut souverain en 2020 et endettement extérieur insoutenable

APPRÉCIATION DU RISQUE

Malgré les contraintes budgétaires, la reprise continue

Les prix élevés du cuivre, la mise en service de la centrale hydroélectrique de Kafue Gorge Lower et un retour à la normale des précipitations ont permis à l'économie, en 2021, de renouer avec la croissance suite à sa première année de récession depuis 1998. En 2022, si elle rencontrera encore de nombreux obstacles, l'activité devrait s'affermir dans le sillage de la consommation privée. Les revenus des ménages devraient bénéficier de l'atténuation des pressions inflationnistes alimentées, en 2021, par l'effet de transmission de la dépréciation du kwacha et la hausse des prix alimentaires. Le regain de confiance des investisseurs suite au changement de gouvernement, et les prix favorables du cuivre contribueraient à contenir les pressions sur la devise, soutenant une désinflation progressive en 2022. Elle sera accompagnée par la Banque de Zambie, qui a déjà relevé son taux d'intérêt directeur de 8,5 à 9 % en novembre 2021. Si les conditions climatiques restent favorables, le lancement d'un nouveau programme de soutien à l'agriculture pour la saison 2022/23 pourrait aussi soutenir les revenus des ménages (près de 50 % de la population active employée dans le secteur). De plus, la consommation bénéficiera aussi d'une réouverture de l'économie, à mesure que la vaccination contre la COVID-19 progresse. Toutefois, la menace de restrictions planera encore, puisque seule 6 % de la population était pleinement vaccinée fin 2021. Si la COVID-19 continuera de freiner la reprise du tourisme (7 % du PIB en 2019), les recettes qui y sont associées devraient progresser plus fortement en 2022. La production et les prix du cuivre (70 % des exportations) soutiendront également une hausse des recettes d'exportations. La hausse des importations associée à la reprise de la demande domestique devrait néanmoins se traduire par une contribution nette négative des échanges extérieurs. Par ailleurs, la reprise sera aussi soutenue par l'investissement privé. Tandis que les prix élevés du cuivre et la réintroduction de la déductibilité des redevances minières de l'impôt sur les sociétés favoriseront ceux dans le secteur minier, le développement du secteur manufacturier pourrait bénéficier de nouvelles exonérations fiscales pour les investissements orientés vers l'exportation et de la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 35 à 30 %). L'assainissement budgétaire induit par le défaut souverain de novembre 2020 pèsera toutefois sur la consommation et l'investissement publics.

La nouvelle administration face aux défis budgétaires

À la faveur d'une hausse des recettes minières et du versement d'un dividende record par la banque centrale, le déficit public s'est réduit en 2021. Il est néanmoins resté élevé, en raison d'une hausse des dépenses publiques, notamment pour le carburant, des subventions aux intrants agricoles, et celles liées aux élections. En 2022, le nouveau gouvernement devrait mettre en œuvre un assainissement budgétaire afin de remettre la dette publique sur une trajectoire soutenable suite au défaut sur la dette extérieure (près de 65 % de la dette publique) en novembre 2020. En attendant des accords avec le FMI et de restructuration de sa dette avec les créanciers privés et la Chine, que les autorités espèrent dès cette année, le budget 2022 projette que son service représentera près de la moitié des dépenses et plus de 75 % des recettes. Alors que les autorités tenteront de préserver les dépenses sociales, notamment en matière de santé et d'aides à l'agriculture, celles d'investissement devraient baisser. La croissance des recettes, grâce à l'activité plus dynamique, devrait être limitée par les exonérations et baisses d'impôts visant à attirer les investissements privés. Afin de limiter l'accumulation de dette, les autorités entendent ne pas contracter de nouveaux prêts non-concessionnels (près de 70 % de la dette extérieure), sauf pour des opérations de refinancement.

Encore important en 2021, l'excédent du compte courant devrait se réduire en 2022. La hausse des importations devrait éroder le large excédent commercial, alors que la progression supplémentaire des exportations de cuivre et le rebond des recettes touristiques seront modestes. Les importants paiements d'intérêts sur la dette extérieure devraient également se traduire par un large déficit du solde des revenus primaires. Le modeste excédent du compte des transferts devrait rester relativement inchangé. L'allocation en DTS du FMI a permis de renflouer les réserves de change (passées de 2,6 mois de couverture d'importations en juin 2021 à 4,9 en septembre), offrant plus de marges de manœuvre à la Banque de Zambie.

Les tensions politiques et sociales s'apaisent suite à la transition

Les élections présidentielles d'août 2021 se sont soldées par la lourde défaite du président sortant Edgar Lungu et du Front Patriotique (PF), dès le premier tour, face au candidat de l'opposition Hakainde Hichilema (Parti uni pour le développement national, UPND). Obtenant plus de 59 % des voix, l'UPND et M. Hichilema mettent fin à 10 ans au pouvoir du PF. En dépit de certaines craintes préalables au scrutin, le transfert de pouvoir s'est opéré relativement paisiblement. Bénéficiant d'une majorité à l'Assemblée (91 sièges sur 165), le nouveau président a annoncé qu'ils prendraient des mesures pour lutter contre la corruption, rétablir la viabilité de la dette, et promouvoir les investissements. Les négociations avec le FMI, avec lequel un accord préliminaire a été trouvé fin 2021, et les créanciers extérieurs, lancées en 2021, constituent l'une des premières étapes pour atteindre ces deux derniers objectifs. Maîtriser la situation sanitaire et l'accès au vaccin sera aussi une tâche prioritaire. Le climat social, tendu à l'approche des élections, semble en voie d'apaisement, mais la frustration liée à une situation économique fragile, la prévalence de la pauvreté, les tensions entourant le rôle de la Chine, et la COVID-19 pourraient rapidement resurgir.

ZIMBABWE

ÉVALUATION COFACE	
PAYS	E
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	E

POPULATION Millions d'habitants - 2020	**15,2**
PIB / HABITANT Dollars US courants - 2020	**1 443**
DEVISE Dollar zimbabwéen	**ZWL**

Principaux indicateurs économiques	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
Croissance PIB (%)	- 6,1	- 4,1	5,2	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	237,3	621,5	143,0	42,5
Solde public / PIB (%)	- 1,1	1,7	- 0,7	- 1,4
Solde courant / PIB (%)	5,5	6,5	4,0	3,5
Dette publique / PIB (%)	113,9	86,1	68,0	64,0

(e) : Estimation. (p) : Prévision.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Exportations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	39 %
ÉMIRATS ARABES UNIS	20 %
MOZAMBIQUE	9 %
OUGANDA	3 %
ZONE EURO	2 %

Importations de biens % du total

AFRIQUE DU SUD	50 %
ZAMBIE	20 %
CHINE	4 %
ÉTATS-UNIS	3 %
MALAWI	2 %

- Abondantes ressources minières (platine, or, diamant, nickel)
- Richesses agricoles (maïs, tabac, coton)
- Potentiel de développement touristique
- Membre de la SADC (*Southern African Development Community*)

- Pénuries de liquidités et de devises
- Dépendance au cours volatils des matières premières
- Agriculture pluviale, exposée aux aléas climatiques
- Situation économique et financière sinistrée par la longue période d'hyperinflation (2000 à 2009)
- Sous-investissement en infrastructures (notamment énergétiques)
- Situations alimentaire et sanitaire précaires : la majorité de la population dépend de l'aide humanitaire et taux de prévalence du sida parmi les plus élevés d'Afrique et du monde
- Arriérés de paiement auprès des bailleurs de fonds internationaux
- Sujet à de nombreuses sanctions internationales

APPRÉCIATION DU RISQUE

Malgré les défis persistants, la reprise continue

Après deux années consécutives de récession précipitée par les chocs associés au passage du cyclone Idai, à la sécheresse, puis, à la pandémie de la COVID-19, l'activité a rebondi, soutenue par une saison agricole 2020/21 exceptionnelle et l'activité minière. En 2022, si la croissance devrait se modérer, elle resterait relativement robuste. La consommation privée devrait, notamment, la soutenir, à mesure que la campagne d'inoculation contre la COVID-19 progresse. Alors que plus d'un quart de la population avait reçu au moins une dose du vaccin fin 2021, l'un des taux les plus élevés du continent, les restrictions associées à la pandémie devraient être assouplies, favorisant la dépense. De plus, elle devrait aussi bénéficier d'une moindre érosion du revenu des ménages à mesure que l'inflation, qui restera toutefois très élevée, se modère. De bonnes précipitations permettraient aussi de soutenir le pouvoir d'achat des deux tiers de la population qui dépendent de l'agriculture. La dépendance à l'agriculture pluviale signifie, néanmoins, que le secteur ne rééditera probablement pas sa performance de 2021. L'investissement public dans les infrastructures de transport et d'énergie dans le cadre du Plan National de Développement sera favorable à la croissance. Néanmoins, le pays ayant un accès très limité aux financements internationaux, il sera entravé. Dans le même temps, le sentiment des investisseurs privés restera altéré par un climat opérationnel difficile et le régime de change instable, limitant d'autant plus la contribution de la formation brute de capital. Par ailleurs, les précipitations favoriseraient aussi la génération d'hydroélectricité et, partant, la production minière. Si les exportations devraient croître en conséquence, la contribution nette des échanges extérieurs sera probablement négative, car les importations devraient augmenter plus rapidement dans le sillage de la reprise de la demande intérieure.

Accès aux marchés internationaux restreint

En 2022, le déficit budgétaire devrait se creuser, mais rester modéré. Si les recettes devraient progresser avec l'amélioration de la conjoncture économique, les dépenses augmenteront plus rapidement. Ces dernières viseront particulièrement le soutien à l'agriculture et à l'industrie, l'investissement dans la santé, l'éducation et les infrastructures. Celles affectées aux entreprises publiques, notamment pour recapitaliser la compagnie aérienne nationale, et aux salaires (absorbant plus de 30 % des recettes) contribueront aussi à cette augmentation. Une partie de l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) versée par le FMI en 2021 servira à financer le déficit, au côté des émissions domestiques de titres du trésor et de quelques prêts extérieurs. Au-delà du soutien de l'Afreximbank, ces derniers resteront néanmoins très limités, le pays étant en situation de surendettement. Les arriérés extérieurs (environ 60 % de la dette publique), y compris auprès de la Banque Mondiale et de la BAD, constituent un frein majeur à l'accès aux financements. Les autorités devraient continuer d'éviter le financement monétaire, largement responsable, par le passé, de l'inflation à trois chiffres.

En 2022, et comme depuis 2019, le compte courant devrait être excédentaire. Il sera principalement alimenté par les envois de fonds des expatriés, qui entretiennent un solde positif du compte des transferts. L'excédent se réduira néanmoins, en raison d'une hausse des importations de biens et de services, en réponse à la reprise de la demande domestique. Malgré les tentatives des autorités pour les réduire, celles d'énergie, de denrées alimentaires et de biens d'équipement devraient augmenter plus rapidement que les exportations de minerais. Le compte des revenus primaires restera déficitaire du fait des rapatriements de profits des entreprises étrangères. Malgré l'excédent du compte courant, la position extérieure est fragile en raison des faibles entrées de capitaux. Bien que l'allocation DTS ait permis de reconstituer les réserves de change, elles restent très faibles (moins de 2 mois de couverture d'importations). La demande élevée pour l'USD devrait continuer d'alimenter la dépréciation du dollar zimbabwéen (qui a perdu 30 % de sa valeur en 2021). Réintroduit formellement en 2019 après l'abandon du système multidevise, son taux officiel, déterminé, depuis juin 2020, par des adjudications, était encore environ deux fois inférieur à celui pratiqué sur le marché parallèle fin 2021. Afin de financer ces adjudications, la règle de rétention des devises étrangères, qui oblige la plupart des entreprises à convertir 40 % de leurs recettes d'exportation en monnaie locale, devrait rester en place. Peut-être moindre, la dépréciation entretiendra la hausse des coûts des produits importés.

Risque d'instabilité accru à l'approche des élections 2023

Le président Emmerson Mnangagwa est arrivé au pouvoir suite à la « transition assistée par l'armée » de novembre 2017 qui a forcé Robert Mugabe à la démission après plus de 30 ans au pouvoir. Malgré sa victoire et celle du ZANU-PF (au pouvoir depuis l'indépendance) aux élections générales de 2018, il continuera d'être fragilisé par un climat social et politique très difficile. Entretenues par les crises économiques à répétition, les tensions pourraient s'intensifier à l'approche des élections présidentielles et législatives de 2023. Même si les conditions économiques devraient légèrement s'améliorer en 2022, les manifestations et grèves devraient ainsi continuer d'éclater régulièrement. Néanmoins, Emmerson Mnangagwa et le ZANU-PF, bénéficiant du contrôle des principaux leviers du pouvoir et pouvant s'appuyer sur le soutien dans les communautés rurales (70 % des voix en 2018), demeurent les mieux placés dans l'optique des élections. Un processus électoral perturbé ralentirait la stratégie de réengagement international. En la matière, malgré les objectifs affichés à l'arrivée au pouvoir du président Mnangagwa, les progrès ont été lents au-delà des aides pour répondre à la pandémie de la COVID-19.

GLOSSAIRE

A

ACA : *Affordable Care Act* (loi sur la protection des malades et les soins abordables, aussi connu sous le nom de « Obamacare »).

ADB : Banque Asiatique de développement (Asian Development Bank)

AECG : Accord économique et commercial global (Traité de libre-échange EU-Canada)

AEUMC : Accord États-Unis-Mexique-Canada

AFD : Agence française de développement

Afreximbank : Banque Africaine d'Import-Export

AFTA : *ASEAN Free Trade Area* (Zone de libre échange des pays de l'ASEAN)

AGOA : *African Growth and Opportunity Act* (Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique). Permet aux pays d'Afrique sub-saharienne en bénéficiant d'exporter sur le marché américain sans droit de douanes.

AIIB : *Asian Investment Infrastructure Bank* (Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures). Institutions financières multilatérales créées en 2014 pour répondre aux besoins en infrastructure en Asie. Elle compte néanmoins des membres sur tous les continents.

AITA : Association internationale du transport aérien

ALENA : Accord de Libre-Échange Nord Américain

Alliance du Pacifique (Alianza del Pacifico) : Communauté économique regroupant le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique

AMISOM : Mission de l'Union africaine en Somalie

APD : Aide Publique au Développement

APEC : *Asia-Pacific Economic Cooperation* (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique)

AQMI : Al-Qaida au Maghreb islamique

ASEAN : *Association of Southeast Asian Nations* (Association des Nations du Sud-Est)

B

B2B : *Business-to-Business* (entre entreprises)

BAD : Banque asiatique de développement

BAfD : Banque Africaine de Développement

BCE : Banque Centrale Européenne

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BCIE : Banque Centraméricaine d'Intégration Économique

BDI : *Baltic Exchange Dry Index* – est l'indice de prix pour le transport maritime qui prend en compte 3/4 de minerais et 1/4 les flux de produits agricoles en vrac (grain)

BEAC : Banque des États de l'Afrique Centrale

BEI : Banque Européenne d'Investissement

BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement

BM : Banque Mondiale

C

CAFTA-DR : Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale et la République dominicaine

CARICOM : *Caribbean Community and Common Market* – Communauté Caribéenne. Organisation regroupant 15 États ou dépendances de la Caraïbe visant l'intégration économique

CARIFORUM : Forum caribéen des États d'Afrique de la Caraïbe et du Pacifique liés à l'Union européenne

CBO : *Congressional Budget Office* (Bureau de budget de Congrès américain)

CCG : Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe, connu comme le Conseil de Coopération du Golfe

CDF : *Cancer Drug Fund* (Fonds de médicaments contre le cancer)

CÉDÉAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEE-ONU : Commission économique pour l'Europe des Nations unies

CEI : Communauté des États Indépendants

CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale

Chaebol : Grands conglomérats industriels gérés et contrôlés par un propriétaire sud-coréen (typiquement familale)

CICE : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

CIJ : Cour internationale de justice

CIO : Comité international olympique

CIRDI : Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements

CLS : *Continuous Linked Settlement System* (mécanisme de règlement en continu)

Club de Londres : Groupe informel de créanciers bancaires privés qui s'occupe de dettes publiques.

Club de Paris : Regroupement informel de créanciers publics

CNUCED : Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement

COFFI : Comité pour la Forêt et les Industries Forestières

COLA : *Cost of Living Allowance* (l'indemnité de vie chère)

COVAX : COVAX est le pilier vaccinal du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, ou l'Accélérateur ACT, une collaboration mondiale visant à accélérer la production et l'égalité d'accès aux produits de diagnostic, aux traitements et aux vaccins contre la COVID-19, y inclus pour les pays les plus pauvres. La facilité Covax a été mise en place en 2020 sous l'égide notamment de Gavi, de l'Alliance du vaccin, avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef

CPEC : *China-Pakistan Economic Corridor* (l'ensemble de projets d'infrastructures qui touchera l'ensemble du Pakistan)

CPI : Cour Pénale Internationale

CPTPP : *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* ou, en français, Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP2) regroupant 11 pays de la zone Pacifique

CSG : Contribution Sociale Généralisée

D

DSSI : *G 20 Debt Service Suspension Initiative* ou, en français, Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD)

DTS : Droit de Tirage Spécial

E

EAC : *East African Community* (Communauté d'Afrique de l'Est)

EFSD : *Eurasian Fund for Stabilization and Development* (Fonds eurasien de stabilisation et de développement)

EFTPOS : *Electronic Funds Transfer at Point of Sale* (Transfert électronique de fonds au point de vente)

EIA : *Energy Information Administration* (Agence d'information sur l'énergie)

EITO : *European IT Observatory* (Observatoire de technologie informatique européen)

EU : États-Unis

UEM : Union économique et Monétaire

F

FAO : *Food & Agriculture Organization* (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

FARC : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie)

FDA : *Federal Drug Agency* (Administration américaine de l'alimentation et des médicaments)

FEC : Facilité Élargie de Crédit. Programme du FMI qui fournir une assistance financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongés de balance des paiements. Il s'agit du principal outil dont dispose le FMI pour apporter un soutien aux pays à faible revenu. Guichet du fonds fiduciaire RPC

Fed : Réserve fédérale des États-Unis

FIFA : Fédération internationale de football association

FMI : Fonds Monétaire International

FOMC : *Federal Open Market Committee* (Comité fédéral d'open market)

FRPC : Fonds Fiduciaire pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance. Concours spécifique du FMI destiné aux pays pauvres connaissant des difficultés structurelles de balance des paiements

FRR : La Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE est le budget associé à NextGenerationEU (NGEU) (cf. Définition plus loin)

FTA : *Free Trade Agreement* (accord de libre-échange)

G

G20 : Réunit les chefs d'États ou de gouvernment, les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale de 19 pays : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Corée du Sud, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis, plus l'Union européenne. Le G20 a été officiellement créé en septembre 1999.

G5 Sahel : Cadre institutionnel de coopération régional en matière de développement et de sécurité regroupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad

GNL : Gaz Naturel Liquéfié

GRAINE : Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés

GST : *Goods and Services Tax* (taxe sur les produits et services)

GZALE : Grande Zone Arabe de Libre-Échange

H

HOPE (loi) : *Hemispheric Opportunity Through Partnership Encouragement* (les opportunités hémisphériques de Haïti par l'encouragement au partenariat)

I

IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale

IDE : Investissement Direct Étranger

IDH : Indice de Développement Humain créé par l'ONU

J

JICA : Agence japonaise de coopération internationale

L

LAB/CFT : Il s'agit de normes internationales recommandées par le GAFI pour la Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organe intergouvernemental d'élaboration des politiques dont le but est d'établir des normes internationales

M

MANUL : Mission d'appui des Nations unies en Libye

MCE II : Mécanisme de taux de change européen

MENA : *Middle East and North Africa* ou, en français, Moyen-Orient et Afrique du nord (MOAN)

MERCOSUR (ou MERCOSUL) : Marché commun du Sud de l'Amérique. Regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Vénézuela.

MINUL : Mission des Nations unies au Libéria

N

NAHB : *National Association of Home Builders* (Association nationale de constructeurs de maisons)

NGEU : NextGenerationEU, un instrument temporaire de l'UE destiné à favoriser la reprise à l'aide de la Facilité pour la reprise et la résilience (cf. Définition plus haut).

O

OCDE : Organisation de Coopération et Développement Économiques

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMS : Organisation mondiale de la santé.

ONU : Organisation des Nations Unies

OPEP : Organisation des Pays Producteurs de Pétrole

OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe

OTAN : Organisation du Traité Atlantique-Nord

P

PDVSA : *Petróleos de Vénézuela, S.A.* (Petrols du Vénézuela) – la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien

Petrocaribe : Accord de coopération énergétique entre pays des Caraïbes et le Vénézuela permettant aux premiers d'acheter le pétrole à ce dernier à des conditions préférentielles.

PIB : Produit Intérieur Brut

PIN : Le produit intérieur net mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB), nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNB : Produit National Brut

PPP : Partenariat public-privé

PPTE : (Initiative) Pays Pauvres Très Endettés

PSUV : Parti socialiste unifié du Venezuela

PTPGP : Accord global et progressif de partenariat transpacifique

PVC : Polychlorure de vinyle

R

R&D : Recherche et Développement

RAC : République centrarficaine

RAS : Région administrative spéciale

RCEP : *Regional Comprehensive Economic Partnership* ou, en français, Partenariat économique régional global regroupant 15 pays de la zone Asie-Pacifique

RDC : République démocratique du Congo

RMS : Route maritime de la soie

RU : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord

S

SACU : *Southern African Customs Union* (Union Douanière d'Afrique Australe) – union douanière regroupant Afrique du Sud, Lesotho, Botswana, Namibie et Swaziland.

SADC : *Southern African Development Community* (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe)

SCFI : *Shangai Shipping Freight Index*. L'indice SCFI reflète les taux à l'export (Shanghaï) du marché de transport de conteneurs. Il comprend les taux des coûts de fret (indices) de 15 routes maritimes individuelles et un indice composite (Les indices de fret reflètent le fret maritime et les surtaxes maritimes associées à des routes maritimes individuelles payable sur le marché au comptant).

SEPA : *Single Euro Payments Area* (Espace unique de paiement en euro)

SOCAR : *State Oil Company of Azerbaijan Republic* (la compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan)

SOFAZ : *State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan* (Le Fonds pétrolier d'Azerbaïdjan)

SWIFT : *Society for Worldwide Interbank Financial Communication*. Organisation dotée d'un système pour les transferts électroniques de fonds entre les banques membres en Europe et en Amérique du Nord

T

TANAP : *Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline* (Gazoduc transanatolien)

TAP : *Trans-Adriatic Pipeline* (gazoduc trans-adriatique)

TIC : Technologie de l'information et de la communication

TPP : *Trans-Pacific Partnership* (Partenariat Trans-Pacifique)

TTIP : *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement)

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

U

UA : Union Africaine

UE : Union européenne

UEEA : Union économique eurasiatique

UEMOA : Union Économique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest

UEMOA : Union économoque et monétaire ouest-africaine

UNASUR : *Union of South American Nations* (Union des Nations Sud-américaines)

USDA : *United States Department of Agriculture* (Département de l'Agriculture des États-Unis)

USMCA : *The United States-Mexico-Canada Agreement* ou, en français, Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (ACEUM).

RÉSERVE
Le Guide Risques Pays & Sectoriels reflète l'opinion de la Direction de la Recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans ce guide. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface publie ce guide de bonne foi et sur la base d'une obligation de moyens (étant entendu de moyens commerciaux raisonnables) quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la réalité des données. Coface ne pourra être tenu responsable de tout dommage (direct ou indirect) ou perte en tout genre, subis par le lecteur et découlant de l'utilisation par le lecteur des informations, analyses et opinions. Le lecteur est ainsi seul responsable des décisions et conséquences des décisions qu'il prend sur la base du présent guide. Ce guide ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement, sous réserve de porter la mention apparente de Coface, de reproduire le présent paragraphe et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site web de Coface : http://www.coface.fr/Home/Informations-generales/Mentions-legales.

Conception et réalisation : côtécorp.
Crédits photos : Shutterstock, @Arva
Dépôt légal février 2022
ISSN : 2606-7323

coface
FOR TRADE

LES INFORMATIONS CONTENUES
DANS CE GUIDE SONT ACTUALISÉES
RÉGULIÈREMENT SUR WWW.COFACE.COM